RÉPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

PROJET DE LOI DE FINANCES 2022

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET

Septembre 2021

SOMMAIRE

I. NOTE DE PRESENTATION DU BUDGET D'ETAT2022 1-29

II. TEXTE DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2022 30-105

III. BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022 106-275

IV. DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE ET ECONOMIQUE PLURIANNUELLE 2022-2024 276-347

V. AUTRES ANNEXES BUDGETAIRES 348-1 029

- Etat A : Stratégie d'Endettement Public du Mali à Moyen Terme 2022-2022..... 349-372
- Etat B : Plafond des Effectifs par Programme..... 373-380
- Etat C : Répartition des Crédits du Budget Général par Dotation et Programme..... 381-388
- Etat D : Répartition des Crédits des Budgets Annexes par Programme 389-390
- Etat E : Répartition des Crédits des Comptes Spéciaux du Trésor par Programme 391-392
- Etat F : Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics et aux Collectivités Territoriales 393-473
- Etat G : Tableau de Classifications Fonctionnelle et Economique des Dépenses 474-483
- Etat H : Tableau de Classifications Administrative et Fonctionnelle des Dépenses..... 484-496
- Etat I : Tableau de Classifications Administrative et Economique des Dépenses..... 497-507
- Etat J : Tableau Récapitulatif des Programmes par Ministère et Institution 508-516
- Etat K : Programme Triennal d'Investissement..... 517-669
- Etat L : Restes à Payer..... 670-733
- Etat M : Plan de Trésorerie Mensualisé 734-736
- Etat N : Echéances courantes de la dette..... 737-749
- Etat O : Estimation des Subventions à la Consommation sur les Produits Pétroliers 750-757
- Etat P : Statistiques sur les Emplois créés..... 758-767
- Etat Q : Subvention à l'Energie du Mali (EDM-SA) 768-769
- Etat R : Liste des Taxes Parafiscales et leur Evaluation..... 770-771
- Etat S : Annexe sur les Dépenses Fiscales 772-835
- Etat T : Restes à Recouvrer..... 836-839
- Etat U : Annexe Fiscale 840-853
- Etat V : Annexe sur le Genre 854-1 023
- Etat W : Annexe sur les risques budgétaires 1 024-1 026
- Etat X : Annexe sur le plan de mesure d'urgence budgétaire 1 027-1029

VI. SITUATION D'EXECUTION AU 30 JUIN 2021 .....1 030-1 170

NOTE DE PRESENTATION

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

NOTE DE PRÉSENTATION DU BUDGET D'ÉTAT 2022

I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

A. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL[1]

Le processus de préparation du budget de l'Etat pour l'exercice 2022 se déroule dans un environnement économique international marqué toujours par les séquelles de la crise sanitaire de la Covid-19. Aujourd'hui, le monde dispose de plusieurs types de vaccins capables de réduire la gravité et la fréquence des infections. Cependant, l'accès aux vaccins s'avère être la principale ligne de faille qui divise la reprise mondiale en deux blocs : les pays qui pourront envisager une normalisation élargie de leur activité (soit presque tous les pays avancés) et ceux qui continueront de connaître une recrudescence des infections à la Covid-19 assortie d'un bilan humain toujours plus lourd.

La croissance de l'économie mondiale devrait s'établir à 6,0 % en 2021 et à 4,9 % en 2022. Pour 2021, les perspectives ont été révisées à la baisse pour les pays émergents et les pays en développement, et plus particulièrement pour les pays émergents d'Asie en lien avec l'évolution de la Covid-19. En revanche, elles sont revues à la hausse pour les pays avancés compte tenu de l'amélioration de la couverture en vaccin et d'autres mesures de soutien à l'économie. Pour 2022, la révision à la hausse des prévisions de croissance tient en grande partie à l'amélioration des prévisions pour les pays avancés, reflétant les mesures de relance budgétaire supplémentaires et, plus généralement, une amélioration des indicateurs de santé au sein de ce groupe de pays. Toutefois, force est de rappeler que, tant que le virus continue de circuler, la reprise ne sera pas garantie, même au sein des pays qui affichent actuellement des taux d'infection très faibles.

Dans les pays avancés, les perspectives de croissance ont été revues à la hausse pour 2021–2022 en raison de la normalisation plus poussée attendue au second semestre de 2021 à mesure que la vaccination se poursuit, et sous l'effet de mesures de soutiens budgétaires supplémentaires. L'inflation qui s'était creusée en 2020-2021 suite à un déséquilibre temporaire, devrait reculer pour renouer en 2022 avec ses taux d'avant la pandémie, dès que ces perturbations passagères auront terminé d'affecter les prix.

Aux États-Unis, la croissance du PIB se situerait au même niveau que celle de l'économie mondiale en 2022 avec un taux de 4,9% après un rebond de 7% en 2021. L'amélioration des perspectives de l'économie américaine s'explique par les effets positifs de la législation attendue qui favorisera les investissements dans les infrastructures et renforcera les dispositifs de protection sociale au second semestre de 2021.

[1] **FMI, Perspectives Economiques Mondiales (PEM) avril 2021, mises à jour, juillet 2021.**

Dans la zone euro, l'activité économique devrait croitre à un rythme de 4,3% soit 0,6 point de moins que la croissance mondiale. La prévision de la croissance de cette zone augmente de 0,5 point par rapport aux projections d'avril 2021 due au renforcement des mesures de soutiens budgétaires qui seront adoptées par certains pays dont l'Allemagne, l'Espagne, la France et l'Italie et se poursuivraient en 2022.

Les économies des pays émergents et pays en développement continueront de croître en 2022 à 5,2%, soit 1,1 point de moins qu'en 2021. Cette tendance se justifie par les données sur la passation des marchés de vaccins indiquant que la majorité de la population ne sera pas encore efficacement vaccinée en 2021. Il pourrait être nécessaire d'imposer des mesures de confinement et d'endiguement en 2021 et 2022 plus fréquemment que dans les pays avancés, ce qui augmenterait le risque de séquelles à moyen terme sur le potentiel de production de ces pays.

En Chine, les prévisions de croissance pour 2021 se situeraient à 8,1% en baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport aux Perspectives Economiques Mondiales (PEM) d'avril 2021 en raison d'une réduction de l'investissement public et des mesures de soutiens budgétaires globales. En 2022, le taux de croissance économique de la Chine devrait s'établir à 5,7%.

En Afrique subsaharienne[2], la détérioration du bilan pandémique devrait peser sur le redressement de l'économie de la région. Après avoir enregistré la plus forte contraction de son histoire (–1,8 % en 2020), la croissance économique de l'Afrique subsaharienne devrait rebondir pour atteindre 3,4 % en 2021, soit beaucoup moins que la tendance prévue avant la pandémie et dans d'autres zones. En 2022, la croissance économique dans l'espace de l'Afrique subsaharienne devrait s'accélérer et atteindre 4,1%.

Dans la zone UEMOA, malgré un contexte sécuritaire, sanitaire et économique moins favorable, les pays de l'UEMOA devraient optimiser leur espace budgétaire en améliorant leurs cadres budgétaires globaux. Dans le contexte d'un endettement élevé, un cadre crédible à moyen terme qui concilie le besoin de mesures publiques de soutien à court terme et un rééquilibrage à moyen terme serait nécessaire pour maîtriser les coûts d'emprunt et entretenir la confiance.

Sur ce point, au vu des circonstances exceptionnelles de la crise, une suspension temporaire et limitée dans le temps de l'application des règles budgétaires de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) semble souhaitable, si les pays honorent leur engagement à renouer avec une position budgétaire plus viable lorsque la crise perdra de son intensité. En 2022, la zone devrait s'attendre à un taux de croissance[3] de 6,6% soit 1,4 point de pourcentage de plus qu'en 2021 tout en gardant un niveau d'inflation moyen contenu dans la norme communautaire de 3%.

[2] ***Source** : FMI, Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne, d'avril 2021, PEM, mises à jour, juillet 2021.*

[3] **FMI, Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne, d'avril 2021.**

Tableau 1 : Croissance et inflation dans certaines régions.

Zones	Taux de croissance du PIB (%)			Inflation en %		
	2020	2021	2022	2020	2021	2022
Monde	-3,2	6,0	4,9			
Pays avancés	-4,6	5,6	4,4	0,7	1,6	1,7
Pays émergents et en développement	-2,1	6,3	5,2	5,1	4,9	4,4
Afrique subsaharienne	-1,8	3,4	4,1	10,8	9,8	7,8
UEMOA	1,1	5,2	6,6	2,2	1,9	1,9

***Source** : FMI, Perspectives économiques mondiales et régionales, avril 2021 ; Mises à jour, juillet 2021.*

B. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE NATIONAL[4]

Comme partout dans le Monde, la maladie à coronavirus persiste aussi au Mali, mais baisse de plus en plus d'intensité, grâce, notamment, aux mesures de riposte dont la vaccination et d'autres mesures barrières adoptées par les autorités nationales. En 2021, l'économie malienne devrait commencer à se remettre de la crise tirée par la reprise de la demande intérieure et extérieure, ainsi qu'une forte reprise dans le secteur agricole, particulièrement le coton. La croissance du PIB réel est prévue à 4,6% en 2021. La croissance de l'activité économique devrait s'accélérer en 2022 pour atteindre 5,2%. Cette prévision de croissance se fonde essentiellement sur les hypothèses suivantes : (i) la reprise de la production cotonnière grâce à l'instauration d'un climat de confiance entre les producteurs de coton et le Gouvernement, (ii) une bonne pluviométrie, (iii) la poursuite des programmes d'investissements publics, (iv) le dynamisme des branches : transports et télécommunications, textiles, électricité et eau.

L'inflation devrait demeurer en dessous de la norme communautaire de 3% pour s'afficher à 2,0% en 2022.

Par ailleurs, la politique monétaire devrait demeurer accommodante et la masse monétaire, définie au sens large, devrait connaitre une nette augmentation grâce au crédit à l'économie.

En ce qui concerne le secteur extérieur, les termes de l'échange devraient se détériorer en 2022 compte tenu de la baisse attendue du cours de l'or et en dépit d'une amélioration de la production du coton estimée à 800 000 tonnes en 2021 (contre 156 472,202 tonnes lors de la campagne agricole 2020). Le déficit de la balance courante, exprimé en pourcentage du PIB, devrait se creuser davantage entre 2021 et 2022, en raison d'une augmentation plus rapide des importations par rapport aux exportations. Quant au solde global de la balance des paiements, il devrait rester positif en 2021.

[4]**Source : Autorités maliennes, FMI, 2021.**

II. CADRAGE BUDGÉTAIRE 2022

Les objectifs et les orientations de la politique budgétaire pour 2022 sont définis sur la base des perspectives macroéconomiques, des engagements pris par le Gouvernement ainsi que des priorités de politiques publiques définies dans le CREDD 2019-2023 et le Plan d'Action du Gouvernement (PAG) de transition 2021-2022.

A. HYPOTHÈSES DE PRÉVISIONS DU BUDGET 2022

Les prévisions budgétaires de 2022 sont établies sur la base d'une prévision de croissance économique de 5,2%. L'inflation, mesurée par la moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation, est projetée à 2,0% en 2022 contre 1,5% en 2021.

Tableau 2 : Hypothèses macroéconomiques du cadrage budgétaire 2021-2024

Libellés	2021	2022	2023	2024	Moyenne 2022-2024
PIB nominal (Mds FCFA)	10 777,9	11 580,7	12 432,7	13 252,1	12 421,8
Taux croissance PIB réel	4,6%	5,2%	5,5%	5,0%	5,2%
Variation du déflateur du PIB	2,5%	2,1%	1,8%	1,5%	1,8%
Taux d'inflation (moyenne annuelle)	1,5%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%

Source : INSTAT-Mali, mai 2021.

Les hypothèses macroéconomiques indiquées dans le tableau 2 ont été utilisées pour déterminer les objectifs de la politique budgétaire en 2022.

B. OBJECTIFS ET ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2022

1 OBJECTIFS DE LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE

Pour l'exercice 2022, la politique budgétaire vise à amorcer le retour progressif de la trajectoire des finances publiques vers les objectifs du pacte de convergence communautaire de l'UEMOA et assurer la cohérence avec le programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) du Fonds Monétaire International (FMI).

Les recettes fiscales nettes augmenteront de 0,4 point de pourcentage du PIB par rapport à la Loi de Finances rectifiée 2021 pour s'établir à 15,5%.

Les dons, quant à eux, devraient fortement baisser de 1,3 point de pourcentage du PIB par rapport à 2021 pour s'établir à 0,8% du PIB en 2022.

En ce qui concerne les dépenses totales et prêts nets, elles diminueront de 2,1 points de pourcentage de PIB pour s'établir à 27,0% du PIB en 2022. Les dépenses courantes chuteront de 0,5 point de pourcentage et les dépenses en capital de 1,8 point, pour s'établir respectivement à 15,6% et 6,3% du PIB en 2022.

Ainsi, le déficit budgétaire (dons inclus) diminuerait de 0,9 point de pourcentage pour s'établir à 4,7% en 2022 contre 5,6% en 2021.

Pour concrétiser cet effort de consolidation sans remettre en cause les dépenses urgentes de santé et de sécurité, il sera procédé à une réallocation stratégique des dépenses en fonction des priorités.

Le tableau 3 présente les cibles des principaux agrégats budgétaires.

Tableau 3 : Agrégats budgétaires pour 2021-2022.

Agrégat	2021	2022
Recettes fiscales nettes (% PIB)	15,1%	15,5%
Dons (% PIB)	2,1%	0,8%
Dépenses totales et prêts nets (% PIB)	29,1%	27,0%
Masse salariale (% PIB)	7,0%	7,3%
Solde primaire (% PIB)	-4,3%	-3,2%
Solde global dons inclus (% PIB)	-5,6%	-4,7%
Solde budgétaire de base (% PIB)	-4,5%	-3,9%
Assistance budgétaire (% PIB)	0,8%	0,1%
Dette publique (% PIB)	50,1%	51,4%

***Source** : Autorités maliennes, FMI, 2021.*

La réalisation de ces objectifs sera sous-tendue par les mesures ci-dessous présentées conformément aux orientations de la politique budgétaire.

2 ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE

Les orientations budgétaires pour l'atteinte des objectifs susmentionnés s'inscrivent essentiellement dans le cadre de la poursuite des réformes engagées en matière de gestion des finances publiques. Conformément aux priorités édictées par le Gouvernement de la Transition, il s'agira, de réduire le train de vie de l'Etat et de poursuivre les efforts d'amélioration de la gestion des finances publiques, en remédiant aux faiblesses mises en lumière par les évaluations PEFA ainsi que par les missions d'assistance technique du FMI (évaluation de la gestion des investissements publics - PIMA, risques budgétaires, mise en œuvre des AE-CP). L'adoption et la mise en œuvre du nouveau Plan de Réforme de la Gestion des Finances Publiques au Mali (PREM 2022-2026) et l'application du nouveau cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA, resteront également inscrites dans l'agenda des réformes.

En outre, le Gouvernement continuera à mettre en œuvre les réformes relatives à (i) la rationalisation des exonérations et l'amélioration du cadre institutionnel, législatif et règlementaire et (ii) la relecture des différents textes (investissements, impôts, douanes, pétrolier, etc.).

En matière de recettes, les mesures envisagées pour soutenir la mobilisation des ressources concernent, entre autres :

- l'élargissement de l'assiette fiscale dans les secteurs agricole et informel ;
- l'augmentation des taux d'accises sur certains produits qui sont taxés en dessous des plafonds de l'UEMOA (par exemple, tabac, boissons alcoolisées, véhicules) et l'introduction des droits d'accises sur certains produits non soumis (bouillons alimentaires, produits cosmétiques, café);

- l'introduction d'un impôt sur les télécommunications;
- l'imposition des transferts de fonds et du commerce électronique ;
- la mise en place d'une base des données de fiscalité foncière (SITFI) ;
- la réduction des dépenses fiscales ;
- le renforcement de la surveillance des produits pétroliers ;
- la poursuite des réformes pour l'amélioration de l'efficacité de l'administration fiscale et des douanes avec l'objectif d'une augmentation durable des recettes et de promotion du civisme fiscal ;
- la poursuite de la consolidation du compte unique du trésor (CUT) pour une gestion performante de la trésorerie avec l'assistance technique du FMI.

En matière de dépenses, le Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) 2019-2023, demeure la référence du Gouvernement en matière de stratégie de développement. Il est complété par les mesures inscrites dans le Plan d'Action du Gouvernement de transition (PAG) 2021-2022 dont la prise en charge a été entamée depuis le budget d'Etat 2021 et se poursuivra dans le budget 2022.

III. SITUATION DES CRITÈRES DE CONVERGENCE DE L'UEMOA ET DE LA CEDEAO

Dans le cadre de la gestion de la pandémie de la Covid-19, l'UEMOA et la CEDEAO ont assoupli l'application des règles de convergence communautaire. Malgré cela, le suivi des cibles et le retour progressif aux niveaux d'avant crise demeurent une préoccupation pour le gouvernement.

A. ÉTAT DE LA CONVERGENCE DE L'UEMOA

En 2021 et 2022, le Mali respectera deux (02) critères sur cinq (05). Les critères non respectés s'expliquent par les effets cumulés des crises sanitaire, sociale et sécuritaire qui occasionnent des augmentations de dépenses budgétaires pendant que l'Etat continue d'avoir des difficultés à mobiliser les ressources internes et externes. Cet état est illustré dans le tableau 4.

Tableau 4 : Position du Mali par rapport aux critères de convergence de l'UEMOA

Critères de convergence	Norme UEMOA	2020	2021	2022
		Estimation	*Prévision rectifiée*	*Prévision*
Critères de premier rang				
Ratio du solde budgétaire global, dons inclus en % PIB	**≥ -3%**	-5,5%	-5,6%	-4,7%
Taux d'inflation	**≤ 3%**	**0,7%**	**1,5%**	**2,0%**
Encours de la dette publique rapporté au PIB	**≤ 70%**	**47,3%**	**50,1%**	**51,4%**
Critères de second rang				
Masse salariale sur recettes fiscales	**≤ 35%**	43,0%	46,5%	47,0%
Taux de pression fiscale	**≥ 20%**	14,2%	15,1%	15,5%
Nombre de critères respectés		**2/5**	**2/5**	**2/5**

Source : MEF, FMI 2021.

B. ÉTAT DE LA CONVERGENCE DE LA CEDEAO

Concernant la surveillance multilatérale de la CEDEAO, le Mali respectera en 2021 et 2022 deux (02) critères de convergence parmi ceux qui lui sont applicables :

- un (01) critère de premier rang : le taux d'inflation en moyenne annuelle et ;
- un (01) critère de second rang : le ratio de l'encours de la dette publique en pourcentage du PIB.

Le tableau 5 en est une illustration.

Tableau 5 : Position du Mali par rapport aux critères de convergence de la CEDEAO

Critères de convergence	Norme CEDEAO	2020	2021	2022
		Estimation	*Prévision rectifiée*	*Prévision*
Critères de premier rang				
Ratio du déficit budgétaire dons compris/ sur le PIB nominal	**≤ 3%**	-5,5%	-5,6%	-4,7%
Taux d'inflation en moyenne annuelle	**≤ 5%**	**0,7%**	**1,5%**	**2,0%**
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale ≤ 10% des recettes fiscales de l'année antérieure *	**≤ 10%**	**--**	**--**	**--**
Réserves extérieures brutes en mois d'importations *	**≥ 3 mois**	**--**	**--**	**--**
Critères de second rang				
Ratio de l'encours de la dette publique/PIB	**≤ 70%**	**47,3%**	**50,1%**	**51,4%**
Variation du taux de change nominal *	**± 10%**	**--**	**--**	**--**
Nombre de critères respectés		**2**	**2**	**2**

*** Non applicable aux pays de l'UEMOA.**

IV. DONNÉES CHIFFRÉES DE LA LOI DE FINANCES

A. OPERATIONS BUDGÉTAIRES

Les opérations budgétaires portent sur les recettes et les dépenses.

1 RECETTES BUDGÉTAIRES

Les prévisions de recettes budgétaires pour l'exercice 2022 s'élèveront à 2 130,721 milliards de FCFA contre 2 188,653 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2021, soit une diminution de 57,932 milliards de FCFA correspondant à une baisse de 2,65%, imputable à la réduction des prévisions des recettes du budget général, des budgets annexes et des comptes et fonds spéciaux du trésor.

Le détail des prévisions des recettes budgétaires pour 2022 est donné dans le tableau 6.

Tableau 6 : Détail des prévisions des recettes budgétaires de l'Etat pour 2022.

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	LF rectifiée 2021 (1)	PLF 2022 (2)	Variation	
			Montant (3) = (2) - (1)	%
Budget général	**2 009,083**	**1 987,506**	**-21,577**	**-1,07**
Dons projets et legs	155,600	90,000	-65,600	-42,16
Recettes fiscales nettes	1 637,776	1 798,608	160,832	9,82
Recettes non fiscales	61,846	14,459	-47,387	-76,62
Dons programmes et legs	76,902	5,183	-71,719	-93,26
dont ABS	*11,740*	*5,183*	*-6,558*	*-55,85*
dont ABG	*58,516*	*0,000*	*-58,516*	*-100,00*
Recettes exceptionnelles	8,959	9,256	0,297	3,32
Produits financiers	68,000	70,000	2,000	2,94
Budgets annexes	**8,113**	**7,896**	**-0,217**	**-2,68**
Recettes non fiscales	8,113	7,896	-0,217	-2,68
Comptes spéciaux du Trésor	**171,457**	**135,319**	**-36,138**	**-21,08**
Recettes fiscales	139,563	120,659	-18,904	-13,55
Recettes non fiscales	3,380	3,510	0,130	3,85
Transferts reçus d'autres budgets	27,202	11,150	-16,052	-59,01
Dons programmes et legs	1,312	0,000	-1,312	-100,00
Total recettes budgétaires	**2 188,653**	**2 130,721**	**-57,932**	**-2,65**

Source : DGB, 2021.

1.1. Recettes du budget général

Les recettes du budget général s'élèveront à 1 987,506 milliards de FCFA en 2022 contre un montant rectifié de 2 009,083 milliards de FCFA en 2021, soit une variation à la baisse de 21,577 milliards de FCFA ou un taux de (-1,07)%, imputable essentiellement à la diminution des prévisions des dons budgétaires. Sur ce montant, 94,75% sont d'origine intérieure et 5,25% sont d'origine extérieure. Elles se déclinent par nature de recettes comme suit :

1.1.1. Recettes fiscales nettes[5]

La prévision des recettes fiscales nettes, constituées d'impôts directs et indirects, s'élève à 1 798,608 milliards de FCFA en 2022 contre 1 637,776 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2021, soit un accroissement de 160,832 milliards de FCFA, ou un taux d'augmentation de 9,82%. Cette augmentation est en lien avec la volonté d'atteindre progressivement la cible communautaire en matière de taux de pression fiscale.

1.1.2. Recettes non fiscales

La prévision des recettes non fiscales s'élève à 14,459 milliards de FCFA pour 2022 contre 61,846 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2021, soit une baisse de 47,387 milliards de FCFA ou un taux de régression de 76,62%. La baisse est liée essentiellement au fait que le montant attendu de la vente de la licence téléphonique à un quatrième opérateur, n'est pas reconduit dans ce projet de budget pour 2022.

1.1.3. Dons projets, dons programmes et legs

Ces dons proviennent principalement des institutions internationales et des gouvernements étrangers et s'élèveront en 2022 à 95,183 milliards de FCFA contre 232,502 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2021, soit une baisse de 137,319 milliards de FCFA ou un taux de diminution de 59,06%. Ils se décomposent en dons projets qui sont estimés à 90,000 milliards de FCFA en 2022 contre un montant rectifié en 2021 de 155,600 milliards de FCFA, et en dons programmes qui sont estimés à 5,183 milliards de FCFA en 2022 contre un montant révisé de 76,902 milliards de FCFA en 2021.

Les dons programmes sont constitués de l'Appui Budgétaire Sectoriel (ABS) et de l'Appui Budgétaire Général (ABG) en dons.

S'agissant de l'ABS, il passe de 11,740 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectificatif de 2021 à 5,183 milliards de FCFA dans le budget pour 2022, soit une diminution de 6,558 milliards de FCFA ou un taux de diminution de 55,85%. Cette baisse s'explique essentiellement par la non reconduction des reports des ressources effectués dans la Loi de Finances rectificative 2021.

Les prévisions de l'ABS par partenaire technique et financier pour l'exercice 2022 sont données dans le tableau 7.

[5] Elles correspondent aux recettes brutes desquelles sont déduits les crédits de TVA qui sont inscrits au niveau des Comptes spéciaux du Trésor.

Tableau 7: Evolution de l'Appui budgétaire sectoriel.

(Montant en milliards de FCFA)

Partenaires techniques et financiers	LF rectifiée 2021 (1)	PLF 2022 (2)	Variation	
			Montant (3) = (2) - (1)	%
Suisse/ ABSD	2,760		-2,760	-100,00
Agence Française pour le Développement (AFD)/PAAMEFIP	1,339	2,346	1,007	75,21
Agence luxembourgeoise pour la Coopération au Développement (Lux Dev)/ ABSD	3,480	2,837	-0,643	-18,47
Report ABS Santé Canada	3,076		-3,076	-100,00
Report ABS Education Canada	1,086		-1,086	-100,00
Total	**11,740**	**5,183**	**-6,558**	**-55,85**

Source : DGB, 2021.

En ce qui concerne l'ABG inscrit dans les recettes budgétaires, il est constitué de dons exclusivement, les prêts ayant été déclassés des recettes budgétaires vers les ressources de trésorerie.

Pour l'exercice budgétaire 2022, aucune annonce n'est faite par les bailleurs des fonds, tandis que la Loi de Finances rectificative 2021 prévoit un montant rectifié de 58,516 milliards de FCFA.

La répartition de l'ABG par partenaire technique et financier est donnée dans le tableau 8.

Tableau 8 : Evolution de l'Appui budgétaire général en dons.

(Montant en milliards de FCFA)

Partenaires techniques et financiers	LF rectifiée 2021 (1)	PLF 2022 (2)	Variation	
			Montant (3) = (2) - (1)	%
Union européenne	39,357		-39,357	-100,00
Banque africaine de Développement (BAD)	2,945		-2,945	-100,00
Banque mondiale (appui énergie)	15,213		-15,213	-100,00
UEMOA	1,000		-1,000	-100,00
TOTAL ABG en dons	**58,516**	**0,000**	**-58,516**	**-100,00**

Source : DGB, 2021.

1.1.4. Recettes exceptionnelles

En 2022, les recettes exceptionnelles seront constituées uniquement des annulations de dettes et s'élèveront à 9,256 milliards de FCFA contre 8,959 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2021, soit une légère hausse de 0,297 milliard de FCFA ou un taux de progression de 3,32%.

1.1.5. Produits financiers

La prévision pour les produits financiers s'élève à 70,000 milliards de FCFA en 2022 contre 68,000 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2021, soit une augmentation de 2,000 milliards de FCFA en lien avec l'amélioration du suivi des parts de l'Etat, notamment dans les actions des sociétés minières.

1.2. Recettes des budgets annexes

Les budgets annexes comprennent : les Entrepôts Maliens au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Togo, en Guinée, au Ghana, en Mauritanie et au Bénin.

Les recettes des budgets annexes sont estimées à 7,896 milliards de FCFA en 2022 contre une prévision de 8,113 milliards de FCFA en 2021, soit une diminution de 0,217 milliard de FCFA ou un taux de régression de 2,68%. Ces prévisions sont en lien avec la projection des trafics des marchandises établie par lesdits Entrepôts.

1.3. Recettes des comptes spéciaux du trésor

Les recettes des Comptes Spéciaux du Trésor sont estimées à 135,319 milliards de FCFA en 2022 contre une prévision de 171,457 milliards de FCFA en 2021, soit une diminution de 36,138 milliards de FCFA ou un taux de régression de 21,08%. Cette diminution découle essentiellement de la consommation programmée d'une partie importante du stock des ressources du Fonds pour le Développement Durable (FDD) en 2021.

Les Comptes spéciaux du Trésor sont constitués du :

- Fonds pour l'Aménagement et la Protection des Forêts ;
- Fonds pour l'Aménagement et la Protection de la Faune ;
- Fonds National d'Appui à l'Agriculture ;
- Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique ;
- Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant ;
- Fonds de Remboursement des Crédits de TVA ;
- Fonds National de Développement de la Statistique ;
- Fonds pour le Développement Durable ;
- Programme de Développement des Ressources Minérales ;
- Fonds de Financement de la Recherche, de la Formation et de la Promotion des Activités minières ;
- Fonds d'Etude d'Impact Environnemental et Social.

2 DÉPENSES BUDGÉTAIRES

Les prévisions de dépenses budgétaires au titre de l'exercice 2022 s'élèvent, en termes de crédits de paiement (CP), à 2 748,285 milliards de FCFA contre 2 841,580 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2021, soit une baisse de 93,295 milliards de FCFA, correspondant à une diminution de 3,28%. En termes d'autorisations d'engagement (AE), elles s'élèvent à 1 208,755 milliards de FCFA pour 2022 contre 1 105,067 milliards de FCFA en 2021, soit une augmentation de 103,687 milliards de FCFA ou un taux de progression de 9,38%. Les dépenses budgétaires sont présentées par natures, par type de programmes et par fonctions.

2.1 Présentation des dépenses budgétaires par natures

La répartition des prévisions de dépenses budgétaires par budgets et par natures économiques est présentée dans le tableau 9.

Tableau 9 : Répartition des dépenses par budgets et par natures économiques.
(Montant en milliards de FCFA)

Natures Economiques	LF rectifiée 2021		PLF 2022		Ecart		Variation en %	
	AE (1)	CP (2)	AE (3)	CP (4)	AE (3) - (1)	CP (4) - (2)	AE	CP
Budget Général (1)	**1 028,990**	**2 662,010**	**1 171,920**	**2 605,070**	**142,930**	**-56,940**	**13,89**	**-2,14**
Dépenses ordinaires		**1 779,102**		**1 861,157**		**82,055**	-	**4,61**
Personnel dont		758,025		841,464		83,439	-	11,01
Fonctionnaires de l'Etat		*541,574*		*591,839*		*50,264*	-	9,28
Fonctionnaires des Collectivités Territoriales		*216,450*		*249,625*		*33,175*	-	15,33
Acquisitions de biens et services, dont		459,264		429,694		-29,570	-	-6,44
Matériel et fonctionnement		*161,941*		*155,584*		*-6,357*	-	-3,93
Déplacement et mission		*58,332*		*59,998*		*1,666*	-	2,86
Communication et énergie		*48,740*		*49,585*		*0,845*	-	1,73
Autres dépenses		*175,551*		*149,827*		*-25,724*	-	-14,65
Charges financières		141,200		175,063		33,863	-	23,98
Transferts et subventions *dont*		407,604		401,927		-5,677	-	-1,39
Bourses		*17,906*		*17,906*		*0,000*	-	0,00
Dépenses en atténuation des recettes		13,009		13,009		0,000	-	0,00
Dépenses en capital	**1 028,990**	**882,907**	**1 171,920**	**743,913**	**142,930**	**-138,994**	**13,89**	**-15,74**
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	1 028,990	882,907	1 171,920	743,913	142,930	-138,994	13,89	-15,74
Dépenses de transferts en capital	0	0	0	0			-	-
Budgets annexes (2)	**2,151**	**8,113**	**2,029**	**7,896**	**-0,121**	**-0,217**	**-5,64**	**-2,68**
Comptes spéciaux du Trésor (3)	**73,927**	**171,457**	**34,805**	**135,319**	**-39,122**	**-36,138**	**-52,92**	**-21,08**
TOTAL GENERAL (1+2+3)	**1 105,067**	**2 841,580**	**1 208,755**	**2 748,285**	**103,687**	**-93,295**	**9,38**	**-3,28**

Source : DGB, 2021.

2.1.1 Dépenses du Budget général

Les dépenses du budget général pour 2022 sont évaluées à 2 605,070 milliards de FCFA dont 1 861,157 milliards de FCFA au titre des dépenses ordinaires et 743,913 milliards de FCFA au titre des dépenses en capital. Elles sont en régression de 2,14% par rapport à celles rectifiées de 2021.

A titre de rappel, dans le budget d'Etat, les dépenses ordinaires sont inscrites en Crédits de Paiement (CP) tandis que les dépenses en capital le sont en Autorisations d'Engagement (AE) et en Crédits de Paiement (CP). Les AE constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la Loi de Finances. Les CP constituent quant à eux, la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au cours de l'exercice.

2.1.1.1 Dépenses ordinaires

Les crédits de paiement des dépenses ordinaires pour 2022 sont évalués à 1 861,157 milliards de FCFA contre 1 779,102 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2021, soit une augmentation de 82,055 milliards de FCFA ou un taux de progression de 4,61%. Les dépenses ordinaires se déclinent en dépenses de personnel, d'acquisitions de biens et services, de charges financières, de transferts et subventions et des dépenses en atténuation des recettes.

- **Personnel :**

Les crédits de paiement des charges salariales du personnel civil et militaire de l'Etat et des fonctionnaires des Collectivités Territoriales sont évalués en 2022 à 841,464 milliards de FCFA contre 758,025 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2021, soit une augmentation de 11,01%. Cette augmentation s'explique par l'octroi des avantages salariaux, les recrutements, et les avancements statutaires du personnel civil et militaire.

- **Acquisitions de biens et services :**

Les crédits de paiement des dépenses de la rubrique « Acquisitions de biens et services » passent de 459,264 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2021 à 429,694 milliards de FCFA pour 2022, soit une diminution de 6,44%. Cette baisse est imputable essentiellement au fait que l'augmentation exceptionnelle pour les dépenses militaires et les élections effectuée en 2021, n'est pas reconduite pour 2022.

- **Charges financières :**

Les crédits de paiement des charges financières pour l'exercice 2022 sont évalués à 175,063 milliards de FCFA contre 141,200 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2021, soit une augmentation de 23,98%. Ils servent au paiement des intérêts sur la dette intérieure (139,568 milliards de FCFA) et extérieure (35,495 milliards de FCFA).

- **Transferts et subventions :**

Les crédits de paiement des dépenses de transferts et subventions sont évalués à 401,927 milliards de FCFA en 2022 contre 407,604 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2021, soit une diminution de 1,39%. Cette diminution est imputable essentiellement à la reconduction du montant habituel au titre de la subvention à l'EDM SA (30,000 milliards de FCFA) contre un montant renforcé par l'appui budgétaire général de la Banque mondiale accordé en 2021 (63,318 milliards de FCFA).

- **Dépenses en atténuation des recettes :**

Les crédits de paiement des dépenses en atténuation des recettes s'élèvent à 13,009 milliards de FCFA dans le budget d'Etat 2022 et correspondent au même montant qu'en 2021. Ils se décomposent en dépenses de remboursement des exonérations sur les investissements pour 7,709 milliards de FCFA et de remboursement des droits indument perçus pour 5,300 milliards de FCFA.

2.1.1.2 Dépenses en capital

Les dépenses en capital sont constituées de dépenses d'investissements exécutés par l'Etat et de dépenses de transferts en capital. Les dépenses d'investissements exécutés par l'Etat comprennent les dépenses en équipement des administrations publiques, celles liées aux études et recherches, le Budget Spécial d'Investissement (BSI), financement intérieur et extérieur et l'Appui Budgétaire Sectoriel (ABS).

En 2022, les autorisations d'engagement pour les dépenses en capital sont évaluées à 1 171,920 milliards de FCFA contre 1 028,990 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2021, soit une augmentation de 13,89%. Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à 743,913 milliards de FCFA dans le budget 2022 contre 882,907 milliards de FCFA dans celui rectifié de 2021, soit une baisse de 15,74%. Dans le détail, ces dépenses se présentent ainsi qu'il suit :

- **Equipement - investissement :**

Les autorisations d'engagement pour les dépenses de la rubrique « Equipement-investissement » se chiffrent à 262,335 milliards de FCFA dans le budget 2022 contre 339,927 milliards de FCFA en 2021, soit une baisse de 77,591 milliards de FCFA.

En ce qui concerne les crédits de paiement pour les dépenses de la même rubrique, ils s'élèveront à 262,335 milliards de FCFA dans le budget 2022 contre 308,382 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié de 2021, soit une diminution de 46,047 milliards de FCFA. Cette diminution est imputable essentiellement au fait que l'augmentation exceptionnelle pour les dépenses militaires effectuée en 2021, n'est pas reconduite pour 2022.

- **Budget Spécial d'Investissement (financement intérieur) :**

Les autorisations d'engagement pour les dépenses du BSI financement intérieur se chiffrent à 904,402 milliards de FCFA dans le budget 2022 contre 677,323 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2021, soit une augmentation de 227,079 milliards de FCFA. S'agissant des crédits de paiement pour les dépenses de la même rubrique, ils augmenteront de 47,810 milliards de FCFA en passant de 246,294 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2021 à 294,104 milliards de FCFA dans le budget 2022.

Ces inscriptions sont destinées, essentiellement, à la prise en charge des infrastructures dans les domaines routiers, du développement rural et des services sociaux de base.

Ci-dessous sont présentés, à titre d'illustration, quelques projets phares du budget d'Etat financés sur ressources intérieures en 2022 :

Tableau 10 : Projets saillants dans le BSI intérieur

Projets sur BSI financement intérieur	Montant en milliards de FCFA
Programmes d'infrastructures dans les régions (Infrastructures économiques, pistes rurales, salles de classe, centres de santé, équipements)	27,855
Réhabilitation route Bamako-Kati-Kolokani-Didieni-Diéma-Sandaré-Kayes-Kidira	15,000
Construction et Equipement hôpitaux	10,000
Construction/ Bitumage route Sandaré	10,000
Programme d'urgence routier	7,300
Réhabilitation du Stade 26 mars	6,000
Programme d'urgence AEP milieu rural	6,000
Contrat Plan Etat Office du Niger	5,500
Programme de construction de 50 000 logements sociaux	5,000
Amélioration du plateau technique des hôpitaux	5,000
Aménagement traversée ville de Sikasso	4,690
Contrat Plan Etat Régions	4,100
Construction et bitumage route Banconi-Dialakorodji-Safo-Dabani-Nonsombougou	4,000
Construction et bitumage route Tambaga-Manatali	3,000

- **Budget Spécial d'Investissement (financement extérieur) :**

En 2022, aucune autorisation d'engagement n'est prévue au titre des dépenses du BSI financement extérieur, en raison du fait que l'exécution des crédits de paiement y afférents, s'effectue par les procédures des bailleurs et non par les procédures budgétaires et comptables nationales.

Les crédits de paiement pour les dépenses de la même rubrique « BSI financement extérieur », se chiffreront à 190,000 milliards de FCFA dans le budget 2022 contre 324,200 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2021, soit une baisse de 134,200 milliards de FCFA. Cette diminution est en lien avec la suspension des décaissements par certains bailleurs des fonds entamée depuis le budget rectifié 2021.

Ci-dessous sont présentés, à titre d'illustration, quelques projets phares du budget d'Etat financés sur ressources extérieures en 2022 :

Tableau 11 : Projets saillants dans le BSI extérieur :

Projets sur BSI financement extérieur	Montant en milliards de FCFA
Financement inclusif des filières agricoles au Mali	13,338
Projet AEP Ville de Bamako par Kabala	12,000
Etude et Aménagement du Barrage de Taoussa	10,000
Projet d'interconnexion électrique Guinée-Mali (PIEGM)	8,090
Construction et Bitumage de la route de Kolondieba-Zantiebougou-frontiere RCI	7,223
Construction/ Réhabilitation de la route transsaharienne	7,007
Projet de développement de l'Agriculture dans les zones arides du Mali	7,000
Programme régional d'appui au pastoralisme au sahel (PRAPS) II Mali	6,254
Programme de Développement de l'Irrigation	6,200
Projet de développement durable des exploitations pastorales sahel au Mali (PDDEPS-Mali)	6,000
Projet N'Débougou phase IV	5,245
Projet d'appui au développement de l'élevage au Mali (PADEL-M)	4,950

➢ **Appui Budgétaire Sectoriel (ABS) :**

Les autorisations d'engagement pour les dépenses d'ABS se chiffreront à 5,182 milliards de FCFA dans le budget 2022 contre 11,740 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2021, soit une diminution de 6,558 milliards de FCFA. Concernant les crédits de paiement au titre de l'ABS, ils sont égaux aux AE pour les exercices 2021 et 2022. La diminution du montant prévisionnel se justifie par la baisse des dépenses qui est consécutive à la baisse des annonces au titre de l'ABS.

2.1.2 Dépenses des Budgets annexes

Les autorisations d'engagement des budgets annexes se chiffrent à 2,029 milliards de FCFA dans le budget 2022 contre 2,151 milliards de FCFA dans celui de 2021, soit une diminution de 0,121 milliard de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils se chiffrent à 7,896 milliards de FCFA en 2022 contre 8,113 milliards de FCFA en 2021, soit une diminution de 0,217 milliard de FCFA. La baisse est consécutive à la diminution des prévisions des recettes au niveau de certains entrepôts, au regard du principe de l'équilibre des dépenses et des recettes des budgets annexes.

2.1.3 Comptes spéciaux du Trésor

Les autorisations d'engagement pour les Comptes spéciaux du Trésor se chiffrent à 34,805 milliards de FCFA dans le budget 2022 contre 73,927 milliards de FCFA dans celui de 2021, soit une diminution de 39,122 milliards de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils sont fixés à 135,319 milliards de FCFA contre 171,457 milliards de FCFA en 2021, soit une diminution de 36,138 milliards de FCFA. La diminution est consécutive à la baisse des recettes de certains comptes d'affectation, au regard du principe de l'équilibre des dépenses et des recettes des CST.

2.2 Présentation des dépenses budgétaires par type de programmes

La cartographie des programmes pour 2022 est identique à celle de 2021 excepté au niveau du nombre des objectifs et des indicateurs. Ainsi, le budget d'Etat de 2022 s'articulera autour de :

- 138 programmes dont 29 programmes de pilotage, 97 programmes opérationnels,1 programme des budgets annexes et 11 programmes de Comptes spéciaux du Trésor (CST) ;
- 323 actions dont 118 pour les programmes de pilotage, 187 pour les programmes opérationnels, 7 pour le programme des budgets annexes et 11 pour les programmes des Comptes spéciaux du Trésor ;
- 455 objectifs dont 112 pour les programmes de pilotage, 320 pour les programmes opérationnels, 2 pour le programme des budgets annexes et 21 pour les programmes des Comptes spéciaux du Trésor ;
- 1 133 indicateurs dont 257 pour les programmes de pilotage, 809 pour les programmes opérationnels, 14 pour le programme des budgets annexes et 53 pour les programmes des Comptes spéciaux du Trésor.

La répartition des dépenses budgétaires par type de programme est consignée dans le tableau 12.

Tableau 12 : Répartition des dépenses par type de programmes.

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	LF rectifiée 2021		PLF 2022						Ecart	
	AE (1)	CP (2)	Nombre				AE (3)	CP (4)	AE (3) - (1)	CP (4) - (2)
			Prog	Actions	Objectifs	Indicateurs				
Programmes de pilotage (1)	**185,647**	**624,901**	**29**	**118**	**112**	**257**	**125,585**	**587,350**	**-60,062**	**-37,551**
Personnel		201,717						214,013		12,297
Biens et services		135,605						139,189		3,585
Transferts et subventions		91,837						64,857		-26,980
Investissement	185,647	195,743					125,585	169,291	-60,062	-26,452
Programmes opérationnels (2)	**563,176**	**1 383,200**	**97**	**187**	**320**	**809**	**800,194**	**1 355,472**	**237,019**	**-27,728**
Personnel		426,816						474,110		47,295
Biens et services		175,453						166,401		-9,052
Transferts et subventions		210,307						227,352		17,045
Investissement	563,176	570,624					800,194	487,608	237,019	-83,016
Programmes des Budgets annexes (3)	**2,151**	**8,113**	**1**	**7**	**2**	**14**	**2,029**	**7,896**	**-0,121**	**-0,217**
Personnel		2,477						2,447		-0,031
Biens et services		2,875						2,902		0,027
Transferts et subventions		0,610						0,518		-0,092
Investissement	2,151	2,151					2,029	2,029	-0,121	-0,121
Programmes des Comptes spéciaux du trésor (4)	**73,927**	**171,457**	**11**	**11**	**21**	**53**	**34,805**	**135,319**	**-39,122**	**-36,138**
Personnel		0,170						0,255		0,085
Biens et services		1,320						1,360		0,040
Transferts et subventions		0,740						0,740		0,000
Dépenses en atténuation de recettes		95,300						98,159		2,859
Investissement	73,927	73,927					34,805	34,805	-39,122	-39,122
Dotations (5)	**280,168**	**653,909**					**246,141**	**662,248**	**-34,027**	**8,339**
Personnel		129,492						153,340		23,848
Charges financières de la dette		141,200						175,063		33,863
Biens et services		148,206						124,104		-24,103
Transferts et subventions		105,460						109,718		4,258
Dépenses en atténuation de recettes		13,009						13,009		0,000
Investissement	280,168	116,540					246,141	87,014	-34,027	-29,526
TOTAL (1) + (2) + (3) + (4) + (5)	**1 105,067**	**2 841,580**	**138**	**323**	**455**	**1 133**	**1 208,755**	**2 748,285**	**103,687**	**-93,295**

Source : DGB, 2021.

2.2.1 Programmes de pilotage

Les programmes de pilotage (ou administration générale) sont des programmes qui permettent d'assurer la coordination des actions menées par les programmes opérationnels et la gestion des ressources humaines, matérielles et financières mises à leur disposition.

En 2022, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour les programmes de pilotage s'élèvent à 125,585 milliards de FCFA contre 185,647 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2021, soit une diminution de 60,062 milliards de FCFA. Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à 587,350 milliards de FCFA en 2022 contre 624,901 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2021, soit une diminution de 37,551 milliards de FCFA.

2.2.2 Programmes opérationnels

Les programmes opérationnels sont des programmes regroupant des actions et des activités dont la mise en œuvre concourt directement à l'atteinte des objectifs des Départements ministériels et des Institutions et assimilées.

En 2022, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour les programmes opérationnels s'élèvent à 800,194 milliards de FCFA contre 563,176 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2021, soit une augmentation de 237,019 milliards de FCFA. Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à 1 355,472 milliards de FCFA contre 1 383,200 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2021, soit une diminution de 27,728 milliards de FCFA.

2.2.3 Programme des budgets annexes

En 2022, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour le programme des budgets annexes s'élèveront à 2,029 milliards de FCFA contre 2,151 milliards de FCFA en 2021, soit une diminution de 0,121 milliard de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils sont évalués à 7,896 milliards de FCFA en 2022 contre 8,113 milliards de FCFA en 2021, soit une diminution de 0,217 milliard de FCFA.

2.2.4 Programmes des Comptes Spéciaux du Trésor

En 2022, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour les programmes des comptes spéciaux du trésor s'élèveront à 34,805 milliards de FCFA contre 73,927 milliards de FCFA en 2021, soit une diminution de 39,122 milliards de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils sont évalués à 135,319 milliards de FCFA en 2022 contre 171,457 milliards de FCFA en 2021, soit une diminution de 36,138 milliards de FCFA.

2.2.5 Dotations

En 2022, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour les dotations s'élèvent à 246,141 milliards de FCFA contre 280,168 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2021, soit une diminution de 34,027 milliards de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils sont évalués à 662,248 milliards de FCFA en 2022 contre 653,909 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2021, soit une augmentation de 8,339 milliards de FCFA.

A titre de rappel, les crédits budgétaires non repartis en programmes sont ventilés en dotation. Chaque dotation regroupe un ensemble de crédits globalisés destinés à couvrir les dépenses spécifiques auxquelles ne peuvent être directement associés des objectifs de politiques publiques ou des critères de performance. Il convient de souligner qu'il y a trois (03) sections budgétaires qui sont érigées en dotations, à savoir : l'Assemblée Nationale, les Charges communes et la Direction Générale de la Sécurité d'Etat.

2.3 Présentation des dépenses budgétaires par fonctions

Pour 2022, les allocations budgétaires par secteurs d'intervention de l'Etat (ou fonctions) sont présentées dans le tableau 13.

Tableau 13 : Classification fonctionnelle des dépenses.

(Montant en milliards de FCFA)

FONCTIONS	LF rectifiée 2021		PLF 2022	
	En Montant	Poids en %	En Montant	Poids en %
Services généraux des administrations publiques	732,552	25,78	789,807	28,74
Défense	380,822	13,40	316,273	11,51
Ordre et sécurité publics	163,451	5,75	198,354	7,22
Affaires économiques	705,069	24,81	561,982	20,45
dont Agriculture	*388,086*	*13,66*	*330,217*	*12,02*
Protection de l'environnement	53,225	1,87	44,068	1,60
Logement et équipements collectifs	72,357	2,55	60,342	2,20
Santé	154,350	5,43	171,892	6,25
Loisirs, culture et culte	17,269	0,61	28,051	1,02
Enseignement	465,506	16,38	485,972	17,68
Protection sociale	96,980	3,41	91,544	3,33
TOTAL	**2 841,580**	**100,00**	**2 748,285**	**100,00**

Source : DGB, 2021.

Les fonctions « Défense » et « Affaires économiques » enregistrent la baisse la plus significative. Concernant la fonction « Défense », la baisse est imputable au fait que l'augmentation exceptionnelle, en faveur des dépenses militaires, effectuée en 2021 n'est pas reconduite pour 2022. Quant à la fonction « Affaires économiques », incluant la sous-fonction « Agriculture », la baisse est liée essentiellement à la suspension des décaissements par certains bailleurs des fonds entamée depuis le budget rectifié 2021.

2.4 Points saillants des dépenses budgétaires

2.4.1 Poursuite de la prise en charge du Plan d'Action du Gouvernement de transition 2021-2022

La prise en charge du PAG 2021-2022 se poursuit dans le budget 2022. A titre de rappel, le coût du PAG 2021-2022 est évalué à 2 050,063 milliards de FCFA.

2.4.2 Prise en charge de la réfondation de l'Etat

Les allocations budgétaires des départements ministériels seront réorientées vers la prise en charge des actions liées aux différentes réformes institutionnelles. Toutefois, à ces allocations s'ajoutent le financement de certaines actions spécifiques, à savoir :

- les dépenses électorales …….…. 30,750 milliards de FCFA ;
- le plan d'actions pour la mise en œuvre des axes 2 ; 4 et 5 de la feuille de route relatifs à la refondation de l'Etat ……. 1,985 milliard de FCFA ;
- la prise en charge du fonctionnement du Conseil Consultatif de la Refondation de l'Etat ……..…… 0,500 milliard de FCFA ;
- la prise en charge de la Mission d'Appui à la Refondation de l'Etat …… 0,700 milliard de FCFA.

2.4.3 Amélioration des conditions de vie des travailleurs

A l'instar des différents budgets depuis 2019, le budget d'Etat 2022 prend en compte l'amélioration des conditions de vie des travailleurs pour un montant global de 28,267 milliards de FCFA dont 3,949 milliards de FCFA pour lesquels les procès-verbaux (PV) sont déjà signés et 24,318 milliards de FCFA correspondant à l'incidence financière estimée des revendications en cours de négociation.

Les PV déjà signés concernent les personnels des affaires étrangères et de l'administration pénitentiaire. Quant aux négociations en cours, elles concernent l'administration générale de la fonction publique, le corps préfectoral, la coordination des DFM-DRH-CPS, les greffiers des parquets et tribunaux, l'enseignement supérieur, l'enseignement fondamental et secondaire et le personnel de la santé.

2.4.4 Renforcement de la défense et de la sécurité

Dans le budget pour 2022, les inscriptions en faveur du ministère en charge de la défense et de celui en charge de la sécurité enregistrent une progression par rapport au budget de 2021. S'agissant du département en charge de la défense, les inscriptions budgétaires sont fixées à 321,233 milliards de FCFA pour 2022 contre 310,923 milliards de FCFA initialement en 2021. Concernant le département en charge de la sécurité, les crédits budgétaires s'établissent à 131,278 milliards de FCFA pour 2022 contre 107,177 milliards de FCFA en 2021.

2.4.5 Renforcement du système judiciaire

En vue d'améliorer l'appareil judicaire, le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme a initié une loi de programmation pour le secteur de la justice et qui va couvrir la période 2020-2024. Dans ce cadre, l'allocation budgétaire en faveur du Ministère en charge de la Justice pour 2022 est fixée à 36,280 milliards de FCFA contre 32,582 milliards de FCFA en 2021.

2.4.6 Contribution budgétaire à la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger

Les inscriptions budgétaires au titre de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger s'élèveront en 2022 à 103,606 milliards de FCFA comprenant :

- le Fonds pour le Développement Durable pour 22,500 milliards de FCFA ;
- la provision pour les élections de 30,750 milliards de FCFA ;
- l'opérationnalisation des nouvelles régions pour 25,389 milliards de FCFA ;
- le fonctionnement des organes chargés de la mise en œuvre et du suivi de l'Accord, pour 15,420 milliards de FCFA ;
- les contrat-plans Etat/Région pour 4,100 milliards de FCFA ;
- les inscriptions pour le Ministère en charge de la réconciliation pour 3,368 milliards de FCFA ;
- l'étude et l'aménagement du barrage de Taoussa sur financement intérieur pour 2,500 milliards de FCFA ;
- les inscriptions pour les Agences de Développement Régional pour 2,079 milliard de FCFA.

2.4.7 Amélioration de la déconcentration et de la décentralisation budgétaire

Dans le cadre de la déconcentration budgétaire, les crédits inscrits dans les budgets des Régions s'élèveront à 498,727 milliards de FCFA en 2022 contre 470,424 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée de 2021, soit une augmentation de 28,303 milliards de FCFA.

Au titre de la décentralisation budgétaire, les crédits transférés aux Collectivités Territoriales s'élèveront à 471,978 milliards de FCFA dans le budget d'Etat de 2022 contre un montant initial de 457,671 milliards de FCFA et revisé à 459,814 milliards de FCFA en 2021.

Ce montant correspond à 25,17% des recettes budgétaires contre 26,04% en 2021. Toutefois, en termes de valeur nominale, les crédits transférés augmentent respectivement de 14,307 milliards de FCFA et de 12,164 milliards de FCFA par rapport au budget initial et au budget rectifié 2021.

2.4.8 Dépenses sociales et de développement prioritaires

Dans le budget d'Etat, les dépenses sociales et de développement prioritaires sont constituées d'une proportion des inscriptions en faveur des secteurs sociaux, des infrastructures routières et de la décentralisation, hors financement extérieur. Elles concernent les dépenses de l'éducation, de la santé, de la protection sociale, des routes et la subvention de l'Etat au titre du Fonds National d'Appui aux Collectivités Territoriales (FNACT).

Pour 2022, les crédits affectés aux dépenses prioritaires s'élèvent à 648,639 milliards de FCFA contre 610,443 milliards de FCFA dans la Loi de Finances initiale 2021.

2.4.9 Constitution d'une Réserve

Dans le cadre de la gestion budgétaire, la constitution de la réserve de gestion introduite en 2018 sera poursuivie au cours de l'exercice budgétaire 2022. Il s'agira de conserver un certain pourcentage des crédits budgétaires permettant d'atténuer les effets d'une éventuelle dégradation des hypothèses macroéconomiques, ayant servi de base à la prévision des recettes.

Sur la base d'une simulation de rétention variant de 5% à 20% sur les crédits de paiement des dépenses d'acquisition de biens et services, de transferts courants et d'investissements, le montant de cette réserve se chiffrera en 2022 à 22,798 milliards de FCFA contre un montant de 20,556 milliards de FCFA en 2021.

3 SOLDE BUDGÉTAIRE

Arrêté en recettes à la somme de 2 130,721 milliards de FCFA et en dépenses à 2 748,285 milliards de FCFA, le budget d'Etat 2022 présente un déficit budgétaire global de 617,564 milliards de FCFA contre 652,927 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2021, soit une diminution de 5,42%, suivant le tableau 14.

Tableau 14 : Solde budgétaire

(Montant en milliers de FCFA)

Libellés	Recettes budgétaires 2021	Recettes budgétaires 2022	Libellés	Dépenses budgétaires 2021	Dépenses budgétaires 2022	Solde 2021	Solde 2022
BUDGET GÉNÉRAL							
Dons projets et legs	155 600 000	90 000 000	Personnel	758 024 546	841 463 723		
Recettes fiscales nettes	1 637 776 000	1 798 608 000	Charges financières de la dette	141 200 000	175 063 000		
Recettes non fiscales	61 846 000	14 459 374	Biens et services	459 264 160	429 694 103		
Dons programmes et legs	76 901 969	5 182 844	Transferts et subventions	407 604 233	401 926 752		
Recettes exceptionnelles	8 959 000	9 256 000	Dépenses en atténuation des recettes	13 009 308	13 009 308		
Produits financiers	68 000 000	70 000 000	Investissement	882 907 496	743 913 137		
Total recettes du budget général	**2 009 082 969**	**1 987 506 218**	**Total dépenses du budget général**	**2 662 009 743**	**2 605 070 023**	**-652 926 774**	**-617 563 805**
BUDGETS ANNEXES							
Recettes non fiscales	8 113 164	7 895 773	Personnel	2 477 000	2 446 500		
			Biens et services	2 875 473	2 901 973		
			Transferts et subventions	610 000	518 000		
			Investissement	2 150 691	2 029 300		
Total recettes des budgets annexes	**8 113 164**	**7 895 773**	**Total dépenses des budgets annexes**	**8 113 164**	**7 895 773**	**0**	**0**
COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (CST)							
Recettes fiscales	139 563 251	120 659 000	Personnel	170 000	255 000		
Recettes non fiscales	3 380 080	3 510 080	Biens et services	1 320 080	1 360 080		
Transferts reçus d'autres budgets	27 201 548	11 150 000	Transferts et subventions	740 000	740 000		
Dons programmes et legs	1 311 914	0	Dépenses en atténuation de recettes	95 300 000	98 159 000		
			Investissement	73 926 713	34 805 000		
Total recettes des CST	**171 456 793**	**135 319 080**	**Total dépenses des CST**	**171 456 793**	**135 319 080**	**0**	**0**
TOTAL DES RECETTES	**2 188 652 926**	**2 130 721 071**	**TOTAL DES DEPENSES**	**2 841 579 700**	**2 748 284 876**	**-652 926 774**	**-617 563 805**
Solde budgétaire						**-652 926 774**	**-617 563 805**

B. OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE

Les opérations de trésorerie de l'Etat concernent les ressources et les charges de trésorerie.

1 RESSOURCES DE TRÉSORERIE

Pour 2022, les ressources de trésorerie de l'Etat sont évaluées à 228,127 milliards de FCFA contre 332,114 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2021, soit une diminution de 103,987 milliards de FCFA correspondant à un taux de régression de 31,31%. La baisse découle de la diminution des prévisions de produits provenant de la cession des actifs et de celles des produits des emprunts à court, moyen et long termes.

La répartition prévisionnelle des ressources de trésorerie est fournie dans le tableau 15.

Tableau 15 : Evolution des ressources de trésorerie.

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	LF rectifiée 2021 (1)	PLF 2022 (2)	Variation	
			Montant (3) = (2) - (1)	%
Produits provenant de la cession des actifs	90,350	15,000	-75,350	-83,40
Aliénations de meubles	*0,450*	*0,500*	*0,050*	*11,11*
Aliénations d'immeubles	*9,900*	*14,500*	*4,600*	*46,46*
Recettes de Privatisation	*80,000*	*0,000*	*-80,000*	*-100,00*
Produits des emprunts à court, moyen et long termes	220,858	192,013	-28,846	-13,06
Produits des emprunts projets	*168,600*	*100,000*	*-68,600*	*-40,69*
Produits des emprunts programmes	*52,258*	*92,013*	*39,754*	*76,07*
Dépôts sur les comptes des correspondants	15,792	16,232	0,440	2,78
Remboursement des prêts et avances	5,114	4,883	-0,231	-4,52
Total ressources de trésorerie	**332,114**	**228,127**	**-103,987**	**-31,31**

***Source** : DGB, sur la base des données fournies par la DND, la DGABE, la DGDP et la DNTCP, 2021.*

1.1 Produits provenant de la cession d'actifs

Les produits provenant de la cession d'actifs sont évalués à 15,000 milliards de FCFA en 2022 contre 90,350 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2021, soit une baisse de 75,350 milliards de FCFA correspondant à un taux de régression de 83,40%. La baisse est liée essentiellement au fait que le montant attendu de la cession d'une partie des parts de l'Etat dans les actions de la SOTELMA, n'est pas reconduit dans le budget d'Etat 2022.

1.2 Produits des emprunts à court, moyen et long termes

Prévus pour 192,013 milliards de FCFA en 2022 contre 220,858 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2021, les produits des emprunts à court, moyen et long termes connaîtront une baisse de 28,846 milliards de FCFA en 2022, correspondant à un taux de diminution de 13,06%.

Lesdits produits sont constitués des tirages sur les prêts accordés au Gouvernement dans le cadre (i) du financement de projets inscrits au Budget Spécial d'Investissement (BSI), financement extérieur et (ii) de l'Appui Budgétaire Général (ABG).

S'agissant de l'ABG en prêt, la prévision pour 2022 s'établit à 92,013 milliards de FCFA contre 52,258 milliards de FCFA en 2021.

Le détail des prêts ABG par partenaire technique et financier est indiqué dans le tableau 16.

Tableau 16 : Appuis budgétaires généraux (Prêts).

(Montant en milliards de FCFA)

Partenaires Techniques et Financiers	LF rectifiée 2021 (1)	PLF 2022 (2)	Variation	
			Montant (3) = (2) - (1)	%
Banque Africaine de Développement (BAD)	2,945		-2,945	-100,00
Banque mondiale (appui énergie)	18,104		-18,104	-100,00
FMI	31,209	92,013	60,804	194,83
TOTAL ABG (Prêts)	**52,258**	**92,013**	**39,754**	**76,07**

Source : DGB, 2021.

1.3 Dépôts sur les comptes des correspondants

Les correspondants du Trésor sont constitués des organismes et des particuliers disposant d'un compte dans les écritures du Trésor. Pour 2022, leurs dépôts sont prévus pour 16,232 milliards de FCFA contre 15,792 milliards de FCFA en 2021.

1.4 Remboursement des prêts et avances

En 2022, les remboursements de prêts et avances sont évalués à 4,883 milliards de FCFA contre 5,114 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2021, soit une diminution de 0,231 milliard de FCFA, conformément à l'échéancier de remboursement de la dette rétrocédée.

2 CHARGES DE TRÉSORERIE

Pour l'exercice 2022, les charges de trésorerie de l'Etat sont évaluées à 683,420 milliards de FCFA contre 556,683 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2021, soit une augmentation de 126,737 milliards de FCFA.

La répartition des prévisions de charges de trésorerie est fournie dans le tableau 17.

Tableau 17 : Evolution des charges de trésorerie.

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	LF rectifiée 2021 (1)	PLF 2022 (2)	Variation	
			Montant (3) = (2) - (1)	%
Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes	540,891	667,188	126,297	23,35
Principal dette intérieure	*392,788*	*490,707*	*97,919*	*24,93*
Principal dette extérieure	*148,103*	*176,481*	*28,378*	*19,16*
Retraits sur les comptes des correspondants	15,792	16,232	0,440	2,78
Prêts et avances	0,000	0,000	0,000	-
Total charges de trésorerie	**556,683**	**683,420**	**126,737**	**22,77**

Source : DGB, sur la base des données fournies par la DGDP et la DNTCP, 2021.

1.1 Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes

En 2021, les charges au titre du remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes sont prévues pour 667,188 milliards de FCFA contre 540,891 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectifiée 2021, soit une hausse de 126,297 milliards de FCFA ou un taux de progression de 23,35%.

Lesdites charges concernent le remboursement du principal de la dette intérieure pour 490,707 milliards de FCFA et de celui de la dette extérieure pour 176,481 milliards de FCFA.

1.2 Retraits sur les comptes des correspondants

En 2022, les retraits sur les comptes des correspondants sont prévus pour 16,232 milliards de FCFA contre 15,792 milliards de FCFA en 2021.

1.3 Prêts et avances

Aucun montant n'est prévu au titre des prêts et avances en 2022.

C. OBJECTIFS DE RESSOURCES ASSIGNÉS AUX SERVICES D'ASSIETTE ET DE RECOUVREMENT

Pour l'exercice budgétaire 2022, les objectifs de ressources assignés aux services d'assiette et de recouvrement s'élèvent à 2 017,342 milliards de FCFA contre 1 974,178 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectificative 2021, soit une augmentation de 43,164 milliards de FCFA ou un taux d'augmentation de 2,19%.

Ces objectifs sont répartis entre les services, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Tableau 18 : Prévisions des ressources des services d'assiette et de recouvrement.

(Montant en milliards de FCFA)

Services	Recettes budgétaires			Ressources de trésorerie			Total des ressources	
	Rectifiées 2021 (1)	Initiales 2022 (2)	Ecart (3) = (2) - (1)	Rectifiées 2021 (4)	Initiales 2022 (5)	Ecart (6) = (5) - (4)	Rectifiées 2021 (1) + (4)	Initiales 2022 (2) + (5)
Direction Générale des Douanes	656,200	721,289	65,089	0,000	0,000	0,000	**656,200**	**721,289**
Direction Générale des Impôts	987,122	1 061,937	74,815	0,000	0,000	0,000	**987,122**	**1 061,937**
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique	34,500	41,950	7,450	15,792	16,232	0,440	**50,292**	**58,182**
Direction Nationale des Domaines	185,100	156,050	-29,050	10,350	15,000	4,650	**195,450**	**171,050**
Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat	0,000	0,000	0,000	80,000	0,000	-80,000	**80,000**	**0,000**
Direction Générale de la Dette Publique	0,000	0,000	0,000	5,114	4,883	-0,231	**5,114**	**4,883**
TOTAL	**1 862,922**	**1 981,227**	**118,305**	**111,256**	**36,115**	**-75,141**	**1 974,178**	**2 017,342**

Source : DGB, sur la base des données fournies par la DGI, la DGD, la DND, la DGABE, la DGDP et la DNTCP, 2021.

En tenant compte du montant destiné au remboursement des crédits d'impôts, lesdites ressources se présentent comme suit :

Tableau 19 : Projection des ressources brutes et nettes des services d'assiette et de recouvrement.

(Montant en milliards de FCFA)

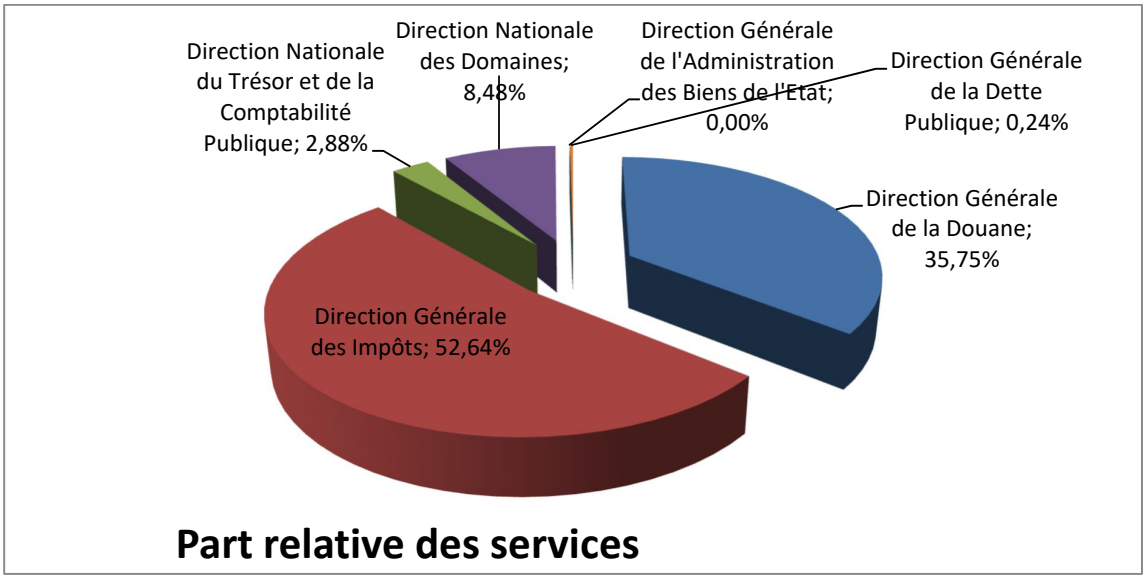
SERVICES	LF rectifiée 2021		PLF 2022		Evolution	
	Brutes	Nettes (1)	Brutes	Nettes (2)	En montant (3) = (2)-(1)	En % = 3)/(1)*100
Direction Générale des Douanes	656,200	614,996	721,289	678,942	63,946	10,40
Direction Générale des Impôts	987,122	925,316	1061,937	998,416	73,100	7,90
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique	50,292	50,292	58,182	58,182	7,890	15,69
Direction Nationale des Domaines	195,450	195,450	171,050	171,050	-24,400	-12,48
Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat	80,000	80,000	0,000	0,000	-80,000	-100,00
Direction Générale de la Dette Publique	5,114	5,114	4,883	4,883	-0,231	-4,52
TOTAL	**1 974,178**	**1 871,169**	**2 017,342**	**1 911,473**	**40,305**	**2,15**
Montant du Crédit de TVA	**95,300**		**98,159**		**2,859**	**3,00%**
Autres exonérations fiscales	**7,709**		**7,709**		**0,000**	**0,00%**

***Source** : DGB, sur la base des données fournies par la DGI, la DGD, la DND, la DGABE, la DGDP et la DNTCP, 2021.*

En termes de montant net (hors montant pour le remboursement des crédits d'impôts), les ressources prévisionnelles s'élèvent à 1 911,473 milliards de FCFA pour 2022 contre 1 871,169 milliards de FCFA dans la Loi de Finances rectificative 2021, soit une augmentation de 40,305 milliards de FCFA ou un taux de progression de 2,15%.

La part relative de chaque service dans les prévisions de recouvrement des ressources est retracée, pour 2022, dans le graphique 1.

Graphique 1 : Part relative des services d'assiette et de recouvrement dans les prévisions des ressources pour 2022.



L'amélioration des recettes des services d'assiette et de recouvrement pour l'exercice budgétaire 2022 sera sous-tendue par les mesures ci-après :

Au titre de la Direction Générale des Impôts (DGI)

Les projections faites tiennent compte de l'impact des mesures nouvelles susceptibles d'entrainer une augmentation des recettes, qui se présentent comme suit :

- l'institution de la facture normalisée;
- le relèvement du taux de l'ISCP sur tabac ;
- la fiscalisation des nouvelles économies, notamment le transfert électronique de fonds ;
- la fiscalisation du secteur Agricole et de l'orpaillage semi-mécanisé,
- l'application de l'ISCP sur certains produits non soumis (bouillons alimentaires, produits cosmétiques, café)

Au titre de la Direction Générale des Douanes (DGD)

L'atteinte des objectifs bruts de recettes de la Direction Générale des Douanes repose sur l'élargissement de la base de certains droits d'assise (notamment les cigarettes, les boissons alcoolisées…) et la réduction des exonérations de droits et taxes. Ainsi, il s'agira de réaliser une moyenne mensuelle de 60,107 milliards F CFA, soit 46,233 milliards F CFA sur les solides et 13,875 milliards F CFA sur les produits pétroliers.

Au titre de la Direction Nationale des Domaines (DND)

Les mesures indiquées pour l'atteinte des objectifs portent sur :

- la maîtrise des transactions foncières à travers la redynamisation du cadre de concertation avec les notaires ;
- le déploiement du système d'information sur les titres fonciers et l'immobilier (SITFI) ;
- le suivi des transactions foncières à travers le SITFI ;
- le suivi des transactions sur les titres miniers etc ;
- le suivi des droits de conservation foncière à travers la formalité fusionnée (principe de la publicité foncière obligatoire) ;
- le recouvrement de la taxe sur la plus-value issue des indemnités d'expropriation ;
- la formalisation de la prise de participation des dix pour cent supplémentaires dans la société des mines d'or de Finkolo.

Au titre de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP)

Les mesures indiquées pour l'atteinte des objectifs portent sur :

- la vulgarisation et le meilleur suivi du « loto sportif » par la Société PMU Mali ;
- l'application du taux de prélèvement de 2% à l'ensemble des jeux organisés par le PMU-Mali ;
- le renforcement du contrôle des différentes régies et le suivi des postes comptables à l'étranger.

D. ÉQUILIBRE FINANCIER

En sus du déficit budgétaire, les besoins de financement incluent l'amortissement de la dette à court, moyen et long termes et les retraits sur les comptes des correspondants.

Ces besoins seront financés par les ressources provenant des emprunts projets et programmes, de la mobilisation de l'épargne à travers les titres d'emprunts émis par le Trésor, de la cession des actifs, des remboursements des prêts et avances et des dépôts sur les comptes des correspondants.

Ainsi, les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre budgétaire et financier sont indiquées dans le tableau 20.

Tableau 20 : Besoins et ressources de financement

(Montant en FCFA)

LIBELLES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2021	INITIALES 2022
Besoins de financement	**1 209 609 751 100**	**1 300 983 393 639**
Amortissement de la dette à court, moyen et long termes	540 891 000 000	667 188 000 000
dont principal dette intérieure	*392 788 000 000*	*490 707 000 000*
dont principal dette extérieure	*148 103 000 000*	*176 481 000 000*
Déficit budgétaire à financer	652 926 774 000	617 563 805 000
Prêts et avances	0	0
Retraits sur les comptes des correspondants	15 791 977 100	16 231 588 639
Ressources de financement	**1 209 609 751 100**	**1 300 983 393 639**
Tirages sur des emprunts projets	168 600 000 000	100 000 000 000
Emission de dette à court, moyen et long termes	877 495 360 800	1 072 856 213 244
Tirages sur des emprunts programmes	52 258 413 200	92 012 591 756
Produits provenant de la cession des actifs	90 350 000 000	15 000 000 000
Remboursements de prêts et avances	5 114 000 000	4 883 000 000
Dépôts sur les comptes des correspondants	15 791 977 100	16 231 588 639

Source : DGB, sur la base des données fournies par la DND, la DGABE, la DGDP et la DNTCP, 2021.

Bamako le 24 septembre 2021
Le ministre de l'Economie et des Finances

Alousséni SANOU

TEXTE DU PROJET DE LOI DE FINANCES

CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

LOI N°2021_____/ CNT-RM
PORTANT LOI DE FINANCES POUR L'EXERCICE 2022

LE CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION

Vu la Constitution,

Vu la Charte de la Transition,

a délibéré et adopté la loi dont la teneur suit :

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER

TITRE I : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

CHAPITRE I: AUTORISATION DE PERCEPTION DES IMPOTS ET PRODUITS

Article 1er : La perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat, aux Collectivités Territoriales et aux Etablissements Publics est effectuée pendant l'année 2022 conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi.

Article 2 : Les affectations, résultant des budgets annexes créés et des comptes spéciaux du Trésor ouverts à la date de dépôt de la présente loi, sont confirmées pour l'année 2022.

CHAPITRE II :DESCRIPTION DES RESSOURCES

Article 3 : Les ressources de l'Etat sont constituées des recettes budgétaires et des ressources de trésorerie.

Section 1 : Evaluation des recettes budgétaires

Article 4 : Pour 2022, les recettes budgétaires de l'Etat sont évaluées à **2 130 721 071 000 FCFA** et réparties comme suit :

Montant en FCFA

NATURE DES RECETTES BUDGETAIRES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2021	INITIALES 2022
Budget général	**2 009 082 969 000**	**1 987 506 218 000**
Dons projets et legs	155 600 000 000	90 000 000 000
Recettes fiscales nettes	1 637 776 000 000	1 798 608 000 000
Recettes non fiscales	61 846 000 000	14 459 374 000
Dons programmes et legs	76 901 969 000	5 182 844 000
Recettes exceptionnelles	8 959 000 000	9 256 000 000
Produits financiers	68 000 000 000	70 000 000 000
Budgets annexes	**8 113 164 000**	**7 895 773 000**
Recettes non fiscales	8 113 164 000	7 895 773 000
Comptes spéciaux du Trésor	**171 456 793 000**	**135 319 080 000**
Recettes fiscales	139 563 251 000	120 659 000 000
Recettes non fiscales	3 380 080 000	3 510 080 000
Transferts reçus d'autres budgets	27 201 548 000	11 150 000 000
Dons programmes et legs	1 311 914 000	0
TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES	**2 188 652 926 000**	**2 130 721 071 000**

Le détail des recettes budgétaires par budget, article et paragraphe se présente comme suit :

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2022

Détail des ressources

Edition du 24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2021	Initiales 2022
1	**BUDGET GENERAL**		
12	**DONS PROJETS ET LEGS**		
12.1	**Dons projets des institutions internationales**	**155 600 000**	**90 000 000**
12.1.1	**Dons projets des institutions internationales**	**155 600 000**	**90 000 000**
12.1.1.10	Subventions	155 600 000	90 000 000
TOTAL	**DONS PROJETS ET LEGS**	**155 600 000**	**90 000 000**
71	**RECETTES FISCALES**		
71.1	**Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital**	**412 533 000**	**444 831 000**
71.1.5	**Impôt sur les revenus des valeurs immobilières**	**54 000**	**57 000**
71.1.5.10	Taxe spéciale de reévaluation d'immobilisation	54 000	57 000
71.1.1	**Impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC)**	**5 537 000**	**6 859 000**
71.1.1.10	BIC Secteur Privé	4 233 000	4 479 000
71.1.1.12	Vignette synthétique (54,37%)	1 304 000	2 380 000
71.1.4	**Impôts sur les revenus**	**116 341 000**	**123 088 000**
71.1.4.10	Impôt sur les revenus / créances et dépôts (IRCD)	5 089 000	5 384 000
71.1.4.11	ITS Retenue Secteur privé	91 194 000	96 483 000
71.1.4.12	ITS Retenue Secteur public	16 172 000	17 110 000
71.1.4.13	Impôts sur les Revenus fonciers (IRF)	3 886 000	4 111 000
71.1.2	**Impôts sur les sociétés (IS)**	**262 522 000**	**285 119 000**
71.1.2.10	Impôts sur les Sociétés (IS privé)	234 305 000	255 265 000
71.1.2.11	Retenue Art 94 à 98 CGI	343 000	363 000
71.1.2.12	Retenue Art 43 CGI et Art 440 LPF	27 845 000	29 460 000
71.1.2.20	Impôts sur les Sociétés (IS Etat)	29 000	31 000
71.1.7	**Impôts sur revenus des valeurs mobilières (IRVM)**	**28 079 000**	**29 708 000**
71.1.7.10	Impôts sur les Revenus des Valeurs Mobilières	28 079 000	29 708 000
71.2	**Impôts sur les salaires versés et autres rémunerations**	**4 070 000**	**4 306 000**
71.2.1	**Impôt sur les traitements et salaires**	**4 070 000**	**4 306 000**
71.2.1.30	Contribution Forfaitaire	4 070 000	4 306 000
71.3	**Impôts sur le Patrimoine**	**4 000 000**	**5 850 000**
71.3.2	**Autres impôts sur le patrimoine**	**4 000 000**	**5 850 000**
71.3.2.10	Taxe sur la Plus Value de Cession	3 600 000	5 450 000
71.3.2.11	Taxe sur les Frais d'Edilité	400 000	400 000
71.4	**Autres impôts directs**	**101 100 000**	**111 545 000**
71.4.4	**Pénalités**	**4 860 000**	**5 141 000**
71.4.4.11	Pénalités sur les impôts directs	3 646 000	3 857 000
71.4.4.12	Intérêts de retards / Impôts directs	1 214 000	1 284 000
71.4.9	**Recettes sur exercices antérieurs**	**45 829 000**	**48 487 000**
71.4.9.10	Recettes sur exercices antérieurs / Ex. précédents / Impôts directs	10 004 000	10 584 000
71.4.9.11	Recettes sur impôts directs / exercices antérieurs	35 825 000	37 903 000
71.4.2	**Taxes ad valorem (entreprises minières) DNDC**	**43 400 000**	**50 500 000**
71.4.2.10	Taxe Ad Valorem / Entreprises Minières	43 100 000	50 000 000
71.4.2.70	Taxes d'Extration	300 000	500 000
71.4.5	**Taxes sur transports**	**3 075 000**	**3 253 000**
71.4.5.10	Taxes sur transports routiers	3 075 000	3 253 000
71.4.6	**Taxes sur véhicules**	**3 936 000**	**4 164 000**

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2022

Détail des ressources

Edition du 24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2021	Initiales 2022
1	**BUDGET GENERAL**		
71	**RECETTES FISCALES**		
71.4	**Autres impôts directs**		
71.4.6	**Taxes sur véhicules**		
71.4.6.10	Taxes sur véhicules Auto	3 936 000	4 164 000
71.5	**Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services**	**873 372 000**	**959 718 800**
71.5.2	**Autres taxes sur les biens**	**148 877 000**	**163 237 000**
71.5.2.11	CPS - I.S.C.P / Or	58 145 000	62 390 000
71.5.2.30	Taxes sur les Boissons Alcoolisés	6 572 000	7 052 000
71.5.2.31	Impôt Spécial sur Boissons Gazeux	4 083 000	4 381 000
71.5.2.32	Impôt Spécial sur les Boissons	1 262 000	1 387 000
71.5.2.40	Taxes Locales sur les Tabacs	21 320 000	23 435 000
71.5.2.60	Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP)	52 514 000	57 723 000
71.5.2.80	Taxes sur les Colas	70 000	77 000
71.5.2.90	Taxe sur autres Produits	870 000	956 000
71.5.2.91	ISCP sur Autres Produits	4 041 000	5 836 000
71.5.3	**Autres taxes sur les services**	**123 131 000**	**136 710 800**
71.5.3.11	Taxe sur contrat d'assurance	5 282 000	5 668 000
71.5.3.12	Taxe sur activités financières	65 140 000	69 895 000
71.5.3.20	Taxes Visites Techniques des Véhicules	761 000	228 300
71.5.3.21	PMU Mali	16 000 000	22 000 000
71.5.3.22	Casino	64 000	374 000
71.5.3.23	Autorisation de Conduire	87 000	95 700
71.5.3.24	Taxes sur la Délivrance des Cartes de Transport	383 000	421 300
71.5.3.25	Taxes sur la Délivrance des Cartes Grises	579 000	636 900
71.5.3.26	Taxes sur la Délivrance des Permis de Conduire	496 000	545 600
71.5.3.30	TARTOP(Taxe sur Accès au Reseau de Telecom Ouvert au Public)	34 339 000	36 846 000
71.5.1	**Impôts et taxes intérieurs, TVA, TPS, IAS**	**570 521 000**	**626 676 000**
71.5.1.10	T.V.A Etat	1 031 000	1 106 000
71.5.1.20	T.V.A. Privé	210 162 000	227 962 600
71.5.1.30	T.V.A. Importations	359 328 000	397 607 400
71.5.9	**Pénalités sur impôts indirects**	**5 658 000**	**6 071 000**
71.5.9.10	Pénalités sur Impôts Indirects	4 195 000	4 501 000
71.5.9.12	Intérêts de retard / impôts indirects	1 463 000	1 570 000
71.5.4	**Recettes sur exercices antérieurs / Impôts indirects**	**25 185 000**	**27 024 000**
71.5.4.10	Recettes sur exercices antérieurs / Ex. précédents / Impôts indirects	9 186 000	9 857 000
71.5.4.11	Recettes sur Impôts indirects / exercices antérieurs	15 999 000	17 167 000
71.6	**Droits de timbre et d'enregistrement**	**52 601 000**	**66 278 000**
71.6.9	**Autres droits d'enregistrement**	**412 000**	**442 000**
71.6.9.10	Droit d'enregistrement et de timbre / Exercices antérieurs	412 000	442 000
71.6.2	**Droit de conservation de la propriété (DNDC)**	**2 000 000**	**6 000 000**
71.6.2.10	Droits de Concervation de la Propriété	2 000 000	6 000 000
71.6.1	**Droits d'enregistrement**	**28 187 000**	**35 372 000**
71.6.1.10	Prélèvements Honoraires Greffiers	25 000	55 000
71.6.1.11	Droits d'Enregistrements	28 102 000	35 217 000

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2022

Détail des ressources

Edition du 24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2021	Initiales 2022
1	**BUDGET GENERAL**		
71	**RECETTES FISCALES**		
71.6	**Droits de timbre et d'enregistrement**		
71.6.1	**Droits d'enregistrement**		
71.6.1.12	Taxes sur les Locations des Particuliers	60 000	100 000
71.6.3	**Droits de timbre**	**21 989 000**	**24 450 000**
71.6.3.10	Droits de Timbres	21 989 000	24 450 000
71.6.4	**Pénalités / Droits d'enregistrements et timbres**	**13 000**	**14 000**
71.6.4.10	Pénalités sur les droits d'enregistrements et timbres	10 000	11 000
71.6.4.11	Intérêts de retard sur les droits d'enregistrements et timbres	3 000	3 000
71.7	**Droits et taxes à l'importation**	**182 716 000**	**200 840 000**
71.7.9	**Autres droits et taxes à l'importation**	**3 391 000**	**3 728 000**
71.7.9.10	Amendes et Confiscations	1 893 000	2 081 000
71.7.9.11	Ventes en Douanes	19 000	21 000
71.7.9.12	Plombs et Imprimés	7 000	8 000
71.7.9.13	Droits de Maganisage et de Dépôts	22 000	24 000
71.7.9.15	Recettes sur Exercices Antérieurs	1 450 000	1 594 000
71.7.1	**Droits et taxes à l'importation**	**179 325 000**	**197 112 000**
71.7.1.10	Taxe Conjoncturelle à l'Importation	105 000	115 000
71.7.1.11	Redevances Statistiques	20 692 000	22 744 000
71.7.1.12	Droits de Douanes	158 528 000	174 253 000
71.9	**Autres recettes fiscales**	**7 384 000**	**5 239 200**
71.9.2	**Droits de chancellerie**	**2 167 000**	**3 250 500**
71.9.2.10	Droits de Chancellerie	2 167 000	3 250 500
71.9.4	**Passeport, carte d'identité, visas**	**5 203 000**	**1 973 300**
71.9.4.10	Passeports et Cartes d'Identités	5 203 000	1 973 300
71.9.3	**Taxe sur les établissements classés insalubres et incommodes**	**14 000**	**15 400**
71.9.3.10	Taxes sur les Etablissements classés insalubres & incommodes	14 000	15 400
TOTAL	**RECETTES FISCALES**	**1 637 776 000**	**1 798 608 000**
72	**RECETTES NON FISCALES**		
72.1	**Revenus de l'entreprise et du domaine**	**53 040 000**	**1 950 000**
72.1.1	**Revenus de l'entreprise et du domaine**	**53 040 000**	**1 950 000**
72.1.1.10	Redevances Superficiaires	400 000	500 000
72.1.1.11	Concessions Ordinaires	52 600 000	1 400 000
72.1.1.13	Location des Immeubles de l'Etat	40 000	50 000
72.2	**Droits et frais administratifs**	**42 000**	**0**
72.2.1	**Droits et frais administratifs**	**42 000**	**0**
72.2.1.15	Recettes sur les Lettres de Voitures	42 000	0
72.3	**Amendes et condamnations pécuniaires**	**702 000**	**670 500**
72.3.1	**Amendes et condamnations pécuniaires**	**702 000**	**670 500**
72.3.1.10	Frais et Amendes Judiciaires	581 000	464 800
72.3.1.11	Amendes Arbitrées	121 000	205 700
72.9	**Autres recettes non fiscales**	**8 062 000**	**11 838 874**
72.9.1	**Autres recettes non fiscales**	**8 062 000**	**11 838 874**
72.9.1.11	Recettes sur Ordre de Recettes	2 625 000	137 500

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2022

Détail des ressources

Edition du 24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2021	Initiales 2022
1	**BUDGET GENERAL**		
72	**RECETTES NON FISCALES**		
72.9	**Autres recettes non fiscales**		
72.9.1	**Autres recettes non fiscales**		
72.9.1.13	Recettes sur Prestations Artistiques	125 000	6 250
72.9.1.14	Produits Divers	993 000	1 588 800
72.9.1.15	Pénalités sur les Produits Domaniaux	60 000	100 000
72.9.1.16	Recettes sur Prestations Sportives	113 000	22 600
72.9.1.17	Recettes Diverses (Budget National)	1 763 000	6 869 274
72.9.1.18	Autres Produits Divers	2 383 000	3 114 450
TOTAL	**RECETTES NON FISCALES**	**61 846 000**	**14 459 374**
74	**DONS PROGRAMMES ET LEGS**		
74.1	**Dons des institutions internationales**	**58 515 092**	**0**
74.1.1	**Dons des institutions internationales**	**58 515 092**	**0**
74.1.1.12	Appui programmes BAD	2 945 000	0
74.1.1.13	Appui Programmes Banque Mondiale	0	0
74.1.1.15	Appui Programmes Union Européenne (SANAD)	39 357 000	0
74.1.1.16	Appui Programme Banque Mondiale - Energie	15 213 092	0
74.1.1.18	Appui UEMOA - Vaccins COVID-19	1 000 000	
74.2	**Dons des gouvernements étrangers**	**11 740 369**	**5 182 844**
74.2.1	**Dons des gouvernements étrangers**	**11 740 369**	**5 182 844**
74.2.1.12	Appui Programme Suisse Agro Pastoral Sikasso(PAFA)	600 000	0
74.2.1.13	Appui Programme Partenariat Gouvernance (PEGA / Suisse)	1 795 000	0
74.2.1.16	Appui Programme Suisse (PENF)	256 500	0
74.2.1.19	Appui Programme Suisse (PADE)	108 000	0
74.2.1.23	Appui Programme France (AFD) / PAAMEFIP	1 339 000	2 346 000
74.2.1.24	Report Appui Programme Canada (Santé)	3 076 171	
74.2.1.27	Report Appui Programme Canada (Education)	1 086 045	
74.2.1.30	Appui programme Lux Dev/ Développement rural et Sécurité alimentaire	2 753 616	963 806
74.2.1.31	Appui programme Lux Dev/ Filières agro-pastorales (PAFA)	315 023	1 480 142
74.2.1.32	Appui programme Lux Dev/ Formation et Insertion professionnelle	411 014	392 896
74.5	**Fonds de concours**	**6 646 508**	
74.5.1	**Fonds de concours**	**6 646 508**	
74.5.1.1	Fonds de concours - Covid-19	6 646 508	
TOTAL	**DONS PROGRAMMES ET LEGS**	**76 901 969**	**5 182 844**
75	**RECETTES EXCEPTIONNELLES**		
75.1	**Remises et annulations de dette**	**8 959 000**	**9 256 000**
75.1.1	**Remises et annulations de dettes**	**8 959 000**	**9 256 000**
75.1.1.10	Ressources PPTE	8 959 000	9 256 000
TOTAL	**RECETTES EXCEPTIONNELLES**	**8 959 000**	**9 256 000**
77	**PRODUITS FINANCIERS**		
77.4	**Revenus des titres de placements**	**68 000 000**	**70 000 000**
77.4.1	**Revenus des titres de placements**	**68 000 000**	**70 000 000**
77.4.1.10	Dividendes autres Sociétés	28 000 000	20 000 000
77.4.1.11	Revenue des Valeurs Mobilières, des Titres et des Dividendes	40 000 000	50 000 000

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2022

Détail des ressources

Edition du 24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2021	Initiales 2022
1	**BUDGET GENERAL**		
77	**PRODUITS FINANCIERS**		
TOTAL	**PRODUITS FINANCIERS**	**68 000 000**	**70 000 000**
TOTAL	**BUDGET GENERAL**	**2 009 082 969**	**1 987 506 218**

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2022

Détail des ressources

Edition du 24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2021	Initiales 2022
2	**BUDGETS ANNEXES**		
72	**RECETTES NON FISCALES**		
72.1	**Revenus de l'entreprise et du domaine**	**1 107 667**	**1 403 100**
72.1.1	**Revenus de l'entreprise et du domaine**	**1 107 667**	**1 403 100**
72.1.1.14	Location Bureaux et Bel Air	111 000	122 980
72.1.1.15	Droits de Magasinage - Location et Manutention	564 035	804 300
72.1.1.16	Location Magasins et Bel Air	432 632	475 820
72.2	**Droits et frais administratifs**	**5 106 394**	**4 514 150**
72.2.1	**Droits et frais administratifs**	**5 106 394**	**4 514 150**
72.2.1.16	Prestations. Evacuations. Importations	4 376 154	3 506 632
72.2.1.17	Prestations. Entreposage. Importations	83 000	104 000
72.2.1.18	Redevance Evacuation des Véhicules d'Occasion	75 040	141 000
72.2.1.19	Prestations. Evacuations. Exportations	292 500	487 818
72.2.1.20	Droits de Passage	174 700	174 700
72.2.1.22	Droits sur les Hydrocarbures	105 000	100 000
72.9	**Autres recettes non fiscales**	**1 899 103**	**1 978 523**
72.9.1	**Autres recettes non fiscales**	**1 899 103**	**1 978 523**
72.9.1.10	Subventions (Entrepôts)	1 457 400	1 497 000
72.9.1.12	Remboursements des Prêts et Avances Accordés aux Agents	100 600	121 000
72.9.1.19	Recettes Diverses	308 903	328 323
72.9.1.21	Produits Financiers	2 200	2 200
72.9.1.22	Recettes sur les Exercices Antérieurs	30 000	30 000
TOTAL	**RECETTES NON FISCALES**	**8 113 164**	**7 895 773**
TOTAL	**BUDGETS ANNEXES**	**8 113 164**	**7 895 773**

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2022

Détail des ressources

Edition du 24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2021	Initiales 2022
3	**COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**		
71	**RECETTES FISCALES**		
71.1	**Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital**	**10 429 686**	**0**
71.1.1	**Impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC)**	**10 429 686**	**0**
71.1.1.11	Contribution Générale de Solidarité (FDD)	10 429 686	0
71.5	**Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services**	**95 683 564**	**98 159 000**
71.5.2	**Autres taxes sur les biens**	**383 564**	**0**
71.5.2.41	Taxe de Solidarité et Lutte contre le Tabagisme (FDD)	283 564	0
71.5.2.92	Contribution de Solidarité sur les billets d'avion (FDD)	100 000	0
71.5.1	**Impôts et taxes intérieurs, TVA, TPS, IAS**	**95 300 000**	**98 159 000**
71.5.1.40	Crédits TVA (DGD)	38 120 000	39 263 600
71.5.1.41	Crédits TVA (DGI)	57 180 000	58 895 400
71.7	**Droits et taxes à l'importation**	**338 000**	**0**
71.7.9	**Autres droits et taxes à l'importation**	**338 000**	**0**
71.7.9.14	ISCP sur les Vehicules de Tourisme (FDD)	338 000	0
71.8	**Droit et taxes à l'exportation**	**822 976**	**0**
71.8.1	**Droits et taxes à l'exportation**	**822 976**	**0**
71.8.1.10	Droit de Sortie du Coton (FDD)	822 976	0
71.9	**Autres recettes fiscales**	**32 289 025**	**22 500 000**
71.9.9	**Recettes sur exercices antérieurs**	**32 289 025**	**22 500 000**
71.9.9.12	Report des recettes fiscales/ FDD	32 289 025	22 500 000
TOTAL	**RECETTES FISCALES**	**139 563 251**	**120 659 000**
72	**RECETTES NON FISCALES**		
72.2	**Droits et frais administratifs**	**3 136 747**	**3 266 747**
72.2.1	**Droits et frais administratifs**	**3 136 747**	**3 266 747**
72.2.1.10	Vente des explosifs	10 000	10 000
72.2.1.23	Travaux Prospection Géophysique	40 000	25 000
72.2.1.24	Travaux Prospection Géochimique	80 000	50 000
72.2.1.25	Analyses des Echantillons	30 000	40 000
72.2.1.26	Primes pour Conventions d'Etablissement	325 000	325 000
72.2.1.28	Travaux de Sondage	50 000	215 000
72.2.1.30	Permis d'exploitation de la Forêt	1 581 667	1 581 667
72.2.1.31	Permis d'exploitation de la Faune	500 000	500 000
72.2.1.32	Transfert Titres Miniers de Prospection et de Recherche	20 000	20 000
72.2.1.33	Droit d'obtention du permis environnemental	500 080	500 080
72.3	**Amendes et condamnations pécuniaires**	**223 333**	**223 333**
72.3.1	**Amendes et condamnations pécuniaires**	**223 333**	**223 333**
72.3.1.12	Amendes	218 333	218 333
72.3.1.13	Pénalités	5 000	5 000
72.9	**Autres recettes non fiscales**	**20 000**	**20 000**
72.9.1	**Autres recettes non fiscales**	**20 000**	**20 000**
72.9.1.20	Recettes Annexes	20 000	20 000
TOTAL	**RECETTES NON FISCALES**	**3 380 080**	**3 510 080**
73	**TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS**		
73.1	**Transferts reçus du budget général**	**27 201 548**	**11 150 000**

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2022

Détail des ressources

Edition du 24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget/ Article Paragraphe/ Rubrique/ Ligne	Intitulés	Rectifiées 2021	Initiales 2022
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS			
73.1 Transferts reçus du budget général			
73.1.1 Transferts reçus du budget général		**27 201 548**	**11 150 000**
73.1.1.10	Transfert Réçu du Budget Général	11 150 000	11 150 000
73.1.1.11	Reports	16 051 548	0
TOTAL TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS		**27 201 548**	**11 150 000**
74 DONS PROGRAMMES ET LEGS			
74.2 Dons des gouvernements étrangers		**1 311 914**	**0**
74.2.1 Dons des gouvernements étrangers		**1 311 914**	**0**
74.2.1.29	Report Appui Programme France (AFD)/ FDD	1 311 914	0
TOTAL DONS PROGRAMMES ET LEGS		**1 311 914**	**0**
TOTAL	**COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**	**171 456 793**	**135 319 080**
TOTAL ENSEMBLE DES RECETTES		**2 188 652 926**	**2 130 721 071**

Article 5 : Pour 2022, les recettes des budgets annexes, évaluées à **7 895 773 000 FCFA**, sont réparties comme suit :

Montant en FCFA

BUDGETS ANNEXES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2021	INITIALES 2022
Entrepôts Maliens au Sénégal	3 531 691 000	2 862 800 000
Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire	1 271 000 000	1 701 000 000
Entrepôts Maliens au Togo	789 500 000	739 500 000
Entrepôts Maliens en Guinée	796 150 000	610 150 000
Entrepôts Maliens en Mauritanie	645 323 000	645 323 000
Entrepôts Maliens au Ghana	740 500 000	752 500 000
Entrepôts Maliens au Bénin	339 000 000	584 500 000
TOTAL DES RECETTES DES BUDGETS ANNEXES	**8 113 164 000**	**7 895 773 000**

Article 6 : Pour 2022, les recettes des Comptes spéciaux du Trésor, évaluées à **135 319 080 000 FCFA**, sont réparties comme suit :

Montant en FCFA

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2021	INITIALES 2022
Fonds de remboursement des crédits TVA	95 300 000 000	98 159 000 000
Fonds national d'Appui à l'Agriculture	5 000 000 000	5 000 000 000
Fonds pour l'Aménagement et la Protection des Forêts	1 800 000 000	1 800 000 000
Fonds l'Aménagement et de la Protection de la Faune	500 000 000	500 000 000
Fonds de Financement de la Recherche, de la Formation et de la Promotion des Activités minières	350 000 000	350 000 000
Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	650 000 000	650 000 000
Fonds de Développement durable	61 626 713 000	22 500 000 000
Fonds national de Développement de la Statistique	3 000 000 000	3 000 000 000
Fonds compétitif pour la Recherche et l'Innovation technologique	2 500 000 000	2 500 000 000
Programme de Développement des Ressources minérales	230 000 000	360 000 000
Fonds d'Etude d'Impact environnemental et social	500 080 000	500 080 000
TOTAL DES RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	**171 456 793 000**	**135 319 080 000**

Section 2 : Evaluation des ressources de trésorerie

Article 7 : Pour 2022, les ressources de trésorerie de l'Etat sont évaluées à **228 127 180 395 FCFA** et réparties comme suit :

Montant en FCFA

RESSOURCES DE TRESORERIE	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2021	INITIALES 2022
Produits provenant de la cession des actifs	**90 350 000 000**	**15 000 000 000**
Aliénations du domaine mobilier	*450 000 000*	*500 000 000*
Aliénations d'immeubles	*9 900 000 000*	*14 500 000 000*
Recettes de privatisation	*80 000 000 000*	*0*
Produits des emprunts à court, moyen et long termes	**220 858 413 200**	**192 012 591 756**
Produits des emprunts projets	*168 600 000 000*	*100 000 000 000*
Produits des emprunts programmes	*52 258 413 200*	*92 012 591 756*
Dépôts sur les comptes des correspondants	**15 791 977 100**	**16 231 588 639**
Remboursements de prêts et avances	**5 114 000 000**	**4 883 000 000**
TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE	**332 114 390 300**	**228 127 180 395**

TITRE II :DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

CHAPITRE I :DESCRIPTION DES CHARGES

Article 8 : Les charges de l'Etat sont constituées des dépenses budgétaires et des charges de trésorerie.

Section 1 : Evaluation des dépenses budgétaires

Article 9 : Pour 2022, le plafond des dépenses budgétaires de l'Etat est de **2 748 284 876 000 FCFA** et réparti par nature de dépenses comme suit :

Montant en FCFA

NATURE DES DEPENSES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2021	INITIALES 2022
Dépenses ordinaires	**1 882 594 800 000**	**1 967 537 439 000**
Dépenses de personnel	760 671 546 000	844 165 223 000
Charges financières de la dette	141 200 000 000	175 063 000 000
Dépenses d'acquisition de biens et services	463 459 713 000	433 956 156 000
Dépenses de transfert courant	408 954 233 000	403 184 752 000
Dépenses en atténuation de recettes	108 309 308 000	111 168 308 000
Dépenses en capital	**958 984 900 000**	**780 747 437 000**
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	958 984 900 000	780 747 437 000
Dépenses de transfert en capital	0	0
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES	**2 841 579 700 000**	**2 748 284 876 000**

Article 10 : Pour 2022, le plafond des dépenses du budget général est fixé à **2 605 070 023 000 FCFA** et réparti comme suit :

Montant en FCFA

NATURE DES DEPENSES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2021	INITIALES 2022
Personnel	758 024 546 000	841 463 723 000
Charges financières de la dette	141 200 000 000	175 063 000 000
Biens et services	459 264 160 000	429 694 103 000
Transferts et subventions	407 604 233 000	401 926 752 000
Dépenses en atténuation de recettes	13 009 308 000	13 009 308 000
Investissement	882 907 496 000	743 913 137 000
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	**2 662 009 743 000**	**2 605 070 023 000**

Article 11 : Pour 2022, le plafond des dépenses des budgets annexes est fixé à **7 895 773 000 FCFA** et réparti comme suit :

Montant en FCFA

NATURE DES DEPENSES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2021	**INITIALES 2022**
Personnel	2 477 000 000	2 446 500 000
Biens et services	2 875 473 000	2 901 973 000
Transferts et subventions	610 000 000	518 000 000
Investissement	2 150 691 000	2 029 300 000
TOTAL DES DEPENSES DES BUDGETS ANNEXES	**8 113 164 000**	**7 895 773 000**

Article 12 : Pour 2022, le plafond des dépenses des comptes spéciaux du Trésor (CST) est fixé à **135 319 080 000 FCFA** et réparti comme suit :

Montant en FCFA

NATURE DES DEPENSES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2021	**INITIALES 2022**
Personnel	170 000 000	255 000 000
Biens et services	1 320 080 000	1 360 080 000
Transferts et subventions	740 000 000	740 000 000
Dépenses en atténuation de recettes	95 300 000 000	98 159 000 000
Investissement	73 926 713 000	34 805 000 000
TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	**171 456 793 000**	**135 319 080 000**

Article 13 : Pour 2022, le plafond d'autorisation des emplois rémunérés par l'Etat est fixé au nombre de **123 805 agents.**

Section 2 : Evaluation des charges de trésorerie

Article 14 : Pour 2022, les charges de trésorerie de l'Etat sont évaluées à **683 419 588 639 FCFA** et réparties comme suit :

Montant en FCFA

CHARGES DE TRESORERIE	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2021	**INITIALES 2022**
Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes	**540 891 000 000**	**667 188 000 000**
dont principal dette intérieure	*392 788 000 000*	*490 707 000 000*
dont principal dette extérieure	*148 103 000 000*	*176 481 000 000*
Retraits sur les comptes des correspondants	**15 791 977 100**	16 231 588 639
Prêts et avances	**0**	0
TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE	**556 682 977 100**	**683 419 588 639**

TITRE III :DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER

Article 15 : Pour 2022, les recettes budgétaires évaluées, les plafonds des dépenses fixés et l'équilibre budgétaire qui en résulte, sont arrêtés comme suit :

Montant en milliers de FCFA

Libellé	Prévisions des recettes		Libellé	Prévisions des dépenses		Solde prévisionnel	
	Rectifiées 2021	Initiales 2022		Rectifiées 2021	Initiales 2022	Rectifié 2021	Initial 2022
Budget général							
Dons projets et legs	155 600 000	90 000 000	Personnel	758 024 546	841 463 723		
Recettes fiscales nettes	1 637 776 000	1 798 608 000	Charges financières de la dette	141 200 000	175 063 000		
Recettes non fiscales	61 846 000	14 459 374	Biens et services	459 264 160	429 694 103		
Dons programmes et legs	76 901 969	5 182 844	Transferts et subventions	407 604 233	401 926 752		
Recettes exceptionnelles	8 959 000	9 256 000	Dépenses en atténuation des recettes	13 009 308	13 009 308		
Produits financiers	68 000 000	70 000 000	Investissement	882 907 496	743 913 137		
Total recettes du budget général	**2 009 082 969**	**1 987 506 218**	**Total dépenses du budget général**	**2 662 009 743**	**2 605 070 023**	**-652 926 774**	**-617 563 805**
Budgets annexes							
Recettes non fiscales	8 113 164	7 895 773	Personnel	2 477 000	2 446 500		
			Biens et services	2 875 473	2 901 973		
			Transferts et subventions	610 000	518 000		
			Investissement	2 150 691	2 029 300		
Total recettes des budgets annexes	**8 113 164**	**7 895 773**	**Total dépenses des budgets annexes**	**8 113 164**	**7 895 773**	**0**	**0**
Comptes spéciaux du Trésor (CST)							
Recettes fiscales	139 563 251	120 659 000	Personnel	170 000	255 000		
Recettes non fiscales	3 380 080	3 510 080	Biens et services	1 320 080	1 360 080		
Transferts reçus d'autres budgets	27 201 548	11 150 000	Transferts et subventions	740 000	740 000		
Dons programmes et legs	1 311 914	0	Dépenses en atténuation des recettes	95 300 000	98 159 000		
			Investissement	73 926 713	34 805 000		
Total recettes des CST	**171 456 793**	**135 319 080**	**Total dépenses des CST**	**171 456 793**	**135 319 080**	**0**	**0**
TOTAL DES RECETTES	**2 188 652 926**	**2 130 721 071**	**TOTAL DES DEPENSES**	**2 841 579 700**	**2 748 284 876**	**-652 926 774**	**-617 563 805**
Solde budgétaire global						**-652 926 774**	**-617 563 805**

Article 16 : Les recettes et les dépenses budgétaires, pour 2022, étant respectivement arrêtées à **2 130 721 071 000 FCFA** et **2 748 284 876 000 FCFA,** il en résulte un solde budgétaire global négatif de **617 563 805 000 FCFA** et un solde budgétaire de base négatif de **447 605 609 000 FCFA.**

Article 17 : Pour 2022, les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier sont approuvées comme suit :

Montant en FCFA

LIBELLES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2021	INITIALES 2022
Besoins de financement	**1 209 609 751 100**	**1 300 983 393 639**
Amortissement de la dette à court, moyen et long termes	540 891 000 000	667 188 000 000
dont principal dette intérieure	*392 788 000 000*	*490 707 000 000*
dont principal dette extérieure	*148 103 000 000*	*176 481 000 000*
Déficit budgétaire à financer	652 926 774 000	617 563 805 000
Prêts et avances	0	0
Retraits sur les comptes des correspondants	15 791 977 100	16 231 588 639
Ressources de financement	**1 209 609 751 100**	**1 300 983 393 639**
Tirages sur des emprunts projets	168 600 000 000	100 000 000 000
Emission de dette à court, moyen et long termes	877 495 360 800	1 072 856 213 244
Tirages sur des emprunts programmes	52 258 413 200	92 012 591 756
Produits provenant de la cession des actifs	90 350 000 000	15 000 000 000
Remboursements de prêts et avances	5 114 000 000	4 883 000 000
Dépôts sur les comptes des correspondants	15 791 977 100	16 231 588 639

Article 18 : Au cours de l'exercice 2022, le ministre chargé des Finances est autorisé à recourir à des emprunts à court, moyen et long termes pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie.

Pour 2022, la variation nette de l'encours des emprunts à moyen et long termes qui peuvent être émis est plafonnée à **597 680 805 000 FCFA.**

Article 19 : Les emprunts et conventions de prêts sont mobilisés conformément à la stratégie d'endettement public 2022-2024. Le ministre chargé des Finances est toutefois autorisé à procéder aux ajustements conjoncturels nécessaires, tout en respectant les limites des ratios d'endettement arrêtées dans cette stratégie.

Le ministre chargé des Finances est autorisé à négocier et seul habilité à conclure au cours de l'exercice 2022 et à signer au nom et pour le compte de l'Etat les emprunts et conventions de prêts, à des conditions sauvegardant les intérêts financiers de l'Etat, dans le cadre du financement des programmes/ projets de développement.

Le document de stratégie d'endettement public du Mali à moyen terme 2022-2024, figure à **l'état A** annexé à la présente loi.

Article 20: Tout appel de fonds extérieurs dans le cadre du financement des projets s'effectue suivant des modalités particulières définies par le ministre en charge des Finances.

Article 21 : Des garanties et des avals peuvent être accordés par l'Etat conformément aux dispositions de l'article 42 de la Loi n° 2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances.

Pour 2022, la variation nette de l'encours des prêts garantis et avalisés par l'Etat est plafonnée à **16 500 000 000 FCFA.**

SECONDE PARTIE :MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES

TITRE I :AUTORISATIONS BUDGETAIRES

Article 22 : Dans la limite du plafond fixé à l'article 9 ci-dessus, les crédits sont inscrits, en autorisations d'engagement et crédits de paiement, par budget, section, programme, dotation et nature de dépenses comme suit :

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
110 ASSEMBLEE NATIONALE			
0.001 Assemblée Nationale	**2 099 530**	**9 562 369**	**9 787 005**
Personnel	0	2 448 000	1 897 142
66 Charges de personnel	0	2 448 000	1 897 142
Biens et services	0	4 574 745	5 283 343
60 Achats de biens	0	1 172 002	1 427 890
61 Acquisitions de services	0	2 799 059	3 250 391
62 Autres services	0	603 684	605 062
Transferts et subventions	0	440 182	506 990
64 Transferts	0	440 182	506 990
Investissement	2 099 530	2 099 442	2 099 530
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 968 202	1 968 114	1 968 202
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		0	
26 Prises de participations et cautionnements	131 328	131 328	131 328
Total	**2 099 530**	**9 562 369**	**9 787 005**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

24/09/2021 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle	**750 000**	**7 106 296**	**6 386 372**
Personnel	0	1 274 856	1 432 627
66 Charges de personnel	0	1 274 856	1 432 627
Biens et services	0	4 339 518	3 926 484
60 Achats de biens	0	1 788 875	1 288 529
61 Acquisitions de services	0	2 550 643	2 637 955
Transferts et subventions	0	891 922	277 261
63 Subventions	0	76 500	90 000
64 Transferts	0	815 422	187 261
Investissement	750 000	600 000	750 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	750 000	600 000	750 000
1.002 Administration générale	**0**	**6 467 242**	**7 736 865**
Personnel	0	622 232	682 873
66 Charges de personnel	0	622 232	682 873
Biens et services	0	5 510 196	6 668 484
60 Achats de biens	0	3 165 047	3 966 080
61 Acquisitions de services	0	1 530 735	1 687 633
62 Autres services	0	814 414	1 014 771
Transferts et subventions	0	334 814	385 508
64 Transferts	0	334 814	385 508
2.001 Sécurité et défense	**0**	**1 791 570**	**2 054 717**
Biens et services	0	957 325	1 187 969
60 Achats de biens	0	628 208	928 309
61 Acquisitions de services	0	288 840	216 533
62 Autres services	0	40 277	43 127
Transferts et subventions	0	834 245	866 748
64 Transferts	0	834 245	866 748
Total	**750 000**	**15 365 108**	**16 177 954**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

24/09/2021 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
130 PRIMATURE			
1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	**360 000**	**6 594 576**	**7 747 405**
Personnel	0	1 362 204	1 589 825
66 Charges de personnel	0	1 362 204	1 589 825
Biens et services	0	3 966 454	4 539 032
60 Achats de biens	0	1 933 500	2 391 700
61 Acquisitions de services	0	1 090 078	1 197 332
62 Autres services	0	942 875	950 000
Transferts et subventions	0	1 161 019	1 258 548
64 Transferts	0	1 161 019	1 258 548
Investissement	360 000	104 900	360 000
21 Immobilisations incorporelles	50 000	32 300	50 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	250 000	72 600	250 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	60 000	0	60 000
1.004 Administration générale et contrôle	**650 000**	**4 353 516**	**4 925 781**
Personnel	0	551 953	540 899
66 Charges de personnel	0	551 953	540 899
Biens et services	0	2 241 782	2 430 391
60 Achats de biens	0	564 481	666 780
61 Acquisitions de services	0	1 448 686	1 498 488
62 Autres services	0	228 614	265 123
Transferts et subventions	0	1 097 795	1 304 491
64 Transferts	0	1 097 795	1 304 491
Investissement	650 000	461 987	650 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	650 000	461 987	650 000
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	**100 000**	**542 144**	**632 791**
Personnel	0	172 157	247 791
66 Charges de personnel	0	172 157	247 791
Biens et services	0	225 647	255 000
60 Achats de biens	0	87 725	100 000
61 Acquisitions de services	0	108 147	125 000
62 Autres services	0	29 775	30 000
Transferts et subventions	0	30 000	30 000
64 Transferts	0	30 000	30 000
Investissement	100 000	114 340	100 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	100 000	114 340	100 000
Total	**1 110 000**	**11 490 237**	**13 305 977**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS			
2.003 Participation à la gestion des élections	**22 363**	**469 801**	**531 276**
Personnel	0	80 816	77 829
66 Charges de personnel	0	80 816	77 829
Biens et services	0	381 293	431 084
60 Achats de biens	0	83 653	94 500
61 Acquisitions de services	0	78 759	76 083
62 Autres services	0	218 881	260 501
Investissement	22 363	7 692	22 363
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	22 363	7 692	22 363
Total	**22 363**	**469 801**	**531 276**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE			
2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	**130 000**	**1 050 890**	**1 404 009**
Personnel	0	383 793	591 808
66 Charges de personnel	0	383 793	591 808
Biens et services	0	557 484	632 748
60 Achats de biens	0	270 483	306 853
61 Acquisitions de services	0	174 868	204 176
62 Autres services	0	112 132	121 719
Transferts et subventions	0	45 131	49 453
64 Transferts	0	45 131	49 453
Investissement	130 000	64 482	130 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	130 000	64 482	130 000
Total	**130 000**	**1 050 890**	**1 404 009**
150 COUR SUPREME			
2.005 Cour Suprême	**3 519 500**	**2 476 795**	**4 048 552**
Personnel	0	1 331 786	2 046 864
66 Charges de personnel	0	1 331 786	2 046 864
Biens et services	0	863 335	1 032 188
60 Achats de biens	0	345 185	449 726
61 Acquisitions de services	0	118 135	140 462
62 Autres services	0	400 015	442 000
Transferts et subventions	0	150 000	150 000
64 Transferts	0	150 000	150 000
Investissement	3 519 500	131 674	819 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 515 000	129 141	815 000
26 Prises de participations et cautionnements	4 500	2 533	4 500
Total	**3 519 500**	**2 476 795**	**4 048 552**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
155 HAUTE COUR DE JUSTICE			
2.056 Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices	**0**	**802 096**	**936 866**
Personnel	0	242 497	267 716
66 Charges de personnel	0	242 497	267 716
Biens et services	0	108 250	114 730
60 Achats de biens	0	31 250	31 250
61 Acquisitions de services	0	77 000	83 480
Transferts et subventions	0	451 349	554 420
64 Transferts	0	451 349	554 420
Total	**0**	**802 096**	**936 866**
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL			
2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques	**310 436**	**1 081 945**	**1 368 172**
Personnel	0	311 383	311 383
66 Charges de personnel	0	311 383	311 383
Biens et services	0	573 536	713 598
60 Achats de biens	0	210 474	279 683
61 Acquisitions de services	0	355 934	424 129
62 Autres services	0	7 129	9 786
Transferts et subventions	0	26 666	32 755
64 Transferts	0	26 666	32 755
Investissement	310 436	170 359	310 436
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	303 614	165 294	303 614
26 Prises de participations et cautionnements	6 822	5 065	6 822
Total	**310 436**	**1 081 945**	**1 368 172**
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
2.007 Représentation et Promotion des Collectivités	**75 899**	**1 464 284**	**1 635 788**
Personnel	0	757 101	772 321
66 Charges de personnel	0	757 101	772 321
Biens et services	0	602 182	708 412
60 Achats de biens	0	213 719	270 395
61 Acquisitions de services	0	353 767	383 843
62 Autres services	0	34 695	54 174
Transferts et subventions	0	64 441	79 156
64 Transferts	0	64 441	79 156
Investissement	75 899	40 560	75 899
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	75 899	40 560	75 899
Total	**75 899**	**1 464 284**	**1 635 788**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE			
1.006 Administration Générale	**9 799 300**	**40 039 068**	**43 478 684**
Personnel	0	14 835 266	15 284 204
66 Charges de personnel	0	14 835 266	15 284 204
Biens et services	0	13 872 552	14 936 133
60 Achats de biens	0	2 994 036	3 662 174
61 Acquisitions de services	0	9 834 905	10 216 505
62 Autres services	0	1 043 610	1 057 454
Transferts et subventions	0	4 361 628	4 659 047
64 Transferts	0	4 361 628	4 659 047
Investissement	9 799 300	6 969 622	8 599 300
21 Immobilisations incorporelles	1 552 200	1 399 130	1 552 200
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 900 000	1 385 010	2 700 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	347 100	185 482	347 100
26 Prises de participations et cautionnements	4 000 000	4 000 000	4 000 000
2.008 Politique Exterieure et Coopération Internationale	**0**	**605 781**	**442 561**
Personnel	0	436 777	237 455
66 Charges de personnel	0	436 777	237 455
Biens et services	0	120 683	145 541
60 Achats de biens	0	96 863	116 190
61 Acquisitions de services	0	23 820	29 351
Transferts et subventions	0	48 321	59 565
64 Transferts	0	48 321	59 565
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	**0**	**124 301**	**147 226**
Personnel	0	82 277	95 968
66 Charges de personnel	0	82 277	95 968
Biens et services	0	20 062	24 183
60 Achats de biens	0	15 945	19 109
61 Acquisitions de services	0	4 117	5 074
Transferts et subventions	0	21 962	27 075
64 Transferts	0	21 962	27 075
Total	**9 799 300**	**40 769 150**	**44 068 471**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE			
1.007 Administration Générale	**50 000**	**920 932**	**1 260 420**
Personnel	0	251 363	368 566
66 Charges de personnel	0	251 363	368 566
Biens et services	0	616 236	751 854
60 Achats de biens	0	209 981	262 578
61 Acquisitions de services	0	347 806	404 276
62 Autres services	0	58 449	85 000
Transferts et subventions	0	16 223	90 000
64 Transferts	0	16 223	90 000
Investissement	50 000	37 110	50 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	50 000	37 110	50 000
2.010 Intégration Africaine	**0**	**339 682**	**453 663**
Personnel	0	66 007	35 617
66 Charges de personnel	0	66 007	35 617
Biens et services	0	143 675	257 779
60 Achats de biens	0	97 676	183 711
61 Acquisitions de services	0	2 454	3 023
62 Autres services	0	43 545	71 045
Transferts et subventions	0	130 000	160 267
64 Transferts	0	130 000	160 267
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur	**750 000**	**990 634**	**1 343 455**
Personnel	0	154 504	159 666
66 Charges de personnel	0	154 504	159 666
Biens et services	0	111 982	133 393
60 Achats de biens	0	68 332	85 000
61 Acquisitions de services	0	18 977	23 393
62 Autres services	0	24 673	25 000
Transferts et subventions	0	223 986	300 396
64 Transferts	0	223 986	300 396
Investissement	750 000	500 161	750 000
21 Immobilisations incorporelles	100 000	101 386	100 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	650 000	398 775	650 000
Total	**800 000**	**2 251 247**	**3 057 538**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

24/09/2021 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL			
2.012 Bureau du Vérificateur Général	**150 000**	**3 591 020**	**3 874 726**
Personnel	0	2 611 288	2 634 171
66 Charges de personnel	0	2 611 288	2 634 171
Biens et services	0	838 888	1 060 555
60 Achats de biens	0	314 731	415 461
61 Acquisitions de services	0	408 303	491 629
62 Autres services	0	115 854	153 465
Transferts et subventions	0	50 000	30 000
64 Transferts	0	50 000	30 000
Investissement	150 000	90 844	150 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	30 000	21 375	30 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	120 000	69 469	120 000
Total	**150 000**	**3 591 020**	**3 874 726**
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE			
2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	**248 500**	**1 036 063**	**1 336 911**
Personnel	0	413 524	428 335
66 Charges de personnel	0	413 524	428 335
Biens et services	0	104 576	124 576
60 Achats de biens	0	65 989	65 989
61 Acquisitions de services	0	38 587	58 587
Transferts et subventions	0	423 232	605 500
64 Transferts	0	423 232	605 500
Investissement	248 500	94 731	178 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	248 500	94 731	178 500
Total	**248 500**	**1 036 063**	**1 336 911**
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT			
2.014 Egal accès aux medias d'Etat	**5 630**	**126 925**	**151 429**
Personnel	0	17 280	15 866
66 Charges de personnel	0	17 280	15 866
Biens et services	0	106 636	129 933
60 Achats de biens	0	41 995	56 559
61 Acquisitions de services	0	42 552	48 374
62 Autres services	0	22 089	25 000
Investissement	5 630	3 010	5 630
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	5 630	3 010	5 630
Total	**5 630**	**126 925**	**151 429**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS			
1.008 Administration Générale	**53 773 335**	**299 869 244**	**275 642 514**
Personnel	0	136 670 000	146 950 328
66 Charges de personnel	0	136 670 000	146 950 328
Biens et services	0	55 426 316	51 739 258
60 Achats de biens	0	41 876 833	41 190 237
61 Acquisitions de services	0	10 705 118	8 705 118
62 Autres services	0	2 844 365	1 843 903
Transferts et subventions	0	749 185	3 169 593
64 Transferts	0	749 185	3 169 593
Investissement	53 773 335	107 023 743	73 783 335
21 Immobilisations incorporelles	71 271	71 271	71 271
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	8 147 202	8 147 202	8 147 202
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	203 783	203 783	203 783
25 Équipements militaires	45 290 748	98 541 156	65 300 748
26 Prises de participations et cautionnements	60 331	60 331	60 331
2.015 Gestion des Opérations Militaires	**7 390 446**	**60 839 229**	**44 189 229**
Biens et services	0	53 360 986	36 710 986
60 Achats de biens	0	51 240 426	34 590 426
61 Acquisitions de services	0	1 885 643	1 885 643
62 Autres services	0	234 917	234 917
Transferts et subventions	0	87 797	87 797
64 Transferts	0	87 797	87 797
Investissement	7 390 446	7 390 446	7 390 446
21 Immobilisations incorporelles	101 474	101 474	101 474
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	163 033	163 033	163 033
25 Équipements militaires	7 087 537	7 087 537	7 087 537
26 Prises de participations et cautionnements	38 402	38 402	38 402
2.016 Inspection des Armées	**20 000**	**294 406**	**294 406**
Biens et services	0	274 406	274 406
60 Achats de biens	0	114 778	114 778
61 Acquisitions de services	0	158 628	158 628
62 Autres services	0	1 000	1 000
Investissement	20 000	20 000	20 000
21 Immobilisations incorporelles	15 000	15 000	15 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	5 000	5 000	5 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS			
2.017 Formation	**30 013**	**770 677**	**770 677**
Biens et services	0	740 664	740 664
60 Achats de biens	0	463 586	463 586
61 Acquisitions de services	0	200 470	200 470
62 Autres services	0	76 608	76 608
Investissement	30 013	30 013	30 013
21 Immobilisations incorporelles	13 489	13 489	13 489
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	16 524	16 524	16 524
2.018 Gestion des Transmissions	**60 402**	**336 276**	**336 276**
Biens et services	0	275 874	275 874
60 Achats de biens	0	159 915	159 915
61 Acquisitions de services	0	95 950	95 950
62 Autres services	0	20 009	20 009
Investissement	60 402	60 402	60 402
21 Immobilisations incorporelles	10 000	10 000	10 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	30 402	30 402	30 402
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	20 000	20 000	20 000
Total	**61 274 196**	**362 109 832**	**321 233 102**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

24/09/2021 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME			
1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle	**1 290 861**	**6 865 088**	**5 160 072**
Personnel	0	2 945 048	1 371 711
66 Charges de personnel	0	2 945 048	1 371 711
Biens et services	0	1 942 404	1 941 404
60 Achats de biens	0	1 070 466	1 070 466
61 Acquisitions de services	0	590 858	590 858
62 Autres services	0	281 080	280 080
Transferts et subventions	0	556 096	556 096
64 Transferts	0	556 096	556 096
Investissement	1 290 861	1 421 540	1 290 861
21 Immobilisations incorporelles	182 500	157 500	182 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	603 040	814 040	603 040
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	505 321	450 000	505 321
2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	**1 062 006**	**19 448 399**	**22 013 665**
Personnel	0	14 452 405	16 977 282
66 Charges de personnel	0	14 452 405	16 977 282
Biens et services	0	3 153 959	3 193 453
60 Achats de biens	0	1 795 220	1 836 515
61 Acquisitions de services	0	138 556	139 255
62 Autres services	0	1 220 183	1 217 683
Transferts et subventions	0	580 924	580 924
64 Transferts	0	580 924	580 924
Investissement	1 062 006	1 261 111	1 262 006
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 062 006	1 261 111	1 262 006
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	**250 476**	**6 268 513**	**9 106 249**
Personnel	0	2 178 496	2 376 014
66 Charges de personnel	0	2 178 496	2 376 014
Biens et services	0	3 290 626	3 479 759
60 Achats de biens	0	3 236 376	3 419 643
61 Acquisitions de services	0	36 210	39 210
62 Autres services	0	18 040	20 906
Investissement	250 476	799 391	3 250 476
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	250 476	799 391	3 250 476
Total	**2 603 343**	**32 582 000**	**36 279 986**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE			
2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite	**190 000**	**2 198 436**	**2 413 300**
Personnel	0	1 464 300	1 464 300
66 Charges de personnel	0	1 464 300	1 464 300
Biens et services	0	562 167	759 000
60 Achats de biens	0	425 403	596 000
61 Acquisitions de services	0	119 000	145 000
62 Autres services	0	17 764	18 000
Investissement	190 000	171 969	190 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	190 000	171 969	190 000
Total	**190 000**	**2 198 436**	**2 413 300**
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME			
2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme	**47 500**	**686 209**	**1 109 550**
Personnel	0	266 800	533 600
66 Charges de personnel	0	266 800	533 600
Biens et services	0	394 026	528 450
60 Achats de biens	0	245 612	354 400
61 Acquisitions de services	0	113 814	126 550
62 Autres services	0	34 600	47 500
Investissement	47 500	25 383	47 500
21 Immobilisations incorporelles	47 500	25 383	47 500
Total	**47 500**	**686 209**	**1 109 550**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

24/09/2021 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE			
1.010 Administration Générale	**1 922 500**	**15 030 810**	**19 028 812**
Personnel	0	300 786	298 788
66 Charges de personnel	0	300 786	298 788
Biens et services	0	7 463 814	7 463 814
60 Achats de biens	0	3 920 206	3 920 206
61 Acquisitions de services	0	1 365 674	1 365 674
62 Autres services	0	2 177 934	2 177 934
Transferts et subventions	0	1 343 710	1 343 710
64 Transferts	0	1 343 710	1 343 710
Investissement	1 922 500	5 922 500	9 922 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 817 500	1 817 500	1 817 500
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	105 000	4 105 000	8 105 000
2.021 Ordre et Sécurité	**14 859 659**	**73 065 344**	**89 680 182**
Personnel	0	52 022 920	68 638 193
66 Charges de personnel	0	52 022 920	68 638 193
Biens et services	0	5 887 306	5 886 871
60 Achats de biens	0	4 205 052	4 203 052
61 Acquisitions de services	0	1 529 934	1 529 934
62 Autres services	0	152 320	153 885
Transferts et subventions	0	295 459	295 459
64 Transferts	0	295 459	295 459
Investissement	14 859 659	14 859 659	14 859 659
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	14 745 643	14 745 643	14 745 643
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	114 016	114 016	114 016
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	**5 051 037**	**19 080 568**	**22 569 293**
Personnel	0	11 356 798	14 743 523
66 Charges de personnel	0	11 356 798	14 743 523
Biens et services	0	1 732 733	1 734 733
60 Achats de biens	0	1 366 568	1 366 568
61 Acquisitions de services	0	330 647	330 647
62 Autres services	0	35 518	37 518
Transferts et subventions	0	40 000	40 000
64 Transferts	0	40 000	40 000
Investissement	5 051 037	5 951 037	6 051 037
21 Immobilisations incorporelles	30 000	30 000	30 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	5 000 001	5 900 001	6 000 001
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	21 036	21 036	21 036
Total	**21 833 196**	**107 176 722**	**131 278 287**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
235 SECURITE D'ETAT			
0.002 Securite d'Etat	**2 000 000**	**13 286 737**	**13 721 696**
Biens et services	0	9 786 737	11 621 696
60 Achats de biens	0	9 417 740	11 068 201
61 Acquisitions de services	0	368 997	553 495
Transferts et subventions	0	0	100 000
64 Transferts	0	0	100 000
Investissement	2 000 000	3 500 000	2 000 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 000 000	3 500 000	2 000 000
Total	**2 000 000**	**13 286 737**	**13 721 696**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
1.011 Administration Générale	**21 514 781**	**37 451 012**	**30 911 073**
Personnel	0	1 172 989	1 307 640
66 Charges de personnel	0	1 172 989	1 307 640
Biens et services	0	4 980 835	5 350 102
60 Achats de biens	0	2 690 723	2 887 012
61 Acquisitions de services	0	1 891 751	2 059 432
62 Autres services	0	398 361	403 658
Transferts et subventions	0	6 232 571	7 899 550
63 Subventions	0	50 747	54 571
64 Transferts	0	6 181 824	7 844 979
Investissement	21 514 781	25 064 617	16 353 781
21 Immobilisations incorporelles	2 760 000	1 307 015	2 810 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	18 754 781	23 584 764	13 543 781
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	0	172 838	0
2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	**9 554 879**	**9 696 846**	**12 501 505**
Personnel	0	2 199 823	2 202 782
66 Charges de personnel	0	2 199 823	2 202 782
Biens et services	0	2 835 053	3 348 464
60 Achats de biens	0	1 590 363	1 805 407
61 Acquisitions de services	0	801 660	1 000 774
62 Autres services	0	443 030	542 283
Transferts et subventions	0	977 253	995 380
64 Transferts	0	977 253	995 380
Investissement	9 554 879	3 684 717	5 954 879
21 Immobilisations incorporelles	773 000	695 644	773 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	8 525 879	2 831 132	4 925 879
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	256 000	157 941	256 000
2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales	**2 092 000**	**15 040 757**	**16 834 693**
Personnel	0	10 165 648	11 466 790
66 Charges de personnel	0	10 165 648	11 466 790
Biens et services	0	1 086 291	1 400 903
60 Achats de biens	0	640 694	796 310
61 Acquisitions de services	0	244 430	301 561
62 Autres services	0	201 167	303 032
Transferts et subventions	0	1 932 795	1 875 000
64 Transferts	0	1 932 795	1 875 000
Investissement	2 092 000	1 856 023	2 092 000
21 Immobilisations incorporelles	342 000	466 000	342 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 750 000	1 390 023	1 750 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

24/09/2021 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	**672 629**	**7 041 964**	**8 160 259**
Personnel	0	3 758 416	4 015 643
66 Charges de personnel	0	3 758 416	4 015 643
Biens et services	0	2 238 775	2 765 737
60 Achats de biens	0	1 020 282	1 259 877
61 Acquisitions de services	0	881 460	1 091 819
62 Autres services	0	337 033	414 041
Transferts et subventions	0	649 976	706 250
64 Transferts	0	649 976	706 250
Investissement	672 629	394 796	672 629
21 Immobilisations incorporelles	100 000	0	100 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	572 629	394 796	572 629
2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	**1 610 787**	**5 872 429**	**5 775 731**
Personnel	0	3 127 821	3 238 663
66 Charges de personnel	0	3 127 821	3 238 663
Biens et services	0	817 146	1 027 431
60 Achats de biens	0	452 777	572 970
61 Acquisitions de services	0	282 840	358 116
62 Autres services	0	81 529	96 345
Transferts et subventions	0	417 737	448 850
64 Transferts	0	417 737	448 850
Investissement	1 610 787	1 509 726	1 060 787
21 Immobilisations incorporelles	300 000	222 375	300 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 310 787	1 287 351	760 787
2.027 Gestion de la Dette Publique	**495 000**	**848 172**	**1 035 680**
Personnel	0	196 478	210 096
66 Charges de personnel	0	196 478	210 096
Biens et services	0	95 997	108 744
60 Achats de biens	0	60 949	69 172
61 Acquisitions de services	0	35 048	39 572
Transferts et subventions	0	196 316	221 840
64 Transferts	0	196 316	221 840
Investissement	495 000	359 381	495 000
21 Immobilisations incorporelles	295 000	215 931	295 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	200 000	143 450	200 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

24/09/2021 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	**5 653 000**	**6 549 977**	**7 784 146**
Personnel	0	1 176 845	1 264 560
66 Charges de personnel	0	1 176 845	1 264 560
Biens et services	0	314 493	360 050
60 Achats de biens	0	170 411	194 205
61 Acquisitions de services	0	117 546	134 158
62 Autres services	0	26 536	31 687
Transferts et subventions	0	484 560	506 536
64 Transferts	0	484 560	506 536
Investissement	5 653 000	4 574 079	5 653 000
21 Immobilisations incorporelles	4 563 000	3 858 025	4 563 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 090 000	716 054	1 090 000
2.080 Population		**783 102**	
Personnel		128 945	
66 Charges de personnel		128 945	
Biens et services		67 541	
60 Achats de biens		12 330	
61 Acquisitions de services		35 473	
62 Autres services		19 738	
Transferts et subventions		103 297	
64 Transferts		103 297	
Investissement		483 319	
21 Immobilisations incorporelles		273 618	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		209 701	
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	**1 600 000**	**2 804 206**	**3 859 262**
Transferts et subventions	0	580 735	609 262
64 Transferts	0	580 735	609 262
Investissement	1 600 000	2 223 471	3 250 000
21 Immobilisations incorporelles	1 095 000	775 068	1 095 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	505 000	1 448 403	2 155 000
Total	**43 193 076**	**86 088 465**	**86 862 349**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

24/09/2021 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES			
2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	**100 000**	**1 022 377**	**1 211 049**
Personnel	0	400 000	174 124
66 Charges de personnel	0	400 000	174 124
Biens et services	0	10 620	260 620
60 Achats de biens	0	0	250 000
61 Acquisitions de services	0	10 620	10 620
Transferts et subventions	0	558 319	676 305
64 Transferts	0	558 319	676 305
Investissement	100 000	53 438	100 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	100 000	53 438	100 000
Total	**100 000**	**1 022 377**	**1 211 049**
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)			
2.068 Régulation de la commande publique	**0**	**330 306**	**377 875**
Biens et services	0	24 000	24 000
61 Acquisitions de services	0	24 000	24 000
Transferts et subventions	0	306 306	353 875
64 Transferts	0	306 306	353 875
Total	**0**	**330 306**	**377 875**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL			
1.012 Administration Générale	**1 121 334**	**2 200 184**	**2 653 172**
Personnel	0	354 571	386 833
66 Charges de personnel	0	354 571	386 833
Biens et services	0	897 858	1 111 755
60 Achats de biens	0	328 989	442 402
61 Acquisitions de services	0	378 127	422 443
62 Autres services	0	190 742	246 910
Transferts et subventions	0	33 250	33 250
64 Transferts	0	33 250	33 250
Investissement	1 121 334	914 505	1 121 334
21 Immobilisations incorporelles	640 000	488 499	640 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	481 334	426 006	481 334
2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	**186 200**	**829 154**	**977 962**
Personnel	0	315 475	347 573
66 Charges de personnel	0	315 475	347 573
Biens et services	0	380 978	444 189
60 Achats de biens	0	148 332	200 887
61 Acquisitions de services	0	44 926	55 385
62 Autres services	0	187 721	187 917
Investissement	186 200	132 701	186 200
21 Immobilisations incorporelles	186 200	132 701	186 200
2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail	**3 750**	**966 368**	**1 101 284**
Personnel	0	747 297	826 196
66 Charges de personnel	0	747 297	826 196
Biens et services	0	178 799	223 538
60 Achats de biens	0	107 748	137 884
61 Acquisitions de services	0	32 073	36 569
62 Autres services	0	38 978	49 085
Transferts et subventions	0	34 717	47 800
64 Transferts	0	34 717	47 800
Investissement	3 750	5 555	3 750
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 750	5 555	3 750
Total	**1 311 284**	**3 995 706**	**4 732 418**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			
1.013 Administration Générale	**4 638 492**	**3 085 122**	**4 604 557**
Personnel	0	682 798	659 617
66 Charges de personnel	0	682 798	659 617
Biens et services	0	1 118 266	1 203 527
60 Achats de biens	0	634 573	690 007
61 Acquisitions de services	0	434 681	457 641
62 Autres services	0	49 013	55 879
Transferts et subventions	0	630 243	902 921
64 Transferts	0	630 243	902 921
Investissement	4 638 492	653 814	1 838 492
21 Immobilisations incorporelles	561 000	50 500	561 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	4 030 000	569 943	1 230 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	47 492	33 371	47 492
2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	**279 500**	**9 770 508**	**7 176 117**
Personnel	0	163 524	201 942
66 Charges de personnel	0	163 524	201 942
Biens et services	0	254 053	297 675
60 Achats de biens	0	211 629	247 850
61 Acquisitions de services	0	24 107	28 924
62 Autres services	0	18 318	20 901
Transferts et subventions	0	5 171 600	5 397 000
64 Transferts	0	5 171 600	5 397 000
Investissement	279 500	4 181 331	1 279 500
21 Immobilisations incorporelles	145 000	98 008	145 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	134 500	4 083 323	1 134 500
2.034 Formation Professionnelle	**2 077 721**	**7 650 874**	**10 196 425**
Personnel	0	267 797	410 740
66 Charges de personnel	0	267 797	410 740
Biens et services	0	57 335	165 321
60 Achats de biens	0	39 359	53 888
61 Acquisitions de services	0	2 476	34 093
62 Autres services	0	15 500	77 340
Transferts et subventions	0	4 649 547	6 190 643
64 Transferts	0	4 649 547	6 190 643
Investissement	2 077 721	2 676 196	3 429 721
21 Immobilisations incorporelles	547 896	521 639	547 896
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 503 325	2 154 557	2 855 325
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	26 500	0	26 500
Total	**6 995 713**	**20 506 505**	**21 977 099**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT			
1.044 Administration Générale et Contrôle	**0**	**585 012**	**577 665**
Personnel	0	155 072	131 215
66 Charges de personnel	0	155 072	131 215
Biens et services	0	419 940	446 450
60 Achats de biens	0	284 190	305 700
61 Acquisitions de services	0	111 000	116 000
62 Autres services	0	24 750	24 750
Investissement	0	10 000	0
21 Immobilisations incorporelles	0	10 000	0
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles	**250 000**	**505 748**	**548 995**
Personnel	0	117 740	112 506
66 Charges de personnel	0	117 740	112 506
Biens et services	0	125 008	156 489
60 Achats de biens	0	68 756	74 125
61 Acquisitions de services	0	39 627	65 739
62 Autres services	0	16 625	16 625
Transferts et subventions	0	30 000	30 000
64 Transferts	0	30 000	30 000
Investissement	250 000	233 000	250 000
21 Immobilisations incorporelles	45 000	38 250	45 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	205 000	194 750	205 000
Total	**250 000**	**1 090 760**	**1 126 660**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION			
1.014 Administration Générale et Contrôle	**100 000**	**3 873 648**	**4 455 442**
Personnel	0	832 188	987 755
66 Charges de personnel	0	832 188	987 755
Biens et services	0	2 400 246	2 552 643
60 Achats de biens	0	1 190 557	1 310 773
61 Acquisitions de services	0	1 006 716	1 031 341
62 Autres services	0	202 973	210 529
Transferts et subventions	0	573 623	815 044
64 Transferts	0	573 623	815 044
Investissement	100 000	67 591	100 000
21 Immobilisations incorporelles	100 000	67 591	100 000
2.036 Administration du Territoire	**27 981 460**	**44 288 899**	**50 683 686**
Personnel	0	5 933 172	6 302 736
66 Charges de personnel	0	5 933 172	6 302 736
Biens et services	0	21 579 227	22 930 438
60 Achats de biens	0	11 642 601	12 954 465
61 Acquisitions de services	0	8 930 341	8 732 945
62 Autres services	0	1 006 286	1 243 028
Transferts et subventions	0	1 704 895	2 284 052
64 Transferts	0	1 704 895	2 284 052
Investissement	27 981 460	15 071 604	19 166 460
21 Immobilisations incorporelles	30 000	20 278	30 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	27 951 460	15 051 326	19 136 460
2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	**300 000**	**368 086**	**548 730**
Personnel	0	41 700	52 130
66 Charges de personnel	0	41 700	52 130
Biens et services	0	110 404	144 947
60 Achats de biens	0	96 807	129 269
61 Acquisitions de services	0	8 662	10 678
62 Autres services	0	4 935	5 000
Transferts et subventions	0	41 898	51 653
64 Transferts	0	41 898	51 653
Investissement	300 000	174 084	300 000
21 Immobilisations incorporelles	95 000	64 212	95 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	205 000	109 872	205 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION			
2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	**18 863 663**	**33 201 562**	**34 870 323**
Personnel	0	205 520	207 436
66 Charges de personnel	0	205 520	207 436
Biens et services	0	401 937	543 846
60 Achats de biens	0	349 903	483 208
61 Acquisitions de services	0	36 065	44 457
62 Autres services	0	15 969	16 181
Transferts et subventions	0	9 395 235	10 839 378
64 Transferts	0	9 395 235	10 839 378
Investissement	18 863 663	23 198 869	23 279 663
21 Immobilisations incorporelles	104 000	617 100	104 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	18 759 663	22 041 769	23 175 663
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	0	540 000	0
2.064 Développement Régional et Local	**209 000**	**1 695 408**	**2 079 000**
Transferts et subventions	0	1 581 726	1 870 000
64 Transferts	0	1 581 726	1 870 000
Investissement	209 000	113 682	209 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	209 000	113 682	209 000
2.081 Aménagement du Territoire		**477 475**	
Personnel		143 921	
66 Charges de personnel		143 921	
Biens et services		49 443	
60 Achats de biens		12 168	
61 Acquisitions de services		28 392	
62 Autres services		8 883	
Investissement		284 111	
21 Immobilisations incorporelles		215 972	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		68 139	
Total	**47 454 123**	**83 905 077**	**92 637 181**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL			
2.095 Protection des Données à Caractère personnel	**90 965**	**941 099**	**1 119 685**
Personnel	0	195 765	261 888
66 Charges de personnel	0	195 765	261 888
Biens et services	0	428 334	565 026
60 Achats de biens	0	116 977	149 122
61 Acquisitions de services	0	294 578	374 363
62 Autres services	0	16 779	41 541
Transferts et subventions	0	187 843	201 806
64 Transferts	0	187 843	201 806
Investissement	90 965	129 158	90 965
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	90 965	129 158	90 965
Total	**90 965**	**941 099**	**1 119 685**
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES			
1.015 Administration Générale	**248 106**	**821 780**	**1 245 330**
Personnel	0	156 064	162 526
66 Charges de personnel	0	156 064	162 526
Biens et services	0	394 638	561 577
60 Achats de biens	0	238 075	382 296
61 Acquisitions de services	0	146 321	165 171
62 Autres services	0	10 242	14 110
Transferts et subventions	0	235 373	273 121
64 Transferts	0	235 373	273 121
Investissement	248 106	35 705	248 106
21 Immobilisations incorporelles	200 000	0	200 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	48 106	35 705	48 106
2.039 Religion et Culte	**147 500**	**357 214**	**634 645**
Personnel	0	52 892	42 137
66 Charges de personnel	0	52 892	42 137
Biens et services	0	210 923	234 456
60 Achats de biens	0	127 588	149 206
61 Acquisitions de services	0	75 335	77 650
62 Autres services	0	8 000	7 600
Transferts et subventions	0	63 624	210 552
64 Transferts	0	63 624	210 552
Investissement	147 500	29 775	147 500
21 Immobilisations incorporelles	30 500	17 157	30 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	100 000	0	100 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	17 000	12 618	17 000
Total	**395 606**	**1 178 993**	**1 879 975**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

24/09/2021 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE			
1.016 Administration Générale	**0**	**961 788**	**1 109 465**
Personnel	0	117 351	122 453
66 Charges de personnel	0	117 351	122 453
Biens et services	0	684 996	829 706
60 Achats de biens	0	401 865	535 049
61 Acquisitions de services	0	234 644	243 660
62 Autres services	0	48 488	50 997
Transferts et subventions	0	149 441	157 306
64 Transferts	0	149 441	157 306
Investissement	0	10 000	0
21 Immobilisations incorporelles	0	10 000	0
2.040 Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale	**0**	**2 145 869**	**2 258 809**
Transferts et subventions	0	2 145 869	2 258 809
64 Transferts	0	2 145 869	2 258 809
Total	**0**	**3 107 657**	**3 368 274**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE			
1.032 Administration Générale	**1 895 000**	**2 139 443**	**2 485 878**
Personnel	0	566 133	569 483
66 Charges de personnel	0	566 133	569 483
Biens et services	0	1 289 475	1 490 801
60 Achats de biens	0	421 054	496 740
61 Acquisitions de services	0	600 809	663 729
62 Autres services	0	267 612	330 332
Transferts et subventions	0	24 817	30 594
64 Transferts	0	24 817	30 594
Investissement	1 895 000	259 018	395 000
21 Immobilisations incorporelles	140 000	94 627	140 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 755 000	164 391	255 000
2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	**1 623 750**	**2 888 849**	**4 372 352**
Personnel	0	992 148	1 039 798
66 Charges de personnel	0	992 148	1 039 798
Biens et services	0	295 587	371 021
60 Achats de biens	0	215 375	276 239
61 Acquisitions de services	0	61 309	71 360
62 Autres services	0	18 903	23 422
Transferts et subventions	0	388 573	437 783
64 Transferts	0	388 573	437 783
Investissement	1 623 750	1 212 542	2 523 750
21 Immobilisations incorporelles	583 750	326 102	583 750
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 040 000	886 440	1 940 000
2.084 Développement du secteur industriel	**1 075 077**	**2 432 570**	**2 733 641**
Personnel	0	516 722	251 125
66 Charges de personnel	0	516 722	251 125
Biens et services	0	189 303	247 688
60 Achats de biens	0	117 033	161 547
61 Acquisitions de services	0	52 561	61 769
62 Autres services	0	19 710	24 372
Transferts et subventions	0	1 118 123	1 159 751
64 Transferts	0	1 118 123	1 159 751
Investissement	1 075 077	608 422	1 075 077
21 Immobilisations incorporelles	156 077	102 764	156 077
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	919 000	505 658	919 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE			
2.085 Appui au développement du secteur privé	**931 875**	**1 560 338**	**2 214 822**
Personnel	0	30 000	26 910
66 Charges de personnel	0	30 000	26 910
Biens et services	0	232 292	312 046
60 Achats de biens	0	163 510	213 516
61 Acquisitions de services	0	18 277	22 530
62 Autres services	0	50 506	76 000
Transferts et subventions	0	805 533	943 991
64 Transferts	0	805 533	943 991
Investissement	931 875	492 512	931 875
21 Immobilisations incorporelles	511 875	274 535	511 875
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	370 000	191 257	370 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000	26 720	50 000
2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance	**52 500**	**153 517**	**190 124**
Personnel	0	43 406	46 871
66 Charges de personnel	0	43 406	46 871
Biens et services	0	71 392	90 753
60 Achats de biens	0	12 808	15 788
61 Acquisitions de services	0	6 433	7 931
62 Autres services	0	52 151	67 034
Investissement	52 500	38 719	52 500
21 Immobilisations incorporelles	52 500	38 719	52 500
Total	**5 578 202**	**9 174 717**	**11 996 817**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
1.017 Administration Générale	**2 978 575**	**29 967 928**	**32 510 347**
Personnel	0	16 887 315	18 101 200
66 Charges de personnel	0	16 887 315	18 101 200
Biens et services	0	9 208 278	9 389 343
60 Achats de biens	0	2 522 894	2 698 545
61 Acquisitions de services	0	1 734 306	1 702 946
62 Autres services	0	4 951 078	4 987 852
Transferts et subventions	0	3 113 403	3 741 229
63 Subventions	0	2 564 884	2 583 471
64 Transferts	0	548 519	1 157 758
Investissement	2 978 575	758 932	1 278 575
21 Immobilisations incorporelles	75 000	75 000	75 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 903 575	683 932	1 203 575
2.041 Développement de l'Education de Base	**7 244 973**	**254 916 371**	**263 127 733**
Personnel	0	222 076 175	231 116 299
66 Charges de personnel	0	222 076 175	231 116 299
Biens et services	0	22 667 536	22 760 159
60 Achats de biens	0	15 419 992	15 419 992
61 Acquisitions de services	0	1 290 704	1 398 350
62 Autres services	0	5 956 840	5 941 817
Transferts et subventions	0	1 377 142	2 006 302
64 Transferts	0	1 377 142	2 006 302
Investissement	7 244 973	8 795 518	7 244 973
21 Immobilisations incorporelles	1 604 286	2 018 381	1 604 286
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	4 450 000	4 550 000	4 450 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	1 190 687	2 227 137	1 190 687
2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général	**14 860 071**	**35 013 057**	**37 988 715**
Personnel	0	11 479 515	14 449 066
66 Charges de personnel	0	11 479 515	14 449 066
Biens et services	0	8 673 471	8 679 578
60 Achats de biens	0	7 773 047	7 784 647
61 Acquisitions de services	0	255 753	258 153
62 Autres services	0	644 671	636 778
Investissement	14 860 071	14 860 071	14 860 071
21 Immobilisations incorporelles	12 149 884	12 149 884	12 149 884
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 200 000	1 200 000	1 200 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	1 510 187	1 510 187	1 510 187

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	**22 394 704**	**53 218 633**	**55 083 131**
Personnel	0	14 645 938	16 513 309
66 Charges de personnel	0	14 645 938	16 513 309
Biens et services	0	9 131 764	9 128 891
60 Achats de biens	0	8 509 522	8 509 522
61 Acquisitions de services	0	173 770	173 770
62 Autres services	0	448 472	445 599
Transferts et subventions	0	7 046 227	7 046 227
64 Transferts	0	7 046 227	7 046 227
Investissement	22 394 704	22 394 704	22 394 704
21 Immobilisations incorporelles	22 131 689	22 131 689	22 131 689
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	263 015	263 015	263 015
Total	**47 478 323**	**373 115 989**	**388 709 926**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
1.018 Administration Générale	**0**	**7 072 958**	**7 786 415**
Personnel	0	3 047 024	3 289 386
66 Charges de personnel	0	3 047 024	3 289 386
Biens et services	0	1 524 242	1 643 189
60 Achats de biens	0	475 506	532 878
61 Acquisitions de services	0	685 355	717 768
62 Autres services	0	363 382	392 543
Transferts et subventions	0	2 501 692	2 853 840
64 Transferts	0	2 501 692	2 853 840
2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur	**8 027 120**	**73 098 698**	**75 588 663**
Personnel	0	4 250 033	4 688 191
66 Charges de personnel	0	4 250 033	4 688 191
Biens et services	0	671 868	741 549
60 Achats de biens	0	517 721	586 313
61 Acquisitions de services	0	65 991	67 080
62 Autres services	0	88 156	88 156
Transferts et subventions	0	60 268 422	62 131 803
64 Transferts	0	60 268 422	62 131 803
Investissement	8 027 120	7 908 375	8 027 120
21 Immobilisations incorporelles	891 993	598 025	921 993
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	7 135 127	7 310 350	7 105 127
2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	**162 985**	**1 747 223**	**1 777 130**
Biens et services	0	19 179	22 563
62 Autres services	0	19 179	22 563
Transferts et subventions	0	1 487 695	1 591 582
64 Transferts	0	1 487 695	1 591 582
Investissement	162 985	240 350	162 985
21 Immobilisations incorporelles	62 985	59 850	62 985
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	100 000	180 500	100 000
Total	**8 190 105**	**81 918 880**	**85 152 208**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME			
1.019 Administration Générale	**159 500**	**2 893 083**	**3 360 702**
Personnel	0	738 235	764 116
66 Charges de personnel	0	738 235	764 116
Biens et services	0	1 809 290	2 149 686
60 Achats de biens	0	872 300	1 019 468
61 Acquisitions de services	0	511 489	563 554
62 Autres services	0	425 502	566 664
Transferts et subventions	0	244 092	287 400
64 Transferts	0	244 092	287 400
Investissement	159 500	101 466	159 500
21 Immobilisations incorporelles	75 000	67 591	75 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	84 500	33 875	84 500
2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	**1 159 500**	**1 380 226**	**1 960 353**
Personnel	0	226 564	258 490
66 Charges de personnel	0	226 564	258 490
Biens et services	0	93 185	116 750
60 Achats de biens	0	73 420	94 283
61 Acquisitions de services	0	14 918	16 764
62 Autres services	0	4 848	5 703
Transferts et subventions	0	415 987	425 613
64 Transferts	0	415 987	425 613
Investissement	1 159 500	644 490	1 159 500
21 Immobilisations incorporelles	9 500	5 344	9 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 150 000	639 146	1 150 000
2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique	**300 000**	**481 356**	**835 810**
Transferts et subventions	0	481 356	535 810
64 Transferts	0	481 356	535 810
Investissement	300 000	0	300 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	300 000	0	300 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME			
2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire	**2 725 250**	**2 792 925**	**4 591 583**
Personnel	0	490 568	546 746
66 Charges de personnel	0	490 568	546 746
Biens et services	0	206 131	257 230
60 Achats de biens	0	124 348	156 600
61 Acquisitions de services	0	36 151	40 498
62 Autres services	0	45 633	60 132
Transferts et subventions	0	1 622 741	1 812 357
64 Transferts	0	1 622 741	1 812 357
Investissement	2 725 250	473 485	1 975 250
21 Immobilisations incorporelles	19 000	10 688	19 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 681 250	439 145	1 931 250
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	25 000	23 652	25 000
2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat	**550 000**	**1 473 364**	**1 841 481**
Personnel	0	357 145	355 491
66 Charges de personnel	0	357 145	355 491
Biens et services	0	124 728	144 564
60 Achats de biens	0	57 113	66 442
61 Acquisitions de services	0	47 994	53 968
62 Autres services	0	19 622	24 154
Transferts et subventions	0	359 741	441 426
63 Subventions	0	46 924	57 848
64 Transferts	0	312 817	383 578
Investissement	550 000	631 750	900 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	550 000	631 750	900 000
2.051 Promotion du Secteur du Tourisme	**0**	**432 853**	**484 525**
Personnel	0	13 995	16 659
66 Charges de personnel	0	13 995	16 659
Biens et services	0	227 836	264 308
60 Achats de biens	0	137 547	158 523
61 Acquisitions de services	0	75 754	88 143
62 Autres services	0	14 536	17 642
Transferts et subventions	0	189 668	203 558
64 Transferts	0	189 668	203 558
Investissement	0	1 354	0
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	0	1 354	0
Total	**4 894 250**	**9 453 807**	**13 074 454**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS			
1.020 Administration Générale	**2 508 987**	**3 284 308**	**4 417 587**
Personnel	0	329 545	369 043
66 Charges de personnel	0	329 545	369 043
Biens et services	0	2 491 720	2 904 972
60 Achats de biens	0	742 824	815 522
61 Acquisitions de services	0	753 533	881 362
62 Autres services	0	536 097	582 878
65 Charges exceptionnelles	0	459 267	625 210
Transferts et subventions	0	96 370	134 585
64 Transferts	0	96 370	134 585
Investissement	2 508 987	366 673	1 008 987
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 508 987	366 673	1 008 987
2.035 Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	**1 008 400**	**2 012 949**	**2 238 748**
Personnel	0	801 032	867 331
66 Charges de personnel	0	801 032	867 331
Biens et services	0	258 811	344 777
60 Achats de biens	0	109 765	125 887
61 Acquisitions de services	0	65 835	75 049
62 Autres services	0	83 212	143 841
Transferts et subventions	0	9 747	18 240
64 Transferts	0	9 747	18 240
Investissement	1 008 400	943 359	1 008 400
21 Immobilisations incorporelles	40 000	27 037	40 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	968 400	916 322	968 400
2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives	**4 765 471**	**2 666 246**	**8 576 037**
Personnel	0	423 713	482 482
66 Charges de personnel	0	423 713	482 482
Biens et services	0	169 028	201 687
60 Achats de biens	0	37 993	52 149
61 Acquisitions de services	0	38 292	46 511
62 Autres services	0	92 742	103 027
Transferts et subventions	0	817 748	856 397
64 Transferts	0	817 748	856 397
Investissement	4 765 471	1 255 756	7 035 471
21 Immobilisations incorporelles	13 000	6 948	13 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	4 752 471	1 248 808	7 022 471

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

24/09/2021 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS			
2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	**11 307**	**646 350**	**763 753**
Personnel	0	180 700	195 960
66 Charges de personnel	0	180 700	195 960
Biens et services	0	433 799	510 606
60 Achats de biens	0	353 419	426 249
61 Acquisitions de services	0	61 925	62 357
62 Autres services	0	18 455	22 000
Transferts et subventions	0	25 808	45 880
64 Transferts	0	25 808	45 880
Investissement	11 307	6 043	11 307
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	11 307	6 043	11 307
2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté	**0**	**1 776 762**	**1 985 393**
Transferts et subventions	0	1 776 762	1 985 393
64 Transferts	0	1 776 762	1 985 393
Total	**8 294 165**	**10 386 614**	**17 981 518**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL			
1.021 Administration, Coordination et Décentralisation	**2 815 196**	**21 324 874**	**22 860 039**
Personnel	0	11 681 905	12 163 252
66 Charges de personnel	0	11 681 905	12 163 252
Biens et services	0	4 564 762	5 022 264
60 Achats de biens	0	2 801 267	3 168 279
61 Acquisitions de services	0	1 245 823	1 319 683
62 Autres services	0	517 671	534 302
Transferts et subventions	0	2 553 464	2 709 327
63 Subventions	0	41 784	45 171
64 Transferts	0	2 511 680	2 664 156
Investissement	2 815 196	2 524 743	2 965 196
21 Immobilisations incorporelles	341 675	238 675	341 675
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 413 521	2 286 068	2 563 521
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	60 000	0	60 000
2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	**3 018 850**	**47 050 735**	**48 353 385**
Personnel	0	29 506 720	33 801 826
66 Charges de personnel	0	29 506 720	33 801 826
Biens et services	0	5 073 501	5 046 903
60 Achats de biens	0	1 760 079	1 760 079
61 Acquisitions de services	0	1 476 465	1 476 465
62 Autres services	0	1 003 861	977 263
65 Charges exceptionnelles	0	833 096	833 096
Transferts et subventions	0	6 375 493	6 485 806
64 Transferts	0	6 375 493	6 485 806
Investissement	3 018 850	6 095 021	3 018 850
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 018 850	6 095 021	3 018 850
2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et Participation	**6 732**	**7 858 606**	**7 857 964**
Personnel	0	60 139	59 497
66 Charges de personnel	0	60 139	59 497
Biens et services	0	7 791 735	7 791 735
60 Achats de biens	0	7 764 940	7 764 940
61 Acquisitions de services	0	16 795	16 795
62 Autres services	0	10 000	10 000
Investissement	6 732	6 732	6 732
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	6 732	6 732	6 732

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

24/09/2021 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL			
2.057 Soins Hospitaliers et Recherche	**29 185 850**	**41 925 584**	**48 981 006**
Personnel	0	343 031	370 396
66 Charges de personnel	0	343 031	370 396
Biens et services	0	99 790	99 790
60 Achats de biens	0	53 078	53 078
61 Acquisitions de services	0	4 833	4 833
62 Autres services	0	41 879	41 879
Transferts et subventions	0	24 652 477	27 424 970
64 Transferts	0	24 652 477	27 424 970
Investissement	29 185 850	16 830 286	21 085 850
21 Immobilisations incorporelles	719 850	579 286	719 850
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	28 466 000	16 251 000	20 366 000
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	**879 182**	**3 484 224**	**3 785 190**
Personnel	0	410 706	429 300
66 Charges de personnel	0	410 706	429 300
Biens et services	0	407 905	424 082
60 Achats de biens	0	54 810	54 810
61 Acquisitions de services	0	45 731	45 731
65 Charges exceptionnelles	0	307 364	323 541
Transferts et subventions	0	1 816 431	1 852 626
64 Transferts	0	1 816 431	1 852 626
Investissement	879 182	849 182	1 079 182
21 Immobilisations incorporelles	66 832	66 832	66 832
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	812 350	782 350	1 012 350
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	**771 000**	**14 101 242**	**15 308 953**
Personnel	0	1 901 123	2 105 252
66 Charges de personnel	0	1 901 123	2 105 252
Biens et services	0	363 287	362 494
60 Achats de biens	0	161 355	161 355
61 Acquisitions de services	0	83 897	83 897
62 Autres services	0	118 035	117 242
Transferts et subventions	0	11 815 832	12 620 207
64 Transferts	0	11 815 832	12 620 207
Investissement	771 000	21 000	221 000
21 Immobilisations incorporelles	21 000	21 000	21 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	750 000	0	200 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL			
2.063 Lutte Contre la Pauvreté	**762 750**	**1 555 272**	**1 488 921**
Transferts et subventions	0	899 022	726 171
64 Transferts	0	899 022	726 171
Investissement	762 750	656 250	762 750
21 Immobilisations incorporelles	397 750	347 500	397 750
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	365 000	308 750	365 000
Total	**37 439 560**	**137 300 536**	**148 635 458**
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA			
2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	**0**	**2 130 712**	**2 470 826**
Personnel	0	135 949	142 057
66 Charges de personnel	0	135 949	142 057
Biens et services	0	88 560	58 560
61 Acquisitions de services	0	88 560	58 560
Transferts et subventions	0	1 906 203	2 270 209
64 Transferts	0	1 906 203	2 270 209
Total	**0**	**2 130 712**	**2 470 826**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	**1 309 076**	**2 036 238**	**2 720 312**
Personnel	0	596 131	645 310
66 Charges de personnel	0	596 131	645 310
Biens et services	0	689 392	833 788
60 Achats de biens	0	399 810	506 588
61 Acquisitions de services	0	259 839	288 872
62 Autres services	0	29 743	38 328
Transferts et subventions	0	555 015	707 138
64 Transferts	0	555 015	707 138
Investissement	1 309 076	195 700	534 076
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 309 076	195 700	534 076
2.059 Promotion de la Femme	**642 486**	**2 722 573**	**2 442 523**
Personnel	0	726 166	803 498
66 Charges de personnel	0	726 166	803 498
Biens et services	0	240 632	282 080
60 Achats de biens	0	121 722	142 321
61 Acquisitions de services	0	72 359	82 060
62 Autres services	0	46 551	57 699
Transferts et subventions	0	17 407	21 459
64 Transferts	0	17 407	21 459
Investissement	642 486	1 738 368	1 335 486
21 Immobilisations incorporelles	170 000	114 909	170 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	472 486	1 623 459	1 165 486
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille	**476 599**	**1 191 144**	**1 394 395**
Personnel	0	216 759	270 278
66 Charges de personnel	0	216 759	270 278
Biens et services	0	318 017	338 512
60 Achats de biens	0	206 008	223 880
61 Acquisitions de services	0	7 814	9 632
62 Autres services	0	104 195	105 000
Transferts et subventions	0	283 028	309 006
64 Transferts	0	283 028	309 006
Investissement	476 599	373 340	476 599
21 Immobilisations incorporelles	83 500	56 440	83 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	393 099	316 900	393 099
Total	**2 428 161**	**5 949 955**	**6 557 230**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
1.024 Administration Générale	**229 500**	**2 108 957**	**2 372 857**
Personnel	0	606 175	638 659
66 Charges de personnel	0	606 175	638 659
Biens et services	0	1 055 640	1 300 078
60 Achats de biens	0	548 982	655 231
61 Acquisitions de services	0	439 586	497 297
62 Autres services	0	67 071	147 550
Transferts et subventions	0	180 722	204 620
64 Transferts	0	180 722	204 620
Investissement	229 500	266 421	229 500
21 Immobilisations incorporelles	100 000	85 000	100 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	129 500	181 421	129 500
2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	**467 337 900**	**132 744 460**	**90 655 619**
Personnel	0	810 328	864 758
66 Charges de personnel	0	810 328	864 758
Biens et services	0	237 750	277 720
60 Achats de biens	0	146 567	169 328
61 Acquisitions de services	0	70 027	82 062
62 Autres services	0	21 157	26 330
Transferts et subventions	0	584 720	705 741
64 Transferts	0	584 720	705 741
Investissement	467 337 900	131 111 662	88 807 400
21 Immobilisations incorporelles	2 188 000	21 375	938 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	464 769 500	130 632 492	87 489 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	300 000	380 000	300 000
26 Prises de participations et cautionnements	80 400	77 795	80 400
2.066 Développement et sécurisation des transports	**6 456 087**	**5 824 580**	**7 091 974**
Personnel	0	855 383	1 018 622
66 Charges de personnel	0	855 383	1 018 622
Biens et services	0	252 222	323 744
60 Achats de biens	0	165 051	203 570
61 Acquisitions de services	0	53 999	72 778
62 Autres services	0	33 172	47 396
Transferts et subventions	0	837 897	1 023 521
64 Transferts	0	837 897	1 023 521
Investissement	6 456 087	3 879 078	4 726 087
21 Immobilisations incorporelles	500 000	425 000	500 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	5 920 000	3 434 644	4 190 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	30 787	16 453	30 787
26 Prises de participations et cautionnements	5 300	2 982	5 300
Total	**474 023 487**	**140 677 997**	**100 120 450**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
1.025 Administration Générale	**120 000**	**1 583 155**	**1 390 323**
Personnel	0	625 881	418 717
66 Charges de personnel	0	625 881	418 717
Biens et services	0	746 095	821 606
60 Achats de biens	0	262 296	282 241
61 Acquisitions de services	0	386 840	428 550
62 Autres services	0	96 959	110 815
Transferts et subventions	0	24 335	30 000
64 Transferts	0	24 335	30 000
Investissement	120 000	186 844	120 000
21 Immobilisations incorporelles	70 000	47 314	70 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	50 000	139 530	50 000
2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations	**12 000 000**	**4 876 314**	**4 745 786**
Personnel	0	786 890	904 932
66 Charges de personnel	0	786 890	904 932
Biens et services	0	359 905	419 662
60 Achats de biens	0	200 689	238 339
61 Acquisitions de services	0	110 363	125 448
62 Autres services	0	48 853	55 875
Transferts et subventions	0	390 712	421 192
64 Transferts	0	390 712	421 192
Investissement	12 000 000	3 338 807	3 000 000
21 Immobilisations incorporelles	300 000	270 362	300 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	11 700 000	3 068 445	2 700 000
2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	**1 200 000**	**4 730 221**	**3 988 939**
Transferts et subventions	0	254 668	288 939
64 Transferts	0	254 668	288 939
Investissement	1 200 000	4 475 553	3 700 000
21 Immobilisations incorporelles	345 000	221 705	345 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	855 000	4 253 848	3 355 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
2.071 Protection et Conservation de la Nature	**4 370 000**	**9 190 049**	**11 849 544**
Personnel	0	2 784 441	3 221 616
66 Charges de personnel	0	2 784 441	3 221 616
Biens et services	0	493 734	565 393
60 Achats de biens	0	257 984	302 591
61 Acquisitions de services	0	112 453	128 786
62 Autres services	0	123 297	134 016
Transferts et subventions	0	128 362	147 535
64 Transferts	0	128 362	147 535
Investissement	4 370 000	5 783 512	7 915 000
21 Immobilisations incorporelles	1 060 000	704 223	1 060 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 310 000	5 079 289	6 855 000
2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	**590 000**	**1 670 909**	**990 106**
Transferts et subventions	0	355 835	400 106
64 Transferts	0	355 835	400 106
Investissement	590 000	1 315 074	590 000
21 Immobilisations incorporelles	440 000	317 678	440 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	150 000	997 396	150 000
Total	**18 280 000**	**22 050 647**	**22 964 698**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
720 MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
1.026 Administration Générale	**3 533 000**	**68 620 399**	**37 360 018**
Personnel	0	568 589	737 799
66 Charges de personnel	0	568 589	737 799
Biens et services	0	1 526 968	1 774 319
60 Achats de biens	0	722 788	856 890
61 Acquisitions de services	0	572 945	683 119
62 Autres services	0	231 235	234 310
Transferts et subventions	0	63 659 601	30 414 900
63 Subventions	0	63 317 505	30 000 000
64 Transferts	0	342 096	414 900
Investissement	3 533 000	2 865 241	4 433 000
21 Immobilisations incorporelles	520 000	196 043	520 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 000 000	2 662 250	3 900 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	13 000	6 948	13 000
2.073 Développement des Ressources Energétiques	**27 318 609**	**89 152 115**	**43 021 286**
Personnel	0	293 513	364 012
66 Charges de personnel	0	293 513	364 012
Biens et services	0	217 426	260 015
60 Achats de biens	0	112 064	135 329
61 Acquisitions de services	0	74 834	89 364
62 Autres services	0	30 529	35 322
Transferts et subventions	0	5 932 758	6 160 650
64 Transferts	0	5 932 758	6 160 650
Investissement	27 318 609	82 708 418	36 236 609
21 Immobilisations incorporelles	1 243 609	965 525	1 243 609
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	26 075 000	81 742 893	34 993 000
2.074 Développement des Ressources en Eau	**12 170 000**	**62 122 057**	**51 794 415**
Personnel	0	867 969	991 900
66 Charges de personnel	0	867 969	991 900
Biens et services	0	421 382	490 082
60 Achats de biens	0	209 579	247 850
61 Acquisitions de services	0	162 412	187 341
62 Autres services	0	49 391	54 891
Transferts et subventions	0	491 366	530 433
64 Transferts	0	491 366	530 433
Investissement	12 170 000	60 341 339	49 782 000
21 Immobilisations incorporelles	3 075 000	1 849 969	3 075 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	9 095 000	58 491 370	46 707 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

24/09/2021 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
720 MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
2.075 Développement des ressources minérales	**570 925**	**2 169 888**	**2 606 397**
Personnel	0	577 271	698 508
66 Charges de personnel	0	577 271	698 508
Biens et services	0	201 003	311 894
60 Achats de biens	0	83 546	99 633
61 Acquisitions de services	0	105 866	198 961
62 Autres services	0	11 590	13 300
Transferts et subventions	0	196 508	225 070
64 Transferts	0	196 508	225 070
Investissement	570 925	1 195 106	1 370 925
21 Immobilisations incorporelles	539 725	240 371	539 725
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	31 200	954 735	831 200
Total	**43 592 534**	**222 064 457**	**134 782 116**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
730 MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION			
1.028 Administration Générale	**157 500**	**948 996**	**1 119 758**
Personnel	0	207 785	220 490
66 Charges de personnel	0	207 785	220 490
Biens et services	0	568 465	664 674
60 Achats de biens	0	249 849	305 569
61 Acquisitions de services	0	258 127	281 615
62 Autres services	0	60 490	77 490
Transferts et subventions	0	62 785	77 094
63 Subventions	0	57 795	71 250
64 Transferts	0	4 990	5 844
Investissement	157 500	109 961	157 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	157 500	109 961	157 500
2.076 Medias et Communication Publics	**2 383 500**	**6 880 500**	**7 819 499**
Transferts et subventions	0	5 548 560	5 885 999
64 Transferts	0	5 548 560	5 885 999
Investissement	2 383 500	1 331 940	1 933 500
21 Immobilisations incorporelles	125 000	90 546	125 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 258 500	1 241 394	1 808 500
2.077 Poste et Nouvelles Technologies	**730 000**	**2 007 044**	**3 035 081**
Personnel	0	34 000	39 531
66 Charges de personnel	0	34 000	39 531
Biens et services	0	121 412	152 000
60 Achats de biens	0	91 115	116 000
61 Acquisitions de services	0	27 336	33 000
62 Autres services	0	2 961	3 000
Transferts et subventions	0	1 493 184	2 113 550
64 Transferts	0	1 493 184	2 113 550
Investissement	730 000	358 448	730 000
21 Immobilisations incorporelles	30 000	16 875	30 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	700 000	341 573	700 000
Total	**3 271 000**	**9 836 540**	**11 974 338**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION			
2.096 Régulation de la Communication	**250 000**	**1 357 894**	**1 454 436**
Personnel	0	694 710	560 375
66 Charges de personnel	0	694 710	560 375
Biens et services	0	28 320	28 320
61 Acquisitions de services	0	28 320	28 320
Transferts et subventions	0	501 270	615 741
64 Transferts	0	501 270	615 741
Investissement	250 000	133 594	250 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	250 000	133 594	250 000
Total	**250 000**	**1 357 894**	**1 454 436**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
740 MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
1.029 Administration Générale	**5 527 300**	**4 083 016**	**5 983 357**
Personnel	0	855 307	938 430
66 Charges de personnel	0	855 307	938 430
Biens et services	0	1 042 292	1 402 428
60 Achats de biens	0	420 863	608 198
61 Acquisitions de services	0	507 404	632 821
62 Autres services	0	114 025	161 409
Transferts et subventions	0	134 001	165 199
64 Transferts	0	134 001	165 199
Investissement	5 527 300	2 051 416	3 477 300
21 Immobilisations incorporelles	425 000	253 382	425 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	5 102 300	1 798 034	3 052 300
2.029 Gestion des Biens de l'Etat	**3 650 000**	**4 014 492**	**4 626 546**
Personnel	0	226 360	108 963
66 Charges de personnel	0	226 360	108 963
Biens et services	0	91 152	150 083
60 Achats de biens	0	48 177	59 392
61 Acquisitions de services	0	32 559	50 138
62 Autres services	0	10 415	40 553
Transferts et subventions	0	108 529	117 500
64 Transferts	0	108 529	117 500
Investissement	3 650 000	3 588 451	4 250 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	800 000	775 200	1 400 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	2 850 000	2 813 251	2 850 000
2.078 Gestion Cadastrale et Foncière	**3 227 000**	**2 983 253**	**4 432 067**
Personnel	0	1 494 738	1 690 521
66 Charges de personnel	0	1 494 738	1 690 521
Biens et services	0	523 736	626 046
60 Achats de biens	0	324 164	373 534
61 Acquisitions de services	0	102 082	122 072
62 Autres services	0	97 490	130 440
Transferts et subventions	0	312 408	338 500
64 Transferts	0	312 408	338 500
Investissement	3 227 000	652 371	1 777 000
21 Immobilisations incorporelles	202 000	59 796	202 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 025 000	592 575	1 575 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
740 MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	**5 550 000**	**4 369 848**	**7 537 326**
Personnel	0	1 284 791	1 444 756
66 Charges de personnel	0	1 284 791	1 444 756
Biens et services	0	337 177	427 820
60 Achats de biens	0	224 178	258 238
61 Acquisitions de services	0	71 758	84 295
62 Autres services	0	41 241	85 287
Transferts et subventions	0	106 332	114 750
64 Transferts	0	106 332	114 750
Investissement	5 550 000	2 641 548	5 550 000
21 Immobilisations incorporelles	350 000	217 243	350 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	5 200 000	2 424 305	5 200 000
2.080 Population	**770 000**	**0**	**3 097 179**
Personnel	0	0	140 579
66 Charges de personnel	0	0	140 579
Biens et services	0	0	76 600
60 Achats de biens	0	0	15 200
61 Acquisitions de services	0	0	41 400
62 Autres services	0	0	20 000
Transferts et subventions	0	0	110 000
64 Transferts	0	0	110 000
Investissement	770 000	0	2 770 000
21 Immobilisations incorporelles	460 000	0	460 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	310 000	0	2 310 000
2.081 Aménagement du Territoire	**350 000**	**0**	**549 798**
Personnel	0	0	140 798
66 Charges de personnel	0	0	140 798
Biens et services	0	0	59 000
60 Achats de biens	0	0	15 000
61 Acquisitions de services	0	0	35 000
62 Autres services	0	0	9 000
Investissement	350 000	0	350 000
21 Immobilisations incorporelles	280 000	0	280 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	70 000	0	70 000
Total	**19 074 300**	**15 450 608**	**26 226 273**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
820 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL			
1.034 Administration Générale	**8 132 500**	**42 611 939**	**46 068 830**
Personnel	0	2 721 755	2 879 639
66 Charges de personnel	0	2 721 755	2 879 639
Biens et services	0	2 811 861	3 339 377
60 Achats de biens	0	1 361 911	1 715 855
61 Acquisitions de services	0	841 876	937 079
62 Autres services	0	608 074	686 443
Transferts et subventions	0	319 731	375 314
64 Transferts	0	319 731	375 314
Investissement	8 132 500	36 758 592	39 474 500
21 Immobilisations incorporelles	1 250 000	676 901	1 250 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	6 347 500	35 784 626	37 689 500
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	535 000	297 065	535 000
2.087 Appui au Monde Rural	**6 775 948**	**48 583 431**	**34 690 488**
Personnel	0	3 895 106	4 418 271
66 Charges de personnel	0	3 895 106	4 418 271
Biens et services	0	381 857	464 793
60 Achats de biens	0	284 015	352 275
61 Acquisitions de services	0	76 011	85 651
62 Autres services	0	21 831	26 867
Transferts et subventions	0	20 792 271	22 231 476
64 Transferts	0	20 792 271	22 231 476
Investissement	6 775 948	23 514 197	7 575 948
21 Immobilisations incorporelles	524 500	864 134	524 500
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	2 443 948	3 068 639	2 443 948
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 807 500	19 581 424	4 607 500
2.088 Aménagement et Equipement Rural	**28 197 500**	**48 974 700**	**52 236 579**
Personnel	0	678 093	764 822
66 Charges de personnel	0	678 093	764 822
Biens et services	0	200 749	229 571
60 Achats de biens	0	121 862	137 802
61 Acquisitions de services	0	54 016	61 227
62 Autres services	0	24 872	30 542
Transferts et subventions	0	2 774 053	3 271 686
64 Transferts	0	2 774 053	3 271 686
Investissement	28 197 500	45 321 806	47 970 500
21 Immobilisations incorporelles	4 247 250	4 294 671	5 027 250
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	475 000	1 489 540	475 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	23 475 250	39 537 595	42 468 250

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

24/09/2021 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
820 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL			
2.089 Recherche et Formation	**793 500**	**9 658 000**	**9 791 086**
Personnel	0	8 174	9 415
66 Charges de personnel	0	8 174	9 415
Biens et services	0	34 616	39 974
60 Achats de biens	0	27 942	32 860
61 Acquisitions de services	0	6 674	7 114
Transferts et subventions	0	3 865 657	4 363 697
64 Transferts	0	3 865 657	4 363 697
Investissement	793 500	5 749 553	5 378 000
21 Immobilisations incorporelles	305 000	3 696 674	2 502 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	488 500	2 052 879	2 876 000
2.090 Développement des Productions et Industries Animales	**2 800 000**	**8 255 104**	**7 888 392**
Personnel	0	1 229 487	1 319 707
66 Charges de personnel	0	1 229 487	1 319 707
Biens et services	0	291 037	331 437
60 Achats de biens	0	162 092	187 071
61 Acquisitions de services	0	71 689	82 057
62 Autres services	0	57 255	62 309
Transferts et subventions	0	3 205 526	3 276 248
64 Transferts	0	3 205 526	3 276 248
Investissement	2 800 000	3 529 054	2 961 000
21 Immobilisations incorporelles	235 000	158 840	235 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	500 000	267 188	500 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 265 000	2 599 978	1 426 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	800 000	503 048	800 000
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	**850 000**	**2 794 416**	**4 678 951**
Personnel	0	791 506	854 605
66 Charges de personnel	0	791 506	854 605
Biens et services	0	224 598	256 974
60 Achats de biens	0	120 546	138 894
61 Acquisitions de services	0	64 188	73 354
62 Autres services	0	39 863	44 726
Transferts et subventions	0	250 130	307 372
64 Transferts	0	250 130	307 372
Investissement	850 000	1 528 182	3 260 000
21 Immobilisations incorporelles	230 000	101 524	230 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	300 000	247 813	300 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	320 000	1 178 845	2 730 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
820 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL			
2.092 Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	**875 000**	**2 794 678**	**3 471 074**
Personnel	0	1 311 202	1 450 720
66 Charges de personnel	0	1 311 202	1 450 720
Biens et services	0	287 861	331 505
60 Achats de biens	0	181 646	209 729
61 Acquisitions de services	0	76 639	87 713
62 Autres services	0	29 575	34 063
Transferts et subventions	0	741 696	813 849
64 Transferts	0	741 696	813 849
Investissement	875 000	453 920	875 000
21 Immobilisations incorporelles	200 000	101 386	200 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	200 000	98 705	200 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	475 000	253 829	475 000
Total	**48 424 448**	**163 672 268**	**158 825 400**
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE			
2.093 Sécurité Alimentaire	**1 900 000**	**14 663 619**	**12 401 779**
Personnel	0	221 798	272 441
66 Charges de personnel	0	221 798	272 441
Biens et services	0	6 243 240	6 442 737
60 Achats de biens	0	5 069 284	5 135 389
61 Acquisitions de services	0	613 269	703 847
62 Autres services	0	560 687	603 501
Transferts et subventions	0	759 713	811 601
64 Transferts	0	759 713	811 601
Investissement	1 900 000	7 438 868	4 875 000
21 Immobilisations incorporelles	500 000	409 058	500 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	0	5 966 647	2 975 000
26 Prises de participations et cautionnements	1 400 000	1 063 163	1 400 000
Total	**1 900 000**	**14 663 619**	**12 401 779**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

24/09/2021 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
990 CHARGES COMMUNES			
0.003 Provisions pour imprévus	**242 041 633**	**489 859 695**	**463 665 936**
Personnel	0	127 044 330	151 442 869
66 Charges de personnel	0	127 044 330	151 442 869
Biens et services	0	139 144 978	112 498 470
60 Achats de biens	0	92 417 630	67 771 122
61 Acquisitions de services	0	13 868 412	12 868 412
62 Autres services	0	312 988	312 988
65 Charges exceptionnelles	0	31 310 000	30 310 000
67 Intérêts et frais financiers	0	1 235 948	1 235 948
Transferts et subventions	0	105 020 052	109 110 847
63 Subventions	0	40 000 000	40 000 000
64 Transferts	0	65 020 052	69 110 847
Investissement	242 041 633	118 650 335	90 613 750
21 Immobilisations incorporelles	5 000 000	7 000 000	5 000 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	4 500 000	4 500 000	4 500 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	202 132 325	55 741 027	50 704 442
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	11 409 308	11 409 308	11 409 308
25 Équipements militaires		20 000 000	
26 Prises de participations et cautionnements	19 000 000	20 000 000	19 000 000
0.004 Dette	**0**	**141 200 000**	**175 063 000**
Biens et services	0	141 200 000	175 063 000
67 Intérêts et frais financiers	0	141 200 000	175 063 000
Total	**242 041 633**	**631 059 695**	**638 728 936**
Total BUDGET GENERAL	**1 171 920 328**	**2 662 009 743**	**2 605 070 023**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
2 BUDGETS ANNEXES			
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports	**2 029 300**	**8 113 164**	**7 895 773**
Personnel	0	2 477 000	2 446 500
66 Charges de personnel	0	2 477 000	2 446 500
Biens et services	0	2 875 473	2 901 973
60 Achats de biens	0	1 190 450	1 173 450
61 Acquisitions de services	0	1 209 100	1 283 600
62 Autres services	0	443 000	417 000
67 Intérêts et frais financiers	0	32 923	27 923
Transferts et subventions	0	610 000	518 000
64 Transferts	0	610 000	518 000
Investissement	2 029 300	2 150 691	2 029 300
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 396 300	1 229 191	1 396 300
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	463 000	411 500	463 000
26 Prises de participations et cautionnements	170 000	510 000	170 000
Total	**2 029 300**	**8 113 164**	**7 895 773**
Total BUDGETS ANNEXES	**2 029 300**	**8 113 164**	**7 895 773**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
3.001 Remboursement des Crédits TVA	**0**	**95 300 000**	**98 159 000**
Biens et services	0	95 300 000	98 159 000
65 Charges exceptionnelles	0	95 300 000	98 159 000
3.008 Appui au développement de la statistique	**3 000 000**	**3 000 000**	**3 000 000**
Investissement	3 000 000	3 000 000	3 000 000
21 Immobilisations incorporelles	3 000 000	3 000 000	3 000 000
3.009 Fonds pour le Développement Durable	**22 500 000**	**61 626 713**	**22 500 000**
Investissement	22 500 000	61 626 713	22 500 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	22 500 000	61 626 713	22 500 000
Total	**25 500 000**	**159 926 713**	**123 659 000**
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique	**2 500 000**	**2 500 000**	**2 500 000**
Investissement	2 500 000	2 500 000	2 500 000
21 Immobilisations incorporelles	2 500 000	2 500 000	2 500 000
Total	**2 500 000**	**2 500 000**	**2 500 000**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	**0**	**650 000**	**650 000**
Transferts et subventions	0	650 000	650 000
64 Transferts	0	650 000	650 000
Total	**0**	**650 000**	**650 000**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
3.004 Appui à l'aménagement et à la protection de la faune	**475 000**	**500 000**	**500 000**
Biens et services	0	25 000	25 000
60 Achats de biens	0	25 000	25 000
Investissement	475 000	475 000	475 000
21 Immobilisations incorporelles	50 000	50 000	50 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	425 000	425 000	425 000
3.005 Appui à l'aménagement et à la protection des forêts	**1 260 000**	**1 800 000**	**1 800 000**
Biens et services	0	450 000	450 000
60 Achats de biens	0	450 000	450 000
Transferts et subventions	0	90 000	90 000
64 Transferts	0	90 000	90 000
Investissement	1 260 000	1 260 000	1 260 000
21 Immobilisations incorporelles	90 000	90 000	90 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	720 000	720 000	720 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	450 000	450 000	450 000
3.013 Fonds d'étude d'impact environnemental et social	**60 000**	**500 080**	**500 080**
Biens et services	0	440 080	440 080
60 Achats de biens	0	293 900	293 900
61 Acquisitions de services	0	30 000	30 000
62 Autres services	0	116 180	116 180
Investissement	60 000	60 000	60 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	60 000	60 000	60 000
Total	**1 795 000**	**2 800 080**	**2 800 080**
720 MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières	**0**	**350 000**	**350 000**
Biens et services	0	350 000	350 000
60 Achats de biens	0	350 000	350 000
3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)	**10 000**	**230 000**	**360 000**
Personnel	0	170 000	255 000
66 Charges de personnel	0	170 000	255 000
Biens et services	0	55 000	95 000
60 Achats de biens	0	20 000	40 000
61 Acquisitions de services	0	35 000	55 000
Investissement	10 000	5 000	10 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	10 000	5 000	10 000
Total	**10 000**	**580 000**	**710 000**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
820 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL			
3.006 Appui au financement de l'Agriculture	**5 000 000**	**5 000 000**	**5 000 000**
Investissement	5 000 000	5 000 000	5 000 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Total	**5 000 000**	**5 000 000**	**5 000 000**
Total COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	**34 805 000**	**171 456 793**	**135 319 080**
TOTAL GENERAL	**1 208 754 628**	**2 841 579 700**	**2 748 284 876**

Article 23 : Pour 2022, la répartition du plafond des autorisations d'emploi de l'Etat, exprimé en effectif et en montant, figure à **l'état B,** annexé à la présente loi.

Article 24 : Pour 2022, la répartition des crédits du budget général par dotation et par programme figure à **l'état C,** annexé à la présente loi.

Article 25 : Pour 2022, la répartition des crédits des budgets annexes par programme figure à **l'état D,** annexé à la présente loi.

Article 26 : Pour 2022, la répartition des crédits des comptes spéciaux du trésor par programme figure à **l'état E,** annexé à la présente loi.

Article 27 : Pour 2022, la répartition des concours financiers de l'Etat aux autres administrations publiques, à savoir les établissements publics et les collectivités territoriales, figure à **l'état F,** annexé à la présente loi.

TITRE II :DISPOSITIONS SPECIALES

Article 28 : Sous réserve des présentes, les dispositions relatives aux charges de l'Etat continuent d'être exécutées conformément aux textes en vigueur.

Les ordonnateurs peuvent déléguer tout ou partie de leur pouvoir à des agents publics, conformément aux dispositions de l'article 64 de la Loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances.

Article 29 : Le ministre chargé des Finances est responsable de l'exécution de la présente loi de finances et du respect des équilibres budgétaire et financier définis par celle-ci. A ce titre, il dispose d'un pouvoir de régulation budgétaire qui lui permet, au cours de l'exécution du budget 2022 :

- d'annuler un crédit devenu sans objet;
- d'annuler un crédit pour prévenir une détérioration des équilibres budgétaire et financier.

En outre, le ministre chargé des Finances peut geler ou mettre en réserve les crédits pour subordonner leur utilisation par les ordonnateurs aux disponibilités de trésorerie de l'Etat.

Article 30 : En cours d'exécution de la présente loi, le ministre chargé des Finances peut procéder à des reports des crédits sur le budget d'Etat 2022, conformément aux dispositions de l'article 23 de la Loi n° 2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances.

Article 31 : Toute personne appartenant au Cabinet d'un membre du Gouvernement ou tout fonctionnaire ou agent d'un organisme public, qui engage les dépenses en dépassement des crédits ouverts, qui exécute une dépense sans engagement préalable visé par le Contrôleur financier, ou qui est auteur des fautes de gestion définies à l'article 79 de la Loi n° 2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances, est personnellement et pécuniairement responsable de son acte sans préjudice des sanctions administratives et judiciaires, conformément aux dispositions des articles 80, 81, 82 et 83 de la Loi n° 2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances.

Article 32 : L'Etat n'est pas redevable du paiement des dépenses exécutées avant engagement préalable, visé par le Contrôleur financier ou l'ordonnateur des dépenses dans le cadre du contrôle sélectif des dépenses.

Les dépenses exclues par le contrôle sélectif sont déterminées par un arrêté du ministre chargé des Finances.

TITRE III :AUTRES DISPOSITIONS

Article 33 : Pour 2022, le tableau de classifications fonctionnelle et économique des dépenses figure à **l'état G,** annexé à la présente loi.

Article 34 : Pour 2022, le tableau de classifications administrative et fonctionnelle des dépenses figure à **l'état H,** annexé à la présente loi.

Article 35: Pour 2022, le tableau de classifications administrative et économique des dépenses figure à **l'état I,** annexé à la présente loi.

Article 36 : Pour 2022, le tableau récapitulatif des programmes par ministère et institution figure à **l'état J,** annexé à la présente loi.

Article 37 : Pour 2022, le détail du Programme triennal d'Investissement 2022-2024 figure à **l'état K,** annexé à la présente loi.

Article 38 : Un état développé, **état L,** des restes à payer de l'Etat est joint à la présente loi.

Article 39 : Pour 2022, le Plan de Trésorerie prévisionnel mensualisé est établi conformément à **l'état M,** annexé à la présente loi.

Article 40 : Pour 2022, le tableau retraçant les échéances courantes de la dette du Mali est joint en annexe, à **l'état N.**

Article 41: Pour 2022, l'estimation des subventions à la consommation sur les Produits pétroliers figure à **l'état O,** annexé à la présente loi.

Article 42 : Pour 2022, les statistiques sur les emplois créés figurent à **l'état P,** annexé à la présente loi.

Article 43 : Pour 2022, la situation des subventions à l'Energie du Mali figure à **l'état Q,** annexé à la présente loi.

Article 44 : Pour 2022, la liste des Taxes parafiscales et leur évaluation figure à **l'état R,** annexé à la présente loi.

Article 45 : Pour 2022, l'annexe relative aux Dépenses fiscales figure à **l'état S,** annexé à la présente loi.

Article 46 : Un état des restes à recouvrer des recettes budgétaires figure à **l'état T,** annexé à la présente loi.

Article 47 : Pour 2022, l'annexe Fiscale figure à **l'état U**, annexé à la présente loi.

Article 48 : Pour 2022, l'annexe relative au genre figure à **l'état V,** annexé à la présente loi.

Article 49 : Pour 2022, l'annexe relative aux risques budgétaires figure à **l'état W,** annexé à la présente loi.

Article 50 : Pour 2022, l'annexe relative au plan de mesure d'urgence budgétaire figure à **l'état X,** annexé à la présente loi.

Article 51 : La présente loi sera enregistrée et publiée au Journal officiel.

Fait et délibéré en séance publique

Bamako, le ……
Le Président du Conseil national de Transition

Colonel Malick DIAW

Le Secrétaire de séance

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

- - - - - - - - - - - - - -

DIRECTION NATIONALE DE LA
PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT (BSI) 2022

Septembre 2021

SIGLES ET ABREVIATIONS

Sigle	Définition
BSI	Budget Spécial d'Investissement
CFA	Communauté Française d'Afrique
CMDT	Compagnie Malienne de Développement Textile
CPS	Cellule de Planification et de Statistique
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement
CT/CSLP	Cellule technique du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté
DGB	Direction Générale du Budget
DGCC	Direction Générale du Commerce et de la Concurrence
DFM	Direction des Finances et du Matériel
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
DRH	Direction des Ressources Humaines
DRPSIAP	Direction Régionale de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement et de la Population
FMI	Fonds monétaire international
INSTAT	Institut National de la Statistique
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
ODD	Objectifs de Développement Durable
PAG	Plan d'Action du Gouvernement
PRED	Plan pour la relance durable du Mali
PREM	Plan de réformes de la gestion des finances publiques du Mali
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PTI	Programme Triennal d'Investissement
SIGIP	Système de Gestion Intégrée des Investissements Publics
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

INTRODUCTION

Le Budget Spécial d'Investissement (BSI) 2022 constitue la première tranche annuelle du Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2022-2024 et observe par conséquent les mêmes procédures d'élaboration que celui-ci. Il regroupe tous les projets en exécution en 2021 et se poursuivant en 2022 ainsi que les nouveaux projets devant démarrer au cours de l'année 2022.

1. PRESENTATION GENERALE

L'enveloppe prévisionnelle du Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2022-2024 se chiffre à 1 287,040 milliards de FCFA dont 484,104 milliards de FCFA constituent la tranche du BSI 2022.

1.1. Evolution du BSI 2022 par rapport au BSI 2021

Le BSI 2022 s'équilibre en ressources et en emplois à la somme de **484,104 milliards** de FCFA contre **570,494 milliards** de FCFA rectifiés en 2021, soit une diminution de **86,390 milliards** de FCFA (**15,14%**)**.** Cette diminution s'explique essentiellement par la réduction de l'enveloppe du financement extérieur, suite à la suspension des décaissements de certains Partenaires Techniques et Financiers (PTF). (**Cf graphique 1**).

Le BSI 2022 finance la mise en œuvre de 439 projets/programmes contre 423 en 2021.

1.2. La ventilation générale du BSI 2022

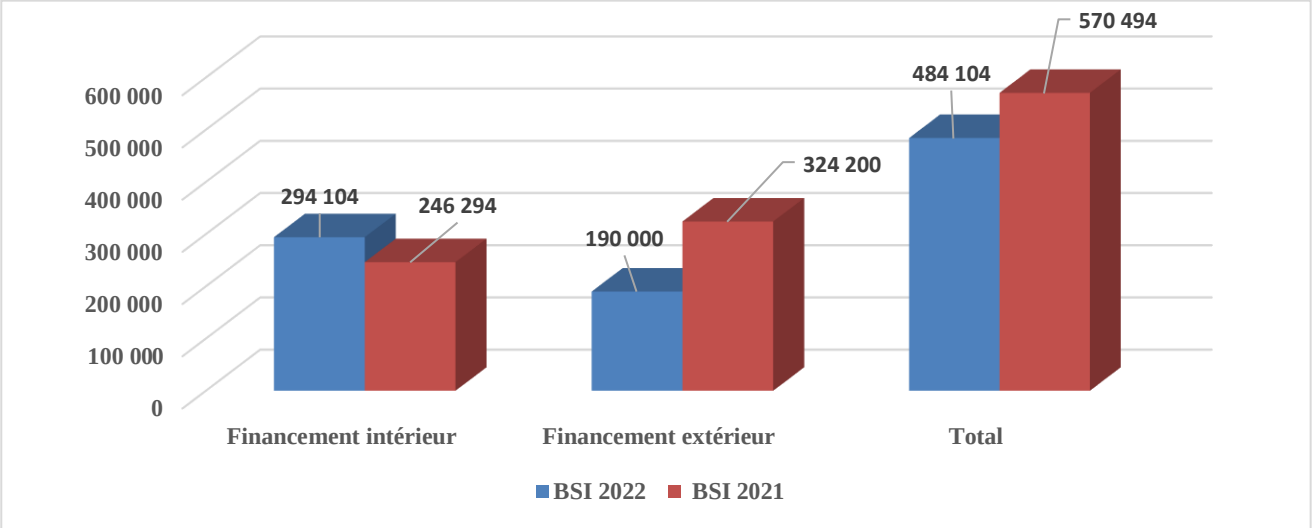
Le financement du BSI 2022 se répartit entre les ressources intérieures 294,104 milliards (60,75%) et les ressources extérieures 190 milliards (39,25%), contre respectivement 246,294 milliards et 324,200 milliards en 2021. Il se présente comme suit :

Tableau N°1 : Ventilation générale du BSI 2022 (millions de FCFA)

Secteurs de Planification	BSI 2021 Rectifié			BSI 2022		
	Nbre de Projets	Ressources Totales	En %	Nbre de Projets	Ressources Totales	En %
Economie rurale	89	165 424	**29,00**	86	146 625	**30,29**
Secondaire	54	157 342	**27,58**	55	103 720	**21,43**
Infrastructures	147	175 914	**30,84**	157	155 130	**32,04**
Ressources Humaines	133	71 814	**12,59**	141	78 629	**16,24**
Total	**423**	**570 494**	**100**	**439**	**484 104**	**100**

Source : DNPD/ données SIGIP, 2021

Graphique 1 : Evolution des ressources du BSI 2021 et 2022 (en millions de FCFA)



Source : DNPD,2021

Le graphique montre que le financement extérieur du BSI 2022 a enregistré une diminution de **134,200 milliards** de FCFA (41,39%) par rapport au BSI 2021 rectifié contre une augmentation de 47,810 milliards de FCFA (19,41%) du financement intérieur, soit 294,104 milliards de FCFA pour compenser la baisse du financement extérieur.

2. ANALYSE DU BSI 2022 PAR SOURCE ET PAR NATURE DE FINANCEMENT

Les ressources financières prévues pour couvrir les dépenses du BSI 2022, soit **484,104 milliards** de FCFA, proviennent respectivement de l'Intérieur pour **294,104 milliards** de FCFA (**60,75%)** et de l'Extérieur pour **190,000 milliards** de FCFA (**39,25%). (Cf. Annexe 2).**

Le financement intérieur est entièrement assuré par le Budget National. Quant au financement extérieur, il est reparti en **Prêts** pour un montant de **100,000 milliards** de FCFA, soit un taux de **52,63%** et en **Subventions** pour un montant de **90,000 milliards** de FCFA**,** soit un taux de **47,37%. (Cf. Annexe 1).**

La ventilation du BSI 2022 se présente comme suit :

Tableau N°2 : Ventilation du BSI 2022 par source et par nature de financement (millions de FCFA)

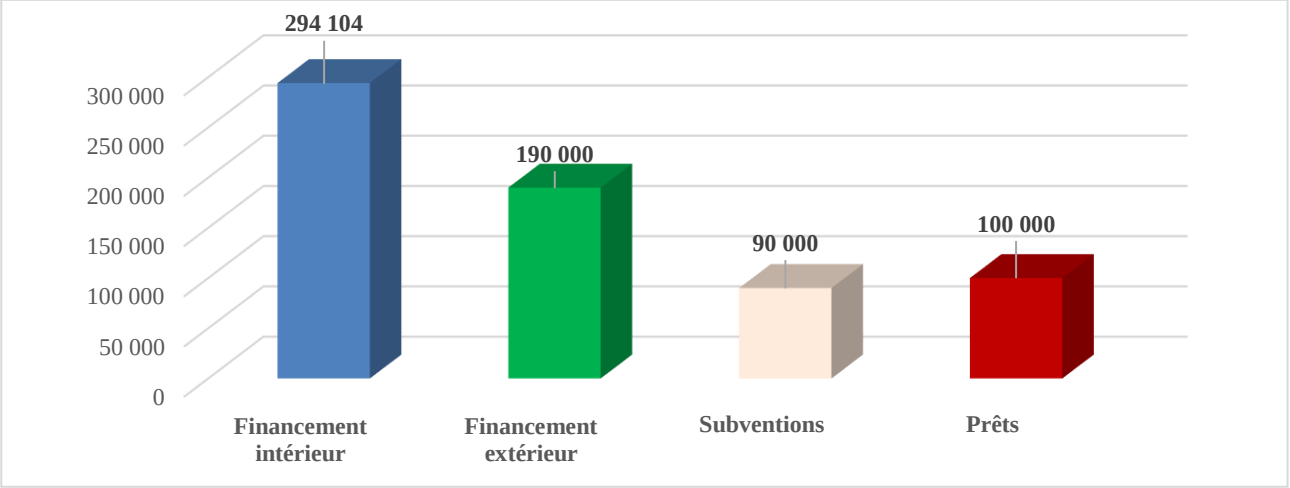
Sources de Financement	Montant (Millions FCFA)	% Source	% Total
Financement Intérieur (F.I.)	**294 104**	**100**	**60,75**
- Budget de l'Etat : Equipement- Investissement	294 104	100	
- Autofinancement	0	0	
- Divers Autres	0	0	
Financement Extérieur (F.E.)	**190 000**	**100**	**39,25**
- Subventions	90 000	47,37	
- Prêts	100 000	52,63	
TOTAL GENERAL (FI+FE)	**484 104**	**100**	**100**

Source : DNPD/ données SIGIP, 2021

Le graphique 2 ci-dessous montre que la part des prêts domine légèrement celle des subventions dans

le financement extérieur.

<u>Graphique 2</u> : Ventilation du BSI 2022 par nature de financement (en millions de FCFA)



<u>Source</u> : DNPD,2021

3. ANALYSE DU BSI 2022 PAR MINISTERES/INSTITUTIONS

Sur l'enveloppe prévisionnelle de 484,104 milliards de FCFA du BSI 2022, le Ministère du Développement Rural enregistre la plus importante enveloppe, soit 101,337 milliards FCFA (sans la ligne nouveaux Projets BSI) pour 62 projets, suivi du Ministère des Transports et des Infrastructures avec 93,549 milliards FCFA pour 50 projets et le Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau avec 91,530 milliards FCFA pour 39 projets. Ces trois (3) Ministères représentent 59,16% de l'enveloppe. **(Cf. Annexe 6).**

La situation de certains départements se présente comme suit :

- Ministère de l'Economie et des Finances : 28,867 milliards de FCFA avec 50 projets ;
- Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation : 27,321 milliards de FCFA pour 37 projets ;
- Ministère de la Santé et du Développement Social : 24,720 milliards de FCFA pour 38 projets ;
- Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable : 15,325 milliards de FCFA avec 26 projets ;
- Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population : 15,100 milliards de FCFA pour 18 projets ;
- Ministère de la Jeunesse et des Sports : 8,950 milliards de FCFA pour 7 projets ;
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique : 7,200 milliards de FCFA pour 12 projets.

La synthèse des dotations et du nombre de projet par Ministères /Institutions est consignée dans le tableau ci-après.

<u>Tableau N°3</u> : Situation récapitulative du BSI 2022 par Ministères /Institutions (millions de FCFA)

Ministères / Institutions	Financement Intérieur	Financement Extérieur	Financement Total	Nbre de Projets
Présidence de la République	2 750	0	2 750	3
Primature	800	0	800	4
Cour Constitutionnelle	100	0	100	1
Cour Suprême	800	0	800	1
Conseil Economique Social et Culturel	150	0	150	1
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale	2 850	0	2 850	4
Ministère des Maliens Etablis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine	750	0	750	3
Médiateur de la République	150	0	150	1
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	3 300	0	3 300	3
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	0	1 000	1 000	1
Ministère de l'Economie et des Finances	23 328	5 539	28 867	50
Ministère du Travail de la Fonction Publique et du Dialogue Social	1 000	0	1 000	2
Ministère de l'Entreprenariat National, de l'Emploi et d la Formation Professionnelle	3 420	2 352	5 772	8
Ministère de la Refondation de l'Etat	250	0	250	1
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	22 905	4 416	27 321	37
Ministère des Affaires Religieuses, du Culte et des Coutumes	300	0	300	2
Ministère de l'Industrie et du Commerce	3 960	750	4 710	15
Ministère de l'Education Nationale	5 650	0	5 650	17
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	7 200	0	7 200	12
Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme	4 370	0	4 370	14
Ministère de la Jeunesse et des Sports	8 950	0	8 950	7
Ministère de la Sante et du Développement Social	24 720	0	24 720	38
Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille	1 550	693	2 243	10
Ministère des Transports et des Infrastructures	74 320	19 229	93 549	50
Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable	9 780	5 545	15 325	26
Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau	19 800	71 730	91 530	39
Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Modernisation de l'Administration	2 100	0	2 100	6
Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population	13 100	2 000	15 100	18
Ministère du Développement Rural	55 551	73 771	129 322	62
Commissariat à la Sécurité Alimentaire	200	2 975	3 175	3
Total	**294 104**	**190 000**	**484 104**	**439**

Source : DNPD/ données SIGIP, 2021

4. ANALYSE DU BSI 2022 PAR SECTEURS DE PLANIFICATION

Le BSI 2022 est dominé par les secteurs **Infrastructures (32,04%)** et **Economie rurale (30,29%)** contre respectivement **30,84%** et **29,00%** en 2021**.** Ensuite viennent les secteurs **Secondaire** avec **21,43%** contre **27,58%** en 2021 et **Ressources humaines** avec **16,24%** contre **12,59%** contre en 2021.

4.1. Ventilation par secteurs de planification

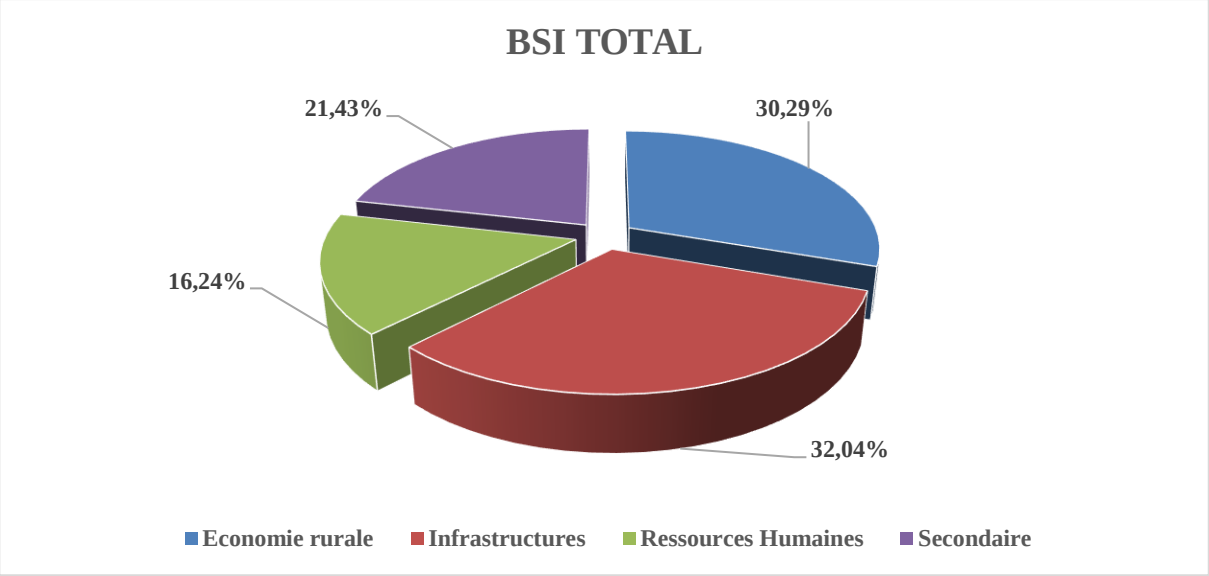
L'enveloppe du BSI 2022 est répartie entre les différents secteurs comme suit :

Tableau N°4 : Ventilation du BSI par secteurs (million de FCFA)

SECTEURS	NBRE DE PROJETS	FIN. INTERIEUR	FIN. EXTERIEUR	TOTAL	EN %
Economie rurale	86	64 641	81 984	146 625	**30,29**
Secondaire	55	24 824	78 896	103 720	**21,43**
Infrastructures	157	135 901	19 229	155 130	**32,04**
Ressources Humaines	141	68 738	9 891	78 629	**16,24**
TOTAUX	**439**	**294 104**	**190 000**	**484 104**	**100**

Source : DNPD/ données SIGIP, 2021

Graphique 3 : Répartition du BSI 2022 par secteurs de planification



Source : DNPD,2021

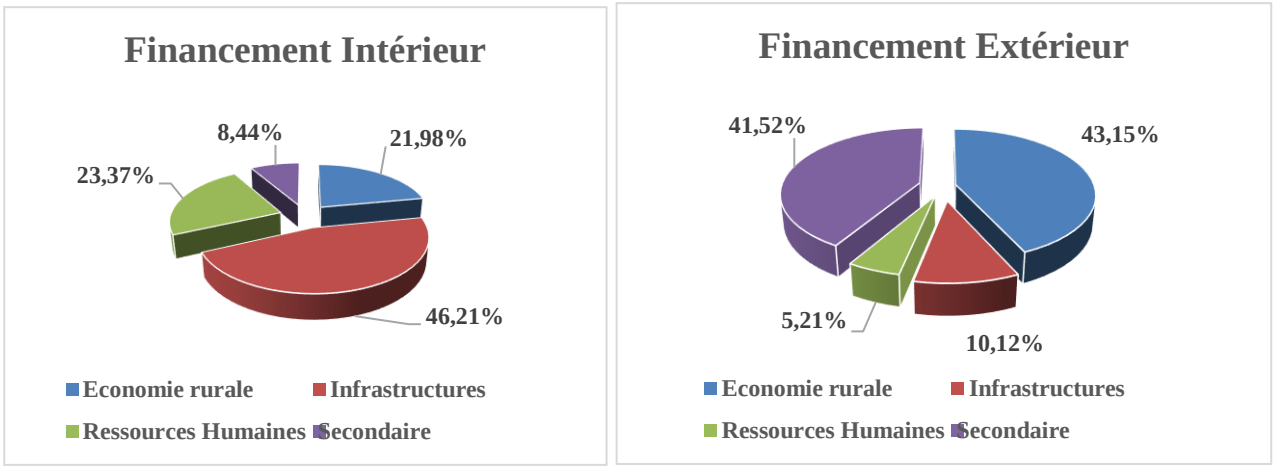
Par rapport au financement extérieur, les secteurs **Economie Rurale** (**43,15%**) et **Secondaire** (**41,52%**) viennent en tête en 2022 contre respectivement **33,77%** et **41,92%** en 2021. Ils sont suivis respectivement des secteurs **Infrastructures** avec **10,12%** contre **17,06**% en 2021 et **Ressources**

humaines avec **5,21%** contre **7,25%** en 2021.

Le financement extérieur est composé de Prêts, soit 52,63% contre 47,37% de Subventions. Les Prêts sont composés par le secteur **Economie rurale** avec **81,98%** contre **78,90%** pour le secteur **Secondaire** et **19,23%** pour celui des **Infrastructures.** Quant aux Subventions, elles sont composées du secteur **Economie Rurale** (**91,09%**), suivi respectivement des secteurs **Secondaire** avec **87,65%** et **Infrastructures** (**21,37%**). **(Cf. Annexe 4).**

Concernant le financement intérieur, la priorité est accordée au secteur **Infrastructures** avec **46,21%.** Il est suivi respectivement des secteurs **Ressources humaines** avec **23,37 % ; Economie rurale** (**21,98%)** et **Secondaire 8,44%. (Cf. Annexes 3 et 5).**

Graphique 4 : Répartition des financements intérieur et extérieur par secteur de planification



Source : DNPD,2021

4.2. Ventilation par sous-secteurs de planification

4.2.1. Secteur et sous-secteurs Economie Rurale

Dans la répartition sectorielle du BSI 2022, l**e Secteur Economie rurale** occupe la deuxième place avec un financement de **146,625 milliards** de FCFA dont **64,641 milliards** de FCFA au titre du financement intérieur, soit un taux de **30,29%**. La part du financement extérieur représente **55,91%** du financement total du secteur et est légèrement dominée par les subventions **56,06%** contre **43,94%** par les Prêts (Cf. Tableau N°5). Le financement du secteur concerne la mise en œuvre de 86 projets/programmes.

Le sous-secteur **Agriculture** avec **75,65%** du secteur regroupe d'importants projets dans le domaine des aménagements hydro agricoles avec un financement intérieur considérable de l'ordre de **110,929 milliards** de FCFA, soit **89,52%**. La part des ressources extérieures dans le financement du sous-secteur est également considérable avec **53,064 milliards** de FCFA, soit **64,72%**.

Le financement du secteur permet la mise en œuvre :

- des contrats plans Etat-Offices de développement rural (Office du Niger (ON), Office Riz Mopti (ORM), Office de Développement Rural de Sélingué (ODRS), Office du Périmètre

Irrigué de Baguinéda (OPIB), Office Riz Ségou (ORS), Office du Moyen Bani (OMB), le Projet d'Appui au Développement du Périmètre (PAD) de Baguinéda ;

- des projets et programmes de développement rural (le Projet Multi-Energies pour la Résilience et la gestion Intégrée des Terroirs au Mali/Projet MERIT, le Projet de Développement Intégré de l'Office Riz Mopti/PDI-ORM, le Projet de Développement Rural Intégré du District de Kita et de ses environs, phase 2 (PDRIK II), le Projet d'Amélioration de la Productivité agricole des petits Exploitants pour l'Afrique subsaharienne (SAPEP), le Projet d'Appui au Développement Rural de Soké 1 (PADER-S1), le Projet d'Appui Régional à I 'Initiative pour l'Irrigation au Sahel pour le Mali (PARIIS), l'Irrigation de Proximité dans le Delta Intérieur/IPRODI, IPRO dans les zones de Ménaka et Gao, le Projet d'Appui à la Compétitivité Agro-industrielle au Mali (PACAM), le Projet de Développement de l'Agriculture dans les zones Arides du Mali (PDAZAM) ; des Projets d'Irrigation (IPRO-IRRIGAR III Composantes Sikasso et Koulikoro), le Projet d'Appui Initiative Irrigation Sahel Mali (PAIS-Mali) et le projet d'Appui à la Transformation Agro-Ecologique en zone cotonnière du Mali (AgrEco) et le Projet d'Aménagement des Terres/ATI ;
- du Projet de Financement Inclusif des Filières Agricoles (INCLUSIF), du Programme d'Appui aux Filières Agropastorales de Sikasso (PAFA)/MLI 026, le projet de développement des filières horticoles, le Projet N'Débougou (Phase IV), le Projet d'Appui au Développement de l'Office du Niger (PADON) Phase II, le Projet d'extension des aménagements de la plaine de San ouest de 510 ha/Développement rural et Sécurité alimentaire (MLI 021), le Projet de Développement Intégré et de Résilience climatique dans les Plaines du delta 2 (PDIR-PD2), le Projet de Productivité de l'Eau à l'Office du Niger (PRODEAU), les Travaux d'aménagement de 250 ha de la plaine de Togobéré ;
- des programmes d'infrastructures économiques dans le District de Bamako et dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Mopti.

Le sous-secteur **Elevage** occupe la seconde place avec **17,31%** du secteur. Il est composé par les ressources extérieures, **soit 26,79%** du financement total du sous-secteur contre **5,28%** pour les ressources intérieures.

Les principaux Projets/Programmes portent, entre autres, sur :

- le Développement Intégré des Ressources Animales et Aquacoles au Mali (PDIRAAM), l'Appui au Développement de l'Elevage au Mali (PADEL-M), Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel phase II (PRAPS-Mali) et le Développement Durable des Exploitations Pastorales au Sahel Mali (PDDEPS - Mali) ;
- l'appui au Centre National d'Insémination Artificielle et Appui au Renforcement de l'Elevage et de l'économie Pastorale dans la région de Koulikoro (AREPK).

Quant au sous-secteur **Forêts** avec **5,02%** du secteur, il permettra la mise en œuvre des actions relatives à la gestion des ressources naturelles à savoir le Projet du parc de Tienfala, les Programmes de Développement Durable dans le Delta Intérieur du Niger/PDD -DIN II, de Gestion et de Décentralisation des Forêts (GEDEFOR 3)/Promotion des chaines de valeurs agricoles) ; de changements climatiques, des travaux d'aménagement, de conservation des massifs parcs nationaux (Projet de renforcement de la résilience climatique au Mali (Hydromet) ainsi qu'à la reconstitution des écosystèmes forestiers et le Projet, de gestion communautaire ressources naturelles restauration écosystème aire répartition éléphants et l'Alliance Globale pour le Changement Climatique (AGCC).

Enfin, le sous-secteur **Pêche** avec **2,02%** du secteur se caractérise par la mise en œuvre des Projets

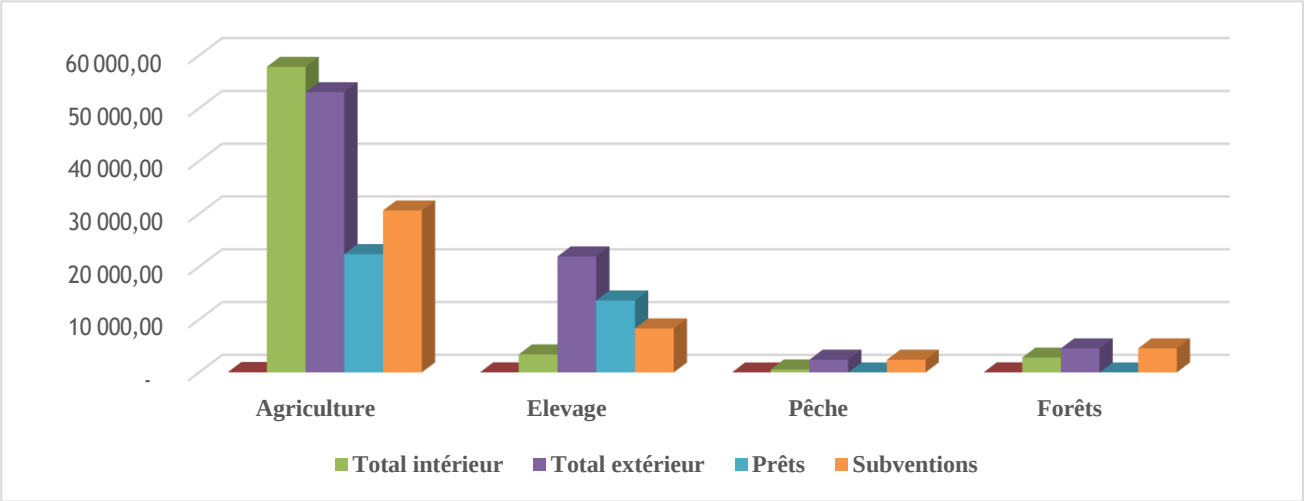
d'Appui au Développement de la filière Halieutique (PAfHA+), et à l'Office de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture dans le Delta Intérieur Niger (ODPADIN), du Programme Quinquennal d'Aménagement Aquacole (PQAA) et de l'appui à l'Agence de Gestion du Marché Central à Poissons de Bamako.

Tableau N°5 : Financement par sous-secteur du Secteur Economie Rurale (millions de FCFA)

SOUS-SECTEUR	FINANCEMENT		FIN. INTERIEUR	FIN. EXTERIEUR		
	TOTAL	%	BN	TOTAL	PRETS	SUBVENTIONS
Agriculture	110 929	75,65	57 865	53 064	22 396	30 668
Elevage	25 381	17,31	3 416	21 965	13 627	8 338
Pêche	2 960	2,02	550	2 410	0	2 410
Forêts	7 355	5,02	2 810	4 545	0	4 545
TOTAL	**146 625**	**100,00**	**64 641**	**81 984**	**36 023**	**45 961**

Source : DNPD/ données SIGIP, 2021

Graphique 5 : Ventilation du financement du secteur Economie rurale par sous-secteur (millions de FCFA)



Source : DNPD,2021

4.2.2. Secteur et sous-secteurs Infrastructures

Le secteur **Infrastructures** occupe la première place avec un financement de **155,130 milliards** de FCFA dont **135,901 milliards** de FCFA au titre du financement intérieur **(87,60%).** Ce montant représente **46,21%** du montant total du BSI intérieur 2022. Le financement extérieur représente **10,12%** et est entièrement orienté vers le sous-secteur Moyens routiers (Cf. Tableau N°6). Le financement prend en compte la mise en œuvre de 157 projets/programmes.

Le sous-secteur **Moyens routiers** avec **55,81%** du secteur est financé par les ressources intérieures à hauteur de **77,79%**. Il regroupe d'importants projets relatifs au désenclavement extérieur et intérieur du pays, à savoir :

- la Réhabilitation de la route Sévaré -Gao (Phase I) ;
- la Construction/Bitumage de la Route Sadiola-Soumala ;

- les travaux de construction de la Pénétrante - Phase 2 de la route Bamako -Ségou (tronçon de la route RN6 compris entre le carrefour de Waraba Tiatio vers Baguinéda sur 16 km, construction de 4 passerelles pour piéton et prolongement de caniveaux vers l'exutoire sur 1,5 Km ;
- la Construction/Bitumage du Tronçon urbain RN 27 (Bamako-Koulikoro) du rondpoint Grand Hôtel à Boulkassoumbougou ;
- la Construction/Bitumage de la route Diéma –Sandaré ;
- la Construction/Bitumage de la route Tambaga-Manantali (92km) ;
- le Fonds Etudes des Projets Routiers ;
- l'Aménagement en 2x2 voies de la Section Ségou - San sur 7 km de la RN6 ;
- l'Aménagement Voie de la Route Aéroport - Cité Universitaire de Kabala ;
- la Construction/Bitumage de la route Kadiana-Fourou-Kadiolo (95 Km) Bretelle Doumatène-Misseni 50 Km ;
- la Construction/Bitumage de la route Dioïla-Massigui-Koualé-Kébila ;
- la Construction/Bitumage de la route Kayes-Sandaré ;
- la Construction/Réhabilitation de la Route Transsaharienne (RTS)-Phase I ;
- les travaux de réhabilitation de la route Bamako-Kati-Kolokani-Didiéni ;
- les travaux de construction de la voie ceinture Ouest Koulikoro (13,8 km) ;
- les travaux de construction/bitumage de la route Zantiébougou-Kolondiéba-Frontière RCI;
- les travaux de construction/bitumage de la route Kayes-Kéniéba (250 km) ;
- les travaux de construction/bitumage de la route Banconi-Dialakorodji-Safo-Dabani-Nonsombougou ;
- les travaux d'aménagement de la section Sévaré-Mopti de la RN 6, aménagement de 10 km de voirie dont 5 km dans la ville de Mopti et 5 km dans la ville de Sévaré et la construction de la voie de contournement de l'aéroport de Mopti Ambodedjo.

Le sous-secteur **Bâtiments et Equipements** avec **36,18%** du secteur est entièrement financé par les ressources intérieures, les principaux projets/programmes sont entre autres :

- les Programmes de construction de 50 000 logements sociaux et d'acquisition/construction résidences/logements diplomates ;
- les travaux de construction et d'équipement des bâtiments pour l'administration, notamment les sièges de certains services centraux (CPS/DNI, CAISFF, CNREX/BTP, Cité Administrative Régionale de Bougouni DGR, Protocole de la République, CETRU, DNTTMF, DNPD/DGB, Direction Emploi/Formation Professionnelle, Immeuble Promotion de la Femme, ONAPUMA, CPS/SANTE/CEPRIS/DRH, DNDC, DGABE, Archives DFM/CADD des Domaines, ANTIM, Hôtel Elevage/Pêche, Hôtel des Finances, la Direction Générale des Douanes, siège INSTAT, DGSE, la DFM/DRH du Ministère en charge de l'Agriculture, l'ABFN, l'ONEF, la DNACPN, l'Institut du Sahel, le Bureau des Domaines de Kati) ;
- les travaux de construction de la nouvelle ENSUP et d'extension de l'Hôpital du Mali ;
- le Programme d'Urgence pour la Relance du Développement des régions du Nord (PURD), les travaux de réhabilitation/équipement des nouvelles régions.

Le sous-secteur **Urbanisme et Habitat** avec **3,32%** du secteur est entièrement financé sur les ressources intérieures. Il est constitué des travaux de construction de la décharge compactée de Noumoubougou, de la réforme foncière sécurisée, des projets d'assainissement et de la prise en charge des ouvrages de l'ANGESEM.

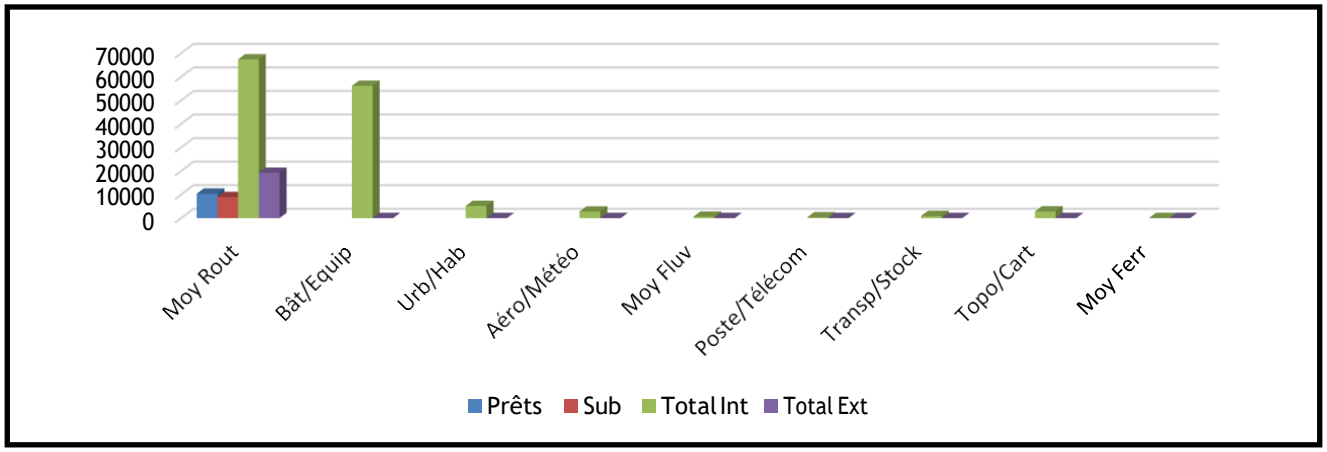
Les autres sous-secteurs occupent au total **4,69%** du secteur.

Tableau N°6 : Financement par sous-secteur du Secteur Infrastructures (millions de FCFA)

SOUS-SECTEURS	FIN TOTAL		FIN INTERIEUR	FIN EXTERIEUR		
	TOTAL	%	BN	TOTAL	PRETS	SUBVENTIONS
Moyens Routiers	86 579	55,81	67 350	19 229	10 359	8 870
Moyens Ferroviaires	0	0	0	0	0	0
Moyens Fluviaux	550	0,35	550	0	0	0
Aéronautique/Météo	2 750	1,77	2 750	0	0	0
Poste/Télécom	300	0,19	300	0	0	0
Topo et Cartographie	2 800	1,80	2 800	0	0	0
Bâtiments et Equipement	56 131	36,18	56 131	0	0	0
Urbanisme et Habitat	5 150	3,32	5 150	0	0	0
Transport/Stockage	870	0,56	870	0	0	0
TOTAL	**155 130**	**100,00**	**135 901**	**19 229**	**10 359**	**8 870**

Source : DNPD/ données SIGIP, 2021

Graphique 6 : Ventilation du financement du Secteur Infrastructures par sous-secteurs (millions de FCFA)



Source : DNPD,2021

Cette ventilation montre que le volume du financement intérieur est orienté essentiellement vers les sous-secteurs **Moyens routiers** et **Bâtiments/équipement** qui représentent respectivement **49,56%** et **41,30%** du volume du financement total intérieur du secteur.

La part du financement extérieur est entièrement orientée vers le sous -secteur **Moyens routiers** et répartie comme suit : les prêts **53,87%** contre **46,13%** pour les subventions.

4.2.3. Secteur et sous-secteurs Secondaire

Dans la répartition sectorielle du BSI 2022, le Secteur **Secondaire** vient en troisième position avec

un financement de **103,720 milliards** de FCFA dont **78,896 milliards** de FCFA au titre du financement extérieur, soit **76,07%** du montant total du financement qui est réparti entre les Prêts pour 6**4,79%** contre **35,21%** pour les Subventions (Cf Tableau N°7). Le secteur couvre 55 projets/programmes.

Le sous-secteur **Energie** avec **35,03%** des ressources du secteur est financé par l'Extérieur à hauteur de **31,118 milliards** de FCFA, soit **39,44%.** Il est réparti entre les prêts pour **80,72**% contre **19,28%** pour les subventions. Les principales interventions financées sont, entre autres :

- le Programme d'Urgences Sociales d'Accès à l'Energie/Construction Centrales Solaires ;
- l'appui au secteur de l'énergie et les travaux de construction du centre national de conduite de dédoublement des capacités énergétiques de Sotuba, la mise en œuvre des projets d'électrification rurale et villageoise ;
- le démarrage des Projets d'Electrification Villageoise/Energie solaire Phase 4, de Construction de la Centrale hydroélectrique de Djenné, Régional d'accès à l'électricité (PRAE), d'Interconnexion électrique Guinée -Mali (PIEGM) et d'Amélioration du secteur de l'électricité au Mali (PASEM).

Le sous-secteur **Eaux** avec **55,60%** du secteur est largement financé par les ressources extérieures, soit **42,45%** du financement total du sous-secteur. On note, entre autres, les projets et programmes suivants :

- les Projets d'Alimentation en Eau Potable (AEP), de Développement des Infrastructures Durables d'Alimentation en Eau Potable et de mobilisation des ressources en eau en milieu rural/Programme d'urgence et dans la ville de Bamako ;
- le Programme Intégré de Développement et d'Adaptation aux Changements Climatiques dans le Bassin du Niger (PIDACC/BN) ;
- le Projet d'aménagement du barrage de Taoussa ;
- les Projets de protection des berges du fleuve Niger (le Projet de Réhabilitation Economique et Environnementale du Fleuve Niger/ PREFEN et Diafarabé).

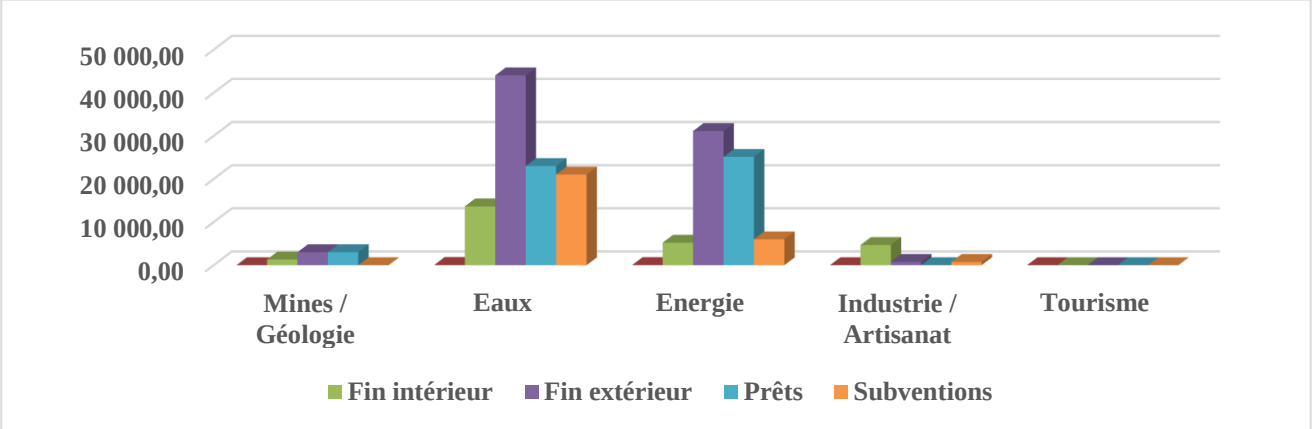
Les autres sous-secteurs, à savoir (**Mines/Géologie, Industries/Artisanat et Tourisme**) occupent au total **9,37%** du secteur. Les investissements au niveau de ces sous-secteurs portent sur la mise en œuvre du Projet de gouvernance du secteur des mines, du Programme pour le Développement des Ressources Pétrolières du Mali/PDRPM, la cartographie géologique, le développement de l'Artisanat (Construction de villages artisanaux et du CDAT), la promotion des investissements et du commerce intérieur et extérieur et le renforcement des capacités des acteurs du commerce et de l'industrie.

Tableau N°7 : Financement par sous-secteurs du Secteur Secondaire (millions de FCFA)

SOUS-SECTEURS	FIN. TOTAL		FIN. INTERIEUR	FIN. EXTERIEUR		
	TOTAL	%	BN	TOTAL	PRETS	SUBVENTIONS
Mines / Géologie	4 300	4,15	1 300	3 000	3 000	0
Eaux	57 670	55,60	13 642	44 028	23 000	21 028
Energie	36 328	35,03	5 210	31 118	25 118	6 000
Industrie Artisanat	5 422	5,23	4 672	750	0	750
Tourisme	0	0,00	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	**103 720**	**100,00**	**24 824**	**78 896**	**51 118**	**27 778**

Source : DNPD/ données SIGIP

Graphique 7 : Ventilation du financement du secteur Secondaire par sous-secteur (millions de FCFA)



Source : DNPD,2021

Ce graphique montre que le financement extérieur dans ce secteur est important au niveau des deux (02) sous-secteurs (Eaux et Energie) et dépasse largement le financement intérieur. Les prêts sont en tête dans le financement desdits sous-secteurs.

4.2.4. Secteur et sous-secteurs Ressources humaines

Dans la répartition sectorielle du BSI 2022, le Secteur **Ressources humaines** vient en dernière position avec un financement de **78,629 milliards** de FCFA dont **68,738 milliards** de FCFA au titre du financement intérieur, soit **87,42%** du montant total du financement du secteur (Cf. Tableau N°8). Le secteur comprend 141 projets/programmes.

Le sous-secteur **Santé/Affaires Sociales** représente **40,82%** (**31,100 milliards** de FCFA dont **26,100** milliards de FCFA pour les ressources intérieures). Il regroupe d'importants Projets de rénovation/extension des Centres Hospitaliers Universitaires, des Hôpitaux régionaux, du CNOS, du Centre Régional d'Appareillage Orthopédique et de Rééducation fonctionnelle à Kayes, de l'Hôpital Dermatologie de Bamako et de la DNPSES, des Centres de Santé à travers le renforcement et l'amélioration du plateau technique des structures sanitaires, de promotion et d'autonomisation des femmes. Il comprend également la mise en œuvre du Programme filets sociaux.

Concernant le sous-secteur **Education et Formation** avec **18,95%** du secteur, il est entièrement financé par les ressources intérieures et assure la mise en œuvre des projets/programmes de construction et d'équipement d'infrastructures scolaires, secondaires et universitaires (salles de classes, Lycées, IFM, Universités, Facultés, Bibliothèque Universitaire Centrale, IPR/IFRA de Katibougou, Ecole Africaine des Mines) et le renforcement des capacités par la formation.

Le sous-secteur **Administration, Plan, Finances** avec **18,17%** du secteur est largement financé par les ressources intérieures, soit **89,23%** (**12,748 milliards** de FCFA). Il couvre les projets/programmes de renforcement de capacités des structures (PACEM, ONDD, CDI, DGI, appui à l'ODHD, INSTAT), les projets d'appui aux Directions/Cellules, l'interconnexion des bases de données du MEF, le fonds d'études et de préparation des projets d'investissements.

Le sous-secteur **Culture/arts/sport** représentent **14,14%** du financement du secteur et sont entièrement financés par les ressources intérieures. Les investissements au niveau de ce sous-secteur portent sur des actions de promotion culturelle (CICB, Direction Nationale de l'Action Culturelle, Mémorial Modibo Keïta, Parcs publics et Monuments, Maison Africaine de la Photographie, Musée National) et des travaux de construction/réhabilitation des infrastructures sportives et la mise en œuvre du Programme National de la Promotion de la Jeunesse (PNPJ).

Quant aux autres sous-secteurs **Emploi/travail** et **Information**, ils représentent au total **7,91%** du secteur. Le financement du sous-secteur **Emploi/travail** est composé par les ressources extérieures à hauteur de **2,352 milliards de FCFA**. Ces ressources financent les Projets de formation, d'apprentissage et d'insertion des jeunes, notamment, l'appui à l'insertion économique professionnelle et renforcement de la résilience des jeunes en milieu rural, à la Formation Professionnelle et l'Insertion à l'Entreprenariat des Jeunes Ruraux (FIER), à la Formation et à l'Insertion Professionnelle (PFIP) et les constructions des Centres de Formation Professionnelle et de la communication spécifiquement, le renforcement des infrastructures de l' AGETIC, l'ORTM, de l'ANCD.

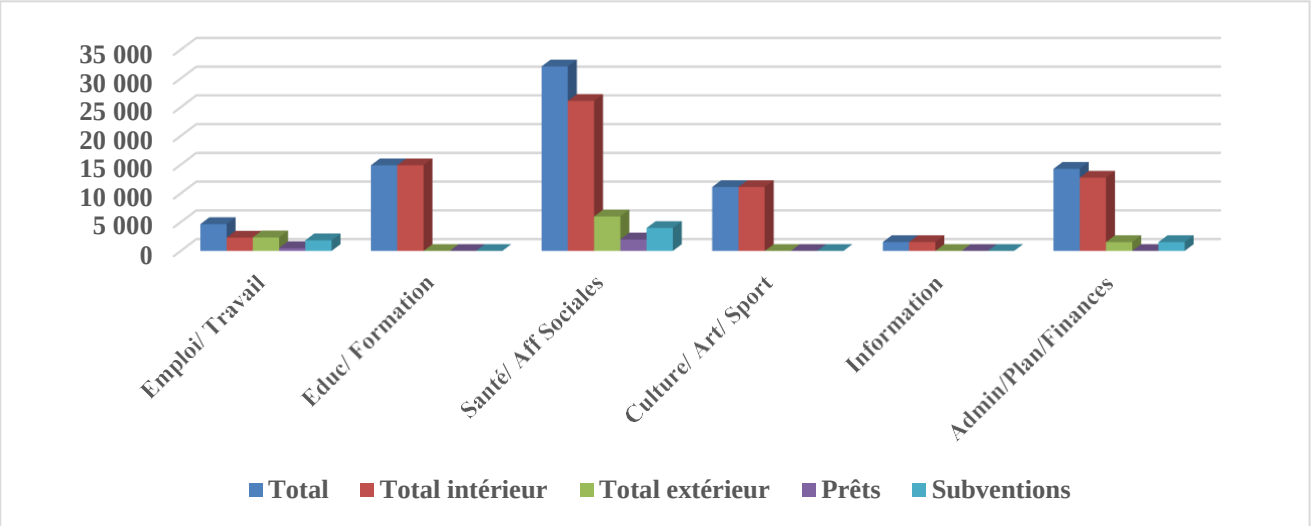
Tableau N°8 : Financement par sous-secteur du Secteur Ressources humaines (millions de FCFA)

SOUS-SECTEURS	FIN. TOTAL		FIN. INT.	FIN. EXTERIEUR		
	TOTAL	%	BN	TOTAL	PRETS	SUBVENTIONS
Emploi/ Travail	4 672	5,94	2 320	2 352	500	1 852
Education/ Formation	14 900	18,95	14 900	0	0	0
Santé/ Affaires Sociales	32 100	40,82	26 100	6 000	2 000	4 000
Culture/ Art/ Sport	11 120	14,14	11 120	0	0	0
Information	1 550	1,97	1 550	0	0	0
Administration/Plan/Finances	14 287	18,17	12 748	1 539	0	1 539
TOTAL	**78 629**	**100,00**	**68 738**	**9 891**	**2 500**	**7 391**

Source : DNPD/ données SIGIP, 2021

Le tableau ci-dessus montre que les ressources extérieures contribuent au financement de trois (03) sous-secteurs (Emploi/Travail, Santé/Affaires Sociales et Administration/Plan/Finances).

<u>Graphique 8 :</u> Ventilation du financement du secteur Ressources humaines par sous-secteur (millions de FCFA)



<u>Source</u> : DNPD,2021

Ce graphique indique que le financement Extérieur est considérable au niveau de deux (02) principaux sous-secteurs (Santé/Affaires sociales et Emploi/Travail) avec une part importante pour les subventions.

CONCLUSION

Au Mali, des financements importants sont consentis chaque année par l'Etat et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) à travers le Budget Spécial d'Investissement (BSI) pour la mise en œuvre des politiques publiques de développement par le biais des Projets/Programmes en vue de stimuler la croissance économique et d'améliorer les conditions de vie des populations.

Le BSI 2022 s'inscrit dans la mise en œuvre du Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) 2019-2023 ainsi que de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger.

Il est nécessaire de rappeler que le BSI 2022 a été élaboré avec un certain nombre de contraintes dont :

- la crise sanitaire liée à la pandémie du COVID 19 ;
- la suspension des décaissements de certains Partenaires Techniques et Financiers (PTF) ;
- les crises sociopolitiques et sécuritaires ;
- le niveau limité des ressources financières de l'Etat ;
- le niveau élevé des engagements de l'Etat consignés dans les conventions de financement ;
- le nombre élevé d'avenants, dûs le plus souvent, aux insuffisances constatées dans la préparation des projets (études insuffisantes, retard dans la finalisation des travaux, coûts supplémentaires non prévus et non anticipés dans le BSI) ;
- le vieillissement du portefeuille (caractère récurrent) de certains Projets/Programmes.

Pour une meilleure efficacité des dépenses d'investissement en vue de stimuler la croissance économique et d'améliorer les conditions de vie des populations, il est nécessaire d'améliorer la qualité des Projets/Programmes à l'entrée, de veiller à leur soutenabilité budgétaire et d'assurer le suivi régulier de leur mise en œuvre.

A N N E X ES

Annexe 1 : Structure sectorielle et sous-sectorielle des dépenses et leur financement selon la nature

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET LEUR FINANCEMENT SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

S E C T E U R S	Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022		
SOUS-SECTEURS	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.
Economie rurale	165 127	148 069	-0	315 505	145 019	145 019	0	64 641	64 641	0	0	81 984	36 023	45 961
Agriculture	124 323	111 637	-0	197 884	109 323	109 323	0	57 865	57 865	0	0	53 064	22 396	30 668
Elevage	32 134	28 531	-0	98 345	25 381	25 381	0	3 416	3 416	0	0	21 965	13 627	8 338
Pêche	1 294	1 294	0	5 185	2 960	2 960	0	550	550	0	0	2 410	0	2 410
Forêts	7 376	6 607	-0	14 091	7 355	7 355	0	2 810	2 810	0	0	4 545	0	4 545
Secondaire	157 342	123 316	-1	208 169	103 720	103 720	0	24 824	24 824	0	0	78 896	51 118	27 778
Mines et Géologie	3 352	2 926	-0	5 400	4 300	4 300	0	1 300	1 300	0	0	3 000	3 000	0
Eaux	68 211	49 331	-0	114 471	57 670	57 670	0	13 642	13 642	0	0	44 028	23 000	21 028
Energie	82 699	67 979	-0	76 532	36 328	36 328	0	5 210	5 210	0	0	31 118	25 118	6 000
Industrie / Artisanat	3 080	3 080	0	11 766	5 422	5 422	0	4 672	4 672	0	0	750	0	750
Tourisme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Infrastructures	173 914	141 662	-0	565 733	157 780	157 780	0	135 901	135 901	0	0	19 229	10 359	8 870
Moyens routiers	128 245	97 269	-0	362 013	88 579	88 579	0	67 350	67 350	0	0	19 229	10 359	8 870
Moyens ferroviaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Moyens fluviaux	475	475	0	1 450	550	550	0	550	550	0	0	0	0	0
Aéronautique / Météo	2 087	2 087	0	7 150	2 750	2 750	0	2 750	2 750	0	0	0	0	0
Poste / Télécommunication	219	219	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0
Topo et Cartographie	1 625	1 625	0	8 550	2 800	2 800	0	2 800	2 800	0	0	0	0	0
Bâtiments et Equipement	35 558	34 282	-0	162 994	56 781	56 781	0	56 131	56 131	0	0	0	0	0
Urbanisme et Habitat	4 708	4 708	0	19 750	5 150	5 150	0	5 150	5 150	0	0	0	0	0
Transport / Stockage	997	997	0	2 926	870	870	0	870	870	0	0	0	0	0
Ressources Humaines	72 014	68 818	-0	197 633	79 129	77 290	1 839	68 738	68 738	0	0	9 891	2 500	7 391
Emploi / Travail	6 534	6 164	-0	6 972	4 672	4 672	0	2 320	2 320	0	0	2 352	500	1 852
Education / Formation	13 075	10 742	-0	39 390	14 900	14 900	0	14 900	14 900	0	0	0	0	0

Santé / Affaires sociales	36 599	36 329	-0	91 400	32 100	32 100	0	26 100	26 100	0	0	6 000	2 000	4 000
Culture / Art / Sport	3 238	3 238	0	18 900	11 120	11 120	0	11 120	11 120	0	0	0	0	0
Information	760	637	-0	4 200	1 950	1 950	0	1 550	1 550	0	0	0	0	0
Administration / Plan et Finances	11 808	11 708	-0	36 771	14 387	12 548	1 839	12 748	12 748	0	0	1 539	0	1 539
Total	568 397	481 865	-2	1 287 040	485 648	483 809	1 839	294 104	294 104	0	0	190 000	100 000	90 000

Annexe 2 : Etat récapitulatif des dépenses et leur financement selon le secteur et le sous-secteur

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
STRUCTURE SECTORIELLE ET SOUS-SECTORIELLE DES DEPENSES ET DE LEUR FINANCEMENT
(Les montants sont en millions de CFA)

S E C T E U R S	Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE 2022 - 2024			DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022			FINANCEMENT EXTERIEUR 2022		
SOUS-SECTEURS	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	Montant	% Sect.	% Tot.	Montant	% Sect.	% Tot.	Montant	% Sect.	% Tot.	Montant	% Sect.	% Tot.
Economie rurale	165 127	100	-10,33	315 505	100,00	24,51	145 019	100,00	29,86	64 641	100,00	21,98	81 984	100,00	43,15
Agriculture	124 323	111 637	-0,10	197 884	62,72	15,38	109 323	75,39	22,51	57 865	89,52	19,68	53 064	64,72	27,93
Elevage	32 134	28 531	-0,11	98 345	31,17	7,64	25 381	17,50	5,23	3 416	5,28	1,16	21 965	26,79	11,56
Pêche	1 294	1 294	0,00	5 185	1,64	0,40	2 960	2,04	0,61	550	0,85	0,19	2 410	2,94	1,27
Forêts	7 376	6 607	-0,10	14 091	4,47	1,09	7 355	5,07	1,51	2 810	4,35	0,96	4 545	5,54	2,39
Secondaire	157 342	100	-21,63	208 169	100,00	16,17	103 720	100,00	21,36	24 824	100,00	8,44	78 896	100,00	41,52
Mines et Géologie	3 352	2 926	-0,13	5 400	2,59	0,42	4 300	4,15	0,89	1 300	5,24	0,44	3 000	3,80	1,58
Eaux	68 211	49 331	-0,28	114 471	54,99	8,89	57 670	55,60	11,87	13 642	54,95	4,64	44 028	55,81	23,17
Energie	82 699	67 979	-0,18	76 532	36,76	5,95	36 328	35,03	7,48	5 210	20,99	1,77	31 118	39,44	16,38
Industrie / Artisanat	3 080	3 080	0,00	11 766	5,65	0,91	5 422	5,23	1,12	4 672	18,82	1,59	750	0,95	0,39
Tourisme	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
Infrastructures	173 914	100	-18,54	565 733	100,00	43,96	157 780	100,00	32,49	135 901	100,00	46,21	19 229	100,00	10,12
Moyens routiers	128 245	97 269	-0,24	362 013	63,99	28,13	88 579	56,14	18,24	67 350	49,56	22,90	19 229	100,00	10,12
Moyens ferroviaires	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
Moyens fluviaux	475	475	0,00	1 450	0,26	0,11	550	0,35	0,11	550	0,40	0,19	0	0,00	0,00
Aéronautique / Météo	2 087	2 087	0,00	7 150	1,26	0,56	2 750	1,74	0,57	2 750	2,02	0,94	0	0,00	0,00
Poste / Télécommunication	219	219	0,00	900	0,16	0,07	300	0,19	0,06	300	0,22	0,10	0	0,00	0,00
Topo et Cartographie	1 625	1 625	0,00	8 550	1,51	0,66	2 800	1,77	0,58	2 800	2,06	0,95	0	0,00	0,00
Bâtiments et Equipement	35 558	34 282	-0,04	162 994	28,81	12,66	56 781	35,99	11,69	56 131	41,30	19,09	0	0,00	0,00
Urbanisme et Habitat	4 708	4 708	0,00	19 750	3,49	1,53	5 150	3,26	1,06	5 150	3,79	1,75	0	0,00	0,00
Transport / Stockage	997	997	0,00	2 926	0,52	0,23	870	0,55	0,18	870	0,64	0,30	0	0,00	0,00
Ressources Humaines	72 014	100	-4,44	197 633	100,00	15,36	79 129	100,00	16,29	68 738	100,00	23,37	9 891	100,00	5,21
Emploi / Travail	6 534	6 164	-0,06	6 972	3,53	0,54	4 672	5,90	0,96	2 320	3,38	0,79	2 352	23,78	1,24
Education / Formation	13 075	10 742	-0,18	39 390	19,93	3,06	14 900	18,83	3,07	14 900	21,68	5,07	0	0,00	0,00

Santé / Affaires sociales	36 599	36 329	-0,01	91 400	46,25	7,10	32 100	40,57	6,61	26 100	37,97	8,87	6 000	60,66	3,16
Culture / Art / Sport	3 238	3 238	0,00	18 900	9,56	1,47	11 120	14,05	2,29	11 120	16,18	3,78	0	0,00	0,00
Information	760	637	-0,16	4 200	2,13	0,33	1 950	2,46	0,40	1 550	2,25	0,53	0	0,00	0,00
Administration / Plan et Finances	11 808	11 708	-0,01	36 771	18,61	2,86	14 387	18,18	2,96	12 748	18,55	4,33	1 539	15,56	0,81
Total	568 397	481 865	-15,22	1 287 040		100,00	485 648		100,00	294 104		100,00	190 000		100,00

Annexe 3 : Situation du financement national selon le secteur et le sous-secteur

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
SITUATION DU FINANCEMENT NATIONAL SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

S E C T E U R S	B U D G E T N A T. 2022							
SOUS-SECTEURS	Total	Budget Equipement	PPTE	COLLECTIVITE	COMMUNAUTE	Autofinancement	Divers Autres	Total
Economie rurale	64 641	64 641	0	0	0	0	0	64 641
Agriculture	57 865	57 865	0	0	0	0	0	57 865
Elevage	3 416	3 416	0	0	0	0	0	3 416
Pêche	550	550	0	0	0	0	0	550
Forêts	2 810	2 810	0	0	0	0	0	2 810
Secondaire	24 824	24 824	0	0	0	0	0	24 824
Mines et Géologie	1 300	1 300	0	0	0	0	0	1 300
Eaux	13 642	13 642	0	0	0	0	0	13 642
Energie	5 210	5 210	0	0	0	0	0	5 210
Industrie / Artisanat	4 672	4 672	0	0	0	0	0	4 672
Tourisme	0	0	0	0	0	0	0	0
Infrastructures	135 901	135 901	0	0	0	0	0	135 901
Moyens routiers	67 350	67 350	0	0	0	0	0	67 350
Moyens ferroviaires	0	0	0	0	0	0	0	0
Moyens fluviaux	550	550	0	0	0	0	0	550
Aéronautique / Météo	2 750	2 750	0	0	0	0	0	2 750
Poste / Télécommunication	300	300	0	0	0	0	0	300
Topo et Cartographie	2 800	2 800	0	0	0	0	0	2 800
Bâtiments et Equipement	56 131	56 131	0	0	0	0	0	56 131
Urbanisme et Habitat	5 150	5 150	0	0	0	0	0	5 150
Transport / Stockage	870	870	0	0	0	0	0	870

SOUS-SECTEURS	Total	Budget Equipement	PPTE	COLLECTIVITE	COMMUNAUTE	Autofinancement	Divers Autres	Total
Ressources Humaines	68 738	68 738	0	0	0	0	0	68 738
Emploi / Travail	2 320	2 320	0	0	0	0	0	2 320
Education / Formation	14 900	14 900	0	0	0	0	0	14 900
Santé / Affaires sociales	26 100	26 100	0	0	0	0	0	26 100
Culture / Art / Sport	11 120	11 120	0	0	0	0	0	11 120
Information	1 550	1 550	0	0	0	0	0	1 550
Administration / Plan et Finances	12 748	12 748	0	0	0	0	0	12 748
Total	294 104	294 104	0	0	0	0	0	294 104

Annexe 4 : Situation du financement extérieur selon la source par secteur et nature

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
REPARTITION DU FINANCEMENT EXTERIEUR SELON LA SOURCE PAR SECTEUR ET NATURE
(Les montants sont en millions de CFA)

	Economie rurale			Secondaire			Infrastructures			Ressources Humaines			ENSEMBLE SECTEURS		
D O N A T E U R S	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total
AFD	2 138	0	2 138	0	0	0	0	0	0	0	4 000	4 000	2 138	4 000	6 138
AFD/BOAD/BID/FSD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 000	10 000	0	10 000	10 000
B.A.D	0	0	0	6 870	0	6 870	0	0	0	1 000	0	1 000	7 870	0	7 870
BAD	760	6 893	7 653	0	7 359	7 359	1 539	0	1 539	695	7 090	7 785	2 994	21 342	24 336
BAD/BOAD/BEI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 000	12 000	0	12 000	12 000
Belgique	1 590	0	1 590	0	0	0	0	0	0	4 416	0	4 416	6 006	0	6 006
BID	0	10 000	10 000	0	0	0	0	0	0	0	4 921	4 921	0	14 921	14 921
B.M.	5 627	0	5 627	0	0	0	0	0	0	0	1 000	1 000	5 627	1 000	6 627
BM	5 950	12 978	18 928	0	0	0	4 000	2 000	6 000	6 000	6 900	12 900	15 950	21 878	37 828
BOAD	0	0	0	0	3 000	3 000	0	0	0	0	1 800	1 800	0	4 800	4 800
Canada	4 000	0	4 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 000	0	4 000
Danemark	750	0	750	0	0	0	0	0	0	0	0	0	750	0	750
ESPAGNE	593	0	593	0	0	0	0	0	0	0	0	0	593	0	593
FAT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	813	0	813	813	0	813
FEM	691	0	691	0	0	0	0	0	0	0	0	0	691	0	691
F.I.D.A	4 294	0	4 294	0	0	0	500	0	500	0	0	0	4 794	0	4 794
FIDA	0	4 294	4 294	0	0	0	0	500	500	0	0	0	0	4 794	4 794
Fonds Abou Dabi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 407	3 407	0	3 407	3 407
Fonds Vert Climat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	685	0	685	685	0	685
FSD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 000	0	1 000	1 000	0	1 000
Italie	0	1 858	1 858	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 858	1 858
KfW	9 855	0	9 855	0	0	0	0	0	0	8 091	0	8 091	17 946	0	17 946

	Economie rurale			Secondaire			Infrastructures			Ressources Humaines			ENSEMBLE SECTEURS		
D O N A T E U R S	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total
Lux-Dév	2 500	0	2 500	0	0	0	1 352	0	1 352	0	0	0	3 852	0	3 852
Norvège	721	0	721	0	0	0	0	0	0	0	0	0	721	0	721
Pays-Bas	277	0	277	0	0	0	0	0	0	1 700	0	1 700	1 977	0	1 977
PNUD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	750	0	750	750	0	750
Suède	2 600	0	2 600	0	0	0	0	0	0	400	0	400	3 000	0	3 000
Suisse	288	0	288	0	0	0	0	0	0	0	0	0	288	0	288
UE	3 327	0	3 327	2 000	0	2 000	0	0	0	2 228	0	2 228	7 555	0	7 555
ENSEMBLE SECTEURS	45 961	36 023	81 984	8 870	10 359	19 229	7 391	2 500	9 891	27 778	51 118	78 896	90 000	100 000	190 000

Annexe 5 : Etat détaillé des projets par secteur et par source de financement

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*	*Agriculture*									
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	145	145	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2433	PROGRAMME APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	85	85	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2480	PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION AU MALI	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	8 215	8 215	0	9 600	8 200	8 200	0	2 000	2 000	0	0	6 200	6 200	0	BAD
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	304	304	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2684	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE KITA PHASE 2	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	1 154	1 291	0	140	140	140	0	140	140	0	0	0	0	0	BID
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	321	321	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	861	861	0	2 483	891	891	0	170	170	0	0	721	0	721	Norvège
2765	PROJET AMELIORATION PRODUCTIVITE AGRICOLES SS EXPOIT AFR SUD SAHARIEN	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / POJ. AMEL. PRODTVITE AGR. SS. EXPOIT. AFR. SUD SAHARIEN	1 579	27	-1	40	40	40	0	40	40	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Agriculture*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2807	PROJ. RENFORC.SECU. ALIMENT. DVPT CULT IRRIG (PRESA-DCI)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	81	81	0	1 700	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2809	PROJ RENFORC. SECU. ALIMENT. NUTRIT REGION KOULIKORO (PRESAN-KL)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	71	71	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	228	228	0	900	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	97	97	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2916	PROGRAMME DE RENFORCEMENT RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	2 524	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2917	PROJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	9 217	587	-1	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	170	170	0	1 200	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	0	0	0	1 036	1 036	1 036	0	1 036	1 036	0	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 244	1 244	0	843	793	793	0	100	100	0	0	693	693	0	BAD

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Agriculture*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	142	142	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	186	186	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	153	153	0	700	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	32 985	32 985	0	27 985	27 985	27 985	0	27 985	27 985	0	0	0	0	0	
3043	OFFICE RIZ MOPTI	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	378	378	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	1 805	1 805	0	4 400	1 900	1 900	0	1 900	1 900	0	0	0	0	0	
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	722	722	0	2 060	760	760	0	760	760	0	0	0	0	0	
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	1 425	1 425	0	3 250	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	914	914	0	2 250	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Agriculture*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3112	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE D'IRRIGATION DANS LE SAHEL (PARIS)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	4 451	4 451	0	8 724	3 304	3 304	0	150	150	0	0	3 154	3 154	0	BM
3113	PROJET DEVELOPPEMENT FERME RIZICOLE SABE	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3118	IPRODI PROGRAMME MALI NORD	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	2 476	2 476	0	1 831	1 831	1 831	0	431	431	0	0	1 400	0	1 400	KfW
3127	PROJET D'APPUI A LA COMPETITIVITE AGRO-INDUSTRIELLLE AU MALI (PACAM)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	3 611	3 611	0	2 297	691	691	0	100	100	0	0	2 197	2 197	0	BM
3130	PROJET AMENAGEMENT PROXIMITE RENFORCEMENT RESILIENCE COMMUNAUTES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PAPR2C3)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	99	99	0	2 400	850	850	0	850	850	0	0	0	0	0	
3133	PROJET APPUI IRRIGATION PROXIMITE (IPRO) GAO ET MENAKA	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	1 595	1 595	0	3 359	3 359	3 359	0	149	149	0	0	3 210	0	3 210	KfW
3134	PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	12 648	12 648	0	9 802	7 000	7 000	0	0	0	0	0	7 000	4 000	3 000	BM
3139	LUTTE CONTRE INSECURITE ALIMENTAIRE ET MALNUTRITION	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE / COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	1 498	1 498	0	889	829	829	0	0	0	0	0	829	0	829	Belgique
3144	PROJET D'EXTENSION DES AMENAGEMENTS DE LA PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL ET S.A	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	0	5 398	5 398	4 500	2 800	2 800	0	300	300	0	0	2 500	0	2 500	Lux-Dév

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Agriculture*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3166	PROJET FINANCEMENT INCLUSIF DES FILIERES AGRICOLES(INCLUSIF) AU MALI	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	6 829	6 829	0	23 010	13 588	13 588	0	250	250	0	0	13 338	4 294	9 044	Canada Danemark FIDA
3167	OFFICE RIZ SEGOU - CONTRAT PLAN	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / OFFICE RIZ SEGOU	277	277	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
3168	CONTRAT PLAN OFFICE DU NIGER	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	4 437	4 437	0	16 500	5 500	5 500	0	5 500	5 500	0	0	0	0	0	
3170	TRAVAUX AMENAGEMENT DE 250 HA DE LA PLAINE DE TOGOBERE	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	586	586	0	1 400	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
3183	PROJET N'DEBOUGOU PHASE IV	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	2 245	2 245	0	18 365	5 245	5 245	0	0	0	0	0	5 245	0	5 245	KfW
3184	PROJET PRODUCTIVITE DE L'EAU A L'OFFICE DU NIGER (PRODEAU)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	898	898	0	277	277	277	0	0	0	0	0	277	0	277	Pays-Bas
3185	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'OFFICE DU NIGER (PADON) PHASE II	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	470	470	0	1 151	471	471	0	0	0	0	0	471	0	471	AFD
3186	PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE ET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DANS LES PLAINES DU DELTA 2 (PDIR-PD2)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	890	890	0	760	760	760	0	0	0	0	0	760	0	760	BAD
3187	PROGRAMME DE SOUTIEN AU DISPOSITIF NATIONAL DE SECURITE ALIMENTAIRE (PRESA) PHASE I	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE / COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	876	876	0	388	388	388	0	100	100	0	0	288	0	288	Suisse

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Agriculture*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ADMINISTRATION GENERALE	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3248	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES HORTICOLES (PDFH)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	558	558	0	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3251	PROJET BRIGADE VERTE POUR L'EMPLOI ET L'ENVIRONNEMENT Â» AU MALI	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE / COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	3 749	3 749	0	1 958	1 958	1 958	0	100	100	0	0	1 858	1 858	0	Italie
3273	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE MOPTI	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	687	687	0	2 060	760	760	0	760	760	0	0	0	0	0	
3293	PROJET D'AMENAGEMENT ET DE MISE EN VALEUR DES PIV	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION REG. GENIE RURAL TOMBOUCTOU	190	190	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3297	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA	485	485	0	7 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
3298	PROJET IPRO IRRIGAR III COMPOSANTE SIKASSO	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	778	778	0	351	351	351	0	0	0	0	0	351	0	351	UE
3299	PROJET IPRO IRRIGAR III COMPOSANTE KOULIKORO	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	847	847	0	312	312	312	0	0	0	0	0	312	0	312	UE

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Agriculture*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3300	PROJET DÃ¢Â¿Â¿APPUI A LÃ¢Â¿Â¿INITIATIVE POUR LÃ¢Â¿Â¿IRRIGATION DANS LE SAHEL AU MALI (PAIS-MALI)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	768	768	0	593	593	593	0	0	0	0	0	593	0	593	ESPAGNE
3302	PROJET APPUI TRANSFORMATION AGRO-ECOLOGIQUE ZONE COTONNIÈRE DU MALI : AGRECO CML 1430	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	1 110	1 110	0	5 438	2 067	2 067	0	400	400	0	0	1 667	0	1 667	AFD
3317	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE OFFICE RIZ MOPTI (PDI-ORM)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / OFFICE RIZ MOPTI	0	0	0	10 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
3344	PROJET MULTI ENERGIES RESILIENCE GEST° INTEGRE TERROIRS AU MALI (MERIT)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	0	0	0	700	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3346	PROJET AMENAGEMENT DES TERRES/ATI	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / AGENCE AMENAG. TERRE FOURNITURE EAU IRRIGATION	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3351	PROGRAMME D'APPUI AUX FILIERES AGROPASTORALES DE SIKASSO (PAFA)/MLI 026	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	1 137	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	PROJET EXTENSION AMENAGEMENTS PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL & S.A	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / OFFICE DU MOYEN BANI	4 378	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			124 323	111 637	5 393	197 884	109 323	109 323	0	57 865	57 865	0	0	53 064	22 396	30 668	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*	*Elevage*									
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1885	PROGRAMME DVPT INTEGRE ZONE ONDY/ MADINA DIASSA	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	56	56	0	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2200	CONTRAT PLAN LABORATOIRE CENTRALE VETERINAIRE ETAT	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE (LCV)	97	97	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2798	PROG. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES AU MALI (PDIRAAM)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	11 677	11 710	0	4 250	4 250	4 250	0	250	250	0	0	4 000	4 000	0	BID
2799	PROJET REGIONAL APPUI PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	3 636	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CENTRE NAT. INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	222	222	0	1 000	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3083	PROJET APPUI AU RENFORCEMENT DE L'ELEVAGE ET DE L'ECONOMIE PASTORALE DANS LA REGION DE KOULIKORO	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	2 338	2 338	0	941	861	861	0	100	100	0	0	761	0	761	Belgique
3138	PROJET APPUI DVPT ELEVAGE AU MALI (PADEL-M)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	7 157	7 157	0	26 100	5 300	5 300	0	350	350	0	0	4 950	0	4 950	BM
3172	PROJET DE DEVELOPPMENT DURABLE DES EXPLOITANTS PASTORALES AU SAHEL MALI (PDDEPS-MALI)	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	5 594	5 594	0	15 796	6 200	6 200	0	200	200	0	0	6 000	6 000	0	BID

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Elevage*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3173	PROJET APPUI CONTROLE SURVEILLANCE EPIZOOTIES	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CENTRE NATIONAL APPUI SANTE ANIMALE	101	101	0	500	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3174	ETUDE DEVELOPPMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE AU MALI	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	140	140	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ADMINISTRATION GENERALE	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3343	PROJET REGIONAL DAPPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS II) - MALI	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	0	0	0	44 710	6 454	6 454	0	200	200	0	0	6 254	3 627	2 627	BM
TOTAL SOUS-SECTEUR			32 134	28 531	-1	98 345	25 381	25 381	0	3 416	3 416	0	0	21 965	13 627	8 338	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Pêche*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / AGENCE DE GESTION MARCHE CENTRAL POISSON BAMAKO	175	175	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUACOLES	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE PECHE	64	64	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3137	PROJET APPUI FILIERE HALIEUTIQUE AU MALI	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION NATIONALE PECHE	973	973	0	3 635	2 410	2 410	0	0	0	0	0	2 410	0	2 410	UE
3164	OFFICE DEVELOPPEMNT PECHE ET AQUACULTURE DELTAT INTERIEUR DU NIGER	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / OFFICE DEVELOP. PECHE AQUACULTURE DELTA INTERIEUR DU NIGER	82	82	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			1 294	1 294	0	5 185	2 960	2 960	0	550	550	0	0	2 410	0	2 410	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*	*Forêts*									
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
719	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GESTION MASSIFS FORESTIERS MALI	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2261	PROGRAMME REGIONAL MASSIF FOUTA DJALLON	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	34	34	0	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
2509	APPUI SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER SIFOR	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	92	92	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	803	803	0	1 200	900	900	0	300	300	0	0	600	0	600	Suède
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	996	996	0	1 012	404	404	0	150	150	0	0	254	0	254	UE
2771	ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE LOCAL FENU	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	196	61	-1	90	90	90	0	90	90	0	0	0	0	0	
2772	GESTION RESSOURCES NATURELLES CHANGEMENT CLIMATIQUES IDA	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	34	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	100	100	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Forêts*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	189	189	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	328	328	0	1 350	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
3125	PROJET DE GESTION DES RISQUES CLIMATIQUES ET D'INONDATION AU MALI EN VUE DE PRESERVER DES VIES ET DES BIENS (PGRCI)	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	600	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3148	PROMOTION DES CHAINES DE VALEUR AGRICOLE (GEDEFOR III)	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	1 647	1 647	0	4 097	2 370	2 370	0	370	370	0	0	2 000	0	2 000	Suède
3151	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GEST MASSIFS FORESTIERS MALI	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	109	109	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3152	PROG REBOISEMENT INTENSIF RECONSTRUCTION ECOSYSTEMES FOREST MALI	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	169	169	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3189	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE CLIMATIQUE AU MALI (HYDROMET)	MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE / CABINET	900	900	0	1 000	1 000	1 000	0	0	0	0	0	1 000	0	1 000	BM
3227	PROJET GESTION COMM RESSOURCES NATURELLES RESTAURATION ECOS ELEPHANTS	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	1 179	1 179	0	2 142	841	841	0	150	150	0	0	691	0	691	FEM

TOTAL SOUS-SECTEUR	7 376	6 607	-3	14 091	7 355	7 355	0	2 810	2 810	0	0	4 545	0	4 545	
TOTAL SECTEUR	165 127	148 069	5 390	315 505	145 019	145 019	0	64 641	64 641	0	0	81 984	36 023	45 961	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*	*Mines et Géologie*								
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2228	PROMOTION DE NOUVELLES ZONES PETROLIERES	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / OFFICE NATIONAL DE LA RECHERCHE PETROLIERE	242	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2496	EQUIPEMENT DU PDRM	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE GEOLOGIE & MINES	184	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE GEOLOGIE & MINES	730	730	0	900	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
3188	PROJET DE GOUVERNANCE DU SECTEUR DES MINES	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	2 196	2 196	0	3 000	3 000	3 000	0	0	0	0	0	3 000	3 000	0	BM
3349	PROGRAMME DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PETROLIERE DU MALI PDRPM	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / OFFICE NATIONAL DE LA RECHERCHE PETROLIERE	0	0	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			3 352	2 926	-2	5 400	4 300	4 300	0	1 300	1 300	0	0	3 000	3 000	0	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*			*Eaux*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	82	82	0	300	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AUTORITE POUR AMENAG.DE TAOUSSA	4 507	4 507	0	26 500	12 500	12 500	0	2 500	2 500	0	0	10 000	10 000	0	AFD/BOAD/BID/FSD
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	271	271	0	800	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	6 941	6 941	0	18 000	6 000	6 000	0	6 000	6 000	0	0	0	0	0	
2284	DRAGAGE/PROTECTION BERGES DE DIAFARABE	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	469	469	0	1 300	650	650	0	650	650	0	0	0	0	0	
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX	292	292	0	950	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	29 991	11 111	-1	13 600	12 800	12 800	0	800	800	0	0	12 000	12 000	0	BAD/BOAD/BEI
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2 223	2 223	0	2 150	2 150	2 150	0	150	150	0	0	2 000	0	2 000	KfW

SECTEUR	Secondaire						SOUS-SECTEUR			Eaux							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	155	155	0	3 290	390	390	0	390	390	0	0	0	0	0	AFD
2921	REHABILITATION ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT FLEUVE NIGER	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	3 443	3 443	0	2 300	2 150	2 150	0	150	150	0	0	2 000	1 000	1 000	BM
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2 035	2 035	0	2 400	2 400	2 400	0	300	300	0	0	2 100	0	2 100	Pays-Bas Suède
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	5 530	5 530	0	21 949	4 744	4 744	0	500	500	0	0	4 244	0	4 244	KfW
2998	PROJET HYDRAULIQUE ASSAINISSEMENT MILIEU RURAL (BID- UEMOA)	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	68	68	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3082	PROG. SAOUDIEN DE FORAGES-PUITS ET DEVELOP. RURAL EN AFRIQUE PHASE 5	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	1 554	1 554	0	1 160	1 080	1 080	0	80	80	0	0	1 000	0	1 000	FSD
3132	PROJET APPUI CONNAISSANCE & SUIVI RESSOURCE EN EAU (PACS-RE)	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	1 927	1 927	0	3 724	1 947	1 947	0	100	100	0	0	1 847	0	1 847	KfW
3162	PROGRAMME DAPPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (3 EME PHASE)	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2 234	2 234	0	3 963	2 050	2 050	0	50	50	0	0	2 000	0	2 000	UE
3182	PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU NIGER (PIDACC/BN)	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	2 734	2 734	0	3 071	2 521	2 521	0	100	100	0	0	2 421	0	2 421	BAD FAT Fonds Vert Climat UE

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*			*Eaux*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3303	PROJET AMELIORATION ACCES EAU POTABLE ASSAINISSEMENT REGION DE kOULIKORO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIKORO	3 383	3 383	0	6 298	4 416	4 416	0	0	0	0	0	4 416	0	4 416	Belgique
3331	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DURABLES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	0	0	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			68 211	49 331	-1	114 471	57 670	57 670	0	13 642	13 642	0	0	44 028	23 000	21 028	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*	*Energie*									
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION	144	144	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DEDOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	5 129	5 129	0	7 300	4 100	4 100	0	2 300	2 300	0	0	1 800	1 800	0	BOAD
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / APPUI CELLULES DE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	135	135	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI	169	169	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2869	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	7 770	7 270	-0	1 460	1 460	1 460	0	560	560	0	0	900	900	0	BM
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	214	214	0	900	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS SECTEUR ENERGIE EAU	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	145	145	0	1 150	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIKASSO BOUGOUNI BAMAKO	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	13 125	13 125	0	2 921	2 921	2 921	0	0	0	0	0	2 921	2 921	0	BID

SECTEUR	Secondaire						SOUS-SECTEUR			Energie							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	6 164	3 258	-0	6 807	3 607	3 607	0	200	200	0	0	3 407	3 407	0	Fonds Abou Dabi
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE/ CONSTRUCTION CENTRALE SOLAIRE	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	2 185	2 185	0	10 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE)	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	15 870	9 556	-0	15 164	4 000	4 000	0	0	0	0	0	4 000	4 000	0	AFD
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPMENT RURAL AU MALI	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	3 957	3 957	0	12 690	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	2 000	0	BID
3181	PROJET AMELIORATION SECTEUR ELECTRICITE AU MALI	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	9 969	9 969	0	2 000	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	0	2 000	BM
3304	PROJET INTERCONNEXION ELECTRIQUE GUINEE-MALI (PIEGM)	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	10 714	5 714	-0	8 090	8 090	8 090	0	0	0	0	0	8 090	7 090	1 000	BAD
3305	PROJET REGIONAL ACCES ELECTRICITE (PRAE)	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	3 036	3 036	0	3 000	3 000	3 000	0	0	0	0	0	3 000	0	3 000	BM
3306	PROJET CENTRAL HYDROELECTRIQUE DE DJENNE	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	3 973	3 973	0	3 000	3 000	3 000	0	0	0	0	0	3 000	3 000	0	BAD BM
3330	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE/ ENERGIE SOLAIRE PHASE 4	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI	0	0	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			82 699	67 979	-1	76 532	36 328	36 328	0	5 210	5 210	0	0	31 118	25 118	6 000	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*			*Industrie / Artisanat*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / DIRECTION GENERALE DU COMMERCE DE LA CONSOMMATION ET DE LA CONCURENCE	108	108	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2241	APPUI AU CADRE INTEGRE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	752	752	0	4 350	1 750	1 750	0	1 000	1 000	0	0	750	0	750	PNUD
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / DIRECTION NATIONALE DE L'ARTISANAT	339	339	0	350	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
2619	APPUI AU CERFITEX	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)	256	256	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CABINET	75	75	0	300	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS(API)	140	140	0	800	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / SECRET. PERMANENT LOI D'ORIENTATION SECTEUR PRIVE	101	101	0	400	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	

2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	266	266	0	750	550	550	0	550	550	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*			*Industrie / Artisanat*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CABINET	109	109	0	350	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	67	67	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2957	PROJET D'APPUI FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DE DETAIL	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	220	220	0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3160	PROJET D'APPUI A L'OPERATIONNALISATION DU PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT A L'EXPORTATION DE LA VIANDE DU MALI	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CABINET	68	68	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / AGENCE MALIENNE DE METROLOGIE	97	97	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3245	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAD-PME)	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / DIRECTION NATIONALE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	110	110	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			3 080	3 080	0	11 766	5 422	5 422	0	4 672	4 672	0	0	750	0	750	
TOTAL SECTEUR			157 342	123 316	-4	208 169	103 720	103 720	0	24 824	24 824	0	0	78 896	51 118	27 778	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Moyens routiers*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	950	950	0	26 500	7 300	7 300	0	7 300	7 300	0	0	0	0	0	
1833	ENTRETIEN COURANT DES ROUTES	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	380	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	950	950	0	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	285	285	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	8 500	8 500	0	19 000	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	0	2 000	UE
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	4 500	4 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BID
2812	CONSTRUCTION 4EME PONT DE BAMAKO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	3 000	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2945	CONSTRUCTION 2EME PONT DE KAYES (600ML)	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	2 375	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

SECTEUR	Infrastructures						SOUS-SECTEUR			Moyens routiers							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	475	475	0	5 433	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLONDIEBA FRE RCI	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	29 770	29 770	0	7 222	7 222	7 222	0	0	0	0	0	7 222	4 700	2 522	BAD
3012	CONST/BITUMAGE DE LA ROUTE KAYES KENIEBA (250KM)	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	6 555	6 555	0	1 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	3 800	3 800	0	9 600	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	3 230	3 230	0	4 000	4 000	4 000	0	4 000	4 000	0	0	0	0	0	
3017	CONST SECTION YANFOLILA KALANA FRONTIERE GUINEE(52KM)	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3018	AMENAGEMENT DE LA BRETELE KATELE KADIOLO, 4 KM DE VOIRIES DANS LA LOCALITE DE KADIOLO ET 10 KM DE ROUTE DE TERRE DANS LE CERCLE DE KADIOLO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	6 982	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3020	AMENAGEMENT. 2X2 VOIES 3EME PONT. RN6. CONSTRUCT. ECHANG. REHAB. SECT TOUR AFRIQUE-YIRIMADIO- RN6	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	14 250	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3078	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE BKO KATI DIDIENI	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	14 250	14 250	0	26 141	15 000	15 000	0	15 000	15 000	0	0	0	0	0	

SECTEUR	Infrastructures						SOUS-SECTEUR			Moyens routiers							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3099	AMENAG. TRAVERSEE VILLE DE SIKASSO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 425	1 425	0	4 690	4 690	4 690	0	4 690	4 690	0	0	0	0	0	
3176	PROJET CONSTRUCTION VIADUC AMANAGEMENT 10 KM DE VOIERIES URBAINES DANS LA VILLE DE SIKASSO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE SIKASSO	1 919	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)-PHASE I	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	2 372	2 372	0	53 117	7 007	7 007	0	0	0	0	0	7 007	2 659	4 348	BAD
3190	CONSTRUCTION BUTIMAGE DE LA ROUTE KAYES-AOUROU-FR MAURITANIE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	2 070	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3201	RECONSTRUCTION DE LA ROUTE SEVARE - GAO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	7 000	7 000	0	3 000	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	
3230	AMENAG SECTION SEVARE MOPTI RN6 AMENAGEMENT 10 KM VOIRIE DONT 5 KM DANS LA VILLE DE MOPTI ET 5 KM DANS LA VILLE DE SEVARE ET LA CONSTRUCTION DE LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE L'AEROPORT DE MOPTI AMBODEDJO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	4 657	4 657	0	4 000	3 500	3 500	0	500	500	0	0	3 000	3 000	0	BOAD
3259	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE SIKASSO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE SIKASSO	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3263	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE TOMBOUCTOU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE TOMBOUCTOU	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	

3266	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE GAO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE G A O	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Moyens routiers*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3269	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KIDAL	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE KIDAL	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3272	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE MOPTI	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE MOPTI	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3276	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE SEGOU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE SEGOU	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3279	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KOULIKORO	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION REGIONALE DES ROUTES KOULIKORO	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3282	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE MENAKA	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION REGIONALE DES ROUTES MENAKA	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3285	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE TAOUDENIT	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION REGIONALE DES ROUTES TAOUDENIT	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3288	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KAYES	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE KAYES	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3307	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES SANDARE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	4 750	4 750	0	40 000	10 000	10 000	0	10 000	10 000	0	0	0	0	0	
3318	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE SADIOLA-SOUMALA	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	26 000	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	

SECTEUR	Infrastructures						SOUS-SECTEUR			Moyens routiers							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3319	TRAVAUX CONST PENETRANTE - PHASE 2 ROUTE BAMAKO -SEGOU CARREFOUR WARABA TIATIO BAGUINEDA (16 KM)	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	20 000	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
3320	TRONCON URBAIN RN 27 (BAMAKO-KOULIKORO) RONDPOINT GRAND HOTEL BOULKASSOUMBOUGOU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	310	310	310	0	310	310	0	0	0	0	0	
3323	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DIEMA - SANDARE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	26 100	1 100	1 100	0	1 100	1 100	0	0	0	0	0	
3324	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE TAMBAGAMANANTALI (92KM)	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	16 000	5 000	5 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	
3325	FONDS ETUDES PROJETS ROUTIERS	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	2 000	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0	
3352	AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES DE LA SECTION SEGOU - SAN SUR 7 KM DE LA RN6	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	1 500	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3353	AMENAGEMENT VOIE ROUTE AEROPORT CITE UNIVERSITAIRE DE KABALA	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	10 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3354	CONTRUCTION/BITUMAGE KADIANA-FOUROU-KADIOLO 95 KM BRETELLE DOUMATENE MISSENI 50 KM	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	14 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3355	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DE LA ROUTE DIOÏLA-MASSIGUI-KOUALE-KEBILA	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	27 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			128 245	97 269	-7	362 013	88 579	88 579	0	67 350	67 350	0	0	19 229	10 359	8 870	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Moyens fluviaux*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	190	190	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3155	CONTRAT/PLAN ETAT COMANAV	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / CABINET	285	285	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			475	475	0	1 450	550	550	0	550	550	0	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Aéronautique / Météo*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	1 850	1 850	0	6 500	2 500	2 500	0	2 500	2 500	0	0	0	0	0	
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	237	237	0	650	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			2 087	2 087	0	7 150	2 750	2 750	0	2 750	2 750	0	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*	*SOUS-SECTEUR*	*Poste / Télécommunication*

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2926	CONTART PLAN ETAT ONP	MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION / CONTRAT PLAN ETAT / ONP (PROG.D'INVESTISS.)	219	219	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			219	219	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*	*Topo et Cartographie*								
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / CABINET	1 261	1 261	0	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	174	174	0	1 050	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI	190	190	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3329	CONFECTION D'UN CADASTRE EXPEDIE	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			1 625	1 625	0	8 550	2 800	2 800	0	2 800	2 800	0	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1949	ENTRETIEN IMMEUBLE HOTEL DU MEF ACI 2000	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	182	182	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE. REGIONALES CADASTRE	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	251	251	0	1 250	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE CONTROLE FINANCIER	149	149	0	1 150	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
2131	ETUDE ARCHITECTURALE CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	68	68	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2192	PROJET REHABILITATION CENTRE FORMATION TABACORO	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.	190	190	0	500	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	70	70	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	

2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	153	153	0	1 200	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	144	144	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2592	CONSTRUCTION HOTEL DES FINANCES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 626	1 626	0	10 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE ONAP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS (ONAP)	430	430	0	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	131	131	0	1 200	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2720	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CESC	CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL / SERVICES DU CONSEIL ECO. SOCIAL & CULTUREL	48	48	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES MARCHES PUBLICS ET DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC	210	210	0	1 050	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	107	107	0	300	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/ RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / CABINET	1 114	1 114	0	7 800	2 300	2 300	0	2 300	2 300	0	0	0	0	0	
2762	CONSTRUCTION GRANDE PRISON DE BAMAKO	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	549	549	0	3 000	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	

SECTEUR	Infrastructures		SOUS-SECTEUR	Bâtiments et Equipement

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	380	380	0	700	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	285	285	0	500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	665	665	0	1 900	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2822	REHABILITATION BUREAUX/VILLAS D'HOTES PRESIDENCE	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	300	300	0	1 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	PRIMATURE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	129	129	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	337	337	0	600	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES DOUANES	950	950	0	1 250	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0	
2841	EXTENSION/ AMENAGEMENT SIEGE APCMM	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CHAMBRE DES METIERS	24	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	1 036	1 036	0	1 700	1 700	1 700	0	1 700	1 700	0	0	0	0	0	

SECTEUR	Infrastructures						SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2870	CONSTRUCTION REHABILITATION ANNEXE MTFPRE	MINISTERE DU TRAVAIL DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL / DIRECTION NAT. DU TRAVAIL	365	365	0	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2881	ACQUISITION TERRAIN CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DRB/DRCF DISTRICT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	190	190	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	2 423	2 423	0	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/ CC	COUR SUPREME / SECTION DES COMPTES	121	121	0	3 500	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	269	269	0	1 100	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	438	438	0	2 400	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
2920	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE AEDD	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	262	262	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRIORIALLES	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / DIRECTION GENERALE DES COLLECT. TERRITORIALES	224	224	0	2 100	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	

2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (INTERIEURE)	242	242	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	

SECTEUR	Infrastructures						SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	379	379	0	1 500	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	570	570	0	1 000	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	570	570	0	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	56	56	0	3 494	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3029	CONST/EQUIP. SIEGE AUTORITE PROTECTION DONNEES CARACTERE PERSONNEL	PRIMATURE / AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACT. PERSONNEL	39	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3030	PROJET CONS/EQUIP DFM DRH ET CPS SECTEUR COOP INTEGRATION	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / CABINET	136	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CENTRE NAT. CINEMATOGRAPHIE DU MALI	0	0	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	51	0	-1	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / PYRAMIDE DU SOUVENIR	0	0	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	

SECTEUR	Infrastructures						SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3042	CONST EQUIP REHAB INFRASTRUCTURES INFJ Me DEMBA DIALLO	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME / INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE	200	200	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CENTRE FORMATION PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE	313	313	0	1 245	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
3067	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NARA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	427	427	0	1 500	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3068	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE SAN	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	427	427	0	1 500	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3069	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NIORO DU SAHEL	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	632	632	0	1 500	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3071	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KITA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	427	427	0	1 500	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3073	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE DIOILA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	632	632	0	1 500	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3074	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE BOUGOUNI	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	632	632	0	1 500	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3079	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KOUTIALA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	632	632	0	1 500	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	PRIMATURE / DIRECTION GENERALE DU CONTENTIEUX DE L'ETAT	114	114	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3103	CONST/EQUIP. 6 CENTRES DE PAIEMENT PENSION DISTRICT BKO	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3106	CONSTRCTION/EQUIP. SIEGE PGT/RGD	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	903	903	0	900	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
3108	CONST/EQUIP.TRANSIT ADM ET BCS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	380	380	0	600	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3114	CONSTRUCTION SIEGE DGSE	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION GENERALE DE LA SECURITE D'ETAT	3 500	3 500	0	6 500	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
3131	REHABILITATION EX HOTEL DES FINANCES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DU BUDGET	98	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3141	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU MUR DE CLOTURE DE LA PLATEFORME	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	300	300	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3149	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE ABFN	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	292	292	0	1 100	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3150	CONSTRUCTION DU SIEGE DE LA DNACPN	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	405	405	0	1 000	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3153	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BUREAUX DOMAINES ET CADASTRES KATI	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	135	135	0	1 200	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3154	CONSTRUCTION EQUIPEMENT AGEROUTE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / AGENCE D'EXECUTION DES TRAVAUX ROUTIERS (AGEROUTE)	190	190	0	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3157	ACQUISITION DE CHANCELLERIE DU MALI AU CAIRE	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / CABINET	135	135	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3158	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'ONEF	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / CABINET	202	202	0	2 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3169	CONSTRUCTION SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	195	195	0	2 700	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3171	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DFM DRH MINISTERE AGRICULTURE	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	400	400	0	899	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3175	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	236	236	0	950	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	PRIMATURE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	129	129	0	483	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	450	450	0	1 500	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	

SECTEUR	Infrastructures						SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	339	339	0	1 500	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ADMINIST. GENERALE REG. DE MENAKA	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO(CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	380	380	0	1 140	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
3226	CONSTRUCTION EXTENSION DNEF	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	359	359	0	8 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
3229	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	97	97	0	1 000	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3231	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLE D'ARCHIVAGE DFM/MIE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	95	95	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	

3233	CONSTRUCTION NOUVEAUX BUREAUX DE LA DFM/MEN	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	250	250	0	2 200	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3234	PROJET D'EXTENSION DU SIEGE DU RECTORAT DE L'USSGB	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	238	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3235	PROJET CONSTRUCTION CENTRE ADMINISTRATIF ET PÉDAGOGIQUE POUR LA FACULTÉ DES SCIENCES ADMINISTRATIVES ET POLITIQUES (FSAP)	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	555	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3237	PROJET CONSTRUCTION SIEGE DFM/ CADD/ CELLULE BVG & GENRE/ PLATE FORME MULTI FONC	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / CABINET	174	174	0	1 275	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3238	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/CEPRIS/DRH	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CABINET	110	110	0	1 390	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3239	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ONAPUMA	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CABINET	500	500	0	1 900	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3240	CONSTRUCTION SIEGE DGB - DNPD	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DU BUDGET	247	247	0	5 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNGR ET DNA	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	135	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA DNTTMF	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	475	475	0	2 500	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
3247	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE DGMECT CO-DEVELOPPEMENT TOKTEN	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / DELEGATION DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	255	255	0	450	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	

SECTEUR	Infrastructures						SOUS-SECTEUR			Bâtiments et Equipement							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3252	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IMMEUBLE DES IMPOTS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	128	128	0	7 100	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3253	CONSTRUCTION EQUIPEMEMENT DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / CABINET	339	339	0	2 000	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
3254	PROJET CONSTRUCTION HOTEL DEPARTEMENT ELEVAGE/ PECHE	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CABINET	169	169	0	2 000	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3255	CONSTRUCTION DELEGATIONS MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE / MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	73	73	0	220	300	300	0	150	150	0	0	0	0	0	
3260	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE SIKASSO	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION REG. PLAN. STAT. INFOR. AMEN POP. SIKASS	285	285	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3289	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT IMMEUBLE R+2 DFM/ARCHIVES/CADD DOMAINES	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / CABINET	475	475	0	2 000	650	650	0	650	650	0	0	0	0	0	
3294	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DNI/CPS INDUSTRIE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CABINET	135	135	0	1 700	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3296	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLES D'ARCHIVES DRH SECTEUR DEV ECOQ & DES FINANCES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	332	332	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3308	REHAB RENOVATION COUR CONSTITUTIONNELLE	COUR CONSTITUTIONNELLE / ADMINISTRATION COUR CONSTITUTIONNELLE	48	48	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	

SECTEUR	Infrastructures		SOUS-SECTEUR	Bâtiments et Equipement

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3313	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE CNREX BTP	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.	0	0	0	800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3321	CONSTRUCTION SIEGE DGR	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	2 500	1 000	1 000	0	500	500	0	0	0	0	0	
3322	CONSTRUCTION SIEGE CETRU	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / CELLULE TRAVAUX ROUTIERS D'URGENCE (CETRU)	0	0	0	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3332	PROJET DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DU PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	0	0	0	1 500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3340	ETUDES, SUIVI ET CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE MAISON DU HADJ A BAMAKO	MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3345	PROJET EXTENSION DES BUREAUX DU CNLCP	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CENTRE NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE CRIQUET PELERIN	0	0	0	350	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
3347	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CAISFF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CELLULE D'APPUI A L'INFORMAT. DES SERV. FISCAUX ET FIN. (CAISFF)	0	0	0	4 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3348	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE KAYES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	0	0	0	500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3357	EQUIPEMENT DES DIRECTIONS REGIONALES DE LA CULTE	MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3358	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSPECTION ENERGIE EAU	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	0	0	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3359	REHABILITATION/EQUIPEMENT ANEH	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / AGENCE NATIONALE D'EVALUATION DES HOPITAUX	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3360	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CITE ADMINISTRATIVE REGIONALE/ BOUGOUNI	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	0	0	0	2 000	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			35 558	34 282	-8	162 994	56 781	56 781	0	56 131	56 131	0	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*	*Urbanisme et Habitat*									
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIR. NAT. DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	217	217	0	650	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	285	285	0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMOUBOUGOU	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	1 398	1 398	0	7 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2420	ETUDE AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	380	380	0	1 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INSFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	270	270	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	400	400	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	

2923	ELIMINATION PREVENTION PESTICIDE OBSELETS	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3121	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DISTRICT DE BAMAKO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	1 425	1 425	0	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	

SECTEUR	Infrastructures						SOUS-SECTEUR	Urbanisme et Habitat								
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3228	RATTACHEMENT ET MISE A JOUR DES TITRES FONCIERS AU MALI	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	143	143	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3295	CONSTRUCTION/AMENAGEMENT DEPOTS DE RAMASSAGE DES ORDURES	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	190	190	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3328	VILLES DU MALI SANS BIDONS VILLES	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIR. NAT. DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	0	0	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			4 708	4 708	0	19 750	5 150	5 150	0	5 150	5 150	0	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Transport / Stockage*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	665	665	0	2 126	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	332	332	0	800	370	370	0	370	370	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			997	997	0	2 926	870	870	0	870	870	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			173 914	141 662	-15	565 733	157 780	157 780	0	135 901	135 901	0	0	19 229	10 359	8 870	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Emploi / Travail*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION NATIONALE DE L'EMPOI	114	114	0	250	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / CABINET	85	85	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2843	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET EMPLOIS DES JEUNES (PROCEJ)	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	370	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2844	APPUI FORMATION PROFESSIONNELLE INSERTION A L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES RURAUX	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	3 688	3 688	0	1 120	1 120	1 120	0	120	120	0	0	1 000	500	500	FIDA
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	144	144	0	450	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PFIP) MLI022	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	1 471	1 471	0	1 502	1 502	1 502	0	150	150	0	0	1 352	0	1 352	Lux-Dév

3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	608	608	0	2 300	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION NAT. PROTEC. SOC. & ECON. SOLID.	54	54	0	150	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Emploi / Travail*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3339	CONTRIBUTION INSERT PROF RENF RESILIENCE DES JEUNES EN MILIEU RURAL (REGION SIKASSO)	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / CABINET	0	0	0	1 100	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			6 534	6 164	-1	6 972	4 672	4 672	0	2 320	2 320	0	0	2 352	500	1 852	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*	*Education / Formation*								
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION	MINISTERE DU TRAVAIL DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	462	462	0	1 850	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE L'ENI	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	380	380	0	800	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2384	PROGRAMME TOKTEN	MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	101	101	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT LYCEES/IFP	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION NAT. ENSEIG. SEC. GL.	1 200	1 200	0	4 700	1 200	1 200	0	1 200	1 200	0	0	0	0	0	
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITARE SEGOU	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	380	380	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2613	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ISH	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	181	181	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2650	CONTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	300	300	0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2769	PROJET D'EQUIPEMENT ENETP	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	95	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Education / Formation*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2858	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	1 130	1 130	0	3 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	1 900	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	218	218	0	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	150	0	300	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2871	PROJET REHABILITATION ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / CABINET	100	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	143	143	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANCE BESOINS EDUCATIONS	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	150	0	300	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2973	APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	150	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3036	CONST/EQUIP SALLES DE CLASSE A L'ULSHB	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	238	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Education / Formation*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	216	216	0	620	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CONSERV. ARTS METIERS MULTI. BALLA FASSEKE K.	158	158	0	420	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	1 300	1 300	0	6 500	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
3111	FERME ECOLE MOFA	MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / CABINET	73	73	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3236	PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT AMPHIS ET SALLES DE CLASSE A L'USSGB	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	394	394	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3257	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE SIKASSO	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / EDUCATION DE BASE	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3261	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE TOMBOUCTOU	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / EDUCATION DE BASE	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3264	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE GAO	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / EDUCATION DE BASE	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3267	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE KIDAL	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / EDUCATION DE BASE	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Education / Formation*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3270	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE MOPTI	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / EDUCATION DE BASE	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3274	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE SEGOU	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / EDUCATION DE BASE	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3277	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE KOULIKORO	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / EDUCATION DE BASE	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3280	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE MENAKA	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / EDUCATION DE BASE	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3283	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE TAOUDENIT	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / CABINET	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3286	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE KAYES	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / EDUCATION DE BASE	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3291	PROJET CONSTRUCTION INSTITUT NATIONALE DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE A SEGOU	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / INSTITUT DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE	190	190	0	900	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	466	466	0	3 000	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	
3337	PROJET CONSTRUCTION INFRASTRUCTURES PEDAGOGIQUES IPR DE KATIBOUGOU	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / INSTIT. POLY. RURAL FORM. RECH. APPLIQ. K	0	0	0	2 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Education / Formation*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3338	PROJET ETUDES CONST EQUIPEMENT UNIVERSITES REGIONALES (SIKASSO, TOMBOUCTOU ET GAO)	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3350	CONSTRUCTION RESIDENCE UNIVERSITAIRE IPRIFRA KATIBOUGOU	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / INSTIT. POLY. RURAL FORM. RECH. APPLIQ. K	0	0	0	1 500	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3356	CONSTRUCTION DE 16 SALLES DE TD A LA FACULTE DE DROIT PRIVE	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / UNIVERSITE SCIENCES JURIDIQUES POLITIQUES BKO	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			13 075	10 742	-4	39 390	14 900	14 900	0	14 900	14 900	0	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Santé / Affaires sociales*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2061	REHABILATION EXTENSION IOTA	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)	200	200	0	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2064	APPUI GESTION POLITIQUE NATIONALE POPULATION	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / CABINET	188	188	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2212	REHABILATION EXTENSION HPG	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL DU POINT G.	310	310	0	500	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2214	REHABILATION EXTENSION. HGT	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL GABRIEL TOURE	300	300	0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2215	REHABILATION EXTENSION HOPITAL KATI	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL DE KATI	400	400	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2216	REHABILATION EXTENSION INRSP	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CABINET	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. ENFANT ET FAMILLE	71	71	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / CITE DES ENFANTS	178	178	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*		*SOUS-SECTEUR*	*Santé / Affaires sociales*

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAINE DES FEMMES	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	85	85	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	200	200	0	800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	270	270	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2719	PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	16 965	16 965	0	5 800	5 800	5 800	0	1 800	1 800	0	0	4 000	0	4 000	BM
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL DU MALI	2 000	2 000	0	2 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / CABINET	101	101	0	2 200	2 200	2 200	0	200	200	0	0	2 000	2 000	0	BM
2978	AMELIORATION PLATEAU TECHNIQUE DES HOPITAUX	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	3 000	3 000	0	18 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	
3005	REHABILITATION CENTRE D'AUTOPROMOTION DES FEMMES	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3006	MISE A NIVEAU LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	250	250	0	300	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Santé / Affaires sociales*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	7 000	7 000	0	35 500	10 000	10 000	0	10 000	10 000	0	0	0	0	0	
3159	REHABILITATION EXTENSION INSP	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CABINET	250	250	0	500	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3191	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KAYES	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES	200	200	0	750	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3192	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KOULIKORO	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CABINET	200	200	0	750	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3193	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL SIKASSO	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL DE SIKASSO	200	200	0	750	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3194	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL SEGOU	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU	200	200	0	750	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3195	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE MOPTI	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI	200	200	0	750	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3197	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE GAO	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL DE GAO	200	200	0	750	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3232	PROGRAMME NATIONAL REDUCTION PAUVRETE DANS LES 200 COMMUNES LES PLUS PAUVRES DU MALI	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION NAT. PROTEC. SOC. & ECON. SOLID.	183	183	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

SECTEUR	Ressources Humaines						SOUS-SECTEUR			Santé / Affaires sociales							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3246	Appui OBSERVATOIRE NATIONALE DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE (ONDD)	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / CABINET	178	178	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3258	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE SIKASSO	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION REGIONALE SANTE SIKASSO	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3262	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE TOMBOUCTOU	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION REGIONALE SANTE TOMBOUCTOU	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3265	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE GAO	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION REGIONALE SANTE GAO	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3268	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KIDAL	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION REGIONALE SANTE KIDAL	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3271	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE MOPTI	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION REGIONALE SANTE MOPTI	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3275	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE SEGOU	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION REGIONALE SANTE SEGOU	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3278	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KOULIKORO	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION REGIONALE SANTE KOULIKORO	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3281	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE MENAKA	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CABINET	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Santé / Affaires sociales*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3284	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE TAOUDENIT	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CABINET	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3287	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KAYES	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION REGIONALE SANTE KAYES	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3292	AMENAGEMENT EQUIPEMENT Centre National Appareillage Orthopedique du Mali (CNAOM)	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CABINET	270	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3333	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE CNOS	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CENTRE NATIONAL D'ODONTO STOMATOLOGIE	0	0	0	4 600	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3334	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DERMATOLOGIQUE DE BAMAKO	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL DE DERMATOLOGIE DE BAMAKO	0	0	0	1 200	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3335	CONSTRUCTION CENTRE REGIONAL APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE REEDUCATION FONCTIONNELLE - KAYES	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / HOPITAL DE DERMATOLOGIE DE BAMAKO	0	0	0	800	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3336	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN BUREAU R+3 DANS LA COUR DE LA DNPSES	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / DIRECTION NAT. PROTEC. SOC. & ECON. SOLID.	0	0	0	750	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			36 599	36 329	-1	91 400	32 100	32 100	0	26 100	26 100	0	0	6 000	2 000	4 000	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Culture / Art / Sport*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / CABINET	938	938	0	3 400	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA	143	143	0	470	470	470	0	470	470	0	0	0	0	0	
2360	RENOVATION DU STADE MODOBO KEITA (PHASE 2)	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / STADE MODIBO KEITA	169	169	0	1 400	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	231	231	0	2 500	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2816	REHABILITAION MUSE NATIONAL	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / MUSEE NATIONAL	230	230	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2896	SECURISATION DU CHAMP HIPPIQUE DE BAMAKO	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	194	194	0	1 200	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3054	AMENAGEMENT DES STADES CAN ET ANNEXES	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	89	89	0	250	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Culture / Art / Sport*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3196	PROJET AMENAGEMENT MEMORIAL MODIBO KEITA	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CABINET	77	77	0	300	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3249	PROJET DE REABILITATION DU STADE DU 26 MARS	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / STADE DE 26 MARS	665	665	0	6 000	6 000	6 000	0	6 000	6 000	0	0	0	0	0	
3250	REHABILITATION LYCEE SPORTIF DE KABALA	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / LYCEE SPORTIF	287	287	0	1 230	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3256	EQUIPEMENT MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CABINET	215	215	0	350	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
3341	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CICB	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO	0	0	0	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3342	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE ACTION CULTURELLE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / DIRECTION NAT. DE L'ACTION CULTURELLE	0	0	0	500	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			3 238	3 238	0	18 900	11 120	11 120	0	11 120	11 120	0	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*	*Information*								
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION / CABINET	117	117	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2866	PROJET CONNEXION COMMUNES/ ECOLES A INTERNET	MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION / AGENCE TECHNOLOGIES INFORMATION & COMMUNICATION	123	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3156	RENFORCEMENT INFRASTRUCRE ORTM/ NUMERISATION DES ARCHIVES DE L'ORTM	MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION / OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI	520	520	0	2 500	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
3326	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT SALLE INFORMATIQUE AGETIC	MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION / AGENCE TECHNOLOGIES INFORMATION & COMMUNICATION	0	0	0	750	800	800	0	400	400	0	0	0	0	0	
3327	SYSTEME D'INFORMATION STATISTITQUE DES VILLES (SISV)	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / OBSERVATOIRE NATIONAL DES VILLES	0	0	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			760	637	-1	4 200	1 950	1 950	0	1 550	1 550	0	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Administration / Plan et Finances*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT / COMMISSARIAT AU DVPT INSTITUTIONNEL	233	233	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	135	135	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	101	101	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ADMINISTRATION GENERALE	68	68	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	77	77	0	360	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	68	68	0	300	100	0	100	100	100	0	0	0	0	0	
2359	APPUI CPS SECTEUR JUSTICE	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	75	75	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	

2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPORTS COMMUNICATION	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES / APPUI CELLULE PLANIFICATION & STATISTIQUE	85	85	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Administration / Plan et Finances*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	51	51	0	360	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	75	75	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	120	120	0	360	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	101	101	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EMPL PROM INVEST PRI	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CABINET	95	95	0	420	140	140	0	140	140	0	0	0	0	0	
2425	RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MEA	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	109	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL / OBERVATOIRE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN & DURABLE (ODHD)	357	357	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	398	398	0	1 425	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	351	351	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	

SECTEUR	Ressources Humaines						SOUS-SECTEUR			Administration / Plan et Finances							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2531	PROGRAMME APPUI FINANCEMENT DES PME (PAF/PME)	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	36	36	0	150	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	101	101	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CELLULE TECHN. REFORME CADRE AFFAIRES	107	107	0	320	170	170	0	170	170	0	0	0	0	0	
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	128	128	0	380	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CSRP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	169	169	0	500	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2731	FONDS D'ETUDE PREPARTION DES PROJETS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	3 059	3 059	0	10 888	3 388	3 388	0	3 388	3 388	0	0	0	0	0	
2732	PROJET DE RECONSTRUCTION ET DE RELANCE ECONOMIQUE/IDA	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	101	110	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2824	APPUI CENTRE DE FORMATION EN STATISTIQUE/INSTAT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CENTRE FORMATION PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE	51	51	0	75	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Administration / Plan et Finances*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2825	APPUI INSTITUTIONNEL AU MPATP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / CABINET	284	284	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
2827	APPUI AU PROCESSUS MALI EMERGENT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	67	67	0	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DU BUDGET	94	94	0	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	359	359	0	1 475	525	525	0	525	525	0	0	0	0	0	
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	81	81	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM/ MEF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	61	61	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	242	242	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	81	81	0	285	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*		*SOUS-SECTEUR*	*Administration / Plan et Finances*

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	566	566	0	2 900	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 6	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	228	228	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
3027	MODERNISATION SGG	PRIMATURE / SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	105	105	0	450	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	95	95	0	420	140	140	0	140	140	0	0	0	0	0	
3120	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIQUE MALIENNE (PACEM)	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIE MALIENNE (PACEM)	2 641	2 641	0	2 713	1 739	0	1 739	200	200	0	0	1 539	0	1 539	BAD
3145	PROGRAMME DECENTALISATION ET BONNE GOUVERNANCE (MLI 023)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3163	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	73	73	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3165	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION / PREVIS. MACROECON	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	101	101	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3178	APPUI MISE EN OEUVRE CERCAP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	38	38	0	300	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Administration / Plan et Finances*							
			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3241	APPUI PROGRAMMATION SUIVI FDD	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	135	135	0	600	300	300	0	200	200	0	0	0	0	0	
3243	RENFORCEMENT CAPACITES DFM COMMUNICATION ECONOMIE NUMERIQUE	MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	106	106	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			11 808	11 708	-1	36 771	14 387	12 548	1 839	12 748	12 748	0	0	1 539	0	1 539	
TOTAL SECTEUR			72 014	68 818	-8	197 633	79 129	77 290	1 839	68 738	68 738	0	0	9 891	2 500	7 391	
TOTAL GENERAL			568 397	481 865	5 363	1 287 040	485 648	483 809	1 839	294 104	294 104	0	0	190 000	100 000	90 000	

Annexe 6 : Etat détaillé des projets par Ministère et par source de financement

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE*

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3114	CONSTRUCTION SIEGE DGSE	DIRECTION GENERALE DE LA SECURITE D'ETAT	3 500	3 500	0	6 500	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
2822	REHABILITATION BUREAUX/VILLAS D'HOTES PRESIDENCE	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	300	300	0	1 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3141	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU MUR DE CLOTURE DE LA PLATEFORME	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	300	300	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			4 100	4 100	0	7 850	2 750	2 750	0	2 750	2 750	0	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*PRIMATURE*

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3027	MODERNISATION SGG	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	105	105	0	450	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	129	129	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	129	129	0	483	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	DIRECTION GENERALE DU CONTENTIEUX DE L'ETAT	114	114	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3029	CONST/EQUIP. SIEGE AUTORITE PROTECTION DONNEES CARACTERE PERSONNEL	AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACT. PERSONNEL	39	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			516	477	-1	1 233	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	COUR CONSTITUTIONNELLE

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3308	REHAB RENOVATION COUR CONSTITUTIONNELLE	ADMINISTRATION COUR CONSTITUTIONNELLE	48	48	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			48	48	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*COUR SUPREME*

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/ CC	SECTION DES COMPTES	121	121	0	3 500	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			121	121	0	3 500	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL*

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2720	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CESC	SERVICES DU CONSEIL ECO. SOCIAL & CULTUREL	48	48	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			48	48	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE*

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/ RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	CABINET	1 114	1 114	0	7 800	2 300	2 300	0	2 300	2 300	0	0	0	0	0	
3030	PROJET CONS/EQUIP DFM DRH ET CPS SECTEUR COOP INTEGRATION	CABINET	136	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3157	ACQUISITION DE CHANCELLERIE DU MALI AU CAIRE	CABINET	135	135	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3332	PROJET DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DU PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	0	0	0	1 500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	101	101	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 486	1 350	-1	9 850	2 850	2 850	0	2 850	2 850	0	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE*

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3247	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE DGME CT CO-DEVELOPPEMENT TOKTEN	DELEGATION DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	255	255	0	450	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
2384	PROGRAMME TOKTEN	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	101	101	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	144	144	0	450	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			500	500	0	1 000	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3255	CONSTRUCTION DELEGATIONS MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	73	73	0	220	300	300	0	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			73	73	0	220	300	300	0	150	150	0	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2762	CONSTRUCTION GRANDE PRISON DE BAMAKO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	549	549	0	3 000	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	
2359	APPUI CPS SECTEUR JUSTICE	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	75	75	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3042	CONST EQUIP REHAB INFRASTRUCTURES INFJ Me DEMBA DIALLO	INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE	200	200	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			824	824	0	3 500	3 300	3 300	0	3 300	3 300	0	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE*

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3189	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE CLIMATIQUE AU MALI (HYDROMET)	CABINET	900	900	0	1 000	1 000	1 000	0	0	0	0	0	1 000	0	1 000	BM
TOTAL MINISTERE			900	900	0	1 000	1 000	1 000	0	0	0	0	0	1 000	0	1 000	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CSRP	CABINET	169	169	0	500	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2825	APPUI INSTITUTIONNEL AU MPATP	CABINET	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER	CABINET	81	81	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	CABINET	242	242	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	CABINET	81	81	0	285	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	CABINET	566	566	0	2 900	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 6	CABINET	228	228	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	CABINET	216	216	0	620	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	CABINET	95	95	0	420	140	140	0	140	140	0	0	0	0	0	
3165	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION / PREVIS. MACROECON	CABINET	101	101	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3175	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	CABINET	236	236	0	950	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3178	APPUI MISE EN OEUVRE CERCAP	CABINET	38	38	0	300	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3241	APPUI PROGRAMMATION SUIVI FDD	CABINET	135	135	0	600	300	300	0	200	200	0	0	0	0	0	
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	144	144	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	DIRECTION GENERALE DU BUDGET	94	94	0	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
3131	REHABILITATION EX HOTEL DES FINANCES	DIRECTION GENERALE DU BUDGET	98	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3240	CONSTRUCTION SIEGE DGB - DNPD	DIRECTION GENERALE DU BUDGET	247	247	0	5 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	DIRECTION GENERALE DES MARCHES PUBLICS ET DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC	210	210	0	1 050	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	DIRECTION NATIONALE CONTROLE FINANCIER	149	149	0	1 150	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	DIRECTION GENERALE DES DOUANES	950	950	0	1 250	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0	
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	379	379	0	1 500	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3106	CONSTRCTION/EQUIP. SIEGE PGT/RGD	DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	903	903	0	900	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
3163	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES	DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	73	73	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3252	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IMMEUBLE DES IMPOTS	DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	128	128	0	7 100	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	128	128	0	380	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2731	FONDS D'ETUDE PREPARTION DES PROJETS	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	3 059	3 059	0	10 888	3 388	3 388	0	3 388	3 388	0	0	0	0	0	
2827	APPUI AU PROCESSUS MALI EMERGENT	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	67	67	0	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	269	269	0	1 100	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	359	359	0	1 475	525	525	0	525	525	0	0	0	0	0	
3348	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE KAYES	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	0	0	0	500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3296	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLES D'ARCHIVES DRH SECTEUR DEV ECOQ & DES FINANCES	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	332	332	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
1949	ENTRETIEN IMMEUBLE HOTEL DU MEF ACI 2000	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	182	182	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	135	135	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2531	PROGRAMME APPUI FINANCEMENT DES PME (PAF/PME)	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	36	36	0	150	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	101	101	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2592	CONSTRUCTION HOTEL DES FINANCES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 626	1 626	0	10 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
2719	PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	16 965	16 965	0	5 800	5 800	5 800	0	1 800	1 800	0	0	4 000	0	4 000	BM
2732	PROJET DE RECONSTRUCTION ET DE RELANCE ECONOMIQUE/IDA	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	101	110	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2881	ACQUISITION TERRAIN CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DRB/DRCF DISTRICT	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	190	190	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	143	143	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	67	67	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM/ MEF	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	61	61	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3108	CONST/EQUIP.TRANSIT ADM ET BCS	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	380	380	0	600	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3260	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE SIKASSO	DIRECTION REG. PLAN. STAT. INFOR. AMEN POP. SIKASS	285	285	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3347	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CAISFF	CELLULE D'APPUI A L'INFORMAT. DES SERV. FISCAUX ET FIN. (CAISFF)	0	0	0	4 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3120	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIQUE MALIENNE (PACEM)	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIE MALIENNE (PACEM)	2 641	2 641	0	2 713	1 739	0	1 739	200	200	0	0	1 539	0	1 539	BAD
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE ONAP	OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS (ONAP)	430	430	0	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	398	398	0	1 425	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	351	351	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	1 036	1 036	0	1 700	1 700	1 700	0	1 700	1 700	0	0	0	0	0	
2824	APPUI CENTRE DE FORMATION EN STATISTIQUE/INSTAT	CENTRE FORMATION PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE	51	51	0	75	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	CENTRE FORMATION PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE	313	313	0	1 245	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			35 269	35 180	-1	76 066	28 967	27 228	1 739	23 328	23 328	0	0	5 539	0	5 539	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DU TRAVAIL DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2870	CONSTRUCTION REHABILITATION ANNEXE MTFPRE	DIRECTION NAT. DU TRAVAIL	365	365	0	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	462	462	0	1 850	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			827	827	0	2 250	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE*

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3111	FERME ECOLE MOFA	CABINET	73	73	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3158	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'ONEF	CABINET	202	202	0	2 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3253	CONSTRUCTION EQUIPEMEMENT DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	CABINET	339	339	0	2 000	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
3339	CONTRIBUTION INSERT PROF RENF RESILIENCE DES JEUNES EN MILIEU RURAL (REGION SIKASSO)	CABINET	0	0	0	1 100	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	DIRECTION NATIONALE DE L'EMPOI	114	114	0	250	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PFIP) MLI022	DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	1 471	1 471	0	1 502	1 502	1 502	0	150	150	0	0	1 352	0	1 352	Lux-Dév
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	608	608	0	2 300	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2843	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET EMPLOIS DES JEUNES (PROCEJ)	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	370	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2844	APPUI FORMATION PROFESSIONNELLE INSERTION A L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES RURAUX	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	3 688	3 688	0	1 120	1 120	1 120	0	120	120	0	0	1 000	500	500	FIDA
TOTAL MINISTERE			6 865	6 495	-1	10 572	5 772	5 772	0	3 420	3 420	0	0	2 352	500	1 852	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	COMMISSARIAT AU DVPT INSTITUTIONNEL	233	233	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			233	233	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — MINISTERE DE L'A — MINISTRATION TERRIT — ORIALE ET DE LA DECENTRALISAT — ON

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	CABINET	380	380	0	700	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	CABINET	285	285	0	500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	CABINET	665	665	0	1 900	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	CABINET	570	570	0	1 000	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	CABINET	570	570	0	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	CABINET	174	174	0	1 050	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	CABINET	1 805	1 805	0	4 400	1 900	1 900	0	1 900	1 900	0	0	0	0	0	
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	CABINET	722	722	0	2 060	760	760	0	760	760	0	0	0	0	0	
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	CABINET	1 425	1 425	0	3 250	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	CABINET	914	914	0	2 250	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3067	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NARA	CABINET	427	427	0	1 500	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3068	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE SAN	CABINET	427	427	0	1 500	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3069	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NIORO DU SAHEL	CABINET	632	632	0	1 500	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3071	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KITA	CABINET	427	427	0	1 500	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3073	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE DIOILA	CABINET	632	632	0	1 500	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3074	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE BOUGOUNI	CABINET	632	632	0	1 500	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3079	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KOUTIALA	CABINET	632	632	0	1 500	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3121	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DISTRICT DE BAMAKO	CABINET	1 425	1 425	0	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	CABINET	339	339	0	1 500	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CABINET	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CABINET	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3273	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE MOPTI	CABINET	687	687	0	2 060	760	760	0	760	760	0	0	0	0	0	
3360	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CITE ADMINISTRATIVE REGIONALE/ BOUGOUNI	CABINET	0	0	0	2 000	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRIORIALLES	DIRECTION GENERALE DES COLLECT. TERRITORIALES	224	224	0	2 100	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (INTERIEURE)	242	242	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	ADMINISTRATION GENERALE	68	68	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ADMINISTRATION GENERALE	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ADMINISTRATION GENERALE	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ADMINIST. GENERALE REG. DE MENAKA	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3145	PROGRAMME DECENTALISATION ET BONNE GOUVERNANCE (MLI 023)	ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	450	450	0	1 500	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION*

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	372	372	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO(CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	380	380	0	1 140	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
3303	PROJET AMELIORATION ACCES EAU POTABLE ASSAINISSEMENT REGION DE kOULIKORO	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIKORO	3 383	3 383	0	6 298	4 416	4 416	0	0	0	0	0	4 416	0	4 416	Belgique
TOTAL MINISTERE			22 237	22 237	0	64 968	27 321	27 321	0	22 905	22 905	0	0	4 416	0	4 416	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES*

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3340	ETUDES, SUIVI ET CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE MAISON DU HADJ A BAMAKO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3357	EQUIPEMENT DES DIRECTIONS REGIONALES DE LA CULTE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			0	0	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE*

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EMPL PROM INVEST PRI	CABINET	95	95	0	420	140	140	0	140	140	0	0	0	0	0	
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	CABINET	75	75	0	300	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	CABINET	109	109	0	350	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3160	PROJET D'APPUI A L'OPERATIONNALISATION DU PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT A L'EXPORTATION DE LA VIANDE DU MALI	CABINET	68	68	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3294	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DNI/CPS INDUSTRIE	CABINET	135	135	0	1 700	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2957	PROJET D'APPUI FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DE DETAIL	DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	220	220	0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	56	56	0	3 494	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3245	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAD-PME)	DIRECTION NATIONALE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	110	110	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2241	APPUI AU CADRE INTEGRE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	752	752	0	4 350	1 750	1 750	0	1 000	1 000	0	0	750	0	750	PNUD
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	DIRECTION GENERALE DU COMMERCE DE LA CONSOMMATION ET DE LA CONCURENCE	108	108	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	SECRET. PERMANENT LOI D'ORIENTATION SECTEUR PRIVE	101	101	0	400	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE*

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	CELLULE TECHN. REFORME CADRE AFFAIRES	107	107	0	320	170	170	0	170	170	0	0	0	0	0	
2619	APPUI AU CERFITEX	CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)	256	256	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS(API)	140	140	0	800	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	AGENCE MALIENNE DE METROLOGIE	97	97	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			2 429	2 429	0	15 184	4 710	4 710	0	3 960	3 960	0	0	750	0	750	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2871	PROJET REHABILITATION ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	CABINET	100	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3283	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE TAOUDENIT	CABINET	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT LYCEES/IFP	DIRECTION NAT. ENSEIG. SEC. GL.	1 200	1 200	0	4 700	1 200	1 200	0	1 200	1 200	0	0	0	0	0	
2650	CONTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	300	300	0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	150	0	300	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANCE BESOINS EDUCATIONS	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	150	0	300	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2973	APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	150	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3233	CONSTRUCTION NOUVEAUX BUREAUX DE LA DFM/MEN	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	250	250	0	2 200	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3280	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE MENAKA	EDUCATION DE BASE	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3264	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE GAO	EDUCATION DE BASE	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3277	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE KOULIKORO	EDUCATION DE BASE	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE*

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3257	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE SIKASSO	EDUCATION DE BASE	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3261	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE TOMBOUCTOU	EDUCATION DE BASE	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3267	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE KIDAL	EDUCATION DE BASE	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3270	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE MOPTI	EDUCATION DE BASE	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3274	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE SEGOU	EDUCATION DE BASE	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3286	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE KAYES	EDUCATION DE BASE	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	75	75	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			5 375	5 275	-1	17 650	5 650	5 650	0	5 650	5 650	0	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE*

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE L'ENI	CABINET	380	380	0	800	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITARE SEGOU	CABINET	380	380	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2769	PROJET D'EQUIPEMENT ENETP	CABINET	95	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2858	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	CABINET	1 130	1 130	0	3 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	CABINET	1 900	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	CABINET	218	218	0	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3036	CONST/EQUIP SALLES DE CLASSE A L'ULSHB	CABINET	238	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	CABINET	1 300	1 300	0	6 500	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
3234	PROJET D'EXTENSION DU SIEGE DU RECTORAT DE L'USSGB	CABINET	238	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3235	PROJET CONSTRUCTION CENTRE ADMINISTRATIF ET PÉDAGOGIQUE POUR LA FACULTÉ DES SCIENCES ADMINISTRATIVES ET POLITIQUES (FSAP)	CABINET	555	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3236	PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT AMPHIS ET SALLES DE CLASSE A L'USSGB	CABINET	394	394	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2613	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ISH	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	181	181	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3338	PROJET ETUDES CONST EQUIPEMENT UNIVERSITES REGIONALES (SIKASSO, TOMBOUCTOU ET GAO)	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3291	PROJET CONSTRUCTION INSTITUT NATIONALE DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE A SEGOU	INSTITUT DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE	190	190	0	900	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3337	PROJET CONSTRUCTION INFRASTRUCTURES PEDAGOGIQUES IPR DE KATIBOUGOU	INSTIT. POLY. RURAL FORM. RECH. APPLIQ. K	0	0	0	2 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3350	CONSTRUCTION RESIDENCE UNIVERSITAIRE IPRIFRA KATIBOUGOU	INSTIT. POLY. RURAL FORM. RECH. APPLIQ. K	0	0	0	1 500	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3356	CONSTRUCTION DE 16 SALLES DE TD A LA FACULTE DE DROIT PRIVE	UNIVERSITE SCIENCES JURIDIQUES POLITIQUES BKO	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			7 199	4 173	-5	17 300	7 200	7 200	0	7 200	7 200	0	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME*

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3196	PROJET AMENAGEMENT MEMORIAL MODIBO KEITA	CABINET	77	77	0	300	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3256	EQUIPEMENT MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	CABINET	215	215	0	350	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
3342	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE ACTION CULTURELLE	DIRECTION NAT. DE L'ACTION CULTURELLE	0	0	0	500	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	194	194	0	1 200	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	51	0	-1	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	DIRECTION NATIONALE DE L'ARTISANAT	339	339	0	350	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	68	68	0	300	100	0	100	100	100	0	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	PYRAMIDE DU SOUVENIR	0	0	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2841	EXTENSION/ AMENAGEMENT SIEGE APCMM	CHAMBRE DES METIERS	24	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	CONSERV. ARTS METIERS MULTI. BALLA FASSEKE K.	158	158	0	420	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3341	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CICB	CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO	0	0	0	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2816	REHABILITAION MUSE NATIONAL	MUSEE NATIONAL	230	230	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA	143	143	0	470	470	470	0	470	470	0	0	0	0	0	
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	CENTRE NAT. CINEMATOGRAPHIE DU MALI	0	0	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	266	266	0	750	550	550	0	550	550	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 765	1 690	-2	6 540	4 370	4 270	100	4 370	4 370	0	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	CABINET	938	938	0	3 400	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	231	231	0	2 500	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	131	131	0	1 200	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2896	SECURISATION DU CHAMP HIPPIQUE DE BAMAKO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3054	AMENAGEMENT DES STADES CAN ET ANNEXES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	89	89	0	250	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2360	RENOVATION DU STADE MODOBO KEITA (PHASE 2)	STADE MODIBO KEITA	169	169	0	1 400	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3249	PROJET DE REABILITATION DU STADE DU 26 MARS	STADE DE 26 MARS	665	665	0	6 000	6 000	6 000	0	6 000	6 000	0	0	0	0	0	
3250	REHABILITATION LYCEE SPORTIF DE KABALA	LYCEE SPORTIF	287	287	0	1 230	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			2 510	2 510	0	15 980	8 950	8 950	0	8 950	8 950	0	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL*

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2216	REHABILATION EXTENSION INRSP	CABINET	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3159	REHABILITATION EXTENSION INSP	CABINET	250	250	0	500	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3192	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KOULIKORO	CABINET	200	200	0	750	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3238	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/CEPRIS/DRH	CABINET	110	110	0	1 390	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3239	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ONAPUMA	CABINET	500	500	0	1 900	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3281	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE MENAKA	CABINET	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3284	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE TAOUDENIT	CABINET	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3292	AMENAGEMENT EQUIPEMENT Centre National Appareillage Orthopedique du Mali (CNAOM)	CABINET	270	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	DIRECTION NAT. PROTEC. SOC. & ECON. SOLID.	54	54	0	150	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3232	PROGRAMME NATIONAL REDUCTION PAUVRETE DANS LES 200 COMMUNES LES PLUS PAUVRES DU MALI	DIRECTION NAT. PROTEC. SOC. & ECON. SOLID.	183	183	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3336	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN BUREAU R+3 DANS LA COUR DE LA DNPSES	DIRECTION NAT. PROTEC. SOC. & ECON. SOLID.	0	0	0	750	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	270	270	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2978	AMELIORATION PLATEAU TECHNIQUE DES HOPITAUX	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	3 000	3 000	0	18 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	7 000	7 000	0	35 500	10 000	10 000	0	10 000	10 000	0	0	0	0	0	
3103	CONST/EQUIP. 6 CENTRES DE PAIEMENT PENSION DISTRICT BKO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3287	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KAYES	DIRECTION REGIONALE SANTE KAYES	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3278	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KOULIKORO	DIRECTION REGIONALE SANTE KOULIKORO	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3258	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE SIKASSO	DIRECTION REGIONALE SANTE SIKASSO	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3275	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE SEGOU	DIRECTION REGIONALE SANTE SEGOU	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3271	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE MOPTI	DIRECTION REGIONALE SANTE MOPTI	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3262	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE TOMBOUCTOU	DIRECTION REGIONALE SANTE TOMBOUCTOU	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3265	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE GAO	DIRECTION REGIONALE SANTE GAO	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3268	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KIDAL	DIRECTION REGIONALE SANTE KIDAL	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	120	120	0	360	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	
3359	REHABILITATION/EQUIPEMENT ANEH	AGENCE NATIONALE D'EVALUATION DES HOPITAUX	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2061	REHABILATION EXTENSION IOTA	INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)	200	200	0	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3197	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE GAO	HOPITAL DE GAO	200	200	0	750	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3195	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE MOPTI	HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI	200	200	0	750	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3194	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL SEGOU	HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU	200	200	0	750	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3193	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL SIKASSO	HOPITAL DE SIKASSO	200	200	0	750	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2215	REHABILATION EXTENSION HOPITAL KATI	HOPITAL DE KATI	400	400	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3191	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KAYES	HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES	200	200	0	750	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2212	REHABILATION EXTENSION HPG	HOPITAL DU POINT G.	310	310	0	500	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2214	REHABILATION EXTENSION. HGT	HOPITAL GABRIEL TOURE	300	300	0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3333	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE CNOS	CENTRE NATIONAL D'ODONTO STOMATOLOGIE	0	0	0	4 600	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	200	200	0	800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	HOPITAL DU MALI	2 000	2 000	0	2 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3006	MISE A NIVEAU LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	250	250	0	300	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3334	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DERMATOLOGIQUE DE BAMAKO	HOPITAL DE DERMATOLOGIE DE BAMAKO	0	0	0	1 200	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3335	CONSTRUCTION CENTRE REGIONAL APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE REEDUCATION FONCTIONNELLE - KAYES	HOPITAL DE DERMATOLOGIE DE BAMAKO	0	0	0	800	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	OBERVATOIRE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN & DURABLE (ODHD)	357	357	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			19 974	19 704	-1	86 750	24 720	24 720	0	24 720	24 720	0	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE*

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	CABINET	85	85	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3237	PROJET CONSTRUCTION SIEGE DFM/ CADD/ CELLULE BVG & GENRE/ PLATE FORME MULTI FONC	CABINET	174	174	0	1 275	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2433	PROGRAMME APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	85	85	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAINE DES FEMMES	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	85	85	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	70	70	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	DIRECTION NAT. PROMOT. ENFANT ET FAMILLE	71	71	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	107	107	0	300	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 244	1 244	0	843	793	793	0	100	100	0	0	693	693	0	BAD
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	142	142	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3005	REHABILITATION CENTRE D'AUTOPROMOTION DES FEMMES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	CITE DES ENFANTS	178	178	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			2 241	2 241	0	3 418	2 243	2 243	0	1 550	1 550	0	0	693	693	0	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES*

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3155	CONTRAT/PLAN ETAT COMANAV	CABINET	285	285	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	950	950	0	26 500	7 300	7 300	0	7 300	7 300	0	0	0	0	0	
1833	ENTRETIEN COURANT DES ROUTES	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	380	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	950	950	0	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	285	285	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	8 500	8 500	0	19 000	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	0	2 000	UE
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	4 500	4 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BID
2812	CONSTRUCTION 4EME PONT DE BAMAKO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	3 000	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2945	CONSTRUCTION 2EME PONT DE KAYES (600ML)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	2 375	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	475	475	0	5 433	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLONDIEBA FRE RCI	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	29 770	29 770	0	7 222	7 222	7 222	0	0	0	0	0	7 222	4 700	2 522	BAD

MINISTERE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3012	CONST/BITUMAGE DE LA ROUTE KAYES KENIEBA (250KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	6 555	6 555	0	1 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	3 800	3 800	0	9 600	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	3 230	3 230	0	4 000	4 000	4 000	0	4 000	4 000	0	0	0	0	0	
3017	CONST SECTION YANFOLILA KALANA FRONTIERE GUINEE(52KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3018	AMENAGEMENT DE LA BRETELE KATELE KADIOLO, 4 KM DE VOIRIES DANS LA LOCALITE DE KADIOLO ET 10 KM DE ROUTE DE TERRE DANS LE CERCLE DE KADIOLO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	6 982	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3020	AMENAGEMENT. 2X2 VOIES 3EME PONT. RN6. CONSTRUCT. ECHANG. REHAB. SECT TOUR AFRIQUE-YIRIMADIO- RN6	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	14 250	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3078	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE BKO KATI DIDIENI	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	14 250	14 250	0	26 141	15 000	15 000	0	15 000	15 000	0	0	0	0	0	
3099	AMENAG. TRAVERSEE VILLE DE SIKASSO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 425	1 425	0	4 690	4 690	4 690	0	4 690	4 690	0	0	0	0	0	
3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)-PHASE I	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	2 372	2 372	0	53 117	7 007	7 007	0	0	0	0	0	7 007	2 659	4 348	BAD
3190	CONSTRUCTION BUTIMAGE DE LA ROUTE KAYES-AOUROU-FR MAURITANIE	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	2 070	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3201	RECONSTRUCTION DE LA ROUTE SEVARE - GAO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	7 000	7 000	0	3 000	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	

3230	AMENAG SECTION SEVARE MOPTI RN6 AMENAGEMENT 10 KM VOIRIE DONT 5 KM DANS LA VILLE DE MOPTI ET 5 KM DANS LA VILLE DE SEVARE ET LA CONSTRUCTION DE LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE L'AEROPORT DE MOPTI AMBODEDJO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	4 657	4 657	0	4 000	3 500	3 500	0	500	500	0	0	3 000	3 000	0	BOAD

MINISTERE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3307	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES SANDARE	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	4 750	4 750	0	40 000	10 000	10 000	0	10 000	10 000	0	0	0	0	0	
3318	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE SADIOLA-SOUMALA	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	26 000	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	
3319	TRAVAUX CONST PENETRANTE - PHASE 2 ROUTE BAMAKO -SEGOU CARREFOUR WARABA TIATIO BAGUINEDA (16 KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	20 000	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
3320	TRONCON URBAIN RN 27 (BAMAKO-KOULIKORO) RONDPOINT GRAND HOTEL BOULKASSOUMBOUGOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	310	310	310	0	310	310	0	0	0	0	0	
3321	CONSTRUCTION SIEGE DGR	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	2 500	1 000	1 000	0	500	500	0	0	0	0	0	
3323	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DIEMA - SANDARE	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	26 100	1 100	1 100	0	1 100	1 100	0	0	0	0	0	
3324	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE TAMBAGAMANANTALI (92KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	16 000	5 000	5 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	
3325	FONDS ETUDES PROJETS ROUTIERS	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	2 000	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0	
3352	AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES DE LA SECTION SEGOU - SAN SUR 7 KM DE LA RN6	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	1 500	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3353	AMENAGEMENT VOIE ROUTE AEROPORT CITE UNIVERSITAIRE DE KABALA	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	10 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3354	CONTRUCTION/BITUMAGE KADIANA-FOUROU-KADIOLO 95 KM BRETELLE DOUMATENE MISSENI 50 KM	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	14 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3355	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DE LA ROUTE DIOÏLA-MASSIGUI-KOUALE-KEBILA	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	27 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	190	190	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	665	665	0	2 126	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	332	332	0	800	370	370	0	370	370	0	0	0	0	0	
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA DNTTMF	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	475	475	0	2 500	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
3231	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLE D'ARCHIVAGE DFM/MIE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	95	95	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3288	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KAYES	DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE KAYES	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3279	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KOULIKORO	DIRECTION REGIONALE DES ROUTES KOULIKORO	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3176	PROJET CONSTRUCTION VIADUC AMANAGEMENT 10 KM DE VOIERIES URBAINES DANS LA VILLE DE SIKASSO	DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE SIKASSO	1 919	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3259	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE SIKASSO	DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE SIKASSO	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3276	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE SEGOU	DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE SEGOU	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3272	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE MOPTI	DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE MOPTI	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3263	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE TOMBOUCTOU	DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE TOMBOUCTOU	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3266	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE GAO	DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE G A O	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3269	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KIDAL	DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE KIDAL	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3285	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE TAOUDENIT	DIRECTION REGIONALE DES ROUTES TAOUDENIT	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3282	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE MENAKA	DIRECTION REGIONALE DES ROUTES MENAKA	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3322	CONSTRUCTION SIEGE CETRU	CELLULE TRAVAUX ROUTIERS D'URGENCE (CETRU)	0	0	0	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPORTS COMMUNICATION	APPUI CELLULE PLANIFICATION & STATISTIQUE	85	85	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.	190	190	0	500	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3313	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE CNREX BTP	CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.	0	0	0	800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI	190	190	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3154	CONSTRUCTION EQUIPEMENT AGEROUTE	AGENCE D'EXECUTION DES TRAVAUX ROUTIERS (AGEROUTE)	190	190	0	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	1 850	1 850	0	6 500	2 500	2 500	0	2 500	2 500	0	0	0	0	0	
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	237	237	0	650	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			133 029	102 053	-7	382 239	96 049	96 049	0	74 320	74 320	0	0	19 229	10 359	8 870	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE*

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	328	328	0	1 350	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	CABINET	271	271	0	800	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2284	DRAGAGE/PROTECTION BERGES DE DIAFARABE	CABINET	469	469	0	1 300	650	650	0	650	650	0	0	0	0	0	
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	CABINET	77	77	0	360	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	
2420	ETUDE AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	CABINET	380	380	0	1 200	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
2425	RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MEA	CABINET	109	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INSFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	CABINET	270	270	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER	CABINET	803	803	0	1 200	900	900	0	300	300	0	0	600	0	600	Suède
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	CABINET	996	996	0	1 012	404	404	0	150	150	0	0	254	0	254	UE
2771	ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE LOCAL FENU	CABINET	196	61	-1	90	90	90	0	90	90	0	0	0	0	0	
2772	GESTION RESSOURCES NATURELLES CHANGEMENT CLIMATIQUES IDA	CABINET	34	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	CABINET	100	100	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2920	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE AEDD	CABINET	262	262	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2921	REHABILITATION ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT FLEUVE NIGER	CABINET	3 443	3 443	0	2 300	2 150	2 150	0	150	150	0	0	2 000	1 000	1 000	BM
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	CABINET	189	189	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3125	PROJET DE GESTION DES RISQUES CLIMATIQUES ET D'INONDATION AU MALI EN VUE DE PRESERVER DES VIES ET DES BIENS (PGRCI)	CABINET	600	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3149	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE ABFN	CABINET	292	292	0	1 100	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
719	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GESTION MASSIFS FORESTIERS MALI	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2509	APPUI SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER SIFOR	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	92	92	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3148	PROMOTION DES CHAINES DE VALEUR AGRICOLE (GEDEFOR III)	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	1 647	1 647	0	4 097	2 370	2 370	0	370	370	0	0	2 000	0	2 000	Suède
3151	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GEST MASSIFS FORESTIERS MALI	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	109	109	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3152	PROG REBOISEMENT INTENSIF RECONSTRUCTION ECOSYSTEMES FOREST MALI	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	169	169	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3226	CONSTRUCTION EXTENSION DNEF	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	359	359	0	8 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3227	PROJET GESTION COMM RESSOURCES NATURELLES RESTAURATION ECOS ELEPHANTS	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	1 179	1 179	0	2 142	841	841	0	150	150	0	0	691	0	691	FEM
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	285	285	0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMOUBOUGOU	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	1 398	1 398	0	7 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	400	400	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3150	CONSTRUCTION DU SIEGE DE LA DNACPN	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	405	405	0	1 000	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
3295	CONSTRUCTION/AMENAGEMENT DEPOTS DE RAMASSAGE DES ORDURES	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	190	190	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2192	PROJET REHABILITATION CENTRE FORMATION TABACORO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2261	PROGRAMME REGIONAL MASSIF FOUTA DJALLON	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	34	34	0	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
2923	ELIMINATION PREVENTION PESTICIDE OBSELETS	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			15 086	14 208	-4	39 901	15 325	15 325	0	9 780	9 780	0	0	5 545	1 000	4 545	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	6 941	6 941	0	18 000	6 000	6 000	0	6 000	6 000	0	0	0	0	0	
2131	ETUDE ARCHITECTURALE CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	68	68	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2 223	2 223	0	2 150	2 150	2 150	0	150	150	0	0	2 000	0	2 000	KfW
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2 035	2 035	0	2 400	2 400	2 400	0	300	300	0	0	2 100	0	2 100	Pays-Bas Suède
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	5 530	5 530	0	21 949	4 744	4 744	0	500	500	0	0	4 244	0	4 244	KfW
3082	PROG. SAOUDIEN DE FORAGES-PUITS ET DEVELOP. RURAL EN AFRIQUE PHASE 5	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	1 554	1 554	0	1 160	1 080	1 080	0	80	80	0	0	1 000	0	1 000	FSD
3132	PROJET APPUI CONNAISSANCE & SUIVI RESSOURCE EN EAU (PACS-RE)	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	1 927	1 927	0	3 724	1 947	1 947	0	100	100	0	0	1 847	0	1 847	KfW
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	CABINET	29 991	11 111	-1	13 600	12 800	12 800	0	800	800	0	0	12 000	12 000	0	BAD/BOAD/BEI
2869	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	CABINET	7 770	7 270	-0	1 460	1 460	1 460	0	560	560	0	0	900	900	0	BM
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	CABINET	214	214	0	900	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE/ CONSTRUCTION CENTRALE SOLAIRE	CABINET	2 185	2 185	0	10 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE)	CABINET	15 870	9 556	-0	15 164	4 000	4 000	0	0	0	0	0	4 000	4 000	0	AFD
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPMENT RURAL AU MALI	CABINET	3 957	3 957	0	12 690	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	2 000	0	BID
3181	PROJET AMELIORATION SECTEUR ELECTRICITE AU MALI	CABINET	9 969	9 969	0	2 000	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	0	2 000	BM
3182	PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU NIGER (PIDACC/BN)	CABINET	2 734	2 734	0	3 071	2 521	2 521	0	100	100	0	0	2 421	0	2 421	BAD FAT Fonds Vert Climat UE
3188	PROJET DE GOUVERNANCE DU SECTEUR DES MINES	CABINET	2 196	2 196	0	3 000	3 000	3 000	0	0	0	0	0	3 000	3 000	0	BM
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	CABINET	466	466	0	3 000	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	
3358	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSPECTION ENERGIE EAU	CABINET	0	0	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2496	EQUIPEMENT DU PDRM	DIRECTION NATIONALE GEOLOGIE & MINES	184	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	DIRECTION NATIONALE GEOLOGIE & MINES	730	730	0	900	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DEDOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	5 129	5 129	0	7 300	4 100	4 100	0	2 300	2 300	0	0	1 800	1 800	0	BOAD
2999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIKASSO BOUGOUNI BAMAKO	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	13 125	13 125	0	2 921	2 921	2 921	0	0	0	0	0	2 921	2 921	0	BID
3304	PROJET INTERCONNEXION ELECTRIQUE GUINEE-MALI (PIEGM)	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	10 714	5 714	-0	8 090	8 090	8 090	0	0	0	0	0	8 090	7 090	1 000	BAD

MINISTERE	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3305	PROJET REGIONAL ACCES ELECTRICITE (PRAE)	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	3 036	3 036	0	3 000	3 000	3 000	0	0	0	0	0	3 000	0	3 000	BM
3306	PROJET CENTRAL HYDROELECTRIQUE DE DJENNE	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	3 973	3 973	0	3 000	3 000	3 000	0	0	0	0	0	3 000	3 000	0	BAD BM
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	82	82	0	300	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	155	155	0	3 290	390	390	0	390	390	0	0	0	0	0	AFD
2954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS SECTEUR ENERGIE EAU	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	145	145	0	1 150	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	6 164	3 258	-0	6 807	3 607	3 607	0	200	200	0	0	3 407	3 407	0	Fonds Abou Dabi
2998	PROJET HYDRAULIQUE ASSAINISSEMENT MILIEU RURAL (BID- UEMOA)	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	68	68	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3162	PROGRAMME DAPPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (3 EME PHASE)	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2 234	2 234	0	3 963	2 050	2 050	0	50	50	0	0	2 000	0	2 000	UE
3331	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DURABLES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	0	0	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	51	51	0	360	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	
2228	PROMOTION DE NOUVELLES ZONES PETROLIERES	OFFICE NATIONAL DE LA RECHERCHE PETROLIERE	242	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3349	PROGRAMME DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PETROLIERE DU MALI PDRPM	OFFICE NATIONAL DE LA RECHERCHE PETROLIERE	0	0	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU*

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	APPUI CELLULES DE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	135	135	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX	292	292	0	950	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION	144	144	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	AUTORITE POUR AMENAG.DE TAOUSSA	4 507	4 507	0	26 500	12 500	12 500	0	2 500	2 500	0	0	10 000	10 000	0	AFD/BOAD/BID/FSD
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI	169	169	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3330	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE/ ENERGIE SOLAIRE PHASE 4	AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI	0	0	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			146 909	112 883	-4	188 149	91 530	91 530	0	19 800	19 800	0	0	71 730	50 118	21 612	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	CABINET	117	117	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	153	153	0	1 200	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3243	RENFORCEMENT CAPACITES DFM COMMUNICATION ECONOMIE NUMERIQUE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	106	106	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2926	CONTART PLAN ETAT ONP	CONTRAT PLAN ETAT / ONP (PROG.D'INVESTISS.)	219	219	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3156	RENFORCEMENT INFRASTRUCRE ORTM/ NUMERISATION DES ARCHIVES DE L'ORTM	OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI	520	520	0	2 500	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2866	PROJET CONNEXION COMMUNES/ ECOLES A INTERNET	AGENCE TECHNOLOGIES INFORMATION & COMMUNICATION	123	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3326	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT SALLE INFORMATIQUE AGETIC	AGENCE TECHNOLOGIES INFORMATION & COMMUNICATION	0	0	0	750	800	800	0	400	400	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 238	1 115	-1	6 250	2 500	2 500	0	2 100	2 100	0	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION*

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2064	APPUI GESTION POLITIQUE NATIONALE POPULATION	CABINET	188	188	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	CABINET	284	284	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	CABINET	1 261	1 261	0	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	CABINET	101	101	0	2 200	2 200	2 200	0	200	200	0	0	2 000	2 000	0	BM
3246	Appui OBSERVATOIRE NATIONALE DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE (ONDD)	CABINET	178	178	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3289	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT IMMEUBLE R+2 DFM/ARCHIVES/CADD DOMAINES	CABINET	475	475	0	2 000	650	650	0	650	650	0	0	0	0	0	
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	337	337	0	600	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	438	438	0	2 400	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	DIR. NAT. DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	217	217	0	650	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
3328	VILLES DU MALI SANS BIDONS VILLES	DIR. NAT. DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	0	0	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	2 423	2 423	0	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	
3229	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	97	97	0	1 000	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE. REGIONALES CADASTRE	DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	251	251	0	1 250	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
3153	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BUREAUX DOMAINES ET CADASTRES KATI	DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	135	135	0	1 200	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3228	RATTACHEMENT ET MISE A JOUR DES TITRES FONCIERS AU MALI	DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	143	143	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3329	CONFECTION D'UN CADASTRE EXPEDIE	DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3327	SYSTEME D'INFORMATION STATISTITQUE DES VILLES (SISV)	OBSERVATOIRE NATIONAL DES VILLES	0	0	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			6 728	6 728	0	37 700	15 100	15 100	0	13 100	13 100	0	0	2 000	2 000	0	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL*

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	CABINET	145	145	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	CABINET	321	321	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	CABINET	861	861	0	2 483	891	891	0	170	170	0	0	721	0	721	Norvège
2798	PROG. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES AU MALI (PDIRAAM)	CABINET	11 677	11 710	0	4 250	4 250	4 250	0	250	250	0	0	4 000	4 000	0	BID
2799	PROJET REGIONAL APPUI PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS)	CABINET	3 636	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2807	PROJ. RENFORC.SECU. ALIMENT. DVPT CULT IRRIG (PRESA-DCI)	CABINET	81	81	0	1 700	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2809	PROJ RENFORC. SECU. ALIMENT. NUTRIT REGION KOULIKORO (PRESAN-KL)	CABINET	71	71	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	CABINET	228	228	0	900	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	CABINET	97	97	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	CABINET	170	170	0	1 200	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	CABINET	0	0	0	1 036	1 036	1 036	0	1 036	1 036	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	CABINET	153	153	0	700	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	CABINET	32 985	32 985	0	27 985	27 985	27 985	0	27 985	27 985	0	0	0	0	0	
3043	OFFICE RIZ MOPTI	CABINET	378	378	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3112	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE D'IRRIGATION DANS LE SAHEL (PARIS)	CABINET	4 451	4 451	0	8 724	3 304	3 304	0	150	150	0	0	3 154	3 154	0	BM
3118	IPRODI PROGRAMME MALI NORD	CABINET	2 476	2 476	0	1 831	1 831	1 831	0	431	431	0	0	1 400	0	1 400	KfW
3138	PROJET APPUI DVPT ELEVAGE AU MALI (PADEL-M)	CABINET	7 157	7 157	0	26 100	5 300	5 300	0	350	350	0	0	4 950	0	4 950	BM
3144	PROJET D'EXTENSION DES AMENAGEMENTS DE LA PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL ET S.A	CABINET	0	5 398	5 398	4 500	2 800	2 800	0	300	300	0	0	2 500	0	2 500	Lux-Dév
3166	PROJET FINANCEMENT INCLUSIF DES FILIERES AGRICOLES(INCLUSIF) AU MALI	CABINET	6 829	6 829	0	23 010	13 588	13 588	0	250	250	0	0	13 338	4 294	9 044	Canada Danemark FIDA
3168	CONTRAT PLAN OFFICE DU NIGER	CABINET	4 437	4 437	0	16 500	5 500	5 500	0	5 500	5 500	0	0	0	0	0	
3169	CONSTRUCTION SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	CABINET	195	195	0	2 700	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3170	TRAVAUX AMENAGEMENT DE 250 HA DE LA PLAINE DE TOGOBERE	CABINET	586	586	0	1 400	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
3172	PROJET DE DEVELOPPMENT DURABLE DES EXPLOITANTS PASTORALES AU SAHEL MALI (PDDEPS-MALI)	CABINET	5 594	5 594	0	15 796	6 200	6 200	0	200	200	0	0	6 000	6 000	0	BID

MINISTERE	*MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL*

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3186	PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE ET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DANS LES PLAINES DU DELTA 2 (PDIR-PD2)	CABINET	890	890	0	760	760	760	0	0	0	0	0	760	0	760	BAD
3242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNGR ET DNA	CABINET	135	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3248	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES HORTICOLES (PDFH)	CABINET	558	558	0	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3254	PROJET CONSTRUCTION HOTEL DEPARTEMENT ELEVAGE/ PECHE	CABINET	169	169	0	2 000	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3302	PROJET APPUI TRANSFORMATION AGRO-ECOLOGIQUE ZONE COTONNIÈRE DU MALI : AGRECO CML 1430	CABINET	1 110	1 110	0	5 438	2 067	2 067	0	400	400	0	0	1 667	0	1 667	AFD
3344	PROJET MULTI ENERGIES RESILIENCE GEST° INTEGRE TERROIRS AU MALI (MERIT)	CABINET	0	0	0	700	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
1885	PROGRAMME DVPT INTEGRE ZONE ONDY/ MADINA DIASSA	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	56	56	0	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3083	PROJET APPUI AU RENFORCEMENT DE L'ELEVAGE ET DE L'ECONOMIE PASTORALE DANS LA REGION DE KOULIKORO	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	2 338	2 338	0	941	861	861	0	100	100	0	0	761	0	761	Belgique
3174	ETUDE DEVELOPPMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE AU MALI	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	140	140	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3343	PROJET REGIONAL DAPPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS II) - MALI	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	0	0	0	44 710	6 454	6 454	0	200	200	0	0	6 254	3 627	2 627	BM
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUACOLES	DIRECTION NATIONALE PECHE	64	64	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	

3137	PROJET APPUI FILIERE HALIEUTIQUE AU MALI	DIRECTION NATIONALE PECHE	973	973	0	3 635	2 410	2 410	0	0	0	0	0	2 410	0	2 410	UE

MINISTERE	*MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL*

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2684	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE KITA PHASE 2	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	1 154	1 291	0	140	140	140	0	140	140	0	0	0	0	0	BID
2916	PROGRAMME DE RENFORCEMENT RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	2 524	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2917	PROJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	9 217	587	-1	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	186	186	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3113	PROJET DEVELOPPEMENT FERME RIZICOLE SABE	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3127	PROJET D'APPUI A LA COMPETITIVITE AGRO-INDUSTRIELLLE AU MALI (PACAM)	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	3 611	3 611	0	2 297	691	691	0	100	100	0	0	2 197	2 197	0	BM
3134	PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	12 648	12 648	0	9 802	7 000	7 000	0	0	0	0	0	7 000	4 000	3 000	BM
3183	PROJET N'DEBOUGOU PHASE IV	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	2 245	2 245	0	18 365	5 245	5 245	0	0	0	0	0	5 245	0	5 245	KfW
3184	PROJET PRODUCTIVITE DE L'EAU A L'OFFICE DU NIGER (PRODEAU)	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	898	898	0	277	277	277	0	0	0	0	0	277	0	277	Pays-Bas
3185	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'OFFICE DU NIGER (PADON) PHASE II	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	470	470	0	1 151	471	471	0	0	0	0	0	471	0	471	AFD
3351	PROGRAMME D'APPUI AUX FILIERES AGROPASTORALES DE SIKASSO (PAFA)/MLI 026	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	1 137	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2480	PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION AU MALI	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	8 215	8 215	0	9 600	8 200	8 200	0	2 000	2 000	0	0	6 200	6 200	0	BAD

MINISTERE	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3130	PROJET AMENAGEMENT PROXIMITE RENFORCEMENT RESILIENCE COMMUNAUTES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PAPR2C3)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	99	99	0	2 400	850	850	0	850	850	0	0	0	0	0	
3133	PROJET APPUI IRRIGATION PROXIMITE (IPRO) GAO ET MENAKA	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	1 595	1 595	0	3 359	3 359	3 359	0	149	149	0	0	3 210	0	3 210	KfW
3298	PROJET IPRO IRRIGAR III COMPOSANTE SIKASSO	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	778	778	0	351	351	351	0	0	0	0	0	351	0	351	UE
3299	PROJET IPRO IRRIGAR III COMPOSANTE KOULIKORO	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	847	847	0	312	312	312	0	0	0	0	0	312	0	312	UE
3300	PROJET DÃ¢Â¿Â¿APPUI A LÃ¢Â¿Â¿INITIATIVE POUR LÃ¢Â¿Â¿IRRIGATION DANS LE SAHEL AU MALI (PAIS-MALI)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	768	768	0	593	593	593	0	0	0	0	0	593	0	593	ESPAGNE
3171	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DFM DRH MINISTERE AGRICULTURE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	400	400	0	899	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3173	PROJET APPUI CONTROLE SURVEILLANCE EPIZOOTIES	CENTRE NATIONAL APPUI SANTE ANIMALE	101	101	0	500	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3293	PROJET D'AMENAGEMENT ET DE MISE EN VALEUR DES PIV	DIRECTION REG. GENIE RURAL TOMBOUCTOU	190	190	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3345	PROJET EXTENSION DES BUREAUX DU CNLCP	CENTRE NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE CRIQUET PELERIN	0	0	0	350	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	101	101	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	304	304	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	CENTRE NAT. INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	222	222	0	1 000	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL*

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2765	PROJET AMELIORATION PRODUCTIVITE AGRICOLES SS EXPOIT AFR SUD SAHARIEN	POJ. AMEL. PRODTVITE AGR. SS. EXPOIT. AFR. SUD SAHARIEN	1 579	27	-1	40	40	40	0	40	40	0	0	0	0	0	
3164	OFFICE DEVELOPPEMNT PECHE ET AQUACULTURE DELTAT INTERIEUR DU NIGER	OFFICE DEVELOP. PECHE AQUACULTURE DELTA INTERIEUR DU NIGER	82	82	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2200	CONTRAT PLAN LABORATOIRE CENTRALE VETERINAIRE ETAT	LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE (LCV)	97	97	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3297	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA	485	485	0	7 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
3167	OFFICE RIZ SEGOU - CONTRAT PLAN	OFFICE RIZ SEGOU	277	277	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
3317	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE OFFICE RIZ MOPTI (PDI-ORM)	OFFICE RIZ MOPTI	0	0	0	10 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO	AGENCE DE GESTION MARCHE CENTRAL POISSON BAMAKO	175	175	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3346	PROJET AMENAGEMENT DES TERRES/ATI	AGENCE AMENAG. TERRE FOURNITURE EAU IRRIGATION	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
	PROJET EXTENSION AMENAGEMENTS PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL & S.A	OFFICE DU MOYEN BANI	4 378	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			143 744	127 320	5 391	283 935	127 716	127 716	0	55 551	55 551	0	0	73 771	33 472	40 299	

PTI 2022 - 2024

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2022
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE*

			Exécution du budget 2021			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR 2022				FINANCEMENT EXTERIEUR 2022			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2022 - 2024	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3139	LUTTE CONTRE INSECURITE ALIMENTAIRE ET MALNUTRITION	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	1 498	1 498	0	889	829	829	0	0	0	0	0	829	0	829	Belgique
3187	PROGRAMME DE SOUTIEN AU DISPOSITIF NATIONAL DE SECURITE ALIMENTAIRE (PRESA) PHASE I	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	876	876	0	388	388	388	0	100	100	0	0	288	0	288	Suisse
3251	PROJET BRIGADE VERTE POUR L'EMPLOI ET L'ENVIRONNEMENT Â» AU MALI	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	3 749	3 749	0	1 958	1 958	1 958	0	100	100	0	0	1 858	1 858	0	Italie
TOTAL MINISTERE			6 123	6 123	0	3 235	3 175	3 175	0	200	200	0	0	2 975	1 858	1 117	
ENSEMBLE MINISTERES			568 397	481 865	5 363	1 287 040	485 648	483 809	1 839	294 104	294 104	0	0	190 000	100 000	90 000	

DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE ET ECONOMIQUE PLURIANNUELLE (DPBEP)

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

==========

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

==========

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple - Un But - Une Foi

==========

DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE ET ECONOMIQUE PLURIANNUELLE

DPBEP 2022-2024

Septembre 2021

LISTE DES ABREVIATIONS

AICE	Application Intégrée de la Comptabilité de l'Etat
AMO	Assurance Maladie Obligatoire
APC	Approche Par Compétence
ASS	Afrique sub-saharienne
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BDM	Banque de Développement du Mali
BMS	Banque Malienne de Solidarité
BNDA	Banque Nationale de Développement Agricole
BSI :	Budget Spécial d'Investissement
CANAM	Caisse Nationale d'Assurance Maladie
CDMT :	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CEDEAO :	Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest
CMSS :	Caisse Malienne de Sécurité Sociale
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable au Mali
CSCOM	Centre de Santé Communautaire
CT	Collectivité Territoriale
CUT	Compte Unique du Trésor
DDR	Démobilisation, Désarmement et Réinsertion
DGABE :	Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat
DGB	Direction Générale du Budget
DGD :	Direction Générale des Douanes
DGDP :	Direction Générale de la Dette Publique
DGE :	Direction des Grandes Entreprises
DGI :	Direction Générale des Impôts
DME	Direction des Moyennes Entreprises
DND :	Direction Nationale des Domaines
DNTCP :	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DPBEP	Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle
EDM _SA	Energie du Mali-Société Anonyme
ELIM	Enquête Légère Intégrée auprès des Ménages
EMOP	Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages
EPH	Etablissement Public Hospitalier
FEC	Facilité Elargie de Crédit
FMI	Fonds Monétaire International
GFP	Gestion des Finances Publiques
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
INPS	Institut National de Prévoyance Sociale
LFI	Loi de Finances Initiale
LFR	Loi de Finances Rectificative

LOA	Loi d'Orientation Agricole
LOPM	Loi d'Orientation et de Programmation Militaire
LPSI	Loi de Programmation Relative à la Sécurité Intérieure
MOC	Mécanisme Opérationnel de Coordination
MPEF	Mémorandum de Politique Economique et Financière
N.C.A ou n.c.a	Non Classé Ailleurs
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
OCLEI	Office Central de Lutte Contre l'Enrichissement Illicite
ODHD/LCP	Observatoire du Développement Humain Durable/ Lutte Contre la Pauvreté
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
PAG	Plan d'Actions du Gouvernement
PEFA	Public Expenditure and Financial Accountability/ Dépenses Publiques et Responsabilité Financière
PIB	Produit Intérieur Brut
PIMA	« Public Investment Management Assessment », Evaluation de la gestion des investissements publics
PMA	Paquet Minimum d'Activités
PNISA	Programme National d'Investissement du Secteur Agricole
PNT	Politique Nationale de Transparence
PPP	Partenariat Public-Privé
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
PRED	Plan de Relance Durable
PREM/GFP	Plan de Réforme de la gestion des finances publiques au Mali
PTF	Partenaire Technique et Financier
SIGTAS	Standard Integrated Government Tax Administration System
SITFI	Système d'Information sur les Titres Fonciers et Immobiliers
SITMA	Système d'Information pour la Transparence au Mali
SNCI	Stratégie Nationale de Contrôle Interne
SNEC	Syndicat National de l'Education et de la Culture
SNESup	Syndicat National de l'Enseignement Supérieur
TBS	Taux Brut de Scolarisation
TI	Transparency International
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UNTM	Union Nationale des Travailleurs du Mali
VBG	Violences Basées sur le Genre
VIH/SIDA	Virus Immunodéficience Humaine/ Syndrome Immunodéficience Acquise

INTRODUCTION

1. L'actualisation du Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP 2022-2024) intervient dans un contexte particulier marqué entre autres par l'adoption du Plan d'Actions du Gouvernement de transition (PAG 2021-2022) et la persistance de la crise sanitaire liée au coronavirus « Covid-19 ».
2. En effet, suite aux évènements du 18 août 2020 qui ont conduit à la démission du Président de la République, le Mali est désormais gouverné par un pouvoir de transition pour une durée de 18 mois. Au mois de mai 2021, le changement intervenu à la tête de la transition a conduit à la mise en place d'un nouveau gouvernement dont le plan d'actions a été approuvé par le Conseil National de transition le 02 août 2021.
3. Quant à la pandémie de « Covid-19 », elle est survenue alors que le pays faisait déjà face à une situation difficile sur le plan social et sécuritaire. Elle est apparue dans le pays relativement tard : les premières infections ont été confirmées le 24 mars 2020 et depuis, de nouveaux cas sont découverts tous les jours. Du fait de la crise sanitaire avec ses conséquences négatives sur l'activité économique, le taux de croissance en 2020 est ressorti négatif à 1,2% imputable en grande partie au boycott de la culture du coton par les paysans suite à la chute des cours de cette matière première sur le marché mondial et en l'absence d'un incitatif garanti par le Gouvernement.
4. Par ailleurs, face à la pandémie, les autorités ont rapidement pris des mesures de riposte à travers un ensemble de mesures de soutien économique et social notamment dans les budgets 2020 et 2021. La baisse de l'activité économique occasionnée par la Covid-19 et les mesures prises par les pouvoirs publics ***(ex : mise en place d'un fonds spécial pour les familles les plus vulnérables, exonération de la TVA sur les factures d'eau et d'électricité, remise d'impôts aux entreprises privées impactées, exonérations accordées sur les importations de riz et de lait)*** vont continuer de peser lourdement sur le budget d'Etat et la balance des paiements, entraînant un accroissement des besoins de financement.
5. L'activité économique devrait amorcer une reprise à partir de 2021. En effet, le taux de croissance réelle du PIB estimé à -1,2% en 2020 devrait atteindre 4,6% en 2021. Cette tendance va se poursuivre en 2022-2024 dont le taux de croissance réelle devrait ressortir en moyenne à 5,3%.
6. La politique budgétaire viserait comme objectif principal le renforcement de la soutenabilité budgétaire en évitant de s'écarter durablement des critères de convergence de l'UEMOA et de la CEDEAO, bien que suspendus temporairement à cause de la crise de la « Covid-19 ». Il s'agira aussi d'être conforme avec les engagements pris dans le cadre du programme avec le FMI qui vise comme objectifs de préserver le cadre macroéconomique, de créer les conditions d'une croissance inclusive, vigoureuse et durable de manière à réduire la pauvreté, à stimuler la création de l'emploi en lien avec les objectifs du CREDD 2019-2023 qui est le référentiel de l'ensemble des politiques publiques du Mali.
7. Le présent DPBEP couvrant la période 2022-2024 s'appuie sur les orientations stratégiques définies dans le CREDD 2019-2023, complétées par les actions contenues dans le Plan d'Actions du Gouvernement adopté par le Conseil National de Transition le 02 août 2021.
8. A cet effet, les allocations budgétaires cibleront principalement :
    - le renforcement de la sécurité sur l'ensemble du territoire national ;
    - l'organisation des élections générales ;

- la redynamisation de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger ;
- le renforcement de la fourniture de services sociaux de base ;
- la refonte du système éducatif ;
- la lutte contre l'impunité et la corruption ;
- la promotion d'une saine gouvernance des ressources financières ;
- la réduction du train de vie de l'Etat ;
- la poursuite de la mise en œuvre des réformes politiques et institutionnelles notamment : (i) le parachèvement du processus de réorganisation territoriale, (ii) la réforme du système électoral, (iii) l'adoption d'une nouvelle constitution et (iv) la poursuite du chantier de la régionalisation,
- l'adoption d'un pacte de stabilité sociale qui permettra, entre autres d'engager le débat sur les grands enjeux sociétaux, le dialogue intercommunautaire, et créer les conditions favorisant le retour des déplacés et réfugiés.

9. Le document comporte quatre (04) parties, à savoir :
   - le contexte macroéconomique ;
   - la gestion des finances publiques ;
   - la mise en œuvre des stratégies nationales et sectorielles ;
   - la situation financière des organismes publics.

I. CONTEXTE MACROECONOMIQUE

1.1. Evolution récente de la situation macroéconomique

1.1.1 Situation macroéconomique internationale

10. L'économie mondiale a terminé l'année 2020 en récession avec un taux de croissance de -3,2% sous l'effet de la propagation de la maladie à coronavirus, après une croissance de 2,8% en 2019.
11. Elle devrait connaitre une croissance de 6,0 % en 2021, en raison d'une reprise plus vigoureuse que prévu en moyenne dans toutes les régions au deuxième semestre. Aussi, des mesures de soutien supplémentaires sont envisagées dans certaines grandes économies en vue d'une reprise de l'activité économique grâce à la disponibilité des vaccins. En effet, dans les pays avancés, surtout aux États-Unis, au Japon et certains pays de la zone euro, la situation économique devrait connaitre une amélioration en raison des mesures de soutien budgétaire supplémentaires.
12. Dans les pays avancés, le taux de croissance économique s'est contracté à -4,6% en 2020 contre 1,6% en 2019, avant de rebondir à 5,6% et 4,4 respectivement en 2021 et 2022. L'intervention énergique des pouvoirs publics et la disponibilité de vaccins devraient améliorer la confiance face à la maladie et accroître les niveaux de production au sein de ces pays.
13. Aux Etats-Unis, le taux de croissance est ressorti à -3,5%, après 2,2% en 2019. Il s'établirait à 7,0% en 2021 et baissera d'intensité en 2022 en se situant à 4,9%. Dans la Zone euro, l'activité économique a connu une baisse drastique de 6,5% en 2020, à la suite d'un fléchissement plus marqué qu'aux États-Unis. Un regain de croissance de 4,6% est prévu pour 2021 et qui sera porté à 4,3% en 2022. Au Royaume-Uni, le taux de croissance économique est ressorti à -9,8% contre 1,4% en 2019, mais il redeviendrait positif à 7,0% en 2021 et à 4,8% en 2022. Au Japon, le taux de croissance s'est établit à -4,7% en 2020, après une croissance nulle enregistrée en 2019, avant de remonter à 2,8% et 3% respectivement en 2021 et 2022.
14. Dans les pays émergents et les pays en développement, l'activité économique prise dans son ensemble a enregistré une contraction de 2,1 % en 2020, du fait du coup porté à l'activité économique par les perturbations dues à la pandémie de la Covid-19, contre 3,7% en 2019. En 2021 et 2022, le taux de croissance ressortirait respectivement à 6,3% et 5,2%.
15. En Chine, la croissance a ralenti en 2020 à 2,3% contre 6,0% en 2019, en partie grâce à des mesures de relance. Il est attendu une reprise plus vigoureuse de l'activité économique en Chine avec des taux de croissance de 8,1% et 5,7% en 2021 et 2022. Une contraction a été enregistrée en Inde avec un taux de croissance de -7,8% en 2020, après 4,0% en 2019, à l'issue d'une période de confinement plus longue et d'une reprise plus lente que ce qui avait été prévu. En 2021 et 2022, la croissance s'afficherait respectivement à 9,5% et 8,5%.
16. En Afrique subsaharienne, le taux de croissance économique s'est établi à -1,8% en 2020, après 3,2% en 2019. La production a chuté fortement dans les pays exportateurs de pétrole touchés par la faiblesse des cours. En 2021, la croissance rebondirait pour ressortir à 3,4% pour atteindre 4,1% en 2022. Au Nigeria, le taux de croissance économique est ressorti à -1,8% en 2020, sous l'effet conjugué de la pandémie et de la baisse des cours du pétrole avant de se situer à 2,5% et 2,6% respectivement en 2021 et 2022. En Afrique du Sud, l'activité économique s'est contractée de 7,0% environ en 2020 et devrait connaitre un rebond de 4% en 2021 qui va se ralentir en 2022 pour se situer à 2,2%.

17. La hausse des prix reste relativement modérée dans les pays avancés, soit 0,7% en 2020, 1,6% en 2021 et 1,7% en 2022. L'inflation se situe à des niveaux plus élevés dans les pays émergents et en développement en passant de 5,1% en 2020 à 4,9% et 4,4% respectivement en 2021 et 2022.

18.

Tableau 1 : Taux de croissance économique entre 2019 et 2022 (en %)

	2019	2020	2021 (p)	2022 (p)
Monde	**2,8**	**-3,2**	**6,0**	**4,9**
Pays avancés	**1,6**	**-4,6**	**5,6**	**4,4**
- *USA*	*2,2*	*-3,5*	*7,0*	*4,9*
- *Zone euro*	*1,3*	*-6,5*	*4,6*	*4,3*
- *Japon*	*0,0*	*-4,7*	*2,8*	*3,0*
Pays émergents et pays en développement	**3,7**	**-2,1**	**6,3**	**5,2**
- *Chine*	*6,0*	*2,3*	*8,1*	*5,7*
Afrique Subsaharienne	**3,2**	**-1,8**	**3,4**	**4,1**
- *Afrique du Sud*	*0,2*	*-7,0*	*4,0*	*2,2*
- *Nigéria*	*2,2*	*-1,8*	*2,5*	*2,6*
UEMOA	**5,7**	**1,1**	**5,2**	**6,6**

Source : FMI, Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne, d'avril 2021, PEM, Mis à jour, juillet 2021, (p= prévision)

19. En Afrique subsaharienne, après l'atténuation des pressions inflationnistes qui a fait ressortir le taux d'inflation à 10,8% en 2020, la tendance sera inversée avec une baisse de l'inflation d'environ un point de pourcentage chaque année sur la période 2021-2022.

Tableau 2 : Evolution des prix à la consommation en % 2020-2022

Zones	Prix à la consommation en %		
	2020	2021(p)	2022(p)
Monde	--	--	--
Pays avancés	0,7	1,6	1,7
Pays émergents et en développement	5,1	4,9	4,4
Afrique subsaharienne	10,8	9,8	7,8
UEMOA	2,2	1,9	1,9

Source : FMI, Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne, d'avril 2021, PEM, Mis à jour, juillet 2021, (p= prévision)

20. La zone UEMOA a été l'une des régions d'Afrique subsaharienne (ASS) dont l'activité économique reste vigoureuse, avec une inflation modérée. En dépit d'une détérioration des termes de l'échange et des défis sécuritaires dans certains pays membres, la croissance du PIB réel était jugée robuste jusqu'en 2019 avant de fléchir à 1,1% en 2020 sous l'effet de la crise sanitaire de la Covid-19. Il est attendu une reprise de la croissance économique en 2021 de l'ordre de 5,2% et qui devrait s'accélérer à 6,6% en 2022 dans l'hypothèse d'une évolution favorable de la crise sanitaire liée au coronavirus ainsi que de la situation sécuritaire au sein de la zone UEMOA.

Tableau 3 : Evolution de la situation macroéconomique des pays de l'UEMOA 2020- 2022

	Croissance réelle du PIB (%)			Inflation en %		
	2020	2021	2022	2020	2021	2022
UEMOA	1,1	5,2	6,6	2,2	1,9	1,9
Bénin	2,0	5,0	6,0	3,0	2,0	2,0
Burkina-Faso	0,8	4,3	5,2	1,9	2,7	2,6
Côte d'Ivoire	2,3	6,0	6,5	2,5	2,0	1,6
Guinée-Bissau	-2,4	3,0	4,0	1,5	2,0	2,0
Mali[1]	-1,2	4,6	5,3	0,5	1,5	2,0
Niger	1,2	6,9	12,8	2,8	0,4	2,0
Sénégal	0,8	5,2	6,0	2,5	2,0	1,7
Togo	0,7	3,5	4,5	1,8	2,0	2,0

***Source :** Rapport du FMI, perspectives économiques régionales : Afrique Subsaharienne, avril 2021*

1.1.2 Situation macroéconomique nationale 2019-2021

21. Malgré les multiples défis liés à l'environnement sécuritaire et jusqu'à l'apparition de la pandémie du coronavirus en mars 2020, l'économie malienne continuait de croitre de manière robuste dénotant ainsi sa résilience face aux chocs. La croissance économique qui a été estimée à 4,8% en 2019 s'est repliée en 2020 en grande partie sous l'effet de la crise sanitaire liée à la maladie à coronavirus. En 2021, il est attendu une reprise de l'activité avec un taux de croissance de 4,6%.
22. En 2019, la croissance a été portée essentiellement par le secteur primaire et le secteur tertiaire grâce, respectivement au dynamisme de l'agriculture d'exportation et de la branche transport et communication. Le secteur secondaire bien qu'ayant un taux de croissance plus faible a vu la production d'eau et d'électricité s'accroitre de plus de 10% grâce essentiellement aux fruits des investissements publics réalisés dans le domaine.
23. S'agissant de l'année 2020, le taux de croissance serait négatif (-1,2%) du fait notamment de la crise sanitaire avec ses conséquences négatives sur les principaux secteurs de production. En effet, le taux de croissance du secteur primaire ressortirait négatif à -4,8% imputable en grande partie au boycott de la culture du coton par les paysans en l'absence entre autres de subvention du gouvernement pour fournir les intrants et garantir un prix incitatif. Les secteurs secondaire et tertiaire bien qu'étant touchés par la crise connaitraient des taux de croissance de -0,1% et 1,4% respectivement.
24. La reprise attendue en 2021 serait davantage vigoureuse pour le secteur primaire avec 8% grâce notamment aux engagements pris par le Gouvernement et les acteurs du monde rural d'œuvrer pour la relance de la culture du coton. Les secteurs secondaire et tertiaire quant à eux connaitront une croissance modérée respective de 1,0% et 3,9%.
25. L'inflation reste maitrisée sur la période 2019-2021 en raison, principalement, de la bonne tenue des campagnes agricoles et des mesures de soutien du Gouvernement pour contenir les prix.
26. Le solde du compte courant (dons inclus) de la balance des paiements, bien qu'étant déficitaire s'est amélioré entre 2019 et 2021 en se situant respectivement à 4,8% ; 1,9% et 2% du PIB. Le déficit du

[1] Autorités maliennes, *FMI, 2021.*

compte courant devrait continuer d'être financé en partie par des entrées nettes de capitaux, principalement sous forme d'aide extérieure et d'investissements directs étrangers.

27. Grâce aux mesures de soutien de la BCEAO à l'économie en réponse à la crise sanitaire liée au coronavirus, la masse monétaire a crû de 9% en 2019 et 15% en 2020. Elle devrait continuer de croitre, mais à un rythme moindre en 2021 de 5,6% sous l'impulsion du crédit à l'Etat.
28. En matière de gestion des finances publiques, la politique budgétaire a été expansionniste sur la période 2019-2020 du fait du financement des actions de riposte contre la maladie du coronavirus d'une part, et de l'incidence financière des dépenses militaires et de sécurité ainsi que celle liée aux revendications des partenaires syndicaux et sociaux. L'ajustement budgétaire devrait commencer à partir de 2021 à condition que les effets de la crise sanitaire s'estompent.
29. Entre 2019 et 2021, les recettes fiscales évoluent en dents de scie et se situent en moyenne à 14,7% du PIB tandis que les dépenses totales progressent sous l'effet des crises sanitaire et sécuritaire avec en moyenne un ratio de 22,8% du PIB sur la même période. Il en résulte un déficit budgétaire (dons inclus) établi à 1,7% en 2019 contre 5,5% en 2020. En 2021, à la faveur d'une modification de la loi de finances en vue de prendre en charge des dépenses supplémentaires d'urgences, le déficit a été légèrement revue à la hausse pour se situer à 5,6% du PIB.
30. En matière de politique d'endettement, le Mali reste dans la catégorie des pays dont le risque de surendettement reste modéré. Sur la période 2019-2021, l'encours de la dette publique rapporté au PIB reste en deçà de la norme communautaire de l'UEMOA fixée à 70%.

1.2. Projections macroéconomiques 2022-2024

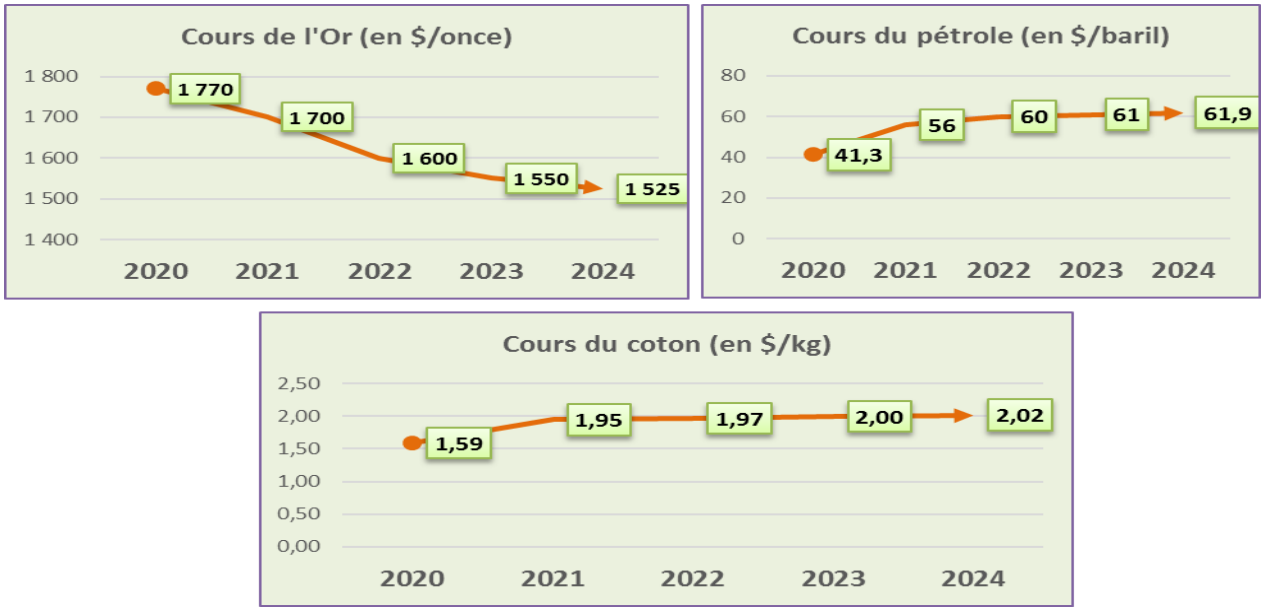
1.2.1. Hypothèses du cadrage macroéconomique

31. Le cadrage macroéconomique sur lequel sont bâties les projections budgétaires 2022-2024 repose sur les hypothèses d'évolution à la fois de l'environnement économique international et national.

a. Hypothèses sur l'environnement économique international

32. Les hypothèses sur l'environnement économique international portent sur l'évolution des cours des principales matières premières ayant une incidence sur la position extérieure du pays à savoir l'or, le pétrole et le coton. Selon les prévisions de la Banque Mondiale (avril 2021), les cours des matières premières, tels que le pétrole et le coton, seront globalement orientés vers la hausse entre 2021-2024.

Figure 1 : Quelques hypothèses macroéconomiques sur l'environnement international



Source : *Banque Mondiale, avril 2021 (World Bank Commodities Price Forecast).*

33. Le cours du coton, après avoir enregistré une hausse significative en 2021 par rapport à 2020, serait une nouvelle fois orienté à la hausse mais avec un rythme modéré entre 2022 et 2024. En effet, de 1,59 dollar le kg en 2021, il devrait se situer à 1,97 dollar le kg en 2022, ensuite 2 dollars en 2023 puis 2,02 dollars en 2024.

34. Pour le pétrole, son cours a chuté jusqu'à 41 $/baril en 2020 et remonterait progressivement pour atteindre environ 62 $/baril en 2024.

35. Après un niveau record de 1770 dollars l'once en 2020, le cours de l'or devrait progressivement se détériorer en passant de 1700 dollars l'once en 2021 à 1525 dollars l'once en 2024.

b. Hypothèses sur l'environnement économique national

36. Les hypothèses spécifiques sur l'environnement économique national tiennent compte des efforts du Gouvernement de transition appuyé par ses partenaires notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route de la transition. Les priorités de cette feuille de route portent notamment sur les domaines suivants :

- le renforcement de la sécurité sur l'ensemble du territoire national ;
- l'organisation des élections générales ;
- la redynamisation de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger ;
- l'opérationnalisation des mécanismes de suivi de la mise en œuvre des recommandations du Dialogue national inclusif ;
- le renforcement de la fourniture de services sociaux de base ;
- la refonte du système éducatif ;
- la lutte contre l'impunité et la corruption ;
- la promotion d'une saine gouvernance des ressources financières ;
- la réduction du train de vie de l'Etat ;

- la poursuite de la mise en œuvre des réformes politiques et institutionnelles notamment : (i) le parachèvement du processus de réorganisation territoriale, (ii) la réforme du système électoral, l'adoption d'une nouvelle constitution et (iv) la poursuite du chantier de la régionalisation,
- l'adoption d'un pacte de stabilité sociale qui permettra, entre autres d'engager le débat sur les grands enjeux sociétaux, le dialogue intercommunautaire, et créer les conditions favorisant le retour des déplacés et réfugiés.

1.2.2. Hypothèses macroéconomiques du cadrage budgétaire 2022-2024

a) Secteur réel

37. Après une récession de l'activité économique en 2020 avec un taux de croissance de -1,2%, l'économie malienne rebondirait sur la période 2021-2024 avec une croissance réelle du PIB qui se situerait en moyenne à 5,1%.

Tableau 4 : Hypothèses macroéconomiques du cadrage budgétaire 2021-2024

Libellés	2021	2022	2023	2024	Moyenne 2022-2024
PIB nominal (Mds FCFA)	**10777,9**	**11580,7**	**12432,7**	**13252,1**	**12 010,9**
Taux croissance PIB réel	4,6%	5,2%	5,5%	5,0%	**5,2%**
Taux d'inflation	1,5%	2,0%	2,0%	2,0%	**2,0%**

Source : ***INSTAT-Mali****, mai 2021, FMI (MPEF, juin 2021)*

38. Sur la période 2022-2024, la croissance économique serait soutenue dans tous les secteurs d'activités. En effet, le secteur primaire enregistrerait une croissance moyenne de 5,0 % sur la période 2022-2024 contre 8,0% attendue en 2021. La production dans le primaire serait tirée par l'agriculture vivrière, l'agriculture d'exportation et les activités extractives.
39. S'agissant du secteur secondaire, sa croissance s'établirait en moyenne à 5,3% entre 2022-2024 contre une prévision de 1% en 2021. La croissance dans ce secteur serait soutenue par la production de l'électricité-eau, les Industries agroalimentaires, les textiles et la branche construction.
40. Quant au secteur tertiaire, sa croissance serait en moyenne au même rythme que le taux de croissance réel du secondaire, soit 5,3% sur la période du cadrage contre seulement 3,9% attendue en 2021. Les branches motrices de la croissance dans le tertiaire seraient, entre autres, le commerce, les transports et télécommunications, les activités financières et les activités des administrations publiques.
41. L'inflation ressortirait en deçà de la norme communautaire de l'UEMOA, soit en moyenne 2,0 % sur la période 2022-2024.

Tableau 5 : Evolution du taux de croissance du PIB par secteur 2021-2024

Secteurs	2021	2022	2023	2024	Moyenne 2022-2024
Secteur primaire	8,0%	5,6%	5,0%	4,5%	5,0%
Secteur secondaire	1,0%	5,4%	6,1%	4,3%	5,3%
Secteur tertiaire	3,9%	5,0%	5,6%	5,5%	5,3%

Source : *INSTAT-Mali, mai 2021*

b) Les échanges extérieurs

Compte des transactions courantes

42. Au niveau de la balance courante, le solde passerait de -315,7 milliards de FCFA en 2022 à -169,7 milliards de FCFA en 2024 soit une moyenne de -200,4 milliards de FCFA sur la période 2022-2024 contre -304,8 milliards de FCFA en 2021. Il représente en moyenne -1,7% du PIB sur la période de cadrage.

43. En effet, le solde commercial devrait s'améliorer en passant de 2,8 milliards de FCFA en 2022 à 185,3 milliards de FCFA en 2024.

44. Quant aux exportations, elles enregistreraient un montant total de 2 324 milliards de FCFA en 2022 et 2 582,8 milliards de FCFA en 2024, soit une moyenne de 2 487,0 milliards de FCFA entre 2022 et 2024 contre 2 297,9 milliards de FCFA en 2021. Elles augmenteraient de 258,6 milliards de FCFA sur la période 2022-2024, correspondant à un taux de progression de 11,1%.

45. Les revenus nets sont attendus en moyenne à -408,1 milliards de FCFA sur la période 2022-2024 contre -404,2 milliards de FCFA en 2021. Quant aux transferts courants, ils ont augmenté de 19,4 milliards de FCFA des flux nets entre 2022-2024, soit une hausse de 2,4%.

46. Quant aux flux nets publics, ils augmenteraient de 10,2 milliards de FCFA sur la période de cadrage, correspondant un taux d'évolution de 2,4%.

Compte de capital et d'opérations financières

47. Le solde du compte de capital et d'opérations financières pris ensemble, s'établirait à -276,8 milliards de FCFA en 2024 contre -370,7 milliards de FCFA en 2022.

48. Compte tenu de ces évolutions, le solde global de la balance des paiements passerait de 210 milliards de FCFA en 2022 à 235,2 milliards de FCFA en 2024 soit en moyenne 277,6 milliards de FCFA sur la période 2022-2024.

c) La monnaie et le crédit

Avoirs extérieurs nets

49. En 2024, les actifs extérieurs nets devraient ressortir à 1 856,9 milliards de FCFA contre 1 469,4 milliards de FCFA en 2022, soit une hausse de 387,5 milliards de FCFA. Cette évolution serait imputable au renforcement de la position créditrice extérieure de la BCEAO, au regard de la mobilisation attendue des ressources extérieures et des efforts dans le rapatriement des recettes d'exportation.

Crédit intérieur

50. Le crédit intérieur passerait de 4 249,6 milliards de FCFA en 2022 à 4 675,4 milliards de FCFA en 2024, soit une hausse de 426,0 milliards de FCFA sur la période du cadrage, correspondant à un taux de progression de 9,1%. Cette hausse est imputable à l'accroissement des créances sur l'économie et des créances nettes sur l'Etat ou PNG.

Position Nette du Gouvernement « PNG »

51. Les créances nettes sur l'Etat afficheraient une progression de 276,0 milliards de FCFA entre 2022 et 2024, passant de 1 141,5 milliards de FCFA en 2022 à 1 417,5 milliards de FCFA en 2024. Cette évolution résulterait essentiellement d'un accroissement du crédit à l'Etat, au regard du besoin de financement

consécutif à la réalisation d'infrastructures, au relèvement du défi sécuritaire et l'opérationnalisation des nouvelles régions à moyen terme, etc.

Crédits à l'économie

52. Les crédits à l'économie se caractériseraient par une augmentation de 150,0 milliards de FCFA en s'établissant à 3 257,9 milliards de FCFA en 2024 contre 3 107,9 milliards de FCFA en 2022. Ces crédits seraient essentiellement octroyés à des opérateurs exerçant dans les secteurs de l'agriculture, des télécommunications, de l'industrie, des mines et du commerce général en vue de soutenir l'activité économique.

Masse monétaire

53. En contrepartie de ces évolutions, la masse monétaire ressortirait en hausse de 813,5 milliards de FCFA en passant de 5 122,0 milliards de FCFA en 2022 à 5 935,5 milliards de FCFA. Cet accroissement de la liquidité globale se traduirait à la fois par une hausse des dépôts en banques et de la circulation fiduciaire qui afficheraient respectivement de 1 094 milliards de FCFA et de 4 705,9 milliards de FCFA en moyenne sur la période 2022-2024.

1.2.3. Objectifs de la politique budgétaire

54. Le Gouvernement entend poursuivre la mise en œuvre d'une politique budgétaire plus soutenable et propice à une croissance économique solide en s'inscrivant toujours dans la perspective de respecter à moyen terme les critères de convergence communautaire de l'UEMOA et de la CEDEAO.

55. La politique budgétaire viserait à maintenir un solde budgétaire global compatible avec la viabilité de la dette publique au Mali. Sur la période 2022-2024, le solde budgétaire global (dons inclus) serait orienté à la baisse après s'être détérioré en 2020-2021 suite à la crise sanitaire liée au coronavirus ou « Covid-19 ». En effet, le déficit global (dons inclus) s'établirait respectivement à 4,7% et 3,5% en 2022 et 2023 avant de revenir à 3,0 % du PIB à l'horizon 2024 contre 5,6% dans le budget rectifié de 2021.

56. Outre les conséquences laissées par la crise sanitaire, ces niveaux de déficit s'expliqueraient entre autres par la prise en charge de certains engagements du Gouvernement relatifs à (i) l'incidence de la mise en œuvre du procès-verbal de conciliation signé avec les partenaires sociaux ; (ii) l'opérationnalisation des nouveaux services publics issus des nouvelles régions ; (iii) le renforcement de la défense et de la sécurité ; (iv) le renforcement du système judiciaire ; (vi) l'amélioration de la déconcentration et de la décentralisation budgétaire ; (vii) le maintien des efforts budgétaires en faveur de l'agriculture et de l'investissement ; (viii) le renforcement des dépenses sociales et de développement prioritaire.

57. Durant la période du cadrage, le Gouvernement poursuivra ses efforts de mobilisation accrue des recettes intérieures à travers le renforcement des mesures qui étaient déjà en cours dans le cadre du Programme Economique et Financier avec le FMI. Il est attendu un objectif de mobilisation des recettes fiscales d'au moins 0,5 point de pourcentage du PIB par an entre 2022 et 2024.

Tableau 6: Projection de quelques agrégats budgétaires 2021-2024

Libellés	2021 LFR	2022 LFI	2023 Proj.	2024 Proj	Moyenne 2022-2024
Solde global dons inclus (%PIB)	-5,6%	-4,7%	-3,5%	-3,0%	**-3,7%**
Solde global dons exclus (%PIB)	-7,7%	-5,5%	-5,2%	-4,5%	**-5,1%**
Solde budgétaire de base (%PIB)	-4,6%	-3,9%	-2,6%	-1,9%	**-2,8%**
Taux de pression fiscale (en % du PIB)	15,1%	15,5%	16,3%	16,8%	**16,2%**
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	46,5%	47,0%	45,2%	44,0%	**45,4%**

Source : *DGB, 2021*

58. Les objectifs budgétaires ci-dessus seront sous-tendus à moyen terme par les activités prévues dans le cadre de la mise en œuvre des Réformes de la Gestion des Finances Publiques au Mali qui visent à améliorer la préparation et l'exécution budgétaire ainsi que l'efficacité des finances publiques.

59. Il s'agira notamment de poursuivre les réformes dans le cadre de la rationalisation des exonérations et l'amélioration du cadre institutionnel, législatif et réglementaire à la mise en œuvre des différents textes (mines, investissements, impôts, douanes, pétrolier, loi sur la promotion immobilière, etc.). Le Gouvernement continuera également à améliorer la gestion des finances publiques, en particulier en remédiant aux faiblesses mises en lumière par les évaluations PEFA 2016, et les missions d'assistance technique du FMI (PIMA, risques budgétaires, mise en œuvre des AE-CP).

1.2.4. Orientations prioritaires de la politique budgétaire

60. Les orientations pour l'allocation budgétaire cibleront les priorités du Gouvernement retenues dans le CREDD 2019-2023 ainsi que les actions du Plan d'Actions du Gouvernement de Transition (PAG 2021-2022).

61. Pour rappel, le PAG 2021-2022 de la Transition comporte quatre (04) axes d'intervention assortis d'objectifs et d'actions à mener entre 2021 et 2022 conformément à la feuille de route. Les quatre principaux axes sont les suivants : **(i)** le renforcement de la sécurité sur l'ensemble du territoire national ; **(ii)** les réformes politiques et institutionnelles ; **(iii)** l'organisation des élections générales et **(iv)** la promotion de la bonne gouvernance et l'adoption d'un pacte de stabilité sociale.

62. Quant au CREDD 2019-2023 qui constitue le cadre de référence des politiques et stratégies de développement national, il vise principalement à trouver une réponse pertinente et proactive aux problématiques de développement. Il s'agira particulièrement : (i) de combler le déficit de gouvernance, (ii) d'assurer la paix et la sécurité et de restaurer le bon climat de vivre ensemble qui a toujours caractérisé la société malienne, (iii) de créer les conditions d'une transformation structurelle de l'économie et d'une croissance forte et inclusive, (iv) de mieux protéger l'environnement et de renforcer la résilience au changement climatique, (v) de mieux valoriser le capital humain et ainsi capter le dividende démographique.

II. GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

2.1 Revue budgétaire 2018-2020

63. Les effets négatifs de la crise sécuritaire combinés à ceux de la crise sanitaire liée au coronavirus ont marqué la politique budgétaire entre 2018 et 2020 comme en témoigne l'évolution des soldes budgétaires. En effet, excepté l'année 2019 où le solde est ressorti nettement en dessous de la norme de l'UEMOA, la tendance générale observée est plutôt une détérioration du déficit budgétaire (dons inclus), soit en moyenne 4%.

64. Ce niveau de déficit est consécutif à une difficulté de mobilisation des recettes fiscales, le taux de pression fiscale en réalisation étant en moyenne inférieur d'environ 1,3 point de pourcentage par rapport à la prévision. Aussi, il convient de noter une augmentation exceptionnelle des dépenses salariales sur la période 2018-2020. Alors qu'elles n'avaient jamais excédé auparavant 35% des recettes fiscales, ces dépenses se sont établies en moyenne à 39,8% des recettes fiscales entre 2018-2020. La gestion prudente des dépenses a permis de contenir les dépenses totales qui se sont situées autour de 21% du PIB alors qu'elles étaient prévues à plus de 24%.

Tableau 7 : Evolution des soldes budgétaires 2018-2020

Libellés	2018		2019		2020		Moyenne 2018-2020	
	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév	Réal.	Prév.	Réal.
Solde global dons inclus, (%PIB)	-3,3	-4,7	-2,5	-1,7	-6,2	-5,5	**-4,0**	**-4,0**
Solde global dons exclus, (%PIB)	-4,5	-6,0	-4,8	-3,6	-10,2	-6,6	**-6,5**	**-5,4**
Solde budgétaire de base (%PIB)	-1,5	-4,0	-2,4	-1,5	-7,4	-5,2	**-3,8**	**-3,6**
Recettes fiscales (%PIB)	15,6	11,9	15,0	14,8	14,0	14,2	**14,9**	**13,6**
Dépenses totales (%PIB)	23,6	20,3	22,6	19,9	26,8	22,8	**24,3**	**21,0**
Masse salariale (% recettes fiscales)	34,5	41,8	38,9	34,5	48,0	43,0	**40,5**	**39,8**

Source : *DGB, 2021*

2.1.1. Evolution des ressources budgétaires 2018-2020

65. L'évolution en dent de scie des ressources de l'Etat est caractéristique du contexte socio-économique, sécuritaire et sanitaire du pays. En effet, après une chute brutale des ressources financières de l'Etat constatée en 2018, la tendance s'est redressée en 2019 avant de fléchir encore en 2020. C'est ainsi que les recettes budgétaires sont passées de 1181,7 milliards en 2018 à 1571 milliards en 2019 puis à 1510 milliards en 2020, soit une croissance moyenne de 13,0% sur la période.

66. S'agissant des dons, ils sont évalués à 117,1 milliards en 2018 contre 191,2 milliards en 2019 et 113,4 milliards en 2020, soit une baisse de 1,6 % en moyenne entre 2018 et 2020.

67. De même, les objectifs de recouvrement des recettes fiscales sont jugés satisfaisants en 2019 et 2020 contrairement à 2018 où ils n'ont été atteints qu'à hauteur de 75,1%. En terme absolu, les recettes fiscales sont passées de 1125,9 milliards en 2018 à 1442,4 milliards de FCFA en 2020, ce qui correspond en moyenne à une hausse de 13,2% sur la période. Il en résulte un taux de pression fiscale qui est ressorti en moyenne à 13,6 % sur la période 2018-2020 là où la norme communautaire de l'UEMOA prévoit 20%.

Tableau 8 : Evolution des ressources budgétaires selon la présentation du TOFE (en milliards) 2018-2020

Rubriques	2018			2019			2020 prov.			Taux crois. Moy. 18-20
	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Réal.
RECETTES, DONS	**1 948,9**	**1 476,4**	**75,8%**	**2 043,6**	**1 843,6**	**90,2%**	**2 102,4**	**1 761,8**	**83,8%**	**9,2%**
Recettes totales	**1 834,3**	**1 359,4**	**74,1%**	**1 809,6**	**1 652,4**	**91,3%**	**1 688,9**	**1 648,4**	**97,6%**	**10,1%**
Recettes budgétaires	**1 711,1**	**1 181,7**	**69,1%**	**1 683,0**	**1 571,0**	**93,3%**	**1 516,7**	**1 510,0**	**99,6%**	**13,0%**
Recettes fiscales	**1 498,8**	**1 125,9**	**75,1%**	**1 529,8**	**1 495,8**	**97,8%**	**1 431,5**	**1 442,4**	**100,8%**	**13,2%**
Impôts directs	459,6	340,0	74,0%	454,0	471,6	103,9%	451,5	563,2	124,8%	28,7%
Impôts indirects	1 039,2	785,9	75,6%	1 075,8	1 024,2	95,2%	980,0	879,2	89,7%	5,8%
TVA	562,2	415,1	73,8%	616,7	550,7	89,3%	583,0	489,3	83,9%	8,6%
Taxes sur produits pétroliers	95,2	87,8	92,2%	60,3	52,6	87,3%	47,6	55,4	116,4%	-20,5%
Taxes sur importations	192,3	149,7	77,8%	211,8	189,7	89,6%	193,1	195,1	101,0%	14,2%
Autres droits et taxes	257,3	198,0	77,0%	259,4	299,5	115,5%	289,9	267,5	92,3%	16,2%
Recettes non fiscales	**212,3**	**55,8**	**26,3%**	**153,2**	**75,2**	**49,1%**	**85,2**	**67,6**	**79,3%**	**10,1%**
Recettes fds. spéc. et budg. ann.	**123,2**	**177,7**	**144,2%**	**126,6**	**81,4**	**64,3%**	**172,2**	**138,4**	**80,4%**	**-11,7%**
Dons	**114,6**	**117,1**	**102,2%**	**234,0**	**191,2**	**81,7%**	**413,5**	**113,4**	**27,4%**	**-1,6%**
Projets	81,0	68,4	84,5%	146,8	79,0	53,8%	163,4	64,6	39,5%	-2,8%
Budgétaires (ABG)	26,2	42,5	162,4%	76,4	104,2	136,3%	223,3	35,6	15,9%	-8,6%
Appui budgétaire (ABS)	7,4	6,1	82,4%	10,7	8,1	75,2%	11,3	6,6	58,3%	4,0%
Fonds de concours (Covid-19)	0,0			0,0			15,5	6,6	42,6%	

Source : *DGB, 2021*

2.1.2 Evolution des dépenses 2018-2020

68. Sur la base de l'analyse du TOFE, il ressort des données d'exécution budgétaire 2018-2020, que les dépenses budgétaires ont sensiblement augmenté en moyenne de 11,5%. Cette tendance s'explique essentiellement par l'augmentation des dépenses courantes notamment les « transferts et subventions » ; « les dépenses salariales » et les « paiements d'intérêt ». En effet, la période 2018-2020 a été marquée entre autres par des revendications d'augmentation de salaire et la prise en charge des dépenses de transferts consécutives à la crise sanitaire. Comparées aux prévisions, les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 91,3% en 2018 contre 94,3% en 2019 et 93,7% en 2020.

69. Les dépenses en capital ont connu une quasi-stagnation liée principalement aux difficultés de mobilisation des ressources à la fois internes qu'externes. Le taux d'exécution des dépenses en capital reste structurellement bas comparé à celui des dépenses courantes et reste influencé par la conjoncture économique. Excepté l'année 2019 où le taux d'exécution a atteint près de 80%, il est resté en deçà de 70% en 2018 et 2020.

Tableau 9 : Evolution des dépenses en milliards de FCFA 2018-2020 (présentation TOFE)

Rubriques	2018			2019			2020 prov.			Taux crois. Moy. 18-20
	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Réal.
Dépenses totales, Prêts nets	**2 260,0**	**1 926,4**	**85,2%**	**2 301,1**	**2 014,2**	**87,5%**	**2 732,7**	**2 315,0**	**84,7%**	**9,6%**
Dépenses budgétaires	**2 147,2**	**1 755,6**	**81,8%**	**2 184,1**	**1 938,6**	**88,8%**	**2 566,5**	**2 183,6**	**85,1%**	**11,5%**
Dépenses courantes	**1 249,7**	**1 140,8**	**91,3%**	**1 358,3**	**1 280,5**	**94,3%**	**1 674,9**	**1 569,7**	**93,7%**	**17,3%**
Personnel	516,4	471,1	91,2%	595,6	516,7	86,8%	687,4	620,0	90,2%	14,7%
Biens et Services	323,5	272,4	84,2%	319,8	293,4	91,7%	393,2	320,5	81,5%	8,5%
Transferts et subventions	331,5	313,0	94,4%	341,8	366,4	107,2%	473,9	505,5	106,7%	27,1%
Intérêts dûs	78,3	84,3	107,7%	101,0	104,0	103,0%	120,4	123,6	102,7%	21,1%
Dette intérieure	47,3	55,3	116,9%	66,9	70,6	105,5%	82,4	90,2	109,5%	27,7%
Dette extérieure	31,0	29,0	93,5%	34,1	33,5	98,1%	38,0	33,4	87,9%	7,3%
Dépenses en capital	**897,5**	**614,7**	**68,5%**	**825,8**	**658,0**	**79,7%**	**891,6**	**613,8**	**68,8%**	**-0,1%**
Financement extérieur	257,4	146,7	57,0%	246,9	192,4	77,9%	286,9	145,5	50,7%	-0,4%
Financement domestique	640,1	468,0	73,1%	579,0	465,6	80,4%	604,7	468,3	77,5%	0,0%
Dépenses CSTet budgets annexes	**123,2**	**177,7**	**144,2%**	**126,6**	**81,4**	**64,3%**	**172,2**	**138,4**	**80,4%**	**-11,7%**
Prêts nets	**-10,4**	**-6,9**	**66,3%**	**-9,6**	**-5,8**	**60,6%**	**-6,0**	**-7,0**	**117,4%**	**0,7%**

Source : *DGB, 2021*

2.1.3 Evolution des moyens de financement du déficit

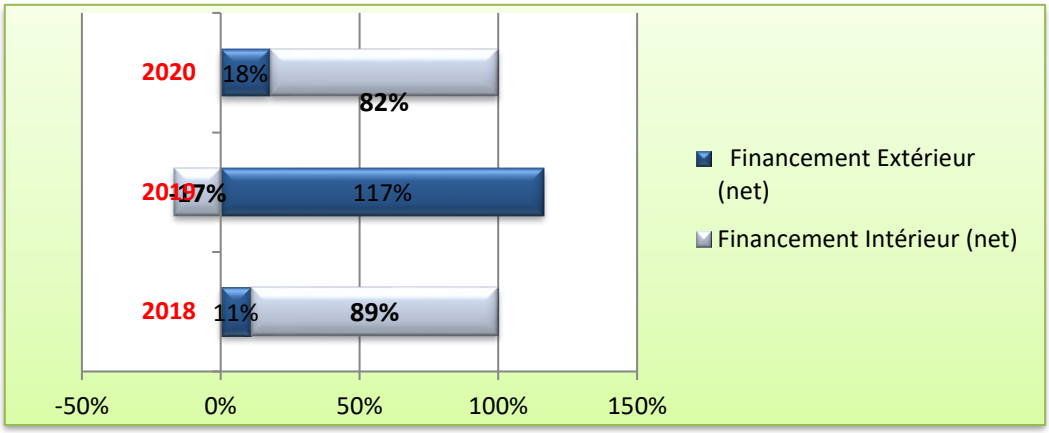
70. La répartition des sources de financement du déficit budgétaire a été très instable durant la période 2018-2020. Le financement extérieur net (emprunt moins remboursement) a été de 11% en 2018 contre respectivement 117% et 18% en 2019 et 2020. En moyenne, le déficit a été financé en termes nets à hauteur de 48% sur les ressources extérieures contre seulement 52% sur les ressources intérieures (bons et obligations). En 2019, le financement net du déficit a été négatif du fait, notamment, du volume des remboursements de bons et obligations du trésor.

Tableau 10 : Financement du déficit (en milliards de FCFA) 2018-2020

Rubriques	2018	2019	2020 prov.	Total 2018-2020
FINANCEMENT	**402,2**	**260,5**	**402,1**	**1 064,8**
Financement extérieur (net)	**44,0**	**303,6**	**71,3**	**418,9**
Emprunts	**97,3**	**376,5**	**139,6**	**613,5**
Projets	74,0	105,3	75,7	255,0
Prêts budgétaires	23,3	271,2	63,9	358,4
Amortissement	-72,3	-90,5	-88,4	-251,2
Annulation de la dette (PPTE)	19,0	17,6	20,0	56,6
Financement intérieur (net)	**358,2**	**-43,1**	**330,8**	**645,9**

Source : *DGB, 2021*

Figure 2 : Part des sources de financement du déficit budgétaire



Source : *DGB, 2021*

2.2 Situation de la dette en fin 2020

71. Le stock de la dette publique du Mali en fin 2020 est estimé à 4 757,0 milliards de FCFA, dont 2 993,7 milliards de FCFA de dette extérieure y compris celle du FMI et 1 763,7 milliards de FCFA de dette intérieure. Comparé à 2018, le stock de la dette publique a progressé de 36% imputable essentiellement à la hausse rapide de la dette intérieure (46%).

72. Les paiements au titre du service de la dette sont passés de 479,6 milliards de FCFA en 2018 à 791,6 milliards de FCFA en 2020, soit une hausse de 65,1%. Cette hausse est due au paiement du service de la dette intérieure qui a enregistré une hausse de 80,6% entre 2018 et 2020.

73. Quant aux paiements d'intérêts et de commissions, ceux-ci ont augmenté de 47,4% entre 2018-2020. Cette augmentation est en partie liée à celle de la dette intérieure qui a connu une hausse significative de 63,1% environ sur la période 2018-2020.

Tableau 11 : Encours de la dette publique entre 2018 et 2020 (en milliards de FCFA)

	2018	2019	2020
Total de l'encours	**3 496,9**	**4 106,0**	**4 757,0**
Dette extérieure**	2 288,2	2 681,6	2 993,7
Dette intérieure	1 207,7	1 424,4	1 763,3
Total des tirages	**710,4**	**936,6**	**1 205,8**
Dette extérieure	194,4	392,7	299,6
Dette intérieure	516,0	543,9	906,2
Total du service de la dette * **	**479,6**	**520,8**	**791,6**
Dette extérieure	99,6	122,1	114,9
Dette intérieure	380,0	398,7	676,7
Total des remboursements de principal	**396,4**	**417,4**	**669,0**
Dette extérieure	71,7	89,3	82,5
Dette intérieure	324,7	328,1	586,5
Total des paiements d'intérêts et de commissions	**83,2**	**103,4**	**122,6**
Dette extérieure	27,9	32,8	32,4
Dette intérieure	55,3	70,6	90,2

Source : ***DGDP, 2021 ;***

NB :
** Dette extérieure y comprise celle due au FMI ;
*** Service effectivement payé ou Service payé hors allègements PPTE.

2.3 Analyse des projections budgétaires 2022-2024

74. L'analyse des projections budgétaires est faite sur la base de la présentation du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE).

2.3.1 Analyse de la projection des ressources 2021-2024

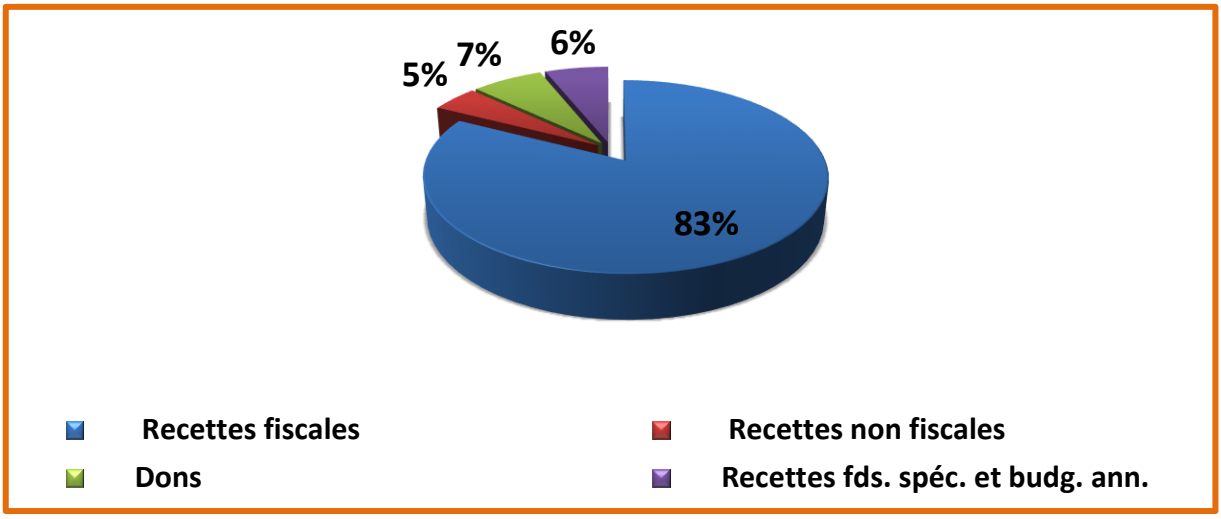
75. Les ressources (recettes et dons) sont projetées à 2 700,3 milliards de FCFA à l'horizon 2024 contre 2 171,5 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2021. Elles connaitraient une croissance moyenne de 12,6% sur la période 2022-2024, soit 3,4 points de plus que le rythme observé entre 2018-2020 dont la croissance a été de 9,2% en moyenne.

Tableau 12 : Projection des ressources 2021-2024

Rubriques	*2021 LFR*	*2022 LFI*	*2023 Proj.*	*2024 Proj.*	*Taux crois. moyen 22-24*
RECETTES, DONS	**2 171,5**	**2 128,8**	**2 501,6**	**2 700,3**	**12,6%**
Recettes totales	**1 949,8**	**2 033,6**	**2 283,6**	**2 501,3**	**10,9%**
Recettes budgétaires	**1 770,3**	**1 890,4**	**2 135,4**	**2 347,9**	**11,4%**
Recettes fiscales	**1 630,1**	**1 790,9**	**2 025,3**	**2 225,8**	**11,5%**
Impôts directs	**474,3**	**510,2**	**585,7**	**650,8**	**12,9%**
Impôts indirects	**1 155,8**	**1 280,7**	**1 439,6**	**1 575,0**	**10,9%**
TVA	**665,8**	**724,9**	**792,9**	**875,4**	**9,9%**
Taxes sur produits pétroliers	52,5	57,7	53,0	57,0	-0,6%
Taxes sur les importations	206,2	226,7	269,5	292,9	13,7%
Autres droits et taxes	334,2	377,3	433,0	461,5	10,6%
Recettes non fiscales	**140,2**	**99,5**	**110,1**	**122,1**	**10,8%**
Recettes CST et budget annexe	**179,6**	**143,2**	**148,2**	**153,4**	**3,5%**
Dons	**221,7**	**95,2**	**218,0**	**199,0**	**44,6%**
Projets	155,6	90,0	109,4	118,0	14,5%
Budgétaires (ABG)	58,5	0,0	97,4	72,0	-
Appui budgétaire (ABS)	7,6	5,2	11,2	9,0	31,8%

Source : *DGB, 2021*

Figure 3 : Part moyenne 2022-2024 des catégories de ressources



Source : *DGB, 2021*

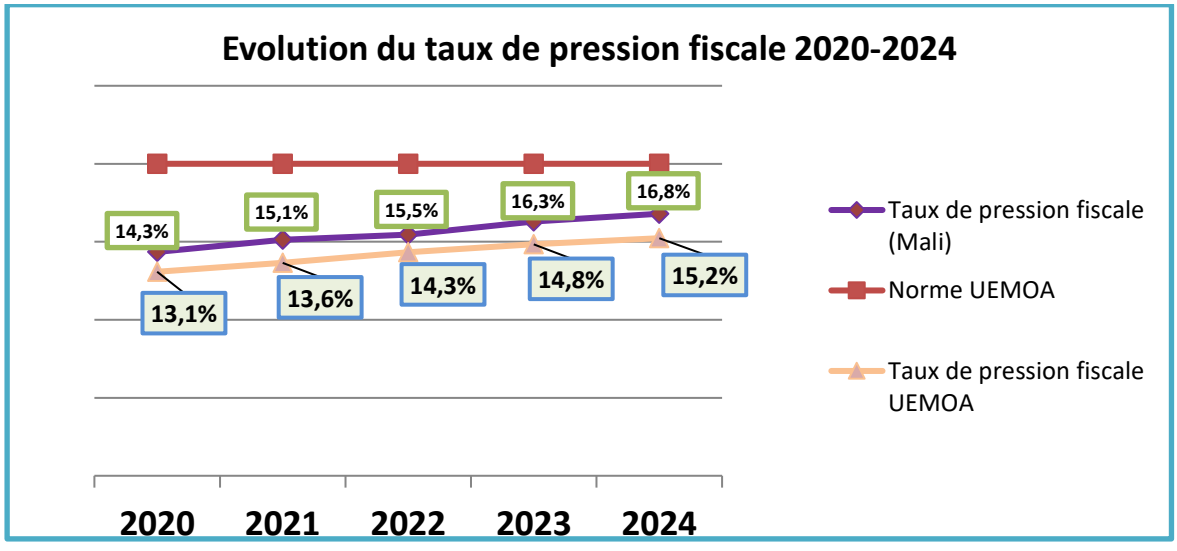
a. Projections par nature de ressources

❖ Recettes fiscales

76. Les recettes fiscales nettes sont projetées en moyenne à 2014 milliards de FCFA sur la période 2022-2024 contre 1630,1 milliards en 2021. Elles progresseront de 11,5% en moyenne par an contre une évolution moyenne de 13,2% sur la période 2018-2020.

77. Les objectifs de taux de pression fiscale du cadrage budgétaire 2022-2024 seront respectivement de 15,5 % ; 16,3% et 16,8 %, soit une augmentation de 0,6 point de pourcentage du PIB en moyenne par an ; ce qui correspond à un effort supplémentaire de mobilisation des recettes fiscales de l'ordre de 198,6 milliards de FCFA en moyenne entre 2022-2024. Sur la période, le taux de pression fiscale du Mali serait en dessus du niveau de l'UEMOA.

Figure 4 : Evolution du taux de pression fiscale 2020-2024



Source : *DGB, 2021, UEMOA-RSM-2021*

❖ **Les recettes non fiscales**

78. Les recettes non fiscales, constituées, entre autres, des recettes domaniales, des dividendes reçus des sociétés minières et recettes tirées de l'or, sont projetées en moyenne à 110,6 milliards de FCFA entre 2022-2024, soit une progression moyenne de 10,8% contre 10,1% sur la période 2018-2020.

❖ **Les dons**

79. Les appuis budgétaires sont projetés à 199 milliards 2024 contre seulement 95,2 milliards de FCFA dans le budget 20222. Le niveau relativement bas des appuis budgétaires en 2022 résulte de la suspension de la coopération avec certains partenaires traditionnels.

b. Les mesures pour augmenter les recettes budgétaires

80. En vue d'atteindre les objectifs de mobilisation des recettes budgétaires, le Gouvernement mettra l'accent sur la poursuite des mesures et recommandations contenues dans le Mémorandum de Politique Economique et Financière (MPEF) issu des différentes Revues de la FEC avec le FMI et de celles contenues dans les différents rapports d'assistance technique dans le cadre de la réforme des finances publiques.

Il s'agira essentiellement de :

- l'élargissement de l'assiette fiscale dans les secteur agricole et informel dont les contributions actuelles aux recettes fiscales restent limitées ;
- l'augmentation des taux d'accises sur certains produits qui sont taxés en dessous des plafonds de l'UEMOA (par exemple, tabac, boissons alcoolisées, véhicules) et l'introduction des accises sur certains produits non soumis à accises;
- l'introduction d'un impôt sur télécommunications internationales (appels téléphoniques et données)
- l'imposition des transferts de fonds et du commerce électronique ;
- les reformes de la fiscalité foncière à travers entre autres (i) l'institution d'une nouvelle taxe sur les propriétés foncières bâties et non bâties, en remplacement de la taxe foncière actuelle et (ii) l'enregistrement des titres fonciers et immobiliers dans la base de données du Système d'Information sur les Titres Fonciers et Immobiliers (SITFI) ;
- la réduction des dépenses fiscales ;
- le renforcement de la taxation des produits pétroliers ;
- la poursuite des réformes pour l'amélioration de l'efficacité de l'administration fiscale et des douanes dans le cadre du programme ECF avec l'objectif d'une augmentation durable des recettes et de promotion du civisme fiscal ;
- la poursuite de la consolidation du CUT pour une gestion performante de la trésorerie avec l'assistance technique du FMI.

2.3.2 Analyse de la projection des charges 2022-2024

81. Les charges (dépenses totales et prêts nets) sont projetées en moyenne à 2 902,1 milliards de FCFA sur la période 2022-2024 contre 2780,4 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2021. Pour sauvegarder la soutenabilité de la politique budgétaire perturbée par la pandémie du « Covid-19 », le rythme de progression des dépenses se ralentirait entre 2022-2024, soit 7,6% en moyenne contre 9,6% sur la période 2018-2020.

82. Cet ajustement budgétaire toucherait davantage les dépenses en capital dont le poids dans les dépenses budgétaires serait de 32,3% en moyenne contre 67,7% pour les dépenses courantes. Cependant, ce sont les dépenses en capital qui augmenteraient plus vite à mesure que l'espace budgétaire est créé, soit une croissance moyenne de 18,8% contre 3,1% pour les dépenses courantes. Entre 2022-2024, les charges représenteraient en moyenne 23,4% du PIB.

83. D'une manière générale, l'évolution des charges s'explique, entre autres, par : (i) l'incidence du plan d'actions du Gouvernement (PAG 2021-2022) (ii) l'incidence de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali ; (ii) le financement des dépenses prioritaires de développement ; (iii) la prise en charge des dépenses militaires et de sécurité ; (iv) l'incidence du procès-verbal de conciliation signé entre le Gouvernement et les partenaires sociaux et (iv) la consolidation des acquis des secteurs sociaux.

Tableau 13 : Projection des charges selon la présentation TOFE 2021-2024 (en milliards de FCFA)

Rubriques	*2021 LFR*	*2022 LFI*	*2023 Proj.*	*2024 Proj.*	*Taux crois. Moy 22-24*
Dépenses totales, Prêts nets	**2 780,4**	**2 676,4**	**2 930,6**	**3 099,2**	**7,6%**
Dépenses budgétaires	**2 606,0**	**2 538,0**	**2 787,1**	**2 949,6**	**7,8%**
Dépenses courantes	**1 738,1**	**1 809,1**	**1 858,4**	**1 921,5**	**3,1%**
Personnel	758,0	841,5	915,7	978,8	7,9%
Biens et Services	438,9	406,4	400,3	400,5	-0,7%
Transferts et subventions	399,9	386,1	393,0	420,7	4,4%
Intérêts dus	**141,2**	**175,1**	**149,4**	**121,5**	**-16,7%**
Dette intérieure	107,5	139,6	111,6	80,8	-23,9%
Dette extérieure	33,7	35,5	37,7	40,7	7,0%
Dépenses en capital	**867,9**	**728,9**	**928,7**	**1 028,1**	**18,8%**
Financement extérieur	335,9	195,2	319,5	352,3	34,3%
Financement domestique	532,0	533,7	609,2	675,9	12,5%
Dépenses fonds spéciaux et budgets annexes	**179,6**	**143,2**	**148,2**	**153,4**	**3,5%**
Prêts nets	**-5,1**	**-4,9**	**-4,7**	**-3,9**	**-11,2%**

Source : *DGB, 2021*

a. Les dépenses courantes

84. Les dépenses courantes sont projetées en moyenne à 1863 milliards de FCFA entre 2022-2024 contre 1738,1 milliards en 2021, soit une progression moyenne annuelle de 3,1 % sur la période contre 17,3% entre 2018-2020. Rapportée au PIB, l'évolution des dépenses courantes se situerait en moyenne autour de 15,0% du PIB entre 2022-2024 contre 13,4% sur la période 2018-2020. L'évolution des dépenses courantes est tirée par :

- **les dépenses de personnel**

85. La projection de la masse salariale sur la période 2022-2024 est faite en tenant compte des éléments relatifs au procès-verbal de conciliation signé entre le Gouvernement et les partenaires sociaux. Les montants projetés intègrent entre autres :

- ✓ l'incidence des recrutements annuels convenus (8600 jeunes au moins par an) ;
- ✓ les avancements catégoriels et des partants à la retraite ;

- ✓ l'incidence des autres avantages dont le principe est accepté par le Gouvernement dans le procès-verbal (reclassement des contractuels dans la fonction publiques, l'octroi de primes selon la profession et l'emploi, etc.).
- ✓ l'incidence de l'harmonisation de la grille salariale des fonctionnaires de l'Etat.

86. Les dépenses de personnel représenteront en moyenne 45,4 % des recettes fiscales sur la période 2022-2024 contre une estimation de 39,8% entre 2018-2020.

87. En valeur absolue, la masse salariale dans le budget 2021 s'élevant à 758 milliards de FCFA se chiffrerait en 2024 à 978,8 milliards de FCFA, soit une progression moyenne de 7,9 % par an contre 14,7% sur la période 2018-2020. Il convient cependant, de signaler que ces projections constituent des planchers, car elles pourraient évoluer au rythme des revendications syndicales.

- **les dépenses de biens et services**

88. Les dépenses de biens et services connaitraient une diminution en moyenne de 0,7% entre 2022-2024 principalement liée à l'organisation des élections générales en 2022. En valeur absolue, ces dépenses passeraient de 438,9 milliards en 2022 à 400,5 milliards en 2024. L'évolution des dépenses de biens et services traduit la volonté du Gouvernement de réduire le train de vie de l'Etat en rationnalisant les dépenses de fonctionnement de l'administration. Les dotations serviront, entre autres, à la mise en œuvre de la réforme administrative et institutionnelle qui occasionnera la création de nouvelles régions administratives et l'organisation des élections générales en 2022. La politique budgétaire de l'Etat maintiendrait son objectif de maitriser les dépenses de fonctionnement de l'Administration tout en renforçant : (i) les acquis dans les secteurs sociaux (Santé, Education et Développement Social, Hydraulique, etc.) et (ii) la prise en charge des dépenses militaires et de sécurité.

- **les transferts et subventions**

89. Les transferts et subventions sont évalués à 399,96 milliards en 2021 et s'établiraient en moyenne à 400 milliards sur la période 2022-2024, soit en moyenne annuelle une progression de 4,4 % contre 27,2 % entre 2018-2020. Ces dépenses visent essentiellement à améliorer l'offre et la qualité des services sociaux de base (notamment dans les domaines de l'éducation, la santé, l'eau, l'assainissement, l'énergie, etc.) ainsi que le soutien à l'agriculture à travers la subvention des intrants agricoles.

- **les intérêts de la dette publique**

90. Les intérêts sont projetés en tenant compte de la dynamique observée sur les trois dernières années. Ainsi, Les paiements d'intérêts sont prévus en moyenne à 148,6 milliards entre 2022-2024 contre 141,2 milliards dans le budget 2021. En pourcentage du PIB, les intérêts représenteraient 1,2% entre 2022-2024 contre 1% sur la période 2018-2020.

b. les dépenses en capital

91. Les charges en capital connaitront une progression plus marquée que les dépenses courantes. Elles sont projetées en moyenne à 895,3 milliards entre 2022-2024 contre 867,9 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2021. Elles progresseraient en moyenne de 18,8 % par an sur la période du cadrage

alors qu'elles ont connu un léger recul de l'ordre de 0,1% sur la période 2018-2020 suite, notamment, à une faible mobilisation des ressources extérieures. Le pourcentage des dépenses d'investissement financées sur les ressources internes rapportées aux recettes fiscales sera en moyenne de 30,1 %.

92. L'augmentation des dépenses en capital est sous-tendue par la volonté du Gouvernement de : **(i)** booster la croissance économique grâce aux investissements structurants dans les secteurs stratégiques tels que l'agriculture, l'énergie, les infrastructures routières, la protection de l'environnement, etc. ; **(ii)** soutenir le développement du monde rural; et **(iii)** renforcer les dépenses militaires et de sécurité et la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali à travers le fonds de développement durable.

c. Les mesures d'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques

93. Le Gouvernement continuera à améliorer la gestion des finances publiques, en particulier en remédiant aux faiblesses mises en lumière par les évaluations PEFA et les missions d'assistance technique du FMI, à travers la mise en œuvre des reformes de la gestion des Finances Publiques.

Il s'agira, durant la période 2022-2024, de poursuivre les actions visant à améliorer l'efficacité de la dépense publique à travers :

- la gestion plus rationnelle de la masse salariale ;
- l'amélioration de la qualité de la programmation des dépenses en instaurant l'élaboration des plans d'engagement sectoriel et central pour une exécution fluide du budget de l'Etat ;
- l'adoption et la mise en œuvre du nouveau programme de réforme de la gestion des finances publiques (GFP 2022-2026) ;
- le renforcement du processus de sélection et de mise en œuvre des projets d'investissement, notamment en s'appuyant sur les recommandations du PIMA ;
- le renforcement du cadre des investissements en améliorant l'attractivité des investissements directs étrangers à travers une amélioration des partenariats Public-Privé (PPP) ;
- la maitrise du risque de refinancement en privilégiant des emprunts extérieurs concessionnels à maturité longue et en accélérant la mise en œuvre de la stratégie de gestion de la dette à court et moyen terme.

2.3.3 Projection des soldes budgétaires 2022-2024

94. Selon la présentation du TOFE, le déficit global dons inclus et le déficit global hors dons ressortiront respectivement en moyenne à 458,53 milliards de FCFA et à 629,2 milliards de FCFA sur la période du cadrage contre respectivement 608,9 milliards de FCFA et 830,6 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2021. Le déficit global dons inclus en pourcentage du PIB qui se situe à 5,6% dans le budget rectifié 2021 se conformerait à la norme de l'UEMOA et de la CEDEAO à l'horizon 2024.

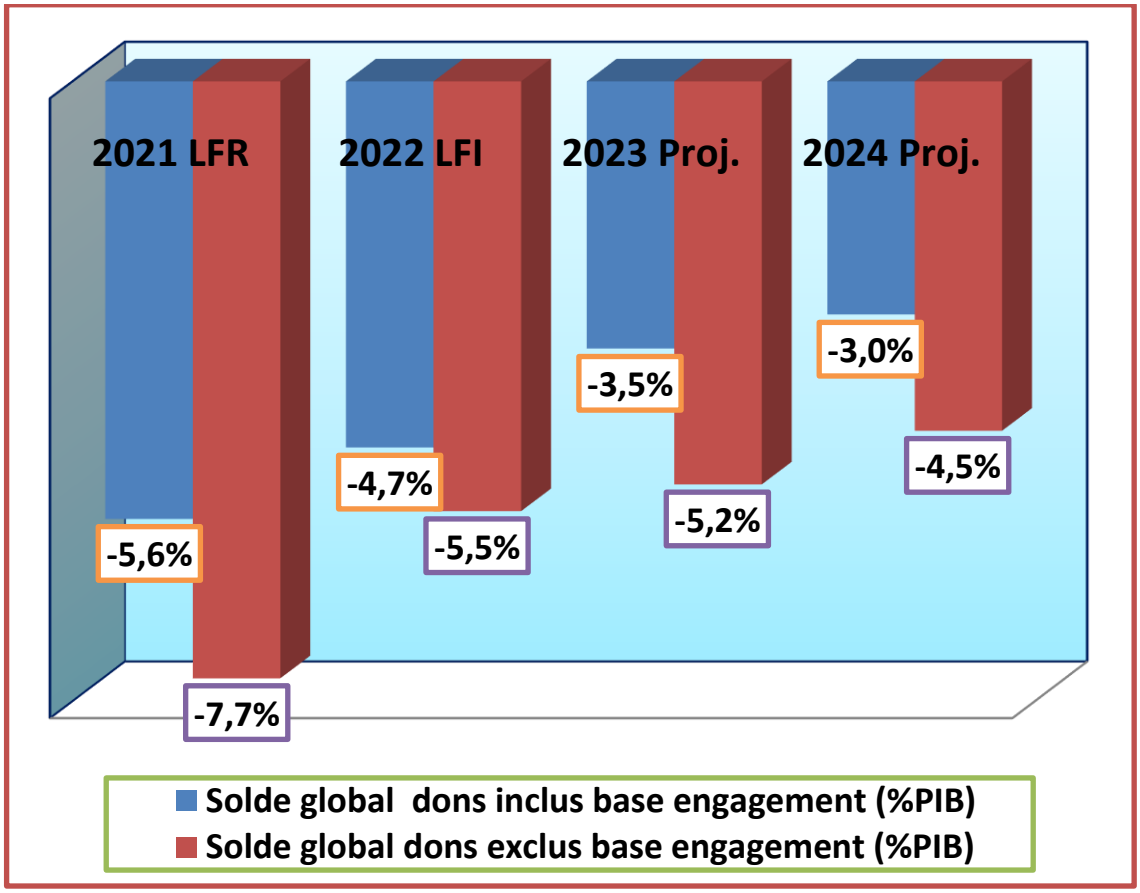
95. La trajectoire du déficit s'expliquerait par la volonté du Gouvernement de rester conforme à ses engagements pris dans le cadre du programme économique et financier appuyé par la Facilité Elargie de Crédit tout en faisant face aux défis sécuritaires qui nécessitent des efforts financiers énormes pour l'achat des équipements militaires ainsi que le recrutement et la formation des hommes sans perdre de vue les revendications des partenaires sociaux.

Tableau 14 : Evolution du déficit global 2021-2024

Rubriques	2021 LFR	2022 *LFI*	2023 *Proj.*	2024 *Proj.*	*Moyenne 2022-24*
Solde global dons inclus base engagement (en milliards de FCFA)	-608,9	-547,5	-429,0	-398,9	**-458,5**
Solde global dons exclus base engagement (en milliards de FCFA)	-830,6	-642,7	-647,0	-597,9	**-629,2**
Solde global dons inclus base engagement (%PIB)	-5,6%	-4,7%	-3,5%	-3,0%	**-3,7%**
Solde global dons exclus base engagement (%PIB)	-7,7%	-5,5%	-5,2%	-4,5%	**-5,1%**

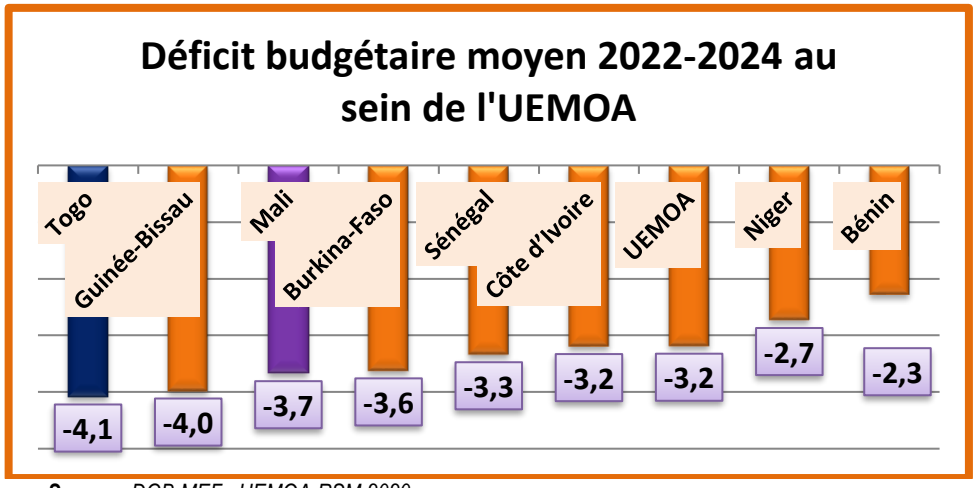
Source : *DGB, 2021*

Figure 5: Tendance du solde budgétaire global



Source : *DGB, 2021*

Figure 6: Solde budgétaire global dons inclus base engagement (en % du PIB) des pays de l'UEMOA 2021-2024



Source : *DGB-MEF ; UEMOA-RSM 2020.*

2.3.4 Projection des financements du déficit

96. Le déficit budgétaire projeté ne serait couvert que partiellement par les financements extérieur et intérieur. Il se dégagera un écart de financement[2] correspondant au besoin de financement de :

- 789,2 milliards de FCFA en 2023 ;
- 620,3 milliards de FCFA en 2024.

97. Le niveau élevé du besoin de financement est lié au remboursement des obligations du trésor arrivant à échéance. La tendance du besoin de financement connaitrait un fléchissement à partir de 2024. Ce fléchissement du besoin de financement est en partie lié aux efforts de mobilisation des recettes intérieures et la rationalisation des dépenses courantes. Pour consolider cette tendance et conformément aux conclusions et recommandations de l'analyse de viabilité de la dette publique indiquant un risque d'endettement modéré, la stratégie d'endettement du Mali sur la période 2021-2024 sera bâtie sur un scénario visant la viabilité de la dette à long terme à travers le recours au financement concessionnel et des obligations de longue maturité.

[2] L'écart de financement correspond à la différence entre le déficit budgétaire projeté et le financement disponible projeté.

Tableau 15 : Projection des financements (en milliards de CFA) 2021-2024

Libellés	*2021 LFR*	*2022 LFI*	*2023 Proj.*	*2024 Proj.*
FINANCEMENT (net)	**636,4**	**630,7**	**-382,2**	**-243,5**
Financement extérieur (net)	**61,4**	**-67,2**	**154,3**	**170,7**
Emprunts	189,6	100,0	347,9	385,3
Projets	168,6	100,0	198,9	225,3
Prêts budgétaires	21,0	0,0	149,0	160,0
Amortissement	-137,2	-176,5	-202,4	-222,9
Annulation de la dette (PPTE)	9,0	9,3	8,8	8,3
Financement intérieur (net)	**575,0**	**697,9**	**-536,5**	**-414,1**
dont remboursement bons et obligations du trésor	**-392,9**	**-490,7**	**-461,2**	**-331,8**
Déficit (base caisse)	**-636,4**	**-630,6**	**-407,0**	**-376,9**
ECART de FINANCEMENT = - (Fin. Net +Déficit)	**0,0**	**0,0**	**789,2**	**620,3**

Source : *DGB, 2021*

2.3.5 Analyse des risques budgétaires

98. Les prévisions budgétaires à moyen terme 2022-2024 sont tributaires de facteurs de risques et d'incertitudes qui pourraient compromettre leur bonne réalisation. Ces phénomènes s'ils se matérialisent, affectent les finances publiques et entrainent un écart entre les résultats et les prévisions budgétaires. Ils peuvent être exogènes (i) la propagation de la crise sanitaire de la Covid-19 ; (ii) la persistance de la crise sécuritaire ; (iii) la volatilité du prix des matières premières suite aux chocs macroéconomiques ; ou endogène (iv) la vulnérabilité de la situation financière de certaines entreprises publiques ; (v) l'instabilité du climat social liée aux revendications salariales et (vi) l'imprévisibilité de la dette non conventionnelle liée aux décisions de justice condamnant l'Etat à payer des tiers.

1. Au titre des risques et incertitudes exogènes :

i. **De l'incertitude liée à l'évolution de la pandémie de la Covid-19 :** nonobstant la vaccination, une aggravation des cas de contamination de la maladie pourrait négativement peser sur l'activité économique et nécessiter des réponses de la part du gouvernement en termes de soutien budgétaire aux différents secteurs de l'économie. Ce qui pourrait aggraver le niveau du déficit budgétaire dans un contexte de rareté du financement ou, le cas échéant, pousser le gouvernement à opérer des ajustements budgétaires.

ii. **De l'instabilité de la situation sécuritaire :** malgré les efforts du gouvernement et ses partenaires, le pays reste confronté à une situation sécuritaire toujours persistante. Cela est de nature à exacerber les incertitudes et donc décourager des initiatives d'investissement créatrices d'emplois et de revenu. Par ailleurs, du fait de l'insécurité, les services d'assiettes de l'Etat restent absents sur une bonne partie du territoire occasionnant d'énormes pertes de recettes pour l'Etat.

iii. **De la volatilité du prix des matières premières suite aux chocs macroéconomiques :** la variation des cours mondiaux des principales matières premières exportées (or, coton) et importées (hydrocarbures) constitue un risque sérieux :

- la baisse des cours de l'or aurait un impact significatif sur les recettes liées à l'exploitation et l'exportation du métal : une baisse possible du cours de l'once de 28% provoquerait un manque à gagner (à iso-production) de 1,48% de PIB ;
- une chute des cours du coton provoquerait non seulement une baisse de revenus, mais nécessiterait de soutenir les pertes de la CMDT, en raison de la politique de soutien aux producteurs ;
- la même intervention de l'Etat serait nécessaire au profit de EDM SA en cas de hausse des coûts du pétrole de 30 USD ; un choc sur son principal intrant aggraverait son déséquilibre financier au point d'imposer une intervention à hauteur de 40 milliards FCFA (environ 0,4% PIB) ;
- enfin, la hausse du prix du carburant aurait également un impact sur les recettes fiscales du fait du mécanisme de lissage des prix à la pompe.

2. S'agissant des risques et incertitudes endogènes :

i. **de la persistance des revendications syndicales pour l'augmentation des salaires :** Depuis quelques années, les partenaires sociaux ne cessent de réclamer pour des raisons d'équité et de justice sociale des augmentations de salaires. A ce jour, le gouvernement a consenti d'énormes efforts en termes d'augmentation des salaires, primes et indemnités au point que le critère de masse salariale rapporté aux recettes fiscales est passé de 34,5% en 2019 à 43% en 2020 et 45,6% dans le budget 2021 alors que la norme communautaire recommande au plus 35%. Il urge pour le gouvernement de maitriser l'augmentation de la masse salariale en vue de disposer plus d'espace pour faire face aux priorités en matière d'investissement. Pour ce faire, la conférence sociale en perspective serait une occasion idéale.

ii. **De l'imprévisibilité de la dette non conventionnelle liée aux décisions de justice :** de plus en plus, beaucoup de procès sont engagés contre l'Etat et qui, très souvent, aboutissent à des décisions de justice obligeant l'Etat à payer des sommes importantes à des tiers. Cette situation qui aggrave la dette de l'Etat, pose la problématique de la question de la défense des intérêts de l'Etat lors des jugements.

iii. **De la vulnérabilité financière de certaines entreprises publiques et les Caisses de Sécurité Sociale :** pour les entreprises publiques, il s'agit de l'EDM, de la SOMAGEP et de la CMDT. L'EDM est dans une situation de déséquilibre structurel occasionnant des subventions importantes que l'Etat a déboursé. S'agissant de la SOMAGEP, c'est à partir de 2018 que cette structure a commencé à bénéficier des subventions pour équilibrer ses comptes d'exploitation en raison des charges liées à la reprise des centres isolés. En ce qui concerne la CMDT, suite au boycott des motoculteurs en 2020, cette société a bénéficié des subventions de l'Etat en 2020 et 2021 pour relancer la production du coton.

S'agissant des Caisses de Sécurité Sociale, la problématique de l'augmentation des salaires suite aux revendications sociales serait de nature à créer éventuellement des déficits au niveau des caisses de retraites.

2.4 Situation des critères de convergence de l'UEMOA et de la CEDEAO

99. Sur le plan des engagements communautaires, les efforts en matière de respect des critères de convergence de l'UEMOA et de la CEDEAO seront maintenus. Les tableaux ci-dessous indiquent la position du Mali sur la période du cadrage.

Tableau 16 : Situation des critères de convergence de l'UEMOA 2021-2024

Critères de convergence	Norme UEMOA	2021 LFR	2022 *LFI*	2023 *Proj.*	2024 *Proj.*
Critères de premier rang					
Ratio du solde budgétaire global, dons inclus en % du PIB	≥-3%	-5,6%	-4,7%	-3,5%	-3,0%
Taux d'inflation	≤3%	1,5%	2,0%	2,0%	2,0%
Encours de la dette publique rapporté au PIB	≤70%	50,1%	51,4%	47,0%	46,6%
Critères de second rang					
Masse salariale sur recettes fiscales	≤35%	46,5%	47,0%	45,2%	44,0%
Taux de pression fiscale	≥20%	15,1%	15,5%	16,3%	16,8%
Nombre de critères respectés		**2/5**	**2/5**	**2/5**	**3/5**

***Source** : MEF, FMI 2021.*

Tableau 17: Situation des critères de convergence de la CEDEAO 2021-2024

Critères de convergence	Norme CEDEAO	2021 LFR	2022 *LFI*	2023 *Proj.*	2024 *Proj.*
Critères de premier rang					
Ratio du déficit budgétaire dons compris/ sur le PIB nominal	≤ 3%	-5,6%	-4,7%	-3,5%	-3,0%
Taux d'inflation en moyenne annuelle	≤ 5%	1,5%	2,0%	2,0%	2,0%
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale ≤ 10% des recettes fiscales de l'année antérieure *	≤ 10%	--	--	--	--
Réserves extérieures brutes en mois d'importations *	≥ 3	--	--	--	--
Critères de second rang					
Ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB	≤70%	50,1%	51,4%	47,0%	46,6%
Variation du taux de change nominal*	+/-10%				

***Source** : MEF, FMI 2021.*

NB : * le critère n'est pas applicable aux pays de l'UEMOA.

III. MISE EN ŒUVRE DES STRATEGIES NATIONALES ET SECTORIELLES

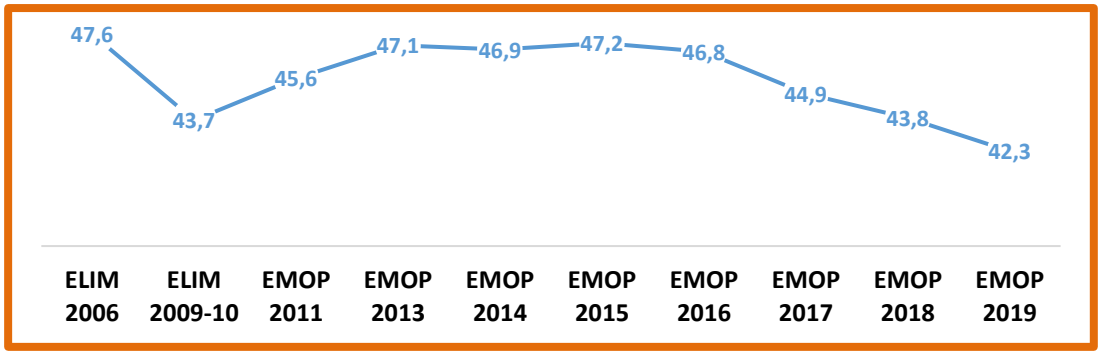
3.1 Réalisations récentes dans la mise en œuvre des stratégies nationales et sectorielles

Lutte contre la Pauvreté et l'Inégalité

100. L'incidence de la pauvreté se définit par la proportion de la population dont la dépense est en dessous du seuil de pauvreté. Le seuil de pauvreté a été estimé à l'EMOP 2019/2020 8 à 263 694 FCFA.

101. L'incidence de la pauvreté est estimée à 42,3 % au niveau national en 2019 au seuil de 263 694 FCFA contre 43,8% en 2018. La tendance de l'incidence de la pauvreté est baissière de 2016 à 2019 alors qu'elle a connu une évolution en dents de scie entre 2010 et 2015.

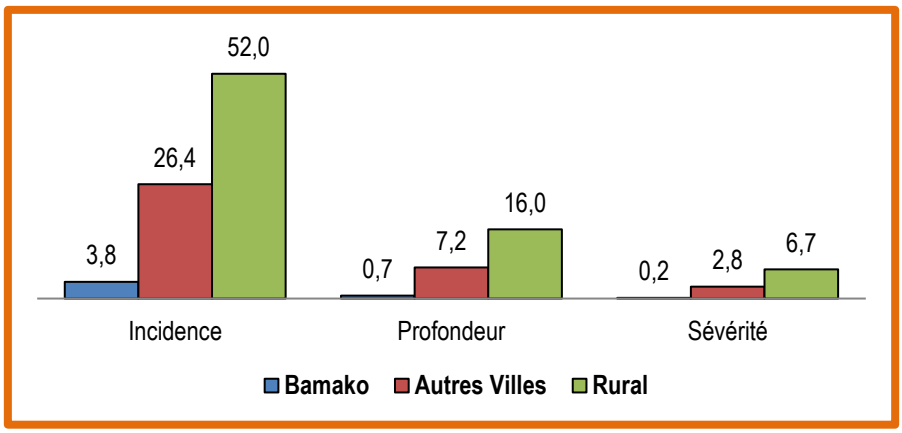
Figure 7: Evolution de l'incidence de la pauvreté entre 2006 et 2019 (en %)



Source : *Rapport 2019 de mise en œuvre du CREDD (2019-2023)*

102. Des disparités énormes existent entre les régions administratives du Mali. En effet, selon les résultats de l'enquête (EMOP 2019/2020) l'incidence de la pauvreté est estimée à 3,8 % à Bamako contre respectivement 26,4 % et 52,0 % dans les autres villes et en milieu rural au Mali. Ce faible taux à Bamako s'explique en général par les opportunités d'emploi ainsi que le niveau de vie élevé dans cette zone. On observe la même tendance au niveau de la profondeur et de la sévérité, c'est-à-dire, qu'il y a plus d'efforts à fournir en termes de ressources pour réduire la pauvreté dans les autres villes et en milieu rural qu'à Bamako.

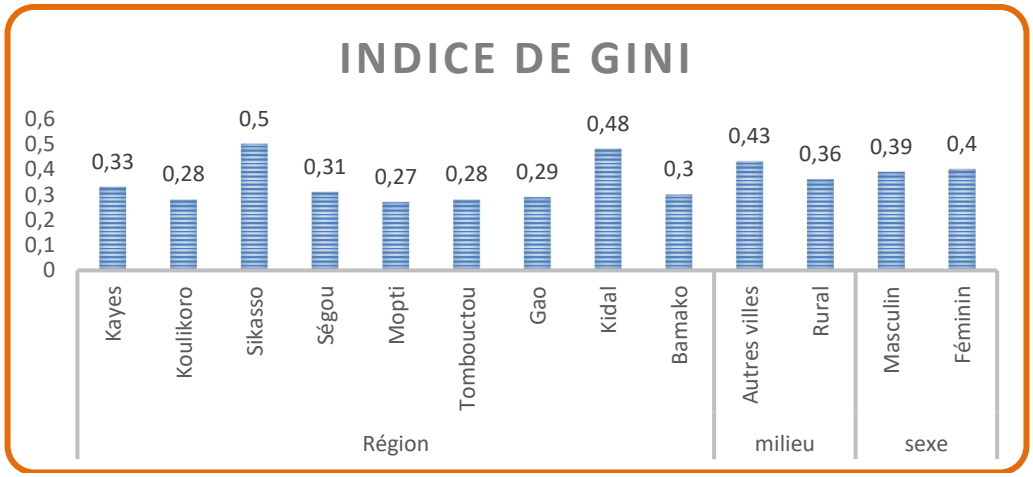
Figure 8: Indices de pauvreté selon le milieu de résidence (%)



Source : *Rapport 2019 de mise en œuvre du CREDD (2019-2023)*

103. L'inégalité dans la répartition des dépenses ou des revenus entre les différentes couches de la population reste disparate aussi bien que la pauvreté. L'inégalité mesurée notamment par l'indice de Gini est estimée à 0,40 en 2019 sur l'ensemble du pays quoi que différente d'une région à une autre. L'inégalité la plus faible est observée à Mopti (0,27) et Koulikoro-Tombouctou avec chacune 0,28. C'est à Sikasso qu'elle est la plus grande (0,50) suivi de Kidal (0,48).

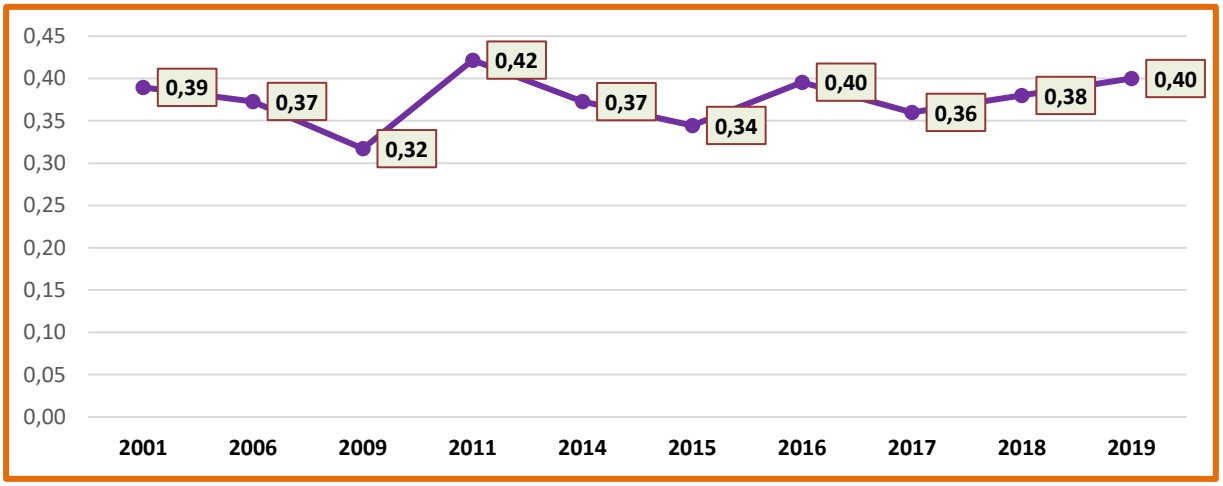
Figure 9: Coefficient de Gini selon la région, le milieu de résidence et le sexe caractéristiques



Source : *Rapport 2019 de mise en œuvre du CREDD (2019-2023)*

104. L'analyse dynamique de l'inégalité sur la période 2001-2019 est mitigée. Elle est marquée par des hauts et des bas et ne permet point de dégager une tendance. De 2001 à 2009, l'indice de Gini est passé de 0,39 à 0,32 traduisant ainsi une réduction substantielle des disparités. En 2011, l'indice a atteint un pic de 0,42 pour rechuter à 0,34 en 2015. Depuis cette date, l'indice est en légère augmentation

Figure 10 : Évolution de l'inégalité entre 2001-2019 – coefficient de Gini



Source : *Rapport 2019 de mise en œuvre du CREDD (2019-2023).*

Gouvernance, Paix, Sécurité et Réconciliation Nationale

105. La mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, signé à Bamako le 15 mai et parachevé le 20 juin 2015, se poursuit grâce aux efforts conjugués des Parties maliennes (Gouvernement, Coordination, Plateforme), avec l'appui de la Médiation Internationale qui en assure le suivi de la mise en œuvre dans le cadre du Comité de Suivi de l'Accord (CSA). Le Fonds de Développement Durable (FDD) a été créé par la Loi n° 2018-008 du 12 février 2018 et ses textes réglementaires d'application ainsi que le manuel de procédures administratives, techniques, financières et comptables sont également élaborés. Le Fonds pour le Développement Durable participe de la volonté des autorités du Mali d'accompagner la mise en œuvre de l'Accord de paix à travers le financement des projets et programmes dans le cadre du développement équilibré de l'ensemble des régions du Mali.

106. En matière de réformes politiques et institutionnelles, la période a vu la création de nouvelles régions administratives dans le cadre du renforcement de la régionalisation. L'opérationnalisation de ces nouvelles entités administratives se poursuit, notamment à travers la nomination des gouverneurs et la mise en place des services techniques.

107. Dans le domaine de la défense et de la sécurité, des progrès notables ont été enregistrés. Le processus du DDR « accéléré », lancé en novembre 2018 à Gao, a permis en 2019 l'intégration de 1.330 ex-combattants des mouvements signataires et des mouvements dits de « l'inclusivité » au sein des Forces Armées et de Sécurité, à l'issue d'une formation de 6 semaines dans différents centres de formation militaires. Cette intégration rentre dans le cadre d'un processus de DDR accéléré qui vise 1840 ex-combattants des unités du Mécanisme Opérationnel de Coordination (MOC) de Tombouctou, Gao et Kidal. Par ailleurs, le processus d'intégration a connu une évolution positive avec l'adoption par le Conseil des Ministres du 6 février 2019 du Décret fixant les critères d'intégration des ex-combattants des mouvements signataires de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, dans les corps constitués de l'Etat y compris dans les forces armées et de sécurité.

108. En matière de réconciliation, de justice et de questions humanitaires, la **Loi N°2019-042 du 24 juillet 2019 portant Loi d'Entente Nationale** qui vise à concrétiser la politique de la restauration de la paix et de la réconciliation nationale, socle de la stabilité et du développement de la Nation, a été promulguée par le Président de la République, Chef de l'Etat. En vue de contribuer à conforter les bases de l'Entente nationale, ladite loi institue l'organisation d'une **Journée du Pardon national**, une **Semaine de la Réconciliation nationale** et la rédaction et l'enseignement dans les écoles de l'**Histoire générale inclusive du Mali**.

109. Dans le cadre du renforcement de la cohésion sociale et de la réconciliation nationale, les activités suivantes ont été exécutées en 2019 : l'adoption de l'ordonnance n°2019-023/P-RM du 27 septembre 2019 portant modification de l'ordonnance n°2014-003/P-RM du 15 janvier 2014 portant création de la Commission Vérité Justice et Réconciliation, l'enregistrement de 6 800 cas de violation grave des droits de l'homme.

110. Dans le but d'améliorer la transparence et lutter efficacement contre la corruption, le Gouvernement a adopté la Politique Nationale de Transparence (PNT) en janvier 2015. En vue de renforcer et de compléter le dispositif, le Gouvernement envisage l'adoption d'une loi fixant les principes de la transparence dans l'Administration et la vie publique ainsi que la mise en place du Système d'Information pour la Transparence au Mali (SITMA). Aussi, dans le cadre du renforcement du système de déclaration de patrimoine, le Gouvernement s'engage à assurer la conformité des assujettis soumis à l'obligation de déclaration pour déclarer leurs actifs et mettre à jour leur déclaration de patrimoine dans le délai imparti. Des campagnes d'information et de communications ont été menées par l'OCLEI pour une plus grande adhésion et appropriation de la déclaration des biens. Un site Internet a été créé et vise à informer sur la procédure des déclarations du patrimoine, le nombre de dépôts, les propositions de sanctions et toutes informations concernant les assujettis.

111. Dans le cadre du Classement de Transparency International sur la perception de la corruption, le Mali a régressé de dix places, en passant du 120ème sur 180 en 2018 au 130ème sur 180 en 2019. L'objectif visé était de se classer en dessous de la 96ème place. Cette cible n'a pas été atteinte malgré les efforts déployés par le Gouvernement à travers notamment, l'opérationnalisation de l'OCLEI, l'adoption de la Loi 2016-8 du 17 mars 2016 portant loi uniforme relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le terrorisme ainsi que le renforcement des capacités des structures en charge de la lutte contre ce fléau.

Secteurs sociaux

112. La Politique Nationale de l'Education est mise en œuvre à travers le Programme Décennal de Développement de l'Education et de la Formation Professionnelle (PRODEC) et son Plan d'actions 2019-2022. Le secteur de l'éducation reste l'une des priorités du Gouvernement dont l'engagement en matière d'allocation des ressources financières devrait croître d'année en année, conformément aux orientations retenues lors du forum national sur l'éducation. Poursuivant ses efforts financiers en faveur de l'éducation, le Gouvernement a adopté en 2018, la Loi n°2018-007 du 16 janvier 2018 portant statut du personnel enseignant de l'enseignement secondaire, de l'enseignement fondamental et de l'enseignement préscolaire et spécial.

113. Ainsi, en dépit de l'insécurité et des mouvements syndicaux qui perturbent le bon déroulement de l'école, certains indicateurs ont tout de même évolué mais de manière timide. L'indice de parité filles/garçons du TBS au niveau du fondamental 2 est passé de 0,78 en 2015 à 0,88 en 2019 grâce aux efforts déployés par le Gouvernement et ses partenaires en faveur du maintien des filles. Par contre, celui du fondamental 1 est resté quasi stationnaire soit 0,84 en 2015 et 0,86 en 2019. Malgré quelques progrès réalisés en 2019, les autres indicateurs, notamment le Taux Brut de Scolarisation,

le Taux Brut d'Admission, le Ratio Elèves-Maître et le Taux d'Achèvement, au regard des attentes encore nombreuses, n'ont pas atteint un score de très grande envergure.

114. A cause de l'insécurité au nord et au centre du pays, les deux tiers des écoles sont fermés et des élèves privés d'écoles se trouvent au centre du pays, dans la région de Mopti où les violences intercommunautaires se sont ajoutées aux attaques terroristes. Dans les sept (07) régions affectées (Koulikoro, Ségou, Mopti, Gao, Ménaka, Tombouctou et Kidal), 920 écoles (11%) sur un total de 8421 ne sont pas fonctionnelles à la fin de juin 2019, c'est-à-dire à la fin de l'année scolaire 2018 – 2019.

115. Des disparités persistent et s'accentuent davantage entre les régions du pays. Ainsi, la couverture au 1er cycle a régressé dans la région de Gao (74,80% à 65,90%), Mopti (54,50% à 47,30%) de 2015 à 2019. Les facteurs expliquant cette baisse sont liés soit à la non fonctionnalité de certaines écoles publiques ou soit à la fermeture de nombreuses écoles à cause de l'insécurité. Des efforts doivent se poursuivre pour maintenir le maximum d'enfants dans le système.

116. En vue d'améliorer l'état de santé de la population et lutter contre le VIH/Sida, la mise en œuvre du Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social (PDDSS) 2014-2023 se poursuit à travers un programme quinquennal suivant l'approche sectorielle, dénommée le Programme de Développement Sanitaire et Social (PRODESS) IV couvrant la période 2019-2013. Ainsi, dans le cadre de la poursuite des actions visant l'amélioration de l'état de santé et du bien-être de la population malienne en vue d'une accélération de la transition démographique, le taux de couverture géographique en services de santé dans un rayon de 5 km est de 58,4% en 2019 contre 57% en 2018. Quant au nombre de CSCOM fonctionnels, il a atteint 1 427 contre 1 368 en 2018. Par ailleurs, le taux d'accouchements assistés par du personnel qualifié et le pourcentage de CSCOM médicalisé ont été respectivement de 42% et 34% en 2019 contre 35,96% et 34% en 2018.

117. La Politique Nationale de l'Emploi, adoptée en mars 2015, reste un levier privilégié de la stratégie de réduction de la pauvreté à travers la création et l'accès à un emploi plus stable et mieux rémunéré pour une plus grande partie de la population en âge de travailler. Le nombre de nouveaux emplois nets créés par les secteurs public et privé passe de 33 519 en 2014 à 66 842 en 2016 et baisse en 2017 à 61 686 et à 36 122 en 2019. On constate que 5 individus sur 100 en moyenne exercent un emploi formel. Le taux d'emploi informel a diminué en 2019 par rapport à la moyenne des six (06) dernières années. On constate également qu'en 2019, le taux de chômage des jeunes de 15 – 24 ans (11,4%) est environ le double de celui du niveau national (5,9%).

118. S'agissant de l'accès à l'électricité, les efforts destinés à assurer la couverture des besoins en énergie électrique des populations et des activités socioéconomiques ont permis d'accroitre **le taux national d'accès à l'électricité** qui s'établit à 50% en 2019 contre 46,26 % en 2018, soit une augmentation de 3,74 points de pourcentage. Ce qui avoisine la cible (51 %) de 2019 du CREDD (2019-2023). Au niveau urbain, pour une cible de 94 %, il a enregistré un taux de 96% en 2019 contre 93 % en 2018, soit une augmentation de 3 points de pourcentage. Quant au rural, pour une cible de 20 % du CREDD, il affiche un taux de 21,12 % en 2019 contre 24,9 % en 2018, soit une baisse de 3,78 points de pourcentage. Toutefois, le tarif social électricité 1ère tranche EDM, hors TVA continue toujours d'être constant à 59 FCFA. Bien qu'il préserve la stabilité sociale, ce tarif n'encourage pas l'assainissement de la société EDM SA et démotive le retour sur investissement. Le taux de

pénétration des énergies renouvelables a aussi connu une hausse en passant de 5% en 2018 à 13% en 2019, soit une augmentation de 8 points de pourcentage. Par contre, les productions de biocarburant ont enregistré une performance exceptionnelle de 255,80% par rapport à la cible de 60% pour 153,48% de réalisé grâce notamment à la reprise des unités existantes et l'opérationnalisation de nouvelles unités.

119. Dans le domaine de l'amélioration de l'accès à l'eau potable de façon équitable et durable, l'année 2019 a enregistré une progression d'environ 1,05 % du nombre total de nouveaux ouvrages réalisés et une régression de 64,38 % pour le total des réhabilitations d'ouvrages hydrauliques par rapport à 2018. Ce faisant, le taux d'accès connait une baisse en passant de 65,9% en 2018 à 65,8% en 2019 en milieu rural, avec un écart de 0,1 point de pourcentage. En milieu urbain et semi urbain, le taux d'accès passe de 76 % en 2018 à 77,7% en 2019, soit une augmentation de 1,7 point de pourcentage. Au niveau national, le taux d'accès s'améliore en passant de 68,8% en 2018 à 69,2% en 2019, soit une augmentation de 0,4 point de pourcentage.

120. Dans le cadre de la promotion de l'égalité du genre, l'autonomisation de la femme et l'épanouissement de l'enfant et de la famille, les actions de développement se sont essentiellement articulées autour de l'autonomisation de la femme et l'épanouissement de l'enfant, la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles ainsi que les pratiques traditionnelles néfastes (loi contre les VBG) au Mali. A ces actions s'ajoutent également les activités autour de la santé de la reproduction (SR) et la promotion du genre, notamment, la mise en œuvre de la Résolution 1325 et le Plan d'Action de la Politique Nationale Genre. Dans le cadre des activités de promotion du genre et l'égalité de chance, la Loi n°052 du 18 décembre 2015 instituant la promotion du genre a beaucoup impacté sur le pourcentage des postes occupés par les femmes au Mali. Cependant, il faut noter la non fonctionnalité de ces organes dans les régions (comités régionaux genre) consécutive à la non tenue des réunions statutaires, faute de financement.

3.2 Priorités du Gouvernement sur la période 2022-2024

121. Les priorités du cadrage budgétaire 2022-2024 sont fondées sur la stratégie du CREDD 2019-2023 en tenant compte du Plan d'Actions du Gouvernement (PAG 2021-2022) adopté par le Conseil National de Transition le 02 août 2021.

122. **En termes d'allocations budgétaires, la priorité sera accordée à ce qui suit :**

- le renforcement de la défense et de la sécurité ;
- l'organisation des élections générales en 2022 ;
- le renforcement du système judiciaire ;
- le maintien des efforts budgétaires en faveur de l'agriculture et de l'investissement ;
- le renforcement des dépenses sociales et de développement prioritaire ;
- l'amélioration des conditions de vie des travailleurs (mise en œuvre du procès-verbal de conciliation signé avec les partenaires sociaux) ;
- l'opérationnalisation des nouveaux services publics issus des nouvelles régions ;
- la contribution budgétaire de l'Etat à la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger ;
- l'amélioration de la déconcentration et de la décentralisation budgétaire.

123. Les projections budgétaires sont mises en cohérence avec les priorités d'allocations budgétaires

du CREDD 2019-2023 qui est bâti autour de cinq (05) axes. Ainsi, les allocations selon les axes stratégiques se présentent comme suit :

- le premier axe stratégique serait financé en moyenne à 625,6 milliards de FCFA, soit 20,8% dans le cadrage contre 19,7% dans le CREDD ;
- la part du deuxième axe stratégique dans le budget serait en moyenne de 512,3 milliards de FCFA, soit 17% des dépenses totales dans le cadrage contre 16,5% prévus dans le CREDD ;
- le troisième axe stratégique représenterait en moyenne 831,4 milliards de FCFA, soit 27,6 % dans le cadrage contre une prévision du CREDD de 30% ;
- le quatrième axe stratégique serait, quant à lui, financé en moyenne à hauteur de 60,1 milliards de FCFA, soit 2 % des dépenses totales contre 2,2% dans le CREDD ;
- enfin, le cinquième axe stratégique bénéficierait d'un financement en moyenne de 807,1 milliards de FCFA, soit 26,8 % des dépenses totales contre une prévision de 26,3% dans le CREDD ;

124. Les opérations concernant la dette publique sont estimées en moyenne à 172,9 milliards de FCFA représentant 5,8% des dépenses totales contre une prévision de 5,3% dans le CREDD.

Tableau 18: Comparaison des allocations sectorielles du CREDD et du DPBEP (en milliards de FCFA)

AXES du CREDD	2021 LFR		2022 LFI		2023 Proj.		2024 Proj.	
	CREDD	DPBEP	CREDD	DPBEP	CREDD	DPBEP	CREDD[3]	DPBEP
Axe 1 : Consolidation de la démocratie et amélioration de la gouvernance	568,8	593,0	611,4	618,8	662,3	618,8	649,8	649,8
Axe 2 : Restauration de la paix, de la sécurité et renforcement du vivre ensemble	478,0	511,0	514,5	474,0	559,5	511,2	541,0	541,0
Axe 3 : Croissance inclusive et transformation structurelle de l'économie	907,3	788,4	981,1	636,8	1 059,5	827,1	892,3	892,3
Axe 4 : Protection de l'environnement et renforcement de la résilience au changement climatique	67,1	53,2	73,3	44,1	79,6	59,4	65,0	65,0
Axe 5 : Développement du capital humain	758,3	723,2	821,7	763,0	891,7	808,9	856,0	856,0
Opérations concernant la dette publique	154,0	172,8	165,4	211,6	179,6	176,5	175,1	175,1
Total Général	2 933,6	2 841,6	3 167,4	2 748,3	3 432,2	3 001,9	3 179,2	3 179,2

Source : *DGB, 2021*

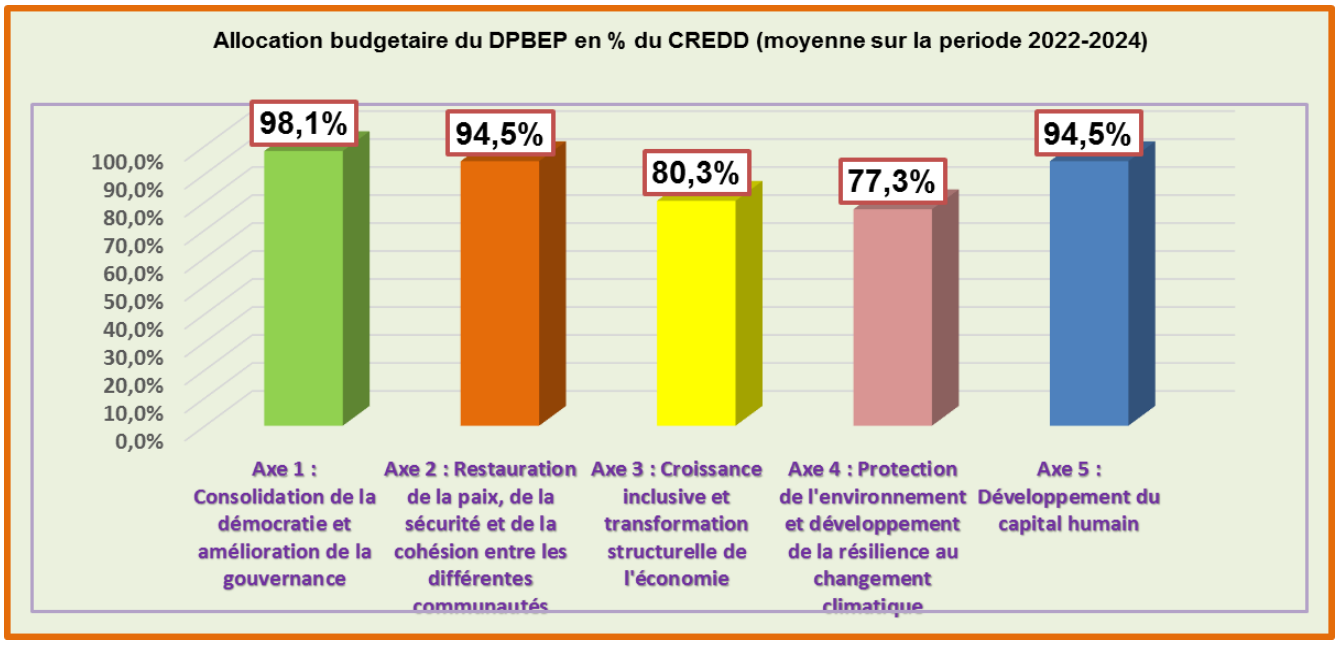
[3] *Les projections du CREDD 2024 sont supposées être les mêmes que pour le DPBEP, le CREDD actuel finissant en 2023.*

Tableau 19: Comparaison des ratios du DPBEP et du CREDD par rapport aux dépenses totales

AXES du CREDD	2021 LFR		2022 LFI		2023 Proj.		2024 Proj.	
	CREDD	DPBEP	CREDD	DPBEP	CREDD	DPBEP	CREDD	DPBEP
Axe 1 : Consolidation de la démocratie et amélioration de la gouvernance	19,4%	20,9%	19,3%	22,5%	19,3%	20,6%	20,4%	20,4%
Axe 2 : Restauration de la paix, de la sécurité et renforcement du vivre ensemble	16,3%	18,0%	16,2%	17,2%	16,3%	17,0%	17,0%	17,0%
Axe 3 : Croissance inclusive et transformation structurelle de l'économie	30,9%	27,7%	31,0%	23,2%	30,9%	27,6%	28,1%	28,1%
Axe 4 : Protection de l'environnement et renforcement de la résilience au changement climatique	2,3%	1,9%	2,3%	1,6%	2,3%	2,0%	2,0%	2,0%
Axe 5 : Développement du capital humain	25,9%	25,4%	25,9%	27,8%	26,0%	26,9%	26,9%	26,9%
Opérations concernant la dette publique	5,2%	6,1%	5,2%	7,7%	5,2%	5,9%	5,5%	5,5%

Source : *DGB, 2021*

Figure 11: Allocation budgétaire du DPBEP en % du CREDD (moyenne sur la période 2022-2024)



Source : *DGB, 2021*

125. La figure ci-dessus indique dans quelle mesure les allocations du cadrage 2022-2024 sont alignées sur le cadrage initial du CREDD 2019-2023. Il ressort que les allocations des axes 1, 2 et 5 sont plus proches du cadrage initial du CREDD. En effet, pour ces axes le taux d'allocation oscille entre 94,4% et 99,7%. Par contre, pour les axes 3 et 4, il existe un écart assez important entre les allocations du DPBEP et le CREDD. Cet écart varie de 13,4% pour l'axe 3 à 15,7% pour l'axe 4. Cela pourrait s'expliquer par la baisse attendue de certaines dépenses d'investissement sur la période 2022-2024, conformément à l'orientation de la politique budgétaire du Gouvernement qui amorcera une consolidation à partir de 2022 en vue d'un retour progressif à un déficit budgétaire compatible avec la viabilité de la dette publique.

3.3 Analyse des allocations budgétaires 2022-2024 par axe du CREDD et par fonction

126. L'analyse des dépenses par axe et par fonction permet de donner la structure des dépenses en fonction des priorités stratégiques du Gouvernement, compte tenu des objectifs socioéconomiques que les administrations publiques s'efforcent d'atteindre. Elle regroupe les dépenses publiques autour de dix (10) grandes fonctions reparties entre les différents axes du CREDD présentées dans le tableau ci-dessous.

127. Sur la période 2022-2024, la politique budgétaire sera plutôt resserrée afin de permettre un retour progressif à un déficit budgétaire global conforme à la norme communautaire de l'UEMOA (3% du PIB) à l'horizon 2024, après la crise de 2020 liée à la pandémie du coronavirus dont les effets continuent de peser sur le cadre macroéconomique. A cet effet, plusieurs secteurs subiront une réduction de leur allocation budgétaire en 2022 comparativement à l'année 2020 et 2021. Cependant, au fur et à mesure que les recettes budgétaires augmentent, les allocations budgétaires seront réajustées à la hausse en tenant compte des priorités Gouvernementales et en privilégiant les investissements.

Tableau 20: Allocations budgétaires par axe du CREDD et par fonction (en milliards de FCFA) 2021-2024

AXES/FONCTIONS	LFR 2021	2022 LFI	2023 Proj.	2024 Proj.	Moy. 22-24
Axe 1 : Consolidation de la démocratie et amélioration de la gouvernance	**593,0**	**618,8**	**618,8**	**649,8**	**629,1**
Services généraux des administrations publiques	559,8	578,2	580,6	608,9	589,2
Ordre et sécurité publics	33,2	40,6	38,2	40,9	39,9
Axe 2 : Restauration de la paix, de la sécurité et renforcement du vivre ensemble	**511,0**	**474,0**	**511,2**	**541,0**	**508,7**
Défense	380,8	316,3	357,9	377,5	350,6
Ordre et sécurité publics	130,2	157,7	153,3	163,5	158,2
Axe 3 : Croissance inclusive et transformation structurelle de l'économie	**788,4**	**636,8**	**827,1**	**892,3**	**785,4**
Affaires économiques	705,1	562,0	738,2	796,7	699,0
Logement et équipements collectifs	72,4	60,3	74,3	80,0	71,5
Loisirs, culture et culte	10,9	14,5	14,5	15,6	14,9
Axe 4 : Protection de l'environnement et renforcement de la résilience au changement climatique	**53,2**	**44,1**	**59,4**	**65,0**	**56,2**
Protection de l'environnement	53,2	44,1	59,4	65,0	56,2
Axe 5 : Développement du capital humain	**723,2**	**763,0**	**808,9**	**856,0**	**809,3**
Santé	154,3	171,9	166,8	176,7	171,8
Loisirs, culture et culte	6,3	13,5	8,1	8,6	10,1
Enseignement	465,5	486,0	530,3	561,2	525,8
Protection sociale	97,0	91,5	103,6	109,5	101,5
Opérations concernant la dette publique	**172,8**	**211,6**	**176,5**	**175,1**	**187,8**
Total Général	**2 841,6**	**2 748,3**	**3 001,9**	**3 179,2**	**2 976,5**

Source : *DGB, 2021*

Tableau 21: Ratios par rapport aux dépenses totales 2021-2024

AXES/ FONCTIONS	LFR 2021	2022 LFI	2023 Proj.	2024 Proj.	Poids Moy. 22-24
Consolidation de la démocratie et amélioration de la gouvernance	**20,9%**	**22,5%**	**20,6%**	**20,4%**	**21,2%**
Services généraux des administrations publiques	19,7%	21,0%	19,3%	19,2%	19,8%
Ordre et sécurité publics	1,2%	1,5%	1,3%	1,3%	1,3%
Restauration de la paix, de la sécurité et renforcement du vivre ensemble	**18,0%**	**17,2%**	**17,0%**	**17,0%**	**17,1%**
Défense	13,4%	11,5%	11,9%	11,9%	11,8%
Ordre et sécurité publics	4,6%	5,7%	5,1%	5,1%	5,3%
Croissance inclusive et transformation structurelle de l'économie	**27,7%**	**23,2%**	**27,6%**	**28,1%**	**26,3%**
Affaires économiques	24,8%	20,4%	24,6%	25,1%	23,4%
Logement et équipements collectifs	2,5%	2,2%	2,5%	2,5%	2,4%
Loisirs, culture et culte	0,4%	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Protection de l'environnement et renforcement de la résilience au changement climatique	**1,9%**	**1,6%**	**2,0%**	**2,0%**	**1,9%**
Protection de l'environnement	1,9%	1,6%	2,0%	2,0%	1,9%
Développement du capital humain	**25,4%**	**27,8%**	**26,9%**	**26,9%**	**27,2%**
Santé	5,4%	6,3%	5,6%	5,6%	5,8%
Loisirs, culture et culte	0,2%	0,5%	0,3%	0,3%	0,3%
Enseignement	16,4%	17,7%	17,7%	17,7%	17,7%
Protection sociale	3,4%	3,3%	3,5%	3,4%	3,4%
Opérations concernant la dette publique	**6,1%**	**7,7%**	**5,9%**	**5,5%**	**6,4%**
Total Général	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**

Source : *DGB, 2021*

3.3.1 Axe 1 : Consolidation de la démocratie et amélioration de la gouvernance

128. C'est l'axe moteur du CREDD 2019-2023. En effet, l'analyse structurelle a montré que les variables les plus motrices relèvent de la gouvernance et que celles qui relèvent des domaines économique, social et environnemental sont plutôt des variables de résultats. Cela veut dire que la plupart des politiques socio-économiques et sectorielles requièrent, pour donner les résultats escomptés dans le sens de l'amélioration des conditions de vie des populations, beaucoup de conditions préalables relevant pour la plupart des variables de gouvernance. Cet axe vise à réformer les institutions politiques, adopter de meilleures pratiques démocratiques et améliorer la gouvernance administrative, économique, sociale et sécuritaire.

129. Les objectifs globaux de cet axe stratégique sont les suivants :

- consolider la démocratie malienne ;

- améliorer la gouvernance administrative, économique et financière et renforcer le partenariat pour le développement durable ;
- renforcer la décentralisation ;
- promouvoir l'état de droit ;
- promouvoir le dialogue social.

130. Conformément au PAG 2021-2022, il s'agira de contribuer à mettre en œuvre les axes 2, 3 et 4 relatifs respectivement aux réformes politiques et institutionnelles, à l'organisation des élections générales et à la promotion de la bonne gouvernance.

131. L'axe 1 du CREDD couvre les fonctions suivantes : (i) Services généraux des administrations publiques et (ii) Ordre et sécurité publics, notamment, les sous-fonctions (ou groupes) relatives aux tribunaux et Administration pénitentiaire.

132. Pour l'atteinte des objectifs fixés à cet axe, le cadrage budgétaire 2022-2024 prévoit en moyenne 21,2% des dépenses totales. En valeur absolue, les allocations passent de 593 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2021 à 649,8 milliards de FCFA en 2024, soit un taux d'accroissement moyen de 2,5% entre 2022-2024.

- **Services Généraux des Administrations Publiques**

133. Les allocations en faveur des services généraux des administrations publiques (hors opération concernant la dette publique) sont projetées en 2022 à 578,2 milliards de FCFA et passeraient à 608,9 milliards de FCFA en 2024 contre une inscription de 559,8 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2021. Les dotations serviront à poursuivre l'atteinte des objectifs spécifiques du CREDD suivants :

- réformer les institutions et renforcer la démocratie ;
- renforcer la citoyenneté et le civisme ;
- moderniser l'administration publique ;
- renforcer le système de planification et de gestion du développement ;
- gérer efficacement les finances publiques et lutter contre la corruption et la délinquance financière ;
- assurer une gestion transparente des affaires foncières ;
- renforcer le partenariat pour le développement durable ;
- améliorer la gouvernance locale ;
- assurer la mise en œuvre diligente de la charte de la déconcentration des services de l'Etat et accélérer le transfert des compétences et des ressources ;
- promouvoir les économies régionales et locales ;
- accroître la qualité de la justice et en faire un instrument de garantie de la paix sociale ;
- garantir les droits fondamentaux des citoyens ;
- mettre en place le cadre institutionnel de dialogue social ;
- renforcer les capacités des acteurs du dialogue social ;
- créer les conditions d'une meilleure représentativité des syndicats.

- **Ordre et sécurité publics**

134. Les sous-fonctions de l'ordre et sécurité qui participent à la mise en œuvre de l'axe 1 concernent les tribunaux et l'administration pénitentiaire. Dans ce cadre, les objectifs spécifiques poursuivis sont les suivants :

- accroître la qualité de la justice et en faire un instrument de garantie de la paix sociale ;

- garantir les droits fondamentaux des citoyens.

135. Les allocations en faveur des tribunaux et administrations pénitentiaires sont projetées en moyenne sur la période 2022-2024 à 39,9 milliards de FCFA par an contre une dotation de 33,2 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2021, soit une croissance moyenne de 0,3% entre 2022-2024.

3.3.2 Axe 2 : Restauration de la paix, de la sécurité et renforcement du vivre ensemble

136. C'est l'axe phare pour la stabilisation du pays. Il s'agit de restaurer la société malienne dans ses dimensions de paix et de cohésion sociale dans la diversité culturelle et religieuse. Cette condition est nécessaire pour que l'activité économique puisse se développer partout sur le territoire et se traduire par l'amélioration des conditions de vie des populations. Cet axe accordera une attention particulière à la mise en œuvre consensuelle de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali et aux efforts de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

137. Les objectifs globaux de cet axe stratégique sont les suivants : (i) restaurer la paix et assurer la sécurité des personnes et des biens ; (ii) lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

138. Spécifiquement, il s'agit de :

- appliquer de manière consensuelle l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali ;
- assurer la protection des citoyens et prévenir et gérer les conflits intercommunautaires en vue d'améliorer la cohésion nationale ;
- détecter, évaluer et éliminer toutes les conditions propices au développement du terrorisme, de la radicalisation et de l'extrémisme violent ;
- lutter contre l'impunité et poursuivre tous les auteurs et complices de crimes d'extrémisme violent et de terrorisme ;
- apporter des réponses justes, proportionnées et diligentes en cas d'attaque terroriste ou d'actes d'extrémisme violent.

139. En faisant le lien avec le PAG 2021-2022, il s'agira de mettre en œuvre les actions relatives aux axes 1 et 4 consacrés respectivement au renforcement de la sécurité sur l'ensemble du territoire national et à la promotion de la bonne gouvernance et l'adoption d'un pacte de stabilité sociale.

140. Aussi, l'axe 2 du CREDD couvre les fonctions suivantes : (i) défense et (ii) Ordre et sécurité publics hors les sous-fonctions (ou groupes) relatives aux tribunaux et l'administration pénitentiaire.

141. Durant la période 2022-2024, les allocations budgétaires en faveur de cet axe seront en moyenne 17,1% des dépenses totales et passeraient de 511 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2021 à 508,7 milliards de FCFA en moyenne sur 2022-2024.

- **Défense**

142. Les allocations budgétaires pour la défense sont projetées en moyenne à 350,6 milliards de FCFA sur la période 2022-2024 contre 380,8 milliards de FCFA en 2021. Au cours de la période, le poids moyen des dépenses militaires dans le budget d'Etat serait de 11,8%. Ces évolutions s'expliqueraient essentiellement par le renforcement des capacités opérationnelles des forces de défense nationale en lien avec la consolidation des acquis de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM 2015-2019).

- **Ordre et Sécurité (**hors tribunaux et administration pénitentiaire)

143. Dans le cadre du renforcement des acquis de la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI) en vue de lutter contre l'insécurité sous toutes ses formes, les dépenses en faveur de l'ordre et la sécurité s'établiraient en moyenne à 158,2 milliards de FCFA sur la période 2022-2024, contre 130,2 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2021, soit un taux de progression de 1,8% en moyenne sur la période du cadrage budgétaire. Les augmentations se justifieraient par le renforcement des effectifs ainsi des capacités opérationnelles des forces de la police, de la gendarmerie et de la protection civile.

3.3.3 Axe 3 : Croissance inclusive et transformation structurelle de l'économie

144. Cet axe vise à créer les conditions d'une croissance économique soutenue à travers une transformation structurelle de l'économie portée par une industrialisation plus forte grâce au développement des chaines de valeur les plus compétitives, le développement et la modernisation des infrastructures, une meilleure productivité globale des facteurs, un système de financement de l'économie plus efficient et une exploitation judicieuse des ressources minières et des technologies de l'information et de la communication.

145. En dépit d'une croissance forte durant des années, l'économie malienne a structurellement très peu évolué. Elle est restée caractérisée par la prépondérance des secteurs primaire et tertiaire dans la création de richesses.

146. Les objectifs globaux de cet axe stratégique sont :

- créer un environnement favorable à la diversification de l'économie et à une croissance forte et inclusive ;
- promouvoir un secteur agricole durable, moderne et compétitif ;
- développer une industrie intégrée à l'économie, compétitive et créatrice d'emplois ;
- promouvoir les valeurs et infrastructures culturelles favorables à la création de richesses ;
- développer et améliorer l'efficacité des secteurs d'appui à la production ;
- mettre en place et développer un partenariat et une stratégie de financement du développement.

147. Les objectifs spécifiques se résument entre autres à :

- renforcer la stabilité du cadre macroéconomique ;
- promouvoir le secteur privé et améliorer le climat des affaires ;
- promouvoir une croissance réductrice de la pauvreté et des inégalités ;
- promouvoir la productivité et la compétitivité de l'Agriculture ;
- accroitre la contribution de l'élevage à la croissance et à la réduction de la pauvreté ;
- accroître la contribution de la pêche à la croissance et à la réduction de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- diversifier et intégrer la production minière à l'économie comme un facteur de développement durable ;
- développer des industries basées sur le potentiel des chaînes de valeur ;
- développer les autres secteurs porteurs de croissance ;
- développer et améliorer l'efficacité des infrastructures de transport ;
- répondre aux besoins énergétiques du pays en qualité, en quantité et au moindre coût ;

- promouvoir l'économie numérique ;
- accroître la contribution du secteur financier à la croissance économique à travers une meilleure inclusion financière ;
- renforcer la mobilisation de ressources internes et externes ;
- mettre en œuvre une stratégie efficace d'endettement public.

148. En lien avec le PAG 2021-2022, il s'agira de contribuer à l'atteinte des objectifs de l'axe 4 relatif à la promotion de la bonne gouvernance et à l'adoption d'un pacte de stabilité sociale.

149. L'axe 3 du CREDD couvre les fonctions suivantes : (i) Affaires économiques et (ii) Logement et équipements collectifs (iii) Loisirs, culture et culte notamment sur les aspects liés aux services culturels.

150. Durant la période du cadrage, les allocations budgétaires en faveur de cet axe se situeraient en moyenne à 26,3% des dépenses totales et passeraient de 636,8 milliards de FCFA en 2022 à 892,3 milliards de FCFA en 2024, soit une progression moyenne de 18,4% entre 2022-2024.

- **Affaires économiques**

151. Les dépenses des affaires économiques sont projetées en moyenne à 699 milliards de FCFA sur la période 2022-2024 contre 705,1 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2021. Elles représentent en moyenne 23,4% des dépenses totales, avec un taux de croissance annuel moyen de 19,1% sur la période 2022-2024.Cette hausse est imputable, principalement, à : (i) l'augmentation des dépenses en faveur du secteur agricole ; (ii) la réalisation des infrastructures de transport et (iii) le soutien à la production d'énergie et à l'approvisionnement en eau.

152. Les principales actions porteront entre autres sur :

- la réalisation d'actions de développement dans le cadre de la mise en œuvre du Fonds de Développement Durable ;
- l'aménagement du barrage de Taoussa ;
- la mise en œuvre du projet de reconstruction et de relance économique ;
- le développement de l'irrigation ;
- la construction du 4ème pont de Bamako ;
- la mise en œuvre du projet adaptation agricole et élevage au changement climatique ;
- la mise en œuvre du fonds national d'appui à l'agriculture ;
- la mise en œuvre du programme d'accroissement de la production agricole au Mali (PAPAM) ;
- la mise en œuvre du Programme Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (WAP II) ;
- la réalisation des travaux d'extension de 200 ha de la plaine de Saouné ;
- la mise en œuvre du projet de développement de l'Agriculture dans les zones arides du Mali ;
- la mise en œuvre du programme de développement intégré des ressources animales et aquacoles au Mali ;
- la poursuite du désenclavement intérieur et extérieur du pays à travers :
  - ✓ le bitumage du tronçon Goma Coura-Tombouctou ;
  - ✓ l'aménagement d'infrastructures routières structurantes (PAIRS) ;
  - ✓ la construction et le bitumage de la route Kolondièba-Zantièbougou (frontière RCI);
  - ✓ la construction de la route Kayes–Kenièba ;

- ✓ la construction et le butimage de la route Banconi-Dialakorodji-Safo-Dabani-Nonsombougou ;
- ✓ la construction de la section Yanfolila-Kalana-Frontière Guinée.

- **Logement et équipements collectifs**

153. Les dépenses relatives au logement et équipements collectifs qui s'élèvent à 72,4 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2021, s'établiraient en moyenne à 71,5 milliards de FCFA en 2022-2024 et représenteraient environ 2,4% des dépenses totales. Les actions prioritaires relatives au logement et aux équipements collectifs porteront sur :

- ➢ la poursuite de la mise en œuvre du programme de construction de 50.000 logements sociaux ;
- ➢ la mise en œuvre du programme d'urgence AEP milieu rural ;
- ➢ la mise en œuvre de la réforme foncière sécurisée.

- **Loisirs, culture et culte (hors Services récréatifs et sportifs et Culte et autres services communautaires)**

154. Les dépenses relatives aux Loisirs, culture et culte se chiffreraient en moyenne à 14,9 milliards de FCFA sur la période 2022-2024 contre une inscription budgétaire 10,9 milliards de FCFA en 2021, soit un rythme d'augmentation moyen de 3,8% entre 2022-2024. Ces allocations serviront à promouvoir les secteurs de la culture, de l'artisanat et du tourisme.

155. Les principales actions prioritaires porteront sur :

- ➢ la redynamisation du cinéma malien ;
- ➢ la revalorisation du service national des jeunes ;
- ➢ la réalisation et l'aménagement des infrastructures culturelles et sportives.

3.3.4 Axe 4 : Protection de l'environnement et renforcement de la résilience au changement climatique

156. La détérioration de l'environnement est le résultat d'un ensemble de phénomènes complexes qui sont d'abord d'ordre climatique (sécheresse, variabilité de la pluviométrie ayant fragilisé l'écosystème), ensuite anthropique (forte pression démographique, systèmes de production extensifs et inadaptés, feux de brousse, etc.) et finalement des conditions de vie précaires des populations et l'absence d'implication des populations dans la protection de l'environnement. La problématique de l'environnement est constatée par une dégradation continue du cadre de vie et des conditions des populations aussi bien urbaines que rurales.

157. Cet axe vise à concevoir le processus de développement avec le souci de préserver l'environnement et de développer la capacité de résilience des populations face aux effets du changement climatique.

158. Pour faire face aux défis liés à l'environnement et au changement climatique, le Gouvernement du Mali a adopté plusieurs politiques et stratégies parmi lesquelles : la Politique Nationale de Protection de l'Environnement, la Politique Nationale Forestière, la Politique Nationale d'Assainissement, la Politique Nationale sur les Changements Climatiques, la Politique Nationale des zones humides, la Stratégie de Sauvegarde et de Gestion Intégrée des Ressources du Fleuve Niger,

et le Cadre Stratégique d'Investissement pour la Gestion Durable des Terres. Le Mali a aussi ratifié plusieurs accords et traités internationaux, notamment, les conventions de Rio (Désertification, Biodiversité et Changement Climatique).

159. Pour la mise en œuvre de cet axe, les objectifs globaux sont les suivants : (i) garantir un environnement sain et le développement durable et (ii) renforcer la résilience au changement climatique.

160. Pour ce faire, plusieurs objectifs spécifiques ont été définis à savoir :

- promouvoir une gestion décentralisée et participative des ressources naturelles renouvelables ;
- favoriser l'utilisation des technologies innovantes respectueuses de l'environnement ;
- améliorer le cadre de vie des populations ;
- renforcer les capacités de prévention et de gestion des risques et des catastrophes naturelles ;
- améliorer la capacité d'adaptation des populations et la résilience des systèmes.

161. L'axe 4 couvre essentiellement la fonction protection de l'environnement et concentrera durant la période du cadrage, une allocation budgétaire se situant à 1,9% en moyenne des dépenses totales. Ces allocations passeraient de 53,2 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2021 à 56,2 milliards de FCFA en moyenne sur la période 2022-2024, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 21,5%.

162. Ces allocations viseront, entre autres, à préserver la diversité biologique et à lutter contre la pollution à travers la réalisation et la réhabilitation des ouvrages d'assainissements collectifs. Les actions prioritaires vont porter sur :

- la mise en œuvre du projet hydraulique et assainissement en milieu rural ;
- la mise en œuvre du projet gestion des ressources naturelles et changement climatique ;
- la réhabilitation économique et environnementale du fleuve Niger ;
- la mise en œuvre du Programme de développement durable du Delta Intérieur du Niger ;
- la mise en œuvre du Programme Commun d'appui à la GIRE.

3.3.5 Axe 5 : Développement du capital humain

163. L'ambition de cet axe est de faire en sorte que les efforts de développement se traduisent pour les populations, notamment les jeunes, les femmes et les personnes en situation de handicap, par une éducation de qualité, une bonne santé, des emplois décents, un accès universel à l'eau potable, un cadre de vie sain et une meilleure protection sociale. Il s'agit de transformer l'important bonus démographique dont dispose le Mali en un réel dividende démographique. Cet axe visera également à faire de l'urbanisation et de la migration des opportunités pour le développement du Mali.

164. La qualité des ressources humaines constitue la première richesse de la Nation. Ce sont les ressources humaines qui, utilisant les moyens disponibles, créent la richesse. L'amélioration des performances économiques et la réduction durable de la pauvreté et des inégalités nécessitent la définition de politiques de développement des ressources humaines. Ces politiques et stratégies devront être mises en œuvre à travers des programmes ambitieux et cohérents prenant en compte les droits humains, la question du genre et le ciblage des plus vulnérables. Il est également indéniable que la réalisation des objectifs de développement durable passe par la disponibilité d'un capital humain de qualité et bien employé, source de croissance économique durable et partagée.

165. Les objectifs globaux de cet axe stratégique sont les suivants :

- contribuer à l'amélioration de l'état de santé et du bien-être de la population malienne en vue d'une accélération de la transition démographique ;
- assurer le droit des citoyens à une éducation et une formation de qualité à travers un système éducatif inclusif, mieux adapté, cohérent et fonctionnel ;
- assurer l'accès universel aux services de l'eau potable, de l'hygiène et de l'assainissement ;
- créer les conditions de réalisation de l'autonomisation de la femme, de l'enfant et de la famille ;
- mieux gérer la croissance démographique et la migration afin qu'elles contribuent à la réduction de la pauvreté et au développement durable du pays ;
- mieux encadrer l'urbanisation pour en faire un facteur moteur de la croissance économique et du développement durable ;
- promouvoir la protection sociale pour prévenir la vulnérabilité et l'exclusion sociale ;
- développer les activités physiques et sportives au Mali.

.

166. L'axe 5 du CREDD couvre les fonctions suivantes : (i) Santé ; (ii) Enseignement ; (iii) Protection Sociale et (iv) Loisirs, Culture et Culte (en ce qui concerne les aspects récréatifs et sportifs ainsi que le culte et autres services communautaires).

167. En vue de l'atteinte des objectifs fixés à cet axe, le cadrage budgétaire prévoit en moyenne 27,2% des dépenses totales sur la période 2022-2024. En valeur absolue, les allocations passent de 723,2 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2021 à 809,3 milliards de FCFA en moyenne à l'horizon 2022-2024, soit un taux d'accroissement moyen de 5,9%.

- **Santé**

168. Dans le cadre de la mise en œuvre du CREDD, les allocations budgétaires du secteur de la santé sont projetées en moyenne à 171,8 milliards de FCFA sur la période 2022-2024 contre près de 154 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2021, soit un poids moyen de 5,8% des dépenses totales. Le niveau des allocations évoluerait à un rythme annuel moyen de 1,4% entre 2022-2024. Les dépenses s'inscriront dans le cadre de l'amélioration de la qualité des services sanitaires et de la lutte contre les maladies à travers notamment :

- la construction et l'équipement des infrastructures de santé (Hôpitaux, Cs réf, etc.) ;
- l'amélioration du plateau technique des hôpitaux ;
- l'augmentation de l'offre et l'utilisation de services et produits de santé de qualité fournis par des ressources humaines qualifiées et équitablement réparties sur l'ensemble du territoire ;
- la réduction de la morbidité et de la mortalité liées aux maladies transmissibles et non, aux modes de vie et aux conditions de travail et le renforcement de la lutte contre le VIH-Sida ;
- la réduction de la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile.

- **Enseignement**

169. Les dotations relatives à l'enseignement qui se chiffrent à 465,5 milliards de FCFA en 2021 sont prévues en moyenne à 525,8 milliards de FCFA entre 2022-2024. Elles représentent en moyenne 17,7% des dépenses totales. Cette augmentation est en cohérence avec la volonté du Gouvernement de rendre performant le système éducatif et de renforcer la qualité des ordres d'enseignement. Les priorités s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du PRODEC 2 et concernent entre autres :

- le recrutement du personnel enseignant, chercheur et d'encadrement en nombre et en qualité ;
- la construction, la réhabilitation et l'équipement des infrastructures d'accueil des étudiants (pédagogiques, sociales et laboratoires) ;
- la maitrise de la gestion de flux des étudiants ;
- l'amélioration du rendement interne du système pour une meilleure employabilité des jeunes et l'insertion socioprofessionnelle des sortants ;
- l'achèvement d'un enseignement fondamental de qualité pour tous les enfants, filles et garçons ;
- la promotion des valeurs culturelles favorables à la création de la richesse et au développement durable ;
- le renforcement de la qualité de la gestion du système éducatif et de ses ressources ;
- l'accroissement des conditions d'accès à l'enseignement supérieur et au renforcement de la recherche scientifique et l'innovation ;
- la généralisation de l'APC dans l'enseignement secondaire technique et professionnel ;
- l'élaboration d'une stratégie et d'un plan de généralisation progressive du curriculum bilingue de l'enseignement fondamental des niveaux 1, 2, 3 et 4.

- **Protection sociale**

170. Les dépenses relatives à la protection sociale se chiffreraient en moyenne à 101,5 milliards de FCFA entre 2022-2024 contre une inscription budgétaire de 97 milliards de FCFA en 2021. Durant la période de cadrage, les allocations en faveur de la protection sociale représenteraient en moyenne 3,4% des dépenses totales du Gouvernement.

171. Ces dépenses visent d'une part, à assurer la prise en charge de la retraite vieillesse à travers les différents régimes d'assurance, et d'autre part, à fournir les appuis nécessaires aux populations défavorisées et les groupes vulnérables pour leur garantir une vie décente. Elles permettent également d'appuyer la promotion du genre. Les actions prioritaires permettront de :

- assurer la protection et la sécurisation des migrants et les membres de leurs familles ;
- étendre la protection sociale à tous ;
- assurer la sécurité élémentaire de revenu ;
- renforcer la participation des femmes et des jeunes dans les activités socioéconomiques ;
- faciliter l'accès des femmes aux postes nominatifs et électifs ;
- investir dans le capital humain pour capturer le dividende démographique au Mali.

IV. SITUATION FINANCIÈRE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DES ORGANISMES PUBLICS

4.1 Situation financière des Collectivités Territoriales

4.1.1 Ressources transférées aux Collectivités Territoriales

172. Dans le cadre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, l'Etat s'est engagé à transférer aux collectivités territoriales l'équivalent de 30% des recettes budgétaires. Durant la période récente, (2018 à 2020), les transferts budgétaires n'ont cessé de s'accroître en dépit des contraintes liées à la situation socio-sécuritaire dans le pays et récemment celles liées à la crise sanitaire du coronavirus.

Tableau 22 : Transferts budgétaires inscrits dans la loi de finances au profit des collectivités (en milliards de FCFA), 2018-2021

Niveau de collectivité	LFI 2018		LFR 2019		LFR 2020		Moyenne	LFI 2021	
	Montant	Part dans total ressources transférées	Montant	Part dans total ressources transférées	Montant	Part dans total ressources transférées	Montant moyen 2018-2020	Montant	Part dans total ressources transférées
Conseil Régional	83,6	25,6%	98,2	27,9%	91,5	22,9 %	91,1	87,4	19,1%
Conseil de Cercle	50,4	15,4%	47,2	13,6%	48,7	12,2 %	48,8	58,02	12,7%
Conseil Communal	138,0	42,3%	138,9	40,0%	164,3	41,1 %	147,1	184,2	40,2%
Crédits Globaux	54,3	16,6%	64,3	18,5%	95,6	23,9 %	71,4	128,0	28,0%
TOTAL	**326,2**	**100,0%**	**348,6**	**100,0%**	**400,1**	**100,0%**	**358,3**	**457,67**	**100,0%**

Source : *DGB, 2021*

173. Au sein des Collectivités Territoriales, le Conseil Communal et le Conseil Régional sont les premiers bénéficiaires des transferts budgétaires avec respectivement 147,1 milliards de FCFA et 91,1 milliards de FCFA en moyenne sur la période 2018-2020. L'échelon intermédiaire, à savoir le Conseil de Cercle, a bénéficié en moyenne d'un transfert de 48,8 milliards de FCFA entre 2018-2020.

174. En perspective pour 2021, les ressources transférées au niveau des Collectivités Territoriales sont évaluées à 184,2 milliards de FCFA pour le Conseil Communal, 87,4 milliards de FCFA pour le Conseil Régional et 58 milliards de FCFA pour le Conseil de Cercle. Ils représentent respectivement 40,2%, 19,1% et 12,7% du montant total des ressources transférées du budget d'Etat 2021.

Tableau 23: Transferts budgétaires au profit des collectivités par nature (en milliards de FCFA), 2018-2021

Natures	LFI 2018		LFR 2019		LFR 2020		Moyenne	LFI 2021	
	Montant	Part dans total ressources transférées	Montant	Part dans total ressources transférées	Montant	Part dans total ressources transférées	Montant moyen 2018-2020	Montant	Part dans total ressources transférées
Dépenses courantes	213,8	65,5%	218,4	27,9%	278,6	69,6%	236,9	302,4	66,1%
dont personnel	175,8	53,9 %	183,8	13,6%	217,4	54,3%	192,3	237,3	51,9%
Dépenses en capital	112,4	34,5%	130,2	40,0%	121,5	30,4%	121,4	155,3	33,9%
dont Appui Budgétaire	4,7	1,4%	5,8	18,5%	3,2	0,8%	4,6	2,2	0,5%
TOTAL	**326,2**	**100,0%**	**348,6**	**100,0%**	**400,1**	**100,0%**	**358,3**	**457,7**	**100,0%**

Source : *DGB, 2021*

175. Sur la période 2018-2019, les ressources transférées aux collectivités territoriales en termes de dotations budgétaires ont été consacrées en grande partie aux dépenses courantes qui sont estimées

à 213,8 milliards de FCFA dans le budget 2018, 218,4 milliards de FCFA dans le budget 2019 et 278,6 milliards de FCFA dans le budget rectificatif 2020, soit en moyenne 236,9 milliards de FCFA sur la même période. Quant aux ressources transférées relatives aux dépenses en capital, elles sont estimées à 112,4 milliards de FCFA dans le budget 2018, 130,2 milliards de FCFA dans le budget 2019 et enfin 121,5 milliards de FCFA dans le budget rectificatif 2020, soit une moyenne de 121,4 milliards de FCFA sur la période 2018-2020.

176. En 2021, les ressources transférées aux collectivités territoriales se caractériseraient par une hausse de 57,6 milliards de FCFA correspondant à un taux de progression de 14,4%. Cette hausse est imputable en grande partie aux dépenses en capital qui s'afficheraient à 155,3 milliards de FCFA en 2021 contre 121,5 milliards de FCFA en 2020, soit une augmentation de 27,9 %. Cependant, les ressources transférées restent dominées par les dépenses courantes qui représentent environ 66% du total dont une large proportion est destinée au traitement salarial pour environ 52%.

Tableau 24 : Transferts budgétaires aux collectivités en pourcentage des recettes budgétaires 2018-2021

Libellés	Lois de finances			
	2018	2019	2020	2021
Recettes budgétaires (en milliards de FCFA)	1 650,1	1 626,5	1 498,3	1 757,4
Crédits décentralisés (en milliards de FCFA)	326,2	348,6	400,1	457,7
Ratio (en Pourcentage)	19,8	21,4	26,7	26,0

Source : *DGB, 2021*

177. Dans la loi de finances 2018, les ressources transférées aux collectivités territoriales se chiffraient à 19,8% des recettes budgétaires (recettes fiscales et non fiscales hors recettes en capital). Entre 2019 et 2021, les efforts budgétaires se sont poursuivis au profit des collectivités territoriales. A cet effet, les transferts budgétaires en pourcentage des recettes budgétaires se situeraient respectivement à 21,4% et plus de 26% entre 2020-2021. En somme, entre 2018 et 2021, les crédits décentralisés ou transferts budgétaires aux Collectivités Territoriales ont connu un taux d'accroissement annuel moyen de 40,3% tandis que les recettes budgétaires de l'Etat n'ont évolué que de 6,5% durant la même période.

4.1.2 Situation financière des Collectivités Territoriales

178. Il n'existe pas, à ce stade, un système statistique complet pour la collecte des données financières des collectivités territoriales. Les données présentées ci-après proviennent de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP) qui reçoit annuellement les données budgétaires des Collectivités. Toutefois, sur la période couverte (2016-2018), les données reçues par la DNTCP restent partielles, car elles ne concernent qu'en moyenne 67% des collectivités territoriales du Mali. Ce qui présente une limite objective dans l'analyse et l'interprétation des informations financières.

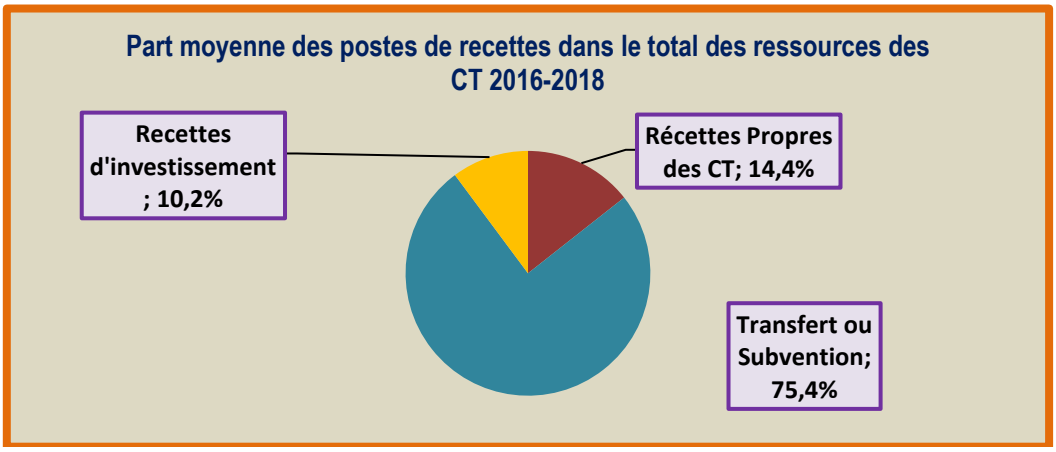
Tableau 25: Evolution des recettes et des dépenses des Collectivités territoriales (2016-2018), en millions FCFA

Rubriques	Réalisations			Taux de crois.
	2016	2017	2018	2016-2018
Recettes	**196 585**	**173 636**	**229 770**	**8,1%**
Recettes Propres des CT dont :	**27 921,1**	**24 413,3**	**34 196,7**	**10,7%**
Recettes Fiscales	22 251,4	19 914,8	28 304,1	12,8%
Recettes non Fiscales	4 810,3	4 304,5	5 640,4	8,3%
Autres recettes propres (à préciser)	859,4	194,0	252,1	-45,8%
Transfert ou Subvention dont	**150 377,2**	**132 209,0**	**169 315,5**	**6,1%**
Subvention de l'Etat	136 779,3	124 069,3	162 009,0	8,8%
Autres subventions (à préciser)	13 597,8	8 139,7	7 306,5	-26,7%
Recettes d'investissement	**18 286,4**	**17 014,1**	**26 257,4**	**19,8%**
Dépenses	**197 137**	**168 947**	**227 096**	**7,3%**
Dépenses courantes dont :	**176 139,8**	**153 549,0**	**200 025,4**	**6,6%**
Personnel	133 290,5	109 946,3	149 849,1	6,0%
Fonctionnement	42 849,3	43 602,7	50 176,2	8,2%
Dépenses d'investissement dont :	**20 996,9**	**15 397,8**	**27 070,2**	**13,5%**
Financement sur ressources propres	4 461,6	3 245,6	3 674,7	-9,2%
Financement sur subventions (Etat, PTF), Dons et emprunts	16 535,3	12 152,1	23 395,5	18,9%

Source : *DNTCP, 2020*

179. Sur la base des données fournies, l'on constate des efforts de mobilisation des recettes propres des collectivités territoriales qui ont augmenté en moyenne de 10,7%. Les transferts ou subventions accordés aux CT par l'Etat et d'autres institutions, constituant une part importante de leurs ressources (75,4%, figure 12 ci-dessous), ont aussi progressé de l'ordre de 6,1%. Il est à noter que la subvention de l'Etat reste la principale ressource des collectivités territoriales (figure 12).

Figure 12 : Part moyenne des postes de recettes dans le total des ressources des CT entre 2016-2018



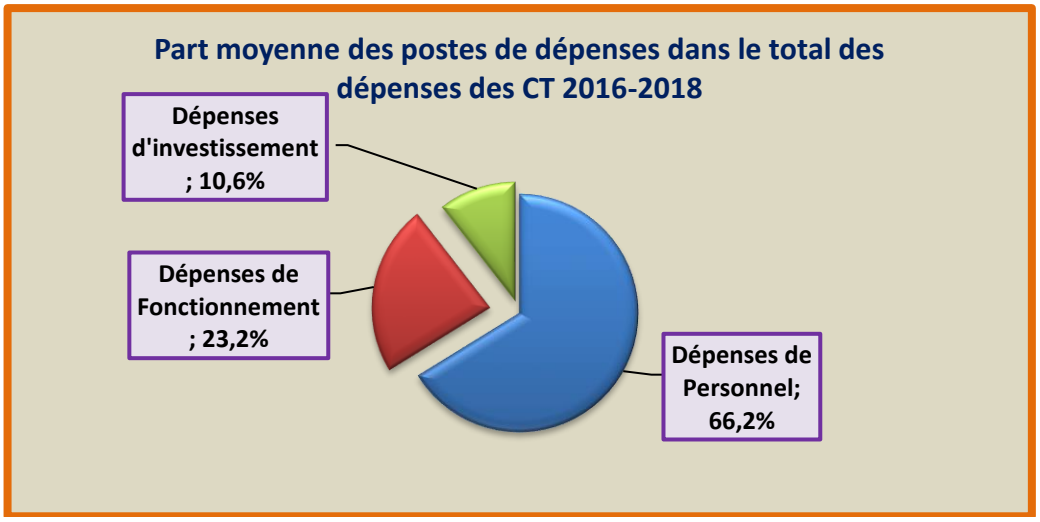
Source : *DNTCP, 2020 ; nos calculs*

180. Comparativement aux recettes, les dépenses totales semblent évoluer à un rythme plus faible, soit 7,3%. En considérant uniquement les dépenses d'investissement, celles-ci ont connu une forte

augmentation entre 2016-2018 d'environ 14%.

181. La décomposition des dépenses, illustrée par la figure 13, révèle une prédominance des dépenses courantes (89,4%), elles-mêmes dominées par les dépenses de personnel qui occupent environ 66,2% des dépenses totales. Les dépenses d'investissement ne représentent que 10,6% du total des dépenses sur la période couverte.

Figure 13 : Part moyenne des postes de dépenses dans le total des dépenses des CT entre 2016-2018



Source : *DNTCP, nos calculs*

4.2 Situation financière des Organismes de Sécurité Sociale

182. La sécurité sociale au Mali est gérée par trois organismes à savoir : (i) l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) ; (ii) la Caisse Malienne de Sécurité Sociale (CMSS) et (iii) la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM).

4.2.1 Institut National de Prévoyance Sociale

183. L'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) a été créé par la Loi n°61-59/AN-RM du 15 mai 1961 reprise et précisée par la Loi N° 96-004 du 26 janvier 1996. Il est érigé en Établissement Public à caractère Administratif (EPA). L'INPS a pour mission de gérer les régimes de protection sociale, en faveur des travailleurs salariés définis par le Code du travail.

184. Les régimes gérés par l'INPS se résument comme suit :

- la prévention et la réparation des Accidents du travail et des Maladies professionnelles (ATMP) ;
- les Prestations familiales (PF) ;
- l'Assurance Vieillesse, Invalidité et Décès.

Pour compléter ces régimes, la loi confie à l'Institut la gestion d'une action sanitaire et sociale.

185. Par ailleurs, la Loi N° 99-047 du 28 décembre 1999 a institué l'Assurance Volontaire pour permettre l'accès à la couverture sociale des membres des professions libérales, artisanales, commerciales et industrielles, ainsi que les travailleurs indépendants. Sa gestion est confiée à l'INPS.

186. L'INPS est un organisme gestionnaire délégué du régime de l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) institué suivant la Loi n° 09-015 du 26 juin 2009. A ce titre, l'Institut est chargé de l'immatriculation des assurés, l'encaissement des cotisations et du règlement des factures des prestataires conventionnés.

187. Les ressources de l'INPS proviennent des cotisations assises sur l'ensemble des rémunérations pour le régime obligatoire des salariés, les revenus des placements, les prestations récupérées, les cotisations de l'assurance volontaire.

Tableau 26 : Evolution des assurés et employeurs affiliés à l'INPS

RUBRIQUES	Réalisions			Prévisions			
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre d'assurés	328 916	317 191	332 403	334 099	346 639	359 614	372 233
Nombre d'employeurs	33 946	35 725	37 868	39 680	41 580	43 527	45 471

Source : *INPS, 2021*

- **Situation financière des branches gérées par l'INPS**

188. Depuis plusieurs années la branche Vieillesse, Invalidité et Décès cumule un déficit qui pourrait davantage se creuser dans les années à venir en dépit des multiples efforts en matière de recouvrement (cf. tableau 26). Cependant, ce déficit est comblé par les excédents des deux autres branches à savoir les prestations familiales (cf. tableau 24) et les Accidents de travail et Maladies professionnelles (cf. tableau 25).

189. Par ailleurs, cette situation est devenue plus problématique à la suite de l'adoption de la loi sur l'AMO qui a supprimé les ressources dédiées à la protection contre la maladie dont le volet prévention médicale reste entièrement à la charge de l'INPS.

190. Le déséquilibre quasi structurel du régime Vieillesse, Invalidité et Décès est lié aux causes ci-après :

- la forte augmentation du nombre des nouveaux pensionnés et le niveau de plus en plus élevé des rémunérations servant au calcul des droits ;
- les demandes croissantes des pensions anticipées ;
- les revalorisations périodiques des montants des pensions (dont la dernière date de janvier 2020) ;
- le transfert des contractuels dans le corps des fonctionnaires ;
- l'insuffisance de la maitrise du fichier des bénéficiaires ;
- le volume très important des paiements en espèce et par chèques.

191. Pour remédier à cette situation, une étude actuarielle a été menée en 2017-2018 et des pistes de solutions ont été proposées dans le rapport final qui est disponible. Aussi, un projet d'identification biométrique est en cours. Il permettra d'identifier tous les vrais assurés et leurs ayants droits et d'assainir l'ensemble du fichier des bénéficiaires.

Tableau 27 : Situation financière de la branche Prestations Familiales (Montant en milliards de FCFA)

Rubriques	Réalisations			Prévisions			
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Produits Techniques	51	57	61	65	70	75	79
Charges Techniques	12	12	14	14	15	16	16
Résultats Techniques	**39**	**44**	**47**	**51**	**55**	**59**	**63**

Source : *INPS, 2021*

Tableau 28 : Situation financière de la branche Accident du Travail et Maladies Professionnelles (Montant en milliards de FCFA)

Rubriques	Réalisations			Prévisions			
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Produits Techniques	17	20	21	22	24	26	27
Charges Techniques	2	2	2	2	2	2	2
Résultats Techniques	**16**	**18**	**19**	**20**	**22**	**24**	**25**

Source : *INPS, 2021*

Tableau 29 : Situation financière de la branche Vieillesse-Invalidité-Décès (Montant en milliards de FCFA)

Rubriques	Réalisations			Prévisions			
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Produits Techniques	57	64	68	73	79	84	89
Charges Techniques	61	69	73	78	84	90	95
Résultats Techniques	**-4**	**-5**	**-5**	**-5**	**-6**	**-6**	**-6**

Source : *INPS, 2021*

Tableau 30 : Situation financière de la branche Assurance volontaire (Montant en milliards de FCFA)

Rubriques	Réalisations			Prévisions			
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Produits Techniques	0,21	0,08	0,19	0,30	0,89	0,92	0,91
Charges Techniques	0,03	0,01	0,00	0,04	0,06	0,10	0,15
Résultats Techniques	**0,18**	**0,07**	**0,19**	**0,27**	**0,83**	**0,82**	**0,76**

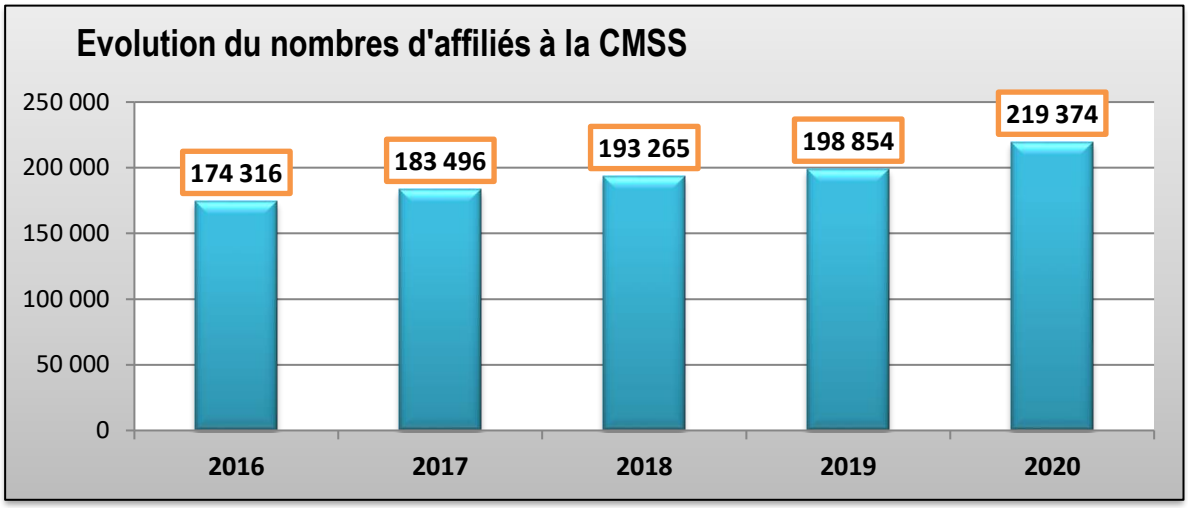
Source : *INPS, 2021*

4.2.2 Caisse Malienne de Sécurité Sociale

192. Au regard de la loi n°10-029 du 29 juillet 2010, la Caisse Malienne de Sécurité Sociale (CMSS) a pour mission la gestion des régimes de pensions des fonctionnaires, des militaires, des députés et de tout autre régime ou branche que l'Etat lui confie.

193. L'effectif des pensionnés affiliés à la CMSS est passé de 183 496 personnes en 2016 à 219 374 personnes en 2020, soit un accroissement annuel moyen de 5,9%. Cet effectif émane du seul employeur à savoir l'Etat.

Figure 14 : Evolution du nombre d'affiliés à la CMSS



Source : *CMSS, 2021*

Tableau 31 : Evolution des affiliés de la CMSS par catégorie d'agents (chiffres en nombre de personnes)

Affiliés CMSS	Réalisations				
	2016	2017	2018	2019	2020
Pensionnés	51 233	54 012	56 484	56 618	58 574
Fonctionnaires de l'Etat	49 522	48 201	47 566	47 571	52 037
Fonctionnaires des collectivités	44 082	49 715	53 585	56 478	59 246
Militaires	29 332	31 421	35 485	38 045	49 517
Députés	147	147	145	142	0
TOTAL	**174 316**	**183 496**	**193 265**	**198 854**	**219 374**

Source : *CMSS, 2021*

194. Les ressources de la CMSS proviennent de la subvention de l'Etat, des cotisations et des intérêts créditeurs, des pénalités et autres produits de gestion courante. Le recouvrement des recettes de la caisse est passé de 94,67 milliards de FCFA en 2018 à 124,26 milliards de FCFA en 2020 soit une augmentation d'environ 14,6 % sur la période. Au titre de l'exercice budgétaire 2021, les ressources de la caisse sont évaluées à 162,42 milliards de FCFA. A moyen terme, il est attendu une mobilisation de ressources à hauteur de 178,66 milliards de FCFA en 2022, 196,53 milliards de FCFA en 2023 et 216,18 milliards de FCFA en 2024, soit en moyenne 10 % d'augmentation par an entre 2022 et 2024.

195. La subvention accordée par l'Etat a représenté près de 62% en 2018. Cette proportion a fléchi à 9,26% et 7,23% respectivement en 2019 et 2020 à la faveur de la réforme du régime des retraites qui a réévalué les taux de cotisation notamment de la part patronale ; d'où une amélioration substantielle des ressources propres de la caisse. Sur la période 2021-2024, la subvention de l'Etat

en faveur de la CMSS n'atteindrait pas 10% des ressources totales de la caisse selon les données collectées auprès des services de la CMSS (voir tableau ci-dessous).

196. Les perspectives indiquent une certaine stabilité dans le recouvrement des cotisations qui reste désormais la principale ressource de la caisse. Toutefois, la subvention de l'Etat reste toujours importante et témoigne la fragilité du régime de retraite géré par la CMSS.

197. Il est à noter que s'agissant d'un régime contributif fonctionnant par répartition, les cotisations sociales doivent constituer la première ressource financière, en lieu et place des subventions dont l'objectif est de combler un déséquilibre ponctuel. La situation actuelle indique qu'en l'absence d'une subvention de l'Etat, la CMSS court le risque de ne pas pouvoir tenir ses engagements sociaux. Il y'a de ce fait un besoin urgent de garantir l'autonomie financière de la CMSS permettant d'accomplir ses missions de protection sociale, en lieu et place de la subvention, qui du fait du déséquilibre de la branche des pensions reste désormais un poste de financement.

198. Les autres catégories de ressources de la CMSS (intérêts, pénalités et autres produits de gestion courante) ont été de l'ordre de 0,7 % en moyenne entre 2018 et 2020. Cette proportion devrait légèrement augmenter sur la période 2021-2024 en s'établissant à 1,2% du total des ressources de la CMSS.

Tableau 32: Evolution des ressources de la CMSS (en milliards de FCFA)

Nature des ressources	Réalisations			Prévisions			
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Cotisation	30,42	98,45	114,21	149,30	164,24	180,66	198,72
Poids (sur le total)	**32,1%**	**90,0%**	**91,9%**	**91,9%**	**91,9%**	**91,9%**	**91,9%**
Subvention (Etat)	61,95	9,26	7,23	7,44	8,18	9,00	9,90
Poids	**65,4%**	**8,5%**	**5,8%**	**4,6%**	**4,6%**	**4,6%**	**4,6%**
Pénalités	0,60	1,22	1,63	3,85	4,24	4,66	5,13
Poids	**0,6%**	**1,1%**	**1,3%**	**2,4%**	**2,4%**	**2,4%**	**2,4%**
Intérêts créditeurs	0,08	0,10	0,04	0,10	0,11	0,12	0,13
Poids	**0,1%**	**0,1%**	**0,0%**	**0,1%**	**0,1%**	**0,1%**	**0,1%**
Autres produits de gestion courante (indument perçus, frais DAO)	1,61	0,37	1,14	1,73	1,90	2,09	2,30
Poids	**1,7%**	**0,3%**	**0,9%**	**1,1%**	**1,1%**	**1,1%**	**1,1%**
Total	**94,67**	**109,41**	**124,26**	**162,42**	**178,66**	**196,53**	**216,18**

Source : *CMSS, 2021 ; nos calculs*

199. Il faut aussi noter que depuis 2018, la situation financière de la CMSS ne cesse de s'améliorer comme en témoignent les résultats financiers excédentaires obtenus (voir tableau 30). Cette tendance devrait se poursuivre sur la période 2021-2024 à la faveur de la réforme relative au code des pensions qui a porté entre autres sur :

- l'augmentation du taux des cotisations patronales qui passe de 8 % à 13% pour les fonctionnaires et militaires ;

- l'augmentation du taux de cotisations salariales des parlementaires de 8% à 12% ;
- l'élargissement de l'assiette des cotisations des fonctionnaires et des militaires à l'ensemble de la rémunération y compris les primes et indemnités.

Tableau 33 : Evolution des produits, charges et résultat net de la CMSS (en milliers FCFA)

Rubriques	Réalisations			Prévisions			
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Produits	106 768 371	113 877 133	125 264 846	137 791 331	151 570 464	166 727 510	183 400 261
Charges	106 353 791	107 220 323	117 942 355	129 736 591	142 710 250	156 981 275	172 679 402
Résultat	**414 580**	**6 656 810**	**7 322 491**	**8 054 740**	**8 860 214**	**9 746 236**	**10 720 859**

Source : *CMSS, 2021*

4.2.3 Caisse Nationale d'Assurance Maladie

200. La Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM) a été créée par la loi n°09- 010 du 26 juin 2009. Elle est érigée en Établissement Public à caractère Administratif (EPA). La CANAM a pour mission la gestion du régime d'Assurance Maladie Obligatoire institué par la loi n°09-015 du 26 juin 2009.

A ce titre, elle est chargée de :

- l'encaissement des cotisations du régime Maladie Obligatoire ;
- l'immatriculation des employeurs et des assurés et la mise en jour des droits des bénéficiaires ;
- l'allocation aux organismes gestionnaires délégués des dotations de gestion couvrant leurs dépenses techniques et de gestion courante ;
- la passation des conventions avec les formations de soins et le suivi de leur déroulement ;
- l'appui aux organismes gestionnaires délégués et le contrôle de leurs activités ;
- le contrôle de la validité des prestations soumises à la prise en charge de l'Assurance Maladie Obligatoire ;
- l'établissement des statistiques de l'Assurance Maladie Obligatoire ;
- la consolidation des comptes des organismes gestionnaires délégués.

201. L'effectif des assurés affiliés à la CANAM est passé de 1 430 099 personnes en 2018 à 1 718 521 personnes en 2020, soit un accroissement annuel moyen de 10 %. Sur la même période, le nombre d'employeurs affiliés à la CANAM a augmenté en moyenne de 3 % passant de 31 083 employeurs en 2018 à 33 083 en 2020, représentant une évolution de 3% en moyenne par an.

Tableau 34 : Evolution des assurés et employeurs affiliés à la CANAM entre 2018-2024

Rubriques	Réalisations			Prévisions			
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre d'assurés	1 430 099	1 634 188	1 718 521	1 818 521	1 918 521	2 018 521	2 118 521
Nombre d'employeurs	31 083	32 083	33 083	34 083	35 083	36 083	37 083

Source : CANAM, 2021

202. La constante progression du nombre d'assurés et d'employeurs est due aux différentes campagnes de sensibilisation, d'information et d'audiovisuelle qui ont été réalisées. La poursuite de

ces différentes actions permettra en perspective de maintenir le rythme d'augmentation des affiliés de la CANAM tant du côté des employeurs que celui des assurés.

Tableau 35 : Evolution des ressources de la CANAM en 2018-2024 (en millions de FCFA)

Nature de ressources	Réalisations			Prévisions			
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Cotisations	54 737	60 490	65 672	73 156	81 935	91 767	102 779
Subventions (Etat)	0	0	0	0	ND	ND	ND
Autres ressources[4]	1 840	5 713	1 569	1 907	2 136	2 392	2 679
Total	**56 578**	**66 203**	**67 241**	**75 063**	**84 071**	**94 159**	**105 458**

Source : CANAM, 2021

203. Les ressources de la CANAM sont constituées d'une part des cotisations AMO recouvrées par les organismes gestionnaires délégués que sont l'INPS et la CMSS et d'autre part de recettes diverses (autres produits techniques, recettes de production, subvention d'exploitation, intérêt et dividendes reçus). Elles ont progressé en moyenne par an de 9% entre 2018 et 2020. Les prévisions de ressources progresseraient en moyenne annuelle de 12% entre 2021-2024.

Tableau 36 : Evolution des produits, charges et résultat net de la CANAM sur 2018-2020 (en millions de FCFA)

Rubriques	Réalisations		
	2018	2019	2020
Produits	56 578	66 203	67 241
Charges	56 251	63 311	62 561
Résultat	**327**	**2 892**	**4 680**

Source : CANAM, 2021

204. Les charges de la CANAM regroupent :

- les dépenses techniques relatives au paiement des prestations de soins de l'assurance maladie obligatoire au bénéfice des assurés et de leurs ayants droit ainsi qu'aux autres dépenses techniques couvertes par la mission de la CANAM ;
- les dépenses d'investissement et d'équipement indispensables à la mise en œuvre du programme d'activités de la CANAM ;
- les dépenses courantes essentiellement constituées de frais de personnel et de fonctionnement.

205. De 2018 à 2019, les dépenses ont augmenté de 12,6% environ avant de connaitre une baisse en 2020 consécutivement au report pour 2021 des acquisitions de moyens logistiques pour la réalisation des missions, de stations d'enrôlement et la réalisation de l'étude architecturale du siège de la CANAM. L'analyse de la situation financière de la CANAM indique un résultat excédentaire en constante augmentation sur la période 2018-2020.

4 Recettes de production, intérêts et dividendes reçus, produits exceptionnels.

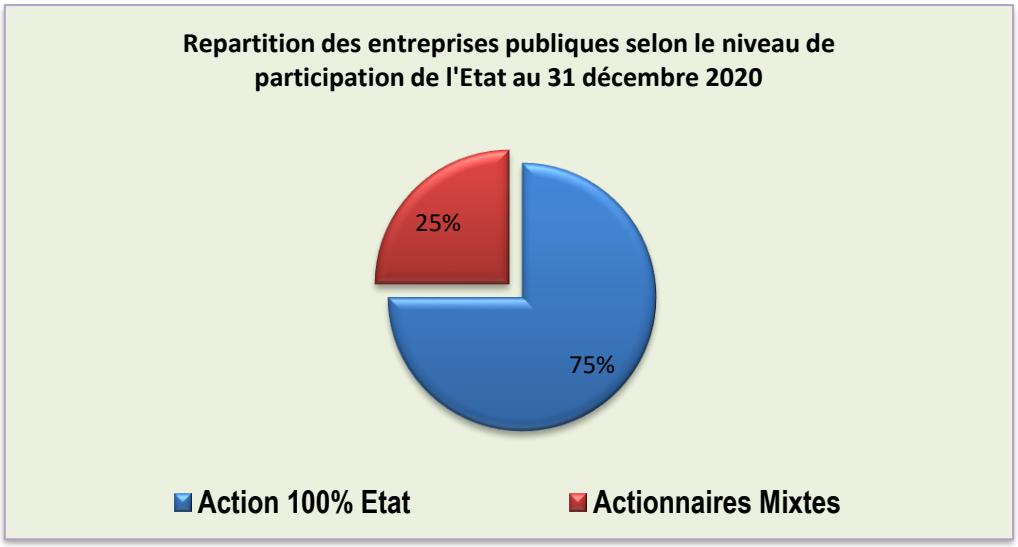
4.3 Eléments d'informations sur les Entreprises Publiques

206. Selon les données de la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat, à la date du 31 décembre 2020, l'Etat du Mali détient des participations financières dans quarante-sept (47) entreprises de divers domaines d'intervention. Son portefeuille est évalué en 2020 à 142,916 milliards de FCFA contre 137,427 milliards de FCFA en 2019 et 136,735 milliards de FCFA en 2018.

207. Parmi les 47 entreprises où l'Etat détient une participation financière en 2020, on note vingt (20) établissements ou entreprises dont les actions sont soit détenues exclusivement par l'Etat (sociétés ou entreprises étatiques), soit au moins à 50% détenus par l''Etat ; ce qui leur confère le statut d'entreprises publiques.

208. Ainsi, 75 % des établissements publics répertoriés sont entièrement détenus par l'Etat, soit un total de 15 établissements. L'Etat du Mali partage les actions avec d'autres acteurs dans 25 % des entreprises publiques tout en restant l'actionnaire majoritaire.

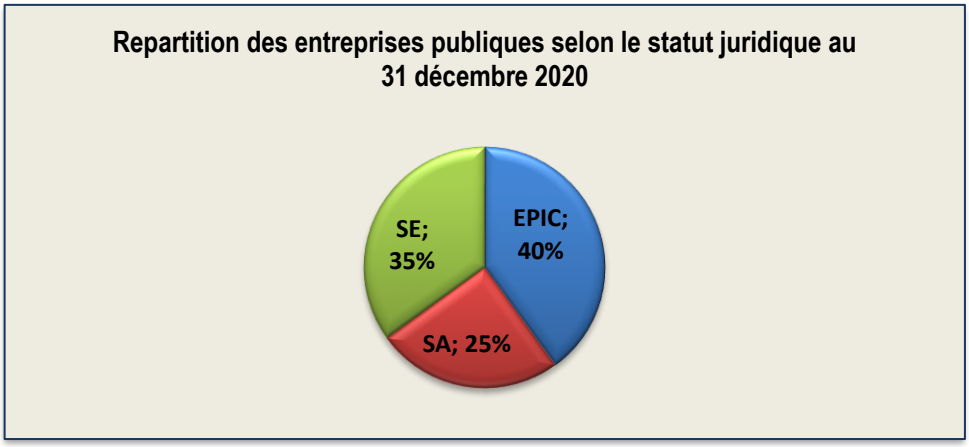
Figure 15: Actionnariat de l'Etat dans les entreprises publiques au 31 décembre 2020



Source : *DGABE, 2021 ; nos calculs*

209. L'analyse selon le statut juridique des entreprises publiques indique que la majorité (soit 8 entreprises ou 40 %) constitue des Etablissements Publics à Caractère Industriel et Commercial (EPIC). Les Sociétés d'Etat (SE) représentent 35% (7 entreprises) tandis que les Sociétés Anonymes (SA) sont au nombre de cinq (05) entreprises (soit 25%) du total des entreprises publiques au Mali. (Voir figure ci-dessous).

Figure 16: Répartition des entreprises publiques selon le statut juridique



Source : *DGABE, 2021 ; nos calculs*

210. Trois principaux secteurs d'activités concentrent à eux seuls l'ensemble des entreprises publiques à savoir : (i) industrie et secteur rural ; (ii) mines, eau et énergies et (iii) services et télécom. Cependant, elles sont plus nombreuses dans le domaine des services et télécom ou l'on dénombre 13 entreprises, soit 65% du total des entreprises publiques. Cinq (05) autres entreprises publiques, soit 25%, opèrent dans le domaine de l'industrie et du monde rural (voir tableau ci-après).

Tableau 37: Répartition des entreprises publiques par secteur d'activités

Secteur d'activités	Nombre	Pourcentage
Industrie et Secteur Rural	5	25%
Mines, Eau et Energie	2	10%
Services et Télécom	13	65%
Total général	**20**	**100%**

Source : *DGABE, 2021 ; nos calculs.*

ANNEXES :

ANNEXE 1 : TOFE PREVISIONNEL 2021 -2024

	2021 LFR	2022 LFI	2023 Proj.	2024 Proj.
RECETTES, DONS	**2 171,5**	**2 128,8**	**2 501,6**	**2 700,3**
Recettes totales	**1 949,8**	**2 033,6**	**2 283,6**	**2 501,3**
Recettes budgétaires	**1 770,3**	**1 890,4**	**2 135,4**	**2 347,9**
Recettes fiscales	**1 630,1**	**1 790,9**	**2 025,3**	**2 225,8**
Impôts directs	474,3	510,2	585,7	650,8
Impôts indirects	1 155,8	1 280,7	1 439,6	1 575,0
TVA	665,8	724,9	792,9	875,4
TVA intérieur	268,4	288,0	314,5	347,2
TVA sur importation	397,4	436,9	478,4	528,2
Taxes intérieures sur produits pétroliers	52,5	57,7	53,0	57,0
Taxes sur les importations (DD et taxes)	206,2	226,7	269,5	292,9
Autres droits et taxes	334,2	377,3	433,0	461,5
Remboursement exonérations	-7,7	-7,7	-7,7	-7,7
Remboursement crédit TVA	-95,3	-98,2	-101,1	-104,1
Recettes non fiscales	**140,2**	**99,5**	**110,1**	**122,1**
Recettes fds. spéc. et budg. ann.	**179,6**	**143,2**	**148,2**	**153,4**
dont recettes des budgets annexes	*8,1*	7,9	*8,9*	*9,2*
Dons	**221,7**	**95,2**	**218,0**	**199,0**
Projets	155,6	90,0	109,4	118,0
Budgétaires	58,5	0,0	97,4	72,0
Appui budgétaire	7,6	5,2	11,2	9,0
Fonds de concours (« Covid-19 »)				
Dépenses Totales, Prêts Nets	**2 780,4**	**2 676,4**	**2 930,6**	**3 099,2**
Dépenses budgétaires	**2 606,0**	**2 538,0**	**2 787,1**	**2 949,6**
Dépenses courantes	**1 738,1**	**1 809,1**	**1 858,4**	**1 921,5**
Personnel	**758,0**	**841,5**	**915,7**	**978,8**
Fonctionnaires Etat	541,6	591,8	631,6	675,1
Fonctionnaires Collectivités	216,5	249,6	284,1	303,7
Biens et Services	**438,9**	**406,4**	**400,3**	**400,5**
Matériel	163,2	155,6	158,7	161,9
Communication - énergie	48,7	49,6	50,6	51,6
Déplacements et transports	59,4	60,0	61,2	62,4
Elections	45,8	30,8	20,0	20,0
Autres dépenses sur biens et services	121,9	110,5	109,9	104,6
Transferts et subventions	**399,9**	**386,1**	**393,0**	**420,7**
Bourses	17,9	17,9	18,3	18,3
Filet social	10,0	10,0	10,0	10,0
Subventions EDM	63,3	30,0	30,0	30,0
Intrants agricoles	21,1	21,1	22,0	22,0
Plans sociaux (Restructuration des Ent. Pub)	2,0	2,0	2,0	2,0
Autres transferts et subventions	285,6	305,1	310,7	338,5
Intérêts dus	**141,2**	**175,1**	**149,4**	**121,5**
Dette intérieure	107,5	139,6	111,6	80,8
Dette extérieure	33,7	35,5	37,7	40,7
Dépenses en capital	**867,9**	**728,9**	**928,7**	**1 028,1**
Financement extérieur	335,9	195,2	319,5	352,3
Financement domestique	532,0	533,7	609,2	675,9
Dépenses fonds spéciaux et budgets annexes	**179,6**	**143,2**	**148,2**	**153,4**
dont dépenses des budgets annexes	*8,1*	7,9	*8,9*	*9,2*
Prêts Nets	**-5,1**	**-4,9**	**-4,7**	**-3,9**

ANNEXE 1 : TOFE PREVISIONNEL 2021 -2024 (suite)

	2021 LFR	2022 LFI	2023 Proj.	2024 Proj.
Déficit (base ordonnancement)				
Dons exclus	-830,6	-642,7	-647,0	-597,9
Dons inclus	-608,9	-547,5	-429,0	-398,9
Ajustement base caisse	**-27,5**	**-83,1**	**22,0**	**22,0**
Déficit (base Caisse)				
Dons exclus	-636,4	-630,6	-407,0	-376,9
Dons inclus	-494,7	-447,5	-327,5	-245,6
Solde budgétaire de base	**-494,7**	**-447,5**	**-327,5**	**-245,6**
Solde budgétaire de base corrigé des Dons budgétaires et ressources PPTE	**-427,2**	**-438,3**	**-221,3**	**-165,3**
FINANCEMENT	**636,4**	**630,7**	**-382,2**	**-243,5**
Financement extérieur (net)	**61,4**	**-67,2**	**154,3**	**170,7**
Emprunts	189,6	100,0	347,9	385,3
Projets	168,6	100,0	198,9	225,3
Prêts budgétaires	21,0	0,0	149,0	160,0
Amortissement	-137,2	-176,5	-202,4	-222,9
Annulation de la dette (PPTE)	9,0	9,3	8,8	8,3
Financement intérieur (net)	**575,0**	**697,9**	**-536,5**	**-414,1**
dont remboursement bons et obligations du trésor	-392,9	-490,7	-461,2	-331,8
Ecart de financement (+ = besoin de financement)	**0,0**	**0,0**	**789,2**	**620,3**

Source : *DGB, 2021*

ANNEXE 2 : INDICATEURS BUDGETAIRES

	2021 LFR	2022 PLFI	2023 Proj.	2024 Proj.
P.I.B. (Importé des Comptes Nationaux)	**10 777,9**	**11 580,7**	**12 432,7**	**13 252,1**
Recettes budgétaires (% PIB)	16,4%	16,3%	17,2%	17,7%
Recettes totales (% PIB)	18,1%	17,6%	18,4%	18,9%
Recettes fiscales (% PIB)	15,1%	15,5%	16,3%	16,8%
Recettes non fiscales (% PIB)	1,3%	0,9%	0,9%	0,9%
Dons / (% PIB)	2,1%	0,8%	1,8%	1,5%
Dépenses totales et prêts nets (% PIB)	25,8%	23,1%	23,6%	23,4%
Dépenses budgétaires (% PIB)	24,2%	21,9%	22,4%	22,3%
Dépenses courantes (% PIB)	16,1%	15,6%	14,9%	14,5%
Dépenses en capital (% PIB)	8,1%	6,3%	7,5%	7,8%
Dépenses PPTE (% PIB)	2,0%	2,2%	2,3%	2,3%
Solde global (base engagement) dons inclus (%PIB) 1/	-5,6%	-4,7%	-3,5%	-3,0%
Solde global (base engagement) dons exclus (%PIB)	-7,7%	-5,5%	-5,2%	-4,5%
Solde global (base caisse) dons inclus (%PIB) 1/	-5,9%	-5,4%	-3,3%	-2,8%
Solde global (base caisse) dons exclus (%PIB)	-8,0%	-6,3%	-5,0%	-4,3%
Solde budgétaire de base (%PIB)	-4,6%	-3,9%	-2,6%	-1,9%
Solde budgétaire de base hors PPTE (en %PIB)	-4,0%	-3,8%	-1,8%	-1,2%
Solde budgétaire de base hors PPTE et hors intérêts (%PIB)	-3,2%	-2,3%	-1,4%	-0,9%
Solde primaire, dons inclus (%PIB) 3/	-6,4%	-4,0%	-4,0%	-3,6%
Solde primaire de base (%PIB) 4/	-3,3%	-2,4%	-1,4%	-0,9%
Epargne publique (propre) (%PIB) 5/	0,3%	0,7%	2,2%	3,2%
Epargne publique nationale (%PIB) 6/	2,0%	1,2%	3,7%	4,4%
Assistance budgétaire (%PIB)	0,8%	0,1%	2,1%	1,8%
Masse salariale /Recettes fiscales	46,5%	47,0%	45,2%	44,0%
Equipement-Investissement (financem. intér.) / Recettes fiscales	32,6%	29,8%	30,1%	30,4%
Dépenses Courantes hors PPTE/PIB	14,1%	13,5%	12,7%	12,2%
Masse salariale hors PPTE /Recettes fiscales	33,2%	33,0%	31,2%	30,3%
Equipement-Investissement hors PPTE/Recettes fiscales	32,6%	29,8%	30,1%	30,4%
Masse salariale / (% PIB)	7,0%	7,3%	7,4%	7,4%
Intérêts / (% PIB)	1,3%	1,5%	1,2%	0,9%
Solde primaire, hors dons (% PIB)	-6,4%	-4,0%	-4,0%	-3,6%
Ratio dépenses courantes/Dépenses budgétaires	66,7%	71,3%	66,7%	65,1%
Ratio dépenses en capital/Dépenses budgétaires	33,3%	28,7%	33,3%	34,9%

Source : *DGB, 2021*

ANNEXE 3 : Allocations budgétaires par axe, par fonction et par groupe (en milliards de FCFA), 2021-2024

AXES/FONCTIONS/GROUPES	2021 LFR	2022 LFI	2022 Proj.	2024 Proj.	Moyenne 2022-2024
Consolidation de la démocratie et amélioration de la gouvernance	**593,0**	**618,8**	**618,8**	**649,8**	**629,1**
Services généraux des administrations publiques	**559,8**	**578,2**	**580,6**	**608,9**	**589,2**
Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	224,5	240,3	251,9	265,2	252,5
Services généraux	60,0	59,9	61,1	62,6	61,2
Recherche fondamentale	0,7	0,6	0,8	0,9	0,8
Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	2,1	2,6	2,3	2,5	2,5
Services généraux des administrations publiques n.c.a.	249,7	249,9	238,3	247,1	245,1
Transferts de caractère général entre administrations publiques	22,7	24,9	26,3	30,6	27,3
Ordre et sécurité publics	**33,2**	**40,6**	**38,2**	**40,9**	**39,9**
Tribunaux	27,1	31,7	31,6	33,9	32,4
Administration pénitentiaire	6,1	9,0	6,7	7,0	7,6
Restauration de la paix, de la sécurité et renforcement du vivre ensemble	**511,0**	**474,0**	**511,2**	**541,0**	**508,7**
Défense	**380,8**	**316,3**	**357,9**	**377,5**	**350,6**
Défense militaire	167,7	99,5	113,8	117,8	110,4
Défense civile	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recherche-développement concernant la défense	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1
Défense n.c.a.	212,9	216,6	243,9	259,5	240,0
Ordre et sécurité publics	**130,2**	**157,7**	**153,3**	**163,5**	**158,2**
Services de police	63,3	79,9	75,7	81,2	78,9
Services de protection civile	22,0	25,4	26,7	28,6	26,9
Ordre et sécurité publics n.c.a.	45,0	52,4	51,0	53,7	52,3
Croissance inclusive et transformation structurelle de l'économie	**788,4**	**636,8**	**827,1**	**892,3**	**785,4**
Affaires économiques	**705,1**	**562,0**	**738,2**	**796,7**	**699,0**
Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	30,4	33,8	39,7	41,6	38,3
Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	334,9	286,1	378,7	412,1	359,0
Combustibles et énergie	63,8	38,0	59,0	63,3	53,4

AXES/FONCTIONS/GROUPES	2021 LFR	2022 LFI	2022 Proj.	2024 Proj.	Moyenne 2022-2024
Industries extractives et manufacturières, construction	22,4	39,3	24,2	26,7	30,1
Transports	147,6	77,4	151,5	165,4	131,4
Communications	10,4	11,8	15,3	16,7	14,6
Autres branches d'activité	9,8	9,7	13,6	14,3	12,5
Recherche-développement concernant les affaires économiques	3,2	14,5	4,3	4,7	7,8
Affaires économiques n.c.a.	82,8	51,2	51,9	52,0	51,7
Logement et équipements collectifs	**72,4**	**60,3**	**74,3**	**80,0**	**71,5**
Logement	2,6	5,2	4,9	5,2	5,1
Équipements collectifs	6,5	7,8	8,0	8,4	8,1
Alimentation en eau	52,8	33,8	45,7	49,7	43,1
Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs	0,0	0,3	0,1	0,1	0,2
Logement et équipements collectifs n.c.a ;	10,5	13,2	15,7	16,6	15,2
Loisirs, culture et culte	**10,9**	**14,5**	**14,5**	**15,6**	**14,9**
Services culturels	4,7	6,8	6,5	7,1	6,8
Loisirs, culture et culte n.c.a.	6,2	7,7	8,0	8,5	8,1
Protection de l'environnement et renforcement de la résilience au changement climatique	**53,2**	**44,1**	**59,4**	**65,0**	**56,2**
Protection de l'environnement	**53,2**	**44,1**	**59,4**	**65,0**	**56,2**
Gestion des déchets	6,1	5,2	9,1	9,4	7,9
Gestion des eaux usées	1,3	1,6	2,2	2,6	2,1
Lutte contre la pollution	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	26,2	29,2	29,7	33,0	30,7
Protection de l'environnement n.c.a.	19,6	8,0	18,2	19,9	15,4
Développement du capital humain	**723,2**	**763,0**	**808,9**	**856,0**	**809,3**
Santé	**154,3**	**171,9**	**166,8**	**176,7**	**171,8**
Produits, appareils et matériaux médicaux	1,0	1,1	1,2	1,3	1,2
Services ambulatoires	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2
Services hospitaliers	36,5	43,5	43,0	45,9	44,1

AXES/FONCTIONS/GROUPES	2021 LFR	2022 LFI	2022 Proj.	2024 Proj.	Moyenne 2022-2024
Services de santé publique	53,3	42,5	49,8	51,5	47,9
Recherche-développement dans le domaine de la santé	3,7	4,2	4,4	4,7	4,4
Santé n.c.a.	59,6	80,4	68,2	73,0	73,9
Loisirs, culture et culte	**6,3**	**13,5**	**8,1**	**8,6**	**10,1**
Services récréatifs et sportifs	6,0	13,1	7,8	8,2	9,7
Culte et autres services communautaires	0,3	0,5	0,4	0,4	0,4
Enseignement	**465,5**	**486,0**	**530,3**	**561,2**	**525,8**
Enseignement préélémentaire et primaire	186,5	226,9	223,1	237,7	229,2
Enseignement secondaire	143,9	118,2	166,8	178,4	154,5
Enseignement supérieur	68,8	72,5	68,3	69,9	70,2
Enseignement non défini par niveau	2,3	1,3	1,4	1,4	1,4
Services annexes à l'enseignement	6,9	6,9	7,2	7,4	7,1
Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	9,5	9,3	9,9	10,3	9,8
Enseignement n.c.a.	47,7	51,0	53,7	56,0	53,6
Protection sociale	**97,0**	**91,5**	**103,6**	**109,5**	**101,5**
Maladie et invalidité	1,7	1,7	2,4	2,6	2,2
Vieillesse	44,4	45,2	47,3	48,2	46,9
Famille et enfants	5,2	10,0	6,0	6,5	7,5
Exclusion sociale n.c.a.	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3
Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	1,1	1,1	1,2	1,4	1,2
Protection sociale n.c.a.	44,3	33,3	46,5	50,6	43,4
Opération concernant la dette publique	**172,8**	**211,6**	**176,5**	**175,1**	**187,8**
Total Général	**2 841,6**	**2 748,3**	**3 001,9**	**3 179,2**	**2 976,5**

Source : *DGB, 2021*

ANNEXE 4 : Ratios globaux par axe, par fonction et par groupe (en pourcentage des dépenses totales), 2021-2024

AXES/FONCTIONS/GROUPES	2021 LFR	2022 LFI	2023 Proj.	2024 Proj.	Poids Moyen 2022-2024
Consolidation de la démocratie et amélioration de la gouvernance	**20,9%**	**22,5%**	**20,6%**	**20,4%**	**21,2%**
Services généraux des administrations publiques	**19,7%**	**21,0%**	**19,3%**	**19,2%**	**19,8%**
Fonctionnent organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	7,9%	8,7%	8,4%	8,3%	8,5%
Services généraux	2,1%	2,2%	2,0%	2,0%	2,1%
Recherche fondamentale	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Services généraux des administrations publiques n.c.a.	8,8%	9,1%	7,9%	7,8%	8,3%
Transferts de caractère général entre administrations publiques	0,8%	0,9%	0,9%	1,0%	0,9%
Ordre et sécurité publics	**1,2%**	**1,5%**	**1,3%**	**1,3%**	**1,3%**
Tribunaux	1,0%	1,2%	1,1%	1,1%	1,1%
Administration pénitentiaire	0,2%	0,3%	0,2%	0,2%	0,3%
Restauration de la paix, de la sécurité et renforcement du vivre ensemble	**18,0%**	**17,2%**	**17,0%**	**17,0%**	**17,1%**
Défense	**13,4%**	**11,5%**	**11,9%**	**11,9%**	**11,8%**
Défense militaire	5,9%	3,6%	3,8%	3,7%	3,7%
Défense civile	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Recherche-développement concernant la défense	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Défense n.c.a.	7,5%	7,9%	8,1%	8,2%	8,1%
Ordre et sécurité publics	**4,6%**	**5,7%**	**5,1%**	**5,1%**	**5,3%**
Services de police	2,2%	2,9%	2,5%	2,6%	2,7%
Services de protection civile	0,8%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%
Ordre et sécurité publics n.c.a.	1,6%	1,9%	1,7%	1,7%	1,8%
Croissance inclusive et transformation structurelle de l'économie	**27,7%**	**23,2%**	**27,6%**	**28,1%**	**26,3%**
Affaires économiques	**24,8%**	**20,4%**	**24,6%**	**25,1%**	**23,4%**
Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	1,1%	1,2%	1,3%	1,3%	1,3%
Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	11,8%	10,4%	12,6%	13,0%	12,0%
Combustibles et énergie	2,2%	1,4%	2,0%	2,0%	1,8%

AXES/FONCTIONS/GROUPES	2021 LFR	2022 LFI	2023 Proj.	2024 Proj.	Poids Moyen 2022-2024
Industries extractives et manufacturières, construction	0,8%	1,4%	0,8%	0,8%	1,0%
Transports	5,2%	2,8%	5,0%	5,2%	4,4%
Communications	0,4%	0,4%	0,5%	0,5%	0,5%
Autres branches d'activité	0,3%	0,4%	0,5%	0,4%	0,4%
Recherche-développement concernant les affaires économiques	0,1%	0,5%	0,1%	0,1%	0,3%
Affaires économiques n.c.a.	2,9%	1,9%	1,7%	1,6%	1,7%
Logement et équipements collectifs	**2,5%**	**2,2%**	**2,5%**	**2,5%**	**2,4%**
Logement	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Équipements collectifs	0,2%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
Alimentation en eau	1,9%	1,2%	1,5%	1,6%	1,4%
Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Logement et équipements collectifs n.c.a ;	0,4%	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Loisirs, culture et culte	**0,4%**	**0,5%**	**0,5%**	**0,5%**	**0,5%**
Services culturels	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Loisirs, culture et culte n.c.a.	0,2%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
Protection de l'environnement et renforcement de la résilience au changement climatique	**1,9%**	**1,6%**	**2,0%**	**2,0%**	**1,9%**
Protection de l'environnement	**1,9%**	**1,6%**	**2,0%**	**2,0%**	**1,9%**
Gestion des déchets	0,2%	0,2%	0,3%	0,3%	0,3%
Gestion des eaux usées	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Lutte contre la pollution	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	0,9%	1,1%	1,0%	1,0%	1,0%
Protection de l'environnement n.c.a.	0,7%	0,3%	0,6%	0,6%	0,5%
Développement du capital humain	**25,4%**	**27,8%**	**26,9%**	**26,9%**	**27,2%**
Santé	**5,4%**	**6,3%**	**5,6%**	**5,6%**	**5,8%**
Produits, appareils et matériaux médicaux	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Services ambulatoires	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Services hospitaliers	1,3%	1,6%	1,4%	1,4%	1,5%

AXES/FONCTIONS/GROUPES	2021 LFR	2022 LFI	2023 Proj.	2024 Proj.	Poids Moyen 2022-2024
Services de santé publique	1,9%	1,5%	1,7%	1,6%	1,6%
Recherche-développement dans le domaine de la santé	0,1%	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%
Santé n.c.a.	2,1%	2,9%	2,3%	2,3%	2,5%
Loisirs, culture et culte	**0,2%**	**0,5%**	**0,3%**	**0,3%**	**0,3%**
Services récréatifs et sportifs	0,2%	0,5%	0,3%	0,3%	0,3%
Culte et autres services communautaires	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Enseignement	**16,4%**	**17,7%**	**17,7%**	**17,7%**	**17,7%**
Enseignement préélémentaire et primaire	6,6%	8,3%	7,4%	7,5%	7,7%
Enseignement secondaire	5,1%	4,3%	5,6%	5,6%	5,2%
Enseignement supérieur	2,4%	2,6%	2,3%	2,2%	2,4%
Enseignement non défini par niveau	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Services annexes à l'enseignement	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
Enseignement n.c.a.	1,7%	1,9%	1,8%	1,8%	1,8%
Protection sociale	**3,4%**	**3,3%**	**3,5%**	**3,4%**	**3,4%**
Maladie et invalidité	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Vieillesse	1,6%	1,6%	1,6%	1,5%	1,6%
Famille et enfants	0,2%	0,4%	0,2%	0,2%	0,3%
Exclusion sociale n.c.a.	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Protection sociale n.c.a.	1,6%	1,2%	1,5%	1,6%	1,4%
Opération concernant la dette publique	**6,1%**	**7,7%**	**5,9%**	**5,5%**	**6,4%**
Total Général	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**

Source : *DGB, 2021*

ANNEXE 5 : **Liste des Entreprises Publiques (capital entièrement ou majoritairement détenu par l'Etat du Mali)**

N°	Sociétés	Statut	Domaines d'intervention	Activité principale	Capital	Part de l'Etat	%	Statut/Part
1	Aéroports du Mali	EPIC	Services et Télécom	Transport	1 652 926 815	1 652 926 815	100	Etatique
2	Agence d'Aménagement des Terres et Fourniture de l'Eau d'Irrigation	EPIC	Industrie et Secteur Rural	Aménagement des terres agricoles			100	Etatique
3	Agence de Cessions Immobilières	SA	Services et Télécom	Immobilier	50 000 000	25 000 000	50	Mixte
4	Agence de Gestion du Marché Central à Poisson de Bamako	EPIC	Services et Télécom	Pêche			100	Etatique
5	Agence pour l'Aménagement et la Gestion des Zones Industrielles	SA	Services et Télécom	Immobilier	10 000 000	5 990 000	59,9	Mixte
6	Assistance Aéroportuaire du Mali	SA	Services et Télécom	Transport	1 000 000 000	510 000 000	51	Mixte
7	Ateliers Militaires Centraux	EPIC	Industrie et Secteur Rural	Construction métallique	257 127 367	257 127 367	100	Etatique
8	Compagnie Malienne de Développement Textile	SA	Industrie et Secteur Rural	Industrie cotonnière	7 982 340 000	7 941 630 066	99,49	Mixte
9	Compagnie Malienne de Navigation	SE	Services et Télécom	Transport fluvial	1 500 000 000	1 500 000 000	100	Etatique
10	Energie du Mali	SE	Mines, Eau et Energie	Electricité	32 000 000 000	32 000 000 000	100	Etatique
11	La Poste	EPIC	Services et Télécom	Communication	2 249 850 743	2 249 850 743	100	Etatique
12	Office des Produits Agricoles du Mali	EPIC	Services et Télécom	Agro/Commerce	18 165 259 081	18 165 259 081	100	Etatique
13	Office du Niger	EPIC	Industrie et Secteur Rural	Agriculture	240 866 446	240 866 446	100	Etatique
14	Pharmacie Populaire du Mali	EPIC	Services et Télécom	Commerce de médicaments	400 000 000	400 000 000	100	Etatique
15	Société de Patrimoine Ferroviaire du Mali	SE	Services et Télécom	Infrastructures ferroviaires	100 000 000	100 000 000	100	Etatique
16	Société du Pari Mutuel Urbain	SA	Services et Télécom	Loterie	300 000 000	225 000 000	75	Mixte
17	Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable	SE	Services et Télécom	Commerce de l'eau	2 000 000 000	2 000 000 000	100	Etatique

N°	Sociétés	Statut	Domaines d'intervention	Activité principale	Capital	Part de l'Etat	%	Statut/Part
18	Société Malienne du Patrimoine de l'Eau Potable	SE	Mines, Eau et Energie	Infrastructures eau	5 000 000 000	5 000 000 000	100	Etatique
19	Société Malienne Transmission et de Diffusion	SE	Services et Télécom	Télécommunication	10 000 000 000	10 000 000 000	100	Etatique
20	Usine Malienne des Produits Pharmaceutiques	SE	Industrie et Secteur Rural	Production pharmaceutique	2 551 129 438	2 551 129 438	100	Etatique

Source : DGABE, 2020

AUTRES ANNEXES BUDGETAIRES

ETAT A

STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC DU MALI A MOYEN TERME

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
-=-=-=-=-=-=-=-=-=-
DIRECTION GENERALE
DE LA DETTE PUBLIQUE
-=-=-=-=-=-=-=-=-=-
COMITE NATIONAL DE
LA DETTE PUBLIQUE
-=-=-=-=-=-=-=-=-=-

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi
-=-=-=-=-=-=-

STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC DU MALI A MOYEN TERME 2022-2024

Juillet 2021

SIGLES ET ACRONYMES

AID	Association Internationale pour le Développement
ATM	Durée Moyenne de Maturité
ATR	Durée Moyenne de Révision de Taux d'Intérêt
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BID	Banque Islamique de Développement
BM	Banque Mondiale
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
CM	Conseil des Ministres
CNDP	Comité National de la Dette Publique
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable
CVD	Cadre de Viabilité de la Dette
DGB	Direction Générale du Budget
DGDP	Direction Générale de la Dette Publique
DNTCP	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DTS/XDR	Droits de Tirages Spéciaux
EUR	Euro
FAD	Fonds Africain de Développement
FCFA	Franc de la Communauté Financière d'Afrique
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
FSD	Fonds Saoudien pour le Développement
IADM	Initiative d'Allégement de la Dette Multilatérale
IBW	Institutions de Breton Woods
INSTAT	Institut National de la Statistique
LOPM	Loi d'Orientation et de Programmation Militaire
LPSI	Loi de Programmation de la Sécurité Intérieure (LPSI)
PIB	Produit Intérieur Brut
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
PTI	Programme Triennal d'Investissement
SDMT	Stratégie d'Endettement à Moyen Terme
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UNTM	Union Nationale des Travailleurs du Mali
USD	Dollar des Etats Unis d'Amérique
VA	Valeur Actualisée
XOF	Franc CFA

INTRODUCTION

La gestion de la dette a pour objectif majeur de pourvoir aux besoins de financement de l'Etat et de ses obligations futures de paiement au moindre coût possible, à court, moyen et long termes, en maintenant les risques à un niveau satisfaisant, tout en réalisant les autres objectifs des autorités, tels que le développement durable, la réduction de la pauvreté, le développement des marchés financiers, etc.

Dans le but d'atteindre cet objectif et d'encadrer le processus de ré-endettement des pays post-PPTE en vue de leur permettre de mobiliser des ressources dont ils ont besoin dans les limites de leurs capacités de remboursement, les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ont adopté le 04 juillet 2007, le Règlement N°09/2007/CM/UEMOA portant cadre de référence de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique dans les Etats membres de l'Union.

Ce dispositif permet à chaque pays membre d'avoir, entre autres, un guide concernant les décisions d'emprunts, de manière à couvrir son besoin de financement tout en tenant compte des moyens dont il dispose pour assurer le service de sa dette actuelle et future, ainsi que les chocs auxquels il peut être exposé.

Conformément aux prescriptions du Règlement susmentionné, chaque Etat doit se doter d'un document de stratégie d'endettement, à annexer annuellement à la Loi de Finances.

L'élaboration d'une stratégie d'endettement concourt à la rationalisation et à l'efficacité des ressources d'emprunt étant entendu qu'elles sont indispensables au regard de l'insuffisance des ressources internes pour couvrir les besoins de financement des projets de développement.

En effet, l'endettement doit s'inscrire dans le cadre d'une politique dynamique pour être compatible avec les objectifs macroéconomiques à court, moyen et long termes permettant d'assurer une croissance économique soutenue et durable, afin de faire face convenablement au service de la dette.

En raison de cette exigence communautaire, le Mali s'est doté, depuis quelques années, d'un document de stratégie d'endettement à moyen terme glissant annuellement, qui a pour objectif d'encadrer son processus d'endettement dans le souci d'assurer convenablement les besoins de financement de l'économie nationale sans porter atteinte à la viabilité de la dette et à la soutenabilité des finances publiques.

L'élaboration de la stratégie d'endettement à moyen terme 2022-2024 intervient, d'une part, dans un contexte caractérisé par les multiples efforts continus de l'Etat pour faire face aux effets de la crise multiforme et multidimensionnelle sans précédent que connait le pays depuis 2012 et, d'autre part, dans un contexte de crise sanitaire mondiale marqué par la pandémie de COVID-19.

Pour sortir de ces crises, l'Etat du Mali a multiplié des actions et initiatives allant dans le sens de rétablir la paix et de maintenir la cohésion sociale, telles que la signature, le 15 mai 2015, de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger qui a été parachevé le 20 juin 2015, l'organisation de la Conférence d'Entente Nationale, le Dialogue National Inclusif, etc. Des

actions ont été également menées dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19 et l'atténuation de son impact sur l'économie.

La mise en œuvre de ces multiples engagements et actions nécessite d'importants efforts de l'Etat en termes de mobilisation de ressources financières sur le plan national et international.

Dans un souci de lutte contre la pandémie, de rétablissement de la paix et de la sécurité sur toute l'étendue du territoire national, d'assurer l'autosuffisance alimentaire et de mettre toutes les régions du pays au même niveau de développement socio-économique, la gestion budgétaire de 2021 est marquée par la poursuite de :

- la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement du pays (CREDD 2019-2023) ;
- la mise en œuvre de la feuille de route de la transition ;
- la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) ;
- la mise en œuvre de la Loi de Programmation de la Sécurité Intérieure (LPSI) ;
- la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger ;
- la promotion de la politique agricole (avec une affectation budgétaire annuelle de 15% depuis 2015) ;
- l'opérationnalisation de la politique de régionalisation du pays ;
- la consolidation des acquis dans les secteurs sociaux ;
- le financement des investissements structurants dans les secteurs productifs ;
- le renforcement des allocations pour la décentralisation budgétaire en vue de l'atteinte de 30% des recettes budgétaires transférées aux collectivités territoriales ;

- la mise en œuvre du plan national de lutte contre la pandémie de COVID-19 et ses effets sur l'économie à travers, entre autres, le soutien aux ménages vulnérables et l'appui aux secteurs économiques en difficultés.

Ces actions se poursuivront durant l'année 2022, qui sera marquée par la tenue des élections générales et la mise en œuvre du nouveau Plan de Réforme de la Gestion des Finances Publiques au Mali (PREM 2022-2026).

Au regard de l'importance et du caractère d'urgence à satisfaire ces besoins de financements, la mobilisation d'importantes ressources constitue un défi énorme pour notre pays. La nécessité de définir une stratégie d'endettement demeure un impératif. Cette stratégie est partie intégrante des fonctions principales de gestion de la dette et vise à assurer le financement des besoins de développement national tout en ayant pour préoccupation la viabilité de la dette et la soutenabilité des finances publiques.

Le présent document répond au besoin de disposer, notamment pour le Comité National de la Dette Publique (CNDP), d'un référentiel pour la supervision des actes d'endettement et une gestion rationnelle de la dette publique. Il s'articule autour des deux principaux points suivants :

- l'analyse du portefeuille de la dette publique au 31 décembre 2021 ;
- la stratégie d'endettement public à moyen terme 2022-2024.

OBJECTIFS ET CHAMP DE LA SDMT 2022-2024

Les objectifs de cette stratégie consistent à :

- combler les besoins de financement et faire face aux obligations de paiement actuelles et futures du Trésor ;
- optimiser les coûts de financement et s'assurer que les risques liés au portefeuille de la dette publique restent dans des limites acceptables ;
- contribuer au développement et à l'approfondissement du marché régional des titres publics de l'UMOA.

Le champ de la SDMT est circonscrit à la dette publique de l'administration centrale. Les passifs conditionnels, comme les dettes contractées par les collectivités locales, les établissements publics et autres entités assimilables, ne sont pas dans le champ en raison de l'insuffisance de données y afférentes. Toutefois, la portée de la SDMT pourrait être étendue à ces entités dès que ces informations seront disponibles.

A. ANALYSE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE AU 31 DÉCEMBRE 2021

Pour l'analyse du portefeuille de la dette publique du Mali, les indicateurs de suivi ci-après ont été retenus :

- risque de refinancement :
  - (i) vie moyenne de la dette;
  - (ii) refinancement sur 1 an.
- risque de taux d'intérêt :
  - (i) période moyenne de révision;
  - (ii) dette révisable dans 1 an.
- risque de change :
  - (i) ratio dette extérieure/dette Totale;
  - (ii) répartition du portefeuille de la dette par devises.
- Niveau de la dette :
  - (i) Valeur nominale (VN)/PIB (%)
  - (ii) Valeur Actualisée (VA)/PIB (%).

I. Revue du portefeuille de la dette publique

L'évolution de la dette publique extérieure du Mali a été marquée par plusieurs opérations de restructuration dont le pays a bénéficié avant l'initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés) et dans le cadre de l'initiative PPTE ainsi que de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM) en 2006. Ces allègements ont eu un impact positif et significatif sur la viabilité de la dette extérieure du Mali permettant une diminution de l'encours de la dette totale de 103% du PIB en 2000 à 19% en 2006. Cet encours a repris son envol depuis quelques années et ressortait déjà à 27,1% du PIB en 2013, puis a progressé pour atteindre 30,6% en 2015 avant de franchir les 35% du PIB à partir de 2016.

Au 31 décembre 2021, le taux d'endettement public devrait ressortir à 50,1% du PIB contre 47,7 % au 31 décembre 2020. Cette augmentation est due essentiellement aux financements mobilisés dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19.

Par le passé, le Mali a essentiellement mobilisé des financements extérieurs. Cependant, le pays a entrepris la diversification de ses sources de financement en recourant au marché des titres publics par l'émission de Bons du Trésor (depuis 2003) et d'Obligations du Trésor à partir de 2008.

Il ressort de la revue du portefeuille de la dette publique projeté au 31 décembre 2021 les analyses ci-après :

1.1. Dette publique

1.1.1. Composition par type de dettes

Tableau 1 : Composition par type de dettes

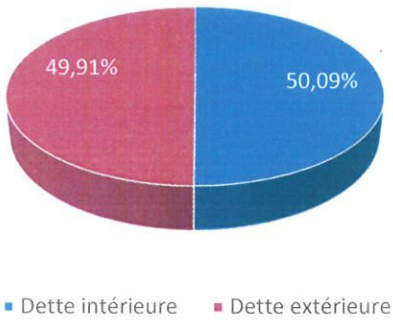
	Montants en millions de FCFA	Part en %
Dette publique	5 404 946	100
Dette intérieure	2 707 208	50,09
Dette extérieure	2 697 738	49,91

Source : DGDP, DNTCP 2021

NB :

- Pour les besoins de la SDMT, la dette intérieure est constituée des prêts libellés en monnaie locale y compris les prêts du FMI, de la BOAD et de la Côte d'Ivoire ;
- la dette extérieure est constituée des prêts libellés en devises.

Graphique 1 : Composition de la dette publique



Source : DGDP 2021

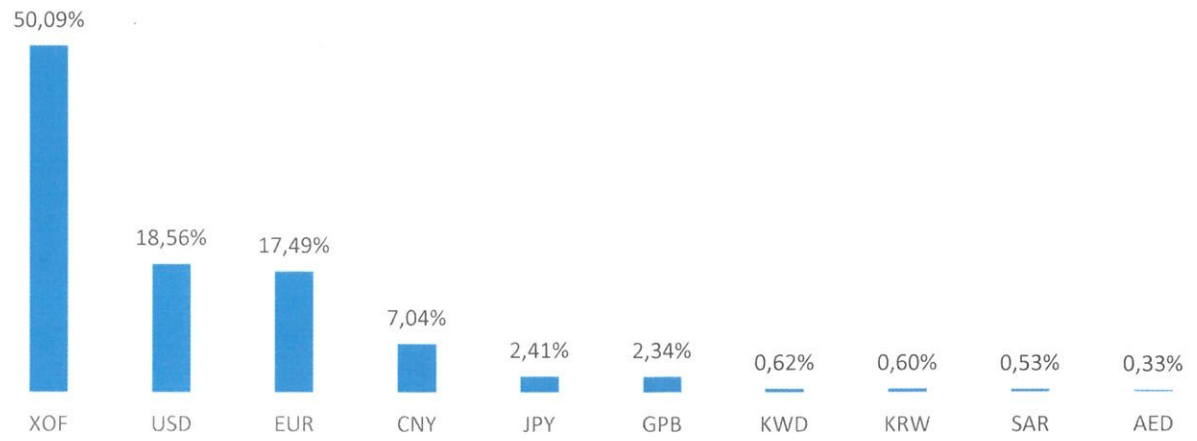
Il ressort de l'analyse du portefeuille de la dette publique que l'encours total s'élèverait au 31 décembre 2021 à 5 404,9 milliards de FCFA constitué de 2 697,7 milliards de FCFA de dette extérieure, soit 49,91% et 2 707,2 milliards de FCFA de dette intérieure, soit 50,09%.

Le portefeuille est entièrement constitué de dettes à taux d'intérêt fixe.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi
DIRECTION GENERALE

1.1.2. Composition par devises[1]

Graphique 2 : Composition par devises



Source : DGDP 2021

La dette publique, au 31 décembre 2021, serait constituée de 49,91% de devises étrangères et de 50,09% de monnaie locale (XOF). Il en résulte que le portefeuille pourrait être exposé à un risque de change. Cependant, ce risque serait quelque peu atténué par la proportion de dette libellée en Euro (17,49%) ayant une parité fixe avec le franc CFA.

1.2. Dette intérieure par type d'instruments

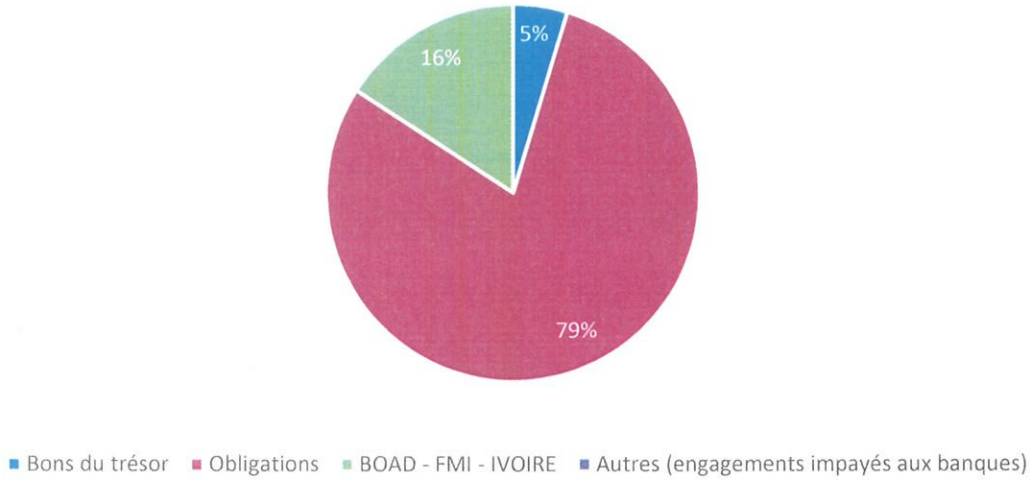
Tableau 2 : Dette intérieure par type d'instruments

	Montants en millions de FCFA	%
Total Dette intérieure	2 707 208	100
Bons du trésor	127 700	5
Obligations	2 149 551	79
Autres (BOAD ; FMI et RCI)	429 957	16

Sources : DNTCP ; DGDP 2021

[1] **Note : XOF** = Franc CFA ; **CNY** = Yuan chinois ; **USD** = Dollar américain ; **EUR** = Euro ; **KWD** = Dinar Koweitien ; **JPY** = Yen japonais ; **SAR** = Riyal saoudien ; AED= Dinar des Emirats ; KRW = Won Coréen ; GPB = Livre sterling.

Graphique 3 : Dette intérieure par type d'instruments



Source : DNTCP ; DGDP 2021

La dette intérieure est composée principalement de titres publics à court, moyen et long termes dont 79% d'Obligations et 5% de Bons du Trésor. Les autres instruments (16%) sont constitués des prêts de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), de la Côte d'Ivoire et du FMI.

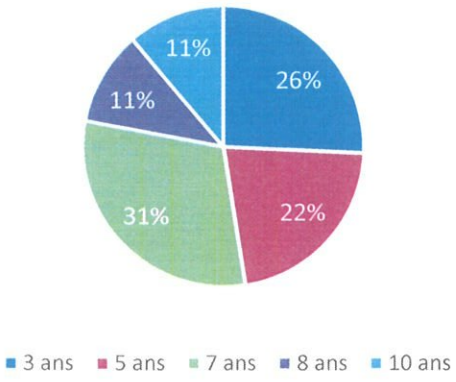
En ce qui concerne les obligations, le tableau ci-après donne les différentes caractéristiques par maturité :

Tableau 3 : Maturités des Obligations

Maturités des Obligations	Montants en Million de FCFA	%
3 ans	553 307	26
5 ans	466 999	22
7 ans	655 623	31
8 ans	232 621	11
10 ans	241 000	11
Total	2 149 551	100

Source : DGDP ; DNTCP 2021

Graphique 4 : Maturités des Obligations



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi
DIRECTION GENERALE
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

A la lecture du tableau, il ressort qu'à fin 2021, les obligations de maturité 3 ans, 5 ans, 7 ans et 8 ans représenteraient respectivement 26%, 22%, 31% et 11% du portefeuille des obligations. Il est à noter que le portefeuille contient désormais des obligations de 10 ans pour une proportion qui s'élève à 11%. Par mode d'émission, les obligations par syndication représenteraient 63% des obligations de longue maturité (7, 8 et 10 ans) et 31% du portefeuille des obligations.

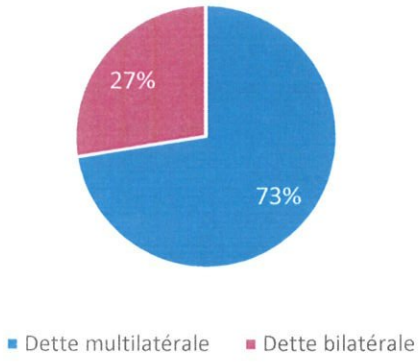
1.3. Dette extérieure par catégorie de créanciers

Tableau 4 : Dette extérieure par catégorie de créanciers

	Montant (millions de FCFA)	%
Dette Extérieure	2 697 738	100
Dette Multilatérale	1 956 098	73
Dette Bilatérale	741 640	27

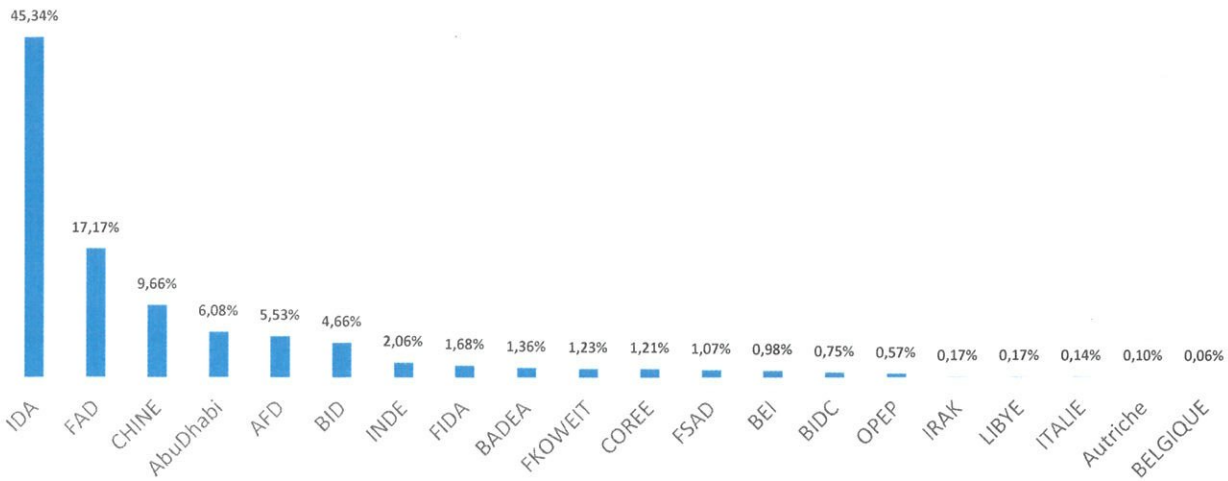
Source : DGDP 2021

Graphique 5 : Dette Extérieure par catégorie de créanciers à fin 2021



Source : DGDP 2021

Graphique 6 : Principaux créanciers du Mali (Dette extérieure)



Source : DGDP 2021

Les principaux créanciers du Mali à fin 2021 seraient : la Banque Mondiale (IDA) (45,34%), le FAD (17,17%) et la Chine (9,66%). Ces partenaires représenteraient 72,17% du portefeuille de la dette extérieure dont 62,51 % hautement concessionnels (IDA et FAD).

1.4. Coût par type de dette

L'analyse du portefeuille montre que la dette intérieure coûte cinq (05) fois plus chère que la dette extérieure. Par ailleurs, le coût moyen de la dette est relativement faible (3,06%) dû à la concessionnalité de la dette extérieure (0,99%).

Tableau 5 : Coût par type de dette

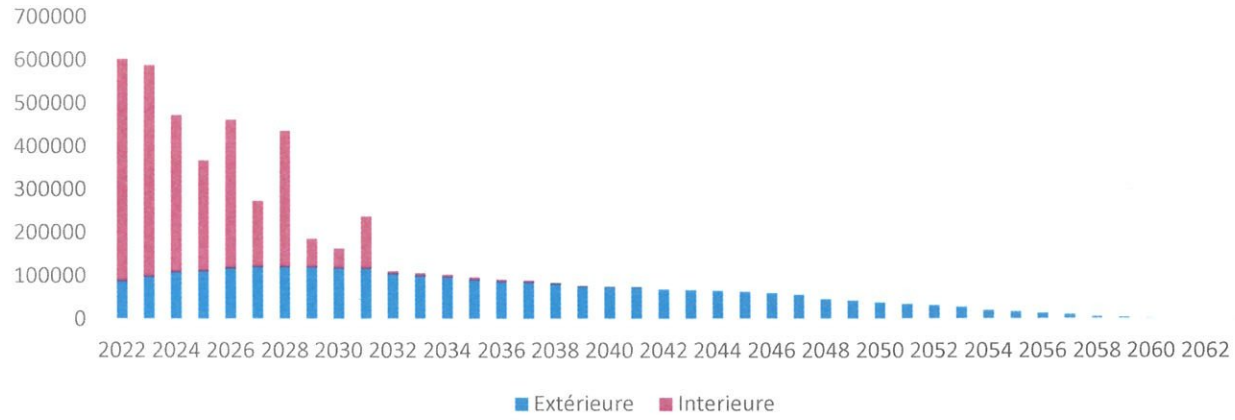
Coût de la Dette	%
Taux d'intérêt moyen sur la dette totale	3,06
Taux d'intérêt moyen sur la dette intérieure	5,12
Taux d'intérêt moyen sur la dette extérieure	0,99

Source : DGDP 2021

1.5. Profil des échéances par type de dette

Plus de la moitié de la dette intérieure (51%) arrive à échéance dans les trois (03) prochaines années. Quant à la dette extérieure, le profil de remboursement est échelonné sur une période relativement longue, prouvant encore une fois de plus son caractère concessionnel.

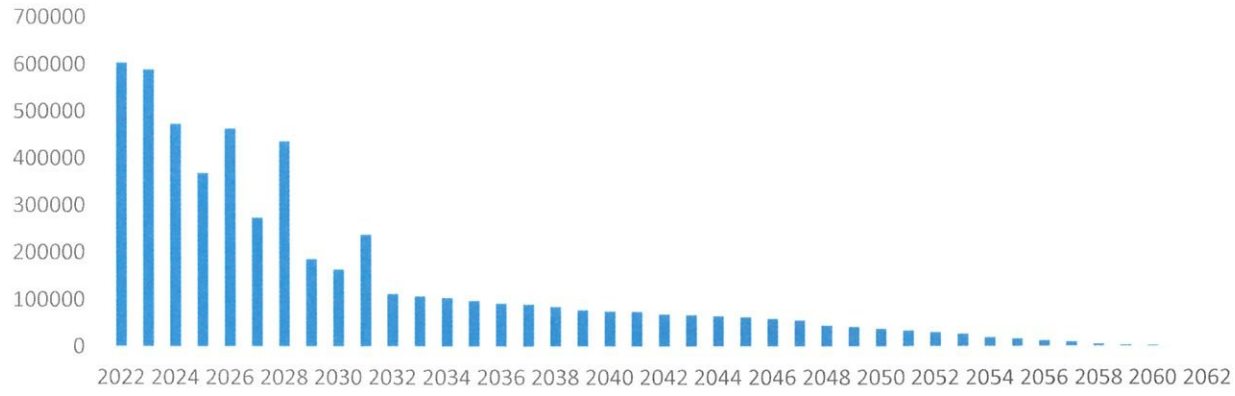
Graphique 7 : Profil des échéances par type de dette (en millions de FCFA)



Source : DGDP 2021

1.6. Profil des échéances de la Dette totale

Graphique 8 : Profil des échéances de la Dette totale



Source : DGDP 2021

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA DETTE PUBLIQUE
DIRECTION GÉNÉRALE
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi

Au regard de ce profil de remboursement de la dette totale, on constate qu'une forte proportion (46%) de la dette totale arrive à échéance dans les cinq prochaines années, due à la dette intérieure. Globalement, ce profil montre une tendance à la baisse en termes de remboursement avec des pics observés sur les années 2026, 2028 et 2031 en liaison avec les obligations in fine de 5, 7 et 10 ans émises en 2021.

II. Récapitulatif des indicateurs

Tableau 6 : Indicateurs de coûts et risques

Indicateurs de coûts et risque		Dette extérieure	Dette intérieure	Dette totale
Dette nominale (millions de FCFA)		2 697 737,7	2 707 207,9	5 404 945,6
Dette nominale (millions de USD)		4 899,3	4 916,5	9 815,8
Dette nominale (% du PIB)		25,0	25,1	50,1
Valeur actualisée nette (% du PIB)		15,7	25,4	41,0
Coût de la dette	Paiement d'intérêt (% PIB)	0,2	1,3	1,5
	Taux d'intérêt moyen pondéré (%)	1,0	5,1	3,1
Risque de refinancement	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM	13,6	3,6	8,7
	Dette amortissable durant l'année prochaine (% du total)	3,3	19,0	11,0
	Dette amortissable durant l'année prochaine (% du PIB)	0,8	4,8	5,6
Risque de taux d'intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) (ATR)	13,6	3,6	8,7
	Dette refixée durant l'année prochaine (% du total)	3,3	19,0	11,0
	Dette à taux d'intérêt fixe incluant les bons (% du total)	100,0	100,0	100,5
Risque de change	Dette en devises (% du total)			49,9
	Amortissements en devise durant l'année prochaine (% du stock de réserves en devises)			0,7

Source : DGDP 2021

A fin 2021, la dette nominale rapportée au PIB représenterait 50,1% ; ce qui respecte les critères de convergence de l'UEMOA (≤70%).

Pour la même période, la valeur actualisée de la dette rapportée au PIB, représenterait 41,0%, inférieure à 55% exigé par le FMI pour les pays ayant une capacité moyenne de gestion de la dette, dont le CPIA[2]est compris entre 3,25 et 3,75 (pour le Mali le CPIA était de 3,4 en 2019).

En termes de coût, On constate que le coût moyen de la dette intérieure augmente par rapport à l'année dernière (5,1% contre 4,4%) et que la dette intérieure coûte cinq (05) fois plus chère que la dette extérieure. Par ailleurs, le coût moyen de la dette est relativement faible (3,1%) dû à la dette extérieure qui est fortement concessionnelle (1,0%).

[2] CPIA : Country Policy and Institutional Assessment (Evaluation des Politiques et des Institutions du Pays)

Les indicateurs faisant référence à la maturité moyenne (4 ans) et la proportion de dette intérieure qui arrive à échéance dans un an (19,0%) montrent l'existence d'un risque de refinancement.

Toutefois, ce risque est atténué lorsqu'on rapporte l'analyse à la dette totale du fait de la concessionnalité de la dette extérieure.

La proportion de la dette intérieure révisable dans un (1) an est de 19,0%, ce qui expose davantage le portefeuille à un risque de taux d'intérêts. Toutefois, ce risque a légèrement diminué par rapport à l'année dernière où la proportion était de 19,3%.

Il importe de faire également mention du risque de change dû à la forte proportion de dette libellée en devises dans le portefeuille, soit 49,9%. Cependant, ce risque serait atténué par la proportion de dette libellée en Euro (17,49%) ayant une parité fixe avec le franc CFA.

III. Sources de financement (extérieures et intérieures), plafond d'endettement public pour la période 2022-2024

Dans cette section, les points suivants seront abordés :

- la justification de l'emprunt ;
- les orientations de la politique d'endettement public pour la période 2022-2024.

3.1. Justification de l'emprunt public

En dépit des bonnes performances enregistrées par l'économie nationale au cours des quatre dernières années (excepté 2020) avec notamment une croissance réelle moyenne de 3,4% du PIB, le budget de l'Etat est resté structurellement déficitaire. Cette situation résulte de la faiblesse des ressources propres (taux de pression fiscale bas) et une augmentation des besoins de financement.

Pour l'année 2022, les orientations économiques et financières visent l'atteinte d'un taux de pression fiscale de 15,1%. En cohérence avec les perspectives macroéconomiques, le besoin de financement de l'Etat ressort en 2022 à 1 121,4 milliards de FCFA, soit 9,7% du PIB nominal. Ce besoin comprend: le solde primaire, l'amortissement de la dette et les intérêts.

3.1.1. Besoins de financement (Milliards de FCFA)

Tableau 7 : Besoins de financement

	2022	2023	2024
Recettes Publiques (y compris dons)	2 261,0	2 514,1	2 728,0
Dépenses totales hors intérêts	2 614,1	2 789,3	3 011,0
Déficit Primaire	353,1	275,2	283,1
Intérêts	163,5	142,4	110,8
Amortissement	604,9	591,5	476,4
Besoins de Financement	1 121,4	1 009,0	870,2
PIB	10 572,0	11 354,4	12 144,3
Besoins de Financement (%PIB)	9,7	8,1	6,6

Sources : DGB - INSTAT- DGDP 2021

Les besoins de financement pour les trois (3) prochaines années diminuent d'une année à l'autre et passent de 1 121,4 milliards de FCFA pour 2022 (9,7% du PIB) à 1 009,0 milliards de FCFA en 2023 (8,1% du PIB) et 870,2 milliards de FCFA en 2024 (6,6% du PIB).

3.1.2. Termes et conditions indicatifs des nouveaux emprunts en 2022

Les termes et conditions des nouveaux emprunts intérieurs et extérieurs sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 8 : Termes et conditions indicatifs des nouveaux emprunts en 2022

Type / Nom Instrument	Fixe / Variable	Concessionnel /condition du marché	Maturité (ans)	Délai de Grace (ans)	[3]Taux d'intérêt (%)
Multilatéral (IDA, FAD, FIDA)	Fixe	Concessionnel	38-40	6-10	0,75
Multilatéral (BEI, BIDC,OPEP)	Fixe	Concessionnel	20-25	5-7	1-3
Bilatéral Europe (AFD, Belgique, Italie)	Fixe	Concessionnel	20-30	5-7	1-1,4
Bilatéral Arabe (FSAD, FKOW, FDAD, IRAK)	Fixe	Concessionnel	24-30	4-7	1-2,5
Multilatéral (BID, BADEA)	Fixe	Concessionnel	25-32	3-10	1-3
Bilatéral Asie (Chine +Inde + Corée du Sud)	Fixe	Concessionnel	20-25	5-6	1-2
BOAD-FMI-IVOIRE	Fixe	Concessionnel	10-29	5-6	0,25-7,6
Bons du Trésor 1 an	Variable	Marché	1	0	-
Obligations de 3 ans	Fixe	Marché	3	2	-
Obligations de 5 ans	Fixe	Marché	5	3-4	-
Obligations de 7 ans 8 ans	Fixe	Marché	7	3-4	-
Obligations de 10 ans 12 ans	Fixe	Marché	10	3-4	-
Emprunts commerciaux	Fixe	Marché	12	3-4	-

Source : DGDP, DNTCP 2021

3.2. Orientations de la politique d'endettement pour la période 2022-2024

Les orientations globales en matière d'emprunts publics extérieurs et intérieurs et de gestion de la dette pour les années 2022, 2023 et 2024 portent respectivement sur des plafonds d'endettement qui se chiffrent à 1 121,4 milliards de FCFA, 1009,0 milliards de FCFA et 870,2 milliards de FCFA.
Le Gouvernement prévoit de recourir aux Bons et Obligations du Trésor sur le marché financier régional, suivant un calendrier indicatif annuel qui sera publié en début de chaque année par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique. Parallèlement, des efforts seront poursuivis en vue de mobiliser une part importante des ressources extérieures. Les proportions de ces différents instruments dans les nouveaux besoins de financement seront déterminées par la stratégie adoptée.

B. STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC POUR LA PERIODE 2022-2024

Cette section présente la stratégie d'endettement public du Mali retenue pour la période 2022-2024. Quatre (4) stratégies sont testées. Elles sont basées sur les tendances actuelles de la politique de mobilisation des ressources extérieures et intérieures et des actions menées par le Gouvernement pour

[3] Pour les bons et obligations du trésor ainsi que les emprunts commerciaux, les taux sont fixés en fonction de l'évolution du marché.

diversifier les sources de financement des projets de développement. A cet effet, une brève présentation des quatre (4) stratégies est faite en premier lieu, suivie de la validation des hypothèses pour procéder enfin à leur analyse. Parmi ces quatre stratégies, celle présentant les meilleures caractéristiques coût-risque sera retenue et mise en œuvre.

I. Présentation des stratégies

Les stratégies testées au nombre de quatre (S1, S2, S3 et S4) sont présentées dans cette section.

1.1. Stratégie S1 : Stratégie de base

La première stratégie (S1) ou **stratégie de base** consiste à maintenir la tendance actuelle de la politique de mobilisation de nouveaux financements.

A cet effet, il s'agira de continuer à faire recours aux financements hautement concessionnels de type IDA, FAD et FIDA. En ce qui concerne le financement intérieur, l'accent serait mis sur les Bons et Obligations du Trésor avec des maturités proches de l'existant.

Par ailleurs, pour cette stratégie, la proportion de la dette intérieure dans les nouveaux besoins de financement est maintenue à 83% durant la période 2022-2024.

1.2. Stratégie S2 : Extension des maturités domestiques et augmentation de la part des instruments en Euro

Dans la stratégie S2, il s'agit de rallonger la maturité de la dette intérieure et d'augmenter la part des instruments de la dette extérieure libellés en Euro.

Dans ce cadre, il sera question de changer la structure de la dette intérieure en augmentant la part des obligations de 5 ans, 7 ans, 8 ans, 10 ans et en introduisant les obligations du trésor de 12 ans. Aussi, la proportion de la dette extérieure libellée en Euro sera augmentée au détriment des instruments semi-concessionnels libellés en Dollars afin d'atténuer le risque de change.

Dans cette stratégie, le financement domestique passera de 83% des besoins de financement en 2022 à 80% en 2024. Parallèlement, l'Etat continuera à mobiliser les ressources concessionnelles et semi-concessionnelles.

1.3. Stratégie S3 : Maximisation des prêts extérieurs (augmentation des prêts concessionnels au fil des années)

Dans cette stratégie, il s'agit de diminuer la part de la dette intérieure au profit de celle de la dette extérieure. En effet, le financement extérieur passerait de 17% en 2022 à 25% en 2024.

Par ailleurs, les prêts hautement concessionnels passeraient de 9,8% en 2022 à 15,1% en 2024 et les prêts semi-concessionnels évolueraient de 7,1% en 2022 à 9,6% en 2024.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi
DIRECTION GENERALE

1.4. Stratégie S4 : Recours à un emprunt commercial international combiné à une extension des maturités intérieures et une augmentation des prêts concessionnels

Cette stratégie consiste à recourir à un emprunt commercial international en 2023 entrainant une augmentation du financement extérieur. Ainsi, le financement extérieur passera de 17% en 2022 à 50% en 2023 pour retomber à 25% en 2024.

De plus, la structure de la dette intérieure a été modifiée en augmentant la part des obligations de 5 ans, 7 ans, 8 ans, 10 ans et en introduisant les obligations du trésor de 12 ans.

De même, l'Etat continuera à mobiliser davantage les ressources concessionnelles et semi-concessionnelles.

II. Analyse des résultats

Les résultats des simulations des quatre (04) stratégies ci-dessus énumérées à l'aide de l'outil SDMT sont présentés dans cette section.

2.1. Profils d'amortissement et indicateurs de coûts et de risques

Graphique 9 : Profils d'amortissement de la dette extérieure et intérieure après la mise en œuvre de chaque stratégie

Source : DGDP 2021

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi

Tableau 9 : Indicateurs de coûts et risques

Indicateurs de coûts et risque		A fin 2021	Stratégies à fin 2024			
			S1	S2	S3	S4
Dette nominale (% du PIB)		50,1	52,32	52,33	52,31	52,31
Valeur actualisée (% du PIB)		41,0	44,4	44,2	43,9	43,5
Paiement d'intérêt (% du PIB)		1,5	1,6	1,7	1,6	1,6
Taux d'intérêt moyen pondéré (%)		3,0	3,51	3,51	3,42	3,43
Risque de refinancement	Dette amortissable durant l'année prochaine (% du total)	11,1	9,24	8,33	9,03	8,21
	Dette amortissable durant l'année prochaine (% du PIB)	5,6	4,8	4,4	4,7	4,3
	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM pour la dette extérieure	13,5	13,4	13,5	13,7	13,1
	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM pour la dette domestique	3,6	3,8	3,9	3,7	3,8
	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM pour la dette totale	8,6	8,0	8,1	8,3	8,5
Risque de taux d'intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) (ATR)	8,6	8,0	8,1	8,3	8,5
	Dette refixée durant l'année prochaine (% du total)	11,1	9,2	8,3	9,0	8,2
	Dette à taux d'intérêt fixe (% du total)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Risque de change	Dette libellée en devises (% du total)	49,9	43,5	44,1	45,4	50,3
	Amortissement en devise durant l'année prochaine (% du stock de réserves en devises)	0,7	0,9	0,9	0,9	0,9

Source : DGDP 2021

De façon générale, l'analyse du profil d'amortissement à fin 2024 des quatre stratégies montre une concentration des remboursements sur les cinq années suivantes due en partie à la forte proportion réservée au financement domestique dans les nouveaux besoins de financement.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi
DIRECTION GÉNÉRALE
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA DETTE PUBLIQUE

Stratégie S1 :

La durée moyenne du portefeuille est de 13,4 ans et 3,8 ans respectivement pour les dettes extérieure et intérieure contre 13,5 ans et 3,6 ans pour la situation de référence.

La part de la dette publique arrivant à échéance dans un an s'est améliorée passant de 11,1% à 9,2%.

On constate que le coût de la dette publique augmente en passant de 3,0% dans l'année de référence à 3,5% au niveau de S1.

Le niveau du risque de change est en baisse puisque le pourcentage de la dette en devise a diminué en passant de 49,7 % dans l'année de référence à 43,5 % dans S1.

Stratégie S2 :

La durée moyenne du portefeuille n'a pas connu de modification par rapport à la période de référence, puisqu'elle demeure toujours à 13,5 ans.

On constate que le coût de la dette augmente légèrement en passant de 3,0% dans la situation de référence à 3,51%.

La durée moyenne de la dette intérieure a connu une légère progression dans cette stratégie en passant de 3,6 ans dans la situation de référence à 3,9 ans. Toutefois, la durée moyenne du portefeuille globale connait une légère détérioration en passant de 8,6 ans dans la situation de référence à 8,1ans.

Le niveau du risque de change a diminué, le pourcentage de la dette en devise passant de 49,7% dans la situation de référence à 44,1%.

Stratégie S3 :

Le coût de la dette a augmenté par rapport à la situation de référence en passant de 3,0% à 3,4%.

La durée moyenne du portefeuille a légèrement baissé en passant de 8,6 ans dans la situation de référence à 8,3 ans. La part de la dette qui arrive à échéance dans un an a diminué en passant de 11,1 ans dans la situation de référence à 9,0 ans.

Cette stratégie S3 expose moins le portefeuille au risque de change comparativement à la situation de référence.

Ces résultats s'expliquent par le poids important de la dette intérieure dans la couverture des besoins de financement.

Stratégie S4 :

Dans cette stratégie, la proportion réservée au financement domestique dans les nouveaux besoins de financement représente 83%, 50% et 75% sur la période 2022-2024. Pour l'année 2023, la moitié du financement extérieur sera mobilisé sous forme d'emprunt commercial sur le marché financier international.

La durée moyenne du portefeuille a légèrement diminué par rapport à la situation de référence. Par ailleurs, l'augmentation du financement extérieur a engendré une hausse du risque de change. Néanmoins, ce risque serait atténué par le fait que l'emprunt commercial sera libellé en Euro.

Le risque du taux d'intérêt a diminué par rapport à la situation de référence. En effet, la proportion de la dette à réviser dans un an passe de 11,1% à 8,2%.

2.2. Analyse de la sensibilité aux chocs, choix de la stratégie et perspectives de viabilité de la dette

2.2.1. Analyse de la sensibilité aux chocs

Cette section se propose de faire l'analyse de la vulnérabilité du portefeuille de la dette du Mali. Pour se faire, on procédera à des tests de simulation de différents chocs qui consistent en une dépréciation du franc CFA de l'ordre de 30% par rapport aux devises du portefeuille à l'exception de l'euro, et une augmentation des taux d'intérêt réels domestiques modérée de 1,5 point de pourcentage, extrême de 3,0 point de pourcentage et à une combinaison d'une dépréciation de 15% du Franc CFA et de l'augmentation modérée des taux d'intérêt.

Graphique 10 : Résultats des tests de sensibilité aux chocs

Source : DGDP 2021

Les tests de sensibilité montrent que la stratégie S2 exerce plus de pression sur le ratio « encours de la dette /PIB (%) », en termes de risque et de coût.

En ce qui concerne le ratio « valeur actuelle/PIB (%) », la stratégie S1 est plus risquée et plus coûteuse par rapport aux autres stratégies.

S'agissant du ratio « taux d'intérêt/PIB (%) », S1 exerce plus de pression en termes de risque par rapport aux autres stratégies, tandis qu'en termes de coût, c'est S2.

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi
DIRECTION GÉNÉRALE

2.2.2. Choix de la stratégie

La stratégie retenue est la stratégie S4, qui est une stratégie combinée. Cette stratégie vise à recourir à un emprunt commercial, à l'extension des maturités domestiques et des prêts extérieurs concessionnels et semi-concessionnels.

Il ressort de l'analyse de la stratégie S4 que l'ATM de la dette domestique s'est un peu rallongé comparativement à la situation de référence, passant de 3,6 ans à 3,8 ans, ce qui minimise le risque de refinancement. L'ATM de la dette publique totale ressort à 8,5 ans dans la stratégie S4 contre 8,0 ans pour la S1 ; 8,1 ans pour la S2 et 8,3 ans pour la S3. Aussi, le risque de taux d'intérêt a-t-il diminué par rapport aux autres stratégies. En effet, la proportion de la dette à réviser dans un an passe de 11,1% à 8,2%.

Par contre, le portefeuille sera plus exposé au risque de change en raison du recours à l'emprunt commercial international en 2023. Toutefois, ce risque serait atténué par le fait que l'emprunt sera effectué en euro.

Cette stratégie vise à obtenir à l'horizon 2024 un portefeuille de la dette publique qui aurait les caractéristiques suivantes :

Tableau 10 : Cibles stratégiques à l'horizon 2024

CIBLE STRATEGIQUE	VALEUR OU FOURCHETTE	Valeur actuelle au 31/12/2021
Durée de vie moyenne de la dette intérieure	Supérieure à 3,6 ans	3,6
Part de la dette arrivant à échéance dans 1 an	Inférieure à 10%	11,1%
Part de la dette libellée en devises	50%-55%[4]	49,7%

Une durée de vie moyenne de la dette intérieure supérieure à celle actuelle réduirait le risque de refinancement de la dette intérieure, tout en gardant un niveau de dette arrivant à échéance dans un an inférieur à 10% du portefeuille total.

Afin de limiter l'exposition du portefeuille au risque de change, la part de la dette libellée en devises devra rester comprise entre 50%-55%.

[4] Cette fourchette expose le portefeuille à un risque supérieur à la situation au 31/12/2021. Cependant la part importante des emprunts en Euro permettra d'atténuer ce risque.

2.2.3. Revue de la mise en œuvre de la stratégie au cours de l'année passée

La stratégie d'endettement 2021-2023 consistait à recourir davantage aux ressources concessionnelles et semi-concessionnelles avec un financement extérieur de l'ordre de 45% en moyenne sur la période afin de maintenir la gestion prudente en matière d'endettement extérieur.

Pour l'année 2021, la stratégie de financement retenue envisageait 40% pour les instruments de dette extérieure et 60% pour ceux de la dette intérieure. Sur la base des réalisations au 30 juin et des décaissements attendus jusqu'à la fin de l'année 2021, le financement extérieur représenterait 17%.

Ce niveau de réalisation s'explique principalement par la crise politico institutionnelle intervenue au Mali depuis 2020 et qui a conduit à la suspension de la coopération avec certains partenaires. A cela s'ajoutent les effets de la crise sanitaire sur la mise en œuvre des projets et programmes.

Malgré ces difficultés la tendance vers l'atteinte de l'objectif initialement prévu pourrait se maintenir avec la reprise de la coopération avec les partenaires et la maitrise des effets de la pandémie.

S'agissant de la dette intérieure, il avait été retenu de poursuivre le reprofilage du portefeuille consistant à augmenter graduellement la part des titres publics de longues maturités (obligations du Trésor à partir de 5 ans) tout en mettant l'accent sur l'amélioration des coûts des ressources à mobiliser. Aussi, les émissions de titres sur les maturités benchmark (91 jours, 182 jours, 364 jours, 3 ans, 5 ans, 7 ans, 10 ans, etc.) devaient être maintenues sur la période.

A ce titre, pour l'année 2021, les émissions de titres publics sur le marché financier régional de l'UEMOA étaient fixées à 93% et 7% respectivement pour les obligations et les bons du trésor. Il convient de rappeler que l'exécution du programme d'émission s'est déroulée dans un contexte marqué par la crise sanitaire de la COVID-19. A cet effet, les titres « Obligations de Relance (OdR) » qui bénéficient des conditions de refinancement avantageuses aux guichets de la BCEAO ont permis de couvrir les besoins de financement avec des taux élevés de couverture des émissions et une baisse du coût de la dette. Sur la base des réalisations au 30 juin et des émissions programmées jusqu'à la fin de l'année 2021, les proportions ressortiraient à 17% pour les bons du trésor et 83% pour les obligations du trésor. Au 31 décembre 2021, les émissions de plus longues maturités (5 ans ,7ans et 10 ans) représenteraient 71% contre une prévision de 49%. De manière générale, les orientations concernant la dette intérieure ont été respectées.

De l'évaluation, il ressort que la première année de la mise en œuvre de la stratégie 2021-2023 a été fortement impactée par la crise socio politique que vit notre pays ainsi que les effets de la COVID 19 qui ont entrainé le ralentissement des activités en ce qui concerne la mobilisation des ressources extérieures. Cependant, pour la dette intérieure, les titres OdR initiés par la BCEAO dans le cadre de l'atténuation des effets de la pandémie ont permis de mobiliser des ressources longues à moindre coût.

Afin d'évaluer régulièrement si la stratégie d'endettement retenue est effectivement bien exécutée, des cibles stratégiques sur plusieurs indicateurs de risque du portefeuille de la dette qui pourront être monitorées chaque année ont été fixées à partir de cette année.

2.2.4. Mesures de mise en œuvre de la stratégie retenue

La stratégie S4 retenue est une combinaison du recours à l'emprunt commercial et aux prêts extérieurs concessionnels, ainsi que l'extension des maturités domestiques. Pour la bonne mise en œuvre de cette stratégie, nous recommandons :

- l'amélioration de la situation socio politique et sécuritaire qui pourrait impacter la notation financière ;
- l'augmentation des émissions d'obligations du trésor de longues maturités (5 ans, 7 ans, 10ans et 12 ans);
- l'augmentation des emprunts extérieurs concessionnels.

Afin de mettre en œuvre la stratégie retenue dès cette année, un plan annuel de financement a été élaboré afin d'opérationnaliser la stratégie d'endettement. Ce plan est présenté dans le tableau ci-dessous.

Le plan annuel de financement montre les montants que le gouvernement souhaite emprunter en 2022 auprès des divers bailleurs de fonds et sur le marché domestique par type d'instrument. En ce qui concerne les émissions de bons et obligations du Trésor, un calendrier d'émission sera publié chaque trimestre avec les dates d'émissions et les montants par maturité.

Tableau 11 : Plan annuel de Financement 2022 (millions de F CFA)

Source	*Créanciers*	*2022*
Extérieure	**Multilatéraux**	***161 892***
	IDA	58 632
	FAD	50 923
	BID	40 409
	Autres	11 928
	Bilatéraux	***28 744***
	AFD	15 000
	Chine	6 000
	Autres	7 744
Intérieure	BOAD	26 582
	FMI	30 479
	Bons du Trésor	143 147
	OAT de 3 ans et 5 ans	334 107
	OAT de 7 ans et 8ans	224 383
	OAT de 10 ans et 12 ans	172 053
	Total	***1 121 386***

2.2.5. Perspectives de viabilité de la dette publique

En 2006, les Institutions de Breton Woods (IBW) ont défini un Cadre de Viabilité de la Dette (CVD), objet de révisions périodiques. Ainsi, selon le nouveau CVD en vigueur depuis juillet 2018, la dette extérieure est viable lorsque sa Valeur Actuelle (VA) est inférieure à 180% des exportations de biens et services, à 40% du PIB et son service inférieur à 15% des exportations et à 18% des recettes budgétaires.

Pour le Mali, les projections du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale (BM) indiquent qu'en 2021, les ratios se rapportant à la Valeur Actuelle sont respectivement de 85,1% des exportations de biens et services, de 22,3% du PIB et ceux relatifs au service de la dette sont de 6,7% des exportations et de 10,2% des recettes budgétaires. Le Mali est dans la catégorie des pays à risque de surendettement modéré.

Ces ratios resteront inférieurs aux seuils pertinents jusqu'en 2040 si les tendances de l'économie se maintiennent et si l'endettement futur est conforme à la stratégie adoptée. La mise en œuvre effective des orientations stratégiques à long terme et la poursuite d'une stratégie financière privilégiant la mobilisation des dons et des emprunts extérieurs concessionnels et/ou semi-concessionnels devraient consolider la viabilité de la dette.

C. RECOMMANDATIONS

L'analyse des différentes stratégies a permis de montrer que la stratégie S4 est la meilleure en termes de rapport coûts/risques. A cet effet, les recommandations ci-dessous sont formulées sur la base de cette stratégie. Ainsi, la stratégie d'endettement du Mali doit être basée sur les éléments suivants :

1. **Améliorer la situation socio politique et sécuritaire qui pourrait impacter la notation financière et par conséquent nous permettre de recourir à un emprunt commercial à des conditions favorables ;**

2. **Mobiliser davantage de ressources concessionnelles et semi-concessionnelles ;**

3. **Privilégier les emprunts intérieurs de plus longues maturités et l'équilibrage des échéances**, en augmentant la part des émissions d'obligations du Trésor d'au moins 5 ans, en gardant les échéances des services annuels équilibrées pour éviter d'avoir des années de pic ;

4. **Mettre en œuvre une politique plus active en matière de choix des devises d'emprunt, même si la marge de manœuvre n'est pas très grande**, en favorisant la dette extérieure en Euros pour les nouveaux emprunts, dans la mesure du possible ;

5. **Maintenir une politique prudente de mobilisation d'emprunts à taux fixe.** La quasi-totalité de la dette publique contractée à des taux fixes limite le risque de taux d'intérêts ;

6. **Renforcer les actions et les mesures d'optimisation des interventions de l'Etat sur le marché**, en établissant un calendrier d'émission de la dette intérieure (Bons et Obligations du Trésor) et en veillant à la présence régulière de l'Etat malien sur le marché régional ;

7. **Améliorer davantage le taux de décaissements des projets et programmes financés sur ressources extérieures ;**

8. **Renforcer la coordination entre les structures de gestion de la dette (DGDP et DNTCP)** ;

9. **Renforcer les capacités de l'équipe d'élaboration de la stratégie d'endettement.**

CONCLUSION

La présente stratégie repose sur une vision globale et cohérente de la politique d'endettement et doit être rigoureusement respectée. Aussi, les mesures suivantes sont nécessaires :

- **Au plan budgétaire**, poursuivre les efforts dans le sens d'une maîtrise des engagements, des dépenses courantes et d'une mobilisation plus efficace des ressources propres (élargissement de l'assiette et simplification des procédures) afin de réduire le déficit budgétaire ;

- **Au plan de la productivité et de la compétitivité**, la diversification de l'économie devra être la priorité du Gouvernement. Le choix des projets à haute rentabilité économique devrait être dès lors un des critères de sélection des projets à inscrire dans le Programme Triennal d'Investissement (PTI) ;

- **Au plan de la politique de mobilisation de nouveaux financements**, poursuivre la mobilisation de dons et d'emprunts concessionnels et semi-concessionnels ainsi que l'amélioration de l'efficacité de l'aide ;

- **Au plan de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique**, suivre régulièrement les données relatives aux transactions sur la dette ; poursuivre le renforcement des capacités du Comité National de la Dette Publique ainsi que de la Direction Générale de la Dette publique.

Toutes ces mesures devraient être accompagnées d'une bonne gouvernance politique et économique, dans une perspective d'amélioration de la qualité de nos politiques et institutions, afin de relever le niveau de la norme de viabilité de la dette extérieure du Mali.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi
DIRECTION GENERALE

ETAT B

PLAFOND DES EFFECTIFS PAR PROGRAMME

24/09/2021

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL						
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE						
1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle	1 432 627	24	9	2	35	115
1.002 Administration générale	682 873	28	14	4	46	179
TOTAL	2 115 500	52	23	6	**81**	**294**
130 PRIMATURE						
1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	1 804 006	64	62	6	132	218
1.004 Administration générale et contrôle	1 119 799	193	46	2	241	50
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	247 791	12	10	2	24	9
TOTAL	3 171 596	269	118	10	**397**	**277**
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS						
2.003 Participation à la gestion des élections	77 829	7	1	3	11	6
TOTAL	77 829	7	1	3	**11**	**6**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE						
2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	591 808	18	7	5	30	25
TOTAL	591 808	18	7	5	**30**	**25**
150 COUR SUPREME						
2.005 Cour Suprême	2 046 864	17	23	1	41	99
TOTAL	2 046 864	17	23	1	**41**	**99**
155 HAUTE COUR DE JUSTICE						
2.056 Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices	267 716	3	0	0	3	53
TOTAL	267 716	3	0	0	**3**	**53**
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL						
2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques	356 535	8	14	1	23	115
TOTAL	356 535	8	14	1	**23**	**115**
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES						
2.007 Représentation et Promotion des Collectivités	772 321	10	10	5	25	89
TOTAL	772 321	10	10	5	**25**	**89**
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE						
1.006 Administration Générale	18 257 114	345	109	20	474	1218
2.008 Politique Exterieure et Coopération Internationale	237 455	30	9	4	43	14
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	95 968	10	4	2	16	2
TOTAL	18 590 537	385	122	26	**533**	**1234**

24/09/2021

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL						
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE						
1.007 Administration Générale	368 566	19	24	2	45	28
2.010 Intégration Africaine	35 617	2	3	1	6	3
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur	129 666	22	3	2	27	8
TOTAL	533 849	43	30	5	**78**	**39**
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE						
2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	206 820	23	4	1	28	11
TOTAL	206 820	23	4	1	**28**	**11**
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT						
2.014 Egal accès aux medias d'Etat	15 866	1	0	1	2	3
TOTAL	15 866	1	0	1	**2**	**3**
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME						
1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle	1 371 711	57	48	58	163	75
2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	15 495 697	580	538	320	1 438	288
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	1 570 634	71	107	245	423	33
TOTAL	18 438 042	708	693	623	**2 024**	**396**
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE						
2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite	1 464 300	33	1	3	37	5
TOTAL	1 464 300	33	1	3	**37**	**5**
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE						
1.010 Administration Générale	48 788	3	0	1	4	6
2.021 Ordre et Sécurité	58 628 193	399	11971	0	12 370	1
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	11 804 651	105	314	2565	2 984	3
TOTAL	70 481 632	507	12285	2566	**15 358**	**10**
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES						
1.011 Administration Générale	1 501 748	140	99	17	256	88
2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	2 067 782	138	139	50	327	84
2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales	11 301 790	987	1183	293	2 463	422
2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	3 925 642	319	232	38	589	79
2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	3 187 139	269	343	95	707	75
2.027 Gestion de la Dette Publique	210 096	24	12	0	36	9
2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	1 254 295	62	105	22	189	42
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	233 643	25	16	1	42	0
TOTAL	23 682 135	1964	2129	516	**4 609**	**799**

24/09/2021

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL						
320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL						
1.012 Administration Générale	386 833	15	28	5	48	47
2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	347 573	29	29	3	61	28
2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail	819 502	66	52	8	126	101
TOTAL	1 553 908	110	109	16	**235**	**176**
323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE						
1.013 Administration Générale	685 719	31	43	6	80	113
2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	190 687	16	6	0	22	55
2.034 Formation Professionnelle	220 235	18	4	1	23	53
TOTAL	1 096 641	65	53	7	**125**	**221**
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT						
1.044 Administration Générale et Contrôle	131 215	8	6	1	15	9
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles	112 506	8	5	2	15	8
TOTAL	243 721	16	11	3	**30**	**17**
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION						
1.014 Administration Générale et Contrôle	987 755	65	56	18	139	147
2.036 Administration du Territoire	6 089 560	369	377	184	930	938
2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	52 130	5	2	4	11	7
2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	229 589	14	15	5	34	25
TOTAL	7 359 034	453	450	211	**1 114**	**1117**
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL						
2.095 Protection des Données à Caractère personnel	58 103	3	1	0	4	1
TOTAL	58 103	3	1	0	**4**	**1**
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES						
1.015 Administration Générale	154 751	10	11	0	21	14
TOTAL	154 751	10	11	0	**21**	**14**
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE						
1.016 Administration Générale	122 453	6	3	2	11	12
TOTAL	122 453	6	3	2	**11**	**12**

24/09/2021

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL						
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE						
1.032 Administration Générale	513 357	33	30	9	72	53
2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marché	1 160 437	85	133	76	294	105
2.084 Développement du secteur industriel	463 448	35	36	4	75	40
2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance	46 871	5	1	1	7	8
TOTAL	2 184 113	158	200	90	**448**	**206**
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE						
1.017 Administration Générale	2 014 847	171	122	25	318	197
2.041 Développement de l'Education de Base	207 173 505	3005	50900	1463	55 368	1943
2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général	10 192 514	2488	2359	7	4 854	35
2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	16 435 724	3403	529	16	3 948	23
TOTAL	235 816 590	9067	53910	1511	**64 488**	**2198**
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE						
1.018 Administration Générale	1 378 092	105	42	5	152	60
2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur	20 002 314	1985	402	123	2 510	146
2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	339 971	35	16	3	54	10
TOTAL	21 720 377	2125	460	131	**2 716**	**216**
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME						
1.019 Administration Générale	649 407	45	44	16	105	117
2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	473 860	44	38	2	84	16
2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique	94 125	9	7	1	17	6
2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire	1 039 893	84	105	7	196	61
2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat	395 491	31	14	4	49	109
2.051 Promotion du Secteur du Tourisme	171 339	20	10	1	31	15
TOTAL	2 824 115	233	218	31	**482**	**324**
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS						
1.020 Administration Générale	369 043	30	30	7	67	42
2.035 Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	857 563	73	87	11	171	62
2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives	482 482	48	32	21	101	26
2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	105 610	10	7	2	19	6
TOTAL	1 814 698	161	156	41	**358**	**136**

24/09/2021

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL						
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL						
1.021 Administration, Coordination et Décentralisation	2 286 339	184	117	22	323	162
2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	33 282 247	2443	4987	108	7 538	668
2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de sa	59 497	7	1	0	8	2
2.057 Soins Hospitaliers et Recherche	11 703 613	1359	835	53	2 247	277
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	818 525	77	31	9	117	54
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	2 135 221	220	118	9	347	147
2.063 Lutte Contre la Pauvreté	25 735	3	1	0	4	0
TOTAL	50 311 177	4293	6090	201	**10 584**	**1310**
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA						
2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	139 733	11	9	0	20	18
TOTAL	139 733	11	9	0	**20**	**18**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE						
1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	645 310	44	39	9	92	45
2.059 Promotion de la Femme	790 491	72	47	10	129	37
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille	391 024	31	20	4	55	23
TOTAL	1 826 825	147	106	23	**276**	**105**
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES						
1.024 Administration Générale	662 072	39	53	18	110	72
2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	1 360 690	107	130	19	256	131
2.066 Développement et sécurisation des transports	1 018 622	56	120	57	233	48
TOTAL	3 041 384	202	303	94	**599**	**251**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE						
1.025 Administration Générale	418 717	26	24	3	53	50
2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations	1 063 943	103	77	55	235	96
2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	133 517	14	6	2	22	9
2.071 Protection et Conservation de la Nature	3 172 788	160	316	358	834	162
2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	109 124	18	7	0	25	8
TOTAL	4 898 089	321	430	418	**1 169**	**325**

24/09/2021

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL						
720 MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU						
1.026 Administration Générale	510 323	29	27	7	63	48
2.073 Développement des Ressources Energétiques	785 803	76	58	26	160	46
2.074 Développement des Ressources en Eau	1 197 299	107	149	15	271	186
2.075 Développement des ressources minérales	698 508	71	84	17	172	32
TOTAL	3 191 933	283	318	65	**666**	**312**
730 MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION						
1.028 Administration Générale	220 490	14	12	5	31	26
2.076 Medias et Communication Publics	1 283 683	116	141	18	275	32
2.077 Poste et Nouvelles Technologies	652 925	35	32	10	77	35
TOTAL	2 157 098	165	185	33	**383**	**93**
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION						
2.096 Régulation de la Communication	560 375	2	13	4	19	14
TOTAL	560 375	2	13	4	**19**	**14**
740 MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION						
1.029 Administration Générale	938 430	52	50	16	118	105
2.029 Gestion des Biens de l'Etat	108 963	10	11	3	24	13
2.078 Gestion Cadastrale et Foncière	1 690 521	128	173	56	357	165
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	1 433 303	34	210	91	335	144
2.080 Population	140 579	18	8	3	29	8
2.081 Aménagement du Territoire	140 798	12	10	4	26	10
TOTAL	4 452 594	254	462	173	**889**	**445**
820 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL						
1.034 Administration Générale	1 653 854	110	101	57	268	282
2.087 Appui au Monde Rural	4 986 558	338	566	542	1 446	225
2.088 Aménagement et Equipement Rural	2 566 216	223	224	225	672	207
2.089 Recherche et Formation	3 643 720	160	98	75	333	78
2.090 Développement des Productions et Industries Animales	1 200 608	86	115	148	349	65
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	854 605	49	92	137	278	59
2.092 Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	2 018 304	149	199	203	551	56
TOTAL	16 923 865	1115	1395	1387	**3 897**	**972**
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE						
2.093 Sécurité Alimentaire	272 441	18	10	2	30	23
TOTAL	272 441	18	10	2	**30**	**23**

24/09/2021

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL						
TOTAL	505 537 368	23 266	80 363	8 215	111 844	11 961
TOTAL GENERAL	505 537 368	23 266	80 363	8 215	111 844	11 961

ETAT C

REPARTITION DES CREDITS DU BUDGET GENERAL PAR DOTATION ET PROGRAMME

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
110 ASSEMBLEE NATIONALE			
0.001 Assemblée Nationale	2 099 530	9 562 369	9 787 005
TOTAL	**2 099 530**	**9 562 369**	**9 787 005**
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle	750 000	7 106 296	6 386 372
1.002 Administration générale	0	6 467 242	7 736 865
2.001 Sécurité et défense	0	1 791 570	2 054 717
TOTAL	**750 000**	**15 365 108**	**16 177 954**
130 PRIMATURE			
1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	360 000	6 594 576	7 747 405
1.004 Administration générale et contrôle	650 000	4 353 516	4 925 781
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	100 000	542 144	632 791
TOTAL	**1 110 000**	**11 490 237**	**13 305 977**
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS			
2.003 Participation à la gestion des élections	22 363	469 801	531 276
TOTAL	**22 363**	**469 801**	**531 276**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE			
2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	130 000	1 050 890	1 404 009
TOTAL	**130 000**	**1 050 890**	**1 404 009**
150 COUR SUPREME			
2.005 Cour Suprême	3 519 500	2 476 795	4 048 552
TOTAL	**3 519 500**	**2 476 795**	**4 048 552**
155 HAUTE COUR DE JUSTICE			
2.056 Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices	0	802 096	936 866
TOTAL	**0**	**802 096**	**936 866**
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL			
2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques	310 436	1 081 945	1 368 172
TOTAL	**310 436**	**1 081 945**	**1 368 172**
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
2.007 Représentation et Promotion des Collectivités	75 899	1 464 284	1 635 788
TOTAL	**75 899**	**1 464 284**	**1 635 788**
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE			
1.006 Administration Générale	9 799 300	40 039 068	43 478 684
2.008 Politique Exterieure et Coopération Internationale	0	605 781	442 561
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	0	124 301	147 226
TOTAL	**9 799 300**	**40 769 150**	**44 068 471**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE			
1.007 Administration Générale	50 000	920 932	1 260 420
2.010 Intégration Africaine	0	339 682	453 663
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur	750 000	990 634	1 343 455
TOTAL	**800 000**	**2 251 247**	**3 057 538**
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL			
2.012 Bureau du Vérificateur Général	150 000	3 591 020	3 874 726
TOTAL	**150 000**	**3 591 020**	**3 874 726**
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE			
2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	248 500	1 036 063	1 336 911
TOTAL	**248 500**	**1 036 063**	**1 336 911**
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT			
2.014 Egal accès aux medias d'Etat	5 630	126 925	151 429
TOTAL	**5 630**	**126 925**	**151 429**
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS			
1.008 Administration Générale	53 773 335	299 869 244	275 642 514
2.015 Gestion des Opérations Militaires	7 390 446	60 839 229	44 189 229
2.016 Inspection des Armées	20 000	294 406	294 406
2.017 Formation	30 013	770 677	770 677
2.018 Gestion des Transmissions	60 402	336 276	336 276
TOTAL	**61 274 196**	**362 109 832**	**321 233 102**
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME			
1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle	1 290 861	6 865 088	5 160 072
2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	1 062 006	19 448 399	22 013 665
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	250 476	6 268 513	9 106 249
TOTAL	**2 603 343**	**32 582 000**	**36 279 986**
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE			
2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite	190 000	2 198 436	2 413 300
TOTAL	**190 000**	**2 198 436**	**2 413 300**
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME			
2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme	47 500	686 209	1 109 550
TOTAL	**47 500**	**686 209**	**1 109 550**
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE			
1.010 Administration Générale	1 922 500	15 030 810	19 028 812
2.021 Ordre et Sécurité	14 859 659	73 065 344	89 680 182
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	5 051 037	19 080 568	22 569 293
TOTAL	**21 833 196**	**107 176 722**	**131 278 287**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation		Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
235	**SECURITE D'ETAT**			
0.002	Securite d'Etat	2 000 000	13 286 737	13 721 696
TOTAL		**2 000 000**	**13 286 737**	**13 721 696**
310	**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**			
1.011	Administration Générale	21 514 781	37 451 012	30 911 073
2.023	Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	9 554 879	9 696 846	12 501 505
2.024	Recouvrement des Recettes Fiscales	2 092 000	15 040 757	16 834 693
2.025	Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	672 629	7 041 964	8 160 259
2.026	Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	1 610 787	5 872 429	5 775 731
2.027	Gestion de la Dette Publique	495 000	848 172	1 035 680
2.028	Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	5 653 000	6 549 977	7 784 146
2.080	Population		783 102	
2.082	Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	1 600 000	2 804 206	3 859 262
TOTAL		**43 193 076**	**86 088 465**	**86 862 349**
311	**CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES**			
2.044	Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	100 000	1 022 377	1 211 049
TOTAL		**100 000**	**1 022 377**	**1 211 049**
312	**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)**			
2.068	Régulation de la commande publique	0	330 306	377 875
TOTAL		**0**	**330 306**	**377 875**
320	**MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL**			
1.012	Administration Générale	1 121 334	2 200 184	2 653 172
2.030	Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	186 200	829 154	977 962
2.031	Amélioration du Cadre législatif du Travail	3 750	966 368	1 101 284
TOTAL		**1 311 284**	**3 995 706**	**4 732 418**
323	**MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**			
1.013	Administration Générale	4 638 492	3 085 122	4 604 557
2.033	Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	279 500	9 770 508	7 176 117
2.034	Formation Professionnelle	2 077 721	7 650 874	10 196 425
TOTAL		**6 995 713**	**20 506 505**	**21 977 099**
328	**MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT**			
1.044	Administration Générale et Contrôle	0	585 012	577 665
2.032	Reformes Administratives et Institutionnelles	250 000	505 748	548 995
TOTAL		**250 000**	**1 090 760**	**1 126 660**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation		Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
330	**MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION**			
1.014	Administration Générale et Contrôle	100 000	3 873 648	4 455 442
2.036	Administration du Territoire	27 981 460	44 288 899	50 683 686
2.037	Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	300 000	368 086	548 730
2.038	Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	18 863 663	33 201 562	34 870 323
2.064	Développement Régional et Local	209 000	1 695 408	2 079 000
2.081	Aménagement du Territoire		477 475	
TOTAL		**47 454 123**	**83 905 077**	**92 637 181**
334	**AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**			
2.095	Protection des Données à Caractère personnel	90 965	941 099	1 119 685
TOTAL		**90 965**	**941 099**	**1 119 685**
340	**MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES**			
1.015	Administration Générale	248 106	821 780	1 245 330
2.039	Religion et Culte	147 500	357 214	634 645
TOTAL		**395 606**	**1 178 993**	**1 879 975**
341	**MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE**			
1.016	Administration Générale	0	961 788	1 109 465
2.040	Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale	0	2 145 869	2 258 809
TOTAL		**0**	**3 107 657**	**3 368 274**
380	**MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE**			
1.032	Administration Générale	1 895 000	2 139 443	2 485 878
2.083	Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	1 623 750	2 888 849	4 372 352
2.084	Développement du secteur industriel	1 075 077	2 432 570	2 733 641
2.085	Appui au développement du secteur privé	931 875	1 560 338	2 214 822
2.086	Promotion et Développement de la Micro-finance	52 500	153 517	190 124
TOTAL		**5 578 202**	**9 174 717**	**11 996 817**
410	**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**			
1.017	Administration Générale	2 978 575	29 967 928	32 510 347
2.041	Développement de l'Education de Base	7 244 973	254 916 371	263 127 733
2.042	Développement de l'Enseignement Secondaire Général	14 860 071	35 013 057	37 988 715
2.043	Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	22 394 704	53 218 633	55 083 131
TOTAL		**47 478 323**	**373 115 989**	**388 709 926**
412	**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**			
1.018	Administration Générale	0	7 072 958	7 786 415
2.045	Développement de l'Enseignement Supérieur	8 027 120	73 098 698	75 588 663
2.046	Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	162 985	1 747 223	1 777 130
TOTAL		**8 190 105**	**81 918 880**	**85 152 208**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation		Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
510	**MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME**			
1.019	Administration Générale	159 500	2 893 083	3 360 702
2.047	Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	1 159 500	1 380 226	1 960 353
2.048	Promotion de l'Industrie Cinématographique	300 000	481 356	835 810
2.049	Promotion de la Création Artistique et Littéraire	2 725 250	2 792 925	4 591 583
2.050	Promotion du Secteur de l'Artisanat	550 000	1 473 364	1 841 481
2.051	Promotion du Secteur du Tourisme	0	432 853	484 525
TOTAL		**4 894 250**	**9 453 807**	**13 074 454**
520	**MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**			
1.020	Administration Générale	2 508 987	3 284 308	4 417 587
2.035	Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	1 008 400	2 012 949	2 238 748
2.052	Développement et Promotion des activités physiques et sportives	4 765 471	2 666 246	8 576 037
2.053	Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	11 307	646 350	763 753
2.067	Civisme, Volontariat et Citoyenneté	0	1 776 762	1 985 393
TOTAL		**8 294 165**	**10 386 614**	**17 981 518**
610	**MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**			
1.021	Administration, Coordination et Décentralisation	2 815 196	21 324 874	22 860 039
2.054	Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	3 018 850	47 050 735	48 353 385
2.055	Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et Participation	6 732	7 858 606	7 857 964
2.057	Soins Hospitaliers et Recherche	29 185 850	41 925 584	48 981 006
2.061	Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	879 182	3 484 224	3 785 190
2.062	Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	771 000	14 101 242	15 308 953
2.063	Lutte Contre la Pauvreté	762 750	1 555 272	1 488 921
TOTAL		**37 439 560**	**137 300 536**	**148 635 458**
614	**HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA**			
2.058	Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	0	2 130 712	2 470 826
TOTAL		**0**	**2 130 712**	**2 470 826**
640	**MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE**			
1.022	Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	1 309 076	2 036 238	2 720 312
2.059	Promotion de la Femme	642 486	2 722 573	2 442 523
2.060	Promotion de l'Enfant et de la Famille	476 599	1 191 144	1 394 395
TOTAL		**2 428 161**	**5 949 955**	**6 557 230**
700	**MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES**			
1.024	Administration Générale	229 500	2 108 957	2 372 857
2.065	Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	467 337 900	132 744 460	90 655 619
2.066	Développement et sécurisation des transports	6 456 087	5 824 580	7 091 974
TOTAL		**474 023 487**	**140 677 997**	**100 120 450**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation		Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
714	**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**			
1.025	Administration Générale	120 000	1 583 155	1 390 323
2.069	Amélioration du Cadre de Vie des Populations	12 000 000	4 876 314	4 745 786
2.070	Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	1 200 000	4 730 221	3 988 939
2.071	Protection et Conservation de la Nature	4 370 000	9 190 049	11 849 544
2.072	Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	590 000	1 670 909	990 106
TOTAL		**18 280 000**	**22 050 647**	**22 964 698**
720	**MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU**			
1.026	Administration Générale	3 533 000	68 620 399	37 360 018
2.073	Développement des Ressources Energétiques	27 318 609	89 152 115	43 021 286
2.074	Développement des Ressources en Eau	12 170 000	62 122 057	51 794 415
2.075	Développement des ressources minérales	570 925	2 169 888	2 606 397
TOTAL		**43 592 534**	**222 064 457**	**134 782 116**
730	**MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION**			
1.028	Administration Générale	157 500	948 996	1 119 758
2.076	Medias et Communication Publics	2 383 500	6 880 500	7 819 499
2.077	Poste et Nouvelles Technologies	730 000	2 007 044	3 035 081
TOTAL		**3 271 000**	**9 836 540**	**11 974 338**
732	**HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION**			
2.096	Régulation de la Communication	250 000	1 357 894	1 454 436
TOTAL		**250 000**	**1 357 894**	**1 454 436**
740	**MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION**			
1.029	Administration Générale	5 527 300	4 083 016	5 983 357
2.029	Gestion des Biens de l'Etat	3 650 000	4 014 492	4 626 546
2.078	Gestion Cadastrale et Foncière	3 227 000	2 983 253	4 432 067
2.079	Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	5 550 000	4 369 848	7 537 326
2.080	Population	770 000	0	3 097 179
2.081	Aménagement du Territoire	350 000	0	549 798
TOTAL		**19 074 300**	**15 450 608**	**26 226 273**
820	**MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL**			
1.034	Administration Générale	8 132 500	42 611 939	46 068 830
2.087	Appui au Monde Rural	6 775 948	48 583 431	34 690 488
2.088	Aménagement et Equipement Rural	28 197 500	48 974 700	52 236 579
2.089	Recherche et Formation	793 500	9 658 000	9 791 086
2.090	Développement des Productions et Industries Animales	2 800 000	8 255 104	7 888 392
2.091	Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	850 000	2 794 416	4 678 951
2.092	Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	875 000	2 794 678	3 471 074
TOTAL		**48 424 448**	**163 672 268**	**158 825 400**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE			
2.093 Sécurité Alimentaire	1 900 000	14 663 619	12 401 779
TOTAL	**1 900 000**	**14 663 619**	**12 401 779**
990 CHARGES COMMUNES			
0.003 Provisions pour imprévus	242 041 633	489 859 695	463 665 936
0.004 Dette	0	141 200 000	175 063 000
TOTAL	**242 041 633**	**631 059 695**	**638 728 936**
TOTAL DU BUDGET GENERAL	**1 171 920 328**	**2 662 009 743**	**2 605 070 023**

ETAT D

REPARTITION DES CREDITS DES BUDGETS ANNEXES PAR PROGRAMME

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Repartition des crédits des budgets annexes par programme

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme Chapitre / Nature		Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
700	**MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES**			
4.001	**Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports**			
40-2-2013-0021-001-002686	**ENTREPOTS MALIEN AU SENEGAL (E. MA. SE.)**			
	Personnel	0	584 500	480 000
	Biens et services	0	1 047 000	902 000
	Transferts et subventions	0	555 000	453 000
	Investissement	1 027 800	1 345 191	1 027 800
Total		**1 027 800**	**3 531 691**	**2 862 800**
40-2-2013-0021-002-002384	**ENTREPOTS MALIEN EN COTE D'IVOIRE (E.MA.C.I.)**			
	Personnel	0	427 000	462 000
	Biens et services	0	534 000	694 000
	Transferts et subventions	0	55 000	65 000
	Investissement	480 000	255 000	480 000
Total		**480 000**	**1 271 000**	**1 701 000**
40-2-2013-0021-003-002288	**ENTREPOTS MALIENS AU GHANA (EMAGHA)**			
	Personnel	0	350 000	390 000
	Biens et services	0	273 500	275 500
	Investissement	87 000	117 000	87 000
Total		**87 000**	**740 500**	**752 500**
40-2-2013-0021-004-002768	**ENTREPOTS MALIENS AU TOGO (EMATO)**			
	Personnel	0	380 500	376 500
	Biens et services	0	308 000	292 000
	Investissement	71 000	101 000	71 000
Total		**71 000**	**789 500**	**739 500**
40-2-2013-0021-005-002324	**ENTREPOTS MALIENS EN GUINEE (EMAGUI)**			
	Personnel	0	340 000	260 000
	Biens et services	0	321 150	225 150
	Investissement	125 000	135 000	125 000
Total		**125 000**	**796 150**	**610 150**
40-2-2013-0021-006-002478	**ENTREPOTS MALIENS EN MAURITANIE (EMAMAU)**			
	Personnel	0	248 000	248 000
	Biens et services	0	257 323	257 323
	Investissement	140 000	140 000	140 000
Total		**140 000**	**645 323**	**645 323**
40-2-2013-0021-008-002204	**ENTREPOTS MALIENS AU BENIN (E.MA.BE)**			
	Personnel	0	147 000	230 000
	Biens et services	0	134 500	256 000
	Investissement	98 500	57 500	98 500
Total		**98 500**	**339 000**	**584 500**
Total		**2 029 300**	**8 113 164**	**7 895 773**
Total		**2 029 300**	**8 113 164**	**7 895 773**
TOTAL DES BUDGETS ANNEXES		**2 029 300**	**8 113 164**	**7 895 773**

ETAT E

REPARTITION DES CREDITS DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR PROGRAMME

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022
Repartition des crédits des comptes spéciaux du trésor par programme

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
3.001 Remboursement des Crédits TVA	0	95 300 000	98 159 000
3.008 Appui au développement de la statistique	3 000 000	3 000 000	3 000 000
3.009 Fonds pour le Développement Durable	22 500 000	61 626 713	22 500 000
Total	**25 500 000**	**159 926 713**	**123 659 000**
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique	2 500 000	2 500 000	2 500 000
Total	**2 500 000**	**2 500 000**	**2 500 000**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	0	650 000	650 000
Total	**0**	**650 000**	**650 000**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
3.004 Appui à l'aménagement et à la protection de la faune	475 000	500 000	500 000
3.005 Appui à l'aménagement et à la protection des forêts	1 260 000	1 800 000	1 800 000
3.013 Fonds d'étude d'impact environnemental et social	60 000	500 080	500 080
Total	**1 795 000**	**2 800 080**	**2 800 080**
720 MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières	0	350 000	350 000
3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)	10 000	230 000	360 000
Total	**10 000**	**580 000**	**710 000**
820 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL			
3.006 Appui au financement de l'Agriculture	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Total	**5 000 000**	**5 000 000**	**5 000 000**
TOTAL DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	**34 805 000**	**171 456 793**	**135 319 080**

ETAT F

CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS ET AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES

I. CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2022
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	 2022
130 PRIMATURE			
133 AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD DU MALI			
Transferts et subventions	0	648 806	718 548
Total	**0**	**648 806**	**718 548**
418 ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION			
Transferts et subventions	0	719 576	906 891
Investissement	50 000	50 000	50 000
Total	**50 000**	**769 576**	**956 891**
TOTAL	**50 000**	**1 418 381**	**1 675 439**
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE			
187 CENTRE D'INFORMATION ET DE GESTION DES MIGRATIONS			
Transferts et subventions	0	101 780	115 000
Total	**0**	**101 780**	**115 000**
TOTAL	**0**	**101 780**	**115 000**
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME			
222 INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE			
Transferts et subventions	0	580 924	580 924
Investissement	0	200 000	200 000
Total	**0**	**780 924**	**780 924**
TOTAL	**0**	**780 924**	**780 924**
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
315 OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS			
Transferts et subventions	0	657 036	845 852
Investissement	447 500	644 375	447 500
Total	**447 500**	**1 301 411**	**1 293 352**
316 INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE			
Transferts et subventions	0	329 249	339 754
Investissement	1 275 000	1 784 368	2 575 000
Total	**1 275 000**	**2 113 617**	**2 914 754**
317 CENTRE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT			
Transferts et subventions	0	590 985	650 292
Investissement	0	216 171	300 000
Total	**0**	**807 156**	**950 292**
342 OBSERVATOIRE NATIONAL DU DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE			
Transferts et subventions		103 297	
Investissement		193 920	
Total		**297 217**	
434 CENTRE FORMAT° PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE			
Transferts et subventions	0	178 822	189 508
Investissement	75 000	363 196	425 000
Total	**75 000**	**542 018**	**614 508**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2022
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2022	2021	2022
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
436 CENTRE D'ETUDES & RENFORCEMENT CAPACITES ANALYSE & PLAIDOYER			
Transferts et subventions	0	72 664	80 000
Investissement	250 000	75 907	250 000
Total	**250 000**	**148 571**	**330 000**
TOTAL	**2 047 500**	**5 209 991**	**6 102 906**
323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			
324 FONDS D'APPUI FORMAT° PROFESS. & APPRENTIS.			
Transferts et subventions	0	4 069 246	5 000 000
Total	**0**	**4 069 246**	**5 000 000**
325 AGENCE PROMOT. EMPLOI DES JEUNES(APEJ)			
Transferts et subventions	0	5 171 600	5 397 000
Total	**0**	**5 171 600**	**5 397 000**
326 INSTITUT NAT. D'INGENIERIE FORMAT° PROFESSION.			
Transferts et subventions	0	173 725	175 144
Investissement	176 500	110 625	176 500
Total	**176 500**	**284 350**	**351 644**
327 OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION (ONEF)			
Transferts et subventions	0	181 116	191 422
Investissement	2 061 000	252 793	561 000
Total	**2 061 000**	**433 909**	**752 422**
TOTAL	**2 237 500**	**9 959 105**	**11 501 066**
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION			
313 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES			
Transferts et subventions	0	159 256	170 000
Investissement	19 000	12 142	19 000
Total	**19 000**	**171 398**	**189 000**
314 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIKORO			
Transferts et subventions	0	155 647	170 000
Investissement	19 000	10 154	19 000
Total	**19 000**	**165 801**	**189 000**
318 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SIKASSO			
Transferts et subventions	0	155 647	170 000
Investissement	19 000	10 154	19 000
Total	**19 000**	**165 801**	**189 000**
319 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SEGOU			
Transferts et subventions	0	155 647	170 000
Investissement	19 000	10 154	19 000
Total	**19 000**	**165 801**	**189 000**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2022
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2022	2021	2022
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION			
321 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TAOUDENIT			
Transferts et subventions	0	88 647	170 000
Investissement	19 000	10 154	19 000
Total	**19 000**	**98 801**	**189 000**
322 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MENAKA			
Transferts et subventions	0	88 647	170 000
Investissement	19 000	10 154	19 000
Total	**19 000**	**98 801**	**189 000**
329 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MOPTI			
Transferts et subventions	0	155 647	170 000
Investissement	19 000	10 154	19 000
Total	**19 000**	**165 801**	**189 000**
331 AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES			
Transferts et subventions	0	1 695 867	2 068 621
Total	**0**	**1 695 867**	**2 068 621**
333 CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
Transferts et subventions	0	312 727	343 257
Investissement	99 500	77 383	99 500
Total	**99 500**	**390 110**	**442 757**
336 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TOMB.			
Transferts et subventions	0	155 647	170 000
Investissement	19 000	10 154	19 000
Total	**19 000**	**165 801**	**189 000**
337 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. GAO			
Transferts et subventions	0	155 647	170 000
Investissement	19 000	10 154	19 000
Total	**19 000**	**165 801**	**189 000**
338 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KIDAL			
Transferts et subventions	0	155 647	170 000
Investissement	19 000	10 154	19 000
Total	**19 000**	**165 801**	**189 000**
339 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. DISTRICT			
Transferts et subventions	0	155 647	170 000
Investissement	19 000	10 154	19 000
Total	**19 000**	**165 801**	**189 000**
TOTAL	**308 500**	**3 781 385**	**4 590 378**
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE			

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2022
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2022	2021	2022
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE			
332 MAISON DU HADJ			
Transferts et subventions	0	63 624	210 552
Total	**0**	**63 624**	**210 552**
TOTAL	**0**	**63 624**	**210 552**
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS			
385 AGENCE MALIENNE DE METROLOGIE			
Transferts et subventions	0	211 966	239 479
Investissement	200 000	96 900	200 000
Total	**200 000**	**308 866**	**439 479**
805 OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'INDUSTRIE			
Transferts et subventions	0	122 118	132 883
Investissement	14 250	10 788	14 250
Total	**14 250**	**132 906**	**147 133**
813 CENTRE POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE			
Transferts et subventions	0	90 181	150 288
Investissement	200 000	75 161	200 000
Total	**200 000**	**165 342**	**350 288**
814 CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)			
Transferts et subventions	0	602 596	510 385
Investissement	430 000	279 874	430 000
Total	**430 000**	**882 470**	**940 385**
816 AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS(API)			
Transferts et subventions	0	642 578	747 471
Investissement	311 875	147 118	311 875
Total	**311 875**	**789 696**	**1 059 346**
817 AGENCE POUR PROMOT° EXPORTATIONS MALI			
Transferts et subventions	0	168 989	188 916
Investissement	23 750	18 556	23 750
Total	**23 750**	**187 545**	**212 666**
866 BUREAU RESTRUCT. MISE A NIVEAU ENTR. INDUST.			
Transferts et subventions	0	115 505	114 037
Investissement	200 000	107 818	200 000
Total	**200 000**	**223 323**	**314 037**
867 AGENCE MALIENNE NORMAL. PROMOT° QUALITE			
Transferts et subventions	0	149 939	209 998
Investissement	30 827	23 551	30 827
Total	**30 827**	**173 490**	**240 825**
TOTAL	**1 410 702**	**2 863 639**	**3 704 159**
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2022
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2022	2021	2022
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
428 CENTRE NAT. RESS. EDUC. NON FORMELLE			
Transferts et subventions	0	961 333	944 116
Total	**0**	**961 333**	**944 116**
432 ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES			
Transferts et subventions	0	398 809	445 186
Investissement	72 768	172 768	72 768
Total	**72 768**	**571 577**	**517 954**
TOTAL	**72 768**	**1 532 910**	**1 462 070**
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
411 ECOLE NORMALE SUPERIEURE (ENSUP)			
Transferts et subventions	0	1 839 835	1 905 121
Investissement	34 485	31 350	34 485
Total	**34 485**	**1 871 185**	**1 939 606**
413 ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS (ENI)			
Transferts et subventions	0	1 835 058	1 750 909
Investissement	834 485	411 350	434 485
Total	**834 485**	**2 246 408**	**2 185 394**
414 INSTITUT POLYTECH. RURAL FORM. RECH. APPL. K.			
Transferts et subventions	0	2 529 726	2 677 026
Investissement	2 534 485	31 350	534 485
Total	**2 534 485**	**2 561 076**	**3 211 511**
415 INSTITUT ZAYED DES SCIENCES ECONOMIQUES & JURIDIQUES DE BKO			
Transferts et subventions	0	240 776	192 054
Investissement	34 485	31 350	34 485
Total	**34 485**	**272 126**	**226 539**
416 CENTRE DES OEUVRES UNIVERSITAIRES			
Transferts et subventions	0	19 971 803	20 042 778
Investissement	1 795 048	280 296	695 048
Total	**1 795 048**	**20 252 098**	**20 737 826**
417 CENTRE NAT. DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE & TECH.			
Biens et services	0	19 179	22 563
Transferts et subventions	0	187 190	182 906
Investissement	28 500	28 500	28 500
Total	**28 500**	**234 869**	**233 969**
419 AGENCE D'ASSURANCE QUALITE POUR L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR			
Transferts et subventions	0	197 175	238 123
Investissement	0	31 350	0
Total	**0**	**228 525**	**238 123**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2022
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2022	2021	2022
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
420 ECOLE NORMALE D'ENSEIG. TECHN. PROFES.			
Transferts et subventions	0	1 149 924	1 197 551
Investissement	36 344	128 116	36 344
Total	**36 344**	**1 278 040**	**1 233 895**
422 UNIVERSITE DE SEGOU			
Transferts et subventions	0	2 769 185	3 001 250
Investissement	234 485	411 350	234 485
Total	**234 485**	**3 180 535**	**3 235 735**
424 UNIVERSITE LETTRES SCIENCES HUMAINES BKO			
Transferts et subventions	0	4 007 450	4 007 489
Investissement	34 485	268 850	34 485
Total	**34 485**	**4 276 300**	**4 041 974**
425 INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES			
Transferts et subventions	0	1 300 504	1 408 676
Investissement	134 485	211 850	134 485
Total	**134 485**	**1 512 354**	**1 543 161**
426 UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO			
Transferts et subventions	0	6 600 573	6 764 426
Investissement	147 423	2 037 495	147 423
Total	**147 423**	**8 638 068**	**6 911 849**
429 UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO			
Transferts et subventions	0	5 416 632	5 615 106
Investissement	334 485	663 100	334 485
Total	**334 485**	**6 079 732**	**5 949 591**
430 INST. HAUTES ETUDES RECH. ISLAM. AHMED BABA			
Transferts et subventions	0	577 057	639 870
Investissement	34 485	31 350	34 485
Total	**34 485**	**608 407**	**674 355**
431 UNIVERSITE SCIENCES JURIDIQUES POLITIQUES BKO			
Transferts et subventions	0	5 966 566	6 471 642
Investissement	634 485	587 100	234 485
Total	**634 485**	**6 553 666**	**6 706 127**
433 ECOLE SUP. JOURNALISME & SCIENCES COM..			
Transferts et subventions	0	402 683	439 247
Investissement	34 485	31 350	34 485
Total	**34 485**	**434 033**	**473 732**
435 INSTITUT DE PEDAGOGIE UNIVERSITAIRE			
Transferts et subventions	0	766 750	903 919
Investissement	34 485	31 350	34 485
Total	**34 485**	**798 100**	**938 404**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2022
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2022	2021	2022
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
523 INSTITUT NATIONAL JEUNESSE ET SPORTS			
Transferts et subventions	0	586 432	601 322
Total	**0**	**586 432**	**601 322**
631 INSTITUT NAT. FORMAT° SCIENCE DE LA SANTE			
Transferts et subventions	0	1 805 357	2 043 904
Investissement	934 485	221 350	434 485
Total	**934 485**	**2 026 707**	**2 478 389**
674 INTITUT NAT.FORMATION TRAVAILLEURS SOCIAUX			
Transferts et subventions	0	904 687	934 181
Investissement	34 485	31 350	34 485
Total	**34 485**	**936 037**	**968 666**
TOTAL	**7 890 105**	**64 574 697**	**64 530 168**
510 MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME			
511 CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO			
Transferts et subventions	0	295 530	307 958
Investissement	1 000 000	0	500 000
Total	**1 000 000**	**295 530**	**807 958**
512 MUSEE NATIONAL			
Transferts et subventions	0	304 255	290 367
Investissement	309 500	235 515	309 500
Total	**309 500**	**539 770**	**599 867**
513 FONDS D'APPUI A L'INDUSTRIE CINEMATOGRAPHIQUE			
Transferts et subventions	0	181 966	200 500
Total	**0**	**181 966**	**200 500**
514 PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA			
Transferts et subventions	0	312 859	334 409
Investissement	470 000	143 450	470 000
Total	**470 000**	**456 309**	**804 409**
516 BUREAU MALIEN DU DROIT D'AUTEUR			
Transferts et subventions	0	127 939	145 692
Total	**0**	**127 939**	**145 692**
517 CENTRE NATIONAL DE LA CINEMATOGRAPHIE DU MALI			
Transferts et subventions	0	299 390	335 310
Investissement	300 000	0	300 000
Total	**300 000**	**299 390**	**635 310**
518 CONSERV.ARTS METIERS MULTI.BALLA FASSEKE K.			
Transferts et subventions	0	550 730	618 997
Investissement	305 250	200 730	355 250
Total	**305 250**	**751 460**	**974 247**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2022
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2022	2021	2022
510 MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME			
519 MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE			
Transferts et subventions	0	84 719	105 100
Investissement	350 000	215 175	350 000
Total	**350 000**	**299 894**	**455 100**
868 CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE			
Transferts et subventions	0	147 113	176 065
Investissement	550 000	266 475	550 000
Total	**550 000**	**413 588**	**726 065**
869 AGENCE DE PROMOTION TOURISTIQUE DU MALI			
Transferts et subventions	0	189 668	203 558
Total	**0**	**189 668**	**203 558**
TOTAL	**3 284 750**	**3 555 513**	**5 552 706**
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS			
522 CENTRE NAT. PROMOT° VOLONTARIAT MALI			
Transferts et subventions	0	190 219	212 204
Total	**0**	**190 219**	**212 204**
524 SERVICE NATIONAL DES JEUNES (SNJ)			
Transferts et subventions	0	1 586 543	1 773 189
Total	**0**	**1 586 543**	**1 773 189**
611 CENTRE DE MEDECINE DU SPORT			
Transferts et subventions	0	77 255	87 000
Investissement	13 000	6 948	13 000
Total	**13 000**	**84 203**	**100 000**
TOTAL	**13 000**	**1 860 965**	**2 085 393**
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL			
615 HOPITAL GABRIEL TOURE			
Transferts et subventions	0	2 802 196	3 343 202
Investissement	624 900	624 900	624 900
Total	**624 900**	**3 427 096**	**3 968 102**
616 HOPITAL DU MALI			
Transferts et subventions	0	1 998 325	2 203 473
Investissement	2 000 000	2 000 000	500 000
Total	**2 000 000**	**3 998 325**	**2 703 473**
617 HOPITAL DU POINT G			
Transferts et subventions	0	4 632 664	4 871 000
Investissement	594 850	654 850	594 850
Total	**594 850**	**5 287 514**	**5 465 850**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2022
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2022	2021	2022
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL			
618 AGENCE NAT. TELESANTE ET INFORM. MEDICALE			
Transferts et subventions	0	527 177	548 529
Investissement	1 014 250	284 250	314 250
Total	**1 014 250**	**811 427**	**862 779**
619 HOPITAL DE KATI			
Transferts et subventions	0	1 105 998	1 285 596
Investissement	314 950	514 950	314 950
Total	**314 950**	**1 620 948**	**1 600 546**
620 CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE			
Transferts et subventions	0	403 843	464 213
Investissement	974 800	374 800	374 800
Total	**974 800**	**778 643**	**839 013**
623 CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE			
Transferts et subventions	0	1 007 782	1 130 018
Investissement	5 095 950	95 950	695 950
Total	**5 095 950**	**1 103 732**	**1 825 968**
624 INSTITUT NATIONAL DE SANTE PUBLIQUE			
Transferts et subventions	0	2 253 095	2 297 531
Investissement	448 550	448 550	448 550
Total	**448 550**	**2 701 645**	**2 746 081**
625 LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE			
Transferts et subventions	0	555 078	603 635
Investissement	204 150	304 150	204 150
Total	**204 150**	**859 228**	**807 785**
627 CENTRE NAT. DE TRANSFUSION SANGUINE (CNTS)			
Transferts et subventions	0	880 092	943 914
Investissement	19 950	19 950	19 950
Total	**19 950**	**900 042**	**963 864**
628 CLINIQUE PERINATALE MOHAMED VI BAMAKO			
Transferts et subventions	0	0	350 000
Investissement	50 000	0	50 000
Total	**50 000**	**0**	**400 000**
629 HOPITAL DERMATOLOGIE DE BAMAKO			
Transferts et subventions	0	1 320 715	1 545 693
Investissement	1 307 500	47 500	407 500
Total	**1 307 500**	**1 368 215**	**1 953 193**
630 AGENCE NATIONALE D'EVALUATION DES HOPITAUX			
Transferts et subventions	0	254 748	289 003
Investissement	236 000	60 436	236 000
Total	**236 000**	**315 184**	**525 003**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2022
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2022	2021	2022
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL			
632 INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)			
Transferts et subventions	0	963 611	1 072 520
Investissement	100 000	200 000	100 000
Total	**100 000**	**1 163 611**	**1 172 520**
633 HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES			
Transferts et subventions	0	1 038 114	1 132 466
Investissement	200 000	200 000	200 000
Total	**200 000**	**1 238 114**	**1 332 466**
634 HOPITAL DE SIKASSO			
Transferts et subventions	0	1 324 782	1 477 558
Investissement	200 000	200 000	200 000
Total	**200 000**	**1 524 782**	**1 677 558**
635 HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU			
Transferts et subventions	0	1 193 328	1 275 393
Investissement	200 000	200 000	200 000
Total	**200 000**	**1 393 328**	**1 475 393**
636 HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI			
Transferts et subventions	0	1 282 189	1 343 843
Investissement	200 000	200 000	200 000
Total	**200 000**	**1 482 189**	**1 543 843**
637 HOPITAL DE TOMBOUCTOU			
Transferts et subventions	0	448 816	498 542
Total	**0**	**448 816**	**498 542**
638 HOPITAL DE GAO			
Transferts et subventions	0	602 924	691 841
Investissement	200 000	200 000	200 000
Total	**200 000**	**802 924**	**891 841**
661 AGENCE MALIENNE DE LA MUTUALITE SOCIALE			
Transferts et subventions	0	1 067 115	1 072 615
Total	**0**	**1 067 115**	**1 072 615**
665 OFFICE NATIONAL DES PUPILLES EN REPUBLIQUE DU MALI			
Transferts et subventions	0	513 700	500 470
Investissement	0	500 000	600 000
Total	**0**	**1 013 700**	**1 100 470**
666 INSTITUT D'ETUDE & RECHERCHE EN GERONTO-GERIATRIE			
Transferts et subventions	0	256 965	259 394
Investissement	51 870	51 870	51 870
Total	**51 870**	**308 835**	**311 264**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2022
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2022	2021	2022
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL			
667 CENTRE NATIONAL D'APPUI PROMOTION ECONOMIE SOCIALE & SOLIDAIRE			
Transferts et subventions	0	129 574	132 166
Investissement	21 000	21 000	21 000
Total	**21 000**	**150 574**	**153 166**
668 CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE			
Transferts et subventions	0	8 433 681	9 211 990
Total	**0**	**8 433 681**	**9 211 990**
670 OBSERVATOIRE HUMAIN & DURABLE			
Transferts et subventions	0	67 758	73 892
Investissement	662 750	602 250	662 750
Total	**662 750**	**670 008**	**736 642**
676 FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE			
Transferts et subventions	0	473 264	297 595
Investissement	100 000	54 000	100 000
Total	**100 000**	**527 264**	**397 595**
677 FONDATION POUR LA SOLIDARITE			
Transferts et subventions	0	358 000	354 684
Total	**0**	**358 000**	**354 684**
678 CENTRE D'ORTHOPEDIE & D'APPAREILLAGE			
Transferts et subventions	0	557 078	604 074
Investissement	827 312	297 312	427 312
Total	**827 312**	**854 390**	**1 031 386**
681 AGENCE NATIONALE D'ASSISTANCE MEDICALE			
Transferts et subventions	0	1 209 740	1 227 714
Total	**0**	**1 209 740**	**1 227 714**
TOTAL	**15 648 782**	**45 819 070**	**48 851 346**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE			
645 CITE DES ENFANTS			
Transferts et subventions	0	250 582	269 006
Investissement	219 000	192 175	219 000
Total	**219 000**	**442 757**	**488 006**
TOTAL	**219 000**	**442 757**	**488 006**
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
703 INSTITUT. NAT. FORMAT° PROFESS. BAT. TRANSP. TRAV. PUB.			
Transferts et subventions	0	89 249	103 012
Investissement	19 500	10 421	19 500
Total	**19 500**	**99 670**	**122 512**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2022
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	 2022
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
706 INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI			
Transferts et subventions	0	445 854	552 990
Investissement	246 400	236 400	246 400
Total	**246 400**	**682 254**	**799 390**
708 CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.			
Transferts et subventions	0	138 866	152 751
Investissement	947 500	216 452	347 500
Total	**947 500**	**355 318**	**500 251**
710 AUTORITE ROUTIERE			
Investissement	0	380 000	0
Total	**0**	**380 000**	**0**
712 AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE			
Transferts et subventions	0	191 875	236 550
Total	**0**	**191 875**	**236 550**
713 AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE			
Transferts et subventions	0	147 651	172 557
Investissement	2 755 300	2 090 482	2 755 300
Total	**2 755 300**	**2 238 133**	**2 927 857**
TOTAL	**3 968 700**	**3 947 250**	**4 586 560**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
716 AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER			
Transferts et subventions	0	254 668	288 939
Investissement	1 200 000	4 475 553	3 700 000
Total	**1 200 000**	**4 730 221**	**3 988 939**
717 AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI			
Transferts et subventions	0	340 757	368 225
Investissement	900 000	657 962	900 000
Total	**900 000**	**998 719**	**1 268 225**
718 AGENCE ENVIRON. DEVELOP. DURABLE			
Transferts et subventions	0	355 835	400 106
Investissement	590 000	1 315 074	590 000
Total	**590 000**	**1 670 909**	**990 106**
719 AGENCE NATIONALE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE			
Transferts et subventions	0	88 669	100 000
Investissement	250 000	100 232	250 000
Total	**250 000**	**188 901**	**350 000**
TOTAL	**2 940 000**	**7 588 750**	**6 597 270**
720 MINISTERE DES MINES DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2022
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2022	2021	2022
720 MINISTERE DES MINES DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
715 AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION (AMARAP)			
Transferts et subventions	0	187 887	214 685
Investissement	200 000	143 757	200 000
Total	**200 000**	**331 644**	**414 685**
722 AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE			
Transferts et subventions	0	5 198 248	5 308 543
Investissement	950 000	33 903 614	11 257 000
Total	**950 000**	**39 101 862**	**16 565 543**
723 LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX			
Transferts et subventions	0	246 555	281 874
Investissement	350 000	291 800	350 000
Total	**350 000**	**538 355**	**631 874**
724 AUTORITE POUR L'AMENAG. DE TAOUSSA (AAT)			
Transferts et subventions	0	204 439	206 062
Investissement	2 500 000	4 507 240	12 500 000
Total	**2 500 000**	**4 711 679**	**12 706 062**
725 AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI			
Biens et services	0	5 000	5 000
Transferts et subventions	0	310 818	339 669
Investissement	468 609	178 922	468 609
Total	**468 609**	**494 740**	**813 278**
727 OFFICE NATIONAL DE LA RECHERCHE PETROLIERE			
Transferts et subventions	0	134 861	149 070
Investissement	500 000	0	500 000
Total	**500 000**	**134 861**	**649 070**
819 AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS			
Transferts et subventions	0	235 805	297 753
Investissement	500 000	214 232	500 000
Total	**500 000**	**450 037**	**797 753**
TOTAL	**5 468 609**	**45 763 177**	**32 578 265**
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE			
735 OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI			
Transferts et subventions	0	4 874 236	5 149 406
Investissement	1 383 500	1 061 927	1 383 500
Total	**1 383 500**	**5 936 163**	**6 532 906**
737 AGENCE MALIENNE DE PRESSE & PUBLICITE			
Transferts et subventions	0	451 900	494 870
Investissement	750 000	152 700	300 000
Total	**750 000**	**604 600**	**794 870**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2022
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2022	2021	2022
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE			
738 AGENCE NATIONALE COM. DEVELOPPEMENT			
Transferts et subventions	0	222 425	241 723
Investissement	250 000	117 313	250 000
Total	**250 000**	**339 738**	**491 723**
739 AGENCE TECHNOLOGIES INFORMAT° & COMMUNICATION			
Transferts et subventions	0	1 401 931	2 001 050
Investissement	430 000	16 875	430 000
Total	**430 000**	**1 418 806**	**2 431 050**
TOTAL	**2 813 500**	**8 299 306**	**10 250 549**
740 MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT			
342 OBSERVATOIRE NATIONAL DU DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE			
Transferts et subventions	0	0	110 000
Investissement	270 000	0	270 000
Total	**270 000**	**0**	**380 000**
TOTAL	**270 000**	**0**	**380 000**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
823 AGENCE DE GESTION MARCHE CENTRAL POISSON BAMAKO (AGMCPB)			
Transferts et subventions	0	80 503	91 500
Investissement	300 000	174 868	300 000
Total	**300 000**	**255 371**	**391 500**
824 AGENCE D'AMENAGEMENT DES TERRES ET DE FOURNITURE DE L'EAU D'IRRIGATION (ATI)			
Transferts et subventions	0	105 622	109 792
Investissement	872 500	17 486 138	11 026 500
Total	**872 500**	**17 591 760**	**11 136 292**
825 OFFICE HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)			
Transferts et subventions	0	511 260	650 301
Investissement	395 000	196 116	395 000
Total	**395 000**	**707 376**	**1 045 301**
826 AGENCE DVPT. RURAL VALLE FLEUVE SENEGAL			
Transferts et subventions	0	549 917	632 707
Investissement	706 500	1 373 762	706 500
Total	**706 500**	**1 923 679**	**1 339 207**
827 OFFICE RIZ MOPTI			
Transferts et subventions	0	267 079	353 637
Investissement	12 400 000	964 010	3 200 000
Total	**12 400 000**	**1 231 089**	**3 553 637**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2022
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2022	2021	2022
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
829 OFFICE DE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE			
Transferts et subventions	0	449 343	492 769
Investissement	397 500	357 668	397 500
Total	**397 500**	**807 011**	**890 269**
831 INSTITUT D'ECONOMIE RURALE			
Transferts et subventions	0	3 824 564	4 316 805
Investissement	693 500	2 138 962	3 081 000
Total	**693 500**	**5 963 526**	**7 397 805**
833 LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE			
Transferts et subventions	0	665 987	715 059
Investissement	200 000	96 900	200 000
Total	**200 000**	**762 887**	**915 059**
834 LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO			
Transferts et subventions	0	53 516	71 430
Total	**0**	**53 516**	**71 430**
835 OFFICE RIZ SEGOU			
Transferts et subventions	0	492 895	605 741
Investissement	1 386 000	1 169 862	2 146 000
Total	**1 386 000**	**1 662 757**	**2 751 741**
836 OFFICE DU MOYEN BANI			
Transferts et subventions	0	95 451	187 572
Investissement	2 404 500	4 633 825	3 204 500
Total	**2 404 500**	**4 729 276**	**3 392 072**
837 OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA			
Transferts et subventions	0	392 078	419 519
Investissement	2 300 000	581 400	2 300 000
Total	**2 300 000**	**973 478**	**2 719 519**
839 OFFICE PROTECTION DES VEGETAUX			
Transferts et subventions	0	606 621	710 824
Total	**0**	**606 621**	**710 824**
840 OFFICE DEVELOP. PECHE ET AQUACULTURE DELTA INTERIEUR NIGER			
Transferts et subventions	0	123 293	152 000
Investissement	150 000	82 246	150 000
Total	**150 000**	**205 539**	**302 000**
841 OFFICE POUR MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE			
Transferts et subventions	0	179 146	205 799
Investissement	200 000	152 548	200 000
Total	**200 000**	**331 694**	**405 799**

BUDGET D'ETAT INITIAL : DEPENSES 2022
Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics

24/09/2021

(en milliers de francs CFA)

Section programme/Section Comp Titre de dépense	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	 2022
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
842 CENTRE NAT. INSEMINAT° ARTIFICIELLE ANIMALE			
Transferts et subventions	0	86 189	122 118
Investissement	1 300 000	382 503	700 000
Total	**1 300 000**	**468 692**	**822 118**
TOTAL	**23 705 500**	**38 274 272**	**37 844 573**
TOTAL GENERAL	**72 348 916**	**245 837 496**	**243 887 330**

II. CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES

1. CREDITS BUDGETAIRES TRANSFERES

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

REPARTITION PAR NATURE ECONOMIQUE DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2022	**2021**	**2022**
PERSONNEL	0	32 347 060	38 673 256
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	0	35 930 915	36 011 284
DÉPLACEMENT & MISSION	0	1 632 264	1 657 593
COMMUNICATION & ENERGIE	0	83 500	84 000
AUTRES DÉPENSES	0	3 063 265	3 099 761
BOURSES	0	666 435	666 435
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	58 436 830	57 458 454	58 436 830
TRANSFERT ET SUBVENTION	0	23 032 569	25 499 841
COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR	22 500 000	61 626 713	22 500 000
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	35 950 000	24 141 704	25 950 000
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR	0	8 707 061	6 937 000
APPUI BUDGÉTAIRE	2 836 844	6 184 153	2 836 844
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	0	204 939 962	249 624 892
Total :	**119 723 674**	**459 814 055**	**471 977 736**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

Repartition fonctionnelle des ressources transférées par titre

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Fonction / Titre	Autorisations d'Engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
Services généraux des administrations publiques			
Transferts et subventions	0	11 031 755	12 776 579
Investissement	18 921 163	19 760 168	18 921 163
TOTAL	**18 921 163**	**30 791 923**	**31 697 742**
Affaires économiques			
Personnel	0	154 906	259 665
Biens et services	0	298 914	387 860
Transferts et subventions	0	827 858	1 498 056
Investissement	42 986 844	71 031 610	32 986 844
TOTAL	**42 986 844**	**72 313 287**	**35 132 425**
Protection de l'environnement			
Biens et services	0	84 204	93 940
Investissement	4 950 000	7 008 386	6 950 000
TOTAL	**4 950 000**	**7 092 590**	**7 043 940**
Logement et équipements collectifs			
Investissement	6 500 000	12 470 881	10 744 000
TOTAL	**6 500 000**	**12 470 881**	**10 744 000**
Santé			
Personnel	0	14 436 228	35 843 710
Biens et services	0	2 123 813	2 104 101
Transferts et subventions	0	1 904 378	1 904 378
Investissement	2 700 000	2 700 000	2 700 000
TOTAL	**2 700 000**	**21 164 419**	**42 552 189**
Loisirs, culture et culte			
Personnel	0	44 447	41 308
Biens et services	0	106 842	170 091
Transferts et subventions	0	27 013	30 146
TOTAL	**0**	**178 302**	**241 545**
Enseignement			
Personnel	0	222 651 441	252 153 465
Biens et services	0	38 043 105	38 038 325
Transferts et subventions	0	9 908 000	9 957 117
Investissement	43 565 667	43 902 786	43 565 667
TOTAL	**43 565 667**	**314 505 332**	**343 714 574**
Protection sociale			
Biens et services	0	53 066	58 321
Investissement	100 000	1 244 254	793 000
TOTAL	**100 000**	**1 297 320**	**851 321**
TOTAL GENERAL	**119 723 674**	**459 814 055**	**471 977 736**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2022	Crédits de Paiement 2021	Crédits de Paiement 2022
central			
MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT			
Portion centrale	0	10 000	0
Total :	**0**	**10 000**	**0**
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION			
Portion centrale	0	30 000	0
Total :	**0**	**30 000**	**0**
AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES			
Portion centrale	0	981 930	1 244 362
Total :	**0**	**981 930**	**1 244 362**
MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE			
Portion centrale	0	10 000	0
Total :	**0**	**10 000**	**0**
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
Portion centrale	9 881 343	24 311 714	24 330 301
Multi-régionaux	1 500 000	1 500 000	1 500 000
Total :	**11 381 343**	**25 811 714**	**25 830 301**
Total	**11 381 343**	**26 843 644**	**27 074 663**
Conseil Régional			
AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD DU MALI			
Portion centrale	0	648 806	718 548
Total :	**0**	**648 806**	**718 548**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES			
Region de Kayes	19 000	171 398	189 000
Total :	**19 000**	**171 398**	**189 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIKORO			
Region de Koulikoro	19 000	165 801	189 000
Total :	**19 000**	**165 801**	**189 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SIKASSO			
Region de Sikasso	19 000	165 801	189 000
Total :	**19 000**	**165 801**	**189 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SEGOU			
Region de Segou	19 000	165 801	189 000
Total :	**19 000**	**165 801**	**189 000**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2022	Crédits de Paiement 2021	Crédits de Paiement 2022
Conseil Régional			
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TAOUDENIT			
Region de Taoudénit	19 000	98 801	189 000
Total :	**19 000**	**98 801**	**189 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MENAKA			
Region de Menaka	19 000	98 801	189 000
Total :	**19 000**	**98 801**	**189 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MOPTI			
Region de Mopti	19 000	165 801	189 000
Total :	**19 000**	**165 801**	**189 000**
AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES			
Portion centrale	0	96 947	113 544
Total :	**0**	**96 947**	**113 544**
CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
Portion centrale	47 500	338 110	390 757
Total :	**47 500**	**338 110**	**390 757**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TOMB.			
Region de Tombouctou	19 000	165 801	189 000
Total :	**19 000**	**165 801**	**189 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. GAO			
Region de Gao	19 000	165 801	189 000
Total :	**19 000**	**165 801**	**189 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KIDAL			
Region de Kidal	19 000	165 801	189 000
Total :	**19 000**	**165 801**	**189 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. DISTRICT			
District de Bamako	19 000	165 801	189 000
Total :	**19 000**	**165 801**	**189 000**
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS			
Portion centrale	0	30 780	68 400
Total :	**0**	**30 780**	**68 400**
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
Portion centrale	100 000	1 244 254	793 000
Multi-régionaux	100 000	85 244	100 000
Total :	**200 000**	**1 329 498**	**893 000**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2022	Crédits de Paiement 2021	Crédits de Paiement 2022
Conseil Régional			
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
Multi-régionaux	1 200 000	1 140 000	1 200 000
Total :	**1 200 000**	**1 140 000**	**1 200 000**
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
District de Bamako	300 000	285 000	300 000
Total :	**300 000**	**285 000**	**300 000**
MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
Portion centrale	500 000	5 530 181	4 744 000
Multi-régionaux	6 150 000	9 164 086	8 150 000
Total :	**6 650 000**	**14 694 267**	**12 894 000**
OFFICE DEVELOP. PECHE ET AQUACULTURE DELTA INTERIEUR NIGER			
Region de Mopti	0	123 293	152 000
Total :	**0**	**123 293**	**152 000**
DISTRICT DE BAMAKO			
District de Bamako	380 000	5 333 635	6 608 855
Total :	**380 000**	**5 333 635**	**6 608 855**
REGION DE KAYES			
Region de Kayes	2 053 579	4 542 195	4 640 304
Total :	**2 053 579**	**4 542 195**	**4 640 304**
REGION DE KOULIKORO			
Region de Koulikoro	372 000	416 855	420 226
Total :	**372 000**	**416 855**	**420 226**
REGION DE SIKASSO			
Region de Sikasso	5 192 139	11 631 936	10 315 422
Total :	**5 192 139**	**11 631 936**	**10 315 422**
REGION DE SEGOU			
Region de Segou	1 105 465	5 102 837	5 334 267
Cercle de Barouéli	0	21 482	21 482
Cercle de Niono	0	21 482	21 482
Cercle de San	4 157	20 838	20 838
Total :	**1 109 622**	**5 166 639**	**5 398 069**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2022	Crédits de Paiement 2021	Crédits de Paiement 2022
Conseil Régional			
REGION DE MOPTI			
Region de Mopti	1 067 332	4 057 916	3 806 228
Cercle de Bandiagara	0	20 930	19 039
Cercle de Djénné	0	15 218	16 153
Total :	**1 067 332**	**4 094 063**	**3 841 420**
REGION DE TOMBOUCTOU			
Region de Tombouctou	442 276	1 952 595	1 498 831
Total :	**442 276**	**1 952 595**	**1 498 831**
REGION DE GAO			
Region de Gao	608 400	1 616 076	1 726 682
Total :	**608 400**	**1 616 076**	**1 726 682**
REGION DE KIDAL			
Region de Kidal	372 000	554 015	574 740
Total :	**372 000**	**554 015**	**574 740**
REGION DE TAOUDENIT			
Region de Taoudénit	372 000	413 834	418 024
Total :	**372 000**	**413 834**	**418 024**
REGION DE MENAKA			
Region de Menaka	372 000	546 816	566 445
Total :	**372 000**	**546 816**	**566 445**
CHARGES COMMUNES			
Portion centrale	4 500 000	4 500 000	4 500 000
Total :	**4 500 000**	**4 500 000**	**4 500 000**
Total	**25 447 848**	**61 150 767**	**59 318 267**
Conseil de Cercle			
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL			
Portion centrale	0	5 858	7 220
Total :	**0**	**5 858**	**7 220**
DISTRICT DE BAMAKO			
District de Bamako	10 843 137	21 629 477	21 912 292
Total :	**10 843 137**	**21 629 477**	**21 912 292**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2022	Crédits de Paiement 2021	Crédits de Paiement 2022
Conseil de Cercle			
REGION DE KAYES			
Cercle de Kayes	321 461	1 298 499	1 452 100
Cercle de Bafoulabé	128 166	527 391	553 666
Cercle de Diéma	27 872	324 643	361 006
Cercle de Kéniéba	27 872	392 923	453 960
Cercle de Kita	195 104	1 064 777	1 122 972
Cercle de Nioro du Sahel	27 872	615 069	682 218
Cercle de Yélimané	30 128	575 215	636 482
Total :	**758 475**	**4 798 517**	**5 262 404**
REGION DE KOULIKORO			
Cercle de Koulikoro	3 390 862	7 798 930	8 393 596
Cercle de Banamba	14 028	296 484	343 105
Cercle de Dioïla	184 548	567 883	675 006
Cercle de Kangaba	17 808	217 145	245 100
Cercle de Kati	2 534 616	4 929 872	5 369 720
Cercle de Kolokani	2 688	270 950	330 865
Cercle de Nara	16 464	223 290	243 145
Total :	**6 161 014**	**14 304 555**	**15 600 537**
REGION DE SIKASSO			
Cercle de Sikasso	599 456	2 438 274	2 793 077
Cercle de Bougouni	78 232	663 284	760 498
Cercle de Kadiolo	58 344	504 261	584 752
Cercle de Kolondiéba	17 160	260 642	289 070
Cercle de Koutiala	431 464	1 377 658	1 543 376
Cercle de Yanfolila	17 512	406 782	447 094
Cercle de Yorosso	41 536	328 013	360 699
Total :	**1 243 704**	**5 978 915**	**6 778 566**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2022	Crédits de Paiement 2021	Crédits de Paiement 2022
	Conseil de Cercle		
REGION DE SEGOU			
Cercle de Ségou	851 656	2 135 718	2 670 369
Cercle de Barouéli	16 800	269 879	395 919
Cercle de Bla	189 888	504 609	651 343
Cercle de Macina	8 064	243 407	332 160
Cercle de Niono	288 672	633 638	772 294
Cercle de San	521 664	1 208 066	1 412 651
Cercle de Tominian	40 800	464 406	584 719
Total :	**1 917 544**	**5 459 723**	**6 819 455**
REGION DE MOPTI			
Cercle de Mopti	296 895	1 104 869	1 256 937
Cercle de Bandiagara	42 620	394 030	438 156
Cercle de Bankass	23 840	269 965	350 069
Cercle de Djénné	23 040	147 413	214 136
Cercle de Douentza	1 200	240 216	286 543
Cercle de Koro	94 480	489 302	642 682
Cercle de Tenenkou	0	115 101	123 301
Cercle de Youwarou	0	132 658	145 138
Total :	**482 075**	**2 893 554**	**3 456 962**
REGION DE TOMBOUCTOU			
Cercle de Tombouctou	100 000	357 676	239 753
Cercle de Diré	0	68 068	51 246
Cercle de Goundam	0	71 960	51 545
Cercle de Gourma-Rharous	0	67 948	51 126
Cercle de Niafunké	0	70 618	53 796
Total :	**100 000**	**636 270**	**447 466**
REGION DE GAO			
Cercle de Gao	226 360	756 984	856 918
Cercle d'Ansongo	0	135 364	176 387
COMMUNE DE ANSONGO	0	2 000	2 000
Cercle de Bourem	0	100 261	136 318
COMMUNE URBAINE DE BOUREM	0	2 000	2 000
Total :	**226 360**	**996 609**	**1 173 623**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2022	Crédits de Paiement 2021	Crédits de Paiement 2022
Conseil de Cercle			
REGION DE KIDAL			
Cercle de Kidal	0	766 431	688 293
Cercle d'Abeïbara	0	29 750	29 750
Cercle de Tessalit	0	30 680	30 680
Cercle de Tin-Essako	0	29 650	29 650
Total :	**0**	**856 511**	**778 373**
REGION DE TAOUDENIT			
Region de Taoudénit	0	169 626	169 626
Total :	**0**	**169 626**	**169 626**
REGION DE MENAKA			
Region de Menaka	0	238 638	249 577
Total :	**0**	**238 638**	**249 577**
Total	**21 732 309**	**57 968 252**	**62 656 101**
Commune			
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS			
COMMUNE DE KALABANCORO	11 307	24 498	33 307
Total :	**11 307**	**24 498**	**33 307**
DISTRICT DE BAMAKO			
District de Bamako	0	24 604	24 604
Commune I	36 788	3 359 818	3 723 984
Commune II	24 162	3 000 570	3 306 219
Commune III	14 409	3 857 064	4 211 760
Commune IV	38 706	3 785 262	4 197 045
Commune V	72 656	5 050 993	5 700 927
Commune VI	76 338	5 063 186	5 913 814
Total :	**263 059**	**24 141 499**	**27 078 353**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2022	Crédits de Paiement 2021	Crédits de Paiement 2022
	Commune		
REGION DE KAYES			
Region de Kayes	0	107 615	113 495
COMMUNE DE BANGASSI	0	152 368	154 316
COMMUNE DE COLIMBINE	0	145 586	154 320
COMMUNE DE DIAMOU	0	231 649	239 250
COMMUNE DE DJELEBOU	0	199 480	215 846
COMMUNE DE FALEME	0	181 727	180 759
COMMUNE GORY-GOPELA	0	65 627	72 550
COMMUNE GUIDIMAKAN KERI KAFO	0	128 913	137 950
COMMUNE DE HAWA DEMBAYA	0	182 845	179 994
COMMUNE DE KARAKORO	0	91 945	97 228
COMMUNE DE KEMENE TAMBA	5 992	275 282	310 691
COMMUNE DE KHOULOUM	0	361 094	367 336
COMMUNE DE KOUSSANE	0	156 045	149 317
COMMUNE DE LIBERTE DEMBAYA	0	258 842	262 005
COMMUNE DE LOGO	0	218 264	231 732
COMMUNE DE MARENA-DIOMBOUGOU	0	172 062	161 940
COMMUNE DE TAFARCIRGA	0	138 959	130 449
COMMUNE DE MARINTOUMANIA	0	89 492	78 232
COMMUNE DE SADIOLA	0	344 941	358 170
COMMUNE DE SAHEL	0	79 129	74 615
COMMUNE DE SAME-DIOMGOMA	0	215 469	226 478
COMMUNE DE SEGALA	0	225 159	215 301
COMMUNE DE SERO-DIAMANOU	0	170 629	161 890
COMMUNE DE SONY	0	104 081	107 849
COMMUNE URBAINE DE KOUNIAKARY	0	77 063	62 270
COMMUNE URBAINE DE SOMANKIDY	0	54 944	56 531
COMMUNE URBAINE DE GOUMERA	0	52 232	52 068
COMMUNE URBAINE DE FEGUI	0	61 093	64 600
COMMUNE URBAINE DE KAYES	31 636	2 413 763	3 810 525
COMMUNE DE BAFOULABE	13 260	752 125	818 018
COMMUNE BAMAFELE	0	301 903	307 060
COMMUNE DE DIAKON	0	150 465	161 173
COMMUNE DE DIALLAN	0	86 391	76 779

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2022	Crédits de Paiement 2021	Crédits de Paiement 2022
	Commune		
REGION DE KAYES			
COMMUNE DE DIOHELI	0	114 820	103 617
COMMUNE DE KOUNDIAN	0	204 439	215 496
COMMUNE DE MAHINA	0	514 270	552 664
COMMUNE DE NIAMBIA	0	56 401	51 511
COMMUNE DE OUALIA	0	247 093	269 312
COMMUNE DE TOMORA	4 746	320 984	371 163
COMMUNE DE GOUNFAN	0	44 131	43 671
COMMUNE DE KOUTELA	0	125 383	113 306
COMMUNE DE SIDIBELA	0	46 479	46 481
COMMUNE DE BEMA	0	102 539	111 877
COMMUNE DE DIANGOUNTE-CAMARA	0	235 168	244 457
COMMUNE DE DIANGUIRDE	0	92 584	97 516
COMMUNE DE DIEMA	7 993	534 386	593 585
COMMUNE DE DIEOURA	0	101 314	102 671
COMMUNE DE DIOUMARA-KOUSSATA	0	132 746	134 553
COMMUNE DE GUEDIBINE	0	39 424	43 065
COMMUNE DE FASSOUDEBE	0	34 056	29 499
COMMUNE DE GOMITRADOUGOU	0	84 907	96 398
COMMUNE DE GROUMERA	0	39 354	48 552
COMMUNE DE LAKAMANE	0	125 032	124 537
COMMUNE DE LAMBIDOU	0	123 380	129 276
COMMUNE DE MADIGA-SACKO	0	101 819	104 933
COMMUNE DE SANSANKIDE	0	54 087	55 674
COMMUNE URBAINE DE FATAO	0	115 391	114 568
COMMUNE DE BAYE	0	127 881	116 252
COMMUNE DE DABIA	0	168 918	173 565
COMMUNE DE DIALAFARA	0	194 417	192 351
COMMUNE DE DOMBIA	0	60 233	60 320
COMMUNE DE FALEA	0	101 588	105 347
COMMUNE DE FARABA	0	85 668	87 988
COMMUNE DE GUENEGORE	0	138 763	142 391
COMMUNE DE KASSAMA	0	242 411	251 016
COMMUNE DE KENIEBA	10 193	720 816	780 254

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2022	Crédits de Paiement 2021	Crédits de Paiement 2022
	Commune		
REGION DE KAYES			
COMMUNE DE KOUROUKOTO	0	49 318	54 748
COMMUNE DE SAGALO	0	152 165	145 940
COMMUNE DE SITAKILLY	0	333 609	351 874
COMMUNE DE BENDOUGOU	0	177 314	180 124
COMMUNE DE BENKADI FOUNIA	0	128 647	138 250
COMMUNE DE BOUGARIBAYA	0	110 346	109 538
COMMUNE DE DJIDIAN	0	221 801	216 864
COMMUNE DE GADOUGOU I	0	169 763	180 844
COMMUNE DE GADOUGOU II	0	56 041	57 534
COMMUNE DE KASSARO	0	260 745	305 448
COMMUNE DE KITA NORD	0	78 471	80 665
COMMUNE DE BOUDOFO	0	90 843	89 836
COMMUNE DE KITA OUEST	0	228 812	263 505
COMMUNE DE BADIA	0	146 480	154 707
COMMUNE DE KOBRI	0	115 027	109 747
COMMUNE DE KOULOU	0	48 223	44 978
COMMUNE DE MADINA	0	144 868	151 010
COMMUNE DE KOTOUBA	0	56 846	52 620
COMMUNE DE MAKANO	0	96 457	87 119
COMMUNE DE NAMALA GUIMBA	0	94 948	98 874
COMMUNE DE NIANTANSO	0	30 435	31 203
COMMUNE DE SABOULA	0	75 270	73 523
COMMUNE DE SOURANSAN-TOMOTO	0	98 284	92 893
COMMUNE DE SEBEKORO	6 502	541 554	630 658
COMMUNE DE GUEMOUKOURABA	0	72 284	81 898
COMMUNE DE DJOUGOUN	0	57 055	51 734
COMMUNE DE DINDANKO	0	79 400	67 393
COMMUNE DE SEFETO NORD	0	92 328	96 341
COMMUNE DE SEFETO OUEST	0	114 475	120 561
COMMUNE DE SENKO	0	54 992	54 148
COMMUNE DE SIRAKORO	0	88 774	96 606
COMMUNE DE TAMBAGA	0	95 796	99 411
COMMUNE DE TOUKOTO	4 638	195 585	214 092

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2022	Crédits de Paiement 2021	Crédits de Paiement 2022
	Commune		
REGION DE KAYES			
COMMUNE DE KOKOFATA	0	122 630	130 384
COMMUNE URBAINE DE KITA	17 979	1 800 252	2 077 011
COMMUNE DE KOUROUNIKOTO	0	31 117	38 953
COMMUNE DE BANIERE-KORE	0	51 508	48 849
COMMUNE DE DIABIGUE	0	63 841	67 356
COMMUNE DE DIARRA	0	83 570	81 559
COMMUNE DE DIAYE-COURA	0	91 892	100 364
COMMUNE DE GAVINANE	0	96 178	100 066
COMMUNE DE GOGUI	0	165 537	167 622
COMMUNE DE GUETEMA	0	63 038	62 849
COMMUNE DE GADIABA-KADIEL	0	122 517	125 718
COMMUNE DE KORERA-KORE	0	104 650	105 637
COMMUNE DE NIORO TOOGOUBE RANGABE	0	126 153	128 188
COMMUNE DE SANDARE	0	309 406	332 160
COMMUNE DE SIMBI	0	80 795	86 793
COMMUNE DE YERERE	0	144 568	149 642
COMMUNE URBAINE DE TROUNGOUMBE	0	137 987	148 515
COMMUNE URBAINE YOURI	0	69 609	73 592
COMMUNE URBAINE DE NIORO	8 557	881 075	944 702
Cercle de Yélimané	0	3 827	3 827
COMMUNE DE DIAFOUNOU GORY	0	192 928	198 619
COMMUNE DE DIAFOUNOU-DIONGAGA	0	87 965	100 959
COMMUNE DE FANGA	0	66 859	50 933
COMMUNE DE GORY	0	94 688	109 847
COMMUNE DE GUIDIME	0	427 902	449 157
COMMUNE DE KREMIS	0	60 060	65 347
COMMUNE DE KIRANE KANIAGA	0	244 365	274 193
COMMUNE DE KONSIGA	0	72 701	78 449
COMMUNE DE MAREKAFFO	0	35 684	32 205
COMMUNE DE SOUMPOU	0	32 976	28 142
COMMUNE DE TRINGA	0	105 491	111 815
COMMUNE URBAINE DE TOYA	0	76 252	64 332
Total :	**111 496**	**24 083 041**	**26 621 074**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2022	Crédits de Paiement 2021	Crédits de Paiement 2022
	Commune		
REGION DE KOULIKORO			
Region de Koulikoro	0	127 377	138 443
COMMUNE DE DINANDOUGOU	0	168 678	206 522
COMMUNE DE KOULA	0	183 997	236 574
COMMUNE DE DOUMBA	0	144 653	184 471
COMMUNE DE MEGUETAN	0	501 215	614 178
COMMUNE DE NYAMINA	0	272 579	309 704
COMMUNE DE SIRAKOROLA	0	292 710	359 915
COMMUNE DE TIENFALA	0	183 696	228 523
COMMUNE DE TOUGOUNI	0	127 030	146 122
COMMUNE URBAINE DE KOULIKORO	15 560	2 398 485	2 985 616
COMMUNE DE BANAMBA	10 323	768 960	955 701
COMMUNE DE BEN KADI	0	121 634	146 853
COMMUNE DE BORON	0	261 349	295 053
COMMUNE DE SEBETE	0	50 880	58 518
COMMUNE DE DUGUWOLOWULA	0	263 072	319 934
COMMUNE DE KIBAN	0	91 675	108 355
COMMUNE DE MADINA-SACKO	0	205 717	233 862
COMMUNE DE TOUBACORO	0	152 399	177 843
COMMUNE DE TOUBAKOROBA	0	100 449	109 001
COMMUNE DE BANCO	0	229 854	291 483
COMMUNE DE BENKADI	0	76 745	90 858
COMMUNE DE BINKO	0	189 694	247 165
COMMUNE DE DEGNEKORO	0	111 991	139 800
COMMUNE DE DIEDOUGOU	4 457	386 598	502 344
COMMUNE DE DIOUMAN	0	106 385	133 982
COMMUNE DE DOLENDOUGOU	0	88 489	115 622
COMMUNE DE GUEGNEKA	10 522	805 127	1 039 953
COMMUNE DE KALADOUGOU	13 617	1 070 719	1 354 769
COMMUNE DE KEMEKAFO	0	195 152	246 051
COMMUNE DE KERELA	0	124 493	170 884
COMMUNE DE MASSIGUI	0	328 752	406 059
COMMUNE DE NANGOLA	0	164 085	204 103
COMMUNE DE NIANTJILA	0	96 727	125 643

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2022	Crédits de Paiement 2021	Crédits de Paiement 2022
	Commune		
REGION DE KOULIKORO			
COMMUNE DE N'DOLONDOUGOU	0	135 392	181 476
COMMUNE DE DIEBE	0	59 433	88 688
COMMUNE DE N'GARADOUGOU	0	71 535	93 212
COMMUNE DE N'GOLOBOUGOU	0	119 766	154 770
COMMUNE DE TENINDOUGOU	0	112 165	140 734
COMMUNE DE WACORO	0	119 587	148 491
COMMUNE DE ZAN COULIBALY	0	245 685	311 848
COMMUNE DE JEKAFO	0	75 679	101 328
COMMUNE DE KILIDOUGOU	0	128 843	168 210
COMMUNE DE BENKADI	0	165 237	208 376
COMMUNE DE SELEFOUGOU	0	72 637	102 408
COMMUNE DE MINIDIAN	7 408	787 293	951 774
COMMUNE DE NARENA	0	271 109	340 987
COMMUNE DE BALAN-BAKAMA	0	130 072	155 210
COMMUNE DE NOUGA	0	127 339	158 388
COMMUNE DE KANIOGO	0	257 961	331 400
COMMUNE DE KARAN	0	118 554	160 831
COMMUNE DE MARAMANDOUGOU	0	153 628	202 043
COMMUNE DE BAGUINEDA-CAMP	16 203	1 206 749	1 628 212
COMMUNE DE BANCOUMANA	0	292 036	352 189
COMMUNE DE BOSSOFLA	0	152 354	186 031
COMMUNE DE BOUGOULA	0	129 973	151 820
COMMUNE DE DABAN	0	145 996	159 988
COMMUNE DE DIALAKOROBA	0	320 312	419 893
COMMUNE DE DIALAKORODJI	0	244 355	311 277
COMMUNE DE DIEDOUGOU	0	91 331	109 717
COMMUNE DE DIO GARE	0	222 106	269 713
COMMUNE DE DOGODOUMAN	0	220 799	278 692
COMMUNE DE DOMBILA	0	112 632	137 223
COMMUNE DE FARABA	0	83 074	122 908
COMMUNE DE TIAKADOUGOU-DIALAKORO	0	59 406	74 465
COMMUNE DE KALABANCORO	39 773	2 543 529	3 299 941
COMMUNE DE KALIFABOUGOU	0	141 288	150 667

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2022	Crédits de Paiement 2021	Crédits de Paiement 2022
	Commune		
REGION DE KOULIKORO			
COMMUNE DE KAMBILA	0	292 043	371 511
COMMUNE DE KOUROUBA	0	99 085	128 281
COMMUNE DE MANDE	0	798 273	1 030 380
COMMUNE DE MORIBABOUGOU	0	273 720	355 731
COMMUNE DE N'GABACORO-DROIT	0	163 368	226 686
COMMUNE DE NIAGADINA	0	89 547	111 682
COMMUNE DE MOUNTOUGOULA	0	504 358	598 815
COMMUNE DE N'GOURABA	0	231 740	271 557
COMMUNE DE N'TJIBA	0	134 181	161 159
COMMUNE DE OUELESSEBOUGOU	7 522	990 757	1 226 015
COMMUNE DE SAFO	0	229 488	311 332
COMMUNE DE SANANKORO-DJITOUMOU	0	118 731	155 908
COMMUNE DE SANANKOROBA	0	584 292	703 981
COMMUNE DE SIBY	0	308 804	376 944
COMMUNE DE NIOUMA-MAKAMA	0	95 634	106 948
COMMUNE DE DOUBABOUGOU	0	160 611	197 685
COMMUNE DE DIAGO	0	139 065	160 742
COMMUNE DE TIELE	0	184 497	210 990
COMMUNE DE YELEKEBOUGOU	0	114 060	130 542
COMMUNE DE SANGAREBOUGOU	18 327	583 707	747 001
COMMUNE DE KATI	22 229	2 138 446	2 844 601
COMMUNE DE SOBRA	0	79 870	85 438
COMMUNE DE DIDIENI	0	257 892	380 193
COMMUNE DE GUIHOYO	0	190 176	282 993
COMMUNE DE KOLOKANI	40 466	1 055 038	1 313 410
COMMUNE DE MANSATONLA	0	256 978	393 466
COMMUNE DE NONKON	0	185 083	221 599
COMMUNE DE NOSSOMBOUGOU	3 186	405 168	505 175
COMMUNE DE OUOLODO	0	135 065	161 550
COMMUNE DE SAGABALA	0	168 057	261 883
COMMUNE DE SEBECORO I	0	196 990	298 129
COMMUNE DE TIORIBOUGOU	0	172 876	209 795
COMMUNE DE ALLAHINA	0	66 039	74 955

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2022	Crédits de Paiement 2021	Crédits de Paiement 2022
	Commune		
REGION DE KOULIKORO			
COMMUNE DE DABO	0	65 999	71 777
COMMUNE DE DILLY	0	136 585	155 663
COMMUNE DE DOGOFRY	0	238 141	271 807
COMMUNE DE FALLOU	0	211 370	238 207
COMMUNE DE GUENEIBE	0	43 939	51 387
COMMUNE DE GUIRE	0	87 978	98 284
COMMUNE DE KORONGA	0	45 988	52 358
COMMUNE DE NARA	8 957	725 365	883 106
COMMUNE DE NIAMANA	0	205 795	239 351
COMMUNE DE OUAGADOU	0	163 542	198 896
Total :	**218 550**	**32 837 561**	**41 414 727**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2022	Crédits de Paiement 2021	Crédits de Paiement 2022
	Commune		
REGION DE SIKASSO			
Region de Sikasso	0	7 875	7 875
COMMUNE DE WATENI	0	91 479	114 132
COMMUNE DE ZANIENA	0	115 570	146 251
COMMUNE DE MINIKO	0	61 032	75 148
COMMUNE DE N'TJIKOUNA	0	55 439	68 800
COMMUNE DE NIENA	10 870	947 914	1 120 251
COMMUNE DE KAPOLONDOUGOU	6 149	309 258	411 426
COMMUNE DE ZANFEREBOUGOU	0	109 329	136 904
COMMUNE DE FARAKALA	0	197 489	276 140
COMMUNE DE KOFAN	0	157 880	195 097
COMMUNE DE FINKOLO-GANADOUGOU	0	170 563	210 633
COMMUNE DE LOBOUGOULA	0	268 608	338 420
COMMUNE DE KOLOKOBA	0	85 854	117 397
COMMUNE DE SANZANA	0	130 416	162 565
COMMUNE DE DOUMANABA	0	208 265	260 494
COMMUNE DE KOUROUMA	0	138 501	172 614
COMMUNE DE KIGNAN	6 813	363 724	449 652
COMMUNE DE TELLA	0	90 437	112 323
COMMUNE DE KOUMANKOU	0	104 619	128 966
COMMUNE DE DIALAKORO	0	58 785	70 506
COMMUNE DE NONGO-SOUALA	0	116 215	138 491
COMMUNE DE DANDERESSO	0	267 293	323 132
COMMUNE DE KLELA	6 400	319 245	415 844
COMMUNE DE FAMA	0	126 953	152 472
COMMUNE DE GONGASSO	0	199 347	249 817
COMMUNE DE KOUORO	0	158 892	193 031
COMMUNE DE KABARASSO	0	69 744	88 333
COMMUNE DE DOGONI	0	113 023	139 483
COMMUNE DE BLENDIO	0	161 920	199 872
COMMUNE DE BENKADI	0	108 023	134 363
COMMUNE DE DEMBELA	0	124 374	162 814
COMMUNE DE TIANKADI	0	60 533	75 208
COMMUNE DE PIMPERNA	0	83 434	108 623

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2022	Crédits de Paiement 2021	Crédits de Paiement 2022
	Commune		
REGION DE SIKASSO			
COMMUNE DE NATIEN	0	108 789	132 404
COMMUNE DE MISSIRIKORO	0	108 264	136 704
COMMUNE SOKOURANI-MISSIRIKORO	0	55 070	77 686
COMMUNE DE KAPALA	0	100 730	135 435
COMMUNE DE FINKOLO	0	211 531	261 798
COMMUNE DE KAFOZIELA	0	60 872	78 690
COMMUNE DE ZANGARADOUGOU	0	75 071	97 367
COMMUNE DE DIOMATENE	0	92 728	113 239
COMMUNE DE KABOILA	0	289 549	365 994
COMMUNE URBAINE DE SIKASSO	49 891	4 991 903	7 582 142
COMMUNE DE MIRIA	0	113 085	139 675
COMMUNE DE ZANTIEBOUGOU	0	249 003	285 324
COMMUNE DE KOUMANTOU	15 084	879 768	1 021 141
COMMUNE DE GARALO	8 142	301 016	347 022
COMMUNE DE DEFINA	0	57 153	70 462
COMMUNE DE BLADIE-TIEMALA	0	41 865	59 517
COMMUNE DE SANSO	0	240 948	288 098
COMMUNE DE DOMBA	0	139 649	169 397
COMMUNE DE WOLA	0	143 825	175 871
COMMUNE DE DEBELIN	0	78 200	92 647
COMMUNE DE MERIDIELA	0	96 487	113 391
COMMUNE DE DOGO	0	289 167	366 819
COMMUNE DE KELEYA	0	212 842	254 981
COMMUNE DE SYEN TOULA	0	116 782	133 138
COMMUNE DE OUROUN	0	46 345	56 835
COMMUNE DE FARAGOUARAN	0	79 276	96 388
COMMUNE DE SIDO	0	145 840	176 788
COMMUNE DE KOKELE	0	64 912	76 945
COMMUNE DE KOLA	0	77 853	95 914
COMMUNE DE FARADIELE	0	44 557	51 293
COMMUNE URBAINE DE BOUGOUNI	30 001	2 241 693	2 677 257
COMMUNE DE DANON	0	128 875	155 734
COMMUNE DE KOUROULAMINI	0	95 638	118 020

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2022	Crédits de Paiement 2021	Crédits de Paiement 2022
	Commune		
REGION DE SIKASSO			
COMMUNE DE TIEMALA BANIMONOTIE	0	119 328	141 522
COMMUNE DE SIBIRILA	0	161 093	200 822
COMMUNE DE YININDOUGOU	0	65 688	77 264
COMMUNE DE YIRIDOUGOU	0	75 204	91 871
COMMUNE DE DIOUMATENE	0	77 605	107 414
COMMUNE DE DIOU	0	49 946	57 087
COMMUNE DE ZEGOUA	0	223 245	277 543
COMMUNE DE KADIOLO	15 008	1 101 952	1 279 018
COMMUNE DE KAI	0	41 343	48 006
COMMUNE DE NIMBOUGOU	0	73 962	91 466
COMMUNE DE LOULOUNI	0	341 164	414 718
COMMUNE DE MISSENI	0	143 979	170 977
COMMUNE DE FOUROU	0	411 777	498 473
COMMUNE DE KOLONDIEBA	15 647	824 755	901 581
COMMUNE DE N'GOLODIANA	0	71 715	85 143
COMMUNE DE BOUGOULA	0	49 682	56 280
COMMUNE DE FAKOLA 1	0	119 951	140 408
COMMUNE DE FARAKO	0	114 297	135 026
COMMUNE DE KADIANA	0	145 257	171 120
COMMUNE DE NANGALASSO	0	84 732	97 074
COMMUNE DE TIONGUI	0	71 981	87 927
COMMUNE DE TOUSSEGUELA	0	72 254	87 162
COMMUNE DE KOLOSSO	0	67 378	82 033
COMMUNE DE KEBILA	0	298 822	361 220
COMMUNE DE MENA	0	138 294	176 476
COMMUNE DE M'PESSOBA	7 275	903 753	993 112
COMMUNE DE MIENA	0	87 371	120 875
COMMUNE DE KAFO FABOLI	0	93 286	113 184
COMMUNE DE N'TOSSONI	0	88 465	108 209
COMMUNE DE KARAGOUANA MALLE	0	104 018	129 745
COMMUNE DE FAKOLO	0	168 568	204 854
COMMUNE DE NIANTAGA	0	79 116	92 738
COMMUNE DE KOUNIANA	0	43 946	53 229

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2022	Crédits de Paiement 2021	Crédits de Paiement 2022
	Commune		
REGION DE SIKASSO			
COMMUNE DE SOROBASSO	0	37 458	45 677
COMMUNE DE N'GOLONIANASSO	0	142 090	178 014
COMMUNE DE SINCINA	0	329 204	420 496
COMMUNE DE ZEBALA	0	118 599	147 033
COMMUNE DE N'GOUTJINA	0	204 450	262 329
COMMUNE DE KAPALA	0	122 346	161 797
COMMUNE DE KONSEGUELA	0	222 969	275 997
COMMUNE DE KONINA	0	74 831	94 067
COMMUNE DE ZANGASSO	6 369	227 269	275 513
COMMUNE DE SINKOLO	0	54 862	67 391
COMMUNE URBAINE DE KOUTIALA	35 148	2 700 148	3 877 336
COMMUNE DE DIOURADOUGOU KAFO	0	55 406	68 295
COMMUNE DE GOUADJI KAO	0	61 032	76 928
COMMUNE DE GOUDIE SOUGOUNA	0	105 944	130 217
COMMUNE DE KOLONIGUE	0	220 982	275 627
COMMUNE DE KONINGUE	0	125 775	165 375
COMMUNE DE KOROMO	0	83 998	106 365
COMMUNE DE LOGOUANA	0	33 254	44 019
COMMUNE DE NAFANGA	0	61 843	82 911
COMMUNE DE SONGO DOUBAKORE	0	68 367	85 155
COMMUNE DE SONGOUA	0	52 167	63 080
COMMUNE DE YOGNOGO	0	55 852	69 113
COMMUNE DE ZANFIGUE	0	62 013	83 252
COMMUNE DE DIEDOUGOU	0	60 418	69 686
COMMUNE DE FAGUI	0	107 864	131 132
COMMUNE DE NAMPE	0	48 751	61 159
COMMUNE DE TAO	0	70 203	85 810
COMMUNE DE ZANINA	0	63 765	81 447
COMMUNE DE WASSOULOU-BALLE	19 328	841 920	1 020 935
COMMUNE DE YALLANKORO-SOLOBA	0	112 318	126 383
COMMUNE DE DJIGUIYA DE KOLONI	0	51 297	60 031
COMMUNE DE BAYA	0	229 302	274 102
COMMUNE DE BOLO - FOUTA	0	76 200	91 460

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2022	Crédits de Paiement 2021	Crédits de Paiement 2022
	Commune		
REGION DE SIKASSO			
COMMUNE DE DJALLON FOULA	0	69 838	82 634
COMMUNE DE GOUANAN	0	238 446	280 851
COMMUNE DE GOUANDIAKA	0	212 422	281 196
COMMUNE DE KOUSSAN	0	144 189	172 581
COMMUNE DE SANKARANI	0	57 031	55 382
COMMUNE DE SERE MOUSA ANI SAMOU DE SIEREKOLE	0	150 348	178 036
COMMUNE DE TAGANDOUGOU	0	99 373	116 776
COMMUNE DE KARANGANA	0	244 786	294 942
COMMUNE DE YOROSSO	7 918	780 144	936 320
COMMUNE DE KIFFOSSO	0	189 202	232 173
COMMUNE DE MENAMBA I	0	95 801	112 396
COMMUNE DE BOURA	0	186 095	205 261
COMMUNE DE KOUMBIA	0	137 626	167 369
COMMUNE DE KOURY	0	492 000	612 651
COMMUNE DE OURIKELA	0	192 194	228 194
COMMUNE DE MAHOU	0	93 912	114 033
Total :	**240 043**	**34 341 550**	**43 743 697**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2022	Crédits de Paiement 2021	Crédits de Paiement 2022
	Commune		
REGION DE SEGOU			
COMMUNE DE DIGANIBOUGOU	0	77 348	105 272
COMMUNE DE DJEDOUGOU	0	31 903	34 523
COMMUNE DE DIORO	0	313 481	353 078
COMMUNE DE FARAKOU MASSA	3 757	78 131	90 938
COMMUNE DE SEBOUGOU	0	365 495	463 176
COMMUNE DE PELENGANA	0	795 618	1 000 035
COMMUNE DE N'GARA	0	146 136	186 677
COMMUNE DE MASSALA	0	138 665	163 368
COMMUNE DE KONODIMINI	0	144 925	171 881
COMMUNE DE SOIGNEBOUGOU	0	60 075	76 199
COMMUNE DE SAKOIBA	0	185 101	203 003
COMMUNE DE SANSANDING	0	127 487	151 631
COMMUNE DE SIBILA	0	49 893	56 401
COMMUNE DE DIOUNA	0	48 177	51 222
COMMUNE DE FATINE	0	67 303	73 269
COMMUNE DE KAMIANDOUGOU	0	34 073	38 518
COMMUNE DE BAGUIDABOUGOU	0	61 675	79 759
COMMUNE DE N'KOUMANDOUGOU	0	45 358	50 681
COMMUNE DE BELLEN	0	34 557	36 643
COMMUNE DE BOUSSIN	0	81 798	94 068
COMMUNE DE MARKALA	12 051	975 547	1 247 405
COMMUNE DE SAMA-FOULALA	0	66 664	86 337
COMMUNE DE SOUBA	0	122 454	134 670
COMMUNE DE CINZANA	0	175 062	217 370
COMMUNE DE FARAKO	0	142 077	181 551
COMMUNE DE SAMINE	0	52 863	69 877
COMMUNE DE KATIENA	0	79 266	86 341
COMMUNE DE DOUGABOUGOU	0	216 954	269 341
COMMUNE DE TOGOU	0	58 472	68 052
COMMUNE URBAINE DE SEGOU	43 226	5 306 859	6 630 451
COMMUNE DE BAROUELI	11 744	484 954	567 434
COMMUNE DE KONONBOUGOU	0	333 491	397 231
COMMUNE DE KALAKE	0	108 750	134 299

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2022	Crédits de Paiement 2021	Crédits de Paiement 2022
	Commune		
REGION DE SEGOU			
COMMUNE DE N'GASSOLA	0	53 682	57 821
COMMUNE DE BOIDIE	0	123 993	146 399
COMMUNE DE TAMANI	0	135 628	154 631
COMMUNE DE SANANDO	0	148 228	197 305
COMMUNE DE GOUENDO	0	63 801	70 827
COMMUNE DE SOMO	0	73 874	93 304
COMMUNE DE DOUGOUFIE	0	59 691	75 895
COMMUNE DE TESSERLA	0	64 224	80 653
COMMUNE DE TIEMENA	0	71 753	86 795
COMMUNE DE NIALA	0	121 808	150 848
COMMUNE DE DIARAMANA	0	236 583	289 702
COMMUNE DE KEMENI	0	130 891	176 291
COMMUNE DE SOMASSO	0	143 654	178 144
COMMUNE DE DOUGOUOLO	0	103 798	124 377
COMMUNE DE BLA	10 784	778 441	946 435
COMMUNE DE FALO	0	118 127	148 409
COMMUNE DE YANGASSO	4 705	378 422	463 927
COMMUNE DE BEGUENE	0	108 663	126 011
COMMUNE DE KORODOUGOU	0	114 215	145 075
COMMUNE DE KAZANGASSO	0	62 740	72 234
COMMUNE DE FANI	0	129 161	147 115
COMMUNE DE KOULANDOUGOU	0	18 356	19 713
COMMUNE DE TOUNA	0	196 771	237 974
COMMUNE DE DIENA	0	74 518	84 329
COMMUNE DE SAMABOGO	0	106 427	131 331
COMMUNE DE MACINA	8 698	759 283	965 305
COMMUNE DE KOLONGO	0	254 676	301 572
COMMUNE DE KOKRY CENTRE	0	185 301	232 546
COMMUNE DE BOKY WERE	0	81 956	102 489
COMMUNE DE TONGUE	0	83 038	96 015
COMMUNE DE SALOBA	6 107	276 958	338 060
COMMUNE DE FOLOMANA	0	69 387	82 625
COMMUNE DE MONIMPEBOUGOU	0	138 578	164 799

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2022	Crédits de Paiement 2021	Crédits de Paiement 2022
	Commune		
REGION DE SEGOU			
COMMUNE DE SANA	0	182 898	205 278
COMMUNE DE SOULEYE	0	88 175	120 603
COMMUNE DE MATOMO	0	85 641	93 317
COMMUNE DE YEREDON SANIONA	0	113 296	130 210
COMMUNE DE DOGOFRY	0	136 415	163 433
COMMUNE DE NIONO	18 617	1 036 098	1 336 751
COMMUNE DE MARIKO	0	132 727	148 449
COMMUNE DE KALA SIGUIDA	0	163 869	188 398
COMMUNE DE SIRIFLA BOUNDY	0	158 049	214 578
COMMUNE DE SOKOLO	0	123 975	148 770
COMMUNE DE TORIDAGA-KO	0	76 412	87 028
COMMUNE DE SIRIBALA	0	203 367	263 460
COMMUNE DE NAMPALARI	0	17 955	18 746
COMMUNE DE POGO	0	67 563	79 997
COMMUNE DE DIABALY	0	201 412	231 473
COMMUNE DE DIAKOUROUNA	0	66 898	73 063
COMMUNE DE N' TOROSSO	0	89 852	104 163
COMMUNE DE DIELI	0	100 647	125 171
COMMUNE DE NIASSO	0	96 740	122 476
COMMUNE DE N'GOA	0	60 780	76 533
COMMUNE DE TENENI	0	93 669	109 980
COMMUNE DE SIADOUGOU	0	75 280	81 754
COMMUNE DE SY	0	51 098	63 628
COMMUNE DE FION	0	45 774	55 160
COMMUNE DE OUOLON	0	54 197	76 132
COMMUNE DE BARAMANDOUGOU	0	76 185	93 533
COMMUNE DE TENE	0	74 903	94 248
COMMUNE DE DAH	0	87 513	100 041
COMMUNE DE SOUROUNTOUNA	0	106 180	125 520
COMMUNE DE KARABA	0	72 041	93 320
COMMUNE DE WAKI	0	82 423	101 785
COMMUNE DE NIAMANA	0	46 481	51 457
COMMUNE DE KANIEGUE	0	92 964	119 579

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2022	Crédits de Paiement 2021	Crédits de Paiement 2022
	Commune		
REGION DE SEGOU			
COMMUNE DE KAVA	5 537	293 179	369 897
COMMUNE DE MORIBILA	0	89 507	117 001
COMMUNE DE KASSOROLA	0	115 508	143 890
COMMUNE DE SOMO	0	30 980	47 095
COMMUNE DE TOURAKOLOMBA	0	44 336	55 407
COMMUNE DE DJEGUENA	0	85 343	90 669
COMMUNE URBAINE DE SAN	25 520	2 012 177	2 530 785
COMMUNE DE BEBENA	0	232 876	316 919
COMMUNE DE OUAN	0	79 135	97 034
COMMUNE DE DIORA	0	100 103	147 449
COMMUNE DE LANFIALA	0	52 620	63 642
COMMUNE DE KOULA	0	108 854	148 019
COMMUNE DE FANGASSO	0	142 738	191 761
COMMUNE DE SANEKUY	0	143 282	185 806
COMMUNE DE YASSO	0	167 676	218 727
COMMUNE DE MAFOUNE	0	160 529	198 737
COMMUNE DE TIMISSA	0	128 053	150 180
COMMUNE DE MANDIAKUY	0	178 606	213 372
COMMUNE DE TOMINIAN	14 439	620 389	781 864
Total :	**165 185**	**25 424 605**	**31 425 945**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2022	Crédits de Paiement 2021	Crédits de Paiement 2022
	Commune		
REGION DE MOPTI			
COMMUNE DE SOCOURA	2 677	507 989	628 636
COMMUNE DE DIALLOUBE	0	105 751	108 877
COMMUNE DE FATOMA	0	247 407	274 113
COMMUNE DE KONNA	0	395 965	493 169
COMMUNE DE KOROMBANA	0	188 189	217 383
COMMUNE DE KOUNARI	0	86 642	142 652
COMMUNE DE OURO-MODI	0	68 870	70 507
COMMUNE DE OUROUBE-DOUDDE	0	109 253	109 449
COMMUNE DE SIO	0	341 054	429 722
COMMUNE DE SOYE	0	58 221	70 366
COMMUNE DE BORONDOUGOU	0	105 437	105 489
COMMUNE DE SASALBE	0	39 791	39 641
COMMUNE DE KOUBAYE	0	51 174	62 097
COMMUNE URBAINE DE MOPTI	30 462	3 353 955	4 301 967
COMMUNE DE BASSIROW	0	76 479	78 972
COMMUNE DE DOUCOUMBO	0	248 542	367 393
COMMUNE DE DOUROU	0	221 370	271 334
COMMUNE DE DOGANI BERE	0	25 078	36 283
COMMUNE DE KENDE	0	39 870	47 237
COMMUNE DE LOWOL-GUEOU	0	40 281	44 920
COMMUNE DE METOUMOU	0	91 726	108 123
COMMUNE DE PELOU	0	78 486	97 895
COMMUNE DE PIGNARI-BANA	0	180 494	202 951
COMMUNE DE PIGNARI	0	103 042	115 721
COMMUNE DE SANGHA	4 790	413 549	505 867
COMMUNE DE SOROLY	0	64 774	109 551
COMMUNE DE WADOUBA	0	275 970	330 683
COMMUNE DE DANDOLI	0	92 855	124 002
COMMUNE DE BORKO	0	32 351	46 499
COMMUNE DE DIAMNATI	0	77 446	83 056
COMMUNE DE SEGUE-IRE	0	101 382	126 071
COMMUNE DE TIMIRI	0	94 028	116 236
COMMUNE DE BARA-SARA	0	96 320	111 940

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2022	Crédits de Paiement 2021	Crédits de Paiement 2022
	Commune		
REGION DE MOPTI			
COMMUNE DE KENDIE	0	125 273	172 843
COMMUNE URBAINE DE BANDIAGARA	9 276	779 748	1 006 862
COMMUNE DE ONDOUGOU	0	49 148	66 398
COMMUNE DE BAYE	0	340 397	339 597
COMMUNE DE DIALLASSAGOU	0	127 221	156 644
COMMUNE DE DIMBAL-HABE	0	187 159	217 850
COMMUNE DE KANI-BOZON	0	167 932	199 703
COMMUNE DE KOULOGON-HABE	0	106 686	122 765
COMMUNE DE LESSAGOU-HABE	0	104 288	139 318
COMMUNE DE OUONKORO	0	147 659	158 475
COMMUNE DE SEGUE	0	201 035	227 349
COMMUNE DE SOKOURA	0	305 902	325 481
COMMUNE DE SOUBALA	0	81 212	85 847
COMMUNE DE TORI	0	176 105	209 058
COMMUNE DE BANKASS	7 306	574 498	701 370
COMMUNE DE DANDOUGOU FAKALA	0	128 763	178 039
COMMUNE DE DERRARY	0	108 422	130 594
COMMUNE DE KEWA	0	119 557	120 784
COMMUNE DE NEMA-BADENYAKAFO	0	286 297	305 633
COMMUNE DE OURO ALI	0	98 073	123 952
COMMUNE DE PONDORI	0	91 958	107 799
COMMUNE DE TOGUE MOURARI	0	92 299	93 973
COMMUNE DE MADIAMA	0	244 974	267 533
COMMUNE DE NIANSANARIE	0	91 348	107 361
COMMUNE URBAINE DE DJENNE	4 497	686 051	832 920
COMMUNE DE FAKALA	3 606	314 400	400 762
COMMUNE DE FEMAYE	0	132 874	175 287
COMMUNE DE DALLAH	0	60 474	70 101
COMMUNE DE DANGOL-BORE	0	184 898	187 945
COMMUNE DE DEBERE	0	65 328	70 443
COMMUNE DE DIANWELY	0	58 052	65 517
COMMUNE DE DJAPTODJI	0	148 856	197 914
COMMUNE DE GANDAMIA	0	103 296	109 350

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2022	Crédits de Paiement 2021	Crédits de Paiement 2022
	Commune		
REGION DE MOPTI			
COMMUNE DE HAIRE	0	125 945	130 724
COMMUNE DE KORAROU	0	26 244	35 715
COMMUNE DE KOUBEWEL-KOUNDIA	0	100 404	118 753
COMMUNE DE MONDORO	0	122 051	143 932
COMMUNE DE TEDIE	0	77 363	89 701
COMMUNE DE HOMBORI	0	152 011	152 220
COMMUNE DE PETAKA	0	83 008	89 520
COMMUNE DE KERENA	0	17 794	22 938
COMMUNE URBAINE DE DOUENTZA	15 415	1 538 645	1 700 356
COMMUNE DE BAMBA	0	126 897	153 522
COMMUNE DE BARAPIRELI	0	252 109	295 972
COMMUNE DE BONDO	0	151 725	172 489
COMMUNE DE DIANKABOU	0	99 285	108 501
COMMUNE DE DINANGOUROU	0	97 897	119 307
COMMUNE DE DIOUNGANI	2 336	184 945	214 441
COMMUNE DE DOUGOUTENE II (ANDIAGANA	0	136 048	161 069
COMMUNE DE KASSA	0	110 727	126 351
COMMUNE DE KOPORO - NA	0	231 265	268 649
COMMUNE DE KOPORO - PEN	0	151 840	220 911
COMMUNE DE MADOUGOU	4 056	302 923	337 425
COMMUNE DE PEL-MAOUDE	0	93 883	140 996
COMMUNE DE DOUGOUTENE I	0	190 932	241 265
COMMUNE DE YORO	0	96 998	139 967
COMMUNE DE YOUDIOU	0	129 994	183 964
COMMUNE DE KORO	9 628	1 501 648	1 929 519
COMMUNE DE DIAFARABE	0	276 763	269 339
COMMUNE DE DIONDORI	0	127 970	126 874
COMMUNE DE KARERI	0	148 074	161 237
COMMUNE DE OURO-ARDO	0	95 082	76 018
COMMUNE DE OURO-GUIRE	0	43 393	53 289
COMMUNE DE SOUGOULBE	0	39 667	43 038
COMMUNE DE TOGORO KOTIA	0	54 003	53 703
COMMUNE DE TOGUERE-COUMBE	0	130 223	122 125

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2022	Crédits de Paiement 2021	Crédits de Paiement 2022
	Commune		
REGION DE MOPTI			
COMMUNE DE DIAKA	0	154 443	170 022
COMMUNE URBAINE DE TENENKOU	4 461	351 730	437 225
COMMUNE DE BIMBERE-TAMA	0	64 719	68 125
COMMUNE DE DEBOYE	0	120 075	130 184
COMMUNE DE DIRMA	0	73 454	72 289
COMMUNE DE DONGO	0	105 804	109 747
COMMUNE DE FARIMAKE	0	101 411	115 842
COMMUNE DE N'DODJIGA	0	107 171	113 570
COMMUNE DE YOUWAROU	3 373	466 852	522 989
Total :	**101 883**	**23 067 339**	**27 598 092**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2022	Crédits de Paiement 2021	Crédits de Paiement 2022
	Commune		
REGION DE TOMBOUCTOU			
COMMUNE DE BER	0	52 148	52 958
COMMUNE DE BOUREM-INALY	0	20 194	12 435
COMMUNE DE LAFIA	0	23 726	16 276
COMMUNE DE ALAFIA	0	44 619	25 181
COMMUNE DE SALAM	0	17 620	9 921
COMMUNE URBAINE DE TOMBOUCTOU	16 208	7 053 036	8 554 188
COMMUNE DE BINGA	0	6 515	2 825
COMMUNE ARHAM	0	12 289	5 941
COMMUNE BOUREM-SIDI AMAR	0	21 834	12 192
COMMUNE DE DANGHA	0	12 753	7 152
COMMUNE DE GARBAKOIRA	0	19 880	11 612
COMMUNE DE HAIBONGO	0	18 460	11 078
COMMUNE DE KIRCHAMBA	0	8 618	5 238
COMMUNE DE KONDI	0	6 939	4 798
COMMUNE DE SARE-YAMOU	0	18 128	10 879
COMMUNE DE TIENKOUR	0	8 617	5 175
COMMUNE DE TINDIRMA	0	6 549	3 172
COMMUNE DE TINGUEREGUIF	0	6 419	4 422
COMMUNE URBAINE DE DIRE	6 136	325 004	261 093
COMMUNE DE ALZOUNOUB	0	5 963	4 197
COMMUNE DE BINTAGOUNGOU	0	20 962	14 996
COMMUNE DE DOUEKIRE	0	20 776	12 487
COMMUNE DE ADARMALANE	0	6 542	4 811
COMMUNE DE GARGANDO	0	18 222	12 041
COMMUNE DE ISSA-BERY	0	16 544	11 769
COMMUNE DE KANEYE	0	7 844	4 895
COMMUNE DE DOUKOURIA	0	7 750	4 974
COMMUNE DE M' BOUNA	0	13 059	7 591
COMMUNE DE TILEMSI	0	12 312	7 221
COMMUNE DE TELE	0	9 191	5 466
COMMUNE DE ESSAKANE	0	21 719	15 837
COMMUNE DE RAZ-EL-MA	0	12 748	9 824
COMMUNE DE TIN AICHA	0	14 957	10 597

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2022	Crédits de Paiement 2021	Crédits de Paiement 2022
	Commune		
REGION DE TOMBOUCTOU			
COMMUNE DE TONKA	0	56 931	31 773
COMMUNE URBAINE DE GOUNDAM	6 767	250 266	255 801
COMMUNE DE BAMBARA MAOUDE	0	19 923	13 219
COMMUNE DE BANICANE	0	44 975	33 355
COMMUNE DE GOSSI	0	57 950	40 303
COMMUNE DE HARIBOMO	0	9 160	5 645
COMMUNE DE INADIATAFANE	0	8 427	5 629
COMMUNE DE RHAROUS	5 032	216 084	246 866
COMMUNE DE HANZAKONA	0	11 571	8 210
COMMUNE DE SERERE	0	15 209	11 238
COMMUNE DE OUINERDENE	0	6 267	4 288
COMMUNE DE BANIKANE NARHAWA	4 912	197 272	213 526
COMMUNE DE KOUMAIRA	0	14 786	8 113
COMMUNE DE LERE	3 251	39 683	31 357
COMMUNE DE N' GOURKOU	0	16 574	8 756
COMMUNE DE SOBOUNDOU	0	52 971	21 961
COMMUNE DE SOUMPI	0	17 009	11 037
COMMUNE DE DIANKE	0	9 304	5 996
COMMUNE DE FITTOUGA	0	25 245	14 599
Total :	**42 306**	**8 941 544**	**10 114 914**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2022	Crédits de Paiement 2021	Crédits de Paiement 2022
	Commune		
REGION DE GAO			
COMMUNE DE ANCHAWADI	0	288 701	319 645
COMMUNE DE GABERO	0	362 339	458 801
COMMUNE DE GOUNZOUREYE	2 669	585 257	632 745
COMMUNE DE N'TILLIT	0	315 954	337 057
COMMUNE DE SONY-ALIBER	0	711 051	760 903
COMMUNE DE TILEMSI	0	168 149	172 603
COMMUNE URBAINE DE GAO	21 408	2 787 454	3 275 180
COMMUNE DE BARA	0	244 776	258 931
COMMUNE DE BOURRA	0	283 788	283 340
COMMUNE DE OUATTAGOUNA	0	318 685	315 179
COMMUNE DE TALATAYE	0	63 283	67 308
COMMUNE DE TESSIT	0	120 844	127 693
COMMUNE DE TIM HAMA	0	112 876	119 747
COMMUNE DE ANSONGO	6 277	964 663	1 030 028
COMMUNE DE BAMBA	0	335 091	303 585
COMMUNE DE TABOYE	0	393 691	391 167
COMMUNE DE TARKINT	0	178 411	171 276
COMMUNE DE TEMERA	0	158 954	160 260
COMMUNE URBAINE DE BOUREM	5 545	837 063	853 773
Total :	**35 899**	**9 231 030**	**10 039 221**
REGION DE KIDAL			
COMMUNE D'ANEFIF	0	75 509	84 689
COMMUNE D'ESSOUK	0	70 451	79 023
COMMUNE URBAINE DE KIDAL	2 001	924 415	1 233 764
COMMUNE DE ABEIBARA	2 001	83 993	165 422
COMMUNE DE TINZAWATENE	0	23 065	26 883
COMMUNE DE BOGHASSA	0	45 802	51 869
COMMUNE DE TESSALIT	2 001	269 387	432 737
COMMUNE D'ADJELHOC	0	139 847	153 256
COMMUNE DE TIMTAGHENE	0	24 681	26 522
COMMUNE DE TIN-ESSAKO	2 001	114 520	126 874
COMMUNE D'INTADJEDITE	0	24 018	28 361
Total :	**8 004**	**1 795 688**	**2 409 400**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2022	Crédits de Paiement 2021	Crédits de Paiement 2022
Commune			
REGION DE TAOUDENIT			
Region de Taoudénit	0	2 000	2 000
COMMUNE DE ALMATLA	0	2 103	2 563
COMMUNE DE TOUWAL	0	1 455	1 238
COMMUNE DE ZIRBA	0	3 083	2 624
COMMUNE DE NIBKIT-EL ELK	0	3 328	2 832
COMMUNE DE ARAOUANE	0	12 591	11 758
COMMUNE DE ACHAMOUR	0	2 737	2 330
COMMUNE DE TIN-AGHZDJE	0	1 369	1 165
COMMUNE DE BOUJBEHA	0	922	785
COMMUNE DE AGOUNI	0	7 650	6 511
COMMUNE DE LIMGASSIM	0	2 550	2 170
COMMUNE DE TAOUDENIT	0	0	956
Total :	**0**	**39 788**	**36 932**
REGION DE MENAKA			
Region de Menaka	13 440	260 288	160 949
Total :	**13 440**	**260 288**	**160 949**
Total	**1 211 172**	**184 188 431**	**220 676 611**
Déconcentré			
OFFICE RIZ MOPTI			
Region de Mopti	12 000 000	0	2 000 000
Total :	**12 000 000**	**0**	**2 000 000**
REGION DE KAYES			
COMMUNE DE FALEA	4 157	20 838	20 838
COMMUNE DE GADOUGOU I	4 157	20 838	20 838
COMMUNE DE SANDARE	4 157	20 838	20 838
Total :	**12 471**	**62 514**	**62 514**
REGION DE KOULIKORO			
COMMUNE DE MASSIGUI	4 157	20 838	20 838
COMMUNE DE KALABANCORO	4 157	20 838	20 838
COMMUNE DE MANDE	4 157	20 838	20 838
COMMUNE DE SIBY	4 157	20 838	20 838
COMMUNE DE NARA	4 157	20 838	20 838
Total :	**20 785**	**104 190**	**104 190**

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2022	Crédits de Paiement 2021	Crédits de Paiement 2022
Déconcentré			
REGION DE SIKASSO			
Cercle de Bougouni	4 157	20 838	20 838
COMMUNE DE FOUROU	4 157	20 838	20 838
Cercle de Koutiala	4 157	20 838	20 838
Total :	**12 471**	**62 514**	**62 514**
REGION DE SEGOU			
COMMUNE DE SANANDO	4 157	20 838	20 838
Total :	**4 157**	**20 838**	**20 838**
REGION DE MOPTI			
COMMUNE DE KONNA	4 157	20 838	20 238
COMMUNE DE KENDIE	4 157	20 838	20 238
COMMUNE URBAINE DE DOUENTZA	4 157	20 838	20 238
COMMUNE DE KOPORO - NA	4 157	20 838	20 238
COMMUNE DE TOGUERE-COUMBE	4 157	20 838	20 238
Total :	**20 785**	**104 190**	**101 190**
REGION DE TOMBOUCTOU			
COMMUNE DE TONKA	4 157	20 838	20 838
COMMUNE DE GOSSI	4 157	20 838	20 838
Total :	**8 314**	**41 676**	**41 676**
REGION DE GAO			
COMMUNE DE GABERO	4 157	20 838	20 838
COMMUNE DE TARKINT	4 157	20 838	20 838
Total :	**8 314**	**41 676**	**41 676**
REGION DE TAOUDENIT			
Region de Taoudénit	12 114	55 166	55 166
COMMUNE DE ARAOUANE	4 157	20 838	20 838
COMMUNE DE BOUJBEHA	4 157	20 838	20 838
Total :	**20 428**	**96 842**	**96 842**
REGION DE MENAKA			
Region de Menaka	31 114	1 349 687	1 458 041
Total :	**31 114**	**1 349 687**	**1 458 041**
Total	**12 138 839**	**1 884 127**	**3 989 481**
Crédits Globaux			

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2022	Crédits de Paiement 2021	Crédits de Paiement 2022
Crédits Globaux			
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
Portion centrale	22 500 000	61 626 713	22 500 000
Total :	**22 500 000**	**61 626 713**	**22 500 000**
AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES			
Portion centrale	0	616 990	710 715
Total :	**0**	**616 990**	**710 715**
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
Portion centrale	700 000	3 698 970	20 981 194
Total :	**700 000**	**3 698 970**	**20 981 194**
MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL			
Portion centrale	0	1 656 667	1 656 667
Total :	**0**	**1 656 667**	**1 656 667**
DISTRICT DE BAMAKO			
District de Bamako	315 802	4 325 070	524 190
Total :	**315 802**	**4 325 070**	**524 190**
REGION DE KAYES			
Region de Kayes	3 309 225	4 292 791	4 600 414
Cercle de Kayes	0	3 807 750	0
Total :	**3 309 225**	**8 100 541**	**4 600 414**
REGION DE KOULIKORO			
Region de Koulikoro	2 920 068	3 474 471	4 077 201
Cercle de Koulikoro	0	5 050 484	0
Total :	**2 920 068**	**8 524 955**	**4 077 201**
REGION DE SIKASSO			
Region de Sikasso	3 475 360	4 731 412	4 961 868
COMMUNE URBAINE DE SIKASSO	0	5 224 215	0
Total :	**3 475 360**	**9 955 627**	**4 961 868**
REGION DE SEGOU			
Region de Segou	3 081 650	3 952 338	4 329 800
COMMUNE URBAINE DE SEGOU	0	3 723 273	0
Total :	**3 081 650**	**7 675 611**	**4 329 800**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2022	Crédits de Paiement 2021	Crédits de Paiement 2022
	Crédits Globaux		
REGION DE MOPTI			
Region de Mopti	3 000 623	3 821 334	4 164 164
COMMUNE URBAINE DE MOPTI	0	3 700 675	0
Total :	**3 000 623**	**7 522 009**	**4 164 164**
REGION DE TOMBOUCTOU			
Region de Tombouctou	2 113 988	2 579 032	2 676 277
COMMUNE URBAINE DE TOMBOUCTOU	0	1 512 640	0
Total :	**2 113 988**	**4 091 672**	**2 676 277**
REGION DE GAO			
Region de Gao	1 689 388	2 029 309	2 022 038
COMMUNE URBAINE DE GAO	0	1 558 188	0
Total :	**1 689 388**	**3 587 497**	**2 022 038**
REGION DE KIDAL			
Region de Kidal	1 499 374	1 668 927	1 720 771
COMMUNE URBAINE DE KIDAL	0	293 140	0
Total :	**1 499 374**	**1 962 067**	**1 720 771**
REGION DE TAOUDENIT			
Region de Taoudénit	1 671 219	2 084 099	2 044 103
Total :	**1 671 219**	**2 084 099**	**2 044 103**
REGION DE MENAKA			
Region de Menaka	1 535 466	1 865 921	1 811 337
Total :	**1 535 466**	**1 865 921**	**1 811 337**
CHARGES COMMUNES			
Portion centrale	0	484 425	19 481 874
Total :	**0**	**484 425**	**19 481 874**
Total	**47 812 163**	**127 778 834**	**98 262 613**
Total Général	**119 723 674**	**459 814 055**	**471 977 736**

2. REPARTITION DE LA SUBVENTION AU TITRE DU FONDS NATIONAL D'APPUI AUX COLLECTVITES TERRITORIALES

REPARTITION DES DROITS DE TIRAGE: REGION DE KAYES

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN+DICC	DAT	DAFCT
01000	REGION DE KAYES	125 500 000	108 677 000	1 026 000	81 633 000
01100	CERCLE DE BAFOULABE	-	12 481 000	225 000	12 732 000
01101	BAFOULABE	-	10 682 000	70 000	7 926 000
01102	BAMAFELE	-	10 584 000	70 000	7 926 000
01103	DIAKON	-	10 272 000	88 000	9 907 000
01104	DIALLAN	-	10 250 000	70 000	7 926 000
01105	DIOKELI	-	10 705 000	70 000	7 926 000
01106	GOUNFAN	-	11 605 000	70 000	7 926 000
01107	KONTELA	-	10 463 000	70 000	7 926 000
01108	KOUNDIAN	-	10 291 000	70 000	7 926 000
01109	MAHINA	-	10 821 000	88 000	9 907 000
01110	NIAMBIA	-	11 349 000	70 000	7 926 000
01111	OUALIA	-	10 758 000	70 000	7 926 000
01112	SIDIBELA	-	10 308 000	70 000	7 926 000
01113	TOMORA	-	10 494 000	88 000	9 907 000
01200	CERCLE DE DIEMA	-	22 209 000	749 000	12 732 000
01201	BEMA	-	15 776 000	333 000	9 907 000
01202	DIANGOUNTE CAMARA	-	16 724 000	368 000	9 907 000
01203	DIANGUIRDE	-	15 138 000	350 000	7 926 000
01204	DIEMA	-	16 523 000	368 000	9 907 000
01205	DIEOURA	-	15 325 000	350 000	7 926 000
01206	DIOUMARA KOUSSATA	-	17 222 000	350 000	7 926 000
01207	FASSOUDEBE	-	15 166 000	350 000	7 926 000
01208	FATAO	-	15 933 000	350 000	7 926 000
01209	GOMITRADOUGOU	-	15 079 000	350 000	7 926 000
01210	GROUMERA	-	14 664 000	350 000	7 926 000
01211	GUEDEBINE	-	14 373 000	350 000	7 926 000
01212	LAKAMANE	-	16 960 000	350 000	7 926 000
01213	LAMBIDOU	-	17 457 000	350 000	7 926 000
01214	MADIGA SACKO	-	17 348 000	350 000	7 926 000
01215	SANSANKIDE	-	13 867 000	350 000	7 926 000
01300	CERCLE DE KAYES	-	18 614 000	712 000	14 854 000
01301	BANGASSI	-	12 513 000	315 000	7 926 000
01302	COLIMBINE	-	14 087 000	315 000	7 926 000
01303	DIAMOU	-	15 058 000	315 000	7 926 000
01304	DJELEBOU	-	15 855 000	333 000	9 907 000
01305	FALEME	-	14 171 000	315 000	7 926 000
01306	FEGUI	-	15 676 000	315 000	7 926 000
01307	GORY GOPELA	-	12 614 000	280 000	7 926 000
01308	GOUMERA	-	11 758 000	280 000	7 926 000
01309	GUIDIMAKAN KERI KAFFO	-	11 077 000	70 000	7 926 000
01310	HAWA DEMBAYA	-	10 515 000	70 000	7 926 000
01311	KARAKORO	-	17 478 000	315 000	7 926 000
01312	KAYES	-	15 812 000	333 000	13 870 000
01313	KEMENE TAMBO	-	14 021 000	245 000	7 926 000
01314	KHOLOUM	-	13 904 000	315 000	7 926 000
01315	KOUNIAKARY	-	11 307 000	245 000	7 926 000
01316	KOUSSANE	-	17 777 000	438 000	9 907 000
01317	LIBERTE DEMBAYA	-	13 219 000	280 000	7 926 000
01318	LOGO	-	11 741 000	280 000	7 926 000

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN+DICC	DAT	DAFCT
01319	MARENA DIOMBOUGOU	-	12 733 000	245 000	7 926 000
01320	MARINTOUMANIA	-	14 449 000	350 000	7 926 000
01321	SADIOLA	-	11 088 000	140 000	11 889 000
01322	SAHEL	-	10 751 000	70 000	7 926 000
01323	SAME DIONGOMA	-	11 101 000	245 000	7 926 000
01324	SEGALA	-	15 114 000	333 000	9 907 000
01325	SERO DIAMANOU	-	13 818 000	263 000	9 907 000
01326	SOMANKIDY	-	12 025 000	280 000	7 926 000
01327	SONY	-	14 764 000	315 000	7 926 000
01328	TAFACIRGA	-	15 120 000	315 000	7 926 000
01400	CERCLE DE KENIEBA	-	23 991 000	862 000	10 610 000
01401	BAYE	-	15 579 000	315 000	7 926 000
01402	DABIA	-	14 999 000	315 000	7 926 000
01403	DIALAFARA	-	15 714 000	315 000	7 926 000
01404	DOMBIA	-	16 394 000	420 000	7 926 000
01405	FALEA	-	19 673 000	420 000	7 926 000
01406	FARABA	-	17 655 000	456 000	7 926 000
01407	GUENEGORE	-	13 365 000	315 000	7 926 000
01408	KASSAMA	-	15 486 000	315 000	7 926 000
01409	KENIEBA	-	14 754 000	333 000	9 907 000
01410	KOUROUKOTO	-	15 972 000	350 000	7 926 000
01411	SAGALO	-	17 237 000	280 000	7 926 000
01412	SITAKILY	-	17 863 000	438 000	9 907 000
01500	COLL.CERCLE DE KITA	-	21 877 000	862 000	14 854 000
01501	BADIA	-	17 165 000	491 000	7 926 000
01502	BENDOUGOUBA	-	16 342 000	456 000	7 926 000
01503	BENKADI FOUNIA	-	15 678 000	420 000	7 926 000
01504	BOUDOFO	-	14 754 000	385 000	7 926 000
01505	BOUGARYBAYA	-	14 484 000	385 000	7 926 000
01506	DIDENKO	-	15 634 000	350 000	7 926 000
01507	DJIDIAN	-	14 814 000	350 000	7 926 000
01508	DJOUGOUN	-	15 021 000	315 000	7 926 000
01509	GADOUGOU 1	-	17 058 000	385 000	7 926 000
01510	GADOUGOU 2	-	16 904 000	456 000	7 926 000
01511	GUEMOUKOURABA	-	15 850 000	350 000	7 926 000
01512	KASSARO	-	15 973 000	350 000	7 926 000
01513	KITA	-	15 502 000	420 000	11 889 000
01514	KITA NORD	-	13 997 000	350 000	7 926 000
01515	KITA OUEST	-	17 105 000	420 000	7 926 000
01516	KOBRI	-	16 661 000	385 000	7 926 000
01517	KOKOFATA	-	19 167 000	491 000	7 926 000
01518	KOTOUBA	-	17 702 000	491 000	7 926 000
01519	KOULOU	-	17 728 000	456 000	7 926 000
01520	KOURININKOTO	-	13 792 000	315 000	7 926 000
01521	MADINA	-	16 786 000	385 000	7 926 000
01522	MAKANO	-	15 304 000	385 000	7 926 000
01523	NAMALAGUIMBA	-	14 153 000	350 000	7 926 000
01524	NIANTASSO	-	13 816 000	315 000	7 926 000
01525	SABOULA	-	16 469 000	491 000	7 926 000
01526	SEBEKORO	-	15 892 000	368 000	9 907 000
01527	SEFETO NORD	-	14 249 000	315 000	7 926 000

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN+DICC	DAT	DAFCT
01528	SEFETO OUEST	-	15 657 000	315 000	7 926 000
01529	SENKO	-	14 262 000	350 000	7 926 000
01530	SIRAKORO	-	14 453 000	350 000	7 926 000
01531	SOURANSAN TOMOTO	-	14 911 000	385 000	7 926 000
01532	TAMBAGA	-	13 607 000	315 000	7 926 000
01533	TOUKOTO	-	14 360 000	350 000	7 926 000
01600	CERCLE DE NIORO	-	24 964 000	1 049 000	12 732 000
01601	BAGNERE KORE	-	17 401 000	456 000	7 926 000
01602	DIABIGUE	-	17 185 000	456 000	7 926 000
01603	DIARRA	-	15 786 000	385 000	7 926 000
01604	DIAYE COURA	-	18 782 000	456 000	7 926 000
01605	GAVINANE	-	17 917 000	385 000	7 926 000
01606	GOGUI	-	17 167 000	420 000	7 926 000
01607	GUETEMA	-	17 005 000	456 000	7 926 000
01608	KADIABA KADIEL	-	13 920 000	350 000	7 926 000
01609	KORERA KORE	-	19 125 000	456 000	7 926 000
01610	NIORO	-	17 798 000	473 000	9 907 000
01611	NIORO TOUGOUNERANGA	-	17 866 000	456 000	7 926 000
01612	SANDARE	-	17 985 000	438 000	9 907 000
01613	SIMBI	-	18 544 000	385 000	7 926 000
01614	TROUNGOUMBE	-	17 988 000	456 000	7 926 000
01615	YERERE	-	18 697 000	456 000	7 926 000
01616	YOURI	-	15 533 000	420 000	7 926 000
01700	COLL.CERCLE DE YELIMANE	-	21 492 000	712 000	10 610 000
01701	DIAFOUNOU DION.	-	14 674 000	315 000	7 926 000
01702	DIAFOUNOU GORY	-	15 403 000	333 000	9 907 000
01703	FANGA	-	13 723 000	315 000	7 926 000
01704	GORY	-	13 812 000	315 000	7 926 000
01705	GUIDIME	-	17 537 000	473 000	9 907 000
01706	KIRANE KAGNAGA	-	18 241 000	438 000	9 907 000
01707	KONSIGA	-	15 469 000	420 000	7 926 000
01708	KREMIS	-	14 199 000	315 000	7 926 000
01709	MAREKAFFO	-	15 444 000	420 000	7 926 000
01710	SOUMPOU	-	14 468 000	350 000	7 926 000
01711	TOYA	-	16 133 000	420 000	7 926 000
01712	TRINGA	-	15 994 000	420 000	7 926 000
TOTAL REGION DE KAYES		**125 500 000**	**2 183 725 000**	**48 450 000**	**1 242 739 000**

REPARTITION DES DROITS DE TIRAGE: REGION DE KOULIKORO

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN+DICC	DAT	DAFCT
02000	REGION DE KOULIKORO	125 500 000	103 254 000	1 026 000	81 633 000
02100	CERCLE DE BANAMBA	-	18 545 000	787 000	10 610 000
02101	BANAMBA	-	16 118 000	508 000	9 907 000
02102	BENKADI	-	13 915 000	456 000	7 926 000
02103	BORON	-	13 388 000	333 000	9 907 000
02104	DOUGOUWOLOWULA	-	13 727 000	420 000	11 889 000
02105	KIBAN	-	13 896 000	420 000	7 926 000
02106	MADINA SACKO	-	15 149 000	438 000	9 907 000
02107	SEBETE	-	15 106 000	456 000	7 926 000
02108	TOUBACORO	-	13 941 000	350 000	7 926 000
02109	TOUKOROBA	-	12 806 000	385 000	7 926 000
02200	CERCLE DE DIOILA	-	22 369 000	1 162 000	14 854 000
02201	BANCO	-	17 002 000	403 000	9 907 000
02202	BENKADI	-	13 486 000	385 000	7 926 000
02203	BINKO	-	13 164 000	385 000	7 926 000
02204	DEGNEKORO	-	13 644 000	420 000	7 926 000
02205	DIEBE	-	14 884 000	385 000	7 926 000
02206	DIEDOUGOU	-	21 159 000	508 000	9 907 000
02207	DIOUMA	-	14 717 000	420 000	7 926 000
02208	DOLENDOUGOU	-	15 017 000	385 000	7 926 000
02209	GUEGNEKA	-	13 750 000	403 000	9 907 000
02210	DJEKAFO	-	13 107 000	385 000	7 926 000
02211	KALADOUGOU	-	15 874 000	508 000	9 907 000
02212	KEMEKAFO	-	17 127 000	508 000	9 907 000
02213	KERELA	-	14 855 000	315 000	7 926 000
02214	KILIDOUGOU	-	19 471 000	491 000	7 926 000
02215	MASSIGUI	-	16 370 000	456 000	11 889 000
02216	NANGOLA	-	13 722 000	350 000	7 926 000
02217	N'DLONDOUGOU	-	10 852 000	105 000	7 926 000
02218	N'GARADOUGOU	-	12 858 000	350 000	7 926 000
02219	N'GOLOBOUGOU	-	15 759 000	420 000	7 926 000
02220	NIANTJILA	-	18 223 000	456 000	7 926 000
02221	TENENDOUGOU	-	15 563 000	491 000	7 926 000
02222	WACORO	-	14 464 000	420 000	7 926 000
02223	ZAN COULIBALY	-	13 952 000	456 000	7 926 000
02300	CERCLE DE KANGABA	-	14 014 000	712 000	10 610 000
02301	BALAN BAKAMA	-	18 850 000	350 000	7 926 000
02302	BENKADI	-	17 372 000	350 000	7 926 000
02303	KANIOGO	-	13 803 000	350 000	7 926 000
02304	KARAN	-	13 175 000	350 000	7 926 000
02305	MARAMANDOUGOU	-	13 789 000	350 000	7 926 000
02306	MINIDIAN	-	13 033 000	350 000	7 926 000
02307	NARENA	-	18 309 000	350 000	7 926 000
02308	NOUGA	-	14 800 000	350 000	7 926 000
02309	SELEFOUGOU	-	14 123 000	350 000	7 926 000
02400	CERCLE DE KATI	-	17 072 000	862 000	14 854 000
02401	BAGUINEDA CAMP	-	10 547 000	263 000	9 907 000
02402	BANCOUMANA	-	13 051 000	350 000	7 926 000
02403	BOSSOFALA	-	13 696 000	315 000	7 926 000
02404	BOUGOULA	-	14 618 000	456 000	7 926 000

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN+DICC	DAT	DAFCT
02405	DABAN	-	13 749 000	420 000	7 926 000
02406	DIAGO	-	11 371 000	350 000	7 926 000
02407	DIALAKOROBA	-	15 581 000	456 000	7 926 000
02408	DIALAKORODJI	-	11 855 000	350 000	11 889 000
02409	DIEDOUGOU	-	11 144 000	245 000	7 926 000
02410	DIO GARE	-	12 377 000	420 000	7 926 000
02411	DOGODOUMAN	-	12 916 000	420 000	7 926 000
02412	DOMBILA	-	15 535 000	456 000	7 926 000
02413	DOUBABOUGOU	-	10 645 000	315 000	7 926 000
02414	FARABA	-	16 565 000	456 000	7 926 000
02415	KALABANCORO	-	14 386 000	403 000	13 870 000
02416	KALIFABOUGOU	-	10 787 000	315 000	7 926 000
02417	KAMBILA	-	11 258 000	315 000	7 926 000
02418	KATI	-	11 153 000	350 000	11 889 000
02419	KOUROUBA	-	20 330 000	491 000	7 926 000
02420	MANDE	-	11 412 000	350 000	11 889 000
02421	MORIBABOUGOU	-	11 012 000	333 000	9 907 000
02422	MOUNTOUGOULA	-	15 793 000	491 000	7 926 000
02423	N'GABACORO	-	11 769 000	368 000	9 907 000
02424	N'GOURABA	-	13 572 000	385 000	7 926 000
02425	NIAGADINA	-	15 446 000	420 000	7 926 000
02426	NIOUMAMAKANA	-	12 534 000	350 000	7 926 000
02427	N'TJIBA	-	14 455 000	385 000	7 926 000
02428	OUELESSEBOUGOU	-	14 614 000	420 000	11 889 000
02429	SAFO	-	13 360 000	350 000	7 926 000
02430	SANANKORO DJITOUMOU	-	14 364 000	385 000	7 926 000
02431	SANANKOROBA	-	16 105 000	473 000	9 907 000
02432	SANGAREBOUGOU	-	13 383 000	420 000	11 889 000
02433	SIBY	-	12 885 000	333 000	9 907 000
02434	SOBRA	-	16 829 000	456 000	7 926 000
02435	TIAKADOUGOU DIALAKORO	-	13 910 000	456 000	7 926 000
02436	TIELE	-	18 371 000	420 000	7 926 000
02437	YELEKEBOUGOU	-	15 691 000	456 000	7 926 000
02500	COLL. CERCLE DE KOLOKANI	-	22 096 000	937 000	10 610 000
02501	DIDIENI	-	15 647 000	403 000	9 907 000
02502	GUIHOYO	-	15 982 000	456 000	7 926 000
02503	KOLOKANI	-	15 665 000	473 000	9 907 000
02504	MASSANTOLA	-	15 553 000	438 000	9 907 000
02505	NONKON	-	14 631 000	420 000	7 926 000
02506	NOSSOMBOUGOU	-	12 286 000	315 000	7 926 000
02507	OUOLODO	-	11 530 000	350 000	7 926 000
02508	SAGABALA	-	18 467 000	508 000	9 907 000
02509	SEBEKORO 1	-	16 484 000	456 000	7 926 000
02510	TIORIBOUGOU	-	13 208 000	420 000	7 926 000
02600	CERCLE DE KOULIKORO	-	17 999 000	937 000	10 610 000
02601	DINANDOUGOU	-	11 120 000	315 000	7 926 000
02602	DOUMBA	-	10 948 000	350 000	7 926 000
02603	KOULA	-	13 338 000	403 000	9 907 000
02604	KOULIKORO	-	12 666 000	473 000	9 907 000
02605	MEGUETAN	-	13 472 000	403 000	9 907 000
02606	NYAMINA	-	11 586 000	333 000	9 907 000

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN+DICC	DAT	DAFCT
02607	SIRAKOROLA	-	12 694 000	333 000	9 907 000
02608	TIENFALA	-	12 213 000	350 000	7 926 000
02609	TOUGOUNI	-	10 480 000	210 000	7 926 000
02700	CERCLE DE NARA	-	23 272 000	862 000	10 610 000
02701	ALLAHINA	-	15 269 000	315 000	7 926 000
02702	DABO	-	15 341 000	350 000	7 926 000
02703	DILLY	-	16 375 000	368 000	9 907 000
02704	DOGOFRY	-	15 990 000	298 000	9 907 000
02705	FALLOU	-	15 610 000	368 000	9 907 000
02706	GUENEIBE	-	16 188 000	420 000	7 926 000
02707	GUIRE	-	16 530 000	385 000	7 926 000
02708	KORONGA	-	14 808 000	350 000	7 926 000
02709	NARA	-	16 539 000	438 000	9 907 000
02710	NIAMANA	-	17 503 000	473 000	9 907 000
02711	OUAGADOU	-	16 435 000	385 000	7 926 000
TOTAL REGION DE KOULIKORO		**125 500 000**	**1 794 568 000**	**49 562 000**	**1 107 571 000**

REPARTITION DES DROITS DE TIRAGE: REGION DE SIKASSO

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN+DICC	DAT	DAFCT
03000	REGION DE SIKASSO	125 500 000	122 395 000	1 436 000	81 633 000
03100	CERCLE DE BOUGOUNI	-	17 003 000	562 000	14 854 000
03101	BLADIE-TIEMALA	-	13 401 000	315 000	7 926 000
03102	BOUGOUNI	-	14 197 000	420 000	11 889 000
03103	CYEN TOULA	-	15 849 000	420 000	7 926 000
03104	DANOU	-	17 531 000	385 000	7 926 000
03105	DEBELIN	-	12 592 000	280 000	7 926 000
03106	DEFINA	-	12 430 000	315 000	7 926 000
03107	DOGO	-	15 708 000	368 000	9 907 000
03108	DOMBA	-	16 440 000	385 000	7 926 000
03109	FARADIELE	-	15 316 000	420 000	7 926 000
03110	FARAGOUARAN	-	14 057 000	315 000	7 926 000
03111	GARALO	-	14 149 000	298 000	9 907 000
03112	KELEYA	-	13 926 000	298 000	9 907 000
03113	KOKELEN	-	11 942 000	280 000	7 926 000
03114	KOLA	-	14 194 000	420 000	7 926 000
03115	KOUMANTOU	-	15 817 000	350 000	11 889 000
03116	KOUROULAMINI	-	15 510 000	385 000	7 926 000
03117	MERIDIELA	-	14 184 000	280 000	7 926 000
03118	OUROUN	-	15 703 000	385 000	7 926 000
03119	SANSO	-	17 225 000	438 000	9 907 000
03120	SIBIRILA	-	18 315 000	438 000	9 907 000
03121	SIDO	-	15 918 000	385 000	7 926 000
03122	TIEMALA-BANIMONOTIE	-	16 883 000	385 000	7 926 000
03123	WOLA	-	14 203 000	385 000	7 926 000
03124	YININDOUGOU	-	17 414 000	385 000	7 926 000
03125	YIRIDOUGOU	-	18 368 000	420 000	7 926 000
03126	ZANTIEBOUGOU	-	14 208 000	333 000	9 907 000
03200	CERCLE DE KADIOLO	-	12 922 000	187 000	10 610 000
03201	DIOU	-	11 949 000	350 000	7 926 000
03202	DIOUMATENE	-	13 057 000	350 000	7 926 000
03203	FOUROU	-	13 737 000	333 000	9 907 000
03204	KADIOLO	-	11 360 000	385 000	11 889 000
03205	KAI	-	12 696 000	350 000	7 926 000
03206	LOULOUNI	-	12 745 000	350 000	11 889 000
03207	MISSENI	-	15 110 000	368 000	9 907 000
03208	NIMBOUGOU	-	13 190 000	315 000	7 926 000
03209	ZEGOUA	-	12 654 000	333 000	9 907 000
03300	CERCLE DE KOLONDIEBA	-	23 029 000	937 000	10 610 000
03301	BOUGOULA	-	13 872 000	350 000	7 926 000
03302	FAKOLA	-	15 927 000	403 000	9 907 000
03303	FARAKO	-	15 301 000	350 000	7 926 000
03304	KADIANA	-	15 438 000	403 000	9 907 000
03305	KEBILA	-	14 163 000	403 000	9 907 000
03306	KOLONDIEBA	-	17 133 000	526 000	11 889 000
03307	KOLOSSO	-	16 400 000	491 000	7 926 000
03308	MENA	-	14 763 000	385 000	7 926 000
03309	NANGALASSO	-	12 960 000	385 000	7 926 000
03310	N'GOLODIANA	-	10 463 000	105 000	7 926 000
03311	TIONGUI	-	13 921 000	385 000	7 926 000

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN+DICC	DAT	DAFCT
03312	TOUSSEGUELA	-	16 463 000	491 000	7 926 000
03400	CERCLE DE KOUTIALA	-	18 961 000	787 000	14 854 000
03401	DIEDOUGOU	-	13 370 000	350 000	7 926 000
03402	DIOURADOUGOU KAFO	-	16 312 000	315 000	7 926 000
03403	FAGUI	-	13 249 000	350 000	7 926 000
03404	FAKOLO	-	13 610 000	315 000	7 926 000
03405	GOUADJI KAO	-	13 348 000	350 000	7 926 000
03406	GUOUDIE SOUGOUNA	-	14 440 000	315 000	7 926 000
03407	KAFO FABOLI	-	19 305 000	350 000	7 926 000
03408	KAPALA	-	12 598 000	315 000	7 926 000
03409	KARAGOUANA MALLE	-	13 497 000	350 000	7 926 000
03410	KOLONIGUE	-	15 099 000	368 000	9 907 000
03411	KONINA	-	15 026 000	350 000	7 926 000
03412	KONINGUE	-	15 344 000	350 000	7 926 000
03413	KONSEGUELA	-	21 237 000	508 000	9 907 000
03414	KOROMO	-	16 958 000	350 000	7 926 000
03415	KOUNIANA	-	15 901 000	315 000	7 926 000
03416	KOUTIALA	-	14 106 000	403 000	13 870 000
03417	LOGOUANA	-	12 976 000	315 000	7 926 000
03418	MIENA	-	12 036 000	350 000	7 926 000
03419	M'PESSOBA	-	15 219 000	368 000	9 907 000
03420	NAFANGA	-	13 676 000	350 000	7 926 000
03421	NAMPE	-	12 887 000	315 000	7 926 000
03422	N'GOLONIANASSO	-	14 061 000	350 000	7 926 000
03423	N'GOUTJINA	-	14 108 000	350 000	7 926 000
03424	NIANTAGA	-	13 344 000	315 000	7 926 000
03425	N'TOSSONI	-	13 454 000	350 000	7 926 000
03426	SINCINA	-	13 376 000	350 000	7 926 000
03427	SINKOLO	-	11 776 000	280 000	7 926 000
03428	SONGO-DOUBACORE	-	15 363 000	315 000	7 926 000
03429	SONGOUA	-	12 745 000	350 000	7 926 000
03430	SOROBASSO	-	11 535 000	315 000	7 926 000
03431	TAO	-	12 149 000	350 000	7 926 000
03432	YOGNOGO	-	17 234 000	350 000	7 926 000
03433	ZANFIGUE	-	14 387 000	350 000	7 926 000
03434	ZANGASSO	-	12 497 000	315 000	7 926 000
03435	ZANINA	-	12 987 000	315 000	7 926 000
03436	ZEBALA	-	13 111 000	315 000	7 926 000
03500	CERCLE DE SIKASSO	-	17 689 000	712 000	14 854 000
03501	BENKADI	-	16 461 000	491 000	7 926 000
03502	BLENDIO	-	13 276 000	315 000	7 926 000
03503	DANDERESSO	-	13 869 000	333 000	9 907 000
03504	DEMBELA	-	17 183 000	491 000	7 926 000
03505	DIALAKORO	-	12 677 000	315 000	7 926 000
03506	DIOMATENE	-	11 240 000	315 000	7 926 000
03507	DOGONI	-	18 186 000	491 000	7 926 000
03508	DOUMANABA	-	18 425 000	491 000	7 926 000
03509	FAMA	-	12 096 000	315 000	7 926 000
03510	FARAKALA	-	12 185 000	315 000	7 926 000
03511	FINKOLO	-	12 261 000	280 000	7 926 000
03512	FINKOLO GANADOUGOU	-	12 508 000	280 000	7 926 000

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN+DICC	DAT	DAFCT
03513	GONGASSO	-	13 628 000	315 000	7 926 000
03514	KABARASSO	-	17 281 000	491 000	7 926 000
03515	KABOILA	-	12 889 000	333 000	9 907 000
03516	KAFOUZIELA	-	12 832 000	315 000	7 926 000
03517	KAPALA	-	11 546 000	315 000	7 926 000
03518	KAPOLON DOUGOU	-	16 943 000	456 000	7 926 000
03519	KIGNAN	-	13 973 000	333 000	9 907 000
03520	KLELA	-	13 082 000	333 000	9 907 000
03521	KOFAN	-	12 295 000	315 000	7 926 000
03522	KOLOKOBA	-	11 782 000	315 000	7 926 000
03523	KOUMANKOU	-	12 703 000	315 000	7 926 000
03524	KOUORO	-	17 252 000	456 000	7 926 000
03525	KOUROUMA	-	13 249 000	315 000	7 926 000
03526	LOBOUGOULA	-	13 315 000	333 000	9 907 000
03527	MINIKO	-	11 740 000	315 000	7 926 000
03528	MIRIA	-	14 688 000	456 000	7 926 000
03529	MISSIRIKORO	-	11 197 000	315 000	7 926 000
03530	NATIEN	-	11 243 000	315 000	7 926 000
03531	NIENA	-	15 254 000	333 000	9 907 000
03532	NONGO-SOUALA	-	11 720 000	315 000	7 926 000
03533	N'TJIKOUNA	-	14 207 000	315 000	7 926 000
03534	PIMPERNA	-	11 971 000	315 000	7 926 000
03535	SANZANA	-	16 956 000	491 000	7 926 000
03536	SIKASSO	-	11 409 000	368 000	13 870 000
03537	SOKOURANI MISSIRIKORO	-	15 975 000	491 000	7 926 000
03538	TELLA	-	12 478 000	315 000	7 926 000
03539	TIANKADI	-	16 175 000	456 000	7 926 000
03540	WATENI	-	17 328 000	491 000	7 926 000
03541	ZANFEREBOUGOU	-	13 060 000	315 000	7 926 000
03542	ZANGARADOUGOU	-	14 369 000	491 000	7 926 000
03543	ZANIENA	-	17 367 000	491 000	7 926 000
03600	CERCLE DE YANFOLILA	-	20 383 000	712 000	10 610 000
03601	BAYA	-	16 827 000	438 000	9 907 000
03602	BOLO-FOUTA	-	15 783 000	456 000	7 926 000
03603	DJALLON-FOULA	-	15 196 000	385 000	7 926 000
03604	DJIGUIYA DE KOLONI	-	15 177 000	420 000	7 926 000
03605	GOUANAN	-	14 695 000	333 000	9 907 000
03606	GOUANDIAKA	-	17 437 000	368 000	9 907 000
03607	KOUSSAN	-	14 578 000	315 000	7 926 000
03608	SANKARANI	-	13 896 000	350 000	7 926 000
03609	SEREMOUSSA ANI SAMOU	-	14 585 000	315 000	7 926 000
03610	TAGANDOUGOU	-	18 467 000	456 000	7 926 000
03611	WASSOULOU BALLE	-	13 617 000	350 000	11 889 000
03612	YALANKORO SOLOBA	-	13 421 000	315 000	7 926 000
03700	CERCLE DE YOROSSO	-	17 969 000	487 000	10 610 000
03701	BOURA	-	12 372 000	193 000	9 907 000
03702	KARANGANA	-	13 191 000	210 000	7 926 000
03703	KIFFOSSO 1	-	10 668 000	70 000	7 926 000
03704	KOUMBIA	-	13 061 000	228 000	9 907 000
03705	KOURY	-	11 832 000	210 000	11 889 000
03706	MAHOU	-	12 934 000	210 000	7 926 000

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN+DICC	DAT	DAFCT
03707	MENIMBA 1	-	12 073 000	210 000	7 926 000
03708	OURIKELA	-	16 501 000	193 000	9 907 000
03709	YOROSSO	-	11 821 000	228 000	9 907 000
TOTAL REGION DE SIKASSO		**125 500 000**	**2 349 860 000**	**57 654 000**	**1 428 854 000**

REPARTITION DES DROITS DE TIRAGE: REGION DE SEGOU

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN+DICC	DAT	DAFCT
04000	REGION DE SEGOU	125 500 000	115 870 000	1 026 000	81 633 000
04100	CERCLE DE BARAOUELI	-	22 536 000	1 012 000	10 610 000
04101	BAROUELI	-	17 932 000	526 000	11 889 000
04102	BOUADIE	-	16 008 000	508 000	9 907 000
04103	DOUGOUFIE	-	17 441 000	491 000	7 926 000
04104	GOUENDO	-	16 575 000	491 000	7 926 000
04105	KALAKE	-	15 879 000	491 000	7 926 000
04106	KONOBOUGOU	-	17 246 000	508 000	9 907 000
04107	N'GASSOLA	-	14 990 000	491 000	7 926 000
04108	SANANDO	-	15 964 000	508 000	9 907 000
04109	SOMO	-	14 826 000	456 000	7 926 000
04110	TAMANI	-	14 557 000	456 000	7 926 000
04111	TESSERLA	-	12 681 000	385 000	7 926 000
04200	CERCLE DE BLA	-	16 113 000	562 000	14 854 000
04201	BEGUENE	-	10 735 000	210 000	7 926 000
04202	BLA	-	10 440 000	245 000	11 889 000
04203	DIARAMANA	-	13 786 000	228 000	9 907 000
04204	DIENA	-	10 255 000	210 000	7 926 000
04205	DOUGOUOLO	-	11 189 000	210 000	7 926 000
04206	FALO	-	11 063 000	245 000	11 889 000
04207	FANI	-	10 933 000	105 000	7 926 000
04208	KAZANGASSO	-	10 637 000	210 000	7 926 000
04209	KEMENI	-	12 459 000	210 000	7 926 000
04210	KORODOUGOU	-	11 032 000	210 000	7 926 000
04211	KOULANDOUGOU	-	11 058 000	210 000	7 926 000
04212	NIALA	-	10 454 000	210 000	7 926 000
04213	SAMABOGO	-	11 841 000	210 000	7 926 000
04214	SOMASSO	-	10 601 000	210 000	7 926 000
04215	TIEMENA	-	10 324 000	210 000	7 926 000
04216	TOUNA	-	12 758 000	228 000	9 907 000
04217	YANGASSO	-	11 421 000	228 000	9 907 000
04300	CERCLE DE MACINA	-	19 430 000	712 000	10 610 000
04301	BOKY WERE	-	16 088 000	315 000	7 926 000
04302	FOLOMANA	-	12 542 000	315 000	7 926 000
04303	KOKRY CENTRE	-	12 832 000	315 000	7 926 000
04304	KOLONGO	-	13 404 000	333 000	9 907 000
04305	MACINA	-	12 908 000	333 000	9 907 000
04306	MATOMO	-	14 516 000	315 000	7 926 000
04307	MONIMPEBOUGOU	-	13 874 000	333 000	9 907 000
04308	SALOBA	-	13 895 000	368 000	9 907 000
04309	SANA	-	15 216 000	350 000	7 926 000
04310	SOULEYE	-	11 581 000	315 000	7 926 000
04311	TONGUE	-	13 085 000	350 000	7 926 000
04400	CERCLE DE NIONO	-	17 956 000	749 000	12 732 000
04401	DIABALY	-	15 128 000	368 000	9 907 000
04402	DOGOFRY	-	12 610 000	333 000	9 907 000
04403	KALA SIGUIDA	-	11 804 000	298 000	9 907 000
04404	MARIKO	-	12 158 000	298 000	9 907 000
04405	NAMPALARI	-	10 579 000	70 000	7 926 000
04406	NIONO	-	12 585 000	350 000	11 889 000

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN+DICC	DAT	DAFCT
04407	POGO	-	13 225 000	315 000	7 926 000
04408	SIRIBALA	-	12 374 000	333 000	9 907 000
04409	SIRIFILA BOUNDY	-	13 616 000	368 000	9 907 000
04410	SOKOLO	-	14 426 000	333 000	9 907 000
04411	TORIDAGA KO	-	14 550 000	368 000	9 907 000
04412	YEREDON SANIONA	-	12 766 000	315 000	7 926 000
04500	CERCLE DE SAN	-	24 106 000	1 087 000	14 854 000
04501	BARAMANDOUGOU	-	16 549 000	456 000	7 926 000
04502	DAH	-	17 216 000	491 000	7 926 000
04503	DIAKOUROUNA	-	17 235 000	456 000	7 926 000
04504	DIELI	-	15 537 000	385 000	7 926 000
04505	DJEGUENA	-	13 918 000	385 000	7 926 000
04506	FION	-	16 098 000	456 000	7 926 000
04507	KANIEGUE	-	14 246 000	385 000	7 926 000
04508	KARABA	-	16 751 000	456 000	7 926 000
04509	KASSOROLA	-	16 805 000	420 000	7 926 000
04510	KAVA	-	16 789 000	456 000	7 926 000
04511	MORIBILA	-	15 282 000	385 000	7 926 000
04512	NIAMANA	-	15 465 000	456 000	7 926 000
04513	NIASSO	-	17 068 000	456 000	7 926 000
04514	N'GOA	-	15 420 000	491 000	7 926 000
04515	N'TOROSSO	-	10 300 000	175 000	7 926 000
04516	OUOLON	-	18 208 000	491 000	7 926 000
04517	SAN	-	16 386 000	491 000	11 889 000
04518	SIADOUGOU	-	17 913 000	385 000	7 926 000
04519	SOMO	-	16 696 000	491 000	7 926 000
04520	SOUROUNTOUNA	-	16 573 000	491 000	7 926 000
04521	SY	-	15 827 000	491 000	7 926 000
04522	TENE	-	19 525 000	508 000	9 907 000
04523	TENENI	-	12 748 000	350 000	7 926 000
04524	TOURAKOLOMBA	-	15 213 000	385 000	7 926 000
04525	WAKI	-	16 176 000	491 000	7 926 000
04600	CERCLE DE SEGOU	-	21 431 000	1 087 000	14 854 000
04601	BAGUINDADOUGOU	-	13 177 000	456 000	7 926 000
04602	BELLEN	-	14 353 000	456 000	7 926 000
04603	BOUSSIN	-	11 198 000	350 000	7 926 000
04604	CINZANA	-	15 353 000	368 000	9 907 000
04605	DIEDOUGOU	-	16 678 000	456 000	7 926 000
04606	DIGANIBOUGOU	-	13 623 000	420 000	7 926 000
04607	DIORO	-	16 270 000	491 000	11 889 000
04608	DIOUNA	-	18 550 000	456 000	7 926 000
04609	DOUGABOUGOU	-	12 090 000	368 000	9 907 000
04610	FARAKO	-	11 287 000	350 000	7 926 000
04611	FARAKOU MASSA	-	13 067 000	280 000	7 926 000
04612	FATINE	-	16 453 000	438 000	9 907 000
04613	KAMIANDOUGOU	-	16 987 000	456 000	7 926 000
04614	KATIENA	-	14 167 000	403 000	9 907 000
04615	KONODIMINI	-	14 768 000	385 000	7 926 000
04616	MARKALA	-	15 477 000	491 000	11 889 000
04617	MASSALA	-	12 185 000	420 000	7 926 000
04618	N'GARA	-	10 625 000	350 000	7 926 000

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN+DICC	DAT	DAFCT
04619	N'KOUMANDOUGOU	-	15 430 000	456 000	7 926 000
04620	PELENGANA	-	16 676 000	491 000	11 889 000
04621	SAKOIBA	-	15 952 000	456 000	7 926 000
04622	SAMA FOULALA	-	12 179 000	420 000	7 926 000
04623	SAMINE	-	12 536 000	350 000	7 926 000
04624	SANSANDING	-	16 002 000	473 000	9 907 000
04625	SEBOUGOU	-	14 687 000	350 000	7 926 000
04626	SEGOU	-	15 034 000	508 000	13 870 000
04627	SIBILA	-	19 580 000	456 000	7 926 000
04628	SOIGNEBOUGOU	-	15 684 000	420 000	7 926 000
04629	SOUBA	-	13 055 000	385 000	7 926 000
04630	TOGOU	-	14 579 000	456 000	7 926 000
04700	CERCLE DE TOMINIAN	-	20 618 000	712 000	10 610 000
04701	BENENA	-	15 951 000	350 000	7 926 000
04702	DIORA	-	15 613 000	350 000	7 926 000
04703	FANGASSO	-	15 864 000	368 000	9 907 000
04704	KOULA	-	16 137 000	350 000	7 926 000
04705	LANFIALA	-	14 203 000	350 000	7 926 000
04706	MAFOUNE	-	17 007 000	350 000	7 926 000
04707	MANDIAKUY	-	15 811 000	350 000	7 926 000
04708	OUAN	-	14 593 000	350 000	7 926 000
04709	SANEKUY	-	16 266 000	350 000	7 926 000
04710	TIMISSA	-	16 691 000	368 000	9 907 000
04711	TOMINIAN	-	15 339 000	368 000	9 907 000
04712	YASSO	-	16 122 000	350 000	7 926 000
TOTAL REGION DE SEGOU		**125 500 000**	**1 956 150 000**	**50 990 000**	**1 197 160 000**

REPARTITION DES DROITS DE TIRAGE: REGION DE MOPTI

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN+DICC	DAT	DAFCT
05000	REGION DE MOPTI	125 500 000	105 305 000	3 487 000	81 633 000
05100	CERCLE DE BANDIAGARA	-	22 952 000	1 012 000	14 854 000
05101	BANDIAGARA	-	14 754 000	350 000	7 926 000
05102	BARA SARA	-	14 762 000	350 000	7 926 000
05103	BORKO	-	16 702 000	491 000	7 926 000
05104	DANDOLI	-	17 589 000	456 000	7 926 000
05105	DIAMNATI	-	15 314 000	491 000	7 926 000
05106	DOGANI BERE	-	16 124 000	456 000	7 926 000
05107	DOUCOMBO	-	15 710 000	368 000	9 907 000
05108	DOUROU	-	19 062 000	491 000	7 926 000
05109	KENDE	-	18 634 000	385 000	7 926 000
05110	KENDIE	-	18 121 000	403 000	9 907 000
05111	LOWOL GUEOU	-	15 835 000	491 000	7 926 000
05112	METOUMOU	-	15 101 000	491 000	7 926 000
05113	ONDOUGOU	-	14 782 000	350 000	7 926 000
05114	PELOU	-	15 495 000	491 000	7 926 000
05115	PIGNARI	-	19 045 000	385 000	7 926 000
05116	PIGNARI BANA	-	15 548 000	438 000	9 907 000
05117	SANGHA	-	16 887 000	508 000	9 907 000
05118	SEGUE IRE	-	16 971 000	456 000	7 926 000
05119	SOROLY	-	16 660 000	385 000	7 926 000
05120	TIMNIRI	-	19 174 000	350 000	7 926 000
05121	WADOUBA	-	13 553 000	403 000	9 907 000
05200	CERCLE DE BANKASS	-	22 107 000	824 000	12 732 000
05201	BANKASS	-	14 899 000	403 000	9 907 000
05202	BAYE	-	16 465 000	403 000	9 907 000
05203	DIALLASSAGOU	-	18 245 000	508 000	9 907 000
05204	DIMBAL HABBE	-	14 808 000	350 000	7 926 000
05205	KANI-BONZONI	-	13 226 000	350 000	7 926 000
05206	KOULOGON HABE	-	15 342 000	350 000	7 926 000
05207	LESSAGOU HABE	-	15 028 000	350 000	7 926 000
05208	OUONKORO	-	15 436 000	368 000	9 907 000
05209	SEGUE	-	17 204 000	438 000	9 907 000
05210	SOKOURA	-	20 729 000	473 000	9 907 000
05211	SOUBALA	-	14 412 000	420 000	7 926 000
05212	TORI DAGA	-	17 539 000	420 000	7 926 000
05300	CERCLE DE DJENNE	-	24 057 000	1 087 000	10 610 000
05301	DANDOUGOU FAKALA	-	13 548 000	385 000	7 926 000
05302	DERARY	-	14 028 000	420 000	7 926 000
05303	DJENNE	-	17 052 000	508 000	9 907 000
05304	FAKALA	-	17 451 000	508 000	9 907 000
05305	FEMAYE	-	13 358 000	350 000	7 926 000
05306	KEWA	-	12 610 000	298 000	9 907 000
05307	MADIAMA	-	15 023 000	420 000	7 926 000
05308	NEMA-BADENYAKAFO	-	14 898 000	420 000	11 889 000
05309	NIANSANARIE	-	14 232 000	456 000	7 926 000
05310	OURO ALI	-	11 273 000	280 000	7 926 000
05311	PONDORI	-	11 305 000	280 000	7 926 000
05312	TOGUE MOURARI	-	11 141 000	315 000	7 926 000
05400	CERCLE DE DOUENTZA	-	23 757 000	824 000	12 732 000

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN+DICC	DAT	DAFCT
05401	DALLAH	-	16 156 000	385 000	7 926 000
05402	DANGOL-BORE	-	16 857 000	403 000	9 907 000
05403	DEBERE	-	18 293 000	420 000	7 926 000
05404	DIANWELY	-	19 650 000	350 000	7 926 000
05405	DJAPTODJI	-	21 681 000	368 000	9 907 000
05406	DOUENTZA	-	21 513 000	368 000	9 907 000
05407	GANDAMIA	-	14 440 000	350 000	7 926 000
05408	HAIRE	-	20 504 000	368 000	9 907 000
05409	HOMBORI	-	20 010 000	315 000	7 926 000
05410	KERENA	-	14 837 000	315 000	7 926 000
05411	KORAROU	-	16 079 000	350 000	7 926 000
05412	KOUBEWEL KOUNDIA	-	17 616 000	350 000	7 926 000
05413	MONDORO	-	16 031 000	333 000	9 907 000
05414	PETAKA	-	14 824 000	350 000	7 926 000
05415	TEDIE	-	15 138 000	385 000	7 926 000
05500	CERCLE DE KORO	-	14 696 000	262 000	14 854 000
05501	BAMBA	-	15 578 000	456 000	7 926 000
05502	BARAPIRELI	-	19 250 000	456 000	7 926 000
05503	BONDO	-	21 494 000	298 000	9 907 000
05504	DIANKABOU	-	14 591 000	456 000	7 926 000
05505	DINANGOUROU	-	14 802 000	368 000	9 907 000
05506	DIOUNGANI	-	15 894 000	473 000	9 907 000
05507	DOUGOUTENE I	-	16 609 000	263 000	9 907 000
05508	DOUGOUTENE II	-	13 454 000	280 000	7 926 000
05509	KASSA	-	13 888 000	350 000	7 926 000
05510	KOPORO PEN	-	16 893 000	315 000	7 926 000
05511	KOPOROKENDIE NA	-	17 735 000	280 000	7 926 000
05512	KORO	-	18 810 000	315 000	11 889 000
05513	MADOUGOU	-	17 143 000	368 000	9 907 000
05514	PEL MAOUDE	-	17 013 000	280 000	7 926 000
05515	YORO	-	14 088 000	315 000	7 926 000
05516	YOUDIOU	-	13 867 000	280 000	7 926 000
05600	CERCLE DE MOPTI	-	11 364 000	225 000	12 732 000
05601	BASSIROU	-	10 572 000	70 000	7 926 000
05602	BORONDOUGOU	-	10 914 000	70 000	7 926 000
05603	DIALLOUBE	-	11 163 000	88 000	9 907 000
05604	FATOMA	-	10 442 000	70 000	7 926 000
05605	KONNA	-	10 314 000	105 000	11 889 000
05606	KOROMBANA	-	10 614 000	88 000	9 907 000
05607	KOUBAYE	-	10 785 000	70 000	7 926 000
05608	KOUNARI	-	11 209 000	70 000	7 926 000
05609	MOPTI	-	10 549 000	123 000	13 870 000
05610	OURO MODI	-	10 993 000	70 000	7 926 000
05611	OUROUBE DOUDE	-	11 196 000	70 000	7 926 000
05612	SASALBE	-	10 693 000	70 000	7 926 000
05613	SIO	-	10 441 000	88 000	9 907 000
05614	SOCOURA	-	10 901 000	105 000	11 889 000
05615	SOYE	-	11 001 000	70 000	7 926 000
05700	CERCLE DE TENENKOU	-	18 758 000	712 000	10 610 000
05701	DIAFARABE	-	13 388 000	350 000	7 926 000
05702	DIAKA	-	12 466 000	333 000	9 907 000

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN+DICC	DAT	DAFCT
05703	DIONDIORI	-	13 432 000	315 000	7 926 000
05704	KARERI	-	13 936 000	333 000	9 907 000
05705	OURO ARDO	-	11 770 000	315 000	7 926 000
05706	OURO GUIRE	-	11 667 000	350 000	7 926 000
05707	SOUGOULBE	-	11 748 000	315 000	7 926 000
05708	TENENKOU	-	11 634 000	350 000	7 926 000
05709	TOGORO KOTIA	-	12 652 000	315 000	7 926 000
05710	TOGUERE-COUMBE	-	14 024 000	333 000	9 907 000
05800	CERCLE DE YOUWAROU	-	20 215 000	674 000	8 488 000
05801	BIMBERE TAMA	-	13 465 000	315 000	7 926 000
05802	DEBOYE	-	14 517 000	315 000	7 926 000
05803	DIRMA	-	13 078 000	315 000	7 926 000
05804	DONGO	-	10 194 000	105 000	7 926 000
05805	FARIMAKE	-	13 028 000	315 000	7 926 000
05806	N'DODJIGA	-	15 048 000	315 000	7 926 000
05807	YOUWAROU	-	14 265 000	333 000	9 907 000
TOTAL REGION DE MOPTI		**125 500 000**	**1 875 123 000**	**45 081 000**	**1 118 460 000**

REPARTITION DES DROITS DE TIRAGE: REGION DE TOMBOUCTOU

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN+DICC	DAT	DAFCT
06000	REGION DE TOMBOUCTOU	125 500 000	99 268 000	821 000	65 306 000
06100	CERCLE DE DIRE	-	24 463 000	1 012 000	10 610 000
06101	ARHAM	-	16 746 000	456 000	7 926 000
06102	BINGA	-	13 662 000	350 000	7 926 000
06103	BOUREM SIDI AMAR	-	13 759 000	315 000	7 926 000
06104	DANGHA	-	12 883 000	420 000	7 926 000
06105	DIRE	-	15 402 000	438 000	9 907 000
06106	GARBAKOIRA	-	16 652 000	350 000	7 926 000
06107	HAIBONGO	-	16 150 000	350 000	7 926 000
06108	KIRCHAMBA	-	13 627 000	350 000	7 926 000
06109	KONDI	-	14 605 000	350 000	7 926 000
06110	SAREYAMOU	-	15 325 000	350 000	7 926 000
06111	TIENKOUR	-	16 017 000	350 000	7 926 000
06112	TINDIRMA	-	15 270 000	385 000	7 926 000
06113	TINGUEREGUIF	-	13 714 000	420 000	7 926 000
06200	CERCLE DE GOUNDAM	-	22 400 000	749 000	12 732 000
06201	ADARMALANE	-	15 289 000	385 000	7 926 000
06202	ALZOUNOUB	-	15 643 000	350 000	7 926 000
06203	BINTAGOUNGOU	-	15 509 000	350 000	7 926 000
06204	DOUEKIRE	-	15 617 000	350 000	7 926 000
06205	DOUKOURIA	-	14 766 000	420 000	7 926 000
06206	ESSAKANE	-	15 976 000	315 000	7 926 000
06207	GARGANDO	-	15 380 000	350 000	7 926 000
06208	GOUNDAM	-	15 923 000	456 000	7 926 000
06209	ISSA BERY	-	13 476 000	350 000	7 926 000
06210	KANEYE	-	14 025 000	456 000	7 926 000
06211	M'BOUNA	-	16 124 000	350 000	7 926 000
06212	RAZ-EL-MA	-	14 893 000	350 000	7 926 000
06213	TELE	-	16 665 000	350 000	7 926 000
06214	TILEMSI	-	14 771 000	350 000	7 926 000
06215	TIN AICHA	-	15 938 000	315 000	7 926 000
06216	TONKA	-	14 871 000	368 000	9 907 000
06300	CERCLE DE G. RHAROUS	-	23 520 000	712 000	10 610 000
06301	BAMBARA MAOUDE	-	14 359 000	210 000	7 926 000
06302	BANIKANE	-	15 625 000	315 000	7 926 000
06303	GOSSI	-	18 427 000	333 000	9 907 000
06304	HANZAKOMA	-	14 785 000	315 000	7 926 000
06305	HARIBOMO	-	16 540 000	385 000	7 926 000
06306	INADIATAFANE	-	15 803 000	315 000	7 926 000
06307	OUINERDEN	-	16 777 000	315 000	7 926 000
06308	RHAROUS	-	16 724 000	333 000	9 907 000
06309	SERERE	-	10 505 000	70 000	7 926 000
06400	CERCLE DE NIAFUNKE	-	14 051 000	150 000	8 488 000
06401	BANIKANE NARHAWA	-	14 669 000	280 000	7 926 000
06402	DIANKE	-	12 610 000	245 000	7 926 000
06403	FITTOUGA	-	14 601 000	298 000	9 907 000
06404	KOUMAIRA	-	14 492 000	280 000	7 926 000
06405	LERE	-	15 193 000	298 000	9 907 000
06406	N'GORKOU	-	13 919 000	245 000	7 926 000
06407	SOBOUNDOU	-	14 322 000	298 000	9 907 000

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN+DICC	DAT	DAFCT
06408	SOUMPI	-	15 000 000	280 000	7 926 000
06500	CERCLE DE TOMBOUCTOU	-	22 370 000	749 000	8 488 000
06501	ALAFIA	-	18 313 000	456 000	7 926 000
06502	BER	-	17 000 000	368 000	9 907 000
06503	BOUREM-INALY	-	18 533 000	491 000	7 926 000
06504	LAFIA	-	16 577 000	420 000	7 926 000
06506	TOMBOUCTOU	-	18 964 000	526 000	11 889 000
TOTAL REGION DE TOMBOUCTOU		**125 500 000**	**988 488 000**	**22 018 000**	**540 271 000**

REPARTITION DES DROITS DE TIRAGE: REGION DE GAO

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN+DICC	DAT	DAFCT
07000	REGION DE GAO	125 500 000	88 570 000	821 000	65 306 000
07100	**CERCLE ANSONGO**	-	23 850 000	525 000	8 488 000
07101	ANSONGO	-	16 970 000	333 000	9 907 000
07102	BARA	-	17 658 000	280 000	7 926 000
07103	BOURRA	-	19 092 000	315 000	7 926 000
07104	OUATTAGOUNA	-	18 673 000	298 000	9 907 000
07105	TALATAYE	-	19 778 000	298 000	9 907 000
07106	TESSIT	-	17 348 000	280 000	7 926 000
07107	TIN-HAMA	-	17 865 000	315 000	7 926 000
07200	CERCLE DE BOUREM	-	32 663 000	1 049 000	8 488 000
07201	BAMBA	-	24 157 000	508 000	9 907 000
07202	BOUREM	-	20 431 000	403 000	9 907 000
07203	TABOYE	-	21 507 000	473 000	9 907 000
07204	TARKINT	-	14 714 000	88 000	9 907 000
07205	TEMERA	-	21 495 000	385 000	7 926 000
07300	CERCLE DE GAO	-	19 538 000	412 000	10 610 000
07301	ANCHAWADI	-	14 573 000	193 000	9 907 000
07302	GABERO	-	12 787 000	123 000	9 907 000
07303	GAO	-	12 988 000	175 000	11 889 000
07304	GOUNZOUREYE	-	12 311 000	123 000	9 907 000
07305	N'TILLIT	-	13 856 000	140 000	7 926 000
07306	SONY ALIBER	-	14 262 000	140 000	11 889 000
07307	TILEMSI	-	12 801 000	140 000	7 926 000
07500	COLL CERCLE DE ALMOUSTRAT	-	21 841 000	899 000	12 732 000
07501	Agharous	-	10 832 000	70 000	7 926 000
07502	Almoustrat	-	10 832 000	70 000	7 926 000
07503	Ersane	-	10 832 000	70 000	7 926 000
07504	M'beikit Ljoul	-	10 832 000	70 000	7 926 000
07505	Tabakort	-	10 832 000	70 000	7 926 000
TOTAL REGION DE GAO		**125 500 000**	**563 888 000**	**9 066 000**	**323 584 000**

REPARTITION DES DROITS DE TIRAGE: REGION DE KIDAL

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN+DICC	DAT	DAFCT
08000	REGION DE KIDAL	125 500 000	87 548 000	821 000	65 306 000
08100	CERCLE DE ABEIBARA	-	22 253 000	450 000	8 488 000
08101	ABEIBARA	-	16 556 000	210 000	7 926 000
08102	BOGHASSA	-	18 502 000	210 000	7 926 000
08103	TINZAWATENE	-	19 419 000	210 000	7 926 000
08200	CERCLE DE KIDAL	-	18 022 000	150 000	8 488 000
08201	ANEFIF	-	12 605 000	70 000	7 926 000
08202	ESSOUK	-	12 522 000	70 000	7 926 000
08203	KIDAL	-	13 408 000	88 000	9 907 000
08300	CERCLE DE TESSALIT	-	21 002 000	150 000	8 488 000
08301	AGUEL-HOC	-	13 658 000	70 000	7 926 000
08302	TESSALIT	-	14 077 000	70 000	7 926 000
08303	TIMTAGHENE	-	14 461 000	70 000	7 926 000
08400	CERCLE DE TINESSAKO	-	18 146 000	150 000	8 488 000
08401	INTADJEDITE	-	14 690 000	70 000	7 926 000
08402	TIN-ESSAKO	-	13 500 000	70 000	7 926 000
08500	COLL CERCLE D'ACHIBOGHO	-	21 841 000	899 000	12 732 000
08501	Achibogho	-	10 832 000	280 000	7 926 000
08502	Imbulal	-	10 832 000	280 000	7 926 000
TOTAL REGION DE KIDAL		**125 500 000**	**373 874 000**	**4 388 000**	**217 009 000**

REPARTITION DES DROITS DE TIRAGE: DISTRICT DE BAMAKO

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN+DICC	DAT	DAFCT
09000	DISTRICT DE BAMAKO	125 500 000	102 237 000	1 542 000	114 125 000
09100	COMMUNE I	-	17 669 000	937 000	14 854 000
09200	COMMUNE II	-	11 213 000	262 000	14 854 000
09300	COMMUNE III	-	12 286 000	337 000	14 854 000
09400	COMMUNE IV	-	12 594 000	562 000	14 854 000
09500	COMMUNE V	-	13 365 000	337 000	14 854 000
09600	COMMUNE VI	-	20 938 000	1 162 000	14 854 000
TOTAL DISTRICT DE BAMAKO		**125 500 000**	**190 302 000**	**5 139 000**	**203 249 000**

REPARTITION DES DROITS DE TIRAGE: REGION DE TAOUDENIT

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN+DICC	DAT	DAFCT
10000	REGION DE TAOUDENIT	125 500 000	87 005 000	2 051 000	40 816 000
10100	CERCLE DE ACHOURATT	-	21 841 000	899 000	12 732 000
10101	Achouratt	-	10 832 000	280 000	7 926 000
10102	Alfacrouma	-	10 832 000	280 000	7 926 000
10103	Algatara	-	10 832 000	280 000	7 926 000
10104	Almatala	-	10 832 000	280 000	7 926 000
10105	Lirako	-	10 832 000	280 000	7 926 000
10200	CERCLE DE AL-OURCHE	-	21 841 000	899 000	12 732 000
10201	Al-Ourche	-	10 832 000	280 000	7 926 000
10202	Djaba	-	10 832 000	280 000	7 926 000
10203	Nibkt-Elk	-	10 832 000	280 000	7 926 000
10204	Oum-Laadam	-	10 832 000	280 000	7 926 000
10205	Tamagounite	-	10 832 000	280 000	7 926 000
10206	Touwal	-	10 832 000	280 000	7 926 000
10207	Ziriba	-	10 832 000	280 000	7 926 000
10300	CERCLE DE ARAOUANE	-	21 841 000	899 000	12 732 000
10301	Achamour	-	10 832 000	280 000	7 926 000
10302	Araouane	-	10 832 000	280 000	7 926 000
10303	M'Back-Sema	-	10 832 000	280 000	7 926 000
10304	Tin Aglahadje	-	10 832 000	280 000	7 926 000
10305	Wade Lahjare	-	10 832 000	280 000	7 926 000
10400	CERCLE DE BOU-DJEBEHA	-	21 841 000	899 000	12 732 000
10401	Agouni	-	10 832 000	280 000	7 926 000
10402	Boû-Djébéha	-	10 832 000	280 000	7 926 000
10403	Eregkhal	-	10 832 000	280 000	7 926 000
10404	Limgassim	-	10 832 000	280 000	7 926 000
10405	Tictlifit	-	10 832 000	280 000	7 926 000
10500	CERCLE DE FOUM-ELBA	-	21 841 000	899 000	12 732 000
10501	Bongouyaira	-	10 832 000	280 000	7 926 000
10502	Foum-Elba	-	10 832 000	280 000	7 926 000
10503	Lamhaimide	-	10 832 000	280 000	7 926 000
10600	CERCLE DE TAOUDENIT	-	21 841 000	899 000	12 732 000
10601	Alhank	-	10 832 000	280 000	7 926 000
10602	Alougla	-	10 832 000	280 000	7 926 000
10603	Taoudenit	-	13 540 000	350 000	9 907 000
10604	Téghaza	-	10 832 000	280 000	7 926 000
10605	Zoueya	-	10 832 000	280 000	7 926 000
TOTAL REGION DE TAOUDENIT		**125 500 000**	**545 719 000**	**15 915 000**	**356 969 000**

REPARTITION DES DROITS DE TIRAGE: REGION DE MENAKA

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN+DICC	DAT	DAFCT
11000	REGION DE MENAKA	125 500 000	87 005 000	2 051 000	40 816 000
11100	CERCLE DE ANDERAMBOUKANE	-	21 841 000	899 000	12 732 000
11101	Andéramboukane	-	13 540 000	350 000	9 907 000
11102	Azawak	-	10 832 000	280 000	7 926 000
11103	Anouzagrene	-	10 832 000	280 000	7 926 000
11104	Tamalet	-	10 832 000	280 000	7 926 000
11200	CERCLE DE INEKAR	-	21 841 000	899 000	12 732 000
11201	Ilamawane	-	10 832 000	280 000	7 926 000
11202	Inékar	-	10 832 000	280 000	7 926 000
11203	Tadriante	-	10 832 000	280 000	7 926 000
11204	Tissouakh	-	10 832 000	280 000	7 926 000
11300	CERCLE DE MENAKA	-	21 841 000	899 000	12 732 000
11301	InfourKaraïtane	-	10 832 000	280 000	7 926 000
11302	Ménaka	-	16 249 000	420 000	11 889 000
11303	Inazole	-	10 832 000	280 000	7 926 000
11304	Tabankort	-	10 832 000	280 000	7 926 000
11305	Tin abaw	-	10 832 000	280 000	7 926 000
11306	Assakaraye	-	10 832 000	280 000	7 926 000
11307	Izguirète	-	10 832 000	280 000	7 926 000
11400	CERCLE DE TIDERMENE	-	21 841 000	899 000	12 732 000
11401	Alata	-	10 832 000	280 000	7 926 000
11402	Chiman	-	10 832 000	280 000	7 926 000
11403	Inhinita	-	10 832 000	280 000	7 926 000
11404	Intadeyne	-	10 832 000	280 000	7 926 000
11405	Téguerert	-	10 832 000	280 000	7 926 000
11406	Tidermène	-	10 832 000	280 000	7 926 000
TOTAL REGION DE MENAKA		**125 500 000**	**409 966 000**	**11 737 000**	**264 134 000**
TOTAL GENERAL		**1 380 500 000**	**13 231 663 000**	**320 000 000**	**8 000 000 000**

ETAT G

TABLEAU DE CLASSIFICATIONS FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE DES DEPENSES

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
01.1	**Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères**			
	Personnel	0	44 883 296	46 795 876
	Biens et services	0	137 625 410	145 596 533
	Transferts et subventions	0	14 082 672	14 262 198
	Investissement	43 815 541	27 932 610	33 604 541
Total		**43 815 541**	**224 523 988**	**240 259 148**
01.3	**Services généraux**			
	Personnel	0	41 642 690	36 743 734
	Biens et services	0	1 403 838	1 598 928
	Transferts et subventions	0	3 893 302	5 528 754
	Investissement	14 732 000	13 096 781	16 032 000
Total		**14 732 000**	**60 036 612**	**59 903 416**
01.4	**Recherche fondamentale**			
	Transferts et subventions	0	480 839	507 044
	Investissement	134 485	211 850	134 485
Total		**134 485**	**692 689**	**641 529**
01.5	**Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques**			
	Personnel	0	117 740	112 506
	Biens et services	0	227 776	286 364
	Transferts et subventions	0	30 000	30 000
	Investissement	2 198 000	1 746 465	2 198 000
Total		**2 198 000**	**2 121 981**	**2 626 870**
01.6	**Services généraux des administrations publiques n.c.a.**			
	Personnel	0	61 738 701	72 991 852
	Biens et services	0	116 892 461	103 097 516
	Transferts et subventions	0	34 483 606	35 461 162
	Investissement	69 409 130	36 611 639	38 300 130
Total		**69 409 130**	**249 726 407**	**249 850 660**
01.7	**Opérations concernant la dette publique**			
	Biens et services	0	161 200 000	195 063 000
	Transferts et subventions	0	10 265 091	15 265 091
	Investissement	1 300 000	1 300 000	1 300 000
Total		**1 300 000**	**172 765 091**	**211 628 091**
01.8	**Transferts de caractère général entre administrations publiques**			
	Transferts et subventions	0	8 878 920	10 275 077
	Investissement	14 612 163	13 806 486	14 612 163
Total		**14 612 163**	**22 685 406**	**24 887 240**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
02.1	**Défense militaire**			
	Biens et services	0	73 872 962	53 526 363
	Transferts et subventions	0	154 304	154 304
	Investissement	25 785 296	93 685 296	45 785 296
Total		**25 785 296**	**167 712 562**	**99 465 963**
02.2	**Défense civile**			
	Biens et services	0	38 000	38 000
Total		**0**	**38 000**	**38 000**
02.4	**Recherche-développement concernant la défense**			
	Biens et services	0	86 390	86 390
	Investissement	42 845	42 845	42 845
Total		**42 845**	**129 235**	**129 235**
02.5	**Défense n.c.a.**			
	Personnel	0	136 670 000	146 950 328
	Biens et services	0	36 000 514	36 216 169
	Transferts et subventions	0	834 245	886 748
	Investissement	32 586 541	39 436 949	32 596 541
Total		**32 586 541**	**212 941 708**	**216 649 786**
03.1	**Services de police**			
	Personnel	0	52 022 920	68 638 193
	Biens et services	0	3 166 962	3 162 817
	Transferts et subventions	0	111 434	111 434
	Investissement	7 993 143	7 993 143	7 993 143
Total		**7 993 143**	**63 294 459**	**79 905 587**
03.2	**Services de protection civile**			
	Personnel	0	11 356 798	14 743 523
	Biens et services	0	1 732 733	1 734 733
	Transferts et subventions	0	40 000	40 000
	Investissement	7 931 037	8 831 037	8 931 037
Total		**7 931 037**	**21 960 568**	**25 449 293**
03.3	**Tribunaux**			
	Personnel	0	16 652 753	19 913 224
	Biens et services	0	4 405 384	4 642 211
	Transferts et subventions	0	3 467 821	3 866 101
	Investissement	5 816 367	2 604 556	3 246 367
Total		**5 816 367**	**27 130 514**	**31 667 903**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
03.4	**Administration pénitentiaire**			
	Personnel	0	2 168 496	2 370 634
	Biens et services	0	3 146 637	3 335 770
	Investissement	250 476	799 391	3 250 476
Total		**250 476**	**6 114 524**	**8 956 880**
03.6	**Ordre et sécurité publics n.c.a.**			
	Personnel	0	3 370 522	1 861 858
	Biens et services	0	22 340 533	27 264 558
	Transferts et subventions	0	1 722 672	1 730 459
	Investissement	13 517 516	17 517 516	21 517 516
Total		**13 517 516**	**44 951 243**	**52 374 391**
04.1	**Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi**			
	Personnel	0	4 019 288	4 167 179
	Biens et services	0	4 604 658	5 521 226
	Transferts et subventions	0	11 955 867	14 259 915
	Investissement	11 642 672	9 797 957	9 844 672
Total		**11 642 672**	**30 377 770**	**33 792 992**
04.2	**Agriculture, sylviculture, pêche et chasse**			
	Personnel	0	10 857 121	11 969 620
	Biens et services	0	10 481 512	11 442 062
	Transferts et subventions	0	83 471 583	85 435 691
	Investissement	143 803 926	230 050 482	177 301 412
Total		**143 803 926**	**334 860 698**	**286 148 785**
04.3	**Combustibles et énergie**			
	Personnel	0	293 513	364 012
	Biens et services	0	191 595	232 165
	Transferts et subventions	0	6 733 903	7 166 972
	Investissement	28 266 109	56 533 818	30 284 109
Total		**28 266 109**	**63 752 829**	**38 047 258**
04.4	**Industries extractives et manufacturières, construction**			
	Personnel	0	2 469 941	2 711 606
	Biens et services	0	1 325 791	1 588 683
	Transferts et subventions	0	1 395 654	1 430 080
	Investissement	244 708 175	17 280 896	33 605 175
Total		**244 708 175**	**22 472 282**	**39 335 544**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
04.5	**Transports**			
	Personnel	0	1 610 573	1 792 866
	Biens et services	0	699 793	848 102
	Transferts et subventions	0	732 938	900 964
	Investissement	134 013 703	144 467 670	73 849 834
Total		**134 013 703**	**147 510 974**	**77 391 766**
04.6	**Communications**			
	Personnel	0	1 158 913	1 107 869
	Biens et services	0	1 731 094	2 046 132
	Transferts et subventions	0	5 436 210	5 951 140
	Investissement	3 187 595	2 049 235	2 737 595
Total		**3 187 595**	**10 375 453**	**11 842 736**
04.7	**Autres branches d'activité**			
	Personnel	0	2 405 765	2 364 834
	Biens et services	0	3 010 486	3 058 866
	Transferts et subventions	0	904 656	881 556
	Investissement	3 345 127	3 444 915	3 415 127
Total		**3 345 127**	**9 765 822**	**9 720 383**
04.8	**Recherche-développement concernant les affaires économiques**			
	Transferts et subventions	0	1 540 797	2 153 801
	Investissement	204 887 500	1 609 322	12 304 000
Total		**204 887 500**	**3 150 119**	**14 457 801**
04.9	**Affaires économiques n.c.a.**			
	Personnel	0	1 416 089	1 711 278
	Biens et services	0	2 472 001	3 013 788
	Transferts et subventions	0	63 608 148	30 349 782
	Investissement	17 470 000	15 306 320	16 170 000
Total		**17 470 000**	**82 802 558**	**51 244 848**
05.1	**Gestion des déchets**			
	Investissement	14 900 000	6 088 261	5 200 000
Total		**14 900 000**	**6 088 261**	**5 200 000**
05.2	**Gestion des eaux usées**			
	Transferts et subventions	0	340 757	368 225
	Investissement	1 200 000	942 962	1 200 000
Total		**1 200 000**	**1 283 719**	**1 568 225**
05.3	**Lutte contre la pollution**			
	Personnel	0	21 824	13 091
	Biens et services	0	24 444	27 907
Total		**0**	**46 268**	**40 998**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
05.4	**Préservation de la diversité biologique et protection de la nature**			
	Personnel	0	2 935 422	3 398 812
	Biens et services	0	992 173	1 087 676
	Transferts et subventions	0	789 172	879 045
	Investissement	13 735 000	21 465 218	23 880 000
Total		**13 735 000**	**26 181 985**	**29 245 533**
05.6	**Protection de l'environnement n.c.a.**			
	Personnel	0	1 239 966	1 133 362
	Biens et services	0	1 508 780	1 619 205
	Transferts et subventions	0	113 983	130 502
	Investissement	430 000	16 761 928	5 130 000
Total		**430 000**	**19 624 657**	**8 013 069**
06.1	**Logement**			
	Biens et services	0	1 900	16 900
	Transferts et subventions	0	153 022	172 310
	Investissement	5 000 000	2 422 500	5 000 000
Total		**5 000 000**	**2 577 422**	**5 189 210**
06.2	**Équipements collectifs**			
	Personnel	0	143 921	140 798
	Biens et services	0	2 829 504	2 839 061
	Investissement	4 796 400	3 496 965	4 796 400
Total		**4 796 400**	**6 470 390**	**7 776 259**
06.3	**Alimentation en eau**			
	Personnel	0	844 199	969 225
	Biens et services	0	348 225	400 393
	Transferts et subventions	0	286 927	324 371
	Investissement	8 580 000	51 270 803	32 092 000
Total		**8 580 000**	**52 750 155**	**33 785 989**
06.5	**Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs**			
	Transferts et subventions	0	36 502	45 000
	Investissement	300 000	0	300 000
Total		**300 000**	**36 502**	**345 000**
06.6	**Logement et équipements collectifs n.c.a ;**			
	Personnel	0	2 350 045	2 628 951
	Biens et services	0	1 587 801	2 058 474
	Transferts et subventions	0	809 071	954 129
	Investissement	11 104 300	5 775 527	7 604 300
Total		**11 104 300**	**10 522 444**	**13 245 854**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
07.1	**Produits, appareils et matériaux médicaux**			
	Biens et services	0	78 450	79 450
	Transferts et subventions	0	913 211	989 509
Total		**0**	**991 661**	**1 068 959**
07.2	**Services ambulatoires**			
	Transferts et subventions	0	77 255	87 000
	Investissement	89 000	82 948	89 000
Total		**89 000**	**160 203**	**176 000**
07.3	**Services hospitaliers**			
	Personnel	0	343 031	370 396
	Biens et services	0	128 653	128 653
	Transferts et subventions	0	20 507 926	23 004 208
	Investissement	27 239 462	15 559 462	20 039 462
Total		**27 239 462**	**36 539 072**	**43 542 719**
07.4	**Services de santé publique**			
	Personnel	0	10 233 974	12 342 135
	Biens et services	0	38 515 488	25 907 667
	Transferts et subventions	0	4 453 480	4 138 424
	Investissement	76 932	114 564	76 932
Total		**76 932**	**53 317 506**	**42 465 158**
07.5	**Recherche-développement dans le domaine de la santé**			
	Transferts et subventions	0	2 674 975	3 260 286
	Investissement	1 583 600	1 044 650	983 600
Total		**1 583 600**	**3 719 625**	**4 243 886**
07.6	**Santé n.c.a.**			
	Personnel	0	30 597 995	52 929 373
	Biens et services	0	11 577 687	11 919 576
	Transferts et subventions	0	8 810 876	9 554 882
	Investissement	6 540 985	8 634 934	5 990 985
Total		**6 540 985**	**59 621 491**	**80 394 816**
08.1	**Services récréatifs et sportifs**			
	Personnel	0	753 258	851 525
	Biens et services	0	2 649 353	3 091 680
	Transferts et subventions	0	836 864	903 982
	Investissement	7 461 458	1 793 554	8 231 458
Total		**7 461 458**	**6 033 029**	**13 078 645**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
08.2	**Services culturels**			
	Personnel	0	907 473	992 031
	Biens et services	0	615 641	839 606
	Transferts et subventions	0	2 066 569	2 279 419
	Investissement	3 149 500	1 136 220	2 699 500
Total		**3 149 500**	**4 725 904**	**6 810 556**
08.4	**Culte et autres services communautaires**			
	Personnel	0	40 000	40 000
	Biens et services	0	43 848	47 600
	Transferts et subventions	0	208 112	379 921
Total		**0**	**291 960**	**467 521**
08.6	**Loisirs, culture et culte n.c.a.**			
	Personnel	0	1 684 442	1 782 407
	Biens et services	0	2 254 520	2 715 227
	Transferts et subventions	0	1 995 268	2 260 429
	Investissement	936 006	283 520	936 006
Total		**936 006**	**6 217 750**	**7 694 069**
09.1	**Enseignement préélémentaire et primaire**			
	Personnel	0	168 467 593	208 838 057
	Biens et services	0	15 105 374	15 101 892
	Transferts et subventions	0	167 000	177 000
	Investissement	2 776 652	2 776 652	2 776 652
Total		**2 776 652**	**186 516 619**	**226 893 601**
09.2	**Enseignement secondaire**			
	Personnel	0	79 647 537	53 199 091
	Biens et services	0	19 665 986	19 850 666
	Transferts et subventions	0	7 394 548	8 063 211
	Investissement	37 055 566	37 145 302	37 055 566
Total		**37 055 566**	**143 853 373**	**118 168 534**
09.4	**Enseignement supérieur**			
	Personnel	0	4 160 733	4 589 069
	Biens et services	0	467 285	514 314
	Transferts et subventions	0	61 195 370	63 322 097
	Investissement	7 640 477	2 933 793	4 040 477
Total		**7 640 477**	**68 757 182**	**72 465 957**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
09.5	**Enseignement non défini par niveau**			
	Personnel	0	29 420	32 186
	Biens et services	0	97 576	98 978
	Transferts et subventions	0	764 710	825 436
	Investissement	6 624	1 405 757	306 624
Total		**6 624**	**2 297 463**	**1 263 224**
09.6	**Services annexes à l'enseignement**			
	Personnel	0	323 470	267 661
	Biens et services	0	5 681 686	5 681 686
	Investissement	918 631	918 631	918 631
Total		**918 631**	**6 923 787**	**6 867 978**
09.7	**Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement**			
	Transferts et subventions	0	695 003	832 906
	Investissement	4 497 158	8 758 538	8 497 158
Total		**4 497 158**	**9 453 541**	**9 330 064**
09.8	**Enseignement n.c.a.**			
	Personnel	0	20 227 480	21 729 677
	Biens et services	0	11 575 627	11 894 455
	Transferts et subventions	0	9 715 178	10 753 622
	Investissement	8 305 028	6 185 568	6 605 028
Total		**8 305 028**	**47 703 852**	**50 982 782**
10.1	**Maladie et invalidité**			
	Transferts et subventions	0	1 721 862	1 739 836
Total		**0**	**1 721 862**	**1 739 836**
10.2	**Vieillesse**			
	Personnel	0	36 000 000	36 000 000
	Transferts et subventions	0	8 433 681	9 211 990
Total		**0**	**44 433 681**	**45 211 990**
10.4	**Famille et enfants**			
	Personnel	0	1 176 540	1 316 932
	Biens et services	0	920 532	1 015 614
	Transferts et subventions	0	963 483	3 398 011
	Investissement	2 308 571	2 135 004	4 226 571
Total		**2 308 571**	**5 195 559**	**9 957 128**
10.7	**Exclusion sociale n.c.a.**			
	Biens et services	0	5 890	6 444
	Transferts et subventions	0	226 000	226 000
Total		**0**	**231 890**	**232 444**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
10.8	**Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale**			
	Personnel	0	60 787	68 031
	Biens et services	0	14 506	17 779
	Transferts et subventions	0	324 723	333 286
	Investissement	721 429	657 760	721 429
Total		**721 429**	**1 057 775**	**1 140 525**
10.9	**Protection sociale n.c.a.**			
	Personnel	0	3 627 317	3 221 421
	Biens et services	0	1 912 252	2 116 877
	Transferts et subventions	0	18 054 043	17 921 442
	Investissement	5 952 502	20 746 009	10 002 502
Total		**5 952 502**	**44 339 620**	**33 262 242**
TOTAL GENERAL		**1 208 754 628**	**2 841 579 700**	**2 748 284 876**

ETAT H

TABLEAU DE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNELLE DES DEPENSES

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022
Recapitulation par section et groupe de fonction

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
110 ASSEMBLEE NATIONALE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	2 099 530	9 562 369	9 787 005
Total	**2 099 530**	**9 562 369**	**9 787 005**
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	750 000	7 610 298	7 309 405
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	5 739 137	6 570 302
02.5 Défense n.c.a.	0	1 612 397	1 861 017
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	179 173	193 700
04.6 Communications	0	193 599	207 715
07.4 Services de santé publique	0	754	815
08.2 Services culturels	0	29 750	35 000
Total	**750 000**	**15 365 108**	**16 177 954**
130 PRIMATURE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	560 000	5 526 337	6 611 999
01.3 Services généraux	200 000	336 053	461 173
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	200 000	3 951 029	4 216 994
03.3 Tribunaux	0	17 000	20 000
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	583 390	708 577
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	174 644	200 590
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	100 000	114 340	100 000
04.6 Communications	0	17 003	28 761
07.4 Services de santé publique	0	866	992
09.4 Enseignement supérieur	50 000	769 576	956 891
Total	**1 110 000**	**11 490 237**	**13 305 977**
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	22 363	469 801	531 276
Total	**22 363**	**469 801**	**531 276**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	130 000	1 050 890	1 404 009
Total	**130 000**	**1 050 890**	**1 404 009**
150 COUR SUPREME			
03.3 Tribunaux	3 519 500	2 476 795	4 048 552
Total	**3 519 500**	**2 476 795**	**4 048 552**
155 HAUTE COUR DE JUSTICE			
03.3 Tribunaux	0	802 096	936 866
Total	**0**	**802 096**	**936 866**
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	310 436	1 081 945	1 368 172
Total	**310 436**	**1 081 945**	**1 368 172**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022
Recapitulation par section et groupe de fonction

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	75 899	1 464 284	1 635 788
Total	**75 899**	**1 464 284**	**1 635 788**
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	8 427 600	38 568 184	41 673 065
01.3 Services généraux	150 000	118 121	169 266
04.6 Communications	0	12 906	14 931
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	913 211	989 509
09.8 Enseignement n.c.a.	1 221 700	1 156 728	1 221 700
Total	**9 799 300**	**40 769 150**	**44 068 471**
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	858 478	1 079 369
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	50 000	892 158	1 227 615
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	200 000	143 450	200 000
07.4 Services de santé publique	0	450	554
09.4 Enseignement supérieur	550 000	356 711	550 000
Total	**800 000**	**2 251 247**	**3 057 538**
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	150 000	3 591 020	3 874 726
Total	**150 000**	**3 591 020**	**3 874 726**
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE			
03.3 Tribunaux	248 500	1 036 063	1 336 911
Total	**248 500**	**1 036 063**	**1 336 911**
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT			
04.6 Communications	5 630	126 925	151 429
Total	**5 630**	**126 925**	**151 429**
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS			
02.1 Défense militaire	25 785 296	147 702 559	99 465 963
02.4 Recherche-développement concernant la défense	42 845	129 235	129 235
02.5 Défense n.c.a.	30 586 541	207 829 311	212 788 769
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	4 804 000	4 804 000	4 804 000
07.3 Services hospitaliers	0	641 794	641 794
07.4 Services de santé publique	0	11 860	11 860
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	10 250	10 250	10 250
07.6 Santé n.c.a.	0	533 191	533 191
09.2 Enseignement secondaire	12 562	238 765	238 765
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	10 250	10 250	10 250
10.4 Famille et enfants	0	0	2 400 408
10.9 Protection sociale n.c.a.	22 452	198 617	198 617
Total	**61 274 196**	**362 109 832**	**321 233 102**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022
Recapitulation par section et groupe de fonction

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	166 080	166 080
02.2 Défense civile	0	38 000	38 000
03.3 Tribunaux	2 048 367	20 652 692	23 066 765
03.4 Administration pénitentiaire	250 476	6 114 524	8 956 880
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	304 500	4 792 789	3 234 346
07.4 Services de santé publique	0	10 991	10 991
09.4 Enseignement supérieur	0	580 924	580 924
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	226 000	226 000
Total	**2 603 343**	**32 582 000**	**36 279 986**
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	190 000	2 198 436	2 413 300
Total	**190 000**	**2 198 436**	**2 413 300**
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	47 500	686 209	1 109 550
Total	**47 500**	**686 209**	**1 109 550**
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE			
02.1 Défense militaire		10 003	
03.1 Services de police	7 993 143	63 294 459	79 905 587
03.2 Services de protection civile	5 431 037	19 460 568	22 949 293
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	8 409 016	24 351 692	28 363 407
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	60 000	60 000
Total	**21 833 196**	**107 176 722**	**131 278 287**
235 SECURITE D'ETAT			
02.5 Défense n.c.a.	2 000 000	3 500 000	2 000 000
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	9 786 737	11 621 696
07.6 Santé n.c.a.	0	0	100 000
Total	**2 000 000**	**13 286 737**	**13 721 696**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022
Recapitulation par section et groupe de fonction

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	27 099 576	52 468 275	60 352 029
01.3 Services généraux	6 923 000	11 941 343	14 611 910
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	1 348 000	1 189 734	1 538 000
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	217 538	120 735
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	150 000	101 386	150 000
04.3 Combustibles et énergie	447 500	1 301 411	1 293 352
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	5 100 000	303 560	1 100 000
07.4 Services de santé publique	0	1 237	1 523
09.4 Enseignement supérieur	75 000	542 018	614 508
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	807 156	950 292
09.8 Enseignement n.c.a.	250 000	148 571	330 000
10.4 Famille et enfants		101 386	
10.9 Protection sociale n.c.a.	1 800 000	16 964 849	5 800 000
Total	**43 193 076**	**86 088 465**	**86 862 349**
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	100 000	1 022 377	1 211 049
Total	**100 000**	**1 022 377**	**1 211 049**
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	330 306	377 875
Total	**0**	**330 306**	**377 875**
320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL			
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	600 000	461 624	600 000
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	400 000	364 750	400 000
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	307 534	3 113 330	3 659 290
07.4 Services de santé publique	0	277	340
10.9 Protection sociale n.c.a.	3 750	55 725	72 788
Total	**1 311 284**	**3 995 706**	**4 732 418**
323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	6 819 213	20 111 328	21 514 438
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	320	394
07.4 Services de santé publique	0	506	623
09.2 Enseignement secondaire	0	110 000	110 000
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	173 725	175 144
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	176 500	110 625	176 500
Total	**6 995 713**	**20 506 505**	**21 977 099**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022
Recapitulation par section et groupe de fonction

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	118 175	125 625
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	250 000	470 623	488 870
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	28 500	43 500
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	453 462	448 665
09.8 Enseignement n.c.a.	0	20 000	20 000
Total	**250 000**	**1 090 760**	**1 126 660**
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	47 500	47 500
01.3 Services généraux	1 509 000	2 229 017	3 379 000
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	24 685 460	54 042 602	58 374 181
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publiques	14 612 163	22 685 406	24 887 240
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	155 328	209 000
04.6 Communications	0	28 300	42 617
04.9 Affaires économiques n.c.a.	2 000 000	0	700 000
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	2 000 000	1 425 000	2 000 000
06.2 Équipements collectifs		477 475	
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	1 400 000	1 330 000	1 400 000
07.4 Services de santé publique	0	448	442
09.8 Enseignement n.c.a.	47 500	338 110	390 757
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	5 890	6 444
10.9 Protection sociale n.c.a.	1 200 000	1 140 000	1 200 000
Total	**47 454 123**	**83 905 077**	**92 637 181**
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL			
04.6 Communications	90 965	941 099	1 119 685
Total	**90 965**	**941 099**	**1 119 685**
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	347 500	209 742	536 493
08.4 Culte et autres services communautaires	0	291 960	467 521
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	48 106	677 292	875 961
Total	**395 606**	**1 178 993**	**1 879 975**
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	960 762	1 058 385
03.3 Tribunaux	0	2 145 869	2 258 809
07.4 Services de santé publique	0	1 026	51 080
Total	**0**	**3 107 657**	**3 368 274**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022
Recapitulation par section et groupe de fonction

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1	**BUDGET GENERAL**			
380	**MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE**			
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	52 500	253 777	307 780
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	3 310 625	5 352 908	6 566 879
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 200 000	891 663	2 070 288
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	414 250	1 101 795	1 194 041
04.7	Autres branches d'activité	30 827	145 616	210 825
04.9	Affaires économiques n.c.a.	140 000	545 953	705 962
07.4	Services de santé publique	0	534	657
09.4	Enseignement supérieur	430 000	882 470	940 385
Total		**5 578 202**	**9 174 717**	**11 996 817**
410	**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**			
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	38 532	38 532
07.4	Services de santé publique	0	17 754	19 193
07.6	Santé n.c.a.	0	56 689	61 842
09.1	Enseignement préélémentaire et primaire	2 776 652	186 516 619	226 893 601
09.2	Enseignement secondaire	37 031 697	142 326 518	116 562 824
09.5	Enseignement non défini par niveau	0	1 221 932	37 811
09.6	Services annexes à l'enseignement	918 631	6 923 787	6 867 978
09.8	Enseignement n.c.a.	6 751 343	36 014 158	38 228 145
Total		**47 478 323**	**373 115 989**	**388 709 926**
412	**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**			
01.4	Recherche fondamentale	134 485	692 689	641 529
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	192 371	198 056
07.3	Services hospitaliers	0	68 859	68 170
09.2	Enseignement secondaire	0	95 000	0
09.4	Enseignement supérieur	6 210 727	64 774 353	67 726 490
09.7	Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	1 810 408	6 324 853	5 993 314
09.8	Enseignement n.c.a.	34 485	9 770 754	10 524 649
Total		**8 190 105**	**81 918 880**	**85 152 208**
510	**MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME**			
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	9 681	11 618
01.3	Services généraux	0	12 078	14 888
04.7	Autres branches d'activité	560 000	612 549	936 818
04.9	Affaires économiques n.c.a.	0	17 723	21 845
07.4	Services de santé publique	0	1 533	1 888
08.2	Services culturels	3 149 500	4 696 154	6 775 556
08.6	Loisirs, culture et culte n.c.a.	879 500	2 915 890	3 844 402
09.2	Enseignement secondaire	0	436 741	493 192
09.4	Enseignement supérieur	305 250	751 460	974 247
Total		**4 894 250**	**9 453 807**	**13 074 454**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022
Recapitulation par section et groupe de fonction

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS			
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	1 000 000	1 176 149	1 264 938
07.2 Services ambulatoires	13 000	84 203	100 000
07.4 Services de santé publique	0	387	476
08.1 Services récréatifs et sportifs	7 261 458	5 854 956	12 878 645
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	8 400	2 624 569	2 973 706
09.2 Enseignement secondaire	11 307	646 350	763 753
Total	**8 294 165**	**10 386 614**	**17 981 518**
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	300 000	300 000	300 000
07.2 Services ambulatoires	76 000	76 000	76 000
07.3 Services hospitaliers	27 239 462	35 828 419	42 832 755
07.4 Services de santé publique	74 100	20 597 900	22 332 694
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	1 573 350	3 709 375	4 233 636
07.6 Santé n.c.a.	6 537 660	56 350 348	57 663 086
10.1 Maladie et invalidité	0	1 721 862	1 739 836
10.2 Vieillesse	0	8 433 681	9 211 990
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	714 620	978 843	1 047 906
10.9 Protection sociale n.c.a.	924 368	9 304 108	9 197 555
Total	**37 439 560**	**137 300 536**	**148 635 458**
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA			
07.6 Santé n.c.a.	0	2 130 712	2 470 826
Total	**0**	**2 130 712**	**2 470 826**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	34 154	40 000
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	100 000	85 244	100 000
07.4 Services de santé publique	2 832	22 790	28 957
07.6 Santé n.c.a.	3 325	66 127	83 997
08.1 Services récréatifs et sportifs	200 000	178 073	200 000
09.5 Enseignement non défini par niveau	6 624	34 650	39 977
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	0	507 813	650 000
10.4 Famille et enfants	2 108 571	4 444 173	4 706 720
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	6 809	78 933	92 619
10.9 Protection sociale n.c.a.	0	497 999	614 960
Total	**2 428 161**	**5 949 955**	**6 557 230**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022
Recapitulation par section et groupe de fonction

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	5 300	150 633	177 857
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	5 000 000	4 750 000	5 000 000
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	236 000 000	13 010 509	27 316 832
04.5 Transports	25 334 787	116 936 210	51 599 219
04.7 Autres branches d'activité	800 000	997 500	870 000
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	203 757 500	355 318	9 660 251
04.9 Affaires économiques n.c.a.	110 000	1 607 432	1 823 194
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	2 500 000	1 850 000	2 500 000
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	250 000	237 500	250 000
06.2 Équipements collectifs	46 400	46 400	46 400
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	200 000	635 854	752 990
07.4 Services de santé publique	0	970	1 195
09.4 Enseignement supérieur	19 500	99 670	122 512
Total	**474 023 487**	**140 677 997**	**100 120 450**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
05.1 Gestion des déchets	10 400 000	1 588 261	700 000
05.2 Gestion des eaux usées	1 200 000	1 283 719	1 568 225
05.3 Lutte contre la pollution	0	46 268	40 998
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	6 560 000	16 115 322	17 392 486
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	120 000	3 017 077	3 262 989
Total	**18 280 000**	**22 050 647**	**22 964 698**
720 MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	2 500 000	15 878 679	15 606 062
04.3 Combustibles et énergie	27 818 609	62 451 418	36 753 906
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	3 083 925	4 654 977	6 041 995
04.5 Transports	150 000	82 217	150 000
04.7 Autres branches d'activité	0	84 443	97 417
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	300 000	169 575	300 000
04.9 Affaires économiques n.c.a.	220 000	65 631 130	32 993 453
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	940 000	4 491 663	5 053 047
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	0	15 870 000	4 000 000
06.3 Alimentation en eau	8 580 000	52 750 155	33 785 989
07.4 Services de santé publique	0	202	247
Total	**43 592 534**	**222 064 457**	**134 782 116**
730 MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION			
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	0	1 032 000	1 032 000
04.6 Communications	2 841 000	7 385 221	8 510 657
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	430 000	1 418 806	2 431 050
07.4 Services de santé publique	0	512	631
Total	**3 271 000**	**9 836 540**	**11 974 338**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022
Recapitulation par section et groupe de fonction

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1	**BUDGET GENERAL**			
732	**HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION**			
04.6	Communications	250 000	1 357 894	1 454 436
Total		**250 000**	**1 357 894**	**1 454 436**
740	**MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION**			
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	20 000	650 649	982 532
01.3	Services généraux	550 000	0	867 179
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	112 892	24 014
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	0	1 600 100	1 840 676
06.1	Logement	5 000 000	2 577 422	5 174 210
06.2	Équipements collectifs	3 500 000	1 916 454	3 699 798
06.5	Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs	300 000	36 502	345 000
06.6	Logement et équipements collectifs n.c.a ;	9 504 300	8 556 590	11 092 864
10.4	Famille et enfants	200 000	0	2 200 000
Total		**19 074 300**	**15 450 608**	**26 226 273**
820	**MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL**			
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	48 024 448	162 465 848	156 758 900
04.8	Recherche-développement concernant les affaires économiques	400 000	1 206 420	2 066 500
Total		**48 424 448**	**163 672 268**	**158 825 400**
850	**COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE**			
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 900 000	14 663 619	12 401 779
Total		**1 900 000**	**14 663 619**	**12 401 779**
990	**CHARGES COMMUNES**			
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	4 000 000	6 235 948	5 235 948
01.3	Services généraux	2 400 000	42 400 000	37 400 000
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	43 506 307	178 233 743	171 524 833
01.7	Opérations concernant la dette publique	1 300 000	172 765 091	211 628 091
02.1	Défense militaire		20 000 000	
03.2	Services de protection civile	2 500 000	2 500 000	2 500 000
03.6	Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	0	3 000 000
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	57 129 478	69 059 014	66 223 224
04.5	Transports	108 453 916	30 567 547	25 567 547
04.6	Communications	0	312 505	312 505
04.9	Affaires économiques n.c.a.	15 000 000	15 000 000	15 000 000
05.1	Gestion des déchets	4 500 000	4 500 000	4 500 000
06.2	Équipements collectifs	1 250 000	4 030 061	4 030 061
07.4	Services de santé publique	0	32 646 508	20 000 000
07.6	Santé n.c.a.	0	484 425	19 481 874
09.8	Enseignement n.c.a.	0	146 531	146 531
10.2	Vieillesse	0	36 000 000	36 000 000
10.9	Protection sociale n.c.a.	2 001 932	16 178 322	16 178 322
Total		**242 041 633**	**631 059 695**	**638 728 936**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022
Recapitulation par section et groupe de fonction

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
1 BUDGET GENERAL			
TOTAL	**1 171 920 328**	**2 662 009 743**	**2 605 070 023**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022
Recapitulation par section et groupe de fonction

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
2 BUDGETS ANNEXES			
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
04.5 Transports	75 000	0	75 000
04.7 Autres branches d'activité	1 954 300	7 925 714	7 605 323
06.1 Logement	0	0	15 000
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	78 450	79 450
09.8 Enseignement n.c.a.	0	109 000	121 000
Total	**2 029 300**	**8 113 164**	**7 895 773**
TOTAL	**2 029 300**	**8 113 164**	**7 895 773**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022
Recapitulation par section et groupe de fonction

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2022	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	95 300 000	98 159 000
01.3 Services généraux	3 000 000	3 000 000	3 000 000
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	22 500 000	61 626 713	22 500 000
Total	**25 500 000**	**159 926 713**	**123 659 000**
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	2 500 000	2 500 000	2 500 000
Total	**2 500 000**	**2 500 000**	**2 500 000**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
10.4 Famille et enfants	0	650 000	650 000
Total	**0**	**650 000**	**650 000**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	1 735 000	2 300 000	2 300 000
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	60 000	500 080	500 080
Total	**1 795 000**	**2 800 080**	**2 800 080**
720 MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	10 000	580 000	710 000
Total	**10 000**	**580 000**	**710 000**
820 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Total	**5 000 000**	**5 000 000**	**5 000 000**
TOTAL	**34 805 000**	**171 456 793**	**135 319 080**
TOTAL GENERAL	**1 208 754 628**	**2 841 579 700**	**2 748 284 876**

ETAT I

TABLEAU DE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE DES DEPENSES

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022
Classification Administrative et Economique

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2022	2021	2022
1 BUDGET GENERAL			
110 ASSEMBLEE NATIONALE			
Personnel	0	2 448 000	1 897 142
Biens et services	0	4 574 745	5 283 343
Transferts et subventions	0	440 182	506 990
Investissement	2 099 530	2 099 442	2 099 530
Total	**2 099 530**	**9 562 369**	**9 787 005**
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
Personnel	0	1 897 088	2 115 500
Biens et services	0	10 807 039	11 782 937
Transferts et subventions	0	2 060 981	1 529 517
Investissement	750 000	600 000	750 000
Total	**750 000**	**15 365 108**	**16 177 954**
130 PRIMATURE			
Personnel	0	2 086 314	2 378 515
Biens et services	0	6 433 882	7 224 423
Transferts et subventions	0	2 288 813	2 593 039
Investissement	1 110 000	681 227	1 110 000
Total	**1 110 000**	**11 490 237**	**13 305 977**
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS			
Personnel	0	80 816	77 829
Biens et services	0	381 293	431 084
Investissement	22 363	7 692	22 363
Total	**22 363**	**469 801**	**531 276**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE			
Personnel	0	383 793	591 808
Biens et services	0	557 484	632 748
Transferts et subventions	0	45 131	49 453
Investissement	130 000	64 482	130 000
Total	**130 000**	**1 050 890**	**1 404 009**
150 COUR SUPREME			
Personnel	0	1 331 786	2 046 864
Biens et services	0	863 335	1 032 188
Transferts et subventions	0	150 000	150 000
Investissement	3 519 500	131 674	819 500
Total	**3 519 500**	**2 476 795**	**4 048 552**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022
Classification Administrative et Economique

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2022	2021	2022
1 BUDGET GENERAL			
155 HAUTE COUR DE JUSTICE			
Personnel	0	242 497	267 716
Biens et services	0	108 250	114 730
Transferts et subventions	0	451 349	554 420
Total	**0**	**802 096**	**936 866**
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL			
Personnel	0	311 383	311 383
Biens et services	0	573 536	713 598
Transferts et subventions	0	26 666	32 755
Investissement	310 436	170 359	310 436
Total	**310 436**	**1 081 945**	**1 368 172**
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
Personnel	0	757 101	772 321
Biens et services	0	602 182	708 412
Transferts et subventions	0	64 441	79 156
Investissement	75 899	40 560	75 899
Total	**75 899**	**1 464 284**	**1 635 788**
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE			
Personnel	0	15 354 320	15 617 627
Biens et services	0	14 013 296	15 105 857
Transferts et subventions	0	4 431 911	4 745 687
Investissement	9 799 300	6 969 622	8 599 300
Total	**9 799 300**	**40 769 150**	**44 068 471**
185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE			
Personnel	0	471 874	563 849
Biens et services	0	871 893	1 143 026
Transferts et subventions	0	370 209	550 663
Investissement	800 000	537 271	800 000
Total	**800 000**	**2 251 247**	**3 057 538**
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL			
Personnel	0	2 611 288	2 634 171
Biens et services	0	838 888	1 060 555
Transferts et subventions	0	50 000	30 000
Investissement	150 000	90 844	150 000
Total	**150 000**	**3 591 020**	**3 874 726**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022
Classification Administrative et Economique

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2022	2021	2022
1 BUDGET GENERAL			
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE			
Personnel	0	413 524	428 335
Biens et services	0	104 576	124 576
Transferts et subventions	0	423 232	605 500
Investissement	248 500	94 731	178 500
Total	**248 500**	**1 036 063**	**1 336 911**
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT			
Personnel	0	17 280	15 866
Biens et services	0	106 636	129 933
Investissement	5 630	3 010	5 630
Total	**5 630**	**126 925**	**151 429**
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS			
Personnel	0	136 670 000	146 950 328
Biens et services	0	110 078 246	89 741 188
Transferts et subventions	0	836 982	3 257 390
Investissement	61 274 196	114 524 604	81 284 196
Total	**61 274 196**	**362 109 832**	**321 233 102**
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME			
Personnel	0	19 575 949	20 725 007
Biens et services	0	8 386 989	8 614 616
Transferts et subventions	0	1 137 020	1 137 020
Investissement	2 603 343	3 482 042	5 803 343
Total	**2 603 343**	**32 582 000**	**36 279 986**
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE			
Personnel	0	1 464 300	1 464 300
Biens et services	0	562 167	759 000
Investissement	190 000	171 969	190 000
Total	**190 000**	**2 198 436**	**2 413 300**
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME			
Personnel	0	266 800	533 600
Biens et services	0	394 026	528 450
Investissement	47 500	25 383	47 500
Total	**47 500**	**686 209**	**1 109 550**
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE			
Personnel	0	63 680 504	83 680 504
Biens et services	0	15 083 853	15 085 418
Transferts et subventions	0	1 679 169	1 679 169
Investissement	21 833 196	26 733 196	30 833 196
Total	**21 833 196**	**107 176 722**	**131 278 287**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022
Classification Administrative et Economique

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2022	2021	2022
1 BUDGET GENERAL			
235 SECURITE D'ETAT			
Biens et services	0	9 786 737	11 621 696
Transferts et subventions	0	0	100 000
Investissement	2 000 000	3 500 000	2 000 000
Total	**2 000 000**	**13 286 737**	**13 721 696**
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
Personnel	0	21 926 965	23 706 174
Biens et services	0	12 436 131	14 361 431
Transferts et subventions	0	11 575 239	13 262 668
Investissement	43 193 076	40 150 129	35 532 076
Total	**43 193 076**	**86 088 465**	**86 862 349**
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES			
Personnel	0	400 000	174 124
Biens et services	0	10 620	260 620
Transferts et subventions	0	558 319	676 305
Investissement	100 000	53 438	100 000
Total	**100 000**	**1 022 377**	**1 211 049**
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)			
Biens et services	0	24 000	24 000
Transferts et subventions	0	306 306	353 875
Total	**0**	**330 306**	**377 875**
320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL			
Personnel	0	1 417 343	1 560 602
Biens et services	0	1 457 635	1 779 482
Transferts et subventions	0	67 967	81 050
Investissement	1 311 284	1 052 761	1 311 284
Total	**1 311 284**	**3 995 706**	**4 732 418**
323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			
Personnel	0	1 114 119	1 272 299
Biens et services	0	1 429 654	1 666 523
Transferts et subventions	0	10 451 390	12 490 564
Investissement	6 995 713	7 511 341	6 547 713
Total	**6 995 713**	**20 506 505**	**21 977 099**
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT			
Personnel	0	272 812	243 721
Biens et services	0	544 948	602 939
Transferts et subventions	0	30 000	30 000
Investissement	250 000	243 000	250 000
Total	**250 000**	**1 090 760**	**1 126 660**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022
Classification Administrative et Economique

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2022	2021	2022
1 BUDGET GENERAL			
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION			
Personnel	0	7 156 501	7 550 057
Biens et services	0	24 541 258	26 171 874
Transferts et subventions	0	13 297 377	15 860 127
Investissement	47 454 123	38 909 941	43 055 123
Total	**47 454 123**	**83 905 077**	**92 637 181**
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL			
Personnel	0	195 765	261 888
Biens et services	0	428 334	565 026
Transferts et subventions	0	187 843	201 806
Investissement	90 965	129 158	90 965
Total	**90 965**	**941 099**	**1 119 685**
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES			
Personnel	0	208 956	204 663
Biens et services	0	605 560	796 033
Transferts et subventions	0	298 997	483 673
Investissement	395 606	65 480	395 606
Total	**395 606**	**1 178 993**	**1 879 975**
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE			
Personnel	0	117 351	122 453
Biens et services	0	684 996	829 706
Transferts et subventions	0	2 295 309	2 416 115
Investissement	0	10 000	0
Total	**0**	**3 107 657**	**3 368 274**
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE			
Personnel	0	2 148 409	1 934 187
Biens et services	0	2 078 049	2 512 309
Transferts et subventions	0	2 337 046	2 572 119
Investissement	5 578 202	2 611 213	4 978 202
Total	**5 578 202**	**9 174 717**	**11 996 817**
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
Personnel	0	265 088 943	280 179 874
Biens et services	0	49 681 049	49 957 971
Transferts et subventions	0	11 536 772	12 793 758
Investissement	47 478 323	46 809 225	45 778 323
Total	**47 478 323**	**373 115 989**	**388 709 926**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022
Classification Administrative et Economique

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2022	2021	2022
1 BUDGET GENERAL			
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
Personnel	0	7 297 057	7 977 577
Biens et services	0	2 215 289	2 407 301
Transferts et subventions	0	64 257 809	66 577 225
Investissement	8 190 105	8 148 725	8 190 105
Total	**8 190 105**	**81 918 880**	**85 152 208**
510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME			
Personnel	0	1 826 507	1 941 502
Biens et services	0	2 461 171	2 932 538
Transferts et subventions	0	3 313 585	3 706 164
Investissement	4 894 250	1 852 544	4 494 250
Total	**4 894 250**	**9 453 807**	**13 074 454**
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS			
Personnel	0	1 734 990	1 914 816
Biens et services	0	3 353 358	3 962 042
Transferts et subventions	0	2 726 436	3 040 495
Investissement	8 294 165	2 571 830	9 064 165
Total	**8 294 165**	**10 386 614**	**17 981 518**
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL			
Personnel	0	43 903 624	48 929 523
Biens et services	0	18 300 980	18 747 268
Transferts et subventions	0	48 112 719	51 819 107
Investissement	37 439 560	26 983 214	29 139 560
Total	**37 439 560**	**137 300 536**	**148 635 458**
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA			
Personnel	0	135 949	142 057
Biens et services	0	88 560	58 560
Transferts et subventions	0	1 906 203	2 270 209
Total	**0**	**2 130 712**	**2 470 826**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
Personnel	0	1 539 056	1 719 086
Biens et services	0	1 248 041	1 454 380
Transferts et subventions	0	855 450	1 037 603
Investissement	2 428 161	2 307 408	2 346 161
Total	**2 428 161**	**5 949 955**	**6 557 230**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022
Classification Administrative et Economique

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2022	2021	2022
1 BUDGET GENERAL			
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
Personnel	0	2 271 886	2 522 039
Biens et services	0	1 545 611	1 901 542
Transferts et subventions	0	1 603 339	1 933 882
Investissement	474 023 487	135 257 161	93 762 987
Total	**474 023 487**	**140 677 997**	**100 120 450**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
Personnel	0	4 197 212	4 545 265
Biens et services	0	1 599 733	1 806 661
Transferts et subventions	0	1 153 912	1 287 772
Investissement	18 280 000	15 099 790	15 325 000
Total	**18 280 000**	**22 050 647**	**22 964 698**
720 MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
Personnel	0	2 307 342	2 792 219
Biens et services	0	2 366 778	2 836 310
Transferts et subventions	0	70 280 233	37 331 053
Investissement	43 592 534	147 110 104	91 822 534
Total	**43 592 534**	**222 064 457**	**134 782 116**
730 MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION			
Personnel	0	241 785	260 021
Biens et services	0	689 877	816 674
Transferts et subventions	0	7 104 529	8 076 643
Investissement	3 271 000	1 800 349	2 821 000
Total	**3 271 000**	**9 836 540**	**11 974 338**
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION			
Personnel	0	694 710	560 375
Biens et services	0	28 320	28 320
Transferts et subventions	0	501 270	615 741
Investissement	250 000	133 594	250 000
Total	**250 000**	**1 357 894**	**1 454 436**
740 MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
Personnel	0	3 861 196	4 464 047
Biens et services	0	1 994 357	2 741 977
Transferts et subventions	0	661 270	845 949
Investissement	19 074 300	8 933 786	18 174 300
Total	**19 074 300**	**15 450 608**	**26 226 273**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022
Classification Administrative et Economique

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2022	2021	2022
1 BUDGET GENERAL			
820 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL			
Personnel	0	10 635 323	11 697 179
Biens et services	0	4 232 578	4 993 631
Transferts et subventions	0	31 949 063	34 639 642
Investissement	48 424 448	116 855 304	107 494 948
Total	**48 424 448**	**163 672 268**	**158 825 400**
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE			
Personnel	0	221 798	272 441
Biens et services	0	6 243 240	6 442 737
Transferts et subventions	0	759 713	811 601
Investissement	1 900 000	7 438 868	4 875 000
Total	**1 900 000**	**14 663 619**	**12 401 779**
990 CHARGES COMMUNES			
Personnel	0	127 044 330	151 442 869
Biens et services	0	280 344 978	287 561 470
Transferts et subventions	0	105 020 052	109 110 847
Investissement	242 041 633	118 650 335	90 613 750
Total	**242 041 633**	**631 059 695**	**638 728 936**
TOTAL	1 171 920 328	2 662 009 743	2 605 070 023

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022
Classification Administrative et Economique

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2022	2021	2022
2 BUDGETS ANNEXES			
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES			
Personnel	0	2 477 000	2 446 500
Biens et services	0	2 875 473	2 901 973
Transferts et subventions	0	610 000	518 000
Investissement	2 029 300	2 150 691	2 029 300
Total	**2 029 300**	**8 113 164**	**7 895 773**
TOTAL	2 029 300	8 113 164	7 895 773

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2022
Classification Administrative et Economique

24/09/2021 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2022	2021	2022
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
Biens et services	0	95 300 000	98 159 000
Investissement	25 500 000	64 626 713	25 500 000
Total	**25 500 000**	**159 926 713**	**123 659 000**
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
Investissement	2 500 000	2 500 000	2 500 000
Total	**2 500 000**	**2 500 000**	**2 500 000**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
Transferts et subventions	0	650 000	650 000
Total	**0**	**650 000**	**650 000**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
Biens et services	0	915 080	915 080
Transferts et subventions	0	90 000	90 000
Investissement	1 795 000	1 795 000	1 795 000
Total	**1 795 000**	**2 800 080**	**2 800 080**
720 MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
Personnel	0	170 000	255 000
Biens et services	0	405 000	445 000
Investissement	10 000	5 000	10 000
Total	**10 000**	**580 000**	**710 000**
820 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL			
Investissement	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Total	**5 000 000**	**5 000 000**	**5 000 000**
TOTAL	34 805 000	171 456 793	135 319 080
TOTAL GENERAL	1 208 754 628	2 841 579 700	2 748 284 876

ETAT J

TABLEAU RECAPITULATIF DES PROGRAMMES PAR MINISTERE ET INSTITUTION

24/09/2021

Liste des programmes par département

Section
Programme

110 ASSEMBLEE NATIONALE

0.001 Assemblée Nationale

120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle
1.002 Administration générale
2.001 Sécurité et défense

130 PRIMATURE

1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale
1.004 Administration générale et contrôle
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés

131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS

2.003 Participation à la gestion des élections

140 COUR CONSTITUTIONNELLE

2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle

150 COUR SUPREME

2.005 Cour Suprême

155 HAUTE COUR DE JUSTICE

2.056 Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices

160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL

2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques

24/09/2021

Liste des programmes par département

Section
Programme

170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

2.007 Représentation et Promotion des Collectivités

180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

1.006 Administration Générale
2.008 Politique Exterieure et Coopération Internationale
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux

185 MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE

1.007 Administration Générale
2.010 Intégration Africaine
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur

190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL

2.012 Bureau du Vérificateur Général

192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE

2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration

195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT

2.014 Egal accès aux medias d'Etat

210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS

1.008 Administration Générale
2.015 Gestion des Opérations Militaires
2.016 Inspection des Armées
2.017 Formation
2.018 Gestion des Transmissions

220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle

24/09/2021

Liste des programmes par département

Section
Programme

220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée

223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE

2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite

226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme

230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE

1.010 Administration Générale
2.021 Ordre et Sécurité
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours

235 SECURITE D'ETAT

0.002 Securite d'Etat

310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1.011 Administration Générale
2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire
2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales
2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics
2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier
2.027 Gestion de la Dette Publique
2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National
3.001 Remboursement des Crédits TVA
3.008 Appui au développement de la statistique
3.009 Fonds pour le Développement Durable

24/09/2021

Liste des programmes par département

Section
Programme

311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES

2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière

312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)

2.068 Régulation de la commande publique

320 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL

1.012 Administration Générale
2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat
2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail

323 MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

1.013 Administration Générale
2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi
2.034 Formation Professionnelle

328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT

1.044 Administration Générale et Contrôle
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles

330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

1.014 Administration Générale et Contrôle
2.036 Administration du Territoire
2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière
2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales
2.064 Développement Régional et Local

334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

2.095 Protection des Données à Caractère personnel

24/09/2021

Liste des programmes par département

Section
Programme

340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES

1.015 Administration Générale
2.039 Religion et Culte

341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION, DE LA PAIX ET DE LA COHESION NATIONALE

1.016 Administration Générale
2.040 Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale

380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

1.032 Administration Générale
2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés
2.084 Développement du secteur industriel
2.085 Appui au développement du secteur privé
2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance

410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

1.017 Administration Générale
2.041 Développement de l'Education de Base
2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général
2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel

412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

1.018 Administration Générale
2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur
2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique
3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique

510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME

24/09/2021

Liste des programmes par département

Section
Programme

510 MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME

1.019 Administration Générale
2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel
2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique
2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire
2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat
2.051 Promotion du Secteur du Tourisme

520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

1.020 Administration Générale
2.035 Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes
2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives
2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents
2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté

610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

1.021 Administration, Coordination et Décentralisation
2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies
2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et Participation
2.057 Soins Hospitaliers et Recherche
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire
2.063 Lutte Contre la Pauvreté

614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA

2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA

640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles
2.059 Promotion de la Femme
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille
3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant

24/09/2021

Liste des programmes par département

Section
Programme

700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES

1.024 Administration Générale
2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie
2.066 Développement et sécurisation des transports
4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports

714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

1.025 Administration Générale
2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations
2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger
2.071 Protection et Conservation de la Nature
2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement
3.004 Appui à l'aménagement et à la protection de la faune
3.005 Appui à l'aménagement et à la protection des forêts
3.013 Fonds d'étude d'impact environnemental et social

720 MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

1.026 Administration Générale
2.073 Développement des Ressources Energétiques
2.074 Développement des Ressources en Eau
2.075 Développement des ressources minérales
3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières
3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)

730 MIN. DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

1.028 Administration Générale
2.076 Medias et Communication Publics
2.077 Poste et Nouvelles Technologies

732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION

24/09/2021

Liste des programmes par département

Section
Programme

732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION

2.096 Régulation de la Communication

740 MIN. DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION

1.029 Administration Générale
2.029 Gestion des Biens de l'Etat
2.078 Gestion Cadastrale et Foncière
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires
2.080 Population
2.081 Aménagement du Territoire

820 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

1.034 Administration Générale
2.087 Appui au Monde Rural
2.088 Aménagement et Equipement Rural
2.089 Recherche et Formation
2.090 Développement des Productions et Industries Animales
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles
2.092 Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire
3.006 Appui au financement de l'Agriculture

850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE

2.093 Sécurité Alimentaire

990 CHARGES COMMUNES

0.003 Provisions pour imprévus
0.004 Dette

ETAT K

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT (PTI) 2022-2024

Septembre 2021

NOTE DE PRESENTATION DU PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT (PTI) 2022 – 2024

SIGLES ET ABREVIATIONS

Sigle	Définition
BSI	Budget Spécial d'Investissement
CFA	Communauté Française d'Afrique
CMDT	Compagnie Malienne de Développement Textile
CPS	Cellule de Planification et de Statistique
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable
CT/CSLP	Cellule Technique du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
DGB	Direction Générale du Budget
DGCC	Direction Générale du Commerce et de la Concurrence
DFM	Direction des Finances et du Matériel
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
DRH	Direction des Ressources Humaines
DRPSIAP	Direction Régionale de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population
FMI	Fonds Monétaire International
INSTAT	Institut National de la Statistique
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
ODD	Objectifs de Développement Durable
PAG	Plan d'Action du Gouvernement
PRED	Plan pour la Relance Durable du Mali
PREM	Plan de Réformes de la Gestion des Finances Publiques du Mali
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PTI	Programme Triennal d'Investissement
SIGIP	Système de Gestion Intégrée des Investissements Publics
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Introduction

Le Programme Triennal d'Investissement (PTI) est l'instrument d'articulation entre la planification et la budgétisation et reflète les objectifs prioritaires de développement du pays de même que les stratégies sectorielles en tenant compte des contraintes macro-économiques et financières. Il est revu chaque année par la Direction Nationale de la Planification du Développement (DNPD) pour tenir compte des réalisations et de l'évolution effective des ressources et des priorités nationales.

Le PTI constitue avec le BSI des instruments privilégiés de mise en œuvre de la politique d'investissements publics et le cadre d'opérationnalisation des orientations des politiques et stratégies de développement.

Le PTI 2022-2024 s'inscrit dans le cadre macro-économique de mise en œuvre du Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) 2019-2023 et la nouvelle vision à long terme du Mali à l'horizon 2040 (Etude Nationale Prospective Mali 2040) en cours de préparation. Il tient également compte des priorités dégagées par le Gouvernement de Transition à travers le Plan d'Action du Gouvernement (PAG) dont les axes sont en cohérence avec les cinq (05) axes stratégiques du CREDD 2019-2023 que sont (i) la consolidation de la démocratie et l'amélioration de la gouvernance ; (ii) la restauration de la paix, de la sécurité et le renforcement du vivre ensemble ; (iii) la croissance inclusive et la transformation structurelle de l'économie ; (iv) la protection de l'environnement et le développement de la résilience au changement climatique et (v) le développement du capital humain.

Aligné sur les Objectifs de Développement Durable et les ambitions de « l'Agenda 2063 » de l'Union Africaine, le CREDD se positionne comme une stratégie ambitieuse qui vise un changement majeur dans la manière de penser le développement du Mali et de délivrer les politiques publiques en conséquence.

L'Objectif Général du CREDD est de : « Promouvoir un développement inclusif et durable en faveur de la réduction de la pauvreté et des inégalités dans un Mali uni et apaisé, en se fondant sur les potentialités et les capacités de résilience en vue d'atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030 ».

La mise en œuvre efficiente du PTI/BSI devrait permettre de mieux rationaliser la gestion des ressources financières de l'Etat et d'accroître la contribution des investissements publics à la croissance et au développement économique et social.

1. Présentation du Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2022-2024

Le Programme met l'accent sur des actions de développement permettant une croissance économique durable et inclusive à travers les investissements tels que l'amélioration des infrastructures de désenclavement intérieur et extérieur (route, pistes rurales), le développement rural (agriculture, élevage, pêche), la protection de l'environnement, le renforcement des infrastructures énergétiques, la recherche et le développement des ressources pétrolières et minières, les travaux de construction et d'équipement des bâtiments publics et l'amélioration des services sociaux de base (éducation, santé, eau potable, assainissement).

L'enveloppe des dépenses prévisionnelles inscrites au Programme Triennal d'Investissement **2022-2024** est de **1 287,040 milliards** de FCFA contre **1 599, 833 milliards** de FCFA sur la période **2021-2023**, soit une diminution de **312,793 milliards** de FCFA (**19,55%).** Cette diminution s'explique par la variation des dépenses prévisionnelles du financement extérieur qui passe de **785,067 milliards** à **411,525 milliards de F CFA (-19,55%)**. Elle concerne l'ensemble des secteurs : Secondaire (-49,44%), Infrastructures (-12,18%), Ressources Humaines (-11,45%) et Economie rurale (-1,62%).

L'enveloppe du PTI est destinée au financement des projets/programmes d'investissement public en cours d'exécution et ceux devant démarrer sur la période 2022-2024. Au total, il concerne 440 projets/programmes sur la période 2022-2024 contre 422 Projets/programmes pour la période 2021-2023.

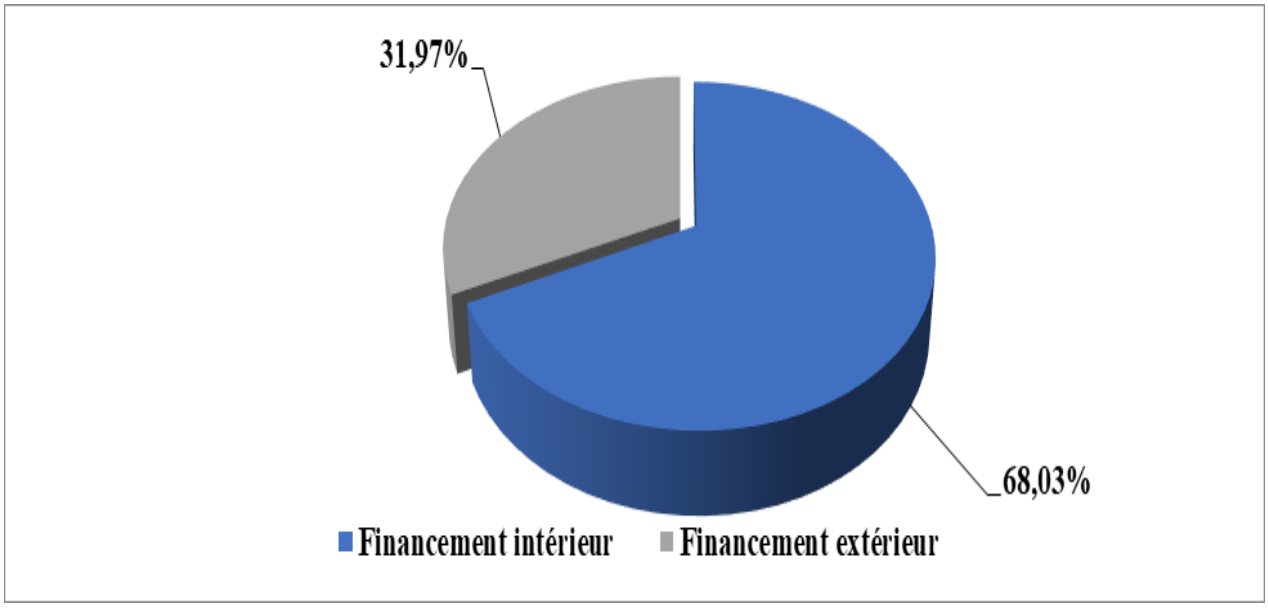
Le présent Programme Triennal d'Investissement public, 35ème du genre, accorde la priorité au secteur **Infrastructures** avec 43,96%, suivi respectivement des Secteurs **Economie Rurale** (24,51%), **Secondaire** (16,17%) et des **Ressources Humaines** (15,36%).

2. Analyse détaillée du PTI 2022-2024

2.1. Analyse par source de financement

Les ressources financières prévues pour couvrir les dépenses proviennent respectivement de l'Intérieur pour **875,515 milliards** de FCFA, soit **68,03%** et de l'extérieur pour **411,525 milliards** de FCFA, soit **31,97%** (Cf graphique 1)**.**

Graphique 1 : Ventilation de l'enveloppe du PTI par source de financement



Source : DNPD/données SIGIP 2021

La ventilation du **PTI 2022-2024** par sources de financement et par secteur se présente comme suit (en milliards de F CFA) :

Tableau 1 : Financement par sources et par Secteurs de planification
(en millions F CFA)

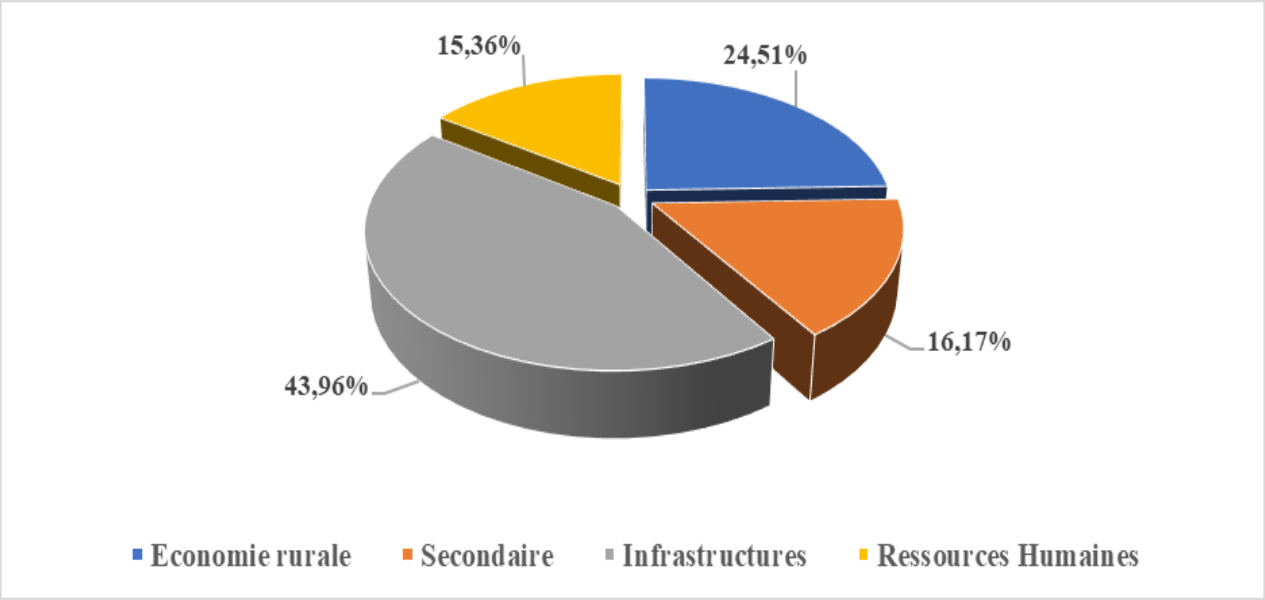
Secteurs	Financement intérieur		Financement extérieur		Financement total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Economie rurale	126 761	14,48	188 744	45,86	126 761	24,51
Secondaire	78 442	8,96	129 727	31,52	78 442	16,17
Infrastructures	483 394	55,21	82 339	20,01	483 394	43,96
Ressources Humaines	186 918	21,35	10 715	2,60	186 918	15,36
Total	**875 515**	**100,00**	**411 525**	**100,00**	**875 515**	**100,00**

Source : DNPD/ données SIGIP 2021

2.2. Analyse par secteur et par sous-secteur de planification

La priorité du PTI 2022-2024 est accordée au secteur des Infrastructures avec **43,96%**, suivi du secteur Economie Rurale **(24,51%)**. Ce choix montre la volonté du Gouvernement à aller vers une transformation structurelle de l'Economie à travers le développement des infrastructures de désenclavement, d'aménagement et d'irrigation afin d'accroître la productivité agricole et d'assurer la sécurité alimentaire. Ces deux (02) secteurs sont suivis respectivement par les secteurs Secondaire (**16,17%**) et Ressources Humaines (**15,36%**) **(Cf graphique 2)**.

Graphique 2 : Ventilation de l'enveloppe du PTI par secteurs de planification



Source : DNPD/données SIGIP 2021

L'analyse détaillée par secteur se présente comme suit :

2.2.1. Secteur Economie rurale

Les prévisions du secteur sur la période 2022-2024 sont estimées à **315,505 milliards de FCFA**, **soit 24,51%** de l'enveloppe du PTI 2022-2024. Elles sont composées par les ressources extérieures pour **188,744 milliards de FCFA**, soit **59,82%** et les ressources intérieures pour **126,761 milliards de FCFA,** soit **40,18%.**

Au niveau de ce secteur, la priorité est accordée au sous-secteur Agriculture avec **62,72%.** Il est suivi respectivement des sous-secteurs Elevage (**31,17%**), Forêts (**4,47%**) et Pêche (**1,64%**) (Cf. **graphique 3)**.

Dans le domaine de l'Agriculture, le financement permettra la mise en œuvre des projets d'aménagement et d'irrigation afin d'accroitre la productivité agricole et d'assurer la sécurité alimentaire, à travers notamment :

- les Projets d'Irrigation (Programme de Développement d'Irrigation au Mali dans le Bassin du Bani et Sélingué (PDI-BS), IPRO-IRRIGAR III Composantes Sikasso et Koulikoro et le Projet d'Appui à l'initiative pour l'Irrigation dans le Sahel au Mali/PAIS-Mali), le Projet d'Appui Régional à l'Initiative pour l'Irrigation au Sahel pour le Mali (PARIIS), les Irrigations de Proximité dans le Delta Intérieur (IPRODI) et IPRO-Gao et Ménaka, les travaux d'aménagement des plaines Togobéré (250 ha) et de San, le Projet d'Appui au Développement de l'Office du Niger (PADON) Phase II, le Projet productivité de l'Eau à l'Office du Niger (PRODEAU), le Projet N'Debougou (Phase IV), le Projet de Développement Intégré Office Riz Mopti (PDI-ORM);
- les Contrats-Plans Etat Offices de développement rural : Office du Niger (ON), Office du Périmètre Irrigué de Baguinéda (OPIB), Office Riz Ségou (ORS), Office Riz Mopti (ORM), Agence de Développement Rural de la vallée du fleuve Sénégal (ADRS), Office de Développement Rural de Sélingué (ODRS), Office du Moyen Bani (OMB) ;
- le Projet de Renforcement de la Résilience au Sahel (P2RS), le Projet d'Appui à la Compétitivité Agro industrielle au Mali (PACAM), le Projet de Financement Inclusif des Filières Agricoles (INCLUSIF) ; le Projet Multi-Energies pour la Résilience et la gestion Intégrée des Terroirs au Mali (Projet MERIT) ;
- Les programmes d'infrastructures économiques dans les Régions, à savoir Sikasso, Ségou, Koulikoro, Kayes et Mopti et le projet de développement des filières horticoles (PDFM)

Dans les domaines de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture, l'accent sera mis sur les projets tels que :

- le Programme de Développement Intégré des Ressources Animales et Aquacoles au Mali (PDIRAAM), le Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel Phase II (PRAPS II), le Projet d'Appui au Développement de l'Elevage au Mali (PADEL-M), le Projet d'Appui au Renforcement de l'Elevage et de l'Economie Pastorale dans la région de Koulikoro (AREPK), le Programme de Développement Durable des Exploitations Pastorales au Sahel Mali (PDDEPS - Mali), le projet de Développement pour la Valorisation de la Production Laitière au Mali (PRODEVALAIT), le Projet d'Appui au Développement de la filière Halieutique (PAfHA), le Programme Quinquennal d'Aménagement Aquacole (PQAA), les Projets d'appui à l'Office de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture dans le Delta Intérieur du Niger (ODPADIN), au Centre National d'Insémination Artificielle Animale, à l'Agence de Gestion du Marché Central à Poissons de Bamako.

Quant aux questions liées à la gestion des ressources forestières, d'adaptation aux changements climatiques et la reconstitution des écosystèmes, elles sont prises en compte à travers :

- les Projets de gestion communautaire ressources naturelles restauration écosystème aire répartition éléphants, le Programme de Développement Durable Delta Intérieur Du Niger (PDD-DIN), les Projets de renforcement de la résilience climatique au Mali (Hydromet), l'Alliance Globale pour le Changement Climatique (AGCC), le Projet Aménagement Parc Tienfala, le Projet de promotion des Chaînes de Valeur Agricole (GEDEFOR III).

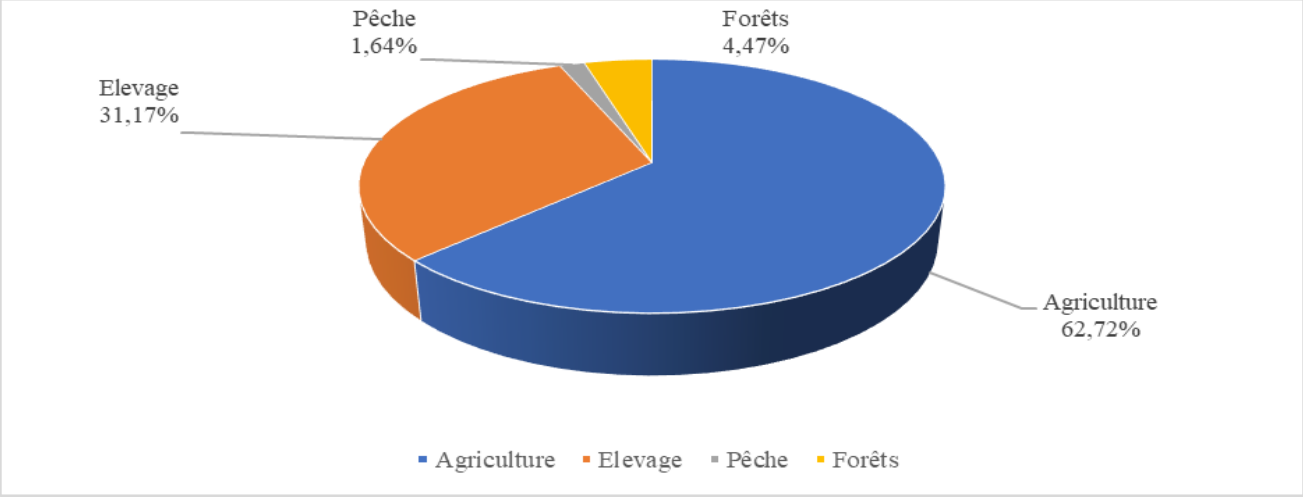
La répartition des ressources par source de financement entre les différents sous-secteurs du **Secteur Économie Rurale** se présente comme suit :

Tableau 2 : Financement par source et par Sous-secteurs du Secteur Economie rurale (en millions F CFA)

Sous secteurs	Financement Intérieur		Financement Extérieur		Financement total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Agriculture	109 773	86,60	88 111	46,68	197 884	62,72
Elevage	9 198	7,26	89 147	47,23	98 345	31,17
Pêche	1 550	1,22	3 635	1,93	5 185	1,64
Forêts	6 240	4,92	7 851	4,16	14 091	4,47
Total	**126 761**	**100,00**	**188 744**	**100,00**	**315 505**	**100,00**

Source : DNPD/ données SIGIP 2021

Graphique 3 : ventilation de l'enveloppe du Secteur Economie rurale en sous-secteurs



Source : DNPD/données SIGIP 2021

2.2.2. Secteur Secondaire

L'enveloppe prévisionnelle du **Secteur** se chiffre **à 208,169 milliards** de FCFA, soit **16,17%** de l'enveloppe du **PTI 2022-2024.** Elle est répartie entre les ressources extérieures pour **129,727 milliards de FCFA**, soit **62,32%** et les ressources intérieures pour **78,442 milliards de FCFA,** soit **37,68%.**

Elle accorde la priorité au sous-secteur Eaux avec **(54,99%).** Il est suivi respectivement des sous-secteurs Energie (**36,76%**), Industrie/Artisanat (**5,65%**) et Mines/Géologie (**2,59%**).

L'enveloppe du sous-secteur Eaux est destinée à la poursuite des investissements dans le cadre du renforcement des infrastructures d'alimentation en Eau potable et d'accès à l'électricité à travers, entre autres :

- le Projet d'aménagement du barrage de Taoussa, les Projets d'Amélioration de l'accès à l'eau Potable, d'Adduction d'Eau Potable (AEP) Bamako-Kabala, de mobilisation des ressources en eau en milieu rural (Programme d'urgence), le Programme National de mobilisation des ressources en Eau/Assainissement AEP des centres semi urbains en 1ère ,2ème, 5ème, et 6ème régions, le projet AEP et mesures d'accompagnement dans les centres semi-urbains et ruraux ; le Programme Intégré de Développement et d'Adaptation aux Changements Climatiques dans le Bassin du Niger (PIDACC/BN) et le Projet de Réhabilitation Economique et Environnementale du Fleuve Niger (PREFEN), le programme saoudien de forages/puits et développement rural en Afrique (phase V), le Programme Commun d'Appui à la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PCA-GIRE), le Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales, 3ème Phase (PACTEA) dans le domaine de l'Eau Potable ;
- le Projet de construction du centre national de conduite et dédoublement des capacités énergétiques de Sotuba, les programmes d'urgence sociale d'accès à l'énergie/construction de centrales solaires et la production hybride et accès rural à l'électricité , le Projet système hybride d'électrification rurale (SHER), la Construction liaison double terne Sikasso-Bougouni-Bamako, le Projet Electrification rurale 32 localités par système hybride, Production hybride et accès rurale à l'électricité (PHARE) et les Projets Centrale hydroélectrique de Djenné, Régional d'accès à l'électricité (PRAE), Interconnexion électrique Guinée -Mali (PIEGM) pour le sous-secteur Energie.

Dans le cadre de la promotion des ressources minérales, pétrolières et le développement de l'industrie et de l'artisanat, il sera mis en œuvre par:

- le Projet de gouvernance du secteur des mines, le Programme pour le Développement des Ressources Pétrolières du Mali (PDRPM) et de la cartographie géologique au 1/50000ième ;
- les Projets d'Appui au Cadre intégré, d'appui au CERFITEX, de Construction de villages artisanaux et d'appui à la promotion au développement industriel.

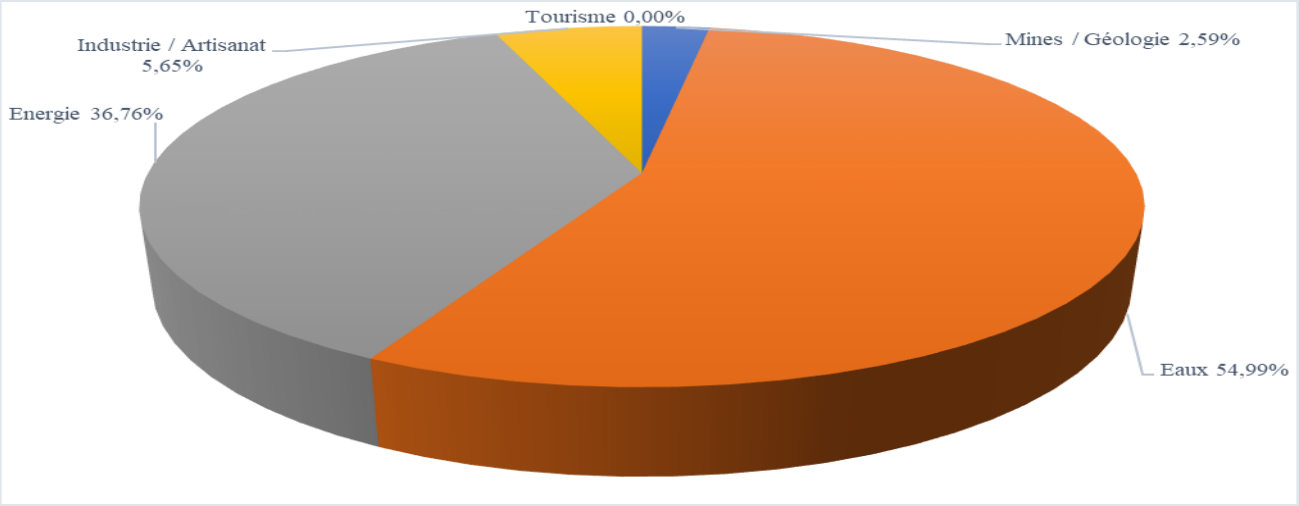
La répartition des ressources par sources de financement entre les différents sous-secteurs du **Secteur Secondaire** se présente comme suit :

Tableau 3 : Financement par source et Sous-secteur du Secteur Secondaire (en millions FCFA)

Sous secteurs	Financement Intérieur		Financement Extérieur		Financement total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Mines / Géologie	2 400	3,06	3000	2,31	5 400	2,59
Eaux	45 566	58,09	68 905	53,12	114 471	54,99
Energie	20 060	25,57	56 472	43,53	76 532	36,76
Industrie / Artisanat	10 416	13,28	1 350	1,04	11 766	5,65
Tourisme	-	0,00	-	0,00	-	0,00
TOTAL	**78 442**	**100,00**	**129 727**	**100,00**	**208 169**	**100,00**

Source : DNPD/Données SIGIP 2021

Graphique 4: Ventilation de l'enveloppe du Secteur Secondaire de planification



Source : DNPD/données SIGIP 2021

2.2.3. Secteur Infrastructures

Les prévisions financières du secteur s'élèvent à **565,733 Milliards** de FCFA, soit **43,96%** de l'enveloppe globale du PTI 2022-2024. Elles sont réparties entre les ressources extérieures pour **82,339 milliards de FCFA**, soit **14,55%** et les ressources intérieures pour **483,394 milliards de FCFA,** soit **85,45%.**

La priorité du secteur est accordée au sous-secteur Moyens routiers avec **(63,99%).** Il est suivi respectivement des sous-secteurs Bâtiments/Equipements (**28,81%**), Urbanisme/Habitat (**3,49%**) et Topo/Cartographie (**1,51**) et les autres sous-secteurs (Transport/Stockage, Poste/Télécommunication, Aéro/Météo et Moyens fluviaux pour **2,20%** (Cf. **graphique 5)**.

L'enveloppe du sous-secteur Moyens routiers est destinée à la poursuite et au démarrage des projets de désenclavement intérieur et extérieur du pays à travers :

- les Projets de réhabilitation/bitumage des routes Kati-Kolokani-Didieni ; Zantiébougou- Kolondiéba -Frontière RCI, Macina -Diafarabé-Ténenkou, Sévaré-Gao (Phase I) et Kayes-Sandaré ; les projets de construction d'un échangeur, d'un viaduc et aménagement de 10 km de voiries dans la ville de Sikasso, des voies de la Ceinture Ouest Koulikoro, de la route Banconi-Dialakorodji-Safo-Dabani-Nomsombougou, de la route Kayes-Aourou-Frontière Mauritanie, de la Route Transsaharienne (RTS)-Phase I ; le projet d'entretien des pistes CMDT et les nouveaux projets de Construction/Bitumage de la route Sadiola-Soumala, de la Pénétrante - Phase 2 de la route Bamako -Ségou (tronçon de la route RN6 compris entre le carrefour de Waraba Tiatio vers Baguinéda sur 16 km), Tronçon urbain RN 27 (Bamako-Koulikoro) du rond-point Grand Hôtel à Boulkassoumbougou, de la route Diéma –Sandaré, la route Tambaga-Manantali (92km), la route Kadiana-Fourou-Kadiolo (95 Km) Bretelle Doumatène-Misseni 50 Km, de la route Dioïla-Massigui-Koualé-Kébila et des aménagements en 2x2 voies de la Section Segou - San sur 7 km de la RN6 ;
- l'aménagement de la section Sévaré-Mopti de la RN 6, aménagement de 10 km de voirie dont 5 km dans la ville de Mopti et 5 km dans la ville de Sévaré et la construction de la voie de contournement de l'aéroport de Mopti Ambodedjo ;
- en matière de stockage et d'approvisionnement, la Construction des Entrepôts du Mali ;

Dans le domaine de l'amélioration des conditions de travail de l'Administration, des chancelleries, et des logements pour diplomates, de la réalisation de logements sociaux, et de l'opérationnalisation des nouvelles régions suivant :

- la Construction des sièges des services publics (CPS/DNI, DNTTMF, DNPD/DGB, Direction Emploi/Formation Professionnelle, Immeuble Promotion de la Femme,

ONAPUMA, CPS/SANTE/CEPRIS/DRH, DNDC, DGCC, DGABE, ANTIM, Hôtel Elevage/Pêche, la Direction Générale des Douanes, INSTAT, Hôtel des Sports, la DFM/DRH du Ministère de l'Agriculture, l'ABFN, l'ONEF, la DNACPN, l'Institut du Sahel, le Bureau des Domaines de Kati) ainsi que l'acquisition et la construction de logements/résidences pour les diplomates ;

- et le démarrage des travaux de construction de nouveaux bâtiments (Sièges CNREX/BTP, du Protocole de la République, de la CAISFF, de la DGR, de la CETRU, d'une nouvelle maison du Hadj à Bamako, des Bureaux du CNLCP, de la DRPSIAP de Kayes, des Directions régionales de la Culte, de l'Inspection de l'Energie et de l'Eau, de l'ANEH et de la Cité Administrative Régionale de Bougouni).

- la poursuite du Programme de construction de 50 000 logements sociaux, du Programme de mise en œuvre de la réforme foncière, le Programme d'Urgence pour la Relance du Développement des régions du Nord (PURD), les projets d'aménagement/équipement et installation des régions de Nara, San, Nioro du Sahel, Bougouni, Kita, Dioïla, Koutiala, Douentza et Bandiagara.

En matière d'assainissement et de développement urbanistique, il est prévu des travaux de construction de la décharge compactée de Noumoubougou, de la poursuite des programmes Urgence d'assainissement et d'Infrastructure Economique du District de Bamako, de l'élaboration/révision des schémas d'aménagement et études/aménagement, de l'équipement des stations d'épurations d'ouvrages connexes et du projet de rattachement et de mise à jour des titres fonciers au Mali.

Par rapport à l'amélioration des réseaux météorologiques et la modernisation de la Poste ainsi que la cartographie/topographie, il sera mis en œuvre par :

- les projets de Pluies provoquées, de la Réhabilitation des réseaux d'observations météorologiques ;
- le Contrat Plan Etat-Poste ;
- le Contrat Plan Etat-IGM et les projets de mise en œuvre de la réforme foncière sécurisée, de confection d'un Cadastre Expédié, de bornage et de développement des zones frontalières.

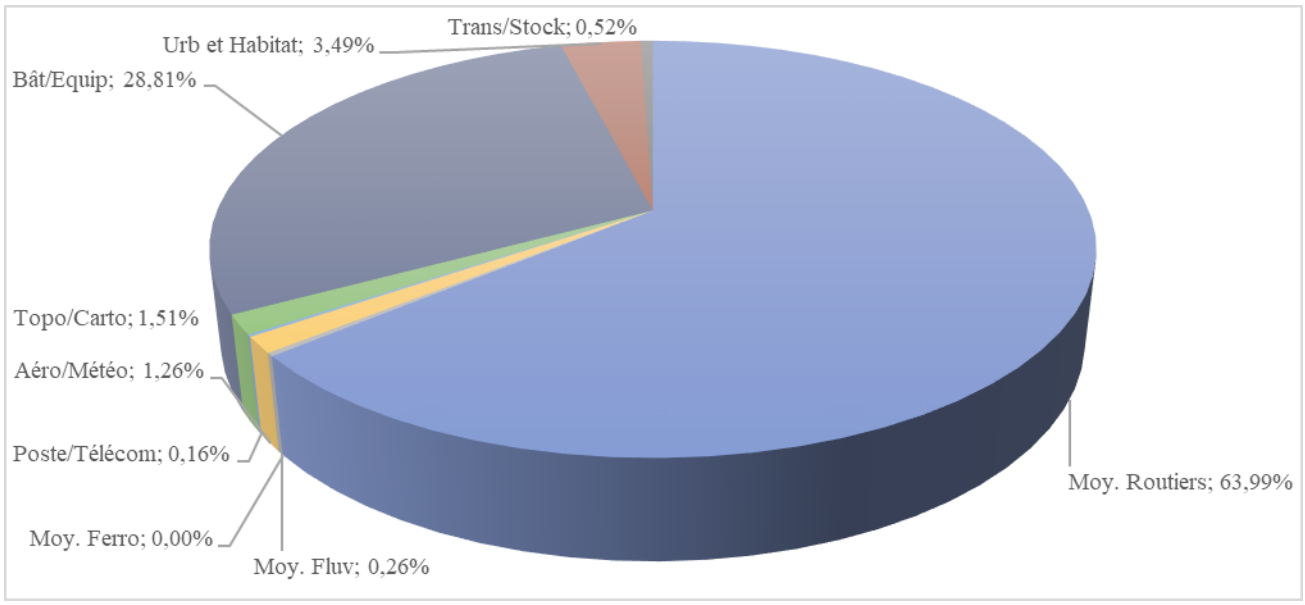
La répartition de l'enveloppe totale du **Secteur des Infrastructures** entre ses différents sous-secteurs par source de financement se présente comme suit :

Tableau 4 : Financement par source et Sous-secteurs du Secteur Infrastructures (en millions F CFA)

Sous secteurs	Financement intérieur		Financement extérieur		Financement total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Moyens Routiers	279 674	57,86	82 339	100	362 013	63,99
Moyens Ferroviaires	-	-	-	0,00	0	0,00
Moyens Fluviaux	1 450	0,30	-	0,00	1 450	0,26
Aéronautique/Météo	7 150	1,48	-	0,00	7 150	1,26
Poste/Télécom	900	0,19	-	0,00	900	0,16
Topo/ Cartographie	8 550	1,77	-	0,00	8 550	1,51
Bât/Equipement	162 994	33,72	-	0,00	162 994	28,81
Urbanisme et Habitat	19 750	4,09	-	0,00	19 750	3,49
Transport/Stockage	2 926	0,61	-	0,00	2 926	0,52
TOTAL	**483 394**	**100,00**	**82 339**	**100,00**	**565 733**	**100,00**

Source : DNPD/Données SIGIP 2021

Graphique 5 : Ventilation de l'enveloppe du Secteur Infrastructures en sous-secteurs



Source : DNPD/données SIGIP 2021

2.2.4. Secteur des Ressources Humaines

L'enveloppe prévisionnelle du Secteur est estimée à **197,633 milliards** de FCFA, soit **15,36%** de l'enveloppe du **PTI 2022-2024.** Elle est répartie entre les ressources extérieures pour **10,715 milliards de FCFA**, soit **5,42%** et les ressources intérieures pour **186,918 milliards de FCFA,** soit **94,58%.**

Elle accorde la priorité au sous-secteur Santé/Affaires sociales avec **(46,25%).** Il est suivi respectivement des sous-secteurs Education/Formation (**19,93%**), Administration/Plan/Finances (**18,61%**), Culture/Art/Sport (**9,56%**) et Emploi/Travail et Information (**5,65%**) (Cf. **graphique 6**).

L'enveloppe du secteur est destinée au développement du capital humain, la réduction de la pauvreté, le renforcement de la couverture sanitaire, de l'éducation et de la formation Professionnelle.

Dans le domaine de la Santé/Affaires sociales, il est prévu entre autres :

- la poursuite/démarrage des travaux de rénovation/extension au niveau de certains Centres/Instituts Hospitaliers, tels que : Point G, Gabriel Touré, IOTA, Kati, Hôpital du Mali, CNOS, CNAOM (Centre de Kayes), INSP, CRLD, ANTIM, Hôpital de Dermatologie de Bamako ainsi que les hôpitaux régionaux et Centres de Santé ;
- l'amélioration du plateau technique à travers l'acquisition d'équipements médicaux ;
- la mise en œuvre du Programme filets sociaux, des projets de promotion et d'autonomisation des femmes et de dividende démographique.

Dans le domaine de l'Education et de la Formation, il s'agit, notamment de :

- la mise en œuvre et du démarrage des projets/programmes de construction et d'équipement d'infrastructures scolaires, pédagogiques et de résidences au niveau secondaire et universitaires (salles de classes, Lycées/ IFP, IFM, CFD, Conservatoire Balla Fasséké Kouyaté, Universités, Facultés, Bibliothèque Universitaire Centrale, nouvelle ENSUP, IPR de Katibougou et Ecole Africaine des Mines), les études de construction des Universités régionales (Sikasso, Tombouctou et Gao) et le renforcement des capacités des agents de l'Administration par la formation.

Dans le domaine de la Culture/Art/Sport, l'accent est mis sur la poursuite de la mise en œuvre des projets et programmes de construction/réhabilitation des infrastructures sportives, culturelles et de promotion de la jeunesse par :

- le Centre de médecine sportive, les stades (26 Mars, Modibo Keita), le lycée sportif Ben Omar SY de Kabala, le Mémorial Modibo KEITA, le Palais de la culture Amadou Hampâté BAH, la Maison Africaine de la photographie, le Centre International de Conférence de Bamako (CICB), le Musée National, les Parcs et Monuments.

Dans le cadre de l'Education et de la formation pour l'employabilité des jeunes, l'accent est mis sur :

- les projets/programmes de promotion de l'emploi des jeunes et de leur formation à travers le projet de Formation Professionnelle et l'Insertion à l'Entreprenariat des Jeunes Ruraux (FIER) et le Programme de Formation et d'Insertion Professionnelle (PFIP) ;
- les projets de construction, réhabilitation et d'équipement des centres de formation professionnelle pour l'insertion des jeunes.

Dans le domaine de l'information, on note la poursuite des projets de renforcement des infrastructures de l'ORTM, AGETIC et de l'ANCD.

Dans le cadre de l'Administration, Plan et Finances, l'accent est mis sur l'accompagnement des structures en charge de la planification du développement et de l'économie.

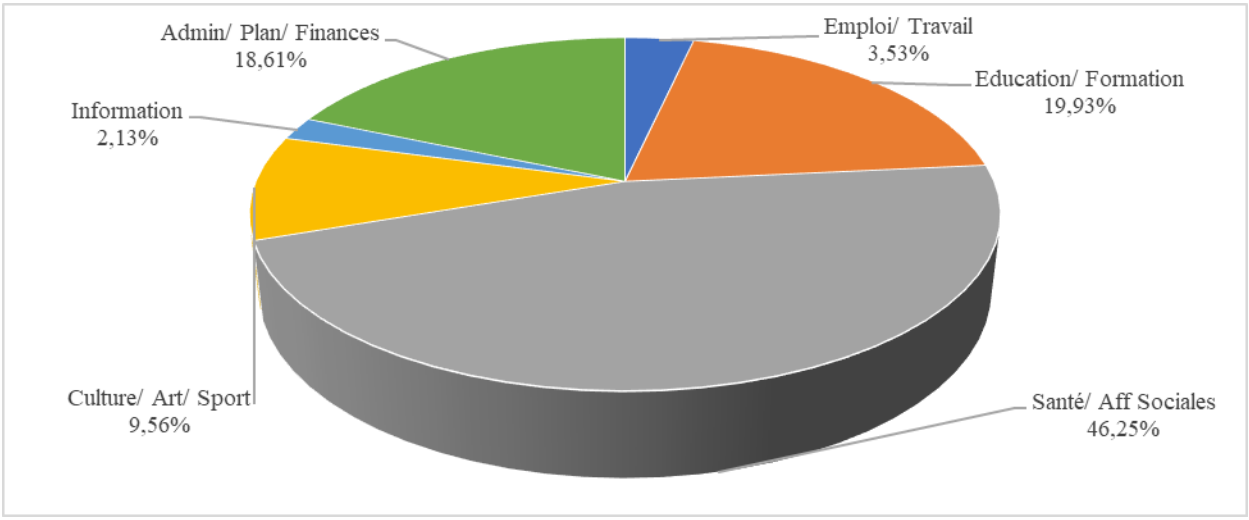
La répartition des ressources par source de financement entre les différents sous-secteurs du Secteur **Ressources Humaines** se présente comme suit :

Tableau 5 : Financement par source et Sous-secteurs du Secteur Ressources humaines (en millions F CFA)

Sous secteurs	Financement Intérieur		Financement Extérieur		Financement total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Emploi/ Travail	4 620	2,47	2 352	21,95	6 972	3,53
Education/ Formation	39 390	21,07	-	0,00	39 390	19,93
Santé/ Aff Sociales	85 400	45,69	6 000	56,00	91 400	46,25
Culture/ Art/ Sport	18 900	10,11	-	0,00	18 900	9,56
Information	4 200	2,25	-	0,00	4 200	2,13
Admin/ Plan/ Finances	34 408	18,41	2 363	22,05	36 771	18,61
TOTAL	**186 918**	**100,00**	**10 715**	**100,00**	**197 633**	**100,00**

Source : DNPD/Données SIGIP 2021

Graphique 6 : ventilation de l'enveloppe du Secteur Ressources humaines en sous-secteurs



Source : DNPD/données SIGIP 2021

3. Analyse par Ministères/Institutions

Sur une enveloppe prévisionnelle de **1 287,040 milliards de FCFA**, le Ministère des Transports et des Infrastructures enregistre la plus importante enveloppe, soit 382,239 milliards de FCFA avec 51 projets, suivi du Ministère du Développement Rural avec 283,935 milliards de FCFA pour 62 projets, le Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau avec 188,149 milliards de FCFA avec 39 projets et le Ministère de la Santé et du Développement Social avec 86,750 milliards de FCFA pour 38 projets. Ces trois (3) Ministères représentent les ¾ de l'enveloppe, soit **73,12%.**

La situation de certains Départements se présente comme suit :

- Ministère de l'Economie et des Finances : 79,916 milliards de FCFA avec 53 projets ;
- Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation : 66,018 milliards de FCFA avec 38 projets ;
- Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement du Durable : 39,901 milliards de FCFA avec 26 projets ;
- Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population : 32,800 milliards de FCFA avec 14 projets ;
- Ministère de l'Education Nationale : 17,650 milliards de FCFA avec 17 projets ;
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique : 17,300 milliards de FCFA avec 12 projets ;
- Ministère de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction Civique et de la Construction Citoyenne : 15,980 milliards de FCFA avec 7 projets ;
- Ministère de l'Industrie et du Commerce : 15,184 milliards de FCFA avec 15 projets.

La synthèse des dotations et du nombre de projets par ministères /institutions est consignée dans le tableau en annexe 2.

CONCLUSION

Le Programme Triennal d'Investissement (PTI) et le Budget Spécial d'Investissement (BSI) constituent des instruments privilégiés de mise en œuvre de la politique d'investissements publics. Ils permettent de mieux rationaliser la gestion des ressources publiques afin de contribuer au développement économique et social du pays.

Cependant, le cadre de programmation actuel du PTI ne prend pas en compte toutes les attentes en termes d'exhaustivité des projets structurants et de prévisibilité des besoins d'investissement au cours des prochaines années à cause de certaines contraintes qui affectent négativement la qualité de ladite programmation, notamment certains projets d'investissement mis en œuvre par certains établissements publics et par certains partenaires au développement.

Après plusieurs années de mise en œuvre du mécanisme de programmation triennale glissante des investissements, des résultats satisfaisants ont été enregistrés, notamment l'appui aux secteurs sociaux et porteurs de croissance comme les productions rurales, l'énergie, les mines et les infrastructures routières.

En perspective, la mise en œuvre de la budgétisation des investissements en mode AE/CP, le renforcement des capacités des acteurs, le renforcement des fonds d'études et la préparation des projets contribueront davantage à l'amélioration du processus de préparation, de sélection et du suivi des projets/programmes en vue d'une meilleure orientation des actions de l'Etat pour la transformation structurelle de l'économie nationale.

ANNEXES

Annexes 1

Présentation détaillée des Projets par Secteurs / Sous-Secteurs et par Source de Financement

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Agriculture*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	2014	2024	3 056	900	1 760	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2433	PROGRAMME APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	2009	2022	2 104	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2480	PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION AU MALI	2010	2023	122 467	3 000	50 395	2 000	9 600	8 200	8 200	0	2 000	1 000	0	3 000	6 200	400	0	6 600	BAD
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	2011	2024	5 000	1 500	2 478	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2684	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE KITA PHASE 2	2013	2022	14 455	140	140	140	140	140	140	0	140	0	0	140	0	0	0	0	BID
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	2017	2024	3 500	1 050	2 152	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	2018	2023	6 400	340	653	170	2 483	891	891	0	170	170	0	340	721	741	681	2 143	Norvège
2765	PROJET AMELIORATION PRODUCTIVITE AGRICOLES SS EXPOIT AFR SUD SAHARIEN	2013	2022	7 870	40	40	40	40	40	40	0	40	0	0	40	0	0	0	0	
2807	PROJ. RENFORC.SECU. ALIMENT. DVPT CULT IRRIG (PRESA-DCI)	2015	2024	29 575	1 700	500	500	1 700	500	500	0	500	600	600	1 700	0	0	0	0	

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Agriculture*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2809	PROJ RENFORC. SECU. ALIMENT. NUTRIT REGION KOULIKORO (PRESAN-KL)	2015	2024	27 612	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	2015	2023	10 500	900	2 450	450	900	450	450	0	450	450	0	900	0	0	0	0	
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	2015	2024	3 605	900	1 888	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2916	PROGRAMME DE RENFORCEMENT RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)	2014	2022	24 945	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2917	PROJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	2015	2022	31 294	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	2015	2024	2 400	1 200	1 815	500	1 200	500	500	0	500	350	350	1 200	0	0	0	0	
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	2016	2022	15 759	1 036	1 036	1 036	1 036	1 036	1 036	0	1 036	0	0	1 036	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	2017	2023	4 900	150	400	100	843	793	793	0	100	50	0	150	693	0	0	693	BAD
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	2017	2022	1 291	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Agriculture*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	2017	2024	2 500	900	1 715	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	2004	2024	7 436	700	2 020	200	700	200	200	0	200	250	250	700	0	0	0	0	
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	2019	2022	130 173	151 403	151 403	27 985	27 985	27 985	27 985	0	27 985	0	0	27 985	0	0	0	0	
3043	OFFICE RIZ MOPTI	2003	2024	3 500	1 200	2 200	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	2019	2024	10 000	4 400	7 600	1 900	4 400	1 900	1 900	0	1 900	1 500	1 000	4 400	0	0	0	0	
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	2019	2023	5 000	2 060	3 040	760	2 060	760	760	0	760	700	600	2 060	0	0	0	0	
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	2019	2023	10 000	3 250	5 850	1 500	3 250	1 500	1 500	0	1 500	1 000	750	3 250	0	0	0	0	
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	2019	2023	5 500	2 250	3 900	1 000	2 250	1 000	1 000	0	1 000	750	500	2 250	0	0	0	0	
3112	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE D'IRRIGATION DANS LE SAHEL (PARIS)	2018	2024	22 778	650	3 340	150	8 724	3 304	3 304	0	150	250	250	650	3 154	4 253	667	8 074	BM

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Agriculture*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3113	PROJET DEVELOPPEMENT FERME RIZICOLE SABE	2018	2020	1 992	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3118	IPRODI PROGRAMME MALI NORD	2018	2022	17 207	431	7 526	431	1 831	1 831	1 831	0	431	0	0	431	1 400	0	0	1 400	KfW
3127	PROJET D'APPUI A LA COMPETITIVITE AGRO-INDUSTRIELLLE AU MALI (PACAM)	2017	2022	17 500	100	100	100	2 297	691	691	0	100	0	0	100	2 197	0	0	2 197	BM
3130	PROJET AMENAGEMENT PROXIMITE RENFORCEMENT RESILIENCE COMMUNAUTES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PAPR2C3)	2019	2023	44 551	2 400	1 100	850	2 400	850	850	0	850	800	750	2 400	0	0	0	0	
3133	PROJET APPUI IRRIGATION PROXIMITE (IPRO) GAO ET MENAKA	2019	2022	13 250	149	11 450	149	3 359	3 359	3 359	0	149	0	0	149	3 210	0	0	3 210	KfW
3134	PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI	2018	2023	33 667	0	8 166	0	9 802	7 000	7 000	0	0	0	0	0	7 000	2 802	0	9 802	BM
3139	LUTTE CONTRE INSECURITE ALIMENTAIRE ET MALNUTRITION	2017	2024	4 264	0	0	0	889	829	829	0	0	0	0	0	829	30	30	889	Belgique
3144	PROJET D'EXTENSION DES AMENAGEMENTS DE LA PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL ET S.A	2019	2024	11 221	2 000	3 800	300	4 500	2 800	2 800	0	300	700	1 000	2 000	2 500	0	0	2 500	Lux-Dév
3166	PROJET FINANCEMENT INCLUSIF DES FILIERES AGRICOLES(INCLUSIF) AU MALI	2019	2024	58 025	1 000	650	250	23 010	13 588	13 588	0	250	350	400	1 000	13 338	4 336	4 336	22 010	Canada Danemark FIDA

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Agriculture*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3167	OFFICE RIZ SEGOU - CONTRAT PLAN	2020	2024	2 200	1 050	1 110	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
3168	CONTRAT PLAN OFFICE DU NIGER	2019	2024	30 000	16 500	15 250	5 500	16 500	5 500	5 500	0	5 500	5 500	5 500	16 500	0	0	0	0	
3170	TRAVAUX AMENAGEMENT DE 250 HA DE LA PLAINE DE TOGOBERE	2020	2023	3 600	0	5 600	800	1 400	800	800	0	800	600	0	1 400	0	0	0	0	
3183	PROJET N'DEBOUGOU PHASE IV	2019	2024	26 238	0	0	0	18 365	5 245	5 245	0	0	0	0	0	5 245	6 560	6 560	18 365	KfW
3184	PROJET PRODUCTIVITE DE L'EAU A L'OFFICE DU NIGER (PRODEAU)	2020	2022	4 000	0	0	0	277	277	277	0	0	0	0	0	277	0	0	277	Pays-Bas
3185	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'OFFICE DU NIGER (PADON) PHASE II	2020	2024	4 592	0	0	0	1 151	471	471	0	0	0	0	0	471	391	289	1 151	AFD
3186	PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE ET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DANS LES PLAINES DU DELTA 2 (PDIR-PD2)	2018	2022	1 396	0	0	0	760	760	760	0	0	0	0	0	760	0	0	760	BAD
3187	PROGRAMME DE SOUTIEN AU DISPOSITIF NATIONAL DE SECURITE ALIMENTAIRE (PRESA) PHASE I	2018	2022	2 805	100	200	100	388	388	388	0	100	0	0	100	288	0	0	288	Suisse
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2024	2 000	1 116	1 116	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Agriculture*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2024	2 000	1 116	1 116	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3248	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES HORTICOLES (PDFH)	2020	2024	122 193	3 000	2 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	
3251	PROJET BRIGADE VERTE POUR L'EMPLOI ET L'ENVIRONNEMENT Â» AU MALI	2020	2023	7 000	100	200	100	1 958	1 958	1 958	0	100	0	0	100	1 858	0	0	1 858	Italie
3273	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE MOPTI	2021	2025	5 000	2 060	1 520	760	2 060	760	760	0	760	700	600	2 060	0	0	0	0	
3293	PROJET D'AMENAGEMENT ET DE MISE EN VALEUR DES PIV	2021	2024	1 000	600	400	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3297	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	2021	2024	8 000	2 000	8 000	2 000	7 000	2 000	2 000	0	2 000	3 000	2 000	7 000	0	0	0	0	
3298	PROJET IPRO IRRIGAR III COMPOSANTE SIKASSO	2021	2022	1 165	0	0	0	351	351	351	0	0	0	0	0	351	0	0	351	UE
3299	PROJET IPRO IRRIGAR III COMPOSANTE KOULIKORO	2021	2022	1 200	0	0	0	312	312	312	0	0	0	0	0	312	0	0	312	UE
3300	PROJET DÂ¢Â¿Â¿APPUI A LÃ¢Â¿Â¿INITIATIVE POUR LÃ¢Â¿Â¿IRRIGATION DANS LE SAHEL AU MALI (PAIS-MALI)	2021	2022	1 725	0	0	0	593	593	593	0	0	0	0	0	593	0	0	593	ESPAGNE

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Agriculture*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3302	PROJET APPUI TRANSFORMATION AGRO-ECOLOGIQUE ZONE COTONNIERE DU MALI : AGRECO CML 1430	2020	2023	11 800	800	400	400	5 438	2 067	2 067	0	400	400	0	800	1 667	2 971	0	4 638	AFD
3317	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE OFFICE RIZ MOPTI (PDI-ORM)	2022	2026	12 000	12 000	12 000	2 000	10 000	2 000	2 000	0	2 000	4 000	4 000	10 000	0	0	0	0	
3344	PROJET MULTI ENERGIES RESILIENCE GEST° INTEGRE TERROIRS AU MALI (MERIT)	2022	2027	25 000	700	150	150	700	150	150	0	150	250	300	700	0	0	0	0	
3346	PROJET AMENAGEMENT DES TERRES/ATI	2022	2024	600	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3351	PROGRAMME D'APPUI AUX FILIERES AGROPASTORALES DE SIKASSO (PAFA)/MLI 026	2022	2025	1 137	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	PROJET EXTENSION AMENAGEMENTS PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL & S.A	2019	2021	11 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				1 002 948	228 791	329 729	57 865	197 884	109 323	109 323	0	57 865	28 214	23 694	109 773	53 064	22 484	12 563	88 111	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Elevage*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
1885	PROGRAMME DVPT INTEGRE ZONE ONDY/ MADINA DIASSA	2003	2023	1 698	200	200	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0	
2200	CONTRAT PLAN LABORATOIRE CENTRALE VETERINAIRE ETAT	2011	2024	1 459	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2798	PROG. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES AU MALI (PDIRAAM)	2016	2022	20 523	250	250	250	4 250	4 250	4 250	0	250	0	0	250	4 000	0	0	4 000	BID
2799	PROJET REGIONAL APPUI PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS)	2016	2021	24 105	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	2017	2024	4 000	1 000	3 010	400	1 000	400	400	0	400	600	0	1 000	0	0	0	0	
3083	PROJET APPUI AU RENFORCEMENT DE L'ELEVAGE ET DE L'ECONOMIE PASTORALE DANS LA REGION DE KOULIKORO	2019	2024	7 553	100	100	100	941	861	861	0	100	0	0	100	761	40	40	841	Belgique
3138	PROJET APPUI DVPT ELEVAGE AU MALI (PADEL-M)	2019	2024	44 800	1 150	750	350	26 100	5 300	5 300	0	350	400	400	1 150	4 950	10 000	10 000	24 950	BM
3172	PROJET DE DEVELOPPMENT DURABLE DES EXPLOITANTS PASTORALES AU SAHEL MALI (PDDEPS-MALI)	2019	2023	33 065	550	700	200	15 796	6 200	6 200	0	200	350	0	550	6 000	9 246	0	15 246	BID
3173	PROJET APPUI CONTROLE SURVEILLANCE EPIZOOTIES	2020	2024	750	500	350	200	500	200	200	0	200	150	150	500	0	0	0	0	

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Elevage*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3174	ETUDE DEVELOPPMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE AU MALI	2020	2024	9 000	900	800	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2024	2 000	1 116	1 116	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2024	2 000	1 116	1 116	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2024	2 000	1 116	1 116	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3343	PROJET REGIONAL DAPPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS II) - MALI	2022	2027	34 500	600	200	200	44 710	6 454	6 454	0	200	200	200	600	6 254	18 416	19 440	44 110	BM
TOTAL SOUS-SECTEUR				187 453	9 198	10 308	3 416	98 345	25 381	25 381	0	3 416	3 416	2 366	9 198	21 965	37 702	29 480	89 147	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Pêche*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO	2009	2024	2 805	900	550	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUACOLES	2008	2022	14 000	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3137	PROJET APPUI FILIERE HALIEUTIQUE AU MALI	2016	2024	8 883	0	0	0	3 635	2 410	2 410	0	0	0	0	0	2 410	1 003	222	3 635	UE
3164	OFFICE DEVELOPPEMNT PECHE ET AQUACULTURE DELTAT INTERIEUR DU NIGER	2020	2024	850	550	450	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				26 538	1 550	1 100	550	5 185	2 960	2 960	0	550	500	500	1 550	2 410	1 003	222	3 635	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Forêts*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
719	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GESTION MASSIFS FORESTIERS MALI	2002	2020	3 100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2261	PROGRAMME REGIONAL MASSIF FOUTA DJALLON	2007	2022	3 000	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
2509	APPUI SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER SIFOR	2010	2022	1 567	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER	2010	2023	7 200	300	995	300	1 200	900	900	0	300	0	0	300	600	300	0	900	Suède
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	2013	2023	6 229	270	3 346	150	1 012	404	404	0	150	120	0	270	254	488	0	742	UE
2771	ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE LOCAL FENU	2015	2022	900	90	90	90	90	90	90	0	90	0	0	90	0	0	0	0	
2772	GESTION RESSOURCES NATURELLES CHANGEMENT CLIMATIQUES IDA	2014	2021	14 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	2015	2024	2 000	750	1 093	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	2018	2024	1 700	900	1 018	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Forêts*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	2018	2024	3 750	1 350	2 943	450	1 350	450	450	0	450	450	450	1 350	0	0	0	0	
3125	PROJET DE GESTION DES RISQUES CLIMATIQUES ET D'INONDATION AU MALI EN VUE DE PRESERVER DES VIES ET DES BIENS (PGRCI)	2016	2021	6 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3148	PROMOTION DES CHAINES DE VALEUR AGRICOLE (GEDEFOR III)	2020	2023	11 983	630	890	370	4 097	2 370	2 370	0	370	260	0	630	2 000	1 467	0	3 467	Suède
3151	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GEST MASSIFS FORESTIERS MALI	2021	2024	750	450	300	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
3152	PROG REBOISEMENT INTENSIF RECONSTRUCTION ECOSYSTEMES FOREST MALI	2020	2024	1 170	750	640	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3189	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE CLIMATIQUE AU MALI (HYDROMET)	2019	2023	15 500	0	0	0	1 000	1 000	1 000	0	0	0	0	0	1 000	0	0	1 000	BM
3227	PROJET GESTION COMM RESSOURCES NATURELLES RESTAURATION ECOS ELEPHANTS	2021	2024	3 725	400	250	150	2 142	841	841	0	150	150	100	400	691	609	442	1 742	FEM
TOTAL SOUS-SECTEUR				83 074	6 240	11 915	2 810	14 091	7 355	7 355	0	2 810	1 930	1 500	6 240	4 545	2 864	442	7 851	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Mines et Géologie*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2228	PROMOTION DE NOUVELLES ZONES PETROLIERES	2007	2023	3 883	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2496	EQUIPEMENT DU PDRM	2010	2021	3 315	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	2015	2023	6 384	0	5 284	800	900	800	800	0	800	100	0	900	0	0	0	0	
3188	PROJET DE GOUVERNANCE DU SECTEUR DES MINES	2019	2022	20 000	0	0	0	3 000	3 000	3 000	0	0	0	0	0	3 000	0	0	3 000	BM
3349	PROGRAMME DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PETROLIERE DU MALI PDRPM	2022	2025	2 500	1 500	500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				36 082	1 500	5 784	1 300	5 400	4 300	4 300	0	1 300	600	500	2 400	3 000	0	0	3 000	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Eaux*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER	2002	2023	3 885	300	718	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0	
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	2010	2024	144 557	16 500	40 400	2 500	26 500	12 500	12 500	0	2 500	6 000	8 000	16 500	10 000	0	0	10 000	AFD/BOAD/B ID/FSD
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	2005	2023	2 750	800	2 330	400	800	400	400	0	400	400	0	800	0	0	0	0	
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	2017	2024	45 000	18 000	16 000	6 000	18 000	6 000	6 000	0	6 000	6 000	6 000	18 000	0	0	0	0	
2284	DRAGAGE/PROTECTION BERGES DE DIAFARABE	2007	2023	18 200	1 300	11 210	650	1 300	650	650	0	650	650	0	1 300	0	0	0	0	
2529	CONTRAT PLAN ETATLNE	2016	2024	3 140	950	2 283	350	950	350	350	0	350	300	300	950	0	0	0	0	
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	2012	2023	195 754	1 600	1 275	800	13 600	12 800	12 800	0	800	800	0	1 600	12 000	0	0	12 000	BAD/BOAD/B EI
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	2011	2022	18 695	150	150	150	2 150	2 150	2 150	0	150	0	0	150	2 000	0	0	2 000	KfW
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	2014	2022	30 114	390	390	390	3 290	390	390	0	390	0	0	390	0	2 900	0	2 900	AFD

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Eaux*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2921	REHABILITATION ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT FLEUVE NIGER	2016	2023	36 000	300	8 750	150	2 300	2 150	2 150	0	150	150	0	300	2 000	0	0	2 000	BM
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	2016	2022	7 800	300	300	300	2 400	2 400	2 400	0	300	0	0	300	2 100	0	0	2 100	Pays-Bas Suède
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	2016	2023	62 205	1 000	1 183	500	21 949	4 744	4 744	0	500	500	0	1 000	4 244	8 452	8 253	20 949	KfW
2998	PROJET HYDRAULIQUE ASSAINISSEMENT MILIEU RURAL (BID-UEMOA)	2016	2022	6 855	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3082	PROG. SAOUDIEN DE FORAGES-PUITS ET DEVELOP. RURAL EN AFRIQUE PHASE 5	2018	2023	8 000	160	5 068	80	1 160	1 080	1 080	0	80	80	0	160	1 000	0	0	1 000	FSD
3132	PROJET APPUI CONNAISSANCE & SUIVI RESSOURCE EN EAU (PACS-RE)	2018	2024	9 794	300	6 764	100	3 724	1 947	1 947	0	100	100	100	300	1 847	1 577	0	3 424	KfW
3162	PROGRAMME DAPPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (3 EME PHASE)	2020	2026	7 860	150	150	50	3 963	2 050	2 050	0	50	50	50	150	2 000	1 308	505	3 813	UE
3182	PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU NIGER (PIDACC/BN)	2020	2024	13 222	650	200	100	3 071	2 521	2 521	0	100	250	300	650	2 421	0	0	2 421	BAD FAT Fonds Vert Climat UE
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2024	2 000	1 116	1 116	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Eaux*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3303	PROJET AMELIORATION ACCES EAU POTABLE ASSAINISSEMENT REGION DE kOULIKORO	2021	2023	11 514	0	0	0	6 298	4 416	4 416	0	0	0	0	0	4 416	1 882	0	6 298	Belgique
3331	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DURABLES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	2022	2026	9 195	1 500	500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				636 540	45 566	98 887	13 642	114 471	57 670	57 670	0	13 642	16 302	15 622	45 566	44 028	16 119	8 758	68 905	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Secondaire				SOUS-SECTEUR						Energie								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	2011	2022	1 980	200	400	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DEDOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	2016	2023	35 869	0	17 375	2 300	7 300	4 100	4 100	0	2 300	2 700	0	5 000	1 800	500	0	2 300	BOAD
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	2014	2024	1 734	600	743	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	2015	2022	1 500	300	550	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2869	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	2015	2022	25 000	560	1 680	560	1 460	1 460	1 460	0	560	0	0	560	900	0	0	900	BM
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	2016	2023	7 800	900	750	500	900	500	500	0	500	400	0	900	0	0	0	0	
2954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS SECTEUR ENERGIE EAU	2015	2024	3 500	1 150	1 953	300	1 150	300	300	0	300	400	450	1 150	0	0	0	0	
2999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIKASSO BOUGOUNI BAMAKO	2016	2022	80 700	0	0	0	2 921	2 921	2 921	0	0	0	0	0	2 921	0	0	2 921	BID
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	2017	2023	11 800	400	200	200	6 807	3 607	3 607	0	200	200	0	400	3 407	3 000	0	6 407	Fonds Abou Dabi

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Energie*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE/ CONSTRUCTION CENTRALE SOLAIRE	2018	2024	46 202	25 000	75 000	500	10 500	500	500	0	500	5 000	5 000	10 500	0	0	0	0	
3116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE)	2018	2024	30 889	0	0	0	15 164	4 000	4 000	0	0	0	0	0	4 000	11 000	164	15 164	AFD
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPMENT RURAL AU MALI	2018	2024	13 800	0	0	0	12 690	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	1 250	9 440	12 690	BID
3181	PROJET AMELIORATION SECTEUR ELECTRICITE AU MALI	2019	2022	75 000	0	0	0	2 000	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	0	0	2 000	BM
3304	PROJET INTERCONNEXION ELECTRIQUE GUINEE-MALI (PIEGM)	2021	2023	36 623	0	0	0	8 090	8 090	8 090	0	0	0	0	0	8 090	0	0	8 090	BAD
3305	PROJET REGIONAL ACCES ELECTRICITE (PRAE)	2021	2023	30 950	0	0	0	3 000	3 000	3 000	0	0	0	0	0	3 000	0	0	3 000	BM
3306	PROJET CENTRAL HYDROELECTRIQUE DE DJENNE	2021	2022	17 214	0	0	0	3 000	3 000	3 000	0	0	0	0	0	3 000	0	0	3 000	BAD BM
3330	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE/ ENERGIE SOLAIRE PHASE 4	2022	2026	750	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				421 311	29 560	98 801	5 210	76 532	36 328	36 328	0	5 210	9 050	5 800	20 060	31 118	15 750	9 604	56 472	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Secondaire				SOUS-SECTEUR						Industrie / Artisanat								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	2006	2023	2 000	400	1 740	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2241	APPUI AU CADRE INTEGRE	2005	2024	22 822	3 000	16 296	1 000	4 350	1 750	1 750	0	1 000	1 000	1 000	3 000	750	600	0	1 350	PNUD
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	2017	2022	10 700	0	3 400	350	350	350	350	0	350	0	0	350	0	0	0	0	
2619	APPUI AU CERFITEX	2015	2024	4 200	1 200	1 200	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	2012	2023	584	300	300	200	300	200	200	0	200	100	0	300	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	2014	2024	2 000	800	1 550	300	800	300	300	0	300	250	250	800	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	2014	2023	1 200	400	1 082	250	400	250	250	0	250	150	0	400	0	0	0	0	
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	2014	2023	2 700	750	2 465	550	750	550	550	0	550	200	0	750	0	0	0	0	
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	2016	2023	1 300	350	1 024	200	350	200	200	0	200	150	0	350	0	0	0	0	

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Industrie / Artisanat*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2016	2024	1 000	300	290	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2957	PROJET D'APPUI FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DE DETAIL	2016	2023	2 500	600	2 004	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
3160	PROJET D'APPUI A L'OPERATIONNALISATION DU PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT A L'EXPORTATION DE LA VIANDE DU MALI	2019	2022	1 559	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	2020	2024	800	600	400	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2024	2 000	1 116	1 116	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3245	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAD-PME)	2021	2022	600	150	300	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				55 965	10 066	33 267	4 672	11 766	5 422	5 422	0	4 672	3 422	2 322	10 416	750	600	0	1 350	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Moyens routiers*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	2002	2023	30 000	3 000	2 500	7 300	26 500	7 300	7 300	0	7 300	10 500	8 700	26 500	0	0	0	0	
1833	ENTRETIEN COURANT DES ROUTES	2002	2023	3 546	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	2005	2024	10 000	3 000	2 950	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	2010	2023	1 500	400	750	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	2011	2024	106 422	0	0	0	19 000	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	8 500	8 500	19 000	UE
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE	2016	2021	72 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BID
2812	CONSTRUCTION 4EME PONT DE BAMAKO	2017	2023	170 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2945	CONSTRUCTION 2EME PONT DE KAYES (600ML)	2016	2021	75 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	2016	2024	35 000	500	19 954	500	5 433	500	500	0	500	3 633	1 300	5 433	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Moyens routiers*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLONDIEBA FRE RCI	2016	2022	60 000	0	0	0	7 222	7 222	7 222	0	0	0	0	0	7 222	0	0	7 222	BAD
3012	CONST/BITUMAGE DE LA ROUTE KAYES KENIEBA (250KM)	2017	2022	44 193	0	0	1 000	1 000	1 000	1 000	0	1 000	0	0	1 000	0	0	0	0	
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	2017	2024	26 500	0	19 860	1 500	9 600	1 500	1 500	0	1 500	4 000	4 100	9 600	0	0	0	0	
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	2017	2022	28 187	0	40 092	4 000	4 000	4 000	4 000	0	4 000	0	0	4 000	0	0	0	0	
3017	CONST SECTION YANFOLILA KALANA FRONTIERE GUINEE(52KM)	2017	2020	31 720	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3018	AMENAGEMENT DE LA BRETELE KATELE KADIOLO, 4 KM DE VOIRIES DANS LA LOCALITE DE KADIOLO ET 10 KM DE ROUTE DE TERRE DANS LE CERCLE DE KADIOLO	2017	2021	88 434	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3020	AMENAGEMENT. 2X2 VOIES 3EME PONT. RN6. CONSTRUCT. ECHANG. REHAB. SECT TOUR AFRIQUE-YIRIMADIO- RN6	2017	2021	45 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3078	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE BKO KATI DIDIENI	2019	2023	78 000	0	78 000	15 000	26 141	15 000	15 000	0	15 000	11 141	0	26 141	0	0	0	0	
3099	AMENAG. TRAVERSEE VILLE DE SIKASSO	2018	2022	20 520	0	0	4 690	4 690	4 690	4 690	0	4 690	0	0	4 690	0	0	0	0	

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Moyens routiers								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3176	PROJET CONSTRUCTION VIADUC AMANAGEMENT 10 KM DE VOIERIES URBAINES DANS LA VILLE DE SIKASSO	2019	2022	23 691	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)-PHASE I	2020	2024	70 400	0	0	0	53 117	7 007	7 007	0	0	0	0	0	7 007	23 000	23 110	53 117	BAD
3190	CONSTRUCTION BUTIMAGE DE LA ROUTE KAYES-AOUROU-FR MAURITANIE	2020	2022	76 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3201	RECONSTRUCTION DE LA ROUTE SEVARE - GAO	2019	2022	232 328	0	106 000	3 000	3 000	3 000	3 000	0	3 000	0	0	3 000	0	0	0	0	
3230	AMENAG SECTION SEVARE MOPTI RN6 AMENAGEMENT 10 KM VOIRIE DONT 5 KM DANS LA VILLE DE MOPTI ET 5 KM DANS LA VILLE DE SEVARE ET LA CONSTRUCTION DE LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE L'AEROPORT DE MOPTI AMBODEDJO	2021	2023	33 468	1 000	1 000	500	4 000	3 500	3 500	0	500	500	0	1 000	3 000	0	0	3 000	BOAD
3259	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE SIKASSO	2021	2024	1 600	1 200	800	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3263	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE TOMBOUCTOU	2021	2024	1 600	1 200	800	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3266	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE GAO	2021	2024	1 600	1 200	800	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3269	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KIDAL	2021	2024	1 600	1 200	800	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Moyens routiers*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3272	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE MOPTI	2021	2024	1 600	1 200	800	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3276	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE SEGOU	2021	2024	1 600	1 200	800	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3279	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KOULIKORO	2021	2024	1 600	1 200	800	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3282	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE MENAKA	2021	2024	1 600	1 200	800	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3285	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE TAOUDENIT	2021	2024	1 600	1 200	800	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3288	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KAYES	2021	2024	1 600	1 200	800	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3307	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES SANDARE	2021	2023	70 000	0	70 000	10 000	40 000	10 000	10 000	0	10 000	15 000	15 000	40 000	0	0	0	0	
3318	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE SADIOLA-SOUMALA	2022	2026	42 000	42 000	42 000	3 000	26 000	3 000	3 000	0	3 000	9 000	14 000	26 000	0	0	0	0	
3319	TRAVAUX CONST PENETRANTE - PHASE 2 ROUTE BAMAKO -SEGOU CARREFOUR WARABA TIATIO BAGUINEDA (16 KM)	2022	2024	20 000	20 000	20 000	1 500	20 000	1 500	1 500	0	1 500	8 000	10 500	20 000	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Moyens routiers*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3320	TRONCON URBAIN RN 27 (BAMAKO-KOULIKORO) RONDPOINT GRAND HOTEL BOULKASSOUMBOUGOU	2022	2024	20 243	310	310	310	310	310	310	0	310	0	0	310	0	0	0	0	
3323	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DIEMA - SANDARE	2022	2026	90 000	90 000	90 000	1 100	26 100	1 100	1 100	0	1 100	10 000	15 000	26 100	0	0	0	0	
3324	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE TAMBAGAMANANTALI (92KM)	2022	2026	40 000	65 000	65 000	3 000	16 000	5 000	5 000	0	3 000	5 000	8 000	16 000	0	0	0	0	
3325	FONDS ETUDES PROJETS ROUTIERS	2022	2026	9 000	2 000	2 000	750	2 000	750	750	0	750	1 250	0	2 000	0	0	0	0	
3352	AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES DE LA SECTION SEGOU - SAN SUR 7 KM DE LA RN6	2022	2023	1 500	1 500	1 500	1 000	1 500	1 000	1 000	0	1 000	500	0	1 500	0	0	0	0	
3353	AMENAGEMENT VOIE ROUTE AEROPORT CITE UNIVERSITAIRE DE KABALA	2022	2024	25 000	25 000	25 000	1 000	10 000	1 000	1 000	0	1 000	4 000	5 000	10 000	0	0	0	0	
3354	CONTRUCTION/BITUMAGE KADIANA-FOUROU-KADIOLO 95 KM BRETELLE DOUMATENE MISSENI 50 KM	2022	2026	82 000	82 000	82 000	1 000	14 000	1 000	1 000	0	1 000	5 000	8 000	14 000	0	0	0	0	
3355	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DE LA ROUTE DIOÏLA-MASSIGUI-KOUALE-KEBILA	2022	2026	127 000	127 000	127 000	2 000	27 000	2 000	2 000	0	2 000	10 000	15 000	27 000	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				1 905 352	474 710	803 916	67 350	362 013	88 579	88 579	0	67 350	102 724	109 600	279 674	19 229	31 500	31 610	82 339	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Moyens fluviaux								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	2003	2023	4 918	400	550	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
3155	CONTRAT/PLAN ETAT COMANAV	2015	2024	2 179	1 050	950	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				7 097	1 450	1 500	550	1 450	550	550	0	550	550	350	1 450	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Aéronautique / Météo								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	2016	2024	28 609	6 500	13 325	2 500	6 500	2 500	2 500	0	2 500	2 000	2 000	6 500	0	0	0	0	
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	2017	2024	1 200	650	750	250	650	250	250	0	250	200	200	650	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				29 809	7 150	14 075	2 750	7 150	2 750	2 750	0	2 750	2 200	2 200	7 150	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Infrastructures				SOUS-SECTEUR						Poste / Télécommunication								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2926	CONTART PLAN ETAT ONP	2015	2024	3 000	900	2 600	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				3 000	900	2 600	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Topo et Cartographie*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	2016	2024	16 500	6 000	11 632	2 000	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	2 000	6 000	0	0	0	0	
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	2017	2024	3 000	1 050	1 833	300	1 050	300	300	0	300	350	400	1 050	0	0	0	0	
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	2016	2024	3 810	600	1 820	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3329	CONFECTION D'UN CADASTRE EXPEDIE	2022	2026	25 904	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				49 214	8 550	15 585	2 800	8 550	2 800	2 800	0	2 800	2 850	2 900	8 550	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
1949	ENTRETIEN IMMEUBLE HOTEL DU MEF ACI 2000	2003	2022	8 200	150	1 085	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE. REGIONALES CADASTRE	2017	2022	8 000	1 250	5 750	700	1 250	700	700	0	700	550	0	1 250	0	0	0	0	
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	2016	2024	2 974	1 150	1 480	350	1 150	350	350	0	350	400	400	1 150	0	0	0	0	
2131	ETUDE ARCHITECTURALE CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2010	2022	2 150	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2192	PROJET REHABILITATION CENTRE FORMATION TABACORO	2006	2020	838	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	2007	2024	1 960	500	1 590	100	500	100	100	0	100	200	200	500	0	0	0	0	
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	2013	2022	1 084	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	2011	2024	4 038	750	2 250	300	1 200	300	300	0	300	500	400	1 200	0	0	0	0	
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	2016	2023	1 450	400	930	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2592	CONSTRUCTION HOTEL DES FINANCES	2012	2024	17 000	10 000	35 303	2 000	10 000	2 000	2 000	0	2 000	4 000	4 000	10 000	0	0	0	0	
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE ONAP	2012	2022	2 766	400	2 175	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	2013	2024	4 200	0	3 842	300	1 200	300	300	0	300	400	500	1 200	0	0	0	0	
2720	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CESC	2013	2022	1 150	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	2013	2024	2 700	1 050	1 869	300	1 050	300	300	0	300	350	400	1 050	0	0	0	0	
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	2014	2023	1 892	300	450	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0	
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	2014	2024	20 000	7 800	10 535	2 300	7 800	2 300	2 300	0	2 300	2 500	3 000	7 800	0	0	0	0	
2762	CONSTRUCTION GRANDE PRISON DE BAMAKO	2014	2022	13 106	0	0	3 000	3 000	3 000	3 000	0	3 000	0	0	3 000	0	0	0	0	
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	2013	2023	14 235	700	6 320	400	700	400	400	0	400	300	0	700	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	2013	2023	13 303	500	2 550	300	500	300	300	0	300	200	0	500	0	0	0	0	
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	2013	2024	7 700	1 900	7 930	700	1 900	700	700	0	700	700	500	1 900	0	0	0	0	
2822	REHABILITATION BUREAUX/VILLAS D'HOTES PRESIDENCE	2015	2024	5 000	1 200	3 352	600	1 200	600	600	0	600	300	300	1 200	0	0	0	0	
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	2015	2022	1 500	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	2017	2022	4 270	0	1 700	600	600	600	600	0	600	0	0	600	0	0	0	0	
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	2015	2023	9 000	1 250	5 900	750	1 250	750	750	0	750	500	0	1 250	0	0	0	0	
2841	EXTENSION/ AMENAGEMENT SIEGE APCMM	2015	2021	978	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	2015	2022	6 300	400	400	1 700	1 700	1 700	1 700	0	1 700	0	0	1 700	0	0	0	0	
2870	CONSTRUCTION REHABILITATION ANNEXE MTFPRE	2015	2022	1 440	400	400	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2881	ACQUISITION TERRAIN CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DRB/DRCF DISTRICT	2015	2022	1 504	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	2015	2024	40 000	15 000	34 750	5 000	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	5 000	15 000	0	0	0	0	
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/ CC	2016	2024	3 734	3 500	3 500	800	3 500	800	800	0	800	1 300	1 400	3 500	0	0	0	0	
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	2016	2024	2 701	1 100	2 150	400	1 100	400	400	0	400	400	300	1 100	0	0	0	0	
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	2016	2024	6 500	2 400	3 740	800	2 400	800	800	0	800	800	800	2 400	0	0	0	0	
2920	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE AEDD	2016	2022	1 800	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRIORIALLES	2016	2024	5 500	2 100	4 375	700	2 100	700	700	0	700	700	700	2 100	0	0	0	0	
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	2016	2024	6 000	1 500	4 070	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	2016	2024	4 000	1 500	2 370	400	1 500	400	400	0	400	500	600	1 500	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	2016	2023	6 325	1 000	7 930	600	1 000	600	600	0	600	400	0	1 000	0	0	0	0	
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	2017	2023	6 000	1 800	4 530	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	2016	2024	9 000	0	5 000	150	3 494	150	150	0	150	1 800	1 544	3 494	0	0	0	0	
3029	CONST/EQUIP. SIEGE AUTORITE PROTECTION DONNEES CARACTERE PERSONNEL	2017	2021	1 100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3030	PROJET CONS/EQUIP DFM DRH ET CPS SECTEUR COOP INTEGRATION	2017	2021	2 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	2017	2022	2 000	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	2017	2022	1 100	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	2017	2022	768	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3042	CONST EQUIP REHAB INFRASTRUCTURES INFJ Me DEMBA DIALLO	2017	2022	2 095	0	0	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	2017	2024	4 595	0	0	350	1 245	350	350	0	350	500	395	1 245	0	0	0	0	
3067	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NARA	2019	2024	4 000	1 500	4 765	665	1 500	665	665	0	665	665	170	1 500	0	0	0	0	
3068	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE SAN	2019	2024	4 000	1 500	4 765	665	1 500	665	665	0	665	665	170	1 500	0	0	0	0	
3069	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NIORO DU SAHEL	2020	2024	4 000	1 500	4 765	665	1 500	665	665	0	665	665	170	1 500	0	0	0	0	
3071	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KITA	2020	2024	4 000	1 500	4 765	665	1 500	665	665	0	665	665	170	1 500	0	0	0	0	
3073	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE DIOILA	2020	2023	4 000	1 500	4 765	665	1 500	665	665	0	665	665	170	1 500	0	0	0	0	
3074	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE BOUGOUNI	2020	2024	4 000	1 500	4 765	665	1 500	665	665	0	665	665	170	1 500	0	0	0	0	
3079	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KOUTIALA	2020	2024	4 000	1 500	4 765	665	1 500	665	665	0	665	665	170	1 500	0	0	0	0	
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	2018	2022	450	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*					*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3103	CONST/EQUIP. 6 CENTRES DE PAIEMENT PENSION DISTRICT BKO	2018	2020	600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3106	CONSTRCTION/EQUIP. SIEGE PGT/RGD	2018	2022	4 100	900	900	350	900	350	350	0	350	550	0	900	0	0	0	0	
3108	CONST/EQUIP.TRANSIT ADM ET BCS	2018	2023	4 500	0	2 231	400	600	400	400	0	400	200	0	600	0	0	0	0	
3114	CONSTRUCTION SIEGE DGSE	2019	2024	16 000	6 500	24 500	2 000	6 500	2 000	2 000	0	2 000	2 000	2 500	6 500	0	0	0	0	
3131	REHABILITATION EX HOTEL DES FINANCES	2019	2023	1 360	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3141	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU MUR DE CLOTURE DE LA PLATEFORME	2021	2022	450	150	450	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3149	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE ABFN	2020	2023	2 000	0	3 000	500	1 100	500	500	0	500	600	0	1 100	0	0	0	0	
3150	CONSTRUCTION DU SIEGE DE LA DNACPN	2020	2023	2 256	0	3 800	700	1 000	700	700	0	700	300	0	1 000	0	0	0	0	
3153	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BUREAUX DOMAINES ET CADASTRES KATI	2020	2023	1 800	1 200	3 200	300	1 200	300	300	0	300	500	400	1 200	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3154	CONSTRUCTION EQUIPEMENT AGEROUTE	2020	2022	970	400	400	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
3157	ACQUISITION DE CHANCELLERIE DU MALI AU CAIRE	2020	2022	3 000	100	3 500	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3158	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'ONEF	2020	2024	2 500	2 000	3 800	500	2 000	500	500	0	500	800	700	2 000	0	0	0	0	
3169	CONSTRUCTION SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	2020	2024	3 500	2 700	8 017	600	2 700	600	600	0	600	1 100	1 000	2 700	0	0	0	0	
3171	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DFM DRH MINISTERE AGRICULTURE	2020	2023	2 800	0	3 994	500	899	500	500	0	500	399	0	899	0	0	0	0	
3175	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	2020	2024	1 500	950	750	250	950	250	250	0	250	300	400	950	0	0	0	0	
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	2020	2023	800	483	700	200	483	200	200	0	200	283	0	483	0	0	0	0	
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	2020	2024	4 000	1 500	4 100	665	1 500	665	665	0	665	665	170	1 500	0	0	0	0	
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	2020	2024	4 000	1 500	4 100	665	1 500	665	665	0	665	665	170	1 500	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2024	2 000	1 116	1 116	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2024	2 000	1 116	1 116	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2024	2 000	1 116	1 116	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO(CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2024	2 050	1 140	1 140	380	1 140	380	380	0	380	380	380	1 140	0	0	0	0	
3226	CONSTRUCTION EXTENSION DNEF	2021	2024	8 500	8 000	2 000	2 000	8 000	2 000	2 000	0	2 000	3 000	3 000	8 000	0	0	0	0	
3229	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	2021	2024	1 300	1 000	1 200	300	1 000	300	300	0	300	300	400	1 000	0	0	0	0	
3231	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLE D'ARCHIVAGE DFM/MIE	2021	2022	200	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3233	CONSTRUCTION NOUVEAUX BUREAUX DE LA DFM/MEN	2021	2023	2 700	2 200	4 400	500	2 200	500	500	0	500	1 200	500	2 200	0	0	0	0	
3234	PROJET D'EXTENSION DU SIEGE DU RECTORAT DE L'USSGB	2021	2021	277	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3235	PROJET CONSTRUCTION CENTRE ADMINISTRATIF ET PÉDAGOGIQUE POUR LA FACULTÉ DES SCIENCES ADMINISTRATIVES ET POLITIQUES (FSAP)	2021	2021	585	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3237	PROJET CONSTRUCTION SIEGE DFM/ CADD/ CELLULE BVG & GENRE/ PLATE FORME MULTI FONC	2021	2024	1 575	1 275	2 550	500	1 275	500	500	0	500	475	300	1 275	0	0	0	0	
3238	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/CEPRIS/DRH	2021	2024	2 000	0	2 000	150	1 390	150	150	0	150	600	640	1 390	0	0	0	0	
3239	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ONAPUMA	2021	2024	3 000	0	3 000	600	1 900	600	600	0	600	1 000	300	1 900	0	0	0	0	
3240	CONSTRUCTION SIEGE DGB - DNPD	2021	2024	6 000	5 000	10 000	1 000	5 000	1 000	1 000	0	1 000	2 000	2 000	5 000	0	0	0	0	
3242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNGR ET DNA	2021	2023	2 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA DNTTMF	2021	2024	3 000	2 500	5 000	700	2 500	700	700	0	700	1 000	800	2 500	0	0	0	0	
3247	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE DGME CT CO-DEVELOPPEMENT TOKTEN	2021	2022	800	450	450	450	450	450	450	0	450	0	0	450	0	0	0	0	
3252	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IMMEUBLE DES IMPOTS	2021	2024	11 000	7 100	1 200	600	7 100	600	600	0	600	2 500	4 000	7 100	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3253	CONSTRUCTION EQUIPEMEMENT DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	2021	2024	2 750	2 000	4 000	700	2 000	700	700	0	700	700	600	2 000	0	0	0	0	
3254	PROJET CONSTRUCTION HOTEL DEPARTEMENT ELEVAGE/ PECHE	2021	2024	2 500	2 000	4 000	400	2 000	400	400	0	400	700	900	2 000	0	0	0	0	
3255	CONSTRUCTION DELEGATIONS MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	2021	2023	370	220	220	150	220	300	300	0	150	70	0	220	0	0	0	0	
3260	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE SIKASSO	2021	2022	900	150	450	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3289	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT IMMEUBLE R+2 DFM/ARCHIVES/CADD DOMAINES	2021	2023	3 250	2 000	4 000	650	2 000	650	650	0	650	900	450	2 000	0	0	0	0	
3294	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DNI/CPS INDUSTRIE	2021	2024	1 900	1 700	3 400	200	1 700	200	200	0	200	700	800	1 700	0	0	0	0	
3296	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLES D'ARCHIVES DRH SECTEUR DEV ECOQ & DES FINANCES	2021	2022	600	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
3308	REHAB RENOVATION COUR CONSTITUTIONNELLE	2021	2022	200	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3313	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE CNREX BTP	2022	2023	800	800	800	200	800	200	200	0	200	600	0	800	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3321	CONSTRUCTION SIEGE DGR	2022	2024	2 500	2 500	2 500	500	2 500	1 000	1 000	0	500	1 000	1 000	2 500	0	0	0	0	
3322	CONSTRUCTION SIEGE CETRU	2022	2023	1 000	1 000	1 000	500	1 000	500	500	0	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
3332	PROJET DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DU PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	2022	2024	1 500	1 500	1 500	300	1 500	300	300	0	300	500	700	1 500	0	0	0	0	
3340	ETUDES, SUIVI ET CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE MAISON DU HADJ A BAMAKO	2022	2022	250	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3345	PROJET EXTENSION DES BUREAUX DU CNLCP	2022	2022	350	350	350	350	350	350	350	0	350	0	0	350	0	0	0	0	
3347	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CAISFF	2022	2024	4 000	4 000	4 000	1 000	4 000	1 000	1 000	0	1 000	1 500	1 500	4 000	0	0	0	0	
3348	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE KAYES	2022	2023	500	500	300	300	500	300	300	0	300	200	0	500	0	0	0	0	
3357	EQUIPEMENT DES DIRECTIONS REGIONALES DE LA CULTE	2022	2022	100	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3358	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSPECTION ENERGIE EAU	2022	2022	100	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3359	REHABILITATION/EQUIPEMENT ANEH	2022	2024	600	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3360	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CITE ADMINISTRATIVE REGIONALE/ BOUGOUNI	2022	2024	2 000	2 000	2 000	700	2 000	700	700	0	700	700	600	2 000	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				426 699	144 616	336 431	56 131	162 994	56 781	56 781	0	56 131	58 608	48 255	162 994	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Urbanisme et Habitat*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	1999	2023	5 707	650	950	350	650	350	350	0	350	300	0	650	0	0	0	0	
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	2012	2023	4 116	600	1 785	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMOUBOUGOU	2016	2024	19 000	10 000	34 200	300	7 300	300	300	0	300	3 000	4 000	7 300	0	0	0	0	
2420	ETUDE AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	2009	2023	7 000	1 200	4 410	600	1 200	600	600	0	600	600	0	1 200	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INSFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	2010	2022	1 657	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	2014	2024	3 500	1 200	1 443	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2923	ELIMINATION PREVENTION PESTICIDE OBSELETS	2015	2020	9 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3121	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DISTRICT DE BAMAKO	2018	2023	10 000	6 000	5 400	2 000	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	2 000	6 000	0	0	0	0	
3228	RATTACHEMENT ET MISE A JOUR DES TITRES FONCIERS AU MALI	2021	2025	16 948	1 200	600	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Urbanisme et Habitat*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3295	CONSTRUCTION/AMENAGEMENT DEPOTS DE RAMASSAGE DES ORDURES	2021	2024	1 500	1 200	600	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3328	VILLES DU MALI SANS BIDONS VILLES	2022	2022	100	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				79 128	22 450	49 788	5 150	19 750	5 150	5 150	0	5 150	7 400	7 200	19 750	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Transport / Stockage*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	2013	2024	4 511	0	2 900	500	2 126	500	500	0	500	826	800	2 126	0	0	0	0	
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	2011	2023	2 267	800	2 755	370	800	370	370	0	370	430	0	800	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				6 778	800	5 655	870	2 926	870	870	0	870	1 256	800	2 926	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Emploi / Travail								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	2003	2023	3 549	250	450	150	250	150	150	0	150	100	0	250	0	0	0	0	
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	2008	2022	1 393	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2843	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET EMPLOIS DES JEUNES (PROCEJ)	2015	2021	32 555	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2844	APPUI FORMATION PROFESSIONNELLE INSERTION A L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES RURAUX	2015	2022	26 205	120	120	120	1 120	1 120	1 120	0	120	0	0	120	1 000	0	0	1 000	FIDA
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	2016	2023	1 750	450	1 040	200	450	200	200	0	200	250	0	450	0	0	0	0	
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PFIP) MLI022	2017	2022	6 545	150	150	150	1 502	1 502	1 502	0	150	0	0	150	1 352	0	0	1 352	Lux-Dév
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	2017	2024	6 000	2 300	4 022	1 000	2 300	1 000	1 000	0	1 000	650	650	2 300	0	0	0	0	
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	2017	2023	8 555	150	100	100	150	100	100	0	100	50	0	150	0	0	0	0	
3339	CONTRIBUTION INSERT PROF RENF RESILIENCE DES JEUNES EN MILIEU RURAL (REGION SIKASSO)	2022	2026	2 500	1 100	500	500	1 100	500	500	0	500	300	300	1 100	0	0	0	0	

TOTAL SOUS-SECTEUR	89 052	4 620	6 482	2 320	6 972	4 672	4 672	0	2 320	1 350	950	4 620	2 352	0	0	2 352	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Education / Formation*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION	2003	2024	10 000	1 850	7 728	600	1 850	600	600	0	600	600	650	1 850	0	0	0	0	
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE L'ENI	2009	2022	2 328	800	1 885	400	800	400	400	0	400	400	0	800	0	0	0	0	
2384	PROGRAMME TOKTEN	2017	2022	1 715	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT LYCEES/IFP	2009	2024	17 731	4 700	10 930	1 200	4 700	1 200	1 200	0	1 200	1 500	2 000	4 700	0	0	0	0	
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITARE SEGOU	2009	2023	5 315	400	2 630	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2613	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ISH	2011	2022	954	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2650	CONTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	2012	2023	10 025	600	1 733	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
2769	PROJET D'EQUIPEMENT ENETP	2016	2021	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2858	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	2015	2023	9 000	0	5 000	2 000	3 000	2 000	2 000	0	2 000	1 000	0	3 000	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Education / Formation*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	2015	2022	5 825	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	2015	2022	4 000	0	230	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	2015	2023	958	300	150	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0	
2871	PROJET REHABILITATION ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	2015	2021	482	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	2015	2024	1 500	750	1 080	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANCE BESOINS EDUCATIONS	2016	2023	772	300	150	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0	
2973	APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	2016	2022	13 450	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3036	CONST/EQUIP SALLES DE CLASSE A L'ULSHB	2017	2023	1 300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	2016	2023	1 781	0	1 120	300	620	300	300	0	300	320	0	620	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Education / Formation*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	2012	2023	2 800	250	1 650	300	420	300	300	0	300	120	0	420	0	0	0	0	
3080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	2019	2024	10 000	0	13 000	2 000	6 500	2 000	2 000	0	2 000	2 500	2 000	6 500	0	0	0	0	
3111	FERME ECOLE MOFA	2018	2022	2 424	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
3236	PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT AMPHIS ET SALLES DE CLASSE A L'USSGB	2021	2022	415	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
3257	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE SIKASSO	2021	2024	1 200	900	600	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3261	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE TOMBOUCTOU	2021	2024	1 200	900	600	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3264	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE GAO	2021	2024	1 200	900	600	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3267	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE KIDAL	2021	2024	1 200	900	600	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3270	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE MOPTI	2021	2024	1 200	900	600	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Education / Formation*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3274	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE SEGOU	2021	2024	1 200	900	600	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3277	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE KOULIKORO	2021	2024	1 200	900	600	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3280	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE MENAKA	2021	2024	1 200	900	600	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3283	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE TAOUDENIT	2021	2024	1 200	900	600	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3286	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE KAYES	2021	2024	1 200	900	600	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3291	PROJET CONSTRUCTION INSTITUT NATIONALE DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE A SEGOU	2021	2023	1 578	900	1 700	400	900	400	400	0	400	500	0	900	0	0	0	0	
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	2021	2024	4 000	3 000	6 000	900	3 000	900	900	0	900	1 100	1 000	3 000	0	0	0	0	
3337	PROJET CONSTRUCTION INFRASTRUCTURES PEDAGOGIQUES IPR DE KATIBOUGOU	2022	2024	2 500	2 500	2 500	500	2 500	500	500	0	500	1 000	1 000	2 500	0	0	0	0	
3338	PROJET ETUDES CONST EQUIPEMENT UNIVERSITES REGIONALES (SIKASSO, TOMBOUCTOU ET GAO)	2022	2022	300	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Education / Formation*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3350	CONSTRUCTION RESIDENCE UNIVERSITAIRE IPRIFRA KATIBOUGOU	2022	2024	1 500	1 500	1 500	400	1 500	400	400	0	400	600	500	1 500	0	0	0	0	
3356	CONSTRUCTION DE 16 SALLES DE TD A LA FACULTE DE DROIT PRIVE	2022	2023	600	600	600	200	600	200	200	0	200	400	0	600	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				126 253	28 700	66 836	14 900	39 390	14 900	14 900	0	14 900	14 090	10 400	39 390	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Santé / Affaires sociales*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2061	REHABILATION EXTENSION IOTA	2007	2023	2 717	200	450	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0	
2064	APPUI GESTION POLITIQUE NATIONALE POPULATION	2004	2024	2 745	900	1 318	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2212	REHABILATION EXTENSION HPG	2006	2023	3 993	500	860	250	500	250	250	0	250	250	0	500	0	0	0	0	
2214	REHABILATION EXTENSION. HGT	2004	2023	3 776	600	800	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
2215	REHABILATION EXTENSION HOPITAL KATI	2005	2023	3 126	400	750	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2216	REHABILATION EXTENSION INRSP	2007	2020	2 167	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	2009	2022	974	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	2009	2023	2 405	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAINE DES FEMMES	2010	2022	1 047	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Santé / Affaires sociales*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	2011	2023	2 335	800	1 500	200	800	200	200	0	200	600	0	800	0	0	0	0	
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	2016	2023	3 815	1 000	1 000	300	900	300	300	0	300	600	0	900	0	0	0	0	
2719	PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA	2013	2022	100 000	1 800	25 000	1 800	5 800	5 800	5 800	0	1 800	0	0	1 800	4 000	0	0	4 000	BM
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	2014	2024	13 650	2 000	3 000	500	2 000	500	500	0	500	1 000	500	2 000	0	0	0	0	
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	2015	2022	23 428	200	350	200	2 200	2 200	2 200	0	200	0	0	200	2 000	0	0	2 000	BM
2978	AMELIORATION PLATEAU TECHNIQUE DES HOPITAUX	2017	2023	28 653	18 000	17 150	5 000	18 000	5 000	5 000	0	5 000	6 000	7 000	18 000	0	0	0	0	
3005	REHABILITATION CENTRE D'AUTOPROMOTION DES FEMMES	2017	2020	538	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3006	MISE A NIVEAU LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	2017	2023	1 149	300	600	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0	
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	2017	2024	75 000	35 500	42 900	10 000	35 500	10 000	10 000	0	10 000	12 500	13 000	35 500	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Santé / Affaires sociales*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3159	REHABILITATION EXTENSION INSP	2021	2023	750	500	500	250	500	250	250	0	250	250	0	500	0	0	0	0	
3191	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KAYES	2020	2024	1 200	750	600	200	750	200	200	0	200	250	300	750	0	0	0	0	
3192	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KOULIKORO	2020	2024	1 200	750	600	200	750	200	200	0	200	250	300	750	0	0	0	0	
3193	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL SIKASSO	2020	2024	1 200	750	600	200	750	200	200	0	200	250	300	750	0	0	0	0	
3194	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL SEGOU	2020	2024	1 200	750	600	200	750	200	200	0	200	250	300	750	0	0	0	0	
3195	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE MOPTI	2020	2024	1 200	750	600	200	750	200	200	0	200	250	300	750	0	0	0	0	
3197	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE GAO	2020	2024	1 200	750	600	200	750	200	200	0	200	250	300	750	0	0	0	0	
3232	PROGRAMME NATIONAL REDUCTION PAUVRETE DANS LES 200 COMMUNES LES PLUS PAUVRES DU MALI	2021	2025	41 000	600	400	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3246	Appui OBSERVATOIRE NATIONALE DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE (ONDD)	2021	2024	1 000	750	500	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*			*SOUS-SECTEUR*						*Santé / Affaires sociales*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3258	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE SIKASSO	2021	2024	1 200	900	600	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3262	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE TOMBOUCTOU	2021	2024	1 200	900	600	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3265	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE GAO	2021	2024	1 200	900	600	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3268	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KIDAL	2021	2024	1 200	900	600	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3271	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE MOPTI	2021	2024	1 200	900	600	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3275	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE SEGOU	2021	2024	1 200	900	600	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3278	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KOULIKORO	2021	2024	1 200	900	600	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3281	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE MENAKA	2021	2024	1 200	900	600	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3284	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE TAOUDENIT	2021	2024	1 200	900	600	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Santé / Affaires sociales*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3287	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KAYES	2021	2024	1 200	900	600	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3292	AMENAGEMENT EQUIPEMENT Centre National Appareillage Orthopedique du Mali (CNAOM)	2021	2021	270	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3333	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE CNOS	2022	2024	5 000	5 000	5 000	600	4 600	600	600	0	600	2 000	2 000	4 600	0	0	0	0	
3334	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DERMATOLOGIQUE DE BAMAKO	2022	2024	1 200	1 200	1 200	300	1 200	300	300	0	300	500	400	1 200	0	0	0	0	
3335	CONSTRUCTION CENTRE REGIONAL APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE REEDUCATION FONCTIONNELLE - KAYES	2022	2023	800	800	800	400	800	400	400	0	400	400	0	800	0	0	0	0	
3336	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN BUREAU R+3 DANS LA COUR DE LA DNPSES	2022	2024	750	750	750	200	750	200	200	0	200	350	200	750	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				341 488	85 900	114 828	26 100	91 400	32 100	32 100	0	26 100	30 650	28 650	85 400	6 000	0	0	6 000	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Culture / Art / Sport*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	2007	2024	14 000	3 400	5 625	1 000	3 400	1 000	1 000	0	1 000	1 200	1 200	3 400	0	0	0	0	
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	2008	2022	3 160	470	470	470	470	470	470	0	470	0	0	470	0	0	0	0	
2360	RENOVATION DU STADE MODOBO KEITA (PHASE 2)	2008	2024	5 000	1 400	4 610	300	1 400	300	300	0	300	500	600	1 400	0	0	0	0	
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	2012	2022	2 731	2 500	2 500	700	2 500	700	700	0	700	1 000	800	2 500	0	0	0	0	
2816	REHABILITAION MUSE NATIONAL	2017	2022	1 800	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2896	SECURISATION DU CHAMP HIPPIQUE DE BAMAKO	2017	2020	543	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	2017	2023	5 000	1 200	4 276	500	1 200	500	500	0	500	400	300	1 200	0	0	0	0	
3054	AMENAGEMENT DES STADES CAN ET ANNEXES	2017	2023	3 048	250	2 727	150	250	150	150	0	150	100	0	250	0	0	0	0	
3196	PROJET AMENAGEMENT MEMORIAL MODIBO KEITA	2020	2023	600	300	400	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Culture / Art / Sport*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3249	PROJET DE REABILITATION DU STADE DU 26 MARS	2021	2022	8 700	2 000	3 700	6 000	6 000	6 000	6 000	0	6 000	0	0	6 000	0	0	0	0	
3250	REHABILITATION LYCEE SPORTIF DE KABALA	2021	2023	1 800	1 130	1 630	500	1 230	500	500	0	500	730	0	1 230	0	0	0	0	
3256	EQUIPEMENT MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	2021	2022	650	350	650	350	350	350	350	0	350	0	0	350	0	0	0	0	
3341	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CICB	2022	2023	1 000	1 000	1 000	500	1 000	500	500	0	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
3342	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE ACTION CULTURELLE	2022	2023	500	500	500	200	500	200	200	0	200	300	0	500	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				48 532	14 800	28 388	11 120	18 900	11 120	11 120	0	11 120	4 880	2 900	18 900	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Information*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	2016	2024	2 750	750	1 783	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2866	PROJET CONNEXION COMMUNES/ ECOLES A INTERNET	2016	2022	1 336	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3156	RENFORCEMENT INFRASTRUCRE ORTM/ NUMERISATION DES ARCHIVES DE L'ORTM	2020	2024	3 500	2 500	3 870	700	2 500	700	700	0	700	900	900	2 500	0	0	0	0	
3326	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT SALLE INFORMATIQUE AGETIC	2022	2023	750	750	400	400	750	800	800	0	400	350	0	750	0	0	0	0	
3327	SYSTEME D'INFORMATION STATISTITQUE DES VILLES (SISV)	2022	2022	200	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				8 536	4 200	6 253	1 550	4 200	1 950	1 950	0	1 550	1 500	1 150	4 200	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	2017	2022	1 800	250	1 308	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	2006	2024	1 173	600	813	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	2008	2024	1 750	450	1 238	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	2008	2024	1 250	300	899	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	2008	2024	1 100	360	672	120	360	120	120	0	120	120	120	360	0	0	0	0	
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	2008	2024	1 664	300	770	100	300	100	0	100	100	100	100	300	0	0	0	0	
2359	APPUI CPS SECTEUR JUSTICE	2008	2024	1 700	300	1 164	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPORTS COMMUNICATION	2008	2024	1 400	300	620	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	2009	2024	1 800	360	1 302	120	360	120	120	0	120	120	120	360	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	2009	2024	1 000	400	610	200	400	200	200	0	200	100	100	400	0	0	0	0	
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	2009	2024	993	360	810	120	360	120	120	0	120	120	120	360	0	0	0	0	
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	2009	2024	1 384	450	745	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EMPL PROM INVEST PRI	2009	2024	2 000	420	1 461	140	420	140	140	0	140	140	140	420	0	0	0	0	
2425	RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MEA	2009	2021	995	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	2009	2024	4 637	1 200	2 918	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	2012	2024	4 261	1 425	2 100	475	1 425	475	475	0	475	475	475	1 425	0	0	0	0	
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	2010	2024	4 400	1 200	2 030	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2531	PROGRAMME APPUI FINANCEMENT DES PME (PAF/PME)	2009	2024	750	150	262	50	150	50	50	0	50	50	50	150	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE	2016	2022	1 200	150	783	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	2011	2023	2 170	320	1 690	170	320	170	170	0	170	150	0	320	0	0	0	0	
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	2012	2023	1 636	380	960	190	380	190	190	0	190	190	0	380	0	0	0	0	
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CSRP	2016	2023	1 724	500	1 225	250	500	250	250	0	250	250	0	500	0	0	0	0	
2731	FONDS D'ETUDE PREPARTION DES PROJETS	2014	2024	20 000	10 888	11 000	3 388	10 888	3 388	3 388	0	3 388	3 500	4 000	10 888	0	0	0	0	
2732	PROJET DE RECONSTRUCTION ET DE RELANCE ECONOMIQUE/IDA	2014	2022	50 683	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	2015	2022	790	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2824	APPUI CENTRE DE FORMATION EN STATISTIQUE/INSTAT	2015	2022	371	75	75	75	75	75	75	0	75	0	0	75	0	0	0	0	
2825	APPUI INSTITUTIONNEL AU MPATP	2015	2021	796	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	2016	2024	3 230	1 050	1 998	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2827	APPUI AU PROCESSUS MALI EMERGENT	2015	2023	833	200	593	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0	
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	2015	2022	1 189	190	190	190	190	190	190	0	190	0	0	190	0	0	0	0	
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	2016	2024	3 200	1 475	2 360	525	1 475	525	525	0	525	475	475	1 475	0	0	0	0	
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER	2016	2023	2 000	900	936	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM/ MEF	2016	2022	500	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	2016	2024	3 370	1 500	1 950	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	2016	2024	577	285	380	95	285	95	95	0	95	95	95	285	0	0	0	0	
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	2016	2024	7 500	2 900	5 200	900	2 900	900	900	0	900	1 000	1 000	2 900	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 6	2016	2024	2 500	1 050	1 580	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
3027	MODERNISATION SGG	2017	2023	600	450	450	300	450	300	300	0	300	150	0	450	0	0	0	0	
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	2017	2023	950	420	663	140	420	140	140	0	140	140	140	420	0	0	0	0	
3120	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIQUE MALIENNE (PACEM)	2018	2023	9 673	350	4 179	200	2 713	1 739	0	1 739	200	150	0	350	1 539	824	0	2 363	BAD
3145	PROGRAMME DECENTALISATION ET BONNE GOUVERNANCE (MLI 023)	2019	2020	4 930	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3163	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES	2021	2024	750	450	300	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
3165	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION / PREVIS. MACROECON	2020	2024	900	450	450	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
3178	APPUI MISE EN OEUVRE CERCAP	2020	2023	375	300	200	200	300	200	200	0	200	100	0	300	0	0	0	0	
3241	APPUI PROGRAMMATION SUIVI FDD	2021	2025	1 000	600	400	200	600	300	300	0	200	200	200	600	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3243	RENFORCEMENT CAPACITES DFM COMMUNICATION ECONOMIE NUMERIQUE	2021	2022	300	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				157 804	34 408	57 984	12 748	36 771	14 387	12 548	1 839	12 748	11 125	10 535	34 408	1 539	824	0	2 363	
TOTAL GENERAL				5 728 653	1 165 725	2 100 112	294 104	1 287 040	485 648	483 809	1 839	294 104	302 917	278 494	875 515	190 000	128 846	92 679	411 525	

Annexe 2

Présentation détaillée des Projets par Ministère / Institution et par Source de Financement

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3114	CONSTRUCTION SIEGE DGSE	2019	2024	16 000	6 500	2 000	2 000	6 500	2 000	2 000	0	2 000	2 000	2 500	6 500	0	0	0	0	
2822	REHABILITATION BUREAUX/VILLAS D'HOTES PRESIDENCE	2015	2024	5 000	1 200	600	600	1 200	600	600	0	600	300	300	1 200	0	0	0	0	
3141	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU MUR DE CLOTURE DE LA PLATEFORME	2021	2022	450	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				21 450	7 850	2 750	2 750	7 850	2 750	2 750	0	2 750	2 300	2 800	7 850	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	PRIMATURE																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3027	MODERNISATION SGG	2017	2023	600	450	300	300	450	300	300	0	300	150	0	450	0	0	0	0	
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	2015	2022	1 500	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	2020	2023	800	483	200	200	483	200	200	0	200	283	0	483	0	0	0	0	
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	2018	2022	450	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3029	CONST/EQUIP. SIEGE AUTORITE PROTECTION DONNEES CARACTERE PERSONNEL	2017	2021	1 100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				4 450	1 233	800	800	1 233	800	800	0	800	433	0	1 233	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*COUR CONSTITUTIONNELLE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3308	REHAB RENOVATION COUR CONSTITUTIONNELLE	2021	2022	200	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				200	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*COUR SUPREME*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/ CC	2016	2024	3 734	3 500	3 500	800	3 500	800	800	0	800	1 300	1 400	3 500	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				3 734	3 500	3 500	800	3 500	800	800	0	800	1 300	1 400	3 500	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2720	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CESC	2013	2022	1 150	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				1 150	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	2014	2024	20 000	7 800	2 300	2 300	7 800	2 300	2 300	0	2 300	2 500	3 000	7 800	0	0	0	0	
3030	PROJET CONS/EQUIP DFM DRH ET CPS SECTEUR COOP INTEGRATION	2017	2021	2 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3157	ACQUISITION DE CHANCELLERIE DU MALI AU CAIRE	2020	2022	3 000	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3332	PROJET DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DU PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	2022	2024	1 500	1 500	1 500	300	1 500	300	300	0	300	500	700	1 500	0	0	0	0	
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	2008	2024	1 750	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				28 750	9 850	4 050	2 850	9 850	2 850	2 850	0	2 850	3 150	3 850	9 850	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3247	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE DGME CT CO-DEVELOPPEMENT TOKTEN	2021	2022	800	450	450	450	450	450	450	0	450	0	0	450	0	0	0	0	
2384	PROGRAMME TOKTEN	2017	2022	1 715	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	2016	2023	1 750	450	200	200	450	200	200	0	200	250	0	450	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				4 265	1 000	750	750	1 000	750	750	0	750	250	0	1 000	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3255	CONSTRUCTION DELEGATIONS MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	2021	2023	370	220	220	150	220	300	300	0	150	70	0	220	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				370	220	220	150	220	300	300	0	150	70	0	220	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2762	CONSTRUCTION GRANDE PRISON DE BAMAKO	2014	2022	13 106	0	0	3 000	3 000	3 000	3 000	0	3 000	0	0	3 000	0	0	0	0	
2359	APPUI CPS SECTEUR JUSTICE	2008	2024	1 700	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
3042	CONST EQUIP REHAB INFRASTRUCTURES INFJ Me DEMBA DIALLO	2017	2022	2 095	0	0	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				16 901	300	100	3 300	3 500	3 300	3 300	0	3 300	100	100	3 500	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3189	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE CLIMATIQUE AU MALI (HYDROMET)	2019	2023	15 500	0	0	0	1 000	1 000	1 000	0	0	0	0	0	1 000	0	0	1 000	BM
TOTAL MINISTERE				15 500	0	0	0	1 000	1 000	1 000	0	0	0	0	0	1 000	0	0	1 000	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CSRP	2016	2023	1 724	500	250	250	500	250	250	0	250	250	0	500	0	0	0	0	
2825	APPUI INSTITUTIONNEL AU MPATP	2015	2021	796	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER	2016	2023	2 000	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	2016	2024	3 370	1 500	500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	2016	2024	577	285	95	95	285	95	95	0	95	95	95	285	0	0	0	0	
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	2016	2024	7 500	2 900	900	900	2 900	900	900	0	900	1 000	1 000	2 900	0	0	0	0	
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 6	2016	2024	2 500	1 050	350	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	2016	2023	1 781	0	0	300	620	300	300	0	300	320	0	620	0	0	0	0	
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	2017	2023	950	420	140	140	420	140	140	0	140	140	140	420	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3165	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION / PREVIS. MACROECON	2020	2024	900	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
3175	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	2020	2024	1 500	950	250	250	950	250	250	0	250	300	400	950	0	0	0	0	
3178	APPUI MISE EN OEUVRE CERCAP	2020	2023	375	300	200	200	300	200	200	0	200	100	0	300	0	0	0	0	
3241	APPUI PROGRAMMATION SUIVI FDD	2021	2025	1 000	600	200	200	600	300	300	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	2016	2023	1 450	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	2015	2022	1 189	190	190	190	190	190	190	0	190	0	0	190	0	0	0	0	
3131	REHABILITATION EX HOTEL DES FINANCES	2019	2023	1 360	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3240	CONSTRUCTION SIEGE DGB - DNPD	2021	2024	6 000	5 000	5 000	1 000	5 000	1 000	1 000	0	1 000	2 000	2 000	5 000	0	0	0	0	
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	2013	2024	2 700	1 050	300	300	1 050	300	300	0	300	350	400	1 050	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	2016	2024	2 974	1 150	350	350	1 150	350	350	0	350	400	400	1 150	0	0	0	0	
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	2015	2023	9 000	1 250	750	750	1 250	750	750	0	750	500	0	1 250	0	0	0	0	
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	2016	2024	4 000	1 500	400	400	1 500	400	400	0	400	500	600	1 500	0	0	0	0	
3106	CONSTRCTION/EQUIP. SIEGE PGT/RGD	2018	2022	4 100	900	900	350	900	350	350	0	350	550	0	900	0	0	0	0	
3163	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES	2021	2024	750	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
3252	CONSTRUCTION EQUIPEMENT IMMEUBLE DES IMPOTS	2021	2024	11 000	7 100	600	600	7 100	600	600	0	600	2 500	4 000	7 100	0	0	0	0	
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	2012	2023	1 636	380	190	190	380	190	190	0	190	190	0	380	0	0	0	0	
2731	FONDS D'ETUDE PREPARTION DES PROJETS	2014	2024	20 000	10 888	3 388	3 388	10 888	3 388	3 388	0	3 388	3 500	4 000	10 888	0	0	0	0	
2827	APPUI AU PROCESSUS MALI EMERGENT	2015	2023	833	200	100	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	2016	2024	2 701	1 100	400	400	1 100	400	400	0	400	400	300	1 100	0	0	0	0	
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	2016	2024	3 200	1 475	525	525	1 475	525	525	0	525	475	475	1 475	0	0	0	0	
3348	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE KAYES	2022	2023	500	500	300	300	500	300	300	0	300	200	0	500	0	0	0	0	
3296	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLES D'ARCHIVES DRH SECTEUR DEV ECOQ & DES FINANCES	2021	2022	600	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
1949	ENTRETIEN IMMEUBLE HOTEL DU MEF ACI 2000	2003	2022	8 200	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	2006	2024	1 173	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2531	PROGRAMME APPUI FINANCEMENT DES PME (PAF/PME)	2009	2024	750	150	50	50	150	50	50	0	50	50	50	150	0	0	0	0	
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE	2016	2022	1 200	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2592	CONSTRUCTION HOTEL DES FINANCES	2012	2024	17 000	10 000	10 000	2 000	10 000	2 000	2 000	0	2 000	4 000	4 000	10 000	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2719	PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA	2013	2022	100 000	1 800	1 800	1 800	5 800	5 800	5 800	0	1 800	0	0	1 800	4 000	0	0	4 000	BM
2732	PROJET DE RECONSTRUCTION ET DE RELANCE ECONOMIQUE/IDA	2014	2022	50 683	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2881	ACQUISITION TERRAIN CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DRB/DRCF DISTRICT	2015	2022	1 504	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	2015	2024	1 500	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2016	2024	1 000	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM/ MEF	2016	2022	500	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3108	CONST/EQUIP.TRANSIT ADM ET BCS	2018	2023	4 500	0	0	400	600	400	400	0	400	200	0	600	0	0	0	0	
3260	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE SIKASSO	2021	2022	900	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3347	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CAISFF	2022	2024	4 000	4 000	4 000	1 000	4 000	1 000	1 000	0	1 000	1 500	1 500	4 000	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3120	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIQUE MALIENNE (PACEM)	2018	2023	9 673	350	200	200	2 713	1 739	0	1 739	200	150	0	350	1 539	824	0	2 363	BAD
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE ONAP	2012	2022	2 766	400	400	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	2012	2024	4 261	1 425	475	475	1 425	475	475	0	475	475	475	1 425	0	0	0	0	
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	2010	2024	4 400	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	2015	2022	6 300	400	400	1 700	1 700	1 700	1 700	0	1 700	0	0	1 700	0	0	0	0	
2824	APPUI CENTRE DE FORMATION EN STATISTIQUE/INSTAT	2015	2022	371	75	75	75	75	75	75	0	75	0	0	75	0	0	0	0	
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	2017	2024	4 595	0	0	350	1 245	350	350	0	350	500	395	1 245	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				324 242	65 938	36 528	23 328	76 066	28 967	27 228	1 739	23 328	23 545	22 830	69 703	5 539	824	0	6 363	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DU TRAVAIL DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU DIALOGUE SOCIAL*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2870	CONSTRUCTION REHABILITATION ANNEXE MTFPRE	2015	2022	1 440	400	400	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION	2003	2024	10 000	1 850	600	600	1 850	600	600	0	600	600	650	1 850	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				11 440	2 250	1 000	1 000	2 250	1 000	1 000	0	1 000	600	650	2 250	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3111	FERME ECOLE MOFA	2018	2022	2 424	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
3158	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'ONEF	2020	2024	2 500	2 000	2 000	500	2 000	500	500	0	500	800	700	2 000	0	0	0	0	
3253	CONSTRUCTION EQUIPEMEMENT DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	2021	2024	2 750	2 000	2 000	700	2 000	700	700	0	700	700	600	2 000	0	0	0	0	
3339	CONTRIBUTION INSERT PROF RENF RESILIENCE DES JEUNES EN MILIEU RURAL (REGION SIKASSO)	2022	2026	2 500	1 100	500	500	1 100	500	500	0	500	300	300	1 100	0	0	0	0	
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	2003	2023	3 549	250	150	150	250	150	150	0	150	100	0	250	0	0	0	0	
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PFIP) MLI022	2017	2022	6 545	150	150	150	1 502	1 502	1 502	0	150	0	0	150	1 352	0	0	1 352	Lux-Dév
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	2017	2024	6 000	2 300	1 000	1 000	2 300	1 000	1 000	0	1 000	650	650	2 300	0	0	0	0	
2843	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET EMPLOIS DES JEUNES (PROCEJ)	2015	2021	32 555	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2844	APPUI FORMATION PROFESSIONNELLE INSERTION A L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES RURAUX	2015	2022	26 205	120	120	120	1 120	1 120	1 120	0	120	0	0	120	1 000	0	0	1 000	FIDA
TOTAL MINISTERE				85 028	8 220	6 220	3 420	10 572	5 772	5 772	0	3 420	2 550	2 250	8 220	2 352	0	0	2 352	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	2017	2022	1 800	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				1 800	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	2013	2023	14 235	700	400	400	700	400	400	0	400	300	0	700	0	0	0	0	
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	2013	2023	13 303	500	300	300	500	300	300	0	300	200	0	500	0	0	0	0	
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	2013	2024	7 700	1 900	700	700	1 900	700	700	0	700	700	500	1 900	0	0	0	0	
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	2016	2023	6 325	1 000	600	600	1 000	600	600	0	600	400	0	1 000	0	0	0	0	
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	2017	2023	6 000	1 800	600	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	2017	2024	3 000	1 050	300	300	1 050	300	300	0	300	350	400	1 050	0	0	0	0	
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	2019	2024	10 000	4 400	1 900	1 900	4 400	1 900	1 900	0	1 900	1 500	1 000	4 400	0	0	0	0	
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	2019	2023	5 000	2 060	760	760	2 060	760	760	0	760	700	600	2 060	0	0	0	0	
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	2019	2023	10 000	3 250	1 500	1 500	3 250	1 500	1 500	0	1 500	1 000	750	3 250	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	2019	2023	5 500	2 250	1 000	1 000	2 250	1 000	1 000	0	1 000	750	500	2 250	0	0	0	0	
3067	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NARA	2019	2024	4 000	1 500	1 500	665	1 500	665	665	0	665	665	170	1 500	0	0	0	0	
3068	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE SAN	2019	2024	4 000	1 500	1 500	665	1 500	665	665	0	665	665	170	1 500	0	0	0	0	
3069	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NIORO DU SAHEL	2020	2024	4 000	1 500	1 500	665	1 500	665	665	0	665	665	170	1 500	0	0	0	0	
3071	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KITA	2020	2024	4 000	1 500	1 500	665	1 500	665	665	0	665	665	170	1 500	0	0	0	0	
3073	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE DIOILA	2020	2023	4 000	1 500	1 500	665	1 500	665	665	0	665	665	170	1 500	0	0	0	0	
3074	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE BOUGOUNI	2020	2024	4 000	1 500	1 500	665	1 500	665	665	0	665	665	170	1 500	0	0	0	0	
3079	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KOUTIALA	2020	2024	4 000	1 500	1 500	665	1 500	665	665	0	665	665	170	1 500	0	0	0	0	
3121	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DISTRICT DE BAMAKO	2018	2023	10 000	6 000	2 000	2 000	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	2 000	6 000	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	2020	2024	4 000	1 500	1 500	665	1 500	665	665	0	665	665	170	1 500	0	0	0	0	
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2024	2 000	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2024	2 000	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3273	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE MOPTI	2021	2025	5 000	2 060	760	760	2 060	760	760	0	760	700	600	2 060	0	0	0	0	
3360	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CITE ADMINISTRATIVE REGIONALE/ BOUGOUNI	2022	2024	2 000	2 000	2 000	700	2 000	700	700	0	700	700	600	2 000	0	0	0	0	
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRIORIALLES	2016	2024	5 500	2 100	700	700	2 100	700	700	0	700	700	700	2 100	0	0	0	0	
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	2016	2024	6 000	1 500	500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	2008	2024	1 250	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2024	2 000	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2024	2 000	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2024	2 000	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3145	PROGRAMME DECENTALISATION ET BONNE GOUVERNANCE (MLI 023)	2019	2020	4 930	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT RÉGION DE BANDIAGARA	2020	2024	4 000	1 500	1 500	665	1 500	665	665	0	665	665	170	1 500	0	0	0	0	
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2024	2 000	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2024	2 000	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2024	2 000	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2024	2 000	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2024	2 000	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO(CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2024	2 050	1 140	380	380	1 140	380	380	0	380	380	380	1 140	0	0	0	0	
3303	PROJET AMELIORATION ACCES EAU POTABLE ASSAINISSEMENT REGION DE kOULIKORO	2021	2023	11 514	0	0	0	6 298	4 416	4 416	0	0	0	0	0	4 416	1 882	0	6 298	Belgique
TOTAL MINISTERE				185 307	58 670	31 720	22 905	64 968	27 321	27 321	0	22 905	21 285	14 480	58 670	4 416	1 882	0	6 298	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3340	ETUDES, SUIVI ET CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE MAISON DU HADJ A BAMAKO	2022	2022	250	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3357	EQUIPEMENT DES DIRECTIONS REGIONALES DE LA CULTE	2022	2022	100	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				350	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EMPL PROM INVEST PRI	2009	2024	2 000	420	140	140	420	140	140	0	140	140	140	420	0	0	0	0	
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	2012	2023	584	300	200	200	300	200	200	0	200	100	0	300	0	0	0	0	
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	2016	2023	1 300	350	200	200	350	200	200	0	200	150	0	350	0	0	0	0	
3160	PROJET D'APPUI A L'OPERATIONNALISATION DU PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT A L'EXPORTATION DE LA VIANDE DU MALI	2019	2022	1 559	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3294	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DNI/CPS INDUSTRIE	2021	2024	1 900	1 700	1 700	200	1 700	200	200	0	200	700	800	1 700	0	0	0	0	
2957	PROJET D'APPUI FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DE DETAIL	2016	2023	2 500	600	300	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	2016	2024	9 000	0	0	150	3 494	150	150	0	150	1 800	1 544	3 494	0	0	0	0	
3245	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAD-PME)	2021	2022	600	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2241	APPUI AU CADRE INTEGRE	2005	2024	22 822	3 000	1 000	1 000	4 350	1 750	1 750	0	1 000	1 000	1 000	3 000	750	600	0	1 350	PNUD

MINISTERE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	2006	2023	2 000	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	2014	2023	1 200	400	250	250	400	250	250	0	250	150	0	400	0	0	0	0	
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	2011	2023	2 170	320	170	170	320	170	170	0	170	150	0	320	0	0	0	0	
2619	APPUI AU CERFITEX	2015	2024	4 200	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	2014	2024	2 000	800	300	300	800	300	300	0	300	250	250	800	0	0	0	0	
3161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	2020	2024	800	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				54 635	10 340	5 310	3 960	15 184	4 710	4 710	0	3 960	5 540	4 334	13 834	750	600	0	1 350	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2871	PROJET REHABILITATION ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	2015	2021	482	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3283	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE TAOUDENIT	2021	2024	1 200	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT LYCEES/IFP	2009	2024	17 731	4 700	1 200	1 200	4 700	1 200	1 200	0	1 200	1 500	2 000	4 700	0	0	0	0	
2650	CONTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	2012	2023	10 025	600	300	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	2015	2023	958	300	150	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0	
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANCE BESOINS EDUCATIONS	2016	2023	772	300	150	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0	
2973	APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	2016	2022	13 450	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3233	CONSTRUCTION NOUVEAUX BUREAUX DE LA DFM/MEN	2021	2023	2 700	2 200	2 200	500	2 200	500	500	0	500	1 200	500	2 200	0	0	0	0	
3280	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE MENAKA	2021	2024	1 200	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3264	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE GAO	2021	2024	1 200	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3277	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE KOULIKORO	2021	2024	1 200	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3257	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE SIKASSO	2021	2024	1 200	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3261	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE TOMBOUCTOU	2021	2024	1 200	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3267	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE KIDAL	2021	2024	1 200	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3270	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE MOPTI	2021	2024	1 200	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3274	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE SEGOU	2021	2024	1 200	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3286	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE KAYES	2021	2024	1 200	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	2009	2024	1 000	400	200	200	400	200	200	0	200	100	100	400	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				59 118	17 650	7 350	5 650	17 650	5 650	5 650	0	5 650	6 400	5 600	17 650	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE L'ENI	2009	2022	2 328	800	800	400	800	400	400	0	400	400	0	800	0	0	0	0	
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITARE SEGOU	2009	2023	5 315	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2769	PROJET D'EQUIPEMENT ENETP	2016	2021	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2858	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	2015	2023	9 000	0	0	2 000	3 000	2 000	2 000	0	2 000	1 000	0	3 000	0	0	0	0	
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	2015	2022	5 825	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	2015	2022	4 000	0	0	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
3036	CONST/EQUIP SALLES DE CLASSE A L'ULSHB	2017	2023	1 300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	2019	2024	10 000	0	0	2 000	6 500	2 000	2 000	0	2 000	2 500	2 000	6 500	0	0	0	0	
3234	PROJET D'EXTENSION DU SIEGE DU RECTORAT DE L'USSGB	2021	2021	277	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3235	PROJET CONSTRUCTION CENTRE ADMINISTRATIF ET PÉDAGOGIQUE POUR LA FACULTÉ DES SCIENCES ADMINISTRATIVES ET POLITIQUES (FSAP)	2021	2021	585	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3236	PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT AMPHIS ET SALLES DE CLASSE A L'USSGB	2021	2022	415	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2613	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ISH	2011	2022	954	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3338	PROJET ETUDES CONST EQUIPEMENT UNIVERSITES REGIONALES (SIKASSO, TOMBOUCTOU ET GAO)	2022	2022	300	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
3291	PROJET CONSTRUCTION INSTITUT NATIONALE DE FORMATION EN SCIENCE DE LA SANTE A SEGOU	2021	2023	1 578	900	900	400	900	400	400	0	400	500	0	900	0	0	0	0	
3337	PROJET CONSTRUCTION INFRASTRUCTURES PEDAGOGIQUES IPR DE KATIBOUGOU	2022	2024	2 500	2 500	2 500	500	2 500	500	500	0	500	1 000	1 000	2 500	0	0	0	0	
3350	CONSTRUCTION RESIDENCE UNIVERSITAIRE IPRIFRA KATIBOUGOU	2022	2024	1 500	1 500	1 500	400	1 500	400	400	0	400	600	500	1 500	0	0	0	0	
3356	CONSTRUCTION DE 16 SALLES DE TD A LA FACULTE DE DROIT PRIVE	2022	2023	600	600	600	200	600	200	200	0	200	400	0	600	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				47 477	7 400	7 200	7 200	17 300	7 200	7 200	0	7 200	6 600	3 500	17 300	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3196	PROJET AMENAGEMENT MEMORIAL MODIBO KEITA	2020	2023	600	300	150	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0	
3256	EQUIPEMENT MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	2021	2022	650	350	350	350	350	350	350	0	350	0	0	350	0	0	0	0	
3342	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE ACTION CULTURELLE	2022	2023	500	500	500	200	500	200	200	0	200	300	0	500	0	0	0	0	
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	2017	2023	5 000	1 200	500	500	1 200	500	500	0	500	400	300	1 200	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	2017	2022	1 100	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	2017	2022	10 700	0	0	350	350	350	350	0	350	0	0	350	0	0	0	0	
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	2008	2024	1 664	300	100	100	300	100	0	100	100	100	100	300	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	2017	2022	768	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2841	EXTENSION/ AMENAGEMENT SIEGE APCMM	2015	2021	978	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	2012	2023	2 800	250	250	300	420	300	300	0	300	120	0	420	0	0	0	0	
3341	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CICB	2022	2023	1 000	1 000	1 000	500	1 000	500	500	0	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
2816	REHABILITAION MUSE NATIONAL	2017	2022	1 800	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	2008	2022	3 160	470	470	470	470	470	470	0	470	0	0	470	0	0	0	0	
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	2017	2022	2 000	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	2014	2023	2 700	750	550	550	750	550	550	0	550	200	0	750	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				35 420	6 020	4 770	4 370	6 540	4 370	4 270	100	4 370	1 770	400	6 540	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	2007	2024	14 000	3 400	1 000	1 000	3 400	1 000	1 000	0	1 000	1 200	1 200	3 400	0	0	0	0	
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	2012	2022	2 731	2 500	2 500	700	2 500	700	700	0	700	1 000	800	2 500	0	0	0	0	
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	2013	2024	4 200	0	0	300	1 200	300	300	0	300	400	500	1 200	0	0	0	0	
2896	SECURISATION DU CHAMP HIPPIQUE DE BAMAKO	2017	2020	543	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3054	AMENAGEMENT DES STADES CAN ET ANNEXES	2017	2023	3 048	250	150	150	250	150	150	0	150	100	0	250	0	0	0	0	
2360	RENOVATION DU STADE MODOBO KEITA (PHASE 2)	2008	2024	5 000	1 400	1 400	300	1 400	300	300	0	300	500	600	1 400	0	0	0	0	
3249	PROJET DE REABILITATION DU STADE DU 26 MARS	2021	2022	8 700	2 000	2 000	6 000	6 000	6 000	6 000	0	6 000	0	0	6 000	0	0	0	0	
3250	REHABILITATION LYCEE SPORTIF DE KABALA	2021	2023	1 800	1 130	1 130	500	1 230	500	500	0	500	730	0	1 230	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				40 022	10 680	8 180	8 950	15 980	8 950	8 950	0	8 950	3 930	3 100	15 980	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2216	REHABILATION EXTENSION INRSP	2007	2020	2 167	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3159	REHABILITATION EXTENSION INSP	2021	2023	750	500	250	250	500	250	250	0	250	250	0	500	0	0	0	0	
3192	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KOULIKORO	2020	2024	1 200	750	200	200	750	200	200	0	200	250	300	750	0	0	0	0	
3238	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/CEPRIS/DRH	2021	2024	2 000	0	0	150	1 390	150	150	0	150	600	640	1 390	0	0	0	0	
3239	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ONAPUMA	2021	2024	3 000	0	0	600	1 900	600	600	0	600	1 000	300	1 900	0	0	0	0	
3281	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE MENAKA	2021	2024	1 200	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3284	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE TAOUDENIT	2021	2024	1 200	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3292	AMENAGEMENT EQUIPEMENT Centre National Appareillage Orthopedique du Mali (CNAOM)	2021	2021	270	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	2017	2023	8 555	150	100	100	150	100	100	0	100	50	0	150	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3232	PROGRAMME NATIONAL REDUCTION PAUVRETE DANS LES 200 COMMUNES LES PLUS PAUVRES DU MALI	2021	2025	41 000	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3336	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN BUREAU R+3 DANS LA COUR DE LA DNPSES	2022	2024	750	750	750	200	750	200	200	0	200	350	200	750	0	0	0	0	
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	2016	2023	3 815	1 000	1 000	300	900	300	300	0	300	600	0	900	0	0	0	0	
2978	AMELIORATION PLATEAU TECHNIQUE DES HOPITAUX	2017	2023	28 653	18 000	5 000	5 000	18 000	5 000	5 000	0	5 000	6 000	7 000	18 000	0	0	0	0	
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	2017	2024	75 000	35 500	10 000	10 000	35 500	10 000	10 000	0	10 000	12 500	13 000	35 500	0	0	0	0	
3103	CONST/EQUIP. 6 CENTRES DE PAIEMENT PENSION DISTRICT BKO	2018	2020	600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3287	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KAYES	2021	2024	1 200	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3278	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KOULIKORO	2021	2024	1 200	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3258	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE SIKASSO	2021	2024	1 200	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3275	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE SEGOU	2021	2024	1 200	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3271	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE MOPTI	2021	2024	1 200	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3262	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE TOMBOUCTOU	2021	2024	1 200	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3265	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE GAO	2021	2024	1 200	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3268	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KIDAL	2021	2024	1 200	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	2009	2024	993	360	120	120	360	120	120	0	120	120	120	360	0	0	0	0	
3359	REHABILITATION/EQUIPEMENT ANEH	2022	2024	600	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2061	REHABILATION EXTENSION IOTA	2007	2023	2 717	200	100	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0	
3197	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE GAO	2020	2024	1 200	750	200	200	750	200	200	0	200	250	300	750	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3195	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE MOPTI	2020	2024	1 200	750	200	200	750	200	200	0	200	250	300	750	0	0	0	0	
3194	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL SEGOU	2020	2024	1 200	750	200	200	750	200	200	0	200	250	300	750	0	0	0	0	
3193	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL SIKASSO	2020	2024	1 200	750	200	200	750	200	200	0	200	250	300	750	0	0	0	0	
2215	REHABILATION EXTENSION HOPITAL KATI	2005	2023	3 126	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
3191	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KAYES	2020	2024	1 200	750	200	200	750	200	200	0	200	250	300	750	0	0	0	0	
2212	REHABILATION EXTENSION HPG	2006	2023	3 993	500	250	250	500	250	250	0	250	250	0	500	0	0	0	0	
2214	REHABILATION EXTENSION. HGT	2004	2023	3 776	600	300	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
3333	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE CNOS	2022	2024	5 000	5 000	5 000	600	4 600	600	600	0	600	2 000	2 000	4 600	0	0	0	0	
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	2011	2023	2 335	800	800	200	800	200	200	0	200	600	0	800	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	2014	2024	13 650	2 000	2 000	500	2 000	500	500	0	500	1 000	500	2 000	0	0	0	0	
3006	MISE A NIVEAU LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	2017	2023	1 149	300	150	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0	
3334	CONSTRUCTION EQUIPEMENT HOPITAL DERMATOLOGIQUE DE BAMAKO	2022	2024	1 200	1 200	1 200	300	1 200	300	300	0	300	500	400	1 200	0	0	0	0	
3335	CONSTRUCTION CENTRE REGIONAL APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE REEDUCATION FONCTIONNELLE - KAYES	2022	2023	800	800	800	400	800	400	400	0	400	400	0	800	0	0	0	0	
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	2009	2024	4 637	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				229 736	83 960	33 020	24 720	86 750	24 720	24 720	0	24 720	32 270	29 760	86 750	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	2008	2022	1 393	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3237	PROJET CONSTRUCTION SIEGE DFM/ CADD/ CELLULE BVG & GENRE/ PLATE FORME MULTI FONC	2021	2024	1 575	1 275	1 275	500	1 275	500	500	0	500	475	300	1 275	0	0	0	0	
2433	PROGRAMME APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	2009	2022	2 104	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAINE DES FEMMES	2010	2022	1 047	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	2013	2022	1 084	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	2009	2022	974	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	2014	2023	1 892	300	150	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	2017	2023	4 900	150	100	100	843	793	793	0	100	50	0	150	693	0	0	693	BAD
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	2017	2022	1 291	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3005	REHABILITATION CENTRE D'AUTOPROMOTION DES FEMMES	2017	2020	538	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	2009	2023	2 405	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				19 203	2 725	2 325	1 550	3 418	2 243	2 243	0	1 550	875	300	2 725	693	0	0	693	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3155	CONTRAT/PLAN ETAT COMANAV	2015	2024	2 179	1 050	350	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	2002	2023	30 000	3 000	1 000	7 300	26 500	7 300	7 300	0	7 300	10 500	8 700	26 500	0	0	0	0	
1833	ENTRETIEN COURANT DES ROUTES	2002	2023	3 546	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	2005	2024	10 000	3 000	1 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	2010	2023	1 500	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	2011	2024	106 422	0	0	0	19 000	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	8 500	8 500	19 000	UE
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE	2016	2021	72 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	BID
2812	CONSTRUCTION 4EME PONT DE BAMAKO	2017	2023	170 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2945	CONSTRUCTION 2EME PONT DE KAYES (600ML)	2016	2021	75 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	2016	2024	35 000	500	500	500	5 433	500	500	0	500	3 633	1 300	5 433	0	0	0	0	
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLONDIEBA FRE RCI	2016	2022	60 000	0	0	0	7 222	7 222	7 222	0	0	0	0	0	7 222	0	0	7 222	BAD
3012	CONST/BITUMAGE DE LA ROUTE KAYES KENIEBA (250KM)	2017	2022	44 193	0	0	1 000	1 000	1 000	1 000	0	1 000	0	0	1 000	0	0	0	0	
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	2017	2024	26 500	0	0	1 500	9 600	1 500	1 500	0	1 500	4 000	4 100	9 600	0	0	0	0	
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	2017	2022	28 187	0	0	4 000	4 000	4 000	4 000	0	4 000	0	0	4 000	0	0	0	0	
3017	CONST SECTION YANFOLILA KALANA FRONTIERE GUINEE(52KM)	2017	2020	31 720	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3018	AMENAGEMENT DE LA BRETELE KATELE KADIOLO, 4 KM DE VOIRIES DANS LA LOCALITE DE KADIOLO ET 10 KM DE ROUTE DE TERRE DANS LE CERCLE DE KADIOLO	2017	2021	88 434	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3020	AMENAGEMENT. 2X2 VOIES 3EME PONT. RN6. CONSTRUCT. ECHANG. REHAB. SECT TOUR AFRIQUE-YIRIMADIO-RN6	2017	2021	45 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3078	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE BKO KATI DIDIENI	2019	2023	78 000	0	0	15 000	26 141	15 000	15 000	0	15 000	11 141	0	26 141	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3099	AMENAG. TRAVERSEE VILLE DE SIKASSO	2018	2022	20 520	0	0	4 690	4 690	4 690	4 690	0	4 690	0	0	4 690	0	0	0	0	
3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)-PHASE I	2020	2024	70 400	0	0	0	53 117	7 007	7 007	0	0	0	0	0	7 007	23 000	23 110	53 117	BAD
3190	CONSTRUCTION BUTIMAGE DE LA ROUTE KAYES-AOUROU-FR MAURITANIE	2020	2022	76 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3201	RECONSTRUCTION DE LA ROUTE SEVARE - GAO	2019	2022	232 328	0	0	3 000	3 000	3 000	3 000	0	3 000	0	0	3 000	0	0	0	0	
3230	AMENAG SECTION SEVARE MOPTI RN6 AMENAGEMENT 10 KM VOIRIE DONT 5 KM DANS LA VILLE DE MOPTI ET 5 KM DANS LA VILLE DE SEVARE ET LA CONSTRUCTION DE LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE L'AEROPORT DE MOPTI AMBODEDJO	2021	2023	33 468	1 000	500	500	4 000	3 500	3 500	0	500	500	0	1 000	3 000	0	0	3 000	BOAD
3307	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES SANDARE	2021	2023	70 000	0	0	10 000	40 000	10 000	10 000	0	10 000	15 000	15 000	40 000	0	0	0	0	
3318	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE SADIOLA-SOUMALA	2022	2026	42 000	42 000	42 000	3 000	26 000	3 000	3 000	0	3 000	9 000	14 000	26 000	0	0	0	0	
3319	TRAVAUX CONST PENETRANTE - PHASE 2 ROUTE BAMAKO -SEGOU CARREFOUR WARABA TIATIO BAGUINEDA (16 KM)	2022	2024	20 000	20 000	20 000	1 500	20 000	1 500	1 500	0	1 500	8 000	10 500	20 000	0	0	0	0	
3320	TRONCON URBAIN RN 27 (BAMAKO-KOULIKORO) RONDPOINT GRAND HOTEL BOULKASSOUMBOUGOU	2022	2024	20 243	310	310	310	310	310	310	0	310	0	0	310	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3321	CONSTRUCTION SIEGE DGR	2022	2024	2 500	2 500	2 500	500	2 500	1 000	1 000	0	500	1 000	1 000	2 500	0	0	0	0	
3323	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DIEMA - SANDARE	2022	2026	90 000	90 000	90 000	1 100	26 100	1 100	1 100	0	1 100	10 000	15 000	26 100	0	0	0	0	
3324	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE TAMBAGAMANANTALI (92KM)	2022	2026	40 000	65 000	65 000	3 000	16 000	5 000	5 000	0	3 000	5 000	8 000	16 000	0	0	0	0	
3325	FONDS ETUDES PROJETS ROUTIERS	2022	2026	9 000	2 000	2 000	750	2 000	750	750	0	750	1 250	0	2 000	0	0	0	0	
3352	AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES DE LA SECTION SEGOU - SAN SUR 7 KM DE LA RN6	2022	2023	1 500	1 500	1 500	1 000	1 500	1 000	1 000	0	1 000	500	0	1 500	0	0	0	0	
3353	AMENAGEMENT VOIE ROUTE AEROPORT CITE UNIVERSITAIRE DE KABALA	2022	2024	25 000	25 000	25 000	1 000	10 000	1 000	1 000	0	1 000	4 000	5 000	10 000	0	0	0	0	
3354	CONTRUCTION/BITUMAGE KADIANA-FOUROU-KADIOLO 95 KM BRETELLE DOUMATENE MISSENI 50 KM	2022	2026	82 000	82 000	82 000	1 000	14 000	1 000	1 000	0	1 000	5 000	8 000	14 000	0	0	0	0	
3355	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DE LA ROUTE DIOÏLA-MASSIGUI-KOUALE-KEBILA	2022	2026	127 000	127 000	127 000	2 000	27 000	2 000	2 000	0	2 000	10 000	15 000	27 000	0	0	0	0	
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	2003	2023	4 918	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	2013	2024	4 511	0	0	500	2 126	500	500	0	500	826	800	2 126	0	0	0	0	
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	2011	2023	2 267	800	800	370	800	370	370	0	370	430	0	800	0	0	0	0	
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA DNTTMF	2021	2024	3 000	2 500	2 500	700	2 500	700	700	0	700	1 000	800	2 500	0	0	0	0	
3231	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLE D'ARCHIVAGE DFM/MIE	2021	2022	200	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3288	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KAYES	2021	2024	1 600	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3279	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KOULIKORO	2021	2024	1 600	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3176	PROJET CONSTRUCTION VIADUC AMANAGEMENT 10 KM DE VOIERIES URBAINES DANS LA VILLE DE SIKASSO	2019	2022	23 691	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3259	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE SIKASSO	2021	2024	1 600	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3276	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE SEGOU	2021	2024	1 600	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3272	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE MOPTI	2021	2024	1 600	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3263	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE TOMBOUCTOU	2021	2024	1 600	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3266	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE GAO	2021	2024	1 600	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3269	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KIDAL	2021	2024	1 600	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3285	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE TAOUDENIT	2021	2024	1 600	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3282	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE MENAKA	2021	2024	1 600	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3322	CONSTRUCTION SIEGE CETRU	2022	2023	1 000	1 000	1 000	500	1 000	500	500	0	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPORTS COMMUNICATION	2008	2024	1 400	300	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	2007	2024	1 960	500	100	100	500	100	100	0	100	200	200	500	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3313	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE CNREX BTP	2022	2023	800	800	800	200	800	200	200	0	200	600	0	800	0	0	0	0	
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	2016	2024	3 810	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3154	CONSTRUCTION EQUIPEMENT AGEROUTE	2020	2022	970	400	400	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	2016	2024	28 609	6 500	2 500	2 500	6 500	2 500	2 500	0	2 500	2 000	2 000	6 500	0	0	0	0	
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	2017	2024	1 200	650	250	250	650	250	250	0	250	200	200	650	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				1 964 676	492 810	473 810	74 320	382 239	96 049	96 049	0	74 320	110 330	115 250	299 900	19 229	31 500	31 610	82 339	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	2018	2024	3 750	1 350	450	450	1 350	450	450	0	450	450	450	1 350	0	0	0	0	
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	2005	2023	2 750	800	400	400	800	400	400	0	400	400	0	800	0	0	0	0	
2284	DRAGAGE/PROTECTION BERGES DE DIAFARABE	2007	2023	18 200	1 300	650	650	1 300	650	650	0	650	650	0	1 300	0	0	0	0	
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	2008	2024	1 100	360	120	120	360	120	120	0	120	120	120	360	0	0	0	0	
2420	ETUDE AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	2009	2023	7 000	1 200	600	600	1 200	600	600	0	600	600	0	1 200	0	0	0	0	
2425	RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MEA	2009	2021	995	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INSFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	2010	2022	1 657	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER	2010	2023	7 200	300	300	300	1 200	900	900	0	300	0	0	300	600	300	0	900	Suède
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	2013	2023	6 229	270	150	150	1 012	404	404	0	150	120	0	270	254	488	0	742	UE

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2771	ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE LOCAL FENU	2015	2022	900	90	90	90	90	90	90	0	90	0	0	90	0	0	0	0	
2772	GESTION RESSOURCES NATURELLES CHANGEMENT CLIMATIQUES IDA	2014	2021	14 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	2015	2024	2 000	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2920	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE AEDD	2016	2022	1 800	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2921	REHABILITATION ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT FLEUVE NIGER	2016	2023	36 000	300	150	150	2 300	2 150	2 150	0	150	150	0	300	2 000	0	0	2 000	BM
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	2018	2024	1 700	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3125	PROJET DE GESTION DES RISQUES CLIMATIQUES ET D'INONDATION AU MALI EN VUE DE PRESERVER DES VIES ET DES BIENS (PGRCI)	2016	2021	6 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3149	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE ABFN	2020	2023	2 000	0	0	500	1 100	500	500	0	500	600	0	1 100	0	0	0	0	
719	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GESTION MASSIFS FORESTIERS MALI	2002	2020	3 100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2509	APPUI SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER SIFOR	2010	2022	1 567	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
3148	PROMOTION DES CHAINES DE VALEUR AGRICOLE (GEDEFOR III)	2020	2023	11 983	630	370	370	4 097	2 370	2 370	0	370	260	0	630	2 000	1 467	0	3 467	Suède
3151	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GEST MASSIFS FORESTIERS MALI	2021	2024	750	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
3152	PROG REBOISEMENT INTENSIF RECONSTRUCTION ECOSYSTEMES FOREST MALI	2020	2024	1 170	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3226	CONSTRUCTION EXTENSION DNEF	2021	2024	8 500	8 000	2 000	2 000	8 000	2 000	2 000	0	2 000	3 000	3 000	8 000	0	0	0	0	
3227	PROJET GESTION COMM RESSOURCES NATURELLES RESTAURATION ECOS ELEPHANTS	2021	2024	3 725	400	150	150	2 142	841	841	0	150	150	100	400	691	609	442	1 742	FEM
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	2012	2023	4 116	600	300	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMOUBOUGOU	2016	2024	19 000	10 000	10 000	300	7 300	300	300	0	300	3 000	4 000	7 300	0	0	0	0	
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	2014	2024	3 500	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3150	CONSTRUCTION DU SIEGE DE LA DNACPN	2020	2023	2 256	0	0	700	1 000	700	700	0	700	300	0	1 000	0	0	0	0	
3295	CONSTRUCTION/AMENAGEMENT DEPOTS DE RAMASSAGE DES ORDURES	2021	2024	1 500	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2192	PROJET REHABILITATION CENTRE FORMATION TABACORO	2006	2020	838	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2261	PROGRAMME REGIONAL MASSIF FOUTA DJALLON	2007	2022	3 000	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
2923	ELIMINATION PREVENTION PESTICIDE OBSELETS	2015	2020	9 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				188 386	31 650	18 280	9 780	39 901	15 325	15 325	0	9 780	11 850	9 420	31 050	5 545	2 864	442	8 851	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	2017	2024	45 000	18 000	6 000	6 000	18 000	6 000	6 000	0	6 000	6 000	6 000	18 000	0	0	0	0	
2131	ETUDE ARCHITECTURALE CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2010	2022	2 150	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	2011	2022	18 695	150	150	150	2 150	2 150	2 150	0	150	0	0	150	2 000	0	0	2 000	KfW
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	2016	2022	7 800	300	300	300	2 400	2 400	2 400	0	300	0	0	300	2 100	0	0	2 100	Pays-Bas Suède
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	2016	2023	62 205	1 000	500	500	21 949	4 744	4 744	0	500	500	0	1 000	4 244	8 452	8 253	20 949	KfW
3082	PROG. SAOUDIEN DE FORAGES-PUITS ET DEVELOP. RURAL EN AFRIQUE PHASE 5	2018	2023	8 000	160	80	80	1 160	1 080	1 080	0	80	80	0	160	1 000	0	0	1 000	FSD
3132	PROJET APPUI CONNAISSANCE & SUIVI RESSOURCE EN EAU (PACS-RE)	2018	2024	9 794	300	100	100	3 724	1 947	1 947	0	100	100	100	300	1 847	1 577	0	3 424	KfW
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	2012	2023	195 754	1 600	800	800	13 600	12 800	12 800	0	800	800	0	1 600	12 000	0	0	12 000	BAD/BOAD/ BEI
2869	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	2015	2022	25 000	560	560	560	1 460	1 460	1 460	0	560	0	0	560	900	0	0	900	BM

MINISTERE	*MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	2016	2023	7 800	900	500	500	900	500	500	0	500	400	0	900	0	0	0	0	
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE/ CONSTRUCTION CENTRALE SOLAIRE	2018	2024	46 202	25 000	25 000	500	10 500	500	500	0	500	5 000	5 000	10 500	0	0	0	0	
3116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE)	2018	2024	30 889	0	0	0	15 164	4 000	4 000	0	0	0	0	0	4 000	11 000	164	15 164	AFD
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPMENT RURAL AU MALI	2018	2024	13 800	0	0	0	12 690	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	1 250	9 440	12 690	BID
3181	PROJET AMELIORATION SECTEUR ELECTRICITE AU MALI	2019	2022	75 000	0	0	0	2 000	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	0	0	2 000	BM
3182	PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU NIGER (PIDACC/BN)	2020	2024	13 222	650	100	100	3 071	2 521	2 521	0	100	250	300	650	2 421	0	0	2 421	BAD FAT Fonds Vert Climat UE
3188	PROJET DE GOUVERNANCE DU SECTEUR DES MINES	2019	2022	20 000	0	0	0	3 000	3 000	3 000	0	0	0	0	0	3 000	0	0	3 000	BM
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	2021	2024	4 000	3 000	3 000	900	3 000	900	900	0	900	1 100	1 000	3 000	0	0	0	0	
3358	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSPECTION ENERGIE EAU	2022	2022	100	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2496	EQUIPEMENT DU PDRM	2010	2021	3 315	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	2015	2023	6 384	0	0	800	900	800	800	0	800	100	0	900	0	0	0	0	
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DEDOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	2016	2023	35 869	0	0	2 300	7 300	4 100	4 100	0	2 300	2 700	0	5 000	1 800	500	0	2 300	BOAD
2999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIKASSO BOUGOUNI BAMAKO	2016	2022	80 700	0	0	0	2 921	2 921	2 921	0	0	0	0	0	2 921	0	0	2 921	BID
3304	PROJET INTERCONNEXION ELECTRIQUE GUINEE-MALI (PIEGM)	2021	2023	36 623	0	0	0	8 090	8 090	8 090	0	0	0	0	0	8 090	0	0	8 090	BAD
3305	PROJET REGIONAL ACCES ELECTRICITE (PRAE)	2021	2023	30 950	0	0	0	3 000	3 000	3 000	0	0	0	0	0	3 000	0	0	3 000	BM
3306	PROJET CENTRAL HYDROELECTRIQUE DE DJENNE	2021	2022	17 214	0	0	0	3 000	3 000	3 000	0	0	0	0	0	3 000	0	0	3 000	BAD BM
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER	2002	2023	3 885	300	150	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0	
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	2014	2022	30 114	390	390	390	3 290	390	390	0	390	0	0	390	0	2 900	0	2 900	AFD

MINISTERE	MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS SECTEUR ENERGIE EAU	2015	2024	3 500	1 150	300	300	1 150	300	300	0	300	400	450	1 150	0	0	0	0	
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	2017	2023	11 800	400	200	200	6 807	3 607	3 607	0	200	200	0	400	3 407	3 000	0	6 407	Fonds Abou Dabi
2998	PROJET HYDRAULIQUE ASSAINISSEMENT MILIEU RURAL (BID-UEMOA)	2016	2022	6 855	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3162	PROGRAMME DAPPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (3 EME PHASE)	2020	2026	7 860	150	50	50	3 963	2 050	2 050	0	50	50	50	150	2 000	1 308	505	3 813	UE
3331	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DURABLES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	2022	2026	9 195	1 500	500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	2009	2024	1 800	360	120	120	360	120	120	0	120	120	120	360	0	0	0	0	
2228	PROMOTION DE NOUVELLES ZONES PETROLIERES	2007	2023	3 883	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3349	PROGRAMME DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PETROLIERE DU MALI PDRPM	2022	2025	2 500	1 500	500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	2014	2024	1 734	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	2016	2024	3 140	950	350	350	950	350	350	0	350	300	300	950	0	0	0	0	
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	2011	2022	1 980	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	2010	2024	144 557	16 500	2 500	2 500	26 500	12 500	12 500	0	2 500	6 000	8 000	16 500	10 000	0	0	10 000	AFD/BOAD/B ID/FSD
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	2015	2022	1 500	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
3330	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE/ ENERGIE SOLAIRE PHASE 4	2022	2026	750	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				1 031 519	76 670	43 300	19 800	188 149	91 530	91 530	0	19 800	25 600	22 670	68 070	71 730	29 987	18 362	120 079	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	2016	2024	2 750	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	2011	2024	4 038	750	750	300	1 200	300	300	0	300	500	400	1 200	0	0	0	0	
3243	RENFORCEMENT CAPACITES DFM COMMUNICATION ECONOMIE NUMERIQUE	2021	2022	300	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2926	CONTART PLAN ETAT ONP	2015	2024	3 000	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3156	RENFORCEMENT INFRASTRUCRE ORTM/ NUMERISATION DES ARCHIVES DE L'ORTM	2020	2024	3 500	2 500	700	700	2 500	700	700	0	700	900	900	2 500	0	0	0	0	
2866	PROJET CONNEXION COMMUNES/ ECOLES A INTERNET	2016	2022	1 336	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3326	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT SALLE INFORMATIQUE AGETIC	2022	2023	750	750	400	400	750	800	800	0	400	350	0	750	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				15 674	5 800	2 550	2 100	6 250	2 500	2 500	0	2 100	2 300	1 850	6 250	0	0	0	0	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2064	APPUI GESTION POLITIQUE NATIONALE POPULATION	2004	2024	2 745	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	2016	2024	3 230	1 050	350	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	2016	2024	16 500	6 000	2 000	2 000	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	2 000	6 000	0	0	0	0	
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	2015	2022	23 428	200	200	200	2 200	2 200	2 200	0	200	0	0	200	2 000	0	0	2 000	BM
3246	Appui OBSERVATOIRE NATIONALE DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE (ONDD)	2021	2024	1 000	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3289	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT IMMEUBLE R+2 DFM/ARCHIVES/CADD DOMAINES	2021	2023	3 250	2 000	2 000	650	2 000	650	650	0	650	900	450	2 000	0	0	0	0	
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	2017	2022	4 270	0	0	600	600	600	600	0	600	0	0	600	0	0	0	0	
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	2016	2024	6 500	2 400	800	800	2 400	800	800	0	800	800	800	2 400	0	0	0	0	
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	1999	2023	5 707	650	350	350	650	350	350	0	350	300	0	650	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3328	VILLES DU MALI SANS BIDONS VILLES	2022	2022	100	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	2015	2022	790	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	2015	2024	40 000	15 000	5 000	5 000	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	5 000	15 000	0	0	0	0	
3229	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	2021	2024	1 300	1 000	1 000	300	1 000	300	300	0	300	300	400	1 000	0	0	0	0	
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE. REGIONALES CADASTRE	2017	2022	8 000	1 250	1 250	700	1 250	700	700	0	700	550	0	1 250	0	0	0	0	
3153	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BUREAUX DOMAINES ET CADASTRES KATI	2020	2023	1 800	1 200	1 200	300	1 200	300	300	0	300	500	400	1 200	0	0	0	0	
3228	RATTACHEMENT ET MISE A JOUR DES TITRES FONCIERS AU MALI	2021	2025	16 948	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3329	CONFECTION D'UN CADASTRE EXPEDIE	2022	2026	25 904	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3327	SYSTEME D'INFORMATION STATISTITQUE DES VILLES (SISV)	2022	2022	200	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				161 672	35 100	16 000	13 100	37 700	15 100	15 100	0	13 100	11 950	10 650	35 700	2 000	0	0	2 000	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	2014	2024	3 056	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	2017	2024	3 500	1 050	350	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	2018	2023	6 400	340	170	170	2 483	891	891	0	170	170	0	340	721	741	681	2 143	Norvège
2798	PROG. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES AU MALI (PDIRAAM)	2016	2022	20 523	250	250	250	4 250	4 250	4 250	0	250	0	0	250	4 000	0	0	4 000	BID
2799	PROJET REGIONAL APPUI PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS)	2016	2021	24 105	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2807	PROJ. RENFORC.SECU. ALIMENT. DVPT CULT IRRIG (PRESA-DCI)	2015	2024	29 575	1 700	500	500	1 700	500	500	0	500	600	600	1 700	0	0	0	0	
2809	PROJ RENFORC. SECU. ALIMENT. NUTRIT REGION KOULIKORO (PRESAN-KL)	2015	2024	27 612	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	2015	2023	10 500	900	450	450	900	450	450	0	450	450	0	900	0	0	0	0	
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	2015	2024	3 605	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	2015	2024	2 400	1 200	500	500	1 200	500	500	0	500	350	350	1 200	0	0	0	0	
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	2016	2022	15 759	1 036	1 036	1 036	1 036	1 036	1 036	0	1 036	0	0	1 036	0	0	0	0	
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	2004	2024	7 436	700	200	200	700	200	200	0	200	250	250	700	0	0	0	0	
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	2019	2022	130 173	151 403	151 403	27 985	27 985	27 985	27 985	0	27 985	0	0	27 985	0	0	0	0	
3043	OFFICE RIZ MOPTI	2003	2024	3 500	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3112	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE D'IRRIGATION DANS LE SAHEL (PARIS)	2018	2024	22 778	650	150	150	8 724	3 304	3 304	0	150	250	250	650	3 154	4 253	667	8 074	BM
3118	IPRODI PROGRAMME MALI NORD	2018	2022	17 207	431	431	431	1 831	1 831	1 831	0	431	0	0	431	1 400	0	0	1 400	KfW
3138	PROJET APPUI DVPT ELEVAGE AU MALI (PADEL-M)	2019	2024	44 800	1 150	350	350	26 100	5 300	5 300	0	350	400	400	1 150	4 950	10 000	10 000	24 950	BM
3144	PROJET D'EXTENSION DES AMENAGEMENTS DE LA PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL ET S.A	2019	2024	11 221	2 000	2 000	300	4 500	2 800	2 800	0	300	700	1 000	2 000	2 500	0	0	2 500	Lux-Dév

MINISTERE	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3166	PROJET FINANCEMENT INCLUSIF DES FILIERES AGRICOLES(INCLUSIF) AU MALI	2019	2024	58 025	1 000	250	250	23 010	13 588	13 588	0	250	350	400	1 000	13 338	4 336	4 336	22 010	Canada Danemark FIDA
3168	CONTRAT PLAN OFFICE DU NIGER	2019	2024	30 000	16 500	5 500	5 500	16 500	5 500	5 500	0	5 500	5 500	5 500	16 500	0	0	0	0	
3169	CONSTRUCTION SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	2020	2024	3 500	2 700	2 700	600	2 700	600	600	0	600	1 100	1 000	2 700	0	0	0	0	
3170	TRAVAUX AMENAGEMENT DE 250 HA DE LA PLAINE DE TOGOBERE	2020	2023	3 600	0	0	800	1 400	800	800	0	800	600	0	1 400	0	0	0	0	
3172	PROJET DE DEVELOPPMENT DURABLE DES EXPLOITANTS PASTORALES AU SAHEL MALI (PDDEPS-MALI)	2019	2023	33 065	550	200	200	15 796	6 200	6 200	0	200	350	0	550	6 000	9 246	0	15 246	BID
3186	PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE ET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DANS LES PLAINES DU DELTA 2 (PDIR-PD2)	2018	2022	1 396	0	0	0	760	760	760	0	0	0	0	0	760	0	0	760	BAD
3242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNGR ET DNA	2021	2023	2 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3248	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES HORTICOLES (PDFH)	2020	2024	122 193	3 000	1 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	
3254	PROJET CONSTRUCTION HOTEL DEPARTEMENT ELEVAGE/ PECHE	2021	2024	2 500	2 000	2 000	400	2 000	400	400	0	400	700	900	2 000	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3302	PROJET APPUI TRANSFORMATION AGRO-ECOLOGIQUE ZONE COTONNIERE DU MALI : AGRECO CML 1430	2020	2023	11 800	800	400	400	5 438	2 067	2 067	0	400	400	0	800	1 667	2 971	0	4 638	AFD
3344	PROJET MULTI ENERGIES RESILIENCE GEST° INTEGRE TERROIRS AU MALI (MERIT)	2022	2027	25 000	700	150	150	700	150	150	0	150	250	300	700	0	0	0	0	
1885	PROGRAMME DVPT INTEGRE ZONE ONDY/ MADINA DIASSA	2003	2023	1 698	200	100	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0	
3083	PROJET APPUI AU RENFORCEMENT DE L'ELEVAGE ET DE L'ECONOMIE PASTORALE DANS LA REGION DE KOULIKORO	2019	2024	7 553	100	100	100	941	861	861	0	100	0	0	100	761	40	40	841	Belgique
3174	ETUDE DEVELOPPMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE AU MALI	2020	2024	9 000	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3343	PROJET REGIONAL DAPPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS II) - MALI	2022	2027	34 500	600	200	200	44 710	6 454	6 454	0	200	200	200	600	6 254	18 416	19 440	44 110	BM
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUACOLES	2008	2022	14 000	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3137	PROJET APPUI FILIERE HALIEUTIQUE AU MALI	2016	2024	8 883	0	0	0	3 635	2 410	2 410	0	0	0	0	0	2 410	1 003	222	3 635	UE
2684	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE KITA PHASE 2	2013	2022	14 455	140	140	140	140	140	140	0	140	0	0	140	0	0	0	0	BID

MINISTERE	*MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
2916	PROGRAMME DE RENFORCEMENT RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)	2014	2022	24 945	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2917	PROJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	2015	2022	31 294	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	2017	2024	2 500	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3113	PROJET DEVELOPPEMENT FERME RIZICOLE SABE	2018	2020	1 992	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3127	PROJET D'APPUI A LA COMPETITIVITE AGRO-INDUSTRIELLLE AU MALI (PACAM)	2017	2022	17 500	100	100	100	2 297	691	691	0	100	0	0	100	2 197	0	0	2 197	BM
3134	PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI	2018	2023	33 667	0	0	0	9 802	7 000	7 000	0	0	0	0	0	7 000	2 802	0	9 802	BM
3183	PROJET N'DEBOUGOU PHASE IV	2019	2024	26 238	0	0	0	18 365	5 245	5 245	0	0	0	0	0	5 245	6 560	6 560	18 365	KfW
3184	PROJET PRODUCTIVITE DE L'EAU A L'OFFICE DU NIGER (PRODEAU)	2020	2022	4 000	0	0	0	277	277	277	0	0	0	0	0	277	0	0	277	Pays-Bas
3185	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'OFFICE DU NIGER (PADON) PHASE II	2020	2024	4 592	0	0	0	1 151	471	471	0	0	0	0	0	471	391	289	1 151	AFD

MINISTERE	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3351	PROGRAMME D'APPUI AUX FILIERES AGROPASTORALES DE SIKASSO (PAFA)/MLI 026	2022	2025	1 137	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2480	PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION AU MALI	2010	2023	122 467	3 000	2 000	2 000	9 600	8 200	8 200	0	2 000	1 000	0	3 000	6 200	400	0	6 600	BAD
3130	PROJET AMENAGEMENT PROXIMITE RENFORCEMENT RESILIENCE COMMUNAUTES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PAPR2C3)	2019	2023	44 551	2 400	850	850	2 400	850	850	0	850	800	750	2 400	0	0	0	0	
3133	PROJET APPUI IRRIGATION PROXIMITE (IPRO) GAO ET MENAKA	2019	2022	13 250	149	149	149	3 359	3 359	3 359	0	149	0	0	149	3 210	0	0	3 210	KfW
3298	PROJET IPRO IRRIGAR III COMPOSANTE SIKASSO	2021	2022	1 165	0	0	0	351	351	351	0	0	0	0	0	351	0	0	351	UE
3299	PROJET IPRO IRRIGAR III COMPOSANTE KOULIKORO	2021	2022	1 200	0	0	0	312	312	312	0	0	0	0	0	312	0	0	312	UE
3300	PROJET DÃ¢Â¿Â¿APPUI A LÃ¢Â¿Â¿INITIATIVE POUR LÃ¢Â¿Â¿IRRIGATION DANS LE SAHEL AU MALI (PAIS-MALI)	2021	2022	1 725	0	0	0	593	593	593	0	0	0	0	0	593	0	0	593	ESPAGNE
3171	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DFM DRH MINISTERE AGRICULTURE	2020	2023	2 800	0	0	500	899	500	500	0	500	399	0	899	0	0	0	0	
3173	PROJET APPUI CONTROLE SURVEILLANCE EPIZOOTIES	2020	2024	750	500	200	200	500	200	200	0	200	150	150	500	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3293	PROJET D'AMENAGEMENT ET DE MISE EN VALEUR DES PIV	2021	2024	1 000	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3345	PROJET EXTENSION DES BUREAUX DU CNLCP	2022	2022	350	350	350	350	350	350	350	0	350	0	0	350	0	0	0	0	
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	2009	2024	1 384	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	2011	2024	5 000	1 500	500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	2017	2024	4 000	1 000	1 000	400	1 000	400	400	0	400	600	0	1 000	0	0	0	0	
2765	PROJET AMELIORATION PRODUCTIVITE AGRICOLES SS EXPOIT AFR SUD SAHARIEN	2013	2022	7 870	40	40	40	40	40	40	0	40	0	0	40	0	0	0	0	
3164	OFFICE DEVELOPPEMNT PECHE ET AQUACULTURE DELTAT INTERIEUR DU NIGER	2020	2024	850	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
2200	CONTRAT PLAN LABORATOIRE CENTRALE VETERINAIRE ETAT	2011	2024	1 459	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3297	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	2021	2024	8 000	2 000	2 000	2 000	7 000	2 000	2 000	0	2 000	3 000	2 000	7 000	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3167	OFFICE RIZ SEGOU - CONTRAT PLAN	2020	2024	2 200	1 050	350	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
3317	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE OFFICE RIZ MOPTI (PDI-ORM)	2022	2026	12 000	12 000	12 000	2 000	10 000	2 000	2 000	0	2 000	4 000	4 000	10 000	0	0	0	0	
2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO	2009	2024	2 805	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3346	PROJET AMENAGEMENT DES TERRES/ATI	2022	2024	600	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
	PROJET EXTENSION AMENAGEMENTS PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL & S.A	2019	2021	11 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				1 162 109	224 889	193 669	55 551	283 935	127 716	127 716	0	55 551	27 919	23 300	106 770	73 771	61 159	42 235	177 165	

PTI 2022 - 2024

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2022			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2022	2022	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2022	2023	2024	Total	2022	2023	2024	Total	Sources
3139	LUTTE CONTRE INSECURITE ALIMENTAIRE ET MALNUTRITION	2017	2024	4 264	0	0	0	889	829	829	0	0	0	0	0	829	30	30	889	Belgique
3187	PROGRAMME DE SOUTIEN AU DISPOSITIF NATIONAL DE SECURITE ALIMENTAIRE (PRESA) PHASE I	2018	2022	2 805	100	100	100	388	388	388	0	100	0	0	100	288	0	0	288	Suisse
3251	PROJET BRIGADE VERTE POUR L'EMPLOI ET L'ENVIRONNEMENT Â» AU MALI	2020	2023	7 000	100	100	100	1 958	1 958	1 958	0	100	0	0	100	1 858	0	0	1 858	Italie
TOTAL MINISTERE				14 069	200	200	200	3 235	3 175	3 175	0	200	0	0	200	2 975	30	30	3 035	
ENSEMBLE MINISTERES				5 728 653	1 165 725	904 402	294 104	1 287 040	485 648	483 809	1 839	294 104	302 917	278 494	875 515	190 000	128 846	92 679	411 525	

ETAT L

RESTES A PAYER

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

ANNEXE BUDGETAIRE RELATIVE AUX RESTES A PAYER 2022 DE L'ETAT ET AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CREDITS DE PAIEMENTS (AE/CP) 2022-2024

Septembre 2021

SIGLES ET ABREVIATIONS

SIGLE	DEFINITION
AE/CP	Autorisation d'Engagement/Crédit de Paiement
BSI	Budget Spécial d'Investissement
CADD	Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration
CFA	Communauté Française d'Afrique
CMDT	Compagnie Malienne de Développement Textile
CPS	Cellule de Planification et de Statistique
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable
CT/CSLP	Cellule Technique du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
DGB	Direction Générale du Budget
DGCC	Direction Générale du Commerce et de la Concurrence
DFM	Direction des Finances et du Matériel
DNTTMF	Direction Nationale des Transports Terrestres, Maritimes et Fluviaux
DNEF	Direction Nationale des Eaux et Forêts
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
DRH	Direction des Ressources Humaines
DRPSIAP	Direction Régionale de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population
FMI	Fonds Monétaire International
INSTAT	Institut National de la Statistique
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
ODD	Objectifs de Développement Durable
PAG	Plan d'Action du Gouvernement
PRED	Plan pour la Relance Durable du Mali
PREM	Plan de Réformes de la Gestion des Finances Publiques du Mali
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PTI	Programme Triennal d'Investissement
SIGIP	Système de Gestion Intégrée des Investissements Publics
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

INTRODUCTION

En vue d'améliorer les procédures de budgétisation et de suivi de l'exécution des crédits d'investissement, le Gouvernement de la République du Mali a mis en œuvre la procédure des AE/CP dans la préparation, la présentation et l'exécution du budget d'Etat à partir de 2018 (la première année de mise en œuvre de la réforme).

A cet effet, la Directive n° 06/2009/CM/UEMOA portant loi de finances au sein de l'UEMOA a été transposée dans la règlementation nationale du Mali par la Loi n°2013-028 du 11 Juillet 2013, modifiée, relative aux lois de finances.

Cette loi introduit plusieurs innovations dans la préparation, l'exécution et le suivi des lois de finances, dont la programmation pluriannuelle des dépenses. L'un des outils de la mise en œuvre de la pluri annualité budgétaire consiste à la programmation des investissements en mode AE-CP (Autorisations d'Engagement et Crédits de Paiement), lors de la budgétisation et de l'exécution des dépenses d'investissement. Les AE constituent désormais un véritable enjeu pour le pilotage de l'exécution budgétaire des investissements.

L'enjeu de la procédure budgétaire annuelle est de déterminer le niveau maximal des engagements et leur couverture. Ainsi, comme principe général de budgétisation, l'enveloppe des AE doit couvrir au plus près l'estimation des engagements fermes que l'on compte passer durant l'année (pour les dépenses d'investissement) et l'enveloppe de Crédits de Paiement (CP) est évaluée à hauteur des besoins de trésorerie de l'exercice concerné, compte tenu du rythme de réalisation des engagements juridiques.

Ainsi, l'année 2022 marque la cinquième année de préparation et d'exécution du Budget d'Etat en mode programme.

I. METHODOLOGIE D'ELABORATION DE L'ANNEXE RESTES A PAYER DE L'ETAT ET AE/CP

I.1. Définitions des concepts

Aux termes de l'article 16 de la Loi n° 2013-028 du 11 Juillet 2013, les crédits ouverts par la loi de finances sont constitués :

- de Crédits de Paiement, pour les dépenses de personnel, les acquisitions de biens et services et les dépenses de transfert ;
- d'Autorisations d'Engagement et de Crédits de Paiement, pour les dépenses d'investissement et les contrats de partenariats publics privés.

Les concepts ci-après sont définis comme suit :

- les Autorisations d'Engagement (AE) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la Loi de Finances. Pour les opérations d'investissement directement exécutée par l'État, l'AE couvre une tranche constituant une unité individualisée formant un ensemble cohérent et de nature à être mise en service sans adjonction (**Article 17**) ;
- les Crédits de Paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au cours de l'exercice (**Article 18**).

Le principe veut que l'exécution des crédits soit désormais matérialisée par deux phases bien distinctes : une phase d'engagement juridique qui donne lieu à la consommation d'AE et une phase d'ordonnancement qui donne lieu à la consommation de CP. Cela se traduit par le fait qu'aucun crédit ne peut être ordonnancé s'il n'est pas précédé par la consommation d'une AE correspondante.

I.2. Méthode de calcul des Restes à payer 2022 de l'Etat et de budgétisation des dépenses d'investissement en AE-CP 2022-2024

I.2.1. Méthode de calcul des Restes à payer 2022 de l'Etat

Les restes à payer 2022 au titre des Engagements de l'Etat ont été calculés sur les projets/programmes d'investissement public en cours d'exécution ayant fait l'objet de marchés (devant se poursuivre au-delà de 2021) comme suit :

Reste à payer = Montant cumulé des marchés en cours d'exécution/AE ouvert - Montant cumulé des paiements antérieurs des marchés (31/12/2020) - CP révisé 2021.

I.2.2. Modalités de budgétisation des dépenses d'investissement en AE-CP 2022-2024

Le principe de la programmation/budgétisation des dépenses investissements publics en mode AE/CP se présente comme suit :

- **la programmation des marchés pluriannuels**

La budgétisation se fait en mode AE différent des CP (AE ≠ CP) pour les contrats (marchés pluriannuels) sur financement du Budget National.

AE = Montant total du marché

L'enveloppe des AE doit couvrir au plus près l'estimation des engagements fermes que l'on compte passer dans l'année.

CP = Dotations pluriannuelles pour couvrir l'AE

L'enveloppe des CP est évaluée à hauteur des besoins de trésorerie de l'exercice concerné compte tenu du rythme de réalisation des engagements juridiques.

- **la programmation des Contreparties des projets/programmes, des Contrat Plans et des projets de souveraineté[1]**

La budgétisation des Contreparties des Projets/Programmes financés par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et des Contrats de performance (Contrat plan) entre l'Etat et les Organismes personnalisées se fait, pour l'instant, en mode AE égal au CP (AE = CP) sur la base des dotations annuelles (pour des questions de prudence et de gestion du niveau de consommation des crédits).

La budgétisation des Projets/Programmes de souveraineté se fait en AE = CP sur la base des dotations annuelles.

L'annexe AE-CP 2022-2024 a été élaborée sur la base des informations issues des rapports de la 21ème Revue des Projets et Programmes d'Investissement Public au 31 décembre 2020 et des projets du Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2022-2024 et de Budget Spécial d'Investissement (BSI) 2022.

[1] Projets n'ayant pas fait l'objet d'engagement et strictement financés par les ressources internes.

L'annexe AE-CP contient :

- le rappel des CP de 2021 en financement intérieur et extérieur ;
- la programmation des Autorisations d'Engagement et des Crédits de Paiement des Projets et Programmes d'investissement public sur la période 2022-2024.

Au cours des travaux d'élaboration de l'Annexe AE/CP, les Projets et Programmes d'investissement public de l'ensemble des départements sectoriels (hors ceux du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants) et des Institutions clôturés au 31 décembre 2020, en exécution en 2021 et ceux se poursuivant ou devant démarrer à partir de 2022 ont été passés en revue.

II- PRESENTATION DES RESTES A PAYER ET DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS 2022-2024

Les Autorisations d'Engagement (AE) concernent uniquement les dépenses du Budget Spécial d'Investissement (BSI) financement intérieur, du fait que l'exécution des Crédits de Paiement (CP) relatifs au financement extérieur s'effectue suivant les procédures des bailleurs et non par les procédures budgétaires et comptables nationales.

2.1. Situation des Restes à payer 2022

Le montant total des restes à payer sur les engagements de l'Etat dans le cadre des marchés en cours d'exécution sur la période triennale 2022-2024 des Projets/Programmes d'investissement public des départements sectoriels et Institutions répertoriés dans le BSI est estimé globalement à **256,532 milliards** de FCFA (cf. tableau ci-dessous).

Tableau 1 : Situation des restes à payer par Ministères/Institutions

(Montants en F CFA)

MINISTÈRES	Source de financement	Restes à payer 2022
Ministère des Transports et des Infrastructures	Etat	173 175 359 969
Ministère du Développement Rural	Etat	11 563 900 000
Ministère de l'Economie et des Finances	Etat	3 696 026 950
Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable	Etat	2 627 771 000
Ministère de l'Industrie du Commerce et de la Promotion des Investissements	Etat	3 313 837 398
Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme	Etat	758 082 490
Ministère des Mines de l'Energie et de l'Eau	Etat	9 919 165 718
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale	Etat	1 800 000 000
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	Etat	7 062 432 000
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	Etat	3 200 000 000

MINISTÈRES	Source de financement	Restes à payer 2022
Ministère de la Santé et du Développement Social	Etat	20 123 000 000
Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population	Etat	3 431 000 000
Ministère de la Jeunesse et des Sports	Etat	13 369 000 000
Ministère de l'Economie et des Finances	Etat	2 492 420 000
Total		**256 531 995 525**

Il ressort de l'analyse du Tableau 1 que les investissements de l'Etat sont orientés essentiellement à la prise en charge de la réalisation d'infrastructures routières dont le niveau d'Engagement s'élève à **173,175** milliards de FCFA (soit **67,51%)** du montant total des Restes à payer.

La situation détaillée des Restes à payer 2022 par Ministères/Institutions se trouve à l'Annexe 1.

2.2. Situation globale des AE/CP 2022-2024

Les données de la programmation triennale 2022-2024 se présentent comme suit :

- AE = **1 165,185 milliards** de FCFA, exclusivement sur les ressources internes**.**

Les AE sur financement interne sont réparties par année comme suit : **904,402 milliards** en 2022 ; **135,588 milliards** en 2023 et **125,195 milliards** en 2024 ;

- CP = **1 286,500 milliards** de FCFA dont **874,975 milliards** de FCFA sur ressources internes, soit **68,01%.**

Les CP sur financement interne sont répartis par année comme suit : **294,104 milliards** de FCFA en 2022 ; **302,917 milliards** de FCFA en 2023 et **277,954 milliards** de FCFA en 2024.

Quant aux CP sur financement externe, ils s'élèvent à **411,525 milliards** de FCFA et sont répartis par année comme suit : **190,000 milliards** de FCFA en 2022 ; **128,846 milliards** de FCFA en 2023 et **92,679 milliards** de FCFA en 2024 **(cf. Annexe 1).**

2.3. Situation des AE/CP 2022

Au titre de l'exercice budgétaire 2022, le volume total des Autorisations d'Engagement d'un montant de **904,402 Milliards** de FCFA concerne **416** Projets/Programmes (sur financement intérieur) sur un nombre total de **439** Projets/Programmes. Ce montant est réparti entre les Marchés pluri annuels pour **755,228 Milliards** de FCFA, soit **83,51%** et les Marchés annuels pour **149,174 Milliards** de FCFA, soit **16,49% (cf. Annexe 2).**

Le montant des AE 2022 (**904,402 Milliards** de FCFA) est constitué des nouveaux engagements dont **38,675 Milliards** de FCFA au titre des reports des marchés non engagés de 2021 en raison du contexte marqué par les crises sécuritaires, économiques, les tensions sociales et la crise sanitaire liée à la pandémie du COVID-19.

Les Crédits de Paiement au titre de 2022 pour la prise en charge des marchés pluri annuels et annuels se chiffrent à **484,104** milliards de FCFA dont **294,104** milliards de F CFA pour le financement intérieur contre **190** milliards de F CFA au compte du financement extérieur.

2.3.1. Ventilation des AE 2022 par Secteurs de planification

La répartition des AE 2022 entre les Secteurs de planification est consignée dans le tableau ci-après :

Tableau 2 : Ventilation des AE 2022 par Secteurs de planification

(En milliards de F CFA)

Secteurs	Nombre de Projets	2022			% AE
		AE	CP intérieur	CP extérieur	
Economie rurale	86	199,559	64,641	81,984	22,07%
Secondaire	55	45,874	24,824	78,896	5,07%
Infrastructures	157	579,101	135,901	19,230	64,03%
Ressources humaines	141	79,868	68,738	9,891	8,83%
Total général	**439**	**904,402**	**294,104**	**190,000**	**100%**

Source : DNPD/ données SIGIP, 2021

Cette répartition des AE 2022 est marquée par la prédominance du secteur des Infrastructures avec **64,03%** pour 157 projets**.** Il est suivi des secteurs de l'Economie Rurale avec **22,07%** pour 86 projets**,** des Ressources Humaines avec **8,83%** pour 141 projets et du Secondaire avec **5,07%** pour 55 projets**.**

2.3.2. Ventilation des AE 2022 par Ministères/Institutions (Montant en FCFA)

La situation des Départements/Institutions avec un niveau élevé d'AE se présente comme suit :

- Ministère des Transports et des infrastructures : 473,810 milliards FCFA pour 50 projets dont les projets de Construction et bitumage de la route Dioïla-Massigui-Koualé-Kébila (127 milliards FCFA) ; Construction/Bitumage Kadiana-Fourou-Kadiolo 95 Km, Bretelle Diomaténé Misséni 50 Km (82 milliards Fcfa) ; Construction de la route Tambaga-Manantali (92km) (65 milliards) ; Aménagement Voie Route Aéroport Cité Universitaire de Kabala (25 milliards) ; Travaux de construction de la Pénétrante - Phase 2 de la route Bamako -Ségou (tronçon de la route RN6 compris entre le carrefour de Waraba Tiatio vers Baguinéda sur 16 km, construction de 4 passerelles pour piéton et prolongement de caniveaux vers l'exutoire sur 1,5 Km (20 milliards) ; Construction Siège DGR (2,500 milliards) ; Construction/Equipement du siège de la DNTTMF (2,500 milliards FCFA) et le Programme National de Pluie Provoquée (2,500 milliards FCFA).
- Ministère du Développement Rural : 42,266 milliards FCFA pour 62 projets (sans la ligne Nouveaux Projets BSI : 151,403 milliards FCFA). Il s'agit des Projet de Développement Intégré de l'Office Riz Mopti (PDI-ORM) (12 milliards) ; Contrat Plan/ Etat-Office du Niger/Exploitants Agricoles (5,500 milliards) ; Construction du Siège de l'Institut du Sahel (2,700 milliards) ; Projets d'Appui au Développement du Périmètre (PAD) de Baguinéda (2 milliards FCFA) ; la Construction de l'Hôtel du Département de l'Elevage et de la Pêche (2,000 milliards FCFA) ; Projet d'extension des aménagements de la plaine de San-Ouest de 510 ha/développement rural et sécurité alimentaire (MLI 021) (2 milliards FCFA) et Programme de Développement de l'Irrigation dans le bassin du Baní et à Sélingué (PDI-BS) (2,000 milliards FCFA) ;

- Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau : 43,300 milliards FCFA pour 39 projets dont le Programme d'Urgence Sociales Accès à l'Energie/Construction Centrale Solaire (25 milliards FCFA) ; AEP en milieu rural (6 milliards FCFA) ; Construction de l'Ecole Africaine des Mines (3 milliards FCFA) et Etudes/Aménagement de Taoussa (2,500 milliards FCFA);
- Ministère de l'Economie et des Finances : 36,528 milliards FCFA pour 50 projets dont les Projets de Construction Hôtel des Finances à l'ACI-2000 (10 milliards FCFA) ; Construction Siège DGB -DNPD (5 milliards FCFA) ; Fonds d'études et de préparation des projets (3,388 milliard FCFA) et le Projet filets sociaux JIGISEME JIRI/IDA (1,800 milliard FCFA) ;
- Ministère de la Santé et du Développement Social : 33,020 milliards FCFA pour 38 Projets dont les Projets de Construction/Equipement des hôpitaux (10,000 milliards FCFA) ; Construction/Equipement Siège CNOS (5,000 milliards) ; Amélioration Plateau technique Hôpitaux Markala/Koutiala/Koulikoro (5,000 milliards FCFA) et Extension Equipement Hôpital du Mali (2,000 milliards) ;
- Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation : 31,720 milliards FCFA pour 37 projets dont les Contrats Plan Etat Régions (4,100 milliards FCFA) ;
- Ministère de l'Environnement, l'Assainissement et du Développement du Durable : 18,280 milliards FCFA pour 26 projets dont les projets de Construction Décharge Compactée Noumoubougou (10,000 milliards FCFA) et Construction Equipement DNEF (2,000 milliards) ;
- Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population : 16,000 milliards FCFA pour 18 projets dont le Programme de Construction de 50 000 Logements Sociaux (5,000 milliards FCFA) ; les Projets de Construction/Equipement Immeuble R+2 DFM/ Archives/ CADD Domaines (2,000 milliards) et Mise en place d'un Système d'information foncier sécurisé (2,000 milliards FCFA) ;
- Ministère de la Jeunesse et des Sports : 8,180 milliards FCFA pour 7 Projets dont les Projets de Réhabilitation du stade du 26 mars (2,000 milliards de FCFA) ; Réhabilitation Lycée Sportif de Kabala (1,130 milliards) et le Programme National de la Promotion de la Jeunesse (1,000 millions FCFA).

La situation d'ensemble des AE/CP 2022 par Départements/Institutions se trouve dans le tableau suivant :

<u>Tableau 3</u> : situation des AE/CP 2022 par Départements/Institutions

(Montant en F CFA)

Ministères / Institutions	2022			Nombre de Projets	%AE
	AE	CP intérieur	CP extérieur		
Ministère des Transports et des Infrastructures	473 810 000 000	74 320 000 000	19 229 500 000	50	52,39 %
Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Modernisation de l'Administration	2 550 000 000	2 100 000 000	0	6	0,28%
Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable	18 280 000 000	9 780 000 000	5 545 000 000	26	2,02%
Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population	16 000 000 000	13 100 000 000	2 000 000 000	18	1,77%
Ministère des Mines de l'Energie et de l'Eau	43 300 000 000	19 800 000 000	71 730 000 000	39	4,79%
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale	4 050 000 000	2 850 000 000	0	4	0,45%
Ministère des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine	750 000 000	750 000 000	0	3	0,08%
Ministère de la Santé et du Développement Social	33 020 000 000	24 720 000 000	0	38	3,65%
Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille	2 325 000 000	1 550 000 000	693 000 000	10	0,26%
Ministère de l'Education Nationale	7 350 000 000	5 650 000 000	0	17	0,81%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	7 200 000 000	7 200 000 000	0	12	0,80%
Ministère de l'Industrie du Commerce et de la Promotion des Investissements	5 310 000 000	3 960 000 000	750 000 000	15	0,59%
Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme	4 770 000 000	4 370 000 000	0	14	0,53%
Ministère de l'Entreprenariat National, l'Emploi et de la Formation Professionnelle	6 220 000 000	3 420 000 000	2 352 000 000	8	0,69%
Ministère de l'Administration Territoriale et de la	31 720 000 000	22 905 000 000	4 416 000 000	37	3,51%

Ministères / Institutions	2022			Nombre de Projets	%AE
	AE	CP intérieur	CP extérieur		
Décentralisation					
Ministère du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social	1 000 000 000	1 000 000 000	0	2	0,11%
Ministère de la Refondation de l'Etat	250 000 000	250 000 000	0	1	0,03%
Ministère des Affaires Religieuses, du Culte et des Coutumes	300 000 000	300 000 000	0	2	0,03%
Ministère de la Jeunesse et des Sports	8 180 000 000	8 950 000 000	0	7	0,90%
Ministère du Développement Rural	193 669 257 000	55 551 374 000	73 770 500 000	62	21,41 %
Commissariat à la Sécurité Alimentaire	200 000 000	200 000 000	2 975 000 000	3	0,02%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	100 000 000	3 300 000 000	0	3	0,01%
Ministère de l'Economie et des Finances	36 528 000 000	23 328 000 000	5 539 000 000	50	4,04%
Présidence de la République	2 750 000 000	2 750 000 000	0	3	0,30%
Primature	800 000 000	800 000 000	0	4	0,09%
Cour Suprême	3 500 000 000	800 000 000	0	1	0,39%
Médiateur de la République	220 000 000	150 000 000	0	1	0,02%
Conseil Economique Social et Culturel	150 000 000	150 000 000	0	1	0,02%
Cour Constitutionnelle	100 000 000	100 000 000	0	1	0,01%
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	0	0	1 000 000 000	1	0,00%
Total Général	**904 402 257 000**	**294 104 374 000**	**190 000 000 000**	**439**	**100%**

CONCLUSION

L'enjeu de la procédure budgétaire annuelle suivant la méthodologie AE/CP est de déterminer le niveau maximal des engagements et leur couverture. Ainsi, l'Etat sort en 2022 avec des Restes à payer qui se chiffrent à 256,532 milliards de FCFA. Les nouveaux Engagements de 2022 s'élèvent à 904,402 milliards de FCFA. D'où, un niveau d'Engagement global de l'Etat de 1160,934 milliards de FCFA au titre de 2022. Cet Engagement global de l'Etat est pris en charge à hauteur de 294,104 milliards de FCFA sur le Budget Spécial d'Investissement (BSI) 2022.

Ainsi, avec un tel niveau d'Engagement de l'Etat, la réforme relative à la méthodologie d'Autorisation d'Engagement (AE) et de Crédit de Paiement (CP) doit impérativement inciter les administrations publiques à développer une meilleure anticipation et estimation de leurs dépenses d'investissement dans une logique pluriannuelle. Cependant, il a été relevé quelques insuffisances dans la gestion des AE/CP, notamment la faible capacité de certains acteurs chargés de la programmation budgétisation, du suivi et de l'analyse des investissements publics.

A cet effet, en vue de pallier aux insuffisances constatées, les pistes de solutions proposées pour accompagner la réforme visent à améliorer les procédures de budgétisation et de suivi de l'exécution des crédits d'investissement. Il s'agit :

- de l'amélioration de la qualité à l'entrée des projets (une bonne évaluation des coûts), afin d'éviter les avenants occasionnant des coûts supplémentaires non prévus et non anticipés dans le Budget d'Investissement ;
- de la poursuite du développement du logiciel de gestion des investissements publics: le Système Intégré de Gestion des Investissements Publics (SIGIP) et son interfaçage avec les autres applications dont le PRED ;
- du renforcement des capacités des acteurs en matière de programmation, de budgétisation et de suivi des investissements publics en mode AE/CP.

Annexe1 : Situation détaillée des Restes à payer 2022

MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des marchés en cours d'exécution/AE ouvert. (G)	Montant cumulé des paiements antérieurs des marchés (31/12/2020) (H)	Montant CP 2021 (I)	Total des paiements (J=H+I)	RESTE A PAYER EN 2022 (K=G-J)	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
											AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1554	Programme Routier d'Urgence/Route Banankoro-Dioro	Etat	Budget national	2005-2024	32 806 000 000	23 848 543 092	0	950 000 000	950 000 000	22 898 543 092	1 000 000 000	7 300 000 000	1 000 000 000	10 500 000 000	1 000 000 000	8 700 000 000	3 000 000 000	26 500 000 000
2948	Construction et bitumage Macina/Diafarabé/Tenenkou (95km) lot 1 et lot 2	Etat	Budget national	2016-2024	13 443 456 230	13 443 456 230	5 974 000 000	475 000 000	6 449 000 000	6 994 456 230	500 000 000	500 000 000	0	3 633 685 275	0	1 300 000 000	500 000 000	5 433 685 275
3020	Aménag 2X2 voies reliant 3ème pont RN6 (3,26km) y compris échangeur et réhab sect Tour Afrique	Etat	Budget national	2017-2021	41 167 676 775	41 167 676 775	26 917 676 775	14 250 000 000	41 167 676 775	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2945	Construction du 2ème Pont de Kayes(600ML)	Etat	Budget national	2016-2021	61 823 330 100	61 539 830 100	59 164 830 100	2 375 000 000	61 539 830 100	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3012	Construction bitumage Route Kayes-Sadiola (lot 1)	Etat	Budget national	2017-2022	48 762 000 000	48 442 465 076	40 887 465 076	6 555 000 000	47 442 465 076	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0	0	0	0	0	1 000 000 000
3014	Construction voies ceinture Ouest Kkoro (13,8km)	Etat	Budget national	2017-2024	19 663 869 707	19 663 869 707	9 565 000 000	3 800 000 000	13 365 000 000	6 298 869 707	0	1 500 000 000	0	4 000 000 000	0	798 869 707	0	6 298 869 707
3016	Const route Banconi-dialakorodji-Safo-Dabanani-Noumsombougou	Etat	Budget national	2017-2022	28 187 059 552	28 187 059 552	21 560 170 269	3 230 000 000	24 790 170 269	3 396 889 283	0	4 000 000 000	0	0	0	0	0	4 000 000 000
3018	Const bretelle Katélé-Kadiolo-Zégoua (km) et aména 10 km voirie localité de Kadiolo	Etat	Budget national	2017-2021	24 119 204 971	24 119 204 971	17 136 704 971	6 982 500 000	24 119 204 971	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3078	Réhabilitation route Bamako-Kati-Kolokani-Diédiéni	Etat	Budget national	2019-2023	95 214 580 460	95 214 580 460	39 445 613 000	14 250 000 000	53 695 613 000	41 518 967 460	0	15 000 000 000	0	11 140 500 000	0	15 000 000 000	0	41 140 500 000
3201	Réhabilitation route Sévaré Gao (Phase I)	Etat	Budget national	2020-2022	53 000 000 000	10 000 000 000	1 000 000 000	7 000 000 000	8 000 000 000	2 000 000 000	0	3 000 000 000	0	0	0	0	0	3 000 000 000
3099	Aménagement traversée de la ville de Sikasso	Etat	Budget national	2018-2022	7 031 643 728	7 031 643 728	841 643 728	1 500 000 000	2 341 643 728	4 690 000 000	0	4 690 000 000	0	0	0	0	0	4 690 000 000
2310	Construction Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire	Etat	Budget national	2019-2023	4 172 000 000	2 826 000 000	339 000 000	665 000 000	1 004 000 000	1 822 000 000	0	500 000 000	0	826 000 000	0	800 000 000	0	2 126 000 000
3230	Aménagement Section Sevaré -Mopti de la Rn6, Aménagement de 10 Km de Voirie dont 5 Km dans la Ville de Mopti Et 5 Km dans La Ville de Sevaré et la Construction de la Voie de Contournement de l'Aéroport de Mopti Ambodedjo	Etat	Budget national	2021-2023	1 148 000 000	1 148 000 000	0	475 000 000	475 000 000	673 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000
3307	Construction/Bitumage de la Route Kayes-Sandaré	Etat	Budget national		86 632 634 197	86 632 634 197	0	4 750 000 000	4 750 000 000	81 882 634 197	0	10 000 000 000	0	15 000 000 000	0	15 000 000 000	0	40 000 000 000
Total					517 171 455 720	463 264 963 888	222 832 103 919	67 257 500 000	290 089 603 919	173 175 359 969	2 000 000 000	47 990 000 000	1 500 000 000	45 600 185 275	1 000 000 000	41 598 869 707	4 500 000 000	135 189 054 982

MINISTERE DE DEVELOPPEMENT RURAL

N° RNP	Nom du projet	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des marchés en cours d'exécution/AE ouvert. (G)	Montant cumulé des paiements antérieurs des marchés (31/12/2020) (H)	Montant CP 2021 (I)	Total des paiements (J=H+I)	RESTE A PAYER EN 2022 (K=G-J)	2022		2023		2024		TOTAL (2021-2023)	
									AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2 480	Programme de Développement de l'Irrigation dans le bassin du Bani et à Sélingué (PDI-BS)	2010-2022	19 361 000 000	18 553 000 000	16 138 000 000	1 215 000 000	17 353 000 000	1 200 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	3 000 000 000	3 000 000 000
3001	Projet d'Appui au Développement Rural de Soké 1 (PADER-S1)	2016-2020	15 759 000 000	15 759 000 000	14 723 000 000	0	14 723 000 000	1 036 000 000	1 036 000 000	1 036 000 000	0	0	0	0	1 036 000 000	1 036 000 000
3171	Construction Equipement DFM/DRH Ministère Agriculture	2020-2022	1 998 900 000	1 998 900 000	0	400 000 000	400 000 000	1 598 900 000	0	500 000 000	0	398 695 699	0	0	-	898 695 699
3170	Travaux d'aménagement de 250 ha de la plaine de Togobéré	2020-2022	2 800 000 000	2 800 000 000	-	586 000 000	586 000 000	2 214 000 000	0	800 000 000	0	600 000 000	0	0	-	1 400 000 000
3297	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	2021-2023	8 000 000 000	6 000 000 000		485 000 000	485 000 000	5 515 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	0	3 000 000 000	0	2 000 000 000	2 000 000 000	7 000 000 000
TOTAL GENERAL			47 918 900 000	45 110 900 000	30 861 000 000	2 686 000 000	33 547 000 000	11 563 900 000	5 036 000 000	6 336 000 000	1 000 000 000	4 998 695 699	0	2 000 000 000	6 036 000 000	13 334 695 699

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des marchés en cours d'exécution/AE ouvert. (G)	Montant cumulé des paiements antérieurs des marchés (31/12/2020) (H)	Montant CP 2021 (I)	Total des paiements (J=H+I)	RESTE A PAYER EN 2022 (K=G-J)	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
											AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2830	Construction du siège de la Direction Générale des Douanes	Etat	Budget national	2015-2023	8 071 000 000	8 071 000 000	5 662 000 000	950 000 000	6 612 000 000	1 459 000 000	750 000 000	750 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	1 250 000 000	1 250 000 000
3106	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE PGT/RGD	Etat	Budget national	2018-2022	3 798 457 828	3 798 457 828	2 545 000 000	902 500 000	3 447 500 000	350 957 828	900 000 000	350 000 000	0	550 000 000	0	0	900 000 000	900 000 000
2863	Construction Equipement Siège INSTAT	Etat	Budget national	2015-2021	9 091 000 000	6 585 578 050	4 596 358 928	1 036 150 000	5 632 508 928	953 069 122	400 000 000	1 700 000 000	0	0	0	0	400 000 000	1 700 000 000
3 047	Construction/Equip Centre de Formation Professionnelle en statistiques (CFP/STAT)	Etat	Budget national	2017-2021	3 000 000 000	2 120 000 000	875 000 000	312 000 000	1 187 000 000	933 000 000	0	350 000 000	0	500 000 000	0	395 000 000	-	1 245 000 000
				Total	0	23 960 457 828	20 575 035 878	13 678 358 928	3 200 650 000	16 879 008 928	3 696 026 950	2 050 000 000	3 150 000 000	500 000 000	1 550 000 000	0	395 000 000	2 550 000 000	5 095 000 000

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des marchés en cours d'exécution/AE ouvert. (G)	Montant cumulé des paiements antérieurs des marchés (31/12/2020) (H)	Montant CP 2021 (I)	Total des paiements (J=H+I)	RESTE A PAYER EN 2022 (K=G-J)	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
											AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2054	Projet de Construction Décharge Compactée Noumoubougou	Etat	Budget national	2006-2022	17 812 000 000	12 000 000 000	10 750 000 000	1 022 108 000	11 772 108 000	227 892 000	10 000 000 000	300 000 000	0	3 000 000 000	0	4 000 000 000	10 000 000 000	7 300 000 000
3150	Construction/Equipement DNACPN	Etat	Budget national	2020-2022	2 200 000 000	1 900 000 000	-	439 721 000	439 721 000	1 460 279 000	0	700 000 000	0	300 000 000	0	0	-	1 000 000 000
3149	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ABFN	Etat	Budget national	2020-2022	1 750 000 000	1 500 000 000	238 000 000	322 400 000	560 400 000	939 600 000	0	500 000 000	0	600 000 000	0	0	-	1 100 000 000
Total					21 762 000 000	15 400 000 000	10 988 000 000	1 784 229 000	12 772 229 000	2 627 771 000	10 000 000 000	1 500 000 000	0	3 900 000 000	0	4 000 000 000	10 000 000 000	9 400 000 000

MINISTERE DE L'INDUSTRIE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des marchés en cours d'exécution/AE ouvert. (G)	Montant cumulé des paiements antérieurs des marchés (31/12/2020) (H)	Montant CP 2021 (I)	Total des paiements (J=H+I)	RESTE A PAYER EN 2022 (K=G-J)	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
											AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3 025	Construction/équipement DGCC/DRCC/APEX (R+5)	Etat	Budget national	2016-2024	5 566 336 335	5 566 336 335	2 196 248 937	56 250 000	2 252 498 937	3 313 837 398	0	150 000 000	0	1 800 000 000	0	1 544 000 000	0	3 494 000 000
				TOTAL GENERAL		5 566 336 335	5 566 336 335	2 196 248 937	56 250 000	2 252 498 937	3 313 837 398	0	150 000 000	0	1 800 000 000	0	1 544 000 000	0	3 494 000 000

MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des marchés en cours d'exécution/AE ouvert. (G)	Montant cumulé des paiements antérieurs des marchés (31/12/2020) (H)	Montant CP 2021 (I)	Total des paiements (J=H+I)	RESTE A PAYER EN 2022 (K=G-J)	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
											AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2757	Réh/Equipement Centre de Développement de l'Artisanat Textile	Etat	Budget National	2014-2022	2 405 548 487	2 405 548 487	1 380 990 997	266 475 000	1 647 465 997	758 082 490	550 000 000	550 000 000	200 000 000	200 000 000	-	-	750 000 000	750 000 000
TOTAL GENERAL					2 405 548 487	2 405 548 487	1 380 990 997	266 475 000	1 647 465 997	758 082 490	550 000 000	550 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	750 000 000	750 000 000

MINISTERE DES MINES DE L'ENERGIE ET DE L'EAU										
N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des marchés en cours d'exécution/AE ouvert. (G)	Montant cumulé des paiements antérieurs des marchés (31/12/2020) (H)	Montant CP 2021 (I)	Total des paiements (J=H+I)	RESTE A PAYER EN 2022 (K=G-J)
2668	Projet de construction du centre de conduite et dédoublement des capacités énergétiques de Satuba	Etat	Budget National	2012-2023	18 449 000 000	16 942 428 734	8 253 698 509	3 166 125 000	11 419 823 509	5 522 605 225
3 109	Programme d'Urgences Sociales Accès à l'Energie/Construction Centrale Solaire	Etat	Budget National	2018-2023	17 382 000 000	2 698 149 999		2 180 000 000	2 180 000 000	518 149 999
2840	Cartographie Géologique du Birimien au 1/50 000	Etat	Budget National	2015-2022	1 582 000 000	2 489 074 700	622 000 000	1 000 000 000	1 622 000 000	867 074 700
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	Etat	Budget National	2021-2023	3 000 000 000	3 166 335 794	-	155 000 000	155 000 000	3 011 335 794
			Total		40 413 000 000	25 295 989 227	8 875 698 509	6 501 125 000	15 376 823 509	9 919 165 718

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE																		
RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des marchés en cours d'exécution/AE ouvert. (G)	Montant cumulé des paiements antérieurs des marchés (31/12/2020) (H)	Montant CP 2021 (I)	Total des paiements (J=H+I)	RESTE A PAYER EN 2022 (K=G-J)	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
											AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2744	Programme d'acquisition et de construction de logement, de résidence et chancelleries pour diplomates/Abuja	Etat	Budget National	2014-2023	5 758 000 000	3 284 000 000	1 404 000 000	80 000 000	1 484 000 000	1 800 000 000	-	1 800 000 000	-	-	-	-	0	1 800 000 000
TOTAL GENERAL					5 758 000 000	3 284 000 000	1 404 000 000	80 000 000	1 484 000 000	1 800 000 000	0	1 800 000 000	0	0	0	0	0	1 800 000 000

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE																		
N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des marchés en cours d'exécution/AE ouvert. (G)	Montant cumulé des paiements antérieurs des marchés (31/12/2020) (H)	Montant CP 2021 (I)	Total des paiements (J=H+I)	RESTE A PAYER EN 2022 (K=G-J)	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
											AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2860	Projet de const/équip Campus Universit Kabala Phase I blocs pédagogiques	Etat	Budget National	2015-2023	2 436 000 000	750 000 000		218 500 000	218 500 000	531 500 000	0	400 000 000	0	0	0	0	-	400 000 000
3 080	Projet construction ENSUP	Etat	Budget national	2019-2022	4 950 000 000	8 000 000 000	539 000 000	1 300 000 000	1 839 000 000	6 161 000 000	0	2 000 000 000	0	2 500 000 000	0	2 000 000 000	-	6 500 000 000
2858	Construction et équipement de la Bibliothèque Universitaire Centrale (BUC)	ETAT	Budget National	2015-2023	5 000 000 000	1 500 000 000		1 130 068 000	1 130 068 000	369 932 000	0	2 000 000 000	0	1 000 000 000	0	0	-	3 000 000 000
				Total	12 386 000 000	10 250 000 000	539 000 000	2 648 568 000	3 187 568 000	7 062 432 000	0	4 400 000 000	0	3 500 000 000	0	2 000 000 000	0	9 900 000 000

MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME																		
RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des marchés en cours d'exécution/AE ouvert. (G)	Montant cumulé des paiements antérieurs des marchés (31/12/2020) (H)	Montant CP 2021 (I)	Total des paiements (J=H+I)	RESTE A PAYER EN 2022 (K=G-J)	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
											AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2762	Construction de la nouvelle Maison d'Arrêt de Bamako	Etat	Budget National	2014-2021	11 000 000 000	11 000 000 000	7 451 085 000	548 915 000	8 000 000 000	3 000 000 000	0	3 000 000 000	0	0	0	0	0	3 000 000 000
3 042	Construction/équipement INFJ Demba DIALLO	Etat	Budget national	2017-2021	1 791 000 000	1 791 000 000	1 391 000 000	200 000 000	1 591 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0	0	0	0	0	200 000 000
				TOTAL GENERAL	12 791 000 000	12 791 000 000	8 842 085 000	748 915 000	9 591 000 000	3 200 000 000	0	3 200 000 000	0	0	0	0	0	3 200 000 000

INISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement	Montant cumulé des marchés en cours d'exécution/AE ouvert. (G)	Montant cumulé des paiements antérieurs des marchés (31/12/2020) (H)	Montant CP 2021 (I)	Total des paiements (J=H+I)	RESTE A PAYER EN 2022 (K=G-J)	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	Etat	Budget National	2004-2022	13 537 000 000	10 086 000 000	7 963 000 000	2 000 000 000	9 963 000 000	123 000 000	2 000 000 000	500 000 000	0	1 000 000 000	0	500 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
3007	Construction/Equipement des hôpitaux	Etat	Budget National	2017-2023	52 039 000 000	25 000 000 000	2 000 000 000	3 000 000 000	5 000 000 000	20 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	12 500 000 000	12 500 000 000	13 000 000 000	13 000 000 000	35 500 000 000	35 500 000 000
TOTAL GENERAL					65 576 000 000	35 086 000 000	9 963 000 000	5 000 000 000	14 963 000 000	20 123 000 000	12 000 000 000	10 500 000 000	12 500 000 000	13 500 000 000	13 000 000 000	13 500 000 000	37 500 000 000	37 500 000 000

MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des marchés en cours d'exécution/AE ouvert. (G)	Montant cumulé des paiements antérieurs des marchés (31/12/2020) (H)	Montant CP 2021 (I)	Total des paiements (J=H+I)	RESTE A PAYER EN 2022 (K=G-J)	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
											AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1 995	Construction Directions Nationale et Régionales des Domaines et du Cadastre	Etat	Budget National	2017-2023	7 707 000 000	7 707 000 000	6 118 000 000	335 000 000	6 453 000 000	1 254 000 000	1 250 000 000	700 000 000	0	550 000 000	0	0	1 250 000 000	1 250 000 000
3153	Construction /équipement bureaux des domaines et cadastre de Kati	Etat	Budget National	2020-2023	1 500 000 000	1 000 000 000	213 000 000	135 000 000	348 000 000	652 000 000	1 200 000 000	300 000 000	0	500 000 000	0	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3289	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT IMMEUBLE R+2 DFM/ARCHIVES/CADD DOMAINES	Etat	Budget National	2021-2023	2 000 000 000	2 000 000 000	0	475 000 000	475 000 000	1 525 000 000	2 000 000 000	650 000 000	0	900 000 000	0	450 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
TOTAL GENERAL					11 207 000 000	10 707 000 000	6 331 000 000	945 000 000	7 276 000 000	3 431 000 000	4 450 000 000	1 650 000 000	0	1 950 000 000	0	850 000 000	4 450 000 000	4 450 000 000

MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des marchés en cours d'exécution/AE ouvert. (G)	Montant cumulé des paiements antérieurs des marchés (31/12/2020) (H)	Montant CP 2021 (I)	Total des paiements (J=H+I)	RESTE A PAYER EN 2022 (K=G-J)	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
											AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3158	CONSTRUCTION SIEGE ONEF	Etat	Budget national	2020-2024	2 000 000 000	900 000 000	216 000 000	202 293 000	418 293 000	481 707 000	2 000 000 000	500 000 000	-	800 000 000		700 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
TOTAL GENERAL					2 000 000 000	900 000 000	216 000 000	202 293 000	418 293 000	481 707 000	2 000 000 000	500 000 000	0	800 000 000	0	700 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000

MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des marchés en cours d'exécution/AE ouvert. (G)	Montant cumulé des paiements antérieurs des marchés (31/12/2020) (H)	Montant CP 2021 (I)	Total des paiements (J=H+I)	RESTE A PAYER EN 2022 (K=G-J)	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
											AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2699	Construction Hôtel de la Jeunesse et des Sports	Etat	Budget national	2013-2023	4 200 000 000	3 842 000 000	680 000 000	131 000 000	811 000 000	3 031 000 000	0	300 000 000	0	400 000 000	0	500 000 000	0	1 200 000 000
3249	REHABILITATION STADE DU 26 MARS	Etat	Budget national	2021-2022	0	9 290 000 000	0	665 000 000	665 000 000	8 625 000 000	0	600 000 000	0	1 000 000 000	0	300 000 000	0	1 900 000 000
3250	REHABILITATION LYCEE SPORTIF DE KABALA	Etat	Budget national	2021-2022	0	2 000 000 000	0	287 000 000	287 000 000	1 713 000 000	1 130 000 000	500 000 000	0	730 000 000	0	0	1 130 000 000	1 230 000 000
Total					4 200 000 000	15 132 000 000	680 000 000	1 083 000 000	1 763 000 000	13 369 000 000	1 130 000 000	1 400 000 000	0	2 130 000 000	0	800 000 000	1 130 000 000	4 330 000 000

MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des marchés en cours d'exécution/AE ouvert. (G)	Montant cumulé des paiements antérieurs des marchés (31/12/2020) (H)	Montant CP 2021 (I)	Total des paiements (J=H+I)	RESTE A PAYER EN 2022 (K=G-J)	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
											AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2573	Construction /Equipement bureaux régionaux AMAP	Etat	Budget national	2018-2024	2 807 000 000	750 000 000	255 000 000	152 700 000	407 700 000	342 300 000	750 000 000	300 000 000	0	500 000 000	0	400 000 000	750 000 000	1 200 000 000
3156	Renforcement des Infrastructures de l'ORTM/Numérisation des Archives de l'ORTM	Etat	Budget national	2020-2024	3 019 880 000	2 670 000 000	0	519 880 000	519 880 000	2 150 120 000	700 000 000	700 000 000	900 000 000	900 000 000	900 000 000	900 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
TOTAL GENERAL					5 826 880 000	3 420 000 000	255 000 000	672 580 000	927 580 000	2 492 420 000	1 450 000 000	1 000 000 000	900 000 000	1 400 000 000	900 000 000	1 300 000 000	3 250 000 000	3 700 000 000

Ministères	Source de financement	Reste à payer 2022	2022	2023	2024
			CP	CP	CP
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES	Etat	173 175 359 969	47 990 000 000	45 600 185 275	41 598 869 707
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL	Etat	11 563 900 000	6 336 000 000	4 998 695 699	2 000 000 000
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	Etat	3 696 026 950	3 150 000 000	1 550 000 000	395 000 000
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	Etat	2 627 771 000	1 500 000 000	3 900 000 000	4 000 000 000
MINISTERE DE L'INDUSTRIE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS	Etat	3 313 837 398	150 000 000	1 800 000 000	1 544 000 000
MINISTERE DE LA CULTURE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME	Etat	758 082 490	550 000 000	200 000 000	0
MINISTERE DES MINES DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	Etat	9 919 165 718	4 500 000 000	8 900 000 000	6 000 000 000
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	Etat	1 800 000 000	1 800 000 000	0	0
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	Etat	7 062 432 000	4 400 000 000	3 500 000 000	2 000 000 000
MINISTERE DE LA JUSTICE	Etat	3 200 000 000	3 200 000 000	0	0
MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL	Etat	20 123 000 000	10 500 000 000	13 500 000 000	13 500 000 000
MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	Etat	3 431 000 000	1 650 000 000	1 950 000 000	850 000 000
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	Etat	13 369 000 000	1 400 000 000	2 130 000 000	800 000 000
MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	Etat	2 492 420 000	1 000 000 000	1 400 000 000	1 300 000 000
Total		**256 531 995 525**	**88 126 000 000**	**89 428 880 974**	**73 987 869 707**

Annexe 2 : Synthèse de la programmation des Autorisations d'Engagement (AE) et des Crédits de Paiements (CP) 2022-2024

Ministères/Institutions	Source de financement	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Présidence de la République	Financement interne	2 750 000 000	2 750 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	2 800 000 000	2 800 000 000	7 850 000 000	7 850 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Présidence		2 750 000 000	2 750 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	2 800 000 000	2 800 000 000	7 850 000 000	7 850 000 000
								0	0
Primature	Financement interne	800 000 000	800 000 000	433 000 000	433 000 000	0	0	1 233 000 000	1 233 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Primature		800 000 000	800 000 000	433 000 000	433 000 000	0	0	1 233 000 000	1 233 000 000
								0	0
Ministère de la Refondation de L'Etat	Financement interne	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Primature		250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000
								0	0
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile (MSPC)	Financement interne	0	0	0	0	0	0	0	0
	Financement externe	0	1 000 000 000	0	0	0	0	0	1 000 000 000
Total MSPC		0	1 000 000 000	0	0	0	0	0	1 000 000 000
								0	0
Cour Suprême (CS)	Financement interne	3 500 000 000	800 000 000	0	1 300 000 000	0	1 400 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0
Total CS		3 500 000 000	800 000 000	0	1 300 000 000	0	1 400 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000
								0	0
Cour Constitutionnelle	Financement interne	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0
Total CC		100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000

Ministères/Institutions	Source de financement	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
								0	0
Ministère des Transports et des Infrastructures	Financement interne	473 810 000 000	74 320 000 000	9 950 000 000	110 330 185 275	9 050 000 000	115 250 000 000	492 810 000 000	299 900 185 275
	Financement externe	0	19 229 500 000	0	31 500 000 000	0	31 610 000 000	0	82 339 500 000
Total		473 810 000 000	93 549 500 000	9 950 000 000	141 830 185 275	9 050 000 000	146 860 000 000	492 810 000 000	382 239 685 275
								0	0
Ministère de l'Environnement, l'Assainissement et du Développement du Durable	Financement interne	18 280 000 000	9 780 000 000	7 950 000 000	11 850 000 000	5 420 000 000	9 420 000 000	31 650 000 000	31 050 000 000
	Financement externe	0	5 545 000 000	0	2 864 000 000	0	442 000 000	0	8 851 000 000
Total		18 280 000 000	15 325 000 000	7 950 000 000	14 714 000 000	5 420 000 000	9 862 000 000	31 650 000 000	39 901 000 000
								0	0
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale	Financement interne	4 050 000 000	2 850 000 000	2 650 000 000	3 150 000 000	3 150 000 000	3 850 000 000	9 850 000 000	9 850 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		4 050 000 000	2 850 000 000	2 650 000 000	3 150 000 000	3 150 000 000	3 850 000 000	9 850 000 000	9 850 000 000
								0	0
Ministère de l'Education Nationale	Financement interne	7 350 000 000	5 650 000 000	5 200 000 000	6 400 000 000	5 100 000 000	5 600 000 000	17 650 000 000	17 650 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		7 350 000 000	5 650 000 000	5 200 000 000	6 400 000 000	5 100 000 000	5 600 000 000	17 650 000 000	17 650 000 000
								0	0
Ministère de l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique	Financement interne	7 200 000 000	7 200 000 000	200 000 000	6 600 000 000	0	3 500 000 000	7 400 000 000	17 300 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		7 200 000 000	7 200 000 000	200 000 000	6 600 000 000	0	3 500 000 000	7 400 000 000	17 300 000 000
								0	0
Ministère de la Promotion de la Femme,	Financement interne	2 325 000 000	1 550 000 000	400 000 000	875 000 000	0	300 000 000	2 725 000 000	2 725 000 000

Ministères/Institutions	Source de financement	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
de l'Enfant et de la Famille	Financement externe	0	693 000 000	0	0	0	0	0	693 000 000
Total		2 325 000 000	2 243 000 000	400 000 000	875 000 000	0	300 000 000	2 725 000 000	3 418 000 000
								0	0
Ministère de l'Industrie et du Commerce	Financement interne	5 310 000 000	3 960 000 000	3 040 000 000	5 540 000 000	1 990 000 000	4 334 000 000	10 340 000 000	13 834 000 000
	Financement externe	0	750 000 000	0	600 000 000	0	0	0	1 350 000 000
Total		5 310 000 000	4 710 000 000	3 040 000 000	6 140 000 000	1 990 000 000	4 334 000 000	10 340 000 000	15 184 000 000
								0	0
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	Financement interne	100 000 000	3 300 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	3 500 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		100 000 000	3 300 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	3 500 000 000
								0	0
Ministère de la Santé et du Développement Social	Financement interne	33 020 000 000	24 720 000 000	25 220 000 000	32 270 000 000	25 720 000 000	29 760 000 000	83 960 000 000	86 750 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		33 020 000 000	24 720 000 000	25 220 000 000	32 270 000 000	25 720 000 000	29 760 000 000	83 960 000 000	86 750 000 000
								0	0
Ministère de l'Economie et des Finances	Financement interne	36 528 000 000	23 328 000 000	14 475 000 000	23 545 000 000	14 935 000 000	22 830 000 000	65 938 000 000	69 703 000 000
	Financement externe	0	5 539 000 000	0	824 000 000	0	0	0	6 363 000 000
Total		36 528 000 000	28 867 000 000	14 475 000 000	24 369 000 000	14 935 000 000	22 830 000 000	65 938 000 000	76 066 000 000
								0	0
Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population	Financement interne	16 000 000 000	13 100 000 000	9 700 000 000	11 950 000 000	9 400 000 000	10 650 000 000	35 100 000 000	35 700 000 000
	Financement externe	0	2 000 000 000	0	0	0	0	0	2 000 000 000

Ministères/Institutions	Source de financement	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Total		16 000 000 000	15 100 000 000	9 700 000 000	11 950 000 000	9 400 000 000	10 650 000 000	35 100 000 000	37 700 000 000
								0	0
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	Financement interne	31 720 000 000	22 905 000 000	14 600 000 000	21 285 000 000	11 810 000 000	13 940 000 000	58 130 000 000	58 130 000 000
	Financement externe	0	4 416 000 000	0	1 882 000 000	0	0	0	6 298 000 000
Total		31 720 000 000	27 321 000 000	14 600 000 000	23 167 000 000	11 810 000 000	13 940 000 000	58 130 000 000	64 428 000 000
								0	0
Ministère des Mines de l'Energie et de l'Eau	Financement interne	43 300 000 000	19 800 000 000	16 700 000 000	25 600 000 000	16 670 000 000	22 670 000 000	76 670 000 000	68 070 000 000
	Financement externe	0	71 730 000 000	0	29 987 000 000	0	18 362 000 000	0	120 079 000 000
Total		43 300 000 000	91 530 000 000	16 700 000 000	55 587 000 000	16 670 000 000	41 032 000 000	76 670 000 000	188 149 000 000
								0	0
Ministère du Travail et de la Fonction Publique	Financement interne	1 000 000 000	1 000 000 000	600 000 000	600 000 000	650 000 000	650 000 000	2 250 000 000	2 250 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		1 000 000 000	1 000 000 000	600 000 000	600 000 000	650 000 000	650 000 000	2 250 000 000	2 250 000 000
Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme	Financement interne	4 770 000 000	4 370 000 000	850 000 000	1 770 000 000	400 000 000	400 000 000	6 020 000 000	6 540 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		4 770 000 000	4 370 000 000	850 000 000	1 770 000 000	400 000 000	400 000 000	6 020 000 000	6 540 000 000
								0	0
Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Modernisation de l'Administration	Financement interne	2 550 000 000	2 100 000 000	1 800 000 000	2 300 000 000	1 450 000 000	1 850 000 000	5 800 000 000	6 250 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		2 550 000 000	2 100 000 000	1 800 000 000	2 300 000 000	1 450 000 000	1 850 000 000	5 800 000 000	6 250 000 000
								0	0

Ministères/Institutions	Source de financement	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Ministère des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine	Financement interne	750 000 000	750 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		750 000 000	750 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000
								0	0
Ministère de l'Entreprenariat National, l'Emploi et de la Formation Professionnelle	Financement interne	6 220 000 000	3 420 000 000	1 050 000 000	2 550 000 000	950 000 000	2 250 000 000	8 220 000 000	8 220 000 000
	Financement externe	0	2 352 000 000	0	0	0	0	0	2 352 000 000
Total		6 220 000 000	5 772 000 000	1 050 000 000	2 550 000 000	950 000 000	2 250 000 000	8 220 000 000	10 572 000 000
								0	0
Total		0	0					0	0
Commissariat à la Sécurité Alimentaire	Financement interne	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
	Financement externe	0	2 975 000 000	0	30 000 000	0	30 000 000	0	3 035 000 000
Total		200 000 000	3 175 000 000	0	30 000 000	0	30 000 000	200 000 000	3 235 000 000
								0	0
Ministère du Développement Rural	Financement interne	193 669 257 000	55 551 374 000	16 820 000 000	27 918 695 699	14 400 000 000	23 300 000 000	224 889 257 000	106 770 069 699
	Financement externe	0	73 770 500 000	0	61 159 000 000	0	42 235 000 000	0	177 164 500 000
Total		193 669 257 000	129 321 874 000	16 820 000 000	89 077 695 699	14 400 000 000	65 535 000 000	224 889 257 000	283 934 569 699
								0	0
Ministère de la Jeunesse et des Sports	Financement interne	8 180 000 000	8 950 000 000	1 300 000 000	3 930 000 000	1 200 000 000	3 100 000 000	10 680 000 000	15 980 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		8 180 000 000	8 950 000 000	1 300 000 000	3 930 000 000	1 200 000 000	3 100 000 000	10 680 000 000	15 980 000 000
								0	0
Conseil Economique Social et Culturel	Financement interne	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000

Ministères/Institutions	Source de financement	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Financement externe							0	0
Total		150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
								0	0
Ministère des Affaires Religieuses, du Culte et des Coutumes (MARC)	Financement interne	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0
Total		300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
								0	0
Médiateur de la République	Financement interne	220 000 000	150 000 000	0	70 000 000	0	0	220 000 000	220 000 000
	Financement externe							0	0
Total		220 000 000	150 000 000	0	70 000 000	0	0	220 000 000	220 000 000
								0	0
TOTAL GENERAL		904 402 257 000	484 104 374 000	135 588 000 000	431 762 880 974	125 195 000 000	370 633 000 000	1 165 185 257 000	1 286 500 254 974
								0	0
Sous-total financement interne		904 402 257 000	294 104 374 000	135 588 000 000	302 916 880 974	125 195 000 000	277 954 000 000	1 165 185 257 000	874 975 254 974
Sous-total financement externe		0	190 000 000 000	0	128 846 000 000	0	92 679 000 000	0	411 525 000 000

Annexe 3 : Situation des Autorisations d'Engagement (AE) 2022 par types de Marchés

Ministères/Institutions	Types de marchés	
	Pluriannuels	**Annuels**
Ministère des Transports et des Infrastructures	463 100 000 000	10 710 000 000
Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Modernisation de l'Administration	750 000 000	1 800 000 000
Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable	10 000 000 000	8 280 000 000
Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population	5 450 000 000	10 550 000 000
Ministère des Mines de l'Energie et de l'Eau	28 000 000 000	15 300 000 000
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale	1 500 000 000	2 550 000 000
Ministère des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine	0	750 000 000
Ministère de la Santé et du Développement Social	11 550 000 000	21 470 000 000
Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille	1 275 000 000	1 050 000 000
Ministère de l'Education Nationale	2 200 000 000	5 150 000 000
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	6 300 000 000	900 000 000
Ministère de l'Industrie du Commerce et de la Promotion des Investissements	1 700 000 000	3 610 000 000
Ministère de la Culture, de l'Artisanat, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme	1 750 000 000	3 020 000 000
Ministère de l'Entreprenariat National, l'Emploi et de la Formation Professionnelle	4 000 000 000	2 220 000 000
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	15 500 000 000	16 220 000 000
Ministère du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social	0	1 000 000 000
Ministère de la Refondation de l'Etat	0	250 000 000
Ministère des Affaires Religieuses et du Culte	0	300 000 000
Ministère de la Jeunesse et de des Sports	7 030 000 000	1 150 000 000
Ministère du Développement Rural	171 103 257 000	22 566 000 000
Commissariat à la Sécurité Alimentaire	0	200 000 000
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	0	100 000 000
Ministère de l'Economie et des Finances	20 300 000 000	16 228 000 000
Présidence de la République	0	2 750 000 000
Primature	0	800 000 000
Cour Suprême	3 500 000 000	0
Médiateur de la République	220 000 000	0
Conseil Economique Social et Culturel	0	150 000 000
Cour Constitutionnelle	0	100 000 000
Total Général	**755 228 257 000**	**149 174 000 000**

Annexe 4 : Programmation des Autorisations d'Engagement (AE) et des Crédits de Paiements (CP) 2022-2024 par Institutions/ Ministères

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2241	Appui au Cadre Intégré du Commerce	Etat	Budget national	2005 - 2023	17 070 000 000	12 870 000 000	372 937 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
		Fds Multilatéral /PNUD	Subvention		7 576 000 000	5 426 000 000	379 000 000	0	750 000 000	0	600 000 000		0	0	1 350 000 000
3 025	Construction/équipement DGCC/DRCC/APEX (R+5)	Etat	Budget national	2016-2022	5 550 000 000	1 906 000 000	56 250 000	0	150 000 000	0	1 800 000 000	0	1 544 000 000	0	3 494 000 000
2 619	Appui CERFITEX	Etat	Budget national	2005-2024	4 232 000 000	2 632 000 000	256 436 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
2108	Programme de restructuration et de mise à niveau des entreprises industrielles	Etat	Budget national	2006-2023	1 781 000 000	1 231 000 000	107 818 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	400 000 000	400 000 000
2779	Agence Malienne de Normalisation-Promotion et Qualité (AMANORM)	Etat	Budget national	2014-2019	312 000 000	312 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2 845	Réhabilitation CEMAPI	Etat	Budget national	2016-2022	976 000 000	436 000 000	109 425 000	200 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	350 000 000	350 000 000
2381	Appui CPS/ICAEPIP	Etat	Budget national	2008-2023	1 592 000 000	1 032 000 000	94 627 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000	420 000 000	420 000 000
2639	Projet Opération et Stratégie de Dvpt du Secteur Agro-Alimentaire	Etat	Budget national	2012-2022	825 000 000	425 000 000	75 161 000	200 000 000	200 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	300 000 000	300 000 000
3 161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	Etat	Budget national	2020-2023	800 000 000	0	96 900 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2 957	Projet d'appui formalisation des acteurs du commerce du détail	Etat	Budget national	2016-2022	1 792 000 000	892 000 000	219 503 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	600 000 000	600 000 000
3 160	PROJET D'APPUI A L'OPERATIONALISATION DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'EXPORTATION DE LA VIANDE DU MALI (PRODEVIM)	Etat	Budget national	2019-2022	550 000 000	0	67 591 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
2683	Projet d'appui à l'API-Mali	Etat	Budget national	2020-2023		0	140 437 000	300 000 000	300 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	800 000 000	800 000 000
2603	Appui à la mise en place des reformes Etat/Secteur Privé	Etat	Budget national	2011 - 2022	-	1 683 000 000	107 282 000	170 000 000	170 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	320 000 000	320 000 000
2755	Loi d'orientation du secteur privé	Etat	Budget national	2014 - 2022	-	434 000 000	101 386 000	250 000 000	250 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	400 000 000	400 000 000
	Sous-total projets en cours				-	29 279 000 000	2 184 753 000	3 460 000 000	4 360 000 000	3 040 000 000	5 440 000 000			6 500 000 000	9 800 000 000
3 294	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DNI/CPS INDUSTRIE	Etat	Budget national	2021-2023	1 700 000 000		135 000 000	1 700 000 000	200 000 000	0	700 000 000	0	800 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000
3245	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PAD-PME)	Etat	Budget national	2021-2023	150 000 000		110 006 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
	Sous-total nouveau projet				1 850 000 000	0	245 006 000	1 850 000 000	350 000 000	0	700 000 000	0	800 000 000	1 850 000 000	1 850 000 000
					-	29 279 000 000	4 519 000 000	5 310 000 000	4 710 000 000	3 040 000 000	6 140 000 000	0	800 000 000	8 350 000 000	11 650 000 000
														0	0
	Sous-total projets en cours				-	29 279 000 000	2 184 753 000	3 460 000 000	4 360 000 000	3 040 000 000	5 440 000 000	0	0	6 500 000 000	9 800 000 000
	Sous-total nouveau projet				1 850 000 000	0	245 006 000	1 850 000 000	350 000 000	0	700 000 000	0	800 000 000	1 850 000 000	1 850 000 000
	Total				-	29 279 000 000	2 429 759 000	5 310 000 000	4 710 000 000	3 040 000 000	6 140 000 000	0	800 000 000	8 350 000 000	11 650 000 000
														0	0
	Sous-total projets sur financement Etat				-	23 853 000 000	2 050 759 000	5 310 000 000	3 960 000 000	3 040 000 000	5 540 000 000	1 990 000 000	4 334 000 000	10 340 000 000	13 834 000 000
	Sous-total projets sur financement extérieur				7 576 000 000	5 426 000 000	379 000 000	0	750 000 000	0	600 000 000	0	0	0	1 350 000 000
	TOTAL GENERAL				-	29 279 000 000	2 429 759 000	5 310 000 000	4 710 000 000	3 040 000 000	6 140 000 000	1 990 000 000	4 334 000 000	10 340 000 000	15 184 000 000

MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements anterieurs (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2399	Construction Bureaux Annexes DFM/MET	Etat	Budget national	2009-2019	3 051 000 000	3 051 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2567	Projet Equipement Inspection Ministère Equipement Transports	Etat	Budget national	2011-2020	1 579 000 000	1 229 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2376	Appui à la CPS	Etat	Budget national	2008-2023	1 477 000 000	1 102 000 000	85 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
2449	Réhabilitation Extension /Equipements INFET	Etat	Budget national	2009-2020	1 975 000 000	1 825 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1900	Reparat°/Acquisition Bacs DNR	Etat	Budget national	2006-2023	4 017 000 000	3 467 000 000	190 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	400 000 000	400 000 000
1554	Programme Routier d'Urgence	Etat	Budget national	2005-2023	32 806 000 000	5 806 000 000	950 000 000	1 000 000 000	7 300 000 000	1 000 000 000	10 500 000 000	1 000 000 000	8 700 000 000	3 000 000 000	26 500 000 000
2561	Bitumage Route Goma Coura-Tombouctou	Etat	Budget national	2011-2023	5 814 000 000	5 814 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Extérieur	UE		85 268 000 000	73 181 000 000	8 500 000 000	0	2 000 000 000	0	8 500 000 000	0	8 500 000 000	0	19 000 000 000
2749	Construction route Goumbou Nara frontière Mauritanie	Etat	Budget national	2014-2023	967 000 000	106 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		BID	Pret		72 546 000 000	7 541 000 000	4 500 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2751	Bitumage Route Mahina-Bafoulabé	Etat	Budget national	2014-2019	1 908 000 000	1 908 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2568	Etudes Aménagement de la route Sikasso-zégoua	Extérieur	BOAD	2012-2021	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Etat	Budget national				0	0	0	0	0	0	0	0	0
2821	Programme d'Aménagement des Infrastructures Routières Structurantes (PAIRS)	Extérieur	BOAD	2015-2019	20 000 000 000	18 975 000 000		0	0	0	0	0	0	0	0
		Etat	Budget national		112 767 000 000	107 757 000 000		0	0	0	0	0	0	0	0
2036	Entretien Pistes CMDT/OHVN	Etat	Budget national	2006-2023	14 033 000 000	10 083 000 000	950 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
2482	Reparation/Acquisition d'Engins lourds	Etat	Budget national	2010-2023	2 218 000 000	1 568 000 000	285 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	400 000 000	400 000 000
1833	Entretien Courant des Routes	Etat	Budget national	2006-2023	41 196 000 000	40 946 000 000	380 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2802	Aménagement 2x2 voies Section Route Segou - San 7 km	Etat	Budget national	2014-2018	-	193 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Extérieur	BOAD/Prêt		10 666 000 000	7 184 000 000	2 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2948	Construction et bitumage Macina/Diafarabé/Tenenkou (95km) lot 1 et lot 2	Etat	Budget national	2016-2023	13 366 685 275	5 908 000 000	475 000 000	500 000 000	500 000 000	0	3 633 685 275	0	1 300 000 000	500 000 000	5 433 685 275
3056	Contrat Plan Etat-IGM	Etat	Budget national	2013-2023	2 422 000 000	1 622 000 000	190 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2980	Construction/Bitumage Route Zantiébougou - Kolondiéba -FR RCI	Etat	Budget national	2016-2021	10 611 000 000	2 483 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		BAD	Prêt		59 380 000 000	23 995 000 000	29 769 806 000	0	4 700 000 000	0	0	0	0	0	4 700 000 000
		UE	Subvention					0	2 522 500 000	0	0	0	0	0	2 522 500 000
3020	Aménag 2X2 voies reliant 3ème pont RN6 (3,26km) y compris échangeur et réhab sect Tour Afrique	Etat	Budget national	2017-2022	33 831 158 152	17 579 000 000	14 250 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
2252	Acquisition Equipements techniques pour CNREX-BTP	Etat	Budget national	2015-2023	1 509 000 000	809 000 000	190 000 000	100 000 000	100 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	500 000 000	500 000 000
2945	Construction du 2ème Pont de Kayes(600ML)	Etat	Budget national	2016-2020	57 468 000 000	32 491 000 000	2 375 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3012	Construction bitumage Route Kayes-Sadiola (lot 1)	Etat	Budget national	2017-2021	44 192 465 076	34 165 000 000	6 555 000 000	0	1 000 000 000	0	0	0	0	0	1 000 000 000
	Construction bitumage Route Sadiola-Kenieba (lot 2)	Etat	Budget national	2020-2021	50 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3013	Construction Section Kangaba/Dialafoundo/Frtière Guinée	Etat	Budget national	2017-2020	19 787 855 807	11 435 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3014	Construction voies ceinture Ouest Kkoro (13,8km)	Etat	Budget national	2017-2022	19 663 869 707	9 515 000 000	3 800 000 000	0	1 500 000 000	0	4 000 000 000	0	4 100 000 000	0	9 600 000 000
3015	Aménagement Kouloubléni (Communre rurale Kalaban coro)	Etat	Budget national	2017-2019	6 493 000 000	6 493 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3016	Const route Banconi-dialakorodji-Safo-Dabanani-Noumsombougou	Etat	Budget national	2017-2022	28 187 059 552	12 923 000 000	3 230 000 000	0	4 000 000 000	0	0	0	0	0	4 000 000 000
3018	Const bretelle Katélé-Kadiolo-Zégoua (km) et aména 10 km voirie localité de Kadiolo	Etat	Budget national	2017-2022	24 119 204 971	9 456 000 000	6 982 500 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3078	Rébailitation route Bamako-Kati-Kolokani-Diédiéni-Diéma-Sandaré-Kayes-Kidira (710 km)Rébailitation route Bamako-Kati-Kolokani-Diédiéni-Diéma-Sandaré-Kayes-Kidira (710 km)	Etat	Budget national	2019-2023	77 476 708 005	21 323 000 000	14 250 000 000	0	15 000 000 000	0	11 140 500 000	0	0	0	26 140 500 000
3190	CONSTRUCTION BITUMAGE DE LA ROUTE KAYES-AOUROU-FR MAURITANIE	BID	Prêt	2020-2022	76 500 000 000	0	2 070 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements anterieurs (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)-PHASE I	UE	Sub					0	4 348 000 000	0	17 013 000 000	0	16 300 000 000	0	37 661 000 000
		BAD	Prêt	2020-2023	77 075 000 000	0	2 372 000 000	0	2 659 000 000	0	5 987 000 000	0	6 810 000 000	0	15 456 000 000
2812	Construction 4ème Pont de Bamako	Etat	Budget national	2020-2023	170 000 000 000	0	3 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3201	Réhabilitation route Sévaré Gao (Phase I)	Etat	Budget national	2020-2023	53 000 000 000	0	7 000 000 000	0	3 000 000 000	0	0	0	0	0	3 000 000 000
3154	Aménagement Equipement AGEROUTE	Etat	Budget national	2020-2021	800 000 000	0	190 000 000	400 000 000	400 000 000	0	0	0	0	400 000 000	400 000 000
3017	Construction Section Yanfolila-Kalana-Ftière Guinéeé (52km)	Etat	Budget national	2017-2020	22 694 000 000	15 770 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3099	Aménagement traversée de la ville de Sikasso	Etat	Budget national	2018-2020	1 151 000 000	317 000 000	1 500 000 000	0	4 690 000 000	0	0	0	0	0	4 690 000 000
		BOAD	Prêt/Subvention		20 000 000 000	12 017 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3019	Bitumage Route Baraouéli-Tamani (30,6km)	Etat	Budget national	2017-2020	7 898 313 467	7 512 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2310	Construction Entrepots Maliens en Cote d'Ivoire	Etat	Budget national	2013-2023	-	2 311 000 000	665 000 000	0	500 000 000	0	826 000 000	0	800 000 000	0	2 126 000 000
2565	Construction Entrepots Maliens au Benin	Etat	Budget national	2020-2023	-	0	332 500 000	800 000 000	370 000 000	0	430 000 000	0	0	800 000 000	800 000 000
2746	Construction Entrepots Maliens au Togo (EMATO)	Etat	Budget national	2014-2019	-	990 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
991	Contrat plan Etat-COMANAV	Etat	Budget national	2015-2019	1 249 000 000	1 249 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3155	Contrat plan Etat-COMANAV	Etat	Budget national	2020-2023	-		285 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000
2290	Programme national de pluie provoquée	Etat	Budget national	2006-2023	-	24 476 000 000	1 850 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	6 500 000 000	6 500 000 000
3011	Réhabilitation réseau Observation Météo/Appui au monde rural	Etat	Budget national	2017-2023	-	167 000 000	237 500 000	250 000 000	250 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	650 000 000	650 000 000
3176	CONSTRUCTION D'UN ECHANGEUR, D'UN VIADUC ET AMENAGEMENT DE 10 KM DES VOIRIES DANS LA VILLE DE SIKASSO	Etat	Budget national	2019-2022	6 640 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		BOAD	Prêt		22 139 000 000	12 670 000 000	1 919 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3230	AMENAGEMENT SECTION SEVARE -MOPTI DE LA RN6, AMENAGEMENT DE 10 KM DE VOIRIE DONT 5 KM DANS LA VILLE DE MOPTI ET 5 KM DANS LA VILLE DE SEVARE ET LA CONSTRUCTION DE LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE L'AEROPORT DE MOPTI AMBODEDJO	BOAD	Prêt	2020-2023	44 104 798 013		4 182 000 000	0	3 000 000 000	0	0	0	0	0	3 000 000 000
		Etat	Budget national		1 148 000 000		475 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000
3307	CONSTRUCTION BITUMAGE ROUTE KAYES SANDARE	Etat	Budget national		70 000 000 000		4 750 000 000	0	10 000 000 000	0	15 000 000 000	0	15 000 000 000	0	40 000 000 000
3259	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE SIKASSO	Etat	Budget national				380 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3263	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE TOMBOUCTOU	Etat	Budget national				380 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3269	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KIDAL	Etat	Budget national				380 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3272	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE MOPTI	Etat	Budget national				380 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3276	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION SEGOU	Etat	Budget national				380 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3279	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KOULIKORO	Etat	Budget national				380 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3282	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE MENAKA	Etat	Budget national				380 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3285	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE TAOUDENIT	Etat	Budget national				380 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3288	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE KAYES	Etat	Budget national				380 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3266	PROJET D'AMENAGEMENT DE PISTES RURALES REGION DE GAO	Etat	Budget national				380 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3244	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNTTMF	Etat	Budget national	2021-2023	2 500 000 000		475 000 000	2 500 000 000	700 000 000	0	1 000 000 000	0	800 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
3231	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLE D'ARCHIVAGE DFM/MIE	Etat	Budget national	2021-2021	100 000 000	0	95 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
Sous total Projets en cours							131 305 306 000	14 700 000 000	77 689 500 000	9 950 000 000	86 980 185 275	9 050 000 000	70 360 000 000	33 700 000 000	235 029 685 275
3318	CONSTRUCTION BITUMAGE DE LA ROUTE SADIOLA-SOUMALA	Etat	Budget national				0	42 000 000 000	3 000 000 000	0	9 000 000 000	0	14 000 000 000	42 000 000 000	26 000 000 000
3319	Travaux de construction de la Pénétrante - Phase 2 de la route Bamako -Ségou (tronçon de la route RN6 compris entre le carrefour de Waraba Tiatio vers Baguinéda sur 16 km, construction de 4 passérelles pour piéton et prolongement de caniveaux vers l'exutoire sur 1,5 Km.	Etat	Budget national				0	20 000 000 000	1 500 000 000	0	8 000 000 000	0	10 500 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000
3320	Tronçon urbain RN 27 (Bamako-Koulikoro) du rondpoint Grand Hôtel à Boulkassoumbougou	Etat	Budget national				0	310 000 000	310 000 000	0	0	0	0	310 000 000	310 000 000

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements anterieurs (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3313	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CNREX BTP	Etat	Budget national				0	800 000 000	200 000 000	0	600 000 000	0	0	800 000 000	800 000 000
3321	CONSTRUCTION SIEGE DGR	Etat	Budget national				0	2 500 000 000	500 000 000	0	1 000 000 000	0	1 000 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
3322	CONSTRUCTION SIEGE CETRU	Etat	Budget national				0	1 000 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000
3323	CONSTRUCTION ET BITUMAGE DIEMA - SANDARE	Etat	Budget national				0	90 000 000 000	1 100 000 000	0	10 000 000 000	0	15 000 000 000	90 000 000 000	26 100 000 000
3324	Contruction de la route Tambaga-Manantali (92km)	Etat	Budget national				0	65 000 000 000	3 000 000 000	0	5 000 000 000	0	8 000 000 000	65 000 000 000	16 000 000 000
3353	AMENAGEMENT VOIE ROUTE AEROPORT CITE UNIVERSITAIRE DE KABALA	Etat	Budget national				0	25 000 000 000	1 000 000 000	0	4 000 000 000	0	5 000 000 000	25 000 000 000	10 000 000 000
3352	AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES DE LA SECTION SEGOU - SAN SUR 7 KM DE LA RN6	Etat	Budget national				0	1 500 000 000	1 000 000 000	0	500 000 000	0	0	1 500 000 000	1 500 000 000
3354	CONTRUCTION/BITUMAGE KADIANA-FOUROU-KADIOLO 95 KM BRETELLE DOUMATENE MISSENI 50 KM	Etat	Budget national				0	82 000 000 000	1 000 000 000	0	5 000 000 000	0	8 000 000 000	82 000 000 000	14 000 000 000
3355	Construction et bitumage de la route Dioïla-Massigui-Koualé-Kébila	Etat	Budget national				0	127 000 000 000	2 000 000 000	0	10 000 000 000	0	15 000 000 000	127 000 000 000	27 000 000 000
3325	FONDS ETUDES PROJETS ROUTIERS	Etat	Budget national				0	2 000 000 000	750 000 000	0	1 250 000 000	0	0	2 000 000 000	2 000 000 000
Sous total Nouveaux projets					146 631 798 013	12 670 000 000	0	459 110 000 000	15 860 000 000	0	54 850 000 000	0	76 500 000 000	459 110 000 000	147 210 000 000
TOTAL GENERAL					-	-	131 305 306 000	473 810 000 000	93 549 500 000	9 950 000 000	141 830 185 275	9 050 000 000	146 860 000 000	492 810 000 000	382 239 685 275
Sous-total projets en cours					-	-	131 305 306 000	14 700 000 000	77 689 500 000	9 950 000 000	86 980 185 275	9 050 000 000	70 360 000 000	33 700 000 000	235 029 685 275
Sous-total nouveau projet					146 631 798 013	12 670 000 000	0	459 110 000 000	15 860 000 000	0	54 850 000 000	0	76 500 000 000	459 110 000 000	147 210 000 000
Total							131 305 306 000	473 810 000 000	93 549 500 000	9 950 000 000	141 830 185 275	9 050 000 000	146 860 000 000	492 810 000 000	382 239 685 275
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat						393 631 000 000	75 992 500 000	473 810 000 000	74 320 000 000	9 950 000 000	110 330 185 275	9 050 000 000	115 250 000 000	492 810 000 000	299 900 185 275
Sous-total projets sur financement extérieur					314 103 798 013	136 588 000 000	55 312 806 000	0	19 229 500 000	0	31 500 000 000	0	31 610 000 000	0	82 339 500 000
Total						530 219 000 000	131 305 306 000	473 810 000 000	93 549 500 000	9 950 000 000	141 830 185 275	9 050 000 000	146 860 000 000	492 810 000 000	382 239 685 275

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2433	Appui Valorisation des Filières porteuses	ETAT	Budget National	2009-2021	2 092 000 000	1 842 000 000	85 244 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
2436	Aménagement Espace Loisirs Cité des Enfants	ETAT	Budget National	2009-2021	2 410 000 000	1 760 000 000	178 073 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	400 000 000	400 000 000
2524	Equipement Maison des femmes	ETAT	Budget National	2010-2021	1 217 000 000	997 000 000	69 659 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
2516	Appui Organisation Panafricaine des Femmes	ETAT	Budget National	2008-2021	883 000 000	633 000 000	85 244 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
1507	Plates Formes Multifonctionnelles Lutte Contre la pauvrété	ETAT	Budget National	2006-2019	4 472 000 000	4 472 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2370	Prog Nat Appui femmes Opératrices Economiques	ETAT	Budget National	2008-2021	1 172 000 000	952 000 000	85 244 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
3002	Réhabilitat centre lutte contre Excision	ETAT	Budget National	2017-2020	522 000 000	372 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3003	Appui autonomisat Femmes Filières agro sylvo pastorales et karité	BAD	Prêt	2017-2023	4 400 000 000	0	1 190 061 000	0	693 000 000	0	0		0	0	693 000 000
		ETAT	Budget National		623 000 000	273 000 000	54 193 000	100 000 000	100 000 000	50 000 000	50 000 000	0	0	150 000 000	150 000 000
3004	Appui promotion Femme rurale	ETAT	Budget National	2017-2022	985 000 000	685 000 000	142 211 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
3005	Réhabilita centre auto promotion femmes	ETAT	Budget National	2017-2021	518 000 000	378 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2434	Lutte Contre Abandon Enfant	ETAT	Budget National	2009-2021	979 000 000	779 000 000	70 692 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
								0	0	0	0	0	0	0	0
2733	Construction/Equipement Pouponnière Bamako	ETAT	Budget National	2014-2023	1 982 000 000	1 532 000 000	106 411 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	300 000 000	300 000 000
3237	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN IMMEUBLE POUR CERTAINS SERVICES DU MPFEF	ETAT	Budget National	2021-2023			174 375 000	1 275 000 000	500 000 000	0	475 000 000	0	300 000 000	1 275 000 000	1 275 000 000
	Sous total Projets en cours				22 255 000 000	14 675 000 000	2 241 407 000	2 325 000 000	2 243 000 000	400 000 000	875 000 000	0	300 000 000	2 725 000 000	3 418 000 000
														0	0
	Sous total Projets nouveaux				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
			TOTAL GENERAL		22 255 000 000	14 675 000 000	2 241 407 000	2 325 000 000	2 243 000 000	400 000 000	875 000 000	0	300 000 000	2 725 000 000	3 418 000 000
														0	0
			Sous-total projets en cours		22 255 000 000	14 675 000 000	2 241 407 000	2 325 000 000	2 243 000 000	400 000 000	875 000 000	0	300 000 000	2 725 000 000	3 418 000 000
			Sous-total nouveau projet		0		0	0	0	0	0	0	0	0	0
			Total		22 255 000 000		2 241 407 000	2 325 000 000	2 243 000 000	400 000 000	875 000 000	0	300 000 000	2 725 000 000	3 418 000 000
														0	0
			Sous-total projets sur financement Etat				1 051 346 000	2 325 000 000	1 550 000 000	400 000 000	875 000 000	0	300 000 000	2 725 000 000	2 725 000 000
			Sous-total projets sur financement extérieur				1 190 061 000	0	693 000 000	0	0	0	0	0	693 000 000
			Total				2 241 407 000	2 325 000 000	2 243 000 000	400 000 000	875 000 000	0	300 000 000	2 725 000 000	3 418 000 000

MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements anterieurs (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	PROJETS EN COURS														
1927	Programme National d'Actions pour l'Emploi envue de réduire la Pauvrèté (PNA/ERP)	Etat	Budget national	2003-2023	3 545 000 000	3 145 000 000	113 721 000	150 000 000	150 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	250 000 000	250 000 000
2844	Projet d'Appui à la Formation Professionnelle, l'Insertion et l'Entrepreunariat des jeunes ruraux (FIER)	Etat	Budget national	2015-2021	500 000 000	352 000 000	47 314 000	120 000 000	120 000 000	0	0	0	0	120 000 000	120 000 000
		FIDA	Prêt		25 705 000 000	13 414 000 000	3 641 000 000	0	500 000 000	0	0		0	0	500 000 000
		FIDA	Subvention						500 000 000		0		0		
3111	Ferme Ecole MOFA	Etat	Budget national	2018 - 2021	574 000 000	134 000 000	72 950 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
3158	CONSTRUCTION SIEGE ONEF	Etat	Budget national	2020-2023	2 250 000 000		202 293 000	2 000 000 000	500 000 000	0	800 000 000	0	700 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
3038	Construction/équipement Centre de formation Professionnelle au Mali	Etat	Budget national	2017-2023	3 851 000 000	901 000 000	607 825 000	1 000 000 000	1 000 000 000	650 000 000	650 000 000	650 000 000	650 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000
2843	Projet de Renforcement des Compétences et Emploi des Jeunes (PROCEJ)	Etat	Budget national	2015-2021	1 000 000 000	750 000 000	70 271 000	0	0	0	0	0	0	0	0
		IDA	Prêt		31 555 000 000	27 050 000 000	300 000 000	0	0	0	0			0	0
3037	Programme de Formation et d'Insertion Professionnelle (PFIP)	Etat	Budget national	2017-2021	861 000 000	308 000 000	118 623 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
		Grand Dussé Lux	Subvention		5 895 000 000	6 311 000 000	110 000 000	0	1 352 000 000	0	0		0	0	1 352 000 000
3253	CONSTRUCTION EQUIPEMEMENT DIRECTION NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	Etat	Budget national	2021-2023	2 000		339 150 000	2 000 000 000	700 000 000	0	700 000 000	0	600 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
	Sous-total projets en cours						5 623 147 000	5 720 000 000	5 272 000 000	750 000 000	2 250 000 000	650 000 000	1 950 000 000	7 120 000 000	9 472 000 000
3339	CONTRIBUTION A L'INSERTIONPROFESSIONNELLE ET AU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES JEUNES EN MILIEU RURAL	Etat	Budget national				0	500 000 000	500 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000
	Sous-total nouveau projet						0	500 000 000	500 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000
														0	0
	Sous-total projets en cours						5 623 147 000	5 720 000 000	5 272 000 000	750 000 000	2 250 000 000	650 000 000	1 950 000 000	7 120 000 000	9 472 000 000
	Sous-total nouveau projet						0	500 000 000	500 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000
	Total						5 623 147 000	6 220 000 000	5 772 000 000	1 050 000 000	2 550 000 000	950 000 000	2 250 000 000	8 220 000 000	10 572 000 000
														0	0
	Sous-total projets sur financement Etat						1 572 147 000	6 220 000 000	3 420 000 000	1 050 000 000	2 550 000 000	950 000 000	2 250 000 000	8 220 000 000	8 220 000 000
	Sous-total projets sur financement extérieur				63 155 000 000	46 775 000 000	4 051 000 000	0	2 352 000 000	0	0	0	0	0	2 352 000 000
	TOTAL GENERAL						5 623 147 000	6 220 000 000	5 772 000 000	1 050 000 000	2 550 000 000	950 000 000	2 250 000 000	8 220 000 000	10 572 000 000

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Duree du projet	Montant cumulé des paiements anterieurs (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1317	Construction/Equipement Directions Régionales Douanes	Etat	Budget national	7 745 000 000	1997-2019	7 745 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	-
3175	Construction/Equipement Directions Douanes	Etat	Budget national	1 200 000 000	2020-2023	0	235 281 000	250 000 000	250 000 000	300 000 000	300 000 000	400 000 000	400 000 000	0	950 000 000
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION DES SOLDES	Etat	Budget national	1 030 000 000	2017-2021	650 000 000	93 530 000	190 000 000	190 000 000	0	0	0	0	0	190 000 000
2909	Programme Réfection Bâtiments Publics	Etat	Budget National	1 180 000 000	2017-2020	610 000 000	437 700 000	0	0	0	0	0	0	0	-
3052	Construction Centre de Formation pour le Développement	Etat	Budget national	1 637 000 000	2017-2023	817 000 000	216 171 000	0	300 000 000	0	320 000 000	0	0	0	620 000 000
2101	Aménagement/ Equipement DRCF / Délégations	Etat	Budget national	3 584 000 000	2008-2023	2 184 000 000	148 985 000	350 000 000	350 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	0	1 150 000 000
2104	Appui à la Viabilité de la Dette	Etat	Budget national	1 544 000 000	2006-2023	794 000 000	135 181 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	600 000 000
1536	Appui à la mobilisation des recettes intérieures	Etat	Budget national	5 554 000 000	2003-2020	4 804 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	-
2673	Appui Mise en Œuvre CSCRP	Etat	Budget national	2 351 500 000	2012-2023	1 614 000 000	168 976 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	500 000 000
2544	Appui mise en Œuvre Plan Harmonisation de l'Aide	Etat	Budget national	1 018 000 000	2009-2023	728 000 000	101 386 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	0	150 000 000
2719	Projets filets sociaux JIGISEME JIRI/IDA	Etat	Budget national	14 810 000 000	2013-2023	3 801 000 000	1 284 849 000	1 800 000 000	1 800 000 000	0	0	0	0	1 800 000 000	1 800 000 000
		Extérieur (IDA)	Don	49 410 000 000		36 410 000 000	15 680 000 000		4 000 000 000		-		-	-	4 000 000 000
2591	Réhabilitation Immeuble de la DG Dette Publique	Etat	Budget national	1 250 000 000	2013-2023	660 000 000	143 450 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	400 000 000	400 000 000
2592	Construction Hôtel des Finances à l'ACI	Etat	Budget national	13 905 000 000	2012-2023	905 000 000	1 626 500 000	10 000 000 000	2 000 000 000	0	4 000 000 000	0	4 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000
2656	Constitution Stock de Sécurité ONAP	Etat	Budget national	2 343 000 000	2013-2023	1 643 000 000	430 350 000	400 000 000	400 000 000	0	0	0	0	400 000 000	400 000 000
2732	Projet de reconstruction Relance Economique	Etat	Budget national	833 000 000	2014-2021	533 000 000	101 386 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
		Extérieur (IDA)	Don	66 230 000 000		54 230 000 000	0	-	-	-	-			-	-
2830	Construction du siège de la Direction Générale des Douanes	Etat	Budget national	6 646 000 000	2015-2023	3 496 000 000	950 000 000	750 000 000	750 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	1 250 000 000	1 250 000 000
2828	Construction/Equipement DGABE	Etat	Budget national	2 172 000 000	2016-2020	1 472 000 000	337 500 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2721	Réhabilitation extènsion DGMP	Etat	Budget national	2 880 000 000	2015-2023	1 545 000 000	210 113 000	300 000 000	300 000 000	350 000 000	350 000 000	400 000 000	400 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000
2883	Programme de Perfectionement des Agents du MEF	Etat	Budget national	1 624 000 000	2015-2023	684 000 000	143 420 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
2881	Acquisition/Construction Terrain DRB/DRCF Bamako	Etat	Budget national	1 015 000 000	2015-2021	465 000 000	190 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
1949	Construction/Entretien Immeuble Hôtel du MEF ACI 2000	Etat	Budget national	7 662 000 000	2003-2023	7 312 000 000	182 375 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
1933	Renforcement Capacités de Modélisation			2 321 000 000	2003-2019	2 321 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
3165	Renforcement Capacités de Modélisation	Etat	Budget national	600 000 000	2020-2023	0	100 996 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
2659	Progamme Promotion Planification Gestion du Développement	Etat	Budget national	1 583 000 000	2012-2023	1 013 000 000	128 033 000	190 000 000	190 000 000	190 000 000	190 000 000	0	0	380 000 000	380 000 000
2827	Appui au processus Mali	Etat	Budget	681 000 000	2015-	381 000 000	67 201 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	200 000 000	200 000 000

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Duree du projet	Montant cumulé des paiements anterieurs (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Emergent		national		2023										
2531	Appui Financement PME/PMI	Etat	Budget national	628 500 000	2009-2023	431 000 000	35 863 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	150 000 000	150 000 000
2731	Fonds d'étude et de préparation des projets	Etat	Budget national	15 628 000 000	2014-2023	1 740 000 000	3 059 379 000	3 388 000 000	3 388 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	10 888 000 000	10 888 000 000
2905	Appui Programmation Suivi/Eval Investissements	Etat	Budget national	3 114 000 000	2016-2023	1 164 000 000	359 123 000	525 000 000	525 000 000	475 000 000	475 000 000	475 000 000	475 000 000	1 475 000 000	1 475 000 000
2904	CONSTRUCT ET EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES DRPSIAP	Etat	Budget national	2 361 000 000	2016-2023	786 000 000	268 801 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	300 000 000	300 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000
3260	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE SIKASSO						285 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
3348	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT DRPSIAP DE KAYES						0	300 000 000	300 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	500 000 000	500 000 000
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMNT ECONOMIQUE	Etat	Budget National	737 000 000	2016-2023	347 000 000	67 591 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS CAISFF	Etat	Budget national	3 844 000 000	2016-2023	1 869 000 000	242 250 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
2911	APPUI CELLULE DE DVPT SECTEUR FINANCIER	Etat	Budget national	1 323 000 000	2016-2023	273 000 000	81 211 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2941	APPUI CELLULE SUIVI PROJETS	Etat	Budget national	671 000 000	2016-2023	291 000 000	80 750 000	95 000 000	95 000 000	95 000 000	95 000 000	95 000 000	95 000 000	285 000 000	285 000 000
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM	Etat	Budget national	556 000 000	2016-2021	336 000 000	61 012 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
2967	Réhabilitation Extension Equip/Tresorerie et Perception	Etat	Budget national	3 275 000 000	2016-2023	1 375 000 000	379 085 000	400 000 000	400 000 000	500 000 000	500 000 000	600 000 000	600 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES MEF (SCHEMA DIRECTEUR INFORMATIQUE)	Etat	Budget national	6 305 000 000	2016-2023	2 455 000 000	565 645 000	900 000 000	900 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	2 900 000 000	2 900 000 000
2970	MIGRATION DE PRED 5 DGB-DNPD	Etat	Budget national	1 752 000 000	2016-2023	402 000 000	227 800 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000
3057	Appui Cellule Suivi Réformes UEMOA	Etat	Budget national	701 000 000	2017-2023	141 000 000	94 627 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000	420 000 000	420 000 000
3106	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE PGT/RGD	Etat	Budget national	3 798 457 828	2018-2022	636 000 000	902 500 000	900 000 000	350 000 000	0	550 000 000	0	0	900 000 000	900 000 000
3120	Projet d'Appui Compétitivité de l'Economie Malienne	Etat	Budget national	746 000 000	2018-2023	114 000 000	101 386 000	200 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	350 000 000	350 000 000
		BAD	SUB	8 000 000 000		9 633 000 000	2 540 000 000		1 539 000 000		824 000 000		-	-	2 363 000 000
3131	Réhabilitation Ex-Hôtel des Finances			323 000 000	2019-2023	123 000 000	98 021 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2064	APPUI A LA GESTION DE LA POLITIQUE NATIONALE POPULATION	Etat	Budget national	#REF!	2004-2023	1 965 000 000	188 013 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2460	Appui à la Mise en Œuvre du Shéma Directeur de la Statistique	Etat	Budget national	#REF!	2012-2023	2 688 000 000	397 518 000	475 000 000	475 000 000	475 000 000	475 000 000	475 000 000	475 000 000	1 425 000 000	1 425 000 000
2477	Appui Mise en Œuvre INSTAT	Etat	Budget national	#REF!	2010-2023	3 321 000 000	350 500 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
708	PROGRAMME FORMAT PERFECTIONNEMENT AGENT MEF/MPAT	Etat	Budget national	1 743 000 000	2001-2019	1 743 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2 938	Programme Autonomisation Femmes Dividendes Démographiques	Extérieur	Prêt/IDA	23 200 000 000	2015-2023	15 604 000 000	0			-	-		-	-	-
		Etat	Budget national	#REF!		85 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2863	Construction Equipement Siège	Etat	Budget national	#REF!	2015-2021	4 651 000 000	1 036 150 000	400 000 000	1 700 000 000	0	0	0	0	400 000 000	1 700 000 000

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Duree du projet	Montant cumulé des paiements anterieurs (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	INSTAT														
3 047	Construction/Equip Centre de Formation Professionnelle en statistiques (CFP/STAT)	Etat	Budget national	3 000 000 000	2017-2021	975 000 000	312 503 000	0	350 000 000	0	500 000 000	0	395 000 000	-	1 245 000 000
2824	Appui centre de formation en statistique/INSTAT	Etat	Budget national	#REF!	2015-2021	320 000 000	56 690 000	75 000 000	75 000 000	0	0	0	0	75 000 000	75 000 000
3178	APPUI MISE EN ŒUVRE CERCAP	Etat	Budget national	#REF!	2020-2021	0	38 250 000	200 000 000	200 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	300 000 000	300 000 000
3177	PROGRAMME FORMAT PERFECTIONNEMENT AGENT MPAT	Etat	Budget national	#REF!	2020-2023	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2825	Appui institutionnel au MPATP	Etat	Budget national	#REF!	2015-2021	683 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
3108	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT TRANSIT ADM ET BCS	Etat	Budget national	1 044 000 000	2018-2022	44 000 000	380 000 000	0	400 000 000	0	200 000 000	0	0	-	600 000 000
3241	APPUI PROGRAMMATION SUIVI FDD	Etat	Budget national	600 000 000	2021-2023		134 765 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
3246	Appui à l'ONDD	Etat	Budget national	0	2021-2023	0	178 295 000	0	0	0	0	0	0	-	-
3240	CONSTRUCTION SIEGE DGB -DNPD	Etat	Budget national	5 000 000 000	2021-2023	0	247 310 000	5 000 000 000	1 000 000 000	0	2 000 000 000	0	2 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
3163	Appui à la mobilisation des recettes intérieures	Etat	Budget national	450 000 000	2021-2023	0	72 675 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
3296	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SALLES D'ARCHIVES DRH SECTEUR DEV ECOQ & DES FINANCES	Etat	Budget national	250 000 000	2021-2022	0	332 500 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000
3252	CONSTRUCTION EQUIPEPEMENT IMMEUBLE DES IMPOTS	Etat	Budget national	7 100 000 000	2021-2023	0	127 500 000	600 000 000	600 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	7 100 000 000	7 100 000 000
	TOTAL PROJETS EN COURS						35 693 396 000	32 528 000 000	27 867 000 000	4 475 000 000	22 869 000 000	14 935 000 000	21 330 000 000	61 938 000 000	72 066 000 000
3347	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CAISFF	Etat					0	4 000 000 000	1 000 000 000	0	1 500 000 000	0	1 500 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000
	Sous total Nouveau Projet			13 400 000 000	0	0	0	4 000 000 000	1 000 000 000	-	1 500 000 000	-	1 500 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000
	TOTAL GENERAL						35 693 396 000	36 528 000 000	28 867 000 000	14 475 000 000	24 369 000 000	14 935 000 000	22 830 000 000	65 938 000 000	76 066 000 000
	Sous-total projets en cours						35 693 396 000	32 528 000 000	27 867 000 000	14 475 000 000	22 869 000 000	14 935 000 000	21 330 000 000	61 938 000 000	72 066 000 000
	Sous-total nouveau projet			13 400 000 000	0	0	0	4 000 000 000	1 000 000 000	-	1 500 000 000	-	1 500 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000
	Total						35 693 396 000	36 528 000 000	28 867 000 000	14 475 000 000	24 369 000 000	14 935 000 000	22 830 000 000	65 938 000 000	76 066 000 000
														-	-
	Sous-total projets sur financement Etat			147 375 457 828		58 704 000 000	17 473 396 000	36 528 000 000	23 328 000 000	14 475 000 000	23 545 000 000	14 935 000 000	22 830 000 000	65 938 000 000	69 703 000 000
	Sous-total projets sur financement extérieur			123 640 000 000		100 273 000 000	18 220 000 000	-	5 539 000 000	-	824 000 000	-	-	-	6 363 000 000
	Total			271 015 457 828	0	158 977 000 000	35 693 396 000	36 528 000 000	28 867 000 000	14 475 000 000	24 369 000 000	14 935 000 000	22 830 000 000	65 938 000 000	76 066 000 000

MINISTERE DES MINES DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1730	Etudes/Aménagement Barrage Taoussa	Etat	Budget National	2004-2023	4 093 000 000	11 789 000 000	1 277 240 000	2 500 000 000	2 500 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000	8 000 000 000	8 000 000 000	16 500 000 000	16 500 000 000
		Multibailleurs	Prêt/Sub		126 750 000 000	7 356 000 000	13 000 000 000	-	10 000 000 000	-	-		-	-	10 000 000 000
2739	Appui Cellule suivi des interconnexions	Etat	Budget National	2014-2023	1 162 000 000	362 000 000	130 581 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
2668	Projet de construction du centre de conduite et dédoublement des capacités énergétiques de Sotuba	Etat	Budget National	2012-2023	18 449 000 000	8 449 000 000	2 829 379 000	0	2 300 000 000	0	2 700 000 000	0	0	-	5 000 000 000
		BOAD	Prêt		22 497 000 000	15 585 000 000	2 300 000 000	-	1 800 000 000	-	500 000 000		-	-	2 300 000 000
2010	Renforcement de l'Infrastructure Nationale de Radioprotection	Etat	Budget National	2005-2022	2 317 000 000	1 977 000 000	143 757 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
2131	Construction Locaux DNH	Etat	Budget national	2006-2021	1 759 000 000	1 359 000 000	67 500 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
2529	Contrat Plan Etat LNE	Etat	Budget national	2010-2023	3 606 000 000	2 456 000 000	291 800 000	350 000 000	350 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	950 000 000	950 000 000
2130	Programme d'urgence AEP en milieu rural /PPTE	Etat	Budget national	2006-2023	27 467 000 000	6 967 000 000	6 940 700 000	6 000 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000	18 000 000 000	18 000 000 000
2575	Projet AEP Bamako-Kabala	UE/AFD /BEI/BM /BAD/BID	Prêt	2013-2021	180 134 572 905	131 103 000 000	29 449 916 000	0	12 000 000 000	0	0		0	-	12 000 000 000
		Etat	Budget national		3 543 000 000	1 443 000 000	540 723 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	0	0	1 600 000 000	1 600 000 000
2577	Program. Nat de Mobilisation des Ressources en Eau /Assianissement AEP Centres Semi Urbains en 1ère,2ème,3ème et 6me régions.	KFW	Prêt/Sub	2011-2021	18 695 000 000	13 142 000 000	2 122 000 000	0	2 000 000 000	0	0		0	-	2 000 000 000
		Etat	Budget national		1 155 000 000	855 000 000	101 386 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
1664	Projet Entretien du chenal navigable du fleuve Niger	Etat	Budget national	2002-2022	4 004 000 000	3 554 000 000	82 217 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	300 000 000	300 000 000
2499	Projet d'étude de faisabilité du laboratoire de biocarburants	Etat	Budget National	2010-2020	1 229 000 000	1 139 000 000	-	0	0	0	0	0	0	-	-
2789	Projet de Développement des Energies Nouvelles et Renouvelables	Etat	Budget National	2015-2022	1 168 000 000	668 000 000	168 976 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
2795	Electrification villageoise/Energie Phase 3	Etat	Budget National	2015-2019	580 000 000	580 000 000	-	0	0	0	0	0	0	-	-
		Inde	Don		2 125 500 000	1 493 000 000	-							-	-
2838	Gestion Intégrée développement usages multiples / OMVS, phase 2	IDA/FEM	Prêt/Sub	2014-2021	28 396 000 000	6 298 000 000			-		2 900 000 000		-	-	2 900 000 000
		Etat	Budget national		1 637 000 000	111 800 000	154 921 000	390 000 000	390 000 000	0	0	0	0	390 000 000	390 000 000
2 931	Programme Commun d'appui à la GIRE	Etat	Budget National	2016-2021	1 351 000 000	771 000 000	135 181 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
		Suède/Pays-bas	Don		7 741 000 000	7 413 000 000	1 900 000 000	0	2 100 000 000	0	0		0	-	2 100 000 000
2 954	Fonds d'étude des projets Eau et Energie	Etat	Budget National	2016-2023	2 475 000 000	1 075 000 000	145 350 000	300 000 000	300 000 000	400 000 000	400 000 000	450 000 000	450 000 000	1 150 000 000	1 150 000 000
2 953	Programme de développement Energie Biocarburant	Etat	Budget National	2016-2022	2 147 000 000	997 000 000	214 232 000	500 000 000	500 000 000	400 000 000	400 000 000	0	0	900 000 000	900 000 000
2 869	Projet Système Hybride d'Electrification Rurale	Extérieur	Prêt	2016-2023	21 338 000 000	4 273 000 000	7 210 000 000	0	900 000 000	0	0		0	-	900 000 000
		Etat	Budget National		3 086 000 000	1 966 000 000	560 000 000	560 000 000	560 000 000	0	0	0	0	560 000 000	560 000 000
2 996	Projet d'alimentation en eau potable et mesures d'accompagnement dans les centres semi-urbains et ruraux	Etat	Budget National	2016-2023	553 000 000	282 000 000	135 181 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000
		KFW	Sub		39 357 000 000	6 754 000 000	5 395 000 000	0	4 244 000 000	0	8 452 000 000		8 253 000 000	-	20 949 000 000
2 998	Projet d'hydraulique et d'assainissement en milieu rural BID/UEMOA	Etat	Budget National	2017-2021	529 000 000	257 000 000	67 591 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
		BID/UEMOA	Prêt/Sub		6 285 000 000	1 568 000 000	0		0					-	-
2 999	Projet construction liaison double terne Sikasso-Bougouni-Bamako (225kv)	Etat	Budget National	2016-2020	120 000 000	120 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
		Extérieur	Prêt		80 700 000 000	6 666 000 000	13 125 000 000	0	2 921 000 000	0	0		0	-	2 921 000 000
3 109	Programme d'Urgences Sociales Accès à l'Energie/Construction Centrale Solaire	Etat	Budget National	2018-2023	17 382 000 000	4 632 000 000	2 185 000 000	25 000 000 000	500 000 000	0	5 000 000 000	0	5 000 000 000	25 000 000 000	10 500 000 000
3 048	L'Electrification Rurale par Système Hybrides de 32 Localités	BADEA /Fonds Abou Dabu	Prêt/Sub	2017-2021	10 320 000 000	900 000 000	6 129 620 000	0	3 407 000 000	0	3 000 000 000		0	-	6 407 000 000
		Etat	Budget National		1 380 000 000	150 000 000	33 900 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	400 000 000	400 000 000
3 116	Production Hybride et Accès rural à l'Electricité	AFD	Pret/Sub	2018-2021	25 433 000 000 000	1 000 000 000	15 870 000 000	0	4 000 000 000	0	11 000 000 000		164 000 000	-	15 164 000 000
3 082	Programme Saoudien de forages Puits et Développement Rural en Afrique	FSD	Sub	2018-2023	4 096 000 000	0	1 500 000 000	0	1 000 000 000	0	0		0	-	1 000 000 000
		Etat	Budget National		291 000 000	51 000 000	54 073 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000	0	0	160 000 000	160 000 000
3 132	Projet appui connaissances et suivi ressources en eau	KFW	Sub	2020-2024	6 494 000 000	0	1 847 000 000	0	1 847 000 000	0	1 577 000 000		0	-	3 424 000 000
		Etat	Budget National		400 000 000	0	0	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
3 162	Programme d'Appui aux Collectivités	UE/FED	SUB	2020-2025	7 543 000 000	0	2 200 000 000	0	2 000 000 000	0	1 308 000 000		505 000 000	-	3 813 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Territoriales Eau potable et l'Assainissement au Mali 3ème phase	Etat	Budget National		200 000 000	0	33 796 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	150 000 000	150 000 000
3 117	Projet Energie Solaire pour le Développement rural au Mali	BID	Prêt	2016-2021	9 444 000 000	342 000 000	3 957 000 000	0	2 000 000 000	0	1 250 000 000		9 440 000 000	-	12 690 000 000
2377	Appui CPS/ SME	Etat	Budget National	2009-2023	1 605 000 000	995 000 000	50 693 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	360 000 000	360 000 000
2496	Equipement du PDRM	Etat	Budget National	2010-2021	2 509 000 000	2 509 000 000	184 337 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2228	Promotion de nouvelles zones pétrolières Ségou, Mopti, Koulikoro	Etat	Budget National	2007-2023	#VALEUR!	1 731 000 000	242 250 000	0	0	0	0	0	0	-	-
3188	Projet de gouvernance du secteur des mines	IDA	Prêt	2020-2025	23 000 000 000		3 696 000 000	0	3 000 000 000	0	0		0	-	3 000 000 000
2840	Cartographie Géologique du Birimien au 1/50 000	Etat	Budget National	2015-2022	1 582 000 000	682 000 000	729 500 000	0	800 000 000	0	100 000 000	0	0	-	900 000 000
														-	-
3 181	Projet d'amélioration du secteur de l'électricité au Mali (PASEM)	IDA	Banque Mondiale	2019-2023	75 000 000 000	0	9 969 128 000	0	2 000 000 000	0	0		0	-	2 000 000 000
3 304	Projet d'interconnexion électrique Guinée-Mali (PIEGM)	Multibailleurs	Prêt/Sub		7 090 000 000		10 714 000 000	0	7 090 000 000	0	0		0	-	7 090 000 000
							0		1 000 000 000		0		0		
3 305	Projet régional d'accès à l'électricité (PRAE)	BM	Sub		3 000 000 000		3 036 000 000	0	3 000 000 000	0	0		0	-	3 000 000 000
3 306	Projet central hydraulique de Djenné				3 000 000 000		3 972 400 000	0	3 000 000 000	0	0		0	-	3 000 000 000
3301	CONSTRUCTION ECOLE AFRICAINE DES MINES	Etat	Budget National	2021-2023	3 000 000 000		466 250 000	3 000 000 000	900 000 000	0	1 100 000 000	0	1 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
3182	PIDAC	FAD/UE /Fonds Vert Climat		2019-2025	11 961 000 000	0	2 677 000 000	0	2 421 000 000	0	0		0	-	2 421 000 000
		Etat	Budget National		1 836 000 000	0	56 704 000	100 000 000	100 000 000	250 000 000	250 000 000	300 000 000	300 000 000	650 000 000	650 000 000
Sous total Projets en cours					699 432 072 905	255 883 800 000	127 201 800 000	42 050 000 000	90 280 000 000	15 550 000 000	54 437 000 000	15 520 000 000	39 882 000 000	73 120 000 000	184 599 000 000
3330	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE/ ENERGIE SOLAIRE PHASE 4						0	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
3349	PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PETROLIERES DU MALI (PDRPM)						0	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3358	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DE L'ENERGIE ET DE L'EAU						0	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
3331	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DURABLES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE						0	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
Sous total nouveau projet					104 887 000 000	0	0	1 250 000 000	1 250 000 000	1 150 000 000	1 150 000 000	1 150 000 000	1 150 000 000	3 550 000 000	3 550 000 000
TOTAL GENERAL					804 319 072 905	255 883 800 000	127 201 800 000	43 300 000 000	91 530 000 000	16 700 000 000	55 587 000 000	16 670 000 000	41 032 000 000	76 670 000 000	188 149 000 000
														-	-
Sous-total projets en cours					699 432 072 905	255 883 800 000	127 201 800 000	42 050 000 000	90 280 000 000	15 550 000 000	54 437 000 000	15 520 000 000	39 882 000 000	73 120 000 000	184 599 000 000
Sous-total nouveau projet					104 887 000 000	0	0	1 250 000 000	1 250 000 000	1 150 000 000	1 150 000 000	1 150 000 000	1 150 000 000	3 550 000 000	3 550 000 000
Total					804 319 072 905	255 883 800 000	127 201 800 000	43 300 000 000	91 530 000 000	16 700 000 000	55 587 000 000	16 670 000 000	41 032 000 000	76 670 000 000	188 149 000 000
														-	-
Sous-total projets sur financement Etat					102 083 000 000	52 010 800 000	12 868 264 000	43 300 000 000	19 800 000 000	16 700 000 000	25 600 000 000	16 670 000 000	22 670 000 000	76 670 000 000	68 070 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					664 806 072 905	203 873 000 000	140 070 064 000	0	71 730 000 000	0	29 987 000 000	0	18 362 000 000	-	120 079 000 000
Total					766 889 072 905	255 883 800 000	127 201 800 000	43 300 000 000	91 530 000 000	16 700 000 000	55 587 000 000	16 670 000 000	41 032 000 000	76 670 000 000	188 149 000 000

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Duree du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2423	Construction/Equipement du Siège de l'ANGESEM	Etat	Budget national	4 125 000 000	2009-2019	4 125 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2192	Projet Réhabilitation Centre Formation Tabacoro	Etat	Budget national	1 658 000 000	2006-2020	1 468 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2348	Appui à la CPS	Etat	Budget national	1 531 000 000	2008-2023	1 051 000 000	77 419 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	360 000 000	360 000 000
2425	Renforcement Capacité MEA	Etat	Budget national	1 928 000 000	2009-2021	1 778 000 000	109 425 000	0	0	0	0	0	0	-	-
1801	Curage collecteurs District Bko	Etat	Budget national	4 793 000 000	2002-2023	3 893 000 000	285 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	600 000 000	600 000 000
2054	Projet de Construction Décharge Compactée Noumoubougou	Etat	Budget national	17 812 000 000	2006-2022	9 762 000 000	1 398 261 000	10 000 000 000	300 000 000	0	3 000 000 000	0	4 000 000 000	10 000 000 000	7 300 000 000
2420	Etude Diagnostique des Stations d'Epuration et Ouvrages Connexes	Etat	Budget national	6 136 000 000	2009-2023	4 186 000 000	387 600 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	0	0	1 200 000 000	1 200 000 000
2490	Projet d'Assainissement de la Zone Industrielle de Sotuba	Etat	Budget national	2 297 000 000	2010-2021	1 747 000 000	270 362 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
2689	Alliance Globale sur le Changement Climatique (AGCC)	UE	Sub	5 006 000 000	2010-2023	3 031 000 000	915 000 000	0	254 000 000		488 000 000		0	-	742 000 000
		Etat	Budget national	393 000 000		375 000 000	81 109 000	150 000 000	150 000 000	120 000 000	120 000 000	0	0	270 000 000	270 000 000
2771	Projet Adaptation changement climaque Local/FENU	FENU	Sub	250 000 000	2014-2021	238 000 000	135 000 000	0	0	0	0			-	-
		Etat	Budget national	433 000 000		283 000 000	60 832 000	90 000 000	90 000 000	0	0	0	0	90 000 000	90 000 000
2772	Projet de gestion des ressources naturelles et changement climatique PGRNCC	IDA	Sub	10 200 000 000	2014-2021	6 134 000 000								-	-
		Etat	Budget national	695 000 000		587 000 000	33 796 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2737	Programme d'Urgence Assainissement	Etat	Budget national	2 904 000 000	2014-2023	1 504 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
2261	Programme Régional Aménagement Massif Fouta Djallon	Etat	Budget national	717 000 000	2009-2021	617 000 000	33 796 000	50 000 000	50 000 000	0	0	0	0	50 000 000	50 000 000
719	Projet Elaboration et mise en Œuvre des Plans d'Aménagement et de gestion des Massifs Forestiers	Etat	Budget national	829 000 000	2002-2019	829 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
1526	Projet Protection et/Aménagement Forêts et Parcs Nationaux	Etat	Budget national	1 493 000 000	2004-2019	1 493 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
1884	Projet Conservation et Valorisation de la Biodiversité du Gourma et des Eléphants	Etat	Budget national	1 844 000 000	2005-2020	1 744 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2047	Projet Composante Mali du Programme de lutte contre l'ensablement dans le bassin du fleuve Niger	Etat	Budget national	827 000 000	2005-2019	827 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2049	Projet d'Appui au Reboisement	Etat	Budget national	893 000 000	2005-2019	893 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2160	Projet Multinational de Gestion Intégrée des Plantes Aquatiques Proliférantes en Afrique de l'Ouest	Etat	Budget national	702 000 000	2005-2019	702 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2509	Appui au Système d'Information Forestier (SIFOR)	Etat	Budget national	1 631 000 000	2010-2021	1 031 000 000	92 055 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
2535	Programme de Développement Durable Delta Intérieur Du Niger (PDD-DIN)	Suède	Sub	6 412 000 000	2018-2022	2 025 000 000	600 000 000	0	600 000 000	0	300 000 000		0	-	900 000 000
		Etat	Budget national	713 000 000		113 000 000	202 772 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
2690	Projet Extension et Renforcement du Système des Aires Protégées au Mali (ERSAP)	Etat	Budget national	327 000 000	2011-2019	327 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2048	Protection et Aménagement des Berges du fleuve Niger	Etat	Budget national	4 057 000 000	2006-2022	2 857 000 000	271 282 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	0	0	800 000 000	800 000 000
2854	Programme de réhabilitation Stations d'épuration/Mali	Etat	Budget national	489 000 000	2015-2018	489 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2284	Dragage/Protection des berges de Diafarabé (PPTE)	Etat	Budget national	17 780 000 000	2007-2022	15 830 000 000	469 085 000	650 000 000	650 000 000	650 000 000	650 000 000	0	0	1 300 000 000	1 300 000 000
2506	Initiative pauvreté Environnement Phase I	Etat	Budget national	821 000 000	2015-2019	659 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
		PNUD/PNUE	Subvention	621 000 000		621 000 000	0							-	-
		PNUD/PNUE	Subvention	1 700 000 000		1 537 000 000								-	-
2853	Grande Murialle verte	Etat	Budget national	1 298 000 000	2016-2023	348 000 000	100 232 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
2920	Construction Siège AEDD	Etat	Budget national	1 575 000 000	2016-2021	1 025 000 000	262 396 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
2921	Projet de réhabilitation Economique et Environnementale Fleuve Niger	BM	Prêt	6 481 000 000	2016-2023	2 445 000 000	4 342 000 000		1 000 000 000		0		0	-	1 000 000 000
									1 000 000 000		0		0		
		Etat	Budget national	830 000 000		380 000 000	101 386 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	300 000 000	300 000 000
2922	Faucardage currage Fleuve Niger	Etat	Budget national		2016-2018	1 006 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2924	Programme de Gestion et de Décentralisation des Forêts (GEDEFOR 2)	Suède	Sub	4 566 000 000	2015-2019	3 800 000 000	0							-	-
		Etat	Budget national	800 000 000		659 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
3100	Projet d'Appui à la Cordination des	Etat	Budget national	1 205 000 000	2018-2023	105 000 000	189 254 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Duree du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	initiatives liées aux changements climatiques/AEDD														
3150	Construction/Equipement DNACPN	Etat	Budget national	1 300 000 000	2020-2022	0	404 696 000	0	700 000 000	0	300 000 000	0	0	-	1 000 000 000
3151	ELABORATION PLAN AMENAGEMENT MASSIFS FORESTIERS	Etat	Budget national	600 000 000	2020-2022	0	109 425 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
3152	PROGRAMME DE REBOISSEMENT INTENSIF POUR LA RECONSTRUCTION DES ECOSYSTEMES FORESTIERS AU MALI	Etat	Budget national	890 000 000	2020-2023	0	168 976 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
3149	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ABFN	Etat	Budget national	1 350 000 000	2020-2022	0	291 800 000	0	500 000 000	0	600 000 000	0	0	-	1 100 000 000
3182	Programme Intégré de Développement et d'adaptation aux changements climatiques dans le Bassin du Niger (PIDACC/BN)	FAD/GCF/UE	Subvention	13 222 000 000	2020-2025	0	56 704 000		0					-	-
3148	3ème phase GEDEFOR "Promotion des chaînes de valeurs agricoles (GEDEFOR III/PCVA	ASDI	Subvention	10 460 000 000	2020-2023		1 466 509 000	0	2 000 000 000	0	1 467 000 000		0	-	3 467 000 000
				1 523 000 000		0	260 000 000	370 000 000	370 000 000	260 000 000	260 000 000	0	0	630 000 000	630 000 000
3101	Projet d'Assainissement ville de Bamako	Etat	Budget national	43 000 000	2017-2019	43 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2923	Projet Elimination Prévention Pesticides Obsolètes	Etat	Budget national	773 000 000	2016-2020	573 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
3119	Aménagement Parc Tienfala	Etat	Budget national	1 859 000 000	2018-2023	59 000 000	328 275 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	1 350 000 000	1 350 000 000
3295	CONSTRUCTION/AMENAGEMENT DEPOTS DE RAMASSAGE DES ORDURES			1 200 000 000	2021-2023	0	190 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3125	PROJET DE GESTION DES RISQUES CLIMATIQUES ET D'INONDATIONS EN VUE DE PRÉSERVER DES VIES ET DES BIENS (PGRCI)	FEM	Subvention		2021-2021	0	600 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
3227	PROJET GESTION COMMUNAUTAIRE RESSOURCES NARURELLES RESTAURATION ECOSYSTÈME AIRE REPARTITION ELEPHANT				2021-2023	0	1 125 737 000	0	691 000 000		609 000 000		442 000 000	-	1 742 000 000
		Etat	Budget national			0	53 236 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	100 000 000	100 000 000	400 000 000	400 000 000
3226	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNEF	Etat	Budget national	8 000 000 000	2021-2021	0	358 625 000	2 000 000 000	2 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	8 000 000 000	8 000 000 000
Sous-total: projets en cours				321 724 000 000	0	83 199 000 000	16 232 045 000	18 280 000 000	15 325 000 000	7 950 000 000	14 714 000 000	5 420 000 000	9 862 000 000	31 650 000 000	39 901 000 000
Sous-total: projets nouveaux				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total				321 724 000 000	0	83 199 000 000	16 232 045 000	18 280 000 000	15 325 000 000	7 950 000 000	14 714 000 000	5 420 000 000	9 862 000 000	31 650 000 000	39 901 000 000
Sous-total projets en cours				321 724 000 000	0	83 199 000 000	16 232 045 000	18 280 000 000	15 325 000 000	7 950 000 000	14 714 000 000	5 420 000 000	9 862 000 000	31 650 000 000	39 901 000 000
Sous-total nouveau projet				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total				321 724 000 000	0	83 199 000 000	16 232 045 000	18 280 000 000	15 325 000 000	7 950 000 000	14 714 000 000	5 420 000 000	9 862 000 000	31 650 000 000	39 901 000 000
Sous-total projets sur financement Etat				99 874 000 000		63 368 000 000	9 960 000 000	18 280 000 000	9 780 000 000	7 950 000 000	11 850 000 000	5 420 000 000	9 420 000 000	31 650 000 000	31 050 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				58 918 000 000		19 831 000 000	9 184 246 000	0	5 545 000 000	0	2 864 000 000	0	442 000 000	-	8 851 000 000
Total				321 724 000 000	0	83 199 000 000	16 232 045 000	18 280 000 000	15 325 000 000	7 950 000 000	14 714 000 000	5 420 000 000	9 862 000 000	31 650 000 000	39 901 000 000

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3 043	Office Riz Mopti (7e Contrat-Plan Etat-ORM)	Etat	Budget national	2016-2022	2 472 000 000	872 000 000	378 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3 009	Office Mise en Valeur Système Faguibine (OMVF)	Etat	Budget national	2006-2022	6 902 000 000	5 917 000 000	152 548 000	200 000 000	200 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	700 000 000	700 000 000
1 977	Programme Compétitivité/Diversification Agricole (PCDA)/ Unité Intérimaire de Consolidation des Acquis	Etat	Budget national	2006-2020	5 757 000 000	5 357 000 000	-	0	0	0	0	0	0	-	-
2250	Contrat Plan Etat/Office/Producteurs (CP-OHVN)	Etat	Budget national	2014-2022	3 047 000 000	1 767 000 000	145 350 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2 380	Appui à la CPS/SDR	Etat	Budget national	2008-2022	1 622 000 000	1 072 000 000	101 386 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
2 480	Programme de Développement de l'Irrigation dans le bassin du Bani et à Sélingué (PDI-BS)	Etat	Budget national	2010-2022	19 361 000 000	13 861 000 000	1 214 985 000	2 000 000 000	2 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	3 000 000 000	3 000 000 000
		Fin commun	Prêt		103 130 000 000	90 480 000 000	7 000 000 000	-	6 200 000 000	-	400 000 000		-	-	6 600 000 000
2 481	Réhabilitation Equipements Bureaux DAF/MA	Etat	Budget national	2010-2019	2 865 000 000	2 865 000 000	-	0	0	0	0	0	0	-	-
2 571	Appui à l'Enquête Agricole de Conjoncture (EAC)	Etat	Budget national	2011-2022	4 125 000 000	2 225 000 000	304 157 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
2 684	Projet de Développement Rural Intégré du District de Kita et de ses environs, phase 2 (PDRIK II)	Etat	Budget national	2013-2022	1 996 000 000	1 606 000 000	100 088 000	140 000 000	140 000 000	0	0	0	0	140 000 000	140 000 000
		BID	Prêt		12 350 000 000	5 021 000 000	1 054 000 000	-	-	-	-			-	-
2 765	Projet d'Amélioration de la Productivité Agricole des petits Exploitants pour l'Afrique subsaharienne (SAPEP)	Etat	Budget national	2013-2021	600 000 000	471 000 000	27 037 000	40 000 000	40 000 000	0	0	0	0	40 000 000	40 000 000
		BID	Prêt		7 270 000 000	3 521 000 000	1 551 552 000	-	-	-	-			-	-
2807	Projet de Renforcement de la Sécurité Alimentaire par le Développement des Cultures Irriguées (PRESA-DCI)	Etat	Budget national	2015-2021	2 423 000 000	2 152 000 000	81 411 000	500 000 000	500 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000
		BAD	Prêt		27 152 000 000	14 285 000 000	4 200 000 000	-	-	-	-			-	-
2809	Projet de Renforcement de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle de la Région de Koulikoro (PRESAN-KL)	Etat	Budget national	2015-2021	2 625 000 000	2 034 000 000	71 343 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
		BAD	Prêt et Subvention		24 987 000 000	13 905 000 000	2 530 000 000	-	-	-	-			-	-
2916	Projet de Renforcement de la Résilience contre l'Insécurité Alimentaire au Mali (PRIA-Mali)	Etat	Budget national	2014-2022	1 815 000 000	564 000 000	164 491 000	0	0	0	0	0	0	-	-
		BID	Prêt		23 130 000 000	13 797 000 000	2 360 000 000	-	-	-	-			-	-
2800	Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO) ou (WAAPP Phase II)	Etat	Budget national	2014-2020	1 046 000 000	596 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
														-	-
2917	Projet de Renforcement de la Résilience au Sahel (P2RS)	Etat	Budget national	2015-2021	4 140 000 000	1 756 000 000	587 237 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0	500 000 000	500 000 000
		BAD	Prêt et Subvention		27 154 000 000	8 576 000 000	8 630 000 000	-	-	-	-			-	-
2 849	Programme de Recensement Général Agricole (RGA)	Etat	Budget national	2015-2023	3 042 000 000	1 792 000 000	227 596 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	0	0	900 000 000	900 000 000
2856	Contrat-Plan Etat OPIB	Etat	Budget national	2015-2023	4 405 000 000	3 205 000 000	96 900 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2918	Contrat Plan Etat-ADRS-Producteurs	Etat	Budget national	2019-2023	1 835 000 000	285 000 000	169 575 000	500 000 000	500 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
2910	Travaux d'Extension de 200 ha de la plaine de Sanuné	Etat	Budget national	2016-2019	285 000 000	285 000 000	150 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
3001	Projet d'Appui au Développement Rural de Soké 1 (PADER-SI)	Etat	Budget national	2016-2020	15 759 000 000	12 381 000 000	0	1 036 000 000	1 036 000 000	0	0	0	0	1 036 000 000	1 036 000 000
2687	4ème "Contrat plan Etat-ODRS	Etat	Budget national	2019-2023	1 770 000 000	340 000 000	321 224 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000
2966	Projet de Développement Rural du Kaarta/Sefeto (PDRK/S)	Etat	Budget national	2016-2020	680 000 000	480 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
3008	Office du Moyen Bani	Etat	Budget national	2019-2023	1 524 000 000	324 000 000	185 715 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2640	Projet d'Appui à la Productivité Agricole au Mali (PAPAM)	Fin commun	Prêt	2011-2019	59 100 000 000	54 300 000 000	-							-	-
3112	Projet d'Appui Régional à l'Initiative d'Irrigation dans le Sahel (PARIIS)	Etat	Budget national	2018-2024	3 233 000 000	267 000 000	177 016 000	150 000 000	150 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	650 000 000	650 000 000
		IDA	Prêt		14 625 000 000	59 000 000	4 274 055 000	-	3 154 000 000	-	4 253 000 000		667 000 000	-	8 074 000 000
3127	Projet Appui à la Compétitivité Agro-industrielle au Mali (PACAM)	BM	Prêt	2017-2022	17 500 000 000	8 594 000 000	3 543 000 000	-	2 197 000 000	-	-		-	-	2 197 000 000
		Etat	Budget national		400 000 000	-	67 591 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
3135	Projet appui Office du Niger (PADN)	ACDI	Subvention	2016-2019	8 732 000 000	7 276 000 000	-							-	-
3134	Projet Développement agriculture zones arides du Mali (PDAZAM)	BM	Prêt						4 000 000 000		2 802 000 000		-	-	6 802 000 000
		BM	Subvention	2018-2023	33 667 000 000	553 000 000	12 647 272 000	-	3 000 000 000	-	-		-	-	3 000 000 000
3133	Projet appui irrigation proximité Gao et Ménaka	Etat					90 759 000	149 000 000	149 000 000	0	0	0	0	149 000 000	149 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
		KFW	Subvention	2019-2022	11 151 000 000	262 000 000	4 564 000 000	-	3 210 000 000	-	-		-	-	3 210 000 000
3136	Projet Appui Filière Anacarde au Mali (PAFAM)		Subvention											-	-
			Prêt	2016-2020	9 348 000 000	3 950 000 000	-							-	-
2709	Adaptation agriculture et élevage changement climatique	Etat	Budget national	2018-2023	625 000 000	148 000 000	112 731 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	0	0	340 000 000	340 000 000
		Norvège	Subvention		3 911 000 000	814 000 000	747 951 000	-	721 000 000	-	741 000 000		681 000 000	-	2 143 000 000
3010	Nouveaux Projets BSI	Etat	Budget national	2019-2019	108 476 286 000	-	32 985 459 000	151 403 257 000	27 985 374 000	0	0	0	0	151 403 257 000	27 985 374 000
3166	Projet financement Inclusif des Filières Agricole INCUSIF) au Mali	FIDA/DANIDA BABYLOAN et autres Bailleurs	Prêt	2019-2023	18 486 847 000	-	6 737 991 000	-	4 294 000 000	-	1 700 000 000		1 700 000 000	-	7 694 000 000
			Subvention						9 044 000 000		2 636 000 000		2 636 000 000	-	14 316 000 000
		Etat	Budget national		1 150 000 000	-	91 320 000	250 000 000	250 000 000	350 000 000	350 000 000	400 000 000	400 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
3144	Projet d'extension des amenagements de la plaine de san ouest de 510 ha/développement rural et sécurité alimentaire (MLI 021)	Luxembourg	Subvention	2019-2022	7 597 552 048	-	697 000 000	-	2 500 000 000	-	-		-	-	2 500 000 000
		Etat	Budget national		1 800 000 000	-	0	2 000 000 000	300 000 000	0	700 000 000	0	1 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
3169	Construction du siège de l'Institut du Sahel	Etat	Budget national	2020-2023	2 706 000 000	-	195 000 000	2 700 000 000	600 000 000	0	1 100 000 000	0	1 000 000 000	2 700 000 000	2 700 000 000
3171	Construction Equipement DFM/DRH Ministère Agriculture	Etat	Budget national	2020-2022	1 995 241 621	-	399 740 000	0	500 000 000	0	398 695 699	0	0	-	898 695 699
3170	Travaux d'aménagement de 250 ha de la plaine de Togobéré	Etat	Budget national	2020-2022	2 800 000 000	-	586 010 000	0	800 000 000	0	600 000 000	0	0	-	1 400 000 000
3130	PAPR2C3 (PNPBBF II)	Etat	Budget national	2020-2023	2 500 000 000	-	98 621 000	850 000 000	850 000 000	800 000 000	800 000 000	750 000 000	750 000 000	2 400 000 000	2 400 000 000
3167	Office riz Segou (contrat plan)	Etat	Budget national	2020-2023	1 430 000 000	-	278 862 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000
3168	Contrat Plan/ON	Etat	Budget national	2020-2023	21 250 000 000	-	4 436 920 000	5 500 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000	16 500 000 000	16 500 000 000
3183	Projet N'Debougou Phase IV	KFW	Subvention	2019-2023	26 238 280 000	-	5 245 000 000	-	5 245 000 000	-	6 560 000 000		6 560 000 000	-	18 365 000 000
3186	Projet de Développement Intégré et de Résilience climatique dans les Plaines du delta 2 (PDIR-P02)	BAD	Subvention	2018-2021	1 396 000 000	226 000 000	891 000 000	-	760 000 000	-	-		-	-	760 000 000
3184	Projet productivité de l'Eau à l'Office du Niger (PRODEAU)	Pays Bas	Subvention	2020-2023	3 279 785 000	-	897 663 000	-	277 000 000	-	-		-	-	277 000 000
3185	Projet d'Appui au Développement de l'Office du Niger (PADON) Phase II		Subvention	2020-2023	4 591 699 000	-	471 000 000	-	471 000 000	-	391 000 000		289 000 000	-	1 151 000 000
3113	Projet Développement Ferme Rizicole Sabé	Etat	Budget national	2018-2020	326 000 000	126 000 000	500 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
3118	IPROD! Programme Mali Nord	KFW	Subvention	2018-2022	16 070 000 000	4 461 000 000	2 335 000 000	-	1 400 000 000	-	-		-	-	1 400 000 000
		Etat	Budget national		826 000 000	145 000 000	140 541 000	431 000 000	431 000 000	0	0	0	0	431 000 000	431 000 000
2 799	Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS-Mali)	Etat	Budget national	2016-2021	1 605 000 000	500 000 000	135 648 000	0	0	0	0	0	0	-	-
		BM	Prêt		22 500 000 000	20 199 000 000	3 500 000 000	-	-	-	-			-	-
1 885	Programme Développement Integré Réduction Pauvreté Zone DNDY (PDIRP)/CCMD/BRE de Madina DIASSA	Etat	Budget national	2003-2023	1 772 000 000	1 572 000 000	56 107 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	200 000 000	200 000 000
2200	Contrat Plan Etat - LCV	Etat	Budget national	2011-2023	#VALEUR!	859 000 000	96 900 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
1 984	Projet développement Elevage dans la Région du Liptako Gourma (PDELG)	Etat	Budget national	2005-2019	3 665 000 000	3 665 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2 201	Transformation des Sous Produits d' Abattage (PTSPA)	Etat	Budget national	2007-2020	#VALEUR!	3 356 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2402	Construction marché central poisson Bamako	Etat	Budget national	2009-2023	#REF!	2 484 000 000	174 868 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2404	Projet développement et valorisation production laitière au Mali (PRODEVALAIT)	Etat	Budget national	2009-2019	#REF!	3 360 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2798	Projet Intégré de Développement des Ressources Animales au Mali (PDIRAM)	Etat	Budget national	2016-2021	872 000 000	286 000 000	157 275 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000
		BID	Prêt		12 850 000 000	881 000 000	11 520 000 000	-	4 000 000 000	-	-	-	-	-	4 000 000 000
3000	CENTRE NATIONAL D'INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	Etat	Budget national	2017-2023	#REF!	836 000 000	222 190 000	1 000 000 000	400 000 000	0	600 000 000	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000
3 172	Projet de Développement Durable des Exploitations Pastorales au Sahel Mali (PDDEPS-Mali)	Etat	Budget national	2019-2023	1 840 000 000	0	213 491 000	200 000 000	200 000 000	350 000 000	350 000 000	0	0	550 000 000	550 000 000
		BID	Prêt		19 056 600 000	0	5 381 000 000	-	6 000 000 000	-	9 246 000 000		-	-	15 246 000 000
3 164	OFFICE DEVELOP. PECHE ET AQUACULTURE DELTA INTERIEUR NIGER	Etat	Budget national	2020-2023	550 000 000	0	82 246 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
3 174	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ET DE VALORISATION DE LA PRODUCTION LAITIERE	Etat	Budget national	2020-2023	9 000 000 000	0	140 266 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	MALI (II)														
3 173	Projet d'Appui au contrôle et à la surveillance des Ezopecies	Etat	Budget national	2020-2023	500 000 000	0	101 386 000	200 000 000	200 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	500 000 000	500 000 000
3055	Programme Quinquennal d'Aménagements Aquacoles (PQAA)	Etat	Budget national	2016-2021	600 000 000	500 000 000	285 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
3 083	Programme d'appui au renforcement de l'Elèvage et de l'Economie pastorale dans la région de Kkoro	Etat	Budget national	2019-2021	100 000 000	0	48 450 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
		Belgique	Subvention		4 920 000 000	0	2 290 000 000	-	761 000 000	-	40 000 000		40 000 000	-	841 000 000
3 137	Projet appui filière halieutique au Mali	UE	Subvention	2016-2023	5 248 000 000		973 000 000	-	2 410 000 000	-	1 003 000 000		222 000 000	-	3 635 000 000
3 138	Projet appui développement Elèvage au Mali (PADEL-M)			2019-2024	2 800 000 000	0	157 027 000	350 000 000	350 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 150 000 000	1 150 000 000
		Banque mondiale	Subvention						4 950 000 000		10 000 000 000		10 000 000 000	-	24 950 000 000
		Banque mondiale	Subvention		32 000 000 000	-	8 000 000 000	-	-	-	-		-	-	-
3254	Projet de construction de l'hotel du Département de l'Elevage et de la Peche	Etat	Budget national	2021-2023	2 000 000 000		168 750 000	2 000 000 000	400 000 000	0	700 000 000	0	900 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
3248	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERS HORTICOLES	Etat	Budget national	2021-2023	3 000 000 000		557 592 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
3293	PROJET D'AMENAGEMENT ET DE MISE EN VALEUR DES PIV						190 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
3298	Projet d'Irrigation de Proximité-Initiative de Renforcement de la résilience par l'Irrigation et la Gestion Appropriée des Ressources (IPRO-IRRIGAR III) Composante Sikasso.	UE	Subvention	2021-2022	1 165 000 000	-	778 363 000	-	351 000 000	-	-		-	-	351 000 000
3299	Projet d'Irrigation de Proximité-Initiative de Renforcement de la résilience par l'Irrigation et la Gestion Appropriée des Ressources (IPRO-IRRIGAR III) Composante Koulikoro.	UE	Subvention	2021-2022	1 027 000 000	-	846 556 000	-	312 000 000	-	-		-	-	312 000 000
3300	Projet d'Appui à l'initiative pour l'Irrigation dans le Sahel au Mali (PAIS-Mali)		Subvention	2021-2024	2 218 000 000	-	768 253 000	-	593 000 000	-	-		-	-	593 000 000
3302	Projet d'Appui à la Transformation Agro-Ecologique en zone cotonnière du Mali : AgrEco cmI 1430	Etat					0	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	0	0	800 000 000	800 000 000
		AFD	Subvention	2021-2023	4 637 500 000	-	1 109 520 000	-	1 666 500 000	-	2 971 000 000		-	-	4 637 500 000
3242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNGR DNA	Etat	Budget national	2021-2023	2 500 000 000	-	800 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
3297	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU PERIMETRE (PAD) DE BAGUINEDA	Etat	Budget national	2021-2023	6 000 000 000	-	484 500 000	2 000 000 000	2 000 000 000	0	3 000 000 000	0	2 000 000 000	2 000 000 000	7 000 000 000
3290	TRAVAUX D'ACHEVEMENT DU LABORATOIRE DE TECHNOLOGIE ALIMENTAIRE	Etat	Budget national	2021-2021	200 000 000	-	96 900 000	0	0	0	0	0	0	-	-
TOTAL PROJETS EN COURS							152 686 891 000	180 769 257 000	120 167 874 000	16 170 000 000	66 011 695 699	13 700 000 000	41 395 000 000	210 639 257 000	227 574 569 699
3343	PROGRAMME REGIONAL D'APPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS) II – MALI	Etat	Budget national				0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
			Prêt				0		3 627 000 000		9 208 000 000		9 720 000 000	-	22 555 000 000
			Subvention				0		2 627 000 000		9 208 000 000		9 720 000 000	-	21 555 000 000
3344	Projet Multi-Energies pour la Résilience et la gestion Intégrée des Terroirs au Mali (Projet MERIT)	Etat	Budget national				0	150 000 000	150 000 000	250 000 000	250 000 000	300 000 000	300 000 000	700 000 000	700 000 000
3345	PROJET EXTENSION DES BUREAUX DU CNLCP	Etat	Budget national				0	350 000 000	350 000 000	0	0	0	0	350 000 000	350 000 000
3346	PROJET D'AMENAGEMENT DES TERRES/ATI		Budget national				0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
3317	Projet de Développement Intégré de l'Office Riz Mopti (PDI-ORM)	Etat	Budget national				0	12 000 000 000	2 000 000 000	0	4 000 000 000	0	4 000 000 000	12 000 000 000	10 000 000 000
TOTAL NOUVEAUX PROJETS						43 456 000 000	0	12 900 000 000	9 154 000 000	650 000 000	23 066 000 000	700 000 000	24 140 000 000	14 250 000 000	56 360 000 000
TOTAL GENERAL							152 686 891 000	193 669 257 000	129 321 874 000	16 820 000 000	89 077 695 699	14 400 000 000	65 535 000 000	224 889 257 000	283 934 569 699
Sous-total projets en cours							152 686 891 000	180 769 257 000	120 167 874 000	16 170 000 000	66 011 695 699	13 700 000 000	41 395 000 000	210 639 257 000	227 574 569 699
Sous-total nouveau projet						43 456 000 000	0	12 900 000 000	9 154 000 000	650 000 000	23 066 000 000	700 000 000	24 140 000 000	14 250 000 000	56 360 000 000
Total							152 686 891 000	193 669 257 000	129 321 874 000	16 820 000 000	89 077 695 699	14 400 000 000	65 535 000 000	224 889 257 000	283 934 569 699
Sous-total projets sur financement Etat							47 143 715 000	193 669 257 000	55 551 374 000	16 820 000 000	27 918 695 699	14 400 000 000	23 300 000 000	224 889 257 000	106 770 069 699
Sous-total projets sur financement extérieur					460 867 163 048	230 080 000 000	105 543 176 000	0	73 770 500 000	0	61 159 000 000	0	42 235 000 000	-	177 164 500 000
TOTAL GENERAL							152 686 891 000	193 669 257 000	129 321 874 000	16 820 000 000	89 077 695 699	14 400 000 000	65 535 000 000	224 889 257 000	283 934 569 699

COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2018)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2796	Programme de Restructuration du Marché Céréalier (PRMC)	Etat	Budget de l'Etat	2012-2018	6 611 000 000	6 611 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2724	Stock National de Securité	Etat	Budget de l'Etat	2014-2018	28 988 000 000	28 988 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3084	Appui Office des Produits Agricoles du Mali (OPAM)	Etat	Budget de l'Etat	2019-2019	4 127 140 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3085	Appui Secrétariat Technique et Financier (STF)	Etat	Budget de l'Etat	2019-2019	126 913 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3139	Lutte contre insécurité alimentaire et malnutrition	Belgique	Subvention	2017-2021	4 264 000 000		1 498 181 000	0	829 000 000	0	30 000 000		30 000 000	0	889 000 000
3086	Appui Système d'Alerte Précoce (SAP)	Etat	Budget de l'Etat	2019-2019	286 478 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3087	Appui Observatoire du Marché Agricole (OMA)	Etat	Budget de l'Etat	2019-2019	209 468 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3187	Programme de soutien au Dispositif National de sécurité alimentaire (PRESA) Phase I	Suisse	Subvention	2018-2022	2 805 900 000		797 400 000	0	288 000 000	0	0	0	0	0	288 000 000
3251	Projet « Brigade Verte pour l'Emploi et l'Environnement » au Mali	Etat	Budget de l'Etat				78 904 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
		Italie	Prêt				3 671 066 000	0	1 858 000 000	0	0		0	0	1 858 000 000
3187	Programme de soutien au Dispositif National de sécurité alimentaire (PRESA) Phase I	Etat	Budget de l'Etat				78 904 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
Sous total Projets en cours							6 124 455 000	200 000 000	3 175 000 000	0	30 000 000	0	30 000 000	200 000 000	3 235 000 000
Sous total Nouveau Projet					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL							6 124 455 000	200 000 000	3 175 000 000	0	30 000 000	0	30 000 000	200 000 000	3 235 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours							6 124 455 000	200 000 000	3 175 000 000	0	30 000 000	0	30 000 000	200 000 000	3 235 000 000
Sous-total nouveau projet					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total							6 124 455 000	200 000 000	3 175 000 000	0	30 000 000	0	30 000 000	200 000 000	3 235 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat					40 348 999 000	35 599 000 000	157 808 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					7 069 900 000	0	5 966 647 000	0	2 975 000 000	0	30 000 000	0	30 000 000	0	3 035 000 000
Total					47 418 899 000	35 599 000 000	6 124 455 000	200 000 000	3 175 000 000	0	30 000 000	0	30 000 000	200 000 000	3 235 000 000

MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Duree du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2017)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3189	Projet de renforcement de la résilience climatique au Mali (Hydromet)	IDA/Fonds Vert Climat	Subvention	15 500 000 000	2019-2023	300 000 000	900 000 000	0	1 000 000 000	0	0	0	0	0	1 000 000 000
Sous total Projet en cours				15 500 000 000	0	300 000 000	900 000 000	0	1 000 000 000	0	0	0	0	0	1 000 000 000
TOTAL GENERAL				15 500 000 000	0	300 000 000	900 000 000	0	1 000 000 000	0	0	0	0	0	1 000 000 000
														0	0
Sous-total nouveau projet				15 500 000 000	0	300 000 000	900 000 000	0	1 000 000 000	0	0	0	0	0	1 000 000 000
Total				15 500 000 000	0	300 000 000	900 000 000	0	1 000 000 000	0	0	0	0	0	1 000 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat								0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total projets sur financement extérieur				15 500 000 000	2019-2023	300 000 000	900 000 000	0	1 000 000 000	0	0	0	0	0	1 000 000 000
Total				15 500 000 000		300 000 000	900 000 000	0	1 000 000 000	0	0	0	0	0	1 000 000 000

MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2740	Contrat plan Etat/ANCD	Etat	Budget national	2016-2023	2 101 000 000	1 101 000 000	117 313 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
2573	Construction /Equipement bureaux régionaux AMAP	Etat	Budget national	2011-2022	4 788 000 000	3 288 000 000	152 700 000	750 000 000	300 000 000	0	500 000 000	0	400 000 000	750 000 000	1 200 000 000
2926	Contrat Etat ONP	Etat	Budget national	2015-2023	2 975 000 000	1 775 000 000	218 850 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3156	Renforcement des Infrastructures de l'ORTM/Numerisation des Archives de l'ORTM	Etat	Budget national	2020-2023	3 000 000 000	0	519 880 000	700 000 000	700 000 000	900 000 000	900 000 000	900 000 000	900 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
2 867	Construction Tour ORTM	Etat	Budget national	2016-2019	646 000 000	646 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2866	Connexion des communes et écoles du Mali à Internet	Etat	Budget national	2016-2022	626 000 000	546 000 000	122 723 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous total projets en cours					14 136 000 000	7 356 000 000	1 131 466 000	2 000 000 000	1 550 000 000	1 450 000 000	1 950 000 000	1 450 000 000	1 850 000 000	4 900 000 000	5 350 000 000
3 326	PROJET CONSTRUCTION EQUIPEMENT SALLE INFORMATIQUE AGETIC	Etat						400 000 000	400 000 000	350 000 000	350 000 000	0	0	750 000 000	750 000 000
3243	RENFORCEMENT CAPACITES COMMUNICATION & ECONOMIE NUMERIQUE	Etat	Budget national	2021-2021	150 000 000		105 953 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
Sous total Nouveau projets					150 000 000		105 953 000	550 000 000	550 000 000	350 000 000	350 000 000	0	0	900 000 000	900 000 000
TOTAL GENERAL					14 286 000 000	7 356 000 000	1 237 419 000	2 550 000 000	2 100 000 000	1 800 000 000	2 300 000 000	1 450 000 000	1 850 000 000	5 800 000 000	6 250 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours					14 136 000 000	7 356 000 000	1 131 466 000	2 000 000 000	1 550 000 000	1 450 000 000	1 950 000 000	1 450 000 000	1 850 000 000	4 900 000 000	5 350 000 000
Sous-total nouveau projet					150 000 000	0	105 953 000	550 000 000	550 000 000	350 000 000	350 000 000	0	0	900 000 000	900 000 000
Total					14 286 000 000	7 356 000 000	1 237 419 000	2 550 000 000	2 100 000 000	1 800 000 000	2 300 000 000	1 450 000 000	1 850 000 000	5 800 000 000	6 250 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat					13 510 000 000	6 810 000 000	1 237 419 000	2 550 000 000	2 100 000 000	1 800 000 000	2 300 000 000	1 450 000 000	1 850 000 000	5 800 000 000	6 250 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL					13 510 000 000	6 810 000 000	1 237 419 000	2 550 000 000	2 100 000 000	1 800 000 000	2 300 000 000	1 450 000 000	1 850 000 000	5 800 000 000	6 250 000 000

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des décaissements anterieures (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2194	Projet de réhabilitation IPR/Katibougou	Etat	Budget National	2006-2019	1 432 000 000	1 432 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2613	Construction et équipement Siège ISH	Etat	Budget National	2011-2021	1 054 000 000	824 000 000	180 500 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
2860	Projet de const/équip Campus Universit Kabala Phase 1 blocs pédagogiques	Etat	Budget National	2015-2023	2 836 000 000	2 236 000 000	218 500 000	0	400 000 000	0	0	0	0	-	400 000 000
2252	Acquisition Equipements techniques pour CNREX-BTP	Etat	Budget national	2015-2019	1 060 000 000	1 060 000 000	190 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2216	Appui à l'INRSP	Etat	Budget National	2007-2019	1 849 000 000	1 849 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2769	Projet Equipement ENETP	Etat	Budget National	2017-2021	246 000 000	46 000 000	95 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2373	Extension infrastructures ENI	Etat	Budget National	2009-2022	3 089 000 000	2 039 000 000	380 000 000	800 000 000	400 000 000	0	400 000 000	0	0	800 000 000	800 000 000
3036	Construction Equipemet salle de classe à l'ULSHB	Etat	Budget National	2017-2023	490 000 000	290 000 000	237 500 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2859	Construction et équipement Fac Pharmacie	Etat	Budget National	2015-2022	5 825 000 000	1 976 000 000	1 900 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2444	Construct/équipement Pôle Universitaire de Ségou	Etat	Budget National	2009-2023	4 993 000 000	4 293 000 000	380 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	400 000 000	400 000 000
2770	Construction de la clôture du siège du CENOU	Etat	Budget National	2014-2020	2 230 000 000	1 930 000 000	150 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
3 080	Projet construction ENSUP	Etat	Budget national	2019-2022	4 950 000 000	76 000 000	1 300 000 000	0	2 000 000 000	0	2 500 000 000	0	2 000 000 000	-	6 500 000 000
2858	Construction et équipement de la Bibliothèque Universitaire Centrale (BUC)	ETAT	Budget National	2015-2023	3 782 000 000	782 000 000	1 130 068 000	0	2 000 000 000	0	1 000 000 000	0	0	-	3 000 000 000
2619	Appui CERFITEX	Etat	Budget National	2005-2023		2 632 000 000	256 436 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2871	Réhabilitation Academie Malienne des Langues	Etat	Budget National	2015-2020	150 000 000		100 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
Sous total Projets en cours						21 465 000 000	6 423 004 000	1 100 000 000	5 100 000 000	200 000 000	4 100 000 000	0	2 000 000 000	1 300 000 000	11 200 000 000
3234	PROJET DE RENOVATION EXTENSION DU SIEGE DU RECTORAT DE L'USSGB	Etat	Budget National	2021-2021	0	0	237 500 000	0	0	0	0	0	0	-	-
3337	Projet de Construction d'Infrastructures Pédagogiques à l'IPR de Katibougou						0	2 500 000 000	500 000 000	0	1 000 000 000	0	1 000 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
3350	Construction Residence universitaire l'IPR IFRA de Katibougou						0	1 500 000 000	400 000 000	0	600 000 000	0	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3356	CONSTRUCTION DE 16 SALLES DE TD A LA FACULTE DE DROIT PRIVE						0	600 000 000	200 000 000	0	400 000 000	0	0	600 000 000	600 000 000
3338	Projet d'études, de construction et d'équipement des Universités régionales (Sikasso, Tombouctou et Gao)						0	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
3 235	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN CENTRE ADMINISTRATIF ET PÉDAGOGIQUE POUR LA FACULTÉ DES SCIENCES ADMINISTRATIVES ET POLITIQUES (FSAP)	Etat	Budget National	2021-2021	0	0	555 750 000	0	0	0	0	0	0	-	-
3291	PROJET DE CONSTRUCTION DE L'INFSS DE SEGOU	ETAT	Budget National	2021-2023	900 000 000	0	190 000 000	900 000 000	400 000 000	0	500 000 000	0	0	900 000 000	900 000 000
3 236	PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT AMPHIS ET SALLES DE CLASSE A USSGB	Etat	Budget National	2021-2021	300 000 000	0	394 250 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
Sous total nouveaux Projets					1 200 000 000	0	1 377 500 000	6 100 000 000	2 100 000 000	0	2 500 000 000	0	1 500 000 000	6 100 000 000	6 100 000 000
TOTAL GENERAL						21 465 000 000	7 800 504 000	7 200 000 000	7 200 000 000	200 000 000	6 600 000 000	0	3 500 000 000	7 400 000 000	17 300 000 000
Sous-total projets en cours						21 465 000 000	6 423 004 000	1 100 000 000	5 100 000 000	200 000 000	4 100 000 000	0	2 000 000 000	1 300 000 000	11 200 000 000
Sous-total nouveau projet					1 200 000 000	0	1 377 500 000	6 100 000 000	2 100 000 000	0	2 500 000 000	0	1 500 000 000	6 100 000 000	6 100 000 000
Total						21 465 000 000	7 800 504 000	7 200 000 000	7 200 000 000	200 000 000	6 600 000 000	0	3 500 000 000	7 400 000 000	17 300 000 000
														-	-
Sous-total projets sur financement Etat							7 800 504 000	7 200 000 000	7 200 000 000	200 000 000	6 600 000 000	-	3 500 000 000	7 400 000 000	17 300 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur							0	0	0	0	0	0	0	-	-
Total							7 800 504 000	7 200 000 000	7 200 000 000	200 000 000	6 600 000 000	0	3 500 000 000	7 400 000 000	17 300 000 000

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des décaissements anterieures (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2378	Appui Cellule de planification et statistique	ETAT	Budget National	2009-2023	1 212 000 000	737 000 000	75 000 000	200 000 000	200 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	400 000 000	400 000 000
2688	Appui Programme Vigoureux Alphabétisation	ETAT	Budget National	2013-2019	570 000 000	570 000 000	-	0	0	0	0	0	0	-	-
2650	Construction Equipement IFM au Mali	ETAT	Budget National	2012-2023	1 980 000 000	1 080 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	600 000 000	600 000 000
2309	Aménagement équipement Labos des Grandes Ecoles	ETAT	Budget National	2008-2019	1 646 000 000	1 646 000 000	-	0	0	0	0	0	0	-	-
2395	Construction de lycées secondaires	ETAT	Budget National	2009-2023	16 946 000 000	10 246 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	4 700 000 000	4 700 000 000
1808	Amnagement/équip labo Université de Bamako	ETAT	Budget National	1998-2019	5 692 000 000	5 692 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
3257	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE SIKASSO	ETAT					300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3261	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE TOMBOUCTOU	ETAT					300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3267	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE KIDAL	ETAT					300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3270	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE MOPTI	ETAT					300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3274	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION SEGOU	ETAT					300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3277	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE KOULIKORO	ETAT					300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3280	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE MENAKA	ETAT					300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3283	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE TAOUDENIT	ETAT					300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3286	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE KAYES	ETAT					300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3264	PROJET DE CONSTRUCTION SALLES DE CLASSES REGION DE GAO	ETAT					300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2860	Projet de const/équip Campus Universit Kabala Phase I blocs pédagogiques	ETAT	Budget National	2015-2019	-		218 500 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2858	Construction et équipement de la Bibliothèque Universitaire Centrale (BUC)	ETAT	Budget National	2015-2018	782 000 000	782 000 000	1 130 068 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2972	Projet Appui Enseignement Supérieur	Extérieur	IDA	2016-2018	16 500 000 000	6 448 000 000	-							-	-
2859	Construction et équipement Fac Pharmacie	ETAT	Budget National	2015-2019	-		1 900 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2444	Construct/équipement Pôle Universitaire de Ségou	ETAT	Budget National	2009-2019	-		380 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2770	Construction de la clôture du siège du CENOU	ETAT	Budget National	2014-2019	-		0	0	0	0	0	0	0	-	-
3036	Construction Equipemet salle de classe à l'ULSHB	ETAT	Budget National	2017-2019	-		607 825 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2769	Projet Equipement ENETP	ETAT	Budget National	2017-2019	-		95 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2218	Construction/Equipement Amphi 800 Places INFSS	ETAT	Budget National	2009-2018	1 307 000 000	1 307 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
2373	Extension infrastructures ENI	ETAT	Budget National	2009-2019	-		380 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2871	Rehabilitation Academie Malienne des Langues	ETAT	Budget National	2015-2021	310 000 000	310 000 000	100 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
2861	Programme Multi-Acteurs Appui Petite Enfance	ETAT	Budget National	2015-2021	1 211 000 000	761 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	300 000 000	300 000 000
2 935	Projet Appui Enfants en besoins éducatifs spécieux	Etat	Budget National	2016-2021	879 000 000	429 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	300 000 000	300 000 000
2 973	Projet Appui Education Bilingue de Base/BID	Etat	Budget National	2016-2021	495 000 000	238 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
		BID/FS	Prêt		12 500 000 000	375 000 000	0							-	-
			Sous total Projets en cours		62 030 000 000	30 621 000 000	6 686 393 000	5 150 000 000	5 150 000 000	5 200 000 000	5 200 000 000	5 100 000 000	5 100 000 000	15 450 000 000	15 450 000 000
3 080	Projet construction ENSUP	ETAT	Budget National	2019-2019			1 300 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
3 233	CONSTRUCTION NOUVEAUX BUREAUX DE LA DFM/MEN	ETAT	Budget National	2021-2023	2 200 000 000	0	250 000 000	2 200 000 000	500 000 000	0	1 200 000 000	0	500 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000
			Sous total nouveaux projets		3 100 000 000	0	1 550 000 000	2 200 000 000	500 000 000	0	1 200 000 000	0	500 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000
			TOTAL GENERAL		65 130 000 000	30 621 000 000	8 236 393 000	7 350 000 000	5 650 000 000	5 200 000 000	6 400 000 000	5 100 000 000	5 600 000 000	17 650 000 000	17 650 000 000
														-	-
			Sous-total projets en cours		62 030 000 000	30 621 000 000	6 686 393 000	5 150 000 000	5 150 000 000	5 200 000 000	5 200 000 000	5 100 000 000	5 100 000 000	15 450 000 000	15 450 000 000
			Sous-total nouveau projet		3 100 000 000	0	1 550 000 000	2 200 000 000	500 000 000	0	1 200 000 000	0	500 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000
			Total		65 130 000 000	30 621 000 000	8 236 393 000	7 350 000 000	5 650 000 000	5 200 000 000	6 400 000 000	5 100 000 000	5 600 000 000	17 650 000 000	17 650 000 000
														-	-
			Sous-total projets sur financement Etat		36 130 000 000	23 798 000 000	8 236 393 000	7 350 000 000	5 650 000 000	5 200 000 000	6 400 000 000	5 100 000 000	5 600 000 000	17 650 000 000	17 650 000 000
			Sous-total projets sur financement extérieur		29 000 000 000	6 823 000 000	0	0	0	0	0	0	0	-	-
			Total		65 130 000 000	30 621 000 000	8 236 393 000	7 350 000 000	5 650 000 000	5 200 000 000	6 400 000 000	5 100 000 000	5 600 000 000	17 650 000 000	17 650 000 000

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Duree du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2021-2023)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2 822	Réhabilitation bureaux Villa Présidence	Etat	Budget national	3 652 000 000	2015-2023	1 802 000 000	300 000 000	600 000 000	600 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
2 876	Réhabilitation Camp III Garde Presidentielle	Etat	Budget national	650 000 000	2015-2019	650 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3 114	CONSTRUCTION SIEGE DGSE	Etat	Budget national	9 119 000 000	2019-2021	119 000 000	3 500 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	6 500 000 000	6 500 000 000
2 892	REHABILITATION ANCIEN SGG	Etat	Budget national	1 095 000 000	2016-2019	1 095 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
			Sous total Projets en cours	14 516 000 000		3 666 000 000	3 800 000 000	2 600 000 000	2 600 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	2 800 000 000	2 800 000 000	7 700 000 000	7 700 000 000
3141	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU MUR DE CLOTURE DE LA PLATEFORME	Etat	Budget national	150 000 000	2021-2022	0	300 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
			Sous total Nouveau Projet	150 000 000		0	300 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
			TOTAL GENERAL	14 666 000 000		3 666 000 000	4 100 000 000	2 750 000 000	2 750 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	2 800 000 000	2 800 000 000	7 850 000 000	7 850 000 000
														0	0
			Sous-total projets en cours	14 516 000 000		3 666 000 000	3 800 000 000	2 600 000 000	2 600 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	2 800 000 000	2 800 000 000	7 700 000 000	7 700 000 000
			Sous-total nouveau projet	150 000 000		0	300 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
			Total	14 666 000 000		3 666 000 000	4 100 000 000	2 750 000 000	2 750 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	2 800 000 000	2 800 000 000	7 850 000 000	7 850 000 000
														0	0
			Sous-total projets sur financement Etat	14 666 000 000		3 666 000 000	4 100 000 000	2 750 000 000	2 750 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	2 800 000 000	2 800 000 000	7 850 000 000	7 850 000 000
			Sous-total projets sur financement extérieur	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
			Total	14 666 000 000		3 666 000 000	4 100 000 000	2 750 000 000	2 750 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	2 800 000 000	2 800 000 000	7 850 000 000	7 850 000 000

PRIMATURE

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de finance ment	Cout global de l'investissement estimé	Duree du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2823	Extention DAF Primature	Etat	Budget national	1 009 000 000	2015-2021	809 000 000	129 200 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
3027	Modernisation SGG	Etat	Budget national	789 000 000	2017-2019	339 000 000	104 900 000	300 000 000	300 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	450 000 000	450 000 000
2683	Projet d'appui à l'API-Mali	Etat	Budget national	250 000 000	2020-2020	0	140 437 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3029	Construction siège Autortité protection des données à caractère personnel	Etat	Budget national	1 187 000 000	2017-2021	1 087 000 000	38 760 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	Etat	Budget national	783 000 000	2020-2022		129 200 000	200 000 000	200 000 000	283 000 000	283 000 000	0	0	483 000 000	483 000 000
3098	Const/Equip,Direction Générale Contentieux Etat	Etat	Budget national	400 000 000	2018-2021	200 000 000	114 340 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
Sous total Projets en cours				16 461 000 000		14 478 000 000	656 837 000	800 000 000	800 000 000	433 000 000	433 000 000			1 233 000 000	1 233 000 000
														0	0
Sous total nouveaux projets				0		0	0	0	0	0	0			0	0
	TOTAL GENERAL			16 461 000 000		14 478 000 000	656 837 000	800 000 000	800 000 000	433 000 000	433 000 000			1 233 000 000	1 233 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours				16 461 000 000		14 478 000 000	656 837 000	800 000 000	800 000 000	433 000 000	433 000 000			1 233 000 000	1 233 000 000
Sous-total nouveau projet				0		0	0	0	0	0	0			0	0
Total				16 461 000 000		14 478 000 000	656 837 000	800 000 000	800 000 000	433 000 000	433 000 000			1 233 000 000	1 233 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat				16 461 000 000		14 478 000 000	656 837 000	800 000 000	800 000 000	433 000 000	433 000 000			1 233 000 000	1 233 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				0		0	0	0						0	0
Total				16 461 000 000		14 478 000 000	656 837 000	800 000 000	800 000 000	433 000 000	433 000 000			1 233 000 000	1 233 000 000

MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2358	Appui CPS Secteur Culture & Jeunesse	Etat	Budget national	2008-2023	1 290 000 000	915 000 000	67 591 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
2357	Réhabilitation Palais de la Culture	Etat	Budget national	2008-2021	3 624 000 000	2 774 000 000	143 450 000	470 000 000	470 000 000	0	0	0	0	470 000 000	470 000 000
3053	Equip. Conservatoire Arts et Métiers	Etat	Budget national	2012-2022	2 640 000 000	1 770 000 000	158 039 000	250 000 000	300 000 000	0	120 000 000	0	0	250 000 000	420 000 000
2 816	Réhabilitation Musée national	Etat	Budget national	2017-2021	918 000 000	618 000 000	230 171 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
3 031	Projet d'équipement CNCM	Etat	Budget national	2017-2020	1 191 000 000	841 000 000	0	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
3 032	Programme construct/réhab parcs publics et monuments	Etat	Budget national	2017-2023	2 194 000 000	694 000 000	193 800 000	500 000 000	500 000 000	400 000 000	400 000 000	300 000 000	300 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3 033	Aménagement de la Tour d'Afrique	Etat	Budget national	2017-2020	942 000 000	492 000 000	51 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
3 196	Projet Amenagement Memorial Modibo KEITA	Etat	Budget national	2020-2023	400 000 000	0	76 500 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	300 000 000	300 000 000
3 034	Aménagement Pyramide du Souvenir	Etat	Budget national	2017-2020	805 000 000	480 000 000	0	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
2242	Travaux de Construction des Villages Artisanaux	Etat	Budget National	2007-2023	#REF!	5 912 000 000	330 950 000	0	350 000 000	0	0	0	0	0	350 000 000
2244	Projet Fléchage des Sites Touristiques	Etat	Budget National	2007-2019	#REF!	739 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2757	Réh/Equipement Centre de Devéloppement de l'Artisanat Textile	Etat	Budget National	2014-2022	2 205 000 000	1 042 000 000	266 475 000	550 000 000	550 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	750 000 000	750 000 000
2841	Projet d'extension siège APCMM	Etat	Budget national	2015-2021	617 000 000	617 000 000	24 225 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total projets en cours					14 004 000 000	8 584 000 000	1 542 201 000	2 920 000 000	3 320 000 000	850 000 000	970 000 000	400 000 000	400 000 000	4 170 000 000	4 690 000 000
3341	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CICB	Etat					0	1 000 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000
3342	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE ACTION CULTURELLE	Etat					0	500 000 000	200 000 000	0	300 000 000	0	0	500 000 000	500 000 000
3256	CONSTRUCTION MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	Etat	Budget national	2021-2022	350 000 000		215 175 000	350 000 000	350 000 000	0	0	0	0	350 000 000	350 000 000
Sous-total nouveau projet					750 000 000	0	215 175 000	1 850 000 000	1 050 000 000	0	800 000 000	0	0	1 850 000 000	1 850 000 000
Total					14 754 000 000	8 584 000 000	1 757 376 000	4 770 000 000	4 370 000 000	850 000 000	1 770 000 000	400 000 000	400 000 000	6 020 000 000	6 540 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours					14 004 000 000	8 584 000 000	1 542 201 000	2 920 000 000	3 320 000 000	850 000 000	970 000 000	400 000 000	400 000 000	4 170 000 000	4 690 000 000
Sous-total nouveau projet					750 000 000	0	215 175 000	1 850 000 000	1 050 000 000	0	800 000 000	0	0	1 850 000 000	1 850 000 000
Total					14 754 000 000	8 584 000 000	1 757 376 000	4 770 000 000	4 370 000 000	850 000 000	1 770 000 000	400 000 000	400 000 000	6 020 000 000	6 540 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat					14 354 000 000	8 584 000 000	1 757 376 000	4 770 000 000	4 370 000 000	850 000 000	1 770 000 000	400 000 000	400 000 000	6 020 000 000	6 540 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0					0	0
TOTAL GENERAL					14 354 000 000	8 584 000 000	1 757 376 000	4 770 000 000	4 370 000 000	850 000 000	1 770 000 000	400 000 000	400 000 000	6 020 000 000	6 540 000 000

MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DES DOMAINES, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Duree du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2 768	Projet de Renforcement des Capacités Domaines Affaires Foncières	Etat	Budget National	1 127 000 000	2015-2021	627 000 000	199 892 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
2 909	Programme Réfection Bâtiments Publics	Etat	Budget National	3 010 000 000	2017-2023	610 000 000	437 700 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	2 400 000 000	2 400 000 000
2 826	Appui Renforcement mise œuvre Dispositif Instut Jurid Améng Terr	Etat					284 111 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000
2064	APPUI A LA GESTION DE LA POLITIQUE NATIONALE POPULATION	Etat					188 013 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3246	Appui à l'ONDD	Etat					178 295 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
2938	DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE / IDA	Etat					101 386 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
		IDA						0	2 000 000 000		0		0	0	2 000 000 000
2828	Construction/Equipement DGABE	Etat	Budget national	#REF!	2016-2023	1 472 000 000	337 500 000	0	600 000 000	0	0	0	0	0	600 000 000
1 995	Construction Directions Nationale et Régionales des Domaines et du Cadastre	Etat	Budget National	7 707 000 000	2017-2023	4 957 000 000	251 250 000	1 250 000 000	700 000 000	0	550 000 000	0	0	1 250 000 000	1 250 000 000
3081	Projet d'Appui aux Communes Urbaines du Mali	IDA/Coop Suisse	Prêt (IDA)/sub Suisse)	41 437 000 000	2012-2019	33 122 000 000	0							0	0
		Etat	Budget National	323 000 000		293 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3153	Construction /équipement bureaux des domaines et cadastre de Kati	Etat	Budget National	1 500 000 000	2020-2023	0	135 000 000	1 200 000 000	300 000 000	0	500 000 000	0	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
2907	Projet de mise en place d'un système d'information foncier sécurisé	Etat	Budget National	12 868 000 000	2016-2023	4 668 000 000	1 261 511 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000
1582	Elaboration des Schémas Directeurs d'Urbanisme (SDU)	Etat	Budget National	#REF!	1999-2023	4 599 000 000	217 243 000	350 000 000	350 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	650 000 000	650 000 000
2 882	Programme de Construction de 50 000 Logements Sociaux	Etat	Budget National	30 522 000 000	2015-2023	15 522 000 000	2 422 500 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	15 000 000 000	15 000 000 000
3228	RATTACHEMENT ET MISE A JOUR DES TITRES FONCIERS	Etat	Budget National	1 200 000 000	2021-2023	0	143 221 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3328	VILLES DU MALI SANS BIDONS VILLES	Etat					0	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
3329	CONFECTION D'UN CADATRE EXPEDIE	Etat					0	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3327	SYSTÈME D'INFORMATION STATISTITQUE DES VILLES (SISV)	Etat					0	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
3229	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	Etat	Budget National	1 000 000 000	2021-2022	0	0	1 000 000 000	300 000 000	0	300 000 000	0	400 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
3289	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT IMMEUBLE R+2 DFM/ARCHIVES/CADD DOMAINES	Etat	Budget National	2 000 000 000	2021-2023	0	0	2 000 000 000	650 000 000	0	900 000 000	0	450 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
			Sous total projets en cours			65 870 000 000	5 262 596 000	16 000 000 000	15 100 000 000	9 700 000 000	11 950 000 000	9 400 000 000	10 650 000 000	35 100 000 000	37 700 000 000
	Sous total nouveau projet			4 200 000 000		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
			TOTAL GENERAL			65 870 000 000	5 262 596 000	16 000 000 000	15 100 000 000	9 700 000 000	11 950 000 000	9 400 000 000	10 650 000 000	35 100 000 000	37 700 000 000
														0	0
			Sous total projets en cours			65 870 000 000	5 262 596 000	16 000 000 000	15 100 000 000	9 700 000 000	11 950 000 000	9 400 000 000	10 650 000 000	35 100 000 000	37 700 000 000
			Sous-total nouveau projet	4 200 000 000		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
			Total			65 870 000 000	5 262 596 000	16 000 000 000	15 100 000 000	9 700 000 000	11 950 000 000	9 400 000 000	10 650 000 000	35 100 000 000	37 700 000 000
														0	0
			Sous-total projets sur financement Etat			32 748 000 000	5 262 596 000	16 000 000 000	13 100 000 000	9 700 000 000	11 950 000 000	9 400 000 000	10 650 000 000	35 100 000 000	35 700 000 000
			Sous-total projets sur financement extérieur	41 437 000 000		33 122 000 000	0	0	2 000 000 000	0	0	0	0	0	2 000 000 000
			TOTAL GENERAL			65 870 000 000	5 262 596 000	16 000 000 000	15 100 000 000	9 700 000 000	11 950 000 000	9 400 000 000	10 650 000 000	35 100 000 000	37 700 000 000

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Duree du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2 929	Réhab Infrastructures Tutelle CT-	Etat	Budget National	3 847 000 000	2016-2023	1 297 000 000	223 768 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	2 100 000 000	2 100 000 000
2329	Appui CPS	Etat	Budget National	1 137 000 000	2009-2023	762 000 000	67 591 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	Etat					1 805 000 000	1 900 000 000	1 900 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	4 400 000 000	4 400 000 000
2777	REH, EQUIPEMENT INFRASTRUCT REGION DE KIDAL (PURD)	Etat					665 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	500 000 000	500 000 000	1 900 000 000	1 900 000 000
3273	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE MOPTI	Etat					687 344 000	760 000 000	760 000 000	700 000 000	700 000 000	60 000 000	60 000 000	1 520 000 000	1 520 000 000
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	Etat					722 000 000	760 000 000	760 000 000	700 000 000	700 000 000	600 000 000	600 000 000	2 060 000 000	2 060 000 000
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	Etat					1 425 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	750 000 000	750 000 000	3 250 000 000	3 250 000 000
3022	REH, EQUIPEMENT INFRASTRUCT REGION DE MENAKA (PURD)	Etat					570 000 000	600 000 000	600 000 000	400 000 000	400 000 000	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000
3023	REH, EQUIPEMENT INFRASTRUCT REGION DE TAOUDENIT (PURD)	Etat					570 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	Etat					913 413 000	1 000 000 000	1 000 000 000	750 000 000	750 000 000	500 000 000	500 000 000	2 250 000 000	2 250 000 000
3121	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUE DISTRICT DE BAMAKO	Etat					1 425 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000
2776	REH, EQUIPEMENT INFRASTRUCT REGION DE GAO (PURD)	Etat					285 000 000	300 000 000	300 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	500 000 000	500 000 000
2775	REH, EQUIPEMENT INFRASTRUCT REGION DE TOMBOUCTOU (PURD)	Etat					380 000 000	400 000 000	400 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	700 000 000	700 000 000
3067	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE NARA	Etat					427 443 000	1 500 000 000	665 000 000	0	665 000 000	0	170 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3068	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE SAN	Etat					427 443 000	1 500 000 000	665 000 000	0	665 000 000	0	170 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	Etat					339 150 000	1 500 000 000	665 000 000	0	665 000 000	0	170 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	Etat					449 939 000	1 500 000 000	665 000 000	0	665 000 000	0	170 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3069	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE NIORO DU SAHEL	Etat					631 750 000	1 500 000 000	665 000 000	0	665 000 000	0	170 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3071	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE KITA	Etat					427 443 000	1 500 000 000	665 000 000	0	665 000 000	0	170 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3074	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BOUGOUNI	Etat					631 750 000	1 500 000 000	665 000 000	0	665 000 000	0	170 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3360	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CITE ADMINISTRATIVE REGIONALE/BOUGOUNI	Etat					0	2 000 000 000	700 000 000	0	700 000 000	0	600 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
3073	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE	Etat					631 750 000	1 500 000 000	665 000 000	0	665 000 000	0	170 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000

	DIOILA														
3079	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE KOUTIALA	Etat					631 750 000	1 500 000 000	665 000 000	0	665 000 000	0	170 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
2875	Contrat Plan Etat/Régions	Etat	Budget National	9 939 000 000	2015-2019	9 939 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3 046	Programme Bornage Développement des zones frontières	Etat	Budget National	1 904 000 000	2017-2023	554 000 000	174 084 000	300 000 000	300 000 000	350 000 000	350 000 000	400 000 000	400 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000
2 964	PROGRAMME DE REHABILITATION/EQUIPMT DES PIEDS A TERRE	Etat	Budget National	3 955 000 000	2016-2022	1 955 000 000	242 250 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 488 000 000	2020-2023	0	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	1 116 000 000	1 116 000 000
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 488 000 000	2020-2023	0	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	1 116 000 000	1 116 000 000
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 488 000 000	2020-2023	0	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	1 116 000 000	1 116 000 000
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 488 000 000	2020-2023	0	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	1 116 000 000	1 116 000 000
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 488 000 000	2020-2023	0	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	1 116 000 000	1 116 000 000
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 488 000 000	2020-2023	0	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	1 116 000 000	1 116 000 000
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 488 000 000	2020-2023	0	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	1 116 000 000	1 116 000 000
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 488 000 000	2020-2023	0	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	1 116 000 000	1 116 000 000
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 488 000 000	2020-2023	0	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	1 116 000 000	1 116 000 000
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 488 000 000	2020-2023	0	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	372 000 000	1 116 000 000	1 116 000 000
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO(CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ETAT	Budget National	1 520 000 000	2020-2023	0	380 000 000	380 000 000	380 000 000	380 000 000	380 000 000	380 000 000	380 000 000	1 140 000 000	1 140 000 000
3 303	Projet d'Amélioration de l'Accès à l'Eau potable	Beligique	Sub		2021-2023		3 383 000 000	0	4 416 000 000	0	1 882 000 000		0	0	6 298 000 000
3145	Programme Décentralisation et Bonne Gouvernance (MLI 023)	Extérieur	Luxembourg	2 906 123 063	2019-2020	2 030 000 000	0		0					0	0
3146	Programme de Développement Durable dans la Région de Kidal (DDRK IV)	Extérieur	Luxembourg	6 683 493 652	2019-2020	5 099 000 000	0		0					0	0
3147	Programme de Développement Durable dans la Région de Gao (DDRG) DDRG	Extérieur	Luxembourg	4 477 390 297	2019-2020	3 510 000 000	0		0					0	0
Sous total Projets en cours				52 887 007 012	0	26 784 000 000	8 590 693 000	31 720 000 000	27 321 000 000	14 600 000 000	23 167 000 000	11 810 000 000	13 940 000 000	58 130 000 000	64 428 000 000
														0	0
Sous total Nouveaux Projets				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL				52 887 007 012	0	26 784 000 000	8 590 693 000	31 720 000 000	27 321 000 000	14 600 000 000	23 167 000 000	11 810 000 000	13 940 000 000	58 130 000 000	64 428 000 000
														0	0
	Sous-total projets en cours			52 887 007 012	0	26 784 000 000	8 590 693 000	31 720 000 000	27 321 000 000	14 600 000 000	23 167 000 000	11 810 000 000	13 940 000 000	58 130 000 000	64 428 000 000
	Sous-total nouveau projet			0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total				52 887 007 012	0	26 784 000 000	8 590 693 000	31 720 000 000	27 321 000 000	14 600 000 000	23 167 000 000	11 810 000 000	13 940 000 000	58 130 000 000	64 428 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat				37 182 000 000	0	14 507 000 000	5 207 693 000	31 720 000 000	22 905 000 000	14 600 000 000	21 285 000 000	11 810 000 000	13 940 000 000	58 130 000 000	58 130 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				14 067 007 012	0	10 639 000 000	3 383 000 000	0	4 416 000 000	0	1 882 000 000	0	0	0	6 298 000 000
Total				51 249 007 012	0	25 146 000 000	8 590 693 000	31 720 000 000	27 321 000 000	14 600 000 000	23 167 000 000	11 810 000 000	13 940 000 000	58 130 000 000	64 428 000 000

MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2212	Réhabilitation/Extension Hôpital Point "G"	Etat	Budget National	3 840 000 000	2006-2023	3 040 000 000	310 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	500 000 000	500 000 000
2379	Appui à la Cellule de Planification et de Statistique (CPS)	Etat	Budget National	648 000 000	2017-2023	213 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	360 000 000	360 000 000
2215	Réhabilitation/Extension Hôpital Kati	Etat	Budget National	3 140 000 000	2005-2023	2 590 000 000	400 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	400 000 000	400 000 000
2214	Réhabilitation/Extension l'Hôpital Gabriel Touré	Etat	Budget National	3 976 000 000	2004-2023	3 176 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	600 000 000	600 000 000
2061	Réhabilitation/Extension IOTA	Etat	Budget National	2 593 000 000	2007-2023	2 243 000 000	200 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	200 000 000	200 000 000
3006	Laboratoire National de la Santé	Etat	Budget National	1 021 000 000	2017-2023	521 000 000	250 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	300 000 000	300 000 000
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI						2 000 000 000	2 000 000 000	500 000 000	0	1 000 000 000	0	500 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
2582	Aménag/Equip Centre de Recherche et de Lutte contre la Drepanocytose	Etat	Budget National	2 134 000 000	2011-2022	834 000 000	200 000 000	800 000 000	200 000 000	0	600 000 000	0	0	800 000 000	800 000 000
2638	Construction Centre Telesanté et Informatique Médicale	Etat	Budget National	3 119 000 000	2016-2022	1 419 000 000	270 000 000	1 000 000 000	300 000 000	0	600 000 000	0	0	1 000 000 000	900 000 000
2978	Projet d'Amélioration Plateau technique Hôpitaux Markala/Koutiala/Koulikoro	Etat	Budet National	35 303 000 000	2017-2023	12 503 000 000	3 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000	7 000 000 000	7 000 000 000	18 000 000 000	18 000 000 000
3191	RENOVATION/EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KAYES	Etat	Budget National	950 000 000	2020-2023	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	250 000 000	250 000 000	300 000 000	300 000 000	750 000 000	750 000 000
3192	RENOVATION/EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KOULIKORO	Etat	Budget National	950 000 000	2020-2023	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	250 000 000	250 000 000	300 000 000	300 000 000	750 000 000	750 000 000
3193	RENOVATION/EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE SIKASSO	Etat	Budget National	950 000 000	2020-2023	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	250 000 000	250 000 000	300 000 000	300 000 000	750 000 000	750 000 000
3194	RENOVATION/EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE SEGOU	Etat	Budget National	950 000 000	2020-2023	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	250 000 000	250 000 000	300 000 000	300 000 000	750 000 000	750 000 000
3195	RENOVATION/EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE MOPTI	Etat	Budget National	950 000 000	2020-2023	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	250 000 000	250 000 000	300 000 000	300 000 000	750 000 000	750 000 000
3197	RENOVATION/EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE GAO	Etat	Budget National	950 000 000	2020-2023	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	250 000 000	250 000 000	300 000 000	300 000 000	750 000 000	750 000 000
3258	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE SIKASSO						300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3262	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE TOMBOUCTOU						300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3268	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KIDAL						300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3271	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE MOPTI						300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3275	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION SEGOU						300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3278	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KOULIKORO						300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3281	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE MENAKA						300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3284	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE TAOUDENIT						300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3287	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE KAYES						300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
3265	PROJET DE CONSTRUCTION CENTRES DE SANTE REGION DE GAO						300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
2216	Réhabilitation/Extension l'INRSP	Etat	Budget National	1 999 000 000	2007-2020	1 849 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3007	Construction/Equipement des hôpitaux	Etat	Budet National	52 039 000 000	2017-2023	5 539 000 000	7 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	12 500 000 000	12 500 000 000	13 000 000 000	13 000 000 000	35 500 000 000	35 500 000 000
2429	Appui Programme ODHD	Etat	Budget National	#REF!	2009-2023	3 431 000 000	357 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
2934	Appui au Comité Suivi PURD	Etat	Budget National	#REF!	2016-2019	775 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3103	Construction de 6 Centres de Paiement Pension du district de Bamako (CMSS)	Etat	Budget National	#REF!	2018-2020	126 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3104	Projet de mise en place de la Base de Données Informations Sociales	Etat	Budget National	-	2018-2019	89 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3 039	Projet Appui Réinsertion socio économique des populations du Nord Mali	BAD	Subvention	8 000 000 000	2017-	205 000 000	0		0					0	0
		Etat	Budget National	591 000 000	2021	205 000 000	54 000 000	100 000 000	100 000 000	50 000 000	50 000 000	0	0	150 000 000	150 000 000
3238	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/CEPRIS/DRH	Etat	Budget National	1 390 000 000	2021-2023		70 000 000	0	150 000 000	0	600 000 000	0	640 000 000	0	1 390 000 000
3239	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE ONAPUMA	Etat	Budget National	1 900 000 000	2021-2023		500 000 000	0	600 000 000	0	1 000 000 000	0	300 000 000	0	1 900 000 000
3292	AMENAGEMENT CNAOM	Etat	Budget National	0	2021-		270 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement	Durée du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
					2021										
3232	Programme National de Réduction de la Pauvreté dans les 200 communes les plus pauvres du Mali	Etat	Budget National	600 000 000	2021-2023		182 500 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
3159	REHABILITATION/EXTENSION INSP	Etat	Budget National	500 000 000	2021-2023		250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	500 000 000	500 000 000
			Total projets en cours	115 512 000 000	0	38 758 000 000	13 661 000 000	25 070 000 000	23 020 000 000	25 020 000 000	28 820 000 000	25 520 000 000	26 960 000 000	75 610 000 000	78 800 000 000
3334	CONSTRCUTION/EQUIPEMENT HOPITAL DERMATOLOGIE DE BAMAKO							1 200 000 000	300 000 000	0	500 000 000	0	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
3335	CONSTRUCTION D'UN CENTRE REGIONAL D'APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE ET DE REEDUCATION FONCTIONNELLE A KAYES						0	800 000 000	400 000 000	0	400 000 000	0	0	800 000 000	800 000 000
3359	REHABILITATION/EQUIPEMENT ANEH						0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
3336	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN BUREAU R+3 DANS LA COUR DE LA DNPSES						0	750 000 000	200 000 000	0	350 000 000	0	200 000 000	750 000 000	750 000 000
3333	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CNOS						0	5 000 000 000	600 000 000	0	2 000 000 000	0	2 000 000 000	5 000 000 000	4 600 000 000
Sous-total nouveau projet					0	38 758 000 000	0	7 950 000 000	1 700 000 000	200 000 000	3 450 000 000	200 000 000	2 800 000 000	8 350 000 000	7 950 000 000
Total					0	77 516 000 000	13 661 000 000	33 020 000 000	24 720 000 000	25 220 000 000	32 270 000 000	25 720 000 000	29 760 000 000	83 960 000 000	86 750 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours					0	38 758 000 000	13 661 000 000	25 070 000 000	23 020 000 000	25 020 000 000	28 820 000 000	25 520 000 000	26 960 000 000	75 610 000 000	78 800 000 000
Sous-total nouveau projet					0	38 758 000 000	0	7 950 000 000	1 700 000 000	200 000 000	3 450 000 000	200 000 000	2 800 000 000	8 350 000 000	7 950 000 000
	Total				0	77 516 000 000	13 661 000 000	33 020 000 000	24 720 000 000	25 220 000 000	32 270 000 000	25 720 000 000	29 760 000 000	83 960 000 000	86 750 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat				125 002 000 000		33 927 000 000	13 661 000 000	33 020 000 000	24 720 000 000	25 220 000 000	32 270 000 000	25 720 000 000	29 760 000 000	83 960 000 000	86 750 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL				125 002 000 000	0	33 927 000 000	13 661 000 000	33 020 000 000	24 720 000 000	25 220 000 000	32 270 000 000	25 720 000 000	29 760 000 000	83 960 000 000	86 750 000 000

MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT

N°RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de finance ment	Cout global de l'investissement estimé	Duree du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1935	Projet Developpement Institutionnel du CDI	Etat	Budget National	891 000 000	2017-2023	356 000 000	233 000 000	250000000	250000000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000
Sous total Projets en cours				891 000 000		356 000 000	233 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000
														0	0
Sous total nouveaux projets				0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL GENERAL			891 000 000		356 000 000	233 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000

Sous-total projets en cours	891 000 000		356 000 000	233 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000			
Sous-total nouveau projet	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Total	891 000 000		356 000 000	233 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000			

Sous-total projets sur financement Etat	891 000 000		356 000 000	233 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000			
Sous-total projets sur financement extérieur	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Total	891 000 000		356 000 000	233 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000			

COUR SUPREME

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Duree du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2894	Construction/Equip Section des Comptes/CC	Etat	Budget National	3 734 000 000	2016-2021	234 000 000	121 125 000	3 500 000 000	800 000 000	0	1 300 000 000	0	1 400 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000
Sous total Projet ancien				3 734 000 000		234 000 000	121 125 000	3 500 000 000	800 000 000	0	1 300 000 000	0	1 400 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000
TOTAL GENERAL				3 734 000 000	0	234 000 000	121 125 000	3 500 000 000	800 000 000	0	1 300 000 000	0	1 400 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000
														0	0

Sous-total projets en cours	3 734 000 000		234 000 000	121 125 000	3 500 000 000	800 000 000	0	1 300 000 000	0	1 400 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000			
Sous-total nouveau projet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Total	3 734 000 000		234 000 000	121 125 000	3 500 000 000	800 000 000	0	1 300 000 000	0	1 400 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000			
														0	0

Sous-total projets sur financement Etat	3 734 000 000		234 000 000	121 125 000	3 500 000 000	800 000 000	0	1 300 000 000	0	1 400 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000			
Sous-total projets sur financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Total	3 734 000 000		234 000 000	121 125 000	3 500 000 000	800 000 000	0	1 300 000 000	0	1 400 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000			

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Duree du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2744	Programme d'acquisistion et de construction de logement, de résidence et chancelleries pour diplomates	Etat	Budget National	13 558 000 000	2014-2023	3 758 000 000	1 114 350 000	2 300 000 000	2 300 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	7 800 000 000	7 800 000 000
2326	Appui à la CPS	Etat	Budget National	1 368 000 000	2008-2023	798 000 000	101 386 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	450 000 000
3157	Acquisition de chancellerie du Mali au Caire	Etat	Budget National	3 000 000 000	2020-2023		135 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
3030	Projet construction/Equip DFM/DRH/CPS secteur coopération	Etat	Budget National	2 027 000 000	2017-2021	1 527 000 000	135 660 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous total Projets en cours				19 953 000 000		6 083 000 000	1 486 396 000	2 550 000 000	2 550 000 000	2 650 000 000	2 650 000 000	3 150 000 000	3 150 000 000	8 350 000 000	8 350 000 000
3332	PROJET DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU SIEGE DU PROTOCOLE DE LA REPUBLIQUE	**Etat**					0	1 500 000 000	300 000 000	0	500 000 000	0	700 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
Sous total Projets nouveaux							0	1 500 000 000	300 000 000	0	500 000 000	0	700 000 000	7 800 000 000	7 800 000 000
TOTAL GENERAL							1 486 396 000	3 950 000 000	2 850 000 000	2 650 000 000	3 150 000 000	3 150 000 000	3 850 000 000	7 800 000 000	7 800 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours				19 953 000 000	0	6 083 000 000	1 486 396 000	2 550 000 000	2 550 000 000	2 650 000 000	2 650 000 000	3 150 000 000	3 150 000 000	8 350 000 000	8 350 000 000
Sous-total nouveau projet							0	1 500 000 000	300 000 000	0	500 000 000	0	700 000 000	7 800 000 000	7 800 000 000
Total							1 486 396 000	3 950 000 000	2 850 000 000	2 650 000 000	3 150 000 000	3 150 000 000	3 850 000 000	7 800 000 000	7 800 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat				16 953 000 000	0	6 083 000 000	1 486 396 000	4 050 000 000	2 850 000 000	2 650 000 000	3 150 000 000	3 150 000 000	3 850 000 000	9 850 000 000	9 850 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				0		0	0	0	0	0	0			0	0
TOTAL GENERAL				16 953 000 000		6 083 000 000	1 486 396 000	4 050 000 000	2 850 000 000	2 650 000 000	3 150 000 000	3 150 000 000	3 850 000 000	9 850 000 000	9 850 000 000

MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Durée du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2762	Construction de la nouvelle Maison d'Arrêt de Bamako	Etat	Budget National	2014-2021	10 498 000 000	5 498 000 000	548 915 000	0	3 000 000 000	0	0	0	0	0	3 000 000 000
3 042	Construction/équipement INFJ Demba DIALLO	Etat	Budget national	2017-2021	1 891 000 000	1 091 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0	0	0	0	0	200 000 000
3 051	Programme d'Urgence Renforcement du système Judiciaire	Etat	Budget National	2016-2019	3 904 000 000	3 904 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2359	Appui à la CPS	Etat	Budget national	2008-2023	1 252 000 000	877 000 000	75 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
				Sous total Projets anciens	17 545 000 000	11 370 000 000	823 915 000	100 000 000	3 300 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	3 500 000 000
	Sous total Nouvaux projets				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL GENERAL				17 545 000 000	11 370 000 000	823 915 000	100 000 000	3 300 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	3 500 000 000
					0									0	0
				Sous-total projets en cours	17 545 000 000	11 370 000 000	823 915 000	100 000 000	3 300 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	3 500 000 000
				Sous-total nouveau projet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
				Total	17 545 000 000	11 370 000 000	823 915 000	100 000 000	3 300 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	3 500 000 000
														0	0
				Sous-total projets sur financement Etat	17 545 000 000	11 370 000 000	823 915 000	100 000 000	3 300 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	3 500 000 000
				Sous-total projets sur financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
				TOTAL GENERAL	17 545 000 000	11 370 000 000	823 915 000	100 000 000	3 300 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	3 500 000 000

MINISTERE DES MALIENS ETABLIS A L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE

N° RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Cout global de l'investissement estimé	Duree du projet	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2384	Appui programme TOKTEN	Etat	Budget National	707 000 000	2017-2021	437 000 000	101 386 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
		PNUD	Subvention	200 000 000		150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2925	Projet Appui Insertion/réinsert Migrants maliensde retour volontaire et involontaire	Etat	Budget National	1 285 000 000	2016-2023	635 000 000	143 450 000	200 000 000	200 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	450 000 000	450 000 000
Sous total Projets en cours				2 192 000 000		1 222 000 000	244 836 000	300 000 000	300 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	550 000 000	550 000 000
3247	PROJET DE CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE DGME CT CO-DEVELOPPEMENT TOKTEN	Etat	Budget National	450 000 000	2021-2021		255 325 000	450 000 000	450 000 000	0	0	0	0	450 000 000	450 000 000
Sous total Nouveau Projet				450 000 000		0	255 325 000	450 000 000	450 000 000	0	0	0	0	450 000 000	450 000 000
TOTAL GENERAL				2 642 000 000		1 222 000 000	500 161 000	750 000 000	750 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours				2 192 000 000		1 222 000 000	244 836 000	300 000 000	300 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	550 000 000	550 000 000
Sous-total nouveau projet				450 000 000		0	255 325 000	450 000 000	450 000 000	0	0	0	0	450 000 000	450 000 000
Total				2 642 000 000		1 222 000 000	500 161 000	750 000 000	750 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat				2 442 000 000		1 072 000 000	500 161 000	750 000 000	750 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur				200 000 000		150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total				2 642 000 000	0	1 222 000 000	500 161 000	750 000 000	750 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1960	Programme Renforcement des Capacités par la Formation (PPTE)	Etat	Budget National	2003-2023	8 378 000 000	5 928 000 000	461 624 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	650 000 000	650 000 000	1 850 000 000	1 850 000 000
3041	Construction salle d'archives	Etat	Budget National	2017-2019	160 000 000	160 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2870	Construction Equipement Annexes MTFPRE	Etat	Budget National	2015-2021	2 649 000 000	1 949 000 000	364 750 000	400 000 000	400 000 000	0	0	0	0	400 000 000	400 000 000
				Sous total Projets en cours	11 187 000 000	8 037 000 000	826 374 000	1 000 000 000	1 000 000 000	600 000 000	600 000 000	650 000 000	650 000 000	2 250 000 000	2 250 000 000
				Sous total nouveaux projets	0	160 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL GENERAL				11 187 000 000	8 197 000 000	826 374 000	1 000 000 000	1 000 000 000	600 000 000	600 000 000	650 000 000	650 000 000	2 250 000 000	2 250 000 000
														0	0
				Sous-total projets en cours	11 187 000 000	8 037 000 000	826 374 000	1 000 000 000	1 000 000 000	600 000 000	600 000 000	650 000 000	650 000 000	2 250 000 000	2 250 000 000
				Sous-total nouveau projet	0	160 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
				Total	11 187 000 000	8 197 000 000	826 374 000	1 000 000 000	1 000 000 000	600 000 000	600 000 000	650 000 000	650 000 000	2 250 000 000	2 250 000 000
														0	0
				Sous-total projets sur financement Etat	11 187 000 000	8 037 000 000	826 374 000	1 000 000 000	1 000 000 000	600 000 000	600 000 000	650 000 000	650 000 000	2 250 000 000	2 250 000 000
				Sous-total projets sur financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
				Total	11 187 000 000	8 037 000 000	826 374 000	1 000 000 000	1 000 000 000	600 000 000	600 000 000	650 000 000	650 000 000	2 250 000 000	2 250 000 000

COUR CONSTITUTIONNELLE

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3308	REHABILITATION RENOVATION COUR CONSTITUTIONNELLE	ETAT	Budget National	2021-2021	100 000 000	0	48 450 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
Sous-total projets en cours							48 450 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
														0	0
Sous-total nouveau projet					100 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total							48 450 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours							48 450 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
Sous-total nouveau projet					100 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total							48 450 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat							48 450 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL							48 450 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000

MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2657	Construction Centre Médecine Sportive	Etat	Budget national	2010-2021	3 963 000 000	1 463 000 000	230 619 000	2 500 000 000	700 000 000	0	1 000 000 000	0	800 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
2360	Rénovation Stade Modibo Keïta	Etat	Budget national	2008-2023	4 245 000 000	2 595 000 000	169 575 000	1 400 000 000	300 000 000	0	500 000 000	0	600 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000
2699	Construction Hôtel de la Jeunesse et des Sports	Etat	Budget national	2013-2023	4 200 000 000	690 000 000	131 250 000	0	300 000 000	0	400 000 000	0	500 000 000	0	1 200 000 000
2278	Programme National Promotion Jeunesse	Etat	Budget national	2007-2023	9 031 000 000	4 631 000 000	937 965 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	3 400 000 000	3 400 000 000
3110	PROJET APPUI RENFORCEMENT CAPACT JEUNES POUR MEILLEURE INCLUSION DANS LA PAIX AU MALI (PARC-JEUNESSE-MALI)	Etat	Budget national	2018-2020	294 000 000	228 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2833	Construction Palais des Pionniers	Etat	Budget national	2015-2019	2 112 000 000	2 112 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3054	Aménagement des Stades CAN et annexes	Etat	Budget national	2017-2022	2 797 000 000	2 247 000 000	86 600 000	150 000 000	150 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	250 000 000	250 000 000
2 896	Aménagement/sécurisation Champ Hippique de Bamako	Etat	Budget national	2017-2020	501 000 000	311 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3249	REHABILITATION STADE DU 26 MARS	Etat	Budget national	2021-2022	6 000 000 000		665 000 000	2 000 000 000	6 000 000 000	0	0	0	0	2 000 000 000	6 000 000 000
3250	REHABILITATION LUCEE SPORTIF DE KABALA	Etat	Budget national	2021-2022	1 230 000 000		286 900 0000	1 130 000 000	500 000 000	0	730 000 000	0	0	1 130 000 000	1 230 000 000
Sous total Projets en cours							5 090 009 000	8 180 000 000	8 950 000 000	1 300 000 000	3 930 000 000	1 200 000 000	3 100 000 000	10 680 000 000	15 980 000 000
Sous total Nouveaux Projets					7 230 000 000	0	0							0	0
TOTAL GENERAL							5 090 009 000	8 180 000 000	8 950 000 000	1 300 000 000	3 930 000 000	1 200 000 000	3 100 000 000	10 680 000 000	15 980 000 000
Sous-total projets en cours							5 090 009 000	8 180 000 000	8 950 000 000	1 300 000 000	3 930 000 000	1 200 000 000	3 100 000 000	10 680 000 000	15 980 000 000
Sous-total nouveau projet					7 230 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total							5 090 009 000	8 180 000 000	8 950 000 000	1 300 000 000	3 930 000 000	1 200 000 000	3 100 000 000	10 680 000 000	15 980 000 000
Sous-total projets sur financement Etat					34 373 000 000	14 277 000 000	5 090 009 000	8 180 000 000	8 950 000 000	1 300 000 000	3 930 000 000	1 200 000 000	3 100 000 000	10 680 000 000	15 980 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total					34 373 000 000	14 277 000 000	5 090 009 000	8 180 000 000	8 950 000 000	1 300 000 000	3 930 000 000	1 200 000 000	3 100 000 000	10 680 000 000	15 980 000 000

CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
2720	REHABILITATION EQUIPEMENT CESC	Etat	Budget national	2013-2021	1 623 000 000	1 473 000 000	48 450 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
Sous-total projets en cours					1 623 000 000	1 473 000 000	48 450 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
Sous-total nouveau projet					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total					1 623 000 000	1 473 000 000	48 450 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours					1 623 000 000	1 473 000 000	48 450 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
Sous-total nouveau projet					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total					1 623 000 000	1 473 000 000	48 450 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat					1 623 000 000	1 473 000 000	48 450 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL					1 623 000 000	1 473 000 000	48 450 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000

MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3255	CONSTRUCTION DELEGATIONS MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	ETAT	Budget National	2021-2021	220 000 000	0	72 675 000	220 000 000	150 000 000	0	70 000 000	0	0	220 000 000	220 000 000
Sous-total projets en cours							72 675 000	220 000 000	150 000 000	0	70 000 000	0	0	220 000 000	220 000 000
														0	0
Sous-total nouveau projet					220 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total							72 675 000	220 000 000	150 000 000	0	70 000 000	0	0	220 000 000	220 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours							72 675 000	220 000 000	150 000 000	0	70 000 000	0	0	220 000 000	220 000 000
Sous-total nouveau projet					220 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total							72 675 000	220 000 000	150 000 000	0	70 000 000	0	0	220 000 000	220 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat							72 675 000	220 000 000	150 000 000	0	70 000 000	0	0	220 000 000	220 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL							72 675 000	220 000 000	150 000 000	0	70 000 000	0	0	220 000 000	220 000 000

MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES, DU CULTE ET DES COUTUMES

RNP	Nom du projet	Source de financement	Mode de financement	Duree du projet	Cout global de l'investissement estimé	Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2019)	2021	2022		2023		2024		TOTAL (2022-2024)	
							CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
		Etat	Budget national	2013-2021	1 473 000 000	1 473 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total projets en cours					1 473 000 000	1 473 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3340	ETUDES, SUIVI ET CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE MAISON DU HADJ A BAMAKO	Etat	Budget national				0	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
3 357	EQUIPEMENT DES DIRECTIONS REGIONALES DE LA CULTE	Etat	Budget national				0	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
Sous-total nouveau projet					0	0	0	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
Total					1 473 000 000	1 473 000 000	0	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
														0	0
Sous-total projets en cours					1 473 000 000	1 473 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total nouveau projet					0	0	0	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
Total					1 473 000 000	1 473 000 000	0	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
														0	0
Sous-total projets sur financement Etat					1 473 000 000	1 473 000 000	0	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
Sous-total projets sur financement extérieur					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL					1 473 000 000	1 473 000 000	0	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000

ETAT M

PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNEL MENSUALISE

Tableau : Budget de trésorerie prévisionnel 2022_PLFI

(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	Montant	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Total des ressources	2 052 708	127 657	145 097	182 297	168 614	183 304	191 591	180 498	155 385	186 134	175 216	168 408	188 506
1 - Recettes budgétaires	1 883 067	118 836	134 694	165 340	157 361	171 858	169 431	167 881	142 420	171 708	160 924	155 605	167 009
DGI	1 003 042	60 344	73 976	96 784	93 066	89 898	90 987	84 238	69 100	75 163	87 942	88 784	92 759
- Impôts directs	510 182	27 050	37 439	50 225	57 657	52 472	44 944	43 155	30 173	37 761	37 205	41 067	51 032
- Impôts indirects	454 232	31 025	34 061	43 728	32 456	34 274	42 597	36 140	35 694	34 412	47 560	44 385	37 900
- Enregistrement et timbre	38 628	2 269	2 476	2 831	2 953	3 153	3 446	4 943	3 232	2 989	3 177	3 332	3 827
DGD	682 025	50 594	50 664	58 019	47 543	68 282	65 492	60 016	58 418	57 036	56 037	55 285	54 638
- Produits pétroliers	166 500	12 788	11 637	13 115	6 643	25 902	18 352	16 335	14 865	13 483	12 228	11 092	10 060
- Produits solides	515 525	37 806	39 027	44 904	40 900	42 381	47 140	43 681	43 553	43 553	43 809	44 193	44 578
DND	156 050	5 517	7 331	7 838	13 306	10 003	9 100	19 639	10 915	35 520	13 066	7 689	16 125
-Recettes fiscales	84 000	3 078	7 227	7 256	7 227	6 314	6 342	7 224	7 224	7 253	7 224	7 224	10 407
- Recettes non fiscales	72 050	2 439	104	582	6 079	3 689	2 758	12 415	3 691	28 267	5 842	465	5 718
- Recettes en capital													
DNTCP	41 950	2 381	2 723	2 698	3 446	3 674	3 853	3 987	3 987	3 989	3 878	3 847	3 487
-Recettes fiscales	29 541	1 710	1 956	1 930	2 385	2 630	2 767	2 774	2 774	2 776	2 776	2 745	2 319
- Recettes non fiscales	12 409	671	768	769	1 060	1 045	1 086	1 213	1 213	1 214	1 102	1 102	1 167
Total recettes fiscales brutes	1 798 608	115 726	133 823	163 989	150 222	167 124	165 587	154 253	137 516	142 227	153 979	154 038	160 124
Total recettes fiscales nettes	1 798 608	115 726	133 823	163 989	150 222	167 124	165 587	154 253	137 516	142 227	153 979	154 038	160 124
Compte spéciaux du Trésor	135 319	8 566	9 335	15 733	9 669	10 211	12 149	10 766	10 363	10 928	11 291	10 110	16 198
Total recettes non fiscales	84 459	3 110	872	1 351	7 139	4 734	3 844	13 628	4 904	29 481	6 944	1 567	6 885
Total recettes en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2 - Appuis budgétaires	14 439	0	0	1 129	0	0	8 430	0	0	1 846	0	0	3 034
-Général dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Sectoriel	5 183	0	0	0	0	0	1 296	0	0	1 296	0	0	2 591
-Autres PPTE	9 256	0	0	1 129		0	7 134	0	0	550	0	0	443
- Fonds de concours - COVID- 19	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3 - Ressources de trésorerie	19 883	255	1 067	95	1 584	1 235	1 582	1 851	2 602	1 652	3 002	2 693	2 265
- Encaisse en debut de période													
-Général emprunt programme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Remboursements des prêts et avances	4 883	207	974	8	746	397	136	207	958	8	711	395	136
- Recettes en capital_DND	14 500	6	47	35	838	838	1 446	1 644	1 644	1 644	2 174	2 174	2 010
- Recettes en capital_DGABE	500	43	47	52	0	0	0	0	0	0	117	123	118
- Recettes de privatisation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Autres comptes à recevoir	0												

Tableau : Budget de trésorerie prévisionnel 2022_PLFI

(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	Montant	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
II) Emplois													
Total des Emplois	3 217 577	160 729	283 086	276 829	282 086	245 613	258 307	216 500	304 958	260 369	239 976	242 821	446 303
1) Dépenses budgétaires	2 415 070	128 999	181 359	192 399	197 360	182 691	194 546	193 692	191 606	181 056	184 127	201 612	385 623
Dépenses obligatoires	1 039 615	75 354	89 714	87 349	98 882	87 442	84 327	88 095	89 097	85 405	87 764	88 682	77 504
- Personnel Budget Général	591 839	49 320	49 320	49 320	49 320	49 320	49 320	49 320	49 320	49 320	49 320	49 320	49 320
- Personnel collectivité (PPTE)	249 625	20 802	20 802	20 802	20 802	20 802	20 802	20 802	20 802	20 802	20 802	20 802	20 802
- Personnel EPA													
- Pensions de Retraite													
- Bourses scolaires	17 906	221	1 663	2 687	688	4 737	1 490	2 819	3 118	287	1	21	175
- Charges de la Dette Extér.	35 495	1 406	1 775	3 932	6 228	1 927	2 347	1 317	1 749	3 916	6 367	2 065	2 466
- Charges de la Dette Intér.	139 568	3 604	16 154	10 609	21 844	10 656	9 073	13 837	14 108	9 784	11 274	16 474	2 151
- Equipements ABS	5 183	0	0	0	0	0	1 296	0	0	1 296	0	0	2 591
- Dépenses PPTE (Transferts)													
Marges après Dépenses Obligatoires	877 774	43 738	46 048	79 214	60 064	85 651	95 115	81 637	55 925	89 801	76 162	69 616	94 803
Dépenses prioritaires	343 690	10 183	19 406	28 916	24 462	27 968	29 368	34 112	31 798	28 543	29 779	34 067	45 086
- Communication énergie	49 585	2 398	4 455	4 375	3 229	2 970	4 122	2 866	3 763	3 100	5 242	4 552	8 512
- Financements intér. BSI	294 104	7 784	14 951	24 541	21 233	24 998	25 246	31 246	28 035	25 443	24 538	29 514	36 575
Marges après Dépenses prioritaires	534 084	33 555	26 642	50 298	35 601	57 684	65 747	47 525	24 127	61 258	46 382	35 549	49 717
Dépenses à Arbitrer	1 698 953	*66 627*	*164 630*	*144 830*	*149 073*	*119 994*	*132 462*	*83 527*	*173 699*	*135 492*	*111 142*	*109 962*	*307 514*
Dépenses budgétaires à arbitrer	1 031 765	43 463	72 239	76 133	74 016	67 282	80 850	71 485	70 711	67 108	66 583	78 863	263 032
- Biens et services (materiel)	155 584	5 572	10 937	11 187	7 938	11 848	11 990	10 579	11 815	13 256	7 322	14 146	38 995
- Deplacements et missions	59 998	3 752	3 654	4 986	3 629	4 285	6 252	4 172	4 664	4 680	4 524	5 262	10 139
- Autres dépenses (apurement passif	169 827	6 541	4 271	5 397	16 820	15 370	8 774	16 961	11 482	8 147	11 795	10 801	53 468
- Transf & Sub (hors sal EPA)	384 021	20 654	40 041	32 673	26 689	13 481	31 316	11 902	17 743	18 330	21 056	22 329	127 807
- Equipements Investissements	262 335	6 944	13 336	21 890	18 940	22 297	22 519	27 871	25 007	22 695	21 887	26 326	32 624
2) Dépenses trésorerie	667 188	23 164	92 391	68 697	75 057	52 712	51 612	12 042	102 989	68 384	44 559	31 099	44 482
- Dépenses avant ordonnancement													
- Services de la Dette Extér.	176 481	8 456	12 796	16 497	23 157	8 545	15 457	12 042	12 961	16 498	23 299	9 099	17 674
- Services de la Dette Intér.	490 707	14 708	79 595	52 200	51 900	44 167	36 155	0	90 028	51 886	21 260	22 000	26 808
- Remboursement dettes garanties													
- Prêts et avances													
3) Dépenses comptes spéciaux du Trésor	135 319	8 566	9 335	15 733	9 669	10 211	12 149	10 766	10 363	10 928	11 291	10 110	16 198
Situation fin de mois (III)=I-II	-1 164 869	-33 072	-137 989	-94 532	-113 471	-62 310	-66 715	-36 002	-149 573	-74 234	-64 760	-74 413	-257 797
Soldes mensuels cumulés	-1 164 869	-33 072	-171 060	-265 593	-379 064	-441 374	-508 089	-544 091	-693 664	-767 898	-832 658	-907 071	-1 164 868

ETAT N

ECHEANCES COURANTES DE LA DETTE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE INTERIEURE : SERVICE PREVISIONNEL 2022.
(montants en millions de FCFA)

CREANCIERS	Janvier		Février		Mars		Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Totaux Généraux	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
BONS DU TRESOR	0	0	27500	1112	27500	1112	0	0	27500	1113	25000	1011	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20200	817	127700	5165
OBLIGATIONS DU TRESOR	14708	3604	52095	15042	24700	9497	51900	21844	16667	9544	11155	8061	0	13837	90028	14108	51886	9784	21260	11274	22000	16474	6608	1334	363007	134403
TOTAL	**14708**	**3604**	**79595**	**16154**	**52200**	**10609**	**51900**	**21844**	**44167**	**10657**	**36155**	**9072**	**0**	**13837**	**90028**	**14108**	**51886**	**9784**	**21260**	**11274**	**22000**	**16474**	**26808**	**2151**	**490707**	**139568**
Cumul (Princ.+Int)	**18 312**		**95 749**		**62 809**		**73 744**		**54 824**		**45 227**		**13 837**		**104 136**		**61 670**		**32 534**		**38 474**		**28 959**		**630 275**	

Bamako, le 09 août 2021

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES • DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE • République du Mali Un Peuple Un But Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE INTERIEURE : SERVICE PREVISIONNEL TRIMESTRIALISE 2022.
(montants en millions de FCFA)

CREANCIERS	Janvier		Février		QI (31/03/22)		Avril		Mai		QII (30/06/22)		Juillet		Août		QIII (30/09/22)		Octobre		Novembre		QIV (31/12/22)		Total 2022	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
BONS DU TRESOR	0		27500	1112	55000	2224	55000	2224	82500	3337	107500	4348	107500	4348	107500	4348	107500	4348	107500	4348	107500	4348	127700	5165	127700	5165
OBLIGATIONS DU TRESOR	14708	3604	66803	18646	91503	28143	143403	49987	160070	59531	171225	67592	171225	81429	261253	95537	313139	105321	334399	116595	356399	133069	363007	134403	363007	134403
TOTAL	14708	3604	94303	19758	146503	30367	198403	52211	242570	62868	278725	71940	278725	85777	368753	99885	420639	109669	441899	120943	463899	137417	490707	139568	490707	139568
Cumul (Princ.+Int)	18 312		114 061		176 870		250 614		305 438		350 665		364 502		468 638		530 308		562 842		601 316		630 275		630 275	

Bamako, le 09 août 2021

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE INTERIEURE : PROJECTION DU SERVICE 2022-2026.

(montants en millions de FCFA)

CREANCIERS	2022		2023		2024		2025		2026	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
BONS DU TRESOR	127700	5165	0	0	0	0	0	0	0	0
OBLIGATIONS DU TRESOR	363007	134403	461225	111632	331825	80824	205091	62119	284386	49274
TOTAL	**490707**	**139568**	**461225**	**111632**	**331825**	**80824**	**205091**	**62119**	**284386**	**49274**
Cumul (Princ.+Int)	**630 275**		**572 857**		**412 649**		**267 210**		**333 660**	

Bamako, le 09 août 2021

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE
LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE EXTERIEURE : SERVICE PREVISIONNEL 2022.

(montants en millions de fcfa)

CREANCIERS	Janvier		Février		Mars		Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Totaux Généraux	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
I - CLUB DE PARIS	**405**	**125**	**1590**	**60**	**0**	**33**	**1925**	**310**	**2425**	**392**	**663**	**150**	**651**	**122**	**1590**	**55**	**0**	**44**	**1925**	**303**	**2423**	**387**	**2688**	**253**	**16285**	**2234**
AFD	405	125	-	-	-	33	1925	310	-	225	28	125	651	122	-	-	-	44	1925	303	-	221	1778	230	6712	1738
Coface D.Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Trésor Fr. C. Oper.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ECGD D. Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	276	-	276	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	635	25	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	634	23	1269	48
Russie	-	-	-	-	-	-	-	-	2407	163	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2406	163	-	-	4813	326
NCM D. Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sace D. Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	18	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	17	3	-	-	35	7
Fortis Bank	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Natixis	-	-	1590	60	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1590	55	-	-	-	-	-	-	-	-	3180	115
II - AUTRES BILATERAUX	**196**	**527**	**4057**	**450**	**8915**	**1907**	**2823**	**832**	**862**	**211**	**2326**	**1298**	**3867**	**517**	**4057**	**470**	**8915**	**1941**	**2823**	**848**	**862**	**236**	**2326**	**1253**	**42029**	**10490**
Fonds Abu Dhabi	-	-	-	-	-	-	-	178	374	25	-	1092	-	-	-	-	-	-	-	179	374	41	-	1098	748	2613
Fonds Koweitien	196	7	567	114	-	-	631	129	488	101	-	-	196	6	567	184	-	-	631	138	488	100	-	-	3764	779
Fonds Saoudien	-	-	476	103	-	-	2192	496	-	-	-	-	-	-	476	105	-	-	2192	497	-	-	-	-	5336	1201
Côte d'Ivoire	-	-	-	-	23	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	23	1	-	-	-	-	-	-	46	2
Libye	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1643	147	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1643	124	3286	271
Chine	-	520	-	-	7652	1722	-	-	-	-	282	32	3671	511	-	-	7652	1725	-	-	-	-	282	31	19539	4541
Inde	-	-	1859	210	1109	170	-	29	-	85	401	27	-	-	1859	163	1109	202	-	34	-	95	401	-	6738	1015
Corée du Sud	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	4
Autriche	-	-	-	-	131	12	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	131	11	-	-	-	-	-	-	262	23
Irak	-	-	1155	23	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1155	18	-	-	-	-	-	-	-	-	2310	41
TOTAL BILATERAUX (I+II)	**601**	**652**	**5647**	**510**	**8915**	**1940**	**4748**	**1142**	**3287**	**603**	**2989**	**1448**	**4518**	**639**	**5647**	**525**	**8915**	**1985**	**4748**	**1151**	**3285**	**623**	**5014**	**1506**	**58314**	**12724**
III - MULTILATERAUX	**7855**	**754**	**6180**	**1265**	**7582**	**1992**	**18409**	**5086**	**5258**	**1324**	**6841**	**614**	**7524**	**678**	**6345**	**1224**	**7583**	**1931**	**18551**	**5216**	**5814**	**1442**	**7033**	**690**	**104975**	**22216**
AFRITAC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BADEA	170	20	171	10	353	59	70	69	96	15	169	40	283	21	171	9	354	57	196	73	96	15	170	39	2299	427
BEI	188	19	-	-	-	-	-	-	-	-	712	218	189	18	-	-	-	-	-	-	-	-	712	212	1801	467
BID	1896	33	-	24	389	15	1086	195	490	8	5843	290	1898	32	-	20	389	21	1086	190	490	10	6034	369	19601	1207
BIDC	-	-	5	6	83	35	1243	403	91	95	-	-	-	-	5	6	83	35	1259	401	91	100	-	-	2860	1081
BOAD	1911	336	-	-	-	-	7295	1552	748	209	-	8	1911	276	-	-	-	-	7295	1701	1136	241	-	12	20296	4335
FAD	2188	312	289	100	1471	247	2410	1160	116	301	-	44	1741	300	289	97	1471	165	2410	1135	116	324	-	44	12501	4229
FONDS CEDEAO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FED	-	-	55	2	-	-	-	-	165	5	-	-	-	-	220	8	-	-	-	-	70	3	-	-	510	18
FIDA	-	-	-	-	569	44	-	20	776	152	116	13	-	-	-	-	569	43	-	27	776	151	116	13	2922	463
IDA	1330	23	5202	1087	4576	1588	6111	1660	2159	499	1	1	1330	22	5202	1052	4576	1606	6111	1663	2422	560	1	1	39021	9762
IDA-CEE	-	-	-	-	-	-	-	-	73	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	73	4	-	-	146	9
FONDS OPEP	172	11	458	36	141	4	194	27	544	35	-	-	172	9	458	32	141	4	194	26	544	34	-	-	3018	218
S/Total I (DGDP)	**8456**	**1406**	**11827**	**1775**	**16497**	**3932**	**23157**	**6228**	**8545**	**1927**	**9830**	**2062**	**12042**	**1317**	**11992**	**1749**	**16498**	**3916**	**23299**	**6367**	**9099**	**2065**	**12047**	**2196**	**163289**	**34940**
IV - FMI	**-**	**-**	**969**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**5627**	**285**	**-**	**-**	**969**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**5627**	**270**	**13192**	**555**
S/Total II	**-**	**-**	**969**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**5627**	**285**	**-**	**-**	**969**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**5627**	**270**	**13192**	**555**
Total (I+II)	**8456**	**1406**	**12796**	**1775**	**16497**	**3932**	**23157**	**6228**	**8545**	**1927**	**15457**	**2347**	**12042**	**1317**	**12961**	**1749**	**16498**	**3916**	**23299**	**6367**	**9099**	**2065**	**17674**	**2466**	**176481**	**35495**
Cumul (Princ.+Int)	**9 862**		**14 571**		**20 429**		**29 385**		**10 472**		**17 804**		**13 359**		**14 710**		**20 414**		**29 666**		**11 164**		**20 140**		**211 976**	

Bamako, le 09 août 2021

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE EXTERIEURE : SERVICE TRIMESTRIALISE 2022

(MONTANT EN MILLIONS DE FCFA)

CREANCIERS	JANVIER		FEVRIER		QI (31/03/22)		AVRIL		MAI		QII(30/06/22)		JUILLET		AOÛT		QIII(30/09/22)		OCTOBRE		NOVEMBRE		QIV(31/12/22)		TOTAL(2022)	
	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT
DETTE EXTERIEURE	8456	1406	20283	3181	36780	7113	59937	13341	68482	15268	78312	17330	90354	18647	102346	20396	118844	24312	142143	30679	151242	32744	163289	34940	163289	34940
FMI	0	0	969	0	969	0	969	0	969	0	6596	285	6596	285	7565	285	7565	285	7565	285	7565	285	13192	555	13192	555
TOTAL	**8456**	**1406**	**21252**	**3181**	**37749**	**7113**	**60906**	**13341**	**69451**	**15268**	**84908**	**17615**	**96950**	**18932**	**109911**	**20681**	**126409**	**24597**	**149708**	**30964**	**158807**	**33029**	**176481**	**35495**	**176481**	**35495**
CUMUL (PR + INT)	**9 862**		**24 433**		**44 862**		**74 247**		**84 719**		**102 523**		**115 882**		**130 592**		**151 006**		**180 672**		**191 836**		**211 976**		**211 976**	

Bamako, le 09 août 2021
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA DETTE PUBLIQUE
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi

DETTE EXTERIEURE : PROJECTION DU SERVICE 2022-2026

(Montants en millions F CFA)

CREANCIER	2022		2023		2024		2025		2026	
	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT
I - Club de Paris	**16285**	**2234**	**19994**	**2514**	**21091**	**2682**	**21096**	**2465**	**23158**	**2294**
AFD	6712	1738	10418	1993	11511	2135	11511	2009	14841	1883
Coface D.Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Trésor Fr. C. Oper.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ECGD D. Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	276	-	276	-	276	-	276	-	276	-
Japon	1269	48	1269	35	1 269	22	1 269	10	-	-
Russie	4813	326	4813	284	4 813	242	4 813	200	4 813	200
NCM D. Consoild.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sace D. Consolid.	35	7	38	6	42	5	47	5	47	5
Fortis Bank	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Natixis	3 180	115	3 180	196	3 180	278	3 180	241	3 180	206
II - Autres Créanciers Bilatéraux	**42029**	**10490**	**48069**	**10994**	**49756**	**11639**	**53191**	**11085**	**54919**	**10141**
Fonds Abu Dhabi	748	2613	1924	2652	8008	2639	8008	2506	8008	2379
Fonds Koweitien	3764	779	3736	864	3344	962	3390	898	3296	833
Fonds Saoudien	5336	1201	5284	1399	5284	1589	5284	1507	5284	1427
Côte d'Ivoire	46	2	-	-	-	-	-	-	-	-
Libye	3286	271	394	112	-	-	-	-	-	-
Chine	19539	4541	23712	4622	23461	5046	26867	4939	30526	4414
Inde	6738	1015	9659	1254	9659	1400	9642	1233	7805	1083
Corée du Sud	-	4	-	3	-	3	-	3	-	3
Autriche	262	23	1 050	70	-	-	-	-	-	-
Irak	2310	41	2310	18	-	-	-	-	-	-
Total Créanciers Bilatéraux(I+II)	**58314**	**12724**	**68062**	**13508**	**70848**	**14322**	**74287**	**13550**	**78077**	**12435**
III - Créanciers Multilatéraux	**104975**	**22216**	**112694**	**23837**	**122858**	**25627**	**130266**	**25963**	**135835**	**22824**
AFRITAC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BADEA	2299	427	2560	452	2584	479	2607	455	2892	436
BEI	1801	467	1807	435	1814	403	1821	369	1828	337
BID	19601	1207	20734	1300	21388	1395	22013	1343	21740	1264
BIDC	2860	1081	3200	1141	3270	1244	3345	1220	3420	1110
BOAD	20296	4335	23771	5275	25851	6117	27778	6809	24618	4184
FAD	12501	4229	12932	4624	14611	5075	15645	5006	17702	4939
FONDS CEDEAO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FED	510	18	514	14	293	10	295	8	295	8
FIDA	2922	463	2923	481	3093	483	3326	501	3210	507
IDA	39021	9762	41646	9912	47528	10225	51189	10078	57727	9890
IDA-CEE	146	9	146	7	146	6	146	5	146	5
FONDS OPEP	3 018	218	2 462	197	2 279	188	2 101	169	2 256	146
TOTAL (I+II+III)	**163289**	**34940**	**180757**	**37345**	**193705**	**39949**	**204553**	**39513**	**213911**	**35260**
IV - FMI	**13192**	**555**	**21628**	**402**	**29194**	**715**	**47101**	**306**	**55527**	**207**
Total Gén(I+II+III+IV):	**176481**	**35495**	**202385**	**37747**	**222899**	**40664**	**251654**	**39819**	**269438**	**35467**
CUMUL (PR + INT)	**211976**		**240132**		**263563**		**291473**		**304905**	

Bamako, le 09 août 2021

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES • DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE • République du Mali Un Peuple Un But Une Foi DIRECTION GÉNÉRALE

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE
LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE EXTEREIEURE : PREVISION D'ALLEGEMENT PPTE 2022.
(montants en millions CFA)

CREANCIERS	PR	INT	TOTAL
I - CLUB DE PARIS	**6 117**	**381**	**6 498**
COFACE	-	-	-
TRESOR Français	-	-	-
ECGD	-	-	-
JAPON	*1 269*	*48*	*1 317*
RUSSIE	*4 813*	*326*	*5 139*
NCM	-	-	-
SACE	*35*	*7*	*42*
II - AUTRES BILATERAUX	**1 043**	**131**	**1 174**
FONDS SAOUDIEN	1 043	131	1 174
TOTAL BILATERAUX (I+II)	**7 160**	**512**	**7 672**
III - MULTILATERAUX	**1 557**	**27**	**1 584**
BID	901	-	901
FED	510	18	528
IDA/CEE	146	9	155
TOTAL (I+II+III)	**8 717**	**539**	**9 256**

Bamako, le 09 août 2021

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES • DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE • République du Mali Un Peuple Un But Une Foi DIRECTION GÉNÉRALE

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE
LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE EXTEREIEURE : PREV. D'ALLEGEMENT PPTE TRIMESTRIALISE 2022.
(montants en millions CFA)

CREANCIERS	QI 31/03/2022	QII 30/06/2022	QIII 30/09/2022	QIV 31/12/2022
I - CLUB DE PARIS	**-**	**6 478**	**6 478**	**6 498**
COFACE	*0*	*0*	*0*	*0*
TRESOR Français	*0*	*0*	*0*	*0*
ECGD	*0*	*0*	*0*	*0*
JAPON	*0*	*1317*	*1317*	*1317*
RUSSIE	*0*	*5139*	*5139*	*5139*
NCM	*0*	*0*	*0*	*0*
SACE	*0*	*22*	*22*	*42*
II - AUTRES BILATERAUX	**171**	**579**	**901**	**1 174**
FONDS SAOUDIEN	171	579	901	1174
TOTAL BILATERAUX (I+II)	**171**	**7 057**	**7 379**	**7 672**
III - MULTILATERAUX	**958**	**1 206**	**1 434**	**1 584**
BID	901	901	901	901
FED	57	227	455	528
IDA/CEE	0	78	78	155
TOTAL (I+II+III)	**1 129**	**8 263**	**8 813**	**9 256**

Bamako, le 09 août 2021
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA
DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE EXTERIEURE : PROJECTION D'ALLEGEMENT PPTE 2022-2026.
(montants en millions CFA)

CREANCIERS	2022		2023		2024		2025		2026	
	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.
I - CLUB DE PARIS	**6117**	**381**	**6120**	**325**	**6124**	**269**	**6129**	**215**	**4860**	**205**
COFACE	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
TRESOR Français	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
ECGD	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
RUSSIE	*4813*	*326*	*4813*	*284*	*4813*	*242*	*4813*	*200*	*4813*	*200*
JAPON	*1269*	*48*	*1269*	*35*	*1269*	*22*	*1269*	*10*	*0*	*0*
NCM	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
SACE	*35*	*7*	*38*	*6*	*42*	*5*	*47*	*5*	*47*	*5*
II - AUTRES CREANCIERS BILATERAUX	**1043**	**131**	**1043**	**111**	**1043**	**92**	**1043**	**71**	**1043**	**71**
FONDS SAOUDIEN	1043	131	1043	111	1043	92	1043	71	1043	71
III - TOTAL CREANCIERS BILATERAUX	**7160**	**512**	**7163**	**436**	**7167**	**361**	**7172**	**286**	**5903**	**276**
IV - CREANCIERS MULTILATERAUX	**1557**	**27**	**1178**	**21**	**723**	**16**	**631**	**13**	**631**	**13**
BID	901	0	518	0	284	0	190	0	190	0
FED	510	18	514	14	293	10	295	8	295	8
IDA/CEE	146	9	146	7	146	6	146	5	146	5
TOTAUX GENERAUX	**8717**	**539**	**8341**	**457**	**7890**	**377**	**7803**	**299**	**6534**	**289**
Cumul pr+int	**9 256**		**8 798**		**8 267**		**8 102**		**6 823**	

Bamako, le 09 août 2021

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi
DIRECTION GÉNÉRALE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
****
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE
****

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI
****

RETROCESSION : PREVISION DE RECOUVREMENT MENSUEL 2022

(montants en millions de FCFA)

ORGANISMES	janv	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	oct	nov	déc	TOTAL GENERAL
BNDA			8		397	11			8		395	11	830
EDM-SA						125						125	250
SOGEM	207	974		556			207	958		546			3 448
BDM-SA				57						35			92
BMS-SA				133						130			263
TOTAL	**207**	**974**	**8**	**746**	**397**	**136**	**207**	**958**	**8**	**711**	**395**	**136**	**4 883**

Bamako le 09 août 2021

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES • DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE • DIRECTION GÉNÉRALE
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
****
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE
****

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI
****

RETROCESSION : PREVISION DE RECOUVREMENT TRIMESTRIEL 2022

(montants en millions de FCFA)

	1er Trimestre			2è Trimestre			3è Trimestre			4è Trimestre			
ORGANISMES	janv	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	oct	nov	déc	TOTAL GENERAL
BNDA			8		397	11			8		395	11	830
EDM-SA						125						125	250
SOGEM	207	974		556			207	958		546			3 448
BDM-SA				57						35			92
BMS-SA				133						130			263
Total mensuel	207	974	8	746	397	136	207	958	8	711	395	136	4 883
Total trimestriel	1189			1 279			1 173			1 242			

Bamako le 09 août 2021

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
****
DIRECTION GENERALE
DE LA DETTE PUBLIQUE
****

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE-UN BUT-UNE FOI
****

RETROCESSION : PROJECTION DE RECOUVREMENT 2022-2026

(montants en millions de FCFA)

Désignation	2022	2023	2024	2025	2026	Observations
BNDA	830	824	95	94	93	
EDM-SA	250	250	250	250	250	
BDM (Lingne de crédit BADEA)	92	48	27	0	0	
SOGEM	3 448	3 345	3 241	3 138	3 034	
BMS-SA	263	252	241	231	220	
TOTAL	**4 883**	**4 719**	**3 854**	**3 713**	**3 597**	

Bamako, le 09 août 2021

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES • DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE • DIRECTION GÉNÉRALE
République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi

ETAT O

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Ministère de l'Economie
et des Finances
---oOo---
OFFICE NATIONAL DES PRODUITS PETROLIERS
---oOo---

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi
---oOo---

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS - 2021

Axe : Dakar route

Périodes	janv-21	févr-21	mars-21	avr-21	mai-21	CUMUL
Libellés						
Subventions unitaires (F CFA/litre)						
Supercarburant	-136,85	-162,73	-187,51	-213,23	-211,74	
Pétrole lampant	93,57	68,82	45,10	20,51	21,93	
Gasoil	-114,16	-139,98	-164,76	-190,67	-189,08	
Volumes TTC (Litres)	**56 446 453**	**73 592 409**	**58 248 574**	**69 659 697**	**56 402 911**	**314 350 044**
Supercarburant	7 626 000	16 768 500	10 751 500	16 703 500	15 096 500	66 946 000
Pétrole lampant	0	90 000	90 000	0	0	180 000
Gasoil	48 820 453	56 733 909	47 407 074	52 956 197	41 306 411	247 224 044
Subventions totales (F CFA)	**-6 616 961 014**	**-10 664 156 787**	**-9 822 744 277**	**-13 658 845 387**	**-11 006 749 102**	**-51 769 456 567**
Supercarburant	-1 043 618 100	-2 728 738 005	-2 016 013 765	-3 561 687 305	-3 196 532 910	-12 546 590 085
Pétrole lampant	0	6 193 800	4 059 000	0	0	10 252 800
Gasoil	-5 573 342 914	-7 941 612 582	-7 810 789 512	-10 097 158 082	-7 810 216 192	-39 233 119 282

Source : DGD - ONAP

Ministère de l'Economie
et des Finances
----oOo----
OFFICE NATIONAL DES
PRODUITS PETROLIERS
----oOo----

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi
---oOo---

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS - 2021

Axe : Yamoussoukro

Périodes	janv-21	févr-21	mars-21	avr-21	mai-21	CUMUL
Libellés						
Subventions unitaires (F CFA/litre)						
Supercarburant	-135,25	-161,13	-185,91	-211,63	-210,14	
Pétrole lampant	95,27	70,51	46,80	22,21	23,63	
Gasoil	-112,49	-138,31	-163,09	-189,00	-187,40	
Volumes TTC (Litres)	**22 667 001**	**20 794 002**	**24 587 501**	**29 818 253**	**19 904 002**	**117 770 759**
Supercarburant	19 034 000	19 704 501	21 979 500	28 166 752	16 179 501	105 064 254
Pétrole lampant	135 000	65 000	0	0	0	200 000
Gasoil	3 498 001	1 024 501	2 608 001	1 651 501	3 724 501	12 506 505
Subventions totales (F CFA)	**-2 954 977 182**	**-3 312 101 829**	**-4 511 547 728**	**-6 273 063 415**	**-4 097 931 828**	**-21 149 621 982**
Supercarburant	-2 574 348 500	-3 174 986 246	-4 086 208 845	-5 960 929 726	-3 399 960 340	-19 196 433 657
Pétrole lampant	12 861 450	4 583 150	0	0	0	17 444 600
Gasoil	-393 490 132	-141 698 733	-425 338 883	-312 133 689	-697 971 487	-1 970 632 925

Source : DGD - ONAP

Ministère de l'Economie
et des Finances
----oOo----
OFFICE NATIONAL DES
PRODUITS PETROLIERS
----oOo----

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi
---oOo---

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS - 2021

Axe : Cotonou

Périodes	janv-21	févr-21	mars-21	avr-21	mai-21	CUMUL
Libellés						
Subventions unitaires (F CFA/litre)						
Supercarburant	-158,72	-184,60	-209,38	-235,09	-233,61	
Pétrole lampant	72,95	48,19	24,48	-11,00	1,31	
Gasoil	-135,89	-161,71	-186,49	-212,39	-210,80	
Volumes TTC (Litres)	**73 149**	**0**	**0**	**390 000**	**812 500**	**1 275 649**
Supercarburant	28 149	0	0	390 000	812 500	1 230 649
Pétrole lampant		0	0	0	0	-
Gasoil	45 000	0	0	0	0	45 000
Subventions totales (F CFA)	**-10 582 859**	**0**	**0**	**-91 685 100**	**-189 808 125**	**-292 076 084**
Supercarburant	-4 467 809	0	0	-91 685 100	-189 808 125	-285 961 034
Pétrole lampant	0	-	-	0	-	0
Gasoil	-6 115 050	0	0	0	0	-6 115 050

Source : DGD - ONAP

Ministère de l'Economie
et des Finances
----oOo----
OFFICE NATIONAL DES PRODUITS PETROLIERS
----oOo----

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi
---oOo---

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS - 2021

Axe : Tema

Périodes	janv-21	févr-21	mars-21	avr-21	mai-21	CUMUL
Libellés						
Subventions unitaires (F CFA/litre)						
Supercarburant	-160,00	-185,88	-210,66	-236,38	-234,90	
Pétrole lampant	71,79	47,04	23,33	-1,26	0,15	
Gasoil	-135,25	-161,07	-185,85	-211,76	-210,16	
Volumes TTC (Litres)	**1 260 000**	**645 000**	**0**	**2 843 000**	**33 000**	**4 781 000**
Supercarburant	1 260 000	645 000	0	2 843 000	33 000	4 781 000
Pétrole lampant			0,00	0,00	0,00	-
Gasoil			0,00	0,00	0,00	-
Subventions totales (F CFA)	**-201 600 000**	**-119 892 600**	**0**	**-672 028 340**	**-7 751 700**	**-1 001 272 640**
Supercarburant	-201 600 000	-119 892 600	0	-672 028 340	-7 751 700	-1 001 272 640
Pétrole lampant	0	0	0	0	0	0
Gasoil	0	0	0	0	0	0

Source : DGD - ONAP

Ministère de l'Economie
et des Finances
----oOo----
OFFICE NATIONAL DES PRODUITS PETROLIERS
----oOo----

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi
---oOo---

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS - 2021

Axe : Zinder

Périodes	janv-21	févr-21	mars-21	avr-21	mai-21	CUMUL
Libellés						
Subventions unitaires (F CFA/litre)						
Supercarburant	-127,98	-151,39	-173,81	-197,05	-195,71	
Pétrole lampant	82,91	59,51	37,08	13,85	15,19	
Gasoil	-136,99	-160,32	-182,74	-206,15	-204,70	
Volumes TTC (Litres)	**7 787 910**	**7 787 910**	**7 210 005**	**3 233 000**	**5 659 004**	**31 677 829**
Supercarburant	3 760 505	3 760 505	3 669 004	3 233 000	2 390 500	16 813 514
Pétrole lampant		0	0	0	0	-
Gasoil	4 027 405	4 027 405	3 541 001		3 268 504	14 864 315
Subventions totales (F CFA)	**-1 032 983 641**	**-1 214 976 422**	**-1 284 792 108**	**-637 062 650**	**-1 136 907 524**	**-5 306 722 344**
Supercarburant	-481 269 430	-569 302 852	-637 709 585	-637 062 650	-467 844 755	-2 793 189 272
Pétrole lampant	0		0	0	0	0
Gasoil	-551 714 211	-645 673 570	-647 082 523	0	-669 062 769	-2 513 533 072

Source : DGD - ONAP

Ministère de l'Economie
et des Finances
----oOo----
OFFICE NATIONAL DES PRODUITS PETROLIERS
----oOo----

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi
---oOo---

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS - 2021

Axe : Banjul

Périodes	janv-21	févr-21	mars-21	avr-21	mai-21	CUMUL
Libellés						
Subventions unitaires (F CFA/litre)						
Supercarburant	-160,34	-186,23	-221,11	-246,83	-225,72	
Pétrole lampant	71,20	46,44	13,09	-11,50	8,65	
Gasoil	-137,62	-163,44	-198,01	-223,92	-202,86	
Volumes TTC (Litres)	**0**	**7 076 000**	**6 081 000**	**4 411 000**	**1 312 000**	**18 880 000**
Supercarburant		7 076 000	3 615 000	1 641 000	1 312 000	13 644 000
Pétrole lampant		0	0	0	0	-
Gasoil		-	2 466 000	2 770 000	-	5 236 000
Subventions totales (F CFA)	**0**	**-1 317 763 480**	**-1 287 605 310**	**-1 025 306 430**	**-296 144 640**	**-3 926 819 860**
Supercarburant	0	-1 317 763 480	-799 312 650	-405 048 030	-296 144 640	-2 818 268 800
Pétrole lampant	0	0	0	0	0	0
Gasoil	0	0	-488 292 660	-620 258 400	0	-1 108 551 060

Ministère de l'Economie
et des Finances
----oOo----
OFFICE NATIONAL DES PRODUITS PETROLIERS
----oOo----

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi
----oOo----

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS

TABLEAU RECAPITULATIF PAR SOURCE (tous produits confondus)

Période : de janvier à mai 2021

SOURCES	VOLUMES TTC (Litres)	MONTANT SUBVENTIONS (F CFA)
Dakar route	314 350 044	-51 769 456 567
Yamoussoukro	117 770 759	-21 149 621 982
Cotonou	1 275 649	-292 076 084
Tema	4 781 000	-1 001 272 640
Zinder	31 677 829	-5 306 722 344
Banjul	18 880 000	-3 926 819 860
CUMUL	**488 735 281**	**-83 445 969 478**
MOYENNE/mois	**97 747 056**	**-16 689 193 896**

Source : DGD - ONAP

ETAT P

STATISTIQUES SUR LES EMPLOIS CREES

MINISTÈRE DE L'ENTREPRENEURIAT NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

****

OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE – UN BUT – UNE FOI

Statistiques sur les créations d'emplois 2020 - 2021 et les perspectives pour 2022

Juillet 2021

1. Statistiques des emplois créés en 2020 et 2021

1.1. Statistiques des emplois créés de janvier à décembre 2020

1.1.1. Les emplois créés par le secteur employeur privé en 2020

Au cours de l'année 2020, le secteur privé a créé 28 463 emplois. La branche « Activités de Services de Soutien et de Bureau » vient en première position avec 8 904 emplois créés, soit 31,3% des emplois créés par le secteur privé. La branche « Activités pour la santé humaine et l'action sociale » occupe la deuxième position avec 3 416 emplois créés (Tableau 1).

Tableau 1 : Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par branche d'activité, type de contrat et par sexe en 2020

	Type de Contrat						
	CDD			CDI			Total
Branches d'activités	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Agriculture, Sylviculture, Pêche	16	144	160	25	135	160	320
Activités Extractives	102	1 777	1 879	32	542	574	2 453
Activités de Fabrication	38	1 048	1 086	51	596	647	1 733
Production et Distribution D'électricité et de Gaz	8	58	66	3	34	37	103
Production et Distribution d'Eau, Assainissement, Traitement des Déchets et Dépollution	44	152	196	8	86	94	290
Construction	15	332	347	16	162	178	525
Commerce	209	1 156	1 365	231	1 050	1 281	2 646
Transports et Entreposage	21	260	281	17	199	216	497
Hébergement et Restauration	33	106	139	29	113	142	281
Information et Communication	32	69	101	17	83	100	201
Activités Financières et d'Assurance	152	356	508	72	228	300	808
Activités Immobilières	4	29	33	3	53	56	89
Activités Spécialisées, Scientifiques et Techniques	15	99	114	59	137	196	310
Activités de Services de Soutien et de Bureau	1 005	4 201	5 206	591	3 107	3 698	8 904
Activités d'Administration Publique	77	282	359	101	270	371	730
Enseignement	186	496	682	208	864	1 072	1 754
Activités pour la Santé Humaine et l'Action Sociale	676	1 581	2 257	435	724	1 159	3 416
Activités Artistiques, Sportives et Récréatives	2	27	29	5	16	21	50
Autres Activités de Services N.C.A.	390	1 189	1 579	88	297	385	1 964
Activités Spéciales des Ménages	20	42	62	2	6	8	70
Activités des Organisations Extraterritoriales	243	822	1 065	56	198	254	1 319
Total	3 288	14 226	17 514	2 049	8 900	10 949	28 463

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Le district de Bamako et la région de Ségou ont enregistré plus de créations d'emplois comparativement aux autres régions, avec respectivement, 17 425 et 2 513 emplois créés en 2020.

Les créations d'emplois dans ces deux localités sont le fruit de l'importance de l'activité économique. Les grandes entreprises du secteur formel sont basées à Bamako. Près de 61,5% des emplois créés sont à durée déterminée. Les hommes occupent 81,2% des emplois créés en 2020 (tableau 2).

Tableau 2 : Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par Région, type de contrat et par sexe en 2020

Région	CDD			CDI			Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Kayes	1 384	110	1 494	656	80	736	2 230
Koulikoro	604	141	745	1 057	234	1 291	2 036
Sikasso	404	7	411	62	11	73	484
Ségou	1 333	221	1 554	766	193	959	2 513
Mopti	1 131	404	1 535	294	80	374	1 909
Tombouctou	872	188	1 060	125	37	162	1 222
Gao	226	44	270	119	11	130	400
Kidal	121	18	139	27	20	47	186
Ménaka	46	11	57	1	0	1	58
Bamako	8 105	2 144	10 249	5 793	1 383	7 176	17 425
Total	14 226	3 288	17 514	8 900	2 049	10 949	28 463

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Le nombre d'emplois créés a connu un pic (7 801) au quatrième, soit 28,4 % des créations d'emplois en 2020 (Tableau 3). Le nombre d'emplois de contrat à durée pour les hommes a connu une légère diminution au quatrième trimestre, contrairement à celui des femmes qui a augmenté de 32,9% au quatrième trimestre. Le nombre de contrat à durée indéterminée pour les hommes est passé de 1 909 au premier trimestre à 2 830 au quatrième trimestre, soit une augmentation de 48,2%.

Le nombre d'emplois crées, occupé par les femmes ne représente que 18,8% des emplois créés en 2020.

Tableau 3 : Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé par trimestre, type de contrat et par sexe en 2020

Trimestre	CDD			CDI			
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Total
Trimestre 1	3 539	869	4 408	1 909	498	2 407	6 815
Trimestre 2	3 585	754	4 339	1 922	463	2 385	6 724
Trimestre 3	3 622	715	4 337	2 239	547	2 786	7 123
Trimestre 4	3 480	950	4 430	2 830	541	3 371	7 801
Total	14 226	3 288	17 514	8 900	2 049	10 949	28 463

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT) en 2020

1.1.2. Les emplois créés par le secteur employeur public en 2020

Selon les données transmises à l'Observatoire national de l'emploi et de la formation (ONEF), il apparait clairement la création de 1 736 emplois par le secteur employeur public au niveau du ministère de la Sécurité et de la Protection Sociale. Cette création d'emplois est relative au recrutement spécial des sous-officiers de la police nationale. Seulement, 25,7% des nouvelles recrues sont des femmes (Tableau 4).

Tableau 4 : répartition du nombre d'emplois créés par le secteur employeur public par sexe en 2020

Ministres/Projet, Programmes, Agence	**Homme**	**Femme**	**Total**
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	**1 381**	**355**	**1 736**
Recrutement spécial sous-officiers police nationale	1 381	355	1 736
Total	**1 381**	**355**	**1 736**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données fournies par les points focaux des Départements Ministériels, 2020

1.2. Statistiques des emplois créés de janvier à juin 2021

1.2.1. Les emplois créés par le secteur employeur privé au premier semestre 2021

Au premier semestre 2021, le secteur employeur privé a créé 13 540 emplois. La branche « Activités de Services de Soutien et de Bureau », comme toujours vient en première position avec 3 423 emplois créés, soit 25,3% des emplois créés par le secteur privé. La branche « Activités pour la santé humaine et l'action sociale » occupe la deuxième position avec 2 289 emplois créés (Tableau 5).

Tableau 5 : Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par branche d'activité, type de contrat et par sexe au premier semestre 2021

Branche d'activités	CDD			CDI			
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Total
Agriculture, sylviculture, pêche	78	9	87	56	17	73	160
Activités extractives	828	62	890	577	47	624	1 514
Activités de fabrication	791	34	825	209	10	219	1 044
Production et distribution d'électricité et de gaz	47	2	49	26	1	27	76
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	55	17	72	38	13	51	123
Construction	93	2	95	111	10	121	216
Commerce	176	51	227	168	40	208	435
Transports et entreposage	12	3	15	39	1	40	55
Hébergement et restauration	60	20	80	61	22	83	163
Information et Communication	15	15	30	20	3	23	53
Activités financières et d'assurance	107	52	159	101	37	138	297
Activités immobilières	24	1	25	6	0	6	31
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	287	81	368	197	63	260	628
Activités de services de soutien et de bureau	1 490	476	1 966	1 198	259	1 457	3 423
Activités d'administration publique	180	92	272	152	60	212	484
Enseignement	148	64	212	316	79	395	607
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	810	418	1 228	564	497	1 061	2 289
Activités artistiques, sportives et récréatives	17	5	22	5	1	6	28
Autres activités de services N.C.A.	575	213	788	162	48	210	998
Activités spéciales des ménages	6	3	9	5	5	10	19
Activités des organisations extraterritoriales	544	159	703	150	44	194	897
Total	6 343	1 779	8 122	4 161	1 257	5 418	13 540

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Contrairement aux autres années, la région de Sikasso a enregistré moins de création d'emplois au premier semestre 2021. Tout comme en 2020, le District de Bamako vient en première position, suivi de la région de Kayes et de Ségou (tableau 6).

Tableau 6 : Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par Région, type de contrat et par sexe au premier semestre 2021

Région	CDD			CDI			Total		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Kayes	1 051	163	1 214	745	201	946	1 796	364	2 160
Koulikoro	286	171	457	454	143	597	740	314	1 054
Sikasso	124	35	159	138	9	147	262	44	306
Ségou	1 012	159	1 171	385	198	583	1 397	357	1 754
Mopti	626	234	860	221	108	329	847	342	1 189
Tombouctou	380	96	476	154	30	184	534	126	660
Gao	24	9	33	7	1	8	31	10	41
Kidal	28	6	34	24	2	26	52	8	60
Ménaka	84	18	102	39	1	40	123	19	142
Bamako	2 728	888	3 616	1 994	564	2 558	4 722	1 452	6 174
Total	6 343	1 779	8 122	4 161	1 257	5 418	10 504	3 036	13 540

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Le nombre d'emplois créés est passé de 7 292 au premier trimestre à 6 248 au deuxième trimestre 2021, soit une diminution 14,3% (Tableau 7).

Tableau 7 : Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé par trimestre, type de contrat et par sexe au premier semestre 2021

Trimestres	CDD			CDI			
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Total
Trimestre 1	3 364	905	4 269	2 138	885	3 023	7 292
Trimestre 2	2 979	874	3 853	2 023	372	2 395	6 248
Total	6 343	1 779	8 122	4 161	1 257	5 418	13 540

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT) au premier semestre 2021

1.2.2. Les emplois créés par le secteur employeur public au premier semestre 2021

Au premier semestre 2021, le nombre d'emplois créés par le secteur employeur public est de 8 636. Une part importante de ces emplois a été créée par deux programmes logés au Ministère de la santé et du Développement. Plus de 56% sont des auto-emplois, créés par le Programme d'appui à l'autonomisation de la femme et de l'enfant (tableau 8).

Tableau 8 : Récapitulatif des emplois créés par le secteur public du 1er janvier au 30 juin 2021

Ministres/Projet, Programmes, Agence	**Homme**	**Femme**	**Total**
Ministère de la sécurité et de la protection civile	**2 573**	**822**	**3 395**
Recrutement spécial des officiers et sous-officiers de la police	2 292	703	2 995
Recrutement spécial des sapeurs-pompiers	281	119	400
Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	**108**	**21**	**129**
Ministre de la Santé et du Développement social	**0**	**5 112**	**5 112**
Programme National de la violence basée sur le genre	0	223	223
Programme d'appui à l'autonomisation de la femme et de l'enfant	0	4 889	4 889
Total	**2 681**	**5 955**	**8 636**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données fournies par les points focaux des Départements Ministériels, 2021

1.3. Récapitulatif des emplois créés par les secteurs employeurs privé et public du 1er janvier 2020 au 30 juin 2021

Au cours des six derniers trimestres, le secteur employeur privé a créé 42 003 emplois. Près des 2/3 (61,0%) des emplois sont à durée déterminée. Les femmes occupent près de 19,9% des emplois créés. Le pic a été atteint au quatrième trimestre 2020 (Tableau 9).

Tableau 9 : Récapitulatif des emplois créés par trimestre par le secteur privé du 1er janvier 2020 au 30 juin 2021

	CDD			CDI			
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Total
Trimestre 1_2020	3 539	869	4 408	1 909	498	2 407	6 815
Trimestre 2_2020	3 585	754	4 339	1 922	463	2 385	6 724
Trimestre 3_2020	3 622	715	4 337	2 239	547	2 786	7 123
Trimestre 4_2020	3 480	950	4 430	2 830	541	3 371	7 801
Trimestre 1_2021	3 364	905	4 269	2 138	885	3 023	7 292
Trimestre 2_2021	2 979	874	3 853	2 023	372	2 395	6 248
Total	**20 569**	**5 067**	**25 636**	**13 061**	**3 306**	**16 367**	**42 003**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Contrairement au secteur employeur privé, le secteur employeur public a créé moins d'emplois au cours des six derniers trimestres. Au total, 10 372 emplois créés par le secteur employeur public ont été enregistrés. Sur le total des emplois créés, le Ministère **de la sécurité et de la protection civile** vient en première position avec 5 131, soit 49,5% des créations d'emplois enregistrées (Tableau 10).

Tableau 10 : Récapitulatif des emplois créés par le secteur public du 1er janvier 2020 au 30 juin 2021

Ministres/Projet, Programmes, Agence	**Homme**	**Femme**	**Total**
Ministère de la sécurité et de la protection civile	**3 954**	**1 177**	**5 131**
Recrutement spécial officiers et sous-officiers police	3 673	1 058	4 731
Recrutement spécial sapeurs-pompiers	281	119	400
Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	**108**	**21**	**129**
Ministre de la Santé et du Développement social	**0**	**5 112**	**5 112**
Programme National de la violence basée sur le genre	0	223	223
Programme d'appui à l'autonomisation de la femme et de l'enfant	0	4 889	4 889
Total	**4 062**	**6 310**	**10 372**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données fournies par les points focaux des Départements Ministériels

2. Les perspectives pour l'exercice 2022

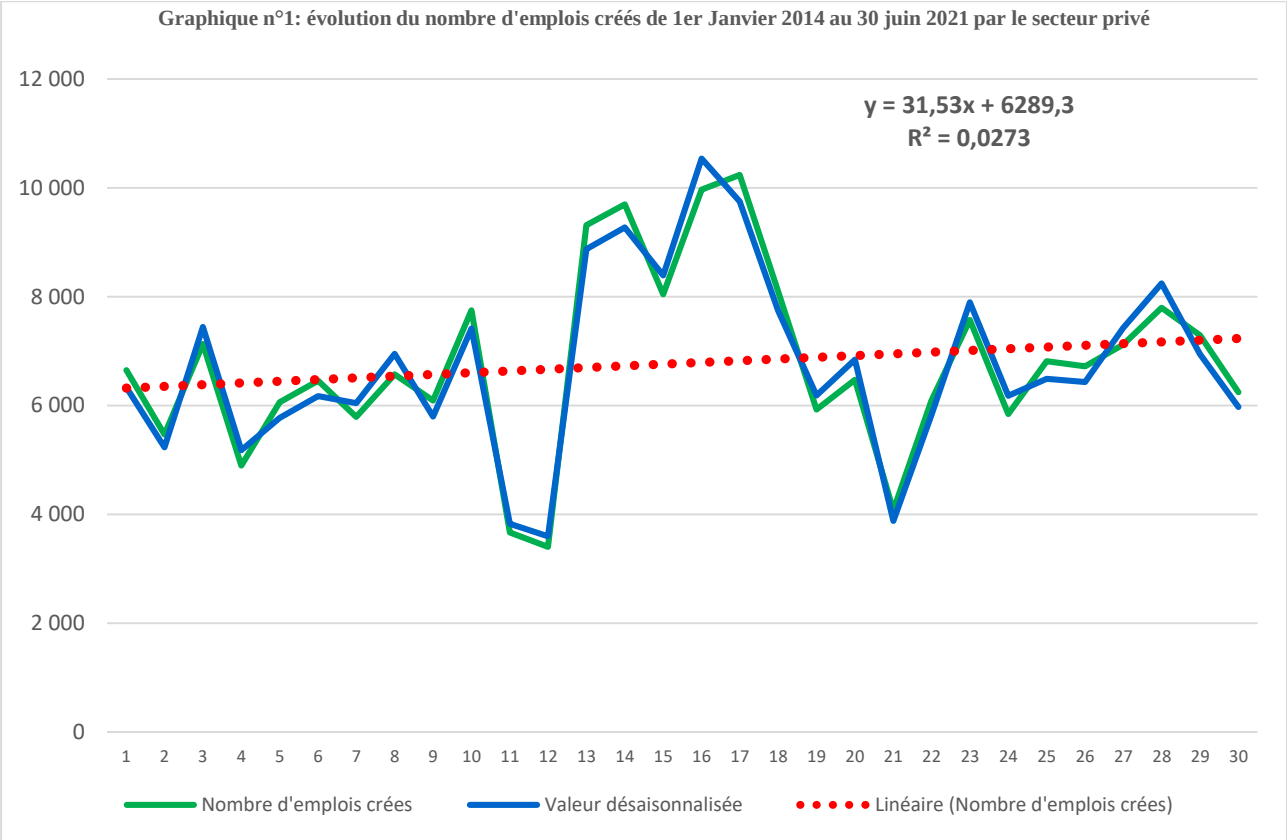
2.1. Les perspectives de création d'emplois par le secteur employeur privé

Nous disposons d'une série de données collectées par trimestre de janvier 2014 à juin 2021 sur les créations d'emplois faites par le secteur privé. L'évolution de cette série se présente comme suit :

Tableau 11 : évolution du nombre d'emplois créés par le secteur privé de janvier 2014 à juin 2021

Période	Rand de la série	Nombre d'emplois crées
Trimestre 1_2014	1	6 650
Trimestre 2_2014	2	5 471
Trimestre 3_2014	3	7 136
Trimestre 4_2014	4	4 899
Trimestre 1_2015	5	6 066
Trimestre 2_2015	6	6 458
Trimestre 3_2015	7	5 795
Trimestre 4_2015	8	6 577
Trimestre 1_2016	9	6 091
Trimestre 2_2016	10	7 753
Trimestre 3_2016	11	3 668
Trimestre 4_2016	12	3 405
Trimestre 1_2017	13	9 319
Trimestre 2_2017	14	9 698
Trimestre 3_2017	15	8 046
Trimestre 4_2017	16	9 968
Trimestre 1_2018	17	10 241
Trimestre 2_2018	18	8 098
Trimestre 3_2018	19	5 930
Trimestre 4_2018	20	6 477
Trimestre 1_2019	21	4 077
Trimestre 2_2019	22	6 095
Trimestre 3_2019	23	7 574
Trimestre 4_2019	24	5 846
Trimestre 1_2020	25	6 815
Trimestre 2_2020	26	6 724
Trimestre 3_2020	27	7 123
Trimestre 4_2020	28	7 801
Trimestre 1_2021	29	7 292
Trimestre 2_2021	30	6 248
Total		**203 341**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)



Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

A partir de cette évolution, les résultats de l'estimation d'un modèle économétrique simple, sans tenir compte des autres facteurs exogènes, notamment les effets de la crise sanitaire, nous permettent de prévoir le nombre de création d'emplois par le secteur privé comme suit :

Tableau 12 : Evolution prévisionnelle par trimestre du nombre d'emplois créés par le secteur privé du 3ème trimestre 2021 au 4ème trimestre 2022

Période	Prévision
Trimestre 3_2021	6 966
Trimestre 4_2021	6 904
Trimestre 1_2022	7 696
Trimestre 2_2022	7 695
Trimestre 3_2022	7 087
Trimestre 4_2022	7 023
Total	**43 372**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

2.2. Les perspectives de création d'emplois par le secteur employeur public

Contrairement aux statistiques sur les créations d'emplois du secteur privé, nous ne disposons pas pour l'instant, de longue série sur les créations d'emplois du secteur public. Ces statistiques sont généralement disponibles en fin de trimestre ou d'année. La non disponibilité de longue série rend difficile l'utilisation d'outils statistiques appropriés pour faire de bonnes prévisions.

Selon les perspectives économiques de la Banque Africaine de Développement, il pourrait avoir une extinction progressive du COVID 19, au début du second semestre 2021, suite à la disponibilité de vaccins permettant la reprise de l'économie mondiale. De ce fait, le PIB réel du Mali augmenterait de 4,0 % en 2021 et de 5,7 % en 2022. Cette augmentation du PIB serait dû à une reprise des activités des secteurs secondaire et tertiaire et d'un rebond des exportations, de la demande intérieure et du crédit bancaire. La hausse des prix du pétrole ferait grimper le taux d'inflation à 1,5 % en 2021 et à 2,1 % en 2022. Le déficit budgétaire se réduirait à 4,5 % du PIB en 2021 et à 3,1 % du PIB en 2022 grâce à la relance des recettes fiscales induite par la reprise de l'activité économique et les réformes.

Le déficit du compte courant s'améliorerait pour atteindre 1,1 % du PIB en 2021, ce qui s'expliquerait par la reprise des exportations soutenue par le redressement des industries extractives. Toutefois, il se détériorerait pour atteindre 2,3 % du PIB en 2022 en raison d'une augmentation de la facture pétrolière et d'une hausse des importations liée aux investissements publics de développement[1].

En tenant compte de ces hypothèses, le nombre d'emplois créés par le secteur employeur public connaitrait une augmentation au cours des six prochains trimestres. L'augmentation des dépenses d'investissements publics pour relancer l'activité économique pourrait contribuer à créer au moins 3 500 emplois pour les deux derniers trimestres de 2021 et 15 000 emplois pour l'année 2022. Ces emplois pourraient être créés à travers les recrutements prévus au niveau de la fonction publique d'Etat et celle des collectivités au titre l'exercice budgétaire 2022. En outre, les investissements publics qui seront réalisés par l'Etat suite à la mobilisation des recettes et à la rationalisation des exonérations fiscales, pourront générer des emplois.

En somme, nous estimons le nombre total d'emplois créés par les secteurs public et privé comme suit :

Tableau 13 : Prévision du nombre total d'emplois créés par secteur pour le dernier semestre 2021 et pour l'année 2022

Secteur	Année		Total
	2021*	2022**	
Emplois créés par le secteur public	3 500	15 000	18 500
Emplois créés par le secteur privé	13 870	29 502	43 372
Total	**17 370**	**44 502**	**61 872**

* Cette prévision concerne le dernier semestre 2021

** La prévision concerne toute l'année 2022

[1] [https://www.afdb.org/fr/countries/west-africa/mali/mali-economic-outlook], **(Page consultée le 23 juin 2021).**

ETAT Q

SUBVENTIONS A L'ENERGIE DU MALI (EDM SA)

	FCFA											
	Indicateurs	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
1	Puissance totale installée (MW)	333,3	394,7	425,1	467,2	528,1	533,2	590,2	529,5	628,2	772,0	835,9
2	Puissance totale disponible des centrales énergie renouvelable (MW)		0,2	0,2	0,2	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4
3	Puissance disponible											
4	Energie totale produite (GWh)	1 212,9	1 300,7	1 276,4	1 402,0	1 573,9	1 712,0	1 905,3	2 081,1	2 219,7	2 410,9	2 595,0
5	Energie brute totale produite renouvelable (GWh) solaire	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2	1,5	1,9	2,8	2,4	1,2	60,4
6	Energie importée (GWh)	2,8	3,4	17,1	216,4	295,7	246,5	281,0	445,4	436,7	601,6	762,4
7	Pertes distribution (%)	18,6%	15,6%	17,0%	15,70%	17,40%	17,76%	17,16%	15,13%	16,60%	17,45%	18,85%
8	Taux énergie non distribuée (%)	0,4%	0,4%	2,3%	1,3%	0,9%	0,2%	0,2%	0,3%	2,0%	2%	3,0%
9	Taux recouvrement global (%) à M+12	98,0%	98,1%	97,7%	97,7%	98,7%	98,7%	98,52%	98,81%	98,52%	98,50%	98,50%
10	Taux recouvrement instances officielle (%)											
11	Taux recouvrement clients paraétatiques (%)											
12	Arriérés auprès fournisseurs privés (millions de FCFA)	24 084,0	35 691,0	43 767,0	35 779,0	48 699,0	87 810,9	113 684,0	127 922,7	145 209,0	310 245,0	252 722,6
13	Arriérés fiscaux auprès Etat	12 291,0	7 192,0	15 314,0	9 634,0	9 992,0	16 029,5	13 384,0	14 424,1	42 269,0	77 798,9	45 364,6
14	Energie facturée (GWh)	950,9	1 044,3	1 012,4	1 104,7	1 225,8	1 332,3	1 488,9	1 650,9	1 730,9	1 861,5	1 976,2
15	Nombre total clients	233 354,0	261 008,0	290 042,0	313 621,0	346 978,0	400 690,0	462 761	515 827	569 324	627 682	684 237
16	Nombre clients résidentiels (Total BT)	231 864,0	259 438,0	288 382,0	311 952,0	345 141,0	398 760,0	460 696,0	513 601,0	566 933,0	625 087,0	681 560,0
17	Nombre employés	1 340,0	1 344,0	1 304,0	1 314,0	1 561,0	2 018,0	2 141,0	2 270,0	2 282,0	2 211,0	2 183,0
18	Ratio clients/employé	174,1	194,2	222,4	238,7	232,1	198,6	216,1	227,2	249,5	283,9	313,4
19	Tarif Moyen (FCFA (y/C pénalitéprime fixe majoration minoration)/kWh)	90,8	90,3	91,5	95,9	97,4	97,8	99,1	97,8	98,8	99,5	101,0
20	Tarif Moyen résidentiels (FCFA/kWh) (tarif BT)	100,3	99,4	100,0	105,2	105,6	104,7	106,5	105,5	105,3	105,3	105,2
21	Revenus recouvrés par kWh produit (FCFA/kWh)	93,9	100,2	78,3	82,4	90,3	98,5	93,4	94,5	93,3	85,7	93,0
22	Revenus recouvrés par kWh facturé (FCFA/kWh)	119,7	124,6	98,8	104,6	115,9	126,6	119,5	119,2	119,6	111,0	110,7
23	Ventes totales (FCFA millions)	85 886,9	93 886,4	91 403,4	104 077,1	118 191,3	137 340,9	152 169,7	166 944,5	182 311,0	196 323,2	207 988,4
24	Revenus totaux recouvrés (FCFA millions) (Encaissements)	113 853,5	130 142,5	99 995,6	115 531,5	142 121,2	168 630,4	177 975,6	196 722,1	207 089,0	206 703,0	218 855,0
25	Salaire/charges de personnel (FCFA millions)	12 938,5	10 951,0	11 774,6	12 338,0	13 461,4	17 952,6	16 394,9	16 908,1	23 148,0	24 446,2	27 063,8
26	Dépenses effectives entretien production (FCFA millions)	2 836,3	2 682,5	1 480,9	3 179,7	1 477,2	2 203,8	1 407,1	1 389,5	5 083,2	7 169,4	4 110,0
27	Dépenses effectives T&D (FCFA millions)	3 986,8	2 365,3	3 106,9	1 813,5	2 950,8	1 198,4	3 152,9	2 196,5	1 178,0	4 434,4	5 029,1
28	Clients résidentiels avec compteurs avec prépaiement (%)	2,51%	9,35%	19,15%	25,47%	36,29%	45,57%	53,56%	58,59%	62,66%	66,56%	69,49%
29	Total Abonnés	233 354	259 862	290 042	313 621	346 978	400 690	462 761	515 827	569 324	627 682	681 560
30	BT Post Paye	226 048	234 131	233 148	232 501	219 874	217 029	213 958	212 680	211 707	209 056	207 920
31	ISAGO	5 816	24 163	55 234	79 451	125 267	181 731	246 738	300 921	355 226	416 031	473 640
32	MT	1 490	1 568	1 660	1 669	1 837	1 930	2 065	2 226	2 391	2 595	2 677
33	Résultats d'exploitation (± FCFA millions)	-24 416,4	-15 321,4	-7 696,3	23 833,4	10 535,4	813,5	-11 275,9	-9 878,4	-32 641,0	-32 803,6	-54 884,8
34	Résultats Nets avec Subventions (± FCFA millions)	-35,7	-15 314,8	-12 291,3	17 544,9	474,8	-13 071,3	-26 364,3	-2 210,2	-51 194,0	-44 850,8	-75 056,2
35	Mouvements sorties du personnel	106,0	64,0	36,0	43,0	42,0	62,0	60,0	56,0	68,0	39,0	68,0
36	Subventions	4 804,00	10 906,00	30 000,00	59 248,6	57 107,6	42 000,0	33 655,8	340 000,0	42 000,0	75 000,0	30 000,0
37	Exonérations fiscales(*)								28 208,90	24 052,53	28 728,11	27 486,44
38	Produits pétroliers								19 925,80	24 052,53	28 728,11	27 486,44
39												
40	Stock des prêts rétrocédés								58 358,22	59 666,07	53 069,41	91 720,24
41	Positions nette EDM SA vis-à-vis de l'Etat								- 3 742,00	- 31 094,67		
	Impayés administration (Budget national et régional)								4 279,00	7 462,98	3 136,34	3 690,13
	Autres impayés (reliquat subvention)								500,00	15 500,00		
	Dettes fiscales nettes								7 521,00	34 109,16	45 364,6	77 798,93
	Autres dettes de l'Etat sur EDM SA (avance trésor)								-	19 948,49	38 551,43	36 782,53

Exonérations fiscales(*) : les exonérations fiscales sont des estimations que nous avons effectuées

ETAT R

LISTE DES TAXES PARAFISCALES ET LEUR EVALUATION

MINISTERE DE L'ECONOMIE DES FINANCES
****
DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi

PREVISION DE RECOUVREMENT 2022 DES TAXES PARAFISCALES

(Unité en millions de F CFA)

Code	Désignation	Budget	Prévisions 2022
712 100	CONTRIBUTION FORFAITAIRE (**CF** au taux de 3%)	National (BN)	17 816
	Base de la CF = Montant CF x 100/ 3,5		509 029
	Taxe-Logement-**TL** (1% x Base CF)	OMH	5 090
	Taxe Touristique	APTM	1 834
	Contribution de solidarité sur les billets d'avion	Projet SIDA	377
	Redevance Régulation	ARMDS	1 178

NB: ⇨ *Les prévisions de TL sont établies sur la base des prévisions CF*

⇨ *Les prévisions de Taxe Touristique, de Contribution de solidarité sur les billets d'avion, et de la Redevace de Régulation sont établies sur la base des réalisations de l'exercice précédent (2021) auxquelles sont appliqués les taux de croissance nominale de l'économie en 2022*

Bamako, le 31 août 2021

Le DIRECTEUR GENERAL

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Le Directeur Général des Impôts
BAMAKO

Mathias KONATE
Inspecteur des Impôts

ETAT S

ANNEXE SUR LES DEPENSES FISCALES

Ministère de l'Économie et des Finances
Direction Générale des Impôts

AOÛT 2021

Dépenses fiscales 2020

Direction de la Planification, études et Suivi
Division de Politiques Fiscales

DES SIGLES ET ABREVIATIONS

CEDEAO : COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

CGI : CODE GENERAL DES IMPÔTS

CREDAF : CENTRE DE RENCONTRES ET D'ÉTUDES DES DIRIGEANTS DES ADMINISTRATIONS FISCALES

DE : DROITS D'ENREGISTREMENT

DD : DROIT DE DOUANE

DF : DEPENSE FISCALE

DGD : DIRECTION GENERALE DES DOUANES

DGI : DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

IBIC : IMPÔT SUR LES BENEFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

IS : IMPÔT SUR LES SOCIETES

RS : REDEVANCE STATISTIQUE

SFR : SYSTEME FISCAL DE REFERENCE

TEC : TARIF EXTERIEUR COMMUN

TVA : TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

UEMOA : UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE

RÉSUMÉ

L'évaluation des dépenses fiscales constitue une exigence pour les États membres, depuis l'avènement de la directive communautaire n° 01/2009 du 27 mars 2009 portant Code de transparence dans la gestion des finances publiques au sein de l'UEMOA. Le présent rapport qui est à sa 10ème édition s'inscrit dans cette dynamique de transparence.

L'estimation du coût des allègements fiscaux a pour objectif d'éclairer les décideurs en matière de politique fiscale. Elle sert de base d'analyse pour la rationalisation des dépenses fiscales. Pour mener à bien cette démarche, l'estimation des dépenses fiscales doit être complétée par une étude d'appréciation de la pertinence leurs objectifs. L'étude actuelle se limite à l'évaluation budgétaire.

Le manque à gagner évalué dans ce document concerne les dépenses fiscales de la Direction générale des impôts et de celles de la Direction générale des Douanes. Il est constitué par les mesures de dérogations fiscales liées à onze (11) impôts. Il s'agit précisément de sept impôts pour la fiscalité intérieure (TVA de l'intérieur, Impôt sur les Sociétés, Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux, Taxe sur les activités financières, Taxe sur les contrats d'assurance, Contribution forfaitaire à la charge des employeurs et des Droits d'Enregistrement) et de quatre impôts pour la fiscalité de porte (TVA de porte, Droit de Douane, Impôt Spécial sur Certains Produits et la Redevance Statistique).

Dans cette étude, le montant des dépenses fiscales est analysé par type d'impôt, par source légale d'exonération et par secteur d'activité.

L'analyse des dépenses fiscales totales (DGI, DGD) par impôt indiquent que les plus importantes sont le DD, l'IS et la TVA de porte.

Par secteur d'activité, l'examen des dépenses fiscales de la DGI nous révèle que les chiffres les plus élevés proviennent des activités financières et d'assurance, des activités de fabrication et de construction.

L'essentiel des dépenses fiscales évaluées au Mali bénéficient aux entreprises.

INTRODUCTION

Au Mali, les dispositions de la loi fiscale qui comprennent des exonérations et divers mécanismes affectant le calcul de l'impôt, concernent la fiscalité des ménages et celle des entreprises.

Ces dispositions dérogatoires sont qualifiées par les spécialistes de « dépenses fiscales ».

Le concept de dépenses fiscales, qui « apparaît à la fois comme le symétrique de l'expression dépenses budgétaires et comme le négatif de l'expression recettes fiscales », permet de souligner que ces dispositions fiscales dérogatoires représentent un manque à gagner pour le budget de l'État, même si ce coût est moins visible et moins connu que celui des autres dépenses publiques.

Cependant L'expression « dépense fiscale » ne doit pas conduire à considérer que l'ensemble des flux économiques (revenus, épargne, valeur ajoutée, etc.) constituent par nature une matière taxable et que toute dérogation peut être présentée comme une moindre recette pour l'État.

Toutefois, les dispositions fiscales dérogatoires pourraient conduire à des «démembrements de la fiscalité» et aller à l'encontre de l'esprit de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 dont l'article 13 prévoit que l'indispensable contribution commune « doit être également répartie entre les citoyens, en raison de leurs facultés ».

À ces différentes facettes de la fiscalité dérogatoire correspondent deux enjeux essentiels :

- la maîtrise budgétaire de ces dispositifs dans un contexte marqué par la diminution des ressources externes et la non-atteinte du taux de pression fiscale fixé à 20% par la CEDEAO ;
- l'efficacité de ces dispositifs ou la simplification de la fiscalité.

Dans une telle situation, il est impératif pour nos pouvoirs publics de rationaliser les dérogations fiscales accordées aux contribuables en évaluant leur coût, mais aussi les impacts qu'elles induisent tant sur le plan économique que social.

La loi n°2017-022 du 12 juin 2017 déterminant le cadre général du régime des exonérations fiscales et douanières a été promulguée comme étant un des moyens de rationalisation de l'octroi des dérogations, dans la mesure où elle prévoit la suppression des exonérations qui n'ont aucune base légale.

Les dérogations ou allègements fiscaux sont des sources de pertes de recettes fiscales pour le Trésor public. Ce manque à gagner affecte de manière significative l'efficacité de l'effort de mobilisation des recettes fiscales des services d'assiette, la transparence dans la gestion des finances publiques et l'équité du système fiscal.

Ainsi, depuis 2011, chaque année le rapport sur les dépenses fiscales est produit par la DGI et annexé au projet de loi de finances.

L'évaluation du coût de la dépense fiscale bien que non exhaustive, en ce sens que certaines mesures ne sont pas du tout évaluées et d'autres ne font l'objet que d'une évaluation partielle fait ressortir un manque à gagner de 269.48 milliards de francs CFA au titre de l'exercice 2020. La nouvelle méthode de calcul de la dépense fiscale de TVA, la fluctuation du nombre d'exonérations par période de collecte rendent particulièrement mal aisée toute comparaison des résultats de l'actuelle évaluation avec celles des années précédentes Ce coût rapporté aux recettes fiscales indique un taux de 17.92%.

La présente évaluation s'articule autour de trois axes :

- Cadre conceptuel et méthodologique;
- Évaluation du cout budgétaire des dépenses fiscales;
- Focus sur certaines dépenses fiscales de la direction générale des impôts.

I. CADRE CONCEPTUEL ET METHODOLOGIQUE

La première étape de l'étude consiste à fixer le cadre de l'analyse. Celui-ci s'articule autour, d'une part, de la compréhension du concept de dépense fiscale et de ses implications, et d'autre part, de la méthodologie à suivre pour l'évaluation.

1. CADRE CONCEPTUEL

La décision N° 08/2015/CM/UEMOA du 02 juillet 2015 instituant les modalités d'évaluation des dépenses fiscales dans les États membres de l'UEMOA, a dégagé certaines idées prioritaires quant à la définition de la dépense fiscale, de la norme et du système de référence (régime fiscal de base), de la délimitation du périmètre d'évaluation aux impôts nationaux et de la méthodologie à adopter.

a. Définition de la dépense fiscale

Selon cette décision, «Une dépense fiscale est un transfert de ressources publiques résultant d'une réduction des obligations fiscales relativement à un système fiscal de référence, plutôt qu'une dépense directe. Elle résulte d'une mesure dérogatoire de nature fiscale prise par une autorité habilitée, en vue d'alléger la charge fiscale d'un contribuable ou d'un secteur d'activités et qui entraine un manque à gagner pour le trésor public. ».

La dépense fiscale est donc une perte de recettes pour l'État et pour le contribuable un allègement de charges fiscales par rapport à ce qui serait résulté de l'application de la norme, c'est-à-dire des principes généraux du droit fiscal.

Néanmoins, toutes les exonérations ne sont pas des dépenses fiscales, et d'autres mesures que des exonérations peuvent donner lieu à des dépenses fiscales.

En particulier, les exonérations de TVA de porte sur les biens importés par des entreprises au régime du Code des Investissements ou au Code minier ne peuvent pas être considérées comme des dépenses fiscales car elles n'entraînent pas de pertes de recettes. La TVA qui aurait été collectée sur les importations de ces entreprises est par nature déductible, donc ne constitue pas une perte de recettes.

Les pertes de recette dues aux réductions de taux et à l'allocation d'un crédit d'impôt en cas d'investissement ne sont pas des exonérations mais constituent des dépenses fiscales.

Les caractéristiques qui peuvent aider à la qualification d'une mesure de dérogation fiscale en « dépense fiscale » sont :

- la dérogation par rapport à un système de référence (qualifier une mesure de "dépense fiscale" suppose de se référer à une législation de base à laquelle elle déroge) ;
- la motivation à but incitatif ;
- la possibilité de remplacement par une subvention directe.

L'identification des dépenses fiscales est un exercice de classification qui revient à établir une distinction, dans les dispositions fiscales en vigueur, entre celles qui relèvent d'un système fiscal de référence (découlant de la norme) et une série de dispositions qui dérogent à ce système. Elle requiert donc une définition claire du système de référence.

La définition d'un système de référence est donc l'étape essentielle du processus d'évaluation de la dépense fiscale.

b. Définition du système fiscal de référence

Il n'y a pas une définition standard du système de référence qui serait une norme communément admise au niveau international.

Il implique pour chaque pays, des choix de politiques économiques, sociales et fiscales. En outre, elle est susceptible d'évoluer en fonction de la législation nationale ou communautaire. A ce titre, deux options sont envisageables :

- la première est faite sur la base de la législation existante ;
- la deuxième concerne le système optimal visé à terme (meilleures pratiques connues pour chaque taxe à l'interne et /ou à l'externe).

La première option plus pragmatique est le plus souvent choisie par les pays.

Ceci signifie que les éléments du cadre de référence (la norme) doivent être de nature législative et revêtir un caractère général.

Trois critères définissent le système de référence :

- l'ancienneté de la mesure ;
- le caractère général de la mesure ;
- la doctrine fiscale.

Cependant, le critère d'ancienneté n'a pas été retenu par la commission de l'UEMOA pour assimiler une dépense fiscale à une composante d'un système fiscal de référence.

Certains organismes internationaux estiment que le système fiscal de référence doit comprendre « La structure des taux, les conventions comptables, la déductibilité des paiements

obligatoires, les dispositions visant à faciliter l'administration des impôts et des dispositions concernant les obligations fiscales internationales. »

Les aspects structurels de la législation, comme les abattements personnels ou les taux progressifs, sont aussi jugés comme faisant partie du système fiscal de référence et ne sont donc pas des dépenses fiscales.

En outre, certaines dispositions d'atténuation du taux ou de la base imposable visant à éliminer la double imposition ou à se conformer à des pratiques normalisées au plan international ou sous régional ne sont pas non plus considérées comme des dépenses fiscales.

Une dépense fiscale n'existe donc que par rapport à un système fiscal de référence. Pour chaque type d'impôt, le choix du système de référence consiste à définir le champ d'application, la base imposable et le ou les taux ou tarifs.

Par souci de simplification, beaucoup de pays retiennent tout simplement le Code Général des Impôts, le Code des douanes, et le TEC (Tarif Extérieur Commun) comme système de référence.

La décision N° 08/2015/CM/UEMOA du 02 juillet 2015 a défini le Système Fiscal de Référence en son article 5, ainsi qu'il suit :

« Les États membres définissent un système fiscal de référence basé sur le droit commun de la législation fiscale intérieure et douanière.

Ce système de référence est le régime fiscal le plus neutre possible s'appliquant à tous les contribuables ou à toutes les opérations économiques avec le moins de discrimination possible. Il indique, pour chaque impôt, droit ou taxe, l'assiette et le taux.

Toute mesure dérogatoire au système de référence est considérée comme une dépense fiscale et entre dans le périmètre de l'évaluation.

Les dispositions fiscales dérogatoires contenues dans les conventions et accords internationaux régulièrement ratifiés font partie du système fiscal de référence.

En matière de législation fiscale intérieure, le système fiscal de référence est défini en fonction de la réglementation communautaire relative à l'harmonisation de la fiscalité intérieure des États de l'Union.

En matière de législation douanière, le système fiscal de référence est la réglementation communautaire relative au Tarif Extérieur Commun ».

Le système fiscal de référence est défini pour les impôts, droits et taxes couverts par l'évaluation des dépenses fiscales. Sont concernés :

- **La Taxe sur la Valeur Ajoutée**

L'application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée est encadrée par la directive C/DIR1/05/09 du 27 mai 2009 portant harmonisation des législations des états membres de la CEDEAO en matière de Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA). Les pays membres ont la latitude de pouvoir choisir leur taux normal applicable dans une fourchette de 5% à 20%. Ils ont, en outre, la possibilité de fixer aussi un taux réduit de TVA en plus du taux normal choisi (art 30 de la directive).

Dès lors que l'application du taux réduit de TVA ou l'exemption ne résulte pas d'une obligation communautaire, c'est le caractère incitatif, général ou sectoriel de cette application qui détermine si la mesure est considérée ou non comme une dépense fiscale.

Ainsi, sont considérées comme des dépenses fiscales les exonérations ou réductions de taux qui ont pour objet de soutenir un secteur particulier (énergies renouvelables et nouvelles technologies de l'information et de la communication).

Les taux réduits ou les exonérations qui s'appliquent à des produits de base avec un objectif de redistribution entre les ménages sont, en revanche, considérés comme conformes aux principes généraux de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (par exemple les médicaments, les céréales, le pain etc.)

Ainsi, peuvent faire partie intégrante de la norme de référence, les produits et services expressément exonérés par la directive susmentionnée (art 8) et transposés dans le Code Général des Impôts.

Le taux retenu par le Mali est 18%.

- **L'Impôt sur les Sociétés et l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux**

Les éléments structurels du système d'imposition en matière d'Impôt sur les Sociétés comprennent :

Le taux d'imposition linéaire (taux de droit commun) ;

- la déduction des pertes antérieures ;
- l'amortissement admis par les règles comptables ;
- les dispositions visant à éviter la double imposition.

Les taux retenus par le Mali sont de 30% du bénéfice imposable et 1% du montant du chiffre d'affaires hors taxe pour les contribuables relevant du régime normal d'imposition ayant déclaré un déficit.

Cependant, ce montant ne peut être inférieur à la fraction de l'Impôt sur les Sociétés/Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux contenue dans le montant maximum des cotisations (impôt synthétique).

- **La Taxe sur les contrats d'assurance**

L'Unité d'imposition est la Convention d'assurance ou de rente viagère. La base imposable de référence est le montant des sommes stipulées au profit de l'assureur et de tous accessoires.

Les taux de référence sont de 4% et de 20%. Le taux (4 %) s'applique aux contrats d'assurance contre les risques de toute nature de navigation maritime, fluviale, aérienne ou terrestre. Le taux (20 %) s'applique aux autres contrats d'assurance.

- **Taxe sur les Activités Financières**

Sont soumis à la taxe sur les activités financières, les produits des opérations réalisées au Mali qui se rattachent aux activités bancaires ou financières et d'une manière générale, tout produit se rattachant au commerce des valeurs et de l'argent.

La base imposable est constituée du montant des recettes réalisées à l'occasion des opérations imposables. La taxe est exclue de la base d'imposition.

Les taux de référence de la taxe sont fixés à 17 % et à 15 %. Le taux réduit de 15 % est appliqué sur les intérêts, commissions et frais perçus à l'occasion de toutes les opérations finançant les ventes à l'exportation.

- **La Contribution forfaitaire à la charge des employeurs**

Est soumise à la contribution forfaitaire à la charge des employeurs, toute personne physique ou morale passible de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'impôt sur les bénéfices agricoles qui verse des rémunérations, traitements ou salaires.

La contribution est assise sur le montant brut des salaires et indemnités, payés à l'ensemble du personnel, y compris la valeur réelle des avantages en nature.

Le taux de la contribution est fixé à 3,5 %.

➢ **Les Droits d'Enregistrements, de mutations et de successions**

Les droits d'enregistrement sont fixes, proportionnels, ou progressifs suivant la nature des actes ou mutations qui y sont assujettis.

La perception des droits est réglée d'après la forme extérieure des actes ou la substance de leurs dispositions, sans égard à leur validité, ni aux causes quelconques de résolution ou d'annulation ultérieure.

La norme de taxation consiste à se référer aux divers taux et conditions d'application du Code Général des Impôts(CGI) suivant la nature des actes ou mutations qui y sont assujettis.

➢ **Le Droit de Douane, Redevance Statistique et impôt spécial sur certains produits**

Ils sont des droits de porte prévus dans le texte sur le Tarif Extérieur Commun (TEC) et dans le Code des douanes.

2. CADRE MÉTHODOLOGIQUE

En règle générale, l'approche méthodologique retenue en matière d'évaluation des dépenses fiscales repose sur l'évaluation des régimes dérogatoires par rapport au régime d'imposition de base (norme de référence) et l'architecture propre à chaque impôt et taxe en termes de taux et de base imposable.

a. Périmètre d'évaluation des dépenses fiscales

Le périmètre d'évaluation est défini sur la base de deux critères :

- l'importance de la mesure (coût) ;
- la disponibilité des données.

La délimitation consiste à choisir les impôts et taxes à comprendre dans le champ de l'évaluation (impôts d'État seulement) et la période couverte par cette évaluation. Les évolutions de la norme peuvent aussi entrainer des changements de périmètre d'évaluation (impôts et taxes à évaluer, taux à introduire ou à exclure etc.).

L'UEMOA a préconisé, qu'en l'état actuel des systèmes fiscaux des pays membres, le périmètre d'évaluation des dépenses fiscales soit limité aux impôts et taxes nationaux et principalement à la Taxe sur la Valeur Ajoutée et au Droit de Douane.

Les impôts et taxes retenus par cette étude concernent : la Taxe sur la Valeur Ajoutée (de l'intérieur et de porte), l'Impôt sur les Sociétés/l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux, la Taxe sur les affaires financières, la Taxe sur les contrats d'assurance, la Contribution

forfaitaire à la charge des employeurs, les droits d'enregistrement, le Droit de douane, la Redevance Statistique et l'impôt spécial sur certains produits.

b. La période de référence

L'évaluation des dépenses fiscales ici présentée porte sur l'exercice budgétaire 2020.

L'année budgétaire s'entend de la période au cours de laquelle la recette correspondante à la dépense fiscale aurait dû être encaissée par l'État en application des règles de droit commun.

Sous ce rapport, les recettes associées aux opérations et revenus dont la taxation intervient l'année suivant celle de leur réalisation sont rattachées au millésime d'imposition. C'est le cas notamment de l'IS et de l'IBIC.

c. Méthode de calcul

➢ Méthodes de calcul possible

Il existe trois méthodes de calcul possibles pour évaluer les dépenses fiscales :
- La méthode de la perte en recettes (*revenue forgone*). Il s'agit d'un chiffrage, ex-post, de la réduction de la recette fiscale qu'a entraînée l'adoption d'une dépense fiscale, en présumant que cette adoption n'a aucun effet sur les comportements des contribuables. Ainsi, s'il s'agit d'un taux réduit de TVA, on partira des ventes bénéficiant de ce taux réduit et on calculera le coût de la dépense fiscale en multipliant le montant des ventes par l'écart entre le taux normal et le taux réduit de TVA. Ceci revient à supposer que toutes les transactions auraient eu lieu même si la mesure n'avait pas été adoptée : c'est ce que nous entendons par « l'absence d'effet sur le comportement des contribuables ».

- Le gain final de recettes (*revenue gain*) : on mesure le gain de recettes fiscales qu'entraînerait la suppression d'une dépense fiscale en tenant compte du changement de comportement des contribuables.

- L'équivalent en dépense (*Outlay équivalent*) : il s'agit du montant de la dépense directe qui serait nécessaire pour donner un avantage équivalent pour le contribuable à celui de la dépense fiscale.

➢ La méthode retenue

La méthode de calcul des « pertes en recettes, toutes choses égales par ailleurs », la plus usitée en règle générale, a été retenue par le Mali pour autant qu'elle est la plus facile à exploiter.

- **Méthode d'évaluation des dépenses fiscales de la Taxe sur la valeur ajoutée de l'intérieur**

La DF de TVA à l'intérieur se calcule par entreprise bénéficiant d'une exonération de TVA, à partir des données de la DGE, de la DME, de la DID et des DRI. Ce calcul nécessite de connaître la TVA qui aurait dû être collectée par l'entreprise et la TVA qui aurait dû être déductible par l'entreprise si le CA n'avait pas été exonéré. Les informations sur la partie déductible n'étant pas disponible, elle est obtenue à partir d'une formule d'estimation. Dans un premier temps, parmi les entreprises, il ne faut retenir que la production qui entraîne une DF. Les points ci-dessous énumérés ont été pris en compte.

Ont été exclu les entreprises dont le CA exonéré, la TVA collectée et la TVA reversée ne sont pas connus ;

Le chiffre d'affaires (CA) exonéré pour chaque entreprise a été obtenu en faisant la différence entre le chiffre global exonéré de la TVA et le chiffre d'affaires réalisé à l'exportation ;

Les entreprises soumises au taux réduit de 5% ne sont pas incluses dans le champ de calcul de l'estimation des dépenses fiscales de TVA au taux normal. Les entreprises bénéficiant en même temps des exonérations de TVA au taux de 18% et de 5% sont soumises à un calcule de prorata.

La formule d'approximation des dépenses fiscales de la TVA au taux 18% est la suivante :

$$DFj = \boldsymbol{CA_{exonéré}} * \mathbf{18\%} * \frac{\boldsymbol{Net} \text{ à } \boldsymbol{payer}}{\boldsymbol{TVA\ Collectée}}$$

DFj : Dépense fiscale pour le contribuable i ;

CA : Chiffre d'affaires

La formule d'approximation des dépenses fiscales de la TVA au taux 5% est la suivante :

$$\boldsymbol{DF_j = CA_{exonéré}} * \mathbf{13\%} * \frac{\boldsymbol{Net} \text{ à } \boldsymbol{payer}}{\boldsymbol{TVA\ Collectée}}$$

$\boldsymbol{DFj}$: Dépense fiscale pour le contribuable j ;

CA : Chiffre d'affaires

13% est la différence de taux entre 18% et 5%.

- **Méthode d'évaluation des dépenses fiscales de l'Impôt sur les sociétés-Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux**

Les dépenses fiscales de l'IS-IBIC sont obtenues en comparant et en prenant le maximum entre :

- ✓ le montant du bénéfice exonéré multiplié par le taux de référence (30%) ;
- ✓ la valeur du la fraction de l'IS-IBIC contenue dans le montant maximum des cotisations (impôt synthétique) ;
- ✓ le 1% du chiffre d'affaires.

***DF* j**= Max (30%benefice exonéré, fraction de l'IS-IBIC contenue dans le montant maximum des cotisations (impôt synthétique), 1% du chiffre d'affaires)

- **Méthode d'évaluation des dépenses fiscales de la Taxe sur lesactivités financières**

Les dépenses fiscales de la TAF sont obtenues en multipliant les taux de référence (15% et 17%) par les intérêts exonérés.

- **Méthode d'évaluation des dépenses fiscales de la Taxe sur les contrats d'assurance**

Les dépenses fiscales de la TCA sont obtenues en multipliant le taux de référence (20%) par les sommes stipulées au profit de l'assureur.

- **Méthode d'évaluation des dépenses fiscales de la Contribution forfaitaire à la charge des employeurs**

Les dépenses fiscales de la CFE sont obtenues en multipliant le taux de référence (3,5%) par les sommes ou avantages en nature versés ou alloués à certains salariés.

- **Méthode d'évaluation des dépenses fiscales des impôts de la douane**

En ce qui concerne les dépenses fiscales provenant de la Direction générale des douanes, elles obtenues en multipliant les taux de chaque impôt par les valeurs exonérées.

d. Les sources des données

Les données utilisées pour évaluer les dépenses fiscales proviennent principalement des informations sur les contribuables relevant de la Direction générale des Douanes (DGD) et la Direction générale des Impôts.

II.EVALUATION DU COUT BUDGETAIRE DES DEPENSES FISCALES

1. MÉTHODE DE COLLECTE

Elle a consisté à recueillir au niveau de chacune des structures d'assiette de la Direction Générale des Impôts et au niveau de la Direction Générale des Douanes les montants des exonérations fiscales accordées du 1er janvier au 31 décembre 2020.

Par la suite, il a été procédé à la compilation des données en tenant compte du périmètre d'évaluation et du système de référence pour l'évaluation effective des dépenses fiscales.

Ces données ont été analysées par impôt, par secteur d'activité et par source pour certaines dépenses fiscales selon la disponibilité des données.

a. Analyse des dépenses fiscales

L'analyse est faite sur le coût total, annuel des dépenses fiscales mais aussi par direction de recettes (Direction générale des impôts, Direction générale des douanes).

- **Analyse du coût global (DGI-DGD)**

Le coût des dépenses fiscales et douanières est estimé à 269.48 milliards au titre de l'année 2020.

- **Les dépenses fiscales de 2017 à 2020**

Tableau 1 : dépenses fiscales de 2017 à 2020

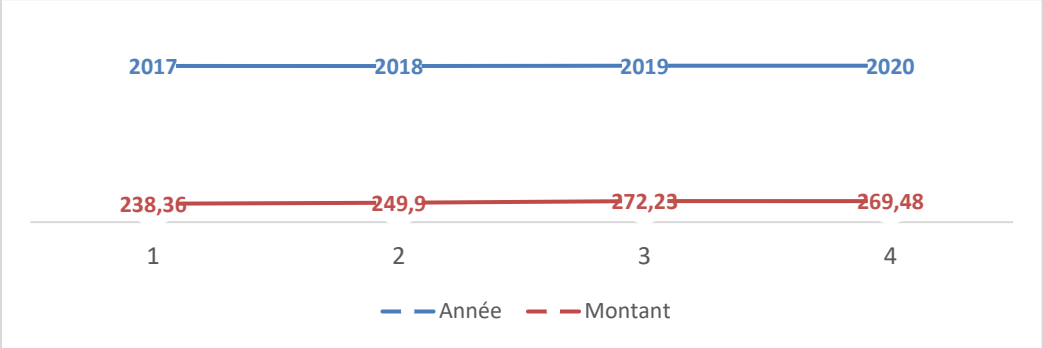
Montant en milliards de francs CFA

Année	2017	2018	2019	2020
Montant	238,36	249,9	272,23	269,48

Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi

À l'analyse du tableau, on constate une augmentation des dépenses fiscales de 2017 à 2019. En 2020, le coût des dépenses a diminué. Cette réduction ne peut être expliquée par une baisse des niches fiscales mais plutôt par une modification dans la méthodologie de l'estimation des dépenses fiscales de la TVA de l'intérieur. Dans les rapports précédents, les allègements fiscaux provenant de de TVA sont obtenus en multipliant le chiffre d'affaires exonéré par le taux de référence (18%). La nouvelle méthode de calcul permet de connaître la perte sèche c'est-à-dire la différence entre la TVA collectée exonérée et la TVA déductible exonérée.

Figure 1 : dépenses fiscales de 2017 à 2020



Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi

- **Comparaison des dépenses fiscales aux recettes fiscales et au Produit Intérieur Brut**

Le tableau ci-dessous illustre la part des dépenses fiscales constatées en 2018, 2019 et 2020 dans les recettes fiscales et Produit Intérieur Brut.

Tableau 2 : Coût des dépenses fiscales rapporté au Produit Intérieur Brut (PIB) et aux recettes fiscales

Montant en milliards de francs CFA

Rubrique	Année 2017	Année 2018	Année 2019	Année 2020
Dépenses fiscales	238,36	249,9	272,23	269,48
Recettes fiscales	1 377,73	1 132,54	1 474,46	1497,64
DF/RF (%)	17,30%	22,07%	18,46%	17,99%
Produit intérieur brut (PIB)	8 763,72	9 513,48	10 342,90	10454,5
DF/PIB (%)	2,72%	2,63%	2,63%	2,58%

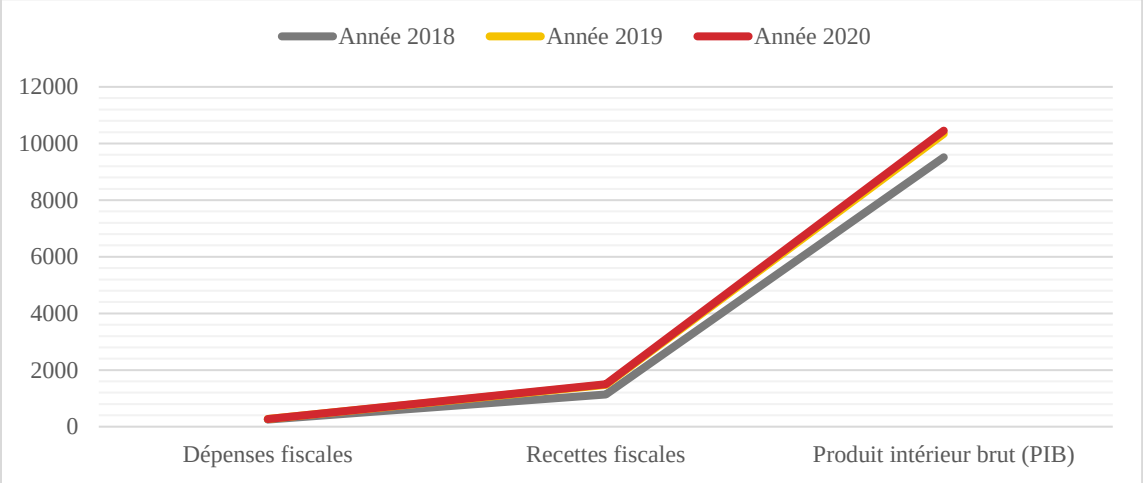
Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi

Le coût des dépenses fiscales au titre de l'année 2020 rapporté aux recettes fiscales indique un pourcentage de 17,99%. Entre 2019 et 2020, on remarque que les recettes fiscales et le PIB n'ont pas significativement variés. Cela s'explique par l'impact de la maladie à Covid-19 sur l'économie. Par conséquent, les parts des dépenses fiscales dans les recettes fiscales et dans le PIB n'ont pas subi une grande variation durant la même période.

En revanche, en 2018, la contribution des dépenses fiscales dans les recettes fiscales est plus importante par rapport à celle de 2019 et 2020. L'augmentation de ce pourcentage en 2018 est surtout engendrée par une diminution des recettes fiscales.

L'analyse de la part des dépenses fiscales dans le PIB sur les années 2018 et 2019 indique un même taux (2,63%). Cela nous enseigne que les deux variables (dépenses fiscales et Produit Intérieur Brut) ont évolué de manière proportionnelle entre 2018 et 2019.

Figure 2 : Coût des dépenses fiscales rapporté au PIB et aux recettes fiscales



Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi

- **Répartition des dépenses fiscales de 2020 par impôt, droit et taxe**

La répartition des dépenses fiscales par impôt permet de mesurer la contribution de chaque impôt dans les dépenses fiscales totales.

Tableau 3 : Répartition des dépenses fiscales par type d'impôt droit et taxe

Montant en milliards de francs FCA

Impôt, droit ou taxe	Montant	%
Taxe sur la Valeur Ajoutée	87,31	32,40%
Droit de Douane	64,12	23,80%
Impôt sur les sociétés	64,09	23,78%
Taxe sur les activités financières	39,00	14,47%
Taxe sur les contrats d'assurance	11,26	4,18%
Redevance Statistique	2,81	1,04%
Droits d'enregistrement	0,45	0,17%
Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux	0,27	0,10%
Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	0,12	0,05%
Impôt Spécial sur Certains Produits	0,04	0,02%
Total	269,48	100%

Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi

L'analyse des principales dépenses fiscales par type d'impôt nous enseigne :

Les dépenses fiscales provenant de la TVA se sont chiffrées à 87,31 milliards de francs CFA représentant ainsi 32,40% du poids total des dépenses fiscales au titre de l'exercice 2020. Les allègements fiscaux qui découlent de la TVA restent toujours les plus élevés comparés à ceux des autres impôts. Ils représentent ici le cumul des dépenses fiscales de la TVA de l'intérieur et de celle de porte.

La part du DD dans les dépenses fiscales totales au titre de l'année 2020 est de 23,80% pour un montant de 64,12 milliards de francs CFA. La source principale de ces dépenses fiscales est la source «exonérations exceptionnelles ou conditionnelles».

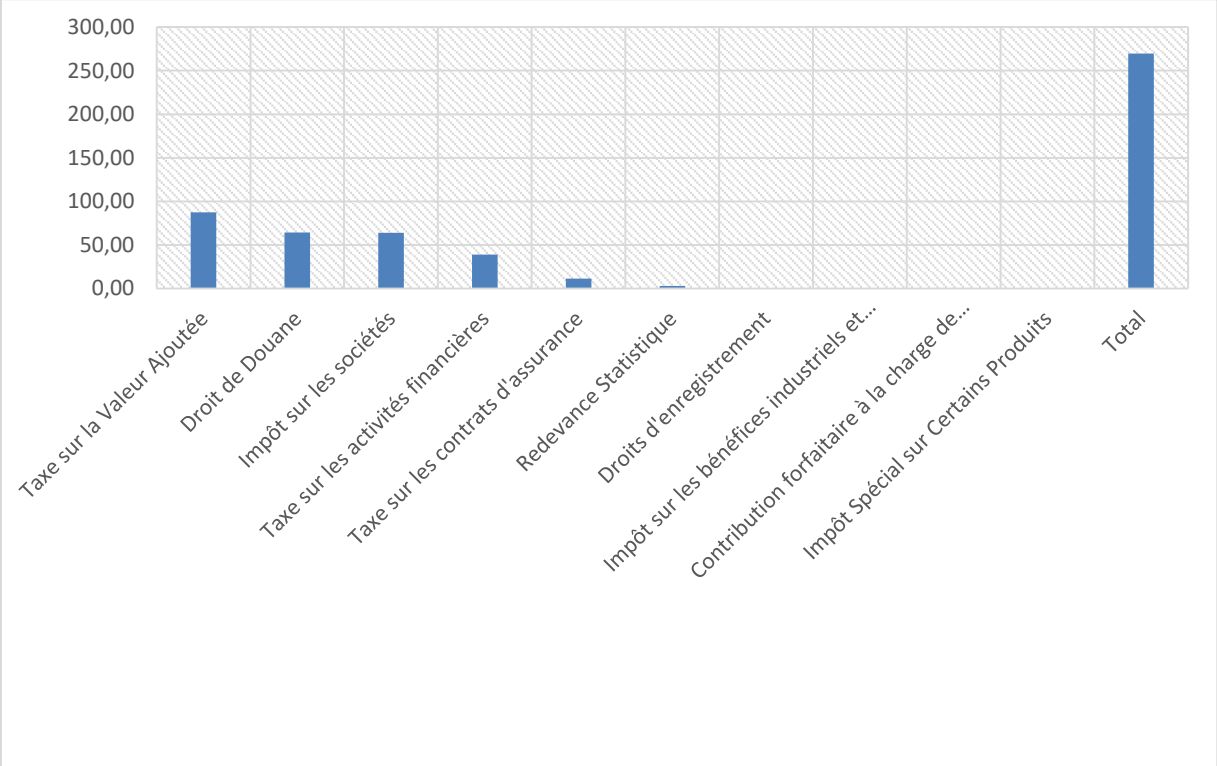
Les pertes de recettes liées à l'IS-IBIC affichent un coût de 64,09 milliards de francs CFA et contribue pour une part de 23,78% aux dépenses fiscales totales. Les exonérations d'IS-IBIC proviennent essentiellement des activités de fabrication, de construction et des activités financières et d'assurance, du commerce et des activités extractives. Ces activités à elles seules représentent 91,95% des dépenses fiscales liées à l'IS-IBIC.

Les niches fiscales qui découlent de la Taxe sur les activités financières indiquent un montant de 39,00 milliards de francs CFA, soit un taux de participation de 14,47%.

Les allègements fiscaux liés à la Taxe sur les contrats d'assurance affichent un poids de 4,18% Pour un coût de 11,26 milliards de francs CFA.

Les Droits d'Enregistrement et la Redevance Statistique occupant la dernière position indiquent respectivement un montant de 6,03 milliards de francs CFA et 3,99 milliards de francs CFA.

Figure 3 : Répartition des dépenses fiscales par type d'impôt droit et taxe



Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi

- **Comparaison des dépenses fiscales par impôt, droit et taxe de 2018 à 2019**

Afin d'analyser la répartition des dépenses fiscales par type d'impôt en termes de coût, le tableau ci-dessous ventile les dépenses fiscales constatées en 2018, 2019 et en 2020.

Tableau 4 : Comparaison des dépenses fiscales de 2018 à 2020

Montant en milliards de francs CFA

Dépenses fiscales par type d'impôt	Année 2018	Année 2019	Année 2020	Variation 2019-2020
Taxe sur la Valeur Ajoutée	152,03	167,5	87,31	-47,88%
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et Impôt sur les Sociétés	27,38	31,44	64,36	104,72%
Droits de Douane	64,5	63,27	64,12	1,35%
Taxe sur les activités financières	-	-	39,00	
Taxe sur les contrats d'assurance	-	-	11,26	
Redevance Statistique	2,12	3,99	2,81	-29,47%
Droits d'Enregistrement	3,88	6,03	0,45	-92,54%
Contribution forfaitaire à la charge de l'employeur	-	-	0,12	
Impôt Spécial sur Certains Produits	-	-	0,04	
Total	249,91	272,23	269,48	

Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi

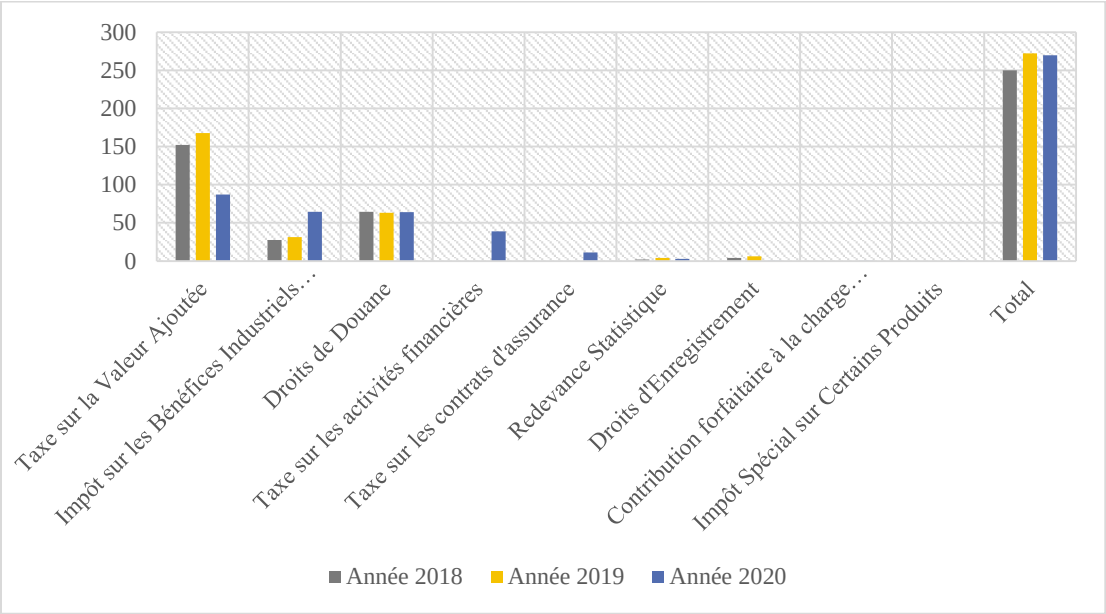
Au titre de l'année 2020 le coût des dépenses fiscales de TVA s'est contracté de 47,88 milliards de francs CFA par rapport à l'année 2019. Cette baisse est en liaison avec la modification intervenue dans la méthodologie d'estimation des dépenses fiscales de la Taxe sur la valeur ajoutée de l'intérieure. Dans les études antérieures, les niches fiscales liées à la TVA sont obtenues en multipliant le chiffre d'affaires (CA) exonéré par le taux de référence (18%). Cette manière de procéder à contribuer à surévaluer le coût du manque à gagner dans les rapports précédents. Dans ce rapport, la nouvelle méthodologie a été adoptée. Elle a consisté à calculer la perte réelle en estimant la différence entre la TVA collectée exonérée et la TVA déductible exonérée.

En revanche, les dépenses fiscales découlant de l'impôt sur les sociétés (IS) et de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (IBIC) ont augmenté de 32,92 milliards de francs CFA en 2020 comparées à celles de 2019, soit une variation de 104,72%. Cet accroissement peut être expliqué en partie par une amélioration dans la collecte des exonérations de l'IS par rapport aux années passées.

Sur les périodes 2018, 2019, 2020 les dépenses fiscales de Droit de douane (DD) et de redevance statistique ont évolué en dent de scie sans une variation significative.

Les dépenses fiscales se rattachant à certains impôts comme la Taxe sur les activités financières, la Taxe sur les contrats d'assurance, la Contribution forfaitaire à la charge des employeurs et l'Impôt Spécial sur Certains ont été évaluées en 2020 seulement. Cela s'inscrit dans une dynamique d'élargissement du périmètre d'évaluation des dépenses fiscales.

Figure 4 : Répartition des dépenses fiscales par impôt, droit et taxe (DGI-DGD)



Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi

➢ **Analyse des dépenses fiscales de la DGI**

- **Analyse du coût des dépenses fiscales par rapport aux recettes fiscales de la DGI (2018, 2019, 2020)**

Tableau 5 : Dépenses fiscales rapportées aux recettes fiscales de la DGI

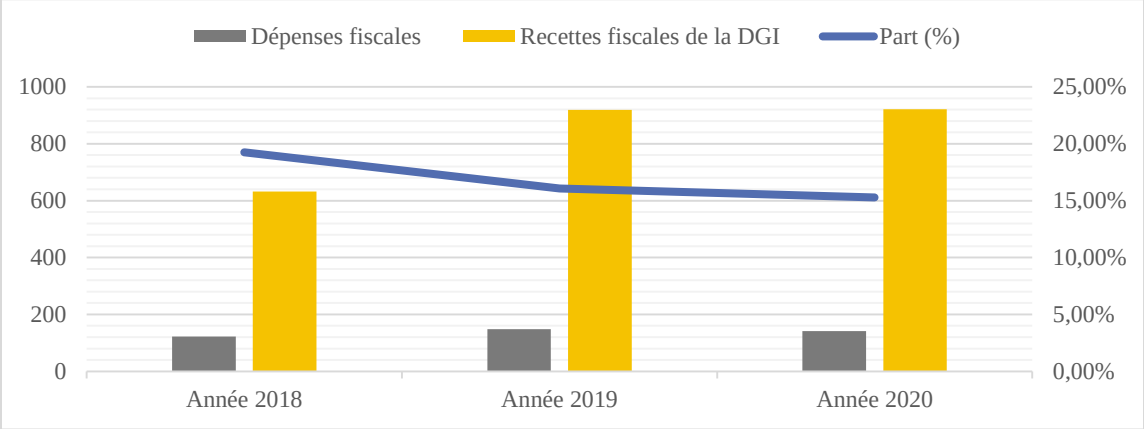
Montant en milliards de francs CFA

Rubrique	Année 2018	Année 2019	Année 2020
Dépenses fiscales	121,82	147,64	140,87
Recettes fiscales de la DGI	632,64	919,46	921,16
Part (%)	19,26%	16,06%	15,29%

Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi

Le montant des dépenses fiscales de la Direction générale des impôts au titre de l'année 2020 s'est chiffré à 140,87 milliards de francs CFA contre 147,64 milliards de francs en 2019. Comparé à celui de 2019, le coût des dépenses fiscales a connu une diminution d'environ 6,77 milliards de francs CFA qui se traduit par un taux de décroissance de 4,59%. Ce montant rapporté aux recettes fiscales de la même année indique un taux de 15,29%.

Figure 5 : Dépenses fiscales rapportées aux recettes fiscales



Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi

- **Répartition des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe**

L'analyse par impôt se présente comme suit : (voir tableau 6)

Tableau 6 : Répartition des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe

Montant en milliards de francs CFA

Dépenses fiscales par impôt	Année 2020	%
Impôt sur les sociétés-Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux	64,36	45,69%
Taxe sur les activités financières	39,00	27,69%
Taxe sur la valeur ajoutée	25,68	18,23%
Taxe sur les contrats d'assurance	11,26	7,99%
Droits d'enregistrement	0,45	0,32%
Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	0,12	0,09%
Total	140,87	100,00%

Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi

À l'analyse du tableau, on constate que les niches fiscales provenant de l'IS-IBIC sont les plus importantes (64,36 milliards de francs CFA), soit un taux de participation de 45,69%.

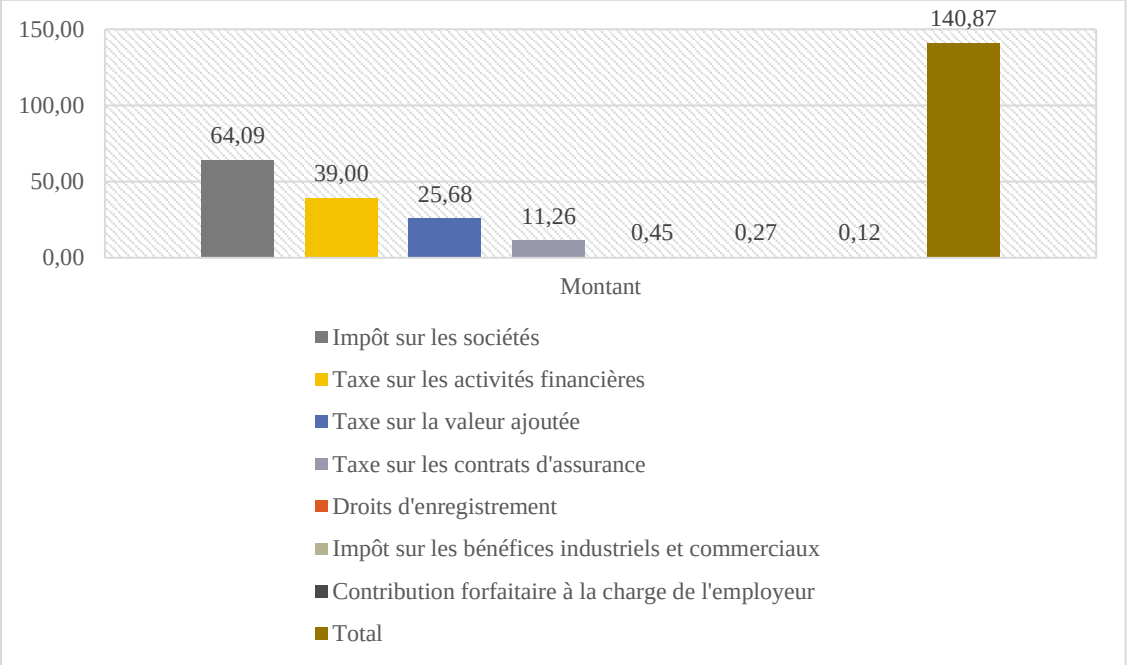
En matière de Taxe sur les activités financières, le montant des dépenses fiscales estimées est de 39,00 milliards de francs CFA, soit 27% du poids total. Ce type de dépenses fiscales provient essentiellement de la source « autres exonérations fiscales » (68,37%).

Les dépenses fiscales estimées au niveau de la Taxe sur la valeur ajoutée ont atteint le montant de 25,68 milliards de francs CFA dont 40,41 % en faveur des activités de fabrication.

Les dépenses fiscales se rapportant à la Taxe sur les contrats d'assurance contribuent pour un poids de 7,99% avec un montant de 11,26 milliards de francs CFA. Ces dépenses fiscales ont comme source principale « autres contrats exonérés ».

Quant aux Droits d'enregistrement et à la Contribution forfaitaire à la charge des employeurs, les dépenses fiscales évaluées sont estimées respectivement 0,45 et 0,12 milliards de francs CFA.

Figure 6 : Répartition des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe



Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi

- **Comparaison des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe de 2018 à 2020**

Tableau 7 : Comparaison des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe

Montant en milliards de francs CFA

Dépenses fiscales par impôt	Année 2018	Année 2019	Année 2020	Variation 2019-2020
Impôt sur les sociétés	27,38	31,44	64,36	104,74%
Taxe sur les activités financières	-	-	39,00	
Taxe sur la valeur ajoutée	90,56	110,17	25,68	-76,69%
Taxe sur les contrats d'assurance	-	-	11,26	
Droits d'enregistrement	3,88	6,03	0,45	-92,54%
Contribution forfaitaire à la charge de l'employeur	-	-	0,12	
Total	121,82	147,64	140,87	-4,58%

Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi

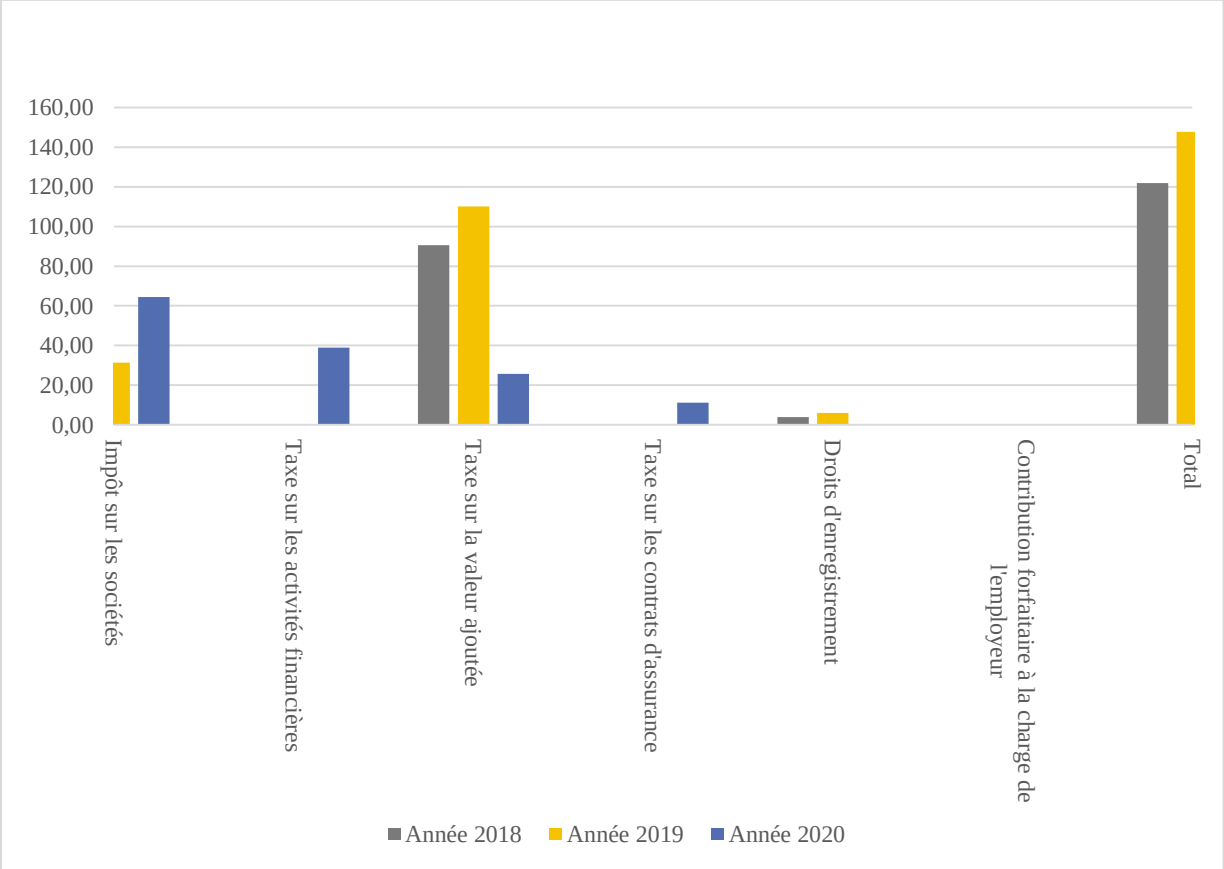
À l'examen du tableau, on constate une augmentation des dépenses fiscales liées à l'Impôt sur les sociétés (IS) pour les années 2018, 2019, 2020.

De même, les dépenses fiscales issues des exonérations de TVA ont augmenté en 2019 comparées à celles de 2018. Par contre en 2020, elles ont diminué drastiquement. Cela s'explique par le changement intervenu dans la méthodologie d'évaluation des dépenses fiscales liées à la TVA de l'intérieur.

Les allègements fiscaux provenant des DE ont augmenté en 2018 comparativement à 2019. Par contre en 2020, ils ont significativement baissé.

L'année 2020 a été marquée par l'introduction de trois nouveaux impôts dans l'évaluation des dépenses fiscales. Il s'agit de la TAF, de la TCA, de la CFE. Ces impôts ont contribué pour un montant de 50,38 milliards de francs CFA, soit un taux (35,76%) dans le poids total des dépenses fiscales.

Figure 7: Comparaison des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe de 2018 à 2020



Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi

- **Répartition des dépenses fiscales de la DGI par secteur d'activité**

La ventilation des dépenses fiscales par secteur est importante, car elle exprime les intentions politiques en matière de dépenses publiques.

Tableau 8 : Répartition des dépenses fiscales de la DGI par secteur d'activité

Montant en milliards de francs CFA

Secteur d'activité	Montant	%
Activités financières et d'assurances	69,04	49,01%
Activités de fabrication	20,05	14,23%
Construction	18,45	13,09%
Commerce	9,85	6,99%
Activités extractives	6,92	4,91%
Production et distribution d'électricité et de gaz	6,78	4,81%
Activités artistiques, sportives et récréatives	4,08	2,89%
Activités de services de soutien et de bureau	3,34	2,37%
Transports et entreposage	1,29	0,91%
Information et communication	0,51	0,36%
Hébergement et restauration	0,16	0,12%
Enseignement	0,14	0,10%
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	0,01	0,00%
Autres secteurs d'activités	0,25	0,18%
Total	140,87	100,00%

Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi

La présentation des dépenses fiscales par secteur d'activité comme l'analyse par impôt, permet d'adosser l'évaluation des dépenses fiscales à la politique fiscale et aux orientations économiques du Gouvernement.

Le classement des dépenses fiscales par secteur d'activité indique que les dépenses fiscales les plus importantes proviennent en grande partie des activités suivantes :

Les dépenses fiscales consenties en faveur des Activités financières et d'assurances ont atteint 69,04 milliards de francs CFA en 2020, soit 49,01% de l'ensemble des dépenses (39,00 milliards de francs CFA provient de la TAF et 18,64 milliards de francs CFA de l'IS).

Les dépenses fiscales relatives aux activités de fabrication ont atteint 20,05 milliards de francs CFA, soit un taux de participation de 14,23%. Elles proviennent essentiellement de la TVA et de l'IS.

Le secteur de la construction a bénéficié de 14,77 milliards de francs CFA, avec un poids de 13,09% dont 93,13% d'IS.

Quant au secteur du commerce, les dépenses fiscales évaluées atteignent 9,85 milliards de francs CFA, soit un taux de 6,99%. L'IS représente 73,45% du poids total de ces dépenses fiscales.

Les dépenses fiscales provenant des activités extractives se sont chiffrées à un montant de 6,92 milliards de francs CFA. Elles proviennent surtout de l'IS, soit 93,43% de leur poids total.

Les dépenses fiscales liées aux activités de Production et distribution d'électricité et de gaz indiquent un montant de 6,78 milliards de francs CFA. Son taux de participation est de 4,81%. Ces dépenses fiscales sont beaucoup tributaires de la TVA (98,94%).

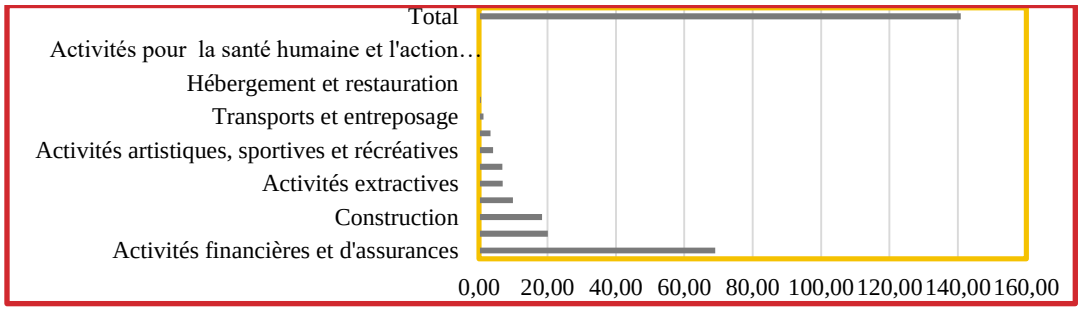
Les dépenses fiscales estimées au niveau des Activités artistiques, sportives et récréatives ont atteint 4, 08 milliards de francs CFA, soit 2,89% dont 99,68% proviennent de l'IS.

Les allègements fiscaux des activités de services de soutien et de bureau ont coûté 3,34 milliards de francs CFA, avec un poids de 2,37%. Ils sont constitués de 89,47% de la TVA.

Les pertes de recettes liées aux activités de transport sont estimées à 1,129 milliards de francs CFA pour un poids de 0,91%.

Les secteurs d'activité (Information et communication, Hébergement et restauration, Enseignement, Activités pour la santé humaine et l'action sociale et autres secteurs d'activité) affichent des montants inférieurs à 1 milliard de francs CFA. Par conséquent leurs coûts sont moins élevés comparés aux autres secteurs d'activité.

Figure 8 : Répartition des dépenses fiscales de la DGI par secteur d'activité



Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi

➢ **Analyse des dépenses fiscales de la DGD**

- **Analyse du coût des dépenses fiscales par rapport au PIB et aux recettes fiscales de la DGD de 2018 à 2020**

Tableau 9 : Les dépenses fiscales rapportées aux recettes fiscales de la DGD de 2018 à 2020

Montant en milliards de francs CFA

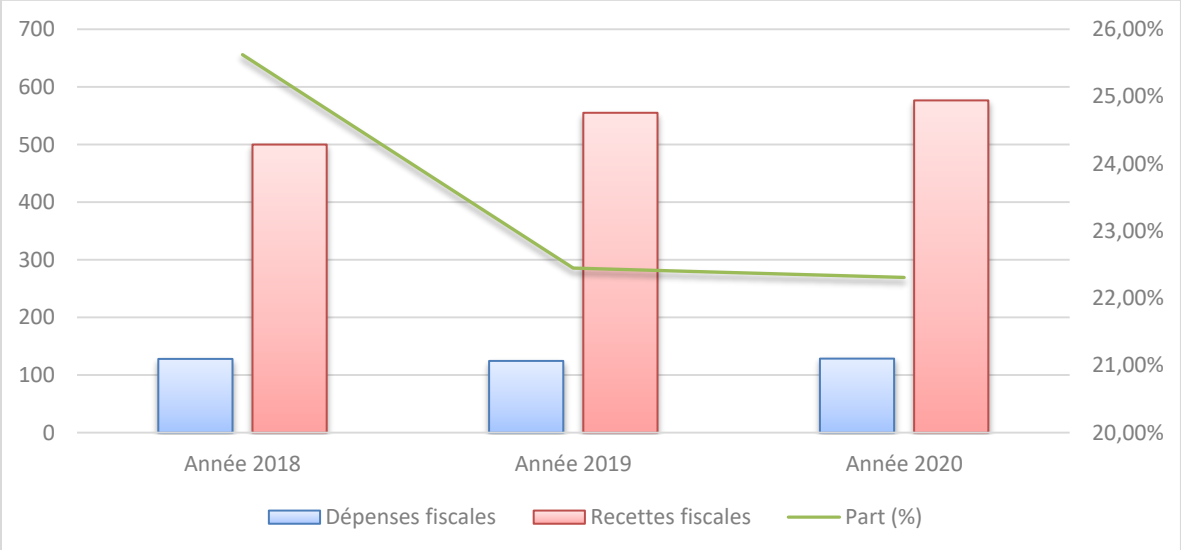
Rubrique	Année 2018	Année 2019	Année 2020
Dépenses fiscales	128,08	124,6	128,69
Recettes fiscales	499,9	555	576,48
Part (%)	25,62%	22,45%	22,31%

Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi

Le montant des dépenses fiscales de la Direction générale des douanes de l'année 2020 s'est chiffré à 128,61 milliards de francs CFA contre 124,6 milliards de francs CFA en 2019. On constate une augmentation de 4,06 milliards de francs CFA.

Le coût des dépenses fiscales rapporté aux recettes douanières indique un taux de 22 ,31%. Ce taux est sensiblement égal à celui de 2019.Cela s'explique par une augmentation peu significative des deux variables (dépenses fiscales, recettes douanières) sur les deux années (2019,2020).

Figure 9 : Coût des dépenses fiscales par rapport aux recettes fiscales de la DGD de 2018 à 2020



Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi

- **Répartition des dépenses fiscales de la DGD par impôt, droit et taxe**

La ventilation des dépenses fiscales par type d'impôt permet de préciser la part afférant à chacun de ces impôts dans les dépenses fiscales totales.

Tableau 10 : Répartition des dépenses fiscales de la DGD par impôt, droit et taxe

Montant en milliards de francs CFA

Dépenses fiscales par impôt	Montant	%
Droit de Douane	64,12	49,86%
Taxe sur la Valeur Ajoutée de Porte	61,63	47,92%
Redevance Statistique	2,81	2,19%
Impôt Spécial sur Certains Produits	0,04	0,03%
Total	128,61	100,00%

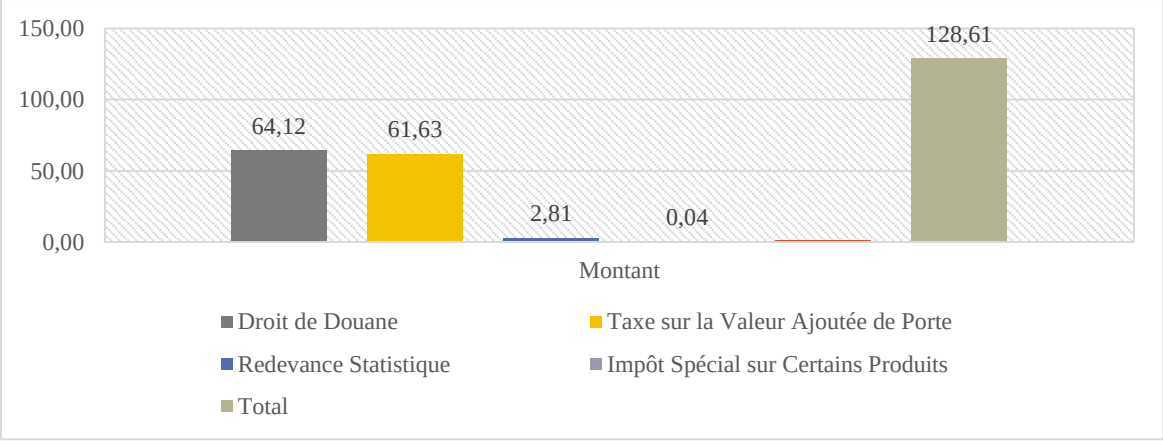
Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi

Il ressort de l'analyse de ce tableau que le Droit de Douane occupe la première position avec un taux de participation de 49,86%. Le montant des dépenses fiscales provenant du Droit de Douane s'est élevé à 64,12 milliards de francs.

Les dépenses fiscales provenant de la TVA se sont chiffrés à 61,63 milliards de francs CFA et se placent en 2ème position avec un poids de 47,92%.

Le coût des dépenses fiscales provenant de la Redevance Statistique est le moins élevé et indique 2,81 milliards de francs CFA. La redevance statistique affiche un taux de participation de 2,19%.

Figure 10 : Répartition par impôt DGD



Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi

- **Comparaison des dépenses fiscales de la DGD par impôt, droit et taxe de 2018 à 2020**

Tableau 11 : Comparaison des dépenses fiscales de la DGD par impôt 2018 à 2020

Montant en milliards de francs CFA

Dépenses fiscales par type d'impôt	Année 2018	Année 2019	Année 2020
Droit de Douane	64,5	63,27	64,12
Taxe sur la Valeur Ajoutée de porte	61,47	57,33	61,63
Redevance Statistique	2,12	3,99	2,81
Impôt Spécial sur Certains Produits			0,04
Total	128,09	124,59	128,6

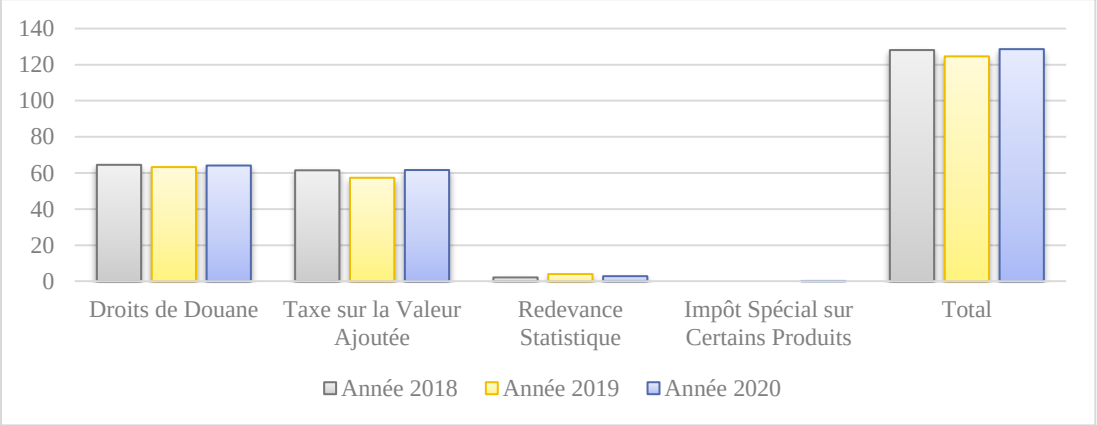
Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi

Les dépenses fiscales provenant du Droit de douane (64,12 milliards de francs CFA) ont connu une légère hausse au titre de l'année 2020 comparées à celles de 2019 (63,27 milliards de francs CFA). Elles sont essentiellement issues des exonérations exceptionnelles et des exonérations des Codes minier et pétrolier. On observe la même tendance quant aux dépenses fiscales issues de la TVA de porte. Elles ont atteint 57,33 milliards de francs CFA en 2019 pour se stabiliser à 61,63 milliards de francs CFA en 2020. Elles proviennent surtout des exonérations de TVA de porte soit 66,64% de leur poids.

Cependant, en 2020, les allègements fiscaux issus de la Redevance Statistique indiquent une tendance à la baisse par rapport à ceux de 2020. Ces allègements fiscaux se sont chiffrés à 2,81 milliards de francs CFA en 2020 contre 3,99 milliards de francs CFA au titre de l'année 2019, soit une contraction de 29,57%.

Les dépenses fiscales découlant de l'Impôt Spécial sur Certains Produits (ISCP) évaluées pour la première fois ont affiché un manque à gagner de 0,04 milliards de francs CFA.

Figure 11 : Répartition par impôt DGD sur trois ans (2017, 2018, 2019)



Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi

Répartition des dépenses fiscales de la DGD par source

Tableau 12 : Comparaison des dépenses fiscales de la DGD par source

Montant en milliards de francs CFA

Dépenses fiscales par source	Montant	%
Exonérations exceptionnelles	65,23	50,72%
Codes minier et pétrolier	20,55	15,98%
Marchés publics et financements extérieurs	19,58	15,22%
Dons, aides et ONG	16,03	12,47%
Code des investissements	5,57	4,33%
Conventions d'établissement	1,65	1,28%
Total	128,61	100,00%

Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi

Les dépenses fiscales liées aux Exonérations Exceptionnelles (EE) de la Direction Générale des Douanes se sont élevées à 65,23 milliards de francs CFA. Son taux de participation a été de 50,72%. Elles représentent plus de la moitié du poids total des dépenses fiscales. Elles sont constituées de 62,96% de TVA de porte et de 36,17% de Droit de douane soit 99,13% de leur poids.

Les pertes de recettes liées aux Codes minier et pétrolier occupent la 2ème place avec un montant de 20,55 milliards de francs CFA, soit 15,98% du poids total des dépenses fiscales de la DGD. Elles proviennent essentiellement de Droit de douane (95,81%).

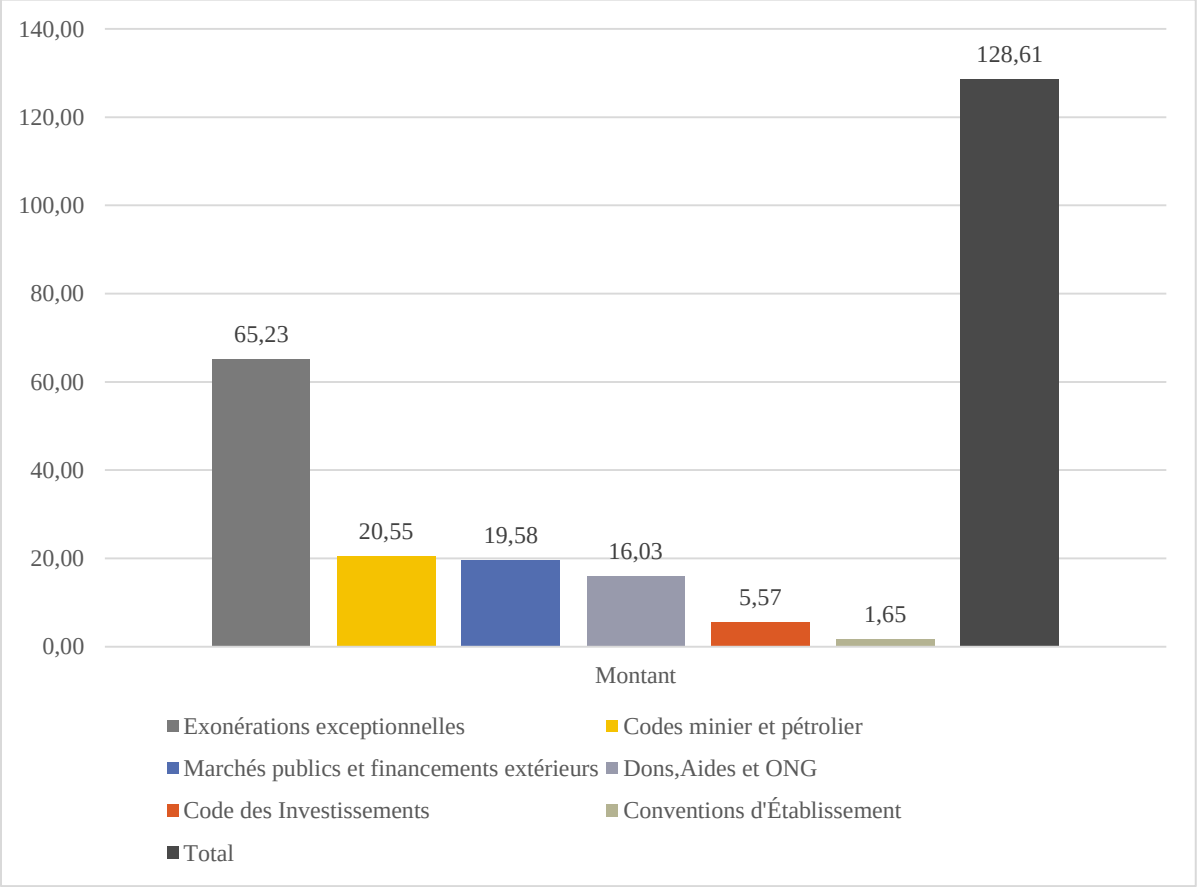
Les allègements fiscaux liés aux Marchés Publics (dont Financements Extérieurs) ont un taux de participation de 15,22% et se sont chiffrés à 19,58 milliards de francs CFA. Ils sont composés principalement de 58% de la TVA de porte et 38,71% de Droit de douane.

Les Dons, aides et ONG représentent 12,47% du poids total des dépenses fiscales de la DGD, avec un montant de 16,03 milliards de francs CFA.

Les dépenses fiscales provenant du Code des Investissements se sont chiffrées à 5,57 milliards de francs CFA, soit un taux de 4.33%. Elles sont engendrées essentiellement par les exonérations de Droit de douane.

Les exonérations fiscales provenant des Conventions d'établissement affichent un montant de à 1,65 milliards de franc CFA avec un taux de participation de 1,28%. Elles sont constituées à cent pour cent de Droit de douane.

Figure 12 : Répartition des dépenses fiscales de la DGD par impôt de 2018 à 2019



Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi

- **Comparaison des dépenses fiscales de la DGD par source de 2018 à 2020**

Tableau 13 : Comparaison des dépenses fiscales de la DGD par source de 2018 à 2020

Montant en milliards de francs CFA

Sources de dépenses fiscales	Année 2018	Année 2019	Année 2020	Variation 2019-2020
Exonérations exceptionnelles	65,94	51,49	65,23	26,68%
Marchés Publics	23,44	32,05	19,58	-38,91%
Codes minier et pétrolier	18,95	21,17	20,55	-2,93%
Dons Aides ONG	8,38	10,07	16,03	59,19%
Code des Investissements	10,9	9,61	5,57	-42,04%
Conventions d'établissement	0,47	0,21	1,65	685,71%
Total	128,08	124,6	128,61	3,22%

Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi

À l'analyse du tableau, on constate que seules les dépenses fiscales liées aux EE et à la source « Dons Aides ONG » se sont accrues en 2020 comparées à celles de 2019. La plus grande variation est observée au niveau des EE avec une hausse de 13,74 milliards de francs CFA.

Les autres sources de dépenses fiscales (Marchés Publics, Codes minier et pétrolier, Code des Investissements, Conventions d'établissement) ont toutes baissé en 2020 comparativement en 2019. Les niches fiscales découlant de Marchés publics se sont contactées de 38,91%. Après les dépenses de Marchés publics, la deuxième plus grande variation concerne le Code des investissements avec une diminution de 4,04 milliards de francs CFA.

III. FOCUS SUR CETAINES DEPENSES FISCALES DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

1. LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

a. Évaluation des dépenses fiscales de TVA par structure

Les résultats présentés dans le tableau ci-dessous mettent en évidence la répartition des dépenses fiscales de TVA de la DGI au niveau des structures.

Tableau 14 : Estimation des dépenses fiscales de TVA par structure de la DGI

Montant en milliards de francs CFA

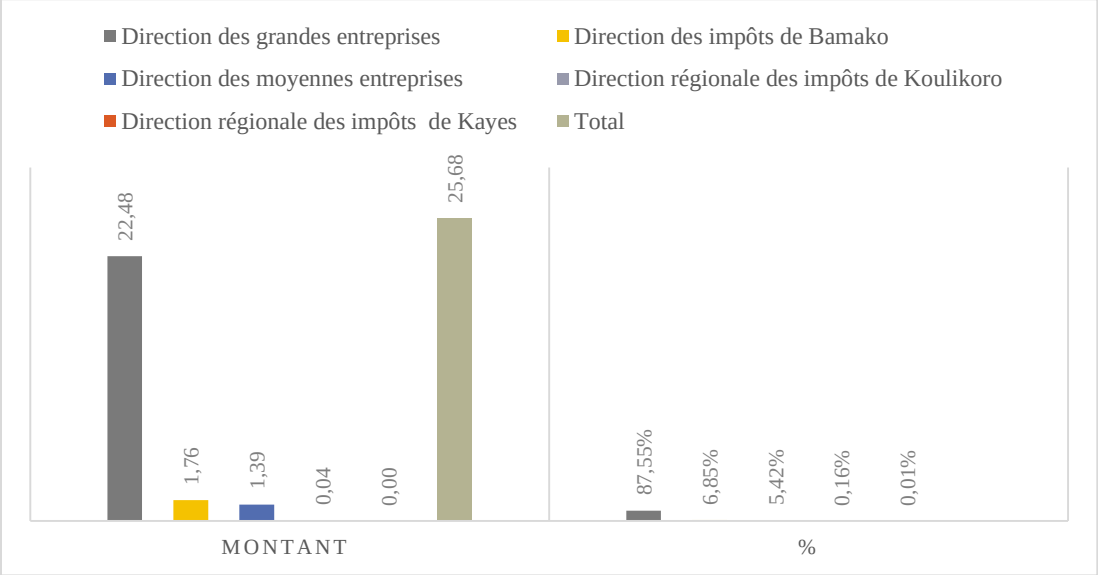
Structure	Montant	%
Direction des grandes entreprises	22,48	87,55%
Direction des impôts de Bamako	1,76	6,85%
Direction des moyennes entreprises	1,39	5,42%
Direction régionale des impôts de Koulikoro	0,04	0,16%
Direction régionale des impôts de Kayes	0,00	0,01%
Total	25,68	100,00%

Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi

Les dépenses fiscales portant sur la TVA au titre de l'année 2020 de la DGI ont été estimées à hauteur de 25,68 milliards de FCFA. L'analyse du tableau ci-dessus indique que la part de la DGE reste considérablement élevée. En effet, sur un montant total de dépenses fiscales de TVA de 25,68 milliards de FCFA, la DGE a enregistré 22,48 milliards FCFA soit un poids d'environ 88%.

En matière d'évaluation des dépenses fiscales, les autres structures sont visiblement peu représentatives, car leurs dépenses fiscales de TVA n'ont pas excédé 2 milliards de FCFA au cours de l'année 2020.

Figure 13 : Estimation des dépenses fiscales de TVA par structure de la DGI



Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi

b. Répartition des dépenses fiscales de TVA par contribuable bénéficiaire et par structure de la DGI

Les proportions renseignées dans ce diagramme donnent une idée sur la répartition des 824 contribuables bénéficiaires des dépenses fiscales de TVA par structure de recettes.

De manière comparative, on constate que le nombre de contribuables bénéficiaires des dépenses fiscales de TVA est assez élevé à la DID (38%) par rapport aux autres structures.

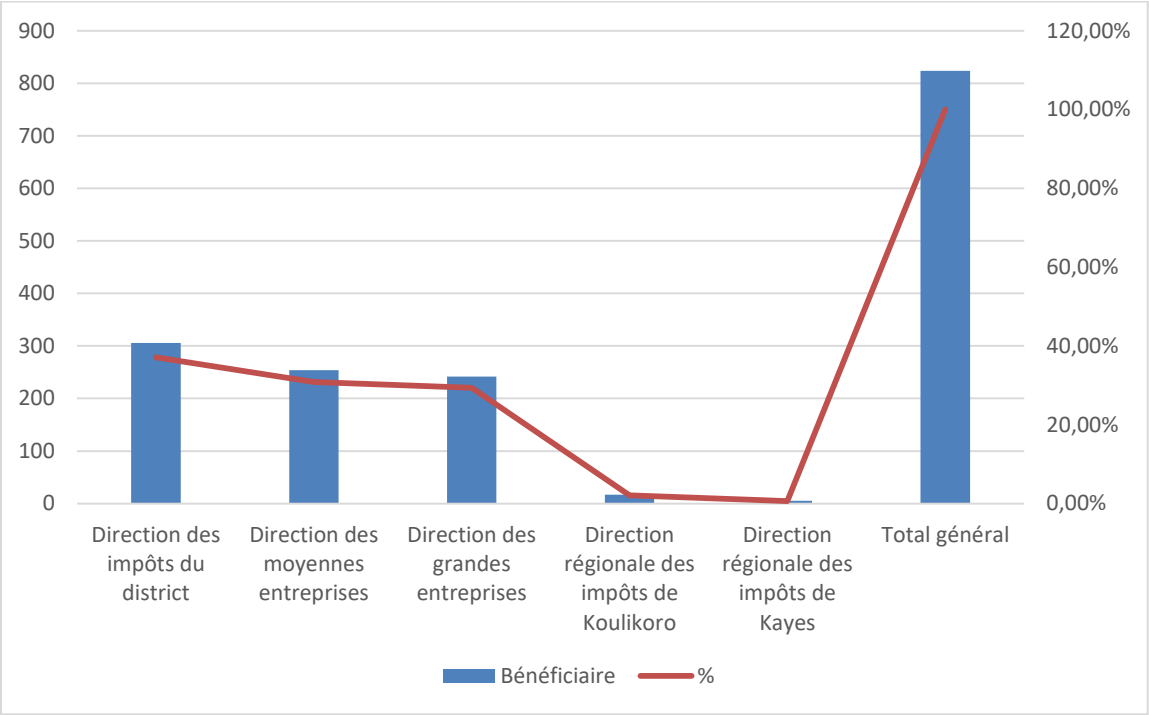
Tableau 15 : Estimation des dépenses fiscales de TVA par bénéficiaire et par structure de la DGI

Montant en milliards de francs CFA

Structure	Bénéficiaire	%
Direction des impôts du district	306	37,14%
Direction des moyennes entreprises	254	30,83%
Direction des grandes entreprises	242	29,37%
Direction régionale des impôts de Koulikoro	17	2,06%
Direction régionale des impôts de Kayes	5	0,61%
Total général	824	100,00%

Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi, 2021

Figure 14 : Estimation des dépenses fiscales de TVA par bénéficiaire et par structure de la DGI



Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi, 2021

A la DID, on observe une proportion d'environ 37% des contribuables de la DGI, cette proportion revient respectivement à 31 % des contribuables de la DME, 29% des contribuables de la DGE, 2% des contribuables de la DRI de Koulikoro et 0,61% de ceux de la DRI de Kayes.

c. Estimation des dépenses fiscales de la TVA par secteur d'activité au titre de l'année 2020

L'analyse des dépenses fiscales de TVA par secteur d'activité principale des contribuables démontre que les dépenses fiscales de TVA ont été octroyées en faveur de seize (16) secteurs d'activité au titre de l'année 2020.

Tableau 16 : Répartition des dépenses fiscales de TVA de la DGI par secteur d'activité.

Montant en milliards de francs CFA

secteur d'activité	Montant	%
Activités de fabrication	10,38	40,41%
Production et distribution d'électricité et de gaz	6,70	26,11%
Activités de services de soutien et de bureau	2,99	11,64%
Commerce	2,55	9,94%
Construction	1,10	4,27%
Transports et entreposage	0,51	1,99%
Information et communication	0,47	1,84%
Activités Extractives	0,44	1,73%
Autres secteurs d'activités	0,25	0,97%
Hébergement et restauration	0,16	0,62%
Activités financières et d'assurances	0,11	0,43%
Activités artistiques, sportives et récréatives	0,01	0,05%
Activités immobilières	0,00	0,00%
Total	25,68	100,00%

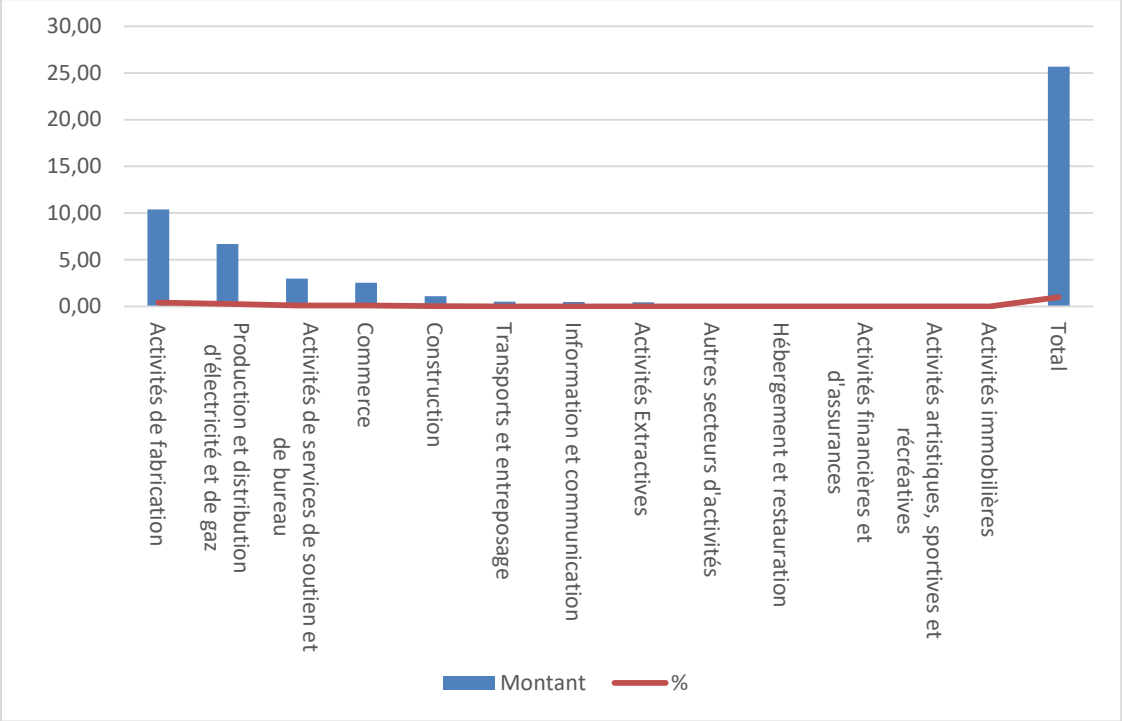
Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi, 2021

On constate que deux (2) secteurs d'activité ont enregistré des parts des dépenses fiscales de TVA élevées. En effet, le premier secteur d'activité est celui des Activités de fabrications dont le niveau de dépenses fiscales de TVA a été estimé à hauteur de 10,38 milliards de CFA au titre de l'année 2020 soit 40% des dépenses fiscales de TVA de la DGI.

Le deuxième secteur d'activité qui a plus bénéficié des dépenses de TVA porte sur le domaine de la Production et distribution d'électricité et de gaz. En effet, le montant de leurs dépenses fiscales a été estimé à 6,70 milliards de FCFA au titre du l'année 2020.

Le cumul de ces deux (2) secteurs d'activité représente environ un poids de 66% des dépenses fiscales de la DGI.

Figure 15 : Estimation des dépenses fiscales de TVA par secteur d'activité de la DGI



Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi, 2021

2. L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS ET L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

a. Évaluation des dépenses fiscales de l'IS-IBIC par structure

Les données figurant dans le tableau ci-dessous présentent des renseignements sur les montants des dépenses fiscales mises en œuvre au niveau de différentes structures de la DGI.

Tableau 17 : Estimation des dépenses fiscales de l'IS-IBIC de la DGI par Structure

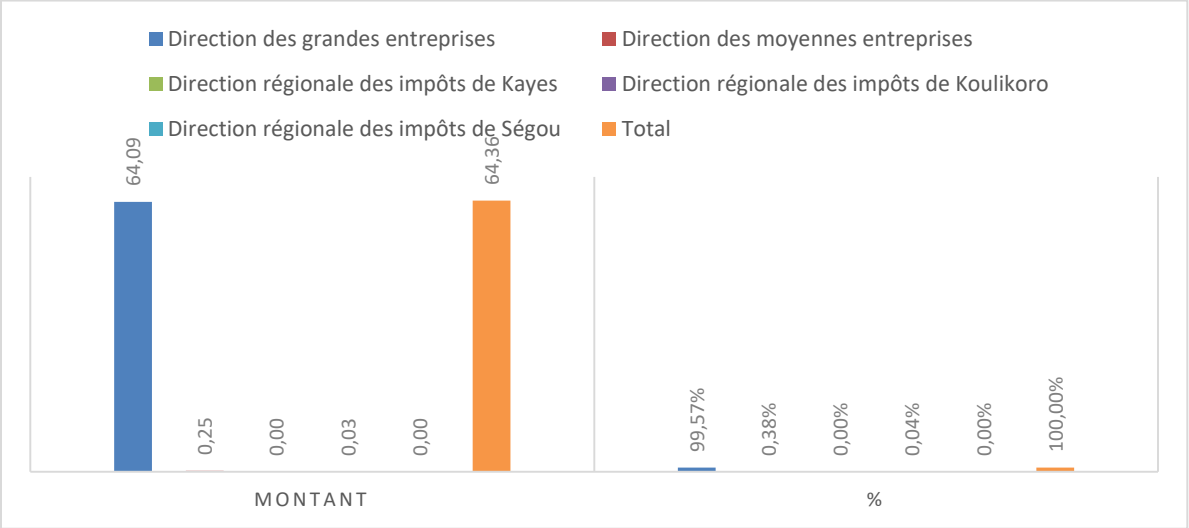
Montant en milliards de francs CFA

Structure	Montant	%
Direction des grandes entreprises	64,09	99,57%
Direction des moyennes entreprises	0,25	0,38%
Direction régionale des impôts de Kayes	0,00	0,00%
Direction régionale des impôts de Koulikoro	0,03	0,04%
Direction régionale des impôts de Ségou	0,00	0,00%
Total	64,36	100,00%

Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi

À l'analyse du tableau, il ressort que 99,57% des dépenses fiscales issues de l'IS-IBIC proviennent de la Direction des grandes entreprises, soit 64,09 milliards de francs CFA sur un total de 64,36 milliards de francs CFA.

Figure 16 : Estimation des dépenses fiscales de l'IS-IBIC par structure de la DGI



Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi

b. Répartition des contribuables bénéficiaires des dépenses fiscales de l'IS-IBIC par structure au titre de l'année 2020.

Tableau 18 : Estimation des dépenses fiscales de l'IS- IBIC par structure de la DGI

Montant en milliards de francs CFA

Structure	Bénéficiaire	%
Direction des grandes entreprises	69	51,88%
Direction des moyennes entreprises	33	24,81%
Direction régionale des impôts de Kayes	6	4,51%
Direction régionale des impôts de Koulikoro	24	18,05%
Direction régionale des impôts de Ségou	1	0,75%
Total	133	100,00%

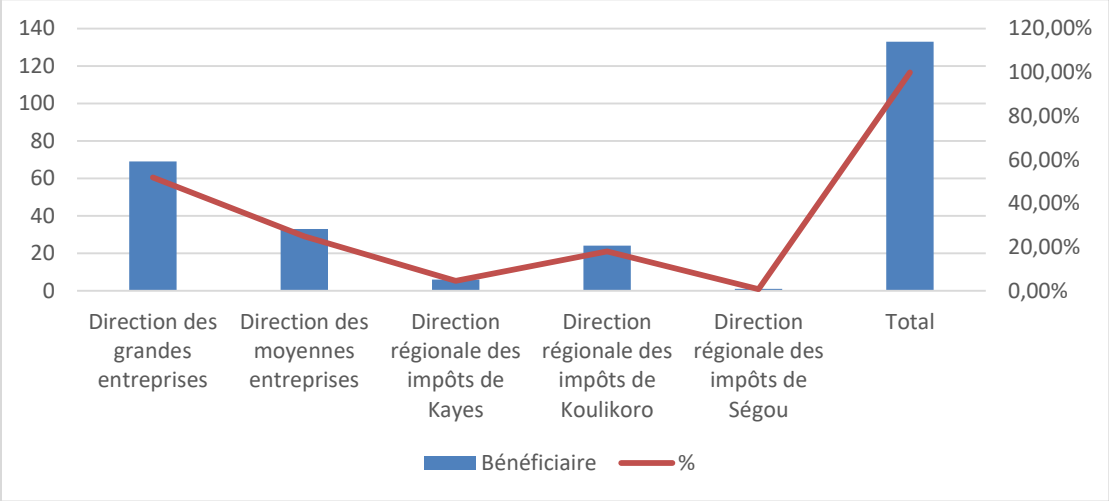
Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi

l'examen du tableau nous indique que sur un total de cent trente-trois (133) entreprises bénéficiaires des dépenses fiscales de l'IS-IBIC au titre de l'année 2020, soixante- neuf (69) entreprises sont gérées par la direction des grandes entreprises, soit 51,88%.

La direction des moyennes entreprises et la direction régionale des impôts de Koulikoro enregistrent respectivement trente-trois (33) et vingt-quatre (24) contribuables bénéficiaires des allègements fiscaux de l'IS-IBIC.

En termes de bénéficiaires de dépenses fiscales de l'IS-IBIC, la DGE, la DME et la DRI de Koulikoro gèrent ainsi 94,74% des contribuables.

Figure 17 : Estimation des dépenses fiscales de l'IS-IBIC par bénéficiaire de la DGI



Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi

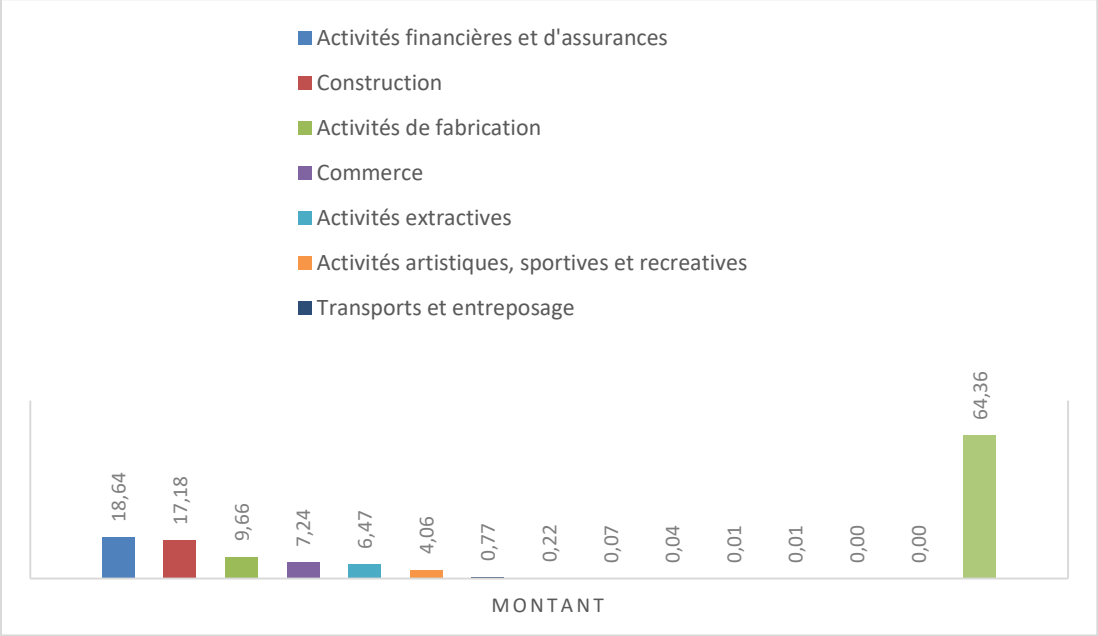
Tableau 19 : Répartition des dépenses fiscales de l'IS-IBIC par secteur d'activité

Montant en milliards de francs CFA

Secteur d'activité	Montant	%
Activités financières et d'assurances	18,64	28,96%
Construction	17,18	26,69%
Activités de fabrication	9,66	15,01%
Commerce	7,24	11,24%
Activités extractives	6,47	10,05%
Activités artistiques, sportives et récréatives	4,06	6,31%
Transports et entreposage	0,77	1,20%
Activités de services de soutien et de bureau	0,22	0,34%
Production et distribution d'électricité et de gaz	0,07	0,11%
Information et communication	0,04	0,06%
Enseignement	0,01	0,02%
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	0,01	0,01%
Hébergement et restauration	0,00	0,00%
Autres secteurs d'activité	0,00	0,00%
Total	64,36	100,00%

Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi

Figure 18 : Estimation des dépenses fiscales de l'IS-IBIC par secteur d'activité de la DGI



Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi

Les résultats consignés dans le tableau ci- dessus indiquent que 28,96% des dépenses fiscales ont bénéficié aux Activités financières et d'assurances pour un montant de 18,64 milliards de francs CFA. Les activités de construction ont profité de 17,18 milliards de francs CFA, soit 26,69% de ces dépenses fiscales totales.

Les cinq (5) activités principales (Activités financières et d'assurances, Construction, Activités de fabrication, Commerce, Activités extractives) représentent 91,95% du poids total de ces dépenses fiscales.

3. LA TAXE SUR LES ACTIVITÉS FINANCIÈRES

Tableau 20 : Répartition des dépenses fiscales de TAF par source

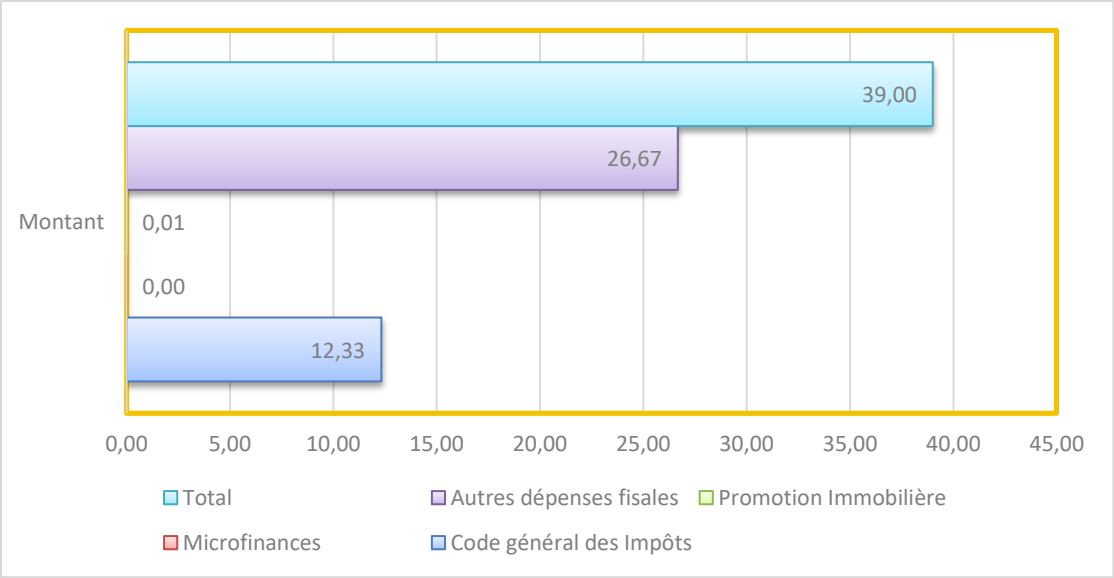
Sources dépenses fiscales	Montant
Code général des Impôts	12,33
Microfinances	0,00
Promotion Immobilière	0,01
Autres dépenses fiscales	26,67
Total	39,00

Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi

Le montant (39 milliards de francs CFA) de la TAF évaluée dans ce rapport bénéficie en totalité aux entreprises gérées par la DGE. Ces entreprises sont au nombre de neuf (9) et sont

toutes du secteur « Activités financières et d'assurances ». L'analyse par source indique que 26,67 milliards de francs CFA revient à la source « Autres dépenses fiscales » et 12,33 milliards au Code général des impôts. Ces deux sources réunies font 99,98% du poids total des dépenses fiscales de la TAF. Le montant moyen par bénéficiaire est de 4,33 milliards de francs CFA.

Figure 19 : Répartition des dépenses fiscales de TAF par source



Source : Division Politiques Fiscales/Direction Planification, Études et Suivi

CONCLUSION

Il serait intéressant de pouvoir effectuer une analyse approfondie de l'efficacité économique des exonérations fiscales tant sur le plan des objectifs et des résultats attendus que sur le plan de l'incitation à l'investissement. Cette analyse nécessite une meilleure organisation et des moyens financiers. Néanmoins, il peut être signalé que :

Plusieurs études ont démontré que la décision d'investir n'est pas forcément conditionnée à l'octroi d'avantages fiscaux. En effet, la fiscalité vient loin derrière les principales préoccupations de l'investisseur qui sont, la stabilité politique, la sécurité juridique, l'exercice libre de son activité, la propriété du sol et la garantie offerte pour rapatrier les bénéfices après impôts.

La Taxe sur la Valeur Ajoutée, impôt sur la consommation, représente à elle seule plus de 32,40% des dépenses fiscales. Ce constat doit nécessairement nourrir des réflexions en ce qui concerne l'efficacité économique et/ou sociale de telles mesures d'allégement fiscal compte tenu de l'objectif visé à la mise en place de cette taxe.

Par ailleurs, afin de maintenir un climat social serein, les mesures exceptionnelles décidées par le Gouvernement pour la gestion de problèmes socio-économiques conjoncturels peuvent parfois s'avérer nécessaires car permettant de maitriser les prix de certains produits de première nécessité pendant une période déterminée ou d'aplanir certains problèmes du moment liés au climat social.

L'évaluation des dépenses fiscales est une tâche importante dont les retombées peuvent être significatives en termes de transparence budgétaire et d'explicitation de la politique fiscale. C'est également un travail délicat qui demande trois préalables importants :

Le regroupement des dispositions fiscales dans un document unique.

La multiplicité des textes, leur nature et origine (Codes des investissements, minier, douanier, impôt…) rend le recensement des régimes dérogatoires difficile. Il est essentiel de regrouper l'ensemble des dispositions fiscales dérogatoires dans un document unique : idéalement le Code Général des Impôts. Ce rassemblement est d'ailleurs l'une des recommandations fortes du CREDAF et de l'UEMOA en matière d'évaluation des dépenses Fiscales. Le Code Général des Impôts doit comprendre un livre dédié uniquement à l'inscription des mesures de réduction des charges fiscales.

Afin d'éviter que se renouvelle la dispersion des textes, il importe de conditionner l'octroi des avantages fiscaux à l'avis conforme préalable du Ministère en charge de l'économie et des finances et son inscription dans la Loi de finances.

La mise au point d'une procédure de collecte obligatoire de l'information

La caractéristique de base d'une dépense fiscale est d'être dérogatoire par rapport aux principes généraux d'un impôt donné. Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, la dérogation peut prendre la forme d'une déduction sur le revenu imposable, d'une réduction d'impôt, d'un taux d'imposition particulier ou même d'une exemption de revenus. L'évaluation des dépenses fiscales demande donc de disposer des données sur les opérations qui sont concernées. Il est important, et même fondamental, de mettre en place une procédure de collecte régulière des données.

Concrètement, l'attention doit être portée vers les trois principes suivants :

Le maintien des obligations déclaratives ;

La prise en compte de toutes les informations relatives aux exonérations dans les déclarations ;

La mise en place sur SIGTAS d'un fichier informatisé dans lequel sont saisis les montants exonérés, les sources et les natures des montants exonérés, la nature des services et des produits exonérés. Le fichier doit être installé au niveau de toutes les structures opérationnelles de la DGI et renseigné par les chargés du contentieux de la législation fiscale et les gestionnaires ou par un point focal désigné à cet effet.

La mise en place d'une structure pluridisciplinaire dédiée à l'évaluation des dépenses fiscales

À l'instar des autres pays, la structure chargée de l'évaluation des dépenses fiscales doit être composée de cadres des impôts, des douanes, de tous les ministères sectoriels et d'autres cadres dont l'apport pourrait être nécessaire. Cette structure aura pour mission d'assurer un suivi stratégique et un rôle de veille. Elle recense les dépenses fiscales et met en place la méthodologie de suivi des avantages fiscaux (gestion de l'information, consolidation des données, analyse des données et rédaction du rapport sur les dépenses fiscales). Cette structure sera l'Interlocutrice des services du Ministère de l'économie et des Finances sur le sujet des dépenses fiscales.

Un plan de formation spécifique devra être mis en place à l'intention des agents de cette structure.

Bamako, le 10 août 2021

Le Directeur de la Planification, Études et Suivi

Abdoulaye DIARRA

Planificateur

ANNEXE 2

SYSTEME DE REFERENCE DE LA NORME

FISCALITE INTERIEURE

Impôts directs

Impôt sur les traitements et salaires :

Unité d'imposition

Salarié

Base imposable de référence

Montant total net des traitements, salaires, pécules, indemnités, émoluments, primes, gratifications et de leurs suppléments, tous autres avantages en argent ou en nature accordés aux intéressés, les pensions et rentes viagères, les rémunérations;

Les franchises admises :

Déduction des retenues de pensions ou de retraites dans la limite de 4 % des salaires bruts;

Allocations et indemnités spéciales destinées à couvrir les frais inhérents à la fonction ou à l'emploi. Le maximum déductible est fixé par un Arrêté du Ministre chargé des Finances;

Exonération du personnel diplomatique ;

Réduction pour charge de famille ;

Indemnité de dépaysement ;

Réduction de 50% des avantages en nature.)

Les allocations familiales et d'assistance à la famille versées par l'État et les organismes de prévoyance sociale;

Les majorations de soldes, d'indemnités ou de pensions attribuées pour charges de famille à condition que tous les salariés de l'entreprise en bénéficient de façon identique ;

Les indemnités spéciales destinées à couvrir les frais de mission ou déplacement, les indemnités de risque ou toute autre indemnité dont l'exonération est prévue par un texte réglementaire;

Les retraites des combattants ; les pensions servies aux victimes civiles et militaires de la guerre ou à leurs ayants droit;

Les rentes viagères et indemnités temporaires attribuées aux victimes d'accidents de travail ;

Les indemnités de licenciement ou de départ à la retraite, dans la limite des montants fixés par le code du travail.

Taux de référence

Barème de l'I.TS.

tranche de revenu	taux
0 à 330 000	0%
330 001 à 1 200 000	2,00%
1 200 001 à 1 800 000	10,00%
1 800 001 à 2 600 000	26,00%
2 600 001 à 3 500 000	33,00%
3 500 001 à 4 100 000	36,00%
4100001 et plus	40,00%

Impôt sur les revenus fonciers :

Sont imposés dans la catégorie des revenus fonciers, lorsqu'ils ne sont pas inclus dans les bénéfices d'une société passible de l'Impôt sur les Sociétés, les revenus des immeubles bâtis, tels que maisons, fabriques, manufactures, usines et en général, tous les immeubles construits en maçonnerie, fer ou bois, fixés au sol à demeure, à l'exception de ceux qui sont expressément exonérés par les dispositions du présent Code.

Unité d'imposition :

Revenus des immeubles bâtis

Base imposable de référence

Revenu brut disponible afférent à la période d'imposition c'est-à-dire montant brut des loyers, des gains accessoires à la propriété foncière perçus au cours de l'année quelle que soit la période à laquelle ils se rapportent, augmenté des dépenses et charges incombant normalement au propriétaire mais supportées par le locataire et diminué des dépenses et charges incombant normalement au locataire mais supportées par le propriétaire.

Les franchises admises :

Exonération : immeubles non loués occupés par le propriétaire et /ou par les personnes qui sont à sa charge

Exonération : immeubles occupés par les employés (gardien ou agents de sécurité) du propriétaire

Exonération : immeubles inscrits à l'actif du bilan d'une société passible de l'I S ;

Exonération : voies ferrées publiques ;

Taux de référence

12% pour les immeubles en dur et semi dur ;

8% pour les immeubles en banco.

Impôt sur les revenus de valeurs mobilières:

Unité d'imposition :

Revenus de valeurs mobilières.

Base imposable de référence :

Le revenu est déterminé :

Pour les actions, par le dividende fixé d'après les délibérations des assemblées d'actionnaires ou des conseils d'administration, les comptes rendus ou tous autres documents analogues ;

Pour les obligations ou emprunts, par l'intérêt ou le revenu distribué dans l'année ;

Pour les parts d'intérêts, soit par les délibérations des assemblées générales des associés ou des conseils d'administration, soit à défaut de délibération, au moyen d'une déclaration à souscrire dans les trois mois de la clôture de l'exercice, faisant connaître les bénéfices ou produits effectivement distribués ;

Pour les lots, par le montant même du lot en francs ;

Pour les primes de remboursement, par la différence entre la somme remboursée et le taux d'émission des emprunts ;

Pour les rémunérations de l'administration des sociétés, par les délibérations des assemblées générales d'actionnaires ou des conseils d'administration, les comptes rendus ou tous autres documents analogues.

Les franchises admises

Amortissements qui seraient faits par une réalisation d'actif et au moyen de prélèvement sur les éléments autres que le compte de résultats, les réserves ou provisions diverses du bilan.

Actions remboursées par un des moyens non expressément exclus par le présent article et à la liquidation de la société, la répartition de l'actif entre les porteurs d'actions de jouissance et jusqu'à concurrence du pair des actions originaires est considérée comme un remboursement de capital non imposable.

sociétés concessionnaires de l'État, des régions, des communes qui établissent que l'amortissement par remboursement de tout ou partie de leur capital social et parts d'intérêts est justifié par la caducité de tout ou partie de leur actif social, notamment par dépérissement progressif ou par obligation de remise en fin de concession à l'autorité concédant.

Intérêts des sommes inscrites sur les livrets des comptes d'épargne.

Intérêts, arrérages et tous autres produits des comptes courants figurant dans les recettes provenant de l'exercice d'une profession industrielle, commerciale ou agricole ou d'une exploitation minière, sous la double condition que :

Les contractants aient l'un et l'autre l'une des qualités d'industriel, de commerçant ou d'exploitant agricole ou minier ;

Les opérations inscrites à un compte courant se rattachent exclusivement à l'industrie, au commerce ou à l'exploitation des deux parties.

Revenus des obligations émises par l'État, les régions ou les communes, lorsque la durée des obligations est supérieure à dix ans;

Revenus distribués par les Organismes de Placement Collectif de Valeurs Mobilières N°2013- 021(OPCVM article 33 (nouveau) L'ordonnance /P-RM Du 3 Décembre 2013;

Les plus-values résultant de l'attribution gratuite d'actions, de parts bénéficiaires, de parts sociales ou d'obligations à la suite des fusions de sociétés anonymes ou à responsabilité limitée sont exonérées de l'impôt sur les revenus des valeurs mobilières.

(Toutefois, si dans les dix ans précédant la fusion, le capital de la société absorbée ou des sociétés anciennes a fait l'objet d'une réduction non motivée par des pertes sociales, les plus-values ne peuvent bénéficier de l'exonération prévue à l'alinéa précédent qu'à concurrence de la fraction qui excède le montant de la réduction.

Si dans les dix ans suivant la fusion il est procédé à une réduction de capital non motivée par des pertes sociales ou à un remboursement total ou partiel des obligations attribuées gratuitement, les plus-values sont déchues, à concurrence de la portion du capital remboursé aux actions, parts ou obligations attribuées gratuitement, de l'exemption dont elles avaient bénéficié, et les droits exigibles doivent être acquittés par la société absorbante ou nouvelle dans les vingt premiers jours du trimestre qui suit celui au cours duquel a été fait le remboursement, à peine des sanctions édictées par l'article 53 du Livre de Procédures Fiscales).

Taux de référence

10 % pour les dividendes distribués ;

6%revenus des obligations ;

13% pour les intérêts, arrérages et autres produits des obligations représentées par des titres négociables en représentation d'emprunts contractés par des sociétés ayant leur siège au Mali ou qui exerçant une activité au Mali sont constituées sous une forme qui les rendraient imposables si elles avaient leur siège au Mali ;

9% pour les intérêts, arrérages et autres produits des dépôts à vue ou à échéance fixe et des comptes courants ;

15% pour les lots payés aux créanciers et porteurs d'obligations;

18% pour les autres revenus.

L'Impôt sur les bénéfices et Impôt sur les Sociétés :

Il existe deux régimes d'imposition à l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux :

Le régime du bénéfice réel

Unité d'imposition :

Contribuables réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur ou égal à 50.000.000 FCFA hors taxe ;

Conseils fiscaux et aux comptables agréés et experts comptables agréés quel que soit leur chiffre d'affaires

Et à toute personne relevant normalement de l'impôt synthétique mais ayant exercé l'option pour le régime réel d'imposition.

Base imposable de référence :

Le bénéfice imposable est le bénéfice net déterminé d'après les résultats d'ensemble des opérations de toute nature effectuées par l'entreprise, y compris, notamment, les cessions d'éléments quelconques de l'actif, soit en cours, soit en fin d'exploitation.

Les charges admises en déduction

Les frais généraux de toute nature, les dépenses de personnel, de main d'œuvre, les indemnités de fonction allouées aux mandataires sociaux, le loyer des biens meubles et immeubles dont l'entreprise est locataire, le loyer versé par le crédit preneur pour la partie représentant les charges d'intérêt;

Les redevances de cession ou de concession de licences d'exploitation, de brevets d'invention, les contrats de marques, procédés ou formules de fabrication, autres droits analogues et les frais d'assistance technique;

Les impôts à la charge de l'entreprise mis en recouvrement au cours de l'exercice, à l'exception de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et de l'impôt minimum forfaitaire;

Amortissement linéaire normal ;

Report déficitaire ;

Provisions de droit commun ;

Revenus des valeurs et capitaux mobiliers figurant à l'actif de l'entreprise atteints par l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ;

Revenus bruts des immeubles portés à l'actif du bilan qui ont supporté l'impôt sur les revenus fonciers;

Les franchises admises :

Les sociétés coopératives de consommation qui se bornent à grouper des commandes de leurs adhérents et à distribuer dans leurs magasins de dépôt les denrées, produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes ;

Les offices publics d'habitation économique ;

Les caisses de crédit agricole mutuel ;

Les sociétés de prévoyance, de production rurale, de développement rural et tous organismes coopératifs ne fonctionnant pas en sociétés et ne distribuant pas de réserves à des particuliers ;

Les sociétés de secours mutuels ;

L'institut d'émission ;

Les banques primaires nationales, en ce qui concerne les produits de leurs placements auprès de la Banque de l'Habitat.

Taux de référence :

30% du bénéfice imposable ;

1% du montant du chiffre d'affaires hors taxe pour les contribuables relevant du régime normal d'imposition ayant déclaré un déficit;

L'impôt calculé doit être supérieur ou égal à sept cent soixante-trois mille cinq cents (763500) qui est la fraction de l'ISBIC dans l'impôt synthétique.

Le régime de l'Impôt Synthétique

Unité d'imposition

Entreprise réalisant moins de 50 millions de chiffre d'affaires annuel.

En sont exclue :

- Les conseils fiscaux et les comptables agréés et experts comptables agréés quel que soit leur chiffre d'affaires.

- Et toute personne relevant normalement de l'impôt synthétique mais ayant exercé l'option pour le régime réel d'imposition.

Les franchises admises :

En sont exonérées, pour la première année civile d'activité, les entreprises se trouvant dans son champ d'application.

Base imposable de référence

Le chiffre d'affaire annuel

Taux de référence

3% du montant du chiffre d'affaires hors taxe

D'Impôt sur les Bénéfices Agricoles (non mis en application par manque de décret d'application de la loi sur l'imposition des bénéfices agricoles).

Unité d'imposition : bénéfices agricoles provenant d'exploitations agricoles situées au Mali :

Base imposable de référence

Bénéfices réalisés dans l'exploitation ne relevant pas du cadre de l'agriculture traditionnelle ;

Vente dans un magasin des produits de l'exploitation agricole dans la proportion des trois quarts au moins du montant total des ventes effectués par un contribuable.

Les franchises admises :

Les exploitations pilotes investissant dans la recherche agronomique plus de 50% de leurs bénéfices ;

Les caisses de crédit agricole mutuel ;

Les sociétés de prévoyance et les sociétés coopératives agricoles.

Taux de référence:

Impôt proportionnel;

10% régime réel d'imposition.

Taxe sur les plus-values de cession réalisées par les particuliers

Unité d'imposition :

Personne physique fiscalement domiciliée au Mali ou pas et qui réalise une plus-value lors de la cession à titre onéreux de biens ou de droits.

Base imposable de référence :

Montant net de la plus-value réalisée (article 124 du CGI). Ce montant correspond à la différence entre :

Le prix de cession net et le prix d'acquisition par le cédant ;

Le prix de cession net et la valeur vénale ;

L'indemnité d'éviction et le coût d'acquisition du bien en cas d'une expropriation pour cause d'utilité publique ;

L'abattement de 5% à partir de la 2ème année d'acquisition du bien, plafonné à 50% pratiqué sur les plus-values à long terme ;

La déduction du montant net de la plus-value réalisée des charges supportées pour la conservation du bien et des frais encourus lors de la cession.

L'exonération de la plus-value réalisée lors de la cession d'une résidence habituelle principale dans la limite d'une résidence par contribuable ;

L'exonération des plus-values tirées de la cession à titre onéreux des valeurs mobilières ou des droits sociaux conformément aux dispositions de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine ;

L'exonération des plus-values réalisées lors de la cession des meubles meublants et des habillements personnels

Taux de référence:

15% pour les plus-values à court terme autres que celles afférentes à la cession de valeurs mobilières ;

7% pour les plus-values de cession d'actions et de parts sociales ;

5% pour les plus-values à long terme autres que celles afférentes à la cession de valeurs mobilières ;

5% pour les plus-values de cessions d'obligations.

Contribution des patentes et licences:

Unité d'imposition :

Personne malienne ou étrangère qui exerce au Mali un commerce, une industrie, une profession.

Admis en franchises :

L'État, les collectivités territoriales et les organismes publics pour les services publics d'intérêt général ;

Les personnes morales bénéficiant de l'exonération de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux en vertu de l'article 47 du présent Code ;

Les assujettis à l'impôt synthétique ;

Les associés des sociétés en nom collectif, à responsabilité limitée, en commandite ou anonymes ès qualité, l'associé unique de la société à responsabilité limitée ;

Les exportateurs de bétail au titre de cette seule activité ;

Vente en gros ou en détail des boissons alcooliques ou fermentées ;

Les nouvelles entreprises au titre de la première année civile d'activité (article 131 du CGI) (SDLFC).

Base imposable de référence :

Conformément aux tableaux A, B, C et D du CGI;

Taux de référence:

Droits fixes de patente et les taxes variables sont fixés par le tarif des patentes ;

Droits fixes de licence fixés par le tarif des licences tableau D ;

Droit proportionnel à 10% de la valeur locative ou quart du droit fixe ;

Exonération de droit fixe pour un magasin de vente en gros pour les importateurs et les exportateurs.

IMPÔTS INDIRECTS

Taxe sur la Valeur Ajoutée:

Unité d'imposition :

Livraisons de biens et prestations de services effectuées au Mali, à titre onéreux, par un assujetti.

Base imposable de référence :

Chiffre Affaires supérieur ou égal à 50.000 000 FCFA

Franchises admises

Les exonérations de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (article 195CGI)

Taux de référence:

18% taux normal

L'Impôt spécial sur certains produits:

Unité d'imposition

Importation et livraison à la consommation

Base imposable :

À l'importation, par la valeur en douane majorée des droits et taxes dus à l'entrée, à l'exception de la Taxe sur la Valeur Ajoutée ;

En régime intérieur c'est-à-dire le cas des produits fabriqués localement, par le prix de vente sortie-usine, à l'exception de la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

Pour la production locale, c'est le prix de vente sortie-usine, à l'exception de la Taxe sur la Valeur Ajoutée;

Taux de référence : (art 240 CGI)

Certains taux ont été modifiés par le décret de mars 2015

20% pour la noix de cola ;

10% pour les boissons gazeuses ; 12% en mars 2015;

45% pour les boissons alcoolisées ; 50% en mars 2015 ;

Pour les tabacs :

25% pour les cigarettes de la gamme 1 et autres tabacs;

20% pour les cigarettes de la gamme 2;

15% pour les cigarettes de la gamme 3;

32% en mars 2015 pour l'ensemble des 3 gammes;

40% pour les armes, 50% en mars 2015 ;

40% pour les munitions, 50% en mars 2015 ;

5% pour les matières plastiques, 50% en mars 2015 ;

5% produits miniers,

5% pour les véhicules de tourisme dont la puissance est supérieure ou égale à 13 chevaux.

Taxe sur les activités financières:

Unité d'imposition :

Activités bancaires ou financières.

Base imposable de référence :

Montant hors TAF des recettes ;

Exonérations (art 248 CGI):

Les sommes versées par le Trésor à la Banque Centrale chargée du privilège de l'émission ainsi que les produits des opérations de cette banque, génératrice de l'émission des billets ;

les agios afférents à la mobilisation par voie de réescompte ou de pension d'effets publics ou privés figurant dans le portefeuille des banques, des établissements financiers ou des organismes publics ou semi publics ;

Les agios afférents à la première négociation des effets destinés à mobiliser les prêts consentis par les mêmes organismes ;

Les opérations relatives aux entreprises d'assurances soumises à un droit d'enregistrement en vertu des dispositions particulières prévues à cet effet ;

Les intérêts et commissions relatifs aux opérations réalisées sur le marché monétaire.

Taux de référence : 15 % et 17%.

La taxe intérieure sur les produits pétroliers :

Unité d'imposition

Essences spéciales, autres

Essence d’aviation

Essence auto super

Essence auto ordinaire

Huiles légères, autres

Carburéacteur

Pétrole lampant

Huiles moyennes, autres

Gas oil

Fuel oil domestique

Fuel oil léger

Fuel oil lourd I

Fuel oil lourd II

Gaz butane liquéfié

Base imposable de référence :

Le volume à 15°C ou le poids.

Taux de référence :

Fixé par arrêté ministériel

Taxe sur les Contrats d'Assurance:

Unité d'imposition :

convention d'assurance ou de rente viagère ;

Base imposable de référence :

le montant des sommes stipulées au profit de l'assureur et de tous accessoires ;

Taux de référence :

4 % contrats d'assurance contre les risques de toute nature de navigation maritime, fluviale, aérienne ou terrestre ;

20 % autres contrats d'assurance

de droits d'Enregistrements, de mutations et de successions:

Base imposable de référence :

Nature des actes ou mutations qui y sont assujettis.

Taux de référence:

Les droits fixes :

minimum de perception 1.250 Francs CFA

mutations à titre onéreux d'immeubles 15% ;

mutation des immeubles à titre onéreux et à usage d'habitation ne faisant pas l'objet de TF : 7% ;

mutation d'immeubles acquis par une entreprise dans le cadre d'un contrat de crédit-bail et aux fins d'exploitation : 7% ;

procédure d'adjudication faite par les établissements bancaires ou financiers et qui est demeurée infructueuse : 7%;

adjudications à la folle enchère de biens : 20% ;

actes translatifs de propriété dans des pays étrangers: 1%;

mutations à titre onéreux de Fonds de commerce 20% ;

abandonnements pour faits d'assurance ou grosse aventure : 3% ;

ordonnances de référé, les jugements, les sentences arbitrales et les arrêts sont passibles d'un droit de 3%;

actes constatant les adjudications au rabais et marchés : 3%;

partages des biens meubles et immeubles entre copropriétaires, cohéritiers et coassociés : 1%;

transports, cessions et autres mutations de créances à terme sont assujettis à un droit de 2 %;

contrats de mariage : 1%;

tous actes ou écrits qui constatent la valeur des biens appartenant à chacun des époux lors de la célébration du mariage sont enregistrés au taux de 1 %;

échanges de biens immeubles sont assujettis à un droit de 8 %.

enregistrement des marchés et/ou contrats publics à 3%,

mutations à titre onéreux de meubles 10% ;

droits de mutation à titre gratuit sont fixés, pour la part nette recueillie par chaque ayant droit, suivant les tableaux ci-dessous :

Mutation en ligne directe et entre époux :

Indication du nombre d'enfants du donateur ou laissés par le défunt	Tarif applicable à la fraction de part nette				
	Jusqu'à 250.000	De 250.000 à 1.000.000	De 1.000.000 à 5.000.000	Au-delà de 5.000.000	Maxi-mum
	%	%	%	%	%
5 enfants ou plus vivants ou représentés	3	8	12	18	15
2, 3, 4 enfants vivants ou représentés	4	10	15	22	18
1 enfant ou pas d'enfant vivant ou représenté	7	15	20	25	20

- Mutation en ligne collatérale :

Degré de parenté	Tarif applicable à la fraction de part nette				
	Jusqu'à 250.000	De 250.000 à 1.000.000	De 1.000.000 à 5.000.000	Au-delà de 5.000.000	Maximum
	%	%	%	%	%
Entre frères et sœurs	20	27	33	40	35
Entre oncles ou tantes et neveux et nièces	28	32	38	45	40
Entre autres personnes	35	40	45	50	45

Location d'immeubles et de fonds de commerce, mutation de jouissance 3%.

LA FISCALITE DE PORTE :

En matière de législation douanière, le système fiscal de référence est la réglementation communautaire relative au TEC. »

Dans le cadre de la mise en place de l'Union Douanière de la CEDEAO, le Tarif Extérieur Commun de l'UEMOA a été amendé et étendu à l'ensemble des États membres de la CEDEAO.

Il comporte dans son architecture, le Droit de Douane (DD), la Redevance Statistique (RS) et le Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS).

Droit de Douane

Dans sa structure actuelle, le Droit de Douane comprend cinq catégories de marchandises:

Catégorie 0 : biens sociaux essentiels, au taux de 0%, répartis sur 85;

Catégorie I : biens de première nécessité, matières premières de base, biens d'équipement, intrants spécifiques, au taux de 5%,

Catégorie II : intrants et produits intermédiaires, au taux de 10%, répartis ;

Catégorie III : biens de consommation finale, au taux de 20%,

Catégorie IV : biens spécifiques pour le développement économique, au taux de 35%.

Taxe sur la Valeur Ajoutée :

Le taux de référence est de 18%

Redevance Statistique

Le taux de référence est de 1%

ETAT T

RESTES A RECOUVRER

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
****
DIRECTION GENERALE DES DOUANES
****
DIRECTION DES RECETTES DE LA PLANIFICATION
ET DES PROGRAMMES DE VERIFICATION
****

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI
****

1776

RESTES A RECOUVRER AU TITRE DES EXERCICES 2016 A 2020 A LA DATE DU 30 JUIN 2021					
ANNEES	2016	2017	2018	2019	2020
MONTANT RAR (en millions FCFA)	1 076,0	1 306,6	2 306,5	424,2	2 442,7

Bamako, le 12 août 2021

P Le Directeur / PO
Le Chef de Division Recettes

Ibrahima DIARRA

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DES DOUANES

DIRECTION DES RECETTES ,PLANIFICATION,PROGRAMME DE VERIFICATION

République du Mali
Un Peuple - Un But -Une Foi

ETAT DE SUIVI DES RECETTES DES BUREAUX SOUS MIGRATION SYDONIA WORID
PERIODE DU 01 AU 30 juin 2021

BUREAUX	Réalisations Mois mai-21	Prévisions juin-21	Emissions			Recouvrements			Restes à Recouvrer (R.A.R)											RAR 2005 à 2012	TOTAL GENERAL 2005-2019	Recouvrements + Restes à recouvrer courants
			Droits & Taxes	Amendes	Total	Droits & Taxes	Amendes	Total	mois en cours	mois mai-21	jan-avril 21	/2020	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013			
ML899 : BPP	10 229,5	15 320,0	11 337,9	25,0	11 362,9	9 074,4	25,0	9 099,4	2 872,9	28,1	357,5	2 440,6	424,2	2 306,5	1 153,4	1 076,0	810,3	148,8	0,0	3 155,4	9 074,6	11 972,3
ML801 : BRE	3 599,4	4 900,0	4 422,4	1,5	4 423,9	4 422,4	1,5	4 423,9	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4 423,9
ML811 : GU	1 465,0	4 000,0	4 681,6	0,0	4 681,6	4 668,6	0,0	4 668,6	22,9	0,0	1,6	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	3,9	5,6	4,2	0,1	13,8	4 691,6
ML805 : BEMEX	62,8	215,0	222,5	0,0	222,5	222,5	0,0	222,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	29,0	0,0	0,0	45,0	1,1	34,3	109,3	222,5
ML802 : DRED	162,4	340,0	208,6	67,1	275,7	208,6	67,1	275,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	19,2	1,9	158,8	179,9	275,7
ML812 : DCAD	1,6	50,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ML806 : BCT	8,0	12,0	9,5	0,0	9,5	15,7	0,0	15,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	15,7
S/Total : Bur. Spéc.	15 528,6	24 837,0	20 882,5	93,6	20 976,1	18 612,2	93,6	18 705,8	2 895,8	28,2	359,1	2 441,3	424,2	2 306,5	1 182,4	1 076,0	814,2	218,6	7,2	3 348,6	9 377,7	21 601,6
ML200 : Bko-Fer	249,8	500,0	274,6	0,0	274,6	275,7	0,0	275,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	13,1	0,0	0,0	0,0	13,1	275,7
ML201 : Aéroport	1 688,6	2 500,0	2 822,4	9,7	2 832,1	2 830,4	9,7	2 840,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	158,7	158,7	2 840,0
ML205 : Faladié	3 088,4	4 200,0	3 426,5	0,0	3 426,5	3 437,3	0,0	3 437,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	123,9	0,0	0,0	0,0	0,0	133,1	257,0	3 437,3
ML208:BMI	1,7	10,0	5,9	1,6	7,5	5,9	1,6	7,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7,5
Autres	0,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
S/Total: DRB	5 028,4	7 215,0	6 529,4	11,2	6 540,7	6 549,3	11,2	6 560,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	123,9	0,0	13,1	0,0	0,0	291,8	428,9	6 560,5
ML210 : B.P. Kati	10 580,7	15 300,0	15 490,6	9,5	15 500,1	15 493,1	9,5	15 502,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	77,5	0,0	0,0	77,5	15 502,7
ML241 : Kourémalé	23,9	40,0	19,1	0,0	19,1	31,7	0,0	31,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	31,7
Autres	0,0	20,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
S/Total: DRK	10 604,6	15 360,0	15 509,6	9,5	15 519,2	15 524,9	9,5	15 534,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	77,5	0,1	0,0	77,6	15 534,4
ML100 : B.P. Kayes	2 916,2	3 190,0	3 105,3	4,4	3 109,7	3 105,3	4,4	3 109,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 109,7
ML102 : Sadiola	485,1	1 100,0	1 712,6	0,0	1 712,6	1 712,6	0,0	1 712,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 712,6
ML104 : Diboly	92,5	115,0	126,8	0,0	126,8	144,5	0,0	144,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	144,5
ML108:BMI	1,5	19,0	0,6	1,7	0,0	0,6	1,7	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6
ML120 : Kénéba	1 681,7	4 100,0	3 603,2	0,0	3 603,2	3 603,2	0,0	3 603,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 603,2
ML121 : Mahina-mine	51,7	45,0	75,4	0,0	75,4	77,4	0,0	77,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	77,4
ML130:Gogui	19,0	15,0	26,4	0,0	26,4	27,0	0,0	27,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	27,0
ML140 : Nioro	139,9	295,0	203,5	0,0	203,5	203,6	0,0	203,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	0,8	203,6
ML 160 : KITA	0,0	25,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	10,0	29,5	0,0	29,5	29,5	0,0	29,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	29,5
S/Total: DR Kayes	5 387,5	8 914,0	8 883,4	6,1	8 887,2	8 903,7	6,1	8 909,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	0,8	8 909,7
ML300 B.P. Sikasso	1 928,5	2 700,0	2 551,0	0,0	2 551,0	2 551,0	0,0	2 551,0	0,0	88,2	320,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	136,0	136,0	2 551,0
ML308:BMI	0,3	6,0	0,3	0,9	1,2	0,3	0,9	1,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2
ML320 : Zégoua	69,9	300,0	50,3	0,0	50,3	51,9	0,0	51,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	51,9
ML380 : Hérémakono	22,8	75,0	13,0	0,0	13,0	32,6	0,0	32,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	32,6
AUTRES	0,0	4,0	6,5	0,0	6,5	6,5	0,0	6,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,5
S/Total: DR Sikasso	**2 021,6**	**3 085,0**	**2 621,1**	**0,9**	**2 622,0**	**2 642,4**	**0,9**	**2 643,3**	**0,0**	**88,2**	**320,8**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**136,0**	**136,0**	**2 643,3**
ML341 Bougouni	332,9	300,0	329,7	0,0	329,7	332,5	0,0	332,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	332,5
ML340 Kadiana	64,8	215,0	60,6	0,0	60,6	61,6	0,0	61,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	61,6
AUTRES	4,5	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
S/Total: DR Bougouni	**402,2**	**520,0**	**390,3**	**0,0**	**390,3**	**394,0**	**0,0**	**394,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**394,0**
ML370 : Koutiala	418,2	645,0	480,5	0,0	480,5	498,4	0,0	498,4	0,0	0,0	0,0	0,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	498,4
ML360 : Koury	169,6	220,0	285,7	0,0	285,7	289,6	0,0	289,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	65,8	0,0	0,0	65,8	289,6
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
S/Total: DR Koutiala	**587,7**	**865,0**	**766,2**	**0,0**	**766,2**	**788,0**	**0,0**	**788,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**65,8**	**0,0**	**0,0**	**65,8**	**788,0**
ML400 : B.P. Ségou	1 378,1	1 900,0	2 275,7	0,0	2 275,7	2 276,1	0,0	2 276,1	0,0	0,0	0,0	0,8	0,0	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,4	2 276,1
ML410 : SAN	0,7	1,0	0,7	0,0	0,7	0,7	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7
ML420	124,0	195,0	253,3	0,0	253,3	259,8	0,0	259,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	259,8
Autres	0,0	2,0	4,6	0,0	4,6	4,6	0,0	4,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,6
S/Total: DR Ségou	**1 502,8**	**2 098,0**	**2 534,3**	**0,0**	**2 534,3**	**2 541,2**	**0,0**	**2 541,2**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,8**	**0,0**	**0,0**	**0,2**	**0,0**	**0,2**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,4**	**2 541,2**
ML500 : B.P. Mopti	683,6	1 020,0	870,6	3,0	873,6	870,6	3,0	873,6	0,0	0,0	0,2	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	4,7	0,0	5,6	873,6
ML522 : Koro	4,2	4,0	2,0	0,0	2,0	9,5	0,0	9,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9,5
Autres	0,0	2,0	1,7	0,0	1,7	1,7	0,0	1,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,7
S/Total: DR. Mopti	**687,8**	**1 026,0**	**874,3**	**3,0**	**877,3**	**881,7**	**3,0**	**884,8**	**0,0**	**0,0**	**0,2**	**0,6**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,9**	**4,7**	**0,0**	**5,6**	**884,8**
ML600 : B.P. Tbtou	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ML700 : B.P. Gao	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	12,9	12,9	0,0
ML780 : B.P. Kidal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
S/Total: DR (Intérieur)	**22 892,6**	**31 868,0**	**31 579,3**	**19,5**	**31 598,8**	**31 675,8**	**19,5**	**31 695,3**	**0,0**	**88,2**	**321,0**	**1,4**	**0,0**	**0,0**	**0,2**	**0,0**	**0,2**	**210,0**	**4,8**	**136,8**	**352,0**	**31 695,3**
TOTAL GENERAL:	**41 751,3**	**63 920,0**	**58 991,2**	**124,4**	**59 115,6**	**56 837,3**	**124,4**	**56 961,7**	**2 895,8**	**116,4**	**680,1**	**2 442,7**	**424,2**	**2 306,5**	**1 306,6**	**1 076,0**	**827,5**	**428,5**	**12,0**	**3 777,2**	**10 158,5**	**59 857,6**

N.B. : BPP :	11 362,9	9 099,4	REC/ANT	609,4	2 872,9	28,1	2 440,6
PNP :	47 752,7	47 762,9		132,5	22,9	88,3	2,3
TPC :	59 115,6	56 862,3		741,9	2 895,8	116,4	2 442,9

Bamako, le 13 juillet 2021
Le Directeur des Recettes ,de la Planification
et des Programmes de Verification

Amadou KONATE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi

VENTILATION DES RESTES A RECOUVRER PAR TYPES D'IMPÔTS AU 31 Decembre 2020

STRUCTURE	DGE	DME	Services Locaux	TOTAL
IS/IBIC	10 092 246 618	2 592 217 289	7 882 047 964	20 566 511 871
IRVM	2 698 581 475	717 455 813	174 311 445	3 590 348 733
TVA	32 648 012 943	4 710 845 947	5 635 259 456	42 994 118 346
ITS	3 472 932 126	1 536 421 753	8 215 838 170	13 225 192 049
CF	1 151 579 724	2 801 827 826	1 180 822 879	5 134 230 429
ISCP		-		-
Autres	223 818 148 252	8 127 245 757	18 890 171 249	250 835 565 258
TOTAL	**273 881 501 138**	**20 486 014 385**	**41 978 451 163**	**336 345 966 686**
DONT IRRECOUVRABLES	**94 867 778 608**	**7 524 394 074**	**1 502 384 303**	**103 894 556 985**

Commentaire:

Au 31 décembre 2020, le stock global de RAR a été estimé à 336,346 milliards de Francs CFA, sur lequel 103,895 milliards de Francs CFA ont été déterminés comme irrecouvrables, soit 31 % du potentiel global. Le potentiel estimé recouvrable est
de 232,451 milliards de Francs CFA, soit 69%.

ETAT U

ANNEXE FISCALE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple – Un But – Une Foi

ETAT U : ANNEXE FISCALE A LA LOI N°2021-……..…….DU…… PORTANT LOI DE FINANCES POUR L'EXERCICE 2022

PREMIERE PARTIE : MODIFICATION DU CODE GENERAL DES IMPOTS (CGI)

Article premier : Réaménagement du Code général des Impôts (CGI) en son article 182-III relatif aux tarifs de la Taxe sur les Transports Routiers (TTR) applicable aux engins à trois roues et extension de la taxe aux engins à deux roues.

A. Exposé des motifs :

En l'état actuel du Code général des Impôts, seuls les véhicules et les engins à trois (3) roues affectés au transport public de personnes et de biens sont soumis à la Taxe sur les Transports Routiers alors que la même activité est exercée au moyen d'engins à moteur à deux roues. Cette situation entraîne une inégalité de traitement entre d'une part, les exploitants de ces engins à moteur à deux roues et, d'autre part, les engins à trois roues et les véhicules de transport à quatre roues qui acquittent actuellement la TTR dont le montant varie selon la capacité et l'âge du véhicule et auxquels ils livrent une concurrence dans le secteur des transports.

L'Assemblée Permanente des Chambres de Métiers du Mali, dont les exploitants d'engins à trois (3) roues sont membres, a, lors des différentes rencontres avec l'Administration fiscale, émis le vœu de ses membres d'acquitter cette taxe. Toutefois, elle a sollicité la revue à la baisse des tarifs. Elle estime que les tarifs actuels sont élevés au regard des nombreuses restrictions dont ses membres sont victimes. A cet effet, elle a saisi le ministre de l'Economie et des Finances aux fins de revoir à la baisse les tarifs des engins à trois roues.

Afin de corriger l'inégalité de traitement entre contribuables évoluant dans le même secteur d'activité et d'alléger le poids de l'impôt sur les engins à trois (3) roues, il est proposé d'instituer une contribution forfaitaire annuelle au titre de la TTR, à la charge des exploitants des engins à deux (2) roues, utilisés pour le transport de personnes et/ou de marchandises d'une part, et de réviser à la baisse les tarifs applicables aux engins à trois roues affectés au transport public de personnes et/ou de biens, d'autre part.

L'article 182 du Code général des Impôts est modifié dans ce sens.

B. Texte :

L'article 182 – III du Code général des Impôts est modifié comme suit :

III. La taxe sur les transports routiers des engins à deux ou à trois roues affectés au transport public de personnes et/ou de marchandises est fixée comme suit :

A. Engins à trois roues affectés au transport public de biens

Nature de l'engin	Ayant 2 ans d'âge au moins	Ayant plus de 2 ans d'âge
Engins à trois roues comportant 10 places ou moins	30.000	25.000
Engins à trois roues comportant plus de 10 places	35.000	30.000

B. Engins à trois roues affectés au transport public de personnes

Nature de l'engin	Ayant 2 ans d'âge au moins	Ayant plus de 2 ans d'âge
Engins à trois roues comportant 10 places ou moins	20.000	15.000
Engins à trois roues comportant plus de 10 places	25.000	20.000

C. Engins à deux roues affectés au transport public de personnes

Nature de l'engin	Ayant 2 ans d'âge au moins	Ayant plus de 2 ans d'âge
Engins à deux roues	18.000	15.000

1) L'âge du véhicule automobile ou de l'engin à deux ou trois roues se détermine à partir du 1er janvier de l'année de mise en circulation. Il s'apprécie au 1er janvier de l'année d'imposition.

2) En cas de transport mixte, le contribuable doit obligatoirement acquitter la vignette au tarif des transports de marchandises.

Article 2 : Aménagement du dispositif relatif au taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée

A. Exposé des motifs :

La Directive n°02/98/CM/UEMOA du 22 décembre 1998 portant harmonisation des législations des Etats membres de l'UEMOA en matière de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) modifiée par la Directive n°02/2009/CM/UEMOA du 27 mars 2009 a établi une liste de biens et services auxquels les Etats membres ont la faculté d'appliquer le taux réduit de la TVA compris entre 5% et 10%.

Les Etats membres appliquent ce taux réduit à un nombre maximum de dix (10) biens et services choisis sur la liste communautaire définie ci-après :

1) Biens
   - huiles alimentaires ;
   - sucre ;
   - lait manufacturé ;
   - pâtes alimentaires ;
   - aliments pour bétail et pour volailles ;
   - poussins d'un jour ;
   - farine de maïs, de mil, de millet, de sorgho, de riz, de blé et de fonio ;
   - matériel agricole ;
   - matériel informatique ;
   - matériels de production de l'énergie solaire.
2) Services
   - prestations d'hébergement et de restauration fournies par les hôtels, les restaurants et organismes assimilés agréés et les prestations réalisées par les organisateurs de circuits touristiques agréés ;
   - location de matériel agricole ;
   - réparation de matériel agricole ;
   - prestations réalisées par les entreprises dans le cadre des activités de pompes funèbres.

Lors de la transposition de cette directive dans le Code général des Impôts, deux biens ont été soumis au taux réduit de 5%. Il s'agit du matériel informatique et des matériels de production de l'énergie solaire.

Par ailleurs, l'article 195. IV Produits du Code général des Impôts prévoit des exonérations en matière de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) dont certaines ne sont pas conformes à la liste des exonérations énoncées par la directive portant harmonisation des législations des Etats membres de l'UEMOA en matière de taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Les entreprises touristiques que sont les établissements d'hébergement, de restauration et les agences de voyage, fortement dépendantes du tourisme international, subissent depuis 2011 les méfaits de la crise multidimensionnelle que connaît le pays. Cette situation a conduit à une baisse drastique des recettes de ces entreprises.

Dans le but d'accroître le niveau des recettes et d'alléger les difficultés des entreprises touristiques, tout en se conformant aux normes de l'UEMOA, il est proposé de :

- supprimer l'exonération de la TVA sur le matériel agricole et de le soumettre au taux réduit de TVA ;
- soumettre les prestations d'hébergement et de restauration fournies par les hôtels, les restaurants et organismes assimilés agréés et les prestations réalisées par les organisateurs de circuits touristiques agréés au taux réduit de TVA.

L'article 195 IV Produits est modifié et complété dans ce sens.

B. Texte :

1. A l'article 195 IV Produits du Code général des Impôts, l'exonération des matériels des positions tarifaires 82.01 à 84 32 80 00 00 est supprimée. Il s'agit de :

Position 82.01	Bêches, pelles, pioches, pics, houes, binettes, fourches, crocs, râteaux et racloirs, haches, serpes et outils similaires à taillants : sécateurs de tous types, faux et faucilles, couteaux à points ou à pailles, cisailles à haies, coins et autres outils agricoles, horticoles ou forestiers à main
84.24.81.10.00	Appareils à projeter des produits insecticides, fongicides, herbicides et similaires
84.24.81.90.00	Appareils pour l'arrosage
84.32.10.00.00	Charrues
84.32.21.00.00	Herses à disques (pulvérisateurs)
84.32.29.00.00	Autres herses
84.32.30.00.00	Semoirs, plantoirs et repiqueurs
84.32.40.00.00	Epandeurs de fumier et distributeurs d'engrais
84.32.80.00.00	Autres machines, appareils et engins agricoles, horticoles ou sylvicoles : rouleaux ou terrains de sport

2. L'article **195 IV D Produits soumis au taux réduit** du Code général des Impôts est complété comme suit :

Position 82.01	Bêches, pelles, pioches, pics, houes, binettes, fourches, crocs, râteaux et racloirs, haches, serpes et outils similaires à taillants : sécateurs de tous types, faux et faucilles, couteaux à points ou à pailles, cisailles à haies, coins et autres outils agricoles, horticoles ou forestiers à main
84.24.81.10.00	Appareils à projeter des produits insecticides, fongicides, herbicides et similaires
84.24.81.90.00	Appareils pour l'arrosage
84.32.10.00.00	Charrues
84.32.21.00.00	Herses à disques (pulvérisateurs)
84.32.29.00.00	Autres herses
84.32.30.00.00	Semoirs, plantoirs et repiqueurs
84.32.40.00.00	Epandeurs de fumier et distributeurs d'engrais
84.32.80.00.00	Autres machines, appareils et engins agricoles, horticoles ou sylvicoles : rouleaux ou terrains de sport

3. L'article 195 du Code général des Impôts est complété par un point E rédigé comme suit :

E. - Services soumis au taux réduit

- les prestations d'hébergement et de restauration fournies par les hôtels, les restaurants et organismes assimilés agréés et les prestations réalisées par les organisateurs de circuits touristiques agréés.

Article 3 : Réaménagement de l'article 240 du Code général des Impôts

A. Exposé des motifs :

La Directive n°03/98/CM/UEMOA du 22 décembre 1998 modifiée par la Directive n°03/2009/CM/UEMOA du 27 mars 2009 portant harmonisation des législations des Etats membres en matière de droits d'accises a prévu la faculté pour les Etats membres de soumettre aux droits d'accises, en sus du tabac et des boissons alcoolisées ou non, au maximum six (6) produits figurant sur la liste communautaire, suivant des planchers et des plafonds de taux applicables.

Cette liste comprend le café, la cola, les farines de blé, les huiles et corps alimentaires, les produits de parfumerie et cosmétiques, le thé, les armes et munitions, les sachets en matière plastique, les marbres, les lingots d'or, les pierres précieuses et les véhicules de tourisme dont la puissance est supérieure ou égale à 13 chevaux.

Par Décision n°02/2009/CM/UEMOA, le Conseil des Ministres de l'UEMOA a adopté le plan d'actions pour la mobilisation optimale des recettes fiscales dans les Etats membres. Ce plan d'actions a prévu un accroissement des recettes des droits d'accises à travers la révision de la Directive n°03/2009/CM/UEMOA du 27 mars 2009 portant harmonisation des législations des Etats membres en matière de droits d'accises.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette réforme, la Commission de l'UEMOA a organisé du 26 au 28 avril 2021, par visioconférence, un atelier de validation du projet de directive modifiant la directive suscitée.

Au terme de cet atelier, les résultats suivants ont été atteints :

- le nombre de produits taxables aux droits d'accises est passé de 8 à 12 ;
- l'eau minérale et les bouillons alimentaires sont soumis aux droits d'accises ;
- l'application du droit d'accises est généralisée à tous les véhicules de tourisme sans considération de puissance ;
- les taux des droits d'accises applicables aux boissons alcoolisées et aux boissons non alcoolisées sont relevés.

Le projet de directive qui sera soumis à l'approbation des Conseils des Ministres de l'UEMOA fait obligation aux Etats membres de soumettre à un droit d'accises les boissons alcoolisées et non alcoolisées, à l'exclusion de l'eau. Ils ont la faculté de soumettre à un droit d'accises au maximum dix (10) produits sélectionnés parmi ceux figurant sur la liste communautaire ci-dessous :

- le thé ;
- le café ;
- la cola ;
- les farines de blé ;
- les huiles et corps gras alimentaires ;
- les produits de parfumerie et cosmétiques ;
- les armes et munitions ;
- les sachets en matière plastique ;
- les marbres ;
- les lingots d'or ;
- les pierres précieuses ;
- les véhicules de tourisme ;
- les bouillons alimentaires ;
- les eaux minérales et les eaux gazéifiées.

Afin d'élargir l'assiette en matière de droits d'accises et accroître les recettes budgétaires de l'Etat, il est proposé de :

- soumettre aux droits d'accises le café, les produits de parfumerie et cosmétiques, les bouillons alimentaires ;
- relever les taux des droits d'accises applicables aux boissons alcoolisées et aux boissons non alcoolisées ;
- généraliser le droit d'accises à tous les véhicules de tourisme sans considération de puissance.

En plus de l'accroissement des recettes de l'Etat, l'application du droit d'accises aux bouillons alimentaires est de nature à lutter contre les externalités négatives induites par leur consommation.

Les dispositions de l'article 240 du Code général des Impôts sont modifiées dans ce sens.

B. Texte :

Les dispositions de l'article 240 du CGI sont complétées ainsi qu'il suit :

Article 240 (nouveau) : Les produits visés ci-dessous sont soumis à un impôt spécial dit « Impôt Spécial sur Certains Produits » dont les taux sont fixés par décret pris en Conseil des Ministres dans la limite des fourchettes ci-après :

Produits	Taux minimal	Taux maximal
Cola	10%	30%
Café	**5%**	**12%**
Boissons non alcoolisées à l'exception de l'eau : - **Boissons gazeuses, énergétiques et énergisantes** - **Jus de fruits ou de légumes**	 **10%** **5%**	 **20%** **20%**
Boissons alcoolisées	**20%**	**70%**
Bouillons alimentaires	**10%**	**15%**
Eaux minérales naturelles ou artificielles, traitées et/ou conditionnées, gazéifiées ou non, eaux gazéifiées	**5%**	**10%**
Armes et munitions	15%	40%
Produits de parfumerie et cosmétiques	**5%**	**15%**
Sachets en matière plastique	5%	10%
Marbres	**5%**	**15%**
Lingots d'or	**5%**	**15%**
Véhicules de tourisme	**5%**	**10%**

Article 3 : Insertion de nouvelles dispositions relatives à l'impôt spécial sur certains produits applicable aux tabacs

A. Exposé des motifs :

La Directive n°01/2017/CM/UEMOA du 22 décembre 2017 portant harmonisation des législations des Etats membres en matière de droits d'accises applicables aux tabacs a abrogé la Directive n°03/98/CM/UEMOA du 22 décembre 1998 modifiée par la Directive n°03/2009/CM/UEMOA du 27 mars 2009 portant harmonisation des législations des Etats membres en matière de droits d'accises en ses dispositions relatives à la taxation des produits du tabac.

Aux termes de la Directive n°01/2017/CM/UEMOA du 22 décembre 2017, chaque Etat membre de l'Union doit fixer un taux d'imposition dans une fourchette de 50% à 150%. Cette directive poursuit un objectif de santé publique en favorisant la lutte contre la consommation excessive des produits du tabac. Il faut noter, à ce sujet, que le Mali, à l'instar des autres Etats membres de l'UEMOA, a ratifié la Convention-cadre de lutte anti-tabac de l'Organisation mondiale de la Santé dont l'article 6 énonce l'adoption de mesures fiscales et financières pour lutter contre le tabagisme.

Afin de rendre le dispositif législatif conforme aux normes communautaires et d'honorer nos engagements dans le cadre de la lutte contre le tabagisme, d'une part, et d'améliorer les recettes fiscales de l'Etat, il est proposé la transposition dans la législation nationale de la Directive n°01/2017/CM/UEMOA du 22 décembre 2017 portant harmonisation des législations des Etats membres en matière de droits d'accises applicables aux tabacs.

B. Texte :

Article 240 A : L'Impôt Spécial sur Certains Impôts s'applique aux tabacs, aux produits du tabac et aux produits assimilés, fabriqués ou importés, notamment les cigarettes, les cigares et cigarillos, les tabacs à rouler, les tabacs à fumer, les tabacs à priser, les tabacs à chiquer et les cigarettes électroniques.

L'Impôt Spécial sur Certains Impôts est établi sans aucune distinction fondée sur des critères de qualité, de présentation ou d'origine des produits.

Article 240 B : Le fait générateur de l'Impôt Spécial sur Certains Impôts est constitué par :

- la mise à la consommation au sens douanier du terme, pour les importations ;
- la première cession à titre onéreux ou gratuit ou le prélèvement, pour les biens produits localement.

Article 240 C : L'Impôt Spécial sur Certains Impôts est assis sur la valeur des produits taxables. Il est perçu un seul droit sur les produits du tabac.

Article 240 D : La base de l'imposition du l'Impôt Spécial sur Certains Impôts est constituée :

- à l'importation, par la valeur en douane majorée des droits et taxes perçus à l'entrée, à l'exclusion de la Taxe sur la Valeur Ajoutée ;
- pour les biens produits localement, par le prix de vente sortie-usine, à l'exclusion de la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

Article 240 E : Le taux de l'Impôt Spécial sur Certains Impôts est déterminé comme suit :

- minimum : 50% ;
- maximum : 150%.

DEUXIEME PARTIE : MODIFICATION DU LIVRE DE PROCEDURES FISCALES

Article premier : Réaménagement du Livre de Procédures fiscales en son article 60

A. Exposé des motifs :

Le Livre de Procédures fiscales en son article 60 cite les documents (nombre, mentions obligatoires) que les contribuables doivent fournir au moment du dépôt de leurs déclarations fiscales dont trois (3) copies des états financiers comportant leur numéro d'identification fiscal (NIF).

Or, l'article 5 de la Directive n°04/2009/CM/UEMOA du 27 mars 2009 instituant un Guichet unique de dépôt des états financiers dans les Etats membres de l'Union économique et monétaire Ouest Africaine (UEMOA) prévoit que le Guichet unique de dépôt des états financiers (GUDEF) transmet une (1) copie originale des états financiers collectés à l'Administration fiscale, aux greffes du tribunal du commerce, à l'administration nationale de la statistique et à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Si le GUDEF doit conserver au moins une copie, le décompte donne un nombre minimum de cinq (5) copies originales à déposer.

Il résulte de ce qui précède que le nombre de copies des états financiers exigé (3) jusque-là est insuffisant au regard de celui requis (5) suivant le GUDEF.

En outre, parmi les mentions devant figurer sur les états financiers, il n'y a pas le numéro du Registre du Commerce et du Crédit Mobilier des contribuables. Or, cette information est utile aux destinataires des états financiers.

Afin de permettre au GUDEF de disposer des états financiers en nombre suffisant d'une part, et de mettre à la disposition des destinataires des états exploitables, d'autre part, il est proposé de porter **le nombre de copies originales des états financiers à cinq (5)** et de faire figurer sur les états financiers, en plus des autres mentions obligatoires, **le numéro du Registre du Commerce et du Crédit Mobilier du contribuable**.

L'article 60 du Livre de procédures fiscales est modifié dans ce sens.

B. Texte :

Article 60 (nouveau) : Les contribuables visés à l'article 57 du présent Livre sont tenus de fournir, en même temps que leur déclaration, la liste détaillée par catégorie de leurs frais généraux, **cinq (5)** copies de leurs états financiers comportant leur Numéro d'identification fiscal, **leur numéro du Registre du Commerce et du Crédit Mobilier**, les liasses harmonisées selon les normes de l'Acte uniforme portant sur le Droit comptable et l'Information financière adopté dans le cadre de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA), les états fournisseurs et clients en version électronique exploitables par l'Administration fiscale.

Les entreprises dont les états financiers ne sont pas certifiés par un commissaire aux comptes, sont soumises à la procédure du visa préalable desdits états financiers, effectuée par un expert-comptable ou un comptable agréé inscrit au tableau de l'Ordre National des Experts Comptables et Comptables Agréés du Mali.

Les modalités d'application de cette procédure sont définies par arrêté du ministre chargé des Finances.

Le tableau des amortissements doit être présenté par année d'acquisition des éléments amortissables, éventuellement ce tableau fait apparaître séparément les calculs d'amortissements accélérés prévus à l'article 51 et les nouvelles marges d'amortissements après révision du bilan, conformément aux prescriptions des articles 65 et 69 du Livre de Procédures fiscales.

Le refus de produire, dans le délai prescrit à l'article 27 du présent Livre, à l'appui de sa déclaration de son résultat tout ou partie des documents et pièces visés aux alinéas 1 et 2 du présent article, est suivi d'une mise en demeure adressée par lettre au contribuable par tout moyen de transmission contre décharge.

Si à l'expiration du délai de dix jours après réception de cette lettre, les documents et pièces n'ont pas été obtenus, une amende fiscale de cinq cent mille (500.000) francs CFA est appliquée, portée à un million (1.000.000) de francs CFA à l'expiration d'un délai de dix jours et majorée de cent mille (100.000) francs CFA par jour de retard en sus.

Il est, en outre, fait application de la taxation d'office.

Article 2 : Création d'un Guichet unique pour le dépôt des états financiers

A. Exposé des motifs :

Aux termes des dispositions du LPF, les contribuables, relevant du régime réel d'imposition, sont tenus de déposer leurs états financiers auprès du service des Impôts qui gère leur dossier fiscal. Ces documents doivent être déposés également auprès de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), de l'Institut national de la Statistique (INSTAT), et des greffes du tribunal du Commerce.

La pluralité des structures auprès desquelles ces états doivent être déposés constitue une contrainte particulière pour les entreprises.

Dans le souci de garantir l'unicité, l'homogénéité et la comparabilité des états financiers annuels produits par les entreprises, les Etats membres de l'UEMOA ont adopté le 27 mars 2009 la Directive n°04-2009/CM/UEMOA instituant un Guichet unique de dépôt des états financiers dans les Etats membres de l'union.

En vue d'adapter la législation nationale en la matière aux dispositions susvisées, il est proposé de créer auprès de la Direction générale des Impôts, un guichet unique pour centraliser les états financiers des entreprises.

B. Texte :

Article premier : Il est créé, au sein de la Direction générale des Impôts, un guichet unique de dépôt des états financiers (GUDEF).

Article 2 : Le guichet unique de dépôt des états financiers a pour missions de :

- collecter les états financiers annuels des entreprises, exerçant leurs activités au Mali ;
- vérifier, avant leur dépôt auprès de services destinataires, que les états financiers produits par les entreprises sont complets et ont été préalablement certifiés par un commissaire aux comptes ou par un expert comptable ou un comptable agréé inscrit au tableau de l'Ordre national des Experts Comptables et des Comptables Agréés du Mali.

Article 3 : Les états financiers sont produits en cinq (5) exemplaires originaux auprès du service d'assiette de rattachement.

Le service d'assiette de rattachement délivre à l'entreprise une attestation de dépôt d'états financiers. Il transmet au Guichet unique quatre (4) exemplaires des états déposés et en conserve un.

Le Guichet unique est chargé de remettre un exemplaire des états collectés à chacune des structures suivantes :

- la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest ;
- l'Institut national de la Statistique ;
- les greffes du tribunal du Commerce.

Article 4 : Le GUDEF établit chaque année, en fin d'exercice, un rapport annuel d'activité. Le rapport est adressé en deux exemplaires à l'autorité de tutelle qui en transmet copie à la Commission au plus tard trois (3) mois à compter de la réception dudit rapport.

Article 5 : L'organisation et les modalités de fonctionnement du GUDEF sont fixées par décret pris en Conseil des Ministres.

Article 3 : Réaménagement de l'article 4 relatif à l'institution de l'obligation d'immatriculation fiscale et de la mention du Numéro d'Identification Fiscal (NIF) sur les documents commerciaux

A. Exposé des motifs :

L'Annexe fiscale à la loi des Finances rectificative du 04 septembre 2020 fait obligation à toute personne physique ou morale exerçant une activité passible de droits ou taxes prévus par le Code général des Impôts ou les autres textes à caractères fiscaux de se faire immatriculer fiscalement.

Or, certaines personnes physiques ne sont assujetties qu'à des impôts, droits et taxes qui font l'objet de retenue à la source en l'occurrence l'impôt sur les traitements et salaires (ITS). Leur

immatriculation risque de gonfler artificiellement le portefeuille-contribuables de l'Administration fiscale et surcharger son système d'information.

Afin de remédier à cette situation, il est proposé **d'exclure de l'immatriculation fiscale les personnes physiques qui perçoivent des revenus salariaux dont l'impôt sur les traitements et salaires est retenu à la source par les employeurs**.

Les dispositions de l'article 112 du Livre de Procédures fiscales sont modifiées dans ce sens.

B. Texte :

Article 112-A (nouveau) : Toute personne physique ou morale assujettie en sa qualité de redevable légal ou réel au paiement d'un impôt, droit ou taxe ou d'acompte d'impôt, droit ou taxe en vertu des dispositions du Code général des Impôts doit, dans les dix (10) jours qui suivent le début de son activité, souscrire par voie électronique ou directement auprès de la Direction générale des Impôts, une déclaration d'existence assortie d'une demande d'immatriculation fiscale.

Ces obligations déclaratives s'appliquent également aux fondations, aux associations et aux organismes à but non lucratif, aux gestionnaires ou bénéficiaires de trusts, fiducies ou de structures similaires ainsi qu'aux contribuables étrangers qui effectuent au Mali des activités économiques sans y avoir un siège. Ces contribuables étrangers doivent, de ce fait, désigner un représentant solvable accrédité auprès de l'Administration fiscale.

Les obligations ci-dessus ne s'appliquent pas aux salariés des secteurs public et privé dont l'impôt sur les traitements et salaires est retenu à la source par les employeurs.

La Direction générale des Impôts attribue au redevable un numéro d'identification fiscal, en abrégé NIF, et lui délivre, sur format papier, par courrier ou par voie électronique une Carte d'Immatriculation sans frais après certification de la localisation effective (visite des lieux ou facture d'eau ou d'électricité du contribuable).

Toute modification portant sur une ou plusieurs des indications relatives aux nom et prénoms des dirigeants ou à la raison sociale, modification de la structure du capital ou de l'actionnariat, modification de l'activité ou du lieu d'exercice de l'activité, à l'adresse (physique et/ou électronique) et à la profession du redevable et, s'il y a lieu, au numéro du compte courant postal ou du compte bancaire dont il dispose doit être déclarée au Centre des Impôts dans les dix jours qui suivent la date de ladite modification.

Les cessions d'entreprises et/ou cessations d'activité, qu'elles soient totales ou partielles, font également l'objet d'une déclaration au Centre des Impôts ou par voie électronique dans les mêmes délais et sous les mêmes sanctions que le commencement des opérations.

Article 4 : Insertion d'un nouvel article relatif à l'admission en non-valeur des cotes irrécouvrables

A. Exposé des motifs :

Dans l'optique d'une amélioration des finances publiques, il est important que les agents chargés du recouvrement puissent se consacrer au recouvrement des créances présentant les

meilleures perspectives de recouvrement sans disperser leurs ressources et leurs efforts dans le suivi de créances irrécouvrables avérées. L'admission en non-valeur d'une créance est une procédure d'apurement administratif. Elle décharge l'agent public chargé du recouvrement de sa responsabilité personnelle et pécuniaire. Les créances irrécouvrables (admises en non-valeur) font l'objet en fin d'exercice d'un enregistrement en charges. Pour autant, dans la mesure où une créance admise en non-valeur n'est pas éteinte, son recouvrement ultérieur, qui n'est pas à écarter, doit faire l'objet d'une comptabilisation en produits exceptionnels.

Aussi est-il est proposé d'insérer dans le Livre de Procédures fiscales un article une disposition relative à l'admission en non-valeur des cotes irrécouvrables.

B. Texte :

Article 481 A : Le Chef de Division Recettes de la Direction des Grandes Entreprises, les Receveurs des Centres des Moyennes Entreprises et des Centres des Impôts peuvent, dans les conditions fixées par arrêté du ministre chargé des Finances, demander l'admission en non-valeur des cotes irrécouvrables qu'ils ont prises en charge.

Les cotes irrécouvrables sont celles dont le recouvrement n'a pu être mené à son terme malgré toutes les diligences effectuées par le Chef de Division Recettes de la Direction des Grandes Entreprises, les Receveurs des Centres des Moyennes Entreprises et des Centres des Impôts qui en sont chargés.

Le ministre chargé des Finances statue sur les demandes d'admission en non-valeur. Il peut déléguer sa signature au Directeur général des Impôts dans les limites fixées par l'arrêté suscité.

Bamako, le

ETAT V

ANNEXE SUR LE GENRE

MINSITERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

RAPPORT GENRE 2022

ANNEXE A LA LOI DES FINANCES 2022

Septembre 2022

Présentation des Chapitres du Rapport Genre 2022 (RG 22)

Sigles et abréviations

Introduction générale

Chapitre 1 : Pourquoi le rapport genre ?

Chapitre 2 : Elaboration du rapport genre au sein du processus budgétaire

Chapitre 3 : Analyse sectorielle des départements ministériels

3.1. Accès équitable aux droits civils et politiques

3.1.1. Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille,
3.1.2. Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme,
3.1.3. Ministère de la Communication et de l'Economie Numérique et de la modernisation de l'Administration,
3.1.4. Ministère du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social ;

3.2. Accès équitable aux droits sociaux (Services sociaux de Base)

3.2.1. Ministère de la Santé et du Développement Social ;
3.2.2. Ministère de l'Education Nationale ;
3.2.3. Ministère des Mines de l'Energie et de l'Eau ;
3.2.4. Ministère de l'Environnement de l'Assainissement et du Développement Durable
3.2.5. Ministère de l'Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique ;
3.2.6 Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population

3.3. Accès équitable aux droits économiques et aux opportunités économiques

3.3.1. Ministère du Développement Rural ;
3.3.2. Ministère de l'Industrie et du Commerce ;
3.3.3. Ministère de l'Entreprenariat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;
3.3.4. Ministère de l'Economie et des Finances.
3.3.5. Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme

Difficultés

Recommandations

Conclusion générale

Sigles et Abréviations	
AGETIC	Agence des Technologies de l'Information et de la Communication
AGR	Activités Génératrices de Revenu
AMADER	Agence Malienne pour le Développement de l'Energie Domestique et d'Electrification Rurale
ANDC	Agence Nationale de la Communication pour le Développement
ASACO	Association de Santé Communautaire
BAD	Banque Africaine de Développement
BCS	Bureau Central des Soldes
BIT	Bureau International du Travail
BSG	Budget Sensible au Genre
CAFO	Coalition des Associations Féminines et Organisations
CAG	Comité Aviseur Genre
CAK	Centre Aoua Keita
CAPF	Centre d'Accueil et de Placement Familial
CDI	Commissariat au Développement Institutionnel
CDPE	Centre de Développement de la Petite Enfance
CEDEF	Convention sur l'Elimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Egard des Femmes
CEDEAO	Communauté Economique et Douanière de l'Afrique de l'Ouest
CFPF	Centre de Formation Pratique
CGA	Centres de Gestion Agrées
CGS	Comite de Gestion Scolaire
CMA	Coordination des Mouvements de l'AZAWAD
CNAPN	Comité National pour l'Abandon de Pratiques Nuisibles à la Mère et à l'Enfant
CNDIFE	Centre National de Documentation et d'Information sur la Femme et l'Enfant
CNDH	Commission Nationale des Droits de l'Homme
CST	Conseil National de Transition
CPF	Code des Personnes et de la Famille
CPN	Consultation Prénatale
CPS	Cellule de Planification et de Statistiques
CREDD	Cadre de Relance Economique pour un Développement Durable
CSA	Comité de Suivi de l »Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger - 15Mai 2015
CSCOM	Centre de Santé Communautaire
CS-PNG	Conseil Supérieur Politique Nationale Genre
DBG	Direction Générale du Budget
DESC	Droits Economiques Sociaux et Culturels
DNACPN	Direction Nationale de l'Assainissement, du Contrôle des Nuisances et Pollutions
DNFPP	Direction Nationale de la Fonction Publique et du Personnel
DUDH	Déclaration Universelle des Droits de l'Homme
EDSM-VI	Enquête Démographiques de Santé Mali VI
EFH	Egalité Femme/Homme
EMOP	Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages
EPT	Education Pour Tous
FAFE	Fonds d'Appui à l'Autonomisation et à l'Epanouissement de la Femme et de l'Enfant
FNAA	Fonds National d'Appui à l'Agriculture

Sigles et Abréviations	
GEDEFOR	Projet Gestion Décentralisée des Forêts
GRFF	Gestion des Ressources Forestières et Fauniques
GRM	Gouvernement République du Mali
IDH	Indice de Développement Humain
MEADD	Ministère de l'Environnement de l'Assainissement et du Développement Durable
MEF-SG	Ministère de l'Economie et des Finances – Secrétariat Général
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
MGF	Mutilations Génitales Féminine
MPFEF	Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille
ODD	Objectifs du Développement Durable
PACR	Projet d'Appui aux Communautés Rurales
PACUM	Projet d'Appui aux Communes Urbaines du Mali
PADEC	Projet d'Appui au Développement Economique Communautaire
PAJM	Programme d'Appui à la Justice au Mali.
PAPAM	Programme d'Accroissement de la Productivité Agricole au Mali
PAP	Programme Annuel de Performance
PBSG	Planification et Budgétisation Sensible au Genre
PDDAFFE	Plan Décennal de Développement pour l'Autonomisation de la Femme, de l'Enfant et de la Famille 2020-2029
PDD-DIN	Programme de Développement Durable du Delta Intérieur du Niger
PDDSS	Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social 2014-2023
PDH	Promotion des Droits de l'Homme
PDI	Programme de Développement Institutionnel
PEFA	Dépenses Publiques et Responsabilité Financière/Public Expenditure Financial Accountability
PF	Planification Familiale
PGRN-CC	Projet de Gestion des Ressources Naturelles, Changement-Climatique
PNG	Politique Nationale Genre
PNISA	Plan National d'Investissement dans le Secteur Agricole
PPD-PAP	Programmation Pluriannuel et le Programme Annuel de Performance
P-RM	Président de la République du Mali
PROCEJ	Projet de Développement des Compétences et de l'Emploi des Jeunes
PRODAFFE	Programme de Développement de l'Autonomisation de la Femme et de l'Enfant et de la Famille 2020-2024
PRODEC	Programme Décennal de l'Éducation
PROSEA	Programme Sectoriel Eau Assainissement
PRPRM	Projet de Réduction de la Pauvreté dans la Région de Mopti
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RAMED	Régime d'Assistance Médicale
RG 22	Rapport Genre 2022 (annexé à la loi des finances 2022)
SAPEP	Projet d'Accroissement de la Productivité Agricole des Petits Exploitants
TA	Taux d'Achèvement
TBA	Taux Brut d'Admission
TBS	Taux Brut de Scolarisation
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
VBG	Violences Basées sur le Genre
VFF	Violences Faites aux Femmes et aux Filles
VSBG	Violences Sexuelles Basées sur le Genre

RAPPORT GENRE 2022 - ANNEXE A LA LOI DES FINANCES 2022

Introduction générale

Planification et Budgétisation Sensible au Genre, U*ne approche qui utilise des instruments de politique budgétaire et de gestion des finances publiques pour promouvoir l'égalité de genre et le développement des filles et des femmes.*

L'impact de la politique budgétaire sur la réduction de la pauvreté et des inégalités est une préoccupation majeure tant au niveau du Gouvernement que du Conseil National de Transition (CNT). En effet accroître cet impact nécessite l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience des dépenses publiques. C'est cette finalité que vise l'introduction de la Planification et Budgétisation Sensible au Genre(PBSG) dans la programmation et la gestion budgétaire du Mali. Il s'agit là d'une avancée notoire en matière de réforme des finances publiques, celui-ci mettant l'accent sur la problématique de l'efficacité des dépenses publiques et de son impact sur la réduction de la pauvreté et des inégalités.

L'introduction de la PBSG est également matérialisée à travers un des axes d'orientation de la Politique Nationale Genre (PNG), adoptée le 24 novembre 2010 à travers l'axe d'orientation N° 6, qui vise à la *« prise en compte de l'Egalité Femmes Hommes comme un principe directeur de bonne gouvernance dans les politiques et réformes publiques les plus porteuses de changement et dans les budgets, en considérant le contexte de la déconcentration et la décentralisation ».*

En analysant la dimension genre des politiques publiques, des budgets et leurs impacts sur la population, le Gouvernement à travers le Rapport Genre renforce la reddition des comptes face à ses engagements en matière d'égalité entre les sexes et de développement humain durable. Il met également l'accent sur les succès et les insuffisances des politiques faces aux besoins des femmes et des hommes et éclaire ainsi la décision publique.

Ainsi, la PBSG est à la fois un outil de transparence et d'allocation équitable de l'argent du contribuable malien. Intégrer une démarche de PBSG conduit à se demander si la collecte des revenus (impôts, taxes, paiement du service etc.) et la distribution des ressources financières (subventions aux associations, investissements dans des équipements, fonctionnement des services etc.) renforcent ou diminuent les inégalités entre les sexes.

La PBSG ne signifie pas des budgets distincts pour les hommes et les femmes, et va au-delà d'un éventuel accroissement des ressources planifiées et allouées à des projets destinés aux femmes. Elle interroge le budget sur l'influence que pourrait avoir chaque opération budgétaire sur la situation des femmes et des hommes et vise à ce que cette influence soit tenue en compte dans la programmation et l'exécution de ladite opération. C'est ce que le Rapport Genre annexé à la loi des finances entend faire apparaitre.

La PBSG doit pouvoir :

i) S'appuyer sur des statistiques ventilées par sexe relatives aux cibles femmes/hommes ;
ii) Analyser les inégalités femmes/hommes, renseigner les indicateurs sexués de performance et proposer des mesures pour l'amélioration de l'égalité de genre,
iii) Former les personnels sur le genre et l'égalité femmes/hommes,
iv) identifier à posteriori les dépenses affectées à des programmes, actions, activités et projets en faveurs du genre.

C'est dans ce contexte que le rapport genre est initié comme un outil de suivi des engagements du Gouvernement en matière d'équité de droit pour les femmes et les hommes. Il est élaboré depuis2012, comme annexe à la loi des finances de chaque année budgétaire.

Chapitre 1: Pourquoi le Rapport Genre?

i) Importance et justification

Le Rapport Genre est initié pour permettre aux décideurs à plusieurs niveaux de suivre et de vérifier la réalisation des engagements du Gouvernement en matière d'équité femme/homme à travers la loi des finances. Il trouve sa justification juridique[1] dans la Loi N°2013-028 du 11 juillet 2013 modifiée relative aux lois des finances, qui en son article 45 précise que la loi des finances est accompagnée : **i)** d'annexes explicatives (projet annuel des performances des programmes entre autres) et ; **ii)** de toute autre annexe destinée à l'information et au contrôle des parlementaires. Le Rapport Genre matérialise également l'engagement du Gouvernement du Mali à appliquer les conventions internationales ratifiées à travers la mise en œuvre de la PNG.

Le RG comme annexe à la loi des finances est donc un document fondé sur l'obligation pour le gouvernement de rendre compte. Elle est basée sur la prise en charge des besoins sexo-spécifiques contenus dans le plan d'action genre et intégrés dans les budgets-programmes. Pour ce faire il intègre les éléments des cadres de performance (Programmes, objectifs et indicateurs) du budget-programmes des ministères qui contribuent à la mise en œuvre des plans d'actions de la Politique Nationale Genre.

Étant un résumé, le RG ne peut pas couvrir toutes les activités du Gouvernement. Les réponses aux trois questions suivantes peuvent aider à choisir les activités sur lesquelles le rapport genre devrait insister davantage dans un secteur particulier :

- si l'approche de la PBSG veille à ce que la question du genre soit examinée dans le cadre de la mise en œuvre des principales politiques et dépenses du gouvernement ; la réduction des inégalités est financée à hauteur de combien dans le budget ?

- quels sont les programmes les plus importants et les plus pertinents pour l'égalité de genre (programmes stratégiques 'genre') ? Cette question est utile car certaines activités peu coûteuses peuvent faire une grande différence pour la réduction des inégalités ;

- quel est l'impact de la réduction des inégalités de genre sur la population et le développement du pays ?

Conformément à la lettre circulaire N° 01507/MEF-SG du 18 avril 2021, le RG22 est un document élaboré par le MEF à travers la Direction Générale du Budget (DGB) pour mettre en exergue les engagements du gouvernement en matière de genre dans les programmes et budgets sectoriels en lien avec la réalisation des droits économiques politiques sociaux et culturels. Dans ce cadre il fait apparaitre:

- L'intention du Gouvernement de prendre des mesures en faveur de l'égalité genre à travers la disponibilité des ressources là où elles doivent être conformément à ses engagements fondamentaux ;

- La stratégie budgétaire, qui vise à la satisfaction des besoins de la population malienne en général, plus particulièrement celle des besoins des couches les plus défavorisées, en particulier, la prise en compte de l'égalité de genre dans la rationalité budgétaire.

Le présent Rapport Genre 2022 (RG22) présente les réalisations de l'année 2020 et la planification pour la période 2022-2024. Il s'inscrit dans une démarche pluriannuelle et graduelle d'amélioration de sa préparation et de son utilisation.

ii) Cadre institutionnel pour le promotion du Genre

Le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille est la première institution étatique responsable de la mise en place et du suivi de la politique genre à travers le mécanisme institutionnel de suivi de la mise en œuvre de la PNG. Ce mécanisme comprend les structures suivantes : le Conseil supérieur du genre présidé par le Premier Ministre, le Secrétariat Permanent de la PNG et les comités d'institutionnalisation du genre dans les

[1]« Loi N°2018-072 du 21 décembre 2018 modifiée portant loi de finances, Article 47 l'annexe relative au genre figure à l'état V, annexé à la présente loi ».

ministères sectoriels ciblés. A ce jour, une dizaine de ministères clés ont mis en place les organes internes de suivi de la PNG. Notons que les organes aux niveaux national et régional sont peu fonctionnels par insuffisance de ressources humaines compétentes.

Sur la base des politiques nationales spécifiques de Genre, de Protection/Promotion de l'enfant, de la Famille, adoptées respectivement en 2010, 2015 et 2016 ; un Plan Décennal de Développement pour l'Autonomisation de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (PDDAFFE) 2020-2029, fédérateur de l'ensemble du développement du secteur a été élaboré et son PRODAFFE 2020-2024 disponible, meme s'il existe des difficultés d'opérationnalisation.

Dans ce processus de BSG, le rôle des organisations de la société civile devrait se situer à trois (3) niveaux : **(i)** un rôle d'influence et de plaidoyer afin que la politique progresse, soit en phase avec les enjeux et les problèmes à résoudre en matière d'Égalité entre les Femmes et les Hommes ; **(ii)** un rôle de partenaire mettant qui participe aux instances de coordination ; (**iii)** un rôle de prestataire de services de proximité envers les populations.

iii) Cadre stratégique pour l'intégration du genre dans les politiques publiques

Le Mali dispose d'un cadre national de planification stratégique, « le Cadre stratégique pour la Relance Economique et de Développement Durable CREDD (2019-2023) » auquel sont alignées les stratégies sectorielles appuyées par les programmes de coopération des partenaires techniques et financiers (PTF). L'approche prônée dans le CREDD en matière de genre consiste à promouvoir un processus de développement équilibré entre les hommes et les femmes dans tous les domaines de la vie économique, politique, sociale, culturelle.

Des engagements en faveur de l'égalité de genre ont été annoncés dans les grandes politiques et réformes nationales initiées dans le cadre du CREDD 2019-2023. Ces engagement materialisés par le MEF à travers l'intégration du genre dans les reformes relatives à la gestion des finances publique en cours.

Les partenaires techniques et financiers s'organisent autour du CREDD 2019-2023 par le biais de groupes thématiques, dont dix (10) sectoriels et trois (3) transversaux. Au niveau transversal, le Groupe Thématique Genre et Autonomisation de la Femme (GT-GAF) a été mis en place pour animer le dialogue avec le gouvernement, la société civile et les partenaires de développement, afin de placer l'équité de genre dans l'agenda du développement et politique au Mali.Si l'engagement du principe visant à éliminer la pauvreté des femmes par l'intégration de la dimension genre dans le CREDD tend à augmenter, les réalisations concrètes dans ce domaine sont toujours attendues.

iv) Principaux enjeux et défis en matière promotion et d'institutionnalisation du Genre

Tenant compte de l'impact négatif des crises multidimensionnelles (Institutionnelle, politique, sécuritaires, humanitaires et environnementales) sur la population malienne, plus particulièrement sur les femmes, il devient important, pour une meilleure compréhension des enjeux liés à la problématique du genre au Mali, de présenter d'abord les caractéristiques démographiques de la population, ensuite d'identifier les enjeux liés à l'EFH qui sont en lien avec les principes, les orientations et axes stratégiques de la PNG dans le cadre de la planification et la budgétisation sensibles au genre (PBSG), dont le présent rapport est un des outils de suivi pour ce qui concerne l'élaboration et l'exécution de la loi des finances. Il existe enjeux juridiques, sociales, économiques et de gouvernance, toute chose permettant à la fois de décider et de suivre les engagements de l'État par rapport à la réduction des inégalités et à la promotion de l'égalité des genres dans les politiques publiques.

Au plan socio- démographique : la population du Mali est estimée à dix-neuf millions sept cents quatre-vingt-six mille neuf cent quatre-vingt-seize (19 786 996) habitants en 2018 dont 74,0 % vivent en milieu rural. Avec 48,8 % de personnes âgées de moins de 15 ans, le Mali se caractérise par une population jeune. La population comprend 50,4 % de femmes. La taille moyenne des ménages est de 8,4 personnes. La croissance démographique continue à un rythme très élevé d'après le dernier recensement d'avril 2009, +3,6 % par an, soit +50 % en 11 ans (par rapport au recensement de 1998), et l'absence de perspectives pour de nombreux jeunes, les pousse à migrer, notamment vers l'Europe et la France.

L'indice synthétique de fécondité (ISF) reste un des plus élevé en afrique, avec 6,3 enfants par femme selon EDSM VI en 2018. Cette rapide évolution démographique de la population est en nette **inadéquation avec l'accroissement de la production** qui, renforcée par l'inégale répartition des richesses, provoque des disparités criantes dont sont victimes principalement les couches défavorisées de la population, notamment les femmes.

Le fort niveau d'inégalité de revenu entre les hommes et les femmes est en grande partie le produit de la division sexuée de travail dans la sphère économique et professionnelle. Ainsi l'état de pauvreté et la difficile lutte pour la réduction des inégalités de genre2 restent des défis majeurs pour l'autonomisation des femmes. ***C'est pourquoi la prise en compte du dividende démographique reste un enjeu important dans les différentes sphères de developpement et de croissance économiques.***

Au plan économique, un des déterminants de la pauvreté concerne le niveau de prise en compte de l'approche inclusive et de la participation des femmes et des hommes dans les initiatives de développement économique. Meme si les politiques et stratégies de développement sont pro-genre à la conception à travers la planification d'activités impliquant les femmes, il reste à constater la cruelle réalité dans la mise en œuvre avec une discrimination plus prononcée des femmes.

Quant aux déterminants d'accessibilité geographique et financières : le niveau d'utilisation des services sociaux de base est conditionné à l'offre de ces mêmes services (éducation, santé, eau potable-hygiène-assainissement, électricité, etc.). On note le difficile accès géographique et financier aux aux infrastructures sociales de base. Le profil de pauvreté édition 2018 révèle que 16,3% des localités abritent un CSCOM au niveau de la région de Koulikoro, 11,1% pour Ségou, 12,6% pour Mopti et 22,7% pour Gao3.

L'ampleur des pratiques culturelles et des croyances est un déterminant important qui influence gravement les inegalités et la pauvreté : Elles sont nombreuses et sont de nature à engendrer une discrimination des femmes/filles et autres groupes sociaux vulnérables.

Au niveau familial, les inégalités entre l'homme et la femme existent depuis fort longtemps dans la culture malienne. Cela se traduit par des relations de domination de l'homme et de subordination de la femme assujettissant les choix de la femme en matière d'investissement et de financement, à l'accord préalable de l'homme.

[2] Rapport final de l'Analyse de la sous-représentation des femmes dans l'administration publique, dans les postes de responsabilité et dans les fonctions de contrôle. Groupe Conseil Baastel- Primature – Mali- 22 novembre 2017
[3] EMOP-2019/2020

Sur le plan juridique, la pratique de l'impunité de la violence à l'égard des femmes résulte de l'incapacité de respecter les normes internationales via une action et une mise en œuvre sérieuse au niveau national et local au moins en respect avec les traités et conventions internationales ratifiés et signés, qui ont primauté sur les lois nationales sont peu connus de la majoorité de la population. ***En matière d'accès des femmes à la justice et la protection systématique des droits***, il n'existe pas de discrimination de genre en ce qui concerne l'application des lois notamment en matière de répression. Cependant la tradition et l'insuffisance des structures de justice de proximité font que les femmes et les filles ont peu accès à la justice

Les enjeux liés à la situation sécuritaire : ils sont marqués par une recrudescence des attaques armées, les conflits communautaires et la difficile mise en eouvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger signé le 15 mai 2015. Les difficultés constatées dans la mise en œuvre de cet accord, ont rendu la situation sécuritaire plus difficile à gérer avec la perte de confiance entre les parties prenantes.

Les enjeux liés au contexte humanitaire : Le contexte humanitaire malien continue de s'aggraver avec les effets combinés des conflits, l'insécurité multiforme et les aléas climatiques (inondations et sécheresses) dont les femmes et les enfants sont les plus grandes victimes. A ces trois chocs s'ajoute l'urgence sanitaire liée à la pandémie de la COVID19 qui vient exacerber les vulnérabilités préexistantes avec des conséquences socioéconomiques importantes à court, moyen et long termes. **Il faut noter que nul besoin de savoir que les premières victimes que sont les femmes et les enfants constituent la frange la plus importante de la population.**

Au plan du leadership des femmes et à la participation à la vie publique : La sous-représentation presque chronique des femmes dans les instances de décision (pouvoir de gouverner ou d'administrer) constitue un obstacle majeur à l'émergence d'une société démocratique et égalitaire. En 2020-21, le constat demeure, car le niveau de leur représentativité dans les sphères de pouvoir et de décision a faiblement évolué malgré la volonté des autorités de la Transition à appliquer la Loi N°2015-052 du 18 décembre 2015, instituant des mesures pour promouvoir le genre dans les instances nominatives et électives. Les résultats obtenus au niveaux des instances électives sont encourageants, contrairement aux instances nominatives.

Chapitre 2 : Elaboration du rapport genre au sein du processus budgétaire

Le Ministère de l'Economie et des Finances a élaboré le premier Rapport Genre en 2012. De 13 départements en 2019, le nombre départements ministériels concernés est passé à 15[4] pour ce Rapport Genre 2022.Il s'agit d'amener l'ensemble des ministères dans le rapport genre.

Le Rapport Genre, qui présente annuellement les engagements et réalisations des départements sectoriels concernés en matière d'équité femmes/hommes, est une partie intégrale de l'information budgétaire plus large élaborée par ces départements à travers leur Projet Annuel de Performance (PAP) et leur Rapport Annuel de Performance (RAP). Le présent rapport présente les réalisations de 2020 et la planification pour 2022 à 2024.

Pour faciliter aux représentants du gouvernement son établissement, aux parlementaires et au public sa lecture et sa compréhension, le RG est présenté sous un format standard utilisé par tous les ministères concernés. La démarche de préparation du RG 2022, coordonnée par la DGB a été annoncée par la lettre circulaire N° 01507/MEF-SG du 18 avril 2021. Comme les années antérieures, un canevas standard de rédaction du RG est mis à la disposition des différents départements concernés.

a) Structure et contenu du Rapport Genre 2022

Le présent Rapport Genre présente deux grandes parties et des sous contenus :

- la première partie est consacrée aux principaux « défis genre » aux plans juridique, social, économique et politique ;
- la deuxième partie présente les données collectées par chacun des 15 départements sectoriels, classés sous le prisme des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels ;
- les recommandations et une conclusion.

[4] Réduction liée à la nomenclature gouvernementale de la transition.

Au sein de la deuxième partie, les départements ministériels sont regroupés selon trois (3) axes thématiques, ou secteurs de développement durable conformément à l'approche droits humains : Voir tableau ci-dessous

Axes thématiques : secteurs de développement	Ministères sectoriels en charge de :	Nombre ministères
1. Accès équitable aux droits civils et politiques	- Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, - Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille, - Ministère du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social, - Ministère de la Communication et de l'Economie Numérique et de la Modernisation de l'Administration	4
2. Accès équitable aux droits sociaux : Services sociaux de Base	- Ministère de la Santé et du Développement Social, - Ministère de l'Education Nationale, - Ministère des Mines de l'Energie et de l'Eau, - Ministère de l'Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique, - Ministère de l'Environnement de l'Assainissement et du Développement Durable, - Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population	6
3. Accès équitable aux droits économiques et opportunités économiques	- Ministère du Développement Rural, - Ministère de l'Industrie et du Commerce, - Ministère de l'Entreprenariat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, - Ministère de l'Economie et des Finances. - Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme.	5

A l'intérieur de chaque « Axe thématique », les points suivants sont décrits par ministère :

- Les enjeux genre du secteur couvert par ledit ministère ;
- Les mesures ou stratégies spécifiques de réduction des inégalités liées au genre entreprises par le ministère ;
- L'évaluation des activités genre menées en 2020 ;
- La planification et budgétisation des actions genre pour l'année 2022 jusqu'en 2024.

b) Démarche d'amélioration de la préparation et de l'utilisation du RG 22

Sous l'impulsion conjointe des ministères de l'EF et de la PFEF, une dynamique pluriannuelle d'amélioration de la préparation et de l'utilisation du Rapport Genre a été entamée en 2019. La présentation du Rapport Genre 2022 (année passée) a tenue compte des améliorations proposées aussi bien dans le processus que dans le contenu. Cette démarche inclusive enrichie par les bonnes pratiques de 2021 vise à fournir une base d'informations de plus en plus complète afin d'asseoir les décisions de politique budgétaire en considérant leur impact sur la réduction des inégalités de genre, y compris le suivi des résultats de ces décisions.

Le but est donc d'enrichir graduellement le contenu du RG, en couvrant un champ de plus en plus large des dépenses publiques en procédant à des analyses plus approfondies à travers l'utilisation d'un ensemble d'outils de PBSG plus complets et plus pertinents.

Dans le cadre de cette démarche, un canevas amélioré a été expérimenté par un premier groupe de ministères (attelage gouvernemental avant transition) pour la préparation du Rapport Genre 2021. mais qui a connu une certaine amélioration du fait du changement de l'attelage gouvernemental de la transition, de l'expérience vécue en 2019-2021 et des évaluations et programmes relatifs aux reformes du secteur des finances (PREM, PEFE par Exemple), il s'agit de : Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ; Ministère de l'Education Nationale ; Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau ; Ministère du Développement Rural ; Ministère de l'Economie et des Finances., Ministère de la Santé et du Développement Social.

Ce canevas amélioré approfondit l'information présentée par ces ministères à travers un « budget genre » initial selon trois perspectives complémentaires:

- Un « budget genre ciblé », qui trace les allocations budgétaires ciblant directementl'égalité de genre dans le budget tellesque par exemple les allocations budgétaires d'actions exclusivement destinées à la scolarité des filles.

- Le champ stratégique de la budgétisation sensible au genre, pour le ministère concerné, à savoir, l'identification des programmes du ministère qui sont stratégiquement importants pour améliorer l'égalité de genre, sur la base de leur contribution aux orientations stratégiques de la PNG.

- Un « budget genre » focalisé sur les dépenses de personnelde chaque département ministériel sachant qu'au Mali, près d'un quart, soit précisément 24,4 % du budget 2020 est consacré aux dépenses de personnel. Vu cette importance, il est proposé que les ministères présentent la répartition de leurs dépenses de personnel de façon sexo-spécifique. Dans un premier temps, pour le RG21 une répartition des effectifs est effectuée conformément aux lois n°2014-049 du18 septembre 2014 relative aux principes de création et de fonctionnement des services publics et N° 2015-052 du 18 décembre 2015 relative à la promotion du genre dans les fonctions nominatives et électives pour la prise en compte de cette Loi et des impératifs de temps, il a été suggérer de faire la liste genre en tenant compte des superstructures et de services centraux (DG, DN, EPA, services Rattachés) et les personnel émergeant sur le BCS.

- La démarche adoptée pour le RG 2022 est une premièreétape. Avec ce canevas amélioré, expérimenté par cesquel ques ministères, ils'agit de poser des premiers jalons dans le sens du traçage budgétaire, tout en permettant une transition ultérieure vers d'autres instruments de la PBSG telles que les analyses sensibles au genre de politiques, stratégies et programmes spécifiques du gouvernement.

Chapitre 3 : Analyse sectorielle des départements ministeriels

L'analyse des RG de cahque ministère concerne les élements du canevas amélioré ci-après :

- la présentation du ministère à travers les réalisations, les enjeux et les indicateurs.
- les enjeux genre et gaps à combler;
- les mesures ou stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre;
- la planification et la budgétisation des actions genre.

En application de l'approche analytique fondée sur la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) sous le prisme des droits humains, les rapports spécifiques des départements sectoriels repondent au classement selon les trois (3) axes thématiques ci-dessous:

Accès équitable aux droits civils et politiques

- Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme ;
- Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille ;
- Ministère de la Communication et de l'Economie Numérique te de la modernisation de l'Administration.
- Ministère du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social ;

Accès équitable aux droits sociaux (Services sociaux de Base)

- Ministère de la Santé et du Développement Social ;
- Ministère de l'Education Nationale ;
- Ministère des Mines de l'Energie et de l'Eau ;
- Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population ;
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique ;
- Ministère de l'Environnement de l'Assainissement et du Développement Durable.

Accès équitable aux droits économiques et aux opportunités économiques

- Ministère du Développement Rural ;
- Ministère de l'Industrie et du Commerce ;
- Ministère de l'Entreprenariat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;
- Ministère de l'Economie et des Finances.
- Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme.

Difficultés

Recommandations

Conclusion

3.1. Accès équitable aux droits civils et politiques

Quatre (4) départements ministériels sont concernés par la promotion et la protection des droits politiques et civils, la promotion des droits des femmes, des enfants et des groupes vulnérables.

Il s'agit de :

3.1.1. Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille,
3.1.2. Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme,
3.1.3. Ministère de la Communication et de l'Economie Numérique et de la modernisation de l'Administration,
3.1.4. Ministère du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social ;

3.1.1. Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille

Introduction

Conformément à l'article 20 du décret n°2021-0474/PT-RM du 26 juillet 2021, fixant les attributions spécifiques des membres du Gouvernement, le ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la famille prépare et de met en œuvre la politique nationale du Genre, de la Famille, de Promotion et de Protection de laFemme et de l'Enfant.

A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- l'élaboration et la mise en œuvre des mesures devant assurer le bien-être de la Femme, de la Famille et de l'Enfant;
- la politique nationale du Genre;
- l'élaboration et la mise en œuvre des actions visant à assurer la prise en charge des besoins spécifiques des Femmes et des Enfants;
- la promotion des droits de la Femme et de l'Enfant;
- la protection de l'Enfance;
- la prise en compte des besoins spécifiques des Femmes et des Enfants dans les programmes et projets de développement.

Le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille dispose de trois politiques nationales, de deux plans et deux stratégies nationales de lutte contre les Violences Basées sur le Genre :

- **la Politique Nationale Genre (PNG) vise** à garantir l'épanouissement de touteslesfemmes et de tous les hommes grâce au plein exercice de leurs droits égaux fondamentaux, à une citoyenneté active et participative et à l'accès équitable aux ressources, en vue de faire du Mali un pays émergent fort de sacroissance et fier de ses valeurs de justice, de paix, de solidarité et de cohésion sociale;
- **la Politique Nationale de Promotion et de Protection de l'Enfant (PNPPE) vise** une société démocratique qui garantit l'épanouissement de l'Enfant grâce à la jouissance et au plein exercice de sesdroits et devoirs par une responsabilisation soutenue des parents, de la communauté, des collectivités et de l'Etat en vue de le préparer à une citoyenneté effective inspirée de nos valeurs socioculturelles;
- **la Politique Nationale de Promotion de la Famille (PNPF) vise** unefamille viable et autonome, attachée à nos valeurs socioculturelles positives, portée par nos valeurs spirituelles et respectueuses des institutions, des droitshumains et de l'environnement.
- **le Plan Décennal de Développement de l'Autonomisation de la Femme, de l'Enfant et de la Famille**vise à « Contribuer à l'émergence du Mali à l'horizon 2030 à travers l'autonomisation de l'enfant, de la femme et de la famille, fondée surl'égalité de chance et de droit, pour la constitution d'un capital humain de qualité capable de participer efficacement à la création de richesses et à la gouvernance sociale, économique et politique du pays »;
- **le Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social**vise à « définir et mettre en œuvre une politique de santé pertinente et cohérente qui répond aux aspirations légitimes des populations et aux exigences du contexte international … »;
- **la Stratégie Nationale holistiquepourmettre fin auxViolencesBaséessur le Genre (VBG)** vise « un Mali dans lequellesfilles, lesfemmes, les garçons, les hommes adoptent des comportements et des attitudes favorables à l'abandon des VBG à l'horizon 2030 »**.**
- **la stratégie Nationale multisectorielle pour mettre fin au mariage d'enfants.**

Le Gouvernement du Mali, conscient de la persistance des inégalités entre les femmes et les hommes, a pris des engagements internationaux forts(Convention pour l'éliminationde toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention pour le droit de l'enfant, la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations unies, la Plate-forme d'action de Beiing+25, la déclaration solennelle des chefs d'Etats sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique,le Protocole de MAPUTO à la charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme en Afrique,etc….) pour parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes et à l'autonomisation des femmes. Cette égalité n'est possible que grâce à l'institutionnalisation du genre, à l'intégration de la planification et la budgétisation sensible au genre dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques, programmes et dans les budgets.

L'institutionnalisation du genre est l'intégration systématique des conditions, priorités et besoins propres aux femmes et aux hommes dans toutes les politiques en vue de promouvoir activement l'égalité entre les femmes et les hommes.

La planification et la budgétisation sensible au genre répond de manière équitable aux besoins pratiques et stratégiques des femmes et des hommes, des filles et des garçons issus des différentes couches et de tous les milieux pourréduire les inégalités socio économiques existantes entre celles-ciafin de concrétiser les principes de l'équité et de l'égalité.

Le gouvernement a donc décidé de renforcer son action politiqueen adoptant le Plan Décennal de Développement pour l'Autonomisation de la Femme, de la famille et pour l'épanouissement de l'Enfant (PDDAFFE 2020-2029) dont les objectifs sont en cohérence avec ceux retenus pour agenda 2030 des Nations Unies(UN), l'agenda 2063 de l'Union Africain (UA) et le Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD 2019-2023).

Ce plan décennal est assorti d'un programme quinquennal, le programme de développement pour l'autonomisation de la femme, de la famille et pour l'épanouissement de l'enfant(PRODAFFE1) et son Plan Opérationnel PO 2020.

Le rapport-genre est un document fondé sur l'obligation de rendre compte, basé sur la prise en charge des questions sexo-spécifiques contenues dans le plan d'action de la Politique Nationale Genre et intégrée dans le Document de Programmation Pluriannuel des Dépenses (DPPD-PAP). Il met en évidence les éléments des cadres de performance (programmes, objectifs et indicateurs) du DPPD-PAP et du Rapport Annuel de Performance (RAP) du MPFEF qui contribuent à la mise en œuvre du plan d'action de la Politique Nationale Genre.

Le rapport genre vise les effets de la répartition des recettes et des dépenses sur les hommes et les femmes non seulement à court terme, mais également à moyen et long terme.

Il est structuré en Trois (03) parties :

- **les enjeux genre et gaps à combler ;**
- **les mesures ou stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre ;**
- **la planification et la budgétisation des actions genre de l'année 2022**.

1. Les enjeux genre et gaps à combler:

Le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille fait face à d'importants enjeux et constats qui jalonnent encore les péripéties de la mise en œuvre de la PNG. Il s'agit entre autres de :

- l'institutionnalisation systématique du genre ;
- l'autonomisation des femmes / économique, politique, leadership et droits des femmes ;
- la lutte contre les violences basées sur le genre (mariage d'enfants et forcé, l'excision…) ;
- l'implication et la participation des femmes à la paix et à la sécurité.

Les solutions aux Gaps à combler au niveau du département sont de :

- opérationnalisation du Programme de Développement pour l'Autonomisation de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (PRODAFFE) 2020-2024 ;
- appui au leadership national sur le genre,à l'épanouissement de l'enfant et de la famille ;
- renforcement des capacités des ressources humaines du département et des autres acteurs ;
- fonctionnementdu système d'information sur la femme, l'enfant et la famille (SIFEF) ;
- opérationnalisationdu Programme d'Emergence des Compétences Féminines du Mali (PRECOFEM) ;
- mise en place d'une base des données sur les VBG ;
- mise à échelle des One Stop Center pour la prise en charge holistique des survivants de VBG ;
- promotion pour l'adoption des textes législatifs spécifiques sur la protection des droits de l'enfant et de l'abandon des VBG ;
- renforcementdu partenariat entre tous les acteurs au développement (Etat, Société civile et Partenaires techniques et financiers) ;
- renforcementdu plan de communication et le plaidoyer en faveur du changement de comportement;
- effectivité de l'application de la loi d'orientation agricole
- effectivitéde l'application du Décret N°2015-0506/P-RM du 27 juillet 2015 fixant le détail des compétences transférées de l'Etat aux collectivités dans le domaine de la protection et de la promotion de la femme, de l'Enfant et de la Famille ;

- mise en œuvre de la politique de développement des ressources humaines du secteur de la santé, du développement social et de la promotion de la famille et son plan stratégique ;
- mobilisation ; des ressources financières pour la mise en œuvre des programmes ;
- dotation et équipement des structures pour la mise en œuvre des politiques du département.

2. Les mesures ou strategies specifiques de reduction des inegalités liées au genre

a) MesuresSpécifiques

En termes de mesures stratégiques le ministère a mis en place un plandécennal assorti du 1er programme quinquennalet de sonPlan Opérationnel 2020.

En vue de renforcer le cadre institutionnel et législatif de lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG), les mesures suivantes ont été mises en place :

- La création du Programme National pourl'abandon des ViolencesBaséessur le Genre (PNVBG) par la Loi N°2019-014 du 03 juillet 2019 et la fixation de son organisation et ses modalités de fonctionnement par le Décret N°2019-0584 /PRM du 29 juillet 2019. Ce programmevise la prévention, la coordination, le suivi et l'évaluation de toutes les actions pour l'Abandon des VBG. A ceteffet, lesactions à mettre en œuvresont entre autres, la mise en placed'une banque de données sur les VBG, la conception de programme de couverture nationale de lutte contre les VBG avecl'ensemble des partenaires…;
- Relativement à l'avant-projet de loi sur les VBG, le département a entrepris les actions pour actualiser la feuille de route et redynamiser le comité de suivi. Cet avant-projet de loi vise la prévention, la répression et la réparation des violences basées sur le genre. Son adoption permettra de renforcer les réponses nationales en matière de réduction des pratiques des violences basées sur le genre. La Stratégie Nationale Holistique pour mettre fin aux violences basées sur le genre et sa stratégie de communication sont en cours d'application.

En vue d'accroitre l'accès des femmes au sphère de décision, il est important d'aller vers l'application intégrale de la loi 2015-052 du 18 décembre 2015 instituant les mesures pour promouvoir le Genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électivesà tous les niveaux de poste de décision :

- la tenue régulière du conseil supérieur de la Politique Nationale Genre;
- la créationd'uncadre de suivi des recommandations issues du conseil supérieur de la Politique Nationale Genre;
- l'opérationnalisation des comités genres des différents départements ministériels;
- le suivirégulier de nominations aux fonctions nominatives et électives.

Dans le cadre de l'autonomisation économique des femmes le gouvernement a mis en œuvre des projets et programmes et s'est aussi engagé dans des initiatives sous régionales et internationales.

- Le Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant (FAFE) a pourl'objectifgénéral de contribuer à l'autonomisation de la femme et à l'épanouissement de l'enfant à travers:
  - l'accroissement du potentiel économique des femmes;
  - la contribution au développement du leadership des femmes dans la viepublique et politique;
  - la contribution à l'épanouissement de l'enfant;
  - le suivi-évaluation des activités du PAAFE.

- le Programme de Développement des plateformes Multifonctionnelles vise 5000 villagesd'ici 2023 dontl'objectifest de favoriserl'accès des femmes à l'énergie de proximité et à la création de petites unités de transformation de produits locaux permettant aux femmes de développer des capacités de résilience;
- le Programme d'Appui à l'autonomisation des Femmes dans la Chaine de Valeur Karité
- le projetsous régional « 50 millions de femme sont la parole » dontl'objectif est d'améliorer la capacité des femmes à accéder à l'information financière et non financière, à créer des opportunitésd'affaires et d'établir des relations de partenariat avec des personnes et structures capables de lesaider à développer et à soutenir leurs entreprises;

- le projet d'Autonomisation des femmes et dividendes démographiques au Sahel (SWEDD). Cet important programme est mis en œuvre à travers lesvolets ci-après (i) l'amélioration des compétences de vie et connaissance de la santé reproductive à travers le renforcement de la capacité des filles à mener des viessaines et productives ; (ii) l'amélioration du niveau d'autonomisation économique des femmes et des filles non scolarisées à travers l'accessibilité aux opportunités économiques disponibles pourlesfilles ; (iii) l'amélioration du niveaud'accès des filles à l'enseignement secondaire;
- le Programme Initiative Spotlight au Mali vise à contribuer à l'élimination des violences basées sur le genre, des pratiques néfastes et des obstacles à l'accès aux droits à la santé reproductive. Il s'attachera à consolider les acquis en mettant en place un dispositif plus efficace de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles et à promouvoir des droits à la santé reproductive à travers des approches innovantes permettant le renforcement d'un cadre juridique et politique favorable, des institutions efficaces et coordonnées, une mobilisation et responsabilisation des communautés, un accès accru et équitable aux services de prise en charge holistique et intégrée, un accès et usage de données statistiques de qualité et des organisations de défense des droits de la femme renforcées et dynamiques;
- le programme**« Initiative pour la Promotion et l'Appui à l'Entreprenariat Féminin »** (IPAFE). Ce programme propose une approche holistique intégrant la création d'une synergie d'actions des acteurs clés qui soutiennent la promotion du secteur privé pour renforcer l'autonomisation économique des femmes. Il vise à renforcer l'autonomisation économique de 10 000 femme ssur 5 ans;
- le Programme d'Emergence des Compétences Féminines du Mali (PRECOFEM) vise à identifier, mobiliser et valoriser les compétences féminines en vue de mettre à la disposition des décideurs publics, politiques et privés des outils d'aide à la prise de décisions pour les fonctions nominatives et électives.

b) Evaluation des activités du rapport genre 2020

Programme 2 : 2.059		Reference			
Objectif N°	Indicateurs et cibles de performance	2018	2019	2020	Résultat 2020
		A	B	C	
Objectif 1: Développer la communication, l'identification et la prise en charge des cas de complication liées aux MGF/VBG.	1.1 Pourcentage de cas liés aux MGF/VBG	60.87	118.33	56	La prise en charge des survivants par les One Stop Center à Bamako, Mopti et Gao ;100% des cas identifiés ont été pris en charge selon les rapports Rapport National 2020 et GBVIMS
	1.2 Proportion de village ayant abandonné l'excision	50	126.67	13	552 communautés ont fait une déclaration publique d'abandon des VBG/MGF selon le rapport national (données des régions)
	1.3 Proportion d'activités de diffusion de la stratégie nationale de communication holistique sur les VBG réalisées	61	0	92	La stratégie nationale de communication a été disséminée dans les régions SI cependant il y reste des cercles à cause de l'insécurité. Le processus se poursuit en 2021 dans les autres régions
	1.4. Proposition des villages ayant abandonné le mariage des enfants	61	40	13	
Objectif 2: Assurer une représentation équitable des femmes et de leurs associations dans les instances chargées de prévenir, réguler et résoudre les conflits.	2.1. Taux de représentativité des femmes dans les organes de prévention et de résolution de conflits	75	100		- la représentativité des femmes dans les instances nominatives (16,5 %) ; - le renforcement du leadership des femmes dans les organes de résolution des conflits et situation de post conflit au Mali.

Programme 2 : 2.059		Reference			
Objectif N°	Indicateurs et cibles de performance	2018	2019	2020	Résultat 2020
		A	B	C	
	2.2. Pourcentage de femmes formées dans la prévention et la gestiondes conflits (APR, R1325, ..)	25,6	36,67	???	1240 femmes ont été formées dans la prévention et la gestion des conflits. Unité 1325/DNPF
Objectif 3 :Développer des programmes appropriés pour soutenir l'équipement et la formation en vue d'accompagner la promotion de l'entrepreneuriat féminin dans les zones rurales et urbaines.	3.1pourcentage d'organisation de femmes ayant accès aux équipements et aux infrastructures de production	17	30	32	4000 femmes ont été équipés en matériels de production dans les domaines agricoles et autres ; DNPF/Programme Karité Taux 37,20%
	3.2 Taux de femmes formées dans les AGR et dans l'entreprenariat	0	0	100	3000 femmes ont été formées en AGR et dans l'entreprenariat au niveau du programme Karité DNPF/Programme Karité Taux 100%
	3.3 Taux de réussite des activités et d'AGR d'entreprenariat	100	0	50	1500 femmes appuyées dans les AGR Taux 50%
Objectif 4: S'assurer de la mise en œuvre efficace et efficiente des projets et programmes au niveau central et déconcentré.	4.1 Taux de réalisation des missions de suivi et de supervision des activités	82	76	19	Les missions de suivi et de supervision et de supervision des activités ont été réalisées. Taux 34,54%
	4.2. Proportion des projets/programmes suivis et supervisés	50	100	75	Les projets/programmes ont été suivis et supervisés Taux 75
	4.3 Proportion de cadres de concertation crées et fonctionnels	75	85	107	Taux 107%

Programme 3 : 2.060		Références			
Objectif N°	Indicateurs et cibles de performance	2018	2019	2020	Résultat 2020
		A	B	C	
Objectif 1: Créer un environnement juridique et institutionnel favorable au plein épanouissement et au développement harmonieux de l'enfant	1.1Pourcentage de documents adoptés dans le domaine de la protection des droits de l'enfant, de la promotion de la famille	25	60	0	Le projet de loi a été déposé sur table du gouvernement Taux 0%
	1.2 Pourcentage de cadres de concertation fonctionnels	75	50	100	5 cadres de concertation sont fonctionnelles Taux 100%
	1.3 Taux de couverture géographiques des missions de suivi/supervision	25	100	0	Aucune mission n'a été réalisée Taux 0%
Objectif 2: Renforcer les connaissances sur les droits et devoirs des enfants et la lutte contre les pratiques traditionnelles néfastes	2.1 Pourcentage d'enfants victimes de VAEN y compris en situation d'urgence pris en charge	0	100	100 G=56,69 F=43,31	Plus de 200 enfants pris en charge Taux 100%
	2.2 Pourcentage de personnes formées	100	100	100	150 personnes formées. Taux 100%
	2.3Nombres d'études réalisées	100	0,00	4	1 étude est en cours de finalisation Taux 200%
Objectif 3: Promouvoir des activités de loisirs, artistiques et	3.1Nombre de cadres d'expression pour enfants	5	6	10	Tous les cadres ont été tenus Taux 167%

socioculturelles en faveur des enfants et leur participation.	3.2 Pourcentage d'enfants ayant pris part aux activités socioéducatives	80	100	98	200 000 enfants ayant pris part aux activités socioéducatives Taux 98%
Objectif 4: Renforcer la fonction socialisante de la famille	4.1 Pourcentage de jeunes informés et sensibilisés sur la santé de la reproduction et la planification familiale	53	100	100 G=30,50 F=69,50	Aucuns jeunes informés et sensibilisés sur la santé de la reproduction et la planification familiale Taux 100%
	4.2 Pourcentage d'enfants de 0 à 5 ans victimes identifiés pris en charge	100	150	100 G=56,69 F=43,31	1000 enfants de 0 à 5 ans victimes identifiés pris en charge - Taux 100%
	Nombre d'enfants adoptés par an	-	-	247	Taux 247%
	Nombre de médiation familiale	-	200	1094	Taux 72,93%

Programme 4 :		**Références**			**Résultat 2020**
Objectif N°	**Indicateurs et cibles de performance**	**2018**	**2019**	**2020**	
		B	C		
Objectif 1: Accroitre le potentiel économique des femmes	1.1 Pourcentage d'organisations féminines équipées en matériels et infrastructures de production	35	68	81	1500 femmes équipées en matériels- Taux 108%
	1.2 Pourcentage de projets générateur de revenus financés	0	0		Aucun projet n'a été financé
	1.3 Pourcentage d'emplois crées – Femmes	20	23	128	124 emplois créés femmes - Taux 233%
	1.4 Pourcentage de projets d'activités génératrices de revenus/PME	100	78,85	106	Taux 106%
Objectif 2: Contribuer au développement du leadership des femmes dans la vie publique et politique	2.1 Pourcentage de personnes formées - (Femmes)	29	32	151	87 femmes formées Taux 151%
Objectif 3: Contribuer à l'épanouissement de l'enfant	3.1 Pourcentage de projets financés en faveur de l'épanouissement des enfants	100	27,6	100	88 projets financés en faveur de l'épanouissement des enfants Taux 100%
	3.2 Pourcentage d'enfants réinsérés - (Filles et garçon)	30(30)	25,6	93(46)	Aucun résultat Taux 207(131)%
	3.4. Pourcentage d'enfants encadrés fille/Pourcentage d'enfants encadrés garçons	40(40)	32	0	97/85 d'enfants encadrés fille/Pourcentage d'enfants encadrés garçons Taux 0,00%

Objectif 4: assurer le suivi-évaluation des activités du paafe	4.1 taux d'exécution des missions de suivi et supervision	60	00	0	Aucun résultat Taux 0,00%
	4.2. Taux de mise en œuvre des recommandations issues des missions de suivi et de supervision Et des réunions du comité de pilotage	55	0	0	Toutes les recommandations ont été mises en œuvre Taux 0,00%

Les autres réalisations majeures de 2020 par orientations de la Politique Nationale du Genre se présentent :

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
Orientations et Axes d'intervention	**Objectifs** (référence non obligatoire)	**Programmes Stratégiques sectoriels**	**Commentaires sur l'importance stratégique « genre » des programmes**
Orientation no. 1 : Consolidation de la démocratie malienne et de l'État de droit par l'égalité d'accès et la pleine jouissance des droits fondamentaux pour les femmes et pour les hommes			
1.1. Amélioration de l'arsenal juridique et effectivité d'application des textes juridiques garantissant les droits des femmes et des hommes incluant le code des personnes et de la famille.	- Harmoniser les lois nationales avec les textes des conventions internationales portant sur les droits égaux fondamentaux et réformer les différents codes en vue de supprimer les discriminations. - Adopter, vulgariser et faire appliquer le nouveau Code des personnes et de la famille.	Programme Administration générale et développement des capacités institutionnelles Promotion de la femme Promotion de l'enfant et de la famille	- Loi N°2019-014 du 03 juillet 2019 portantcréation du Programme National pourl'abandon des violences basées sur le genre (PNVBG) - Décret: N°2019-0584 /PRM du 29 juillet 2019 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement du PNVBG; - Loi N°2019-015 du 03 juillet 2019 portant création de la Maison de la Femme, de l'Enfant et de la Famille - Décret N°2019-0681/PRM du 04 septembre 2019 fixantl'organisation et lesmodalités de fonctionnement MFEF, - Décret N°2019-0682/PRM du 04 septembre 2019 déterminant le cadre organique des MFEF
1.2. Lutte contre toutes les formes de violences faites aux femmes et aux filles, lesquelles vont à l'encontre du respect des droits égaux fondamentaux.	- Intensifier les efforts en vue d'éradiquer et de pénaliser l'excision. - Adopter des mesures législatives pour la pénalisation des actes de violences conjugales, familiales et du harcèlement dans le milieu du travail et dans l'environnement scolaire. - Développer des services d'orientation et d'écoute et des mesures de prise en charge médico-sociales pour les femmes et les filles victimes de violences et/ou de harcèlement.	Programme Promotion de la femme Programme Promotion de l'enfant et de la famille	- 752 membres des communautés (femmes, jeunes et chefs religieux et communautaires) et les acteurs de la santé et de la justice à Bandiagara, Douentza, Ténenkou, Youwarou, Tombouctou, Tonka, Gao, Bourem, Ménaka et Koutiala sont renforcés sur la prévention, le référencement et la prise en charge des cas. Les thèmes ont porté sur les violences basées sur le genre dans le cadre des conflits, les textes juridiques et les voies de recours des victimes, la prise en charge judiciaire, l'utilisation de la ligne verte 80333 de la police nationale, les stéréotypes sexistes, la Résolution 1325 et son plan d'action national ; - la réalisation d'une étude portant sur les Connaissances, Attitudes et Pratiques des hommes et des femmessurles VBG; - répétition La signature du communiqué conjoint entre la République du Mali et l'Organisation des Nations Unies sur la lutte contre lesviolences sexuelles liées aux conflits, en Mars 2019; - la prise en charge de 4 392 survivants de VBG dans les différents centres de prise en charge; - l'abandon de la pratique de l'excision par 322 villages; - 197 survivantes de VBG ont été reçues au sein des centres de santé de Goundam, Ménaka, Bourem à la Gendarmerie de Goundam. Elles ont bénéficié d'une assistance médicale, psychologique. Ces cas de VBG sont soit des viols, des dénis de ressources, des violences physiques sur les routes ou conjugales. - la prise en charge holistique de 4402 survivantes; - la prise en charge médicale 1678 survivantes;

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
Orientations et Axes d'intervention	**Objectifs** (référence non obligatoire)	**Programmes Stratégiques sectoriels**	**Commentaires sur l'importance stratégique « genre » des programmes**
			- La prise en charge psychologique de 4392 survivantes; - l'assistance juridiques et judiciaires de15 cas de viols, 23 cas de pédophilie, 23 cas de violences conjugales rapportées par l'Association des Juristes du Mali; soitun total de 61 cas et 162 cas de VBG (rapport national) par l'APDFsoitun total annuel 223 cas; - la tenue de 73 sessions de plaidoyer qui ont touché 2219 élus dont 2102 élus communaux et 117 députés de l'Assemblée Nationale qui se sont engagés à soutenir un texte juridique sur les VBG/AES - la formation sur les violences basées sur le genre y comprisl'excision de 5023 acteurs (associations de femmes, groupements de jeunes, ONG, associations de droits de l'homme, etc.); - la réalisation de 31334 activités de communication de masse sur les VBG qui ont touché 593 461 personnes tout sexe confondu; - 375 communautés ont déclaré l'abandon de l'excision; - 183 communautés ont déclaré l'abandon du mariage d'enfant. - les femmes sont actives dans la prévention et la gestion des conflits dans le Nord (Gao, Bourem, Anchawadji, Ménaka, Tombouctou, Goundam, Kidal, Tessalit, Ménaka) et le Centre (Macina et Ténenkou). - la production du bulletin statistique sur la femme et l'enfant 2018; - la production du Rapport Beijing + 25 - la prise en charge de 1848 enfants en situation de vulnérabilité; - la tenue de la 14ème session du parlement des enfants; - l'étude sur les déterminants socioculturels de la pratique du mariage d'enfants au Mali.
1.3. Mise en valeur des compétences et aptitudes des femmes et des associations féminines dans les processus de prévention et de résolution des conflits	Assurer une représentation équitable des femmes et de leurs associations dans les instances chargées de prévenir, réguler et résoudre les conflits.	Programme Promotion de la Femme	- au moins 982 personnes dont 758 femmes sont renforcées en techniques de médiation, de négociation et de résolution des conflits, leadership, plaidoyer, sur la Résolution 1325 et le PAN R1325, en formation de formateurs. Elles sont dotées des outils nécessaires pour s'engager comme des ambassadrices de paix, pour faire du plaidoyer pour une plus grande représentation dans les nouvelles instances de gestion des conflits. - la dissémination, sensibilisation sur la Résolution 1325 et du PANR1325, l'Accordpour la paix, la Loi 2015-052 du 18 décembre à Bamako, Ségou, Sikasso, Mopti, Tombouctou, Gao, Ménaka, Kidal, Taoudenit (2 210 participantsdont 1 770 femmes et 440 hommes)

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
Orientations et Axes d'intervention	**Objectifs** (référence non obligatoire)	**Programmes Stratégiques sectoriels**	**Commentaires sur l'importance stratégique « genre » des programmes**
Orientation no. 2 : Développement d'un capital humain (femmes et hommes) apte à affronter les défis du développement socio-économique du pays, de la réduction de la pauvreté, de l'intégration africaine et de la mondialisation.			
Axe d'intervention 2.1. Amélioration de l'accès à des services de santé de proximité (santé de la reproduction).	Renforcer les mesures pour réduire davantage les grossesses non désirées, qui rendraient précaire l'état de santé de la mère, de la jeune fille et même des enfants (information, sensibilisation et accès au planning familial). Contenir le taux de séroprévalence du VIH-SIDA en habilitant les femmes et les hommes (jeunes et adultes) à adopter des comportements responsables et à faire valoir leurs droits de décision et de protection en matière de sexualité (amélioration de l'offre de soins de santé dans ce domaine et la gratuité des médicaments).	Programme Promotion de la Femme Programme Promotion de l'Enfant et de la Famille	• formation de 20 jeunes en leadership, droitssexuels et reproductifs/Bafoulabé; • formation de centvingt (120) femmes leaders du District de Bamako surles IST-VIH, la TM et leurs impacts sur la santé de la reproduction en vue de leur large diffusion au sein de la population pour le bien-être familial; • formation et recyclage de 29 pairséducateurs et 88 matrones et relais sur la Planification Familiale et la gestion des produits contraceptifs;
Axe d'intervention 2.2. Élimination des contraintes qui nuisent au bien-être social et économique de la femme et de la fille.	Renforcer les efforts sur les recherches et la vulgarisation des technologies appropriées moins coûteuses et moins consommatrices d'énergie de bois.	Programme Promotion de la Femme Programme Promotion de l'Enfant et de la Famille	
Orientation no. 3 : Reconnaissance de la contribution des femmes au développement économique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production.			
Axe d'intervention 3.2. Amélioration de la rentabilité du travail des femmes rurales actives dans les secteurs productifs clés (agriculture, élevage, pêche).	Renforcer la capacité organisationnelle des groupements et GIE de femmes en vue d'accroître l'accès des femmes à la terre. Développer dans les zones rurales, des organisations et fédérations professionnalisées de femmes dans des secteurs spécifiques pour défendre leurs intérêts économiques.	Programme Promotion de la Femme Programme d'Appui à l'Autonomisation de la femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
Orientations et Axes d'intervention	**Objectifs** (référence non obligatoire)	**Programmes Stratégiques sectoriels**	**Commentaires sur l'importance stratégique « genre » des programmes**
Axe d'intervention 3.3. Amélioration de la rentabilité des opérations économiques des femmes œuvrant dans le secteur informel et dans l'entreprenariat.	Renforcer la capacité organisationnelle en appuyant la mise en place de groupes professionnels bien structurés et compétents en vue de promouvoir des entreprises féminines spécialisées. Soutenir le développement d'activités génératrices de revenus en faveur des groupes défavorisés (femmes chefs de ménage, jeunes filles déscolarisées, filles migrantes, handicapé(e)s) en vue de réduire leur vulnérabilité.	Programme Promotion de la Femme Programme d'appui à l'Autonomisation de la femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	• formation en embouche, pâtisserie, saponification de 330 femmes et fillesdéplacées du Nord et leursfamillesd'accueil à Koutiala; • formation qualifiante des jeunes et des femmes sur les notions de l'Agriculture durable, gestiond'une exploitation agricole, filières agricoles concernées, l'alphabétisation durant 45 jours de 171 jeunesdont 77 femmes dans le Cercle de Kolondièba; • formation de 64 filles/femmes de Niéna et à Blendio en AGR (aviculture, emboucheovine, teinture, savonnerie, coupe et couture, etc. • formation en gestiond'entreprise de 29 filles/femmes des quartiers de Sikasso; • réhabilitation et équipement du centre d'autopromotion de Yirimadio ; • dotation des femmes rurales en matériels de Maraichage, de transformation, de production, de teinture, de savonnerie et de coutures ; • équipement du Centre Tara Bouaré de Niono en matériels de transformation et de machine à coudre à 20 femmes (Autonomisation) • dotation des groupements de femmes (338) en kits de pisciculture (cageflottante) (Autonomisation) • mise en placed'un Comité des Femmes Utilisatrices des Services de Santé de Yorosso (Autonomisation); • dotation des femmes rurales en équipements et matériels de production et de transformation; • octroi de Bourses à 200 filles des cinq communes courtes par l'ONGdans le cercle de Koutiala; • dotation de 90 femmes en 270 bassines servant d'abreuvoir et mangeoires/Koutiala; • dotation de 80 femmes et filles en Kits et intrants de fabrication de savon; • octroi de kits de production en AGR 64 filles/femmes à Niéna et Blendio; • appui financier à des victimes de VBG dans les cercles de Boujebéha, Araouane et à Taoudénit; • dotation des 100 femmes survivantes en kits de formation et des kits hygiéniques. • sessions de formation de 150 adolescents (111 filles et 39 garçons) sur la santé de la reproduction et la planification familiale en lien avec les droits de l'enfant dans lesrégions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Mopti; • la participation de 196 000 enfants aux activités socio éducatives et des loisirs;
Axe d'intervention 3.4. Élargissement de l'offre de services de soutien à la production en vue d'accroître les revenus (microfinance, accès	Développer des programmes appropriés pour soutenir l'équipement et la formation en vue d'accompagner la promotion de		• la signature des accords de prêt entre le Gouvernement du Mali et la Banque Africaine de Développement (BAD) pour la mise en œuvre du projet d'appui à l'Autonomisation économique des femmes dans la filière karité (PAEFFK) pour un

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
Orientations et Axes d'intervention	**Objectifs** (référence non obligatoire)	**Programmes Stratégiques sectoriels**	**Commentaires sur l'importance stratégique « genre » des programmes**
aux formations, intrants techniques et technologies).	l'entreprenariat féminin dans les zones rurales et urbaines. Développer des services financiers de proximité adaptés aux besoins de développement économique et au statut social des femmes	Programme Promotion de la Femme Programme d'appui à l'Autonomisation de la femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	montant de quatre milliards quatre cent millions de F CFA; • la formation de 1200 femmes de la filière karité sur financement espagnol ; • la dotation en équipement de près de cent 100 millions de francs CFA ; • le renforcement des capacités des femmes dans la régénération des parcs à Karité : 20 000 plants de Karité produits • la réalisation d'une étude sur les couts de production et de rentabilité des produits karité ; • tenue de la 8ème réunion ordinaire du Comité de Pilotage du FAFE. La 9ème réunion ordinaire du Comité de Pilotage du FAFE est prévue en fin décembre 2019; • signature de conventions de partenariat avec les 04 ONG partenaires de mise en œuvre du FAFE; • dotation d'organisations féminines ayant sollicitées l'appui du FAFE en matériels et équipements de production : kits de maraichage, kits de fabrication de savon, motos pompes, moulins, machines à coudre, tricycles, marmites de 35 kg et 50 kg, matériels évènementiels ; • renforcement des capacités des agents de la CT-FAFE par différentes formations sur le SPSS approfondi, le leadership de gestion, le budget programme, le développement des compétences, égalité entre les sexes et autonomisation des femmes ; • renforcement des capacités de différents groupements et femmes entrepreneurs, bénéficiaires ou non du financement du FAFE par différentes formations sur les TIC, le téléphone numérique, comme outil d'accompagnement et de transfert des connaissances ; • suivi et évaluation de la mise en œuvre des activités menées par les partenaires de mise en œuvre du FAFE à savoir les ONG, la BNDA et les SFD ; • dépouillement des demandes d'appui de groupements féminins, organisations œuvrant pour l'épanouissement de l'enfant et des propositions de projets des promotrices de PME/PMI. Cette activité tarde à être réalisée en raison de la non mobilisation des fonds qui lui sont alloués ; • organisation de missions de supervision des projets financés par le FAFE dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti et Bamako. Cette activité tarde à être réalisée en raison de la non mobilisation des fonds qui lui sont alloués.
Orientation no. 4 : Mise à contribution des potentialités des femmes et des hommes dans le développement du pays par leur participation égale aux sphères de décision			

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
Orientations et Axes d'intervention	**Objectifs** (référence non obligatoire)	**Programmes Stratégiques sectoriels**	**Commentaires sur l'importance stratégique « genre » des programmes**
Axe d'intervention 4.1. Promotion de l'équilibre dans la représentation des femmes et des hommes dans les instances de décision, dans les postes électifs et administratifs au niveau national et dans les représentations du Mali au niveau sous-régional (CÉDÉAO, UEMOA) régional (UA) et internationales	Accroître la représentation des femmes dans les postes électifs grâce à des mesures institutionnelles et de soutien prises par l'État et par les partis politiques. Constituer un vivier de femmes aptes à se tailler une place dans la sphère politique au niveau national et communal. Atteindre la parité de représentation entre les femmes et les hommes dans les postes de responsabilité de la fonction publique à l'horizon 2018 grâce à des mesures exceptionnelles de redressement et de soutien. Relever le niveau de représentation des femmes maliennes dans les représentations diplomatiques et les instances sous régionales, régionales et internationales	Programme Administration Générale et développement des capacités institutionnelles Programme Promotion de la Femme	- formation des femmesleaderssur le leadership féminin, le plaidoyer, la citoyenneté et la participation accrue des femmes aux échéances électorales dans le Cercle de Kolondièba - la promotion du genre à travers la Loi 2015-052 du 18 décembre 2015 avec 23,68 % de femmes dans le gouvernement de Mai 2019; - 31 femmes sous-préfets sur un total de 285, soit 11%.
Axe d'intervention 4.2. Promotion de la participation citoyenne des femmes et des hommes dans les décisions reliées au développement local en vue d'une meilleure prise en compte des besoins différenciés des femmes et des hommes dans la répartition et l'allocation des ressources et dans les priorités de développement communal.	Mettre en place des mesures incitatives pour tendre vers la parité de représentation dans les instances de décision locale. Modifier les critères, méthodes et pratiques de l'approche participative en vue de favoriser une représentation égale des femmes et des hommes dans le cadre des planifications communale et régionale. Développer une base de connaissances régionales (base de données, études, profil régional) sur les disparités et discriminations entre les sexes en vue de fournir de meilleures assises à la planification régionale.	Promotion de la Femme	• la formation de cent (100) agents sur la collecte, le traitement, l'analyse et la remontée des données (SIFEF).
Orientation no. 5 : Promotion, sensibilisation et communication pour l'enracinement des valeurs égalitaires au sein de la société malienne tout en ralliant les traditions porteuses d'égalité aux impératifs de la modernité et de l'ouverture sur le monde.			

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
Orientations et Axes d'intervention	**Objectifs** (référence non obligatoire)	**Programmes Stratégiques sectoriels**	**Commentaires sur l'importance stratégique « genre » des programmes**
Axe d'intervention 5.2. Sensibilisation et éducation de la population (femmes-hommes, filles-garçons) pour un changement de mentalité et de comportement pour éliminer les pratiques néfastes à la santé et à l'intégrité physique et psychologique des femmes	Intensifier les campagnes de sensibilisation et d'éducation en vue d'enrayer les pratiques néfastes à l'intégrité et à la santé des femmes et des jeunes filles et préconiser des comportements responsables en matière de santé de la reproduction	Promotion de la Femme Promotion de l'Enfant	• organisation de séances d'information, de sensibilisation sur le FAFE et ses nouvelles orientations, dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso (cercle de Koutiala), Ségou, Mopti et Bamako. Cette activité tarde à être réalisée en raison de la non mobilisation des fonds qui lui sont alloués. • information et sensibilisation des adolescents (filles et garçons) du District sanitaire de Sikasso sur la législation relative à la SR ; • information et sensibilisation de la populationsurles VBG lors de la célébration des journées du 8 mars et des16 jours d'activisme à Yorosso; • information et sensibilisation des femmes en âge de procréersur la PF à Wakoro, Farako, Gouroko et Tiongui/ Kolondièba; • organisation de 5 séances d'information et de sensibilisation sur le genre et la Planification Familiale à l'endroit des 750 adolescents /Koutiala; • information et sensibilisation de 120 femmes en âge de procréer et 60 adolescents (filles et garçons) surl'importance de la Planification Familiale dans le cercle de Sikasso; • information et sensibilisation à l'endroit de 213 femmes en âge de procréersurl'importance de l'accouchement assisté dans les aires de santé de Karangana, Kifosso, et Menamba; • information et sensibilisation des groupements de femmes et de jeunes sur leurs rôle et place dans la réduction de la mortalité maternelle, néo-natale et infantile à Bougouni, Koutiala et Sikasso; • information et sensibilisation des leaders des organisations de femmes et de jeunessur la promotion des lignes vertes dans les districts sanitaires de Bougouni, Koutiala et Sikasso; • information et sensibilisation des femmes sur l'importance des CPN/CPON/Accouchement au Centre de Santé et les signes de dangers chez les femmes en ceintes, en travailou en post-partum immédiat au niveau de 28 villages du District Sanitaire de Kolondièba par le Projet de Communication Communautaire; • sensibilisation des femmes des 11 communes du cercle de Macina sur la Loi 2015-052 du 18 décembre 2015; • organisation d'une journée de plaidoyer avec 35 femmes leader des associations de femmes sur les conséquences des mariages d'enfants et excision à Nioro du Sahel; • organisation des sessions de plaidoyer auprès des leaders communautaires sur la participation accrue des hommes et des femmes au système de référence/évacuation dans les aires de santé

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
Orientations et Axes d'intervention	**Objectifs** (référence non obligatoire)	**Programmes Stratégiques sectoriels**	**Commentaires sur l'importance stratégique « genre » des programmes**
			de Boura, Kifosso, Koury, Menamba, Ourikéla et Karangana • organisation de deux (02) conférences de haut niveau à Bamako sur la législation en matière de santé de la reproduction.
Orientation no. 6 : Prise en compte de l'EFH comme un principe directeur de bonne gouvernance dans les politiques et réformes publiques les plus porteuses de changement et dans les budgets, en considérant le contexte de la déconcentration et la décentralisation et ce, dans les secteurs prioritaires suivants : Justice, éducation, santé, emploi et formation professionnelle, développement rural, décentralisation, travail, fonction publique et réforme de l'État, économie, finances et communication.			
Axe d'intervention 6.1. Institutionnalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les réformes, politiques, institutions et systèmes dans dix (10) secteurs prioritaires porteurs de changement en matière d'EFH.	Réaliser un audit (diagnostic) participatif des politiques, programmes, services, mécanismes de chacun des ministères concernés sous l'angle de la prise en compte du Genre	Programme Administration Générale et développement des capacités institutionnelles	
	Développer dans chacun des ministères un programme d'institutionnalisation du Genre en vue de traduire les orientations et objectifs et les mesures de la PNG-Mali en actions concrètes et spécifiques pour chacun des départements		
	Instituer officiellement dans chacun des ministères ciblés, des mécanismes Genre pour assurer la réalisation et la coordination des programmes ministériels d'institutionnalisation du Genre		
	Mettre en place des stratégies de renforcement de capacités et du d'accompagnement-conseil requis pour soutenir la réalisation des programmes ministériels d'institutionnalisation Genre.		• l'organisation de deux (2) missions de suivisur la mise en œuvre des compétences et des ressources de l'État transférées aux collectivités territoriales dans les régions de Kayes et le District de Bamako; • supervision des centres d'autopromotion féminins et un orphelinat à Koutiala; • supervision des activités des SLPFEF de Tessalit; • supervision des activités SR-PF des (06) Services locaux par la DRPFEF; • suivi des Centres d'autopromotion de Tombouctou, Diré et Gourma Rharous; • supervision et le suivi-évaluation des activités; • suivi de la mise en œuvre des activités de l'Association Professionnelle des Femmes Rurales du District de Bamako. • répétitionTenue de la 14è session du Parlement national des enfants du Mali dont le bureau est
	Établir un système d'information (base de données) et des procédures d'imputabilité et de mesure de rendement par un tableau de bord standardisé en Genre		

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE			
Orientations et Axes d'intervention	**Objectifs** (référence non obligatoire)	**Programmes Stratégiques sectoriels**	**Commentaires sur l'importance stratégique « genre » des programmes**
			composé de 07 membres (4 filles et 3 garçons dont un handicapé visuel). • Célébration des journées internationales relatives aux droits des enfants (16 juin, 11 octobre, 20 novembre 2019).
Axe d'intervention 6.2. Amélioration du rendement des politiques publiques par l'intégration de l'approche d'élaboration des budgets sensibles au genre (BSG) au niveau national et sectoriel	Former les membres de l'Assemblée nationale sur la compréhension de la pertinence et de l'impact de l'approche BSG.	Programme Administration Générale et développement des capacités institutionnelles	

c) Exécution du Budget 2020

Tableau II.1 exécution financière 2020 par objectifs :

Programme 1.022 **(En Milliers de F CFA)**

Objectifs spécifiques	Prévu	Exécution financière des activités		
		Réel	Ecart	Taux
Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières	992 287	612 135	380 152	61,69
Améliorer la planification, la coordination et le suivi-évaluation des politiques et programmes du département	1 246 893	1 016 657	230 236	81,54
Assurer une meilleure visibilité des actions menées par le département	0	0	0	00,00
Impulser le processus de la décentralisation et de la déconcentration au sein du ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille	23 145	15 532	7 613	67,11
Total	**2 262 325**	**1 644 324**	**618 001**	**72,68**

Analyse :

L'écart de (618 001) s'explique : sur une prévision de 2 262 325 il y a eu une réalisation de 1 644 324 d'où un taux d'exécution de 72, 68% dû aux restrictions budgétaires.

Difficulté : Rétention des crédits.

Mesure : Ouvrir la totalité des dotations budgétaires

Tableau II.1 exécution financière 2020 par objectifs :

Programme 2.059

(En Milliers de F CFA)

Objectifs spécifiques	Prévu 2020	Exécution financière des activités		
		Réel 2020	Ecart	Taux
Développer la communication, l'identification et la prise en charge des cas de complication liées aux MGF/VBG.	721 676	898 533	-176 857	124,51
Assurer une représentation équitable des femmes et de leurs associations dans les instances chargées de prévenir, réguler et résoudre les conflits.	6 674	4 363	2 311	65,38
Développer des programmes appropriés pour soutenir l'équipement et la formation en vue d'accompagner la promotion de l'entrepreneuriat féminin dans les zones rurales et urbaines.	124 920	96 480	28 440	77,23
S'assurer de la mise en œuvre efficace et efficiente des projets et programmes au niveau central et déconcentré.	1 403 237	635 256	767 981	45,27
Total	2 256 506	1 634 633	652 626	72,44

Analyse : L'analyse fait ressortir un écart de (652 626). Cela s'explique que sur une prévision de 2 256 506 il y a eu une réalisation de 1 634 633 soit un taux de 72,44% due aux restrictions budgétaires.

Difficultés : L'insuffisance de ressources financières

Mesure : Augmentation de crédits budgétaires.

Tableau II.1 exécution financière 2020 par objectifs

Programme 2.060 **(En Milliers de F CFA)**

Objectifs spécifiques		Exécution financière des activités		
	Prévu	Réel	Ecart	Taux en %
Créer un environnement juridique et institutionnel favorable au plein épanouissement et au développement harmonieux de l'enfant	607 235	629 995	-22 760	103,75
Renforcer les connaissances sur les droits et devoirs des enfants et la lutte contre les pratiques traditionnelles néfastes	21 053	0	21 053	0,00
Promouvoir des activités de loisirs, artistiques et socioculturelles en faveur des enfants et leur participation	277 553	202 067	75 486	72,80
Renforcer la fonction socialisante de la famille	344 868	187 578	157 290	54,39
TOTAL	**1 251 209**	**1 019 640**	**231 069**	**81,53**

Analyse : L'analyse fait ressortir un écart de 231 069 9 cela s'explique par une exécution de 1 019 640 sur une prévision de 1 251 209 soit 81, 53%.

Difficultés :

- Insuffisance de crédits alloués ;
- Insuffisance au niveau déconcentré.

Mesures : Augmentation des crédits
Mise à disposition des ressources humaines au niveau déconcentré

Tableau II.1 exécution financière 2020 par objectifs

Programme 3.00 en Milliers de F CFA

Objectifs spécifiques		Exécution financière des activités			
		Prévu	Réel	Ecart	Taux en %
1	Accroitre le potentiel économique des femmes	332 500	394 171	-61 671	118,55
2	Contribuer au développement du leadership des femmes dans la vie publique et politique	120 000	19 770	100 230	16,47
3	Contribuer à l'épanouissement de l'enfant	105 000	27 353	77 647	26,05
4	Assurer le suivi-évaluation des activités du PAAFE	**42 500**	**8 705**	**33 795**	**20,48**
Total		**650 000**	**450 000**	**150 001**	**75,00**

Analyse : Sur les 650 000 prévus, **450 000** ont réellement été reçus pour la réalisation des activités soit 100% des montants annoncés.

Difficulté : Comme difficulté il faut noter le décaissement tardif des fonds au niveau du Trésor.

Mesure : Comme mesure correctrice, accélérer le décaissement des fonds pour permettre la réalisation rapide des activités.

Tableau II.2 exécution financière 2020 par Activités

Programme 1.022 (En Milliers de F CFA)

Activités					Prévu	Evaluation annuelle 2020		
						Réel	Ecart	Taux
1	1	5	01	Approvisionnement en biens et services des structures de l'action	280 714	214 312	66 402	
2	1	1	01	Prise en charge des dépenses de personnel	194 188	318 026	-123 838	
2	1	2	01	Tenue de la revue annuelle pour la coordination et le suivi de la mise en œuvre des programmes				
2	1	3	01	Mise en œuvre de la feuille de route de l'élaboration du plan décennal 2020-2029	126 033	8 789	117 244	
					600 935	**541 127**	**-59 808**	

Activités					Prévu	Evaluation annuelle 2020		
						Réel	Ecart	Taux
2	1	4	01	Coordination des actions du FAFE	650 000	450 000	5 532	75,00
2	1	5	01	Renforcement des capacités du personnel du CABINET				
2	1	6	01	Elaboration et mise en œuvre d'un plan de communication et de mobilisation sociale	13 268	3 770		28,41
2	1	7	01	Appui au FAFE				
2	2	1	01	Suivi de l'exécution des recommandations issues des concertations et des réunions statutaires de la	5 263	0	8 593	73,92

Activités					Prévu	Evaluation annuelle 2020		
						Réel	Ecart	Taux
				PNG, Résolution 1 325, du FAFE, du Conseil National de la Famille, du Comité National de coordination et de suivi-évaluation de la PNPPE, CNAPN et PRODESS III				
2	3	1	01	Mise en place d'un système d'information fonctionnel pour le département.				
2	3	2	01	Suivi de l'institutionnalisation du genre	21 053	16 320	2 732	77,52
				Entretien courant des bâtiments	6 567	5 440		
TOTAL					**1 247 087**	**1 016 135**	**230 430**	**81,52**

Analyse : L'analyse fait ressortir un écart de **230 430**dû aux retentions budgétaires

Action 02

Activités					Prévu	Evaluation annuelle 2020		
						Réel	Ecart	Taux
1	1	1	02	Prise en charge du salaire et accessoires du personnel	526 836	258 915	267 921	49,15
1	1	2	02	Elaboration, exécution et suivi du budget du département	359 128	262 158	96 970	73,00
1	2	1	02	Approvisionnement en biens et services des structures	78 722	67 165	11 557	85,32
1	2	4	02	Entretien courant du bâtiment	27 788	23 897	3 891	86,00
TOTAL					**992 474**	**612 135**	**380 339**	**68,68**

Analyse : L'écart de **380 339** s'explique que sur une prévision de 992 474 il y a eu une réalisation de 612 135 d'où un taux de 68,68% dû aux retentions budgétaires

Difficultés : Rétention des crédits.

Mesure : Ouvrir la totalité des dépenses

Action 03

Activités					Prévu	Evaluation annuelle 2019		
						Réel	Ecart	Taux
4	1	1	03	Suivi de l'effectivité des transferts des ressources liées aux compétences transférées	10 009	5 641	4 368	56,36
4	2	1	03	Dissémination du décret 2015-0506/PRM du 27 juillet 2015 fixant le détail des compétences transférées aux collectivités territoriales dans le domaine PFEF	12 994	9 891	3 103	99,31
TOTAL					**23 003**	**15 532**	**7 471**	**67,52**

Analyse : L'écart de 7 471 s'explique par la rétention sur la ligne dépense de frais de Transport.
Difficultés : L'insuffisance des crédits alloués et la lenteur dans la mise à disposition des fonds constituent les principales difficultés.
Mesure : La mesure à prendre pour pallier à ces difficultés serait d'augmenter les crédits et de mettre à temps les crédits alloués à disposition.

Tableau II.2 exécution financière 20 20 parActivités

Programme 2.059 **(En Milliers de F CFA)**

Activités					Prévu C	01 Amélioration des conditions de la femme		
						Évaluation annuelle 2020		
Code						Réel D	Ecart	Taux% F=D/C*100
1	1	1	01	Prise en charge des dépenses de personnel(DNPF)	525 047	732 317	-207 270	140,43
1	1	2	01	Acquisition du bien et service au profil des services	151 422	132 035	19 387	84,20
1	1	3	01	Organisation de la campagne des 16 jours d'activisme	1 579	1 579	0	100
1	2	1	01	Assurer la prise en charge des victimes des violences basées sur le genre	3 036	6 019	-2 983	198,26
1	3	1	01	Vulgarisation /dissémination des textes : la Loi n°2015-052 du 18 décembre 2015, APR, R1325, 2030, 2063, CEDEF, Protocole de Maputo, OHADA etc.				
1	3	3	01	Approvisionnement des services régionaux en biens et services				
2	1	1	01	Voyages d'étude et d'échanges (DNPF, projet Karité, Plateforme, RFOE, OPF)				
2	1	2	01	Réalisation des missions de suivi et de supervision des activités	4 737	4 000	737	84,44
2	2	1	01	Organisation des missions trimestrielles conjointes des activités sur le MGF, Genre, VGB au niveau régional et local	10 526	10 000	526	95,00
3	1	1	01	Programme de Développement des Plateformes Multifonctionnelles pour la Lutte contre la Pauvreté				
3	1	3	01	Projet de réhabilitation du centre de lutte contre l'excision	142 500	71 250	71 250	50,00
3	1	4	01	Réhabilitation des Centres d'Autopromotion des Femmes	133 000	99 633	33 367	74,93
3	1	5	01	Projet appui promotion de la femme rurale	190 000	132 130	57 870	69,54
3	1	6	01	acquisition de biens et services pour la DNPF et OPF				
3	2	1	01	Programme d'Appui à l'Autonomisation des Femmes dans les filières agro sylvo pastorales et le Karité	190 000	90 250	99 750	47,50
3	3	1	01	Programme d'Appui Diversification, Valorisation (filières porteuses)	142 500	68 190	74 310	47,85
4	2	1	01	Organisation de la journée internationale tolérance zéro aux MGF/E (6 Février)	1 016	683	333	67,24
				Elaboration d'un plan de communication triennal (2020-2022) de mise en œuvre de la stratégie nationale holistique pour mettre fin aux VBG	608	442	166	72,62

				Programme national appui femmes opératrices économiques	114 000	53 202	60 798	46,67
				Projet appui organisation panafricaine des femmes	142 500	68 190	74 310	47,85
				Entretien courant des bâtiments	35 115	31 401	3 714	89,42
4	2	2	01	Approvisionnement en biens et services des directions régionales				
4	2	3	01	Prise en charge des salaires et accessoires au niveau déconcentré				
4	2	4	01	Approvisionnement en biens et services au niveau des services locaux				
Sous total des activités et des projets					**1 787 586**	**2 142 591**	**-355 005**	**87,95**
Total de l'Action					**1 787 586**	**2 142 591**	**-355 005**	**87,95**

Analyse : L'écart de -**355 005**s'explique par la prise en charge de la valeur indiciaire au niveau des dépenses du personnel.

Difficultés : L'insuffisance au niveau de la planification

Mesure : Procéder au pointage contradictoire entre le fichier DRH et le fichier BCS.

(En Milliers de F CFA)

02 **Formation et Education de la Femme**					**Prévu**	**Évaluation annuelle 2020**		
Activités					**C**	**Réel D**	**Ecart**	**Taux% F=D/C+100**
1	2	2	02	Prise en charge des dépenses de personnel (CAK, PNLE)	23 410	22 426	-9 641	95,80
3	1	7	02	Approvisionnement en biens et services des maisons de la femme	48 453	28 586	11 406	59,00
3	1	8	02	Equipement de la maison des femmes et des enfants	114 000	55 626	64	48,79
3	3	3	02	Acquisition de biens et services au profit des services et des femmes	20 022	16 450	3 572	82,16
4	1	1	02	Réalisation des missions de suivi et de supervision des activités	43 442	35 823	7 619	82,46
Sous total des activités et des projets					**249 327**	**158 911**	**90 416**	**63,73**
Total de l'Action					**249 327**	**249 327**	**90 416**	**63,73**

Analyse : L'écart **90 416** s'explique par la coupe budgétaire sur le chapitre des frais de transport. Le taux d'exécution financière des projets et activités est de 63,73%.

Difficultés : La rétention des crédits.

Mesure : La mesure à prendre serait : d'éviter la rétention budgétaire

Tableau II.2 exécution financière 2020 par Activités

Programme 2.060 **(En Milliers de F CFA)**

Code				**Activités**	**Promotion des droits de l'enfant et de la famille**			
					Prévu C	**Évaluation annuelle 2019**		
						Réel D	**Ecart**	**Taux% F=D/C*100**
1	1	1	01	Prise en charge du salaire et l'accessoire du personnel	156 966	225 863	-54 319	143,89
1	1	2	01	Relecture des textes de création du (CAPF, Parlement des enfants)	9 500	0	9 500	0,00
1	2	1	01	Création et animation un cadre unique de concertation des acteurs intervenant dans la promotion et la protection de l'enfant à tous les niveaux (National, Régional, local et communal)	9 500	7 823	1 677	82,35
1	2	2	01	Approvisionnement en biens et services des structures de coordination de	5 263	0	-14 792	0,00

Code				Activités	Promotion des droits de l'enfant et de la famille			
					Prévu C	Évaluation annuelle 2019		
						Réel D	Ecart	Taux% F=D/C*100
				l'enfant et de la famille (comité interministériel et comité paritaire, Conseil National de la Famille				
1	3	1	01	Réalisation deux missions de suivi/ supervisons des activités dans les régions	10 000	0	10 000	0,00
1	3	2	01	Approvisionnement en biens et services de la DNPEF	13 457	30 742	-2 770	228,45
2	1	1	01	Lutte contre Abandon Enfants	95 000	43 650	4 149	45,95
2	2	1	01	Renforcement des capacités et les compétences du personnel	9,500	0	9 500	0.00
2	2	2	01	création d'un sous-système d'information sur la famille	10 000	0	10 000	0,00
2	3	1	01	Réalisation d'une étude de faisabilité sur le placement familial	9 500	9 824	-324	103,41
3	1	1	01	Célébration des journées dédiées à l'enfant et à la famille	9 500	10 610	-1 110	111,69
3	2	1	01	Assurer le placement familial de 20 enfants	10 000	0	10 000	0,00
4	1	1	01	Elaboration d'un programme d'appui à la promotion des adolescents/adolescentes	10 000	0	10 000	0,00
4	2	1	01	Construction/Equipement Pouponnière Bamako	142 500	75 488	508	52,97
4	2	2	01	Approvisionnement en biens et services du CAPF	170 355	137 285	9 147	80,59
4	2	3	01	Appui à la réunification familiale des enfants du CAPF	10 000	44 956	-34 956	449,56
Total des activités et projets					**681 021**	**586 241**	**94 780**	**86,08**
Total de l'action					**681 021**	**586 241**	**94 780**	**86,08**

Analyse : L'écart de **94 780** s'explique par la prise en charge de la valeur indiciaire au niveau des dépenses du personnel.

Difficultés : L'insuffisance au niveau de la planification.

Mesure : Procéder au pointage contradictoire entre le fichier DRH et le fichier BCS.

(En Milliers de F CFA)

Code				Activités	02 **Participation des Enfants**			
					Prévu C	Évaluation annuelle 2019		
						Réel D	Ecart	Taux% F=D/C+100
1	2	3	02	prise en charge des dépenses du personnel de la cité des enfants	108 253	124 216	-21 045	114,75
1	2	4	02	Appui au fonctionnement de la cité des enfants	143 816	131 448	12 368	91,40
1	2	5	02	mise en œuvre des activités d'investissement de la cité des enfants	19 000	18 997	3	99,98
1	2	6	02	Aménagement de l'espace loisir de la cité des enfants	256 500	185 747	127164	72,42
Sous total des activités et des projets					**527 569**	**460 408**	**67 161**	**87,26**
Total de l'Action					**527 569**	**460 408**	**67 161**	**87,26**

Analyse : L'écart de **67 161** s'explique que sur une prévision de **527 569**il y a eu une réalisation de **460 408**d'où un taux **87,26**dû aux retentions budgétaires

Difficultés : Rétention des crédits

Mesure : Ouvrir la totalité des dépenses

Tableau II.2 exécution financière 2020 par Activités

Programme 3.003

(En Milliers de F CFA)

	Action 01 : Autonomisation de la femme et épanouissement de l'enfant				
	Activité	**2020**			
		Prévu	**Réel**	**Ecart**	**Taux en %**
1.1.1	Analyse des besoins en matériels et équipement de production	0	0	0	0
1.1.2	Dotation des organisations féminines en matériels et équipement de production	50 000	43 794	0	85,59
1.1.3	Etudes architecturales pour la réalisation d'infrastructures de production	0	0	0	0
1.1.4	Acquisition de biens et services	0	0	0	0
1.2.1	Organisation des appels à projets	2 000	0	0	0,00
1.2.2	Dépouillement des projets soumis	15 000	0	0	0,00
1.2.3	Validation des projets éligibles	5 000	0	0	0,00
1.2.4	Financement des projets retenus	150 000	350 377	0	233,58
1.2.5	Mobilisation des ressources additionnelles auprès des PTF	0	0	0	0
1.2.6	Participation à la mise en œuvre des activités avec les partenaires	100 500	0	0	0,00
1.3.1	Appui technique et financier à la participation des organisations aux activités commerciales et promotionnelles	0	0	0	0
1.3.2	Suivi des activités commerciales et promotionnelles	10 000	0	0	0
2.1.1	Identification des besoins de formation et des modules pour les bénéficiaires des projets financés et d'autres groupements de femmes et formation des personnes identifiées	100 000	0	0	0,00
2.1.2	Identification des besoins de formation et des modules pour la CT-FAFE et formation des personnes identifiées	20 000	19 770	0	98,85
3.1.1	Financement des projets retenus en faveur de l'épanouissement de l'enfant	70 000	0	0	0
3.2.1	Appui à la réinsertion des enfants en situation difficile	15 000	2 832	0	18,88
4.1.2	Exécution du plan de suivi/évaluation	25 000	0	0	0,00
4.1.3	Evaluation du plan de communication	15 000	3 436	0	23,13
4.2.1	Mise en œuvre des recommandations des missions de suivi, de supervision, d'évaluation et du Comité de Pilotage	2 500	5 236	0	209,44
Total de l'Action		**450 000**	**450 000**	**0**	**92,48**

Evolution : Pour ces activités il a été prévu 450 000 qui ont réellement mobilisés soit un taux de 100%
Analyse : Nous observons la réalisation d'environs 12 activités sur les 19 prévues.
Difficulté : Comme difficultés il faut noter la mise à disposition tardive des fonds.
Mesure : Comme mesures correctrices, accélérer la mise à disposition des fonds pour permettre la réalisation rapide des activités.

Liste des projets sensibles au genre les plus importants:

1	Programme de Développement des Plateformes Multifonctionnelles pour la Lutte contre la Pauvreté ;
2	Réhabilitation des Centres d'Autopromotion des Femmes ;
3	Projet appui promotion de la femme rurale ;
4	Programme d'Appui à l'Autonomisation des Femmes dans les filières agro sylvo pastorales et le Karité ;
5	Programme d'Appui Diversification, Valorisation (filières porteuses) ;
6	Equipement de la maison des femmes et des enfants ;
7	Lutte contre Abandon Enfants ;
8	Construction et Equipment du CAPF ;
9	Aménagement de l'espace loisir de la cité des enfants ;
10	Appui valorisation filières porteuses

Tableau II.3 exécution financière 2020 par Projet
(En Milliers de FCFA)

	Liste des projets sensible Genre				
	Activité Programmées	**2020**			
		Prévu	**Réel**	**Ecart**	**Taux en %**
1	Platef. Mult. Fonct. Lutte contre pauvreté mr	142 500	134 657	7 843	96,60
2	Appui valorisation filières porteuses	142 500	142 489	11	99,99
3	Equipement maisons des femmes et enfants	95 000	94 936	64	99,93
4	Projet réhabilitation centre lutte contre excision	142 500	138 027	4 473	96,86
5	Appui autonomisation femmes filières agro-sylvo-past	139 500	137230	2 300	98,37
6	Projet appui promotion femmes rurales	237 500	231 586	5 914	97,51
7	Réhabilitation centres autopromotion femmes	137 662	122 833	14 829	89,22
8	Lutte contre abandon enfants	95 000	90 608	4 392	95,37
9	Construction / équipement pouponnière Bamako	190 000	189 492	508	99,73
10	Aménagement espace loisirs cite des enfants	285 000	157836	127164	55,38
Totaux		**1 607 162**	**1 439 694**	**167 468**	**89,57%**

II. PLANIFICATION ET BUDGETISATION DES ACTIONS GENRE :

Le document de Politique Nationale Genre constitue le référentiel du MPFEF en matière de planification. Compte tenu des attributions du département, l'ensemble de ses programmes sont sensibles et tiennent compte de la matrice du plan d'actions de la PNG.

PROGRAMME 1.022 : Le Programme 1.022 : Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles

Objectif	**Indicateurs**	**Activités 2020**	**Cible**			**Activités 2022**
			2021	**2022**	**2023**	
OBJECTIF 1 :Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières.	**1.1 Taux d'exécution du budget**	100	100	100	100	1.1.1 Prise en charge des dépenses du personnel du CNDIFE et du CABINET 1.1.2 Approvisionnement en biens et services des structures de l'action. 1.1.3 Prise en charge des dépenses de personnel. 1.1.4 Entretien courant des bâtiments 1.1.5 Construction d'un immeuble pour les structures MPFEF. 1.1.6 Activités du FAFE
		100	100	100	100	1.2.1 Exécution et suivi du budget du département.

Objectif	Indicateurs	Activités 2020	Cible			Activités 2022
			2021	2022	2023	
						1.2.2 Approvisionnement en biens et services des structures
	X	100	100	100	100	1.3.1. Renforcement des capacités du personnel du MPFEF
OBJECTIF 2. Améliorer la planification, la coordination et le suivi-évaluation des politiques et programmes du département	2.1 Taux d'exécution moyen des plans de travail annuels(PTA) des quatre (04) programmes	85			95	2.1.1. Tenue de la revue annuelle pour la coordination et le suivi de la mise en œuvre des politiques et programmes
	2.2 Taux de mise en œuvre des recommandations issues des instances statutaires des politiques et programmes	70	100	100	100	2.2.1 Dissémination du PRODAFFE 2.2.2. Suivi de l'institutionnalisation du genre 2.2.3. Suivi de l'exécution des recommandations issues des concertations et des réunions statutaires de la PNG, du PAN de la Résolution 1 325, du FAFE, du Conseil National de la Famille, du Comité National de coordination et de suivi-évaluation de la PNPPE, CNAPN et PRODESS IV, PRECOFEM
	2.3 Taux d'exécution des missions de suivi-évaluation des politiques et programmes	50		100	100	2.3.1. Coordination des actions du FAFE 2.3.2. Missions de suivi-évaluation des politiques
OBJECTIF 3. Assurer une meilleure visibilité des actions menées par le département	3.1 Taux d'exécution du plan de communication du PRODAFFE	-			100	3.1.1. Mise en œuvre du plan de communication du PRODAFFE 1 3.1.2. Opérationnalisation le système d'information SIFEF 3.1.3. Entretien courant des bâtiments 3.1.4. Collecte de données et rapportage sur la situation de la femme, de l'enfant et de la famille
OBJECTIF 4 : Impulser le processus de la décentralisation et de la déconcentration au sein du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille	4.1 Taux de transfert des ressources financières aux collectivités conformément aux compétences transférées	30	100	100	100	4.1.1 Suivi de l'effectivité des transferts des ressources financières et matérielles liées aux compétences transférées
	4.2 Taux de satisfaction des cadres organiques au niveau déconcentré	0	40	40	45	4.2.1 Mise en œuvre du plan de déconcentration 4.2.2. Entretien courant des bâtiments

PROGRAMME 2.059 : PROMOTION DE LA FEMME

Objectif	Indicateurs	Activités 2020	Cible			Activités 2022
			2021	2022	2023	
OBJECTIF 1 : Développer la communication, l'identification et la prise en charge des cas de complication liées aux MGF/VBG.	**1.1 :** Pourcentage de survivant (es) de VBG identifiés et prise charge holistique	118.33	54		77	1.1.1 prise en charge du salaire et accessoires du personnel ; 1.1.2 acquisition de biens et services au profit des services et des femmes; 1.1.3. Réalisation des missions de suivi et de supervision des activités 1.1.4. Voyages d'étude et d'échanges. 1.1.5. Contributions nationales à la mise en œuvre des projets en partenariat Développement de partenariats techniques entre les départements sectoriels, les ONG et les PTF. 1.1.6. Réalisations d'activités d'IEC, de CCC, de plaidoyer et de communication en faveur de la promotion des droits de la femme. 1.1.7. Etudes et recherches. 1.1.8 Acquisitions des biens et services au profit des services régionaux et locaux des femmes. 1.1.9 Entretien des locaux. 1.1.10 Prise en charge du salaire du personnel d'appui de l'OPF
	1.2. Proportion des communautés qui organisent des déclarations publiques d'abandon des MGF	126.67	100	100	100	1.2.1 Organisation des cérémonies des déclarations publiques d'abandon des MGF
	1.3. Proportion des communautés qui organisent des déclarations publiques d'abandon sur le mariage d'enfants	0	47		73	1.3.1 organisation de cérémonie de déclarations publiques d'abandon sur le mariage d'enfants
OBJECTIF 2 : Assurer une représentation équitable des femmes et de leurs associations dans les instances de décision y compris celles chargées de prévenir, réguler et résoudre les conflits.	2.1. Taux de représentativité des femmes dans les organes de prévention et de résolution des conflits	100	30		35	2.1.1 : organisation des évènements spéciaux (6 février, 8 mars, 31 juillet, 15 octobre, 16 jours d'activisme). 2.1.2. Vulgarisation /dissémination des textes : la Loi n°2015-052 du 18 décembre 2015, APR, R1325, 2030, 2063, CEDEF, Protocole de Maputo, OHADA etc.
	2.2 Pourcentage de femmes formées dans la prévention et la gestion des conflits (APR, R1325, …)	36,67	30		35	2.2.1 Organisation de sessions de formation (Genre, GAR, SR/PF, leadership,AGR, Dynamique des sociétés coopératives de l'OHADA, VBG, R1325 paix et sécurité, gestion d'entreprise, techniques de production, environnement, énergies renouvelables, communication/plaidoyer)
OBJECTIF 3 : Développer des programmes appropriés pour soutenir l'équipement et la	3.1. Pourcentage d'organisations de femmes ayant accès aux équipements et aux	274.43	100	100	100	**3.1.1.** Projet appui promotion de la femme rurale. 3.1.2 Equipement des Maisons des Femmes.

Objectif	Indicateurs	Activités 2020	Cible			Activités 2022
			2021	2022	2023	
formation en vue d'accompagner la promotion de l'entrepreneuriat féminin dans les zones rurales et urbaines.	infrastructures de production					
	3.2. Taux de femmes /filles formées dans les Activités Génératrices de Revenus (AGR) et dans l'entrepreneuriat	84.90	100	100	100	**3.2.1.** Programme National Appui Femmes Opératrices économiques. **3.2.2**Appui à l'Organisation Panafricaine des Femmes. **3.2.3**. Prise en charge du salaire et accessoires du personnel. **3.2.4**. Entretien courant des bâtiments. **3.2.5**. Formation en coupe et couture, teinture, coiffure, saponification, hôtellerie, house-keeping, informatique (maison digitale), alphabétisation. **3.2.6.** Formation des femmes en transformation agro-sylvo-pastorale
	3.3. Taux de réussite des activités d'Activités Génératrices de Revenus(AGR) et d'entreprenariat	142.86	100	100	100	**3.3.1** Programme d'Appui à l'Autonomisation des Femmes dans les filières agro sylvo pastorales et le Karité. **3.3.2** Programme d'Appui Diversification, Valorisation (filières porteuses)
OBJECTIF 4 : S'assurer de la mise en œuvre efficace et efficiente des projets et programmes aux niveaux central et déconcentré.	4.1. Taux réalisation des missions de suivi et de supervision des activités	83.33	100	100	100	**4.1.1** Réunion de suivi des missions de suivi et de supervision
	4.2. Proportion de projets programmes suivis et supervisés	75.00	100	100	100	**4.2.1** Réunion de suivi des missions et de supervision. **4.2.2**. Réalisation des missions de suivi et de supervision des projets et programmes
	4.3 Proportion de cadres de concertation crées et fonctionnels	100	100	100	100	**4.3.1** Réunion de suivi des cadres de concertation créés et fonctionnels

Programme 2.060 : PROMOTION DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE.

Objectif	Indicateurs	Activités 2020	Cible			Activités 2022
			2021	2022	2023	
OBJECTIF N°1: Créer un environnement juridique et institutionnel favorable au plein épanouissement et au développement harmonieux de l'enfant	**Indicateur 1.1**. Nombre de documents soumis à l'adoption dans le domaine de la protection des droits de l'enfant, de la promotion de la famille		100	100	100	1.1.1 Prise en charge du salaire et accessoire du personnel. 1.1.2 : Célébration des journées dédiées à l'enfant et à la famille 1.1.3 : Approvisionnement en biens et services des structures de coordination de l'enfant et de la famille (comité interministériel et comité paritaire, Conseil National de la Famille). 1.1.4 : Approvisionnement en biens et services de la DNPEF. 1.1.5 : Approvisionnement en biens et services du CAPF. 1.1.6 Entretien courants des Bâtiments
	Indicateur 1.2. : Pourcentage de cadres de concertation fonctionnel		50	50	70	1.2.1 : Appui en vivres et en non vivres 1.2.2 : Appui conseil et formation des agents
	Indicateur 1.3.: Taux de couverture géographique des missions de suivi/supervisions	0	100	100	100	1.3.1. Réalisation d'une mission de suivi/ supervisons des activités dans les régions
OBJECTIF N°2 : renforcer les connaissances sur les droits et devoirs des enfants et la lutte contre les pratiques traditionnelles néfastes	**Indicateur 2.1** : Pourcentage d'enfants victimes de VAEN y compris ceux en situation d'urgence pris en charge	1	100	100	100	2.1.1 Prise en charge des enfants victimes des VAEN 2.1.2 Prise en charge de l'encadrement scolaire
	Indicateur 2.2 : Pourcentage de personnes formées en nombre		2	2	2	2.2.1 Prise en charge de la formation sur les droits et les devoirs de l'enfant
	Indicateur 2.3 Nombre d'études réalisées			-	-	2.3.1 Réalisation d'une étude sur les déterminants sociaux de l'association des enfants aux forces et groupes armés
OBJECTIF N° 3 : promouvoir des activités de loisirs, artistiques et socioculturelles en faveur des enfants et leur participation	Indicateur 3.1 : Pourcentage d'enfant de 12-17 ans formes en technique de communication et sur les enjeux du développement en nombre				6	3.1.1 Prise en charge des salaires et accessoires du Personnel 3.1.2 Approvisionnement en biens et services de la Cité des Enfants 3.1.3 Célébration des journées commémorative dédie à l'enfance 3.1.4 Organisation de la semaine de loisirs
	Indicateur 3.2 : Pourcentage d'enfants de 12 _ 17 ans ayant pris part aux activités socioéducatives		100	100	100	3.2.1organisation des journées thématiques 3.2.2 Organisations des collectivités éducatives

Objectif	Indicateurs	Activités 2020	Cible			Activités 2022
			2021	2022	2023	
<u>OBJECTIF N°4</u> : renforcer la fonction socialisante de la famille	Indicateur 4.1 : Pourcentage d'adolescents (15_19 informés et sensibilisés sur la santé de la reproduction et la planification familiale	100	100	100	100	4.1.1 Organisation d'une session de formation des jeunes sur la santé de la reproduction
	Indicateur 4.2 : nombre de filles de 0 à 5 ans victimes de VAEN identifiés et pris en charge dans les centres d'accueil	1	100	100	100	4.2.1 : Appui à la recherche et à la réunification familiale des enfants du CAPF 4.2.2 Prise en charges du salaire des nounous 4.2.3 : Prise en charge alimentaire, vestimentaire, sanitaire et médicale des enfants 4.2.4 Couverture des frais administratifs et sociaux de l'adoption des enfants 4.2.5 Réalisation de médiation familiale
	Indicateur 4.3 : nombre de garçon de 0 à 5 ans victimes de VAEN identifiés et pris en charge dans les centres d'accueil		100	100	100	
	Indicateur 4.4 : pourcentage d'enfants de 0 à 5 ans abandonnés et adoptés		200	200	250	

PROGRAMME 3.003 : PROGRAMME D'APPUI À L'AUTONOMISATION DE LA FEMME ET ÉPANOUISSEMENT DE L'ENFANT (PAAFE).

Objectif	Indicateurs	Activités 2020	Cible			Activités 2022
		2020	2021	2022	2023	
<u>OBJECTIF 1</u> : Accroître le potentiel économique des femmes	Indicateur N°1.1. Pourcentage d'organisations féminines équipées en matériels et infrastructures de production	68	75		80	**1.1.1** : Analyse des besoins en matériels et équipements de production **1.1.2**. : Dotation des organisations féminines en matériels et équipements de production **1.1.3 :** Etudes architecturales pour la réalisation d'infrastructures de production **1.1.4 :** Acquisition de biens et services
	Indicateur N°1.2. : Pourcentage de projets générateurs de revenus financés par le FAFE à travers les structures	78.85	100	100	100	**1.2.1 :** Organisation des appels à propositions de projets **1.2.2 :** Dépouillement des projets soumis **1.2.3 :** Validation des projets éligibles **1.2.4 :** Financement des projets retenus **1.2.5 :** Mobilisation des ressources additionnelles auprès des PTF **1.2.6 :** Participation à la mise en œuvre des activités avec les partenaires
	Indicateur N°1.3.:Nombre d'AGR/PME/PMI, d'sations de groupement de femmes et d'usagers accompagnés	22.6	55		60	**1.3.1 :** Appui technique et financier à la participation des organisations aux activités commerciales et promotionnelles

Objectif	Indicateurs	Activités 2020	Cible			Activités 2022
		2020	2021	2022	2023	
OBJECTIF N°2 : Contribuer au développement du leadership des femmes dans la vie publique et politique	**Indicateur N°2.1** :Nombre de femmes dont les capacités ont été renforcées	32.25	100	100	100	**2.1.1 :** Identification des besoins de formations et des modules pour les bénéficiaires des projets financés et d'autres groupements de femmes et Formations des personnes identifiées **2.1.2 :** Identification de besoins de formations et des modules pour la CT-FAFE et formations des personnes identifiées
	Indicateur N°2.2.:Nombre de foires auxquelles les femmes ont participé	0		-	-	**2.2.1 :** Suivi des activités commerciales et promotionnelles
	Indicateur 2.3 Nombre d'emplois crées pour les femmes	60	-		-	**2.3.1 :** Dépouillement des projets soumis **2.3.2 :** Validation des projets éligibles
	Indicateur 2.4 Nombre d'emplois crées pour les filles					
OBJECTIF N° 3 : Contribuer à l'épanouissement de l'enfant	Indicateur N°3.1 : Nombre d'enfants des groupements et des structures en situation difficile accompagnés en vue de leur réinsertion sociale	27.6	100	100	100	**3.1.1 :** Financement des projets retenus en faveur de l'épanouissement de l'enfant
	Indicateur N°3.2 : Nombre d'enfants encadré (apprentissage, scolarisation) Filles	25.6	45 /35	45/35	50/40	**3.2.1** : Appui à la réinsertion des enfants en situation difficile
	Indicateur N°3.3 : Nombre d'enfants encadré(apprentissage ,scolarisation) garçon	40	0		35/45	**3.3.1** : Appui à l'encadrement des enfants en situation difficile
	Pourcentage d'enfants encadrés - Garçons	05.71			35	

Tableau III-1 Budget genre: Dépenses ciblant l'égalité de genre

(En milliers de FCFA)

Ministère **Programme/Objectif**	Exécution	Budget	Prévisions		
Action	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**
Détail					
1.022 : Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	**812 437**	**1 141 958**	**1 490 567**	**1 592 452**	**1 592 452**
Action 01 : Coordination et Pilotage de Politique Nationale en matière de genre, enfant et famille	796 905	1 120 000	1 466 305	1 566 389	1 566389
Action 02 : Gestion financière et matérielle	-	-			
Action 03 : Décentralisation et déconcentration des ressources au sein du département	23 144	21 958	24 262	26 063	26 063
2.059 : Promotion de la Femme	**1 908 668**	**2 322 692**	**1 917 813**	**2 335 176**	**2 335176**
Action 01 Amélioration des conditions de la femme	1 653 600	2 074 980	1 887 180	2 009 318	2 009318
Action 02 Formation et Education de la Femme	255 068	247 712	306 333	325 858	325 858
2.060 : Promotion de l'Enfant et de la Famille	**1 269 334**	**1 159 590**	**881 633**	**942 752**	**942 752**
Action 01 : Promotion des droits de l'enfant et des valeurs familiales	743 821	653 077	517 086	555 438	555 438
Action 02 : Participation des Enfants	525 513	506 513	364 547	387 314	387 314
3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	**450 000**	**650 000**	**800 000**	**700 000**	**700 000**
Action 1 : Autonomisation de la femme et à l'épanouissement de l'enfant	450 000	650 000	800 000	700 000	700 000
Total	**4 440 439**	**5 274 236**	**4 940 013**	**5 570 380**	**5 570 380**

Tableau III-2 - Programmes stratégiques pour la BSG

(En milliers de francs CFA)

MPFEF **Programmes**	**Exécution 2019**	**Exécution 2020**	**Budget 2021**	**Prévisions**	
				2022	**2023**
Programme 1.022	812 437	812 437	1 141 958	1 490 567	1 592 452
Programme 2.059	1 908 668	1 908 668	2 322 692	1 917 813	2 335 176
Programme 2.060	493 821	1 269 334	1 159 590	9881 633	942 752
Programme 3.003	500 000	450 000	650 000	800 000	700 000
Total	**3 643 271**	**4 440 439**	**5 274 236**	**4 940 013**	**5 570 380**

Analyse :

Le Programme : 1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles

a) Présentationstratégique du programme:

Le programme Administration Générale Développement des Capacités Institutionnelles est le programme de soutien aux autres programmes opérationnels du ministère. Il est essentiellement composé des structures transversales chargées entre autres d'appuyer les responsables des programmes du ministère dans la mise en œuvre de leurs actions. Il a pour objet entre autres la gestion des ressources humaines, matérielles et financières, la conduite des réformes institutionnelles, la coordination, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département.

Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 1 est bâti autour de quatre objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à :

- la coordination et pilotage des politiques nationales en matière de genreenfant et famille;
- la gestionfinancière et matérielle;
- la décentralisation et la déconcentration des ressources au sein du département.

Le Programm : 2.059 Promotion de la Femme

a) Présentation stratégique du programme:

Ce programme vise à améliorer le statut social, économique, juridique et politique de la femme.

A cet effet, il est chargé de :

- améliorer le statut social et économique de la femme;
- promouvoirlesdroitssociaux, juridiques et politique de la femme;
- améliorerlescadres de concertation et de partenariat;
- s'assurer de la mise en œuvreefficace et efficiente des projets et programmesgenre au niveaucentral et déconcentré.

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme 2 est bâti autour de quatre objectifs spécifiques suivants :

- développementd'uncapital humain (femmes et hommes) apte à affronterlesdéfis du développementsocioéconomique du pays, de la réduction de la pauvreté, de l'intégrationafricaine et de la mondialisation.
- mise à contribution des potentialités des femmes et des hommesdans le développement du pays par leurparticipationégaleauxsphères de décision;
- améliorerlescadres de concertation et de partenariat;
- s'assurer de la mise en œuvreefficace et efficiente des projets et programmes au niveaucentral et déconcentré.

Le Programme : 2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille :

a) Présentationstratégique du programme:

Ce programme vise à promouvoir la protection, le développement et la participation de l'enfant et le bien-être de la famille.

b) Présentationdétaillée des objectifs et des indicateurs du programme:

- Créer un environnement juridique et institutionnel favorable au plein épanouissement et au développement harmonieux de l'enfant;
- Renforcer les connaissances sur les droits et devoirs des enfants et la lutte contre les pratiques traditionnelles néfastes;
- Promouvoir des activités de loisirs, artistiques et socioculturelles en faveur des enfants et leur participation;
- Renforcer la fonction socialisante de la famille.

Le Programme : 3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant
Responsable du Programme :

a).Présentation stratégique du programme :

Ce programme vise à atteindre l'objectif général du Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant (FAFE) qui vise à contribuer à l'autonomisation de la femme et à l'épanouissement de l'enfant.

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Les objectifs spécifiques du PAAFE sont :

- Accroitre le potentieléconomique des femmes;
- Contribuer au développement du leadership des femmes dans la vie publique et politique;
- Contribuer à l'épanouissement de l'enfant;
- Assurer le suivi-évaluation des activités du PAAFE.

Tableau III-3 Effectifs séxo-désagrégés selon la fonction (BCS)

Tous les ministères pilotes Fonction	Total	Nombre d'hommes	Nombre de femmes	% Femmes sur le total
1. Ministre	01	00	01	100
2. Secrétariat Général	01	01	00	
Secrétaire Général	01	01	0	0
Conseillers techniques	06	03	03	50
Personnel service courrier (Sp)+chauffeurs et planton	14	07	07	50
3. Cabinet du ministre				
Chef de cabinet	01	01	00	0
Chargés de mission	05	00	05	100
Attaché de cabinet	01	01	00	0
Secrétaire particulier	02	00	02	100
4. services centraux				
4.1 Direction nationale DNPF, DNPEF, DFM				
Directeur nationaux	03	01	02	67
Directeur nationaux adjoint	03	02	01	33
Chef de division	11	07	04	36
Chef de section	09	04	05	56
Chargé de dossier	24	10	14	58
Personnel du support+ chauffeurs secrétaires planton	7	1	06	86
4.2 Services rattachés au niveau central (CNDIFE, SP-PNG, PNVBG, CADD, CAK, CAPF)				
Directeur nationaux	6	3	3	50
Directeur nationaux adjoint	1	0	1	100
Chef de division	10	6	4	40
Chef de section	22	12	10	45
4.3 Projets et Programmes (FAFE, Projet Karité, Projet Plateformes)				
Co- ordinateur	3	1	2	66
Chargés de dossiers	5	2	3	67
4.4 personnel EPA				
Cité des Enfants				
Directeur	01	0	1	100
Directeur adjoint	01	01	0	0
Chef de bureau accueil	01	0	1	100
Chef de Service	05	03	02	43
Chef de sections	20	6	4	20
Comptable/gestionnaire	01	0	1	100
Régisseur	02	01	01	50

Tous les ministères pilotes Fonction	Total	Nombre d'hommes	Nombre de femmes	% Femmes sur le total
Secrétariat particulier	01	0	01	100
Chef secrétariat	01	01	0	0
TOTAL GENERAL	**221**	**116**	**105**	**47,5**

Tableau IV - Budget genre: Dépenses ciblant l'égalité de genre

(En milliers de FCFA)

Programme/Objectif Action Détail	Exécution 2020	Budget 2021	Prévisions 2022	 2023	 2024
Programme 1.022 : Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	**812 437**	**1 141 958**	**1 490 567**	**1 592 452**	**1 592 452**
Action 01 : Coordination et Pilotage de Politique Nationale en matière de genre, enfant et famille	**796 905**	**1 120 000**	**1 466 305**	**1 566 389**	**1 566 389**
1.1.1 Prise en charge des dépenses du personnel du CNDIFE et du CABINET	318 026	400 000	208 693	224 156	224 156
1.1.2.			343 775	316 137	316 137
Dissémination du PRODAFFE	8 789				
Suivi de l'institutionnalisation du genre	16 320	40 000	58 500		
Suivi de l'exécution des recommandations issues des concertations et des réunions statutaires de la PNG, du PAN de la Résolution 1 325, du FAFE, du Conseil National de la Famille, du Comité National de coordination et de suivi évaluation de la PNPPE, CNAPN et PRODESS IV, PRECOFEM	-				
Entretien courant des bâtiments	-	30 000			
Collecte de données et rapportage sur la situation de la femme, de l'enfant et de la famille	-				
Elaboration et la mise en œuvre d'un plan de communication et mobilisation social	3 770				
Prise en chargé des activités financé sur le fonds FAFE	450 000	650 000	800 000	700 000	700 00O
Action 02 : Gestion financière et matérielle	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Action 03 : Décentralisation et déconcentration des ressources au sein du département	**23 144**	**21 958**	**24 262**	**26 063**	**26 063**
4.1.1 Suivi de l'effectivité des transferts des ressources financières et matérielles liées aux compétences transférées	5 641	9 978	12 552	13 000	13 000
4.2.1 Mise en œuvre du plan de déconcentration	7 564	8 980	7 965	9 000	9 000
Entretien courant des bâtiments	2 327	3 000	-	2 394	2 394
2.059 Promotion de la Femme	**1 908 668**	**2 322 692**	**1 917 813**	**2 335 176**	**2 335 176**
Action 01 : Amélioration des conditions de la femme	**1 653 600**	**2 074 980**	**1 887 180**	**2 009 318**	**2 009 318**
1.1.1 Prise en charge du salaire et accessoires du personnel	727 954	800 000	85 883	86 000	
1.1.2 Acquisition de biens et services au profil des services et des femmes	132 035	241 315	97 448	98 000	
1.1.3 Organisation des évènements spéciaux (6 Février, 08 Mars, 31 Juillet, 15 Octobre, 25 Novembre)	1 579	100 000	170 814	172 000	

Programme/Objectif	Exécution	Budget	Prévisions		
Action Détail	2020	2021	2022	2023	2024
Réalisation des missions de suivi et de supervision des activités	4 000				
Assurer la prise en charge holistique des victimes de violences basées sur le genre (VBG)	6 019				
Entretien courant des bâtiments	31 401	30 000			
Organisation de la journée internationale tolérance zéro aux MGF/E (6 Février)	683	700 000			
Organiser des missions trimestrielles conjointes de suivis des activités sur les MGF, le Genre et les VBG aux niveaux régional et local	10 000	100 000			
Elaboration d'un plan de communication triennal (2020-2022) de mise en œuvre de la stratégie nationale holistique pour mettre fin aux VBG	442				
Prise en charge des salaires	4 363	23 410			
Programme national appui femmes opératrices économiques	53 202				
Réhabilitation du Programme National de lutte contre l'Excision	71 250				
Réhabilitation des centres d'Autopromotion des Femmes	99 653	100 000			
Projet d'Appui promotion de la Femme rurale	132 130				
Programme d'Appui à l'Autonomisation des femmes dans les filières agro sylvo pastorales et le Karité	90 000	100 000			
Programme d'Appui diversification, Valorisation (filière porteuses)	68 190	100 000			
Action 02 : Formation et Education de la Femme	**255 068**	**247 712**	**306 333**	**325 858**	**325 858**
Equipement de la maison des Femmes et des enfants	57 000				
Entretien des courants des bâtiments	45 469				
Formation en coupe et couture, teinture, coiffure, saponification hôtellerie, house-keeping, informatique (maison digital), alphabétisation	10 000				
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille	**1 269 334**	**1 159 590**	**881 633**	**942 752**	**942 752**
Action 1 : Promotion des droits de l'enfant et des valeurs familiales	**743 821**	**653 077**	**517 086**	**555 438**	**555 438**
1.1.1 Prise en charge du salaire et l'accessoire du salaire	225 863	219 530	168 691	181 190	
1.1.2 Prise en charge des activités du parlement des enfants		40 000	3 000	4 000	
1.2.1.Approvisionnement en biens et services de la DNPEF	30 742				
Lutte contre Abandon Enfants	43 650				
4.2.1 Prise en charge du salaire des nounous	68 440	100 000	4 000	5 000	
Entretien courant des bâtiments	7 638				
Construction/ Equipement pouponnière	75 488				
Approvisionnement en biens et services du CAPF	137 285				
Action 2 : Participation des Enfants	**525 513**	**506 513**	**364 547**	**387 314**	**387 314**

Programme/Objectif	Exécution	Budget	Prévisions		
Action Détail	2020	2021	2022	2023	2024
3.1.1 Prise en charge des dépenses du Personnel	124 216	120 746	116 141	156 964	
3.1.2 Approvisionnement en biens et services de la Cité des Enfants	30 958	167 260	136 913	184 005	
3.1.3 Organisation des journées commémoratives dédiées à l'enfance	2 500				
Organisation du salon de l'enfance de Bamako	9 320				
Organisation des journées thématiques en faveur des enfants	1 000				
3.2.1 Aménagement Espace de loisirs de la Cité des Enfants	185 747	219 000	5 456	5 578	
Organisation des collectivités éducatives en faveur des enfants	3 500				
3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	**450 000**	**650 000**	**800 000**	**700 000**	**700 000**
Action 01 : Autonomisation de la Femme et l'Epanouissement de l'Enfant	**450 000**	**650 000**	**800 000**	**700 000**	**700 000**
1.1.2. Dotation des organisations féminines en matériels et équipement de production	43 494	50 000	70 000	80 000	80 000
1.2.1. Organisation des appels à manifestation d'intérêt, de plans d'affaires ou de demande d'appui	0	2 000	5 000	7 500	7 500
1.2.2. Dépouillement des propositions de manifestation d'intérêts, de plan d'affaires ou de demande d'appui soumis	0	15 000	20 000	20 000	20 000
1.2.3.Réunion de validation et du comité de pilotage du FAFE	0	15 000	2 000	2 000	2 000
1.2.4. Financement des plans d'affaires d'AGR/PME/PMI	350 377	150 000	20 000	25 000	25 000
1.2.6. Participation à la mise en œuvre des activités avec les partenaires	0	50 000	15 000	15 000	15 000
2.1.1. Renforcement des capacités des personnes identifiées	0	100 000	150 000	150 000	150 000
2.1.2. Renforcement des capacités du personnel de la CT-FAFE	19 770	20 000	2 000	2 000	2 000
3.2.1. Appui à l'encadrement des filles en situation difficile	24 521	10 000	100 000	100 000	100 000
4.1.2. Mise en place d'un sous système d'information et de gestion du FAFE	2 832	5 000	15 000	20 000	20 000
4.1.3. Evaluation du plan de communication	5 236	26 000	35 000	40 000	40 000
4.2.1. Mission de supervision des bénéficiaires	3 469	6 000	15 000	15 000	15 000
Total	**4 440 439**	**5 274 236**	**5 090 013**	**5 570 380**	**5 570 380**

3.1.2. Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme

Missions :

Il a pour mission de préparer et de mettre en oeuvre la politique nationale en matière de justice et des Sceaux de l'Etat.

A ce titre, il à l'initiative et la responsabilité des actions suivantes:

- l'administration de la justice en matière civile, commerciale, pénale et sociale;
- l'application des lois et règlements;
- la politique criminelle;
- l'authentification et la protection des Sceaux de l'Etat;
- le bon fonctionnement des juridictions;
- la surveillance de l'état civil et des auxiliaires de justice;
- la bonne marche de la police judiciaire;
- la préparation et la mise en oeuvre des décisions de grâce et d'amnistie;
- l'administration des services judiciaires et pénitentiaires;
- l'élaboration et l'application des textes relatifs à la nationalité;
- l'élaboration et l'application du statut de la magistrature et des statuts des autres professions juridiques et judicaires ;
- la participation à la lutte contre le terrorisme, la criminalité transnationale, la traite des personnes et les pratiques assimilées;
- les mesures et actions de promotion et de protection des Droits de l'Homme;
- le suivi des questions des Droits de l'Homme au niveau des organisations régionales et internationales.

A. Les enjeux-genre et gaps à combler

Le Programme Décennal de Développement de la Justice (PRODEJ) 2000-2009, le Plan opérationnel (2010-2014) et le PU-RSJ-MOA (Programme d'urgence pour le Renforcement du Service Public de la Justice dans le cadre de la Mise en œuvre de l'Accord de Paix issu du processus d'Alger 2015-2018) marquent la volonté des pouvoirs publics d'inscrire les réformes de la Justice sous le prisme d'une approche programmatique avec le concours des partenaires techniques et financiers.

Des défis dans la promotion et la protection des droits de l'homme et du genre en général et la promotion de l'égalité homme femme en particulier ont été lancés par la Justice pour appuyer le Politique Nationale Genre adoptée en 2011.

Les questions des droits de l'homme et du genre constituent une des priorités et pour cela, il a en été consacré une composante à part entière.

Sous l'impulsion des plus hautes autorités, le redressement de la justice est devenu le socle sur lequel le nouvel Etat du Mali se bâtira.

La réforme systémique de la justice ainsi prônée a engendré le contrat de transparence entre les membres de la famille judiciaire et les autres acteurs de la société dans le but de faciliter la saine distribution de la justice au bénéfice du peuple, la promotion du droit d'accès à la justice des femmes et des hommes et le respect des engagements pour une justice performante, crédible, responsable et indépendante.

Par ailleurs, à l'analyse du genre et l'égalité homme femme démontre un déséquilibre assez important quant à la représentativité entre les hommes et les femmes dans les corps de métier de la justice. Le nombre de femmes diminue en allant vers les échelons supérieurs : elles ne représentent que 7,5% de l'effectif total des magistrats. Elles ne représentent que 10.7% des effectifs des ordres professionnels. Par contre, elles sont plus nombreuses dans les échelons inférieurs où elles représentent 80,5% des auxiliaires de justice.

Au niveau des gaps à combler :

- la plupart des activités menées dans le cadre du genre au niveau du secteur de la Justice ont été financées par les partenaires ;

- les ressources nationales allouées aux activités genre ne permettent pas d'avoir les résultats escomptés dans la promotion du genre et la lutte contre les Violence Basées sur le Genre ;
- les comités sectoriels doivent déjà être opérationnels, tel n'est pas le cas au niveau du secteur de la Justice, d'où les difficultés dans la mise en œuvre du plan d'actions de la Politique Nationale Genre.

B. Mesures spécifiques ou stratégies de réduction des inégalités liées au genre

Afin de remédier à ces déséquilibres accrus au niveau des effectifs de personnel juridique et judiciaire et de corriger les disparités d'accès aux services publics et privés de la justice, des politiques, programmes et orientations ont été initiés par le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme et leur mise en œuvre a démarré.

En septembre 2008, la politique d'Egalité Femme-Homme du Ministère de la justice fut adoptée. Cette politique est axée sur l'égalité en droit et dans les faits pour les femmes et les hommes et sur l'égalité entre les femmes et les hommes aux postes et professions du système judiciaire. Elle est assortie d'un Plan d'Actions et la mise en place d'un Comité Aviseur Genre dont une des missions est de promouvoir l'égalité entre hommes et femmes au sein de l'appareil judiciaire.

Par ailleurs, avec l'adoption en 2011 de la Politique Nationale Genre, le département de la justice à l'instar des autres départements a créé un point focal genre avant la création d'un comité sectoriel d'institutionnalisation de la politique nationale genre, chargé de la mise en œuvre de ladite politique et de la promotion de l'égalité et l'équité entre les hommes et les femmes.

Toujours dans la promotion du genre, les actions ont surtout concerné le milieu carcéral par la systématisation des quartiers séparés hommes/femmes/enfants, d'une part et l'amélioration des conditions de vie des femmes en milieu carcéral avec la distribution des « kits de dignité ». Toutes ces actions sont le fruit du partenariat avec la Munisma avec son projet « Prison Mandela ».

En outre, dans le cadre de la mise en œuvre de la politique national genre au niveau du secteur de la justice, quelques activités ont été réalisées :

- le projet de politique nationale en matière de droits de l'Homme a été adapté au contexte actuel ;
- l'amélioration de l'accessibilité à la justice s'est traduite surtout par la mise en œuvre d'un système de communication et l'opérationnalité des Bureaux de l'Assistance Judiciaire;
- le Fonds d'appui à la société civile en matière d'accès à la justice et aux droits de la personne pour la prise en charge des violences basées sur le genre a été créé ;
- l'amélioration des conditions de détention avec la généralisation des quartiers ou cellules séparé(e)s.
- le renforcement de capacité en genre et violences basées sur le genre de certains acteurs de la Justice a été fait avec l'appui des partenaires tels que le MJP (Mali Justice Project).
- le renforcement de capacité en genre et violences basées sur le genre des membres du Cabinet et des directeurs des services centraux du ministère de la Justice et des droits de l'Homme, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme « Initiative Spotlight » a été fait avec l'appui de ONU femmes.

C. Evaluation des activités genre 2020

Le ministère de la Justice a réalisé peu d'activités relative au genre malgré la programmation dans le Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses et du Projet Annuel de Performance (DPPD-PAP) 2020-2022. La non réalisation desdites activités s'explique par la crise sanitaire causée par la COVID-19. Toutes ressources prévues pour la prise en charge des activité genre ont contribuer à l'acquisition des matériels de prévention contre la COVID-19.

En matière de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, le ministère de la Justice et des Droits de l'Homme est partie prenante du Spotlight, un programme du Systèmes des Nations Unies, Co-piloté par le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale.

Analyse de la situation :

Les ressources qui étaient prévues pour la réalisation des activités genre ont servi à l'acquisition des matériels de prévention contre la COVID-19.

D. <u>Recommandation</u> :

Au regard de ce qui précède, nous souhaiterions une augmentation du budget alloué au genre pour pouvoir réaliser des activités dans le cadre de la promotion du genre, de la lutte contre les violences basées sur le genre et l'égalité entre homme et femme au sein du secteur de la Justice.

3.1.3.Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Modernisation de l'Administration

Missions :

Le Ministère de la Communication répond depuis la formation du Gouvernement de la transition (septembre 2020) aux deux ex ministères de la Communication et de l'économie numérique et de la prospective. Ces ex-ministères avaient des missions très succinctes.

Le Ministère de la Communication a pour mission de préparer et de mettre en œuvre la politique nationale dans le domaine de la communication et de l'économie numérique et de la prospective prépare et met en œuvre la politique nationale dans les domaines des technologies de l'information, de la poste et de la prospective.

L'Etat dans sa réorganisation institutionnelle a renforcé le département en le dotant de la modernisation de l'administration. Cette modernisation de l'administration doit toucher toute l'administration en termes d'innovation et développement.

A. Les Enjeux genre

L'inégalité persistante entre hommes et femmes dans les domaines de la communication, de l'information et des nouvelles technologies diminue relativement grâce aux efforts entrepris dans le secteur.

La progression favorable des indicateurs que ce soit pour l'accès à la radio, à la télévision, au

Téléphone et à l'internet, améliore l'image de la femme dans les médias. Des avancées sont notées dans le domaine de l'information et de l'animation qui donne une image de femme élégante et moderne, impliquée dans sa profession, engagée, compétente, égale à ses collègues masculins.

Aussi, dans le domaine de la publicité et les sketchs, les clichés montrant une image négative de la femme s'améliorent, ils montrent de plus en plus les femmes au centre de la décision, participatives, entreprenantes et impliquées.

La modernisation économique et sociale du Mali, à laquelle les femmes prennent une part importante, passera par l'amélioration de l'accès à Internet, un accès encadré des femmes à Internet permet de réelles perspectives d'apprentissage, et d'accès à un nombre particulièrement important de documents pédagogiques.

La répartition des effectifs de la fonction publique d'Etat selon le statut, la catégorie et le sexe du département de la Communication en 2020.

Catégorie	Masculin		Féminin		Total
	Effectif	Pourcentage %	Effectif	Pourcentage %	
Fonctionnaires					
A	16	72,72	6	27,27	22
B2	1	25	3	75	4
B1	6	42,85	8	57,14	14
C	1	33,33	2	66,67	3
Contractuel					
	12	66.66	6	33,33	18
Total	**36**	**67,93**	**17**	**32,07**	**53**

NB : les données démographiques des structures ne figurent pas dans ce tableau

B. Lesstratégies de réduction des inégalitésliées au genre

- la visions ectorielle à long termeest d'accélérer le processus de développement par une utilisation accrue des TIC, grâce à un accès universel aux technologies de l'information et de la communication de qualité.
- l'objectif stratégique consiste à étendre et améliorer la qualité des infrastructures et services de communication et à assurer l'accessibilité de tout citoyen à unmoyen de communication à moindre coût les principaux acteurs sont: l'Administration, les PTF, lesusagers des infrastructures et moyens de communication existants, lesjournaux et radiosprivés, lessyndicats et les ONG (Organisations Non Gouvernementales).

Les Partenaires Techniques évoluant dans les TIC sont la Banque Africaine de Développement (BAD) et l'Agence Française de Développement (AFD) avec le projet « Techno ». La Loi sur la Publicité adoptée et sa mise en œuvre entamée pour lutter efficacement contre les clichés dépassés, réducteurs et dégradants qui véhiculent une image négative des femmes.

Mettre la promotion féminine au centre de la communication et du numérique.

Objectif	Indicateurs	Activités 2019	Cible			Activités 2021
			2020	2021	2022	
OBJECTIF :1 : Promouvoir la prise en charge de la question féminine dans le domaine de la communication et du numérique.	1.1 : Pourcentage de réalisations		0	0	250	1.1.1 acquisition de biens et services au profit des services et des femmes; 1.1.3. Réalisation des missions de suivi et de supervision des activités 1.1.4. Voyages d'étude et d'échanges. 1.1.5. Mise en œuvre des projets de partenariat Développement de partenariats techniques entre les départements sectoriels, les ONG et les PTF. 1.1.6. Réalisations d'activités ORTM, ANCD, AMAP et AGETIC, de plaidoyer et de communication en faveur de la promotion des droits de la femme. 1.1.7. Etudes et recherches.

C. Les mesures spécifiques

Le département du Ministère de la communication n'a toujours pas bénéficié de fonds dédié aux genres malgré la forte implicationde la femme dans les activités majeures de développement notamment la connexion à l'Internet des communes et des écoles du Mali réalisées par l'AGETIC, la promotion de l'information et de la communication, l'extension de la couverture TV/FM du territoire national et à la réalisation et la diffusion des paquets pédagogiques par l'ANCD ainsi que la couverture du territoire national en télévision et en radio par l'ORTM.

CONCLUSION:

Le constat général, est qu'il existe toujours un écart important entre les hommes et les femmes surtout au sommet des institutions publiques et politiques. Alors ilest important d'avoir une vision commune du concept Egalité Hommes / Femmes et de la Politique Nationale Genre pour bien appréhender toutes les dimensions liées à la représentativité des femmes dans les postes supérieurs et de décision.

3.1.4. Ministère du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social

I. INTRODUCTION

- Le Ministère du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue Social prépare et met en œuvre la politique nationale dans les domaines du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue Social.
- A ce titre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :
- la promotion du dialogue social, la prévention et la gestion des conflits collectifs ;
- la coordination des rapports du gouvernement avec les organisations syndicales et patronales ;
- l'élaboration, la mise en œuvre et le contrôle de la législation du travail dans le secteur privé ;
- les mesures de lutte contre le travail des enfants, les discriminations et les harcèlements dans les lieux du travail ;
- l'élaboration, l'application ou le contrôle de l'application des règles relatives à l'emploi du personnel civil de l'Etat et des organismes publics de l'Etat ;
- l'élaboration, et la mise en œuvre de la politique salariale et de rémunération de l'Etat ;
- l'amélioration de la performance du personnel civil de l'Etat et des organismes publics de l'Etat ;
- l'élaboration et l'application des règles relatives à la détermination de la représentativité et de la légitimité des organisations syndicales ;
- la gestion du personnel relevant du statut général des fonctionnaires.
- Le Ministère contribue à la mise en œuvre de plusieurs politiques nationales du pays notamment la Politique Nationale Genre du Mali (PNG-Mali). Cette Politique est une opportunité à saisir en vue d'instaurer et préserver l'égalité des chances afin que le sexe ne soit plus un facteur de discrimination.
- C'est pourquoi le ministère doit jouer son rôle eu égard à la transversalité de ses attributions et à sa position centrale dans la conception et la mise en œuvre des Politiques Publiques. Pour atteindre cet objectif, il a été mis en place le Comité d'Institutionnalisation Genre chargé entre autre de veiller à la prise en compte des questions genre dans la formulation des Politiques Publiques au niveau du ministère en chargé du Travail et de la Fonction Publique.

II. LES ENJEUX-GENRE

Il y a eu une nette amélioration du nombre de femmes candidates au concours d'entrée à la Fonction publique en 2019. En effet, sur un ensemble de **26 693** candidats, elles étaient au nombre de **15 521** soit **58,15%** contre**53,91%** en 2018. Cette amélioration du taux de participation se fait sentir au niveau du taux d'admission. En effet **313** femmes ont été admises en 2019 sur **866** admis soit **36,25%** contre **30,96%** en 2018.
Cette situation demeure un enjeu par rapport à la représentativité des femmes dans la Fonction Publique et dans les prises de décision puisque plus de la moitié de ces femmes sont de la catégorie B1.

Tableau 1: Répartition du personnel actif de la Fonction Publique de l'Etat selon la Catégorie et le sexe en 2019

Catégories	M		F		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	% F
A	13 206	81,11	3 076	18,89	16 282	5,66
B2	7 844	63,76	4 459	36,24	12 303	8,20
B1	2 777	46,45	3 201	53,55	5 978	5,89
C	4 029	68,71	1 835	31,29	5 864	3,37
Contractuels	9 552	68,43	4 407	31,57	13 959	8,10
Total	37 408	68,78	16 978	31,22	54 386	31,22

Source : Base de données-DNFPP_2019

Tableau 2 : Nombre de candidats au concours d'entrée à la fonction publique de l'Etat
Unité : Nombre

Catégories	Inscrit Général			Présent Général			Poste ouvert Général
	M	F	Total	M	F	Total	Total
A	1 594	502	2 096	1 340	422	1 762	204
B2	3 619	2 906	6 525	3 210	2 605	5 815	324
B1	2 977	11 545	14 522	2 686	10 475	13 161	178
C	4 321	2 214	6 535	3 955	2 023	5 978	178
Total	12 511	17 167	29 678	11 191	15 525	26 716	884
% F	57,84				58,11		

***Source** : CNCFP _Rapport d'activités _2019*

Tableau 3 : Nombre de candidats admis au concours d'entrée à la fonction publique de l'Etat
Unité : Nombre

Catégorie	Sexe			Centre	s			Total
		Bamako	Kayes	Sikasso	Ségou	Mopti	Gao	
A	M	132	4	3	8	5	2	154
	F	39	0	0	0	0	0	39
	T	171	4	3	8	5	2	193
B2	M	159	5	12	10	3	3	192
	F	116	0	2	5	1	4	128
	T	275	5	14	15	4	7	320
B1	M	75	3	0	2	6	1	87
	F	80	3	2	0		3	88
	T	155	6	2	2	6	4	175
C	M	87	7	12	12	1	0	119
	F	38	3	4	11	3	0	59
	T	125	10	16	23	4	0	178
Total par centre		726	25	35	48	19	13	866
% Femme		37,60	24,00	22,86	33,33	21,05	53,85	36,26

***Source** : CNCFP _Rapport d'activités _2019*

III. LES STRATEGIES DE REDUCTION DES INEGALITES LIEES AU GENRE

Dans le cadre des reformes publiques, le Programme de Développement Institutionnel (PDI) 2ème génération, dans son plan opérationnel, a inscrit des actions en vue d'intégrer et de promouvoir de manière transversale la dimension « Equité-Genre ».

A cet effet, la Direction nationale de la Fonction publique et du Personnel a été dotée d'une structure organisationnelle pérenne, une section équité-genre, chargée de développer et de mettre en œuvre un programme d'accès à l'équité dans l'administration publique.

Le 12 décembre 2019, un Protocole d'accord de partenariat pour le financement du Projet « Femmes Futures (hauts) Fonctionnaires du Mali dénommé 3F-MLI », a été signé entre le ministère de la Refondation de l'Etat et le ministère du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue social.
Le projet « Femmes futures (hauts) fonctionnaires du Mali ou 3F-MLI » a pour objectif global d'augmenter les chances de succès des femmes aux concours d'entrée à l'Ecole Nationale d'Administration (ÉNA) pour les neuf

(09) corps d'emploi de haut niveau. Il s'agit des Administrateurs civils, Administrateurs du Travail et de la Sécurité Sociale, Conseillers des Affaires Etrangères, Planificateurs, Inspecteurs des Douanes, Inspecteurs des Finances, Inspecteurs des Impôts, Inspecteurs des Services Economiques et Inspecteurs du Trésor.

IV. EVALUATION DES ACTIONS GENRE EN 2020

Les tableaux suivant présentent l'exécution desactions genre du département en 2020.

Tableau 4 : Programme 1.012 Administration Générale

Programme 1.012		Références		Evaluation 2020		
Objectif	Indicateurs	2018	2019	Prévu	Réel	Taux en %
OBJECTIF1:Préserver et consolider la paix sociale	Indicateur N°1.3. Taux d'exécution du programme d'activités genres du département	50	0	90	50	55,56

La principale activité programmée par le Comité d'Institutionnalisation Genre savoir la formation en budgétisation sensible au genre a été réalisée.
Aussi, le Comité à travers sa présidente a participé à plusieurs activités qui concourent à la mise en œuvre de la Politique National Genre (PNG).

Ces activités sont entre autres :

- l'étude de la sous représentativité des femmes dans la Fonction Publique (élaboration des TDR, suivi) ;
- la retraite ONU Femmes et Groupe d'Experts PBSG ;
- l'élaboration de la feuille de route de mise en œuvre du PBSG ;
- le Co-parrainage de la conférence Débat sur le thème « implication des femmes syndicalistes pour l'apaisement du climat social au Mali dans le monde du travail » ;
- l'atelier de haut niveau sur les reformes de la santé ;
- les ateliers d'élaboration de la Politique National de l'Enseignement (en cours).

Tableau 5 : Programme 2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'État

Programme 2.030		Références		Evaluation 2020		
Objectif	Indicateurs	2018	2019	Prévu	Réel	Taux en %
Objectif 4 : Assurer l'équité genre dans la fonction publique	Indicateur N°4.1. Taux d'exécution du programme d'identification des handicapés dans la Fonction publique	-	-	5	0	0,00
	Indicateur N°4.2. Pourcentage de femmes cadre dans la Fonction publique	15	23,61	19	19	100

L'indicateur n°4.1 n'a pas connu d'exécution parce qu'il n'y a pas eu de concours direct de recrutement. Il faut rappeler que le pourcentage de nouveaux fonctionnaires en situation de handicap recrutés se fait par rapport au nombre de nouveaux fonctionnaires recrutés.

Au 31 décembre 2020, les femmes fonctionnaires de la catégorie « A » étaient au nombre de 3 114 contre 13 368 hommes de la catégorie « A ». L'ensemble des femmes fonctionnaires étaient de 12 875. Cette situation est déterminée dans le logiciel de gestion des ressources.

Tableau 6: Programme 2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail.

Programme 2.031		Références		Evaluation 2020		
Objectif	Indicateurs	2018	2019	Prévu	Réel	Taux en %
OBJECTIF N°3 : Rendre performant les services du travail	Indicateur N°3.1. Pourcentage d'Inspecteurs ou de Contrôleurs du Travail formés (dont femmes)	41 (60)	34,00 (15,00)	45	57 (60)	127

Au cours de l'année, 60 Inspecteurs et Contrôleurs du travail dont 36 femmes sur un total de 106 Inspecteurs et Contrôleurs du Travail ont été formés soit un pourcentage d'Inspecteurs ou Contrôleurs du Travail formés de 57 % dont 60% de femmes.

V. PLANIFICATION ET BUDGETISATION DES ACTIONS GENRE

Les trois Programmes du Département mènent des activités genre sensible qui sont évalué par les indicateurs consigné dans le tableau suivant :

Tableau 7: Les indicateurs genre sensible du Ministère du Dialogue Social, du Travail et de la Fonction Publique

Programmes	Objectifs	Indicateurs	Réalisations		Prévisions	
			2019	2020	2021	2022
Programme 1.012	OBJECTIF 1: Préserver et consolider la paix sociale	Indicateur N°1.3. Taux d'exécution du programme d'activités genres du département	0,00	50,00	100	100
Programme 2.030	Objectif 4 : Assurer l'équité genre dans la fonction publique	Indicateur 4.2 : Pourcentage de nouveaux fonctionnaires Femmes en situation de handicap recrutés	-	5	5	5
		Indicateur 4.3 : Pourcentage de femmes catégories « A » dans la Fonction Publique d'Etat	23,61	19,00	25,00	30,00
Programme 2.031	OBJECTIF N°2 : S'assurer de l'application de la législation et de la règlementation du travail	Indicateur N°2.3. Pourcentage d'Inspecteurs ou de Contrôleurs du Travail formés (dont femmes)	34(15)	57 (60)	50(35)	55(40)
	OBJECTIF N°4 : Promouvoir les actions de lutte contre le travail des enfants	Indicateur N°3.2.Pourcentage des filles victimes des pires formes de travail des enfants identifiées	-	-	-	50

Source : MDSTFP/DPPD-PAP 2022-2024

Tableau 8: Les activités genre sensible du Ministère du Dialogue Social, du Travail et de la Fonction Publique

Activités	Structures responsables	Coût prévisionnel
Tenue des cadres de concertation sur le genre	Cabinet	5 000 000
Formation des cadres du Département en budgétisation sensible au genre	Cabinet	5 000 000
Renforcement des compétences des gestionnaires des ressources humaines en équité genre	DNFPP	15 000 000
Elaboration d'un répertoire des femmes cadres	DNFPP	4 000 000
Tenue des sessions de formation des Inspecteurs ou Contrôleurs du travail	DNT	3 500000
Total		

CONCLUSION:

Le constat général, est qu'il existe toujours un écart important entre les hommes et les femmes surtout au sommet des institutions publiques et politiques. Alors il est important d'avoir une vision commune du concept Egalité Hommes / Femmes et de la Politique Nationale Genre pour bien appréhender toutes les dimensions liées à la représentativité des femmes dans les postes supérieurs et de décision.

3.2. Accès équitable aux droits sociaux (Services sociaux de Base)

3.2.1. Ministère de la Santé et du Développement Social ;
3.2.2. Ministère de l'Education Nationale ;
3.2.3. Ministère des Mines de l'Energie et de l'Eau ;
3.2.4. Ministère de l'Environnement de l'Assainissement et du Développement Durable
3.2.5. Ministère de l'Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique ;
3.2.6 Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population

.
.

3.2.1. Ministère de la Santé et du Développement Social

Introduction :

La mise en œuvre de la politique de santé et de population adoptée en 1990 a permis une véritable révolution dans les approches communautaires et partenariales pour le développement socio-sanitaire. Elle a jeté les bases de l'opérationnalisation de l'approche sectorielle qui s'est matérialisée à travers la mise en œuvre du Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social (PDDSS) 1998–2007 et les deux programmes quinquennaux de Développement Sanitaire et Social, les PRODESS I et II. L'évaluation de ce PDDSS effectuée en 2011 a révélé :

A) Des forces qui se résument essentiellement en :

(i) une amélioration modérée et progressive des indicateurs de santé ;
(ii) un progrès important dans l'extension géographique du réseau des CSCom ;
(iii) un renforcement de la responsabilité des acteurs et actrices comprenant une plus grande maitrise du développement du secteur et un renforcement de la solidarité avec l'institutionnalisation de l'assurance maladie obligatoire (AMO), le régime d'assurance médicale (RAMED) et les appuis consentis au développement des mutuelles.

B) Des faiblesses en terme :

(i) d'insuffisances dans la performance du système de santé et
(ii) d'efforts à faire pour l'accès universel aux soins de santé.

La vision du PDDSS 2014-2023 se décline, comme étant le meilleur état de santé possible pour l'ensemble de la population malienne, en général, et pour les femmes et les enfants, en particulier, à travers un accès universel à des soins de santé de qualité à tous les niveaux de la pyramide sanitaire.

Les fondements, valeurs et principes de cette Vision pour la santé sont basés sur la Constitution du Mali qui reconnaît la santé comme un droit fondamental. L'Etat a, par conséquent, le devoir de définir et mettre en œuvre une politique de santé pertinente et cohérente qui répond aux aspirations légitimes des populations et aux exigences du contexte international

Pour la mise en œuvre des principes et valeurs mentionnés supra et de ses engagements internationaux, le Mali a pris un certain nombre de textes législatifs et a adopté des politiques nationales qui traduisent sa volonté politique en faveur de la santé et de la prise en compte de des questions de Genre dans les politiques de santé. Il s'agit, notamment de :

A. Les enjeux genre /gaps à combler

1. Les enjeux genre

Les efforts déployés par le Gouvernement du Mali avecl'appui des PartenairesTechniques et Financiers ont permis d'améliorer significativement l'état de santé de la mère et de l'enfant. C'est ainsique[5] le taux de mortalité infanto-juvénile est de 101/1000 en 2018, le taux de mortalité infantile est de 54/1000 en 2018 et le taux de mortalité maternelle est passé de 368 (2013) à 325 (2018) pour 100.000 naissances vivantes (EDSM VI).

En observant les tendances, on peut aisément affirmer que, si des actions vigoureuses et courageuses ne sont pas prises, le rendez-vouspourl'ODD N°03 (Bonne santé et Bien-être) pour les femmes et les enfants ne sera pas respecté même au-delà de 2030.

1.1. Situation Sanitaire

En nous référant au rapport de suivi des ODD 2016-2017, notamment l'ODD N°03 (Bonne santé et Bien-être) et des résultats de l'EDSM VI 2018, il est procédé à une présentation thématique de la situation sanitaire.

a) Mortalité infantile et mortalité juvénile

Les informations sur la mortalité des enfants sont pertinentes pour l'évaluation démographique de la population, et sont considérées comme un indicateur important du développement socio-économique et de la qualité de vie d'un

[5] EDSM IV (2006), EDSM V (2012).

pays. Elles peuvent aussi permettre d'identifier les enfants qui courent des risques élevés de mortalité et de mettre en place des stratégies pour réduire ces risques, comme par exemple, la promotion de l'espacement des naissances.

- **Mortalité infanto-juvénile** : Pour la période des 5 années ayant précédé l'enquête, sur 1 000 naissances vivantes, 101 sont décédées avant d'atteindre leur cinquième anniversaire.
- **Mortalité infantile** : Pour la période des 5 années ayant précédé l'enquête, sur 1 000 enfants nés vivants, 54 sont décédés avant leur premier anniversaire.
- **Variation selon l'intervalle avec la naissance précédente** : Le risque de décès des enfants de moins de 5 ans pour la période des 10 années ayant précédé l'enquête diminue avec l'allongement de la durée de l'intervalle inter génésique, passant de 179 ‰ lorsque la durée est inférieure à 2 ans à 57 ‰ quand elle est d'au moins 4 années.
- **Variation selon le quintile de bien-être économique** : Le risque de mortalité infanto-juvénile diminue du quintile le plus bas (143 ‰) au quintile le plus élevé (57 ‰).
- **Mortalité néonatale** : Globalement, on observe une baisse continue de la mortalité des enfants notamment à partir de 2001. Estimé à 113 ‰ en 2001, le quotient de mortalité infantile est passé à 54 ‰ en 2018. Durant la même période, le quotient de mortalité infanto-juvénile a aussi diminué, passant de 229 ‰ à 101 ‰.

Les risques de mortalité des enfants ont tendance à baisser avec l'acquisition par la mère d'un niveau d'instruction, cela quelle que soit la composante de la mortalité.

Le quotient de mortalité infantile passe de 64 ‰ parmi les enfants dont la mère n'a aucun niveau d'instruction à 57 ‰ parmi ceux dont elle a le niveau primaire et à un minimum de 38‰ quand elle a le niveau supérieur. Il en est de même pour la mortalité infanto-juvénile qui varie respectivement de 120 ‰ à 109 ‰ et à 63‰.

Il revient à dire que le rôle de la femme dans les prises de décisions concernant la santé des enfants reste un facteur important d'où la nécessité de la scolarisation des filles, leur maintien à l'école et l'achèvement de leurs cycles d'études.

b) Santé maternelle[6]

L'EDSM VI (2018) fait ressortir que :

- Parmi les femmes ayant eu une naissance vivante au cours des 5 années ayant précédé l'enquête, 80 % ont reçu, pour la naissance la plus récente, des soins prénataux dispensés par un prestataire formé ; 43 % ont effectué au moins les quatre visites prénatales recommandées et, dans 36 % des cas, la première visite prénatale a eu lieu au premier trimestre de la grossesse ;
- Pour la moitié des femmes (50 %), la dernière naissance a été protégée contre le tétanos néonatal ;
- Parmi les naissances vivantes ayant eu lieu au cours des 5 années ayant précédé l'enquête, 67 % ont eu lieu dans un établissement de santé. À l'opposé, 33 % ont eu lieu à la maison ;
- Parmi les femmes ayant eu une naissance au cours des 2 dernières années, près de six sur dix (56 %) ont reçu des soins postnatals dans les 2 premiers jours après l'accouchement. Cependant, 40 % des femmes n'ont jamais reçu de soins postnatals ;
- Parmi les naissances ayant eu lieu au cours des 2 années avant l'enquête, 42 % n'ont reçu aucun soin postnatal. Dans 54 % des cas, l'état de santé du nouveau-né a été examiné dans les 2 jours qui ont suivi sa naissance.

Selon le rapport de suivi des ODD 2016-2017[7], l'appréciation de la dynamique de la disponibilité ou de la proximité des infrastructures de santé est plutôt stagnante. La part de la population vivant dans un rayon de 5 Km d'un centre

[6] Rapport Final EDSM VI – 2018 – Page 157

[7] Rapport de suivi des ODD – 2017-2017

de santé fonctionnel garde le même niveau de taux (58%) depuis l'année de référence qu'est 2015. Selon les objectifs du secteur le seuil cible était de 60% en 2017 et 61% de prévision pour 2021.

Les tendances de l'EDSM –VI 2018 montrent que :

- la proportion de naissances qui ont eu lieu dans un établissement de santé a augmenté progressivement, de 38 % en 2001 à 45 % en 2006 puis à 67 % en 2018, pendant que les accouchements à la maison diminuaient sensiblement, passant de 61 % en 2001 à 54 % en 2006 puis à 33 % en 2018.
- environ deux tiers (67 %) des naissances ont eu lieu avec l'assistance d'un prestataire de santé formé, en majorité les infirmières ou sages-femmes (40 %) et, dans une moindre mesure, les matrones (22 %).

L'accès aux établissements de santé dans les zones rurales est plus difficile que dans les zones urbaines en raison de la distance, de l'inaccessibilité et du manque d'infrastructures appropriées. Globalement, une femme sur trois (33 %) a accouché à la maison au cours des 5 années précédant l'enquête (Tableau 9.5). À l'opposé, les deux tiers (67 %) des naissances ont eu lieu dans un établissement de santé, en majorité dans les établissements du secteur public (63 % contre 4 % dans le secteur privé.

c) Les Vaccinations des enfants

La couverture vaccinale de base chez les enfants de 12-23 mois a augmenté entre 1995-1996 et 2006, passant de 32 % à 48 %. Cependant, cette tendance à l'augmentation ne s'est pas poursuivie puisque en 2018, le pourcentage d'enfants ayant reçu tous les vaccins de base a légèrement diminué et n'est plus que de 45 %. (Graphique 10.2)[8].

La connaissance de l'état des données qui sont les évidences favorise la participation des mères aux instances de planification, de mise en œuvre et de suivi des programmes de santé destinés aux enfants.

d) Le Paludisme[9] :

Les principaux résultats de l'EDSM VI 2018 font ressortir :

- Possession de MII : Neuf ménages sur dix (90 %) disposent au moins d'une MII
- Source d'obtention de moustiquaires : Environ six moustiquaires sur dix (62 %) ont été obtenues lors des campagnes de distribution.
- Accès aux MII : Les trois quarts (75 %) de la population des ménages ont accès à une MII dans le ménage.
- Utilisation de MII : 73 % de la population des ménages avaient dormi sous une MII la nuit avant l'interview.
- Utilisation de TPIg : Seulement 28 % des femmes de 15-49 ans ayant eu une naissance vivante au cours des 2 années ayant précédé l'enquête ont déclaré avoir reçu trois ou plus de SP/Fansidar pendant la grossesse de leur dernière naissance vivante.
- Accès aux messages sur le paludisme : Au cours des 6 derniers mois, 51 % des femmes et 51 % des hommes ont entendu ou vu des messages sur le paludisme.

e) Problèmes d'accès aux soins de santé[10]

Selon l'EDSM VI les problèmes d'accès aux soins de santé sur lesquels les populations enquêtées se sentaient concernées sont entre autres :

- obtenir la permission d'aller chez un médecin (problème lié à position dans la prise de décision) ;
- avoir l'argent pour des conseils ou un traitement (problème lié au la possession de revenus) ; Distance à l'établissement de santé (problème lié à l'accessibilité physique des structures de santé) Ne pas vouloir aller seule (problème de soutien en accompagnement)

[8]Rapport Final EDSM VI- Page 187
[9] Rapport Final EDSM VI- Page 239
[10] Rapport Final EDSVI 2018- Page 168

Tableau 9.14 Problèmes d'accès aux soins de santé_[11]
Pourcentage de femmes de 15-49 ans qui ont déclaré qu'elles avaient des problèmes importants d'accès aux soins de santé quand elles étaient malades, par type de problèmes, selon certaines caractéristiques sociodémographiques, EDSM-VI Mali 2018

	Problèmes d'accès aux soins de santé					
CaractéristiqueSociodémographique	Obtenir la permission d'aller se faire soigner	Obtenir l'argent pour se faire soigner	Distance jusqu'à l'établissement de santé	Ne veut pas s'y rendre seule	Au moins un problème d'accès aux soins de santé	Effectif de femmes
Groupe d'âges						
15-19	24,2	34,2	25,4	19,7	40,8	2 104
20-34	26,1	39,1	27,7	18,8	45,6	5 511
35-49	30,9	47,7	32,3	22,7	55,2	2 904
Nombre d'enfants vivants						
0	21,0	30,9	23,3	17,7	37,3	2 247
1-2	27,4	38,8	28,2	19,5	46,0	2 947
3-4	26,7	41,3	29,3	20,9	48,2	2 582
5+	32,0	49,5	32,4	21,8	56,0	2 742
État matrimonial						
Célibataire	22,1	31,9	22,3	17,2	37,1	1 678
En union	28,0	41,8	29,5	20,5	49,0	8 567
En rupture d'union	29,9	53,5	34,6	25,4	57,3	274
Emploi dans les 12 derniers mois						
Ne travaillait pas	27,2	39,8	29,1	19,4	45,4	4 401
Travaillait et était payée en argent	26,4	3,8	25,3	17,7	47,4	4 323
Travaillait et n'était pas payée en argent	28,4	43,9	34,6	27,5	51,9	1 795
Résidence						
Bamako	29,0	33,3	17,4	6,6	39,9	1 839
Autres villes	20,9	30,7	17,6	13,6	33,4	926
Ensemble urbain	26,3	32,4	17,5	8,9	37,7 2	765
Rural	27,3	43,4	32,4	24,0	50,7	7 754
Région						
Kayes	26,0	38,6	28,8	21,4	46,6	1 535
Koulikoro	25,9	40,4	30,8	21,2	48,2	2 014
Sikasso	27,5	39,2	22,0	16,0	44,4	1 776
Ségou	20,0	43,9	28,9	16,3	50,8	1 616
Mopti	31,2	43,4	41,3	38,3	48,9	1 047
Tombouctou	41,4	60,0	49,5	41,1	67,8	387
Gao	31,4	48,5	41,6	40,1	55,9	293
Kidal	17,7	63,9	65,6	61,2	70,4	10
Bamako	29,0	33,3	17,4	6,6	39,9	1 839
Niveau d'instruction						
Aucun	30,1	46,4	33,8	24,0	53,6	6 892
Primaire	24,8	37,4	24,7	18,0	44,6	1 388
Secondaire ou plus	19,0	24,3	14,6	9,2	29,6	2 239
Quintiles de bien-être économique						
Le plus bas	34,6	54,9	45,2	35,3	62,2	1 846
Second	33,6	50,1	40,3	31,0	59,3	1 981
Moyen	27,2	42,1	28,4	20,0	48,6	2 011
Quatrième	21,6	34,8	20,1	13,0	40,5	2 217
Le plus élevé	21,0	25,8	14,1	6,3	31,6	2 465
Ensemble	27,1	40,5	28,5	20,1	47,3	10 19

[11] Tableau selon EDSM VI 2018

Il ressort du tableau 9.14 que plus de quatre femmes sur dix (47 %) ont déclaré qu'au moins un des problèmes cités lors de l'interview pouvait constituer un obstacle important pour recevoir un traitement ou un avis médical.

Parmi ces problèmes, obtenir l'argent pour le traitement (41 %) constitue le principal obstacle aux soins de santé le plus fréquemment cité par les femmes.

En dehors de ce problème, près de trois femmes sur dix (29 %) ont cité la distance à l'établissement de santé et pour 27 % des femmes, obtenir la permission d'aller se faire soigner peut constituer un problème quand elles recherchent des soins de santé.

f) Nutrition des enfants et des femmes :

Les résultats clés issus de l'EDSM VI montrent que sur le plan de l'état nutritionnel des enfants, trois enfants de moins de 5 ans sur dix (27 %) souffrent de malnutrition chronique ou retard de croissance, 9 % de malnutrition aigüe ou émaciation, 19 % présentent une insuffisance pondérale et 2 % un surpoids.

Au Mali, la prévalence de la malnutrition chronique ou retard de croissance est de 27 % dont 17 % de cas modérés et 10 % de cas sévères chez les enfants de moins de 5 ans. Quant à la malnutrition aigüe ou émaciation, la prévalence est de 9 % dont 3 % de cas sévères. Par ailleurs, environ deux enfants sur dix (19 %) souffrent d'insuffisance pondérale et 2 % présentent un surpoids (Graphique 11.2).[12]

g) Taux de fécondité désiré

Au Mali, si toutes les naissances non désirées étaient évitées, le nombre moyen d'enfants par femme serait de 5,5 enfants au lieu de 6,3 enfants **(Tableau 6.6)**[13]**.**

Les tendances montrent globalement, une baisse de l'Indice Synthétique de Fécondité (ISF), celui-ci étant passé de 7,1 enfants en 1987 à 6,3 enfants en 2018. On note la même tendance à la baisse concernant l'Indice Synthétique de Fécondité Désirée (ISFD) puisqu'il est passé de 6,6 enfants en 1987 à 5,5 enfants en 2018. L'écart entre l'ISF et l'ISFD, qui était demeuré stable entre 1995-1996 et 2006, a diminué entre 2006 et 2018, passant de 0, 6 à 0,8 enfants (Graphique 6.6). Variations par caractéristique

- l'ISFD est plus faible en milieu urbain qu'en milieu rural (4,2 enfants contre 6,0 enfants).
- les résultats selon la région montrent que l'ISFD varie d'un minimum de 2,6 enfants à Kidal à un maximum de 6,8 enfants à Tombouctou.
- l'ISFD diminue avec la hausse du niveau d'instruction, passant de 6,0 enfants parmi les femmes n'ayant aucun niveau d'instruction à 4,2 enfants parmi celles ayant un niveau d'instruction secondaire ou plus.

On retiendra que l'autonomisation économique de la femme et sa volonté d'expression sont à prendre en compte en matière de détermination des besoins sexospécifiques pour proposer des interventions en relation avec la fécondité et la planification familiale

h) Planification Familiale

En termes de prévalence de la PF, 16 % des femmes utilisaient au moins une méthode contraceptive au moment de l'enquête dont 15 % une méthode moderne et 1 % une méthode traditionnelle. Cette prévalence de la contraception est de 17 % chez les femmes actuellement en union et de 36 % parmi celles qui ne sont pas en union mais qui sont sexuellement actives (Graphique 7.1).

Le niveau d'utilisation de la contraception augmente avec l'augmentation du niveau d'instruction, passant, pour les méthodes modernes, de 14 % parmi celles n'ayant aucun niveau d'instruction à 18 % parmi celles ayant le niveau primaire et à 29 % parmi celles ayant le niveau secondaire ou supérieur.

Des informations sur la prise de décision concernant l'utilisation de la planification familiale ont été collectées auprès des femmes (enquêtées) font ressortir : Parmi les femmes en union qui utilisent actuellement la contraception, la décision d'utilisation est prise, dans 38 % des cas par la femme et le mari/partenaire ensemble.

[12] Rapport Final EDSM VI- Page 212
[13] Rapport Final EDSM VI-Page 113

Dans 38 % des cas, c'est principalement la femme qui a pris la décision et dans 23 % des cas, c'est le mari/partenaire. Ainsi, la femme est impliquée dans ce type de décision dans 76 % des cas**. (Tableau 7.12)**

Parmi les femmes en union qui n'utilisent pas actuellement la contraception, on constate que la décision de ne pas utiliser est une décision conjointe dans 14 % des cas. Dans 49 % des cas, la décision est prise principalement par la femme et dans 33 % des cas par le mari/partenaire principalement (Tableau 7.12-).[14]

i) Violences basées sur le genre (VBG)

Ce chapitre porte sur la violence domestique, une forme de violence basée sur le genre. Elle est définie par les Nations Unies comme tout acte de violence pouvant causer aux femmes, aux jeunes filles, aux hommes et aux jeunes garçons un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de libertés.

Les résultats essentiels issus de l'EDSM VI 2018, montrent que :

- au Mali, 45 % des femmes de 15-49 ans ont subi des actes de violence physique ou sexuelle.
- 27 % des femmes ont déclaré que leur conjoint avait déjà exercé, au moins, 3 des comportements de contrôle cités.
- 49 % des femmes de 15-49 ans en union ou en rupture d'union ont subi à n'importe quel moment des actes de violence conjugales à savoir les violences émotionnelle, physique et/ou sexuelle et parmi celles-ci 33 % ayant subi des actes de violence sexuelle ou physique à un moment quelconque, 33 % ont été blessées ; au cours des 12 derniers mois, ce pourcentage atteint 41 %.
- parmi les femmes qui ont subi des violences physiques ou sexuelles, 68 % n'ont jamais recherché d'aide et n'en ont jamais parlé à personne, 12 % n'ont jamais recherché d'aide mais en ont parlé à quelqu'un et seulement 19 % ont recherché de l'aide pour mettre fin à cette situation.

Tableau 17.6 Expérience de diverses formes de violences [15]

Âge actuel	Pourcentage de femmes de 15-49 ans qui ont subi diverses formes de violence, selon l'âge actuel, EDSM-VI Mali 2018				Effectif de femmes
	Violence physique seulement	Violence sexuelle seulement	Violence physique et sexuelle	Violence physique ou sexuelle	
15-19	27,0	3,0	6,6	36,6	713
15-17	27,6	3,1	2,2	32,8	387
18-19	26,3	3,0	11,9	41,1	326
20-24	30,9	0,9	12,6	44,5	650
25-29	31,8	2,9	11,8	46,5	730
30-39	34,9	1,0	13,3	49,2	1 121
40-49	37,2	1,4	7,8	46,4	570
Ensemble	32,5	1,8	10,8	45,1	3 784

Les évidences du tableau 17.6 montrent à bien des égards que les VBG doivent être prises en comptes dans la détermination des besoins sexo spécifiques en matière de respects des droits de la femme, d'en tenir compte dans les priorités du développement sanitaire.

1.2. Pouvoir d'action des femmes

Les résultats clés de l'EDSM VI 2018[16], montrent qu'au Mali, il n'est pas courant que les femmes prennent, principalement certaines décisions en niveau du ménage :

[14]**Rapport Final EDSM VI**-2018_ **Tableau 7.12** Prise de décision concernant la planification familiale Parmi les femmes de 15-49 ans, actuellement en union et utilisatrices actuelles de la planification familiale, répartition (en %) en fonction de la personne qui prend la décision d'utiliser la planification familiale; parmi les femmes actuellement en union qui n'utilisent pas actuellement la planification familiale, répartition (en %) en fonction de la personne qui prend la décision de ne pas utiliser la planification familiale, selon certaines caractéristiques socio démographiques. **Page 129**

[15] Rapport Final EDSM-VI Mali 2018 Page 371

[16] Rapport Final EDSM VI - Page 303

- **Contrôle de l'utilisation de l'argent gagné par la femme** : Dans 83 % des cas, les femmes décident principalement de l'utilisation de l'argent qu'elles gagnent et dans 6 % des cas, cette décision est prise conjointement avec le mari/partenaire.
- **Participation dans la prise de décision dans le ménage** : Le pouvoir de décision d'utiliser son revenu est pour la femme l'un des indicateurs directs de son statut. Ce pouvoir de décision permet d'apprécier son autonomie financière.

En effet, seulement 10 % des femmes participent dans les prises de décisions importantes du ménage, alors que 63 % des femmes n'ont été associées à la prise d'aucune décision.

Pour leurs propres soins de santé, la décision est prise principalement par l'homme dans 78 % des cas. En matière d'utilisation de leur gain, la quasi-totalité des hommes 97 %, ont déclaré qu'ils décidaient eux-mêmes de l'utilisation de leur revenu ; la femme n'est que rarement (3 % des cas) associée à cette prise de décision.

Quand il s'agit de décision concernant les achats importants pour le ménage, c'est encore l'homme qui décide principalement dans 77 % des cas, la femme n'étant impliquée dans cette décision que dans 20 % des cas. Même s'il décide principalement dans 70 % des cas, on note que l'implication de l'homme dans la prise de décision concernant les visites de la femme à sa famille ou à ses parents est moins importante puisque dans 28 % des cas, la femme est associée à la prise de décision (Graphique 14.4[17]) Page 309

- **Opinion concernant le fait qu'un mari batte sa femme** : Globalement, 79 % des femmes et 47 % des hommes pensent qu'il est justifié qu'un homme batte sa femme pour au moins une des raisons citées. Chez les femmes, le pourcentage de celles qui pensent qu'il est justifié qu'un homme batte sa femme pour, au moins, une des raisons citées passe de 74 % dans le quintile de bien-être économique le plus élevé à 80 % dans celui le plus bas. Chez les hommes, il passe, respectivement, de 27 % à 56.

Les déterminants directs de cette situation sont:

- l'accessibilité géographique et financière aux services de santé
- la disponibilité et la qualité des services de santé,
- la qualité et fonctionnement du système de référence/évacuation;
- la santé de la reproduction y compris la Planification familiale;
- l'état nutritionnel de l'enfant et de la femmeenceinte;
- la place de la femme et de l'homme dans la prise de décision dans la gestion de la santé communautaire;
- les pesanteurs socioculturelles;
- l'insécurité récurrente su rl'ensemble du pays.

2. Les gaps à combler

2.1 Objectif général:

Réduire le ratio de mortalité maternelle de 325 à 146 pour 100 000 naissances vivantes et le taux de mortalité néonatale de 33 à 20 pour 1 000 naissances vivantes d'ici 2030.

2.1.1 Objectifsspécifiques

- rendre disponibles et accessibles les soins obstétricaux et néonataux essentiels dans 100% des structures offrant les services de SR d'ici 2030;
- augmenter la disponibilité et l'accessibilité des SONUB de qualité de 36% à 60% des CSCom et des SONUC de qualitédans 100% des structures de référence (CS Réf, EPH) d'ici 2030;
- augmenter la prévalence contraceptive de 16% à 30% en 2030;
- renforcer les capacités des individus, des familles, de la communauté et des collectivités pour l'amélioration de la santé maternelle et néonataledans 95% des villages en 2030.

[17] Rapport Final EDSM VI Page 309 à 310

2.2.2. Résultatsattendus:

R1.la disponibilité et l'accessibilité du paquet de SR/PF et des soinsofferts par le système de référence / évacuationsontrenforcées;

R2. les ressources humaines en matière de SR/PF sont mieux développées;

R3. l'état nutritionnel des enfants de 0 à 59 mois et des femmes enceintes et allaitantes est amélioré;

R4. le changement de comportement nécessaire au niveau des populations en matière de sexualité SR est promu

R5. le système d'information sanitaire en matière de la SR estrenforcé;

R6. la gestion, la coordination, le suivi et l'évaluation sont renforcés.

B. Mesures spécifiques et stratégies pour réduire les inégalités de genre en Santé

Les mesures ou stratégies spécifiques

- renforcer l'accès aux soins prénataux et l'assistance à l'accouchement ;
- renforcer le système de référence évacuation ;
- repositionner la planification familiale dans les activités de la SR ;
- préconiser des mesures efficaces visant à éradiquer les violences faites aux femmes et aux enfants ;
- luttercontrela malnutrition sous toutes ses formes.

Au titre des politiques et des stratégies de développement :

- la Politique Sectorielle de la santé, 1990 ;
- la politique nationale de Solidarité, 1993 ;
- la Politique Nationale de Protection de l'Environnement, 1998 ;
- la Politique Nationale de Médecine Traditionnelle, 2005 ;
- la Politique Nationale de l'Eau, 2006 ;
- la Politique Nationale Genre, novembre 2010 ;
- la politique Nationale de Développement des Ressources Humaines pour la Santé en 2009 ;
- la Politique Nationale pour l'Abandon de la Pratique de l'Excision en 2010 ;
- la politique nationale de recherche ;
- la Politique Nationale de Nutrition (PNN) ;
- la Politique Nationale de l'Economie Sociale et Solidaire, 2014 ;
- le Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social 2014-2023 et son programme (PRODESS) ;
- la Politique Nationale de Protection Sociale, 2016 ;
- la Politique Nationale de l'Action Humanitaire, 2018 ;
- le Plan Décennal de Développement de l'Autonomisation de la femme, de l'Enfant et de la Famille (2020 - 2029 et son PRODAFFE 2020-2024.

Au titre des Lois

- la Loi n°02-044 du 24 juin 2002 relative à la santé de la reproduction ;
- la Loi n°02- 049 du 22 juillet 2002 portant Loi d'Orientation sur la Santé ;
- la Loi 02-050 du 22 juillet 2002 portant Loi hospitalière ;
- la Loi n°06-028 du 29 Juin 2006 fixant les règles relatives à la prévention, à la prise en charge et au contrôle du VIH/SIDA ;
- la loi n°2015- 052 du 18 décembre 2025 instituant des mesures pour promouvoir l'accès aux instances nominatives et électives et son décret d'application (décret N°2016-0909 du 16 décembre 2016 ;
- la loi n°2018-027 du 12 juin 2018, portant sur la promotion et la protection des personnes handicapées ;
- les conventions communautaires dans le cadre de l'abandon de la pratique de l'excision.

La prise en compte de la question de l'équité entre les sexes reste dans la pratique très limitée malgré les tentatives entreprises par la Direction Nationale des Collectivités Territoriales et les collectivités territoriales elles-mêmes pour l'intégrer.

L'attention semble s'être focalisée sur les quelques femmes élues comme maire ou conseiller, alors que la décentralisation est une opportunité inédite pour faire progresser un développement motivant. En plus, l'intégration des données du MFPFE dans le système d'information socio-sanitaire reste un défi majeur à relever.

Le nouveau PDDSS 2014 à 2023 a pour but de corriger les insuffisances constatées dans la mise en œuvre du précédent PDDSS. Il est l'instrument de mise en œuvre de la Politique Nationale de Santé consacrée par la Loi N°02- 049 du 22 juillet 2002, portant Loi d'Orientation sur la Santé. Le présent PDDSS est désormais, le document de référence nationale pour toutes les interventions dans le secteur de la santé et de l'Hygiène Publique, de la Solidarité et de l'Action Humanitaire et de la Reconstruction du Nord, de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.

a) Evaluation des activités genre N-1 (2020)

Programme 1.021: Administration, Coordination et Décentralisation

Le Comité Sectoriel d'Institutionnalisation de la Politique Nationale Genre a été mis en place en 2018. Il a eu à organiser une session de renforcement des capacités en 2020 au profit de ses **28 membres dont 17 femmes et 11 hommes.**

Programme 2.061 : Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion:

Tableau 1 : Pourcentage de personnes handicapées réinsérées

Régions	Nombre de personnes handicapées enregistrées			Nombre de personnes handicapées réinsérées			Taux de réinsertion		
	Hom	Femm	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Kayes	2 580	1 508	4 088	1 559	918	2 477	60,43	60,88	60,59
Koulikoro	410	232	642	2	1	3	0,49	0,43	0,47
Sikasso	84	688	1 536	109	29	138	12,85	4,22	8,98
Ségou	2 684	1 993	4 677	1 004	675	1 679	37,41	33,87	35,90
Mopti	6 288	4 580	10 868	837	532	1 369	13,31	11,62	12,60
Tombouc	1 14	921	2 135	233	173	406	19,19	18,78	19,02
Gao	170	157	327	63	41	104	37,06	26,11	31,80
Kidal	33	20	53	0	0	0	0,00	0,00	0,00
Bko	2 128	1 502	3 630	1 191	934	2 125	55,97	62,18	58,54
Menaka	0		0	0	0	0	0	0	0
Taouden	95	52	147	0	0	0	0,00	0,00	0,00
Ensemble Pays	**16 355**	**11 601**	27 956	**4 998**	**3 303**	8 301	30,56	28,47	29,69

Tableau 2 : pourcentage de satisfaction en besoin d'appareillage

Régions	Nombre de personnes handicapées en besoin d'appareillage enregistrées			Nombre de personnes handicapées en besoin d'appareillage satisfaites			Pourcentage de satisfaction en besoin d'appareillage		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Kayes	185	124	309	18	12	30	9,73	9,68	9,71
Koulikoro	204	162	366	5	4	9	2,45	2,47	2,46
Sikasso	217	183	400	3	4	7	1,38	2,19	1,75
Ségou	199	106	305		10	17	3,52	9,43	5,57
Mopti	359	151	510	1	0	1	0,28	0,00	0,20
Tombouctou	290	191	481	66	0	66	22,76	0,00	13,72
Gao	48	33	81	1	0	1	2,08	0,00	1,23
Kidal	13		22	0	0	0	0,00	0,00	0,00
District Bko	537	559	1 096	503	427	930	93,67	76,39	84,85
Menaka	0	0	0	0	0		0	0	0
Taoudeni	20	15	35	11	10	21	55,00	66,67	60,00
Ensemble Pays	**2 072**	**1 533**	**3 605**	**615**	**467**	**1 082**	**29,68**	**30,46**	**30,01**

Tableau 3 : Taux de suivi socio médical des personnes âgées

Régions	Nombre de personnes âgées enregistrées			Nombre de personnes âgées ayant bénéficié de suivi socio médical			Taux de suivi socio médical		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Kayes	4715	2875	7 590	414	281	695	8,78	9,77	9,16
Koulikoro	623	291	914	357	261	618	57,30	89,69	67,61
Sikasso	895	586	1 481	131	102	233	14,64	17,41	15,73
Ségou	6654	4402	11 056	4248	2916	7 164	63,84	66,24	64,80
Mopti	20 929	23 455	44 384	22 620	24 261	46 881	108,08	103,44	105,63
Tombouctou	1024	595	1 619	35	71	106	3,42	11,93	6,55
Gao	460	95	555	126	18	144	27,39	18,95	25,95
Kidal	123	119	242	0		0	0,00	0,00	0,00
DistrictBko	2447	2318	4 765	999	1047	2 046	40,83	45,17	42,94
Menaka	17	3	20	4		7	23,53	100,00	35,00
Taoudenit	3	2	5	3		5	100,00	100,00	100,00
Ensemble Pays	37 890	34 741	72 631	28 937	28 962	57 899	76,37	83,37	79, 72

Tableau 4 : Pourcentage de femmes démunies seules chargées de famille ayant bénéficié de suivi

Régions	Nombre de femmes enregistrées	Nombre de femmes suivies	Taux de suivi
Kayes	1954	537	27,48
Koulikoro	1780	1181	66,35
Sikasso	1178	233	19,78
Ségou	1114	107	9,61
Mopti	12336	7793	63,17
Tombouctou	1730	1219	70,46
Gao	868	155	17,86
Kidal	125	0	0,00
District Bamako	5583	5315	93,12
Menaka	190	190	100,00
Taoudeni	20	20	100,00
Ensemble Pays	26 878	16 750	62,38

Tableau 5 : Pourcentage de femmes démunies porteuses de fistule vésico vaginal ayant bénéficiée de suivi

Régions	Nombre de femmes enregistrées	Nombre de femmes suivies	Taux de suivi
Kayes	20	11	55,00
Koulikoro	37	13	35,14
Sikasso	79	30	37,97
Ségou	42	0	0,00
Mopti	50	12	24,00
Tombouctou	3	3	100,00
Gao	14	5	35,71

Régions	Nombre de femmes enregistrées	Nombre de femmes suivies	Taux de suivi
Kidal	0	0	0
District Bamako	93	21	22,58
Menaka	0	0	0
Taoudeni	0	0	0
Ensemble Pays	338	95	28,11

DTM Mali – Décembre 2020

Tableau 6 : Déplacées internes

Déplacés Internes au Mali par région	Ménage	Femme	Homme	Total Individus
Bamako	1 022	2 328	1 805	4 133
Gao	15 520	39 838	30 146	69 984
Kayes	560	1 459	1 115	2 574
Kidal	222	486	404	890
Koulikoro	605	1 867	1 273	3 140
Ménaka	3 723	12 442	9 987	22 429
Mopti	23 999	74 010	63 835	137 845
Ségou	6 086	22 870	15 248	38 118
Sikasso	829	3 410	2 423	5 833
Tombouctou	8 855	27 136	20 875	48 011
Total	**61 421**	**185 846**	**147 111**	**332 957**

Les opérations de collecte et de mise à jour des données menées dans le cadre du programme DTM montrent une augmentation du nombre de personnes déplacées au Mali. La population déplacée dans le pays a augmenté de 7 pour cent par rapport à octobre 2020. Le nombre de PDIs est en effet passé de 311.193 personnes (rapport DTM d'octobre 2020) à **332 957** en décembre 2020 soit une augmentation de 21 764 individus. Cette augmentation s'explique par l'aggravation des conditions sécuritaires dans les régions de Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao, Ménaka et la bande frontalière Mali-Burkina Faso au cours des derniers mois, engendrant de plus en plus de déplacements.

Les régions de Mopti (137 845 PDIs), Gao (69 984 PDIs), Tombouctou (48 011 PDIs), Ségou (38 118 PDIs), Ménaka (22 429 PDIs), Sikasso (5 833 PDIs), Bamako (4 133 PDIs), Koulikoro (3 140 PDIs), et Kayes (2 574 PDIs), abritent le plus grand nombre de PDIs. Ce nombre est dû aux incidents répétitifs qui ont affecté les régions de Mopti, Tombouctou, Gao, Ménaka, Kayes et Ségou entre 2018 et 2020.

Tableau 7 : PDIS retournées

Tableau III : Nombre Cumulé de PDIs retournées par région de juillet 2013 au 31 octobre 2020	Ménage	Femme	Homme	Individus
Kayes	41	125	106	231
Mopti	9457	25284	20627	45911
Segou	422	1817	1487	3304
Gao	32 286	86 457	69 965	156 422
Menaka	16 682	37 597	30 813	68 410
Kidal	547	1201	983	2184
Tombouctou	67 904	167 661	137 956	305 617
TOTAL	**127 339**	**320 142**	**261 937**	**582 079**

D'après les évaluations menées en décembre 2020, le nombre de PDIs retournées est estimé à **582.079** individus. Le nombre de retournés au Mali est passé de 581 550 en octobre 2020 à individus en décembre 2020, soit une augmentation de **529** individus.

Tableau 8 : Profil des Rapatriés

Démographie

Tableau V : Nombre de rapatriés enregistrés regroupés par sexe et par tranches d'âges au 31 décembre 2020

Régions	Enfant (< 18 ans)			Adulte (18 - 59 ans)			Personne âgée (> 59 ans)			Grand Total
	Fille	Garçon	Total	Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total	
BAMAKO	106	92	198	168	155	323	21	22	43	564
GAO	5029	5166	10195	5975	4770	10745	607	727	1334	22274
KIDAL	292	272	564	644	745	1389	58	42	100	2053
KOULIKORO	21	30	51	73	70	143	9	12	21	215
MENAKA	4160	4421	8581	3766	3087	6853	344	405	749	16183
MOPTI	1063	1067	2130	1131	953	2084	133	156	289	4503
SEGOU	315	281	596	326	253	579	36	39	75	1250
TOMBOUCTOU	8600	8565	17165	9710	8033	17743	1279	1420	2699	37607
Grand Total	**19586**	**19894**	**39480**	**21793**	**18066**	**39859**	**2487**	**2823**	**5310**	**84649**

La population rapatriée est constituée de 52% de femmes et 48% d'hommes. Par ailleurs, 47% des personnes rapatriées sont des enfants (âgés de 0 à 17 ans), et les 18 ans et plus représentent 53% de la population rapatriée.

Tableau 9 : Renforcement des capacités en 2020 sur la résolution 1325, le genre, les VBG et le droit humain.

Titre	Nombre de femmes formées	Nombre d'hommes formés	Total
Formation des formateurs	4	3	**7**
Formation des cadres de la DNDS et structures partenaires à Bamako et Koulikoro	43	17	**60**
Total	**47**	**20**	**67**

2.061 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire

Tableau 10 : Pourcentage d'ASACO fonctionnelles

Régions	Nombre total d'ASACO	Nombre d'ASACO fonctionnelle	Pourcentage d'ASACO fonctionnelle
Kayes	258	229	**88,76**
Koulikoro	226	205	**90,71**
Sikasso	271	264	**97,42**
Ségou	213	207	**97,18**
Mopti	186	164	**88,17**
Tombouctou	105	94	**89,52**
Gao	105	81	**77,14**
Kidal	19	0	**0,00**
DistrictBamako	64	50	**78,13**
Menaka	53	50	**94,34**
Taoudénit	24	4	**16,67**
Ensemble Pays	**1524**	**1348**	**88,45**

Tableau 11 : Nombre de mutuelles

Régions	Nombre total de communes	Nombre de communes couvertes	Pourcentage de communes couvertes
Kayes	129	21	16,28
Koulikoro	108	21	19,44
Sikasso	147	36	24,49
Ségou	118	32	27,12
Mopti	108	20	18,52
Tombouctou	51	6	11,76
Gao	19	7	36,84
Kidal	11	2	18,18
Menaka	1	2	200,00
Taoudeni	30	0	0,00
District Bamako	6	5	83,33
Ensemble Pays	**728**	**152**	**20,88**

Tableau 12 : Pourcentage de la population couverte par les mutuelles de santé

Régions	Population totale			Population couverte			Pourcentage		
	Homme	Femme	Totale	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Kayes	1 389 779	1 428 297	2 818 076	17 710	18 432	36 142	1,27	1,29	1,28
Koulikoro	1 686 591	1 752 877	3 439 468	16 102	16 760	32 862	0,95	0,96	0,96
Sikasso	1 843 133	1 893 134	3 736 267	23 710	24 678	48 388	1,29	1,30	1,30
Ségou	1 638 884	1 684 093	3 322 977	16 745	17 106	33 851	1,02	1,02	1,02
Mopti	1 423 458	1 454 826	2 878 285	25 391	26 428	51 819	1,78	1,82	1,80
Tomb.	477 175	476 679	953 854	0	0	0	0,00	0,00	0,00
Gao	343 262	346 335	689 597	976	1 016	1 992	0,28	0,29	0,29
Kidal	52 799	45 634	98 433	59	61	120	0,11	0,13	0,12
Menaka	40 695	36 301	76 996	0	0	0	0,00	0,00	0,00
Taoudeni	94 230	98 076	192 306	0	0	0	0,00	0,00	0,00
D.Bko	1 330 704	1 347 594	2 678 298	70 568	80 939	151 507	5,30	6,01	5,66
Ensemble Pays	**10320 710**	**0 563 846**	**0 884 557**	**171 262**	**185 419**	**356 681**	**1,66**	**1,76**	**1,71**
Cible Mutuelle		**78%**		**16 289 954**			**Couverture**		**2,19**

Tableau 13: Pourcentage de la population couverte par les mutuelles (toutes prestations)

Régions	**Population totale**			**Population couverte**			**Pourcentage**		
	Homme	**Femme**	**Totale**	**Homme**	**Femme**	**Totale**	**Homme**	**Femme**	**Totale**
Kayes	1 389 779	1 428 297	2 818 076	29 979	38 538	68 517	2,16	2,70	2,43
Koulikoro	1 686 591	1 752 877	3 439 468	35 864	20 713	56 577	2,13	1,18	1,64
Sikasso	1 843 133	1 893 134	3 736 267	50 693	56 253	106 946	2,75	2,97	2,86
Ségou	1 638 884	1 684 093	3 322 977	16 745	17 106	33 851	1,02	1,02	1,02
Mopti	1 423 458	1 454 826	2 878 285	29 458	31 017	60 475	2,07	2,13	2,10
Tombouct	477 175	476 679	953 854	7 525	9 657	17 182	1,58	2,03	1,80
Gao	343 262	346 335	689 597	626	1 460	2 086	0,18	0,42	0,30
Kidal	52 799	45 634	98 433	104	52	156	0,20	0,11	0,16
Menaka	40 695	36 301	76 996	0	0	0	0,00	0,00	0,00
Taoudenit	94 230	98 076	192 306	0	0	0	0,00	0,00	0,00
District Bamako	1 330 704	1 347 594	2 678 298	339 017	346 298	685 315	25,48	25,70	25,59
Ensemble Pays	**10 320 710**	**10 563 846**	**20 884 557**	**510 011**	**521 094**	**1 031 105**	**4,94**	**4,93**	**4,94**
Cible Mutuelle		**78%**		**16 289 954**			**Couverture**		**6,33**

Tableau 14 : Situation des sociétés coopératives

Région	Sociétés Coopératives immatriculées (OHADA)	Sociétés Coopératives Fonctionnelles (OHADA)
Kayes	3 591	1898
Koulikoro	7 296	4417
Sikasso	6623	4555
Ségou	2930	1049
Mopti	2520	1631
Gao	530	127
Tombouctou	2090	1266
Kidal	35	0
Ménaka	19	5
Taoudénit	64	13
Bamako	560	234
Ensemble Pays	**26 058**	**15 195**
Taux de Fonctionnalité	**58,31**	

Par rapport aux filets sociaux, il y a des activités de transferts monétaires ayantcommencé en 2020 continuent en 2021, dans le cadre de la lutte contre les conséquences socioéconomiques de la COVID-19

Tableau 15 : recapitulatif de la situation de la prise en charge des beneficiaires de l'assistance alimentaire du PAM en 2020

Mois	URENI			Montant Total
	Hommes	Femmes	Total	
Janvier	51	1 177	1 228	19 653 000
Février	33	875	879	8 803 500
Mars	31	838	895	8 953 000
Avril	27	740	742	8 588 000
Mai	20	1 183	1 203	10 375 500
Juin	30	1 361	1 391	11 795 500
Juillet	45	1 471	1 516	16 083 000
Août	41	2 211	2 252	26 564 000
Septembre	128	4 009	4 137	31 451 500
Octobre	85	2 886	2 971	26 478 000
Novembre	69	1 936	2 005	20 131 000
Décembre	156	1 879	2 035	13 423 500
TOTAL	**710**	**20 544**	**21 254**	**202 299 500**

Quelques indicateurs 2020 du Budget-programmes indirectement liés au genre

Programme 1 : 1.021 Administration, Coordination et Décentralisation

Objectif 1 : Assurer la disponibilité des resssources humaines qualifiées, compétentes, performantes et de façon équitable						
Indicateurs et cibles de performance	**Références**		**Evaluation2020**			
	2018	**2019**	**Prévu**	**Réel**	**Ecart**	**Taux (%)**
Ratios professionnels de santé/habitant suivant les normes de l'OMS (23Prof/10000 hbts)	6	6	6,5	6,0	-0,5	92,31
Proportion de Médecins généralistes ayant bénéficié de formation de spécialisation	47	60	49	44,34	-4,66	90,49

Objectif 1 : Sur deux indicateurs, aucun n'a atteint sa cible, soit un taux moyen de réalisation de 91,4%. La non-atteinte de la cible du ratio de professionnels de santé pour 10 000 habitants est due à la non réalisation des recrutements qui devraient se faire en 2020. Pour le second indicateur, les ressources budgétaires 2020 ont servi à la prise en charge des anciens bénéficiaires de bourses. Les nouvelles demandes de spécialisation n'ont pas pu être financées.

2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies

Objectif : 1-Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation2020			
	2018	2019	Prévu	Réel	Ecart	Taux (%)
Taux d'accouchements assistés	65,77	56,5		55,1	14,00	79,85
Taux de malnutrition aigüe sévère (6-59mois)	2	2		1,3	-0,2	86,67

Sur 2 indicateurs, un n'a pas atteint sa cible. Ceci s'explique par l'instabilité du personnel liée à l'insécurité dans certaines parties du pays d'une part et d'autre part par l'impact de la pandémie de la COVID-19.

Objectif :2- réduire la morbidité et la mortalité liées aux maladies transmissibles, non transmissibles et les handicaps liés aux maladies non transmissibles

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation2020			
	2018	2019	Prévu	Réel	Ecart	Taux (%)
Proportion de décès attribuables au paludisme parmi les enfants de 0 à 5 ans atteints de paludisme vu dans les Formations sanitaires	41,66	58,5	40	73,8	-33,8	-184,50
Taux de couverture vaccinale enfants moins d'1 an en Penta3	95,19	97,1	>=90	89,8	-0,2	99,77
Pourcentage de personnel formé au dépistage précoce et la prise en charge efficace des maladies non transmissibles aux trois niveaux de la pyramide sanitaire	0	0	5	1,75	-3,25	35

Sur 3 indicateurs, aucun n'a atteint sa cible. Pour les deux premiers indicateurs, la situation s'explique par l'instabilité du personnel liée à l'insécurité dans certaines parties du pays d'une part et d'autre part par l'impact de la pandémie de la COVID-19. Le niveau du troisième indicateur est dû à l'insuffisance de financement.

Objectif :4 Augmenter l'offre et l'utilisation de services de santé de qualité, répartis de manière équitable et répondant aux besoins des populations

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation2020			
	2018	2019	Prévu	Réel	Ecart	Taux (%)
Taux d'utilisation des services (nc/hbt/an)	0,43	0,44	0,45	0,42	-0,03	93,33

La non atteinte de la cible relative au taux d'utilisation des services est liée à l'impact de la pandémie COVID-19.

2.057 Soins Hospitaliers et Recherche

Objectif 1 : Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile

Indicateurs et cibles de performance	Référence		Prévu	Evaluation 2020		
	2018	2019		Réel	Ecart	Taux (%)
Le taux de mortalité maternelle intra-hospitalière liée à l'accouchement	1,40	1,60	1,15	1,75	-0,60	-152,2
Taux de mortalité néo-natale précoce intra-hospitalière	11,69	7,85	4,5	9,90	-5,40	-220

Les indicateurs non atteints liés aux taux de mortalité maternelle intra-hospitalière liée à l'accouchement et de mortalité néonatale précoce intra hospitalière, sont dus au recours tardif des patients aux hôpitaux, à l'insuffisance dans le renforcement des capacités et du plateau technique. Aussi, il faut signaler que la pandémie de la COVID-19 a eu un impact négatif considérable sur les activités hospitalières.

Objectif : 2 réduire la morbidité, la mortalité et les handicaps liés aux maladies transmissibles et ceux liés aux maladies non transmissible

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation 2020			
	2018	2019	Prévu	Réel	Ecart	Taux (%)
Proportion de décès attribués au paludisme grave parmi les enfants de 0 - 5 ans atteints de paludisme grave dans les EPH	5,19	5,26	3	7,82	4,82	-260
Proportion de PV/VIH sous ARV	92,71	95	100	92	-8	92

La contre performance de l'indicateur relatif à la proportion de décès attribués au paludisme grave parmi les enfants de 0 - 5 ans atteints de paludisme grave dans les EPH est liée en partie au recours tardif aux soins et aux ruptures observées dans l'approvisionnement en médicaments et réactifs. La non atteinte de la cible de l'indicateur concernant la proportion de PV/VIH sous ARV, est essentiellement dû aux malades perdus de vue par les points focaux.

2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion

Objectif :2 **Renforcer l'action humanitaire**

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation 2020			
	2018	2019	Prévu	Réel	Ecart	Taux (%)
Pourcentage d'activités génératrices de revenus (AGR) financées au profit des personnes déplacées et la population d'accueil vulnérables	-	-	70	66,42	-3,58	94,89
Pourcentage de personnes en détresse victimes de catastrophesSuivies	-	-	90	85,01	-4,99	94,45
Pourcentage de personnes en détresse déplacées retournées	-	-	97	76,60	20,40	78,97

Bien que l'action humanitaire a été renforcée entre autres par le financement des AGR à travers le programme d'intervention d'urgence dans les trois régions du nord et le cercle de Douentza, les actions du programme « jigisemejiri », de l'APEJ et d'autres partenaires de proximité, le taux reste faible par rapport à la prévision soit une réalisation de 94,89% pour les AGR.

Le pourcentage de personnes en détresse, victimes de catastrophe suivies est à 94,45% et le Pourcentage de personnes en détresse déplacées retournées est à 78,97%. Les prévisions n'ont pas été atteintes à cause de la multiplication des foyers de catastrophes notamment les conflits intercommunautaires au centre et aussi la diminution des ressources budgétaires de l'Etat. Tous les indicateurs relatifs à l'action humanitaire sont en baisse par rapport aux prévisions.

Objectif 3: Promouvoir la mobilisation sociale de la population autour des programmes socio-sanitaires

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation2020			
	2018	2019	Prévu	Réel	Ecart	Taux (%)
Nombre de personne ayant assisté aux séances d'IEC	-	-	1 900 000	2 640 978	740 978	139
Nombre de groupe d'animation appuyés	-	-	9 700	3 843	5 857	39,62
Nombre de leaders d'opinion formés dans les activités de promotion de la santé	-		5 500	13 464	7 974	244,80

Grace à l'intervention de certains partenaires les prévisions ont été dépassées dans le cadre de l'Information Education et la Communication (IEC) avec un taux de 139%. La mobilisation sociale de la population autour des programmes socio-sanitaires a été aussi promue à travers des efforts réalisés dans le cadre de la formation des leaders d'opinion soit 13 464 leaders formés avec un taux de (244,80%). Le dépassement de la cible relative au Nombre de leaders d'opinion formés dans les activités de promotion de la santé est lié à l'appui des partenaires de proximité et des partenaires techniques dans la mobilisation sociale. Seule la cible concernant l'appui aux groupes d'animation n'a été atteinte avec un taux de 39,62% cela s'explique par les stratégies de communication

axées sur l'Information l'Education et la Communication (IEC) au détriment de la formation des groupes d'animation.

Objectif : 4 **Assurer la prise en charge des pupilles en République du Mali**

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation 2020			
	018	2019	Prévu	Réel	Ecart	Taux (%)
Taux d'identification	-	-	100	100	0	100
Pourcentage de pupilles bénéficiant de la prise en charge médicale	-	-	100	100	0	100
Pourcentage de pupilles bénéficiant de la prise en charge scolaire	-	-	100	100	0	100
Pourcentage de pupilles suivis	-	-	100	100	0	100

Toutes les prévisions concernant la prise en charge des pupilles en République du Mali ont été atteintes, cela grâce au financement de l'état à travers une volonté politique forte des pouvoir dans ce cadre. Tous les dossiers de demande reçus ont été préparés et examinés par le comité technique et toutes les pupilles immatriculées ont bénéficié de la prise en charge.

2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire

Objectif :1Contribuer à assurer une meilleure couverture des prestations sociales

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation2020			
	2018	2019	Prévu	Réel	Ecart	Taux (%)
Pourcentage de la population couverte par les ISS	-	-	16,84	20,56	3,72	122,09

Par rapport à ce premier objectif, nous constatons une évolution significative de l'indicateur ¿Pourcentage de la population couverte par les institutions de sécurité sociale, qui est passé de 19,60% à 20, 56% entre 2019 et 2020. Ainsi, le nombre total des assurés sociaux des institutions de sécurité sociale au Mali (CMSS, INPS, CANAM et ANAM) est passé de 3 914 667 à 4 221 871 entre 2019 et 2020 soit 307 204.

Objectif : 2 Contribuer à assurer la prise en charge socio-sanitaire des couches les plus pauvres

Indicateurs et cibles de performance	**Références**		**Evaluation 2020**			
	2018	2019	Prévu	Réel	Ecart	Taux (%)
Nbre de nouveaux ménages les plus démunis couverts par les programmes de transferts sociaux	-	-	200 000	1937 698	1737698	968,85
Pourcentage de personnes indigentes immatriculées prises en charge médicalement	-	-	59,17	50,48	8,69	85,31

Au sein de cet objectif, un indicateur sur deux a été atteint voire dépassé. Il s'agit du « nombre de ménages les plus démunis couverts par les programmes de transferts sociaux ». Cette forte performance réalisée s'explique par le fait que la que la cible a été fixée en fonction de la prévision d'un seul intervenant dans le domaine : le programme Jigisèmèjiri, alors que la collecte a concerné les données de plusieurs autres intervenants dont : (i) le Cluster sécurité alimentaire : 1900328 ; (ii) le programme Jigisèmèjiri : 37 250 ; (iii) le Projet PS/VIH/SIDA : 120. Les transferts sociaux réalisés par le Cluster ont consisté essentiellement en assistance alimentaire.

Par rapport à l'indicateur, « Pourcentage de personnes indigentes immatriculées prises en charge médicale des personnes indigentes », l'ANAM a réalisé 52 056 prises en charge sur une prévision de 61 546. La non atteinte de cet indicateur s'explique, entre autres, par l'arrêt de la prise en charge par la quasi-totalité des structures de premier échelon (CSCOM) et de certaines pharmacies conventionnées pour raison de factures impayées et de lourdeur dans les remboursements. Malgré tout, il faut reconnaitre que l'ANAM a tout de même réalisé un résultat remarquable en atteignant 85,31% de sa cible.

Objectif 3: Etendre la couverture sociale aux populations non couvertes par les régimes publics de protection sociale

Indicateurs et cibles de performance	Références		Evaluation2020			
	2018	2019	Prévu	Réel	Ecart	Taux (%)
Pourcentage de la population couverte par les mutuelles de santé	-	-	15	2,19	-12,81	14,60
Taux d'augmentation des adhérents au régime de l'Assurance Volontaire de l'INPS	-	-	43	21,09	-21,91	49,05

La couverture sociale des populations non couvertes par les régimes publics de protection sociale a globalement connu une baisse significative en 2020. En effet, le nombre de nouveaux adhérents à l'Assurance volontaire de l'INPS est passé de 26 252 en 2019 à 31 789 en 2020, soit seulement 5 537 nouveaux adhérents. Ceci s'explique essentiellement par les conséquences de la maladie à coronavirus qui ont impacté négativement le pouvoir d'achat et la capacité contributive des potentiels adhérents du secteur informel.

Pour ce qui concerne le « pourcentage de la population couverte par les mutuelles de santé », il était de 2,19% en 2020, sur une prévision annuelle de 15%.

Ainsi, 356 681 bénéficiaires de mutuelles de santé répartis entre les 11 régions du Mali ont été recensés par nos structures déconcentrées au 31 décembre 2020.

III. PLANIFICATION ET BUDGÉTISATION DES ACTIONS GENRE

a) Objectifs, indicateurs et activités

1.021 Administration, Coordination et Décentralisation

Objectifs	Indicateurs					Activités 2022
	Libellés	Référence 2020	Cibles			
			2022	2023	2024	
1-Assurer la disponibilité des ressources humaines qualifiées, compétentes, performantes et de façon équitable.	1.1 Ratios professionnel de santé/habitant suivant les normes de l'OMS (23Prof/10000 hbts)	6	6,5	6,8	7	1.1.1 Prise en charge des dépenses de la mise en œuvre de la politique de gestion des ressources humaines 1.1.2 Renforcement des capacités opérationnelles de la DRH 1.1.3 Prise en charge des entretiens bâtiments
	1.2 Proportion de Médecins généralistes ayant bénéficié de formation de spécialisation	44,34	48	50	51	1.2.1 Formation des ressources humaines

2.054: Soins de santé primaires et lutte contre les maladies.

Objectifs	Indicateurs					Activités 2022
	Libellés	Référence 2020	Cibles			
			2022	2023	2024	
1-Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile	1.1 Taux d'accouchements assistés	55,1	71	71	71	1.1.1 Prise charge des dépenses de Suivi/supervision des orientations et de la mise en œuvre de la politique de santé

Objectifs	Indicateurs					Activités 2022
	Libellés	Référence 2020	Cibles			
			2022	2023	2024	
	1.3. Taux de malnutrition aigüe sévère (6-59mois)	1,3	1	1	1	1.3.1 Prise en charge des dépenses de promotion de la communication et d'éducation en santé
2-Réduire la morbidité et la mortalité liées aux maladies transmissibles, non transmissibles et les handicaps liés aux maladies -non transmissibles	2.1. Proportion de décès attribuables au paludisme parmi les enfants de 0 à 5 ans atteints de paludisme vu dans les Formation sanitaires	73,8	34	34	34	2.1.1 Prise en charge des entretiens bâtiments
	2.2. Taux de couverture vaccinale enfants moins d'1 an en Penta3	89,8	≥90	≥90	≥90	2.2.1 Prise en charge des dépenses de personnel DNS/DRS
	2.3. Pourcentage de personnel formé au dépistage précoce et la prise en charge efficace des maladies non transmissibles aux trois niveaux de la pyramide sanitaire	1,75	2,5	3	3	. 2.3.1 Mise en œuvre du paquet minimum d'activités CSCOM
4-Augmenter l'offre et l'utilisation de services de santé de qualité, répartis de manière équitable et répondant aux besoins des populations	4.1. Ratio de nouveau contacts avec les services de santé (nc/hbt/an)	0,42	0,46	0,46	0,46	4.1.1 Renforcement de la capacité opérationnelle de la DGSHP, les Drs et des Formations sanitaires

2.057 Soins Hospitaliers et Recherche

Objectifs	Indicateurs					Activités 2022
	Libellés	Référence 2020	Cibles			
			2022	2023	2024	
1-Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile.	1.1Le taux de mortalité maternelle intra-hospitalière liée à l'accouchement ;	1,74	1,34	1,30	1,27	1.1.1 Prise en charge des dépenses de personnel des hôpitaux
	1.2Taux de mortalité néo-natale précoce intra-hospitalière ;	10,44	8,95	8,51	8,17	1.2.1 Renforcement de la capacité des hôpitaux
2-Réduire la morbidité, la mortalité et les handicaps liés aux maladies transmissibles et ceux liés aux maladies non transmissibles	2.1.1 Proportion de décès intra hospitaliers dans les EPH	-	5,50	4,50	4,50	2.1.1 Amélioration des plateaux techniques des hôpitaux

2.061 : Renforcement de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion

Objectifs	Indicateurs					Activités 2022
	Libellés	Référence 2020	Cibles			
			2022	2023	2024	
2-Renforcer l'action humanitaire	2.1Pourcentage d'activités génératrices de revenus (AGR) financées au profit des personnes vulnérables	66,42	80	80	80	2.3.1 Renforcement de la capacité opérationnelle de la DNDS
	2.2 Pourcentage de personnes en détresse victimes de catastrophe suivies	85,01	95	96	97	2.1.1 Prise en charge des dépenses de personnel
	2.3 Pourcentage de personnes en détresse déplacées retournées	76,60	98	98	98	2.2.1 Prise en charge des dépenses de gestion des cas sociaux
3-Promouvoir la mobilisation sociale de la population autour des programmes	**3.1**Nombre de personnes ayant assisté aux séances d'IEC	2 640 978	2 000 000	2 000 000	2 500 000	-
	3.2 Nombre de groupes d'animation appuyés	3 843	4500	5000	5000	-

Objectifs	Indicateurs					Activités 2022
	Libellés	Référence 2020	Cibles			
			2022	2023	2024	
socio-sanitaires	3.3 Nombre de leaders d'opinion formés dans les activités socio-sanitaire.	13 464	6000	6800	6800	-
4-Assurer la prise en charge des pupilles en République du Mali	4.1Taux d'identification des pupilles	100	100	100	100	4.1.1 Prise en charge des dépenses de personnel de l'ONAPUMA
	4.2Pourcentage de Pupilles bénéficiant de prise en charge: - médicale - scolaire	100 100	100 100	100 100	100 100	4.2.1 Renforcement capacité opérationnelle de l'ONAPUMA 4.2.2 Prise en charge des dépenses de gestion des cas sociaux
	4.3Pourcentage de Pupilles suivis	100	100	100	100	4.3.1 Réalisation d'infrastructures et d'équipements au compte de l'ONAPUMA

2.062 : Renforcement de la protection sociale et de l'économie solidaire

Objectifs	Indicateurs					Activités 2022
	Libellés	Référence 2020	Cibles			
			2022	2023	2024	
1-Contribuer à assurer une meilleure couverture des prestations sociales	1.3Pourcentage de la population couverte par les ISS	20,56	20,60	20,70	21	1.2.1 Mise en oeuvre et suivi de la PNPSES 1.2.2 Renforcement de la capacité opérationnelle des structures de la DNPSES
2-Contribuer à assurer la prise en charge socio-sanitaire des couches les plus pauvres	2.1Nombre de ménages les plus démunis couverts par les programmes de transferts sociaux.	1 937 698	1 201 726	1 206 726	1 945 000	2.1.1 Prise en charge des dépenses de personnel (ISS)
	2.2 Pourcentage de personnes indigentes immatriculées prises en charge médicalement	50,48	54	56	60	2.2.1 Prise en charge des prestations sociales 3.1.2 Renforcement de la capacité opérationnelle de l'ANAM 3.1.4 Mise en œuvre du RAMED
3-Etendre la couverture sociale aux populations non couvertes par les régimes publics de protection sociale	3.1 Taux de la population couverte par les mutuelles de santé	2,19	7	7,5	7,6	3.1.1 Renforcement de la capacité opérationnelle de la CMSS 3.1.3 Renforcement de la capacité opérationnelle de l'AMAMUS
	3.2 Taux d'augmentation des adhérents au régime	21,09	22	25	28	-

Objectifs	Indicateurs					Activités 2022
	Libellés	Référence 2020	Cibles			
			2022	2023	2024	
	de l'Assurance Volontaire de l'INPS					

2.063 : Lutte contre la pauvreté

Objectifs	Indicateurs					Activités 2022
	Libellés	Référence 2020	Cibles			
			2022	2023	2024	
2-Identifier les obstacles au Développement Humain Durable (DHD) et la lutte contre la pauvreté	2.1 Nombre d'études sur le DHD et la pauvreté réalisées	3	3	3	3	2.1.1 Réalisation d'études et recherche ODHD 2.1.2 Appui programme ODHD
	2.2 Nombre de rapport d'études diffusées dans le cadre du DHD	3	3	3	3	2.2.1 Renforcement de la capacité opérationnelle de l'ODHD 2.2.2 Prise en charge des dépenses de gestion ODHD
3-Renforcer la solidarité en faveur des militaires blessés, les familles et les ayant droits de ceux tombés pour la nation	3.1 Nombre de familles de militaires tombés, appuyées	50	150	150	150	3.1.1 Renforcement de la capacité opérationnelle FS
	3.2 Pourcentage de militaires blessés au cours des opérations, appuyés	100	50	50	50	3.2.1 Prise en charge des dépenses de personnel FS
	3.3 Pourcentage d'enfants des militaires tombés ayant bénéficiés d'un appui pour la scolarisation	50	100	100	100	3.3.1 Prise en charge des dépenses de solidarité FS
	3.4 Nombre de veuves des militaires ayant bénéficié d'activités génératrices de revenus (AGR)	100	100	100	100	3.4.1 Appui aux AGR des femmes FS

Ces indicateurs ont été retenus ici comme indicateurs sensibles au genre, parce qu'ils sont composés de femmes et d'hommes mais à ce jour les données statistiques qui font sortir leurs caractères genres, ne sont pas disponibles compte tenu de la méthode de collecte des données.

b) Budget genre, programmes stratégiques et effectifs du ministère

Tableau III.1 – Budget genre : Dépenses ciblant directement l'égalité de genre

Programme/Action/Détail/Projet	Exécution	Budget	Prévisions		
	2020	2021	2022	2023	2024
Programme 1,021 Administration, Coordination et Décentralisation	**202 766**	**444 953**	**446 785**	**457 781**	**466 094**
Action 3: Gestion des ressources humaines du secteur	**202 766**	**444 953**	**446 785**	**457 781**	**466 094**

Programme/Action/Détail/Projet	Exécution	Budget	Prévisions		
	2020	2021	2022	2023	2024
1.1.1 Prise en charge des dépenses de la mise en œuvre de la politique de gestion des ressources humaines	38 499	59 908	59 908	70 180	74 473
1.1.2 Renforcement des capacités opérationnelles de la DRH	14 360	18 315	20 147	20 146	23 369
1.1.3 Prise en charge des entretiens bâtiments	6 207	7 250	7 250	7 975	8 772
1.2.1 Formation des ressources humaines	143 700	359 480	359 480	359 480	359 480
Programme 2,054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre la Maladie	**33 922 661**	**34 443 081**	**28 099 982**	**28 589 239**	**31 378 175**
Action 1: Orientation et Suivi de la mise en œuvre de la politique de la santé	**25 643 109**	**25 159 060**	**27 313 108**	**27 783 033**	**30 563 560**
1.1.1 Prise charge des dépenses de Suivi/supervision des orientations et de la mise en œuvre de la politique de santé	2 250 659	2 834 992	2 828 106	2 904 410	2 933 407
2.2.1 Prise en charge des dépenses de personnel DNS/DRS	19 685 316	17 852 953	19 903 574	19 995 300	21 994 823
4.1.1 Renforcement de la capacité opérationnelle de la DGSHP, les Drs et des Formations sanitaires.	3 707 134	4 471 115	4 581 428	4 883 323	5 635 330
Action 2: Santé communautaire	**8 187 374**	**9 164 147**	**667 000**	**683 008**	**689 678**
Mise en œuvre du paquet minimum d'activités CSCOM	8 187 374	9 164 147	667 000	683 008	689 678
Action 4: Communication pour le changement de comportement	**92 178**	**119 874**	**119 874**	**123 198**	**124 937**
1,3,1 Prise en charge des dépenses de promotion de la communication et d'éducation en santé	88 001	114 696	114 696	117 503	118 673
Prise en charge des entretiens bâtiments	4 177	5 178	5 178	5 695	6 264
Programme 2.057 Soins Hospitaliers et Recherche	**3 945 231**	**22 140 284**	**22 509 412**	**27 103 076**	**30 781 901**
Action 1: Fourniture de Soins hospitaliers	**3 945 231**	**22 140 284**	**22 509 412**	**27 103 076**	**30 781 901**
1.1.1 Prise en charge des dépenses de personnel des hôpitaux	349 081	10 518 862	12 008 244	380 762	418 837
1.2.1 Renforcement de la capacité des hôpitaux	39 517	7 121 422	5 501 168	21 722 314	25 363 064
2.1.1 Amélioration des plateaux techniques des hôpitaux	3 556 933	4 500 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	**300 706**	**1 924 406**	**2 442 540**	**2 802 882**	**3 200 009**
Action 1: Gestion des groupes vulnérables, des populations victimes de situation d'urgence et ou de catastrophe et de renforcement de l'autopromotion des communautés	**300 706**	**410 706**	**1 342 070**	**1 431 812**	**1 786 439**
2.1.1 Prise en charge des dépenses de personnel	300 706	410 706	429 300	375 883	430 588
2.2.1 Prise en charge des dépenses de gestion des cas sociaux	0	0	333 012	343 398	356 439
2.3.1 Renforcement de la capacité opérationnelle de la DNDS	0	0	488 688	712 531	999 412

Programme/Action/Détail/Projet	Exécution	Budget	Prévisions		
	2020	2021	2022	2023	2024
Action 2 : Promotion et réinsertion des personnes en situation de handicap	**-**	**1 513 700**	**1 100 470**	**1 371 070**	**1 413 570**
4.1.1 Prise en charge des dépenses de personnel de l'ONAPUMA	-	80 000	59 400	80 000	80 000
4.2.1 Renforcement capacité opérationnelle de l'ONAPUMA	-	350 000	350 000	350 000	350 000
4.2.2 Prise en charge des dépenses de gestion des cas sociaux	-	83700	91 070	91 070	91 070
4.3.1 Réalisation d'infrastructures et d'équipements au compte de l'ONAPUMA	-	1 000 000	600 000	850 000	892 500
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	**8 245 315**	**12 049 545**	**12 850 535**	**12 828 467**	**16 075 525**
Action 1: Mise en œuvre et suivi de la Politique Nationale de Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire	**476 800**	**1 339 009**	**1 338 216**	**1 426 911**	**1 711 562**
1.2.1 Mise en oeuvre et suivi de la PNPSES	175 819	382 287	362 494	372 161	383 298
1.2.2 Renforcement de la capacité opérationnelle des structures de la DNPSES	300 981	956 722	975 722	1 054 750	1 328 264
Action 2: Fourniture de prestations sociales	7 768 515	10 710 536	11 512 319	11 401 556	**14 363 963**
2.1.1 Prise en charge des dépenses de personnel (ISS)	-	68 823	107 646	113 030	118 680
2.2.1 Prise en charge des prestations sociales	-	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 100 000
3.1.1 Renforcement de la capacité opérationnelle de la CMSS	7 768 515	7 394 858	8 134 344	8 134 344	9 447 780
3.1.2 Renforcement de la capacité opérationnelle de l'ANAM	-	209 740	227 714	239 100	251 055
3.1.3 Renforcement de la capacité opérationnelle de l'AMAMUS	-	1 037 115	1 042 615	915 082	1 846 448
3.1.4 Mise en œuvre du RAMED	-	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 600 000
2.063 Lutte Contre la Pauvreté	-	551 258	876 275	912 100	**1 027 132**
Action 1: Assistance aux démunis et acces aux services sociaux de base	-	-	354 684	381 600	**484 632**
Renforcement de la capacité opérationnelle FSN	-	-	290 000	290 000	350 000
Prise en charge des dépenses de personnel FSN	-	-	10 684	25 000	34 632
Prise en charge des dépenses de solidarité FSN	-	-	10 000	22 600	25 000
Appui aux AGR des femmes FSN	-	-	44 000	44 000	75 000
Action 2 : Etudes et recherches sur le développement humain durable et de la lutte contre la pauvreté	-	551 258	521 591	530 500	**542 500**
2.1.1 Réalisation d'études et recherche ODHD	-	62 750	62 750	65 000	70 000
2.1.2 Appui programme ODHD	-	488 508	400 000	400 000	400 000
2.2.1 Renforcement de la capacité opérationnelle de l'ODHD	-	-	44 070	50 000	55 000

Programme/Action/Détail/Projet	Exécution	Budget	Prévisions		
	2020	2021	2022	2023	2024
2.2.2 Prise en charge des dépenses de gestion ODHD	-	-	14 771	15 500	17 500
TOTAL GENERAL	**46 616 679**	**71 553 527**	**67 225 529**	**72 693 545**	**82 928 836**

Les allocations budgétaires de 2021 sont conformes à la loi de finances 2021, celles de 2022 sont les chiffres issus de l'arbitrage du Cabinet du Ministère de l'Economie et des Finances relatives au projet de budget 2022.

Tableau III.2 - Programme stratégique de la budgétisation sensible au genre[18]
En milliers de FCFA

Programme	Exécution	Budget	Prévisions		
	2020	2021	2022	2023	2024
2.054: Soins de santéprimaires et lutte contre lesmaladies.	33 922 661	34 443 081	28 099 982	28 589 239	31 378 175

Le programme 2.054 est chargé du Suivi/supervision des orientations et de la mise en œuvre de la politique de santé.

A ce titre, il réalise à l'endroit des deux sexes, les activités de soins préventifs et curatifs, la lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles, la promotion de la santé à travers la communication, l'information et la sensibilisation… à tous les niveaux de la pyramide sanitaire.

Le programme est appuyé par les services techniques des composantes « Développement Social et Promotion de la Famille du PRODESS » dans la mise en œuvre des documents nationaux de politique (Santé, Genre …).

Tableau III.3 - Effectifs du ministère séxo-désagrégés

Fonction	Total	Nombre d'hommes	Nombre de femmes	% Femmes sur le total
Ministre	1	0	1	100
Ministre Délégué	1	1	0	0
Secrétaire Général	1	1	0	0
Directeurs	43	38	5	12
Directeurs Adjoints	37	33	4	11
Chefs de Division	-			
Chefs de Section	-			
Chargés de dossiers	-			
Personnel de support	-			
TOTAL	83	**73**	**10**	**12**

Annexe : Budget genre des ministères pilotes

Note : Ce tableau compile simplement les entrées respectives pour tous les ministères pilotes. Lorsque tous les ministères auront adopté la démarche, ce tableau donnera alors le « budget genre » ciblant l'égalité de genre du gouvernement malien.

[18]Le programme mentionné ci-dessous est le programme indispensable pour mettre en œuvre la Politique Nationale Genre, à savoir les 19 axes d'intervention. Il constitue la priorité en terme de travail d'analyse de genre pour l'année prochaine avec le but de proposer des activités pour réduire les inégalités et de mesurer le progrès.

Tableau A.1 – Budget genre : Dépenses ciblant directement l'égalité de genre

En milliers de francs CFA

Ministère / Programme / Action / Détail	Exécution	Budget	Prévisions		
	2020	2021	2022	2023	2024
Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille					
2.059 Promotion de la Femme	xxx	xxx	xxx	xxx	xxx
…	xxx	xxx	xxx	xxx	xxx
Somme					
Ministère de l'Education Nationale					
2.041 Developpement de l'Education de Base					
Action 02 Enseignement fondamental					
Mise en oeuvre de la politique nationale de la SCOFI	xxx	xxx	xxx	xxx	xxx
…					
Somme					
Ministère …					
x.xxx Programme …					
Action 01 …					
x.x.x Détail d'action/projet	xxx	xxx	xxx	xxx	xxx
…					
Somme					
Total	**xxx**	**xxx**	**xxx**	**xxx**	**xxx**

3.2.2.Ministère de l'Education Nationale

I. ENJEUX GENRE ET GAPS A COMBLER

La Politique Genre prend appui sur un ensemble de fondements d'ordre juridique, politique et socioculturel. Elle prend sa légitimité d'un ensemble d'instruments juridiques nationaux, internationaux et africains. La Convention sur l'Elimination de toute forme de Discrimination à l'égard des Femmes (CEDEF) consacre l'égalité dans le domaine de l'éducation et de la formation.

Les objectifs de Développement Durable consacrent la promotion de l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes. Il s'agit spécifiquement de :

- **ODD 4 :** Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.
- **ODD 5 :** Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles.

Au Mali, la promotion de l'accès équitable et inclusif à une éducation de qualité pour tous est confrontée à des contraintes qui se traduisent par le très faible taux de préscolarisation, la faible couverture de l'éducation spéciale, les inégalités de genre dans tous les ordres et types d'enseignement, les violences physiques subies par les filles, la baisse du Taux Brut d'admission surtout dans les années 2011 à 2014, les insuffisances dans l'implantation et la gestion des cantines scolaires, l'insuffisante prise en compte du volet alphabétisation fonctionnelle et éducation non formelle dans les politiques de développement de l'éducation de base, la non scolarisation et la déscolarisation, la faible capacité d'accueil dans l'enseignement secondaire (technique, professionnel et général) public, la faible proportion des filles au supérieur, l'inadéquation entre les capacités d'accueil des Instituts d'Enseignement Supérieur (IES), les possibilités offertes par le marché du travail et l'augmentation des effectifs des étudiants.

Les différentes politiques en faveur de l'éducation en général et de la promotion de la scolarisation des filles en particulier, ont permis d'enregistrer des résultats significatifs au niveau national, mais l'intégration des questions de genre dans l'éducation constitue encore un défi qui doit être relevé à travers la mise en œuvre du Programme Décennal de Développement de l'Education et de la Formation Professionnelle deuxième génération (PRODEC 2), 2019-2028, adopté en Conseil des Ministres le 5 juin 2019.

En effet, pour l'effectivité d'un changement en faveur de l'égalité entre les sexes, il faut une nouvelle perception du concept genre à travers la formation, la sensibilisation, l'information et l'éducation.

Tableau 1 : Evolution de quelques indicateurs de l'Education

N°	Intitulé des indicateurs	Lien/ODD	Valeur de référence	Réalisations			Valeurs cibles
			2017	2018	2019	2020	2020
1	Taux brut de scolarisation (TBS) au fondamental 1	ODD4	72,10%	76,5%	79,80%		
2	Indice de parité fille/garçon du TBA au fondamental 1	ODD4	0,85	0,86	0,87		
3	Taux d'Admission au Fondamental 1	ODD4	68,70%	76,3%	76,5%		
4	Ratio élèves-maître (REM) au fondamental 1	ODD4	National 42 Public : 51	37 53	45 57		

Sources : "Rapport d'analyse des indicateurs de 2014 à 2019" CPS-secteur Education

Le TBA enregistré en 2019 est légèrement en deçà de la cible prévue mais reste aussi légèrement supérieur à celui de 2018. En dépit de ce gain, nous constatons une couverture scolaire encore en-deçà des attentes au regard de la population scolarisable dans le système ayant l'âge admis. Des stratégies sont développées pour apporter des solutions adaptées à cette contrainte.

Bien que des disparités régionales existent, une évolution favorable est observée sur le plan national, en ce qui concerne le TBS, passant de 69,8% en 2016 à 79,80% en 2019. Malgré cette progression, la cible de 83% en 2019 n'est pas atteinte.

C'est pourquoi, le système éducatif malien s'efforce de garantir l'égalité des chances d'accès à l'éducation, quelles que soient les caractéristiques et les conditions de vie des individus, dans la mesure où celles-ci ne doivent pas être des facteurs discriminants dans la scolarisation. Pour ce faire, il est utile d'identifier les disparités qui existent dans le système, puis d'essayer de comprendre les facteurs qui les expliquent de sorte à examiner les possibilités de les réduire avec les instruments appropriés dans le PRODEC 2.

L'analyse fait ressortir au niveau des écoles publiques du fondamental I, un Ratio élèves-maître (REM) du fondamental 1 qui tend vers la cible 58 en 2019. Pour ce qui est de l'allocation des moyens par rapport au REM, il est apparu que la cohérence dans l'allocation des enseignants dans le 1er cycle du fondamental s'est progressivement dégradée.

En outre, du fait de la crise et de ses implications sur les déplacements des populations et des enseignants, plusieurs des enseignants qui avaient quitté leur milieu de travail pour des raisons de d'insécurité ne sont plus retournés, aggravant ainsi les incohérences évoquées d'avant la crise.

Il est à noter que certaines régions sont plus concernées que d'autres par le problème d'incohérence déterminé par des facteurs autres que le nombre des élèves. Ces disparités sont encore plus marquées à l'intérieur des Académies d'Enseignement (AE) et notamment entre les Centres d'Animation Pédagogique (CAP), révélant ainsi des déséquilibres non négligeables dans le déploiement des enseignants. Cela signifie que si les enseignants étaient bien répartis au niveau national, le taux d'encadrement se situerait à un niveau satisfaisant.

Par rapport à l'Indice de parité fille/garçon du TBA, on enregistre un gain de 0,1 point chaque année de 2016 à 2019 même si la cible 0,88 n'est pas atteinte, cela démontre une amélioration progressive de cet indicateur grâce à des actions menées par le département avec l'accompagnement de ses partenaires techniques et sociaux.

Tableau 2 : Statistiques des Instituts de Formation des Maîtres (IFM) en 2019-2020.

Indicateurs	Effectif	Hommes	%	Femmes	%
Personnel administratif	266	204	76,69%	62	23,31%
Personnel enseignant	856	779	91,00%	77	9,00%
Achèvement des élèves-maitres de niveau DEF	2438	1676	68,58%	762	31,42%
Achèvement des élèves-maitre de niveau BAC	1513	1115	73,69%	398	26,31%

Source : Rapport DNEN-MENESRS

Le constat général qui se dégage reste la sous représentativité des filles par rapport aux garçons dans l'enseignement normal malgré tous les efforts consentis par l'Etat pour minimiser les disparités filles-garçons dans le système éducatif.

L'objectif d'élimination des disparités entre les sexes à tous les niveaux de l'enseignement n'est pas encore atteint dans l'enseignement Normal et demeure à cet effet un enjeu majeur.

II. MESURES ET STRATÉGIES SPÉCIFIQUES QUI CIBLENT LES QUESTIONS DE GENRE

b) Les mesures spécifiques

Le Ministère en charge de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique a mis en place différentes stratégies et mesures dans le but d'améliorer l'accès et les conditions en matière d'éducation des filles. Ces mesures sont davantage renforcées à travers la mise en œuvre du PRODEC 2 notamment à travers son Plan d'Actions Pluriannuel Budgétisé (PAPB) 2019-2022.

En effet, la résorption des disparités dans l'éducation suppose l'atténuation progressive des iniquités de genre et des inégalités géographiques en termes d'accès, de qualité et de gestion. Pour l'atteinte de l'équité (filles/garçons, milieu rural/milieu urbain, enfants issus de milieux défavorisés/enfants issus de milieux favorisés, enfants vivant avec un handicap/ autres enfants), les stratégies suivantes sont envisagées :

(i) l'organisation de campagnes de communication et de sensibilisation sur l'obligation et la gratuité scolaire pour tous sans exclusive ;
(ii) la poursuite de la prise en charge des frais de scolarité, des manuels et des fournitures scolaires surtout pour les enfants des milieux défavorisés ;
(iii) la prise en compte de l'équité du genre dans les constructions et équipements scolaires, et l'allocation des enseignants ;
(iv) l'octroi de primes spéciales aux enseignants affectés dans les zones défavorisées ;
(v) la mise en œuvre d'actions de mobilisation sociale en faveur de l'éducation inclusive et de l'éducation spéciale
(vi) l'instauration de récompenses aux filles méritantes et issues de milieux défavorisés, notamment sous la forme de bourses, qui seront attribuées suivant des critères combinant le niveau scolaire de l'élève et le niveau de revenus des parents ;
(vii) L'extension des cantines scolaires, surtout dans les zones défavorisées.

Par ailleurs, la mise en œuvre de la politique nationale de scolarisation des filles (SCOFI) doit permettre d'accélérer la réduction de l'écart entre filles et garçons en matière d'éducation.

L'évaluation des activités genre de 2020

Résultats :

Durant l'année 2019, les efforts du Ministère en charge de l'éducation ont permis d'atteindre certains résultats.

Les principaux résultats, mesurés par des indicateurs de performance en lien avec les activités genre, se présentent par programme comme suit :

b.1 Programme 2.041 : Développement de l'Education de Base

Objectif N°3 : Renforcer la scolarisation des filles						
Indicateurs de résultats	Unité	Périodes			Evaluation 2020	
		2017	2018	2019	Prévisions	Réalisations
3. 1. Taux d'admission en dernière année du fondamental 1 pour les filles	%			40,6	43,10	44,60
3. 2 Taux brut d'Admission des filles au fondamental 1	%			65,6	68,70	70,00

D'une manière générale, on observe une amélioration dans la scolarisation des filles qui impacte l'indicateur relatif au taux brut d'admission des filles au fondamental 1. En effet, sur une prévision de 68,70% en 2020, le taux de réalisation effectif est de 70,00% sur la période, jugé satisfaisant.

b.2 Programme 2.043 : Consolidation et diversification de l'enseignement secondaire technique et professionnel

Objectif N°2 : Améliorer l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agro-sylvo-pastorale, TIC)						
Indicateur de résultat	Unité	Périodes			Evaluation 2020	
		2017	2018	2019	Prévisions	Réalisations
2. 2 Pourcentage de filles fréquentant les filières industrielles, agro-sylvo-pastorales, TIC	%		22,49	35,00	40,00	32,73

Le pourcentage de filles fréquentant les filières industrielles, agro-sylvo-pastorales, TIC, n'a pas atteint sa cible prévisionnelle en 2020. En effet, sur une prévision de 40,00%, la réalisation est de 30,73%. Ce faible taux se traduit par un désintérêt des filles à fréquenter les filières industrielles, agro-sylvo-pastorales, TIC. Pour corriger cette insuffisance, il sera organisé à l'intention des filles des activités de sensibilisation et d'information sur l'importance des filières scientifiques pour tous et particulièrement pour les filles.

Exécution financière:

Tableau II.1 – Exécution financière 2020 par objectifs

Programme 2.041 : Développement de l'Education de Base

(En milliers de FCFA)

Objectifs spécifiques	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Objectif N°3 : Renforcer la scolarisation des filles	174 567	155 889	18 678	89,30
Total	**174 567**	**155 889**	**18 678**	**89,30**

L'atteinte de de l'objectif n°3 : renforcer la scolarisation des filles est mesuré à travers l'indicateur relatif au taux brut d'admission des filles au fondamental 1. L'activité concourant à la mise en œuvre de cet indicateur est la mise en œuvre de la politique nationale de la Scolarisation des Filles (SCOFI). La nature de de dépense destinée à la prise en charge de l'activité est inscrite au niveau des Académies d'Enseignement (AE), chargée de la mise en œuvre.

Ainsi, la dotation initiale de cette nature de dépense est de 174,567 millions de F CFA en 2020 contre une dotation révisée de 157,115 millions de F CFA. Le montant exécuté sur la période est de 155,889 millions de F CFA. Ici, le taux de 89,30% est calculé sur la dotation initiale. Si ce taux est rapporté à la dotation révisée, il serait de 99,21%.

Tableau II.2 – Exécution financière 2020 par objectifs

Programme 2.043 : Consolidation et diversification de l'enseignement secondaire technique et professionnel **(En milliers de FCFA)**

Objectifs spécifiques	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Objectif N°2 : Améliorer l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agro-sylvo-pastorale, TIC)	13 197	11 877	1 320	89,99
Total	**13 197**	**11 877**	**1 320**	**89,99**

De même, l'atteinte de l'objectif n°2 : Améliorer l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agro-sylvo-pastorale, TIC) est mesuré à travers l'indicateur relatif au pourcentage de filles fréquentant les filières industrielles, agro-sylvo-pastorales, TIC.

L'activité qui concoure à la mise en œuvre de cet indicateur est la sensibilisation et l'information sur l'importance des filières scientifiques pour tous et particulièrement pour les filles. La nature de de dépense destinée à la prise en charge de l'activité est inscrite au niveau de la Direction Nationale de l'Enseignement Technique et

Professionnelle (DNETP), chargée de la mise en œuvre. Ainsi, la dotation initiale de cette nature de dépense est de 13,197 millions de F CFA en 2020 contre une dotation révisée de 11,878 millions de F CFA.

Le montant exécuté sur la période est de 11,877 millions de F CFA. Là, également, le taux de 89,99% est calculé sur la dotation initiale. Si ce taux avait été rapporté à la dotation révisée, il serait alors de 99,99%.

Tableau II.3 – Exécution financière 2020 par détail des activités.

(En milliers de FCFA)

Intitulé de l'activité	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Mise en œuvre de la politique nationale de SCOFI	174 567	155 889	18 678	89,30
Total	**174 567**	**155 889**	**18 678**	**89,30**

(Voir commentaires tableau II.1**).**

Tableau II.3 – Exécution financière 2020 par détail des activités. En milliers de F CFA)

Intitulé de l'activité	Exécution financière			
	Prévu	Réel	Ecart	Taux %
Sensibilisation et information sur l'importance des filières scientifiques pour tous et particulièrement les filles	13 197	11 877	1 320	89,99
Total	**13 197**	**11 877**	**1 320**	**89,99**

(Voir commentaires tableau II.2**).**

III. PLANIFICATION ET BUDGÉTISATION DES ACTIONS GENRE EN 2022.

a) Objectifs, indicateurs et activités.

Au titre de l'exercice 2022, la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre sera poursuivie, au Ministère l'Education Nationale à travers deux programmes.

Programme 2.041 : Développement de l'Education de Base

Objectifs	Libellé	Unité	Indicateurs				Activités 2022
			Référence 2020	Cibles			
				2022	2023	2024	
Objectif N°3 : Renforcer la scolarisation des filles	**3. 1.** Taux d'admission en dernière année du Fondamental 1 pour les Filles.	%	44,60	49,10	46,60	49,10	3.2.1 Mise en œuvre de la politique nationale de la SCOFI.
	3. 2 Taux brut d'Admission des filles au fondamental 1.	%	70,00	74,20	72,00	74,20	

Le choix de la cible de 74,20% de l'indicateur relatif au Taux brut d'Admission des filles au fondamental 1 en 2022, se traduit par une volonté du département à inciter davantage les parents d'élèves pour une scolarisation massive des filles.

<u>Programme n°2.043</u> : Consolidation et diversification de l'enseignement secondaire technique et professionnel

Objectifs	Indicateurs					Activités 2022
	Libellé	Unité	Référence 2020	Cibles			
				2022	2023	2024	
<u>Objectif N°2</u> : Améliorer l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agrosylvo-pastorale, TIC).	2.2 Pourcentage de filles fréquentant les filières industrielles, agro-sylvopastorales, TIC.	%	32,73	45,00	45,00	45,00	2.2.5 Sensibilisation et information sur l'importance des filières scientifiques pour tous et particulièrement les filles

De même, le choix de la cible de 45,00% de l'indicateur relatif au pourcentage de filles fréquentant les filières industrielles, agro-sylvopastorales, TIC en 2022, se traduit par une volonté du département à susciter plus d'engouement des filles vers les filières industrielles, agro-sylvopastorales, TIC.

Budget genre, programmes stratégiques et effectifs du ministère

Tableau III.1 – Budget genre : Dépenses ciblant l'égalité de genre

Exécution Budget	Prévisions				
Action / **Détail**	2020	2021	2022	2023	2024
Programme 2.041: Développement de l'Education de Base					
Objectif N°3 : Renforcer la scolarisation des filles					
Action 2 : Enseignement Fondamental					
3.1.1 Mise en œuvre de la politique nationale de la SCOFI	155 889	224 127	124 127		
Programme n°2.043 : Consolidation et diversification de l'enseignement secondaire technique et professionnel					
Objectif N°2 : Améliorer l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agrosylvo-pastorale, TIC)					
Action 1 : Enseignement Technique et Professionnel					
2.2.5 Sensibilisation et information sur l'importance des filières scientifiques pour tous et particulièrement les filles	11 877	13 197	13 197		
Total	**167 766**	**237 324**	**237 324**	**xxx**	**xxx**

On note dans ce tableau, qu'une seule activité du Programme 2.041 : Développement de l'Education de Base cible directement l'égalité genre. Il en est de même pour le Programme n°2.043 : Consolidation et diversification de l'enseignement secondaire technique et professionnel. Dans ces deux programmes, les dotations initiales de l'exercice 2021 ont été reconduites systématiquement au titre des dotations prévisionnelles 2022.

Tableau III.2 - Programmes stratégiques de la budgétisation sensible au genre (En milliers de FCFA)

Programme	Exécution	Budget	Prévisions		
	2020	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**
Programme 2.041: Développement de l'Education de Base	155 889	224 127	124 127		
Programme n°2.043 : Consolidation et diversification de l'enseignement secondaire technique et professionnel	11 877	13 197	13 197		
Total	**167 766**	**237 324**	**237 324**		

Le programme 2.041, vise l'amélioration de l'efficacité interne du système et la promotion de l'égalité et de l'équité d'accès à l'éducation pour tous à travers le renforcement des capacités d'accueil au niveau de l'éducation préscolaire et spéciale, la promotion de tous les enfants en âge scolaire d'accéder à un enseignement de base gratuit et obligatoire,

le renforcement de la scolarisation des filles et l'amélioration des compétences de base des élèves et des apprenants du système en lecture, écriture et calcul. C'est ce programme qui est chargé de la mise en œuvre de politique nationale de la scolarisation des filles à travers la Direction Nationale de l'Enseignement Fondamental en collaboration avec les Directions d'Académies d'Enseignement au niveau déconcentré.

Le programme 2.043, vise d'une part, à assurer le développement d'un enseignement secondaire technique de qualité et d'un coût abordable en lien avec les besoins de l'économie et d'autre part à d'accroître l'offre de formation en développant des alternatives crédibles et attractives en adéquation avec l'auto-entreprenariat et les besoins du marché du travail à travers le renforcement des capacités d'accueil et l'amélioration de l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agro-sylvo-pastorale, TIC). Ce programme contribue à la mise en œuvre de la politique nationale de la scolarisation des filles à travers la Direction Nationale de l'Enseignement Technique qui met l'accent sur la sensiblement pour accroitre le nombre de filles fréquentant les filières industrielles, agro-sylvopastorales, TIC.

Tableau III.3 - Effectifs du ministère séxo-désagrégés

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
1. Ministre	1	1		**0,00**
2. Secrétariat Général	**99**	**70**	**29**	**29,29**
Secrétaire Général	1	1	0	0,00
Conseillers Techniques	13	11	2	15,38
Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	85	58	27	31,76
3. Cabinet	**12**	**9**	**3**	**25,00**
Chef de Cabinet	1	1	0	0,00
Chargés de Mission	9	7	2	22,22
Attaché de Cabinet	1	1	0	0,00
Secrétaire Particulier Ministre	1		1	100,00
4. Services Centraux	**1051**	**718**	**333**	**31,68**
Directions Nationales et services Rattachés				
Directeurs nationaux	26	20	6	23,08
Directeurs nationaux Adjoints	17	4		0,00
Chefs de Division	65	56	9	13,85
Chefs de section	66	45	21	31,82
Chargés de dossier	449	263	186	41,43
Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	428	330	111	25,93
4.1. Directions Générales	**82**	**55**	**27**	**32,93**
Direteur Général	2	1	1	50,00
Direcyeur Général Adjoint	2	2		0,00
Sous-Directeur	9	7	2	22,22
Chefs de Division	15	14	1	6,67
Chefs de section	4	3	1	25,00
Chargés de dossier	24	9	15	62,50

Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
Personnel service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	26	19	7	26,92
4.2. Personnel EPA				
4.3. Personnel EPST				
Total	**1245**	**853**	**392**	**31,49**

3.2.3.Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau

I. ENJEUX GENRE ET GAPS A COMBLER :

Au Mali, les secteurs des Mines, de l'Energie et de l'Eau ont trois défis principaux à relever en lien avec lesObjectifs de développement durable (ODD) n° 6 (eau propre et assainissement), n° 7 (énergie propre et d'un coût abordable) et n°12 (consommation et production responsable), parmi les 17 Objectifs mondiaux, qui traduisent un appel mondial à œuvrer pour éradiquer la pauvreté, protéger la Planète et faire en sorte que tous les êtres humains vivent dans la paix et la prospérité. L'horizon pour l'atteinte des cibles fixées par les ODD est 2030 et nécessitera que les gouvernements, le secteur privé, la société civile et les citoyens agissent de concert tout en intégrant une approche et une dimension genre à tous les niveaux de conception, de gouvernance et d'exécution.

Le Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau, à travers l'ensemble de ses structures techniques et opérationnelles, conformément aux axes prioritaires du Cadre pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD), intègre parfaitement ces enjeux mondiaux et nationaux dans toute sa logique de gouvernance et d'action afin de permettre un développement équitable et durable.

C'est pourquoi, tous les efforts à déployer doivent contribuer à un accès universel des hommes et des femmes aux sources d'énergie propres et abordables, à l'eau potable pour les usages domestiques et économiques et aux retombées de l'exploitation des ressources minérales.Ces avancées devront contribuer significativement non seulement au bien-être familial par l'allègement de la charge de travail des femmes et l'amélioration des revenus par l'auto emploi mais aussi au développement économique et social national par l'implication de tous les genres aux activités productives.

Cet accès universel à l'électricité, à l'adduction d'eau potable et aux ressources minérales pourra se traduire pour les femmes, les hommes et les jeunes vivant en milieu rural et péri-urbain par :

- l'accès à l'eau potable par le plus grand nombre des populations avec la poursuite de la mise en œuvre des activités de la station de Kabala, la facilité d'accès aux soins modernes de santé, aux technologies de communication & d'information et à l'éducation et les projets de branchements sociaux;
- l'amélioration des conditions d'hygiène et de santé des populations par l'accès à l'eaupotable;
- l'allègement des tâches domestiques (cuisine, décorticage et mouture des céréales, broyage de karité, exhaure de l'eau, jardinage, etc..);
- la modernisation/développement d'activités génératrices de revenu;
- l'accès aux ressources minières par le plus grandn ombre des populations avec comme objectif principal l'accroissement substantiel de la part des produits miniers dans le PIB en vue d'améliorer le bien-être social du peuple malien grâce à une juste distribution des revenus tirés du secteur et de promouvoir le développement durable pour les communautés vivant autour des mines.

Le Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau compte atteindre tous ces objectifs à travers essentiellement la mise en œuvre du Programme Gouvernance des Secteurs Mines, du Programme d'Urgences Sociales volets Energie et Eau, des projets d'électrification d'Energie Renouvelable (ENR) des différentes agences dédiées (AMADER, AER, ANADEB) ainsi que par l'extension des domaines concédés de EDM, SOMAPEP et SOMAGEP. Dans le but d'intégrer la dimension genre dans la mise en œuvre et l'atteinte des objectifs du Ministère en matière d'électrification et d'adduction d'eau potable, les services techniques et les Agences d'exécution du département développent des stratégies spécifiques selon leur domaine d'intervention et les missions que la Loi leur assigne.

II. MESURES ET STRATEGIES SPECIFIQUES QUI CIBLENT LES QUESTIONS DE GENRE :

c) Les mesures spécifiques :

Au niveau du Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau, trois directions nationales ont en charge l'effectivité de la mise en œuvre de mesures spécifiques dans le domaine du genre, à savoir : la Direction Nationale de la Géologie et des Mines, la Direction Nationale de l'Energie et la Direction Nationale de l'Hydraulique.

Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

Ces mesures spécifiques sont opérationnalisées essentiellement à travers les nombreuses agences par des projets spécifiques intégrant les spécificités genres liées aux secteurs des Mines, de l'Energie et de l'Eau.

Dans le cadre de ses missions, l'Inspection de l'Energie et de l'Eau veille à la prise en compte effective de cette dimension genre au niveau de l'ensemble des structures du Département.

Direction Nationale de l'Energie (DNE):

La DNE élabore la Politique Energétique Nationale (PEN) avec les cadres, stratégies et plans d'action y afférant.

Tous ces documents de références donnent une place au genre dans leur mise en œuvre.

La Politique Energétique Nationale (PEN) adoptée en 2006 laisse apparaitre une ambition claire affichée pour l'intégration du genre :

- ✓ L'amélioration de l'accès des femmes aux services et technologies modernes de l'énergie ;
- ✓ La prise en compte systémique du genre dans tous les programmes et projets énergétiques.

Par ailleurs, le Plan d'Action National de l'Energie Renouvelable du Mali (PANER) validé en 2015, fixe à l'horizon 2030 des objectifs comme :

- ✓ 35% defemmes des populations desservies en électricité par des systèmesd'ER et Hybrides;
- ✓ 55% defemmes des utilisateurs de foyers améliorés;
- ✓ et 32% defemmes des utilisateurs de GPL.

La direction est sensible à la prise en compte des aspects genre dans les activités, projets et programmes exécutés au niveau de la DNE, en veillant à ce qu'il ait une participation active des femmes de l'énergie.

Agence Malienne de Développement de l'Electrification Rurale (AMADER) :

Evaluation des activités genre 2020

Les activités « aspect genre » sont transversales « Projet Systèmes Hybrides d'Electrification Rurale/SHER » /SREP. Les activités genre réalisées en 2020 ont porté essentiellement sur :

- le renforcement des unitéspilotes de transformation et de commercialisation des produitslocaux (UTC) des localités de N'Tôbougou et Simidji;
- la formation des femmes en gestion des coopératives, organisation, entreprenariat et comptabilité;
- l'installation de trente-sept (37) kitssolaires (un kit solaire PV Wpavec 10 lampes et 02 prises) dans les CSCom/Maternités de certaineslocalités du projet SHER.

Perspectives 2021-2022 :

- ✓ L'installation des unités de transformation et commercialisation (UTC) des produitslocaux de Boidié, Didiéni, Naréna, Sébékoro et Kassaro) dont les plans d'action sont disponibles et les terrains sont déjà acquis;
- ✓ Mobilisation de ressourcespour le financement et le développement des nouvelles activités genre.

Agence des Energies Renouvelables du Mali (AER-Mali)

Dans tous les projets et activités de l'Agence, le volet intégration genre est pris en compte.

- **Projet Promotion de la productiond'Electricité Durable danslesZones Rurales du Mali grâceaux Technologies hybrides » (PPDE-ZRHT) (2016- 2020) :**
  - Réalisation de 8 centrales solaires photovoltaïques hybridées avec des plates-formes multifonctionnelles;
  - Formation des bénéficiaires dans la gestion et la maintenance des centrales.
- **Projetd'Accès aux Services d'Energies Renouvelables de KITA (PASER-K):**
  - 30 forages équipés en système de pompage PV + châteaux de 15 m^3 + périmètre maraicher des femmes d'au moins 1 ha + 6 bornes fontaines au village + 1 km de réseau d'adduction d'eau potable;
  - 30 kiosques solaires pour la fourniture des services énergétiques;
  - 24 écoles éclairées par des kits solaires PV avec 10 points lumineux par école;
  - 30 moulins solaires fonctionnels;
  - 5 centres de santé équipés en réfrigérateur solaire + kit solaire photovoltaïque pourl'éclairage + chauffe-eau solaire de 200 litres;
  - 60 lampadaires solaires fonctionnels;
  - 60 séchoirs pour le séchage des produits maraichers fournis;
  - 180 bénéficiaires formés en maintenance des systèmes solaires.

- **Projet Windows (Mopti)**

Ce projet concerne l'installation de plateforme sur six sites dans la région de Mopti (Diodori, Bankass, Mondougo, Sévaré, Koro, Bandiagara). Les équipements sont constitués de moulins, décortiqueuses, chargeurs de batterie, systèmes de pompage.

Projet Energia danssixlocalités du cercle de Kita:

- Promotion de l'autonomisationéconomique des femmes et l'accès des communautés à des servicessociaux de baseaméliorésdans le cercle de Kita, Mali;
- Augmentation des revenus des femmes à travers de leur accès auxs ervices énergétiques;
- Réalisation de 03 forageséquipes de système de pompagesolaire et réseau de distribution;
- Formation de 60 femmes dont les membres des groupes Education pour le changement (EPC) en production maraichère en une session de 5 jours par village;
- Achat et livraison de 1 séchoir modèle TAOS améliore avec tôles (15 à 20 kg) par village dans 05 villages;
- Achat et livraison de 468 (78 par village) Foyers améliorés (type Nafacama) dans 06 villages;
- Formation de 5 jours de 130 femmes membres des groupes EPC sur activités génératrices de revenues (AGR);
- Formation de 60 femmes membres des EPC en gestion financière et comptable des unités de production, durée de 5 jours;
- Centres de santé équipes avec de systèmes énergétiques solaires fonctionnels;
- Installation d'unsystème de chauffage solaire d'eau dans 2 centres de santé. ;
- Mise en place et dynamisation de 36 groupes EPC de femmes.

Agence Nationale de Développement des Biocarburants (ANADEB):

INTRODUCTION :

La politique énergétique de 2006 assigne au sous-secteur des Énergies Renouvelables, le développement de la filière du biocarburant notamment le pourghère (jatropha curcas) et l'éthanol. En 2008, la stratégie nationale de développement des biocarburants a été élaborée et l'Agence Nationale de Développement des Biocarburants (ANADEB) a été créé par l'ordonnance N°09-006/P-RM du 04 mars 2009 avec pour mission de promouvoir les biocarburants/bioénergies sur toute l'étendue du territoire national.

C'est un Etablissement Public à caractère Administratif (EPA) doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Son organisation et ses modalités de fonctionnement sont fixées par le Décret N° 09-082/P-RM du 04 mars 2009 par dérogation à la Loi N°90-110/AN-RM du 18 octobre 1990, portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du fonctionnement des Etablissements Publics à caractère Administratifs.

Cette stratégie nationale et les textes de création, d'organisation et de fonctionnement de l'Agence sont en relecture pour migrer vers les « bioénergies ».

Dans sa vision de contribuer au bien-être social des populations, l'ANADEB a toujours eu une approche d'intervention « sensible au genre, tant au plan institutionnel qu'opérationnel**.**

Le présent rapport est relatif à la prise en compte du genre dans les interventions de l'ANADEB en 2020.

Au plan institutionnel :

L'Agence s'est engagée dans un processus de relecture de textes pour migrer vers les bioénergies.

En décembre 2020, le personnel de l'Agence était de vingt-cinq (25) agents majoritairement jeunes, dont quatre (4) femmes. Soit un taux de 16% pour le personnel féminin (Cf. ANNEXES).

Parmi les six (6) postes de prises de décision qui sont : le poste de DG, le poste de DGA et les quatre (4) postes de Chef de Département, une (1) femme occupe le rang de Chef de Département. Soit un taux de 17% pour les postes de prise de décision.

Au plan opérationnel :

En 2020, même si l'Agence ne dispose de tous les chiffres concernant la proportion de femmes touchées, des activités ont aussi été destinées au genre.

Les activités destinées au genre de l'année 2020, sont évalués comme suit :

- la communication autour de la promotion de l'ANADEB et des bioénergies, la confection de sept cents (700) calendriers qui ont été distribués auprès des partenaires, des acteurs du domaine des bioénergies y compris des femmes et des jeunes.
- la réalisation d'un article de presse portantsur le bioéthanol a été publié dans le journal Procès-verbal courant premier semestre 2020, afind'informer le public su rles potentialités dont regorge cette filière.
- la diffusion sur la chaine nationale ORTM 1 d'un microprogramme sur les bioénergies, les 22, 25, 28 juin et le 1erjuillet 2020, afind'informer et de sensibiliser la population sur les produits bioénergies au Mali.
- la capitalisation des indicateurs de résultats sur les filières de bioénergies (Cf. ANNEXES).
- la poursuite de la construction des bâtiments de la Zone d'activités Electrifiées de Ouaramadiana, en décembre 2020 les travaux ont atteint un taux de réalisation de 95%.

Pour rappel, la réalisation des ZAE permet :

- ✓ aux populations notamment les femmes et les jeunes des zones rurales non connectées au réseau de disposer d'énergie propre à base de bioénergies pour mener des activités génératrices de revenus nécessitant de l'électricité;
- ✓ à la création d'emplois stables non délocalisables et la diminution de l'exode rural;
- ✓ de donner un nouveau souffle à l'économie locale.

Perspectives 2021 :

Pour la promotion du genre, l'ANADEB prévoit en 2021 :

- la formation du personnel en genre;

- La désignation d'unpoint focal genre;
- la finalisation de la construction de la ZAE de Ouaramadiana et l'installationd'activitésgénératrices de revenus par les femmes et les jeunes pour y développer une économie circulaire à travers les bioénergies dans le cadre du développement durable;
- la prise en compte systématique du genre dans toutes les activités;
- la mise en œuvre de projets de développement de technologies pour la cuisson propre et la production d'énergie propre.

Les indicateurs de résultats collectés en 2020

Variables	Unité	Région	Réalisation 2019	Réalisation 2020
Superficies emblavées en jatropha	Hectare	Kayes	73	77
		Koulikoro	83	25
		Sikasso	69	24
		Ségou	135	143,6
Sous Total 1			360	269,6
Quantité de graines de jatropha produite	Tonne	Kayes	60	9,95
		Koulikoro	5	5
		Sikasso	52	13,3
		Ségou	151	41,98
Sous-Total 2			268	70,23
Quantité d'huile biocarburant produite	Litre	Kayes	9125	7038
		Koulikoro	2305	0
		Sikasso	3 000	474
		Ségou	1 200	818
Sous-Total 3			15630	8330
Quantité de bioéthanol produite	Litre	Ségou	8975770	8000000
Sous – total 4			8975770	8000000

Zone d'Activités Electrifiées par la bioénergie	Nombre	Kayes	0	0
		Koulikoro	1(en construction)	0
		Sikasso	1	0
		Ségou	0	0
Sous-Total 5			2	0
Bio digesteurs installés	Nombre	Kayes	0	En cours
		Koulikoro	8	En cours
		Sikasso	1	En cours
		Ségou	2	En cours
		Mopti	0	En cours
Sous-Total 6			11	En cours
Moteur fonctionnant au biocarburant installé	Nombre	Kayes	0	0
		Koulikoro	0	0
		Sikasso	0	0
		Ségou	0	0
Sous Total 7			0	0
Unité d'extraction d'huile biocarburant installée	Nombre	Kayes	0	0
		Koulikoro	1	0
		Sikasso	0	1
		Ségou	0	0
Sous Total 8			1	1
Ménages ayant bénéficiés des unités de biogaz	Nombre	Kayes	268	0
		Koulikoro	2	0
		Sikasso	268	0
		Ségou	6	5
		Mopti	5	0
Sous Total 9			549	5
	Nombre	Kayes	1 634	8

Emplois créés/renforcés dans les filières (Jatropha, Bioéthanol et Biogaz)		Koulikoro	1 278	0
		Sikasso	4 011	91
		Ségou	4 646	4
Sous Total 10			11 569	103
Nombre d'activités génératrices de revenus	Nombre	Kayes		0
		Koulikoro		0
		Sikasso		25
		Ségou		0

Commentaires : On constate que, malgré les difficultés, certains acteurs de la filière ont atteint des résultats notables :

- Associationd'Entre Aide pour le Développement de Teriyabugu (AEDR Teriyabugu) dans la région de Ségou par se sactions de créationd'Activités génératrices de revenus, d'utilisation du biogazcomme source d'énergie propre et pourremplacer le bois de chauffe et le charbon de bois de 11 ménages, etc. AEDR Teriyabugu dispose d'un stock de plus de 20 tonnes de graines.
- **G**roupe **E**nergie **R**enouvelable **E**nvironnement et **S**olidarité (GERES) dans la région de Sikasso par se sactions de création de deux (2) zones d'activités électrifiées (ZAE) en 2017 et 2018, de création et de renforcement de 25 Activités génératrices de revenus (AGR), 91 emplois créés comptant 59 femmes, etc.
- Jatropha Mali Initiative (JMI Kita) situé à Kita pour ses actions de création d'emplois et d'activités génératrices de revenus, de production d'huile carburant (huile de jatropha) etc. JMI dispose d'un stock de graines de jatropha

Les biodigesteurs de 2019 ont été installés par l'ANADEB. La SNV a installé des biodigesteurs en 2020, les détails par région ne sont pas encore à notre disposition.

Agence Malienne de Radioprotection (AMARAP)

Créée par l'Ordonnance n°02-060/P-RM du 05 juin 2002, l'AMARAP est l'Organisme chargé de la mise en œuvre de la règlementation en matière de radioprotection (Sûreté et Sécurité radiologiques et nucléaires) afin d'assurer la protection des personnes et de l'Environnement contre les effets néfastes des radiations ionisantes. A ce titre, les activités de promotion se rapportant aux ressources énergétiques et aux ressources en eau ne font pas partie de ses missions statutaires.

Toutefois, dans le cadre de certaines de ses activités, notamment celles relatives aux formations du personnel, l'aspect genre est pris en compte par l'AMARAP.

L'AMARAP compte à ce jour 29 agents dont 09 personnels féminins soit 31%. Parmi les 09 personnels féminins, 05 sont dans les départements techniques et 04 dans l'administration.

Dans le cadre de la formation initiale en radioprotection, les candidatures féminines sont encouragées et privilégiées au moment de la sélection, en tenant compte du niveau académique exigé. La sélection définitive est faite par l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA).

Evaluation des activités genre 2020

En raison du COVID-19, les activités de formation et d'encadrement du personnel et des stagiaires ont été presque suspendues.

Malgré le contexte difficile, l'AMARAP a effectué des formations à l'interne d'une dizaine d'agents sur les notions de radioprotection et celle lié aux prestations d'un bureau spécialisé dans le domaine des finances et budget a été renvoyé à 2021 et elle démarrera bientôt.

En mars dernier, trois femmes ont participé à la formation et à la l'installation du laboratoire de spectrométrie sur un effectif de six (06) agents soit 50%.

Par ailleurs, l'AMARAP a entrepris des échanges en vue de la formation/ sensibilisation des médecins ainsi que les sage-femmes pour la protection des travailleurs et des femmes en âge de procréation dans les années à venir.

Perspectives 2022

Nous espérons reprendre le programme d'encadrement des stagiaires et de formation des intervenants avec l'assouplissement des mesures liées au COVID-19.

Direction Nationale de l'Hydraulique (DNH) :

Le secteur de l'eau, l'hygiène et assainissement (AEPHA) du Mali est régi par des politiques et cadres stratégiques qui ont été traduits en plans d'actions spécifiques assortis de dates et horizons de mise en œuvre. En effet, le secteur de l'eau, l'assainissement et d'hygiène au Mali est guidé par la Politique nationale de l'eau (2006) ; le code national de l'eau 2002 ; le programme d'urgences d'accès à l'eau potable 2017-2020, la Politique nationale d'assainissement (2009), le Programme Conjoint d'Appui à la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PCA-GIRE 2015-2019),dont la Composante 5 «ASPECTS TRANSVERSAUX», concerne la prise en compte dans les stratégies et plans d'actions GIRE, du Genre et des principes de l'Approche Fondée sur les Droits Humains (recevabilité, transparence, non-discrimination, participation/inclusion).

Ces politiques et stratégies, en cours de révision, prennent en compte les groupes vulnérables vivant dans les zones rurales et urbaines, et dans les localités difficiles d'accès. Ces instruments prônent aussi l'élimination de la défécation en plein air à l'horizon 2030 et l'atteinte de l'accès universel aux services de base en eau et d'assainissement sécurisés à l'horizon 2030.

Les projets et programmes réalisés dans le cadre de l'accès à l'eau et la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) visent à :

- **Rechercher un impact positif sur la charge de travail des femmes et la coopération femmes-hommes ;**

La réalisation de projets d'eau et d'assainissement participatifs et sensibles au genre permet non seulement d'augmenter les chances de succès et de pérennité du projet, mais jette également les bases d'une coopération entre les femmes et les hommes, tout en établissant un cadre pour aborder la question des inégalités.

- **Promouvoir la participation et valoriser le savoir-faire des locaux, femmes et hommes ;**

Les femmes, en tant que principales usagères, doivent être impliquées à tous les niveaux de la gestion de l'eau, y compris dans les associations d'usagers de l'eau (AUE).

La participation des femmes représente une forte valeur ajoutée dans la définition d'un intérêt commun au sein d'une population et dans la mobilisation de l'ensemble de la communauté pour son propre développement. Les divisions socio-économiques et de genre au sein de la société déterminent, qui détient le pouvoir de contrôler l'usage de l'eau (agriculture, eau et assainissement domestique, énergie, préservation de l'écosystème).

- **Intégrer le genre dans l'analyse de la situation de départ et la définition des enjeux ;**

La mise en place d'un système de gestion participatif, avec la nomination de 1 femme/1 homme dans les associations d'usagers et parmi les délégués de chaque borne fontaine, n'est réellement efficace que si cette démarche est précédée d'une analyse sensible au genre de la population, conjuguée à un travail de sensibilisation et de formation auprès des différentes composantes du village.

La faiblesse de la participation des femmes renforce la mainmise des hommes sur ces projets, ce qui ne permet pas de réunir toutes les conditions pour une gestion transparente de tels ouvrages. Ceci peut générer un désintérêt des autres villageois tant pour la gestion que pour la consommation d'eau, mettant ainsi en péril tout le fonctionnement du système.

- **Apporter des compétences en genre aux partenaires et des décideurs ;**

Le fait que les femmes soient impliquées dans les projets ne signifie pas automatiquement que les questions de genre soient prises en compte.

En effet, travailler dans une perspective de genre implique d'aborder la question des inégalités entre les hommes et les femmes, de les reconnaître et de chercher à les faire évoluer tout en répondant à différents besoins.

- **En cas d'urgence, ne pas oublier le genre ;**

Enfin, il est essentiel de prendre en compte les besoins spécifiques des femmes et des filles dans la gestion des inondations, car elles comptent parmi les plus exposées lors des catastrophes liées à l'eau.

Il est à noter que suivant le cadre organique, la DNH compte en son sein un personnel total de 274 agents dont 76 femmes : trois d'entre elles occupent des postes, de Directrice Régionale de l'Hydraulique, de Chef de Section, et de Coordinatrice de Programme.

REPARTITION DU PERSONNEL PAR CATEGORIE - DNH 2021				
CADRE	**A**	**B**	**C**	**TOTAL**
FEMME	15	55	6	**76**
HOMME	61	92	45	**198**
TOTAL	**76**	**147**	**51**	**274**

Evaluation des activités genre 2020

Pendant l'année 2020, le Ministère, à travers la DNH, la SOMAPEP et la SOMAGEP, a surtout préparé les éléments opérationnels du **Programme d'Urgences Sociales d'Accès à l'Eau Potable** par la réalisation de forages pour l'adduction d'eau potable à travers les localités du Mali et le District de Bamako.

Le but est d'alléger, voire de circonscrire complètement le calvaire des populations en matière d'accès à l'eau pour les besoins domestiques.

Laboratoire National des Eaux (LNE)

Le Laboratoire National des Eaux est un Etablissement public à caractère scientifique et technologique. Il a pour mission de contrôler et d'analyser les ressources en eaux.

Existence de plusieurs documents de politique et cadre stratégiques de développements :

- la politique Nationale de l'eau (2006);
- le code de l'eau (2002);
- la politique Nationale de l'assainissement (2009);
- la politique Nationale Genre (24 Novembre 2010);
- le plan stratégique du secteur de l'eau (2000-2015).

EVALUATION DES ACTIVITES GENRE 2020-2021 :

- membres du REMAFPEA (réseau malienne des femmes professionnelles de l'eau et de l'assainissement);
- participation à l'atelier « Évaluation de la prise en compte du genredansles IES à travers les Projet NICHE MLI 215 « Modernisation et professionnalisation de l'enseignement supérieur au Mali » et MLI 251 « Renforcement des capacités des Institutions d'Enseignement Supérieur dans la Gestion des Ressources en Eau ***»;***
- exigence de la présence des femmes dans les équipes du LNE pour les missions de restitutions des résultats d'analysesur la qualité des ressources en eau dans les zones minières;
- sollicitation de la présence lors des ateliers de restitution sur la qualité des ressources en eau des femmes en tant que actrices principales pour leur sensibilisation sur les bonnes pratiques d'hygiène, d'entretien et de gestion des ouvrages.

Inspection de l'Energie et de l'Eau :

L'Inspection de l'Energie et de l'Eau (IEE) est un service central du Ministère de l'Energie et de l'Eau (MEE). Son rôle principal est de contribuer à améliorer la bonne gouvernance au sein du Département et renforcer le système de gestion des finances publiques. C'est une structure transversale qui couvre les sous-secteurs Eau et Energie**.**

En 2021, l'Inspection de l'Energie et de l'Eau compte dix (14) agents dont six (07) personnels féminins composé quatre (05) inspecteurs et de deux dames secrétaires ; la parité homme/femme est respectée : 05 inspecteurs dames et 06 inspecteurs hommes.

Le personnel féminin prend une part active à l'ensemble des activités de l'Inspection. Il ne saurait en être autrement eu regard au nombre important d'inspecteurs dames. Les missions de l'IEE sont programmées et exécutées d'une manière inclusive et équitable.

Par ailleurs, lors de ses missions d'inspection, l'IEE fait toujours le point sur le nombre du personnel féminin dans les entités inspectées et le note dans ses rapports.

L'IEE examine en profondeur les aspects genres lors de ses missions d'inspection en allant au-delà du décompte (personnel féminin-personnel masculin).

La budgétisation basée sur le genre est un aspect sur lequel l'IEE se penche lors de ses différentes missions. Elle se traduit par des actions :

- le concept genre et son intégration dans les secteurs d'activités; et
- la budgétisation sensible au genre afind'assurer le contrôle des budgets alloués auxs ecteurs de développement.

Le personnel a pris part à plusieurs sessions de formations.

d) Evaluation des activités genre N-1 (2020)

Programme 2.073 : Développement des ressources énergétiques

Présentation des objectifs et indicateurs du programme prévu versus réels de 2017 à 2020

Objectif 1 : Satisfaire les besoins énergétiques du pays en qualité, en quantité et à moindre coût							
Indicateurs de résultats	Unité	Réalisations			Evaluation 2020		
		2017	2018	2019	Prévision 2020	Réalisation	Taux de réalisation
1.1. Taux d'accès à l'électricité au niveau national	%	39	42	50	54	52	96,30
1.2. Taux d'accès à l'électricité en milieu Urbain	%	86	94	96	95	98	103,16
1.3. Taux d'accès à l'électricité en milieu Rural	%	19,39	16,36	21,12	23	24,08	104,70
1.4. Nombre de nouvelles localités électrifiées.	Nbre	20	30	37	124	140	112,90
Objectif 2 : Promouvoir les énergies renouvelables et de substitution							
Indicateurs de résultats	Unité	Réalisations			Evaluation		
		2017	2018	2019	Prévision 2020	Réalisation	Taux de réalisation
2.1. Taux de pénétration t des énergies renouvelables dans le mix énergétique (puissance électrique installée).	%	5	3,9	13	15	13	86,67
2.2. Taux d'accroissement de la consommation du gaz butane.	%	30	25,69	-23	35	18	51,43

Le taux national d'accès à l'électricité est passé de 50% en 2019 à 52% en 2020 ; mais perdant 2 points de pourcentage par rapport l'objectif visé qui était de 54%.

1. En milieu urbain, le taux d'accès a connu une augmentation de près de 2 points de pourcentage en passant de 96% en 2019 à 98% en 2020 avec un objectif dépassé de 3 points de pourcentage.

2. En milieu rural, le taux d'accès à l'électricité est en hausse passant à 21,12% en 2019 à 24,08% en 2020. La part des énergies renouvelables dans le bilan énergique n'a pas évolué entre 2019 et 2020 (soit 13%) contre un objectif visé de 15% en 2020.

3. L'évolution de la consommation du gaz butane est en hausse, passant de -23% en 2019 à 18% en 2020.

N.B : Il faut signaler que certaines baisses sont enregistrées malgré des progrès dans les domaines concernés et, sont dues essentiellement à l'accroissement rapide de la population.

Il est à signaler que la satisfaction des besoins énergétiques du pays se poursuit. Le taux d'accès à l'électricité en milieu rural n'a pu être réalisé à hauteur de souhait en raison du retard dans les investissements.

Programme 2.074 : Développement des ressources en Eau

Présentation des objectifs et indicateurs du programme prévu versus réels de 2017 à 2020

Objectif 1: Améliorer l'accès à l'eau potable de façon équitable et durable.							
Indicateurs de résultats	Unité	Réalisations			Evaluation 2020		
		2017	2018	2019	Prévision 2020	Réalisation	Taux de réalisation
1.1.Taux d'accès à l'Eau potable (National)	%	1,1	68,8	69,2	70,75	69,6	98
1.2. Taux de réduction de localités sans EPEM.	%	25,62	65,9	55	3	1,35	45
Objectif 4 : Améliorer la qualité du service public de l'eau de façon efficace et efficiente.							
Indicateurs de résultats	Unité	Réalisations			Evaluation 2020		
		2017	2018	2019	Prévision 2020	Réalisation	Taux de réalisation
4.1. Pourcentage EPEM réalisés directement par les Collectivités Territoriales.	%	50,3	86	57	63	82	130
4.2. Pourcentage de centres AEP - AES sous contrat de Suivi Technique et Financier (STEFI).	%	-	42,11	23	27	9	33

Il est à signaler que la satisfaction des besoins en eau potable pour les populations se poursuit. Le taux d'accès en milieu rural et péri-urbain n'a pu être réalisé à hauteur de souhait en 2020 faute d'investissement conséquents.

III. PLANIFICATION ET BUDGETISATION DES ACTIONS GENRE

a) Objectifs, indicateurs et activités

Programme 2.073 : Développement des ressources énergétiques

Objectifs	Indicateurs					Activités 2020
	Libellé	Réf 2020	CIBLES 2021	2022	2023	
1. Satisfaire les besoins énergétiques du pays en qualité, en quantité et à moindre coût.	1.1. Taux d'accès à l'électricité au niveau national	96,30	55	58	59	1.1.1. Renforcement et extension du réseau de transport et de distribution (Développement du réseau 225 kV, 33 kV, 90 kV.) d'énergie électrique.
	1.2. Taux d'accès à l'électricité en milieu Urbain	103,16	99	-	-	1.1.2. Poursuite du renforcement des capacités de production (Centrales hydroélectriques, Centrales Solaires) du réseau Interconnecté et des Centres Isolés.
	1.3. Taux d'accès à l'électricité en milieu Rural	104,70	25	28	28	1.1.3. Poursuite du raccordementdes Centres Isolés au Réseau Interconnecté.
2. Promouvoir les énergies renouvelables et de substitution.	2.1. Taux de pénétration des énergies renouvelables dans le mix énergétique (puissance électrique installée).	13%	23	28	31	2.1.1. Poursuite de la mise en œuvre de la stratégie de développement des ENR et du plan d'actions y annexé.
						2.1.2. Poursuite du transfert de compétences dans le cadre de la décentralisation en matière de fabrication et d'entretien d'équipements d'ENR.
						2.1.3. Poursuite des installations d'équipements solaires, éoliens et de bio - énergie en milieu rural et péri-urbain.
	2.2. Taux d'accroissement de la consommation du gaz butane.	-23%	0	0	0	2.2.1. Mise en œuvre du plan de la promotion de gazbutane.

Programme 2.074 : Développement des ressources en eau

Objectifs	Indicateurs						Activités 2020
	Libellé	Unité	Réf 2020	CIBLES			
				2021	2022	2023	
1. Améliorer l'accès à l'eau potable de façon équitable et durable.	1.1. Taux d'accès à l'eau potable. National	%	68,8	71	72	73	1.1.1. Programme d'urgences sociales Accès à l'eau potable (Programme urgence AEP en milieu rural). 1.1.2 Projet AEP ville de Bamako à Kabala. 1.1.3. Aménagement, équipement Laboratoire Nationale des Eaux (Contrat-Plan).
	1.2. Taux de réduction de localités sans EPEM.	%	1,35	7,2	7,80	8,50	1.2.1. Projet AEP et mesures d'accompagnement centres semi urbain Ruraux. 1.2.2. Programme Saoudien des Forages, puits et le développement rural en Afrique phase V.
4. Améliorer la qualité du service public de l'eau de façon efficace et efficiente.	4.1. Pourcentage EPEM réalisés directement par les Collectivités Territoriales.	%	82	60	65	70	4.1.1. Identification et suivi des réalisations d'EPEM au niveau des communes.
	4.2. Pourcentage de centres AEP/AES sous contrat de suivi technique et financier (STEFI).	%	9	25	30	30	4.2.1. Opérationnalisation du dispositif de suivitechnique et financier au niveau des centres AEP/AES.

b) Budget genre, programmes stratégiques et effectifs du ministère

Tableau III.1 – Budget genre : Dépenses ciblant directement l'égalité de genre

Programme / Action / Détail	Exécution	Budget	Prévisions		
	2020	2021	2022	2023	2024
2.073 Développement des ressources énergétiques					
01 Approvisionnement en énergie					
Collecte et traitement des données énergétiques.					
Organisation des ateliers sur les activités du secteur, publication et diffusion des données					
Prise en charge du personnel.					
Appui Cellules De Suivi Des Interconnexions					
Prog. Urgence Sociale Acces A L'énergie/ Centrale Solaire					
Projet d'Amélioration du Secteur de l'Energie au Mali (PASEM).					
Projet Construction Liaison Double Terne Sik. Boug. Bko					
Projet Interconnexion Electrique Guinée-Mali (PIEGM)					
Projet RegionalAccesElectricite (PRAE)					
Projet Central Hydraulique De Djenne					
02 Promotion des énergies renouvelables					
Proj. Constr. Centre Nl Conduit Dedoubl. Capa. Energie					
Projet Elect. 32 Localités Rurales Par Systeme Hybride					
Inventaire Et Evaluation Du Potentiel Du Pays En Ressources d'Energies Renouvelables.					

Programme / Action / Détail	Exécution	Budget	Prévisions		
	2020	2021	2022	2023	2024
Procéder aux Tests et Au Contrôle De Qualité De Labélisation Des Equipements d'énergie Renouvelables.					
Contribution A L'information Et A La Sensibilisation Des Promoteurs Et Des Utilisateurs D'équipements D'énergie Renouvelable.					
Recherche Et Développement Dans Le Domaine Des Energies Renouvelables.					
Personnel AER-MALI					
Programme De Développement Des Energies Renouvelables Au Mali (PDENR).					
Projet Systèmes Hybrides Electrification Rurale (SHER).					
Production Hybride Et Accès Rural A L'électricité (PHARE).					
Projet Energie Solaire Pour Le Développement Rural au Mali.					
Mise En Œuvre Et Suivi Des Activités d'électrification En Milieu Rural.					
Mise En Œuvre Du Plan De La Promotion De Gaz Butane.					
Personnel ANADEB					
Opérationnalisation Du Programme De Suivi-Evaluation Du Sous-Secteur Des Biocarburants.					
03 Sûreté Radiologique et sécurité des sources radioactives					
Personnel AMARAP					
Mise En Œuvre Des Actions De L'AMARAP (Sûreté Radiologique et Sécurité Nucléaire)					
Renforc. Infrast.Natin. Radioprotection					
2.074 Développement des ressources en eau					
01 Approvisionnement en Eau Potable					
Projet AEP ville de Bamako par Kabala					
Projet AEP et Accomp. Centres Semi-Urbains Et Ruraux					
Prog Saoudien Forages-Puits Dvpt Rural Afrique Phase 5					
Prog Appu iCollectivite Territoriale Eau Potable Assain. Mali (PACTEA III)					
Programme Urgence AEP. Milieu Rural					
Contrat-Plan Etat Laboratoire National des Eaux					
Personnel LNE					
Suivi régulier des sites d'observations de la qualité ambiante et de contrôle de pollution de l'eau.					
Prog. Integ.Develop. AdaptChagement Clim Bassin Niger (PIDACC/BN)					
02 Gestion des ressources en eau					
Prise En Charge Du Personnel DNH/DRH.					
Suivi-Evaluation Des Activités Du Sous-Secteur Eau.					
Progr. Nl. Mob. Ress. En Eau 1,2,3,5,6 Regions					
Projet Hydraulique Assain. Milieu Rural (BID-UEMOA)					
Etudes Architecturales Construction Dnh					
Entretien Chenal Navigable Fleuve Niger					
Projet Appui Connaissance Et Suivi Ress. En Eau					
Personnel AAT					
Fonctionnement Autorité Aménagement de Taoussa.					
Etude Aménagement Barrage de Taoussa					
Projet Gestion Integre. En Eau Dvpt Usage Multiple Phase 2 / IDA					
Programme Commun Appui à la GIRE					

Tableau III.3 - Effectifs du ministèreséxo-désagrégés

Ministères Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
Ministre	1	1		0
SecrétariatGénéral				
Secrétaire Général	1	1	0	0
Conseillers Techniques	7	6	1	14,28
Personnel Service courrier (y compris chauffeurs et plantons)				
Cabinet				
Chef de Cabinet	1	1	0	0
Chargés de Mission	5	3	2	20
Attaché de Cabinet	1	1	0	0
Secrétaire Particulier Ministre	1	0	1	100
Direction des Finances et du matériel				
Directeur	1	1	0	0
Directeur Adjoint	1	1	0	0
Chef de Division	4	4	0	0
Chef de section	6	5	1	16,66
Chargés de dossier	38	18	20	52,63
Personnel Service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	46	25	21	45,65
Cellule de planification et de statistique/mines-énergie				
Directeur	1	1	0	0
Directeur Adjoint	1	1	0	0
Chef Unité	4	4	0	0
Chargés de dossier	16	6	10	62,5
Personnel Service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	4	2	2	50
Celluled'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration				
Chef	1	1	0	0
Chargés de dossier	2	2	0	0
Personnel Service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	3	0	3	100
Inspection de l'Energie et de l'Eau				
Inspecteur en chef	1	1	0	0
Inspecteur en chef adjoint	1	0	1	100
Inspecteur	9	5	4	44,44
Personnel Service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	2	0	2	100
Services Centraux				
Direction Nationale de l'Hydraulique				
Direction				
Directeur national	1	1	0	0
Directeur National Adjoint	1	1	0	0
Secrétariat				
Chef de Secrétariat	1	0	1	100
Secrétaires	10	0	10	100
Chargé de reprographie	1	1	0	0
Personnel de support ((y compris standardiste, chauffeurs et plantons)	12	10	2	17
Bureau de Comptabilité				
Comptable matière	1	1	0	0
Contrôleur des Finances	1	0	1	0
Régisseur	1	1	0	100
Secrétaire	1	0	1	100
Agent	1	1	0	0
Bureau d'Accueil, d'Information et d'Orientation				
Chef de Bureau	1	1	0	0
Chargés de dossiers	2	0	2	100
Agent	1	0	1	100
Divisions				

Ministères Fonctions		Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
Chefs de division		5	5	0	0
Chef de section		6	3	3	50
Chargés de dossiers		27	17	10	37
Structure Focale Nationale ABN					
Coordinateur		1	1	0	0
Personnel de support ((y compris chauffeurs et plantons		2	1	1	50
Unité GIRE					
Coordinateur		1	0	1	100
Gestionnaire Adm. Financier		1	1	0	0
Comptable		1	1	0	0
Suivi-Evaluation		1	1	0	0
Chargé communication		1	0	1	100
Animateur		1	0	1	100
Secrétaires		2	0	2	100
Personnel de support ((y compris chauffeurs et plantons		4	4	0	0
Projets/Programmes					
Coordinateurs		5	5	0	0
Comptables		5	5	0	0
Secrétaires		14	0	14	100
Personnel de support ((y compris chauffeurs et plantons		20	19	1	5
Direction National de l'Energie (DNE)					
Directeurs nationaux		01	-	01	100
Directeurs nationaux Adjoints		01	01	-	00
Chefs de division		07	05	02	28,57
Chef de section		12	11	01	8,33
Chargés de dossier		18	10	08	44,44
Personnel de support ((y compris chauffeurs et plantons)		10	10	-	00
AMARAP					
Directeur Général		1	1	0	0
Directeur Général Adjoint		1	1	0	0
Sous-Directeur					
Chef de division		3	3	0	0
Chef de section		6	4	2	33
Chargés de dossier		3	0	3	100
Personnel EPA (AMARAP)		29	20	9	31
AMADER					
Directeur Général		1	1	--	0
Directeurs Généraux Adjoints		3	3	--	0
Chef de service	Fonctionnaires	6	5	1	16,66
	Contractuels	7	7	--	0
Chargés de dossier	Fonctionnaires	5	4	1	20
	Contractuels	5	2	3	60
Assistantes		4	--	4	100
Personnel Service courrier (y compris, archiviste, chauffeurs, réceptionniste et coursiers)		6	6	--	0
Personnel EPST					
Total					

3.2.4.Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable

I. INTRODUCTION

La démarche de la Planification et de la Budgétisation Sensible au Genre (PBSG) a été introduite dans le processus budgétaire
Depuis quelques années au Mali. Il est piloté par le Ministère de l'Economie et des Finances.

L'impact de la politique budgétaire sur la réduction de la pauvreté et des inégalités est devenu une préoccupation des autorités, tant au niveau du Gouvernement que du Parlement. Cela nécessite l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience des dépenses.

Une des stratégies pour améliorer cet impact passe par la budgétisation sensible au genre qui constitue également l'un des axes d'orientation de la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre (PNG).

La budgétisation sensible au genre s'est concrétisée par l'élaboration d'une annexe budgétaire relative au genreou le rapport-genre.
Le rapport-genre du MEADD a été élaboré conformément aux orientations de la politique budgétaire fixées par la lettre circulaire n° 01194/ MEF-SG du 17 mars 2021, fixant le cadre budgétaire pour 2021. Il est fondésur l'obligation de rendre de la prise en charge des besoins sexo-spécifiques contenus dans le plan d'action genre et intégrés dans les budgets-programmes. Il recense ainsi les éléments des cadres de performance (programmes, objectifs et indicateurs) du budget-programmes du Ministère qui contribue à la mise en œuvre du plan d'action de la Politique Nationale Genre.

II. LES ENJEUX - GENRE

Les enjeux du genre du Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable (MEADD) portent sur les points suivants :

- l'insuffisance de la prise en compte des activités spécifiques aux femmes dans les plans d'actions des politiques en matière d'Assainissement et de Protection de l'Environnement;
- l'absence de statistiques désagrégées hommes/femmes en matière de gestion de ressources naturelles et d'Assainissement;
- l'insuffisance d'une option sociale qui démontre une évolution favorable de la vision stratégique de la gestion des ressources forestières;

Aussi, il est impossible de déterminer le gap sans avoir au préalable les statistiques désagrégées hommes/femmes du secteur.

LES STRATEGIES DE REDUCTION DES INEGALITES LIEES AU GENRE

Les mesures spécifiques

Au MEADD, les aspects genre sont essentiellement pris en compte au niveau des lignes ci-dessous : (i) Projet Gestion Décentralisé des Forêts (GEDEFOR) (Phase II) et (ii) Programme de Développement Durable du Delta Intérieur du Niger (PDD-DIN).

En 2020 le projet GEDEFOR après sa phase transitoire s'était fixé des objectifs par rapport aux activités sur le genre, qui sont entre autres :

- la promotion des femmes, des jeunes et des handicapés ;
- la révision de la stratégie genre ;
- la réalisation d'une étude sur les perspectives/ possibilités de création d'emploi au profit des femmes et des jeunes ;
- la création / la redynamisation des commissions domaniales et foncières et des commissions foncières tout en veillant à la représentativité des femmes et des jeunes.

Cependant en raison des contraintes budgétaires, le projet n'a pas bénéficié de financement.

Sur le plan financier, le PDD-DIN phase II a bénéficié un accord de financement qui a été signé le 05 Décembre 2017 entre le Gouvernement du Mali et le Royaume de Suède d'un montant global de Sept Milliards Deux Cent Un Millions Trente Trois Mille (7 201 033 000)F CFA, dont Six Milliards Quatre Cent Douze Millions Quatre Cent Mille (6 412 400 000) de F CFA, soit Quatre Vingt Quatorze Millions Trois Cent Mille (94 300 000) de Couronnes Suédoises par le Royaume de Suède et Sept Cent Quatre Vingt Huit Millions Six Cent Trente Trois Mille (788 633 000) F. CFA par le Gouvernement du Mali. La contribution du Royaume de Suède constitue 89% de l'assistance financière du Programme et 11% représente celle du Gouvernement du Mali.

Ce qui a réduit considérablement les actions relatives au genre au niveau du MEADD. Cependant, une avancée notoire a été faite à travers l'élaboration par le cabinet du MEADD de « l'Etude genre pour l'élaboration de la stratégie d'institutionnalisation et d'intégration du genre dans le secteur de l'environnement ». Ledit rapport a permis de mettre à disposition du MEADD une stratégie d'institutionnalisation du genre dans le secteur de l'environnement, assortie d'un plan d'actions pour la période 2020-2022.

Les réalisations 2020 et les Perspectives de 2021 :

Le Genre/Equité sociale, communication et VIH est la quatrième composante dans le document du programme. Le genre/équité sociale est pris en compte dans le cadre logique et cadre institutionnel du programme. Par conséquent la prise en compte du genre/équité sociale est obligatoire à tous les niveaux d'exécution des activités du programme enfin d'atteindre les résultats escomptés.

La situation des réalisations dans la prise en compte du genre au titre de l'année 2020 et les perspectives pour 2021 sont consignées dans les tableaux ci-dessous.

Il faut aussi signaler qu'une étude a été réalisée pour prendre en compte la dimension genre /équité dans le document du PDD-DIN phase II. C'est dans ce cadre que le cadre logique du programme a été révisé pour prendre en compte les recommandations de l'étude.

Ce rapport a pour objet de donner la situation des réalisations dans la prise en compte du genre au titre de l'année 2020 et les perspectives pour 2021 du PDD-DIN phase II en vue de renseigner les réalisations du MEADD dans le cadre de la Politique Nationale Genre.

Au titre de rappel, la priorité a été accordée pendant la Phase transitoire du PDD-DIN à l'inclusion des femmes et des jeunes dans la fourniture des moyens d'existence. Les femmes et les jeunes représentaient 70 % des groupes cibles

Tableau de réalisations pour 2020

RESULTATS ATTENDUS	ACTIVITES REVUES POUR 2020	NOMBRE DE FEMMES	COMMENTAIRES
PRODUIT 3.1.1 Adoption de mesures pour corriger la sous-représentation des femmes dans l'accès aux emplois de l'administration publique et du secteur privé	Implication des femmes dans les instances de prise de décision dans la mise en œuvre du PDD-DIN phase	6 femmes ont participé à la 3ème session du comité de pilotage du PDD-DIN phase II	L'atelier du 3ème comité de pilotage a été présidé par une femme conseillère technique au Ministère de l'Environnement de l'Assainissement et du Développement Durable Sur un effectif 35 participants, 6 femmes ont participé à l'atelier dont un taux de 17% des femmes

RESULTATS ATTENDUS	ACTIVITES REVUES POUR 2020	NOMBRE DE FEMMES	COMMENTAIRES
PRODUIT 3.2.1. Accès accru des femmes à la terre aménagée et aux parcelles agro forestières	Implantions de 5 périmètres maraîchers au profit de 5 groupements de femmes	250 femmes ont bénéficié de parcelles aménagées dans les 5 périmètres maraichers	
	Implanter 2 fermes piscicoles modernes de 450 m^2	19 femmes ont bénéficié fermes piscicoles	
	Implantation de 5 fermes avicoles	50 femmes ont bénéficié des fermes avicoles	
PRODUIT 3.2.2. Renforcement des capacités organisationnelles et groupements professionnels des femmes dans les domaines agro-sylvopastoraux	Former les groupements de femmes des 5 périmètres maraîchers en techniques de production maraichère	250 femmes sont formées en techniques de production maraichère	
	Former les membres des 2 groupements bénéficiaires des PIV en techniques de production agricole	20 femmes sont formées en techniques de production rizicole	
	Former les membres des 4 groupements des fermes piscicoles en techniques de production piscicole	40 femmes sont formées en techniques de production piscicole	
	Former les bénéficiaires des fermes avicoles en techniques avicoles	25 femmes sont formées en techniques avicole	
	Equiper et Doter les 5 périmètres maraichers implantés en petits matériels de maraîchage et de semences	250 femmes sont équipées et dotées en petits matériels de maraichage et de semences maraichères	
	Equiper les groupements de femmes des 5 unités de transformation et conservation des produits agro-alimentaires en matériels de transformation et de produits agro-alimentaires	250 femmes sont équipées en petits matériels de conservation et transformation des produits agro-alimentaires	
PRODUIT 3.2.3. Accès accru des femmes aux techniques modernes de conservation et de transformation des produits agro-sylvopastoraux.	Construire cinq (5) unités de transformation et de stockage des produits maraîchers pour les groupements des femmes des 5 nouveaux périmètres maraîchers	250 femmes ont bénéficié de 5 unités de transformations et de stockage des produits maraichers	
	Construire Deux (02) magasins de conservation et de stockage des produits post-récolte de 70 tonnes au niveau des 02 PIV implantés	20 femmes ont bénéficié deux magasins de conservations et de stockage	
PRODUIT 3.2.4. Implication accrue des femmes dans les programmes et projets de conservation et restauration des ressources forestières et fauniques			
PRODUIT 3.3.1. Capacité organisationnelles accrues de groupements de femmes opératrices économiques	Renforcer les capacités des 5 comités de gestion des groupements de femmes des périmètres maraîchers en alphabétisation fonctionnelle	50 femmes sont formées en alphabétisation fonctionnelle	Ce sont les membres des comités de gestion des 5 groupements des périmètres maraichers de 2020
PRODUIT 3.3.2. Accès des groupes défavorisés (femmes chefs de	L'appui à l'endroit des femmes qui évoluent dans les activités génératrices de revenues	385 femmes vulnérables seront appuyées	Il s'agit des femmes qui évoluent dans les AGR telles que :

RESULTATS ATTENDUS	ACTIVITES REVUES POUR 2020	NOMBRE DE FEMMES	COMMENTAIRES
ménage, jeunes filles déscolarisées, filles migrantes, handicape(e)s) à des activités génératrices de revenus			- périmètresmaraichers - périmètres irrigués villageois; - fermes piscicoles; - embouche des petits ruminants; - avicoles; - plantations
PRODUIT 3.3.3. Adoption de programme de développement d'unités de transformation de produits agro-alimentaires labellisés, gérés et exploités par les femmes.	L'appui à l'endroit de 5 groupements de femmes des périmètres maraichers.	250 femmes seront formées dans la transformation et la labellisation des produits agro-alimentaires	Les femmes des 5 groupements qui sont dans les périmètres maraichers
PRODUIT 3.3.4. Appui à la commercialisation des productions des femmes	Néant		

En ce qui concerne le Programme 2.072, le tableau ci-dessous illustre les activités de 2020.

SITUATION DES REALISATIONS 2020 DE L'AEDD DANS LA PRISE EN COMPTE DU GENRE

Réalisations dans la prise en compte du genre au titre de l'année 2020				
Activité	Bénéficières		Cercle	Commune
	Femme	Homm		
Projet de gestion des risquesclimatiques et d'inondation au Mali (PGRCI)				
Prise en compte du genre dans le cadre de la mise en œuvre des programmes/plans de développement économique, social et culturel (PDESC) dans un contexte de réduction des risques d'inondations dans la zone d'intervention du projet de gestion des risques climatiques et d'inondations au Mali en vue de préserver des vies et des biens (PGRCI)	51	12	Commune1, 4 et 6	Bamako
Prise en compte du genre dans le cadre de la mise en œuvre des programmes/plans de développement économique, social et culturel (PDESC) dans un contexte de réduction des risques d'inondations dans la zone d'intervention du projet de gestion des risques climatiques et d'inondations au Mali en vue de préserver des vies et des biens (PGRCI)			Kita, Bafoulabé	Sébékoro, Tomora
Renforcement des capacités techniques des autorités communales et villageoises en vue d'améliorer les systèmes d'alertes précoces aux inondations et la diffusion de l'information sur les risques climatiques	1 200 000			
Projet de génération des avantagesglobauxpourl'environnement(PGAGE)				
Formation des femmes sur les thématiques du système national d'information ;	15		Kayes, Koulikoro	
Initiation des femmes au niveau national sur l'intégration et l'utilisation des indicateurs environnementaux mondiaux dans la planification du développement régional	15	-	Kayes, Koulikoro, Bamako	

Réalisations dans la prise en compte du genre au titre de l'année 2020				
Activité	Bénéficières		Cercle	Commune
	Femme	Homm		
Projet« Facilitépour le financement de l'adaptationauxchangementsclimatiques » (LoCAL-Mali)				
Renforcement de capacités organisationnelles des femmes dans le cadre de leur préparation à l'exploitation du périmètre maraîcher	50 femmes dont les 20 membres du nouveau bureau		Nioro	Simby et Sandaré
La réalisation d'un périmètre maraîcher de 2,5 ha dans le village avec comme source d'alimentation en eau un forage d'un débit de d'exploitation de 4m3/h, 242 parcelles morcelées sont attribuées dont 238 parcelles occupées par les femmes		-	Nioro	Simby et Sandaré
Appui à l'équipement maraîcher des femmes eten semences maraîchères	238	4	Nioro	Simby et Sandaré
ContributionDéterminée au niveau National (CDN)				
Analyse du genre dans l'adaptation pour aider à identifier les mesures d'adaptation qui seront incluses dans la CDN en cours;	-	-	-	-
Programme Régiona ld'Aménagement Intégré des Ressources Naturelles du Massif du Fouta Djallon (PRAI)				
Construction de point de ventes des produits agricoles	-	-	Narena et Kéniéba	Linguekoto, Kéniema
Confection de (3) fosses compostières dans (2) périmètres pour les femmes	-	-	Narena et Kéniéba	Linguekoto, Kéniema
Formation des bénéficiaires sur l'entretien et l'utilisation des bassins de réception d'eau dans les périmètres maraichers de	-	-	Narena et Kéniéba	Linguekoto, Kéniema
Construction des canneaux d'irrigation a l'intérieure des nouveaux périmètres (02 périmètres maraicher 05 canneaux d'irrigation et 90 planches) pour les femmes				
Programme d'appui à la stratégie nationale changements climatiques du mali (ASNACC/PNUD)				
Formation des femmesde Champs Ecole Producteurs (CEPs) en embouche et production des plants.	185	342	Kayes, Bafoulabé, Kita, Djéma, Nioro, Sikasso, Koutiala, Yorosso, Kolondjéba, Bougouni	Koussané, Diakon, Kourounikoto, Lakamané, Nioro tougounérangambé, Dembéla, Konina, Kiffosso 1, Kolosso, Domba
Formation des femmes en techniques de maraîchage et leur dotation en semences (13 périmètres)	500	-	Kayes, Bafoulabé, Kita, Djéma, Nioro, Sikasso, Koutiala, Yorosso, Kolondjéba, Bougouni	Koussané, Diakon, Kourounikoto, Lakamané, Nioro tougounérangambé, Dembéla, Konina, Kiffosso 1, Kolosso, Domba
Formation des producteurs (trices) sur la GDTE (compostage, cordon pierreux, foyer amélioré, RNA)	500	400	Kayes, Bafoulabé, Kita, Djéma, Nioro,	Koussané, Diakon, Kourounikoto, Lakamané, Nioro

Réalisations dans la prise en compte du genre au titre de l'année 2020				
Activité	Bénéficières		Cercle	Commune
	Femme	Homm		
			Sikasso, Koutiala, Yorosso, Kolondjéba, Bougouni	tougounérangambé, Dembéla, Konina, Kiffosso1, Kolosso, Domba
Renforcement de 11 périmètres maraîcher (Bénéficiant à plus de femmes) en cours pour résoudre les problèmes d'insuffisance d'eau	3000	-	Kayes, Bafoulabé, Kita, Djéma, Nioro, Sikasso, Koutiala, Yorosso, Kolondjéba, Bougouni	Koussané, Diakon, Kourounikoto, Lakamané, Nioro tougounérangambé, Dembéla, Konina, Kiffosso 1, Kolosso, Domba
Formation des femmes bénéficiaires des centres de transformation des produits locaux en cours.	90	-	Kayes, Bafoulabé, Kita, Djéma, Nioro, Sikasso, Koutiala, Yorosso, Kolondjéba, Bougouni	Koussané, Diakon, Kourounikoto, Lakamané, Nioro tougounérangambé, Dembéla, Konina, Kiffosso 1, Kolosso, Domba

Evaluation des activités genre 2020 :
Au niveau du programme : « Amélioration du Cadre de Vie des Populations », les efforts de sensibilisation consentis par la DNACPN et ses démembrements à travers : (i) l'organisation des journées de salubrité par les communautés, les ONG, les GIE, les Associations d'assainissement et des entreprises et (ii) le ramassage des ordures des dépôts de transit vers les dépôts finaux. Ce qui a contribué à améliorer la salubrité du milieu de vie des populations en vue d'un changement de comportement.
Au niveau du programme n°4 « Protection et conservation de la nature » l'appui des groupements de femmes en moyens matériels et financiers dans le cadre des activités génératrices de revenus et la gestion des ressources forestières et fauniques a été à hauteur de souhait à travers l'implication des groupements féminins dans la Gestion des Ressources Forestières et Faunique (GRFF). Les activités ont été menées par la Direction Nationale des Eaux et Forêts et ses démembrements et le Programme de Développement Durable du Delta Intérieur du Niger (PDD-DIN).

Cependant, il faut noter le faible taux d'implication des groupements de femmes dans la GRFF qui est lié l'insécurité généralisée au centre du pays qui est la zone d'action du PDD-DIN.

Quant au taux d'admission satisfaisant des élèves du Centre de Formation Pratique (CFPF) de Tabakoro, il est le résultat de l'encadrement de proximité et le respect des périodicités des évaluations et des sorties pédagogiques.
Planification et budgétisation des actions Genre 2021 :

Dans le domaine de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable, les actions en genre seront mises en œuvre à travers les programmes « Amélioration du cadre de vie des populations » et « Protection et Conservation de la Nature » du Département.

Programme 2.069 : Amélioration du Cadre de Vie des Populations

Objectif	Indicateurs					
	Libellé	Réf	Cibles			
		2019	2020	2021	2022	2023
Objectif 1 : Réduire durablement l'insalubrité du milieu de vie des populations par des changements de comportement	1.1 : Taux de réalisation des séances de sensibilisation	76	100	100	100	100
Objectif 2: Assurer l'accès des populations à un service durable d'assainissement	2.3 Taux de ménages raccordés à un réseau d'égouts	56,2	100	100	100	100

Commentaire: A travers ce programme, nous constatons une progression des pourcentages de réalisation des séances de sensibilisation et le taux de ménages raccordés à unrése aud'égouts.

Programme 2.071 : Protection et conservation de la nature

Objectif	**Indicateurs**					
	Libellé	**Réf**	**Cibles**			
		2019	2020	2021	2022	2023
4 : Renforcer les capacités des acteurs dans la conservation et la valorisation de la Biodiversité	**4.1.** Taux de réalisation des séances de CCC	76	100	100	100	100
	4.4. Taux de réalisations des séances de formations et de recyclages des acteurs de la GRFF	57,14	100	100	100	100

Commentaire : de plus en plus une performance est constatée dans l'implication des groupements féminins dans la Gestion des Ressources Forestières et Faunique (GRFF) à travers les appuis financiers, les formations et les encadrements.

En ce qui concerne le Programme 2.072, les pperspectivesdans la prise en compte du genre au titre de l'année 2021 sont entre autres:

- Appuyerlesfemmes des communes vulnérablesd ans l'établissement et la gestion des projets de jardinage en saison sèche;
- Réaliser les projections climatiques du Mali et mener des évaluations de vulnérabilité de deux secteurs;
- Elaborer les outils MRV du Fonds Climat Mali;
- Poursuivre et renforcer la mise en œuvre des mesures d'adaptation à travers la finalisation du renforcement des 14 périmètres maraîchers réalisés par le projet, l'introduction de la pisciculture dans deux périmètres maraîchers de la région de Kayes;
- Organiser des ateliers spécifiques de sensibilisation et d'appropriation à l'intention des associations féminines à travers lesfemmes conseillères;
- Procéder à une large diffusion du SAP à travers les médias en français et dans les langues nationales;
- Procéder à la formation des conseillères et les comités de veilles sur la gestion des inondations et généralité sur les changements climatiques.

3.2.5. Ministère de l'Enseignement Superieur et de la Recherche Scientifique

INTRODUCTION

Le Mali est classé parmi les pays les moins avancés et au nombre des maux qui entravent son développement figurent les faibles performances de son système éducatif. C'est dans ce contexte qu'apparait toute l'urgence d'élaborer et mettre en œuvre des programmes éducatifs appropriés pour l'amélioration de l'efficacité interne et externe du système éducatif, l'amélioration de la formation et de la gestion des enseignants, l'accélération d'une offre d'éducation de qualité pour tous, le renforcement de la gouvernance et le renforcement la résilience du secteur. Ces objectifs prennent en compte une éducation non formelle acceptable, accessible, adaptée et dotée de ressources adéquates en faveur des jeunes et adultes qui n'ont pas accès au système d'éducation formelle. Ils prennent également en compte les couches vulnérables.

L'accroissement rapide de la demande d'éducation commande que l'offre augmente au même rythme. Tout l'enjeu de la mise en œuvre du PRODEC 2 sera de mener de front la poursuite de l'expansion du système de manière soutenable sans dégradation de la qualité de l'enseignement. L'existence de nombreuses disparités (genre et régions).La résorption des disparités dans l'éducation est l'atténuation progressive des iniquités de genre et des inégalités géographiques en termes d'accès, de qualité et de gestion.Ainsi, le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique dans sa mission de « préparer et de mettre en œuvre la politique nationale dans les domaines de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique »a pris le devant pour atténuer les inquiétudes liées aux inégalités et à l'amélioration de la qualité

LES ENJEUX-GENRE

Le sous-secteur de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifiqu en'apas mis un accent particuliersur le genre (promotion du genre). Cetteabsence de précision dans les documents de politique de l'Enseignement Supérieur et celui de la Recherche Scientifique et technologique est devenue une njeumajeur dans la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre (PNG). La mise en œuvre de ses activités quotidiennes pour la prise en compte de cette dimension genre dans le domaine pédagogique, l'effectif des étudiants et dans le domaine de la recherche scientifique.

Spécifiquement, les enjeux auxquels le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique est confronté par :

- l'insuffisance des activités spécifiques des femmes dans les plans d'actions des Institutions d'Enseignement Supérieur et de la Recherche ;
- l'absence des modules genres dans les curricula de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (ESRS) ;
- le manque d'organisation des ateliers sur la promotion genre au niveau de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (ESRS) ;
- l'insuffisance de femmesdans le domaine de recherche.

VI. LES STRATEGIES DE REDUCTION DES INEGALITES LIEES AU GENRE

L'une des principales orientations du Programme décennal de Développement de l'Education (PRODEC 2) 2019-2021 est la réduction des disparités et l'amélioration de l'équité. Ce nouveau programme vise, sur la période 2019-2028, à assurer le droit des citoyens à une éducation et une formation de qualité à travers un système éducatif inclusif, mieux adapté, cohérent et fonctionnel. La mise en œuvre du PRODEC2 se fait par les départements en charge du secteur de l'Education et de la Formation Professionnelle dans un contexte marqué par le renforcement de la décentralisation et de la déconcentration. La résorption des disparités dans l'éducation est l'atténuation progressive des iniquités de genre et des inégalités géographiques en termes d'accès, de qualité et de gestion.

Aussi pour promouvoir le genre en milieu universitaire, il est mis en place le cadre de Concertation Genre Interuniversitaire (CCGIU). Conformément à la Politique Nationale Genre (PNG) au Mali, le CCGIU se bat pour la promotion du genre. Pour elle, la politique nationale du genre stipule l'adhésion obligatoire de la femme dans tous les domaines, en équité avec l'homme.

Pour la réalisation de ses stratégies, certaines actions ont été initiées, notamment la création d'unmaster en genre booster la promotion de la femme et du genre au Mali. Le master « Genre et développement » comble le vide en termes de formation diplomate en études de genre au Mali. Il contribue à la formation, à la sensibilisation aux enjeux et à la pratique de l'approche « genreet développement ». L'initiative est appuyée par plusieurs partenaires dont le Ministère de la Promotion de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, ONU-Femmes, et plusieurs ambassades. Au regard de la transversalité de la question, le Master Genre et Politiques de Développementest ouvert à tout diplômé de licence, toutes disciplines confondues. Il développe des compétences analytiques et pratiques des professionnelles susceptibles d'impulser, de mettre en œuvre et d'évaluer des actions publiques sous l'angle de la justice sociale.

VII.EVALUATION DES ACTIONS GENRE EN 2020

Le système d'enseignement supérieur du Mali compte 84 364 étudiants en 2019, dont 27 865 étudiants femmes dans les Institutions d'Enseignement Supérieur, soit 33,03% de l'effectif total. Le rapport entre le nombre de filles et de garçons s'est nettement amélioré ; il est passé de 31,59% de filles et 68,41% de garçons en 2018 à 33,03% de filles et 66,97 % de garçonsen 2019.

Les filles sont majoritairement inscrites dans les domaines des lettres, langues, droit, sciences sociales et gestion soit 65,63% contre 34,37%dans les domaines des sciences, des techniques et des technologies en 2019. Ce rapport aussi s'est nettement amélioré par rapport à 2018 ou il étaitde81,81% contre seulement 18,19%.

Cette réduction est l'effet d'une politique de sensibilisation des étudiants d'aller vers des filières scientifiques et technologiques.

Tableau 1: Evolution des effectifs par sexe en 2019

Sexe	2017-2018		2018-2019	
	Effectif	%	Effectif	%
F	26945	31,59%	27865	33,03%
M	58339	68,41%	56499	66,97%
Total général	**85284**	**100,00%**	**84364**	**100,00%**

Source : *Annuaire statistique Année universitaire 2018-2019*

Tableau 3 : Effectifs par structure selon le sexe en 2019

Structure	Sexe				Total général	
	F		M			
	EFF	%	EFF	%	EFF	%
CERFITEX	18	16,82%	89	83,2%	107	0,13%
ENETP	229	22,79%	776	77,2%	1 005	1,19%
ENI-ABT	208	12,56%	1 448	87,4%	1 656	1,96%
ENSUP	210	11,15%	1 673	88,8%	1 883	2,23%
ESJSC.	16	37,21%	27	62,8%	43	0,05%
FAGES	44	13,50%	282	86,5%	326	0,39%
FAMA	480	28,62%	1197	71,4%	1 677	1,99%
FAPH	695	41,34%	986	58,7%	1 681	1,99%
FASSO	812	33,27%	1 629	66,7%	2 441	2,89%
FDPRI	2 590	43,41%	3 377	56,6%	5 967	7,07%
FDPU	1 319	36,00%	2345	64,0%	3 664	4,34%
FHG	1 063	19,87%	4286	80,1%	5 349	6,34%
FLSL	4 269	30,80%	9591	69,2%	13 860	16,43%
FMOS	1 733	29,71%	4100	70,3%	5 833	6,91%
FSAP	497	38,32%	800	61,7%	1 297	1,54%
FSEG	7 275	39,71%	11047	60,3%	18 322	21,72%
FSHSE	2 574	33,48%	5115	66,5%	7 689	9,11%
FST	712	25,30%	2 102	74,7%	2 814	3,34%
IC	18	50,00%	18	50,0%	36	0,04%
IHERI-ABT	2	8,70%	21	91,3%	23	0,03%
INFSS	800	54,38%	671	45,6%	1471	1,74%
INFTS	322	44,29%	405	55,7%	727	0,86%
INJS	33	18,64%	144	81,4%	177	0,21%
IPR-IFRA	692	23,00%	2 317	77,0%	3 009	3,57%
ISA	225	30,74%	507	69,3%	732	0,87%
IUFP	222	39,50%	340	60,5%	562	0,67%
IUG	687	41,49%	969	58,5%	1 656	1,96%
IUT	110	48,03%	119	52,0%	229	0,27%
IZSEJ	10	7,81%	118	92,2%	128	0,15%
Total général	**27 865**	**33,03%**	**56 499**	**67,0%**	**84 364**	**100,00%**

Source : *Annuaire statistique Année universitaire 2018-2019*

Tableau4: Effectifs par diplôme selon le sexe

Diplôme	Sexe				Total général	%
	F	%	M	%		
Diplôme de Technicien Supérieur	11	13,58%	70	86,42%	81	100%
Diplôme d'Etat de Docteur	2 428	32,31%	5 086	67,69%	7 514	100%
Diplôme d'ingénieur	77	12,56%	536	87,44%	613	100%
Diplôme Universitaire de Technicien Supérieur	17	16,67%	85	83,33%	102	100%
Diplôme Universitaire Technologique	294	25,15%	875	74,85%	1169	100%
Licence	19 329	32,84%	39 532	67,16%	58 861	100%
Licence Professionnelle	5 355	38,70%	8 483	61,30%	13 838	100%
Maîtrise	23	16,79%	114	83,21%	137	100%
Master	331	16,15%	1718	83,85%	2 049	100%
Total général	27 865	33,03%	56 499	66,97	84 364	100,00%

Source ***:*** *Annuaire statistique Année universitaire 2018-2019*

Tableau 5 : Suivi et évaluation des indicateurs universitaires *2018*

Activités	Indicateurs	*Valeur d'exécution*
Elaborer une stratégie interne genre	Nombre de réunion tenue pour l'élaboration de la stratégie interne genre	0
Désigner les points focaux genre des facultés	Nombre de facultés ayant désignés un point focal	17
Créer et opérationnaliser le MASTER en genre et politiques de développement	Nombre de texte portant création de MASTER en genre	0
Organiser des cours de soutien pédagogiques pour les étudiantes et étudiants en difficulté	Pourcentage des étudiants (es) bénéficiant d'un soutien pédagogique (60%)	0
Définir les critères d'admission aux cours de soutien pédagogique	Nombre de réunion tenue pour la définition des critères d'admission de soutien pédagogique	3
Suivre et évaluer les cours de soutien pédagogique aux étudiantes et étudiants en difficulté	Nombre d'outils de suivi évaluation	2
Construire les toilettes séparées pour femmes-hommes	Nombre de toilettes construites femmes-hommes	200
Mettre en place le système de quota dans la désignation des membres des organes de l'université	Pourcentage de femmes/membres des organes de l'université	20%
Organiser des sessions de formation en genre à l'endroit des enseignants et du personnel administratif	Nombre de sessions de formation organisées pour les enseignants et le personnel administratif	0
Organiser une session de formation en genre à l'endroit des responsables de l'université	Nombre de sessions de formation organisées pour les responsables de l'université	0

IX.PLANIFICATION ET BUDGETISATION DES ACTIONS GENRE

Par rapport au suivi des activités genres duMinistère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, il *se présente dans le* tableau ci-après :

Activités	Responsables	Structures impliquées	Niveau de réalisation			Observations
			Réalisée	Non Réalisée	En cours de Réalisation	
Résultat I. Renforcement des capacités des acteurs et actrices de l'enseignement supérieur et de la recherche Président : USJPB, collaborateurs : ULSHB, ESJSC, INJS						
Former les nouveaux membres du CCG-IU sur le genre	USJPB	ULSHB, ESJSC, INJS		X		
Former les recteurs, vice-recteurs Directeurs généraux et Directeurs adjoints des grandes écoles sur le genre	USJPB	ULSHB, ESJSC, INJS		X		
Former les enseignant-e-s sur la thématique « genre et éducation »	USJPB	ULSHB, ESJSC, INJS		X		
Former les membres du REFUE-MA sur le genre et le leadership féminin	USJPB	ULSHB, ESJSC, INJS	X			
Former les membres du CCG-IU en technique de plaidoyer et de lobbying	USJPB	ULSHB, ESJSC, INJS		X		
Résultat II. Information-Communication et Sensibilisation sur le Genre. Président : US collaborateurs : USTTB, IPR/IFRA, ESJSC, INFSS, CFP-STAT						
Organiser des séances d'information des étudiant/es sur le genre, le VIH/SIDA, les VBG, et les ODD	US	USTTB, IPR/IFRA, ESJSC INFSS, CFP-STAT	X			
Mettre en place un tableau de bord « genre » pour les IES et le MESRS à partir du SIGE Cocktail	US	USTTB, IPR/IFRA, ESJSC INFSS, CFP-STAT	X			
Résultat III. Plaidoyer pour une prise en compte effective du genre dans les projets/programmes et politique de développement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (ESRS). Président: DGESRS, Collaborateurs : INFSS, USTTB, ENI-ABT						
Conduire une étude sur la problématique du Genre dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique au Mali	DGESRS	INFSS, USTTB, ENI-ABT	X			
Disséminer les résultats de l'étude sur la problématique du Genre dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique au Mali	DGESRS	INFSS, USTTB, ENI-ABT		X		
Plaider pour la relecture et /ou l'élaboration des Plans Stratégiques des IES avec des « lunettes genres »	DGESRS	INFSS, USTTB, ENI-ABT			X	
Plaider pour la création des bourses au mérite « Sciences » pour les filles	DGESRS	INFSS, USTTB, ENI-ABT	X			
Résultat IV. Intégration du genre dans les actions, stratégies, projets/programmes et politique dans l'ESRS. Président: ULSHB, Collaborateurs : US, ENETP, IPR/IFRA						

Activités	Responsables	Structures impliquées	Niveau de réalisation			Observations
			Réalisée	Non Réalisée	En cours de Réalisation	
Organiser le concours de la meilleure IES Genre sensible : « Champions Genre »	ULSHB	USSGB, ENETP, IPR/IFRA		X		
Mettre en place les Cellules Genre dans les structures de formation et de recherche	ULSHB	USSGB, ENETP, IPR/IFRA		X		
Suivre et évaluer la prise en compte du genre dans les IES	ULSHB	USSGB, ENETP, IPR/IFRA			X	
Résultat V. Capitalisation et diffusion des bonnes expériences en matière de prise en compte du genre dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique. Président: ENETP, Collaborateurs : CAMM-BFK, ENI-ABT, ESJSC, CERFITEX						
Organiser des ateliers d'auto évaluation participative de la mise en œuvre de la Feuille de route du CCG-IU 2018	ENETP	CAMM-BFK, ENI-ABT, ESJSC, CERFITEX			X	
Planifier de façon participative la Feuille de route du CCG-IU 2019	ENETP	CAMM-BFK, ENI-ABT, ESJSC, CERFITEX			X	

Tableau 6 : Suivi et évaluation de la feuille de route du cadre de concertation genre inter universitaire (CCG-IU)

Libellé des activités	Coût	Source de financement	Chronogramme
L'organisation des ateliers sur la promotion genre sur l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (**ESRS**)	90 000 000	BN, PTF	T1, T2, T3, T4
L'élaboration de modules Genre dans les curricula de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (**ESRS**)	50 500 000	BN, PTF	T1, T2, T3, T4
Organisation des conférences sur « **genre et recherche** » auprès des **IES**	70 000 000	BN, PTF	T1, T2, T3, T4
Total général	**210 500 000**		

Recommandations

Les formations ont été suivies avec intérêts, aussi il a été recommandé de :

- Organiser des sessions de formation à l'endroit des responsables de programmes sur la GAR sensible au genre et planification et la budgétisation sensible au genre (PBSG) ;
- Continuer à renforcer la capacité sur le suivi et évaluation selon la GAR sensible au genre ;

CONCLUSION:

La mise en œuvre de la feuille de route n'a pas été satisfaisante au titre de l'exercice 2021 suite à l'instabilité institutionnelle de notre pays. Mais aussi, les difficultés de réalisation de ses activités liées aux ressources financières. Toutefois, cet outil demeure un moyen pour diminuer l'inégalité dans le sous-secteur de l'Enseignement Supérieur et de la recherche.

3.2.6. Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Amenagement du Territoire

Les Enjeux genre et gaps à combler

Globalement il s'agit d'éliminer les contraintes qui nuisent au bien-être social et économique de la femme et de la fille à travers, entre autres, l'accès à un logement décent et des titres de propriété au moment des travaux de réhabilitation ou de recasement, la sécurisation foncière, l'accès de la femme à la terre et la prise en compte des femmes chefs de ménage, veuves, divorcées ou mariées dans l'attribution des logements sociaux.

Les Stratégies de réduction d'inégalités liées au genre

Les mesures ou stratégies spécifiques

Le Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population a initié et mis en œuvre un vaste programme de construction de 50 000 logements sociaux.
Pour la période (2014-2018).

Pour la réalisation de ce vaste programme 49 conventions et contrats ont été retenue pour un total de 13 027 logements à construire. Sur les 13 027 logements, 3 347 logements ont été réceptionnés et attribués en 2019 dont une attention particulière a été faite aux femmes avec des sous critères favorisant le genre féminin.

a-Evaluation des activités genre

La PNG est mise en œuvre par le Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population à travers son programme budgétaire N°2 : « développement harmonieux des villes et réhabilitation des quartiers précaires ». Dont l'objectif est de faciliter l'accès au logement dans un cadre viabilisé pour un grand nombre de personnes.

Compte tenu des difficultés financière liées d'une part à la faiblesse des moyens de l'Etat, du contexte socio politique et sécuritaire du pays et d'autre part, à l'apurement des traites de l'Office Malien de l'Habitat conformément aux clauses du protocole d'accord de restructuration des crédits de l'OMH signé le 18 aout 2018 entre le Ministère de l'Economie et des Finances et le Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme, cet objectif n'a pas connu une amélioration significative.

Programme N° 2.079 : **Développement harmonieux des villes et rehabilitation des quartiers precaires**

Objectif N°1 : Faciliter l'accès au logement dans un cadre viabilisé pour un plus grand nombre de personnes						
Indicateurs	Unité	Période			2020	
		2017	2018	2019	Prévision	Réalisations
1.1 : Taux de satisfaction des besoins en logements sociaux	%					
1. 2 : Pourcentage de femmes bénéficiaires de logements sociaux	%					
Objectif N° 2 : Faciliter l'adhésion des femmes aux coopératives d'habitat						
Indicateurs	Unité	**Période**			**2020**	
		2017	2018	2019	Prévision	Réalisation
2.1:Pourcentage de coopérative d'habitat crées par les femmes par rapport au total de coopératives	%					

3- Planification et budgétisation des actions genre Programme 2.079

Les activités genre du département relèvent de l'objectif 3 du programme 4 qui vise à augmenter le nombre de femmes ayant accès aux logements sociaux par l'organisation des femmes en coopératives, la définition d'un quota pour les femmes dans le cadre de la distribution des logements sociaux et la sensibilisation des femmes pour leur adhésion aux coopératives d'habitat.

3.3. Accès équitable aux droits économiques et aux opportunités économiques

3.3.1. Ministère du Développement Rural ;
3.3.2. Ministère de l'Industrie et du Commerce ;
3.3.3. Ministère de l'Entreprenariat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;
3.3.4. Ministère de l'Economie et des Finances.
3.3.5. Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme.

3.3.1. Ministère du Développement Rural

Missions

Le Ministère du Développement Rural prépare, élabore et met en œuvre la politique nationale dans le domaine de l'agriculture de l'élevage et de la pêche.
A ce titre, il exerce les attributions suivantes :

- la participation à la promotion du monde rural par la mise en œuvre de mesures tendant à améliorer les conditions de vie des agriculteurs ;
- L'élaboration et la mise en œuvre de mesures visant à accroitre et à diversifier la production agricole, animale et halieutique ;
- L'amélioration des revenus des producteurs/trices par le développement des productions végétales, animales et halieutique
- la réalisation des travaux d'aménagements hydro agricoles, pastorales et halieutiques ainsi que des équipements ruraux ;
- le suivi de la mise en œuvre des programmes de formation et de vulgarisation à l'intention des producteurs ;
- le développement de l'enseignement Agricole et de la recherche agronomique et biotechnologique ;
- la promotion de la qualité des produits agricoles, animales et halieutiques ;
- la protection des végétaux

I. ENJEUX-GENRE ET GAPS À COMBLER

L'agriculture, l'Elevage et la Pêche constituent l'épine dorsale de l'économie malienne et contribuent de manière significative à l'accroissement du PIB.

En 2020, la croissance économique a chuté de -5,0% contre 5,2% en 2019. La croissance Agricole et la réduction de la pauvreté sont étroitement liées car le secteur primaire occupe environ 80% de la population active, fournit près de 20% des recettes d'exportations.

Ainsi, du point de vue des sous-secteurs, l'agriculture industrielle a enregistré une croissance de 4% due à l'appui aux exploitants à travers la subvention des engrais, les mesures d'accompagnement relatives à la pandémie de covid-19, la fourniture de l'appui conseil et des semences de qualité.

A noter que toutes les branches du secteur primaire ont subies une baisse due à l'insécurité grandissante dans les zones de production, la chute drastique des productions céréalière et cotonnière et les effets de la maladie à covid-19. C'est ainsi que l'agriculture vivrière a enregistré une croissance de -2,4% contre 6% en 2019 ; le sous-secteur de l'élevage a légèrement baissé, soit 3% contre 4,8% en 2019, 2,5% contre 3,3% en 2019 pour le sous- secteur de la pêche, 2,5% contre 3,5% en 2019 pour l'exploitation forestière, l'agriculture d'exportation (coton) a considérablement chuté, soit -79,1% contre 7,2% en 2019.

En milieu rural, les ménages ont dépensé en termes de consommation un montant de 3 372 milliards de FCFA en 2019 (3 043 milliards FCFA en 2018) représentant 60% des dépenses totales de consommation des ménages.
Pour faire face aux défis et enjeux et assurer un développement durable, les autorités maliennes ont pris des engagements et des mesures législatives et réglementaires fortes en collaborationaveclesPartenairesTechniquesetFinanciers(PTF). Ces engagements et mesures ci-dessous orientent les interventions publiques dans le secteur du développement rural au Mali :

- La Loi d'Orientation Agricole (LOA), Conformément aux dispositions de cetteloi, il s'agit de mettre en place, des uivre et d'évaluer périodiquement de façon concrète le dispositif pour octroyer au minimum 10% des terres aménagées aux groupes vulnérables que sont les femmes, lesjeunes et les personnes handicapées.
- la Politique deDéveloppement Agricole (PDA) :La Politique de Développement Agricole (PDA) a pourobjectifs généraux: i) la promotion économique et sociale des femmes, des jeunes et des hommes en milieu rural et périurbain

; ii) la souveraineté et la sécurité alimentaires du pays ; iii) la réduction de la pauvreté rurale ; iv) la modernisation de l'agriculture familiale et le développement de l'agro-industrie ; v) la protection de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles ; vi) l'augmentation de la contribution du secteur rural à la croissance économique ; vii)l'aménagement Agricole équilibré et cohérent du territoire ;

- la siuation dugenre,les défis et enjeux liés aux objectifs du secteur sont articulés autour de la Modernisation des systèmes de productions en tenant compte des principes d'équitéengenre ;
- les instruments de sa mise en œuvre (PNISA, SNDR,PoLNSAN, SNDI,AIC,etc.).
- Les insuffisances observées dans l'élaboration du rapport annuel sur le genre ont porté sur :
- la non prise en compte de la désagrégation de certaines données (quantité de production Agricole par filière, le travail des femmesdans la production Agricole etc.);
- le renforcement de capacités institutionnelles en genre du Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche (mise en place d'une cellule genre au niveau du département);
- la prise en compte des besoins des groupes vulnérables (femmesjeunes) lors de la réalisation et la gestion des infrastructures pastorales ;
- le faible niveau d'alphabétisation des femmes évoluant dans les domaines de l'agriculture de l'élevage et de la pêche;
- les difficultés d'encadrement et de suivi, l'insuffisance du systèmed'appui conseil des femmes au niveau local due au manque de moyens matériels, financiers et humains;
- le Programme Annuel de Performance (PAP) n'intègre pas certains indicateurs liés au genre (composante de l'investissement, production et compétitivité, recherche et formation et la sécurité alimentaire) ;
- les objectifs du ministère ne sont pas sensibles aux genres.

En fait, il existe une marge de manœuvre importante pour une meilleure production et productivité agricole. Pour y arriver, il faut notamment un meilleur accès aux intrants (semences sélectionnées, engrais, etc.) ; une plus grande pénétration des équipements plus performants et motorisés qui faciliterait de beaucoup le travail des exploitants agricoles ; et une amélioration du capital humain des agriculteurs, par exemple à travers des formations de vulgarisation agricole s'évertuant entre autres à développer des chaines de valeur agricole et à autonomiser et renforcer les capacités (surtout des femmes) en matière Agricole.

II. MESURESOUSTRATEGIESDE REDUCTION DESINEGALITESLIEESAUGENRE :

a) Mesuresspécifiques

Le secteur du développement rural est régi par un certain nombre de textes prenant en compte le genre.

- **Niveaudepriseencomptedugenredans le développement Agricole**

❖ **SelonlaLoi d'Orientation Agricole:**

La politique de développement Agricole vise à assurer la promotion des femmes et des hommes qui vivent dus ecteur Agricole dans le respect de l'équité, notammentent re les milieux ruraux et urbains. Elle consacre le droit à la sécurité alimentaire pour tous dans le contexte recherché de souveraineté alimentaire. Elle re commande à l'Etat, aux Collectivités Territoriales et à la profession Agricole de:

- Privilégier l'installation des jeunes, des femmes et des groupes vulnérables comme exploitants Agricoles, notamment enfavorisan tleur accès aux facteurs de production et par des mécanismes d'appuis techniques ou financiers particuliers;
- Favoriser l'équité entre les femmes et les hommes en milieu rural, en particulier dans l'exploitation Agricole;
- Insérer les jeunes/femmes dans toutes les activités liées aux métiers Agricoles constitue une priorité de l'Etat et des collectivités locales;
- veiller à assurer un accès équitable aux ressources foncières Agricoles aux différentes catégories d'exploitants Agricoles et promoteurs d'exploitations Agricoles. Toutefois, des préférences sont accordées aux femmes, aux jeunes et aux groupes déclarés vulnérables dansl'attribution des parcelles au niveau des zones aménagées sur des fonds publics;
- Accorder des subventions spécifiques par l'Etat ou les Collectivités Territoriales dans le cadre des programmes d'installation des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables dans le secteur Agricole ;
- Promouvoir une politique de mécanisation Agricole qui vise à l'amélioration de la productionetde la productivité Agricoles.L'Etat facilite l'accès du plus grand nombre d'exploitants Agricoles, notamment les jeunes et les femmes, à la traction animale et à la motorisation;

- Appuyer l'émergence des organisations professionnelles Agricoles, notamment celle de femmes rurales et/ou de jeunes ruraux ainsi que la création d'organisations interprofessionnelles.

❖ **Selon la Politique Foncière Agricole du Mali, elle vise à :**

- assurer l'accès équitable de tous les producteurs maliens (hommes et femmes) et des autres utilisateurs aux terres Agricoles bien gérées et sécurisées dans un environnement de bonne gouvernance foncière afin de favoriser des investissements publics, communautaires, individuels et privés maîtrisés susceptibles de rendre les différentes formes d'exploitation plus performantes et viables dans une perspective de souveraineté alimentairedurable ;
- identifier etre connaître es droits fonciers des femmes, des jeunes et d es groupes vulnérables.

Il s'agit de façon concrète de recenser les terres légitimement détenues par les femmes, les jeunes et les personnes Handicapées et de matérialiser ces droits par des documents juridiques appropriés notamment les certificats Fonciers collectifs ou les certificats fonciers individuels dans les zones aménagées.

❖ **Selon la Politique de Développement Agricole**

Elle intègre la vision de la Politique Nationale Genre. Il s'agit entre autres :

- le renforcement des efforts de l'État en matière d'accès équitable des hommes et des femmes à la terre, notamment au niveau des périmètres aménagés;
- le soutienaux initiatives féminines en matière de récupération des terres dégradées;
- le renforcement de la capacité des femmesdans l'embouche et le petit élevage;
- le développement dans les zones rurales des organisations et fédérations professionnalisées de femmes dans des secteurs spécifiques pour défendre leurs intérêts économiques;
- le développement et la disponibilité des techniques modernes de conservation et de transformation agro alimentaires;
- la facilitation de l'installation des Maliens de la diaspora dans les activités Agricoles.

❖ **Selon Le Plan National d'Investissementdans le Secteur Agricole (PNISA)**

L'objectif général recherché est la mise en place cohérente d'instruments d'une gestion efficace des investissements publics dans le secteur Agricole. Il intègre une projection des besoins permettant d'atteindre les niveaux de productions nécessaires à l'obtention des taux de croissance visés. Son champ d'application regroupe les domaines d'intervention des départements ministériels en charge de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, de l'Environnement et de l'Assainissement et du Commissariat à la Sécurité Alimentaire.

L'action Genre et développement durable est inscrite dans le programme renforcement des capacités, elle vise à améliorer la responsabilisation et l'autonomisation socio-économiques des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables. Les principales activités s'articulent autour : i) de la promotion de la participation des femmes rurales et des groupes vulnérables aux instances de prise de décision ; ii) du renforcement de l'accès des femmes aux ressources productives ; iii) de la formation des femmes rurales en leadership, lobbying et négociation ; iv) de l'appui des femmes rurales en infrastructures de production et équipements de services et de transformation ; v) de l'élaboration d'un programme d'appui à l'entrepreneuriat des femmes et autres groupes vulnérables.

b) Principales contraintes

L'une des principales caractéristiques du secteur Agricole est l'existence d'exploitations Agricoles familiales de taille réduite. Ces exploitations se caractérisent par leur faible niveau de modernisation, la pratique de techniques de production extensive et peu liées aux marchés. Les principales faiblesses et menaces qui pèsent sur le développement du secteur Agricole sont :

- L'insécuritégrandissantedansleszones de production;

Un autre problème que rencontre le secteur de l'agriculture au Mali est celui du capital humain en rapport avec la question de l'éducation. En fait, la pratique de l'agriculture au Mali se distingue par un faible niveau d'éducation des chefs des ménages agricoles;

- Aussi, l'industrialisation limitée de l'agriculture malienne est un frein à l'optimisation de la productivité de cette agriculture. Plus précisément, seulement 4,4%des exploitations agricoles du pays utilisent la traction motorisée;

- Les effets de la maladie de covid-19 sur les activités Agricoles;
- la crise du cotonnière du l'effondrement des cours mondiaux.

C) Les défis du secteur agricole

Les défis à relever dans le secteur Agricole pour la prise en compte du genre sont :

- assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle d'une population de plus en plus croissante dans un e space économique ouvert et concurrentiel. Lesperspectives de croissance démographique, d'urbanisation rapide et les modifications des habitudes de consommation entraîneront une forte demande alimentaire avec une plus grande exigence de diversification et de qualité des produits Agricoles et de meilleure accessibilité;
- sécuriser et accroître le revenu des exploitants Agricoles. Il s'agira d'élaborer une politique de valorisation des produits Agricoles en vue d'améliorer le revenu des exploitants Agricoles, de créer de la valeur ajoutée, d'améliorer la disponibilité et la qualité des produits Agricoles et agro alimentaires, d'accroître la compétitivité des produits à l'exportation, de réduire les pertes post production et de créer des emplois.
- l'exercice de l'agriculture dans le pays reste les disparités selon le genre pour ce qui concerne l'exercice de l'activité agricoled'autant plus que la population des actifs au Mali est dominée par les femmes;
- la gestion de la terre est principalement une prérogative des hommes au Mali. En fait, dans la majorité des régions, en moyenne les exploitations gérées par les femmes sont de plus petites tailles

II. EVALUATIONS DES ACTIONS GENRE 2020:

Le PNG est prise en compte dans les différents Projets et Programmes du ministère à travers les activités agricoles avec l'appui des projets et programmes de développement aux filières comme l'aviculture, l'embouche, la pisciculture et le maraichage, prennent de l'ampleur dans les centres et périphéries urbains grâce à l'Enquête Agricole de Conjoncture comparative entre 2018-2019 et 2020-2021.

Tableau 1 : les résultats dans le domaine Agricole 2019-2020

Résultats EAC 2018-2019						
Intitule	Mascul	Fémini	Total	Masculi	Féminin	Total
Effectif de la Population Agricole			16 838 767	48,4	51,6	
Effectif des exploitations agricoles EAF			1 433 136	**4,8%**	**95,2%**	**100%**
Nombre d'hectare octroyé aux femmes à la terre (Nombre des parcelles par région et sexe des responsables de parcelles)	3 212 952	445 506	3 658 458	87,8%	12,2%	100%
Répartition des parcelles	1000141	355748	1355889	73,8	26,2	100%

Résultats EAC 2019/2020						
Intitule	Masculin	Féminin	Total	Masculin	Féminin	Total
Effectif de la Population Agricole	9 515 363	8 472090	17 987 453	52,9%	47,1%	100%
Effectif des exploitations agricoles	1 481 736	74 709	1 556 445	95,2%	4,8%	100%
Nombre de responsable de parcelles selon le sexe	3 359 251	427 490	3 786 741	88,7%	11,3%	100%
Nombre de chef d'exploitations selon le sexe	3 707 210	79 532	3 786 741	97,9%	2,1%	100%
Superficie (ha) moyenne des parcelles par exploitation et par responsable de parcelle selon le sexe	1,97	1,00	1,96	1,99	0,84	2,09
Superficie (ha) moyenne cultivée par exploitation et par responsable de parcelle selon le sexe	5,81	2,02	5,89	4,98	1,60	5,63
Effectif de la population agricole ayant contracté un crédit au cours de la	302787	36637	339424	89,2%	10,8%	100%

Résultats EAC 2019/2020						
Intitule	Masculin	Féminin	Total	Masculin	Féminin	Total
campagne agricole selon le sexe						
Le nombre de producteurs recensés pour les subventions	816 637	166883	983 520	83%	17%	100%
Subventions des intrants (aliments poissons)	534	146	680	78,5%	21,5%	100%
Subventions d'intrants pour la production animale	4 627	1 230	5 857	79%	21%	100%

La population Agricole résidente est estimée à **17 987 453** d'habitants dont 90,2% en milieu rural et 9,8% en milieu urbain. Elle est concentrée dans les régions de Sikasso (20,5%), Koulikoro (19,4%)et Ségou (19,2%) abritant les grands bassins de productions agricoles.

Avec un effectif estimé de **1 556 445** Exploitations agricoles pour une population agricole de **17 987 453** individus, la taille démographique moyenne est de douze (12) personnes par exploitation. Cependant, des disparités existent selon le milieu et le sexe du chef d'exploitation. La taille des exploitations agricoles est élevée en milieu rural qu'en milieu urbain soit 12 contre 9. Selon le sexe du chef d'exploitation, on note une forte disparité de la taille des exploitations. Ainsi, la taille moyenne des exploitations agricoles dirigées par des femmes est de six (6) personnes soit la moitié de la taille celles avec des chefs de sexe masculin (12).

A peu près 78% des chefs d'exploitations exercent l'agriculture comme activité principale, 10,6% pour l'élevage et seulement 0,8% pour la pêche. Certes, l'agriculture est l'activité principale qui domine très largement parmi les chefs d'exploitation, mais ils sont nombreux à exercer une seconde activité qui leur procure des revenus complémentaires. La double activité des chefs d'exploitation n'est qu'un des éléments de la pluriactivité globale de l'unité de production.

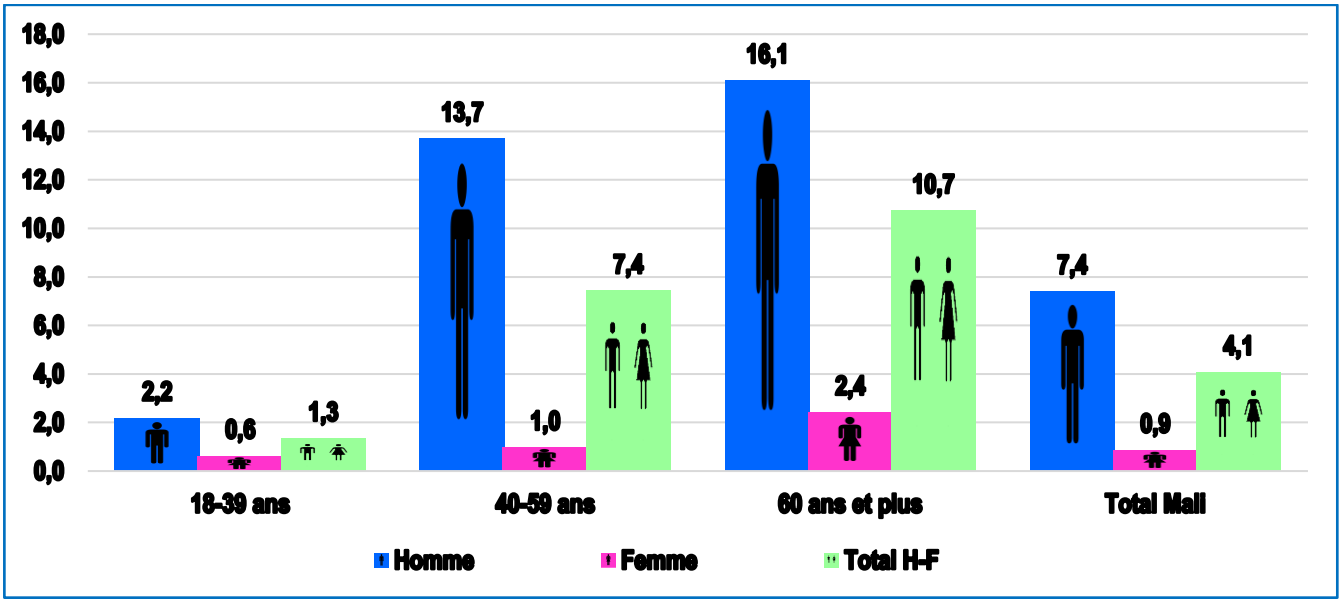
Ainsi, l'élevage est l'activité secondaire la plus exercée pour environ 79,5% des chefs d'exploitation. Elle est suivie du commerce avec 8,5% alors que 1,1% ont la pêche comme activité secondaire. L'élevage est l'activité la plus exercée par les femmes et menée comme activité principale et secondaire respectivement par 27,2% et 52,9% des femmes chefs d'exploitation. Le commerce avec 30,4% vient en deuxième position comme activité secondaire des femmes.

En termes de superficie cultivée, la superficie moyenne cultivée par responsable de parcelles quel qu'en soit le genre est de 4,98 ha. Si cette moyenne est de 3,93ha par exploitant(e) à Kayes, elle dépasse les 5 ha par exploitant dans les autres régions du sud du pays. Les hommes ont trois (3) fois plus d'hectares cultivées que les femmes. A Kayes, les hommes ont environ 2,7 fois plus de d'espace que les femmes. Ce ratio est de : 4,6 fois dans la région de Koulikoro ; 3,5 fois à Sikasso et 3,3 fois à Ségou. Dans la région de Tombouctou, la superficie moyenne exploitée par les femmes dépasse la moyenne régionale et est supérieure à celle des hommes.

L'effectif de la population agricole ayant contracté un crédit au cours de la campagne 2020 est estimé à 339424 individus résidant essentiellement dans les régions de Sikasso et Gao avec respectivement 28,6% et 15,2% de l'ensemble des bénéficiaires de crédit. Ces régions sont suivies de Koulikoro, Ségou et Tombouctou. Le nombre d'exploitantes ayant contracté un crédit reste toujours inférieur à celui des hommes avec une proportion d'environ 11% de la population contractante de crédit en 2020. Cette même structure est observée dans toutes les régions. Cependant la proportion de femmes est élevée à Kayes avec 26,3% l'effectif total des femmes ayant contracté des crédits au cours de la campagne.

La faible présence des femmes s'expliquerait surtout par leurs moyens limités à répondre aux exigences et relever les défis liés aux transactions économiques. Rares sont les femmes rurales qui disposent de la capacité à offrir des garanties aux institutions financières afin d'obtenir du crédit de campagne (pour une activité saisonnière) ou du crédit d'équipement, que ce soit en nature ou en espèces.

Graphique 1 : Taux d'accès au crédit de la population agricole résidente l'âge et selon le genre.



Source : CPS/SDR, Enquête Agricoles de Conjoncture 2020.

Le faible taux d'accès des femmes au crédit agricole serait lié à : (i) la difficulté de fournir des garanties suite au manque d'organisation pour certaines OP à constituer des groupessolidaires et au manque de ressource (terre, équipements etc.) pour d'autres ; à l'insolvabilité de certains membres des OP organisées ; (ii) le faible niveau d'éducation des femmes rurales les limitant dans le développement de leurs activités économiques ; (iii) et à des contraintes sociales à savoir l'accès difficile à la terre,mauvaise gestion du crédit (détournement du crédit de son objectif initial au profit de la famille).

Par ailleurs, le résultat de l'analyse de l'accès au crédit selon l'âge dénoteque les Institutions de financement préfèrent prêter aux exploitants les plus âgés voire les plus expérimentés. Ainsi, le graphique 19 montre qu'il existe un lien entre l'âge et l'accès au crédit agricole.

Plus l'âge augmente plus la proportion d'individus ayant accès aux crédits est importante. Le taux d'accès au crédit de la population âgée de 60 ans et plus est de **10,7%** dans l'ensemble (et respectivement de 16,1% et 2,4% pour les hommes et les femmes) contre **7,4%** pour les contractants de crédits âgés de 40-59 ans et **1,3%**pour les 18-39 ans.

Quel que soit l'âge l'accès des femmes au crédit comparé à celui des hommes reste très faible avec de grand écart variant de 1,6 à 13,7 points de pourcentages.

III. PLANIFICATION ET BUDGÉTISATION DES ACTIONS GENRE :

Commentaire

Suivant l'orientation 3, l'axe d'intervention 3.1,3.2 et 3.3 du programme stratégique sectoriel sur l'égalité genre (homme/femme) du ministère du Développement Rural reposent essentiellement sur les stratégies sectorielles, les projets/programmes et le Document de Programmation Pluriannuel de Dépense et le Programme Annuel de Performance (DPPD-PAP). Ce dispositif prend en compte l'identification, la mise en œuvre et le suivi évaluation des activités genres dans toutes les composantes du PNISA.

b) Budget genre, programmes stratégiques et effectifs du ministère

Tableau III.1 – Budget genre : Dépenses ciblant directement l'égalité de genre du MDR

Programme / Action / Détail	Exécution	Budget	Prévisions		
Activités	2020	2021	2022	2023	2024
2.087 Appui au monde rural					
Action 01 Intensification de la production Agricole					
Programme de Renforcement de la Résilience à la Sécurité Alimentaire	1 853 902	5 155000			
Programme 2 de Renforcement de la Résilience au Sahel (P2RS).	1 997 206	5 804 000	500 000	515000	530450
Projet de Développement Rural Intégré de Kita (Phase II)	1 978 500	3 737 500	140 000	144200	148526
Projet d'Amélioration de la productivité des petits exploitants en Afrique sud saharienne	590 398	1 410 000	40 000	41200	42436
Projet de Développement de la ferme Rizicole de SABE	140 318	190 000	190 000	195700	201571
Projet développement Rural KAARTA SEFETO	189 612	190 000			
Action 02 Protection des cultures					
Activités					
Programme développement rural sécurité Alimentaire (MLI021)	4 066 000	5 382 552	800 000	2884000	2970520
2.088 Aménagement et équipement rural					
Action 01 Aménagement, réhabilitation et équipement des terres agricoles					
Activités					
Proj. Renf. Sécu. Aliment. DVPT Cult. IRRIG (PRESAN-DCI)	1 105 000	6 285 000	500 000	515000	530450
PROJ. RENF. SECU.ALIMENT. DVPT.CULT. (PRESAN-KL)	873 364	4 190 000	200 000	206000	212180
PROJET APPUI REG INITIATIVE IRRIGATION AU SAHEL POUR LE MALI (PARIIS)	522 750	3 237 500	3 304 000	3403120	3505213,6
Projet de Développement de l'Agriculture dans les Zones Arides du Mali (PDAZAM)	108 000	6 000 000	7 000 000	7210000	7426300
I PRODI/Programme Mali-Nord	5 632 099	3 418 333	663 000	682890	703376,7
PROJET N'DEBOUGOU PHASE IV	1 564 000	3 936 000	245 000	5402350	5564420,5
PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'OFFICE DU NIGER (PADON II)	2 513 000	4 591 699	471 000	485130	499683,9
Programme Développement Irrigation (PDI)	9 486 000	11 015 000	8200 000	8446000	8699380

Programme Action Détail	Exécution	Budget	Prévisions		
Activités	2020	2021	2022	2023	2024
Projet de Développement Intégré Résilience Climatique Plaines Delta II (PDIR-PD)	177 000	597 546	760 000	782800	806284
Projet Aménagement Proximité Renforcement Résilience Comm. Chang. Clim	80 187	95 000	850 000	875500	901765
2.090 Développement des Productions et Industries Animales					
Action 01 Promotion des filières de productions, des industries animales et renforcement des capacités techniques des intervenants					
Activités					
Appui au Renforcement de l'Elevage et de l'Economie Pastorale dans la Région de Koulikoro (AREPK)	1 398 220	2 251 500	861 000	886830	913434,9
Projet de Développement Valorisation Production laitière au Mali (PRODEVALAIT II)	163 984	237 500	300 000	309000	318270
Installation des jeunes pour la production d'œufs de consommation	0	157 895	200 000	206000	212180
Formation des producteurs et des encadreurs en aviculture (techniques de production d'œufs, de chair et aviculture traditionnelle améliorée)	17388	52316	5 000	5150	5304,5
Formation des femmes sur divers thèmes	5082	6674	5 000	5150	5304,5
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles					
Action 01 Promotion des filières de productions halieutiques et aquacoles et renforcement des capacités des intervenants					
Activités		Prévu			
Programme Quinquennal d'Aménagement Aquacoles (PQAA 2016-2020)	179 446	237 500	100 000	103 000	106 090
Projet d'Appui au Filière Halieutique au Mali	1 423 000	1 046 000	2 410 000	2 482 300	2 556 769

Tableau III.2- Programme stratégiques pour la BSG par ministère/institution

En milliers de francs CFA

Programme	Exécution	Budget	Prévisions		
	2020	2021	2022	2023	2024
1.034 Administration Générale	134 789 723	46 692 881			
2.087 Appui au Monde Rural	17 904 351	44 280 273			
2.088 Aménagement et Equipement Rural	34 517 086	63 753 012			
2.089 Recherche et Formation	7 526 409	9 985 816			
2.090 Développement des Productions et Industries Animales	5 055 899	9 258 310			
2.091 Développement des Production Halieutiques et Aquacoles	3 266 472	3 129 233			
2.092 Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	2 709 967	3 227 081			
3.006 Appui au Financement de l'Agriculture	3 749 998	5 000 000			

Tableau III.3 - Effectifs séxo-désagrégésselon la fonction et le BCS (sources de financement du salaire)

Ministère du Développement Rural Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
1. Ministre	1	1	0	0%
2. SecrétariatGénéral				
Secrétaire Général	1	1	0	0%
Conseillers Techniques	5	3	2	40%
Personnel Service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	8	5	3	38%
3. Cabinet				
Chef de Cabinet	1	1	0	0%
Chargés de Mission	5	5	0	0%
Attaché de Cabinet	1	1	0	0%
Secrétaire Particulier Ministre	2	1	1	50%
4. Services Centraux				
4.1. Directions Nationales et servicesRattachés				
Directeurs nationaux	5	4	1	20%
Directeurs nationaux Adjoints	5	4	1	8,33%
Chefs de division	45	45		0%
Chef de section				
Chargés de dossier				
Personnel de support (y compris chauffeurs et plantons)	316	225	91	28,79%
4.2. Directions Générales				
Total				

Tableau : Effectifs sexo-désagrégés selon la fonction et le BCS (sources de financement du salaire)

Ministère de l'Elevage et de la Pêche Fonctions	Total	Hommes	Femmes	% Femmes sur le Total
5. MinistreDélégué	1	1	0	0%
6. SecrétariatGénéral				
Secrétaire Général	-	-	-	-
Conseillers Techniques	2	2	0	0%
Personnel Service courrier (y compris chauffeurs et plantons)	6	1	5	83%
7. Cabinet				
Chef de Cabinet	1	1	0	0%
Chargés de Mission	2	1	1	50%
Attaché de Cabinet	1	1	0	0%
Secrétaire Particulier Ministre	1	1	0	0%
8. Services Centraux				
8.1. Directions Nationales et servicesRattachés				
Directeurs nationaux	-	-	-	-
Directeurs nationaux Adjoints	12	11	1	8,33%
Chefs de division	13	12	1	7,69%
Chef de section	5	5		0%
Chargés de dossier	-	-	-	-
Personnel de support (y compris chauffeurs et plantons)	918	587	331	36%
8.2. Directions Générales				
Total				

Commentaire :

Il faut note que les informations de ces deux tableaux cités en dessous concernant les effectifs sexo-désagrégés selon la fonction et le BCS des ex ministères de l'Agriculture et celui de l'Elevage et de la pêche ont étés collectés auprès de la Direction des Ressources Humaines du Secteur Développement Rural (DRH/SDR).

Selon les informations la DRH ne dispose pas des bases de données concernant les effectifs.

Conclusion :

L'action genre est prise en compte dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi évaluation de tous les Projets/Programmes du secteur développement rural (agriculture, élevage et pêche) et la sécurité alimentaire à des niveaux différents.

En termes de formulation d'objectifs, d'indicateurs et de prévisions sexospécifiques ne sont pas prise en compte dans les documents de planification sectoriel, notamment le Document de Programmation Pluriannuel de Dépenses et le Programme Annuel de Performance (DPPD-PAP).

Cet état de fait réduit la lisibilité des efforts consentis par l'Etat et ses partenaires dans la mise en œuvre du PNG au niveau du secteur Agricole.

Les résultats enregistrés durant cette campagne se manifestent par l'augmentation du pourcentage de femmes dans la distribution des ressources, la génération des revenus et la participation active des femmes dans la lutte contre la pauvreté en zones urbaines que rurales.

3.3.2. Ministère de l'Entreprenariat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

INTRODUCTION:

La population malienne se caractérise par sa jeunesse et par une urbanisation croissante. En effet, 46,6 % de la population a moins de 15 ans. Cette proportion est moins élevée parmi les femmes (45,3 %) que chez les hommes (47,9 %). En dépit d'une urbanisation rapide, la population est encore essentiellement rurale (74,0 % de ruraux contre 26,0 % de citadins) selon EMOP 2018. Pour le Mali, l'un des défis majeurs est celui de sa croissance démographique. Il s'agit d'assumer les conséquences du doublement de la population toutes les deux décennies. Ce défi se décline suivant une multitude de corollaires dont quatre apparaissent prioritaires : la promotion de la jeunesse, la promotion du genre, la protection de l'environnement et la réduction des inégalités.

Pour ce faire, le Mali s'est doté de nouveaux documents de politiques et de stratégies de référence en matière de planification du développement national ces dernières années, dont le dernier est le Cadre Stratégique pour la Relance Économique et le Développement Durable couvrant la période 2019-2023 (CREDD 2019-2023) décliné en 5 axes stratégiques, met « le développement du capital humain et l'inclusion sociale » au nombre des défis à relever dans l'axe stratégique 5.

C'est pourquoi, les politiques nationales de l'Emploi et de Formation Professionnelle ciblent de façon spécifique cet axe stratégique. Aussi, le Ministère de l'Entreprenariat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle a conçu et mis en œuvre avec l'appui de ses partenaires des projets structurants visant à améliorer l'employabilité des jeunes hommes et femmes ; urbains et ruraux et à faciliter leur insertion socioprofessionnelle. Il s'agit notamment :

- du Projet de Formation Professionnelle, Insertion et Appui à l'Entrepreneuriat des Jeunes Ruraux **(FIER)**;
- du Projet de Développement des Compétences et Emploi des Jeunes **(PROCEJ)**;
- du Projet Amélioration de la Compétitivité des Entreprises par la Formation Professionnelle **(ACEFOR 1 et 2)** ;
- du Programme de Formation et d'Insertion Professionnelle **(MLI/022) ;**
- du Projet « Contribution à l'Insertion Professionnelle et au Renforcement de la Résilience des Jeunes en milieu Rural dans le centre sud au Mali »**(GCP/MLI/044/LUX)** ;
- du projet Insertion Professionnelle Orientée Métiers Écologiquement Responsable**(IPOMER)**.

Le Genre a été intégré dans ces différents Politiques, Programmes et Projets.

1. LES ENJEUX GENRES/GAPS A COMBLER :

L'une des ambitions de la nouvelle stratégie nationale de développement intitulée « Cadre Stratégique pour la Relance Économique et le Développement Durable (CREDD 2019-2023) » sur un horizon quinquennal, à terme, en 2023 est de réduire les inégalités, qu'elles soient basées sur l'âge, le genre, le statut socio-économique, le lieu d'habitation, qui constituent des entraves à l'épanouissement de la population et affectent la cohésion sociale.
À ce titre, des efforts importants sont entrain d'être menés en matière d'emploi et de formation professionnelle pour réduire les inégalités, telles que :

- l'élaboration d'une stratégie-genre au niveau de toutes les structures du département en charge de l'emploi et de la formation professionnelle;
- lapromotion de l'équitégenre;
- lamaitrise des réformes institutionnelles du département;
- le renforcement institutionnel et développement des partenariats (Conseils régionaux, et Directions Régionales de la Formation Professionnelle; Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et SecteurPrivé);
- la prise en compte des besoins de formation des femmes dans le développement des programmes de formation professionnelle;
- l'extension de la formation par apprentissage au secteur non formel dans lequel évolue beaucoup de femmes;

- le développement des programmes de formation professionnelle en direction du monde rural et plus spécifiquement des femmes et des jeunes:
- la prise en compte du genre dans tous les projets du département (lescibles des projets du département sont généralement composées de 50% defemmes et de 50% d'hommes) ;
- la promotion de l'entrepreneuriat féminin;
- la préparation à la création d'entreprise;
- l'accès des femmes et des jeunes au financement;
- l'accessibilité des services d'appui aux entreprises.

EMPLOI

Tableau 1 : Évolution du taux de chômage de la population selon le sexe de 2010 à 2020 *(Unité : Pour cent)*

Sexe	2010	2011	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Femmes	11,43	7,43	9,5	9,3	11,0	11,59	10,4	9,4	6,7	5,9
Hommes	6,18	6,49	5,1	7,3	8,5	8,81	8	7,9	5,3	4,7
Ensemble	8,31	6,92	7,3	8,2	9,6	10,05	9,1	8,6	5,9	5,2

Sources: ANPE/EPAM-2010, INSTAT-ONEF/EMOP-2011-2020

Tableau 2 : Évolution du taux d'emploi selon le sexe de 2010 à 2020

	2010	2011	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	**2020**
Hommes	78,06	75,14	81,6	79,3	77,9	78,1	78,8	79,1	88,4	82,4
Femmes	45,80	56,29	67,1	58,8	58,1	51,2	55,6	52,3	54,7	51,2
Ensemble	61,12	65,21	73,9	68,3	67,3	63,5	66,3	64,7	68,4	65,5

Sources: ANPE/EPAM-2010, INSTAT-ONEF/EMOP-2011-2020

Tableau 3: Nombre total d'emplois par les secteurs public et privé et par sexe en 2020 ***(Unité : pour cent)***

Situation	Homme		Femme		Ensemble	%
	Effectif	%	Effectif	%		
Public	1 381	79,6	355	23,4	1 736	05,75
Privé	23 126	81,2	5 337	18,8	28 463	94,25
Total	24 507	81,16	5 692	18,84	30 199	100

Source : Rapports trimestriels de création d'emplois de l'ONEF 2020

Tableau 4 : Répartition des emplois par tranche d'âge par le secteur privé selon le type de contrat et par sexe

Groupe d'âge		CDD			CDI			Total Général
		F	H	Total	F	H	Total	
De 15 à 40 ans	15 - 24	307	1 032	1 339	182	882	1 064	2 403
	25-35	1 995	7 137	9 132	1 217	4 637	5 854	14 986
	36-40	486	2 303	2 789	296	1 248	1 544	4 333
	Sous total	2 788	10 472	13 260	1 695	6 767	8 462	21 722
Plus de 40 ans		427	3 288	3 715	271	1 824	2 095	5 810
Non déterminée		73	466	539	83	309	392	931
Total général		3 288	14 226	17 514	2 049	8 900	10 949	28 463

Source : Rapports trimestriels de création d'emplois de l'ONEF, 2020

FORMATION PROFESSIONNELLLE

Tableau 5: Répartition des apprenants selon le Sexe et la région en 2019

Région	Homme		Femme		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Kayes	1 485	62,3	899	37,7	2 384	100,0
Koulikoro	761	41,7	1 062	58,3	1 823	100,0
Sikasso	1 332	61,3	840	38,7	2 172	100,0
Ségou	2 689	62,3	1 629	37,7	4 318	100,0
Mopti	1 577	62,4	949	37,6	2 526	100,0
Tombouctou	706	79,9	178	20,1	884	100,0
Gao	329	63,8	187	36,2	516	100,0
Kidal	160	67,8	76	32,2	236	100,0
District de Bamako	1 932	44,9	2 373	55,1	4 305	100,0
Total	**10 971**	**57,2**	**8 193**	**42,8**	**19 164**	**100,0**

Source : Annuaire statistique de l'emploi et de la formation 2019/ **ONEF**

Tableau 6 : Evolution du nombre d'apprenants entre 2017 et 2019 par région

Région	Effectif en 2017	Effectif en 2019	Taux d'accroissement (en %)
Kayes	2 366	2 384	-75,8
Koulikoro	2 150	1 823	-51,6
Sikasso	2 582	2 172	-57,5
Ségou	2 019	4 318	-71,6
Mopti	2 151	2 526	-58,0
Tombouctou	411	884	-74,0
Gao	798	516	-80,4
District de Bamako	4 511	4 305	-65,5
Total	**16 988**	**19 164**	-66,1

Source : Annuaire statistique de l'emploi et de la formation 2019/ **ONEF**

Tableau 7 : répartition du nombre d'apprenants selon le partenaire de financement et par région

Source de financement	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou	Gao	Kidal	District de Bamako	Total
Privée	884	1 266	849	1 055	1 324	102	390	0	3 308	9 178
ACEFOR	102	100	75	90	75	30	30	0	92	594
ACTIF	0	0	0	0	371	0	0	0	0	371
AFECK	64	0	0	0	0	0	0	0	0	64
BIT	0	0	0	0	0	575	0	0	0	575
FIER	0	219	0	0	0	0	0	0	0	219
IDDA	0	0	0	67	0	0	0	0	0	67
LuxDev	0	0	0	3 000	0	0	0	0	0	3 000
NRC	0	0	0	0	94	0	0	0	0	94
PROCEJ	1 334	238	1 248	106	662	177	96	236	905	5 002
Total	2 384	1 823	2 172	4 318	2 526	884	516	236	4 305	19 164

Source : Annuaire statistique de l'emploi et de la formation 2019/ **ONEF**

Tableau 8 : répartition du nombre de CFP (fonctionnel et non fonctionnel) par région

Régions	Situation actuelle du Centre					
	Fonctionnel		Non Fonctionnel		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Kayes	16	100,0	0	0,0	16	100,0
Koulikoro	23	100,0	0	0,0	23	100,0
Sikasso	20	100,0	0	0,0	20	100,0
Ségou	38	100,0	0	0,0	38	100,0
Mopti	35	100,0	0	0,0	35	100,0
Tombouctou	7	36,8	12	63,2	19	100,0
Gao	19	100,0	0	0,0	19	100,0
Kidal	0	0,0	0	0,0	0	0,0
District de Bamako	70	94,6	4	5,4	74	100,0
Total	**228**	**93,4**	**16**	**6,6**	**244**	**100,0**

Source : Annuaire statistique de l'emploi et de la formation 2019/ **ONEF**

Tableau 9 : Répartition du nombre de jeunes formés en apprentissage traditionnel rénové selon le sexe et la région

Région	Homme		Femme		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Kayes	1 001	75,6	323	24,4	1 324	100,0
Koulikoro	155	70,8	64	29,2	219	100,0
Sikasso	976	80,3	239	19,7	1 215	100,0
Ségou	2 044	65,4	1 083	34,6	3 127	100,0
Mopti	607	66,1	312	33,9	919	100,0
Tombouctou	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Gao	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Kidal	160	67,8	76	32,2	236	100,0
District de Bamako	20	8,8	208	91,2	228	100,0
Total	**4 963**	**68,3**	**2 305**	**31,7**	**7 268**	**100,0**

Source : Annuaire statistique de l'emploi et de la formation 2019/ **ONEF**

Tableau 10 : Répartition du nombre de jeunes formés selon le mode apprentissage et le sexe

Mode d'apprentissage	Homme		Femme		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Formation initiale	561	29,8	1 323	70,2	1 884	100,0
Formation qualifiante	3 313	58,6	2 336	41,4	5 649	100,0
Formation continue	1 097	37,7	1 811	62,3	2 908	100,0
Formation Duale	1 037	71,3	418	28,7	1 455	100,0
Formation Tutorée	4 963	68,3	2 305	31,7	7 268	100,0
Total	10 971	57,2	8 193	42,8	19 164	100,0

Source : Annuaire statistique de l'emploi et de la formation 2019/ **ONEF**

Tableau 11 : Répartitions des apprenants selon le sexe et le secteur économique

Secteurs économiques	Homme		Femme		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Transport	1 005	9,2	32	0,4	1 037	5,4
Travaux publics	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Eau et Hydraulique	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Agriculture	1 404	12,8	1075	13,1	2 479	12,9
Élevage	1 339	12,2	533	6,5	1 872	9,8
Pèche	227	2,1	88	1,1	315	1,6
Foresterie	3	0,0	2	0,0	5	0,0
Assainissement, Hygiène et Environnement	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Bâtiment	2 887	26,3	240	2,9	3 127	16,3
Hôtellerie	103	0,9	372	4,5	475	2,5
Tourisme	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Artisanat (y compris la transformation agroalimentaire)	2 667	24,3	5446	66,5	8 113	42,3
Mines	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Industrie	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Sport	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Énergie	696	6,3	148	1,8	844	4,4
Secteur non classée	640	5,8	257	3,1	897	4,7
Total	**10 971**	**100,0**	**8193**	**100,0**	**19 164**	**100,0**

Source : Annuaire statistique de l'emploi et de la formation 2019/ **ONEF**

LES STRATÉGIES DE RÉDUCTION DES INÉGALITÉS LIÉES AU GENRE

2. Lesmesures spécifiques

Le Ministère de l'entreprenariat National, de l'Emploiet de la Formation Professionnelle a dans le cadre de la mise en œuvre des politiques nationales et sectorielles de la Politique Nationale de la Formation Professionnelle mène des actions, à travers des projets, programmes et les agences :

- le Projet FIER qui a pourfinalité de contribuer à réduire la pauvreté en milieu rural dans sa zone d'intervention à travers un meilleur accès des jeunes ruraux à des opportunités d'insertion et d'emplois attractifs et rentables dansl'agriculture et les activités économiques connexes, de sondémarrage à nos jours, 10 928 jeunes ont été financés et installés dont 4 808 femmes (44%) contre 56 % des hommes ; 8569 jeunes alphabétisés dont 60% des femmes.Les formations techniques ont touché au total 2512 jeunes dont 44% des femmes et 1031 jeunes dont 483 femme sont bénéficié de l'apprentissage par le tutorat et les maisons familiales rurales.

- la prise en compte systématique de l'équité genre et le suivi de l'autonomisation des femmes dans le cadre de la mise en œuvre du projet feront l'objet d'analyse et de diffusion régulière;
- l'insertion des femmes dans les Activités Génératrices de Revenus (AGR);
- la formation en savonnerie exclusivement réservée aux femmes et groupes vulnérables;
- l'appui des femmes à la création d'entreprises (PME-PMI);
- le quota genrere tenu pour toutes les activités de l'Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE);
- le développement et la diversification des programmes de formation pour les centres d'apprentissage féminin;
- la mise en place des mesures incitatives en faveur des filles pour l'accès à la formation professionnelle notamment dans les filières industrielles;
- l'organisation des séminaires de formation en matière de réformes institutionnelles à l'intention des femmes.

2.1. Évaluation desactivités genre 2020

Programme2.033 : Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de L'emploi

<table>
<tr><td colspan="2"><u>OBJECTIF N° 2</u> : Renforcer les actions de promotion et de création d'emplois.</td><td colspan="5">❖ Appréciation de l'atteinte de l'objectif N° 2 :
Relatif au renforcement des actions de promotion et de création d'emploi, la promotion des activités privées génératrices d'emploi, le soutien aux entreprises modernes et aux micros et petites entreprises a eu un niveau de réalisation globalement satisfaisant.
En effet, 12 340 emplois ont été créés sur 10 500 prévus, par le projet FIER (5 383 emplois), le PNA/ERP (226 emplois), l'APEJ (2 251 emplois) et l'ANPE (4 480 emplois), soit un taux de réalisation de 117.52%.
Le nombre de jeunes diplômés ayant bénéficié de stage de formation professionnelle et de stages de qualification est de 409 dont 333 pour l'APEJ et 76 pour l'ANPE sur 3 200 prévus, soit un taux de réalisation de 12.78%. Ce nombre est inférieur à celui de 2019 qui était de 5 597.
Sur une prévision de 20 000 personnes, 11 205 ont été formées en entrepreneuriat dont 6 334 par le projet FIER, 4 121 par l'APEJ et 750 par l'ANPE, soit un taux de réalisation de 56,03%.
Concernant les personnes vulnérables (femmes, migrants et personnes en situation de handicap), sur une prévision de 3 800 personnes, 3 422 ont été soutenues et installées dont 2 562 par le projet FIER, 200 par le PNA/ERP et 660 par l'ANPE, soit un taux de réalisation de 90.05%..</td></tr>
<tr><td rowspan="2"><u>INDICATEURS DE RESULTATS</u></td><td rowspan="2">Unités de mesures</td><td colspan="3">Réalisations</td><td colspan="2">Évaluations 2020</td></tr>
<tr><td>2017</td><td>2018</td><td>2019</td><td>Prévisions</td><td>Réalisations</td></tr>
<tr><td>2.1. :Nombred'emploicrées par lesprojets/programmes de promotiond'emploi</td><td>Nombre</td><td>-</td><td>1 592</td><td>9 218</td><td>10500</td><td>12 340</td></tr>
<tr><td colspan="7"><u>Moyens de vérification</u> : Rapports d'activités,
Précisions méthodologiques : Dénombrement</td></tr>
<tr><td><u>2.2.</u> : Nombre de jeunes diplômés ayant bénéficié de stages de formation professionnelle et de stages de qualification</td><td>Nombre</td><td>-</td><td>5 403</td><td>5 597</td><td>3 200</td><td>409</td></tr>
<tr><td colspan="7"><u>Moyens de vérification</u> : Rapports d'activités,
Précisions méthodologiques : Dénombrement</td></tr>
<tr><td>2.3. : Nombre de personnes forméesen entrepreneuriat</td><td>Nombre</td><td>-</td><td>18 270</td><td>6 756</td><td>20 000</td><td>11 205</td></tr>
<tr><td colspan="7"><u>Moyens de vérification</u> : Rapports d'activités.
Précisions méthodologiques : Dénombrement</td></tr>
<tr><td>2.4. Nombre de femmes, de migrants, et de personnes handicapées soutenus et installées</td><td>Nombre</td><td>-</td><td>9 285</td><td>-</td><td>3 800</td><td>3 422</td></tr>
<tr><td colspan="7"><u>Moyens de vérification</u> : Rapports d'activités.
Précisions méthodologiques : Dénombrement</td></tr>
</table>

Programme 2.034 : Formation professionnelle

OBJECTIF N° 1 : **Améliorer l'accès à la formation professionnelle qualifiante continue et par apprentissage**		❖ **Appréciation de l'atteinte de l'objectif N° 1:** Concernantl'objectifrelatif à **l'amélioration de l'accès à la formation professionnelle qualifiante continue et par apprentissage**, le taux de progression du nombre de formés a chuté de -58,30% par rapport à l'année 2019 alorsqu'il était prévu une progression de 12%. Ce taux négatif est dû au faible effectif formé à cause de la COVID-19. En effet, seulement 7 787 personnes dont 3 313 femmes ont été formées en 2020 contre 18 678 en 2019. Le taux de femmes formées est de 42,54% en 2020 contre une prévision de 35%. Il dépasse ainsi le taux de 2019 quiétait de 26,67%. Ce taux a étéatteint à cause du fait que les filières existantes dans les CFP sont sollicitées par les deux sexes « féminin et masculin ».					
INDICATEURS	**Unité de mesure**	**Réalisations**			**Évaluations 2020**	
		2017	**2018**	**2019**	**Prévisions**	**Réalisations**
1.1. Taux de progression du nombre de formés	%	5	36,60	11,81	12	**-58,30**
Moyens de vérification : Rapports de sessions de formation **Précision méthodologique** : [Nombre d'apprenants formés en année(N) moins nombre d'apprenants formés en année (N-1) divisé par Nombre d'apprenants formés en année (N-1)]* 100.						
1.2. Taux de femmes formées	%	40	23,02	26,67	35	**42,54**
Moyens de vérification : Rapports de sessions de formation **Précision méthodologique :** (Nombre de femmes formés) / (Nombre total de personnes formées) *100.						

3. PLANIFICATION ET BUDGÉTISATION SENSIBLE AU GENRE

La politique Nationale Genre est mise en œuvre par le Ministère de l'entreprenariat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelleà travers 2 programmes:

Programme 2.033 : Amélioration du cadre législatif et promotion de l'emploi

Objectif 2 : Renforcer les actions de promotion et de création d'emplois, la promotion des activités privées génératrices d'emploi, le soutien aux entreprises modernes et aux micros et petites entreprises						
Indicateurs	**Unité**	**Réf**	**Cible**			**Activités 2022**
		2021	**2022**	**2023**	**2024**	
Indicateur N°2.1. Nombre d'emplois crées par les projets/programmes de promotion d'emploi et les structures du département	Nbre	10 815	11 140	11 140	11 140	**2.1.1 Activité:** Équipement des groupements de femmes (moto taxi, moulins, machine à coudre, moto pompe, kits de transformation des produits locaux) **2.1.2 Activité:**Réhabilitation de pistes rurales
Indicateur N°2.2. Nombre de jeunes diplômés ayant bénéficié de stages de formation professionnelle et de stages de qualification	Nbre	3 200	3 200	3 200	3 200	**2.2.1 Activité :**Mise en œuvre des activités et fonctionnement global de l'APEJ (dépenses de personnel, volontariat, matériels, services et charges diverses)
Indicateur N°2.3. Nombre de personnes formées en entrepreneuriat	Nbre	20 000	20 000	20 000	20 000	**2.3.1 Activité :** Formation en conduite et dotation des jeunes apprentis en permis de conduire
Indicateur N°2.4. Nombre jeunes, de femmes, de migrants et de personnes handicapées soutenus et installés	Nbre	2 400	2 400	2 400	2 400	**2.4.1 Activité:** Formation et installation des PSH dans les domaines de la coiffure, couture et restauration

Programme 2.034 : Formation professionnelle

OBJECTIF N°1 : Améliorer l'accès à la formation professionnelle qualifiante continue et par apprentissage						
Indicateurs	**Unité**	**Réf**	**Cible**			**Activités 2022**
		2021	**2022**	**2023**	**2024**	
Indicateur N°1.1. Taux de progression du nombre de formés	%	12	12	12	12	**1.1.4. Activité :**Réalisation de missions de prospection, de supervision et de suivi des dispositifs de formation
						1.1.11. Activité : Construction et équipement de centres de formation professionnelle à Koulikoro
Indicateur N°1.2. Taux de femmes formées	%	35	35	35	35	

3.3.3. Ministère de l'Industrie et du Commerce

I. LES ENJEUX –GENRE

Les enjeux portent sur les points suivants:

- l'appui à apporter aux femmes opératrices économiques ainsi que l'aide des organisations de femmes opératrices économiques à accéder aux moyens financiers
- le renforcement des capacités des femmes au sein des structures par la formation continue;
- le renforcement des capacités entrepreneuriales des organisations de femmes opératrices économiques à travers la formation, l'information et la sensibilisation;
- l'accroissement de l'accès des organisations de femmes opératrices économiques aux facteurs de production etc.

II. LES STRATEGIES DE REDUCTION DES INEGALITES LIEES AU GENRE

Cette situation est décelable au niveau des domaines suivants :

Les mesures spécifiques :

Le secteur de l'industrie et du commerce demeure essentiellement marqué par son caractère informel. La frange de la population dans ce domaine est majoritairement féminine.

Des projets qui appuient le secteur sont :

- Le projet: « Formalisation des Acteurs du commerce de détail »

  Des actions spécifiques ont été menées:
  - Renforcement des capacités des responsables des faîtières dans les rôles et lesprocédures de mise en place des Centres de Gestion Agréés (CGA) ;
  - Formation des bénéficiaires de prêt en comptabilité simplifiée et GERME (Gérer Mieux son Entreprise);
  - Formation/sensibilisation des acteurs en cogestion des marchés et sensibilisation des usagers des marchés en hygiène et sécurité sanitaire des aliments.
  - Financement des activités des commerçants détaillants des Centres de Gestion Agréés (CGA).

- Le projet: « Appui au Cadre Intégré Renforcé (CIR) » en vued'intégrerl'économie du paysdans le système commercial mondial par le renforcement des capacités nationales en matière de commerce. Le Cadre Intégré Renforcé au Mali intervient dans certaines filières agricoles (mangue, karité, gomme arabique, lesproduits de transformation agroalimentaire), à travers le renforcement des capacités productives et commerciales des acteurs de cesfilières. Les femmes interviennent dans la production, la transformation et la commercialisation de cesfilières et sessous-produits. Elles interviennent tout au long de la chaine de collecte, du transport et de la ventedansles différents marchés. Le karité occupe plus de 3 millions de femmes rurales et absorbe 80% des revenus de cesfemmes. Pour le cas de mangue, le CIR avaitmis en placeuneUnité de Transformation des Fruits (confiture de mangues essentiellement) au profit des femmes du Cercle de Yanfolila. Plus de 20 femmes bénéficient directement de cetteUnité à Yanfolila. Plus de 6000 caisses de récolte ont été distribuées aux femmes « pisteurs » de mangues. Enfin, des formations et d'autres Activités Génératrices des Revenus (AGR) pour les femmes intervenant dans la gomme arabique.

- Le Centre Malien de Promotion de la Propriété Industrielle (CEMAPI)

  Des actions spécifiques ont été menées:
  - dans le cadre des visites de sensibilisation des acteurs économiques sur l'importance de l'enregistrement des titres de Propriété Industrielle, en novembre 2019 une dizaine de PME féminines dans les régions de Bougouni, Koutiala et Ségou ont été visitées et sensibilisées;
  - dans le cadre de l'accompagnement des producteurs de l'échalote de Bandiagara à la démarche Identification Géographique (IG), treize (13) femmes productrices ontpris part aux ateliers de renforcement de capacité sur l'application du cahier de charge de l'échalote de Bandiagara, la structuration du groupement, le modèle économique ainsi que la stratégie markéting.
  - à ceteffet, des actions spécifiques ont été menées en 2020 au profit des femmes.

III. EVALUATION DES ACTIVITES GENRE 2020

A/ PROGRAMME 2.083 : CONCEPTION ET COORDINATION DE LA POLITIQUE SECTORIELLE DU COMMERCE ET APPUI A LA GESTION DES MARCHES

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE SECTORIELLE DU COMMERCE ET APPUI A LA GESTION DES MARCHES

OBJECTIF 2: Organiser et renforcer les acteurs du commerce						
Indicateurs	**Unité de mesure**	**Période**			**2020**	
		2017	**2018**	**2019**	**Prévis**	**Réalisations**
2.1. Pourcentage des collectivités territoriales bénéficiaires d'appui-conseil dans le cadre de l'aménagement et de la gestion des marchés	%	25	200	100		
2.2. Pourcentage des groupements et associations de commerçants bénéficiaires d'appui-conseil dans le cadre de l'aménagement et de la gestion des marchés	%	80	166.66	100		
2.3 Pourcentage d'acteurs du commerce de détail suivis dans le cadre de la formalisation	%	-	5.78	100	100	36.54

UNITE DE MISE EN ŒUVRE DU CADRE INTEGRE (UMOCI) ET DE FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DE DETAIL (PROFAC)

ACTIVITES DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES FEMMES

N°	Activités prévues 2020Cadre Intégré (UMOCI)	Acticités réalisées 2020		Observations
		Nombre de femmes	Montant FCFA (dépenses)	
01	Formation des femmes des sociétés coopératives de gomme arabique sur les activités génératrices de revenu	100	43 770 000	
02	Formation des Collecteurs de gomme arabique sur les techniques de collecte et de commercialisation de la gomme	54	95 053 900	
03	Appui aux DRDSES pour le suivi des Unions des SCOOPS dans le cadre de leur redynamisation	54	20 584 300	
04	Accompagnement des acteurs de la filière gomme arabiqueau Salons International de l'Agriculture de Paris	03	13 487 800	
05	Formation de 50 Promoteurs des PME de transformation des produits agroalimentaires dont 30 femmes sur la Sécurité sanitaire des produits agroalimentaires à Bamako	30	9 026 500	
06	Accompagnement des acteurs aux manifestations commerciales à l'étranger (Foires, Salons, missions commerciales)) et d'autres rencontres à l'étranger (journées, Foras).	50	16 541 656	
07	Sketch de Sensibilisation des femmes sur la protection de l'environnement (protection des arbres notamment les gommerais et les arbres à karité.	-	8 000 000	
08	Participation à la Conférence annuelle sur le Karité de l'Alliance Globale pour le Karité	02	-	Encours de réalisation
09	Formation des femmes sur l'utilisation de l'étiquetage	10	1 475 000	
10	Formation de 30 acteurs privés dont 15 femmes sur les procédures d'exportation des produits nationaux.	15	6 605 500	

	Activités prévues 2020 de Formalisation des Acteurs du Commerce de détail (PROFAC)	Acticités réalisées 2020		Observations
		Nombre de femmes	*Montant FCFA (dépenses)*	
01	Appui au renforcement des capacités	215	7.080.000	Formation en management et stratégie commerciale ;accroissements des revenues et compétitivités amélioration de l'accès au marché et au financement ;comptabilité simplifiée et gestion des activités.
02	Appui au financement	113	56.500.000	A raison de 500.000 FCFA par bénéficiaire

B/ PROGRAMME 2.084 : DEVELOPPEMENT DU SECTEUR INDUSTRIEL

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE SECTORIELLE DE L'INDUSTRIE.

OBJECTIF 3: Assurer la mise en œuvre de la Stratégie du Secteur Agroalimentaire						
Indicateurs	**Unité de mesure**	**Période**			**2020**	
		2017	**2018**	**2019**	**Prévis**	**Réalisations**
3.1 : Proportion des acteurs formés Femmes Hommes		-	26	85 15	100 100	100 100
OBJECTIF N°4 : Assurer la mise en œuvre de la Stratégie Nationale du Développement de la Propriété Intellectuelle						
4.3. Nombre de Centre d'Appui à la Technologie et à l'Innovation (CATI) périphériques créés	Nombre				100	48

MISE EN ŒUVRE DU CENTRE POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE (CDA) ET DU CENTRE MALIEN DE PROMOTION DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE (CEMAPI)

ACTIVITES DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES FEMMES

N°	**Activités prévues 2020**	**Acticités réalisées 2020**		**Observations**
		Nombre de femmes	**Montant FCFA (dépenses)**	
01	Organisation de sessions de formation des acteurs de la transformation	20	7000	Il été renforcé la capacité de 25 acteurs dont 20 femmes de la transformation agroalimentaire

B/ PROGRAMME 2.085: APPUI AU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE SECTORIELLE DE L'INDUSTRIE

OBJECTIF 2: METTRE EN ŒUVRE DES MESURES DESTINEES AU DEVELOPPEMENT DES PME						
Indicateurs	Unité de mesure	Période			2020	
		2018	2019	2020	Prévis	Réalisations
Nombre de PME ayant bénéficié d'une formation	Nbre		-	20	20	20
OBJECTIF 4: AMELIORER LE CLIMAT ET LA PRATIQUE DES AFFAIRES						
Taux d'exécution des activités de renforcement des capacités du personnel de la CTRCA	%	-	100	100	100	100
OBJECTIF N°5 : COORDONNER ET SUIVRE LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES ET STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE						
Taux de mise en œuvre des initiatives de développement du secteur privé	%	12	10	15	100	100

ACTIVITES DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES FEMMES

N°	Activités prévues 2020	Acticités réalisées 2020		Observations
		Nombre de femmes	Montant FCFA (dépenses)	
01	Formation de 15 PME en E-Commerce	11	4.875.000	
02	Formation en conduite de changement	7	10 000 000	Le processus de sélection du prestataire est en cours

B/ PROGRAMME 2.086 : PROMOTION ET DEVELOPPEMENT DE LA MICRO-FINANCE

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE SECTORIELLE DE L'INDUSTRIE

OBJECTIF 3: Contribuer à la professionnalisation des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD)						
Indicateurs	Unité de mesure	Période			2020	
		2017	2018	2019	Prévis	Réalisations
Nombre de SFD ayant bénéficié de formation Femmes…… Hommes……	Nbre	-	-	- -	- -	- -
OBJECTIF N°4 : Améliorer l'environnement des affaires des Systèmes Financiers Décentralisés(SFD)						
	Nombre				-	-

NB : Pas de données antérieures à 2020 pour les structures techniques relevant du Ministère chargé de la Promotion des Investissements

ACTIVITES DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES FEMMES

N°	Activités prévues 2020	Acticités réalisées 2020		Observations
		Nombre de femmes	Montant FCFA (dépenses)	
01				
02				
03				

NB : Pas de données antérieures à 2020 pour les structures techniques relevant du Ministère chargé de la Promotion des Investissements

III. LA PLANIFICATION ET BUDGETISATION DES ACTIONS GENRE

Objectifs	Indicateurs						Activités de renforcement des capacités prévues pour les femmes
	Libellés	Réf	Cibles				
		2020	2021	2022	2023	2024	2021
Renforcer les capacités au sein des structures par la formation continue	**Direction des Finances et du Matériel (DFM)**						
	Sensibilisation sur le sens de responsabilité Femmes…… Hommes……	 35 10	 13 7	 20 10	 25 15	 30 20	La formation des agents de la Direction des Finances et du Matériel sur les Outils de mise en œuvre du Budget-Programme.
Renforcer les capacités d'offre des produits nationaux sur les marchés internationaux	**Projet Appui au Cadre Intégré (UMOCI)**						
	Accompagnement des activités de la Journée internationale de la Femme rurale : acquisition des matériels aux femmes rurales en 2020 Femmes……..... Hommes……						Accompagnement des activités de la Journée internationale de la Femme rurale : acquittions des matériels aux femmes rurales en 20210.
	Formation de Cinquante (50) Agents de la DGCC sur les procédures du contrôle économique Femmes……..... Hommes……		 5 0				Former et sensibiliser 50 fonctionnaires dont 25 femmes des structures aux frontières sur l'Accord sur la Facilitation des échanges.
	Formation de 25 promoteurs des PME de transformation des produits agroalimentaires acteurs dont 20 femmes sur les nouvelles techniques d'utilisation du séchoir à tunnel à Sikasso Femmes……..... Hommes……	 20 05	 20	 -	 -		Formation 25 promoteurs des PME de transformation des produits agroalimentaires acteurs dont 20 femmes sur les nouvelles techniques d'utilisation du séchoir à tunnel à Sikasso.
Renforcer les capacités d'offre des produits							**Activités de renforcement des capacités prévues pour les femmes**
	Libellés	**Réf**	**Cibles**				
		2020	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2021**

Objectifs	Indicateurs						Activités de renforcement des capacités prévues pour les femmes
	Libellés	Réf	Cibles				
		2020	2021	2022	2023	2024	2021
nationaux sur les marchés internationaux							
	Formation des femmes sur la notion de base du système de management de la qualité Femmes…….Hommes……..	20 05	15	-		-	Former 30 promoteurs des PME de transformation des produits agroalimentaires acteurs dont 20 femmes et jeunes sur la notion de base du système de management de la qualité à Mopti.
	Formation des femmes sur les référentiels de certification agroalimentaire Femmes……. Hommes……	0 0	1 5				Former 30 promoteurs des MPE de transformation des produits agroalimentaires acteurs dont 20 femmes et jeunes sur les référentiels de certification agroalimentaire à Sikasso.
	Formation des acteurs sur les techniques de collecte des amandes et les techniques de production du beurre de karité Femmes…… Hommes…….	2600 0	200				Former 200 acteurs sur les techniques de collecte des amandes et les techniques de production du beurre de karité.
	Mise en œuvre du Programme de durabilité en faveur de la filière karité et en faveur des femmes sur l'amélioration de la qualité des amandes de karité Femmes…… Hommes…….	50 0					Mise en œuvre du Programme de durabilité en faveur de la filière karité et en faveur des femmes sur l'amélioration de la qualité des amandes de karité
	Participation à la Conférence annuelle sur le Karité de l'Alliance Globale pour le Karité Femmes……..... Hommes…….	2 -	2				Participation à la Conférence annuelle sur le Karité de l'Alliance Globale pour le Karité
	Participation à la Foire Internationale de Dakar (FIDAK) Femmes…… Hommes……	- -					Participation à la Foire de Dakar (FIDAK)

Objectifs	Indicateurs						Activités de renforcement des capacités prévues pour les femmes
	Libellés	Réf	Cibles				
		2020	2021	2022	2023	2024	2021
	Participation au Salon International de l'Agriculture (SIA) de Paris Femmes……..... Hommes……	 6 1	 6				Participation à la Foire International de l'Agriculture (SIA) de Paris
Objectif	Indicateurs						Activités de renforcement des capacités prévues pour les femmes
Renforcer les capacités d'offre des produits nationaux sur les marchés internationaux	Libellés	Réf	Cibles				
		2020	2021	2022	2023	2024	2021
	Accompagnement de deux (02) PME aux référentiels de certification appartenant à deux femmes : - HACCP pour MAM COCKTAIL à Bamako. - HACCP pour ETS DIALLO à Sikasso Femmes……..... Hommes……	 2					Accompagner quatre (02) PME aux référentiels de certification : HACCP pour MAM COCKTAIL à Bamako ; HACCP pour la Station de conditionnement des fruits (PLAZA) à Bamako HACCP pour ETS DIALLO à Sikasso ; Renouvellement du GLOBAL GAP Bio pour Agrumes et Oléagineux du Mali (AOM) à Sikasso
	Formation des femmes de l'Unité de Transformation des Fruits de Yanfolila (UTRAFRUY) sur l'utilisation de l'étiquetage Femmes……..... Hommes……	 25 -					Mise en place le système de gestion de la qualité dans l'UTRAFRUY : accompagner à la certificat HACCP : renouvellement de la certification HACCP : recruter le Consultant pour l'accompagnement, lever les non conformités, payer les honoraires du Certificateur. – Elaborer une Etude Diagnostique de l'UTRAFRUY.
	Former 200 acteurs de la filière karité à la maîtrise des exigences réglementaires et commerciales, les normes de qualité en 2020 Femmes……..... Hommes……	 - -	 140 60				Former 200 acteurs de la filière karité à la maîtrise des exigences réglementaires et commerciales, les normes de qualité.
	Sensibilisation des femmes sur les techniques de production des amandes et du beurre de karité Femmes……..... Hommes……	 2000 -					Former les acteurs sur la traçabilité des amandes et du beurre de karité

	Formation des femmes des Sociétés Coopératives de gomme arabique sur les activités génératrices de revenu Femmes…… Hommes……	100 -	100	-	-	-	Formation des femmes des Sociétés Coopératives de gomme arabique sur les activités génératrices de revenu
	Formation des femmes de la filière gomme en gestion coopérative, marketing et lobbying		100	-	-	-	Formation de 100 femmes de la filière gommes arabique en gestion coopérative, marketing et lobbying
	Acquisition d'équipements maraîchers, de transformation, de pisciculture et d'irrigation au profit des femmes des Sociétés Coopératives de gomme arabique des zones gommifères Femmes…… Hommes……		100	-	-	-	Acquisition d'équipements maraîchers, de transformation , de pisciculture et d'irrigation au profit des femmes des Sociétés Coopératives de gomme arabique des zones gommifères
	Recherche de débouche pour la gomme arabique : Accompagnement des acteurs de la filière gomme arabiqueaux Salons Internationaux Spécialisés agroalimentaires (France, Allemagne, USA) Femmes…… Hommes……	03	03	03	-	-	Accompagnement des acteurs de la filière gommes arabique aux salons Internationaux Spécialisés agroalimentaires prévus en 2021.

	PROJET FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DE DETAIL (PROFAC)						
	Renforcement des capacités des responsables des faîtières dans la création des Centres de Gestion Agréés (CGA) Femmes…… Hommes……	 300 200					
	Financement des activités des commerçants détaillants des Centres de Gestion Agréés (CGA) Femmes…… Hommes……	 300 200					
	Formation/sensibilisation des acteurs en cogestion des marchés et sensibilisation des usagers de 11 marchés en hygiène et sécurité sanitaire des aliments. Femmes…… Hommes……	 3 000 200					
	Formation des commerçants détaillants adhérents des CGA en Comptabilité Simplifiée et GERME (Gérer Mieux son Entreprise) Femmes…… Hommes……	 300 200					.

	CENTRE POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE (CDA)						
	Proportion des acteurs formés Femmes…… Hommes……	 80 20			 85 15		Renforcement des capacités de 25 acteurs dont 20 femmes de la transformation agroalimentaire.
Renforcer les capacités des acteurs de la Propriété Industrielle	**CENTRE MALIEN DE PROMOTION DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE (CEMAPI)**						
	Sensibilisation à la propriété industrielle Femmes…… Hommes……	 20 30	 25 40	 30 50	 35 60	 - -	
	Accompagnement des femmes productrices d'échalotes de Badiangara à la démarche IG Femmes……... Hommes……..……	 20 45	 30 50		 50 70	 - -	
Renforcement des mesures destinées au développement des PME	**Direction Nationale des Petites et Moyennes Entreprises (DNPME)**						
	Nombre de PME ayant bénéficié d'une formation Femmes…… Hommes……	 11 4	 - .	 - .	 - -	 - -	
Contribuer à la professionnalisation des Systèmes Financiers Décentralises (SFD)	**CENTRE DE PROMOTION ET D'APPUI DES SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES (CPA/SFD)**						
	Nombre de SFD ayant bénéficié de formation Femmes…… Hommes……	 - -	 15 20	 16 21	 17 22	 18 23	Formation des acteurs du secteur de la microfinance

3.3.4. Ministère de l'Economie et des Finances

Introduction

L'approche dite "Genre et développement" insiste sur le fait que les politiques économiques et sociales touchent, de manière différenciée les hommes et les femmes et que tout processus de développement est influencé par les uns et les autres et par leurs relations. Elle porte un intérêt tout particulier à l'impact des politiques et des programmes sur les individus en fonction de leur sexe et de leurs caractéristiques socio - économiques.

En général, les prérogatives des femmes sur les ressources locales et les bénéfices des politiques nationales vont rarement de pair avec l'accumulation des responsabilités qu'elles ont en matière de production et de gestion des ressources.

Par ailleurs les politiques sont le plus souvent basées sur des informations partielles et insuffisantes et la conception des programmes est encore peu sensible aux intérêts des femmes. Seules des données et des mesures statistiques précises peuvent contrecarrer ces insuffisances.

Avec l'adoption de la PNG par le Gouvernement en novembre 2010, celui – ci à travers le Ministère de l'Economie et des Finances s'était engagé à mettre en œuvre l'Orientation Stratégique N°6 de la PNG qui consistait à l'institutionnalisation du genre dans les politiques et programmes de développement et de croissance économique. En effet pour améliorer la situation de la femme et reconnaitre sa place dans la création des richesses et dans la valeur ajoutée au PIB du pays, il a été retenu d'intégrer dans toutes les politiques nationales et programmes nationaux sur financement internes et externes la dimension genre à travers la PBSG et le Rapport genre annexe à la loi des finances depuis 2012.

A. Enjeux genre

Une majorité de femmes parmi les paysans pauvres, faute d'argent, ne peuvent pas parer au coût des intrants, même subventionnés (engrais, pesticides, produits vétérinaires, aliments pour le bétail, combustible, etc.).

La situation juridique des femmes ne les autorise pas à jouir conjointement avec leur mari des droits de propriété. Les garanties exigées par les systèmes financiers et bancaires leur sont ainsi niées les écartant de l'éligibilité au crédit. Sans garantie à offrir, les femmes, exclues des mécanismes de prêts, le sont également par exemple des organisations agricoles dont celles chargées de la transformation et de la commercialisation des produits.

Si les femmes pouvaient se prévaloir de la terre, elles investiraient sur ce facteur de production au lieu de se borner à l'exploiter et seraient stimulées pour adopter des pratiques culturales durables.

Les femmes ne sont pas une clientèle cible des institutions financières car leur capacité de remboursement n'est pas reconnue. Elles doivent alors recourir au système de crédit informel dont les taux d'intérêt prohibitifs maintiennent, sinon renforcent, l'état de pauvreté. Elles font aussi appel aux emprunts familiaux ou informels. Les montants obtenus sont réduits puisque ces structures solidaires vivent elles-mêmes la précarité

Le défi des années à venir est l'obtention de la parité pour l'accès aux ressources et la garantie de l'usufruit de la terre afin que les femmes puissent augmenter la production et leur pouvoir d'achat pour l'acquisition de denrées complémentaires et ainsi poser les fondements de la sécurité alimentaire, indispensable à a croissance économique et développement durable.

L'autonomisation de la femme passe certainement par là. Ainsi il est crucial que les femmes arrivent à l'autosuffisance grâce à un appui initial et non pas par le biais de l'aumône. Des informations détaillées sur les succès obtenus doivent être recueillies pour les analyser et les systématiser afin de promouvoir des programmes porteurs de réussites.

B. Les mesures et stratégies spécifiques pour réduire les inégalités de genre

1) Mesures Stratégiques globales

Sous l'égide et la coordination du MEF, le Mali dispose du Cadre stratégique pour la Relance Economique et de Développement Durable CREDD (2019-2023) » auquel sont alignées les stratégies sectorielles appuyées par les programmes de coopération des partenaires techniques et financiers (PTF).

Le CREDD reconnait que les femmes ont une place essentielle dans la société, du fait de leur contribution au processus de croissance et de développement du pays, et à donner la priorité à la promotion économique des femmes, à leur participation à la vie publique et à la prise en compte de leur situation sociale

Le CREDD 2019-2023 dont un des axes importants est le Développement du Capital Humain à travers lequel, l'autonomisation de la femme et son leadership occupe une place importante.

2) Mesures spécifiques

En lien avec les stratégies globales certaines dispositions particulières sont prises par le MEF.

- Introduction de la planification et la budgétisation sensibles au genre dans la budgétisation en mode programme
- Instauration d'une lettre circulaire relative au processus budgétaire annuel pour la prise en compte du genre dans la loi des finances
- Elaboration du rapport genre, annexe de la loi des finances, comme moyen de suivi des engagements du Gouvernement.
- Allocation de ressources financières aux comptes spéciaux du trésor créés (Fonds d'appui) au sein de certains départements ministériels dont les objectifs sont centrés sur l'autonomisation économique de la femme et le développement des filières porteuses ;
- Financement des activités dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'accès à l'eau potable ;
- Réalisation d'études sur la pauvreté et les inégalités sociales afin d'attirer l'attention des autorités et des partenaires sur la problématique genre en termes de données statistiques et de ressources financières.

3.3.5. Ministère de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme

Objectif N° 6: Assurer la formation des techniciens des arts et de la culture.
Indicateur N°6.2. Taux de réalisation des activités de formation
Activité N°6.1.2. Renforcement des capacités pédagogiques de l'INA

Tableau 1: Artistes et intellectuels reçus à Blon Ba pour des spectacles, des débats ou des résidences de créations en 2020

Unité : Nombre

Artistes et intellectuels	Effectif		
	Homme	Femme	Total
Musique	3	2	**5**
Théâtre	2	-	**2**
Cinéma	1	-	**1**
Danse	-	3	**3**
Festival accueilli	1	1	**2**
Total	**7**	**6**	**13**

Source : BlonBa, rapport d'activités 2020

Tableau 2: Étudiants par section et par sexe du Conservatoire des Arts et Métiers Multimédia –Balla Fasséké Kouyaté, 2019-2020

Unité : Nombre

Sexe / Sections	Garçon	Fille	Total
Arts plastiques			
Danse			
Multimédia			
Musique			
Théâtre			
Design			
Total			

Source : CAMM-BFK, rapport CA 2019-2020

Tableau 3: Professeurs par nationalité et par sexe du Conservatoire des Arts et Métiers Multimédia –Balla Fasséké KOUYATE, 2019-2020

Unité : Nombre

Statut	Maliens			Étrangers		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Professeurs	11	9	**20**	0	0	**0**
Total	45	6	**51**	3	0	**3**

Source : CAMM-BFK, rapport CA 2019-2020

Tableau 4: Récapitulatif des étudiants de l'Institut National des Arts par section et sexe.

Unité : Nombre

Année / Sections	2019-2020		
	Garçon	Fille	Total
Animation Socioculturelle	38	74	**112**
Art Dramatique	18	22	**40**
Arts Plastiques	46	24	**70**
Métiers d'Art	123	50	**173**
Musique	58	28	**86**
Total	**283**	**198**	**481**

Source : INA, rapport d'activités 2019-2020

Tableau 5: Personnel de l'Institut National des Arts par statut et par sexe en 2020 Unité : Nombre

Statut \ Sexe	Homme	Femme	Total
Administration	7	5	**12**
Professeurs permanents	21	6	**27**
Professeurs contractuels	0	0	**0**
Professeurs vacataires	38	5	**43**
Total	**66**	**16**	**82**

Source : INA, rapport d'activités 2019-2020

Tableau 2: Répartition mensuelle des lecteurs de la Bibliothèque Nationale par sexe en 2020 Unité : Nombre

Mois \ Sexe	Homme	Femme	Total
Janvier	1494	78	**1 572**
Février	1551	111	**1 662**
mars	1675	71	**1 746**
Avril	1576	126	**1 702**
Mai	1724	107	**1 831**
Juin	1186	63	**1 249**
Juillet	1520	109	**1 629**
Août	1575	137	**1 712**
Septembre	1377	63	**1 440**
Octobre	1897	109	**2 006**
Novembre	1774	86	**1 860**
Décembre	1693	65	**1 758**
Total	**19 042**	**1 125**	**20 167**

Source : Direction Nationale des Bibliothèques et de la Documentation (DNBD),

4- Planification et budgétisation des actions genre pour 2020

En 2020, le département de la culture ambitionne de rendre encore visible les questions relatives à la réduction des inégalités dans la mise en œuvre des activités des différents programmes.

4.Difficultés liées à la conception du RG 22

La présentation des rapports spécifiques compilés dans le RG montre également que la planification et la budgétisation sensible au genre (PBSG) est sujette à d'énormes difficultés comme l'insuffisance des données sexo-spécifiques et le faible niveau d'appropriation des concepts genre et de la PBSG par les agents.

Ces faiblesses mènent au fait que les programmes et activités (y compris les projets d'investissement public) ne sont pas analysés en termes de genre, et leur potentiel à contribuer à promouvoir l'égalité et l'équité de genre n'est pas exploité suffisamment. Il faut également noter l'insuffisance d'activités entreprises pour promouvoir directement le genre dans le budget.

En conséquence, les analysesne font pas ressortir même implicitement, les progressions en matière de réduction des inégalités de genre au sein des secteurs. La référence au lien systémique entre le Rapport Genre, les résultats du CREDD 2019-2023 et les objectifs atteints au niveau des ODD n'est pas requise.

5.Recommandations

Au regard de ces difficultés, afin de mieux appuyer une mise en œuvre effective de la PNG au moyen de la PBSG, il s'avère indispensable de :

- Former les ministères à analyser les programmes et projets afin d'identifier les mesures qui pourraient renforcer leur potentiel à contribuer indirectement l'égalité de genre, et à formuler des plaidoyers en ce sens ainsi que pour inscrire des programmes, actions et activités qui ciblent directement le genre dans leur budget ;

- Définiret mettre en œuvre une approche concrète pour une meilleure prise en compte des questions genre au sein de l'administration publique au niveau programmes, actions, activités, dérivant de la « Stratégie nationale de Planification et de Budgétisation Sensible au Genre du Mali 2021-2025 » et du « Guide méthodologique de PBSG aux niveau national, sectoriel et décentralisé », actualisé en 2020 par le MEF et le MPFEF (avec l'appui de ONU Femmes) ;

- Opérationnaliser les organes institutionnels de suivi de la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre, en s'appuyant pour ce faire sur le décret No. 2021-0188/PM-RM du 25 mars 2021 ayant pour intention de renforcer ces organes ;19
- Former les membres du comité suivi de la Politique Nationale Genre en matière de budgétisation sensible au genre

- Organiser des séances de formation sur l'Indice de Développement des Inégalités des Sexes en Afrique (IDISA) à l'endroit des ministères sectoriels.

Décret portant modification du décret No. 2014-0368/PM-RM du 27 mai 2014 fixant le cadre institutionnel d'orientation, d'impulsion et de suivi de la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre.

Conclusion générale

Le Rapport Genre 2022 fait ressortir des contraintes structurelles, liées au fait que les réformes inspirées par la Politique Nationale Genre (PNG) sont encore relativement peu avancées.

De façon plus spécifique, il ressort des données collectées par les départements ministériels les constats ci-après :

1) Enjeux genre du secteur couvert par ledit ministère : chaque ministère fait ressortir d'importants et nombreux enjeux et constats qui jalonnent encore les péripéties de la mise en œuvre des axes de la PNG. (Se référer aux indications dans la partie de chaque ministère).

2) Mesures ou stratégies spécifiques de réduction des inégalités liées au genre : Les mesures spécifiques présentées par les départements sont pour la plupart des solutions et recommandations génériques d'ordre transversal. (Se référer aux mesures préconisées par chaque ministère).

3) Evaluation des activités genre menées en 2020 : L'approche du cadre logique sous-tend la conception, la conduite et l'évaluation du budget-programmes. Suivant cette approche, les départements ayant intégré l'égalité genre dans leurs programmes devraient fournir dans leur analyse toutes les informations clés qui feraient apparaitre les résultats des actions entreprises en faveur de l'égalité de genre dans leurs programmes : objectifs, résultats, activités, périodicité, ressources. Le RG 2022 montre qu'un effort en ce sens est fourni par les départements. Cependant, les analyses s'arrêtent bien souvent à des indicateurs d'activités, avec un effort de désagrégation par sexe, mais sans faire apparaitre la répartition des montants alloués. D'où la difficulté de faire le plaidoyer pour une augmentation des ressources du programme ou leur réorientation sur d'autres besoins genres. De plus, peu de programmes incluent de véritables indicateurs de résultats qui seraient définis sous forme sexo-spécifique. De tels indicateurs ne sont donc également pas renseignés.

4) Planification et budgétisations des actions genre pour l'année 2022 : De la même façon que pour les données concernant la réalisation, bien souvent l'information présentée par les ministères concernant les actions genre pour l'année 2022 ne rend pas compte des crédits ou budgets qui pourraient avoir un impact direct ou indirect sur les femmes et les hommes. L'engouement constaté au niveau des ministères pilotes en ce qui concerne le Tableau III.1 présage si l'on maintient le soutien à ces derniers que la tendance à la progression de la prise en compte de la PBSG soit une réalité pour les prochains RG.

5) Analyses complémentaires réalisées par les ministères pilotes : L'avancée principale en la matière est la présentation d'information sexo-spécifique sur une partie du personnel de l'administration malienne. Cette analyse fait clairement ressortir le chemin qui reste à parcourir en ce qui concerne l'accès des femmes aux postes à responsabilités.

De plus, on constate queles sections RG des départements ministériels ne montrent pas d'application de la PBSG en tant que telle : elles ne sont en effet pas basées sur des analysesgenre de toutes les mesures financées par le budget ; il n'y a pas non plus d'analyse d'impact sur l'égalité et l'équité de genre dans le cas de mesures nouvelles. Il est indispensable de remédier à cet état de chose. Cependant, il est clair que réaliser de telles analyses pour toutes les actions gouvernementales traduites en budget-programmes est une entreprise de moyen terme.

C'est dans ce cadre que se place la démarche d'amélioration graduelle du Rapport Genre entreprise par le gouvernement en 2020 pour le RG22 et poursuivie malgré les défis en 2022 pour le RG23.
En 2021a démarche prévoyait l'utilisation par quelques ministères pilotes d'un canevas amélioré visant à inclure :

- Un 'budget ciblé genre' (budgets/dépenses ciblant exclusivement les femmes, comme par exemple, une action de bourses d'études exclusivement en faveur des jeunes filles),
- Un 'champ stratégique de la budgétisation sensible au genre' identifiant parmi les programmes ceux qui sont potentiellement sensibles – à savoir, qui sont potentiellement d'une importance capitale pour les femmes, même si pour l'instant ils ne sont pas ou peu sensibles aux considérations de genre (par exemple, le programme de développement des ressources en eau – on sait que l'établissement de points

d'eau dans les zones rurales est une action d'une importance capitale pour les femme ; elles sont cependant peu consultés en la matière).
- Une désagrégation sexo-spécifique des effectifs de l'administration malienne.

La mise en œuvre a été rendue plus difficile par les circonstances politiques et pandémiques. Cette année encore, il y avait peu de temps pour la mise en œuvre, mais des préparatifs ont été faits avec les ministères pilotes pour une application simplifiée.

Il est prévu de continuer les travaux avec les ministères pilotes au-delà de la finalisation du RG22. En outre, il y a lieu également de noter l'importance attachée à la BSG dans lePlan de Réforme de la gestion des finances publiques au Mali (PREM) 2022-2026. Pour la première fois, le plan d'action à trois ans du PREM (2022-24) inclut des priorités claires de mise en œuvre de la BSG.

Sur ces bases, le MEF a prévu cinq axes de travail pour la fin de l'année 2021 et l'année 2022 :
1) Approfondissement de la BSG avec les ministères pilotes : amélioration du RG, analyses genre, amélioration du processus de préparation et programmation de l'investissement
2) Elargissement graduel de la BSG aux autres ministères
3) Développement d'une méthodologie d'analyse ex-ante sensible au genre des projets d'investissements (y compris le processus de sélection)
4) Développement d'un manuel de mise en œuvre de la BSG focalisé sur le rapport Genre et d'un canevas de rapportage genre (documents vivants), et accompagnement de leur utilisation
5) Coordination, recherche de synergie, communication et portage politique.
6) Faire apparaitre dans le RG les acquis des Ministères en termes de réduction des inégalités de genre avec les niveaux de réalisations des objectifs du CREDD 2019-2023 et le suivi des ODDD.

Cette année encore, il y avait peu de temps pour la mise en œuvre, mais des préparatifs ont été faits avec les ministères pilotes pour une application simplifiée.

Il est prévu de continuer les travaux avec les ministères pilotes au-delà de la finalisation du RG22. En outre, il y a lieu également de noter l'importance attachée à la BSG dans le Plan de Réforme de la gestion des finances publiques au Mali (PREM) 2022-2026. Pour la première fois, le plan d'action à trois ans du PREM (2022-24) inclut des priorités claires de mise en œuvre de la BSG.

Sur ces bases, le MEF a prévu cinq axes de travail pour la fin de l'année 2021 et l'année 2022 :
7) Approfondissement de la BSG avec les ministères pilotes: amélioration du RG, analyses genre, amélioration du processus de préparation et programmation de l'investissement
8) Elargissement graduel de la BSG aux autres ministères
9) Développement d'une méthodologie d'analyse ex-ante sensible au genre des projets d'investissements (y compris le processus de sélection)
10) Développement d'un manuel de mise en œuvre de la BSG et d'un canevas de rapportage genre (documents vivants), et accompagnement de leur utilisation
11) Coordination, recherche de synergie, communication et portage politique.
12) Faire apparaitre dans le RG les acquis des Ministères en termes de réduction des inégalités de genre avec les niveaux de réalisations des objectifs du CREDD 2019-2023 et le suivi des ODDD.

26 Septembre 2022

ETAT W

ANNEXE SUR LES RISQUES BUDGETAIRES

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Direction Générale du Budget

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

Déclaration sur les risques budgétaires pour l'exercice 2022

Dans le cadre de la préparation de la loi de finances 2022, le Gouvernement a identifié et quantifié les principaux risques pesant sur les finances publiques afin de mieux les prévenir et d'en maîtriser l'impact potentiel. Pour rappel, les risques budgétaires résultent de facteurs plus ou moins prévisibles pouvant entraîner un écart entre les résultats et les prévisions budgétaires.

La démarche vise à éclairer le gouvernement et le législateur sur les risques liés à la gestion des finances publiques. Elle vient ainsi renforcer la transparence et la sincérité budgétaire qui s'attache à la construction du cadrage macroéconomique et budgétaire.
La présente annexe, qui en présente les principales conclusions, est essentiellement informative et n'a aucune incidence sur les dotations inscrites dans la loi de finances.
Les risques sont analysés par rapport à quatre (04) axes, à savoir :

1. **l'exposition de l'Etat aux passifs du secteur public non financier ;**
2. **l'exposition de l'Etat au secteur financier ;**
3. **les catastrophes naturelles ;**
4. **les chocs macroéconomiques extérieurs**.

Matrice des risques pour 2022

Identification des Risques	Probabilité (%)	Impact (% du PIB)
Risque 1: Exposition de l'Etat aux passifs du secteur public non financier		
Les équilibres financiers de certaines entreprises publiques sont fragiles. L'Etat est susceptible de subventionner, voire de recapitaliser certaines entreprises.	8	2,3
Risque 2 : Exposition de l'Etat au secteur financier		
Le secteur financier est très concentré ce qui le rend fragile. Plusieurs Institutions de crédits de micro finances ou d'assurance sociales pourraient nécessiter des apurements de passifs, des recapitalisations et/ou une garantie des dépôts des épargnants par l'Etat.	24	2,7
Risque 3 : Catastrophes naturelles		
Les principaux risques sont la sècheresse, les inondations et les risques d'invasion acridienne, qui affectent directement le secteur agricole, lequel représente environ un tiers du PIB	80	0,2
Risques 4: Les chocs macroéconomiques extérieurs		
Le pays est exposé à la variation des cours mondiaux des principales matières premières exportées (coton, or) et importées (hydrocarbures)	7	4,2

Par ailleurs, d'autres risques non moins importants pourraient survenir et entrainer un écart dans l'exécution du budget. Il s'agit entre autres de :

i. **L'incertitude liée à l'évolution de la pandémie de la Covid-19 :** nonobstant la vaccination, une aggravation des cas de contamination de la maladie pourrait négativement peser sur l'activité économique et nécessiter des réponses de la part du gouvernement en termes de soutien budgétaire aux différents secteurs de l'économie. Ce qui pourrait aggraver le niveau du déficit budgétaire dans un contexte de rareté du financement ou, le cas échéant, pousser le gouvernement à opérer des ajustements budgétaires.

ii. **L'instabilité de la situation sécuritaire :** malgré les efforts du gouvernement et ses partenaires, le pays reste confronté à une situation sécuritaire toujours persistante. Cela est de nature à exacerber les incertitudes et donc décourager des initiatives d'investissement créatrices d'emplois et de revenu. Par ailleurs, du fait de l'insécurité, les services d'assiettes de l'Etat restent absents sur une bonne partie du territoire occasionnant d'énormes pertes de recettes pour l'Etat.

iii. **La persistance des revendications syndicales pour l'augmentation des salaires :** Depuis quelques années, les partenaires sociaux ne cessent de réclamer, pour des raisons d'équité et de justice sociale, des augmentations de salaires. A ce jour, le gouvernement a consenti d'énormes efforts en termes d'augmentation des salaires, primes et indemnités au point que le critère de masse salariale rapporté aux recettes fiscales est passé de 34,5% en 2019 à 43% en 2020 et 45,6% dans le budget 2021 alors que la norme communautaire recommande au plus 35%. Il urge pour le gouvernement de maitriser l'augmentation de la masse salariale en vue de disposer plus d'espace pour faire face aux priorités en matière d'investissement. Pour ce faire, la conférence sociale en perspective serait une occasion idéale.

iv. **L'imprévisibilité de la dette non conventionnelle liée aux décisions de justice :** de plus en plus, beaucoup de procès sont engagés contre l'Etat et qui, très souvent, aboutissent à des décisions de justice obligeant l'Etat à payer des sommes importantes à des tiers. Cette situation qui aggrave la dette de l'Etat, pose la problématique de la question de la défense des intérêts de l'Etat lors des jugements.

Bamako le 06 septembre 2021

ETAT X

ANNEXE PORTANT SUR LE PLAN DE MESURE D'URGENCE BUDGETAIRE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Direction Générale du Budget

Sous Direction Préparation et Suivi du Budget

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

ANNEXE AU BUDGET D'ETAT 2022 SUR LE PLAN DE MESURE D'URGENCE BUDGETAIRE

Le plan de mesure d'urgence budgétaire s'articule autour des aspects suivants : (i) la constitution de réserve budgétaire, (ii) la fixation de plafond des dépenses et (iii) les mesures de régulation.

1. CONSTITUTION DE RESERVE BUDGETAIRE

Dans le cadre de la gestion budgétaire pour 2022, un certain pourcentage des crédits budgétaires sera conservé en vue de pallier les effets d'éventuelles dégradations des hypothèses macroéconomiques, ayant servi de base à la prévision des recettes. A ce titre, une rétention de 5% à 20% a été effectuée sur les crédits de paiement des dépenses d'acquisition de biens et services, de transferts courants et d'investissements.

Toutefois sont exclus de cette réserve budgétaire les dépenses sur financements extérieurs, les crédits inscrits en dotation et les crédits inscrits dans les programmes des ministères en charge de l'éducation, de la santé, de la défense, de la sécurité et de la justice. L'exclusion des crédits pour ces ministères est liée à la sensibilité de leur secteur d'intervention et à l'existence des lois de programmation qui doivent être entièrement reflétées dans la loi de finances.

Ainsi, dans le budget d'Etat, le montant de cette réserve se chiffrera en 2022 à 22,798 milliards de FCFA contre un montant de 20,556 milliards de FCFA en 2021.

2. FIXATION DE PLAFOND DES DEPENSES

Dans le budget d'Etat, les dépenses prioritaires sont constituées d'une proportion des inscriptions en faveur des dépenses de l'éducation, de la santé, de la protection sociale, des routes et de la subvention de l'Etat au titre du Fonds National d'Appui aux Collectivités Territoriales (FNACT). En cas de régulations budgétaires, le Gouvernement s'engage à maintenir ce seuil d'inscriptions afin d'y assurer la fourniture régulière des services.

Pour 2022, les crédits affectés aux dépenses prioritaires s'élèvent à 648,639 milliards de FCFA contre 610,443 milliards de FCFA dans la Loi de Finances initiale 2021

3. MESURES DE REGULATION

Les mesures de régulation sont définies à l'article 29 de la loi de finances pour 2022, qui est libellé comme suit *: « Le Ministre chargé des Finances est responsable de l'exécution de la présente loi de finances et du respect des équilibres budgétaire et financier définis par celle-ci. A ce titre, il dispose d'un pouvoir de régulation budgétaire qui lui permet, au cours de l'exécution du budget 2022 :*

- *d'annuler un crédit devenu sans objet;*
- *d'annuler un crédit pour prévenir une détérioration des équilibres budgétaire et financier.*

En outre, le Ministre chargé des Finances peut geler ou mettre en réserve les crédits pour subordonner leur utilisation par les ordonnateurs aux disponibilités de trésorerie de l'Etat. »

Bamako, le 26 août 2021

SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET D'ETAT AU 30 JUIN 2021

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXÉCUTION PROVISOIRE DU BUDGET DE L'ÉTAT AU 30 JUIN 2021

Juillet 2021.

Liste des annexes

Annexe 1 : situation de réalisation des recettes budgétaires et des ressources de trésorerie par les services d'assiettes et de recouvrement.
Annexe 2 : situation d'exécution des dépenses budgétaires de riposte à la Covid-19.
Annexe 3 : situation d'exécution détaillée des dépenses du budget général par programme ou dotation, sans le financement extérieur du BSI.
Annexe 4 : situation d'exécution détaillée des dépenses du budget général par classification administrative et économique, sans le financement extérieur du BSI.
Annexe 5 : situation d'exécution détaillée des dépenses du budget général par classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI.
Annexe 6 : situation d'exécution des dépenses sociales et de développement prioritaires.
Annexe 7 : situation d'exécution des dépenses militaires et sécuritaires.
Annexe 8 : situation détaillée des autres transferts et subventions.

Sigles et abréviations

ABG	Appui Budgétaire Général
ABS	Appui Budgétaire Sectoriel
AE	Autorisation d'Engagement
BSI	Budget Spécial d'Investissement
COVID-19	Sigle anglais de ''Maladie à Coronavirus 2019''
CP	Crédit de Paiement
CST	Comptes Spéciaux du Trésor
DGABE	Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat
DGB	Direction Générale du Budget
DGD	Direction Générale des Douanes
DGDP	Direction Générale de la Dette Publique
DGI	Direction Générale des Impôts
DND	Direction Nationale des Domaines
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
DNTCP	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
EDM-SA	Energie du Mali, Société Anonyme
EMABE	Entrepôts Maliens au Bénin
EMACI	Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire
EMAGHA	Entrepôts Maliens au Ghana
EMAGUI	Entrepôts Maliens en Guinée
EMAMAU	Entrepôts Maliens en Mauritanie
EMASE	Entrepôts Maliens au Sénégal
EMATO	Entrepôts Maliens au Togo
FAFE	Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et l'Epanouissement de l'Enfant
FAFPA	Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage
FAPFo	Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts
FAPFa	Fonds d'Aménagement et de Protection de la Faune
FAPRP	Fonds d'Appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FCRIT	Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique
FDD	Fonds de Développement Durable
FEIES	Fonds d'Etudes d'Impact Economique et Social
FFRFPAM	Fonds Financement Recherche, Formation et Promotion des Activités Minières
FMI	Fonds Monétaire International
FNAA	Fonds National d'Appui à l'Agriculture
FNDS	Fonds National pour le Développement de la Statistique
FRC-TVA	Fonds de Remboursement des Crédits TVA
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PDRM	Programme de Développement des Ressources Minérales
PIB	Produit Intérieur Brut
SOMAGEP	Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UMOA	Union Monétaire Ouest-Africaine

I. INTRODUCTION

La publication des situations périodiques d'exécution du budget de l'Etat est une exigence de la Loi n°2013-028 du 11 juillet 2013 relative aux lois de finances, modifiée et du code de transparence dans la gestion des finances publiques, approuvé par la Loi n°2013-031 du 23 juillet 2013. En plus de ces exigences règlementaires, le Gouvernement s'est engagé, dans le cadre de la mise en œuvre du programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) du Fonds Monétaire International (FMI), à fournir un certain nombre d'informations sur la situation d'exécution du budget à échéance *TRIMESTRE + 4 SEMAINES*.

En vue de respecter ce délai, la présentation du présent rapport a fait l'objet de modifications qui se traduisent par : (i) la diminution du volume de la partie analytique, (ii) l'insertion de nouvelles annexes sur les dépenses militaires et sécuritaires, les dépenses sociales et de développement prioritaires et le détail des autres transferts et subventions.

Cependant, les efforts visant à respecter ce nouveau délai se traduisent par la réduction du périmètre du rapport. Ainsi, la situation d'exécution des recettes et des dépenses est présentée sans les opérations des Comptes spéciaux du Trésor (CST).

1.1. CONTEXTE MACROECONOMIQUE[1]

La **reprise économique mondiale** affiche une ampleur sans précédent en 80 ans, avec un taux de croissance de 5,6% attendu pour 2021, favorisée par les soutiens budgétaires et le redressement vigoureux dans certains pays avancés, la progression des campagnes de vaccination et l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie de la Covid-19.

Cependant, cette reprise est inégale et la production demeurera inférieure aux niveaux pré-Covid.

Dans les pays avancés, le taux de croissance devrait s'établir à 5,4% en 2021. Les Etats-Unis devraient afficher une croissance de 6,8%.

Dans les pays émergents et en développement, l'activité économique devrait s'accroitre de 6,0%[2] en 2021, en raison de l'accroissement de la demande et l'augmentation des prix des produits de base.

Cependant, les gains attendus dans ce groupe de pays ne suffiront pas à combler les pertes associées au capital humain et au niveau de vie. En sus, de nombreux pays en développement doivent faire face aux effets durables de la pandémie de la Covid-19.

La croissance des pays à faible revenu devrait être affectée par le retard enregistré dans la vaccination. En Afrique subsaharienne, le taux de croissance s'établirait à 2,8% en 2021.

[1]Sources : Perspectives économiques mondiales, juin 2021, Banque mondiale & Rapport sur la politique monétaire, juin 2021, BCEAO.
[2] 4,4% si la Chine est exclue.

La reprise de l'activité économique s'accompagne par un rebond de l'inflation mondiale.

En effet, la hausse de l'inflation présente un risque pour les pays émergents et en développement qui continuent à recourir à des mesures expansionnistes, en matière : (i) de choix de politiques budgétaires et (ii) de vulnérabilité aux tensions sur les marchés financiers en cas d'accroissement de l'aversion des investisseurs pour le risque.

Aussi, l'augmentation des prix des denrées alimentaires et l'accélération de l'inflation globale pourraient accentuer l'insécurité alimentaire dans les pays à faible revenu.

Concernant les échanges commerciaux, la croissance du commerce mondial devrait ralentir au cours des dix prochaines années, selon les estimations de la Banque mondiale. Dans les pays émergents et en développement, les coûts commerciaux demeurent près de 50% plus élevés que dans les économies avancées, en raison du montant élevé des frais d'expédition et de logistique. Ainsi, la baisse des coûts commerciaux pourrait favoriser une réintégration des pays en développement dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et la reprise des échanges. Pour ce faire, les mesures visant à : *simplifier les procédures commerciales et les formalités douanières, améliorer les infrastructures de transport et la gouvernance, favoriser les échanges d'information et renforcer la concurrence dans les domaines de la logistique, du commerce de gros et de détail*, pourraient s'avérer très utiles.

Selon les estimations de la BCEAO, **au sein de l'UMOA**, le taux de croissance économique révisé est projeté à 5,6% en 2021, tiré principalement par la consommation et les investissements. A la fin du premier trimestre, le taux de croissance est ressorti à 3,2% et le taux d'inflation, à 2,2%. Aussi, la politique monétaire y demeure accommodante.

Au niveau national, les perspectives macroéconomiques annoncent une croissance de l'activité économique de 4,3% en 2021 selon les estimations de la BCEAO.

De 0,6% en 2020, l'inflation globale devrait s'établir à 1,7% en 2021 à la suite du redressement de l'économie et des prix mondiaux de l'énergie selon les projections des services du FMI et des Autorités nationales. Le déficit courant de la balance de paiement se creusera sous l'effet de l'augmentation de la demande intérieure et de la détérioration progressive des termes de l'échange, qui demeureront néanmoins supérieurs aux niveaux historiques. L'augmentation du volume de la production et des exportations d'or devrait ralentir.

A la fin du premier trimestre, le taux de croissance économique s'est établi à 2,9% et le taux d'inflation, à 1,8%.

1.2. SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES AU 30 JUIN 2021

La situation d'exécution du budget de l'Etat au 30 juin 2021 **sans les comptes spéciaux du trésor** se présente ainsi qu'il suit.

Le **solde global** du budget de l'Etat s'élève à 727,341 millions de FCFA.

Les **dépenses totales** se chiffrent à 920,730 milliards de FCFA contre 922,718 milliards de FCFA au 30 juin 2020.

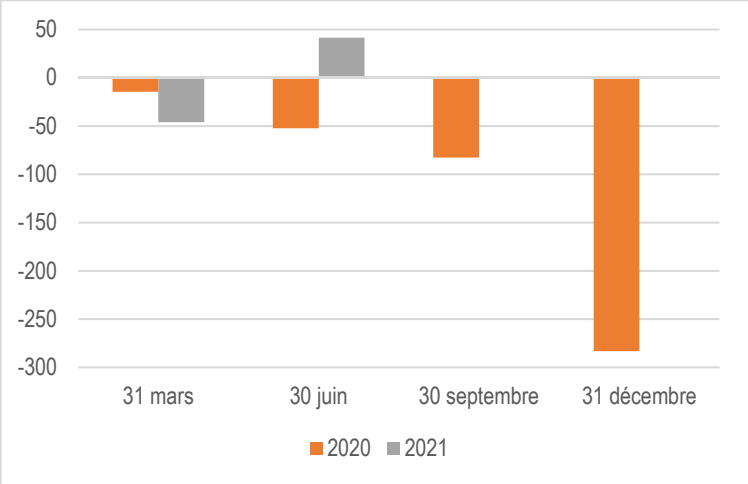
Les **recettes totales** s'élèvent à 922,111 milliards de FCFA, contre 807,498 milliards de FCFA au 30 juin 2020. Sur ce montant, les recettes constatées au titre du fonds de concours COVID-19 se chiffrent à 6,647 milliards de FCFA.

Tableau 1. Solde global

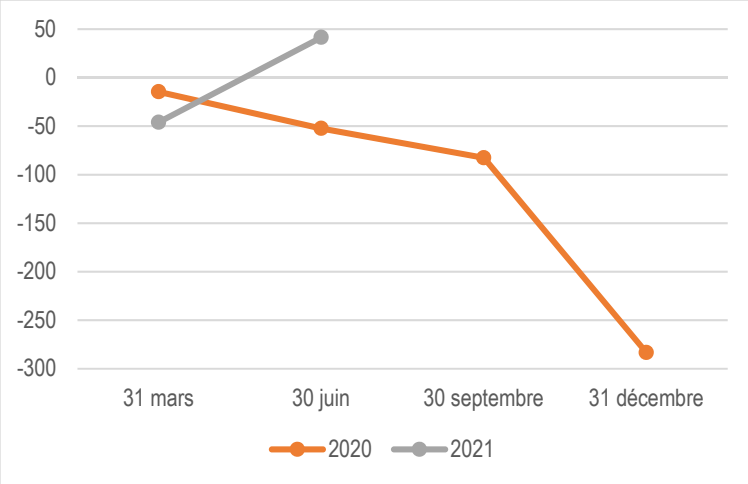
AU 30 JUIN	2019	2020	2021	Variation 2021 / 2020
Solde du budget général	189,541	-115,960	0,727	- 100,63
Dépenses	675,917	920,151	918,336	- 0,20
Recettes	865,458	804,191	919,063	14,28
Solde des budgets annexes	1,014	0,740	0,654	- 11,69
Solde des Comptes Spéciaux du Trésor				
Solde global du budget de l'Etat	190,555	-115,220	-13,942	- 101,20

Source : DGB, à partir des données collectées auprès des services du MEF, juillet 2021.

Graphique 1. Valeurs trimestrielles de la capacité/besoin de financement[3].



Graphique 1. Cumul annuel de la capacité/besoin de financement[3].



Source : DGB, juillet 2021.

[3] *Solde du budget général net des produits de dons projet et des dépenses en capital inscrits dans BSI.*

II. SITUATION D'EXECUTION DES RECETTES ET DES DEPENSES BUDGETAIRES

Les prévisions de recettes inscrites au budget de l'Etat de 2021 s'élevaient à 2 155,161 milliards de FCFA. Ces prévisions ont été portées à 2 161,808 milliards de FCFA, à la suite de la signature de l'***Arrêté n° 2021-0962/MEF-SG du 19 mars 2021 portant inscription des ressources du fonds de concours « FONDS COVID-19 » au budget général pour l'exercice 2021***.

Quant aux prévisions de dépenses, elles se chiffraient à 2 808,088 milliards de FCFA et ont été portées à 2 814,735 milliards de FCFA à la suite de la signature de l'Arrêté susmentionné.

Tableau 2. Récapitulatif de la situation d'exécution du budget de l'Etat.

RECETTES					DEPENSES				
Libellé	Prévisions ajustées 2021	Réalisations au 30 juin 2021	Taux %	Part %	Libellé	Prévisions ajustées 2021	Exe au 30 juin 2021	Taux %	Part %
Budget général									
Recettes / services fiscaux	**1 860,422**	**865,914**	**46,54**	**94,22**	**Dépenses ordinaires**	**1 733,333**	**683,762**	**39,45**	**74,46**
DGD	*656,200*	*321,309*	*48,97*	*37,11*	*Personnel*	*758,025*	*353,085*	*46,58*	*51,64*
DGI	*987,122*	*462,504*	*46,85*	*53,41*	*Charge financière de la dette*	*141,200*	*33,255*	*23,55*	*4,86*
DNTCP	*32,000*	*11,835*	*36,98*	*1,37*	*Biens et services*	*435,748*	*159,429*	*36,59*	*23,32*
DND	*185,100*	*70,266*	*37,96*	*8,11*	*Transferts et subventions*	*385,351*	*137,462*	*35,67*	*20,10*
Produits des dons programmes et legs	**52,557**	**24,075**	**45,81**	**2,62**	*Dépenses en atténuation des recettes*	*13,009*	*0,532*	*4,09*	*0,08*
ABS	3,609	-	-	-	**Dépenses en capital**	**901,832**	**234,574**	**26,01**	**25,54**
ABG (dons)	42,302	17,428	41,20	72,39	*Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat*	*901,832*	*234,574*	*26,01*	*100,00*
Fonds de concours Covid-19	6,647	6,647	100,00	27,61	*dont BSI financement extérieur*	*344,200*	*63,853*	*18,55*	*27,22*
Produits des dons projets (BSI)	**155,600**	**23,155**	**14,88**	**2,52**	*Dépenses de transferts en capital*				
Recettes exceptionnelles	**8,959**	**5,920**	**66,08**	**0,64**					
Total recettes budget général (1)	**2 077,538**	**919,063**	**44,24**	**99,67**	**Total dépenses budget général (3)**	**2 635,165**	**918,336**	**34,85**	**99,74**
Solde budget général (1) – (2) – (3)						**-557,627**	**0,727**	**- 0,13**	

RECETTES					DEPENSES				
Libellé	Prévisions ajustées 2021	Réalisations au 30 juin 2021	Taux %	Part %	Libellé	Prévisions ajustées 2021	Exe au 30 juin 2021	Taux %	Part %
Budgets annexes									
Entrepôts maliens au Sénégal	*3,532*	*1,804*	*51,09*	*59,21*	*Personnel*	*2,477*	*0,756*	*30,53*	*31,59*
Entrepôts maliens en Côte d'Ivoire	*1,271*	*0,337*	*26,48*	*11,04*	*Biens et services*	*2,875*	*0,866*	*30,13*	*36,19*
Entrepôts maliens au Togo	*0,790*	*0,236*	*29,89*	*7,74*	*Transferts et subventions*	*0,610*	*0,258*	*42,22*	*10,76*
Entrepôts maliens en Guinée	*0,796*	*0,151*	*19,00*	*4,96*	*Dépenses en capital*	*2,151*	*0,514*	*23,90*	*21,47*
Entrepôts maliens en Mauritanie	*0,645*	*0,164*	*25,45*	*5,39*					
Entrepôts maliens au Ghana	*0,741*	*0,224*	*30,24*	*7,35*					
Entrepôts maliens au Bénin	*0,339*	*0,131*	*38,72*	*4,31*					
Total recettes budgets annexes	**8,113**	**3,048**	**37,56**	**0,34**	**Total dépenses budgets annexes**	**8,113**	**2,394**	**29,51**	**0,26**
Solde budgets annexes						**-**	**0,654**		
Comptes spéciaux du trésor (CST)									
FRC-TVA (2)	*95,300*				*Personnel*	*0,170*			
FNAA	*5,000*				*Biens et services*	*1,320*			
FAPFo	*1,800*				*Transferts et subventions*	*0,740*			
FAPFa	*0,500*				*Dépenses en atténuation des recettes*	*95,300*			
FFRFPAM	*0,350*				*Dépenses en capital*	*73,927*			
FAFE	*0,650*								
FDD	*61,627*								
FNDS	*3,000*								
FCRIT	*2,500*								
PDRM	*0,230*								
FAPRP	*-*								
FEIES	*0,500*								
Total recettes CST	**171,457**				**Total dépenses CST**	**171,457**			
Solde CST						**-**			
Total général des recettes	**2 161,808**	**922,111**	**42,65**	**100,00**	**Total général des dépenses**	**2 814,735**	**920,730**	**32,71**	**100,00**
Solde budget de l'Etat (hors CST et financement extérieur du BSI)						**-652,927**	**1,381**	**-0,21**	

Source : DGB, à partir des données collectées auprès de divers services, juillet 2021.

2.1. RECETTES BUDGETAIRES

Tableau 3. Réalisation de recettes (hors CST)

AU 30 JUIN	Valeurs			Taux d'exe			Part		
	2020	2021	Variation	2020	2021	Ecart	2020	2021	Ecart
BUDGET GENERAL	**804,191**	**919,063**	**14,28**	**39,77**	**44,24**	**4,47**	**99,59**	**99,67**	**- 0,08**
Recettes / services fiscaux	**741,707**	**865,914**	**16,75**	**46,53**	**46,54**	**0,01**	**92,23**	**94,22**	**- 1,99**
DGD	*282,973*	*321,309*	*13,55*	*49,91*	*48,97*	*- 0,94*	*38,15*	37,11	*1,05*
DGI	*414,502*	*462,504*	*11,58*	*46,50*	*46,85*	*0,35*	*55,88*	53,41	*2,47*
DNTCP	*8,076*	*11,835*	*46,54*	*38,73*	*36,98*	*- 1,74*	*1,09*	1,37	*- 0,28*
DND	*36,156*	*70,266*	*94,34*	*31,50*	*37,96*	*6,46*	*4,87*	8,11	*- 3,24*
Produits des dons programmes et legs	**32,817**	**24,075**	**- 26,64**	**13,12**	**45,81**	**32,69**	**4,08**	**2,62**	**1,46**
Fonds de concours Covid-19	*4,607*	*6,647*	*44,27*	*29,72*	*100,00*	*70,28*	*14,04*	*27,61*	
Produits des dons projets (BSI)	**25,428**	**23,155**	**- 8,94**	**15,56**	**14,88**	**- 0,68**	**3,16**	**2,52**	**0,64**
Recettes exceptionnelles	**4,239**	**5,920**	**39,66**	**29,23**	**66,08**	**36,84**	**0,53**	**0,64**	**- 0,12**
BUDGETS ANNEXES	**3,307**	**3,048**	**- 7,84**	**36,32**	**37,56**	**1,25**	**0,41**	**0,33**	**0,08**
COMPTES SPECIAUX DU TRESOR						**-**			**-**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**807,498**	**922,111**	**14,19**	**38,31**	**41,95**	**4,34**	**100,00**	**100,00**	**-**

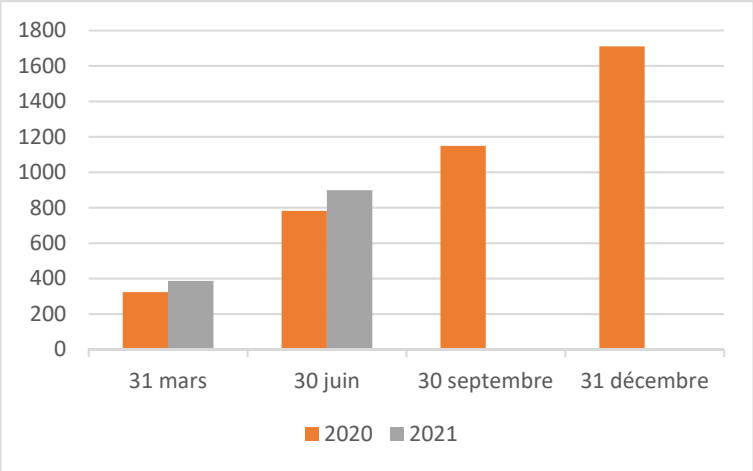
Source : DGB, à partir des données collectées auprès de divers services, juillet 2021.

Au 30 juin 2021, le montant des recettes est supérieur aux niveaux observés durant les trois dernières années à la même période.

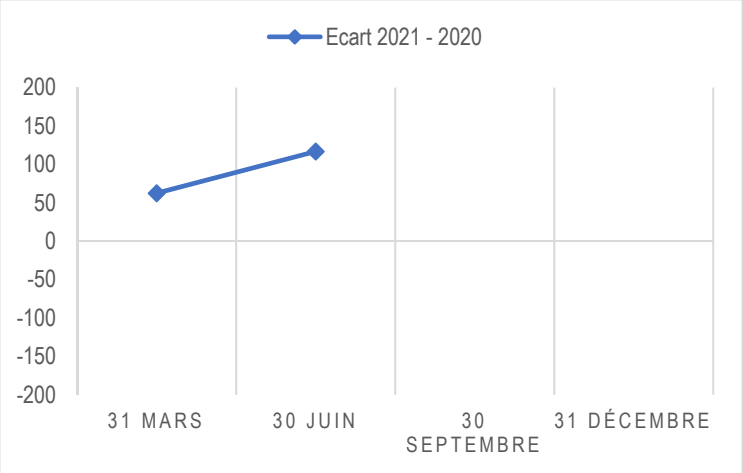
Au niveau des budgets annexes, tous les entrepôts du Mali à l'étranger ont enregistré des niveaux de recettes supérieures à celles des trois dernières années à la même période, à l'exception de ceux de la Côte d'Ivoire et de la Guinée.

En outre, les appuis budgétaires généraux présentent un taux d'exécution exceptionnellement élevé, comparativement aux années antérieures, à l'inverse des appuis budgétaires sectoriels.

Graphique 3. Valeurs trimestrielles des recettes totales[4].

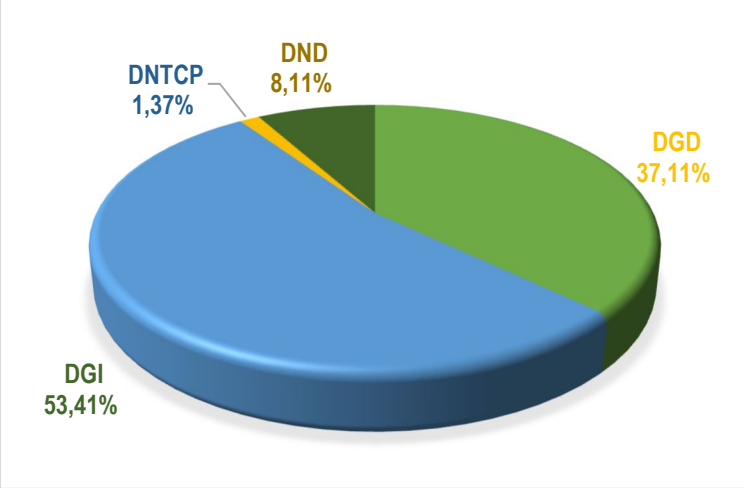


Graphique 2. Ecart cumulé 2021 - 2020[4].

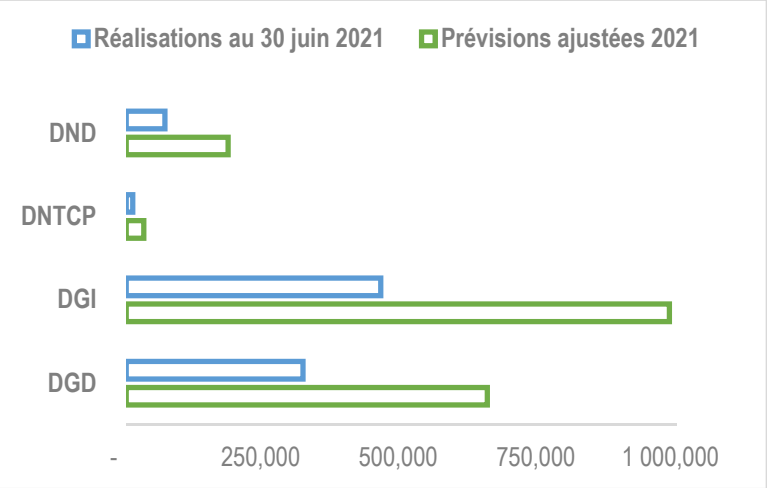


Source : DGB, à partir des données collectées auprès de divers services, juillet 2021.

Graphique 4. Poids des recouvrements des services d'assiettes et de recouvrement.



Graphique 4. Recettes par services d'assiettes et de recouvrement.



Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, juillet 2021.

Les recettes recouvrées par la Direction Générale des Douanes et la Direction Nationale des Domaines au 30 juin 2021 sont supérieures aux niveaux observés durant les trois dernières années à la même période.

Aussi, le poids des recettes réalisé par la DND est supérieur à celui des années antérieures.

[4]Recettes nettes des produits des dons projets inscrits au BSI.

2.2. DEPENSES BUDGETAIRES (sans les CST)

2.2.1. Dépenses budgétaires par type de budget et par nature économique

Tableau 4. Dépenses budgétaires par type de budget et par nature économique, sans les CST

Montants en milliards de FCFA

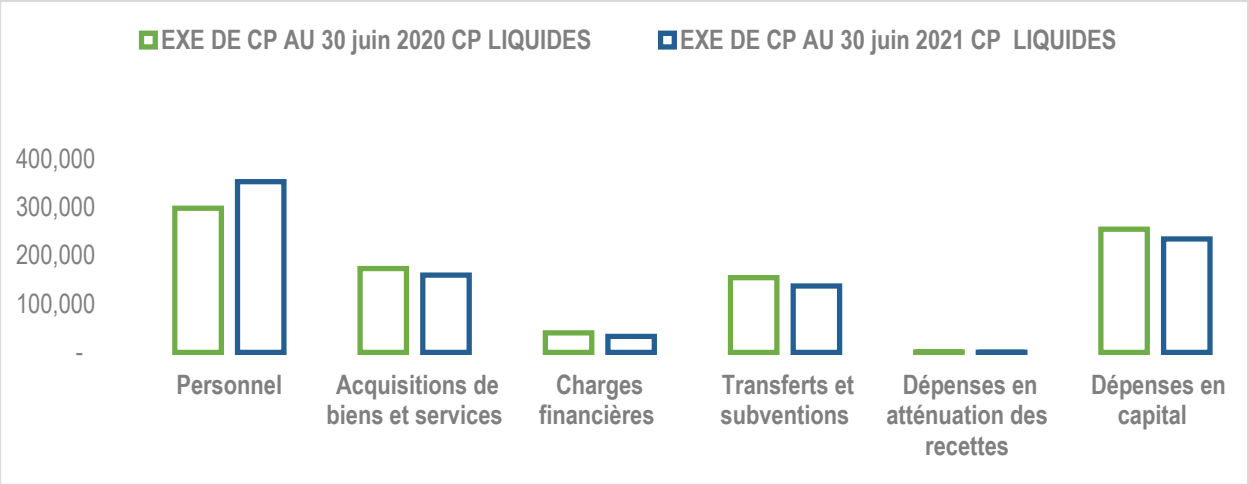
	EXE DE CP AU 30 JUIN 2020			PREVISIONS 2021		EXE DE CP AU 30 JUIN 2021			
	Liquidé	Taux	Part	AE	CP	Engagé	Liquidé	Taux	Part
Budget Général (1)	**920,151**	**34,68**	**99,72**	**943,560**	**2 635,165**	**1 132,776**	**918,336**	**34,85**	**99,74**
Dépenses ordinaires	**665,108**	**38,18**	**72,28**		**1 733,333**	**834,804**	**683,762**	**39,45**	**74,46**
Personnel	296,168	43,09	44,53		758,025	454,429	353,085	46,58	51,64
dont fonctionnaires des Collectivités	*86,10*	*38,33*	*29,07*		*216,450*	*127,545*	*123,558*	57,08	*34,99*
Acquisitions de biens et services, dont	172,933	39,62	26,00		**435,748**	186,845	159,429	36,59	23,32
Matériel	*54,435*	*29,84*	*31,48*		*159,506*	*62,881*	*53,165*	33,33	*33,35*
Communication	*15,455*	*30,56*	*8,94*		*48,740*	*17,347*	*14,170*	29,07	*8,89*
Autres Dépenses	*80,683*	*57,79*	*46,66*		*160,513*	*75,658*	*64,073*	39,92	*40,19*
dépenses électorales	*19,413*	*63,130*	*11,23*		*30,750*	*6,185*	*0,273*	0,89	*0,17*
Charges financières	40,570	33,69	6,10		141,200	33,255	33,255	23,55	4,86
Transferts et subventions, dont	154,378	31,85	23,21		385,351	159,743	137,462	35,67	20,10
Bourses	*5,225*	*29,36*	*3,38*		*17,906*	*5,086*	*4,274*	23,87	*3,11*
Subvention Intrants	*11,830*	*27,51*	*7,66*		*21,100*	*10,205*	*9,880*	46,82	*7,19*
Subvention EDM-SA	*30,000*	*100,00*	*19,43*		*30,000*	*30,000*	*30,000*	100,00	*21,82*
Filet social	*15,602*	*10,69*	*10,11*		*10,000*	*6,340*	*5,657*	56,57	*4,12*
Dépenses en atténuation des recettes	1,059	8,14	0,61		13,009	0,532	0,532	4,09	0,33
Dépenses en capital	**255,042**	**27,98**	**27,72**	**943,560**	**901,832**	**297,971**	**234,574**	**26,01**	**25,54**
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	255,042	27,98	100,00	943,560	901,832	297,971	234,574	26,01	100,00
dont BSI financement extérieur	*89,049*	*32,31*	*34,92*	*0,000*	*344,200*	*63,853*	*63,853*	18,55	27,22
Dépenses de transferts en capital	-			0,000	0,000	0,000	0,000		
Budgets annexes (2)	**2,567**	**28,19**	**0,28**	**2,151**	**8,113**	**2,812**	**2,394**	**29,51**	**0,26**
Personnel	0,905	40,86	35,26		2,477	0,924	0,756	30,53	31,59
Acquisitions de biens et services	0,652	18,19	25,40		2,875	0,906	0,866	30,13	36,19
Transferts et subventions	0,370	56,12	14,41		0,610	0,258	0,258	42,22	10,76
Dépenses en capital	0,640	24,18	24,93	2,151	2,151	0,724	0,514	23,90	21,47
Comptes spéciaux du Trésor (3)				**73,927**	**171,457**	**0,000**	**0,000**	**0,00**	
Personnel					0,170				
Acquisitions de biens et services					1,320				
Transferts et subventions					0,740				
Dépenses en atténuation de recettes					95,300				
Dépenses en capital				73,927	73,927				
TOTAL GENERAL (1 + 2 + 3)	**922,718**	**35,01**	**100,00**	**1 019,637**	**2 814,735**	**1 135,588**	**920,730**	**32,71**	**100,00**

Source : DGB, juillet 2021.

Le poids des dépenses de personnel dans les dépenses ordinaires du budget général est supérieur aux niveaux observés durant les trois dernières années à la même période.

Au niveau des budgets annexes, celui des transferts est inférieur aux niveaux observés durant les trois dernières années.

Graphique 5. Dépenses agrégées par nature économique.

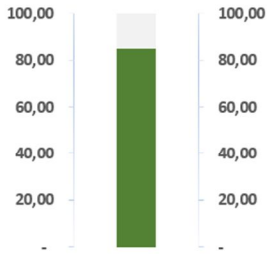


Source : DGB, juillet 2021.

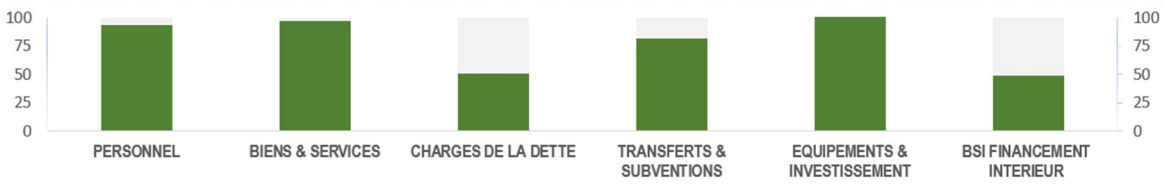
Graphique 6. Niveau d'exécution des dépenses du budget général.

INFORMATIONS GENERALES (montants en millions de FCFA)

DATE 30/06/2021	PLAN DE TRESORERIE	CREDITS LIQUIDES	TAUX DE COUVERTURE
PERSONNEL	379 013	353 085	93,16
BIENS & SERVICES	164 685	159 961	97,13
CHARGES DE LA DETTE	65 751	33 255	50,58
TRANSFERTS & SUBVENTIONS	169 225	137 462	81,23
EQUIPEMENTS & INVESTISSEMENT	106 043	110 938	104,62
BSI FINANCEMENT INTERIEUR	120 772	59 579	49,33
TOTAL BUDGET GENERAL	1 005 490	854 279	84,96
		Taux de couverture annuel	37,46



HISTOGRAMMES / NATURES DE DEPENSES



Source : DGB, juillet 2021.

Au 30 juin 2021, les crédits liquidés au titre du budget général, sans le financement extérieur du BSI et les appuis budgétaires, représentent 84,96% des prévisions pour la période. Les dépenses d'équipement et d'investissement ont été liquidées au-delà des prévisions.

Tableau 5. Dépenses budgétaires des Régions par nature économique.

Nature économique	30 JUIN 2020				Prévisions initiales 2021	30 JUIN 2021			
	Crédits engagés	Crédits liquidés	Taux %	Part %		Crédits engagés	Crédits liquidés	Taux %	Part %
Régions	**218,017**	**185,627**	**47,56**	**75,36**	**465,848**	**270,370**	**233,860**	**50,20**	**81,15**
Personnel	156,793	131,753	56,26	70,98	301,734	208,354	180,482	59,82	77,18
Acquisition de biens et services	23,478	20,688	33,07	11,14	70,212	20,713	18,198	25,92	7,78
Transferts et subventions	10,783	10,513	55,52	5,66	20,908	12,657	12,479	59,68	5,34
Dépenses en investissement exécutées par l'Etat	26,964	22,673	30,37	12,21	72,994	28,646	22,701	31,10	9,71
Etablissements publics	**77,428**	**60,684**	**39,64**	**24,64**	**155,935**	**71,071**	**54,321**	**34,84**	**18,85**
Transferts et subventions	76,405	60,196	40,53	99,20	150,789	69,225	53,372	35,39	98,25
Dépenses en investissement exécutées par l'Etat	1,023	0,488	10,67	0,80	5,146	1,846	0,950	18,46	1,75
Total	**295,445**	**246,311**	**45,33**	**100,00**	**621,783**	**41,441**	**288,182**	**46,35**	**100,00**

Source : DGB, juillet 2021.

2.2.2. Dépenses budgétaires par type de programme et par dotation

Tableau 6. Dépenses budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation budgétaire.

Montants en milliards de FCFA

LIBELLES	EXE DE CP AU 30 JUIN 2020				PREVISIONS 2021		EXE DE CP AU 30 JUIN 2021			
	Engagé	Liquidé	Taux	Part	AE	CP	Engagé	Liquidé	Taux	Part
Prog.de pilotage	**340,176**	**233,594**	**32,34**	**28,02**	**128,349**	**582,555**	**366,178**	**267,427**	**45,91**	**31,21**
Personnel	114,563	81,710	34,00	34,98		201,717	134,803	85,845	42,56	32,10
Biens et services	74,861	51,168	32,75	21,90		138,274	76,885	64,784	46,85	24,22
Transferts et subventions	58,799	53,187	54,99	22,77		62,156	44,476	40,550	65,24	15,16
Investissement	91,954	47,529	20,75	20,35	128,349	180,409	110,013	76,249	80,01	28,51
Prog. opérationnel	**506,237**	**404,733**	**33,23**	**48,55**	**555,044**	**1 433,926**	**581,276**	**475,747**	**33,18**	**55,52**
Personnel	220,585	176,335	53,46	43,57		426,816	285,220	232,957	54,58	48,97
Biens et services	47,526	39,846	31,44	9,85		164,559	74,919	67,969	41,30	14,29
Transferts et subventions	94,851	76,994	41,65	19,02		217,668	101,949	84,673	38,90	17,80
Investissement	143,276	111,557	19,35	27,56	555,044	624,883	119,187	90,148	14,43	18,95
Prog. des Budgets annexes	**3,055**	**2,567**	**28,19**	**0,31**	**2,151**	**8,113**	2,812	2,394	29,51	0,28
Personnel	0,969	0,905	40,86	35,26		2,477	0,924	0,756	30,53	31,59
Biens et services	0,700	0,652	18,19	25,40		2,875	0,906	0,866	30,13	36,19
Transferts et subventions	0,370	0,370	56,12	14,41		0,610	0,258	0,258	42,22	10,76
Investissement	1,017	0,640	24,18	24,93	2,151	2,151	0,724	0,514	23,90	21,47
Prog. Comptes spéciaux du trésor					**73,927**	**171,457**				
Personnel						0,170				
Biens et services						1,320				
Transferts et subventions						0,740				
Dépenses en atténuation des recettes						95,300				
Investissement					73,927	73,927				
Dotations	**203,358**	**192,775**	**27,02**	**23,12**	**260,168**	**618,684**	**121,469**	**111,308**	**17,99**	**12,99**
Personnel	39,160	38,123	32,52	19,78		129,492	34,406	34,283	26,48	30,80
Charges financières de la dette	41,574	40,570	33,69	21,05		141,200	33,255	33,255	23,55	29,88
Biens et services	86,077	81,919	53,37	42,49		132,916	35,041	26,676	20,07	23,97
Transferts et subventions	25,405	24,197	11,91	12,55		105,527	13,317	12,239	11,60	11,00
Dépenses en atténuation des recettes	1,059	1,059	8,14	0,55		13,009	0,532	0,532	4,09	0,48
Investissement	10,084	6,907	6,51	3,58	260,168	96,541	4,918	4,324	4,48	3,88
TOTAL	**1 052,826**	**833,669**	**29,49**	**100,00**	**1 019,637**	**2 814,735**	**1 071,735**	**856,877**	**30,44**	**100,00**

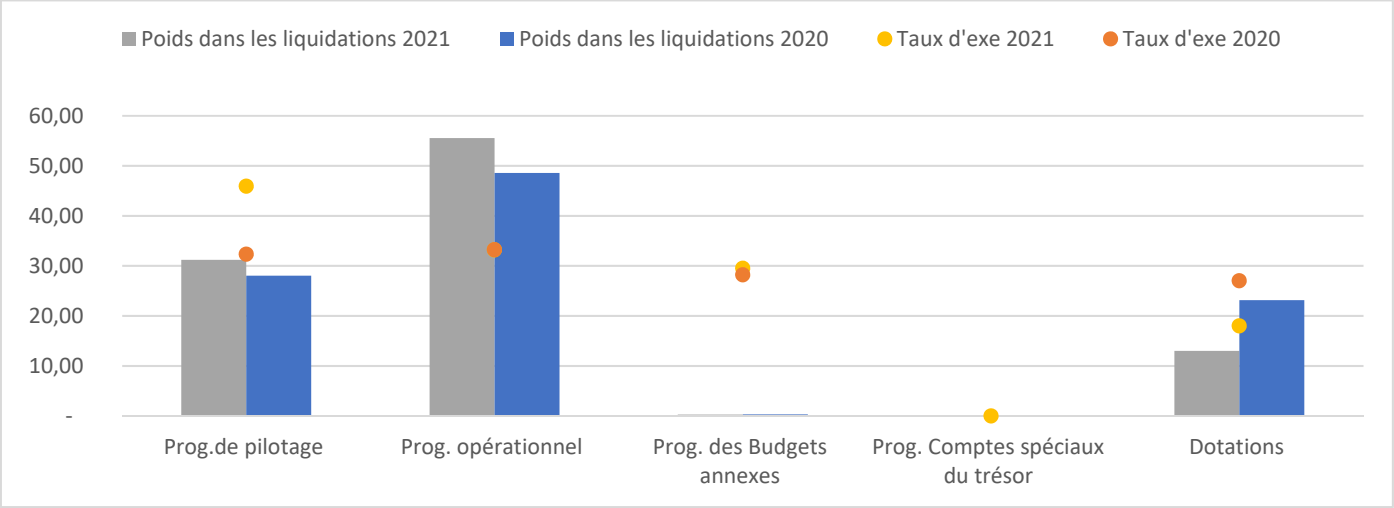
Source : DGB, juillet 2021.

Les montants des dépenses de biens et de services liquidés sont supérieurs à ceux enregistrés à la même période durant les trois dernières années pour les programmes opérationnels et de pilotage. Il en est de même pour les dépenses de personnel dans les programmes opérationnels. En revanche, les acquisitions de biens et de services présentent le niveau le plus bas, depuis 2018, au niveau des charges communes.

Pour ce qui est des taux d'exécution, les programmes de pilotage présentent de meilleurs résultats par rapport aux taux observés durant les trois dernières années à la même période.

En matière de structure, dans les programmes opérationnels, les dépenses d'acquisition de biens et services présentent un poids plus important par rapport aux trois dernières années pour la même période.

Graphique 7. Récapitulatif des dépenses budgétaires par type de programme et par dotation budgétaire, sans le financement extérieur du BSI.



Source : DGB, juillet 2021.

2.2.3. Dépenses budgétaires par fonction

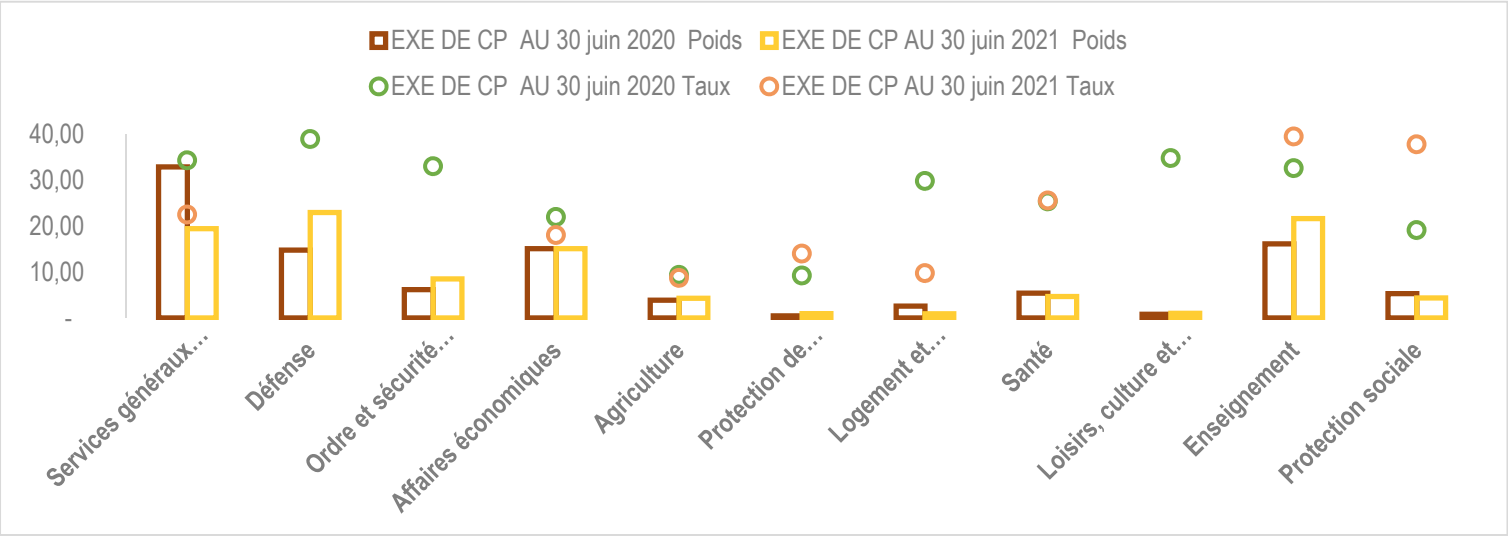
Tableau 7. Dépenses budgétaires par classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI.

Montants en milliards de FCFA

Fonction	EXE DE CP AU 30 JUIN 2020				PREVISIONS CP 2021		EXE DE CP AU 30 JUIN 2021			
	Engagé	Liquidé	Taux	Poids	Montant	Poids	Engagé	Liquidé	Taux	Poids
Services généraux des administrations publiques	265,518	232,171	34,43	33,01	740,263	26,36	205,463	167,297	22,60	19,52
Défense	222,977	133,605	39,09	14,83	309,734	11,03	261,642	197,510	63,77	23,05
Ordre et sécurité publics	80,484	55,739	33,16	6,19	164,216	5,85	110,782	73,327	44,65	8,56
Affaires économiques	162,143	135,681	22,07	15,13	716,473	25,51	143,910	129,790	18,12	15,15
dont Agriculture	46,185	34,689	9,42	3,90	*421,453*	*15,01*	43,342	36,941	8,77	4,31
Protection de l'environnement	5,810	4,214	9,29	0,48	57,908	2,06	12,833	8,160	14,09	0,95
Logement et équipements collectifs	25,893	23,497	29,95	2,61	79,629	2,84	11,530	7,829	9,83	0,91
Santé	59,605	48,985	25,45	5,44	157,166	5,36	59,459	40,368	25,68	4,71
Loisirs, culture et culte	9,368	7,351	34,92	0,82	20,926	0,75	11,074	8,963	42,83	1,05
Enseignement	169,831	144,592	32,72	16,19	469,417	16,72	215,739	186,079	39,64	21,72
Protection sociale	51,198	47,834	19,23	5,31	99,003	3,53	39,304	37,554	37,93	4,38
Total	**1 052,827**	**833,669**	**29,49**	**100,00**	**2 814,735**	**100,00**	**1 071,735**	**856,877**	**30,44**	**100,00**

Source : DGB, juillet 2021.

Graphique 8. Récapitulatif des dépenses budgétaires par fonction, sans le financement extérieur du BSI.



Source : DGB, juillet 2021.

Les services généraux des administrations publiques et la défense présentent des niveaux d'exécution supérieurs à ceux observés durant les trois dernières années, en termes de volume, de taux d'exécution et de poids dans les dépenses totales.

III. SITUATION D'EXECUTION DES RESSOURCES ET DES CHARGES DE TRESORERIE

Tableau 8. Besoins et ressources de financement, hors retraits et dépôts sur les comptes des correspondants.

Montants en milliards de FCFA

Rubrique	EXE AU 30 JUIN 2020			PREVISIONS CP 2021	EXE AU 30 JUIN 2021		
	Montant	Taux	Part		Montant	Taux	Part
Besoins de financement	**305,026**	**27,72**	**100,00**	**1 209,610**	**180,470**	**14,92**	**100,00**
Amortissement de la dette à court, moyen et long termes	189,066	51,74	61,98	540,891	221,895	41,02	122,95
dont principal dette intérieure	*139,144*	*55,32*	73,60	*392,788*	*184,759*	*47,04*	83,26
dont principal dette extérieure	*49,922*	*43,85*	26,40	*148,103*	*37,136*	*25,07*	16,74
Déficit budgétaire à financer	115,960	38,02	38,02	652,927	- 41,425	- 6,34	- 22,95
Prêts et avances	0,000	-	0,00	0,000	0,000		0,00
Retraits sur les comptes des correspondants	0,000	-	0,00	15,792	0,000	0,00	0,00
Ressources de financement	**235,987**	**67,07**	**100,00**	**1 209,610**	**687,893**	**56,87**	**100,00**
Tirages sur des emprunts projets	63,621	56,70	26,96	188,600	40,698	21,58	5,92
Emission de dette à court, moyen et long termes		72,42	-	906,809	594,800	65,59	86,47
Tirages sur des emprunts programmes	167,746	66,06	71,08	2,945	49,313	1 674,47	7,17
Produits provenant de la cession des actifs	2,295	10,73	0,97	90,350	0,522	0,58	0,08
Remboursement des prêts et avances	2,325	39,01	0,99	5,114	2,560	50,06	0,37
Dépôts sur les comptes des correspondants				15,792			

Source : Services d'assiettes et de recouvrement, juillet 2021.

Tableau 9. Ressources de trésorerie, hors dépôts sur les comptes des correspondants.

Montants en milliards de FCFA

	EXE DE CP AU 30 JUIN 2020			PREVISIONS	EXE DE CP AU 30 JUIN 2021		
	Montant	Taux	Part	CP 2021	Montant	Taux	Part
Produits provenant de la cession des actifs	2,295	10,73	0,97	90,350	0,522	0,01	0,56
Aliénations du domaine mobilier	*0,229*	*59,50*	*9,98*	*0,450*	*0,069*	*0,15*	*13,22*
Aliénations du domaine immobilier	*2,066*	*11,48*	*90,02*	*9,900*	*0,453*	*0,05*	*86,78*
Recettes de privatisation	-	-	-	*80,000*	-	-	-
Produits des emprunts (projets BSI & ABG)	231,367	63,19	97,44	191,545	90,011	0,47	96,69
Produits des emprunts projets	*63,621*	*56,70*	*27,50*	*188,600*	*40,698*	*0,22*	45,21
Produits des emprunts programmes	*167,746*	*66,06*	*72,50*	*2,945*	*49,313*	*16,74*	54,79
Dépôts sur les comptes des correspondants				15,792			
Remboursement de prêts et avances	2,325	39,01	0,98	5,114	2,560	50,06	2,75
Total, hors titres	**235,987**	**57,66**	**32,04**	**302,801**	**93,093**	**30,74**	**13,53**
Emission de titres de marché	500,636	72,42	67,96	906,809	594,800	65,59	86,47
Total des ressources de financement	**736,622**	**67,07**	**100,00**	**1 209,610**	**687,893**	**56,87**	**100,00**

Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, juillet 2021.

Tableau 10. Charges de trésorerie, hors retraits et dépôts sur les comptes des correspondants.

	EXE DE CP AU 30 JUIN 2020			PREVISIONS	EXE DE CP AU 30 JUIN 2021		
	Montant	Taux	Part	CP 2021	Montant	Taux	Part
Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes	189,066	51,74	**99,26**	540,891	221,895	41,02	**100,00**
Principal dette intérieure	*139,144*	*55,32*	*73,60*	*392,788*	*184,759*	*47,04*	*83,26*
Principal dette extérieure	*49,922*	*43,85*	*26,40*	*148,103*	*37,136*	*25,07*	*16,74*
Retraits sur les comptes des correspondants				15,792			
Prêts et avances	-	-	-	-			-
Total hors solde global	**189,066**	**49,60**	**61,98**	**556,683**	**221,895**	**39,86**	**122,95**
Déficit à financer [3]	115,960	38,02	**38,02**	652,927	- 41,425	- 6,34	**- 22,95**
Total besoins de financement	**305,026**	**27,72**	**100,00**	**1 209,610**	**180,470**	**14,92**	**100,00**

Source : DNTCP, juillet 2021.

[3] Solde du budget général, hors BSI financement extérieur.

IV. CONCLUSION

L'exécution des prévisions budgétaires de 2021, au premier semestre, s'est effectuée dans un contexte marqué principalement par la reprise de la croissance économique, après une année de récession à la suite de la rapide propagation de la pandémie de la Covid-19. Toutefois, cette reprise apparait inégale et les pays en développement continuent à faire faces aux effets durables de cette pandémie.

Dans ce contexte, la situation d'exécution provisoire, **sans les CST**, fait ressortir, pour le budget général, un solde global de 1,381 milliards de FCFA, en baisse par rapport au 30 juin 2020. Les recettes du budget général ont été réalisées à 44,24%, soit plus de 4 points de pourcentage de plus qu'au 30 juin 2020. Quant aux dépenses du budget général, elles ont été exécutées à 34,85%, soit un taux comparable à celui observé à la même période en 2020.

En ce qui concerne les recettes budgétaires, l'effort des services d'assiettes et de recouvrement représente 93,91% des recettes totales. Malgré des montants globalement plus élevés de recettes réalisées, La DGD et la DNTCP affichent de moindres performances en termes de taux de réalisation par rapport à 2020. Les hausses les plus significatives sont enregistrées au niveau de la DNTCP et la DND.

S'agissant des dépenses, classées par nature économique hors CST, celles de personnel et d'acquisition de biens et services présentent à la fois des taux d'exécution et des poids importants. Les liquidations ont été effectuées à 25,40% dans les régions et à 5,90%, pour le compte des établissements publics. L'analyse de la situation d'exécution par type de programme et dotation budgétaires, sans le financement extérieur du BSI et les CST, révèle que 55,52% des dépenses liquidées l'ont été au compte des programmes opérationnels, tandis que les programmes de pilotage présentent le taux d'exécution le plus élevé (45,91% des prévisions). Suivant la classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI et les CST, les dépenses des services généraux des administrations publiques, de la défense, de l'enseignement et celles relatives aux affaires économiques ont été prioritaires. Cet ordre de priorité est comparable à celui observé à la même période en 2020.

ANNEXE 1 :

SITUATION DE REALISATION DES RECETTES BUDGETAIRES ET DES RESSOURCES DE TRESORERIE PAR LES SERVICES D'ASSIETTES ET DE RECOUVREMENT.

Ministère de l'Economie et des Finances
****
Direction Générale du Budget
****

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi
****

SITUATION DE REALISATION DES RECETTES BUDGETAIRES ET DES RESSOURCES DE TRESORERIE PAR SERVICE

(Montants en milliards de FCFA)

Services	Recettes budgétaires				Ressources de trésorerie				Total des ressources			
	Prévisions ajustées 2021	Réalisations au 30 juin 2021	Taux %	Part %	Prévisions initiales 2021	Réalisations au 30 juin 2021	Taux %	Part %	Prévisions ajustées 2021	Réalisations au 30 juin 2021	Taux %	Part %
Direction Générale des Douanes	656,200	321,055	48,93	37,74					656,200	321,055	48,93	28,73
Direction Générale des Impôts	987,122	447,435	45,33	52,60					987,122	447,435	45,33	40,04
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique	32,000	11,835	36,98	1,39	15,792	263,714	1 669,92	98,84	47,792	275,549	576,56	24,66
Direction Nationale des Domaines	185,100	70,266	37,96	8,26	10,350	0,522	5,04	0,20	195,450	70,788	36,22	6,34
Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat					80,000	0,000	0,00	0,00	80,000	0,000	0,00	0,00
Direction Générale de la Dette Publique					5,114	2,560	50,06	0,96	5,114	2,560	50,06	0,23
Total	**1 860,422**	**850,591**	**45,72**	**100,00**	**111,256**	**266,796**	**239,80**	**100,00**	**1 971,678**	**1 117,387**	**56,67**	**100,00**

Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, juillet 2021.

ANNEXE 2 :

SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES DE RIPOSTE A LA COVID-19.

AU 31 MAI 2021

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
130 PRIMATURE					
990	**12-7-1960-0000-174-000000 Subventions non classées**	**64-5-1-02**	**Filet social**		
1522	Prise en charge du prélèvement sur la part du filet social gérée par la Primature, suivant la décision n°079/MEF-DGB-SDEO-DN du 22/03/2021, les lettres n°0242/PM-CAB du 18/02/2021, n°0281/PM-CAB du 01/03/2021 et n°01177/MEF-SG du 18/03/2021.	500 000 000	458 836 450	458 836 450	41 163 550

No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés		
1	PRISE EN CHARGE EN REGIE DE CERTAINES DEPENSES URGENTES DU CABINET DE LA PRIMATURE, SUIVANT DECISION N°2021-0067/PRIM-CAB DU 07 AVRIL 2021	REGIE/PERSONNEL	50 000 000	50 000 000
	Fournisseur/Régisseur			
	Brehima DEMBELE REGISSEUR SPECIAL D'AVANCES AUPRES DE LA DAF/PRIM		50 000 000	50 000 000
2	PRISE EN CHARGE DE L'APPUI FINANCIER DU GOURVERNEMENT, DANS LE CADRE DE LA REALISATION D'ACTIVITES D'ASSISTANCE SOCIALE EN FAVEUR DES DEPLACEES, SOUS LE COUVERT DE L'ONG "ASSOCIATION BANGOUHAWEYE", SUIVANT DECISION N°2021/0068/PRIM-CAB DU 09 AVRIL 2021	REGIE/PERSONNEL	57 053 500	57 053 500
	Fournisseur/Régisseur			
	ASSOCIATION BANGOUHAWEYE		57 053 500	57 053 500
3	PRISE EN CHARGE DE L'APPUI DU GOUVERNEMENT A LA FONDATION FORUM DE BAMAKO POUR L'ORGANISATION DE LA 21EME EDITION DU FORUM DE BAMAKO, SUIVANT DECISION N° 2021-0077/PRIM-CAB DU 28/04/2021	REGIE/PERSONNEL	78 000 000	78 000 000
	Fournisseur/Régisseur			
	FONDATION FORUM DE BAMAKO		78 000 000	78 000 000
4	PRISE EN CHARGE, DE L'APPUI FINANCIER DU GOUVERNEMENT POUR LES SOINS MEDICAUX DE MONSIEUR CHEICK OUMAR SISSOKO, CINEASTE, ANCIEN MINISTRE, SUIVANT DECISION N°2021-0082/PRIM-CAB DU 04/05/2021	REGIE/PERSONNEL	5 000 000	5 000 000
	Fournisseur/Régisseur			
	CHEICK OUMAR SISSOKO, CINEASTE, ANCIEN MINISTRE		5 000 000	5 000 000
5	REGLEMENT FACTURE DANS LE CADRE DU CONTRAT SIMPLIFIE N°000124/2021-DAF/PRIM RELATIF AU TRAITEMENT CHIMIQUE, A LA DESINFECTION DES LOCAUX DU BATIMENT DE LA PRIMATURE ET DU SERVICE DE GESTION SIS A LA CITE ADMINISTRATIVE AINSI QUE LA RESIDENCE DU PREMIER MINISTRE SISE A L'EX-BASE AERIENNE	000124/2021-DAF/PRIM	2 407 200	2 407 200
	Fournisseur/Régisseur			
	STE MALIENNE DESINCT. DERATIS.		2 407 200	0
6	PRISE EN CAHRGE DE L'APPUI FINANCIER DU GOUVERNEMENT, DANS LE CADRE DU REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT DES RAPATIES DU CERCLE DE GOURMA-RHAROUS, SUIVANT DECISION N° 2021-0085/PRIM-CAB DU 13/05/2021	REGIE/PERSONNEL	75 000 000	75 000 000
	Fournisseur/Régisseur			

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
130 PRIMATURE					
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
	Fournisseur/Régisseur				
	coop explts agri de Dourou, Commune de haribomo		75 000 000	75 000 000	
7	PRISE EN CHARGE DE L'APPUI FINANCIER DU GOUVERNEMENT AU PROFESSEUR DRISSA DIAKITE, DANS LE CADRE DE L'EDITION DE SON OUVRAGE INTITULE "LE MANSAYA ET LA SOCIETE MANDINGUE : LES LUTTES DE POUVOIR AU MANDEN AU XIII EME SIECLE", SUIVANT DECISION N° 2021-0087/PRIM-CAB DU 17/05/2021	REGIE/PERSONNEL	2 750 000	2 750 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	DRISSA DIAKITE		2 750 000	0	
8	PRISE EN CHARGE DE L'APPUI FINANCIER DU GOUVERNEMENT A L'ASSOCIATION REGARD AUX COUCHES VULNERABLES (ARCV), POUR LA REALISATION DU PROJET << PROMOTION DU GENRE A TRAVERS LA CONSTRUCTION DE LATRINES POUR AMELIORER LESS CONDITIONS D'HYGIENES ET DE SANTE DES POPULATIONS DEPLACEES DE FALADIE GARBAL ET NIAMANA >>, SUIVANT DECISION N°2021-0091/PRIM-CAB DU 24/05/2021	REGIE/PERSONNEL	11 495 000	11 495 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	ASSOCIATION REGARD AUX COUCHES VULNERABLES		11 495 000	0	
9	PRISE EN CHARGE DE L'APPUI FINANCIER DU GOUVERNEMENT DANS LES ACTIVITES DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE DANS LES REGIONS DU CENTRE, SOUS LE COUVERT DE L'ONG " ASSOCIATION BANGOUHAWEYE", SUIVANT DECISION N° 2021-0094/PRIM-CAB DU 28/05/2021	REGIE/PERSONNEL	80 000 000	80 000 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	ASSOCIATION BANGOUHAWEYE		80 000 000	0	
10	PRISE EN CHARGE DE L'APPUI FINANCIER DU GOUVERNEMENT POUR LA REALISATION D'ACTIVITES GENERATRICES DE REVENU DES FEMMES DU VILLAGE DE SARAFERE, AU TITRE DU FINANCEMENT DE LA COMPOSANTE II DU PROJET "DEVELOPPEMNT DE LA FILIERE MARAICHERE POUR LES FEMMES DE SARAFERE", SUIVANT DECISION N° 2021-0096/PRIM-CAB DU 28/05/2021	REGIE/PERSONNEL	39 230 000	39 230 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE MARAICHERE POUR LES FEMMES DE SARAFERE		39 230 000	0	
11	PRISE EN CHARGE DE L'APPUI FINANCIER DU GOVERNEMENT POUR LA REALISATION D'ACTIVITES D'ASSISTANCE SOCIALE EN FAVEUR DES PERSONNES DEPLACEES DU VILLAGE DE MAMBIRI, CERCLE DE KITA, SOUS LE COUVERT DE L'ONG "ASSOCIATION BANGOUHAWEYE" ,SUIVANT DECISION N° 2021-0097/PRIM-CAB DU 28/05/2021	REGIE/PERSONNEL	40 900 750	40 900 750	
	Fournisseur/Régisseur				

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
130 PRIMATURE					
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
	Fournisseur/Régisseur				
	ASSOCIATION BANGOUHAWEYE		40 900 750	0	
12	PRISE NE CHARGE DE L'APPUI FINANCIER DU GOUVERNEMENT POUR LA REALISATION D'ACTIVITES DE SOUTIEN ALIMENTAIRE ET DE REHABILITATION D'INFRASTRUCTURES SOCIAUX DE LA COMMUNAUTE HAIRE, SUIVANT DECISION N° 2021-0095/PRIM-CAB DU 28/05/2021 DU 28/05/2021	REGIE/PERSONNEL	17 000 000	17 000 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	ASSOCIATION ATK		17 000 000	0	
	TOTAL SECTION	**500 000 000**	**458 836 450**	**458 836 450**	**41 163 550**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
133	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD DU MALI**				
990	**12-7-1960-0000-174-000000 Subventions non classées**		**64-5-1-02**	**Filet social**	
1388	Prise en charge des activités de l'Agence de Développement du Nord du Mali prévues sur les ressources du "Filet Social 2021" au titre de l'année 2021, suivant la décision n°076/MEF-DGB-SDEO-DN du 17/03/2021, les lettres n°0242/PM-CAB du 18/02/2021 et n°029/ADNM-DG/2021 du 04/03/2021.	1 500 000 000	1 489 046 850	805 787 526	694 212 474
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
1	PRISE EN CHARGE MARCHE RELATIF AUX TRAVAUX DE REALISATION D'UN (01) MICRO BARRAGE DE RECHARGE ET DE RETENUE D'EAU A TINDIADIANE DANS LA REGION DE KIDAL.	01040 DGMP/DSP 2021	80 756 250	72 882 516	
	Fournisseur/Régisseur				
	ENTREPRISE TERIST KIDAL		80 756 250	0	
2	PRISE EN CHARGE MARCHE RELATIF AUX TRAVAUX DE REALISATION DE SIX (06) ADDUCTIONS D'EAU SOMMAIRES DANS LA REGION DE KIDAL ET DE QUATRE (04) DANS LA REGION DE MENAKA (LOT3).	01039DGMP/DSP2021	405 241 500	301 829 250	
	Fournisseur/Régisseur				
	ENTREPRISE TERIST KIDAL		405 241 500	0	
3	PRISE EN CHARGE MARCHE RELATIF AUX TRAVAUX DE REALISATION DE NEUF (09) ADDUCTIONS D'EAU SOMMAIRES DANS LA REGION DE GAO (LOT2).	01038DGMP/DSP2021	330 935 130	157 194 187	
	Fournisseur/Régisseur				
	TILEMSI DISTRIBUTION SA TILDIS SA		330 935 130	0	
4	PRISE EN CHARGE MARCHE RELATIF AUX TRAVAUX DE REALISATION DE ONZE (11) ADDUCTIONS D'EAU SOMMAIRES DANS LA REGION DE TOMBOUCTOU ET DE QUATRE (04) DANS LA REGION DE TAOUDENIT (LOT 1).	01037DGMP/DSP2021	600 239 450	241 621 813	
	Fournisseur/Régisseur				
	ENTREPRISE DE DEVELOPPEMENT DU GOURMA		600 239 450	0	
5	PRISE EN CHARGE DECISION N° 033/ADNM-DG/2021 RELATIF A CERTAINES DEPENSES LIEES A LA MISSION DE SUPERVISION DES TRAVAUX DE REALISATION D'ADDUCTION D'EAU SOMMAIRES DANS LES REGIONS DE TOMBOUCTOU ET TAOUDENIT.	033/ADNM-DG/2021	2 745 000	2 745 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Madame Djénèba LY Régisseur d'avances auprès de l'Agence de Développement du Nord du Mali		2 745 000	2 745 000	
6	PRISE EN CHARGE DECISION N° 034/ADNM-DG/2021 RELATIF A CERTAINES DEPENSES LIEES A LA MISSION DE SUPERVISION DES TRAVAUX DE REALISATION D'ADDUCTION D'EAU SOMMAIRES DANS LES REGIONS DE GAO ET KIDAL ET UN MICRO BARRAGE A KIDAL.	034/ADNM-DG/2021	1 945 000	1 945 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Madame Djénèba LY Régisseur d'avances auprès de l'Agence de Développement du Nord du Mali		1 945 000	1 945 000	

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
133	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD DU MALI**				
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
7	PRISE EN CHARGE DECISION N° 035/ADNM-DG/2021 RELATIF A CERTAINES DEPENSES LIEES A LA MISSION DE SUPERVISION DES TRAVAUX DE REALISATION D'ADDUCTION D'EAU SOMMAIRES DANS LA REGION DE MENAKA.	035/ADNM-DG/2021	1 535 000	1 535 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Madame Djénèba LY Régisseur d'avances auprès de l'Agence de Développement du Nord du Mali		1 535 000	1 535 000	
8	PRISE EN CHARGE CONTRAT RELATIF AU CONTROLE ET LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX DE REALISATION D'ADDUCTIONS D'EAU SOMMAIRES DANS LES REGIONS DE TOMBOUCTOU ET TAOUDENIT.	01214 CPMP/PRIM 2021	14 750 000	7 375 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	HYDRAXE SARL		14 750 000	0	
9	PRISE EN CHARGE CONTRAT RELATIF AU CONTROLE ET LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX DE REALISATION D'ADDUCTIONS D'EAU SOMMAIRES ET D'UN MICRO-BARRAGE DE RETENUE D'EAU DANS LES REGIONS DE GAO, KIDAL ET DE MENAKA.	01220CPMP/PRIM2021	16 949 520	8 474 760	
	Fournisseur/Régisseur				
	SOCIETE D'INGENIERIE GENERALE ET DE MANAGEMENT SAR		16 949 520	0	
10	PRISE EN CHARGE CONTRAT RELATIF A LA REALISATION D'UNE MISSION D'AUDIT DES REALISATIONS ANTERIEURES DE L'AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD DU MALI SUR LE FILET SOCIAL DES EXERCICES 2019-2020.	01319CPMP/PRIM2021	33 950 000	10 185 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	CONSULTING MANAGEMENT AUDIT FORMATION CMAF-SARL		33 950 000	0	
	TOTAL SECTION	**1 500 000 000**	**1 489 046 850**	**805 787 526**	**694 212 474**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE

185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE

990	**12-7-1960-0000-174-000000**	**Subventions non classées**	**64-5-1-02**	**Filet social**		
1119	Prise en charge du rapatriement des maliens de l'extérieur au titre du premier trimestre 2021, suivant la décision n°064/MEF/DGB/SDEO/DN du 11/03/2021 et les lettres n°0242/PM-CAB du 18/02/2021, n°00886/MEF-SG du 03/03/2021, n°0092/MMEIA-SG du 04/03/2021.		300 000 000	300 000 000	300 000 000	0

No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
1	La prise en charge du rapatriement des maliens de l'extérieur au titre du premier trimestre 2021 suivant Décision N°000014/MMEIA-SG du 12/03/2021 et Mandat de délégation N°1119 du 11/03/2021.	REGIE/PERSONNEL		300 000 000	300 000 000
	Fournisseur/Régisseur				
	BOUREMA MAMADOU DIARRA, régisseur spécial d'avances d'avances			300 000 000	300 000 000

TOTAL SECTION	**300 000 000**	**300 000 000**	**300 000 000**	**0**

230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE

990	**12-7-1960-0000-188-000000**	**GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
1838	Prise en charge des primes accordées aux personnels en service au Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile dans le cadre de la lutte contre le COVID 19, suivant la décision n°099/MEF-DGB-SDEO-DN du 06/04/2021, les lettres n°00682/MSPC-DFM du 19/03/2021 et n°01399/MEF-SG du 31/03/2021.		1 842 687 500	1 842 687 500	1 842 687 500	0

No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
1	PRISE EN CHARGE DES PRIMES ACCORDEES AUX AGENTS DES FORCES DE SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE LE COVID-19, AU TITRE DE LA REGIE SPECIALE D'AVANCES DE LA DIRECTION DES FINANCES ET DU MATERIEL DU MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE. SUIVANT DECISION N° 2021 0314/MSPC-SG-DFM DU 09/04/2021 ET DU MANDAT DE DELEGATION N° 1838 DU 06/04/2021	REGIE/PERSONNEL		1 842 687 500	1 842 687 500
	Fournisseur/Régisseur				
	COMMISSAIRE DE POLICE FAMAKAN TOUNKARA, REGISSEUR SPECIAL D'AVANCE			1 842 687 500	1 842 687 500

TOTAL SECTION	**1 842 687 500**	**1 842 687 500**	**1 842 687 500**	**0**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
323	**MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**				
990	**12-7-1960-0000-174-000000 Subventions non classées**	**64-5-1-02**	**Filet social**		
1694	Prise en charge des activités du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle prévues sur les ressources du "Filet Social 2021" au titre du 1er trimestre 2021, suivant lDécision N°87/MEF/DGB/SDEO/DN du 30/03/2021 et lettres N°0242/PM-CAB du 18/02/2021, N°0134/MEFP/DFM du 12/03/2021 (Voir Verso).	150 000 000		0	150 000 000

No Engagement | Objet Engagement | Références Marchés

REGIE/PERSONNEL

Fournisseur/Régisseur				
		0	0	

TOTAL SECTION	**150 000 000**		**0**	**150 000 000**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
341	**MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE**				
990	**12-7-1960-0000-174-000000 Subventions non classées**	**64-5-1-02**	**Filet social**		
1659	Prise en charge des activités planifiées au titre du 1er et 2ème trimestre 2021 sur la dotation du filet social, suivant la décision n°085/MEF-DGB-SDEO-DN du 25/03/2021, les lettres n°078/MRN-SG du 15/03/20021 et n°01287/MEF-SG du 24/03/2021.	350 000 000	336 996 801	336 996 801	13 003 199

No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés		
1	LA PRISE EN CHARGE DES DEPENSES DE COMMUNICATION AU TITRE DU 1ER ET 2EME TRIMESTRE 2021 AU PROFIT DU MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE SVT MANDAT DE DELEGATION N° 1659 DU 30/03/2021 ET DECISION N° 0044/MRN-SG DU 06/04/2021.	REGIE/PERSONNEL	24 000 000	24 000 000
	Fournisseur/Régisseur			
	DRISSA TRAORE REGISSEUR D'AVANCE DE LA DFM DU MRN		24 000 000	24 000 000
2	LA PRISE EN CHARGE DES INDEMNITES ET FRAIS DE DEPLACEMENT DANS LE CADRE DES MISSIONS DE SUIVI ET D'ACCOMPAGNEMENT DES ACTIVITES DE MEDIATION DE TERRAIN AU TITRE DU 1ER TRIMESTRE 2021 SVT MANDAT DE DELEGATION N° 1659 DU 30/03/2021 ET DECISION N° 0046/MRN-SG DU 06/04/2021.	REGIE/PERSONNEL	43 000 000	43 000 000
	Fournisseur/Régisseur			
	DRISSA TRAORE REGISSEUR D'AVANCE DE LA DFM DU MRN		43 000 000	43 000 000
3	LA PRISE EN CHARGE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE LA MISSION D'APPUI A LA RECONCILIATION NATIONALE ET DES EQUIPES REGIONALES D'APPUI A LA RECONCILIATION AU TITRE DU 1ER TRIMESTRE 2021 SVT MANDAT DE DELEGATION N° 1659 DU 30/03/2021 ET DECISION N° 0045/MRN-SG DU 06/04/2021.	REGIE/PERSONNEL	20 000 000	20 000 000
	Fournisseur/Régisseur			
	DRISSA TRAORE REGISSEUR D'AVANCE DE LA DFM DU MRN		20 000 000	20 000 000
4	ACHAT DE TICKETS DE CARBURANT AU PROFIT DU MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE POUR LE COMPTE DU 1er ET 2e TRIMESTRE 2021 SVT BON DE COMMANDE N°51 DU 07/04/2021.	REGIE/PERSONNEL	4 499 781	4 499 781
	Fournisseur/Régisseur			
	VIVO ENERGY MALI		4 499 781	4 499 781
5	LA PRISE EN CHARGE DE L'ORGANISATION DES RENCONTRES INTER ET INTRACOMMUNAUTAIRES DANS LES REGIONS AU TITRE DU 1ER ET 2EME TRIMESTRE 2021 AU PROFIT DU MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE SVT MANDAT DE DELEGATION N° 1659 DU 30/03/2021 ET DECISION N° 0042/MRN-SG DU 06/04/2021.	REGIE/PERSONNEL	80 000 000	80 000 000
	Fournisseur/Régisseur			
	DRISSA TRAORE REGISSEUR D'AVANCE DE LA DFM DU MRN		80 000 000	80 000 000

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
341	**MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE**				
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
6	ACHAT DE TICKETS DE CARBURANT AU PROFIT DU MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE POUR LE COMPTE DU 1er ET 2e TRIMESTRE 2021 SVT BON DE COMMANDE N°52 DU 07/04/2021.	REGIE/PERSONNEL	4 899 570	4 899 570	
	Fournisseur/Régisseur				
	VIVO ENERGY MALI		4 899 570	4 899 570	
7	ACHAT DE TICKETS DE CARBURANT AU PROFIT DU MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE POUR LE COMPTE DU 1er ET 2e TRIMESTRE 2021 SVT BON DE COMMANDE N°53 DU 07/04/2021.	REGIE/PERSONNEL	4 799 457	4 799 457	
	Fournisseur/Régisseur				
	VIVO ENERGY MALI		4 799 457	4 799 457	
8	LA PRISE EN CHARGE DES DIVERS APPUI AUX PARTENAIRES ET ACTEURS POUR LA MISE EN OEUVRE DE L'ACCORD ET DES MISSIONS D'APAISEMENT SUR LE TERRAIN AU TITRE DU 1ER ET 2EME TRIMESTRE 2021 AU PROFIT DU MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE SVT MANDAT DE DELEGATION N° 1659 DU 30/03/2021 ET DECISION N° 0047/MRN-SG DU 06/04/2021.	REGIE/PERSONNEL	80 000 000	80 000 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	DRISSA TRAORE REGISSEUR D'AVANCE DE LA DFM DU MRN		80 000 000	80 000 000	
9	LA PRISE EN CHARGE DES APPUIS AUX INITIATIVES DE RECONCILIATION AU TITRE DU 1ER ET 2EME TRIMESTRE 2021 AU PROFIT DU MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE SVT MANDAT DE DELEGATION N° 1659 DU 30/03/2021 ET DECISION N° 0043/MRN-SG DU 06/04/2021.	REGIE/PERSONNEL	20 000 000	20 000 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	DRISSA TRAORE REGISSEUR D'AVANCE DE LA DFM DU MRN		20 000 000	20 000 000	
10	ACHAT DE TICKET DE CARBURANT AU PROFIT DU MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE POUR LA PERIODE DU 1er ET 2ème TRIMESTRE 2021 SVT BON DE COMMANDE N°54 DU 07/04/2021.	REGIE/PERSONNEL	4 699 344	4 699 344	
	Fournisseur/Régisseur				
	VIVO ENERGY MALI		4 699 344	4 699 344	
11	ACHAT DE TICKETS DE CARBURANT AU PROFIT DU MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE POUR LA PERIODE DU 1er ET 2ème TRIMESTRE 2021 SVT BON DE COMMANDE N°55 DU 07/04/2021.	REGIE/PERSONNEL	3 999 879	3 999 879	
	Fournisseur/Régisseur				
	VIVO ENERGY MALI		3 999 879	3 999 879	

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
341	**MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE**				
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
12	ACHAT DE TICKET DE CARBURANT AU PROFIT DU MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE POUR LA PERIODE DU 1er ET 2ème TRIMESTRE 2021 SVT BON DE COMMANDE N°56 DU 07/04/2021.	REGIE/PERSONNEL	4 599 894	4 599 894	
	Fournisseur/Régisseur				
	VIVO ENERGY MALI		4 599 894	4 599 894	
13	ACHAT DE TICKET DE CARBURANT AU PROFIT DU MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE POUR LA PERIODE DU 1er ET 2ème TRIMESTRE 2021 SVT BON DE COMMANDE N°57 DU 07/04/2021.	REGIE/PERSONNEL	4 399 668	4 399 668	
	Fournisseur/Régisseur				
	VIVO ENERGY MALI		4 399 668	4 399 668	
14	ACHAT DE TICKET DE CARBURANT AU PROFIT DU MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE POUR LA PERIODE DU 1er ET 2ème TRIMESTRE 2021 SVT BON DE COMMANDE N°58 DU 07/04/2021.	REGIE/PERSONNEL	4 299 555	4 299 555	
	Fournisseur/Régisseur				
	VIVO ENERGY MALI		4 299 555	4 299 555	
15	ACHAT DE TICKET DE CARBURANT AU PROFIT DU MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE POUR LA PERIODE DU 1er ET 2ème TRIMESTRE 2021 SVT BON DE COMMANDE N°59 DU 07/04/2021.	REGIE/PERSONNEL	3 799 653	3 799 653	
	Fournisseur/Régisseur				
	VIVO ENERGY MALI		3 799 653	3 799 653	
16	LA PRISE EN CHARGE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE AU TITRE DU 2eme TRIMESTRE 2021 SVT DECISION N°0057/MRN-SG DU 20/04/2021/MANDAT DE DELEGATION N°1659 DU 30/03/2021.	REGIE/PERSONNEL	30 000 000	30 000 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	M.OUSMANE SAMOUNOU REGISSEUR D'AVANCES A LA DFM DU MRN		30 000 000	30 000 000	
	TOTAL SECTION	**350 000 000**	**336 996 801**	**336 996 801**	**13 003 199**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
130	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels des structures centrales et rattachées du Ministère de la Santé et du Développement Social, suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°0015/MEF/DGB/SDPSB du 28/01/2021	245 887 500	245 887 500	245 265 000	622 500

No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés		
1	PRISE EN CHARGE DE LA DECISION N°000080/MSDS-SG DU 08/02/2021, RELATIVE A LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AUX PERONNELS DES STRUCTURES CENTRALES ET RATTACHEES DU MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL, SUIVANT LETTRES N°027/MSDS/DFM DU 13/01/2021, N°00303/MEF/SG DU 26/01/2021 ET DECISION N°0015/MEF/DGB/SDPSB DU 28/01/2021.	REGIE/PERSONNEL	245 887 500	245 265 000
	Fournisseur/Régisseur			
	Personnel CORIS BANK - MALI		207 500	207 500
	Personnel BSIC - BANQUE SAHELO-SAHARIENNE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE S.A		1 037 500	1 037 500
	Personnel BCS-BANQUE COMMERCIALE DU SAHEL S.A		3 320 000	3 320 000
	Personnel ALINMA BANK		207 500	207 500
	Personnel BANQUE ATLANTIQUE - MALI		7 677 500	7 677 500
	Personnel BCI - BANQUE POUR LE COMMERCE ET L INDUSTRIE - MALI		622 500	622 500
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		48 762 500	48 762 500
	Personnel ORABANK - MALI		622 500	622 500
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		32 992 500	32 992 500
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A		22 825 000	22 825 000
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		30 502 500	30 502 500
	Personnel ECOBANK - MALI		11 827 500	11 827 500
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		84 245 000	84 245 000
	Personnel BICIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET LINDUSTRIE AU MALI		415 000	415 000

990	**12-7-1960-0000-174-000000 Subventions non classées**	**64-5-1-02**	**Filet social**		
1706	Prise en charge de certains marchés non exécutés en 2020, suivant Décision N°088/MEF/DGB/SDEO/DN du 30/03/2021 et lettres N°1297/MEF/SG du 25/03/2021, N°00458/MSDS/CAB du 08/03/2021	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0

No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés		
1	MARCHE N°...../DMP-DSP-DB RELATIF A L'ACQUISITION DE NON VIVRES DANS LE CADRE DU RELEVEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DES RAPATRIES MALIENS ET LA PREVENTION DES CALAMITES, DES CATASTROPHES NATURELLES ET LA PRISE EN CHARGE DES PERSONNES DEPLACEES DU NORD, DU CENTRE ET DES ZONES A FORT RISQUE, SUIVANT LA LETTRE N°01063/DMP-DSP-DB DU 30/10/2020 ET MANDAT DE DELEGATION N°1706 DU 30/03/2021 AU COMPTE DU DEPARTEMENT.	5124-DRMP-2020	207 490 500	207 490 500

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
610	**MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**				
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
	Fournisseur/Régisseur				
	RETROFIT RETROFIT		207 490 500	207 490 500	
2	MARCHE N°...../MEF-DGMP-DSP RELATIF A L'ACQUISITION DE TENTES, DE MATELAS, DE COUVERTURES ET DE MOUSTIQUAIRES IMPREGNEES DANS LE CADRE DE LA PREVENTION DES CALAMITES, CATASTROPHES NATURELLES SUIVANT LA LETTRE N°01925/MEF-DGMP-DSP DU 15/06/2020 ET MANDAT DE DELEGATION N°1706 DU 30/03/2021 AU COMPTE DU DEPARTEMENT.	05135/DGMP/DSP-2020	107 037 500	107 037 500	
	Fournisseur/Régisseur				
	NCIS SERVICES KOULIKORO NCIS SERVICES		107 037 500	107 037 500	
3	MARCHE N°...../MEF-DGMP-DSP RELATIF A L'ACQUISITION DE VIVRES ET DE NON VIVRES POUR LES DEPLACES DU NORD, DU CENTRE ET LES ZONES A FORT RISQUE POUR LE 2EME SEMESTRE, SUIVANT LA LETTRE N°01925/MEF-DGMP-DSP DU 15/06/2020 ET MANDAT DE DELEGATION N°1706 DU 30/03/2021 AU COMPTE DU DEPARTEMENT.	05136	122 600 000	122 600 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	"ENTREPRISE LAYIDOU-SARL" "ENTREPRISE LAYIDOU"		122 600 000	122 600 000	
4	MARCHE N°...../DMP-DSP-DB RELATIF A L'ACQUISITION DE VIVRES DANS LE CADRE DU RELEVEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DES RAPATRIES MALIENS ET LA PREVENTION DES CALAMITES, DES CATASTROPHES NATURELLES ET LA PRISE EN CHARGE DES PERSONNES DEPLACEES DU NORD, DU CENTRE ET DES ZONES A FORT RISQUE, SUIVANT LA LETTRE N°01064/DMP-DSP-DB DU 30/10/2020.	5121/DRMP-2020	62 872 000	62 872 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	GROUPE DJITOUMOU - SARL "GROUPE DJITOUMOU -SARL"		62 872 000	0	
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2073	Prise en charge de l'appui du japon au Gouvernement du Mali dans le cadre de la prévention et la riposte contre la pandémie de la COVID 19, suivant lettres N°0274/MSDS/DFM du 17/02/2021, N°1575/MEF/SG du 13/04/2021 et Décision N°0113/MEF/DGB/SDEO/DN du 14/04/2021	801 230 010	801 230 010	0	801 230 010
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
2	PRISE EN CHARGE DU MARCHE S/N° RELATIF A LA FOURNITURE DE MATERIELS DE PROTECTION ET DE PREVENTION DESTINES AU MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL, DANS LE CADRE DES ACTIONS DE RIPOSTE CONTRE LA PANDEMIE DU COVID-19 AU MALI.	0021/C/2021/DGMP-DS	449 930 010		
	Fournisseur/Régisseur				

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
610	**MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**				
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
	Fournisseur/Régisseur				
	SOCIETE CHERIF SARL		449 930 010	0	
3	PRISE EN CHARHE DU MARCHE S/N° RELATIF A LA FOURNITURE D'EQUIPEMENTS MEDICAUX D'URGENCE DESTINES AU MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL, DANS LE CADRE DES ACTIONS DE RIPOSTE CONTRE LA PANDEMIE DU COVID-19 AU MALI.	0022 C/2021/DGMP-DSP	351 300 000		
	Fournisseur/Régisseur				
	SODCO EQUIPEMENTS-SAS S-E-SAS		351 300 000	0	
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2183	Prise en charge de certaines dépenses des structures centrales et rattachées du Ministère de la Santé et du Développement Social dans le cadre de la riposte contre la COVID 19, suivant Décision n°0125/MEF/DGB/SDEO/DN du 20/04/2021 et les lettres N°0633/MSDS/SG du 01/04/2021, N°1606/MEF/SG du 16/04/2021	1 371 084 330	29 500	0	1 371 084 330
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
4	PRISE EN CHARGE DU MARCHE A CLIENTELES SANS NUMERO, RELATIF A LA FOURNITURE DE REPAS DESTINES A L'HOPITAL DERMATOLOGIQUE DE BAMAKO (CNAM), POUR LES PATIENTS, LES PERSONNES CONTACTS, LE PERSONNEL SOIGNANT ET LE PERSONNEL DE GARDE, DANS LE CADRE DES ACTIONS DE RIPOSTE CONTRE LA PANDEMIE DU COVID-19 AU MALI.	REGIE	14 750		
	Fournisseur/Régisseur				
	IMANE MULTISERVICES - SARL		14 750	0	
5	PRISE EN CHARGE DU MARCHE A CLIENTELES SANS NUMERO, RELATIF A LA FOURNITURE DE REPAS DESTINES A L'HOPITAL DU MALI, POUR LES PATIENTS, LES PERSONNES CONTACTS, LE PERSONNEL SOIGNANT ET LE PERSONNEL DE GARDE, DANS LE CADRE DES ACTIONS DE RIPOSTE CONTRE LA PANDEMIE DU COVID-19 AU MALI.	REGIE	14 750		
	Fournisseur/Régisseur				
	G.I.E. " MALI PROPRE SERVICES "		14 750	0	
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2515	Prise en charge de certaines dépenses des structures centrales et rattachées du Ministère de la Santé et du Développement Social dans le cadre de la riposte contre la COVID 19, suivant Décision les lettres N°0794, 0802/MSDS/SG du 22/04/2021, N°01824/MEF/SG du 29/04/2021 et Décision N°0137/MEF/DGB/SDEO/DN du 03/05/2021	1 371 084 330		0	1 371 084 330
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL					
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
	REGIE/PERSONNEL				
Fournisseur/Régisseur					
			0	0	
TOTAL SECTION		**4 289 286 170**	**1 547 147 010**	**745 265 000**	**3 544 021 170**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

615 HOPITAL GABRIEL TOURE

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
146	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels de la Structure du Ministère de la Santé et du Développement Social de l'Hôpital Gabriel TOURE, suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°017/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	141 100 000	141 100 000	141 100 000	0
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
1	PRISE EN CHARGE DE LA PRIME SPECIALE COVID -19 ACCORDEE AUX PERSONNELS DE LA STRUCTURE DU MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL DU CHU GABRIEL TOURE, SUIVANT MANDAT DE DELEGATION N° 146 DU 29/01/2021 ET SUIVANT DECISION N°021/CHU-GT DU 10/02/2021.	REGIE/PERSONNEL	141 100 000	141 100 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		24 277 500	24 277 500	
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		22 617 500	22 617 500	
	Personnel ECOBANK - MALI		7 262 500	7 262 500	
	Personnel BICIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET LINDUSTRIE AU MALI		207 500	207 500	
	Personnel BANQUE ATLANTIQUE - MALI		830 000	830 000	
	Personnel CORIS BANK - MALI		415 000	415 000	
	Personnel BCS-BANQUE COMMERCIALE DU SAHEL S.A		1 660 000	1 660 000	
	Personnel ORABANK - MALI		207 500	207 500	
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A		9 337 500	9 337 500	
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		34 030 000	34 030 000	
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		35 897 500	35 897 500	
	Personnel BSIC - BANQUE SAHELO-SAHARIENNE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE S.A		4 357 500	4 357 500	
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2181	Prise en charge d'acquisition d'équipement d'hospitalisation de l'Hôpital Gabriel TOURE, suivant Décision n°0122/MEF/DGB/SDEO/DN du 20/04/2021et les lettres N°0629/MSDS/SG du 01/04/2021, N°1639/MEF/SG du 16/04/2021	150 000 000		0	150 000 000
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
		REGIE/PERSONNEL			
	Fournisseur/Régisseur				
			0	0	
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2185	Prise en charge des activités opérationnelles de l'Hôpital Gabriel TOURE dans le cadre de la Lutte contre la pandémie de la COVID 19, suivant Décision n°0124/MEF/DGB/SDEO/DN du 20/04/2021 et les lettres N°0633/MSDS/SG du 01/04/2021, N°1606/MEF/SG du 16/04/2021	20 500 000		0	20 500 000

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
615 HOPITAL GABRIEL TOURE					
No Engagement	Objet Engagement		Références Marchés		
	REGIE/PERSONNEL				
Fournisseur/Régisseur					
			0	0	
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**		**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**	
2469	Prise en charge des activités opérationnelles de l'Hôpital Gabriel TOURE dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID 19 au titre de la deuxième tranche, suivant lettres N°0794, 0802/MSDS/SG du 22/04/2021, N°01824/MEF/SG du 29/04/2021 et Décision N°0135/MEF/DGB/SDEO/DN du 03/05/2021	20 500 000		0	20 500 000
No Engagement	Objet Engagement		Références Marchés		
	REGIE/PERSONNEL				
Fournisseur/Régisseur					
			0	0	
	TOTAL SECTION	**332 100 000**	**141 100 000**	**141 100 000**	**191 000 000**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
616 HOPITAL DU MALI					
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
148	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels de la Structure du Ministère de la Santé et du Développement Social de l'Hôpital de Mali, suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°017/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	51 460 000	50 837 500	50 837 500	622 500
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
1	PRISE EN CHARGE DE LA DECISION N°026 RELATIVE A LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AUX PERSONNELS DE LA STRUCTURE DU MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL DE L'HOPITAL DU MALI DU 1ER AVRIL AU 31 DECEMBRE 2020.	REGIE/PERSONNEL	50 837 500	50 837 500	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel ECOBANK MALI		3 112 500	3 112 500	
	Personnel BDM SA		10 582 500	10 582 500	
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A		3 942 500	3 942 500	
	Personnel BNDA		14 525 000	14 525 000	
	Personnel BMS SA		12 242 500	12 242 500	
	Personnel BOA SA		6 432 500	6 432 500	
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2186	Prise en charge des activités opérationnelles de l'Hôpital du Mali dans le cadre de la Lutte contre la pandémie de la COVID 19, suivant Décision n°0124/MEF/DGB/SDEO/DN du 20/04/2021 et les lettres N°0633/MSDS/SG du 01/04/2021, N°1606/MEF/SG du 16/04/2021	397 729 500	175 581 000	175 581 000	222 148 500
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
2	PRISE EN CHARGE DE LA DECISION N°053 RELATIVE AUX PAIEMENT DU SALAIRE DES AGENTS RECRUTES PAR CONTRAT DANS LA LUTTE CONTRE L'EPIDEMIE A COVID-19 POUR LES MOIS JANVIER A MARS 2021 A L'HOPITAL DU MALI	REGIE/PERSONNEL	109 200 000	109 200 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		32 850 000	32 850 000	
	Personnel ECOBANK - MALI		12 300 000	12 300 000	
	Personnel BCS-BANQUE COMMERCIALE DU SAHEL S.A		1 500 000	1 500 000	
	Personnel BSIC SA		1 500 000	1 500 000	
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A		2 250 000	2 250 000	
	Personnel CORIS BANK - MALI		750 000	750 000	
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		4 500 000	4 500 000	
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		11 700 000	11 700 000	
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		37 800 000	37 800 000	

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
616 HOPITAL DU MALI					
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
	Fournisseur/Régisseur				
	UNITED BANK FOR AFRICA MALI SA (UBA)		2 400 000	2 400 000	
	Personnel BANQUE ATLANTIQUE - MALI		1 650 000	1 650 000	
3	PRISE EN CHARGE DE LA DECISION N°054 RELATIVE AUX PAIEMENT DES PRIMES DE GARDE ET PERMANENCE DU PERSONNEL SUPPLEMENTAIRE DANS LA LUTTE CONTRE L'EPIDEMIE A COVID-19 POUR LES MOIS DE DECEMBRE 2020 A L'HOPITAL DU MALI	REGIE/PERSONNEL	9 899 000	9 899 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		108 000	108 000	
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		3 910 000	3 910 000	
	Personnel BANQUE ATLANTIQUE - MALI		270 000	270 000	
	Personnel ECOBANK - MALI		1 070 000	1 070 000	
	UNITED BANK FOR AFRICA MALI SA (UBA)		170 000	170 000	
	Personnel BCS-BANQUE COMMERCIALE DU SAHEL S.A		150 000	150 000	
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		818 000	818 000	
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A		240 000	240 000	
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		2 935 000	2 935 000	
	Personnel BSIC SA		228 000	228 000	
4	PRISE EN CHARGE DE LA DECISION N°055 RELATIVE AUX PAIEMENT DES PRIMES D'ASTREINTE ET DE GARDE DES FONCTIONNAIRE IMPLIQUES DANS LA LUTTE CONTRE L'EPIDEMIE A COVID-19 POUR LES MOIS JANVIER A AVRIL 2021 A L'HOPITAL DU MALI	REGIE/PERSONNEL	54 690 000	54 690 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A		5 886 000	5 886 000	
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		5 176 000	5 176 000	
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		15 525 000	15 525 000	
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		10 957 000	10 957 000	
	Personnel ECOBANK - MALI		3 710 000	3 710 000	
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		13 436 000	13 436 000	
5	PRISE EN CHARGE DE LA DECISION N°061 RELATIVE AUX PAIEMENT DES PRIMES D'ASTREINTE ET DE GARDE DES FONCTIONNAIRE IMPLIQUES DANS LA LUTTE CONTRE L'EPIDEMIE A COVID-19 POUR LES MOIS JANVIER A AVRIL 2021 A L'HOPITAL DU MALI	REGIE/PERSONNEL	592 000	592 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A		400 000	400 000	

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
616 HOPITAL DU MALI					
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		192 000	192 000	
6	PRISE EN CHARGE DE LA DECISION N°060 RELATIVE AUX PAIEMENT DU SALAIRE DES AGENTS RECRUTES PAR CONTRAT DANS LA LUTTE CONTRE L'EPIDEMIE A COVID-19 POUR LES MOIS JANVIER A MARS 2021 A L'HOPITAL DU MALI	REGIE/PERSONNEL	1 200 000	1 200 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	UBA - UNITED BANK FOR AFRICA Mali-sa		1 200 000	1 200 000	
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2470	Prise en charge des activités opérationnelles de l'Hôpital du Mali dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID 19 au titre de la deuxième tranche, suivant lettres N°0794, 0802/MSDS/SG du 22/04/2021, N°01824/MEF/SG du 29/04/2021 et Décision N°0135/MEF/DGB/SDEO/DN du 03/05/2021	397 729 500		0	397 729 500
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
		REGIE/PERSONNEL			
	Fournisseur/Régisseur				
			0	0	
	TOTAL SECTION	**846 919 000**	**226 418 500**	**226 418 500**	**620 500 500**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
617	**HOPITAL DU POINT G**				
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
145	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels de la Structure du Ministère de la Santé et du Développement Social,de l'Hôpital de Point G, suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°017/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	108 522 500	133 517 232	131 089 500	- 22 567 000

No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés		
1	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels de la Structure du Ministère de la Santé et du Développement Social,de l'Hôpital de Point G, suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°017/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	REGIE/PERSONNEL	106 862 500	106 862 500
	Fournisseur/Régisseur			
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A		12 242 500	12 242 500
	Personnel BICIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET LINDUSTRIE AU MALI		415 000	415 000
	Personnel BCS-BANQUE COMMERCIALE DU SAHEL S.A		2 075 000	2 075 000
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		25 937 500	25 937 500
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		19 297 500	19 297 500
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		20 750 000	20 750 000
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		17 015 000	17 015 000
	Personnel ORABANK - MALI		622 500	622 500
	Personnel ECOBANK - MALI		6 432 500	6 432 500
	Personnel BSIC - BANQUE SAHELO-SAHARIENNE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE S.A		2 075 000	2 075 000
2	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels de la Structure du Ministère de la Santé et du Développement Social,de l'Hôpital de Point G, suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°017/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	REGIE/PERSONNEL	1 660 000	1 660 000
	Fournisseur/Régisseur			
	Personnel BDM SA		207 500	207 500
	Personnel BNDA		1 245 000	1 245 000
	Personnel BMS SA		207 500	207 500
3	PRISE EN CHARGE DES PRIMES DES GARDES DOUBLE DU PERSONNEL DE SOINS DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE LA COVID-19 AU CHU DU POINT G , POUR LA PERIODE ; JANVIER, FEVRIER, MARS, AVRIL 2021	REGIE/PERSONNEL	7 632 000	7 632 000
	Fournisseur/Régisseur			
	Personnel BSIC SA		472 000	472 000
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		1 320 000	1 320 000
	Personnel ECOBANK - MALI		232 000	232 000
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A		240 000	240 000

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
617	**HOPITAL DU POINT G**				
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BCI - BANQUE POUR LE COMMERCE ET L INDUSTRIE - MALI		480 000	480 000	
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		1 600 000	1 600 000	
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		2 040 000	2 040 000	
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		1 248 000	1 248 000	
4	PRISE EN CHARGE DES PRIMES DES GARDES DOUBLE DU PERSONNEL DE SOINS DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE LA COVID-19 AU CHU DU POINT G , POUR LA PERIODE ; MARS, AVRIL 2021	REGIE/PERSONNEL	14 935 000	14 935 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		2 168 000	2 168 000	
	Personnel BSIC SA		427 000	427 000	
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A		1 024 000	1 024 000	
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		930 000	930 000	
	Personnel ECOBANK - MALI		1 170 000	1 170 000	
	Personnel CORIS BANK - MALI		270 000	270 000	
	Personnel ORABANK - MALI		10 000	10 000	
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		4 033 000	4 033 000	
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		4 183 000	4 183 000	
	Personnel BANQUE ATLANTIQUE - MALI		720 000	720 000	
5	TRAVAUX DE REHABILITATION DU LOCAL ABRITANT LA CENTRALE D'OXYGENE AU CHU DU POINT G SUIVANT CONTRAT N° 029 DU 28/04/2021 ET BT N° 00674 DU 27/04/2021.	REGIE	2 427 732		
	Fournisseur/Régisseur				
	ISSA BABA TRAORE		2 427 732	0	
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2184	Prise en charge des activités opérationnelles de l'Hôpital du Point G dans le cadre de la Lutte contre la pandémie de la COVID 19, suivant Décision n°0124/MEF/DGB/SDEO/DN du 20/04/2021 et les lettres N°0633/MSDS/SG du 01/04/2021, N°1606/MEF/SG du 16/04/2021	141 828 000		0	141 828 000
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
		REGIE/PERSONNEL			
	Fournisseur/Régisseur				
			0	0	

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
617 HOPITAL DU POINT G					
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**		**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**	
2464	Prise en charge des activités opérationnelles de l"Hôpital du Point G dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID 19 au titre de la deuxième tranche, suivant lettres N°0794, 0802/MSDS/SG du 22/04/2021, N°01824/MEF/SG du 29/04/2021 et Décision N°0135/MEF/DGB/SDEO/DN du 03/05/2021	141 828 000	4 637 400	0	141 828 000
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
6	ENTRETIEN ET VIDANGE DES GROUPES ELECTROGENES AU CHU DU POINT G SUIVANT CONTRAT N° 030 DU 24/05/2021 ET BT N° 00680 DU 21052021	030/2021	4 637 400		
	Fournisseur/Régisseur				
	SOULEYMANE KOUBA		4 637 400	0	
	TOTAL SECTION	**392 178 500**	**138 154 632**	**131 089 500**	**261 089 000**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE

618 AGENCE NAT. TELESANTE ET INFORM. MEDICALE

990	**12-7-1960-0000-188-000000**	**GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
182	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels de l'Agence National Telesanté et Informatique Médicale du Ministère de la Santé et du Développement Social de Kayes, suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°014/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	6 640 000	6 640 000	6 640 000	0

No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
1	DECISION N°003 DU04/02/2021 POUR LA PRISE EN CHARGE DE LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AUX PERSONNELS DE L'AGENCE NATIONALE DE TELESANTE ET D'INFORMATIQUE MEDICALE SUIVANT MANDAT DE DELEGATION N°182 DU 04/02/2021.	REGIE/PERSONNEL	6 640 000	6 640 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		3 112 500	3 112 500	
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A		415 000	415 000	
	Personnel BCI - BANQUE POUR LE COMMERCE ET L INDUSTRIE - MALI		207 500	207 500	
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		1 245 000	1 245 000	
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		415 000	415 000	
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		622 500	622 500	
	Personnel BANQUE ATLANTIQUE - MALI		415 000	415 000	
	Personnel ECOBANK - MALI		207 500	207 500	

990	**12-7-1960-0000-188-000000**	**GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2210	Prise en charge des activités opérationnelles de l'Agence National Télésanté et Information Médicale dans le cadre de la Lutte contre la pandémie de la COVID 19, suivant Décision n°0126/MEF/DGB/SDEO/DN du 20/04/2021 et les lettres N°0633/MSDS/SG du 01/04/2021, N°1606/MEF/SG du 16/04/2021	3 000 000	1 140 470	1 140 470	1 859 530

No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
2	PRISE EN CHARGE DU CONTRAT N°07/MSDS - ANTIM - 2021 RELATIF A L'ACHAT DE PRODUITS D'HYGIENES POUR LE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'APPELS D'URGENCES POUR LA COVID-19.	07/MSDS-ANTIM-2021	1 140 470	1 140 470	
	Fournisseur/Régisseur				
	YAYA BAMBA		1 140 470	0	

990	**12-7-1960-0000-188-000000**	**GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2495	Prise en charge des activités opérationnelles de l'Agence National Télésanté et Information Médicale dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID 19 au titre de la deuxième tranche, suivant lettres N°0794, 0802/MSDS/SG du 22/04/2021, N°01824/MEF/SG du 29/04/2021 et Décision N°0134/MEF/DGB/SDEO/DN du 03/05/2021	3 000 000		0	3 000 000

No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
618	**AGENCE NAT. TELESANTE ET INFORM. MEDICALE**				
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
		REGIE/PERSONNEL			
Fournisseur/Régisseur					
			0	0	
	TOTAL SECTION	**12 640 000**	**7 780 470**	**7 780 470**	**4 859 530**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
619 HOPITAL DE KATI					
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
147	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels de la Structure du Ministère de la Santé et du Développement Social,de l'Hôpital de Kati, suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°017/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	55 195 000	55 195 000	55 195 000	0
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
1	PRISE EN CHARGE DE LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AUX PERSONNELS EN SERVICE AU MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL I SUIVANT LE DECRET N° 2020-0407 /PT -RM du 31 DECEMBRE 2020, DES DECISIONS N°01-02-03-04-05-06-07-08-et09 DU 26/02/2021 PORTANT MANDATEMENT AU NOM DES AGENTS DU CHU BSS DE KATI ET MANDAT DE DELEGATION N° 147 DU 29/01/2021 SUIVANT DECISION N°017/MEF/DGB/SDEO/DN DU 28/01/2021	REGIE/PERSONNEL	55 195 000	55 195 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		18 675 000	18 675 000	
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A		4 980 000	4 980 000	
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		3 320 000	3 320 000	
	Personnel BICIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET LINDUSTRIE AU MALI		415 000	415 000	
	Personnel ECOBANK - MALI		2 697 500	2 697 500	
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		17 430 000	17 430 000	
	Personnel BSIC - BANQUE SAHELO-SAHARIENNE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE S.A		622 500	622 500	
	Personnel BANQUE ATLANTIQUE - MALI		207 500	207 500	
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		6 847 500	6 847 500	
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2187	Prise en charge des activités opérationnelles de l'Hôpital de Kati dans le cadre de la Lutte contre la pandémie de la COVID 19, suivant Décision n°0124/MEF/DGB/SDEO/DN du 20/04/2021 et les lettres N°0633/MSDS/SG du 01/04/2021, N°1606/MEF/SG du 16/04/2021	53 430 000	36 867 000	36 867 000	16 563 000
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
2	ENGAGEMENT RELATIF A LA PRISE EN CHARGE DES RAPPELS DE PRIMES SPECIALES ACCORDEES A CERTAINS AGENTS DANS LE CADRE DE LA RIPOSTE DE LA COVID -19 AU CHU BSS DE KATI SUIVANT LES DECISIONS N° 08 ET 09 MSDS-CHU-KATI-DG DU 10MAI 2021 ET N° 10-11-12-13 et 14 DU 18 MAI 2021 POUR LA PERIODE ALLANT DU MOIS DE JANVIER AU MOIS D AVRIL 2021	REGIE/PERSONNEL	4 500 000	4 500 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		1 400 000	1 400 000	
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		450 000	450 000	
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		1 300 000	1 300 000	
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A		900 000	900 000	

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
619 HOPITAL DE KATI					
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BSIC SA BAMAKO		450 000	450 000	
3	ENGAGEMENT RELATIF A LA PRISE EN CHARGE DE PRIMES SPECIALES ACCORDEES A CERTAINS AGENTS DANS LE CADRE DE LA RIPOSTE DE LA COVID-19 AU CHU BSS DE KATI SUIVANT LES DECISIONS N° 08 ET 09 MSDS-CHU KATI-DG DU 10 MAI 2021 ET N° 15-16-17-18 ET 19 DU 18 MAI 2021 POUR LE MOIS DE MAI 2021	REGIE/PERSONNEL	1 500 000	1 500 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		450 000	450 000	
	Personnel BSIC SA BAMAKO		150 000	150 000	
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		150 000	150 000	
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A		300 000	300 000	
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		450 000	450 000	
4	ENGAGEMENT RELATIF A LA PRISE EN CHARGE DES RAPPELS DE PRIMES D ASTREINTESSPECIALES ACCORDEES AU PERSONNEL DU CENTRE COVID-19 DANS LE CADRE DE LA RIPOSTE DE LA COVID -19 AU CHU BSS DE KATI SUIVANT DECISION N° 20MSDS- CHU -KATI -DG DU 18/05/2021 FIXANT LE TAUX JOURNALIER DES PRIMES D ASTREINTES SPECIALES ET DECISION N° 21-22-23-ET 24 MSDS-CHU BSS DE KATI-DG DU 17/05/2021 POUR LA PERIODE DE MARS AU MOIS D AVRIL 2021	REGIE/PERSONNEL	1 906 000	1 906 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel ECOBANK - MALI		63 000	63 000	
	DIAKARIDIA COULIBALY BILLETEUR CHU KATI		890 000	890 000	
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		610 000	610 000	
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		343 000	343 000	
5	ENGAGEMENT RELATIF A LA PRISE EN CHARGE DES RAPPELS DE PRIMES DE GARDE SPECIALE DU PERSONNEL IMPLIQUE DANS LE CADRE DE LA RIPOSTE DE LA COVID-19 DU CHU BSS DE KATI SUIVANT LES DECISION N° 26-27-28-29-30-31- 32 ET 33MSDS-CHU - BSS-KATI-DG DU 18/05/2021 POUR LA PERIODE DU MOIS DE MARS ET AVRIL 2021	REGIE/PERSONNEL	4 711 000	4 711 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A		110 000	110 000	
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		280 000	280 000	
	Personnel ECOBANK - MALI		220 000	220 000	
	Personnel BSIC SA BAMAKO		100 000	100 000	
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		560 000	560 000	

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet		MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
619 HOPITAL DE KATI						
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés				
	Fournisseur/Régisseur					
	DIAKARIDIA COULIBALY BILLETEUR CHU KATI			1 155 000	1 155 000	
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A			860 000	860 000	
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE			1 426 000	1 426 000	
6	ENGAGEMENT RELATIF A LA PRISE EN CHARGE DES RAPPELS DE SALAIREDES SURVEILLANTS ET MANOEUVRES DU CENTRE COVID-19 DANS LE CADRE DE LA RIPOSTE DE LA COVID-19 AU CHU BSS SUIVANT DIVERS CONTRAT DE PRESTATION N° 54 à 61 DU 1er MARS 2021 ET DECISION N° 34 MSDS-SG-CHU-KATI DG DU 18 MAI 2021 POUR LA PERIODE DE MARS EN AVRIL 2021	REGIE/PERSONNEL		3 200 000	3 200 000	
	Fournisseur/Régisseur					
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A			3 200 000	3 200 000	
7	ENGAGEMENT RELATIF A LA PRISE EN CHARGE DE SALAIRE DES SURVEILLANTS ET MANOEUVRES DU CENTRE COVID-19 DANS LE CADRE DE LA RIPOSTE DE LA COVID-19 AU CHU BSS DE KATI SUIVANT DIVERS CONTRAT DE PRESTATION N° 54 à 61 DU 1er MARS 2021 ET DECISION N° 35 MSDS-SG-CHU-KATI-DG DU 18 MAI 2021POUR LE MOIS DE MAIS 2021	REGIE/PERSONNEL		1 600 000	1 600 000	
	Fournisseur/Régisseur					
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A			1 600 000	1 600 000	
8	ENGAGEMENT RELATIF A LA PRISE EN CHARGE DES RAPPELS DE PRIMES SPECIALES ACCORDEES AUX MEMBRES DU COMITE DE CRISE POUR LA GESTION DES EPIDEMIES SUIVANT DECISIONS N°2020/14/MSAS-CHU-BSS-KATI DU 03 MARS 2020 ET N° 2020 ET N° 36-37-38-39 DU 18/05/2021 POUR LA PERIODE DE JANVIER EN AVRIL 2021	REGIE/PERSONNEL		14 950 000	14 950 000	
	Fournisseur/Régisseur					
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE			4 000 000	4 000 000	
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A			3 000 000	3 000 000	
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A			6 000 000	6 000 000	
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI			1 950 000	1 950 000	
9	ENGAGEMENT RELATIF A LA PRISE EN CHARGE DE PRIMES SPECIALES ACCORDEES AUX MEMBRES DU COMITE DE CRISE POUR LA GESTION DES PENDEMIES SUIVANT DECISIONS N° 2020/14/MSAS-CHU-BSS-KATI DU 03 MARS 2020 ET N° 40-41-42-43 DU 18/05/2021 POUR LE MOIS DE MAI 2021	REGIE/PERSONNEL		4 500 000	4 500 000	
	Fournisseur/Régisseur					
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A			1 800 000	1 800 000	
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A			900 000	900 000	
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI			600 000	600 000	

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
619 HOPITAL DE KATI					
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		1 200 000	1 200 000	
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2471	Prise en charge des activités opérationnelles de l'Hôpital du Kati dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID 19 au titre de la deuxième tranche, suivant lettres N°0794, 0802/MSDS/SG du 22/04/2021, N°01824/MEF/SG du 29/04/2021 et Décision N°0135/MEF/DGB/SDEO/DN du 03/05/2021	53 430 000		0	53 430 000
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
		REGIE/PERSONNEL			
	Fournisseur/Régisseur				
			0	0	
	TOTAL SECTION	**162 055 000**	**92 062 000**	**92 062 000**	**69 993 000**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
620	**CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE**				
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
184	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels du Centre de Recherche de Lutte contre la Drepanocytose du Ministère de la Santé et du Développement Social , suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°017/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	6 017 500	6 017 500	6 017 500	0
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
1	PRISE EN CHARGE DE PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AUX PERSONNELS EN SERVICE AU MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL ET AU MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE SUIVANT DECRET N°2020-0407/PT-RM DU 31/12/2020	REGIE/PERSONNEL	6 017 500	6 017 500	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		2 490 000	2 490 000	
	Personnel ECOBANK - MALI		207 500	207 500	
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A		622 500	622 500	
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		830 000	830 000	
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		1 452 500	1 452 500	
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		415 000	415 000	
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2211	Prise en charge des activités opérationnelles du Centre Recherche Lutte contre Drepannocytose dans le cadre de la Lutte contre la pandémie de la COVID 19, suivant Décision n°0126/MEF/DGB/SDEO/DN du 20/04/2021 et les lettres N°0633/MSDS/SG du 01/04/2021, N°1606/MEF/SG du 16/04/2021	4 005 000		0	4 005 000
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
		REGIE/PERSONNEL			
	Fournisseur/Régisseur				
			0	0	
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2496	Prise en charge des activités opérationnelles du Centre de Recherches Etudes et Documentation pour survie Enfant dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID 19 au titre de la deuxième tranche, suivant lettres N°0794, 0802/MSDS/SG du 22/04/2021, N°01824/MEF/SG du 29/04/2021 et Décision N°0134/MEF/DGB/SDEO/DN du 03/05/2021	4 005 000		0	4 005 000
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE

620 CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE

No Engagement | Objet Engagement | Références Marchés

		REGIE/PERSONNEL			
	Fournisseur/Régisseur				
			0	0	

	TOTAL SECTION	**14 027 500**	**6 017 500**	**6 017 500**	**8 010 000**

623 CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE

990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
151	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels de la Structure du Ministère de la Santé et du Développement Social du Centre d'Odonto Stomatologie, suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°017/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	30 087 500	30 087 500	30 087 500	0

No Engagement | Objet Engagement | Références Marchés

1	PRISE EN CHARGE DE LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AUX PERSONNELS DU CHU-CNOS, SUIVANT DECRET N° 2020-407/PT-RM DU 31/12/2020, MANDAT DE DELEGATION N° 151 DU 29/01/2021 ET DECISION N° 028-2021-MSDS-CHU-CNOS DU 15/02/2021.	REGIE/PERSONNEL	30 087 500	30 087 500	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		12 242 500	12 450 000	
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		2 075 000	2 075 000	
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		4 772 500	4 565 000	
	Personnel ECOBANK - MALI		2 905 000	2 905 000	
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		6 225 000	6 225 000	
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A		1 245 000	1 245 000	
	Personnel BCS-BANQUE COMMERCIALE DU SAHEL S.A		622 500	622 500	

	TOTAL SECTION	**30 087 500**	**30 087 500**	**30 087 500**	**0**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
624	**INSTITUT NATIONAL DE SANTE PUBLIQUE**				
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
181	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels de l'Institut National de Santé Publique du Ministère de la Santé et du Développement Social , suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°014/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	57 270 000	42 122 500	42 122 500	15 147 500
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
2	PRISE EN CHARGE DE LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AUX PERSONNELS DE L'INSTITUT NATIONAL DE SANTE PUBLIQUE SUIVANT MANDAT DE DELEGATION N°181 DU 01/02/2021	REGIE/PERSONNEL	41 915 000	41 915 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BANQUE ATLANTIQUE - MALI		415 000	415 000	
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		7 470 000	7 470 000	
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		16 807 500	16 807 500	
	Personnel BSIC - BANQUE SAHELO-SAHARIENNE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE S.A		622 500	622 500	
	Personnel BCS-BANQUE COMMERCIALE DU SAHEL S.A		207 500	207 500	
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		9 130 000	9 130 000	
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A		1 867 500	1 867 500	
	Personnel ECOBANK - MALI		1 660 000	1 660 000	
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		3 735 000	3 735 000	
4	PRISE EN CHARGE DE LA PRIME SPECIALE COVID 19 ACCORDEE AUX PERSONNELS DE LA SANTE DE L'INSP DE MADAME THIERO TENIN AOUA SUIVANT MANDAT DE DELEGATION N° 181 DU 01/02/2021	REGIE/PERSONNEL	207 500	207 500	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		207 500	207 500	
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
214	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels de l'EX -ANSSA (INSP) du Ministère de la Santé et du Développement Social, suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°014/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	8 715 000	7 055 000	7 055 000	1 660 000
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
1	PRISE EN CHARGE DE LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AUX PERSONNELS DE L'INSP (EX ANSSA) SUIVANT MANDAT DE DELEGATION N°214 DU 01/02/2021	REGIE/PERSONNEL	6 017 500	6 017 500	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		622 500	622 500	
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		1 867 500	1 867 500	
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		1 037 500	1 037 500	

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
624	**INSTITUT NATIONAL DE SANTE PUBLIQUE**				
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		1 452 500	1 452 500	
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A		1 037 500	1 037 500	
3	PRISE EN CHARGE DE LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEES AUX PERSONNELS DE L'INSTITUT NATIONAL DE SANTE PUBLIQUE SUIVANT MANDAT DE DELEGATION N°214 DU 01/02/2021	REGIE/PERSONNEL	1 037 500	1 037 500	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		622 500	622 500	
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		207 500	207 500	
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		207 500	207 500	
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2207	Prise en charge des activités opérationnelles de l'Institut National de Santé Publique dans le cadre de la Lutte contre la pandémie de la COVID 19, suivant Décision n°0126/MEF/DGB/SDEO/DN du 20/04/2021 et les lettres N°0633/MSDS/SG du 01/04/2021, N°1606/MEF/SG du 16/04/2021	348 148 000	348 148 000	348 148 000	0
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
5	Rélative a la prise en charge des activités opérationnelles de l'Institut National De Santé Publique dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID19 ,suivant mandat de délégation N°2207 du 26/04/2021.	REGIE/PERSONNEL	348 148 000	348 148 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	INSTITUT NATIONAL DE SANTE PUBLIQUE		348 148 000	348 148 000	
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2492	Prise en charge des activités opérationnelles de l'Institut National de Santé Publique dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID 19 au titre de la deuxième tranche, suivant lettres N°0794, 0802/MSDS/SG du 22/04/2021, N°01824/MEF/SG du 29/04/2021 et Décision N°0134/MEF/DGB/SDEO/DN du 03/05/2021	348 148 000		0	348 148 000
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
		REGIE/PERSONNEL			
	Fournisseur/Régisseur				
			0	0	
	TOTAL SECTION	**762 281 000**	**397 325 500**	**397 325 500**	**364 955 500**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

625 LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
180	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels de Laboration National de la Santé du Ministère de la Santé et du Développement Social, suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°014/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	13 280 000	13 280 000	13 280 000	0
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
1	Prise en charge de la prime spéciale COVID-19 accordée aux personnels de Laboratoire National de la Santé du Ministère de la Santé et du Développement Social suivant décision N° 003/MSDS/LNS du 09/02/2021.	REGIE/PERSONNEL	13 280 000	13 280 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		3 527 500	3 527 500	
	Personnel BHM BKO		830 000	830 000	
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		1 037 500	1 037 500	
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A		830 000	830 000	
	Personnel ECOBANK - MALI		830 000	830 000	
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		4 357 500	4 357 500	
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		1 867 500	1 867 500	
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2208	Prise en charge des activités opérationnelles de Laboratoire National de la Santé dans le cadre de la Lutte contre la pandémie de la COVID 19, suivant Décision n°0126/MEF/DGB/SDEO/DN du 20/04/2021 et les lettres N°0633/MSDS/SG du 01/04/2021, N°1606/MEF/SG du 16/04/2021	5 000 000		0	5 000 000
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
		REGIE/PERSONNEL			
	Fournisseur/Régisseur				
			0	0	
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2493	Prise en charge des activités opérationnelles de Laboratoire National de la Santé dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID 19 au titre de la deuxième tranche, suivant lettres N°0794, 0802/MSDS/SG du 22/04/2021, N°01824/MEF/SG du 29/04/2021 et Décision N°0134/MEF/DGB/SDEO/DN du 03/05/2021	5 000 000		0	5 000 000
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
		REGIE/PERSONNEL			
	Fournisseur/Régisseur				
			0	0	

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
625 LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE					
	TOTAL SECTION	**23 280 000**	**13 280 000**	**13 280 000**	**10 000 000**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE

627 CENTRE NAT. DE TRANSFUSION SANGUINE (CNTS)

990	**12-7-1960-0000-188-000000**	**GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
177	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels du Centre National de Transfusion Sanguine du Ministère de la Santé et du Développement Social, suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°014/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	14 110 000	14 110 000	14 110 000	0

No Engagement | Objet Engagement | Références Marchés

1	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels du Centre National de Transfusion Sanguine du Ministère de la Santé et du Développement Social, suivant mandat de délégation n°177 du 01/02/2021 et de la décision n°2021-002/MSDS-CNTS du 08/02/2021.	REGIE/PERSONNEL	14 110 000	14 110 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BDM SA		4 357 500	4 357 500	
	Personnel ECOBANK - MALI		830 000	830 000	
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		1 867 500	1 867 500	
	Personnel BANQUE ATLANTIQUE - MALI		830 000	830 000	
	Personnel CORIS BANK - MALI		207 500	207 500	
	Personnel BMS SA		1 867 500	1 867 500	
	Personnel BIM SA		622 500	622 500	
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		3 527 500	3 527 500	

990	**12-7-1960-0000-188-000000**	**GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2209	Prise en charge des activités opérationnelles du Centre National de Transfusion Sanguine dans le cadre de la Lutte contre la pandémie de la COVID 19, suivant Décision n°0126/MEF/DGB/SDEO/DN du 20/04/2021 et les lettres N°0633/MSDS/SG du 01/04/2021, N°1606/MEF/SG du 16/04/2021	7 937 042		0	7 937 042

No Engagement | Objet Engagement | Références Marchés

	REGIE/PERSONNEL			
Fournisseur/Régisseur				
		0	0	

990	**12-7-1960-0000-188-000000**	**GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2494	Prise en charge des activités opérationnelles du Centre National de Transfusion Sanguine dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID 19 au titre de la deuxième tranche, suivant lettres N°0794, 0802/MSDS/SG du 22/04/2021, N°01824/MEF/SG du 29/04/2021 et Décision N°0134/MEF/DGB/SDEO/DN du 03/05/2021	7 937 042		0	7 937 042

No Engagement | Objet Engagement | Références Marchés

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
627	**CENTRE NAT. DE TRANSFUSION SANGUINE (CNTS)**				
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
		REGIE/PERSONNEL			
Fournisseur/Régisseur					
			0	0	
	TOTAL SECTION	**29 984 084**	**14 110 000**	**14 110 000**	**15 874 084**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

629 HOPITAL DERMATOLOGIE DE BAMAKO

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
150	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels de la Structure du Ministère de la Santé et du Développement Social de l'Hôpital de Mali, suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°017/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	22 202 500	22 202 500	22 202 500	0

No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
1	PRISE EN CHARGE DE LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AU PERSONNELS DE LA MSDS SIUVANT DECISION N°002/MSDS-HDB/21 DU 11/02/2021	REGIE/PERSONNEL	22 202 500	22 202 500	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BANQUE INTERNATIONALE COMMERCE INDUSTRIE MALI		415 000	415 000	
	Personnel BOA SA		2 905 000	2 905 000	
	Personnel BIM SA		2 282 500	2 282 500	
	Personnel BDM SA		3 527 500	3 527 500	
	Personnel ECOBANK MALI		415 000	415 000	
	Personnel BMS SA		4 357 500	4 357 500	
	Personnel BNDA		7 470 000	7 470 000	
	Personnel ORABANK		207 500	207 500	
	Personnel UBA		207 500	207 500	
	Personnel BANQUE ATLANTIQUE		415 000	415 000	

990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2189	Prise en charge des activités opérationnelles de l'Hôpital de Dermatologie dans le cadre de la Lutte contre la pandémie de la COVID 19, suivant Décision n°0124/MEF/DGB/SDEO/DN du 20/04/2021 et les lettres N°0633/MSDS/SG du 01/04/2021, N°1606/MEF/SG du 16/04/2021	84 030 000	119 650 000	119 650 000	- 35 620 000

No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
2	PRISE EN CHARGE REGIE POUR CERTAINES DEPENSES URGENTES DE HDB SUIVANT DECISION N°2021/379/MSDS HDB DU 24/05/2021	REGIE/PERSONNEL	10 000 000	10 000 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	M.MAMOUTOU CISSE REGISSEUR D'AVANCES A L'HDB		10 000 000	10 000 000	
3	PRISE EN CHARGE PRIMES AUX PERSONNELS IMPLIQUEE DANS LE RIPOSTE CONTRE LA COVID-19 DU SITE HDB DU 01/01/2021 AU 30/06/2021 DE L'HDB SUIVANT DECISION N°2021/380/MSDS HDB DU 24/05/2021	REGIE/PERSONNEL	109 650 000	109 650 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel ECOBANK MALI		10 200 000	10 200 000	
	Personnel BANQUE ATLANTIQUE		1 560 000	1 560 000	
	Personnel BOA SA		14 400 000	14 400 000	

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
629	**HOPITAL DERMATOLOGIE DE BAMAKO**				
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BANQUE INTERNATIONALE COMMERCE INDUSTRIE MALI		1 800 000	1 800 000	
	Personnel BNDA		37 680 000	37 680 000	
	Personnel BMS SA		13 560 000	13 560 000	
	Personnel BIM SA		12 390 000	12 390 000	
	Personnel BDM SA		13 860 000	13 860 000	
	CORIS BANK		3 000 000	3 000 000	
	Personnel ORABANK		1 200 000	1 200 000	
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2473	Prise en charge des activités opérationnelles de l'Hôpital de Dermatologie dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID 19 au titre de la deuxième tranche, suivant lettres N°0794, 0802/MSDS/SG du 22/04/2021, N°01824/MEF/SG du 29/04/2021 et Décision N°0135/MEF/DGB/SDEO/DN du 03/05/2021	84 030 000		0	84 030 000
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
		REGIE/PERSONNEL			
	Fournisseur/Régisseur				
			0	0	
	TOTAL SECTION	**190 262 500**	**141 852 500**	**141 852 500**	**48 410 000**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
630	**AGENCE NATIONALE D'EVALUATION DES HOPITAUX**				
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
178	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels de l'Agence Nationale d'Evaluation des Hôpitaux du Ministère de la Santé et du Développement Social, suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°014/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	7 055 000	7 055 000	7 055 000	0

No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
1	PRISE EN CHARGE DE LA PRIME SPECIALE COVID 19 ACCORDEE AUX PERSONNELS DE L'ANEH SUIVANT LETTRES N° 027/MSDS/DFM DU 13 JANVIER 2021 N° 00303/MEF/SG DU 26 JANVIER 2021 ET DECISION N° 014/MEF/DGB/SDEO/DN DU 28 JANVIER 2021	REGIE/PERSONNEL	7 055 000	7 055 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	BOUBACAR SOUMOUNOU REGISSEUR D'AVANCES		207 500	207 500	
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A		622 500	622 500	
	Personnel ECOBANK - MALI		415 000	415 000	
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		207 500	207 500	
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		2 905 000	2 905 000	
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		1 037 500	1 037 500	
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		1 660 000	1 660 000	

TOTAL SECTION	**7 055 000**	**7 055 000**	**7 055 000**	**0**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE

632 INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)

990 12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE 60-1-2-12 Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes

161	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels de la Structure du Ministère de la Santé et du Développement Social de l'Institut Ophtalmologie Ttropicale d'Afrique, suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°017/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	28 635 000	28 635 000	28 635 000	0

No Engagement | Objet Engagement | Références Marchés

1	Décision N°0029 destinée au paiement des indemnités forfaitaires dues au personnel de l'IOTA pour les activités de prévention contre la CORONAVIRUS	REGIE/PERSONNEL	28 635 000	28 635 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BMS SA		7 262 500	7 262 500	
	Personnel ORABANK - MALI		207 500	207 500	
	Personnel BANQUE ATLANTIQUE - MALI		207 500	207 500	
	Personnel B.C.S.S.A. BAMAKO		207 500	207 500	
	Personnel BICIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET LINDUSTRIE AU MALI		207 500	207 500	
	Personnel BDM SA		3 735 000	3 735 000	
	Personnel BNDA		6 432 500	6 432 500	
	Personnel BOA SA		2 075 000	2 075 000	
	Personnel BIM SA		7 885 000	7 885 000	
	Personnel ECOBANQ MALI		415 000	415 000	

990 12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE 60-1-2-12 Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes

2188	Prise en charge des activités opérationnelles de l'Institut Ophtalmologie Propicale d'Afrique (IOTA) du Ministère de la Santé et du Développement Social dans le cadre de la Lutte contre la pandémie de la COVID 19, suivant Décision n°0124/MEF/DGB/SDEO/DN du 20/04/2021 et les lettres N°0633/MSDS/SG du 01/04/2021, N°1606/MEF/SG du 16/04/2021	6 000 000		0	6 000 000

No Engagement | Objet Engagement | Références Marchés

		REGIE/PERSONNEL			
	Fournisseur/Régisseur				
			0	0	

990 12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE 60-1-2-12 Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes

2472	Prise en charge des activités opérationnelles de l'Institut Ophtalmologie Tropicale d'Afrique dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID 19 au titre de la deuxième tranche, suivant lettres N°0794, 0802/MSDS/SG du 22/04/2021, N°01824/MEF/SG du 29/04/2021 et Décision N°0135/MEF/DGB/SDEO/DN du 03/05/2021	6 000 000		0	6 000 000

No Engagement | Objet Engagement | Références Marchés

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
632 INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)					
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
	REGIE/PERSONNEL				
Fournisseur/Régisseur					
			0	0	
TOTAL SECTION		**40 635 000**	**28 635 000**	**28 635 000**	**12 000 000**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

633 HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
152	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels de la Structure du Ministère de la Santé et du Développement Social de l'Hôpital de Kayes, suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°017/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	46 065 000	46 065 000	46 065 000	0

No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
1	PRISE EN CHARGE DE LA PRIME SPECIALE COVID 19 ACCORDEE AUX PERSONNELS DE LA STRUCTURE DU MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL DE L'HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES	REGIE/PERSONNEL	46 065 000	46 065 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		11 412 500	11 412 500	
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		12 450 000	12 450 000	
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A		1 245 000	1 245 000	
	Personnel BANQUE ATLANTIQUE - MALI		1 037 500	1 037 500	
	Personnel ECOBANK - MALI		1 660 000	1 660 000	
	Personnel BCI - BANQUE POUR LE COMMERCE ET L INDUSTRIE - MALI		207 500	207 500	
	Personnel BCS-BANQUE COMMERCIALE DU SAHEL S.A		622 500	622 500	
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		5 810 000	5 810 000	
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		11 412 500	11 412 500	
	Personnel BSIC - BANQUE SAHELO-SAHARIENNE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE S.A		207 500	207 500	

990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2190	Prise en charge des activités opérationnelles de l'Hôpital de Kayes dans le cadre de la Lutte contre la pandémie de la COVID 19, suivant Décision n°0124/MEF/DGB/SDEO/DN du 20/04/2021 et les lettres N°0633/MSDS/SG du 01/04/2021, N°1606/MEF/SG du 16/04/2021	31 500 000	31 500 000	0	31 500 000

No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
2	PRISE EN CHARGE DES PRIMES DE GARDE COVID 19 DES MOIS DE DECEMBRE 2020 , JANVIER , FEVRIER ET MARS 2021 POUR LE COMPTE DE L'HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES.	REGIE/PERSONNEL	7 696 500		
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		1 704 000	0	
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		1 434 000	0	
	Personnel BSIC - BANQUE SAHELO-SAHARIENNE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE S.A		265 500	0	
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		747 000	0	
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		3 163 500	0	
	Personnel ECOBANK - MALI		382 500	0	

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
633 HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES					
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
3	PRISE EN CHARGE DES PRIMES DE GARDE DES AGENTS DE TRI (PRISE DE TEMPERATURE) DES MOIS DE DECEMBRE 2020 , JANVIER , FEVRIER ET MARS 2021 POUR LE COMPTE DE L'HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES.	REGIE/PERSONNEL	1 904 000		
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		1 904 000	0	
4	ACHAT DE CARBURANT DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE LA COVID 19 POUR LE COMPTE DE L'HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES POUR LE PREMIER TRIMESTRE 2021	REGIE/PERSONNEL	9 000 000		
	Fournisseur/Régisseur				
	AMADOU DIOP		9 000 000	0	
5	PRISE EN CHARGE DE LA RESTAURATION DES PERSONNES INTERNES ET DES MEDECINS ACCOMPAGNANT POUR COVID 19 POUR LES MOIS DE (JANVIER FEVRIL MARS ET AVRIL 2021) PREMIERE TRANCHE DU CONTRAT SUR BUDGET D'ETAT.	REGIE/PERSONNEL	6 125 000		
	Fournisseur/Régisseur				
	MA TRAORE		6 125 000	0	
6	PRISE EN CHARGE DES PRIMES DE GARDE COVID 19 DES MOIS DE (de decembre 2020 ; janvier 2021 ; fevrier 2021; mars2021) POUR LE COMPTE DE L'HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES	REGIE/PERSONNEL	- 7 696 500		
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BSIC - BANQUE SAHELO-SAHARIENNE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE S.A		- 265 500	0	
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		- 1 704 000	0	
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		- 1 434 000	0	
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		- 747 000	0	
	Personnel ECOBANK - MALI		- 382 500	0	
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		- 3 163 500	0	
7	PRISE EN CHARGE DES PRIMES DE GARDE DES AGENTS DE TRI (PRISE DE TEMPERATURE) DES MOIS DE DECEMBRE 2020 ; JANVIER FEVRIER ET MARS 2021 POUR LE COMPTE DE L'HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES	REGIE/PERSONNEL	- 1 904 000		
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		- 1 904 000	0	
8	PRISE EN CHARGE DE FORFAIT D'INDEMNITE DE GARDE COVID 19 DES MOIS DE (de decembre 2020 ; janvier 2021 ; fevrier 2021; mars2021) POUR LE COMPTE DE L'HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES	REGIE/PERSONNEL	15 393 000		
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		3 408 000	0	

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
633 HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES					
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		2 868 000	0	
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		1 494 000	0	
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		6 327 000	0	
	Personnel BSIC - BANQUE SAHELO-SAHARIENNE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE S.A		531 000	0	
	Personnel ECOBANK - MALI		765 000	0	
9	PRISE EN CHARGE DES PRIMES DE GARDE DES AGENTS DE TRI (PRISE DE TEMPERATURE) DES MOIS DE DECEMBRE 2020 ; JANVIER 2021 POUR LE COMPTE DE L'HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES	REGIE/PERSONNEL	982 000		
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		982 000	0	
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2474	Prise en charge des activités opérationnelles de l'Hôpital de Kayes dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID 19 au titre de la deuxième tranche, suivant lettres N°0794, 0802/MSDS/SG du 22/04/2021, N°01824/MEF/SG du 29/04/2021 et Décision N°0135/MEF/DGB/SDEO/DN du 03/05/2021	31 500 000	5 622 000	0	31 500 000
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
10	PRISE EN CHARGE DE PRIMES DE GARDES ET INDEMNITES COVID 19 POUR LE MOIS D'AVRIL 2021	REGIE/PERSONNEL	4 256 000		
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		1 590 000	0	
	Personnel ECOBANK - MALI		180 000	0	
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		840 000	0	
	Personnel BSIC - BANQUE SAHELO-SAHARIENNE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE S.A		180 000	0	
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		776 000	0	
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		690 000	0	
11	PRISE EN CHARGE FRAIS DE GARDE DES AGENTS DE TRI DU MOIS DE FEVRIER AU MOIS D'AVRIL 2021	REGIE/PERSONNEL	1 366 000		
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		1 366 000	0	
	TOTAL SECTION	**109 065 000**	**83 187 000**	**46 065 000**	**63 000 000**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

634 HOPITAL DE SIKASSO

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
153	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels de la Structures du Ministère de la Santé et du Développement Social de l'Hôpital de Sikasso, suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°0017/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2020	45 235 000	45 234 915	45 234 915	85
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
1	PRISE EN CHARGE RELATIVE A LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AUX PERSONNELS EN SERVICE AU MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL AU COMPTE DE L' HÔPITAL DE SIKASSO SUIVANT LE DECRET N°2020-0407 / PT-RM DU 31 DECEMBRE 2020.	REGIE/PERSONNEL	45 234 915	45 234 915	
	Fournisseur/Régisseur				
			0	0	
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2191	Prise en charge des activités opérationnelles de l'Hôpital de Sikasso dans le cadre de la Lutte contre la pandémie de la COVID 19, suivant Décision n°0124/MEF/DGB/SDEO/DN du 20/04/2021 et les lettres N°0633/MSDS/SG du 01/04/2021, N°1606/MEF/SG du 16/04/2021	9 740 927		0	9 740 927
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
		REGIE/PERSONNEL			
	Fournisseur/Régisseur				
			0	0	
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2475	Prise en charge des activités opérationnelles de l'Hôpital de Sikasso dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID 19 au titre de la deuxième tranche, suivant lettres N°0794, 0802/MSDS/SG du 22/04/2021, N°01824/MEF/SG du 29/04/2021 et Décision N°0135/MEF/DGB/SDEO/DN du 03/05/2021	9 740 927		0	9 740 927
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
		REGIE/PERSONNEL			
	Fournisseur/Régisseur				
			0	0	
	TOTAL SECTION	**64 716 854**	**45 234 915**	**45 234 915**	**19 481 939**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
635	**HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU**				
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
156	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels de la Structure du Ministère de la Santé et du Développement Social de l'Hôpital de Ségou, suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°017/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	64 740 000	63 702 500	63 702 500	1 037 500
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
1	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels de la Structure du Ministère de la Santé et du Développement Social de l'Hôpital de Ségou, suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°017/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	REGIE/PERSONNEL	63 702 500	63 702 500	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		8 507 500	8 507 500	
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A		6 017 500	6 017 500	
	Personnel CORIS BANK - MALI		207 500	207 500	
	Personnel BSIC - BANQUE SAHELO-SAHARIENNE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE S.A		830 000	830 000	
	Personnel BCS-BANQUE COMMERCIALE DU SAHEL S.A		207 500	207 500	
	Personnel ECOBANK - MALI		3 735 000	3 735 000	
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		11 827 500	11 827 500	
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		7 885 000	7 885 000	
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		23 862 500	23 862 500	
	Personnel BANQUE ATLANTIQUE - MALI		622 500	622 500	
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2192	Prise en charge des activités opérationnelles de l'Hôpital de Ségou dans le cadre de la Lutte contre la pandémie de la COVID 19, suivant Décision n°0124/MEF/DGB/SDEO/DN du 20/04/2021 et les lettres N°0633/MSDS/SG du 01/04/2021, N°1606/MEF/SG du 16/04/2021	23 085 048		0	23 085 048
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
		REGIE/PERSONNEL			
	Fournisseur/Régisseur				
			0	0	
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2476	Prise en charge des activités opérationnelles de l'Hopital de Ségou dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID 19 au titre de la deuxième tranche, suivant lettres N°0794, 0802/MSDS/SG du 22/04/2021, N°01824/MEF/SG du 29/04/2021 et Décision N°0135/MEF/DGB/SDEO/DN du 03/05/2021	23 085 048		0	23 085 048
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
635 HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU					
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
	REGIE/PERSONNEL				
Fournisseur/Régisseur					
			0	0	
TOTAL SECTION		**110 910 096**	**63 702 500**	**63 702 500**	**47 207 596**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE

636 HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI

990	**12-7-1960-0000-188-000000**	**GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
157	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels de la Structure du Ministère de la Santé et du Développement Social de l'Hôpital de Mopti, suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°017/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	40 877 500	40 877 500	39 632 500	1 245 000

No Engagement | Objet Engagement | Références Marchés

1	ETAT DE PAIEMENT POUR LA PRISE EN CHARGE DE LA PRIME SPECIALE COVID - 19 ACCORDEE AUX PERSONNELS DE L'HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI.	REGIE/PERSONNEL	40 877 500	39 632 500
	Fournisseur/Régisseur			
	SINALY YOSSI		40 877 500	39 632 500

990	**12-7-1960-0000-188-000000**	**GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2182	Prise en charge d'une ligne électrique prioritaire de l'Hôpital Sominé DOLO de Mopti, suivant Décision n°0123/MEF/DGB/SDEO/DN du 20/04/2021et les lettres N°0630/MSDS/SG du 01/04/2021, N°1641/MEF/SG du 16/04/2021	270 000 000		0	270 000 000

No Engagement | Objet Engagement | Références Marchés

		REGIE/PERSONNEL		
	Fournisseur/Régisseur			
			0	0

990	**12-7-1960-0000-188-000000**	**GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2193	Prise en charge des activités opérationnelles de l'Hôpital de Mopti dans le cadre de la Lutte contre la pandémie de la COVID 19, suivant Décision n°0124/MEF/DGB/SDEO/DN du 20/04/2021 et les lettres N°0633/MSDS/SG du 01/04/2021, N°1606/MEF/SG du 16/04/2021	12 950 000		0	12 950 000

No Engagement | Objet Engagement | Références Marchés

		REGIE/PERSONNEL		
	Fournisseur/Régisseur			
			0	0

990	**12-7-1960-0000-188-000000**	**GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2477	Prise en charge des activités opérationnelles de l'Hôpital de Mopti dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID 19 au titre de la deuxième tranche, suivant lettres N°0794, 0802/MSDS/SG du 22/04/2021, N°01824/MEF/SG du 29/04/2021 et Décision N°0135/MEF/DGB/SDEO/DN du 03/05/2021	12 950 000		0	12 950 000

No Engagement | Objet Engagement | Références Marchés

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
636 HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI					
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
	REGIE/PERSONNEL				
Fournisseur/Régisseur					
			0	0	
TOTAL SECTION		**336 777 500**	**40 877 500**	**39 632 500**	**297 145 000**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE

637 HOPITAL DE TOMBOUCTOU

990 12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE — **60-1-2-12 Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**

158	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels de la Structure du Ministère de la Santé et du Développement Social de l'Hôpital de Tombouctou, suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°017/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	29 257 500	29 257 500	29 257 500	0

No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
1	PRISE EN CHARGE DES ETATS DE PAIEMENT RELATIFS AUX PRIMES SPECIALES COVID-19 ACCORDEES AUX PERSONNELS DE L'HOPITAL DE TOMBOUCTOU FONDS DE L'ETAT.	REGIE/PERSONNEL	28 635 000	28 635 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		10 997 500	10 997 500	
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		9 752 500	9 752 500	
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		2 490 000	2 490 000	
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		3 112 500	3 112 500	
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A		1 660 000	1 660 000	
	Personnel BSIC - BANQUE SAHELO-SAHARIENNE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE S.A		207 500	207 500	
	Personnel ECOBANK - MALI		415 000	415 000	
2	PRISE EN CHARGE ETAT DE PAIEMENT RELATIF AUX PRIMES SPECIALES COVID-19 ACCORDEES AUX PERSONNELS DE L'HOPITAL DE TOMBOUCTOU FONDS DE L'ETAT.	REGIE/PERSONNEL	622 500	622 500	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		622 500	0	

990 12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE — **60-1-2-12 Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**

2194	Prise en charge des activités opérationnelles de l'Hôpital de Tombouctou dans le cadre de la Lutte contre la pandémie de la COVID 19, suivant Décision n°0124/MEF/DGB/SDEO/DN du 20/04/2021 et les lettres N°0633/MSDS/SG du 01/04/2021, N°1606/MEF/SG du 16/04/2021	31 767 491	13 000 339	13 000 339	18 767 152

No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
3	PRISE EN CHARGE FACTURE PROFORMA RELATIVE A L'ACHAT DE CARBURANT.	REGIE/PERSONNEL	13 000 339	13 000 339	
	Fournisseur/Régisseur				
	GUIMBA SARL .		13 000 339	0	

990 12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE — **60-1-2-12 Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**

2478	Prise en charge des activités opérationnelles de l'Hôpital de Tombouctou dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID 19 au titre de la deuxième tranche, suivant lettres N°0794, 0802/MSDS/SG du 22/04/2021, N°01824/MEF/SG du 29/04/2021 et Décision N°0135/MEF/DGB/SDEO/DN du 03/05/2021	31 767 491		0	31 767 491

No Engagement Objet Engagement Références Marchés

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
637 HOPITAL DE TOMBOUCTOU					
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
	REGIE/PERSONNEL				
Fournisseur/Régisseur					
			0	0	
TOTAL SECTION		**92 792 482**	**42 257 839**	**42 257 839**	**50 534 643**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

638 HOPITAL DE GAO

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
159	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels de la Structure du Ministère de la Santé et du Développement Social de l'Hôpital de Gao, suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°017/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	7 677 500		0	7 677 500
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
	REGIE/PERSONNEL				
	Fournisseur/Régisseur				
			0	0	
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2195	Prise en charge des activités opérationnelles de l'Hôpital de Gao dans le cadre de la Lutte contre la pandémie de la COVID 19, suivant Décision n°0124/MEF/DGB/SDEO/DN du 20/04/2021 et les lettres N°0633/MSDS/SG du 01/04/2021, N°1606/MEF/SG du 16/04/2021	16 000 000		0	16 000 000
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
	REGIE/PERSONNEL				
	Fournisseur/Régisseur				
			0	0	
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2480	Prise en charge des activités opérationnelles de l'Hôpital de Gao dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID 19 au titre de la deuxième tranche, suivant lettres N°0794, 0802/MSDS/SG du 22/04/2021, N°01824/MEF/SG du 29/04/2021 et Décision N°0135/MEF/DGB/SDEO/DN du 03/05/2021	16 000 000		0	16 000 000
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
	REGIE/PERSONNEL				
	Fournisseur/Régisseur				
			0	0	
	TOTAL SECTION	**39 677 500**		**0**	**39 677 500**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE

661 AGENCE MALIENNE DE LA MUTUALITE SOCIALE

990	**12-7-1960-0000-188-000000**	**GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
186	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels de l'Agence Malenne de la Mutualité Sociale du Ministère de la Santé et du Développement Social, suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°014/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	2 697 500	2 697 500	2 697 500	0

No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
1	PRISE EN CHARGE DE LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AUX PERSONNELS DE L'AGENCE MALIENNE DE LA MUTUALITE SOCIALE (AMAMUS), SUIVANT DECISION N°001/MSDS-AMAMUS DU 16/02/2020.	REGIE/PERSONNEL	2 697 500	2 697 500	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BMS SA		2 075 000	2 075 000	
	Personnel BOA SA		207 500	207 500	
	Personnel BIM SA		207 500	207 500	
	Personnel BNDA		207 500	207 500	

TOTAL SECTION	**2 697 500**	**2 697 500**	**2 697 500**	**0**

665 OFFICE NATIONAL DES PUPILLES EN REPUBLIQUE DU MALI

990	**12-7-1960-0000-188-000000**	**GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
213	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels de l'Office Nationale des Pupilles en République du Mali du Ministère de la Santé et du Développement Social, suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°014/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	3 527 500	2 490 000	2 490 000	1 037 500

No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
1	PRISE EN CHARGE DE LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AUX PERSONNELS DE L'OFFICE NATIONAL DES PUPILLES EN REPUBLIQUE DU MALI (ONAPUMA) DU MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL, SUIVANT DECISION N°004/MSDS-ONAPUMA DU 19/02/2021 ET MANDAT DE DELEGATION N° 213 DU 01/02/2021.	REGIE/PERSONNEL	2 490 000	2 490 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A		207 500	207 500	
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		622 500	622 500	
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		622 500	622 500	
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		1 037 500	1 037 500	

TOTAL SECTION	**3 527 500**	**2 490 000**	**2 490 000**	**1 037 500**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

666 INSTITUT D'ETUDE & RECHERCHE EN GERONTO-GERIATRIE

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
179	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels dde l'Institut d'Etiude et de Rec herche en Geronto-geriatrie du Ministère de la Santé et du Développement Social, suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°014/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	7 055 000	7 055 000	7 055 000	0

No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
1	PRISE EN CHARGE DE LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AUX PERSONNELS DE L'IERGG-MA SUIVANT DECRET N°2020-0407 FIXANT LE MONTANT DE LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AUX PERSONNELS EN SERVICE AU MSDS ET AU MSPC DU 31 DECEMBRE 2020 ET LA DECISION N°2021-04/MSDS-IERGG-MA DU 10 FEVRIER 2021.	REGIE/PERSONNEL	7 055 000	7 055 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BNDA		207 500	207 500	
	Personnel BMS		3 320 000	3 320 000	
	Personnel ORABANK		207 500	207 500	
	Personnel BOA		2 697 500	2 697 500	
	Personnel BDM		622 500	622 500	

TOTAL SECTION	**7 055 000**	**7 055 000**	**7 055 000**	**0**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
667	**CENTRE NATIONAL D'APPUI PROMOTION ECONOMIE SOCIALE & SOLIDAIRE**				
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
183	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels du Centre National d'Appui Promotion Economie Sociale et Solidaire du Ministère de la Santé et du Développement Social , suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°014/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	3 735 000	3 735 000	3 735 000	0
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
1	PRISE EN CHARGE DE LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AUX PERSONNELS DU CNAPESS ET DU MSDS SUIVANT DECISION N°01/MSDS-CNAPESS DU 16/02/2021	REGIE/PERSONNEL	3 735 000	3 735 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BANQUE ATLANTIQUE		207 500	207 500	
	Personnel BIM SA		207 500	207 500	
	Personnel BMS SA		1 867 500	1 867 500	
	Personnel BNDA		415 000	415 000	
	Personnel BDM SA		830 000	830 000	
	Personnel BOA SA		207 500	207 500	
	TOTAL SECTION	**3 735 000**	**3 735 000**	**3 735 000**	**0**
677	**FONDATION POUR LA SOLIDARITE**				
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
236	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels de la Fondation pour la Solidarité du Ministère de la Santé et du Développement Social , suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°014/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	2 905 000	2 905 000	2 905 000	0
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
1	PRISE EN CHARGE DE LA PRIME SPECIALE COVID-19 DE LMA FONDATION POUR LA SOLIDARITE SUIVANT MANDAT DE DELEGATION N°236/MEF-DGB DU 01/02/2021 ET DECSION N°000002/MSDS-FS-2021 DU 09/02/2021.	REGIE/PERSONNEL	2 905 000	2 905 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BOA SA		622 500	622 500	
	Personnel BDM SA		207 500	207 500	
	Personnel BSIC SA		207 500	207 500	
	Personnel BMS SA		622 500	622 500	
	Personnel BNDA		1 245 000	1 245 000	
	TOTAL SECTION	**2 905 000**	**2 905 000**	**2 905 000**	**0**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE

678 CENTRE D'ORTHOPEDIE & D'APPAREILLAGE

990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
185	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels du Centre d'Orthopédie et d'Appareillage du Ministère de la Santé et du Développement Social , suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°016/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	18 055 000	17 845 000	17 845 000	210 000

No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
1	Prise en charge de la prime spéciale COVID-19 accordée aux persnnels du CNAOM suivant décision N°000007/MSDS/DG-CNAOM-2021 du 08 Février 2021	07/MSDS-DG-CNAOM2021	17 845 000	17 845 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel Personnel CNAOM BMS.sa		3 735 000	3 735 000	
	Personnel Personnel CNAOM-BNDA		3 112 500	3 112 500	
	Personnel Personnel CNAOM-BISC		207 500	207 500	
	Personnel Personnel CNAOM-ECOBANK		830 000	830 000	
	Personnel Personnel CNAOM BIM.sa		2 075 000	2 075 000	
	Personnel Personnel CNAOM-BDM.sa		2 075 000	2 075 000	
	Personnel Personnel CNAOM Bank Of Africa		5 810 000	5 810 000	

990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2212	Prise en charge des activités opérationnelles du Centre National d'Appareil d'Orthopédie et d'Appareillage du Mali dans le cadre de la Lutte contre la pandémie de la COVID 19, suivant Décision n°0126/MEF/DGB/SDEO/DN du 20/04/2021 et les lettres N°0633/MSDS/SG du 01/04/2021, N°1606/MEF/SG du 16/04/2021	12 773 638	25 547 276	25 547 276	- 12 773 638

No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
2	Portant mise à disponition de credits pour compte du CNAOM pour la prise en charge des activités opérationnelles du CNAOM dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID-19 suivant Décision N° 000027/MSDS-DG-CNAOM du 07/05/2021	7/MSDS-DG-CNAOM-2021	25 547 276	25 547 276	
	Fournisseur/Régisseur				
	Centre National d'Appareillage Orthopédique du Mali		25 547 276	0	

990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2497	Prise en charge des activités opérationnelles du Centre National d'Appareillage d'Orthopédie du Mali dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID 19 au titre de la deuxième tranche, suivant lettres N°0794, 0802/MSDS/SG du 22/04/2021, N°01824/MEF/SG du 29/04/2021 et Décision N°0134/MEF/DGB/SDEO/DN du 03/05/2021	12 773 638		0	12 773 638

No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
		REGIE/PERSONNEL			
	Fournisseur/Régisseur				
		1108	0	0	

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
678	**CENTRE D'ORTHOPEDIE & D'APPAREILLAGE**				
	TOTAL SECTION	**43 602 276**	**43 392 276**	**43 392 276**	**210 000**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE

720 MINISTERE DES MINES DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

720	**32-6-2006-2130-001-700000**	**PROGRAMME URGENCE AEP. MILIEU RURAL**	**21-1-1-17**	**Fonctionnement lié à l'investissement**		
633	Ouverture de crédits de subvention de la SOMAGEP-SA pour la prise en charge de nouveaux centres intégrés dans le périmètre de concession dans le cadre de la mise en oeuvre du Programme Présidentiel d'Urgences Sociales au titre de 2021, suivant les lettres Confidentielles N° 000015/MMEE/SG du 28/01/2021 et N° 0175/MEF-SG du 18/02/2021.	5 000 000	5 000 000	5 000 000	0

No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
1	DECISION N° 2021-000049/MMEE SG DU 22 FEVRIER 2021 RELATIVE A LA PRISE EN CHARGE DES NOUVEAUX CENTRES INTEGRES DANS LE PERIMETRE DE CONCESSION DANS LE CADRE DE LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME PRESIDENTIEL D'URGENCES SOCIALES AU TITRE DE 2021SVT MDT DE DELEGATION N°633 DU 19 FEVRIER 2021	2021 000049	5 000 000	5 000 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	SOCIETE MALIENNE DE GESTION DE L'EAU POTABLE		5 000 000	5 000 000	

720	**32-6-2006-2130-001-700000**	**PROGRAMME URGENCE AEP. MILIEU RURAL**	**23-5-1-02**	**Dépenses en Investissement**		
633	Ouverture de crédits de subvention de la SOMAGEP-SA pour la prise en charge de nouveaux centres intégrés dans le périmètre de concession dans le cadre de la mise en oeuvre du Programme Présidentiel d'Urgences Sociales au titre de 2021, suivant les lettres Confidentielles N° 000015/MMEE/SG du 28/01/2021 et N° 0175/MEF-SG du 18/02/2021.	3 725 000 000	3 725 000 000	3 725 000 000	0

No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
1	DECISION N° 2021-000048/MMEE SG DU 22 FEVRIER 2021 RELATIVE A LA PRISE EN CHARGE DES NOUVEAUX CENTRES INTEGRE DANS LE PERIMETRE DE CONCESSION DANS LE CADRE DE LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME PRESIDENTIEL D'URGENCES SOCIALES AU TITRE DE 2021 SVT MDT DE DELEGATION N°633 DU 19 FEVRIER 2021	2021 000048	3 725 000 000	3 725 000 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	SOCIETE MALIENNE DE GESTION DE L'EAU POTABLE		3 725 000 000	3 725 000 000	

720	**32-6-2006-2130-001-700000**	**PROGRAMME URGENCE AEP. MILIEU RURAL**	**23-5-1-02**	**Dépenses en Investissement**		
1120	Ouverture de crédits pour la prise en charge de rembourdement de coût de la facturation des consommations d'électricité suite à l'application des mesures de riposte contre la maladie à coronavirus pour le mois de décembre 2020, suivant les lettres N°0322/MMEE-SG du 19/02/2021 et N°1036/MEF-SG du 10/03/2021.	1 751 604 656		0	1 751 604 656

No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
	REGIE/PERSONNEL				
	Fournisseur/Régisseur				
			0	0	

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

720 MINISTERE DES MINES DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
720 32-6-2018-3109-001-000000	**PROG. URGENCE SOCIALE ACCES A L'ENERGIE/ CENTRALE SOLAIRE**	**23-5-1-02**	**Dépenses en Investissement**		
1120	Ouverture de crédits pour la prise en charge de rembourdement de coût de la facturation des consommations d'électricité suite à l'application des mesures de riposte contre la maladie à coronavirus pour le mois de décembre 2020, suivant les lettres N°0322/MMEE-SG du 19/02/2021 et N°1036/MEF-SG du 10/03/2021.	2 185 000 000		0	2 185 000 000

No Engagement | Objet Engagement | Références Marchés

REGIE/PERSONNEL			
Fournisseur/Régisseur			
	0	0	

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
720 32-6-2006-2130-001-700000	**PROGRAMME URGENCE AEP. MILIEU RURAL**	**23-5-1-02**	**Dépenses en Investissement**		
1895	Ouverture de crédits pour la prise en charge de renboursement du coût de la facturation des consommations d'eau suité à l'application des mesures de riposte contre la maladie à coronavirus pour le mois de décembre 2020 et de janvier 2021,suivant les lettres N°00483/MMEE-SG du 16/03/2021 et N°01451/MEF-SG du 06/04/2021.	993 592 370		0	993 592 370

No Engagement | Objet Engagement | Références Marchés

REGIE/PERSONNEL			
Fournisseur/Régisseur			
	0	0	

TOTAL SECTION	**8 660 197 026**	**3 730 000 000**	**3 730 000 000**	**4 930 197 026**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
850	**COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE**				
850	**31-3-2017-0284-001-000000 SECRETARIAT TECHNIQUE ET FINANCIER DU DNSA**		**60-1-3-04**	**Stock de sécurité alimentaire**	
1	Arrêté n° 3188/MEF-SG du 30/12/2020 portant ouverture des credits du premier semestre du budget d'Etat 2021.	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	0
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
1	Au profit du commissariat à la sécurité alimentaire, destiné à la prise en charge de la reconstitution du stock de sécurité alimentaire au titre de l'année 2021suivant décision n°2021-0046 PR-CSA du 08/02/2021.	n°2021-0046 PR-CSA	2 500 000 000	2 500 000 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel Secretariat Technique et Financier du Dispositif National de Sécurité Alimentaire		2 500 000 000	2 500 000 000	
2	Au profit du commissariat à la sécurité alimentaire, destiné à la prise en charge de la reconstitution du stock de sécurité alimentaire au titre de l'année 2021suivant décision n°2021-0051 PR-CSA du 08/02/2021.	n°2021-0051 PR-CSA	2 500 000 000	2 500 000 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Secrétariat Technique et Financier du DNSA		2 500 000 000	2 500 000 000	
990	**12-7-1960-0000-174-000000 Subventions non classées**		**64-5-1-02**	**Filet social**	
1792	Prise en charge des dépenses relatives à l'achat de mil et de sorgho au titre du 1er semestre 2021, suivant les lettres n°242/PM-CAB du 18 février 2021, n°00885/MEF-SG du 03 mars 2021, n°010/PR-CSA du 09 mars 2021 et la Décision n°098/MEF-DGB-SDEO-DN du 01 avril 2021 (voir détail au verso).	2 500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	0
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
1	Au profit du Commissariat à la Sécurité Alimentaire, destiné à la prise en charge des dépenses relatives à l'achat de sorgho au titre du premier semestre 2021 (filet Social) suivant mandat de délégation n°1792 du 01 avril 2021et la décision n°2021-0099 PR-CSA du 08/04/2021.	2021-0099PR-CSA	1 000 000 000	1 000 000 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel Secretariat Technique et Financier du Dispositif National de Sécurité Alimentaire		1 000 000 000	1 000 000 000	
2	Au profit du Commissariat à la Sécurité Alimentaire, destiné à la prise en charge des dépenses relatives à l'achat de Mil au titre du premier semestre 2021 (filet Social) suivant mandat de délégation n°1792 du 01 avril 2021et la décision n°2021-0100 PR-CSA du 08/04/2021.	2021-0100-PR-CSA	1 500 000 000	1 500 000 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Secrétariat Technique et Financier du DNSA		1 500 000 000	1 500 000 000	
990	**12-7-1960-0000-174-000000 Subventions non classées**		**64-5-1-02**	**Filet social**	
2566	Prise en charge du transport du stock national de sécurité alimentaire vers les populations vulnérables, suivant la lettre N°2021-0016-PR-CSA du 09/04/2021 et la décision N°2021/0143/MEF/DGB/SDEO-DN du 05/05/2021 (voir détail au verso).	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
850	**COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE**				
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
3	Au profit du Commissariat à la Sécurité Alimentaire, destiné à la prise en charge des dépenses relatives au transport du stock national de sécurité vers les populations vulnérables au titre de l'année 2021 (filet Social) suivant mandat de délégation n°2566 du 05 mai 2021et la décision n°2021-0117 PR-CSA du 10/05/2021.	2021 0117 PR-CSA	500 000 000	500 000 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Secrétariat Technique et Financier du DNSA		500 000 000	0	
	TOTAL SECTION	**8 000 000 000**	**8 000 000 000**	**8 000 000 000**	**0**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
900 DISTRICT DE BAMAKO					
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**		**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**	
144	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels de la Direction Régionale de la Santé et du Développement Social du District de Bamako, suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°016/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	649 890 000	636 610 000	622 085 000	27 805 000

No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
1	ETAT POUR SERVIR AU PAIEMENT DE LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AUX PERSONNELS EN SERVICE A LA DIRECTION REGIONALE DE LA SANTE DU DISTRICT DE BAMAKO SUIVANT DECRET N° 2020-0407/PT-RM DU 31/12/2020 ET MANDAT DE DELEGATION N° 144 DU 29/01/2021.	REGIE/PERSONNEL	14 525 000		
	Fournisseur/Régisseur				
	ISMAILA DOUCOURE		14 525 000	0	
2	ETAT POUR SERVIR AU PAIEMENT DE LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AUX PERSONNELS EN SERVICE AU DISTRICT SANITAIRE DE LA COMMUNE III DU DISTRICT DE BAMAKO SUIVANT DECRET N° 2020-0407/PT-RM DU 31/12/2020 ET MANDAT DE DELEGATION N° 144 DU 29/01/2021.	REGIE/PERSONNEL	72 625 000		
	Fournisseur/Régisseur				
	MAMOUTOU SOW CIII		72 625 000	0	
3	ETAT POUR SERVIR AU PAIEMENT DE LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AUX PERSONNELS EN SERVICE A LA DIRECTION REGIONALE ET AUX SERVICES LOCAUX DU DEVELOPPEMENT SOCIAL ET DE L'ECONOMIE SOLIDAIRE DU DISTRICT DE BAMAKO SUIVANT DECRET N° 2020-0407/PT-RM DU 31/12/2020 ET MANDAT DE DELEGATION N° 144 DU 29/01/2021.	REGIE/PERSONNEL	27 390 000		
	Fournisseur/Régisseur				
	FRANCOISE EUGENIE SIDIBE BILLETEUR DRDSES		27 390 000	0	
4	ETAT POUR SERVIR AU PAIEMENT DE LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AUX PERSONNELS EN SERVICE AU DISTRICT SANITAIRE DE LA COMMUNE II DU DISTRICT DE BAMAKO SUIVANT DECRET N° 2020-0407/PT-RM DU 31/12/2020 ET MANDAT DE DELEGATION N° 144 DU 29/01/2021.	REGIE/PERSONNEL	75 115 000		
	Fournisseur/Régisseur				
	MODIBO HAIDARA CII		75 115 000	0	
5	ETAT POUR SERVIR AU PAIEMENT DE LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AUX PERSONNELS EN SERVICE AU DISTRICT SANITAIRE DE LA COMMUNE II DU DISTRICT DE BAMAKO SUIVANT DECRET N° 2020-0407/PT-RM DU 31/12/2020 ET MANDAT DE DELEGATION N° 144 DU 29/01/2021.	REGIE/PERSONNEL	2 490 000		
	Fournisseur/Régisseur				
	MODIBO HAIDARA CII		2 490 000	0	

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
900 DISTRICT DE BAMAKO					
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
6	ETAT POUR SERVIR AU PAIEMENT DE LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AUX PERSONNELS EN SERVICE AU DISTRICT SANITAIRE DE LA COMMUNE V DU DISTRICT DE BAMAKO SUIVANT DECRET N° 2020-0407/PT-RM DU 31/12/2020 ET MANDAT DE DELEGATION N° 144 DU 29/01/2021.	REGIE/PERSONNEL	123 877 500		
	Fournisseur/Régisseur				
	MOHAMED COULIBALY CV		123 877 500	0	
7	ETAT POUR SERVIR AU PAIEMENT DE LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AUX PERSONNELS EN SERVICE AU DISTRICT SANITAIRE DE LA COMMUNE VI DU DISTRICT DE BAMAKO SUIVANT DECRET N° 2020-0407/PT-RM DU 31/12/2020 ET MANDAT DE DELEGATION N° 144 DU 29/01/2021.	REGIE/PERSONNEL	124 085 000		
	Fournisseur/Régisseur				
	Hamadoun S BORE CVI		124 085 000	0	
8	ETAT POUR SERVIR AU PAIEMENT DE LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AUX PERSONNELS EN SERVICE AU DISTRICT SANITAIRE DE LA COMMUNE IV DU DISTRICT DE BAMAKO SUIVANT DECRET N° 2020-0407/PT-RM DU 31/12/2020 ET MANDAT DE DELEGATION N° 144 DU 29/01/2021.	REGIE/PERSONNEL	100 015 000		
	Fournisseur/Régisseur				
	FATOUMATA KARANTAO CIV		100 015 000	0	
9	ETAT POUR SERVIR AU PAIEMENT DE LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AUX PERSONNELS EN SERVICE AU DISTRICT SANITAIRE DE LA COMMUNE I DU DISTRICT DE BAMAKO SUIVANT DECRET N° 2020-0407/PT-RM DU 31/12/2020 ET MANDAT DE DELEGATION N° 144 DU 29/01/2021.	REGIE/PERSONNEL	94 205 000		
	Fournisseur/Régisseur				
	MALICK BERTHE CSREF CI		94 205 000	0	
11	ETAT DE VIREMENT POUR SERVIR AU PAIEMENT DE LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AUX PERSONNELS EN SERVICE A LA DIRECTION REGIONALE DE LA SANTE DU DISTRICT DE BAMAKO SUIVANT DECRET N° 2020-0407/PT-RM DU 31/12/2020 ET MANDAT DE DELEGATION N° 144 DU 29/01/2021.	REGIE/PERSONNEL	14 525 000	14 525 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		1 867 500	1 867 500	
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A		1 867 500	1 867 500	
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		1 037 500	1 037 500	
	Personnel BANQUE ATLANTIQUE - MALI		207 500	207 500	
	Personnel ECOBANK - MALI		830 000	830 000	
	Personnel BCI - BANQUE POUR LE COMMERCE ET L INDUSTRIE - MALI		207 500	207 500	
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		3 735 000	3 735 000	

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet		MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
900 DISTRICT DE BAMAKO						
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés				
	Fournisseur/Régisseur					
	Personnel BSIC - BANQUE SAHELO-SAHARIENNE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE S.A			1 037 500	1 037 500	
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE			3 735 000	3 735 000	
12	desengagement	REGIE/PERSONNEL		- 94 205 000		
	Fournisseur/Régisseur					
	MALICK BERTHE CSREF CI			- 94 205 000	0	
13	desengagement	REGIE/PERSONNEL		- 100 015 000		
	Fournisseur/Régisseur					
	FATOUMATA KARANTAO CIV			- 100 015 000	0	
14	ETAT POUR SERVIR AU PAIEMENT DE LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AUX PERSONNELS EN SERVICE AU DISTRICT SANITAIRE DE LA COMMUNE I DU DISTRICT DE BAMAKO SUIVANT DECRET N° 2020-0407/PT-RM DU 31/12/2020 ET MANDAT DE DELEGATION N° 144 DU 29/01/2021.	REGIE/PERSONNEL		93 375 000	93 375 000	
	Fournisseur/Régisseur					
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A			18 467 500	18 467 500	
	Personnel ORABANK - MALI			415 000	415 000	
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE			17 222 500	17 222 500	
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A			26 975 000	26 975 000	
	Personnel CORIS BANK - MALI			207 500	207 500	
	Personnel BSIC - BANQUE SAHELO-SAHARIENNE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE S.A			1 867 500	1 867 500	
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI			8 922 500	8 922 500	
	Personnel ECOBANK - MALI			4 980 000	4 980 000	
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A			13 072 500	13 072 500	
	Personnel BANQUE ATLANTIQUE - MALI			1 245 000	1 245 000	
15	ETAT DE VIREMENT POUR SERVIR AU PAIEMENT DE LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AUX PERSONNELS EN SERVICE AU DISTRICT SANITAIRE DE LA COMMUNE IV DU DISTRICT DE BAMAKO SUIVANT DECRET N° 2020-0407/PT-RM DU 31/12/2020 ET MANDAT DE DELEGATION N° 144 DU 29/01/2021.	REGIE/PERSONNEL		99 807 500	99 807 500	
	Fournisseur/Régisseur					
	Personnel BCI - BANQUE POUR LE COMMERCE ET L INDUSTRIE - MALI			207 500	207 500	
	Personnel BANQUE ATLANTIQUE - MALI			2 282 500	2 282 500	

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
900 DISTRICT DE BAMAKO					
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		27 182 500	27 182 500	
	Personnel BCS-BANQUE COMMERCIALE DU SAHEL S.A		415 000	415 000	
	Personnel ECOBANK - MALI		2 905 000	2 905 000	
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A		6 847 500	6 847 500	
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		24 692 500	24 692 500	
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		24 070 000	24 070 000	
	Personnel BSIC - BANQUE SAHELO-SAHARIENNE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE S.A		830 000	830 000	
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		10 375 000	10 375 000	
16	ETAT DE VIREMENT POUR SERVIR AU PAIEMENT DE LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AUX PERSONNELS EN SERVICE AU DISTRICT SANITAIRE DE LA COMMUNE IV DU DISTRICT DE BAMAKO SUIVANT DECRET N° 2020-0407/PT-RM DU 31/12/2020 ET MANDAT DE DELEGATION N° 144 DU 29/01/2021.	REGIE/PERSONNEL	2 075 000	2 075 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		415 000	415 000	
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		415 000	415 000	
	Personnel BCS-BANQUE COMMERCIALE DU SAHEL S.A		207 500	207 500	
	Personnel ECOBANK - MALI		207 500	207 500	
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		830 000	830 000	
17	desengagement AD N ° 7 motif Virement	REGIE/PERSONNEL	- 124 085 000		
	Fournisseur/Régisseur				
	Hamadoun S BORE CVI		- 124 085 000	0	
18	desengagement AD N ° 6 motif Virement	REGIE/PERSONNEL	- 123 877 500		
	Fournisseur/Régisseur				
	MOHAMED COULIBALY CV		- 123 877 500	0	
19	desengagement AD N ° 5 motif Viremen	REGIE/PERSONNEL	- 2 490 000		
	Fournisseur/Régisseur				
	MODIBO HAIDARA CII		- 2 490 000	0	

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
900 DISTRICT DE BAMAKO					
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
20	ETAT POUR SERVIR AU PAIEMENT DE LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AUX PERSONNELS EN SERVICE AU DISTRICT SANITAIRE DE LA COMMUNE V DU DISTRICT DE BAMAKO SUIVANT DECRET N° 2020-0407/PT-RM DU 31/12/2020 ET MANDAT DE DELEGATION N° 144 DU 29/01/2021.	REGIE/PERSONNEL	93 997 500	93 997 500	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BANQUE ATLANTIQUE - MALI		1 867 500	1 867 500	
	Personnel CORIS BANK - MALI		415 000	415 000	
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A		14 110 000	14 110 000	
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		29 257 500	29 257 500	
	Personnel BCS-BANQUE COMMERCIALE DU SAHEL S.A		622 500	622 500	
	Personnel BSIC - BANQUE SAHELO-SAHARIENNE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE S.A		2 075 000	2 075 000	
	Personnel BCI - BANQUE POUR LE COMMERCE ET L INDUSTRIE - MALI		207 500	207 500	
	Personnel ECOBANK - MALI		7 470 000	7 470 000	
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		15 355 000	15 355 000	
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		22 617 500	22 617 500	
21	ETAT POUR SERVIR AU PAIEMENT DE LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AUX PERSONNELS EN SERVICE AU DISTRICT SANITAIRE DE LA COMMUNE VI DU DISTRICT DE BAMAKO SUIVANT DECRET N° 2020-0407/PT-RM DU 31/12/2020 ET MANDAT DE DELEGATION N° 144 DU 29/01/2021.	REGIE/PERSONNEL	123 670 000	123 670 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel CORIS BANK - MALI		415 000	415 000	
	Personnel BCS-BANQUE COMMERCIALE DU SAHEL S.A		1 452 500	1 452 500	
	Personnel BCI - BANQUE POUR LE COMMERCE ET L INDUSTRIE - MALI		207 500	207 500	
	Personnel BSIC - BANQUE SAHELO-SAHARIENNE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE S.A		622 500	622 500	
	Personnel ECOBANK - MALI		4 565 000	4 565 000	
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		17 637 500	17 637 500	
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		18 260 000	18 260 000	
	Personnel ORABANK - MALI		207 500	207 500	
	Personnel BANQUE ATLANTIQUE - MALI		1 867 500	1 867 500	
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A		17 222 500	17 222 500	
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		27 805 000	27 805 000	
	Personnel UBA		207 500	207 500	
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		33 200 000	33 200 000	

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
900 DISTRICT DE BAMAKO					
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
22	desngagement AD N° 4 Motif Virement	REGIE/PERSONNEL	- 75 115 000		
	Fournisseur/Régisseur				
	MODIBO HAIDARA CII		- 75 115 000	0	
23	desngagement AD N° 2 Motif Virement	REGIE/PERSONNEL	- 72 625 000		
	Fournisseur/Régisseur				
	MAMOUTOU SOW CIII		- 72 625 000	0	
24	desngagement AD N° 3 Motif Virement	REGIE/PERSONNEL	- 27 390 000		
	Fournisseur/Régisseur				
	FRANCOISE EUGENIE SIDIBE BILLETEUR DRDSES		- 27 390 000	0	
25	ETAT POUR SERVIR AU PAIEMENT DE LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AUX PERSONNELS EN SERVICE AU DISTRICT SANITAIRE DE LA COMMUNE III DU DISTRICT DE BAMAKO SUIVANT DECRET N° 2020-0407/PT-RM DU 31/12/2020 ET MANDAT DE DELEGATION N° 144 DU 29/01/2021.	REGIE/PERSONNEL	71 587 500	71 587 500	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BCS-BANQUE COMMERCIALE DU SAHEL S.A		622 500	622 500	
	Personnel ECOBANK - MALI		2 905 000	2 905 000	
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		8 092 500	8 092 500	
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		9 752 500	9 752 500	
	Personnel BANQUE ATLANTIQUE - MALI		415 000	415 000	
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		11 827 500	11 827 500	
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A		15 977 500	15 977 500	
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		20 127 500	20 127 500	
	Personnel UBA		207 500	207 500	
	Personnel BSIC - BANQUE SAHELO-SAHARIENNE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE S.A		1 037 500	1 037 500	
	Personnel CORIS BANK - MALI		622 500	622 500	
26	ETAT POUR SERVIR AU PAIEMENT DE LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AUX PERSONNELS EN SERVICE AU DISTRICT SANITAIRE DE LA COMMUNE II DU DISTRICT DE BAMAKO SUIVANT DECRET N° 2020-0407/PT-RM DU 31/12/2020 ET MANDAT DE DELEGATION N° 144 DU 29/01/2021.	REGIE/PERSONNEL	76 360 000	76 360 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		13 487 500	13 487 500	

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
900 DISTRICT DE BAMAKO					
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A		11 620 000	11 620 000	
	Personnel BANQUE ATLANTIQUE - MALI		622 500	622 500	
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		17 637 500	17 637 500	
	Personnel CORIS BANK - MALI		207 500	207 500	
	Personnel BCI - BANQUE POUR LE COMMERCE ET L INDUSTRIE - MALI		207 500	207 500	
	Personnel BSIC - BANQUE SAHELO-SAHARIENNE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE S.A		1 037 500	1 037 500	
	Personnel ECOBANK - MALI		3 942 500	3 942 500	
	Personnel BCS-BANQUE COMMERCIALE DU SAHEL S.A		415 000	415 000	
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		14 110 000	14 110 000	
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		13 072 500	13 072 500	
27	ETAT POUR SERVIR AU PAIEMENT DE LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AUX PERSONNELS EN SERVICE AU DISTRICT SANITAIRE DE LA COMMUNE III DU DISTRICT DE BAMAKO SUIVANT DECRET N° 2020-0407/PT-RM DU 31/12/2020 ET MANDAT DE DELEGATION N° 144 DU 29/01/2021.	REGIE/PERSONNEL	1 660 000	1 660 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		1 660 000	1 660 000	
28	ETAT POUR SERVIR AU PAIEMENT DE LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AUX PERSONNELS EN SERVICE A LA DIRECTION REGIONALE ET AUX SERVICES LOCAUX DU DEVELOPPEMENT SOCIAL ET DE L'ECONOMIE SOLIDAIRE DU DISTRICT DE BAMAKO SUIVANT DECRET N° 2020-0407/PT-RM DU 31/12/2020 ET MANDAT DE DELEGATION N° 144 DU 29/01/2021.	REGIE/PERSONNEL	26 767 500	26 767 500	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		3 735 000	3 735 000	
	Personnel BCS-BANQUE COMMERCIALE DU SAHEL S.A		207 500	207 500	
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		7 677 500	7 677 500	
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		3 527 500	3 527 500	
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A		3 942 500	3 942 500	
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		7 055 000	7 055 000	
	Personnel ECOBANK - MALI		622 500	622 500	
29	ETAT POUR SERVIR AU PAIEMENT DE LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AUX PERSONNELS EN SERVICE AU DISTRICT SANITAIRE DE LA COMMUNE II DU DISTRICT DE BAMAKO SUIVANT DECRET N° 2020-0407/PT-RM DU 31/12/2020 ET MANDAT DE DELEGATION N° 144 DU 29/01/2021.	REGIE/PERSONNEL	415 000	415 000	
	Fournisseur/Régisseur				

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
900	**DISTRICT DE BAMAKO**				
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		415 000	415 000	
30	ETAT DE VIREMENT DE LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AU PERSONNEL EN SERVICE AU DISTRICT SANITAIRE DE LA COMMUNE V DU DISTRICT DE BAMAKO.	REGIE/PERSONNEL	17 845 000	17 845 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A		207 500	0	
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		17 637 500	0	
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2206	Prise en charge des activités opérationnelles de la Direction Régionale de la Santé et du Développement Social du District de Bamako dans le cadre de la Lutte contre la pandémie de la COVID 19, suivant Décision n°0127/MEF/DGB/SDEO/DN du 20/04/2021 et les lettres N°0633/MSDS/SG du 01/04/2021, N°1606/MEF/SG du 16/04/2021	239 562 370		0	239 562 370
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
		REGIE/PERSONNEL			
	Fournisseur/Régisseur				
			0	0	
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2491	Prise en charge des activités opérationnelles de la Direction Régionale de la Santé et du Développement Social du District de Bamako dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID 19 au titre de la deuxième tranche, suivant lettres N°0794, 0802/MSDS/SG du 22/04/2021, N°01824/MEF/SG du 29/04/2021 et Décision N°0136/MEF/DGB/SDEO/DN du 03/05/2021	239 562 370		0	239 562 370
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
		REGIE/PERSONNEL			
	Fournisseur/Régisseur				
			0	0	
	TOTAL SECTION	**1 129 014 740**	**636 610 000**	**622 085 000**	**506 929 740**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE

901 REGION DE KAYES

990 12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE **60-1-2-12 Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**

131	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels de la Direction Régionale de la Santé et du Développement Social de Kayes, suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°016/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	517 090 000		0	517 090 000

No Engagement | Objet Engagement | Références Marchés

REGIE/PERSONNEL

Fournisseur/Régisseur			
	0	0	

990 12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE **60-1-2-12 Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**

2196	Prise en charge des activités opérationnelles de la Direction Régionale de la Santé et du Développement Social de Kayes dans le cadre de la Lutte contre la pandémie de la COVID 19, suivant Décision n°0127/MEF/DGB/SDEO/DN du 20/04/2021 et les lettres N°0633/MSDS/SG du 01/04/2021, N°1606/MEF/SG du 16/04/2021	42 500 000		0	42 500 000

No Engagement | Objet Engagement | Références Marchés

REGIE/PERSONNEL

Fournisseur/Régisseur			
	0	0	

990 12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE **60-1-2-12 Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**

2481	Prise en charge des activités opérationnelles de la Direction Régionale de la Santé et du Développement Social de Kayes dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID 19 au titre de la deuxième tranche, suivant lettres N°0794, 0802/MSDS/SG du 22/04/2021, N°01824/MEF/SG du 29/04/2021 et Décision N°0136/MEF/DGB/SDEO/DN du 03/05/2021	42 500 000		0	42 500 000

No Engagement | Objet Engagement | Références Marchés

REGIE/PERSONNEL

Fournisseur/Régisseur			
	0	0	

TOTAL SECTION	**602 090 000**		**0**	**602 090 000**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE

902 REGION DE KOULIKORO

990 12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE **60-1-2-12 Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**

132	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels de la Direction Régionale de la Santé et du Développement Social de Koulikoro, suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°016/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	124 915 000		0	124 915 000

No Engagement | Objet Engagement | Références Marchés

REGIE/PERSONNEL

Fournisseur/Régisseur			
	0	0	

990 12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE **60-1-2-12 Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**

2197	Prise en charge des activités opérationnelles de la Direction Régionale de la Santé et du Développement Social de Koulikoro dans le cadre de la Lutte contre la pandémie de la COVID 19, suivant Décision n°0127/MEF/DGB/SDEO/DN du 20/04/2021 et les lettres N°0633/MSDS/SG du 01/04/2021, N°1606/MEF/SG du 16/04/2021	22 012 218		0	22 012 218

No Engagement | Objet Engagement | Références Marchés

REGIE/PERSONNEL

Fournisseur/Régisseur			
	0	0	

990 12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE **60-1-2-12 Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**

2482	Prise en charge des activités opérationnelles de la Direction Régionale de la Santé et du Développement Social de Koulikoro dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID 19 au titre de la deuxième tranche, suivant lettres N°0794, 0802/MSDS/SG du 22/04/2021, N°01824/MEF/SG du 29/04/2021 et Décision N°0136/MEF/DGB/SDEO/DN du 03/05/2021	22 012 218		0	22 012 218

No Engagement | Objet Engagement | Références Marchés

REGIE/PERSONNEL

Fournisseur/Régisseur			
	0	0	

TOTAL SECTION	**168 939 436**		**0**	**168 939 436**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
903 REGION DE SIKASSO					
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
133	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels de la Direction Régionale de la Santé et du Développement Social de Sikasso, suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°016/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	461 065 000	15 355 000	15 355 000	445 710 000
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
2	PAIEMENT DE LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AUX PERSONNELS EN SERVICE A LA DIRECTION REGIONALE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL ET DE L'ECONOMIE SOLIDAIRE DE SIKASSO SUIVANT DECRET N° 2020-0407/PT-RM-DU 31 DECEMBRE 2020.	REGIE/PERSONNEL	15 355 000	15 355 000	
Fournisseur/Régisseur					
			0	0	
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2198	Prise en charge des activités opérationnelles de la Direction Régionale de la Santé et du Développement Social de Sikasso dans le cadre de la Lutte contre la pandémie de la COVID 19, suivant Décision n°0127/MEF/DGB/SDEO/DN du 20/04/2021 et les lettres N°0633/MSDS/SG du 01/04/2021, N°1606/MEF/SG du 16/04/2021	31 001 144		0	31 001 144
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
		REGIE/PERSONNEL			
Fournisseur/Régisseur					
			0	0	
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2483	Prise en charge des activités opérationnelles de la Direction Régionale de la Santé et du Développement Social de Sikasso dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID 19 au titre de la deuxième tranche, suivant lettres N°0794, 0802/MSDS/SG du 22/04/2021, N°01824/MEF/SG du 29/04/2021 et Décision N°0136/MEF/DGB/SDEO/DN du 03/05/2021	31 001 144		0	31 001 144
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
		REGIE/PERSONNEL			
Fournisseur/Régisseur					
			0	0	
	TOTAL SECTION	**523 067 288**	**15 355 000**	**15 355 000**	**507 712 288**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE

904 REGION DE SEGOU

990 12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE **60-1-2-12 Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**

135	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels de la Direction Régionale de la Santé et du Développement Social de Ségou , suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°016/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	80 510 000	14 525 000	14 525 000	65 985 000

No Engagement | Objet Engagement | Références Marchés

1	PRISE EN CHARGE DE LA PRIME SPECIALE COVID ALLOUEE AU PERSONNEL DE LA DIRECTION REGIONALE ET DES SERVICES LOCAUX DU DEVELOPPEMENT SOCIAL ET DE L'ECONOMIE SOLIDAIRE DE LA REGION DE SEGOU SUIVANT DECRET N° 2020-0407/PT-RM DU 31/12/2020 ETDECISION N° 0194/GRS-CAB DU 08 MARS 2021.	REGIE/PERSONNEL	14 525 000	14 525 000
	Fournisseur/Régisseur			
	Personnel ECOBANK - MALI		207 500	207 500
	Personnel BCS-BANQUE COMMERCIALE DU SAHEL S.A		207 500	207 500
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		7 470 000	7 470 000
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		1 660 000	1 660 000
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		2 075 000	2 075 000
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		1 867 500	1 867 500
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A		1 037 500	1 037 500

990 12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE **60-1-2-12 Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**

2199	Prise en charge des activités opérationnelles de la Direction Régionale de la Santé et du Développement Social de Ségou dans le cadre de la Lutte contre la pandémie de la COVID 19, suivant Décision n°0127/MEF/DGB/SDEO/DN du 20/04/2021 et les lettres N°0633/MSDS/SG du 01/04/2021, N°1606/MEF/SG du 16/04/2021	18 315 120		0	18 315 120

No Engagement | Objet Engagement | Références Marchés

	REGIE/PERSONNEL		
Fournisseur/Régisseur			
	0	0	

990 12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE **60-1-2-12 Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**

2484	Prise en charge des activités opérationnelles de la Direction Régionale de la Santé et du Développement Social de Ségou dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID 19 au titre de la deuxième tranche, suivant lettres N°0794, 0802/MSDS/SG du 22/04/2021, N°01824/MEF/SG du 29/04/2021 et Décision N°0136/MEF/DGB/SDEO/DN du 03/05/2021	18 315 120		0	18 315 120

No Engagement | Objet Engagement | Références Marchés

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
904 REGION DE SEGOU					
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
	REGIE/PERSONNEL				
Fournisseur/Régisseur					
			0	0	
TOTAL SECTION		**117 140 240**	**14 525 000**	**14 525 000**	**102 615 240**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE

905 REGION DE MOPTI

990 12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE **60-1-2-12 Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**

137	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels de la Direction Régionale de la Santé et du Développement Social de Mopti, suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°016/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	262 695 000	147 532 500	147 532 500	115 162 500

No Engagement | Objet Engagement | Références Marchés

1	PRISE EN CHARGE DE LA PRIME SPECIALE COVID-19 ACCORDEE AUX PERSONNELS DE LA DIRECTION REGIONALE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL DE MOPTI.	REGIE/PERSONNEL	147 532 500	147 532 500	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BCI - BANQUE POUR LE COMMERCE ET L INDUSTRIE - MALI		1 452 500	1 452 500	
	Personnel BANQUE ATLANTIQUE - MALI		622 500	622 500	
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A		19 712 500	19 712 500	
	Personnel BSIC - BANQUE SAHELO-SAHARIENNE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE S.A		415 000	415 000	
	Personnel ORABANK - MALI		207 500	207 500	
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		47 725 000	47 725 000	
	Personnel ECOBANK - MALI		4 772 500	4 772 500	
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		50 422 500	50 422 500	
	Personnel BCS-BANQUE COMMERCIALE DU SAHEL S.A		830 000	830 000	
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		9 337 500	9 337 500	
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		12 035 000	12 035 000	

990 12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE **60-1-2-12 Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**

2200	Prise en charge des activités opérationnelles de la Direction Régionale de la Santé et du Développement Social de Mopti dans le cadre de la Lutte contre la pandémie de la COVID 19, suivant Décision n°0127/MEF/DGB/SDEO/DN du 20/04/2021 et les lettres N°0633/MSDS/SG du 01/04/2021, N°1606/MEF/SG du 16/04/2021	23 422 398		0	23 422 398

No Engagement | Objet Engagement | Références Marchés

	REGIE/PERSONNEL			
Fournisseur/Régisseur				
		0	0	

990 12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE **60-1-2-12 Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**

2485	Prise en charge des activités opérationnelles de la Direction Régionale de la Santé et du Développement Social de Mopti dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID 19 au titre de la deuxième tranche, suivant lettres N°0794, 0802/MSDS/SG du 22/04/2021, N°01824/MEF/SG du 29/04/2021 et Décision N°0136/MEF/DGB/SDEO/DN du 03/05/2021	23 422 398		0	23 422 398

No Engagement | Objet Engagement | Références Marchés

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
905 REGION DE MOPTI					
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
	REGIE/PERSONNEL				
Fournisseur/Régisseur					
			0	0	
TOTAL SECTION		**309 539 796**	**147 532 500**	**147 532 500**	**162 007 296**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE

906 REGION DE TOMBOUCTOU

990	**12-7-1960-0000-188-000000**	**GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
138	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels de la Direction Régionale de la Santé et du Développement Social de Tombouctou, suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°016/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	116 200 000		0	116 200 000

No Engagement | Objet Engagement | Références Marchés

REGIE/PERSONNEL		
Fournisseur/Régisseur		
0	0	

990	**12-7-1960-0000-188-000000**	**GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2201	Prise en charge des activités opérationnelles de la Direction Régionale de la Santé et du Développement Social de Tombouctou dans le cadre de la Lutte contre la pandémie de la COVID 19, suivant Décision n°0127/MEF/DGB/SDEO/DN du 20/04/2021 et les lettres N°0633/MSDS/SG du 01/04/2021, N°1606/MEF/SG du 16/04/2021	31 648 617		0	31 648 617

No Engagement | Objet Engagement | Références Marchés

REGIE/PERSONNEL		
Fournisseur/Régisseur		
0	0	

990	**12-7-1960-0000-188-000000**	**GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2486	Prise en charge des activités opérationnelles de la Direction Régionale de la Santé et du Développement Social de Tombouctou dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID 19 au titre de la deuxième tranche, suivant lettres N°0794, 0802/MSDS/SG du 22/04/2021, N°01824/MEF/SG du 29/04/2021 et Décision N°0136/MEF/DGB/SDEO/DN du 03/05/2021	31 648 617		0	31 648 617

No Engagement | Objet Engagement | Références Marchés

REGIE/PERSONNEL		
Fournisseur/Régisseur		
0	0	

TOTAL SECTION	**179 497 234**		**0**	**179 497 234**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE

907 REGION DE GAO

990 12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE — **60-1-2-12 Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**

139	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels de la Direction Régionale de la Santé et du Développement Social de Gao, suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°016/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	114 955 000	114 955 000	114 955 000	0

No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
1	PRISE EN CHARGE DE LA DECISION N° 0091/GRG-CAB DU 16/03/2021 RELATIF AU PAIEMENT DE LA PRIME SPECIALE CVID-19 DU PERSONNEL DE SANTE DES DISTRICTS SANITAIRES DE LA REGION DE GAO ET DE LA DIRECTION REGIONALE DE LA SANTE DE GAO SUIVANT MANDAT DE DELEGATION N° 139 DU 29/01/2021.	REGIE/PERSONNEL	111 220 000	111 220 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	REGIE D'AVANCE DIRECTION REGIONALE DE LA SANTE DE GAO		111 220 000	111 220 000	
2	PRISE EN CHARGE DE LA PRIME SPECIALE DE COVID-19 ACCORDEE AU PERSONNEL DE LA DIRECTION REGIONALE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL DE GAO SUIVANT MANDAT DE DELEGATION N° 139 DU 29/01/2021.	REGIE/PERSONNEL	3 735 000	3 735 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	FATOUMATA DIALLO BILLETEUR DRDSES DE GAO		3 735 000	3 735 000	

990 12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE — **60-1-2-12 Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**

2202	Prise en charge des activités opérationnelles de la Direction Régionale de la Santé et du Développement Social de Gao dans le cadre de la Lutte contre la pandémie de la COVID 19, suivant Décision n°0127/MEF/DGB/SDEO/DN du 20/04/2021 et les lettres N°0633/MSDS/SG du 01/04/2021, N°1606/MEF/SG du 16/04/2021	21 750 328		0	21 750 328

No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
		REGIE/PERSONNEL			
	Fournisseur/Régisseur				
			0	0	

990 12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE — **60-1-2-12 Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**

2487	Prise en charge des activités opérationnelles de la Direction Régionale de la Santé et du Développement Social de Gao dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID 19 au titre de la deuxième tranche, suivant lettres N°0794, 0802/MSDS/SG du 22/04/2021, N°01824/MEF/SG du 29/04/2021 et Décision N°0136/MEF/DGB/SDEO/DN du 03/05/2021	21 750 328		0	21 750 328

No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
		REGIE/PERSONNEL			
	Fournisseur/Régisseur				
			0	0	

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
907 REGION DE GAO					
	TOTAL SECTION	**158 455 656**	**114 955 000**	**114 955 000**	**43 500 656**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE

908 REGION DE KIDAL

990	**12-7-1960-0000-188-000000**	**GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
140	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels de la Direction Régionale de la Santé et du Développement Social de Kidal, suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°016/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	10 790 000	10 790 000	10 790 000		0

No Engagement | Objet Engagement | Références Marchés

1	Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes Paiement de la prime COVID19 au profit des agents de Santé et du Developpement Social relevant de la Région de Kidal	REGIE/PERSONNEL	10 790 000	10 790 000	
	Fournisseur/Régisseur				
	Personnel BIM - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI S.A		415 000	415 000	
	Personnel BOA - BANK OF AFRICA - MALI		415 000	415 000	
	MOUSSA KONE N°MLe 122 653D BILLETEUR		4 150 000	4 150 000	
	Personnel BNDA - BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE		1 245 000	1 245 000	
	Personnel ECOBANK - MALI		622 500	622 500	
	Personnel BMS - BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE S.A		3 735 000	3 735 000	
	Personnel BDM - BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI S.A		207 500	207 500	

990	**12-7-1960-0000-188-000000**	**GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2203	Prise en charge des activités opérationnelles de la Direction Régionale de la Santé et du Développement Social de Kidal dans le cadre de la Lutte contre la pandémie de la COVID 19, suivant Décision n°0127/MEF/DGB/SDEO/DN du 20/04/2021 et les lettres N°0633/MSDS/SG du 01/04/2021, N°1606/MEF/SG du 16/04/2021	11 000 000		0		11 000 000

No Engagement | Objet Engagement | Références Marchés

		REGIE/PERSONNEL		
	Fournisseur/Régisseur			
		0	0	

990	**12-7-1960-0000-188-000000**	**GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2488	Prise en charge des activités opérationnelles de la Direction Régionale de la Santé et du Développement Social de Kidal dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID 19 au titre de la deuxième tranche, suivant lettres N°0794, 0802/MSDS/SG du 22/04/2021, N°01824/MEF/SG du 29/04/2021 et Décision N°0136/MEF/DGB/SDEO/DN du 03/05/2021	11 000 000		0		11 000 000

No Engagement | Objet Engagement | Références Marchés

		REGIE/PERSONNEL		
	Fournisseur/Régisseur			
		0	0	

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
908 REGION DE KIDAL					
	TOTAL SECTION	**32 790 000**	**10 790 000**	**10 790 000**	**22 000 000**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE

909 REGION DE TAOUDENIT

990	**12-7-1960-0000-188-000000**	**GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
142	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels de la Direction Régionale de la Santé et du Développement Social de Taoudéni, suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°016/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	19 505 000		0	19 505 000

No Engagement | Objet Engagement | Références Marchés

REGIE/PERSONNEL			
Fournisseur/Régisseur			
	0	0	

990	**12-7-1960-0000-188-000000**	**GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2204	Prise en charge des activités opérationnelles de la Direction Régionale de la Santé et du Développement Social de Taoudénit dans le cadre de la Lutte contre la pandémie de la COVID 19, suivant Décision n°0127/MEF/DGB/SDEO/DN du 20/04/2021 et les lettres N°0633/MSDS/SG du 01/04/2021, N°1606/MEF/SG du 16/04/2021	12 500 000		0	12 500 000

No Engagement | Objet Engagement | Références Marchés

REGIE/PERSONNEL			
Fournisseur/Régisseur			
	0	0	

990	**12-7-1960-0000-188-000000**	**GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2489	Prise en charge des activités opérationnelles de la Direction Régionale de la Santé et du Développement Social de Taoudénit dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID 19 au titre de la deuxième tranche, suivant lettres N°0794, 0802/MSDS/SG du 22/04/2021, N°01824/MEF/SG du 29/04/2021 et Décision N°0136/MEF/DGB/SDEO/DN du 03/05/2021	12 500 000		0	12 500 000

No Engagement | Objet Engagement | Références Marchés

REGIE/PERSONNEL			
Fournisseur/Régisseur			
	0	0	

TOTAL SECTION	**44 505 000**		**0**	**44 505 000**

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE

910 REGION DE MENAKA

990	**12-7-1960-0000-188-000000**	**GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
143	Prise en charge de la prime spéciale COVID -19 accordée aux personnels de la Direction Régionale de la Santé et du Développement Social de Ménaka, suivant lettres N°027/MSDS/DFM du 13/01/2021, N°00303/MEF/SG du 26/01/2021 et Décision N°016/MEF/DGB/SDEO/DN du 28/01/2021	26 975 000	26 975 000	26 975 000	0	

No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés		
1	PRISE EN CHARGE DE LA PRIME SPECIALE COVID- 19 ACCORDEE AUX AGENTS DE SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL DU DISTRICT SANITAIRE D'ANDERAMBOUKANE SUIVANT MANDAT DE DELEGATION N° 143 DU 29/01/2021 ET DECISION N° 015 DU 17/02/2021/G-MKA-CAB ET N° 0000024-GRMKA-CAB DU 23/03/2021	REGIE/PERSONNEL	3 942 500	3 942 500
	Fournisseur/Régisseur			
	HOUSSENI DIARRA		3 942 500	3 942 500
2	PRISE EN CHARGE DE LA PRIME SPECIALE COVID- 19 ACCORDEE AUX AGENTS DE SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL DU DISTRICT SANITAIRE DE TIDERMENE SUIVANT MANDAT DE DELEGATION N° 143 DU 29/01/2021 ET DECISION N° 014 DU 17/02/2021/G-MKA-CAB ET N° 0000025-GRMKA-CAB DU 23/03/2021	REGIE/PERSONNEL	3 735 000	3 735 000
	Fournisseur/Régisseur			
	HOUSSENI DIARRA		3 735 000	3 735 000
3	PRISE EN CHARGE DE LA PRIME SPECIALE COVID- 19 ACCORDEE AUX AGENTS DE SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL DU DISTRICT SANITAIRE D'INEKAR SUIVANT MANDAT DE DELEGATION N° 143 DU 29/01/2021 ET DECISION N° 013 DU 17/02/2021/G-MKA-CAB ET N° 0000026-GRMKA-CAB DU 23/03/2021	REGIE/PERSONNEL	3 942 500	3 942 500
	Fournisseur/Régisseur			
	HOUSSENI DIARRA		3 942 500	3 942 500
4	PRISE EN CHARGE DE LA PRIME SPECIALE COVID- 19 ACCORDEE AUX AGENTS DE SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL DU DISTRICT SANITAIRE DE MENAKA SUIVANT MANDAT DE DELEGATION N° 143 DU 29/01/2021 ET DECISION N° 012 DU 17/02/2021/G-MKA-CAB ET N° 0000027-GRMKA-CAB DU 23/03/2021	REGIE/PERSONNEL	10 582 500	10 582 500
	Fournisseur/Régisseur			
	HOUSSENI DIARRA		10 582 500	10 582 500
5	PRISE EN CHARGE DE LA PRIME SPECIALE COVID 19 ACCORDEE AUX AGENTS DES DIRECTIONS REGIONALES DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL DE MENAKA SUIVANT MANDAT DE DELEGATION N° 143 DU 29/01/2021 ET DECISION N° 011DU 17/02/2021/G-MKA-CAB DU 17/02/2021 ET N° 0000029-GRMKA-CAB DU 23/03/2021	REGIE/PERSONNEL	4 772 500	4 772 500
	Fournisseur/Régisseur			
	HOUSSENI DIARRA		4 772 500	4 772 500

SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DU COVID-19 2021

Edition du 23/06/2021 19:14:02

à la date du 31/05/2021

Section / No Délégation	Objet	MONTANT NOTIFIE	MONTANT ENGAGE	MONTANT LIQUIDE	MONTANT DISPONIBLE
910 REGION DE MENAKA					
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2205	Prise en charge des activités opérationnelles de la Direction Régionale de la Santé et du Développement Social de Ménaka dans le cadre de la Lutte contre la pandémie de la COVID 19, suivant Décision n°0127/MEF/DGB/SDEO/DN du 20/04/2021 et les lettres N°0633/MSDS/SG du 01/04/2021, N°1606/MEF/SG du 16/04/2021	12 500 000		0	12 500 000
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
	REGIE/PERSONNEL				
Fournisseur/Régisseur					
			0	0	
990	**12-7-1960-0000-188-000000 GESTION LOGISTIQUE**	**60-1-2-12**	**Dépenses Fonc. Epidemies et Catastrophes**		
2490	Prise en charge des activités opérationnelles de la Direction Régionale de la Santé et du Développement Social de Ménaka dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID 19 au titre de la deuxième tranche, suivant lettres N°0794, 0802/MSDS/SG du 22/04/2021, N°01824/MEF/SG du 29/04/2021 et Décision N°0136/MEF/DGB/SDEO/DN du 03/05/2021	12 500 000		0	12 500 000
No Engagement	Objet Engagement	Références Marchés			
	REGIE/PERSONNEL				
Fournisseur/Régisseur					
			0	0	
	TOTAL SECTION	**51 975 000**	**26 975 000**	**26 975 000**	**25 000 000**
	TOTAL GENERAL	32 570 151 878	20 252 870 243	18 707 771 777	13 862 380 101

ANNEXE 3 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL PAR PROGRAMME OU DOTATION AU 30 JUIN 2021.

Sans le financement extérieur du BSI[1]

[1] Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutées suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – *PRED*.

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2021

14/07/2021 17:16:28 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
0.001 Assemblée Nationale	2 099 530	11 509 402	7 863 998	6 611 530	6 015 843
TOTAL	**1 149 131**	**11 509 402**	**7 863 998**	**6 611 530**	**6 015 843**
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle	600 000	9 077 219	5 693 720	4 349 001	3 381 578
1.002 Administration générale	0	9 003 782	6 613 196	5 682 788	4 216 189
2.001 Sécurité et défense	0	2 204 717	1 130 643	1 098 065	1 098 065
TOTAL	**1 800 000**	**20 285 718**	**13 437 559**	**11 129 854**	**8 695 832**
130 PRIMATURE					
1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	150 000	7 430 809	4 898 458	3 551 521	2 474 067
1.004 Administration générale et contrôle	650 000	5 239 429	3 270 394	1 853 311	1 479 272
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	150 000	702 777	338 751	268 875	177 834
TOTAL	**925 000**	**13 373 015**	**8 507 603**	**5 673 707**	**4 131 173**
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS					
2.003 Participation à la gestion des élections	10 363	534 263	367 644	327 074	193 486
TOTAL	**10 363**	**534 263**	**367 644**	**327 074**	**193 486**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	130 000	1 711 911	1 162 304	705 801	420 841
TOTAL	**130 000**	**1 711 911**	**1 162 304**	**705 801**	**420 841**
150 COUR SUPREME					
2.005 Cour Suprême	269 500	3 790 922	2 757 639	2 357 720	1 643 191
TOTAL	**369 500**	**3 790 922**	**2 757 639**	**2 357 720**	**1 643 191**
155 HAUTE COUR DE JUSTICE					
2.056 Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices	0	929 688	515 798	413 428	323 748
TOTAL	**0**	**929 688**	**515 798**	**413 428**	**323 748**
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL					
2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques	260 436	1 318 172	612 632	434 084	277 135
TOTAL	**260 436**	**1 318 172**	**612 632**	**434 084**	**277 135**
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
2.007 Représentation et Promotion des Collectivités	75 899	1 613 568	963 554	873 698	628 804
TOTAL	**75 899**	**1 613 568**	**963 554**	**873 698**	**628 804**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2021

14/07/2021 17:16:28 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
180	**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE**					
1.006	Administration Générale	8 879 300	48 714 057	33 879 075	32 197 826	25 394 491
2.008	Politique Exterieure et Coopération Internationale	0	660 883	436 619	422 082	170 983
2.009	Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	0	148 535	97 865	91 056	54 340
TOTAL		**13 615 902**	**49 523 475**	**34 413 559**	**32 710 965**	**25 619 815**
185	**MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE**					
1.007	Administration Générale	50 000	1 216 343	733 396	473 074	426 617
2.010	Intégration Africaine	0	413 008	165 026	115 125	106 434
2.011	Gestion des Maliens de l'Extérieur	700 000	1 224 293	609 251	301 102	263 129
TOTAL		**750 000**	**2 853 644**	**1 507 673**	**889 301**	**796 181**
190	**BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL**					
2.012	Bureau du Vérificateur Général	150 000	3 859 726	2 623 424	2 623 424	2 623 424
TOTAL		**150 000**	**3 859 726**	**2 623 424**	**2 623 424**	**2 623 424**
192	**MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE**					
2.013	Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	178 500	1 303 868	658 256	658 256	569 378
TOTAL		**283 500**	**1 303 868**	**658 256**	**658 256**	**569 378**
195	**COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT**					
2.014	Egal accès aux medias d'Etat	5 630	148 595	68 004	33 826	31 063
TOTAL		**5 630**	**148 595**	**68 004**	**33 826**	**31 063**
210	**MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS**					
1.008	Administration Générale	56 173 743	291 077 190	246 664 212	224 217 805	165 637 275
2.015	Gestion des Opérations Militaires	7 390 446	43 098 000	39 781 373	38 227 472	32 549 146
2.016	Inspection des Armées	20 000	240 817	106 492	106 491	97 601
2.017	Formation	30 013	668 318	373 670	343 597	270 171
2.018	Gestion des Transmissions	60 402	279 310	133 176	111 379	91 279
TOTAL		**93 041 264**	**335 363 635**	**287 058 923**	**263 006 745**	**198 645 472**
220	**MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME**					
1.009	Administration Générale, Coordination et Contrôle	1 421 540	6 012 405	2 884 612	2 237 005	1 372 401
2.019	Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	1 261 111	20 381 106	14 953 543	13 086 800	8 843 590
2.020	Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	250 476	6 333 462	3 398 972	2 962 683	2 024 190
TOTAL		**2 933 127**	**32 726 973**	**21 237 127**	**18 286 487**	**12 240 180**
223	**OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE**					
2.094	Lutte contre l'Enrichissement Illicite	190 000	2 323 300	1 635 490	1 574 490	1 574 490
TOTAL		**190 000**	**2 323 300**	**1 635 490**	**1 574 490**	**1 574 490**
226	**COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME**					
2.097	Protection et Promotion des Droits de l'Homme	47 500	786 550	431 709	431 709	431 709
TOTAL		**47 500**	**786 550**	**431 709**	**431 709**	**431 709**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2021

14/07/2021 17:16:28 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
230	**MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE**					
1.010	Administration Générale	5 922 500	21 990 484	15 661 573	13 080 119	5 085 575
2.021	Ordre et Sécurité	4 859 659	77 631 756	53 564 371	49 812 900	34 817 392
2.022	Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	5 051 037	19 884 763	14 124 338	13 725 498	6 315 267
TOTAL		**28 719 280**	**119 507 003**	**83 350 281**	**76 618 517**	**46 218 233**
235	**SECURITE D'ETAT**					
0.002	Securite d'Etat	11 000 000	13 286 737	9 691 073	9 634 399	9 560 396
TOTAL		**11 000 000**	**13 286 737**	**9 691 073**	**9 634 399**	**9 560 396**
310	**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**					
1.011	Administration Générale	18 274 781	44 487 204	12 366 712	7 810 150	4 181 651
2.023	Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	9 702 000	15 203 647	8 376 640	6 094 532	3 428 402
2.024	Recouvrement des Recettes Fiscales	2 470 807	17 052 306	12 407 097	10 168 623	6 958 771
2.025	Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	587 631	8 254 916	5 098 007	4 286 703	2 975 752
2.026	Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	698 787	6 865 858	5 180 931	3 238 493	2 095 575
2.027	Gestion de la Dette Publique	495 000	1 017 570	521 659	377 845	261 482
2.028	Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	5 216 900	5 811 922	3 234 355	2 447 485	1 881 147
2.080	Population	720 000	1 045 612	478 630	226 038	173 690
2.082	Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	1 075 000	4 035 302	1 181 838	909 046	833 412
TOTAL		**42 235 276**	**103 774 337**	**48 845 869**	**35 558 915**	**22 789 882**
311	**CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES**					
2.044	Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	100 000	1 245 925	644 492	454 826	355 925
TOTAL		**100 000**	**1 245 925**	**644 492**	**454 826**	**355 925**
312	**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)**					
2.068	Régulation de la commande publique	0	377 875	197 791	197 791	197 791
TOTAL		**0**	**377 875**	**197 791**	**197 791**	**197 791**
320	**MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**					
1.012	Administration Générale	1 221 334	2 752 820	1 559 650	1 018 296	677 098
2.030	Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	176 200	953 364	524 593	399 060	312 700
2.031	Amélioration du Cadre législatif du Travail	5 650	1 061 482	790 135	697 957	497 371
TOTAL		**1 403 184**	**4 767 666**	**2 874 378**	**2 115 312**	**1 487 169**
323	**MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**					
1.013	Administration Générale	3 038 492	3 924 281	1 845 091	1 446 005	983 516
2.033	Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	329 500	10 163 193	3 319 779	3 141 151	3 055 048
2.034	Formation Professionnelle	1 253 325	7 439 654	2 959 541	2 355 238	2 222 646
TOTAL		**4 621 317**	**21 527 128**	**8 124 411**	**6 942 393**	**6 261 211**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2021

14/07/2021 17:16:28 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
328	**MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS**					
1.044	Administration Générale et Contrôle	10 000	1 754 672	881 968	286 246	251 858
2.032	Reformes Administratives et Institutionnelles	250 000	529 229	238 051	89 450	84 908
TOTAL		**260 000**	**2 283 901**	**1 120 019**	**375 696**	**336 766**
330	**MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION**					
1.014	Administration Générale et Contrôle	100 000	4 809 474	2 224 897	1 284 900	963 888
2.036	Administration du Territoire	23 507 016	50 552 011	34 649 760	17 728 711	11 055 044
2.037	Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	300 000	548 927	163 072	73 140	68 805
2.038	Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	19 347 986	33 139 358	27 445 644	25 940 401	25 844 322
2.064	Développement Régional et Local	209 000	1 948 609	1 008 400	654 961	633 063
2.081	Aménagement du Territoire	400 000	602 921	319 849	109 012	88 693
TOTAL		**45 540 152**	**91 601 300**	**65 811 622**	**45 791 125**	**38 653 815**
334	**AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**					
2.095	Protection des Données à Caractère personnel	192 505	1 096 566	543 576	537 571	529 039
TOTAL		**192 505**	**1 096 566**	**543 576**	**537 571**	**529 039**
340	**MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE**					
1.015	Administration Générale	48 106	1 029 868	555 668	449 979	361 204
2.039	Religion et Culte	47 500	407 769	208 077	125 807	118 225
TOTAL		**157 606**	**1 437 637**	**763 745**	**575 786**	**479 428**
341	**MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE**					
1.016	Administration Générale	10 000	1 275 634	735 556	466 287	383 108
2.040	Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale	0	2 258 809	865 174	850 026	758 894
TOTAL		**10 000**	**3 534 443**	**1 600 730**	**1 316 313**	**1 142 002**
380	**MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS**					
1.032	Administration Générale	1 895 000	4 362 028	2 964 174	2 593 284	2 207 783
2.083	Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	1 625 650	4 362 583	1 660 325	1 213 140	803 984
2.084	Développement du secteur industriel	876 977	2 740 378	1 514 732	1 049 036	656 302
2.085	Appui au développement du secteur privé	761 875	2 046 272	745 717	525 108	374 659
2.086	Promotion et Développement de la Micro-finance	52 500	191 659	98 889	61 618	32 610
TOTAL		**6 770 806**	**13 702 920**	**6 983 838**	**5 442 186**	**4 075 338**
410	**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**					
1.017	Administration Générale	2 853 575	29 734 037	10 779 892	6 842 544	4 219 660
2.041	Développement de l'Education de Base	7 709 473	249 140 335	188 217 915	147 664 228	132 551 868
2.042	Développement de l'Enseignement Secondaire Général	14 860 071	35 800 188	15 002 499	9 398 767	9 058 899
2.043	Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	22 394 704	59 400 351	28 637 177	16 122 666	15 589 507
TOTAL		**48 231 272**	**374 074 911**	**242 637 482**	**180 028 205**	**161 419 934**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2021

14/07/2021 17:16:28 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
412	**MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**					
1.018	Administration Générale	0	7 801 729	3 623 794	2 483 404	2 277 129
2.045	Développement de l'Enseignement Supérieur	18 269 652	75 654 725	39 904 394	29 178 643	19 544 505
2.046	Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	249 850	1 767 095	841 150	711 279	386 024
TOTAL		**18 819 502**	**85 223 549**	**44 369 338**	**32 373 326**	**22 207 658**
510	**MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME**					
1.019	Administration Générale	159 500	3 418 281	1 838 340	1 486 237	1 101 752
2.047	Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	1 009 500	2 408 161	1 463 404	667 401	572 314
2.048	Promotion de l'Industrie Cinématographique	0	539 410	278 343	177 047	135 665
2.049	Promotion de la Création Artistique et Littéraire	707 150	3 277 490	1 770 261	1 501 483	1 018 619
2.050	Promotion du Secteur de l'Artisanat	1 302 000	2 241 279	527 369	479 366	324 086
2.051	Promotion du Secteur du Tourisme	1 425	472 738	269 382	234 999	179 276
TOTAL		**3 793 675**	**12 357 359**	**6 147 099**	**4 546 532**	**3 331 712**
520	**MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**					
1.020	Administration Générale	408 987	4 650 823	1 944 438	1 504 767	1 276 037
2.035	Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	909 350	1 869 224	1 016 156	723 049	512 261
2.052	Développement et Promotion des activités physiques et sportives	2 785 471	5 688 315	4 510 834	4 255 403	3 521 173
2.053	Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	11 307	753 786	257 463	159 518	110 635
2.067	Civisme, Volontariat et Citoyenneté	0	1 980 976	1 021 562	587 957	582 441
TOTAL		**12 244 072**	**14 943 124**	**8 750 453**	**7 230 694**	**6 002 548**
610	**MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**					
1.021	Administration, Coordination et Décentralisation	4 652 196	27 266 342	13 519 593	10 082 049	2 538 027
2.054	Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	3 018 850	45 421 023	32 326 856	23 479 811	19 099 483
2.055	Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et Participation	6 732	7 866 606	3 391 879	1 419 195	1 252 586
2.057	Soins Hospitaliers et Recherche	19 560 286	42 581 027	19 182 325	14 420 663	9 654 240
2.061	Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	3 349 182	4 090 401	1 454 077	1 035 683	919 275
2.062	Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	21 000	14 296 551	6 217 635	5 181 182	4 718 821
2.063	Lutte Contre la Pauvreté	722 750	1 630 975	691 464	460 449	428 075
TOTAL		**32 045 158**	**143 152 925**	**76 783 829**	**56 079 032**	**38 610 508**
614	**HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA**					
2.058	Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	0	2 472 188	1 212 407	999 022	867 087
TOTAL		**0**	**2 472 188**	**1 212 407**	**999 022**	**867 087**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2021

14/07/2021 17:16:28 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
640	**MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE**					
1.022	Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	1 309 076	2 527 133	1 422 878	915 361	846 389
2.059	Promotion de la Femme	806 490	3 086 523	1 152 854	713 358	534 838
2.060	Promotion de l'Enfant et de la Famille	526 599	1 449 529	833 671	471 756	327 151
TOTAL		**2 642 165**	**7 063 185**	**3 409 404**	**2 100 474**	**1 708 379**
700	**MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES**					
1.024	Administration Générale	295 500	3 540 345	2 602 657	2 076 544	1 116 312
2.065	Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	251 127 515	136 001 915	43 207 751	34 931 934	33 536 312
2.066	Développement et sécurisation des transports	5 460 251	6 730 611	1 992 617	1 469 874	1 299 324
TOTAL		**257 310 146**	**146 272 871**	**47 803 024**	**38 478 352**	**35 951 948**
714	**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**					
1.025	Administration Générale	270 000	1 734 993	1 162 138	625 653	456 095
2.069	Amélioration du Cadre de Vie des Populations	16 003 040	5 828 691	3 460 340	2 961 429	2 576 291
2.070	Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	2 700 000	6 215 902	912 419	445 245	244 117
2.071	Protection et Conservation de la Nature	2 521 900	14 080 316	7 534 269	6 589 179	4 099 835
2.072	Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	870 000	1 999 284	521 222	266 794	264 224
TOTAL		**26 043 940**	**29 859 186**	**13 590 389**	**10 888 299**	**7 640 562**
720	**MINISTERE DES MINES DE L'ENERGIE ET DE L'EAU**					
1.026	Administration Générale	3 388 000	37 977 625	32 149 660	31 610 227	30 805 061
2.073	Développement des Ressources Energétiques	26 870 509	91 164 072	9 850 911	4 138 506	3 764 428
2.074	Développement des Ressources en Eau	11 481 992	74 408 642	9 451 283	5 473 101	5 081 135
2.075	Développement des ressources minérales	2 770 925	3 002 814	1 362 209	981 691	502 840
TOTAL		**44 777 444**	**206 553 153**	**52 814 063**	**42 203 525**	**40 153 464**
730	**MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE**					
1.028	Administration Générale	157 500	1 107 053	573 506	385 845	349 567
2.076	Medias et Communication Publics	4 303 500	7 667 072	4 513 381	2 391 321	2 108 068
2.077	Poste et Nouvelles Technologies	530 000	2 745 173	1 105 600	1 077 480	781 630
TOTAL		**4 991 000**	**11 519 298**	**6 192 487**	**3 854 646**	**3 239 265**
732	**HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION**					
2.096	Régulation de la Communication	250 000	1 588 771	812 406	796 289	494 584
TOTAL		**250 000**	**1 588 771**	**812 406**	**796 289**	**494 584**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/06/2021

14/07/2021 17:16:28 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
740	**MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT**					
1.029	Administration Générale	4 627 300	5 415 875	2 152 871	1 899 278	887 097
2.029	Gestion des Biens de l'Etat	4 450 000	5 403 943	3 874 419	3 042 904	1 024 669
2.078	Gestion Cadastrale et Foncière	1 426 000	4 709 620	1 919 154	1 426 111	987 098
2.079	Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	5 301 900	7 161 451	1 518 154	1 175 159	831 768
TOTAL		**16 272 126**	**22 690 889**	**9 464 599**	**7 543 452**	**3 730 631**
820	**MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE**					
1.034	Administration Générale	11 782 145	46 331 475	4 260 892	3 268 156	2 076 789
2.087	Appui au Monde Rural	3 543 900	51 990 311	17 651 183	16 324 233	15 139 671
2.088	Aménagement et Equipement Rural	19 443 400	64 546 681	10 621 635	8 048 406	6 954 234
2.089	Recherche et Formation	593 500	9 987 120	3 086 828	2 868 443	2 478 876
2.090	Développement des Productions et Industries Animales	2 151 900	9 327 594	3 610 882	2 363 461	1 527 082
2.091	Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	801 900	3 195 576	1 295 478	1 122 968	600 908
2.092	Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	826 900	3 362 597	2 007 094	1 767 679	1 225 935
TOTAL		**39 593 080**	**188 741 354**	**42 533 993**	**35 763 346**	**30 003 495**
850	**COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE**					
2.093	Sécurité Alimentaire	1 900 000	15 297 783	6 549 335	6 511 856	6 440 389
TOTAL		**1 900 000**	**15 297 783**	**6 549 335**	**6 511 856**	**6 440 389**
990	**CHARGES COMMUNES**					
0.003	Provisions pour imprévus	247 068 133	370 054 373	109 923 590	71 967 859	62 477 276
0.004	Dette	0	141 200 000	33 254 889	33 254 889	33 254 889
TOTAL		**177 858 935**	**511 254 373**	**143 178 479**	**105 222 748**	**95 732 164**
TOTAL DU BUDGET GENERAL		**943 519 893**	**2 635 164 782**	**1 322 623 507**	**1 068 922 726**	**854 483 088**

ANNEXE 4 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL PAR CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE AU 30 JUIN 2021.

Sans le financement extérieur du BSI[1]

[1] Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutées suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – *PRED*.

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2021

28/07/2021 16:13:29 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
Personnel	0	2 448 000	1 958 400	1 058 107	946 206
Biens et services	0	7 405 281	4 529 874	4 299 938	4 059 788
Transferts et subventions	0	506 990	226 796	156 569	156 569
Investissement	2 099 530	1 149 131	1 148 928	1 096 915	853 280
Total	**1 149 131**	**11 509 402**	**7 863 998**	**6 611 530**	**6 015 843**
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
Personnel	0	2 134 775	1 812 635	1 099 523	1 085 871
Biens et services	0	14 126 426	9 397 049	8 076 746	6 619 050
Transferts et subventions	0	2 224 517	1 027 874	1 022 084	915 268
Investissement	600 000	1 800 000	1 200 000	931 501	75 642
Total	**1 800 000**	**20 285 718**	**13 437 559**	**11 129 854**	**8 695 832**
130 PRIMATURE					
Personnel	0	2 600 271	1 863 513	1 478 276	1 181 462
Biens et services	0	7 432 734	4 854 971	2 695 542	1 865 704
Transferts et subventions	0	2 415 010	1 640 272	1 405 400	1 069 422
Investissement	950 000	925 000	148 846	94 488	14 585
Total	**925 000**	**13 373 015**	**8 507 603**	**5 673 707**	**4 131 173**
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS					
Personnel	0	80 816	64 653	64 653	38 489
Biens et services	0	443 084	298 068	262 421	154 997
Investissement	10 363	10 363	4 922	0	0
Total	**10 363**	**534 263**	**367 644**	**327 074**	**193 486**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
Personnel	0	599 710	522 951	522 951	297 633
Biens et services	0	632 748	320 561	130 076	106 567
Transferts et subventions	0	349 453	318 792	52 774	16 640
Investissement	130 000	130 000	0	0	0
Total	**130 000**	**1 711 911**	**1 162 304**	**705 801**	**420 841**
150 COUR SUPREME					
Personnel	0	1 986 022	1 735 115	1 735 115	1 037 256
Biens et services	0	1 285 400	772 524	570 706	554 036
Transferts et subventions	0	150 000	150 000	51 900	51 900
Investissement	269 500	369 500	100 000	0	0
Total	**369 500**	**3 790 922**	**2 757 639**	**2 357 720**	**1 643 191**
155 HAUTE COUR DE JUSTICE					
Personnel	0	267 018	218 519	193 998	135 420
Biens et services	0	108 250	86 600	12 455	10 782
Transferts et subventions	0	554 420	210 680	206 975	177 546
Total	**0**	**929 688**	**515 798**	**413 428**	**323 748**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2021

28/07/2021 16:13:29 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL					
Personnel	0	311 383	249 106	146 874	85 540
Biens et services	0	713 598	268 833	212 002	174 311
Transferts et subventions	0	32 755	12 447	11 958	1 062
Investissement	260 436	260 436	82 246	63 249	16 222
Total	**260 436**	**1 318 172**	**612 632**	**434 084**	**277 135**
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
Personnel	0	757 101	605 681	605 681	386 083
Biens et services	0	701 412	327 794	249 842	228 274
Transferts et subventions	0	79 156	30 079	18 175	14 447
Investissement	75 899	75 899	0	0	0
Total	**75 899**	**1 613 568**	**963 554**	**873 698**	**628 804**
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE					
Personnel	0	15 354 320	12 275 065	12 448 829	7 489 677
Biens et services	0	15 600 066	10 390 490	9 159 454	8 774 550
Transferts et subventions	0	4 953 187	3 850 945	3 535 841	1 904 569
Investissement	8 879 300	13 615 902	7 897 059	7 566 841	7 451 019
Total	**13 615 902**	**49 523 475**	**34 413 559**	**32 710 965**	**25 619 815**
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE					
Personnel	0	591 000	571 798	277 262	272 462
Biens et services	0	1 071 981	421 818	360 048	290 009
Transferts et subventions	0	440 663	169 308	116 049	108 768
Investissement	750 000	750 000	344 750	135 942	124 942
Total	**750 000**	**2 853 644**	**1 507 673**	**889 301**	**796 181**
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL					
Personnel	0	2 634 171	2 111 913	2 111 913	2 111 913
Biens et services	0	1 025 555	461 511	461 511	461 511
Transferts et subventions	0	50 000	50 000	50 000	50 000
Investissement	150 000	150 000	0	0	0
Total	**150 000**	**3 859 726**	**2 623 424**	**2 623 424**	**2 623 424**
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE					
Personnel	0	413 524	278 733	278 733	189 856
Biens et services	0	104 576	83 661	83 661	83 661
Transferts et subventions	0	502 268	190 862	190 862	190 862
Investissement	178 500	283 500	105 000	105 000	105 000
Total	**283 500**	**1 303 868**	**658 256**	**658 256**	**569 378**
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT					
Personnel	0	19 892	13 824	7 140	7 898
Biens et services	0	123 073	54 180	26 686	23 165
Investissement	5 630	5 630	0	0	0
Total	**5 630**	**148 595**	**68 004**	**33 826**	**31 063**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2021

28/07/2021 16:13:29 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS					
Personnel	0	136 670 000	108 105 600	107 805 600	66 718 897
Biens et services	0	89 120 328	80 308 397	70 776 701	67 140 947
Transferts et subventions	0	653 588	321 981	269 089	225 675
Investissement	63 674 604	108 919 719	98 322 946	84 155 355	64 559 952
Total	**93 041 264**	**335 363 635**	**287 058 923**	**263 006 745**	**198 645 472**
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME					
Personnel	0	19 680 056	15 562 110	13 707 912	9 073 133
Biens et services	0	8 427 855	4 305 242	3 572 174	2 796 111
Transferts et subventions	0	1 137 020	455 547	416 872	299 663
Investissement	2 933 127	3 482 042	914 228	589 530	71 274
Total	**2 933 127**	**32 726 973**	**21 237 127**	**18 286 487**	**12 240 180**
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE					
Personnel	0	1 464 300	1 171 440	1 171 440	1 171 440
Biens et services	0	669 000	303 050	303 050	303 050
Investissement	190 000	190 000	161 000	100 000	100 000
Total	**190 000**	**2 323 300**	**1 635 490**	**1 574 490**	**1 574 490**
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME					
Personnel	0	266 800	213 440	213 440	213 440
Biens et services	0	472 250	218 269	218 269	218 269
Investissement	47 500	47 500	0	0	0
Total	**47 500**	**786 550**	**431 709**	**431 709**	**431 709**
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE					
Personnel	0	64 689 937	45 868 398	44 850 965	29 613 095
Biens et services	0	16 378 285	7 708 811	4 718 217	3 395 900
Transferts et subventions	0	1 679 169	595 209	559 807	559 807
Investissement	15 833 196	36 759 612	29 177 863	26 489 527	12 649 431
Total	**28 719 280**	**119 507 003**	**83 350 281**	**76 618 517**	**46 218 233**
235 SECURITE D'ETAT					
Biens et services	0	9 786 737	9 691 073	9 634 399	9 560 396
Investissement	11 000 000	3 500 000	0	0	0
Total	**11 000 000**	**13 286 737**	**9 691 073**	**9 634 399**	**9 560 396**
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
Personnel	0	23 873 086	19 880 278	17 367 354	11 698 569
Biens et services	0	14 305 931	6 953 516	5 392 197	4 004 555
Transferts et subventions	0	13 672 936	6 024 848	3 518 648	2 732 621
Investissement	39 240 906	51 922 384	15 987 227	9 280 716	4 354 137
Total	**42 235 276**	**103 774 337**	**48 845 869**	**35 558 915**	**22 789 882**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2021

28/07/2021 16:13:29 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES					
Personnel	0	400 000	320 000	164 804	93 310
Biens et services	0	10 620	8 496	0	0
Transferts et subventions	0	735 305	315 996	290 022	262 615
Investissement	100 000	100 000	0	0	0
Total	**100 000**	**1 245 925**	**644 492**	**454 826**	**355 925**
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)					
Biens et services	0	24 000	19 200	19 200	19 200
Transferts et subventions	0	353 875	178 591	178 591	178 591
Total	**0**	**377 875**	**197 791**	**197 791**	**197 791**
320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE					
Personnel	0	1 538 959	1 283 779	1 081 568	779 187
Biens et services	0	1 747 723	798 224	486 164	459 325
Transferts et subventions	0	77 800	49 231	48 581	46 429
Investissement	1 403 184	1 403 184	743 144	498 998	202 228
Total	**1 403 184**	**4 767 666**	**2 874 378**	**2 115 312**	**1 487 169**
323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE					
Personnel	0	1 274 623	1 064 425	952 933	631 471
Biens et services	0	1 679 108	880 757	533 518	371 392
Transferts et subventions	0	11 819 851	5 233 767	5 044 214	4 937 678
Investissement	4 621 317	6 753 546	945 461	411 728	320 670
Total	**4 621 317**	**21 527 128**	**8 124 411**	**6 942 393**	**6 261 211**
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS					
Personnel	0	272 812	228 193	132 591	122 342
Biens et services	0	1 721 089	802 526	230 916	211 364
Transferts et subventions	0	30 000	30 000	0	0
Investissement	260 000	260 000	59 300	12 188	3 060
Total	**260 000**	**2 283 901**	**1 120 019**	**375 696**	**336 766**
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION					
Personnel	0	7 785 792	6 529 692	5 243 047	3 735 555
Biens et services	0	26 393 576	16 860 049	7 700 601	6 082 818
Transferts et subventions	0	14 213 780	10 516 904	9 895 075	9 713 737
Investissement	43 864 002	43 208 152	31 904 977	22 952 402	19 121 706
Total	**45 540 152**	**91 601 300**	**65 811 622**	**45 791 125**	**38 653 815**
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL					
Personnel	0	201 769	124 375	118 371	109 840
Biens et services	0	500 486	217 310	217 309	217 309
Transferts et subventions	0	201 806	132 686	132 686	132 686
Investissement	192 505	192 505	69 205	69 205	69 205
Total	**192 505**	**1 096 566**	**543 576**	**537 571**	**529 039**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2021

28/07/2021 16:13:29 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE					
Personnel	0	208 956	172 208	87 748	80 833
Biens et services	0	724 963	358 885	265 135	249 570
Transferts et subventions	0	346 112	139 727	130 157	119 756
Investissement	95 606	157 606	92 925	92 745	29 270
Total	**157 606**	**1 437 637**	**763 745**	**575 786**	**479 428**
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE					
Personnel	0	117 351	98 178	76 359	45 513
Biens et services	0	820 977	415 074	337 959	295 875
Transferts et subventions	0	2 586 115	1 087 478	901 995	800 614
Investissement	10 000	10 000	0	0	0
Total	**10 000**	**3 534 443**	**1 600 730**	**1 316 313**	**1 142 002**
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS					
Personnel	0	2 197 756	1 957 532	1 726 932	968 953
Biens et services	0	2 509 271	1 116 104	702 706	533 922
Transferts et subventions	0	2 646 087	1 351 492	957 620	798 335
Investissement	5 212 002	6 349 806	2 558 710	2 054 928	1 774 127
Total	**6 770 806**	**13 702 920**	**6 983 838**	**5 442 186**	**4 075 338**
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE					
Personnel	0	265 731 056	205 785 190	158 485 852	144 136 295
Biens et services	0	49 556 449	26 884 866	13 619 560	10 108 767
Transferts et subventions	0	12 256 134	6 700 509	5 565 492	5 025 360
Investissement	47 817 823	46 531 272	3 266 917	2 357 301	2 149 512
Total	**48 231 272**	**374 074 911**	**242 637 482**	**180 028 205**	**161 419 934**
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
Personnel	0	7 228 666	1 269 784	742 001	778 878
Biens et services	0	2 575 202	1 389 623	525 757	294 980
Transferts et subventions	0	65 119 179	37 696 364	30 007 757	20 852 428
Investissement	18 519 502	10 300 502	4 013 567	1 097 812	281 372
Total	**18 819 502**	**85 223 549**	**44 369 338**	**32 373 326**	**22 207 658**
510 MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME					
Personnel	0	1 960 109	1 602 851	1 577 220	991 376
Biens et services	0	2 928 376	1 360 192	1 042 936	870 630
Transferts et subventions	0	3 675 199	2 056 905	1 521 961	1 195 863
Investissement	3 179 575	3 793 675	1 127 150	404 415	273 842
Total	**3 793 675**	**12 357 359**	**6 147 099**	**4 546 532**	**3 331 712**
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS					
Personnel	0	1 877 557	1 504 389	1 375 651	905 217
Biens et services	0	3 965 248	1 681 695	1 074 188	908 245
Transferts et subventions	0	3 775 239	2 440 347	1 876 621	1 871 105
Investissement	4 115 115	5 325 080	3 124 023	2 904 233	2 317 980
Total	**12 244 072**	**14 943 124**	**8 750 453**	**7 230 694**	**6 002 548**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2021

28/07/2021 16:13:29 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL					
Personnel	0	44 336 904	32 688 165	23 051 596	18 925 706
Biens et services	0	18 674 659	7 973 988	4 181 281	3 646 042
Transferts et subventions	0	48 958 704	25 696 549	19 909 691	15 568 755
Investissement	31 330 996	31 182 658	10 425 128	8 936 464	470 005
Total	**32 045 158**	**143 152 925**	**76 783 829**	**56 079 032**	**38 610 508**
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA					
Personnel	0	143 419	118 541	105 959	70 995
Biens et services	0	88 560	70 848	25 413	25 413
Transferts et subventions	0	2 240 209	1 023 018	867 650	770 680
Total	**0**	**2 472 188**	**1 212 407**	**999 022**	**867 087**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
Personnel	0	1 718 539	1 438 038	989 737	867 049
Biens et services	0	1 451 164	709 457	535 915	348 693
Transferts et subventions	0	1 036 256	535 190	500 923	446 052
Investissement	2 642 165	2 857 226	726 718	73 900	46 585
Total	**2 642 165**	**7 063 185**	**3 409 404**	**2 100 474**	**1 708 379**
700 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES					
Personnel	0	2 337 995	1 944 109	1 812 305	1 259 688
Biens et services	0	1 859 843	980 784	687 038	509 663
Transferts et subventions	0	2 602 081	1 676 218	1 480 509	719 946
Investissement	256 883 266	139 472 952	43 201 913	34 498 500	33 462 651
Total	**257 310 146**	**146 272 871**	**47 803 024**	**38 478 352**	**35 951 948**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
Personnel	0	4 364 203	3 748 633	2 783 266	2 268 940
Biens et services	0	3 688 198	2 826 697	2 519 385	2 353 411
Transferts et subventions	0	1 253 529	786 379	497 278	448 589
Investissement	22 364 940	20 553 256	6 228 680	5 088 371	2 569 622
Total	**26 043 940**	**29 859 186**	**13 590 389**	**10 888 299**	**7 640 562**
720 MINISTERE DES MINES DE L'ENERGIE ET DE L'EAU					
Personnel	0	2 790 056	2 346 271	1 737 093	1 399 485
Biens et services	0	3 170 172	1 760 312	1 275 119	521 496
Transferts et subventions	0	37 299 652	35 039 790	33 618 459	33 329 087
Investissement	44 511 426	163 293 273	13 667 691	5 572 853	4 903 396
Total	**44 777 444**	**206 553 153**	**52 814 063**	**42 203 525**	**40 153 464**
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE					
Personnel	0	241 785	193 428	127 370	131 186
Biens et services	0	816 674	368 729	240 079	225 244
Transferts et subventions	0	7 889 839	4 536 799	2 750 543	2 225 278
Investissement	4 991 000	2 571 000	1 093 531	736 653	657 557
Total	**4 991 000**	**11 519 298**	**6 192 487**	**3 854 646**	**3 239 265**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2021

28/07/2021 16:13:29 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION					
Personnel	0	694 710	555 768	541 189	280 059
Biens et services	0	28 320	22 656	21 240	14 160
Transferts et subventions	0	615 741	233 982	233 860	200 366
Investissement	250 000	250 000	0	0	0
Total	**250 000**	**1 588 771**	**812 406**	**796 289**	**494 584**
740 MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT					
Personnel	0	4 039 441	3 347 796	3 056 540	2 095 869
Biens et services	0	2 428 373	1 113 071	782 044	503 514
Transferts et subventions	0	750 949	446 352	148 974	99 014
Investissement	15 805 200	15 472 126	4 557 379	3 555 893	1 032 234
Total	**16 272 126**	**22 690 889**	**9 464 599**	**7 543 452**	**3 730 631**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
Personnel	0	11 322 355	8 967 185	7 782 779	5 183 035
Biens et services	0	4 886 036	2 401 123	1 889 529	1 188 766
Transferts et subventions	0	41 098 352	20 045 783	18 023 517	16 744 856
Investissement	39 143 645	131 434 611	11 119 903	8 067 521	6 886 839
Total	**39 593 080**	**188 741 354**	**42 533 993**	**35 763 346**	**30 003 495**
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE					
Personnel	0	226 798	182 438	182 438	132 310
Biens et services	0	6 362 737	5 646 637	5 609 638	5 588 300
Transferts et subventions	0	841 601	417 608	417 128	417 128
Investissement	1 900 000	7 866 647	302 652	302 652	302 652
Total	**1 900 000**	**15 297 783**	**6 549 335**	**6 511 856**	**6 440 389**
990 CHARGES COMMUNES					
Personnel	0	110 656 693	39 124 507	33 348 190	33 337 139
Biens et services	0	254 322 177	79 281 331	54 536 970	46 485 898
Transferts et subventions	0	98 364 587	16 041 579	13 160 706	12 081 948
Investissement	247 068 133	47 910 916	8 731 062	4 176 883	3 827 179
Total	**177 858 935**	**511 254 373**	**143 178 479**	**105 222 748**	**95 732 164**
TOTAL	943 519 893	2 635 164 782	1 322 623 507	1 068 922 726	854 483 088
TOTAL GENERAL	943 519 893	2 635 164 782	1 322 623 507	1 068 922 726	854 483 088

ANNEXE 5 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL PAR CLASSIFICATION FONCTIONNELLE

AU 30 JUIN 2021.

Sans le financement extérieur du BSI[1]

[1] Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutées suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – *PRED*.

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2021

28/07/2021 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	1 149 131	11 509 402	7 863 998	6 611 530	6 015 843
Total	**1 149 131**	**11 509 402**	**7 863 998**	**6 611 530**	**6 015 843**
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	1 800 000	9 703 020	6 261 644	4 658 870	3 636 690
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	8 134 429	5 895 249	5 308 468	3 897 716
02.5 Défense n.c.a.	0	2 011 017	1 053 163	1 020 585	1 020 585
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	193 700	77 480	77 480	77 480
04.6 Communications	0	207 737	135 697	50 125	49 035
07.4 Services de santé publique	0	815	326	326	326
08.2 Services culturels	0	35 000	14 000	14 000	14 000
Total	**1 800 000**	**20 285 718**	**13 437 559**	**11 129 854**	**8 695 832**
130 PRIMATURE					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	325 000	6 341 124	4 059 493	2 766 695	1 897 153
01.3 Services généraux	200 000	420 638	148 268	107 666	94 042
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	200 000	4 699 957	3 213 758	1 940 322	1 443 625
03.3 Tribunaux	0	20 000	17 000	9 504	9 432
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	721 753	372 874	311 173	255 075
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	200 590	66 696	66 696	66 696
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	150 000	150 000	54 500	54 500	0
04.6 Communications	0	19 586	7 118	7 097	7 097
07.4 Services de santé publique	0	992	377	0	0
09.4 Enseignement supérieur	50 000	798 375	567 518	410 053	358 054
Total	**925 000**	**13 373 015**	**8 507 603**	**5 673 707**	**4 131 173**
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	10 363	534 263	367 644	327 074	193 486
Total	**10 363**	**534 263**	**367 644**	**327 074**	**193 486**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	130 000	1 711 911	1 162 304	705 801	420 841
Total	**130 000**	**1 711 911**	**1 162 304**	**705 801**	**420 841**
150 COUR SUPREME					
03.3 Tribunaux	369 500	3 790 922	2 757 639	2 357 720	1 643 191
Total	**369 500**	**3 790 922**	**2 757 639**	**2 357 720**	**1 643 191**
155 HAUTE COUR DE JUSTICE					
03.3 Tribunaux	0	929 688	515 798	413 428	323 748
Total	**0**	**929 688**	**515 798**	**413 428**	**323 748**
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	260 436	1 318 172	612 632	434 084	277 135
Total	**260 436**	**1 318 172**	**612 632**	**434 084**	**277 135**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2021

28/07/2021 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1	**BUDGET GENERAL**					
170	**HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	75 899	1 613 568	963 554	873 698	628 804
Total		**75 899**	**1 613 568**	**963 554**	**873 698**	**628 804**
180	**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	12 244 202	47 128 069	32 972 277	31 621 430	24 646 098
01.3	Services généraux	150 000	169 266	59 276	57 084	54 063
04.6	Communications	0	14 931	6 926	6 530	3 173
07.1	Produits, appareils et matériaux médicaux	0	989 509	494 758	346 328	346 328
09.8	Enseignement n.c.a.	1 221 700	1 221 700	880 322	679 593	570 153
Total		**13 615 902**	**49 523 475**	**34 413 559**	**32 710 965**	**25 619 815**
185	**MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	0	969 552	465 919	311 713	273 336
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	50 000	1 183 538	720 570	461 551	417 808
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	200 000	200 000	95 000	95 000	95 000
07.4	Services de santé publique	0	554	184	37	37
09.4	Enseignement supérieur	500 000	500 000	226 000	21 000	10 000
Total		**750 000**	**2 853 644**	**1 507 673**	**889 301**	**796 181**
190	**BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL**					
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	150 000	3 859 726	2 623 424	2 623 424	2 623 424
Total		**150 000**	**3 859 726**	**2 623 424**	**2 623 424**	**2 623 424**
192	**MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE**					
03.3	Tribunaux	283 500	1 303 868	658 256	658 256	569 378
Total		**283 500**	**1 303 868**	**658 256**	**658 256**	**569 378**
195	**COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT**					
04.6	Communications	5 630	148 595	68 004	33 826	31 063
Total		**5 630**	**148 595**	**68 004**	**33 826**	**31 063**
210	**MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS**					
02.1	Défense militaire	56 317 456	121 837 745	108 839 577	89 453 377	78 818 621
02.4	Recherche-développement concernant la défense	34 111	117 002	88 465	88 465	51 887
02.5	Défense n.c.a.	31 846 838	207 283 111	175 122 969	171 058 524	117 598 088
03.6	Ordre et sécurité publics n.c.a.	4 804 000	4 804 000	2 339 594	1 751 982	1 751 982
07.3	Services hospitaliers	0	519 524	231 665	231 596	231 596
07.4	Services de santé publique	0	9 547	4 151	4 151	4 151
07.5	Recherche-développement dans le domaine de la santé	7 175	7 175	5 125	5 125	0
07.6	Santé n.c.a.	0	435 390	248 235	248 223	78 485
09.2	Enseignement secondaire	8 793	192 788	87 385	79 156	79 156
09.7	Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	7 175	7 175	5 125	0	0
10.9	Protection sociale n.c.a.	15 716	150 178	86 632	86 146	31 506
Total		**93 041 264**	**335 363 635**	**287 058 923**	**263 006 745**	**198 645 472**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2021

28/07/2021 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	0	166 080	58 128	11 733	4 183
02.2 Défense civile	0	38 000	13 300	13 300	13 300
03.3 Tribunaux	2 378 151	21 585 399	15 356 861	13 386 478	8 950 339
03.4 Administration pénitentiaire	250 476	6 179 473	3 339 208	2 944 112	2 008 554
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	304 500	3 940 106	2 157 724	1 620 773	1 070 309
07.4 Services de santé publique	0	10 991	3 847	3 847	3 847
09.4 Enseignement supérieur	0	580 924	228 960	227 518	134 496
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	226 000	79 100	78 725	55 153
Total	**2 933 127**	**32 726 973**	**21 237 127**	**18 286 487**	**12 240 180**
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	190 000	2 323 300	1 635 490	1 574 490	1 574 490
Total	**190 000**	**2 323 300**	**1 635 490**	**1 574 490**	**1 574 490**
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	47 500	786 550	431 709	431 709	431 709
Total	**47 500**	**786 550**	**431 709**	**431 709**	**431 709**
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE					
02.1 Défense militaire	0	10 003	8 002	8 001	8 001
03.1 Services de police	10 655 709	64 049 253	46 039 194	43 015 793	28 221 611
03.2 Services de protection civile	2 594 326	20 434 064	14 293 639	13 894 798	6 315 267
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	15 469 245	34 953 683	22 988 446	19 682 427	11 658 935
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	60 000	21 000	17 497	14 419
Total	**28 719 280**	**119 507 003**	**83 350 281**	**76 618 517**	**46 218 233**
235 SECURITE D'ETAT					
02.5 Défense n.c.a.	11 000 000	3 500 000	0	0	0
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	9 786 737	9 691 073	9 634 399	9 560 396
Total	**11 000 000**	**13 286 737**	**9 691 073**	**9 634 399**	**9 560 396**
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	24 790 856	65 781 040	40 592 917	30 655 342	19 018 803
01.3 Services généraux	6 309 800	13 635 351	5 171 724	3 619 437	2 807 892
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	1 348 000	1 538 000	655 650	432 932	399 471
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	200 000	326 078	76 979	71 505	39 391
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	150 000	150 000	51 000	0	0
04.3 Combustibles et énergie	1 266 620	1 541 505	792 796	291 582	266 426
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	5 100 000	1 100 000	0	0	0
07.4 Services de santé publique	0	1 523	506	0	0
09.4 Enseignement supérieur	75 000	915 548	137 575	115 907	72 934
09.5 Enseignement non défini par niveau	920 000	950 292	412 822	316 231	140 631
09.8 Enseignement n.c.a.	125 000	205 000	68 150	29 405	22 208
10.4 Famille et enfants	150 000	150 000	51 000	26 574	22 126
10.9 Protection sociale n.c.a.	1 800 000	17 480 000	834 750	0	0
Total	**42 235 276**	**103 774 337**	**48 845 869**	**35 558 915**	**22 789 882**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2021

28/07/2021 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	100 000	1 245 925	644 492	454 826	355 925
Total	**100 000**	**1 245 925**	**644 492**	**454 826**	**355 925**
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	377 875	197 791	197 791	197 791
Total	**0**	**377 875**	**197 791**	**197 791**	**197 791**
320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE					
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	600 000	600 000	348 822	191 267	122 938
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	500 000	500 000	250 000	213 990	0
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	299 434	3 599 538	2 250 053	1 685 997	1 342 325
07.4 Services de santé publique	0	340	113	0	0
10.9 Protection sociale n.c.a.	3 750	67 788	25 390	24 058	21 905
Total	**1 403 184**	**4 767 666**	**2 874 378**	**2 115 312**	**1 487 169**
323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	4 471 317	21 067 825	7 910 228	6 779 579	6 129 293
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	394	131	0	0
07.4 Services de santé publique	0	623	207	207	207
09.2 Enseignement secondaire	0	110 000	55 000	12 364	12 364
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	198 286	98 845	90 244	59 346
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	150 000	150 000	60 000	60 000	60 000
Total	**4 621 317**	**21 527 128**	**8 124 411**	**6 942 393**	**6 261 211**
328 MINISTERE DE LA REFONDATION DE L'ETAT ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	1 268 775	620 418	112 860	99 571
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	250 000	494 104	209 951	75 502	70 961
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	10 000	28 500	19 800	13 948	13 948
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	472 522	262 850	173 386	152 287
09.8 Enseignement n.c.a.	0	20 000	7 000	0	0
Total	**260 000**	**2 283 901**	**1 120 019**	**375 696**	**336 766**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2021

28/07/2021 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	47 500	38 000	28 876	27 360
01.3 Services généraux	1 259 000	2 998 609	1 052 600	688 961	667 063
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	25 842 977	60 228 506	38 152 751	21 417 814	15 796 559
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publique	13 806 486	22 887 240	21 989 750	21 989 749	21 989 749
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	209 000	65 170	10 737	10 737
04.6 Communications	0	42 617	18 112	17 881	9 500
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	1 500 000	1 500 000	1 425 000	1 422 462	0
06.2 Équipements collectifs	400 000	602 921	319 849	109 012	88 693
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	1 484 189	1 484 189	1 414 188	0	0
07.4 Services de santé publique	0	552	184	0	0
09.8 Enseignement n.c.a.	47 500	393 722	192 118	105 290	63 813
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	6 444	3 901	341	341
10.9 Protection sociale n.c.a.	1 200 000	1 200 000	1 140 000	0	0
Total	**45 540 152**	**91 601 300**	**65 811 622**	**45 791 125**	**38 653 815**
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL					
04.6 Communications	192 505	1 096 566	543 576	537 571	529 039
Total	**192 505**	**1 096 566**	**543 576**	**537 571**	**529 039**
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	47 500	246 248	126 231	102 531	94 948
08.4 Culte et autres services communautaires	0	330 890	148 375	81 830	73 428
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	110 106	860 499	489 139	391 425	311 052
Total	**157 606**	**1 437 637**	**763 745**	**575 786**	**479 428**
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	10 000	1 274 554	735 197	466 287	383 108
03.3 Tribunaux	0	2 258 809	865 174	850 026	758 894
07.4 Services de santé publique	0	1 080	359	0	0
Total	**10 000**	**3 534 443**	**1 600 730**	**1 316 313**	**1 142 002**
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	52 500	308 386	148 216	102 759	72 002
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	4 678 025	8 561 970	4 879 433	4 008 758	3 126 733
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 073 304	1 546 508	239 255	56 464	42 667
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	366 150	1 299 464	704 520	509 821	310 271
04.7 Autres branches d'activité	30 827	181 554	124 892	88 158	71 635
04.9 Affaires économiques n.c.a.	140 000	733 861	395 359	347 662	226 464
07.4 Services de santé publique	0	657	218	0	0
09.4 Enseignement supérieur	430 000	1 070 520	491 944	328 564	225 566
Total	**6 770 806**	**13 702 920**	**6 983 838**	**5 442 186**	**4 075 338**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2021

28/07/2021 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	38 532	21 745	11 779	11 779
07.4 Services de santé publique	0	19 193	6 718	0	0
07.6 Santé n.c.a.	0	61 842	0	0	0
09.1 Enseignement préélémentaire et primaire	2 776 652	193 182 661	158 980 164	124 293 797	116 637 853
09.2 Enseignement secondaire	37 455 936	132 943 585	63 383 521	43 419 067	36 427 977
09.5 Enseignement non défini par niveau	100 000	137 518	25 744	22 254	20 323
09.6 Services annexes à l'enseignement	918 631	6 755 621	2 202 156	165 827	142 264
09.8 Enseignement n.c.a.	6 980 053	40 935 959	18 017 434	12 115 482	8 179 737
Total	**48 231 272**	**374 074 911**	**242 637 482**	**180 028 205**	**161 419 934**
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
01.4 Recherche fondamentale	221 350	760 524	453 733	386 924	238 176
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	198 056	136 523	10 624	8 503
07.3 Services hospitaliers	0	68 859	24 101	11 278	0
09.2 Enseignement secondaire	100 000	100 000	0	0	0
09.4 Enseignement supérieur	2 839 457	65 125 092	35 551 962	27 217 404	18 224 401
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	15 627 345	8 383 188	3 260 989	968 105	187 608
09.8 Enseignement n.c.a.	31 350	10 587 830	4 942 030	3 778 991	3 548 969
Total	**18 819 502**	**85 223 549**	**44 369 338**	**32 373 326**	**22 207 658**
510 MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	9 681	9 681	9 676	5 882
01.3 Services généraux	0	14 888	4 950	4 711	4 194
04.7 Autres branches d'activité	561 425	925 031	230 752	210 652	161 923
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	21 845	7 263	7 254	7 254
07.4 Services de santé publique	0	1 888	628	627	627
08.2 Services culturels	2 617 500	6 678 147	3 309 395	2 136 519	1 673 519
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	359 500	3 351 981	1 792 922	1 463 660	1 071 769
09.2 Enseignement secondaire	0	494 306	300 961	265 502	160 566
09.4 Enseignement supérieur	255 250	859 592	490 547	447 932	245 977
Total	**3 793 675**	**12 357 359**	**6 147 099**	**4 546 532**	**3 331 712**
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	342 465	907 693	278 916	85 044	72 955
07.2 Services ambulatoires	13 000	100 000	44 150	0	0
07.4 Services de santé publique	0	476	158	0	0
08.1 Services récréatifs et sportifs	11 867 950	10 224 159	6 407 107	5 756 317	4 796 213
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	9 350	2 957 010	1 762 658	1 229 815	1 022 744
09.2 Enseignement secondaire	11 307	753 786	257 463	159 518	110 635
Total	**12 244 072**	**14 943 124**	**8 750 453**	**7 230 694**	**6 002 548**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2021

28/07/2021 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1	**BUDGET GENERAL**					
610	**MINISTERE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**					
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	300 000	300 000	0	0	0
07.2	Services ambulatoires	775 301	775 301	699 301	699 301	0
07.3	Services hospitaliers	12 712 010	35 384 561	15 174 146	11 093 278	7 820 476
07.4	Services de santé publique	113 050	20 601 553	13 966 004	8 637 021	8 224 848
07.5	Recherche-développement dans le domaine de la santé	1 034 400	3 709 375	2 040 838	1 576 734	1 046 524
07.6	Santé n.c.a.	13 261 409	61 057 275	35 543 122	27 262 613	15 307 206
10.1	Maladie et invalidité	0	1 721 862	616 152	444 991	409 211
10.2	Vieillesse	0	8 433 681	2 969 259	2 969 259	2 969 259
10.8	Recherche-développement dans le domaine de la protection so	714 620	1 041 346	345 704	263 300	195 572
10.9	Protection sociale n.c.a.	3 134 368	10 127 971	5 429 304	3 132 536	2 637 411
Total		**32 045 158**	**143 152 925**	**76 783 829**	**56 079 032**	**38 610 508**
614	**HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA**					
07.6	Santé n.c.a.	0	2 472 188	1 212 407	999 022	867 087
Total		**0**	**2 472 188**	**1 212 407**	**999 022**	**867 087**
640	**MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE**					
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	40 000	14 000	14 000	12 502
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	120 000	120 000	54 300	4 956	0
07.4	Services de santé publique	2 832	28 957	9 729	9 099	7 507
07.6	Santé n.c.a.	3 325	80 034	43 575	28 031	28 031
08.1	Services récréatifs et sportifs	250 000	250 000	114 700	0	0
09.5	Enseignement non défini par niveau	6 624	41 135	25 181	15 916	15 127
09.7	Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	0	650 000	325 000	325 000	325 000
10.4	Famille et enfants	2 252 575	5 165 413	2 441 695	1 450 619	1 088 205
10.8	Recherche-développement dans le domaine de la protection so	6 809	94 375	64 584	41 341	41 341
10.9	Protection sociale n.c.a.	0	593 271	316 640	211 511	190 666
Total		**2 642 165**	**7 063 185**	**3 409 404**	**2 100 474**	**1 708 379**
700	**MINISTERE DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES**					
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	5 300	177 857	76 394	55 118	50 169
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	5 000 000	5 000 000	1 260 000	449 549	64 838
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	90 316 839	12 370 689	5 493 039	5 220 500	5 196 213
04.5	Transports	158 471 727	121 387 582	37 758 442	30 253 759	29 185 662
04.7	Autres branches d'activité	350 000	1 050 000	0	0	0
04.8	Recherche-développement concernant les affaires économique	247 500	397 418	96 769	92 896	66 098
04.9	Affaires économiques n.c.a.	100 000	2 449 316	1 796 043	1 532 028	633 602
05.4	Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	2 370 418	2 370 418	770 418	400 000	400 000
05.6	Protection de l'environnement n.c.a.	250 000	250 000	0	0	0
06.2	Équipements collectifs	46 400	46 400	46 400	45 072	45 072
06.6	Logement et équipements collectifs n.c.a ;	132 462	652 351	451 978	381 406	284 309
07.4	Services de santé publique	0	1 195	397	395	395
09.4	Enseignement supérieur	19 500	119 645	53 145	47 628	25 590
Total		**257 310 146**	**146 272 871**	**47 803 024**	**38 478 352**	**35 951 948**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2021

28/07/2021 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
05.1 Gestion des déchets	9 930 000	614 570	475 000	475 100	475 000
05.2 Gestion des eaux usées	1 500 000	1 854 841	672 409	375 533	140 671
05.3 Lutte contre la pollution	0	49 731	31 722	25 173	20 966
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	12 440 900	23 569 633	10 209 306	8 475 915	5 774 155
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	2 173 040	3 770 411	2 201 952	1 536 578	1 229 770
Total	**26 043 940**	**29 859 186**	**13 590 389**	**10 888 299**	**7 640 562**
720 MINISTERE DES MINES DE L'ENERGIE ET DE L'EAU					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	2 000 000	26 394 064	588 533	543 883	378 175
04.3 Combustibles et énergie	27 314 527	64 705 622	9 928 721	4 198 004	3 812 163
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	5 283 925	6 868 482	1 371 775	986 961	515 175
04.5 Transports	100 000	100 000	68 911	0	0
04.7 Autres branches d'activité	0	98 512	43 868	35 112	21 859
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	350 000	350 000	0	0	0
04.9 Affaires économiques n.c.a.	75 000	33 185 060	32 063 722	31 546 979	30 746 511
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	750 000	4 785 047	174 338	122 295	119 868
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	0	15 870 000	0	0	0
06.3 Alimentation en eau	8 903 992	54 196 119	8 574 113	4 770 290	4 559 713
07.4 Services de santé publique	0	247	82	0	0
Total	**44 777 444**	**206 553 153**	**52 814 063**	**42 203 525**	**40 153 464**
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE					
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	0	1 032 000	361 200	222 764	222 764
04.6 Communications	4 961 000	8 487 294	4 995 183	2 798 309	2 475 955
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	30 000	1 999 373	835 894	833 573	540 546
07.4 Services de santé publique	0	631	210	0	0
Total	**4 991 000**	**11 519 298**	**6 192 487**	**3 854 646**	**3 239 265**
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION					
04.6 Communications	250 000	1 588 771	812 406	796 289	494 584
Total	**250 000**	**1 588 771**	**812 406**	**796 289**	**494 584**
740 MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	1 000 000	1 337 944	223 315	112 062	61 971
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	115 999	85 103	84 621	7 237
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	1 900	1 714 801	1 294 355	1 122 525	810 333
06.1 Logement	5 000 000	5 174 210	88 813	69 712	32 058
06.2 Équipements collectifs	3 100 000	3 100 000	837 215	628 484	46 138
06.5 Recherche-développement dans le domaine du logement et de	0	45 000	14 963	14 071	14 071
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	7 170 226	11 202 935	6 920 835	5 511 977	2 758 822
Total	**16 272 126**	**22 690 889**	**9 464 599**	**7 543 452**	**3 730 631**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	39 393 080	187 431 834	42 533 993	35 763 346	30 003 495
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	200 000	1 309 520	0	0	0
Total	**39 593 080**	**188 741 354**	**42 533 993**	**35 763 346**	**30 003 495**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2021

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2021

28/07/2021 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 900 000	15 297 783	6 549 335	6 511 856	6 440 389
Total	**1 900 000**	**15 297 783**	**6 549 335**	**6 511 856**	**6 440 389**
990 CHARGES COMMUNES					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	2 124 513	3 360 461	176 715	127 210	127 210
01.3 Services généraux	2 400 000	34 863 037	15 551 522	8 995 206	8 645 503
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	29 220 109	134 119 995	35 227 261	13 114 487	6 693 429
01.7 Opérations concernant la dette publique	1 300 000	172 765 091	41 543 401	40 939 856	40 804 873
03.2 Services de protection civile	2 500 000	2 500 000	0	0	0
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	34 958 272	55 517 442	0	0	0
04.5 Transports	83 037 166	836 712	0	0	0
04.6 Communications	0	312 505	139 175	45 006	45 006
04.9 Affaires économiques n.c.a.	15 000 000	15 000 000	5 821 698	3 121 698	3 121 698
05.1 Gestion des déchets	4 500 000	4 500 000	0	0	0
06.2 Équipements collectifs	816 943	3 207 972	0	0	0
07.4 Services de santé publique	0	31 646 508	13 926 997	8 301 310	6 400 014
07.6 Santé n.c.a.	0	409 797	0	0	0
09.8 Enseignement n.c.a.	0	146 531	3 614	3 614	3 614
10.2 Vieillesse	0	36 000 000	24 000 000	24 000 000	24 000 000
10.9 Protection sociale n.c.a.	2 001 932	16 068 322	6 788 096	6 574 362	5 890 819
Total	**177 858 935**	**511 254 373**	**143 178 479**	**105 222 748**	**95 732 164**
TOTAL	**943 519 893**	**2 635 164 782**	**1 322 623 507**	**1 068 922 726**	**854 483 088**
TOTAL GENERAL	**943 519 893**	**2 635 164 782**	**1 322 623 507**	**1 068 922 726**	**854 483 088**

ANNEXE 6 :

SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES SOCIALES ET DE DEVELOPPEMENT PRIORITAIRES

AU 30 JUIN 2021.

BUDGET D'ETAT 2021

Situation d'exécution des dépenses sociales et de développement prioritaires 30/06/2021

Le 28/07/2021 16:26:42

Libelle	Cible trimestrielle								
	Annuel	T1		T2		T3		T4	
	Montant Cible	Montant Cible	Montant Exécuté	Montant Cible	Montant Exécuté	Montant Cible	Montant Exécuté	Montant Cible	Montant Exécuté
Education	368 026 386	70 477 053	105 495 001	110 407 916	186 049 219	220 815 832	0	368 026 386	0
Santé	118 044 023	17 907 278	18 077 084	35 413 207	40 367 298	58 894 779	0	118 044 023	0
Développement social	29 594 151	5 291 434	2 912 161	8 878 245	10 587 798	7 690 400	0	29 594 151	0
Décentralisation/FNACT	18 055 615	767 364	20 433 736	5 416 685	22 029 490	10 287 847	0	18 055 615	0
Routes	76 723 311	1 150 850	10 785 433	15 344 662	36 707 176	30 216 150	0	76 723 311	0
Total	610 443 487	95 593 979	157 703 416	175 460 715	295 740 980	327 905 008	0	610 443 487	0

ANNEXE 7 :

SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES MILITAIRES

ET SECURITAIRES

AU 30 JUIN 2021.

BUDGET D'ETAT 2021

DEPENSES MILITAIRES ET SECURITAIRES

Edité le 28/07/2021

(en milliers de francs)

Libelle	Exercice 2020	Exercice 2021			Exercice 2022
	Liquidation 31/12/2020	INITIALE	EN COURS	LIQUIDATION 30/06/2021	ARBITRAGE
Dépenses militaires	341 135 753	310 923 236	335 363 635	198 645 472	320 922 774
Dépenses sécuritaires	101 384 265	120 463 459	120 475 789	55 778 629	119 799 983
Total	442 520 018	431 386 695	455 839 424	254 424 101	440 722 757

ANNEXE 7 :

SITUATION DETAILLEE DES AUTRES TRANSFERTS ET SUBVENTIONS

AU 30 JUIN 2021.

AUTRES TRANSFERTS ET SUBVENTIONS DU TOFE DANS LE BUDGET D'ETAT : DEPENSES 0021

Exécution des crédits budgetaires par groupes de fonctions

28/07/2021 16:29:59

(en milliers de francs CF

Division / Groupe de fonction	LIQUIDATION 2020	EXECUTION 2021 INITIALE	EXECUTION 2021 EN COURS	EXECUTION 2021 LIQUIDATION	ARBITRAGE 2022
01 Services généraux des administrations publiques					
01.1Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	13 871 781	15 037 948	15 037 948	4 383 002	14 262 198
01.3Services généraux	4 212 249	5 388 363	5 388 363	1 150 971	5 532 363
01.4Recherche fondamentale	342 054	484 174	484 174	225 636	494 858
01.5Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	41 120	30 000	30 000		30 000
01.6Services généraux des administrations publiques n.c.a.	15 219 264	34 627 394	34 627 394	5 326 408	34 541 992
01.8Transferts de caractère général entre administrations publiques	7 446 252	9 080 754	9 080 754	8 183 264	9 771 768
TOTAL Services généraux des administrations publiques	**41 132 720**	**64 648 633**	**64 648 633**	**19 269 281**	**64 633 179**
02 Défense					
02.1Défense militaire	137 138	154 304	154 304	16 982	154 304
02.5Défense n.c.a.	1 082 560	866 748	866 748	433 374	866 748
TOTAL Défense	**1 219 698**	**1 021 052**	**1 021 052**	**450 356**	**1 021 052**
03 Ordre et sécurité publics					
03.1Services de police	105 856	111 434	111 434	39 000	111 434
03.2Services de protection civile	65 775	40 000	40 000	14 000	40 000
03.3Tribunaux	2 959 969	3 762 869	3 762 869	1 277 764	3 762 869
03.6Ordre et sécurité publics n.c.a.	1 266 141	1 730 459	1 730 459	568 261	1 730 459
TOTAL Ordre et sécurité publics	**4 397 741**	**5 644 762**	**5 644 762**	**1 899 025**	**5 644 762**
04 Affaires économiques					
04.1Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	17 192 880	13 496 439	13 496 439	5 445 033	14 258 172
04.2Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	13 783 048	64 258 047	64 258 047	7 401 787	64 252 047
04.3Combustibles et énergie	6 606 445	6 951 126	6 951 126	3 293 316	7 141 126
04.4Industries extractives et manufacturières, construction	325 361	1 446 237	1 446 237	356 214	1 446 237
04.5Transports	926 322	900 964	900 964	278 153	900 964
04.6Communications	5 270 170	5 796 013	5 796 013	1 831 021	5 796 013
04.7Autres branches d'activité	308 748	303 878	303 878	154 485	303 878
04.8Recherche-développement concernant les affaires économiques	2 239 478	2 119 291	2 119 291	606 644	2 119 291
04.9Affaires économiques n.c.a.	260 985	356 782	356 782	67 045	356 782
TOTAL Affaires économiques	**46 913 438**	**95 628 777**	**95 628 777**	**19 433 696**	**96 574 510**
05 Protection de l'environnement					
05.2Gestion des eaux usées	278 448	354 841	354 841	118 526	354 841
05.4Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	606 069	768 186	768 186	278 901	769 761

AUTRES TRANSFERTS ET SUBVENTIONS DU TOFE DANS LE BUDGET D'ETAT : DEPENSES 0021

28/07/2021 16:29:59

Exécution des crédits budgetaires par groupes de fonctions

(en milliers de francs CF

Division / Groupe de fonction	LIQUIDATION 2020	EXECUTION 2021 INITIALE	EXECUTION 2021 EN COURS	EXECUTION 2021 LIQUIDATION	ARBITRAGE 2022
05 Protection de l'environnement					
05.6Protection de l'environnement n.c.a.	141 066	130 502	130 502	51 161	130 502
TOTAL Protection de l'environnement	**1 025 583**	**1 253 529**	**1 253 529**	**448 589**	**1 255 104**
06 Logement et équipements collectifs					
06.1Logement	120 028	172 310	172 310	30 538	172 310
06.3Alimentation en eau	270 110	307 750	307 750	122 826	307 750
06.5Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs	30 976	45 000	45 000	14 071	45 000
06.6Logement et équipements collectifs n.c.a ;	779 878	853 490	853 490	336 813	853 490
TOTAL Logement et équipements collectifs	**1 200 992**	**1 378 550**	**1 378 550**	**504 248**	**1 378 550**
07 Santé					
07.1Produits, appareils et matériaux médicaux	1 021 708	989 509	989 509	346 328	989 509
07.2Services ambulatoires	29 831	87 000	87 000		87 000
07.3Services hospitaliers	17 643 904	20 507 926	20 507 926	7 519 564	21 704 211
07.4Services de santé publique	3 297 557	4 453 480	4 453 480	1 678 932	4 099 570
07.5Recherche-développement dans le domaine de la santé	3 248 256	2 674 975	2 674 975	1 038 856	3 183 874
07.6Santé n.c.a.	6 889 757	9 198 837	9 198 837	1 999 733	9 442 086
TOTAL Santé	**32 131 014**	**37 911 727**	**37 911 727**	**12 583 412**	**39 506 250**
08 Loisirs, culture et culte					
08.1Services récréatifs et sportifs	956 023	903 982	903 982	1 288 665	903 982
08.2Services culturels	2 056 794	2 272 820	2 272 820	772 252	2 272 820
08.4Culte et autres services communautaires	260 441	242 890	242 890	73 428	379 921
08.6Loisirs, culture et culte n.c.a.	512 340	2 256 012	2 256 012	632 247	2 256 012
TOTAL Loisirs, culture et culte	**3 785 598**	**5 675 704**	**5 675 704**	**2 766 592**	**5 812 735**
09 Enseignement					
09.1Enseignement préélémentaire et primaire	143 849	150 000	150 000	9 849	160 000
09.2Enseignement secondaire	4 726 954	6 686 776	6 686 776	2 789 799	7 286 776
09.4Enseignement supérieur	42 318 860	46 922 442	46 922 442	15 934 168	47 372 132
09.5Enseignement non défini par niveau	662 315	848 578	848 578	199 977	855 987
09.7Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	618 882	840 843	840 843	398 655	840 843
09.8Enseignement n.c.a.	6 791 951	7 796 327	7 796 327	3 735 043	7 998 327
TOTAL Enseignement	**55 262 811**	**63 244 966**	**63 244 966**	**23 067 491**	**64 514 065**
10 Protection sociale					

AUTRES TRANSFERTS ET SUBVENTIONS DU TOFE DANS LE BUDGET D'ETAT : DEPENSES 0021

28/07/2021 16:29:59

Exécution des crédits budgetaires par groupes de fonctions

(en milliers de francs CF

Division / Groupe de fonction	LIQUIDATION 2020	EXECUTION 2021 INITIALE	EXECUTION 2021 EN COURS	EXECUTION 2021 LIQUIDATION	ARBITRAGE 2022
10 Protection sociale					
10.1 Maladie et invalidité	1 173 137	1 721 862	1 721 862	409 211	1 739 836
10.2 Vieillesse	6 981 398	8 433 681	8 433 681	2 969 259	9 173 167
10.4 Famille et enfants	281 262	346 256	346 256	108 550	2 746 664
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	180 000	226 000	226 000	55 153	226 000
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	314 833	326 726	326 726	129 205	341 406
10.9 Protection sociale n.c.a.	3 193 466	6 098 271	6 098 271	838 040	6 144 758
TOTAL Protection sociale	**12 124 095**	**17 152 796**	**17 152 796**	**4 509 418**	**20 371 831**
TOTAL GENERAL	**199 193 690**	**293 560 496**	**293 560 496**	**84 932 109**	**300 712 038**